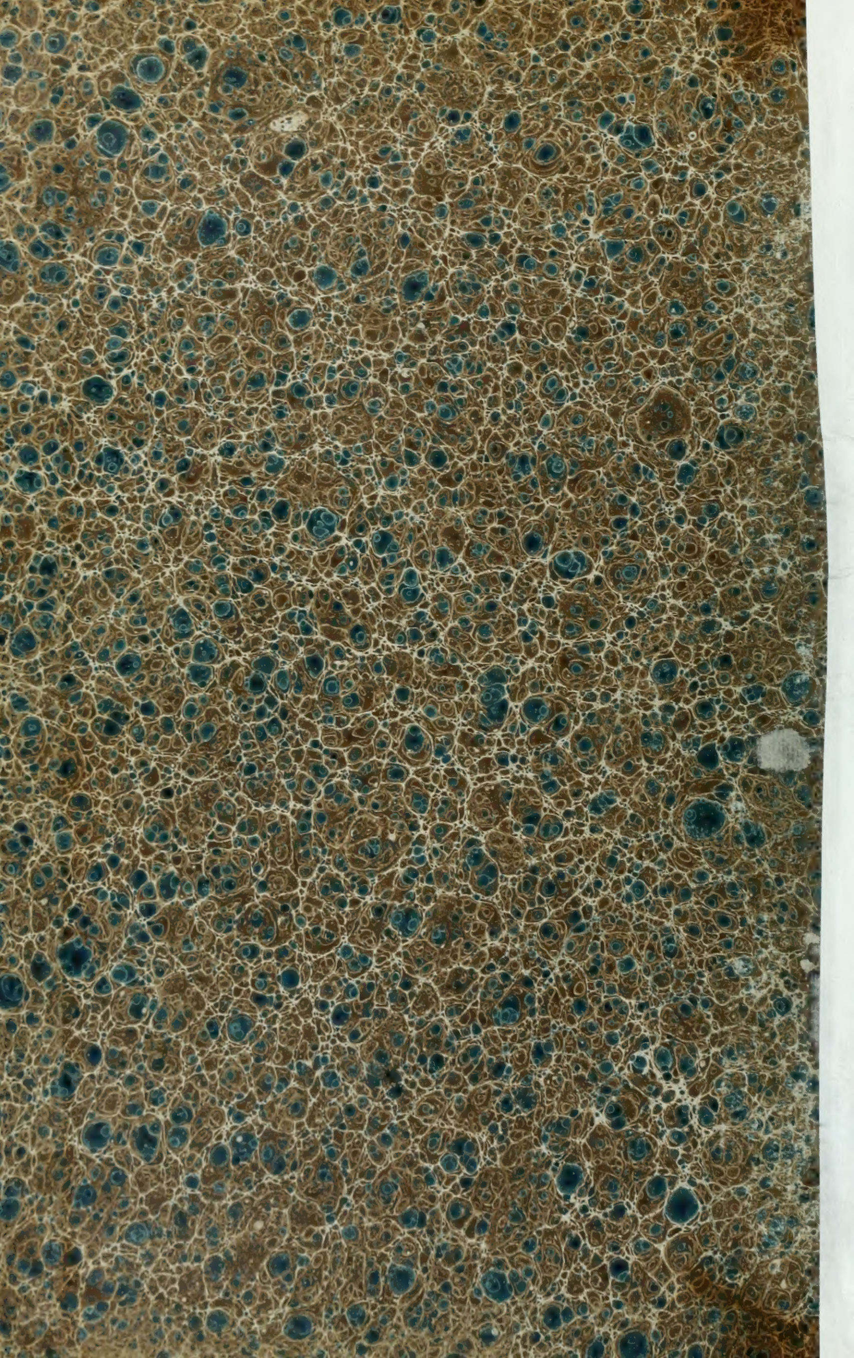
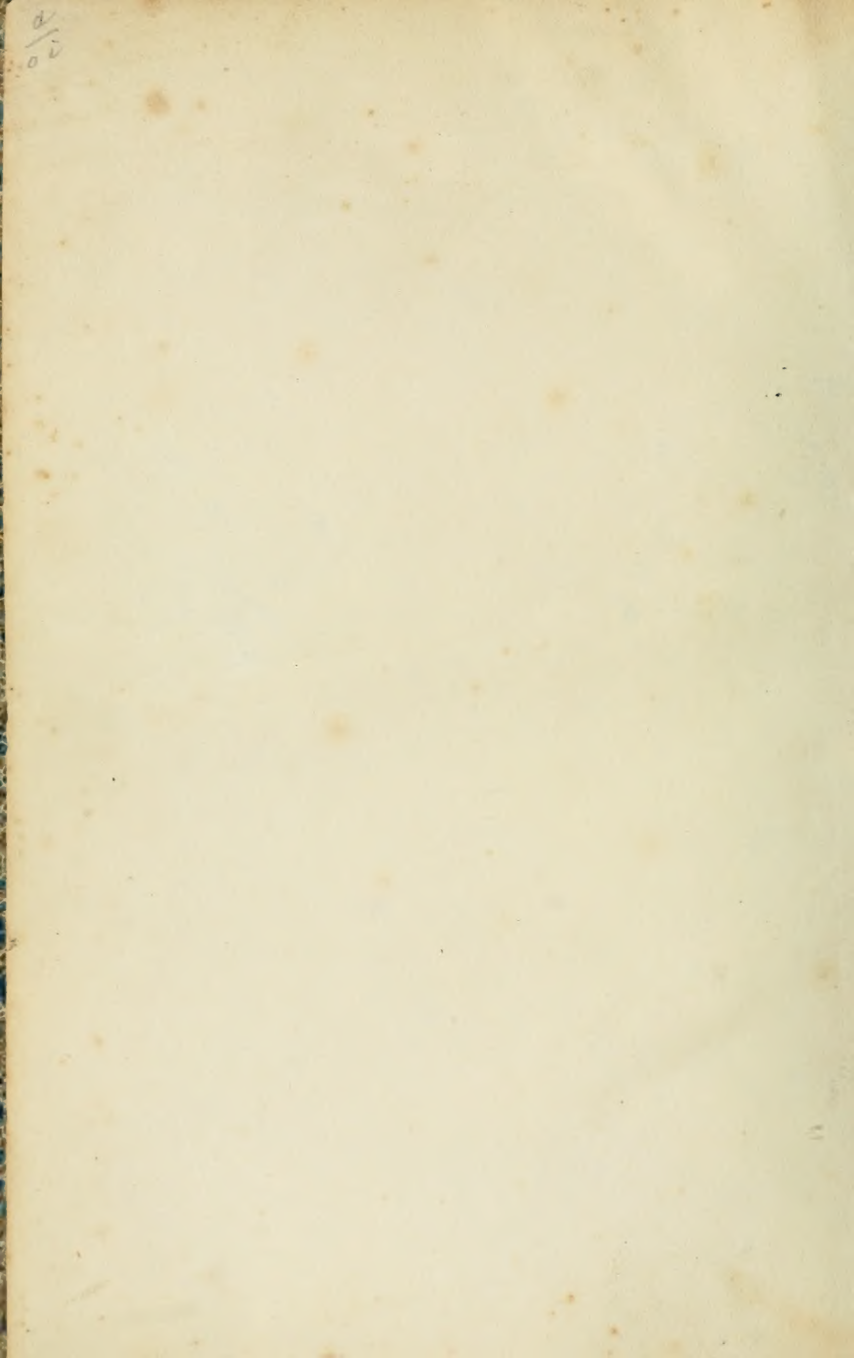


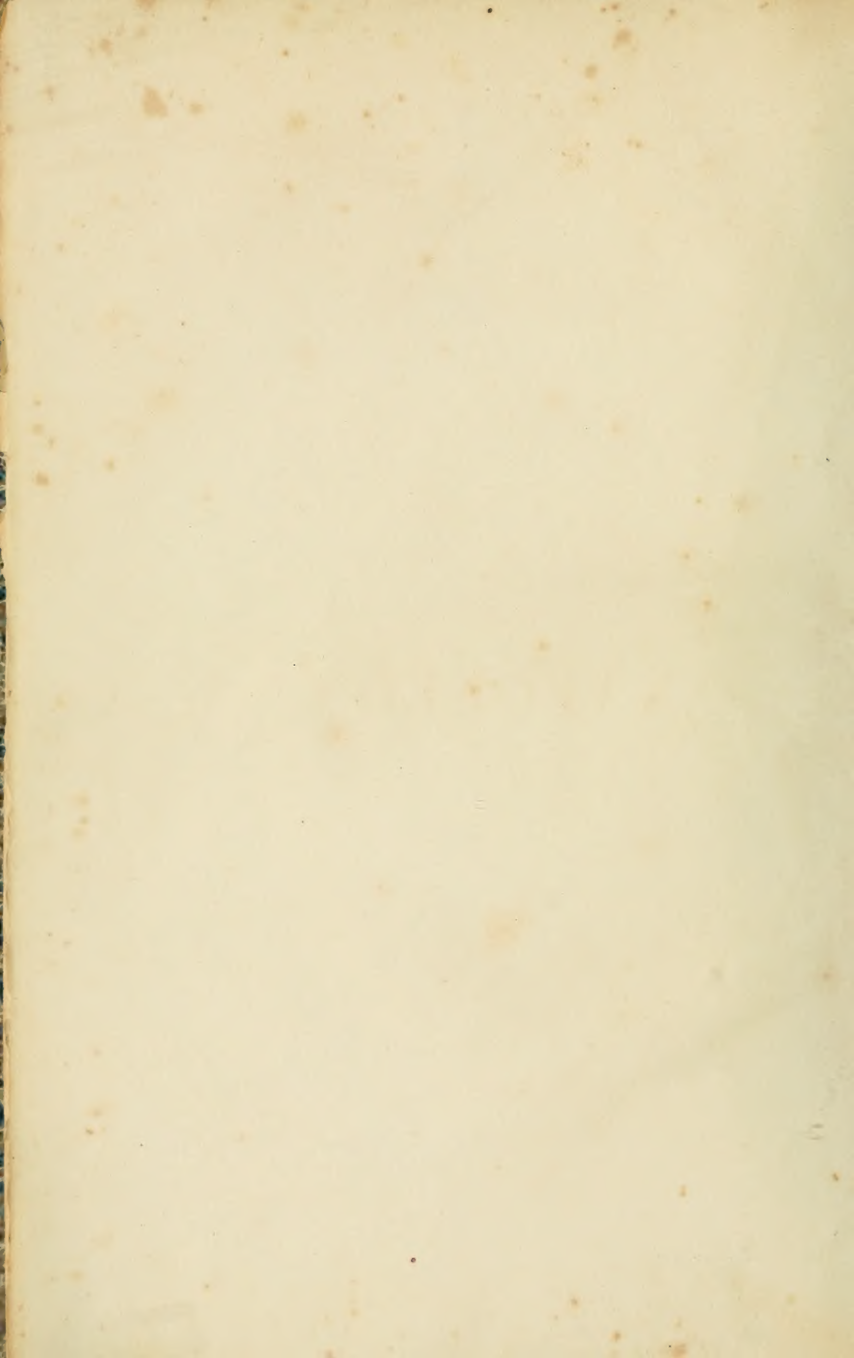
U d'/ of Ottawa
39003001494797







24
89
520
540
595



HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

Paris. — Typographie de LACRAMPE et Comp., rue Damiette, 2.



NAPOLEON
(1769)

HISTOIRE

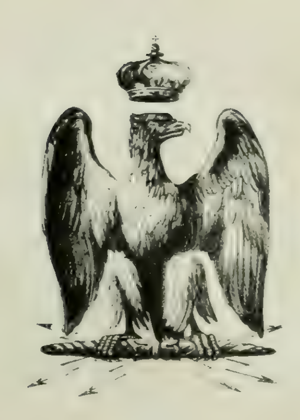
DE

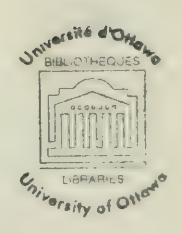
NAPOLÉON

PAR M. DE NORVINS.

Vignettes

PAR RAFFET.



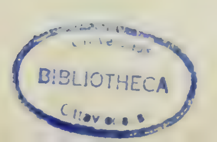


PARIS.

FURNE ET Cie, ÉDITEURS.

—

1841.





PRÉFACE.

NAPOLÉON a été l'étude de ma vie depuis le 18 brumaire. Dès cette époque, j'avais conçu le dessein de représenter dans un tableau fidèle cet homme imprévu et neuf dans l'histoire. Sous le consulat et sous l'empire, je m'attachai à recueillir et à mettre en ordre de nombreux matériaux ; j'avais formé un ensemble de tant d'éléments qui composent une renommée si extraordinaire, et déjà une grande partie de l'Histoire de l'Empereur était écrite et achevée ; mais, par degrés, l'étendue et les difficultés de l'entreprise, comparées avec mes forces, m'inspirèrent du découragement. Dans cette disposition d'esprit, je me suscitai à moi-même des obstacles dont l'invincible résistance était plutôt un fantôme de mon imagination qu'une réalité. L'examen de la vie de Napoléon, me disais-je, laisse dominer

trois grands caractères : l'excès du génie, l'excès de la fortune et l'excès du malheur. L'historien, quel qu'il puisse être, doit trembler à l'aspect de ces proportions colossales. Mais, en adoptant cette idée qui me détournait de mon premier projet comme d'un péril insurmontable, j'oubliais qu'il s'agissait bien plus pour moi de retracer la carrière de Napoléon, que de mesurer la hauteur du géant de la guerre, de la politique et du gouvernement, et que si je faiblissais dans cette dernière tentative, le public tout entier viendrait par ses souvenirs au secours de mon insuffisance. Une autre objection arrêtait encore ma plume : contemporain de Napoléon, spectateur de son règne, honoré de quelque confiance sous son gouvernement, consterné du triomphe des étrangers, qui n'étaient pas moins les ennemis de la France que les siens, profondément affligé des souffrances de ce Prométhée de la gloire, je craignais d'être encore trop frappé de ce que j'avais vu s'élever, briller et disparaître, pour que mon jugement pût être désintéressé sur les merveilles de la période de vingt-cinq années, qui commence à la bataille de Montenotte et finit avec la longue et cruelle agonie de Sainte-Hélène.

Mais j'aurais dû sentir que les scrupules de la bonne foi qui ne m'abandonnerait jamais dans le cours du travail, me serviraient de préservatifs contre les erreurs de la passion, et que d'ailleurs, dussé-je me laisser entraîner par elle à mon insu, la qualité de témoin avait, au lieu des inconvénients que je redoutais, d'immenses avantages. En effet, l'écrivain qui a vu les faits qu'il raconte, qui a reçu d'eux une impression inévitable, qui a pu comparer comme moi cette impression avec les manifestations de la joie, de la crainte ou de l'espérance d'un peuple dont les destinées étaient entre les mains d'un homme, a dans le cœur des souvenirs profonds, devant les yeux des images fidèles, dans l'esprit des jugements qui ont été faits par tout le monde au moment de l'événement. Comme peintre, il porte en lui la véritable physionomie des hommes et des choses; et comme historien, son rôle se borne souvent à celui de rapporteur exact, quand il semble n'émettre que son opinion personnelle. Ce sont là, sans doute, des éléments de vérité bien précieux, et dont aucun talent ne peut entièrement réparer ou compenser l'absence. Ainsi les raisons qui me faisaient interrompre une entreprise à laquelle j'avais consacré tant de travail, n'avaient point la force que je leur prêtais; je cédai pourtant à leur influence, et je me bornai à donner le tableau politique et militaire de l'année 1813. Le bienveillant accueil que cette production reçut du public, frappé sans doute des révélations nouvelles qu'elle contenait sur une époque si importante, ranima mon courage et m'inspira la vive tentation de reprendre le vaste sujet que je méditais toujours. J'hésitais encore cependant, quand une circonstance leva tous mes doutes.

J'avais appris de très-bonne heure, et les journaux me rappelèrent alors, que sir Walter Scott avait entrepris d'écrire la vie de Napoléon. Comme les *Lettres de Paul*, publiées en 1822, ne renferment qu'une suite d'outrages et de calomnies contre l'armée, contre les Français et contre l'Empereur, je me sentis tourmenté du besoin de paraître aussitôt que notre ennemi devant le tribunal des contemporains, avec une histoire du grand homme qui occupe le siècle comme il occupera l'avenir. Je voulais opposer la vérité à la passion, repousser les suppositions de la haine par l'éloquence des faits; mais, je l'avoue, j'étais loin de prévoir que mon ouvrage dût être, à chaque moment, la réfutation indispensable et perpétuelle des ignorances, des fautes, des

mensonges et des injustices du romancier écossais. Jamais un tel oubli des devoirs les plus sacrés, dans un écrivain qui prenait le titre d'historien à la face de l'Europe, n'aurait pu entrer dans ma pensée. Quoi qu'il en soit, le sentiment qui m'inspirait la résolution de combattre sir Walter Scott ne me permit pas plus de calculer les périls où j'allais courir en descendant dans la lice contre un homme chargé de tant de palmes littéraires, que l'amour de la patrie ne permettait à un soldat français de compter ses ennemis en 1814. J'avoue aussi qu'un moment peut-être, incertain de savoir s'il convenait à un Français de relever le gant d'un adversaire qui s'était montré aussi inique et aussi déloyal dans le récit des désastres de Waterloo, j'y fus tout à coup décidé, en relisant dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* les passages suivants : « Après « tout, dit Napoléon, qui venait de parcourir le recueil calomnieux de Goldsmith : « après tout, ils auront beau retrancher, supprimer, mutiler, il leur sera bien diffi- « cile de retrancher tout à fait. Un historien français sera pourtant bien obligé d'a- « border l'empire; et, s'il a du cœur, il faudra bien qu'il me restitue quelque chose, « qu'il me fasse ma part; et sa tâche sera aisée, car les faits parlent : ils brillent « comme le soleil.

« J'ai refermé le gouffre anarchique et débrouillé le chaos. J'ai dessouillé la révo- « lution, ennobli les peuples et raffermi les rois. J'ai excité toutes les émulations, « récompensé tous les mérites, et reculé les limites de la gloire! Tout cela est bien « quelque chose! Et puis, sur quoi pourrait-on m'attaquer, qu'un historien ne puisse « me défendre? Seraient-ce mes intentions? mais il est en fonds pour m'absoudre. « Mon despotisme? mais il démontrera que la dictature était de toute nécessité. Dira- « t-on que j'ai gêné la liberté? mais il prouvera que la licence, l'anarchie, les grands « désordres étaient encore au seuil de la porte. M'accusera-t-on d'avoir trop aimé la « guerre? mais il démontrera que j'ai toujours été attaqué; d'avoir voulu la monar- « chie universelle? mais il fera voir qu'elle ne fut que l'œuvre fortuite des circon- « stances; que ce furent nos ennemis eux-mêmes qui m'y conduisirent pas à pas. Enfin, « sera-ce mon ambition? ah! sans doute, il m'en trouvera, et beaucoup; mais de la « plus grande et de la plus haute qui fut peut-être jamais! celle d'établir, de consa- « crer enfin l'empire de la raison, et le plein exercice, l'entière jouissance de toutes « les facultés humaines! Et ici, l'historien peut-être se trouvera réduit à devoir re- « gretter qu'une telle ambition n'ait pas été accomplie, satisfaite!... »

Dès ce moment, je rentrai dans la carrière avec la ferme résolution de la parcourir jusqu'au bout, et je me consacrai tout entier à cette même entreprise devant laquelle j'avais reculé avec effroi. C'est le fruit de mes anciennes veilles et de mes nouveaux efforts que j'offre en ce moment au public. Voici ce que je disais dans la préface du *Portefeuille de* 1813 :

« Napoléon est plutôt un homme de Plutarque qu'un héros moderne. Il est tombé comme un être d'une nature unique au milieu d'une civilisation qui lui était contraire. Il s'est trouvé le prisonnier de cette civilisation, mais un prisonnier souvent irrité contre ses entraves. Qu'a produit cette contrainte où l'enchaînaient les mœurs d'une vieille société? Ne pouvant les détruire, parce qu'au temps appartient un pareil changement, il s'était emparé de ces mœurs; et, pour les approprier à sa nature, il avait dû les pousser à l'excès, sous quelque forme qu'elles se fussent présentées à lui, soit dans la carrière des armes, soit dans celle du pouvoir : mais aussi il leur avait im-

primé un grand caractère par l'influence de ses lois civiles, et par la régularité de sa majestueuse administration.

« Telles sont les phases de la vie de cet homme qui nous a gouvernés :

« La prise de Toulon l'annonce à l'armée ; le canon de vendémiaire l'annonce à la France : les trophées de l'Italie l'annoncent à l'Europe ; la conquête de l'Égypte l'annonce au monde. Il revient armé de mœurs militaires contre les mœurs politiques de la France. Au 18 brumaire, il brise les tables de la loi républicaine, et se met debout sur l'autel de la patrie. Là, il règne au nom de la liberté, et couvre la France des monuments de son génie. Au milieu de ces monuments s'élève le Code immortel de nos lois civiles. Mais Napoléon regarde l'Europe, et n'y voit qu'un ennemi qui soit à la fois implacable et invulnérable : c'est l'Angleterre. Fatale découverte, car elle le condamnera à être toujours armé pour soutenir cette lutte, ce duel à outrance. Bientôt il se croira trop faible, s'il ne reste que le mandataire du pouvoir qu'il a créé, et il voudra régner en son propre nom. Immense erreur qui frappe de stupeur l'Europe et le monde. Il détrône le Consulat comme il a détrôné le Directoire. Alors il devient le captif volontaire des mœurs. Il se fait roi ! il touche de son sceptre les plus fougueux citoyens et les change en courtisans. Ce n'est point assez : cette métamorphose doit frapper aussi les républiques qu'il a faites, et elles se changent toutes en royaumes. Ce n'est point assez : il brise aussi son mariage avec une citoyenne, et la fille des Césars est dans son lit. Le voici l'héritier des coutumes royales ; le voici souverain absolu. Mais le despotisme dont il est revêtu lui donne une brillante inspiration ; il veut que la France puisse se passer du monde entier, et la France civile achève plus rapidement la conquête de toutes les industries, que la France militaire n'achève celle des états ligués contre lui. C'est alors qu'il conçoit le vaste projet de reconstruire la vieille royauté de l'Europe, que son avénement a sauvée de la décomposition républicaine. Il le prouve de deux manières : en détrônant les rois anciens, en faisant des rois nouveaux. Il met sur la tête du faible Joseph la couronne des Espagnes et des Indes, et les portes de Madrid tombent devant lui.

« C'est là que le destin et l'Angleterre ont marqué sa perte. C'est de là aussi qu'il s'élance au cœur de la Russie, pour aller livrer une autre bataille de Wagram à cette inévitable Angleterre ; et à huit cents lieues de sa capitale, dans la métropole incendiée d'un empire de l'Asie, il ose attendre que les clefs du pôle lui soient apportées ! Les hommes n'ont pu s'opposer à sa marche triomphante ; il ne reste plus que la nature pour défendre l'indépendance du Nord. Napoléon est vaincu par elle. Il cède à une loi inexorable, il cède, et il ne fuit pas. Dans cette retraite devant les Scythes, c'est lui qui se retire comme un Scythe, en blessant toujours ses ennemis. Polotzk, Malo-Jaroslawetz, Wiasma, Krasnoë, ont connu les braves de Moskou, et la Bérésina est immortalisée ! Enfin il a revu Paris ; il dit : « Me voilà seul ; que la France se lève « encore ! » Et la France, comme si elle entendait le vainqueur de Friedland, donne sa dernière armée. Chaque soldat porte un crêpe et un laurier : le crêpe est pour Moskou, le laurier pour les trois victoires de la Saxe. Après la première, Napoléon propose la paix ; après la troisième, il la propose encore, et il s'égare dans un armistice qui donne le temps à l'Angleterre de rassembler toute l'Europe contre lui. Le congrès de Prague, qu'il a aussi demandé, s'assemble ; mais les alliés n'en font qu'un tribunal militaire, où Napoléon est condamné à périr les armes à la main. Une victoire seule

ne peut le sauver; mais une seule défaite doit le perdre. Il l'éprouve à Leipzig, où il est trahi. Tout ce qui habite au-delà du Rhin le poursuit dans le cœur de la terre française. Avec cinquante mille hommes, il soumet encore aux discussions d'un congrès le million d'hommes qui l'assiége. Mais le mot d'ordre de Prague est celui de Châtillon, et Napoléon est encore trahi!... Il tombe, il est banni! il va régner sur l'île d'Elbe. Un an après, il reparaît avec huit cents soldats qui ont vu Marengo, Austerlitz, Iéna, Wagram, Friedland et Moskou. De Cannes à Lyon, il marche au nom de la liberté, de Lyon à Paris, au nom de l'empire. Si jamais il y eut une circonstance où le salut public devait décerner la dictature, ce fut sans doute celle de mars 1815. Mais dès sa première séance, la Chambre des représentants veut refuser le serment à Napoléon! Toutefois les éléments du gouvernement impérial se réveillent après une année de sommeil ou d'oubli, et il règne. Le premier acte de son pouvoir est l'Acte additionnel aux constitutions de l'empire, au lieu d'une nouvelle Charte que la France lui demande. Le second est le Champ-de-Mai, représentation gothique de la fédération de 1790; mais elle n'est pas plus heureuse pour le nouvel empire que ne l'avait été la cour plénière pour l'ancienne monarchie. Enfin, Napoléon part et va combattre encore l'Europe; il trouve sa journée fatale à Waterloo, le Moskou de la restauration. Il revient : les ports lui sont ouverts pour *vivre et mourir libre*. C'était son premier serment. Mais il veut croire à l'hospitalité anglaise, et il en devient le captif. Enfin, après cinq années d'agonie, il meurt sur un rocher qui garde sa cendre. Les vents ont porté à tous les trônes les derniers soupirs de Napoléon, et alors seulement peut-être les trônes se sont crus délivrés.

« Sans doute une telle vie est plutôt merveilleuse qu'instructive pour la société : car, dans l'espace de plusieurs siècles, l'histoire ne présente pas un homme à qui Napoléon puisse être comparé; et ce n'est qu'en remontant les siècles que l'on pourrait retrouver ses ancêtres historiques dans Sésostris, Cyrus, Alexandre, César et Charlemagne. Charles Quint, Henri le Grand, Frédéric le Grand, Catherine la Grande, furent, si on peut le dire, des souverains, des grands hommes plus modernes que Napoléon. Dans cent ans, on ne comprendra ni l'apparition ni la destruction de cet homme à part dans l'histoire comme dans la nature, qui, d'une île de la Méditerranée, s'élevant tout à coup sur l'Europe, la domina pendant vingt ans, disparut de la terre, et laissa ses débris au milieu des flots.

« La vie de Napoléon renferme, depuis la campagne de 1812, des choses que la superstition eût autrefois appelées du nom de fatalités. Au nombre de ces événements qui, aux yeux de l'historien, auraient pu sortir de la marche ordinaire, on verrait figurer, en Russie, l'incendie des villes sur le passage de l'armée française, celui de la capitale de l'empire au moment de notre entrée dans ses murs; à Moskou, le rêve de la paix pendant quarante jours; dans notre retraite, un hiver prématuré; la rentrée de l'armée en Prusse entre deux défections; en Saxe, la veille de la victoire de Lutzen, la mort du maréchal Bessières; le lendemain de la victoire de Wurschen, la mort des généraux Bruyères, Kirgener et surtout de Duroc, le seul confident de la pensée de son maître; à Pirna, le mal subit de Napoléon avant le désastre de Vandamme; en France, la veille de la première grande bataille perdue, celle de Brienne, Napoléon à peine sauvé par Gourgaud de la lance d'un Cosaque; à Troyes, la première désertion française devant l'ennemi; la marche d'Augereau sur Genève au lieu de

Lons-le-Saulnier: la coupable reddition de Soissons à Blücher, qui n'avait plus d'asile ni de retraite; la surprise du duc de Raguse sous les murs de Laon; enfin, la contremarche de Doulevent sur Saint-Dizier et Vitry, qui retarde de quarante-huit heures l'arrivée de Napoléon sous les murs de Paris!

« Telles sont les fatalités, ou plutôt tels sont les événements qui ont pu imprimer quelque chose de prophétique à la chute de Napoléon; mais l'histoire a cela de moral et de salutaire, qu'elle prouve la fausseté du merveilleux, l'absurdité des inductions superstitieuses, et que, par l'explication des causes qui produisent les événements, elle les attribue justement aux intérêts, aux passions des hommes. C'est ainsi que mes récits montreront sans cesse que la prospérité de Napoléon, comme sa chute, appartient à lui seul, et non à la fortune, divinité fausse, idole dangereuse qu'il est temps de détrôner à jamais, par respect pour la raison et pour le bonheur de l'humanité.

« Quand Napoléon monta au pouvoir, toutes les imaginations, toutes les espérances le portaient à la magistrature suprême. Cependant la gloire militaire, alors toute-puissante sur les Français, et qui avait jeté sous lui, en Italie et en Égypte, un autre éclat que sous les autres généraux, contribua moins à son élévation que l'habileté dont il a fait preuve en gouvernant les vaincus avec sagesse, après sa double conquête, en dominant les peuples par l'ascendant d'un caractère nouveau dans le siècle, et d'un génie jusqu'alors inconnu. Fatiguée des rigueurs et des convulsions républicaines, avilie par le gouvernement directorial, qui avait laissé perdre en moins d'une année toutes les conquêtes de Bonaparte, la France le salua du nom de libérateur quand il débarqua à Fréjus. La commotion que produisit sa présence fut électrique, et souleva en sa faveur les camps, les villages et les cités. Jamais homme ne fut plus national que lui à l'époque du retour d'Égypte. Ni les dragons de Sébastiani, ni la garnison de Paris, ni la garde directoriale, ne firent le 18 brumaire; il faut attribuer le succès de la journée à l'opinion civile seule, sans laquelle, même alors, le coup d'état eût été impossible. Un parti avait excité Bonaparte à le tenter au sortir du congrès de Radstadt; mais il avait prudemment jugé que la France et sa propre fortune manquaient de la maturité nécessaire pour sanctionner un aussi grand changement, et il partit pour l'Égypte, laissant cet avenir en germe dans les opinions.

« Napoléon s'est fait empereur, parce qu'il était premier consul à vie, parce qu'il venait de régner en Égypte, parce qu'il avait déjà été roi à Milan après la conquête de la Lombardie, parce qu'il avait exercé la souveraineté sur les destinées de la France, en conquérant la paix à Campo-Formio, encore plus sur le Directoire qui la refusait, que sur l'Autriche qui la demanda. Napoléon s'est fait empereur, parce que les constitutionnels de 89, qui représentaient la révolution, et Fouché, qui représentait la Convention, et les capitalistes, qui voulaient assurer leurs nouvelles fortunes, le pressèrent de prendre la couronne.

« Napoléon a péri, parce que les vieilles monarchies, de tout temps jalouses de la France, entraînant les nouvelles dans leurs tourbillons, trouvèrent, en rompant tout à coup les traités et les alliances qu'elles avaient sollicités du vainqueur, l'occasion de détruire à la fois Napoléon, la révolution française qui l'avait produit, et la France telle qu'il l'avait constituée, c'est-à-dire la première puissance du monde par ses lois civiles, par son administration, par son régime financier, par sa prospérité industrielle, par son territoire, par sa grande civilisation et par la gloire de ses armes.

« Ainsi ces deux extrêmes de la vie de Napoléon, son élévation et sa chute, peuvent s'expliquer par cette observation : les traités de paix de l'Europe avec Napoléon ne furent pour elle que des armistices, parce que l'Angleterre la soldait sans cesse pour renouveler la guerre contre Napoléon, dans la crainte que la France, en paix sous un si grand souverain, ne devînt la métropole de l'univers. Alors Napoléon put se croire obligé de régner sur les rois de l'Europe, que l'Angleterre armait contre lui, ou de disparaître du monde.

« Tout en lui le condamnait à agir comme il l'a fait, soit pour s'élever soit pour tomber. Dans ses jeunes années, sous les drapeaux victorieux de Lodi et d'Arcole, le cri de *vive la République!* n'était pour lui qu'un cri de gloire, comme le fut depuis pour l'armée le cri de *vive l'Empereur!* Il ne lui appartenait pas de se modifier, ni de transiger avec son caractère; car il revint de l'île d'Elbe le même homme qu'à son départ de Fontainebleau. Aussi, en 1814 et en 1815, accepta-t-il son adversité comme une conséquence de sa haute fortune, et ne vit-il que de l'ingratitude dans les trahisons. »

Je ne puis terminer cette préface sans relever cette assertion de sir Walter Scott, que Napoléon avait à choisir entre Cromwell et Washington, et qu'il préféra être Cromwell. Toutes les personnes qui ont connu Napoléon savent que la nature n'avait pas plus créé en lui un Cromwell qu'un Washington ou un Monk. Il lui appartenait uniquement d'être ce qu'il a été, de faire ce qu'il a fait; il lui appartenait de se servir des éléments de la liberté comme de ceux de la monarchie, pour rendre populaire la domination qu'il exerça sur la France. Cette domination, son génie militaire l'étendit sur l'Europe, qui ne cessa de le provoquer à la guerre, dans l'espoir d'user les forces du géant qui se consumerait à force de victoires. Le calcul était juste : victorieux pendant vingt ans, Napoléon a succombé enfin sous les coups de ses alliés, qui ne cessèrent jamais d'être ses ennemis. La dernière coalition ne fut qu'une révolte de captifs qui ont fini par terrasser leur maître avec les fers qu'il leur avait donnés. Si Napoléon eût pris le rôle de Washington, il eût été plus tôt abattu. Mais l'assimilation de Napoléon à Cromwell est une horrible injure pour celui qui, en 1815, a pu prononcer sur l'existence d'une partie de la famille royale!!!

Napoléon avait entendu dire aussi qu'il devait être le Washington de l'Europe; et voici comme il traite cette question, page 467 du premier volume du *Mémorial de Sainte-Hélène* :

« Arrivé au pouvoir, on eût voulu que j'eusse été un Washington : les mots ne « coûtent rien : et sûrement ceux qui l'ont dit avec tant de facilité le faisaient sans « connaissance des temps, des lieux, des hommes et des choses. Si j'eusse été en « Amérique, volontiers j'eusse été aussi un Washington, et j'y eusse eu peu de « mérite, car je ne vois pas comment il eût été raisonnablement possible de faire au- « trement. Mais si lui s'était trouvé en France, sous la dissolution du dedans et sous « l'invasion du dehors, je l'eusse défié d'être lui-même; ou s'il eût voulu l'être, il « n'eût été qu'un niais, et n'eût fait que continuer de grands malheurs. Pour moi, « je ne pouvais être qu'un *Washington couronné* : ce n'était que dans un congrès de rois, « au milieu de rois vaincus ou maîtrisés, que je pouvais le devenir. Alors, et là seule- « ment, je pouvais montrer avec fruit sa modération, son désintéressement, sa « sagesse. Je n'y pouvais raisonnablement parvenir qu'au travers *de la dictature uni-*

« *verselle*. Je l'ai prétendue ; m'en ferait-on un crime ? Penserait-on qu'il fût au-« dessus des forces humaines de s'en démettre ? Sylla, gorgé de crimes, a bien osé « abdiquer, poursuivi de l'exécration publique ! Quel motif eût pu m'arrêter, moi « qui n'aurais eu que des bénédictions à recueillir ?... Il me fallait vaincre à Moskou !... « Combien, avec le temps, regretteront mes désastres et ma chute !... Mais demander « de moi, avant le temps, ce qui n'était pas de saison, eût été une bêtise vulgaire ; « moi l'annoncer, le prononcer, eût été pris pour du verbiage, du charlatanisme ; ce « n'était point mon genre... Je le répète, il me fallait vaincre à Moskou !... »

Voilà comment Napoléon explique Napoléon : je me suis étendu particulièrement sur son caractère, parce que j'ai cru ce préliminaire indispensable pour préparer le lecteur à l'histoire d'un homme dont la vie nous présente un être à part, sans aucun terme de comparaison dans les fastes du monde. Quant à moi, je déclare que je n'aurais pas entrepris d'écrire cette grande histoire, si je ne m'étais senti également possédé du besoin de rendre hommage à la vérité et du désir d'honorer la France.





CHAPITRE I.

La Corse ancienne et moderne. — Ancienneté de la famille de Bonaparte. — Naissance de Napoléon. — Son enfance. — Son admission à l'école militaire de Brienne. — Son caractère. — Sa nomination de lieutenant en second au régiment de La Fère, artillerie.



Les Phéniciens, qui négociaient dans tout le monde connu ; les Grecs, qui l'instruisaient par leurs arts ; les Phocéens, fondateurs de Marseille, et les Étrusques, qui civilisèrent l'Ausonie, furent les premiers habitants de l'île de Corse. On voit donc que les peuples les plus illustres de la terre sont les ancêtres de ces Corses que Rome appelait barbares. Tite-Live parle ainsi de la Corse et de ses habitants : « La Corse est une terre âpre et « montagneuse, et presque partout impra-« ticable ; elle nourrit un peuple qui lui res-« semble. Les Corses, sans aucune civilisa-« tion, sont presque aussi indomptés que les « bêtes sauvages. Emmenés en captivité, à « peine s'ils s'adoucissent dans les fers. Au contraire, soit horreur du travail

« ou de l'esclavage, ils s'arrachent la vie; soit opiniâtreté ou stupidité, ils sont « insupportables à leurs maîtres! » Tite-Live ne pouvait faire un plus bel éloge des Corses, ni une satire plus cruelle des Romains. C'est sans doute à cause de ce caractère indomptable des Corses, que les Romains disaient qu'ils n'en voulaient pas pour esclaves; ce qui signifie que les Corses ne voulaient point des Romains pour maîtres.

Il est facile d'expliquer cette horreur des Corses pour la domination étrangère, sentiment qui n'est pas encore effacé en eux. Séparé de toutes les nations par la mer, et sans cesse obligé de se défendre contre leurs agressions, ce peuple dut se réfugier dans cette sauvage indépendance qui faisait sa sûreté. Ce fut pour elle qu'il combattit pendant tant de siècles, et presque depuis son origine, contre les nations les plus belliqueuses, les Carthaginois, les Romains, les Goths, les Sarrasins, les Lombards, les Génois, et enfin les Français.

L'état politique de la Corse avant la perte de son indépendance mérite quelque attention; il était déterminé par la nature elle-même. L'île n'est qu'une vaste agrégation de montagnes sillonnées par des vallées plus ou moins profondes qui possèdent seules la terre végétale, source de toute population, et divisent le pays par cantons nommés pièves. Chaque canton renfermait des familles influentes, toujours rivales, souvent en guerre, et qui avaient beaucoup de ressemblance avec les clans de l'Écosse. A la menace d'un danger public, elles suspendaient leurs querelles, et se réunissaient pour la défense commune. C'était sur la valeur des propriétés que se mesurait l'importance des familles et de leur clientèle. Un pareil ordre de choses divisait la Corse en aristocraties patrimoniales, combinées toutefois avec l'indépendance des habitants; car dans la guerre étrangère ou dans la guerre civile, chacun d'eux s'armait à ses frais, et venait de lui-même combattre sous la bannière de l'une des familles les plus considérables de sa piève. La confédération des pièves formait la nationalité corse.

Les villes maritimes devaient à leur position, comme à la nature de leur population, une destinée particulière et toute différente. En effet, constamment occupées depuis plusieurs siècles par des garnisons génoises, et habitées par des familles italiennes déportées par leurs propres gouvernements ou chassées par des factions victorieuses, elles se trouvaient en quelque sorte hors de l'association nationale. Leurs habitants ne pouvaient y entrer et exercer de l'influence dans l'intérieur du pays que par des établissements et des acquisitions dans les pièves.

En 1757, Pascal Paoli leva l'étendard de l'indépendance contre les Génois; ceux-ci, qui, désespérant depuis le douzième siècle d'assujettir les Corses, n'en avaient pas moins poursuivi cette vaine entreprise, implorèrent l'appui de la France contre leurs ennemis. Le duc de Choiseul saisit avec empressement l'occasion de donner une possession aussi importante au royaume, et envoya

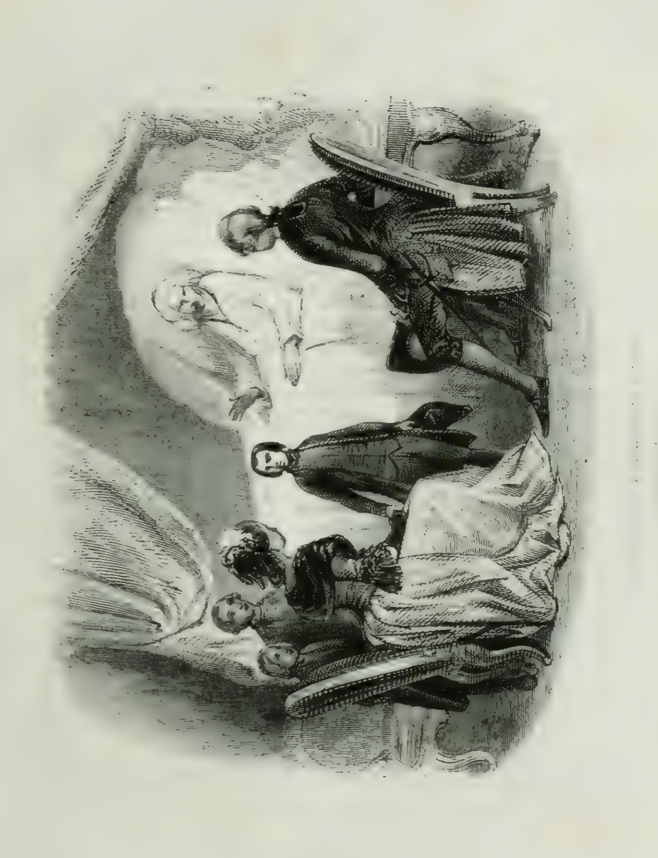
dans la Méditerranée des troupes commandées par le marquis de Chauvelin et le comte de Marbeuf, qui remportèrent différents avantages sur les troupes de Paoli. Le 9 avril 1769, arriva le comte de Vaux, chargé d'achever la soumission de l'île avec quarante-deux bataillons, deux légions de troupes légères et une bonne artillerie. En moins de deux mois, la nouvelle conquête fut entièrement consommée, et Paoli s'embarqua pour Livourne sur un bâtiment anglais, nous laissant maîtres de la Corse. Elle fut immédiatement organisée en pays d'états comme la province du Languedoc; mais au lieu d'un parlement, elle eut un conseil supérieur. M. de Monteynard fut le premier gouverneur français de l'île. M. de Marbeuf y resta en qualité de commandant militaire; et, ce qui arrive toujours quand les petits états appellent les grands à leur secours, les Génois, repoussés de tout temps par le pays, furent la dupe de leur imprudente confiance : M. de Choiseul ne daigna pas même les admettre à un traité de cession. La France garda la Corse, parce qu'elle l'avait conquise. Le droit naturel jugea la question politique, et la prise de possession de ce pays par le gouvernement français sembla doublement juste, parce que les Génois et les Corses se trouvaient hors d'état de conserver, les uns leur souveraineté, les autres leur indépendance. Mais ce ne fut cependant que le 30 novembre 1789, qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée Constituante la Corse devint une partie intégrante du royaume.

La famille BUONAPARTE, inscrite sur le livre d'or à Bologne, patricienne à Florence, alliée aux grandes maisons de la Toscane, était depuis longtemps une des plus illustres de l'Italie. Elle avait donné à Trévise des souverains. Pendant les guerres civiles, les Bonaparte combattirent dans les rangs des Gibelins pour l'indépendance de leur patrie; ce fut au quinzième siècle, après le triomphe des Guelfes, que la famille Bonaparte, exilée de Florence, vint chercher un asile en Corse et fixer sa résidence à Ajaccio. Les alliances qu'elle contracta dans sa nouvelle patrie ne la firent point déchoir de son ancienne illustration; elle mêla son sang aux Colonna, aux Durazzo, de Gênes, comme aux premières familles de la Corse; elle y acquit des propriétés, et obtint la plus grande influence dans la piève de Talavo.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, avait étudié à Rome et à Pise; c'était un homme d'un extérieur imposant, d'une éloquence vive et naturelle, et d'une intelligence remarquable. Plein de patriotisme et de dévouement, on l'avait vu, à la tête de sa piève, combattre avec courage dans la guerre qu'il avait contribué à allumer contre les Génois, oppresseurs de son pays : aussi s'était-il

place très-haut dans l'estime de ses compatriotes et dans l'amitié de Paoli. Pendant le cours de cette guerre, Letizia Ramolini, son épouse, femme non moins remarquable par sa beauté que par sa force d'âme, le suivait souvent à cheval, et partageait ses fatigues et ses dangers. Enceinte à l'époque de la bataille de Ponte-Nuovo, gagnée par les Français en juin 1769, elle se trouvait à Corte, siége du gouvernement de Paoli, chez les Arrighi, parents de Charles Bonaparte. A la suite de cette affaire, qui décida du sort du peuple Corse, elle fut forcée de chercher un asile dans les montagnes de la Ronda, d'où elle revint à Ajaccio. Ainsi, dès les entrailles de sa mère, celui qui devait être un jour le premier capitaine du siècle fut jeté dans ce monde au milieu des agitations de la guerre. Cependant Letizia Ramolini touchait au dernier terme de sa grossesse ; jalouse, comme les mères italiennes, de sanctifier l'enfant qu'elle portait, elle voulut assister à la fête de l'Assomption ; mais elle n'eut que le temps de regagner sa maison pour venir y déposer sur un tapis un fils qu'on appela Napoléon : c'était le nom que portait toujours l'un des membres de la famille, en mémoire d'un Napoléon des Ursins, célèbre en Italie. Napoléon naquit le 15 août 1769, deux mois après la bataille de Ponte-Nuovo.

Son premier âge ne fut point marqué par ces prodiges dont on se plaît à entourer le berceau des grands hommes. Lui-même a dit : « Je n'étais qu'un enfant obstiné et curieux. » Il faut ajouter à ces deux traits caractéristiques beaucoup de vivacité dans l'esprit, une sensibilité précoce, mais en même temps l'impatience du joug, une activité sans mesure, et cette humeur querelleuse qui affligeait tant la mère de Duguesclin quand il était jeune encore. Alors, comme depuis, soit que Napoléon fût attaqué par les autres, soit qu'il les provoquât lui-même, il s'élançait sur ses ennemis sans jamais compter leur nombre ; aucun obstacle ne pouvait l'arrêter. Personne ne lui imposait, excepté sa mère, femme d'un esprit viril, qui savait se faire aimer, craindre et respecter. Napoléon, tout indomptable qu'il paraissait être, apprit d'elle la vertu de l'obéissance, l'une des causes de ses succès dans les écoles ; il dut aussi probablement aux exemples maternels cet amour de l'ordre, cette économie qui l'a tant aidé à mener à bien ses vastes entreprises. Sous ces deux rapports, son oncle, l'archidiacre Lucien, homme de savoir et d'expérience, lui donna de précieuses leçons en administrant avec sagesse les biens de la famille, dont il était le second père. Le bon archidiacre avait observé avec autant de curiosité que de satisfaction la rare intelligence, les habitudes de réflexion, la constance de volonté, l'indépendance de caractère qui chaque jour se développaient dans son neveu : il parut même avoir deviné l'avenir de Napoléon, comme on en peut juger par ses dernières paroles aux jeunes Bonaparte qui entouraient son lit de mort : « Il est inutile de songer à la fortune de Napoléon, « il la fera lui-même. Joseph est l'aîné de la famille, mais Napoléon en sera le « chef. »





Il venait d'atteindre sa dixième année, quand Charles Bonaparte, son père, député de la noblesse des États de Corse, vint à Versailles, amenant avec lui son fils Napoléon et sa fille Élisa. La politique de la France appelait aux écoles royales les enfants des familles nobles de la nouvelle conquête : aussi Élisa fut-elle placée à Saint-Cyr, et Napoléon à Brienne.

Bonaparte entre avec joie à l'École militaire. Dévoré du désir d'apprendre, et déjà pressé du besoin de parvenir, il se fait remarquer de ses maîtres par une application forte et soutenue. Il est, pour ainsi dire, le solitaire de l'école ; ou, quand il se rapproche des autres élèves, leurs rapports avec lui sont d'une nature singulière. Ses égaux doivent se ployer à son caractère, dont la supériorité, quelquefois chagrine, exerce sur eux un empire absolu. Lui-même, soit qu'il les domine, soit qu'il leur reste étranger, semblerait placé sous l'influence d'une exception morale qui lui aurait refusé le don de l'amitié, si quelques préférences, auxquelles il demeura fidèle dans sa plus haute fortune, n'avaient honoré sa première jeunesse.

Dans la discipline commune de l'école, il a l'air d'obéir à part, et montre un penchant réfléchi à respecter la règle et à remplir ses devoirs. Abstrait, rêveur silencieux, fuyant presque toujours les amusements et les distractions, on croirait qu'il s'attache à dompter un caractère fougueux et une susceptibilité d'âme égale à la pénétration de son esprit : sa vie sévère pourrait même donner l'idée d'un néophyte ardent qui se forme aux austérités d'une religion : mais des rixes fréquentes et souvent provoquées par lui font éclater la violence de son humeur, tandis que d'autres faits trahissent des inclinations militaires. Vient-il à s'associer aux exercices de ses compagnons, les jeux qu'il leur propose, empruntés de l'antiquité, sont des actions dans lesquelles on se bat avec fureur sous ses ordres. Passionné pour l'étude des sciences, il ne rêve qu'aux moyens d'appliquer les théories de l'art des fortifications. Pendant un hiver on ne voit dans la cour de l'école que des retranchements, des forts, des bastions, des redoutes de neige. Tous les élèves concourent avec ardeur à ces ouvrages, et Bonaparte conduit les travaux. Sont-ils achevés, l'ingénieur devient général, prescrit l'ordre de l'attaque et de la défense, règle les mouvements des deux partis ; et, se plaçant tantôt à la tête des assiégeants, tantôt à la tête des assiégés, il excite l'admiration de toute l'école et des spectateurs étrangers, par la fécondité de ses ressources et par son aptitude au commandement aussi bien qu'à l'exécution.

Dans ces moments d'éclat, Bonaparte était le héros de l'école pour les élèves et pour les chefs. Cependant on raconte qu'un léger manque de subordination le fit condamner à revêtir un habit de bure et à dîner à genoux sur le seuil du réfectoire ; mais au moment de subir cette peine, il fut saisi d'une attaque de nerfs si violente, que le supérieur lui-même vint lui épargner une humiliation si peu d'accord avec le caractère de l'élève. A cette époque, Pichegru

était le répétiteur de Bonaparte, sous le père Patrau, qui défendait, dans cet élève de prédilection, le premier de ses mathématiciens. Ainsi le froc d'un moine cachait le conquérant de la Hollande, et l'habit d'un élève le dominateur de la France et de l'Europe.

Cependant la lecture, qu'il a toujours aimée, devient pour Bonaparte une passion qui ressemble à de la fureur ; les beaux-arts n'ont point d'attrait pour cet esprit sévère, et de la littérature il ne cultive que l'histoire : il la dévore, et range avec ordre dans sa mémoire sûre et fidèle toutes les phases remarquables de l'existence des nations, et de la vie des grands hommes qui les ont conquises et gouvernées. Plutarque, qu'il ne peut plus quitter, Plutarque, dont les vieilles admirations n'ont pas été peut-être sans danger pour une âme de cette trempe, développe chaque jour les germes d'enthousiasme, d'héroïsme et d'amour de la gloire que la nature avait déposés en lui. En même temps qu'il se passionne pour l'étude de l'histoire, celle de la géographie devient souvent, pendant les heures de récréation, un de ses passe-temps favoris.



Bonaparte resta à Brienne jusqu'à l'âge de quatorze ans. En 1783, le chevalier de Kéralio, inspecteur des douze écoles militaires, qui avait conçu une affection toute particulière pour cet élève, lui accorda une dispense d'âge et même





une faveur d'examen pour être admis à l'école de Paris; car Napoléon n'avait fait des progrès que dans l'étude de l'histoire et des mathématiques, et les moines de Brienne voulaient le garder encore une année pour le perfectionner dans la langue latine. « *Non*, dit M. de Kéralio, *j'aperçois dans ce jeune homme une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver.* » Un recueil manuscrit qui a appartenu à M. le maréchal de Ségur, alors ministre de la guerre, renferme la note suivante : *École des élèves de Brienne. État des élèves du roi susceptibles par leur âge d'entrer au service ou de passer à l'École de Paris, savoir : M. de Bonaparte* (Napoléon), *né le* 15 *août* 1769, *taille de quatre pieds dix pouces dix lignes; a fait sa quatrième; de bonne constitution, santé excellente; caractère soumis, honnête et reconnaissant; conduite très-régulière: s'est toujours distingué par son application aux mathématiques; il sait très-passablement son histoire et sa géographie; il est assez faible dans les exercices d'agrément et pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième: ce sera un excellent marin: mérite de passer à l'École de Paris.* Cette note de M. de Kéralio décida l'admission de Bonaparte à l'École militaire de Paris.

Bonaparte y obtint bientôt la même supériorité qui l'avait fait distinguer à Brienne, et fut aussi le premier mathématicien parmi les élèves. Son professeur d'histoire, M. de l'Éguille, dans ses rapports sur l'École, avait ainsi noté le jeune Napoléon : *Corse de nation et de caractère, il ira loin si les circonstances le favorisent.* Ce professeur avait vu plus loin que les autres. Domairon, qui lui enseignait les belles-lettres, appelait énergiquement ses amplifications *du granit chauffé au volcan* (1).

La carrière militaire de Bonaparte commença à seize ans, âge où le succès de son examen à l'École militaire de Paris lui valut, le 1er septembre 1785, une lieutenance en second au régiment de La Fère, qu'il quitta bientôt pour entrer lieutenant en premier dans un autre régiment en garnison à Valence. Là, ses premiers amis furent Lariboissière et Sorbier, devenus depuis inspecteurs-généraux d'artillerie. Une femme qui gouvernait la ville par l'ascendant de son mérite, madame du Colombier, frappée tout à coup de ce qu'il y avait d'extraordinaire dans Bonaparte, le présenta dans les meilleures sociétés, et con-

(1) Image un peu prétentieuse, mais qui caractérise fort bien le genre de talent de l'auteur des proclamations aux armées d'Italie et d'Égypte. Bonaparte perdit par degrés cette éloquence verbeuse et emphatique pour adopter l'éloquence concise et pleine d'images, qui est celle des conquérants et des grands hommes; cependant il y eut toujours quelque chose d'oriental dans sa manière de s'exprimer.

Devenu premier consul, comme il recevait souvent M. de l'Éguille à la Malmaison, il lui dit un jour : « De toutes vos leçons, celle qui m'a laissé le plus d'impression, c'est la révolte du « connétable de Bourbon; mais vous aviez tort de me dire que son plus grand crime avait été « de faire la guerre à son roi. Son véritable crime fut d'être venu attaquer la France avec les « étrangers. »

tribua beaucoup, sans doute, à l'heureux changement qui parut s'opérer dans son caractère. Devenu aimable et enjoué, le jeune officier d'artillerie parvint sans peine à plaire, et se vit recherché à cause des brillantes facultés que révélait sa conversation. Madame du Colombier avait deviné le génie de Bonaparte ; elle lui prédisait souvent un grand avenir. Peut-être aussi cet heureux changement fut-il dû à l'amour que lui inspira, dit-on, la fille de madame du Colombier ; n'étant pas alors un assez bon parti, le lieutenant d'artillerie dut se résigner au silence ; mais il conserva toujours à ce premier sentiment de sa vie un souvenir fidèle.



Dans un voyage qu'il fit à Paris deux années après, il fut accueilli avec une bienveillance particulière par le fameux abbé Raynal, auquel il avait adressé le commencement d'une histoire sur la Corse. Le philosophe encouragea le jeune auteur à continuer son travail, premier essai de sa plume, et qui, resté impar-

tait sans doute, n'a jamais été retrouvé. En 1786, sur la demande de ce même abbé Raynal, l'Académie de Lyon proposa la question suivante à l'émulation des écrivains : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible?* Napoléon concourut sous le voile de l'anonyme, et remporta le prix. Son discours, retrouvé dans les archives de l'Académie par les soins de M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures sous le consulat, fut remis par lui à Napoléon, qui le jeta au feu. Il est probable qu'au moment de se faire empereur, Napoléon ne conservait pas sur les institutions propres à fonder le bonheur des hommes, les idées qu'avait eues à dix-huit ans le lieutenant d'artillerie. Mais son frère Louis avait cependant pris une copie de ce mémoire (1). Le style en est original, quelquefois brillant. L'auteur passe avec une facilité singulière de la discussion austère du moraliste à l'entraînement de l'âme la plus tendre pour ses semblables. Ce petit ouvrage est un monument précieux de sa jeunesse, et pouvait peut-être annoncer une toute autre carrière que celle des armes. Cependant, presque à la même époque où Napoléon traitait ainsi une question qui intéressait l'humanité entière, il répondit à une dame qui blâmait Turenne d'avoir incendié le Palatinat : « Eh! qu'importe, Madame, si cet incendie était nécessaire à ses « desseins ?... »

Napoléon avait vingt ans et résidait à Valence, lorsque le cri de liberté se fit entendre en 1789. Le Dauphiné donna la première impulsion : le premier arbre de la liberté fut planté à Vizille. Bientôt le fatal projet de quitter leur poste et leur pays s'empara d'un grand nombre d'officiers français; cette fureur se répandit dans la garnison de Grenoble. Bonaparte jugea l'émigration et lui préféra la révolution. Les armes savantes, le génie et l'artillerie, suivirent moins que les autres armes ce mouvement de défection, qui fut aussi une fièvre révolutionnaire. Ces armes accueillirent généralement les nouveaux principes, et contribuèrent puissamment à conquérir et à consolider la liberté et la gloire de la patrie. Bonaparte ne resta point étranger à la nouvelle religion politique, avec laquelle sympathisa promptement son âme ardente. A cette époque de fermentation, de grands secrets furent révélés aux esprits, et des talents inconnus sortirent de toutes les classes de la population française.

En 1790, Bonaparte tenait garnison à Auxonne. Entraîné par le mouvement général, il donna un gage public de ses sentiments en publiant une lettre adressée à M. Buttafuoco, maréchal de camp, député de la noblesse corse à l'Assemblée constituante. Cette lettre, où règne, avec le sentiment et l'expression d'une ironie amère, la déclamation la plus énergique contre les trahisons que Bonaparte reproche à ce député, fait merveilleusement connaître quelle

(1) Il a été publié en 1826 par le général Gourgaud.

impression la révolution avait produite sur ses idées, et retrace avec une rapidité et une éloquence remarquables les événements qui amenèrent la soumission de sa patrie à la France. Elle fut tirée à cent exemplaires, que Bonaparte envoya en Corse. Peu de temps après, le président de la société patriotique d'Ajaccio écrivit à l'auteur que la société en avait voté l'impression, et avait arrêté que le nom d'*infâme* serait donné à M. Buttafuoco.

Telles étaient les opinions de Bonaparte à vingt-un ans : nous le verrons en faire l'application dans sa propre patrie. La puberté républicaine fermente dans son sein : il va prendre la robe virile.





CHAPITRE II.

1792-1793.

Bonaparte commande un bataillon en Corse. — Son séjour à Paris. — Révolte de Paoli. — Bonaparte banni de la Corse avec sa famille. — Son arrivée à Marseille. — Insurrection de Toulon. — Siége de cette ville. — Bonaparte chef de bataillon d'artillerie. — Son plan d'attaque adopté. — Nommé chef de brigade. — Prise du fort Mulgrave. — Évacuation de Toulon. — Bonaparte commande l'artillerie de l'armée d'Italie.



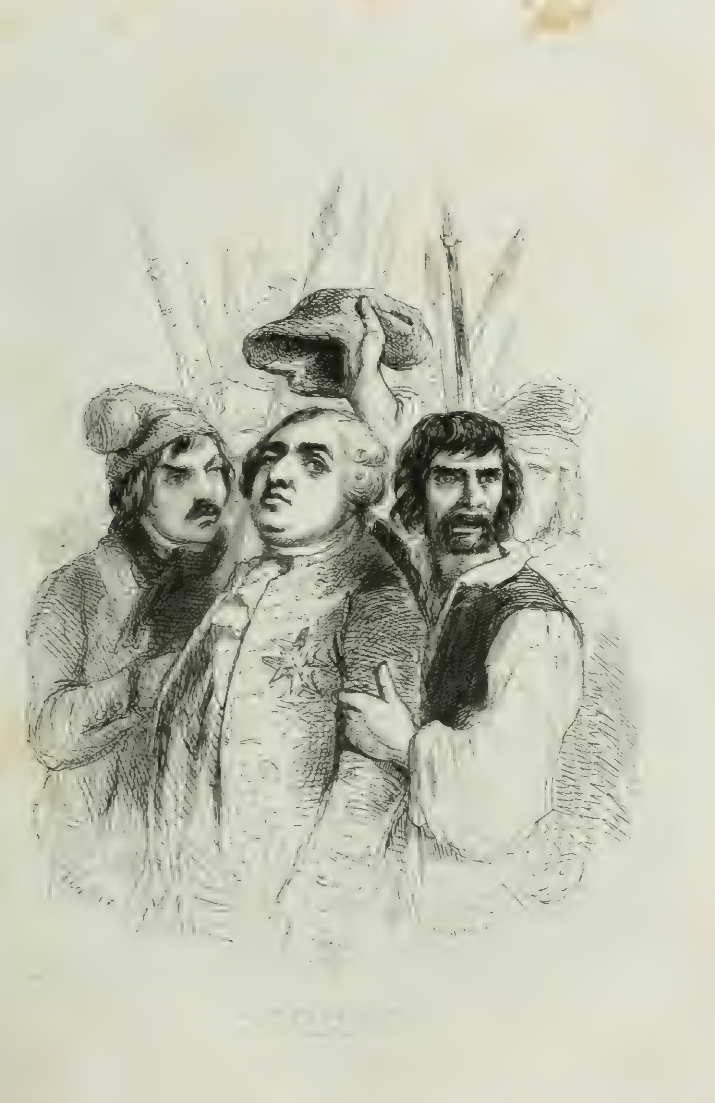
La révolution venait d'éclater lorsque Paoli, réfugié en Angleterre depuis la conquête de la Corse, quitta Londres et vint à Paris : solennellement présenté à l'Assemblée constituante par le général La Fayette, il reçut dans la capitale les honneurs qu'à cette époque l'amour de la liberté faisait décerner aux défenseurs de l'indépendance des nations. Paoli trompa l'Assemblée. L'année suivante, de retour dans ses foyers, il reçut le brevet de lieutenant-général au service de France, et le commandement de la Corse, qui formait alors la vingt-sixième division militaire. Vers cette époque, Bonaparte, présent par congé dans cette division, y trouva deux partis dont l'un tenait pour l'union avec les Français, et l'autre pour l'indépendance

de la Corse. Son choix ne fut pas douteux : il devait fidélité à la France. Ajaccio sa ville natale, était le chef-lieu du parti contraire ; capitaine d'artillerie depuis le 6 février 1792, Bonaparte fut investi du commandement temporaire de l'un des bataillons soldés qu'on avait levés en Corse pour le maintien de l'ordre public, et dut marcher contre la garde nationale d'Ajaccio ; voila son premier pas dans la carrière des armes. Un chef des mécontents, Peraldi, ancien ennemi de la famille Bonaparte, osa accuser Napoléon d'avoir provoqué le désordre qu'il venait de réprimer. Appelé dans la capitale pour rendre compte de sa conduite, il se justifia facilement de cette calomnieuse imputation.

Ce fut pendant son séjour à Paris qu'eut lieu la fatale journée du 20 juin, où Louis XVI, entouré dans son palais par les ouvriers du faubourg Saint-Antoine, fut contraint de se coiffer du bonnet rouge. Peu de jours après, le 10 août éclate. Le roi, forcé dans les Tuileries par une multitude furieuse et armée, n'a d'autre refuge qu'une tribune dans l'Assemblée nationale, dont il se constitue ainsi le prisonnier. Ces scènes, dont il est témoin, jettent dans l'esprit de Napoléon une étrange lumière. Après cette journée, il écrit à son oncle Paravicini : *Ne soyez pas inquiet de vos neveux, ils sauront se faire place.*

Au mois de septembre, Bonaparte revint visiter son pays natal. Le souvenir des services de son père dans la guerre de l'indépendance, les événements de cette guerre racontés par Paoli, avec lequel, dès ses jeunes années, il avait entretenu une correspondance en Angleterre, la présence de l'illustre banni qui augmentait encore l'admiration de son jeune partisan ; tout entraînait Bonaparte vers celui qui était alors le héros de la Corse, et que la France avait proclamé grand citoyen. Paoli le reçut et le traita avec une affection particulière. Il rendait justice aux grandes qualités de Napoléon. *Ce jeune homme*, disait-il, *est taillé à l'antique : c'est un homme de Plutarque.* Bientôt Napoléon fut obligé, à son tour, d'observer et de juger Paoli. Il découvrit que ce général dirigeait le parti qui s'était constamment opposé à la réunion de la Corse à la France, et contre lequel il avait déjà combattu à Ajaccio. Quelle affliction pour lui de reconnaître dans son protecteur, dans l'ami de sa famille, le chef du parti anti-français ! La méfiance divisa dès lors celui qui, investi du pouvoir par la France s'en servait contre elle, et le jeune officier qui voulait tenir son serment envers sa nouvelle patrie.

Au mois de janvier 1793, une escadre partie de Toulon sous les ordres du vice-amiral Truguet, et chargée d'une expédition contre la Sardaigne, arrive à Ajaccio. Les forces stationnées en Corse sont mises en mouvement, et Bonaparte est spécialement chargé, avec son bataillon, d'opérer une diversion contre les petites îles de la Madelaine, situées entre la Corse et la Sardaigne. L'expédition, contrariée par les vents, ne réussit pas, et Bonaparte revient à Ajaccio Paoli, dénoncé à la Convention, se trouvait placé sur une liste de vingt généraux proscrits, et menacé d'être arrêté et jugé comme traître ; sa tête même





avait été mise à prix. Pour échapper à ce danger, il lève l'étendard de la révolte, rallie à lui tous les mécontents, se fait nommer généralissime, et président d'une *consulta* qui s'assemble à Corte. La guerre s'allume entre les partisans de la France et ceux de l'Angleterre. Cette division est violente ; de grands excès la signalent. On croit même que Paoli protégeait les entreprises tentées pour enlever son jeune adversaire. Bonaparte a le bonheur de se dérober aux poursuites dirigées contre lui, et de rejoindre à Calvi les représentants du peuple Salicetti et Lacombe-Saint-Michel, débarqués avec des troupes. Ces troupes marchent contre Ajaccio ; mais l'entreprise échoue encore. Bonaparte, qui en faisait partie, trouve le moyen de soustraire tous les siens à la vengeance de Paoli, et de les envoyer en France. Ruiné par le pillage et l'incendie auxquels furent en proie les propriétés de sa famille, frappé avec elle d'un décret de bannissement, il lutte vainement, au nom de la république, contre l'ascendant de l'Angleterre, et il menace peut-être celle-ci du serment d'Annibal en quittant sa patrie. A peine débarqué à Marseille avec sa famille qu'il établit dans une bastide aux environs de Toulon, il se rend à Paris, laissant en garnison à Nice son régiment.



Si son âme eût été susceptible de découragement, ce devait être au moment

où la ruine des siens venait d'être consommée ; mais il avait déjà assez de foi dans son génie pour répondre à un ami qui venait lui offrir des consolations : « En temps de révolution, avec de la persévérance et du courage, un soldat ne « doit désespérer de rien. »

Ici commence la fatale période de 93 et de 94, pendant laquelle la Montagne s'élève, sur les ruines de la royauté détruite, à un despotisme inouï. Une lutte gigantesque entre la Terreur et l'Europe entraîne tout à coup la révolution hors de ses limites, et soulève quatorze armées contre les ennemis de la patrie. La Convention renverse par la force et défie par l'audace tout ce qui se déclare contre elle. La guerre civile, la trahison, le parti de l'étranger, appellent toutes ses vengeances ; la Vendée, Marseille, Lyon, Toulon, ont armé son bras exterminateur. Comme tous les pouvoirs extraordinaires, elle sent que pour contenir et subjuguer les hommes, il ne suffit pas de les vaincre, mais qu'il faut encore les étonner.

Tout ploie sous son joug de fer, excepté la Vendée, toujours en feu ; dans quelques départements du Midi, on avait aussi arboré le drapeau blanc. Lyon, assiégé par une partie de l'armée des Alpes, avait vu mille gardes-nationaux de Nîmes, de Marseille, de Toulon, marcher à son secours. Déjà ils étaient dans les murs d'Orange, lorsqu'ils en furent chassés par une colonne de quatre mille hommes sous les ordres du peintre Cartaux, chef de brigade, détaché de l'armée des Alpes par les représentants Ricord et Robespierre le jeune. Cartaux poursuivit les insurgés, s'empara du Pont-Saint-Esprit, d'Aix, d'Avignon, et entra enfin dans Marseille. Bonaparte dit lui-même qu'il fit partie de l'expédition de Cartaux, au moins jusqu'à la prise d'Avignon. Ce fut un peu après cette époque que, dans un souper à Beaucaire, il eut, avec quelques citoyens, un entretien dont il a conservé les détails dans une brochure imprimée à Avignon ; on y trouve des passages du plus haut intérêt et de la plus grande énergie, sur la cause de la république, sur la supériorité des troupes réglées, sur l'art militaire, et sur l'impuissance des soulèvements aristocratiques qui agitaient le Midi. La religion républicaine dominait entièrement l'esprit de Bonaparte. Son écrit, publié en 1793, sur le théâtre de la guerre civile, ne pouvait être, et n'était, que l'apologie du système terrible qui régnait alors.

Cependant Cartaux victorieux, comme Bonaparte l'avait annoncé à ses convives de Beaucaire, avait vu les fédéralistes de Marseille s'enfuir devant lui et se réfugier dans les murs de Toulon, dont les sections s'étaient insurgées contre la Convention. On avait arrêté et enfermé au fort La Malgue les représentants du peuple Beauvais et Bayle, ce même Bayle qui avait écrit au comité de salut public : « *Cela va bien : le pain va manquer !* » Barras et Fréron, également en mission à Toulon, étaient parvenus à s'échapper avec le général Lapoype, et à gagner Nice, quartier-général de l'armée d'Italie. Toutes les autorités, le commandant de la flotte, et la plus grande partie de la population

toulonnaise, se trouvant compromis par cet acte d'anarchie contre-révolutionnaire d'où était née l'insurrection du Midi, redoutant également la colère du comité de salut public et celle de l'armée, incapables à la fois de soumission et de résistance, ne virent de ressource que dans le plus grand de tous les crimes politiques, la trahison : ils livrèrent aux amiraux anglais et espagnol, dont le gouvernement venait de déclarer la guerre à la république, la ville, le port, l'arsenal, les forts et l'escadre de Toulon. Le port contenait alors trente-deux bâtiments, parmi lesquels dix-huit vaisseaux et quelques frégates.

Bientôt Louis XVII est solennellement proclamé, à Toulon, roi de France, à l'aspect de notre marine détruite, et ceux qui s'en emparent se disent les amis et les alliés de la famille du jeune prince qu'ils proclament. La garde nationale se voit désarmer par les bandes étrangères appelées à son secours, tandis que l'amiral Hood, qui redoute encore la présence de cinq mille matelots, les renvoie à Brest, à Bordeaux, à Nantes et à Rochefort. Hood commande en chef ; il étend son système de défense depuis les hauteurs qui dominent ses batteries, jusqu'au-delà des gorges d'Ollioules et jusqu'aux îles d'Hyères. Mais ayant traité seul avec le comité insurrectionnel de Toulon, il ne livre pas la politique de son gouvernement à l'enthousiasme des royalistes, ni aux affections de famille des généraux de Naples et de Madrid. Il refuse aux Espagnols le droit de choisir parmi eux le commandant de Toulon, et aux habitants celui d'y laisser arriver MONSIEUR, alors à Vérone. Le drapeau blanc n'est point arboré sur les forts ; le drapeau tricolore y flotte encore jusqu'au 1er octobre.

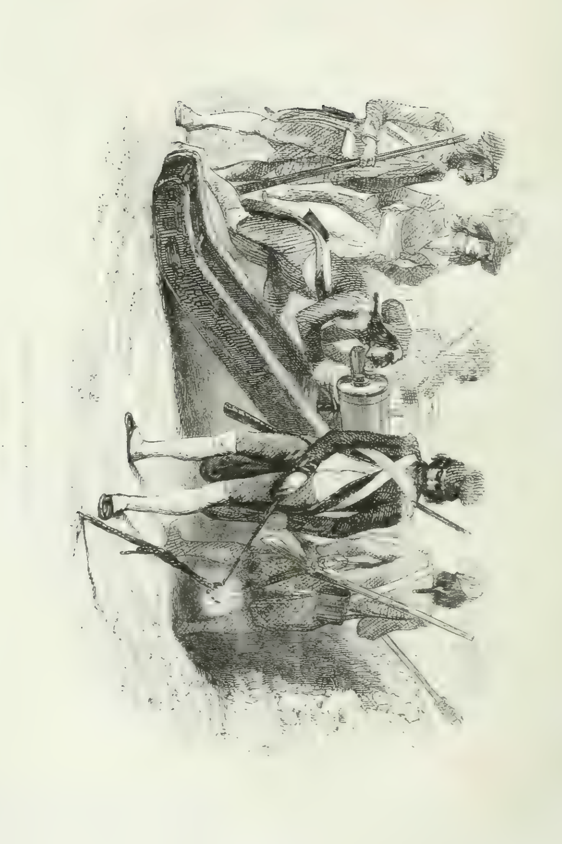
Cette place, occupée par les Anglais et les Espagnols, leur assurait un pied-à-terre dans le midi, et une base pour tenter une invasion. Il importait donc à la république de la recouvrer au plus tôt. Le comité de la guerre désirait si ardemment des succès dans le Midi, que, dans l'espace de trois mois, Cartaux, pour son occupation de Marseille, avait été successivement nommé général de brigade, général de division, et enfin général en chef. Il se trouvait à la tête de douze mille hommes quand Toulon fut livré. Il en laissa quatre mille à Marseille, et avec les huit mille autres, il observa les gorges d'Ollioules. Réfugiés à Nice, après leur fuite de Toulon, les représentants Barras et Fréron ordonnèrent à Brunet, général en chef de l'armée d'Italie, d'envoyer six mille hommes contre cette ville : on chargea Lapoype de les commander. Ainsi Toulon se trouva menacé par une force égale à celle qui le défendait, avec cette différence, à l'avantage des assiégés, que les troupes de ceux-ci étaient réunies, au lieu que l'occupation des montagnes du Faron par les soldats de la république séparait et isolait l'un de l'autre les corps de Cartaux et de Lapoype : cependant ces deux corps se soutenaient en attaquant chacun de son côté. Cartaux marcha le 8 septembre sur les gorges d'Ollioules, et s'en empara, tandis que Lapoype remettait en état les batteries de la rade d'Hyères.

Ce fut dans ces conjonctures que le comité de salut public envoya le chef de bataillon Bonaparte à Toulon, pour diriger l'artillerie de siége en qualité de commandant en second. Le général Dammartin, qui la commandait en chef, était malade. Bonaparte arriva le 12 septembre au quartier-général de Cartaux. Il trouva l'armée totalement dépourvue du matériel et du personnel



indispensables pour un siége aussi important. En moins de six semaines, sa prodigieuse activité créa toutes les ressources qui manquaient ; cent pièces de gros calibre furent réunies. Il fit placer le chef de bataillon Gassendi à la tête de l'arsenal de Marseille. Le chef de brigade Marescot commandait l'arme du génie. Bonaparte appela encore auprès de lui de bons officiers, parmi lesquels étaient Victor et Muiron. Mais il eut bientôt à combattre l'incapacité du général





en chef, qui voulait faire exécuter à la lettre l'ordre arrivé de Paris, de brûler la flotte ennemie et de prendre Toulon en trois jours. En effet, Cartaux ordonne au commandant de l'artillerie de commencer le feu. Bonaparte lui répond que les batteries sont à deux ou trois portées de la rade et des ouvrages; mais Cartaux insiste : le coup d'épreuve est tiré, et le boulet tombe à cent cinquante toises de la place. La Convention avait en ce moment auprès de l'armée qui assiégeait Toulon, trois de ses commissaires : Salicetti, Albitte et Gasparin; celui-ci avait été capitaine de dragons : n'étant point étranger à l'art de la guerre, il comprit la supériorité du commandant d'artillerie. Cette heureuse sagacité de Gasparin fut la cause première de la prise de Toulon; elle amena l'accord qui régna constamment entre lui et Bonaparte, qui se louait moins d'Albitte et de Salicetti. Deux batteries avaient été établies sur le bord de la mer, l'une appelée *batterie de la Montagne*, l'autre *batterie des Sans-Culottes* : ces dénominations étaient du temps. Le 14 octobre, deux colonnes ennemies débouchèrent pour s'en saisir. Bonaparte accourt, accompagné d'Almeyras, aide-de-camp de Cartaux, enlève les troupes et sauve les batteries.

Le 15, un plan d'attaque dressé par le général Darçon, homme d'une réputation européenne, arriva de Paris, et fut l'objet d'un conseil de guerre extraordinaire. Ce plan supposait l'investissement de Toulon par soixante mille hommes, tandis qu'avec les renforts venus de l'armée de Lyon, l'armée de Toulon ne se montait tout au plus qu'à trente mille. Le comité prescrivait, en conséquence de cette supposition de forces, des opérations inexécutables d'attaques sur tous les points occupés par l'ennemi du côté de la terre. Bonaparte ouvrit au conseil un avis tout opposé : il prouva que si l'on pouvait bloquer Toulon par mer comme par terre, la place tomberait. Pour effectuer ce blocus, il proposa d'établir sur les promontoires de Balaguier et de l'Éguillette, deux batteries destinées à foudroyer la grande et la petite rade. Les Anglais, de même que Bonaparte, regardaient cette position comme très-importante; aussi avaient-ils exécuté des travaux prodigieux au fort Mulgrave. Trois mille hommes de leurs meilleures troupes et quarante-quatre pièces de gros calibre défendaient le fort, auquel ils avaient donné le nom de *Petit-Gibraltar*; ils le jugeaient si bien imprenable, qu'un de leurs officiers-commandants avait dit : *Si les Français emportent cette batterie, je me fais jacobin.* Pendant un mois entier, les Anglais avaient travaillé à fortifier cette grande redoute sur le promontoire du Cairo; et c'était cette même position que, le surlendemain de son arrivée à l'armée, Bonaparte avait proposé au général Cartaux de faire occuper par une force suffisante, lui assurant que huit jours après il serait maître de Toulon. Cartaux, dont l'ignorance égalait la présomption, tenta de l'exécuter avec quatre cents hommes. Les Anglais, peu de jours après, en ayant chassé les quatre cents Français avec quatre mille des leurs, construi-

sirent *le Petit-Gibraltar*. Bonaparte avait dit avec raison que Toulon était là, et que le fort Mulgrave était le point d'attaque. Il ajouta que soixante et douze heures après la prise de ce fort, l'armée de siége aurait recouvré Toulon. Tout le conseil se rangea à son avis.

Malgré l'autorité du conseil et le succès des nouvelles batteries, Bonaparte eut encore à lutter contre l'impéritie du général en chef et de son état-major. Fatigué de ces contrariétés, il pria Cartaux de lui transmettre par écrit ses vues et son plan, afin que l'artillerie pût se préparer à concourir à la réussite de l'entreprise.

Cartaux eut la simplicité de répondre que son plan définitif était de faire chauffer Toulon pendant trois jours, et de l'attaquer ensuite en trois colonnes. Bonaparte joignit ses observations à cette lettre singulière, et les remit au représentant Gasparin, qui les envoya à Paris par un courrier extraordinaire. A son retour, le courrier apporta la nouvelle de la destitution de Cartaux, remplacé dans le commandement de l'armée de Toulon par le médecin Doppet, qui commandait les troupes employées à la prise de Lyon. Dans l'intervalle, le général Lapoype eut le commandement en chef, et porta le quartier-général à Ollioules. Doppet arriva le 10 à l'armée de siége, et fit presque regretter Cartaux.

Peu de jours après, un accident faillit nous rendre maîtres du fort Mulgrave. Des soldats espagnols maltraitèrent tellement les volontaires français qu'ils emmenaient prisonniers, que le bataillon de la Côte-d'Or, qui était de tranchée, courut aux armes; et son exemple entraîna toute la division. Cette affaire, improvisée par l'indignation du soldat, devint si chaude, que Bonaparte alla dire au général en chef que l'attaque serait moins dangereuse que la retraite. Il fut alors autorisé à se porter à la tête des troupes et à diriger l'opération. Déjà le promontoire du Cairo était couvert de nos voltigeurs; déjà nos grenadiers, en colonnes, allaient pénétrer par la gorge du fort, lorsque le général Doppet, quoique loin du feu, voyant tomber près de lui un de ses aides-de-camp, eut la lâcheté de faire sonner la retraite. Bonaparte, blessé à la tête, revint, et lui dit militairement : *Le j.. f..... qui a fait sonner la retraite nous a fait manquer Toulon*. Chacun avait alors son franc-parler sur le champ de bataille : les soldats demandaient hautement quand on se lasserait de leur envoyer des peintres et des médecins pour les commander. Doppet reçut bientôt ordre de se rendre aux Pyrénées. Enfin le brave Dugommier, l'un des vétérans de la gloire française, fut appelé au commandement général.

Dugommier jugea promptement, ainsi que l'avait fait Gasparin, toute la portée du génie militaire du jeune commandant de l'artillerie, et dès ce moment commencèrent les véritables travaux du siége. Ce fut à la construction d'une nouvelle batterie, qu'ayant besoin de dicter un ordre, Bonaparte demanda un homme qui sût écrire. Un sergent du bataillon de la Côte-d'Or

se présente, et comme il écrivait sur l'épaulement de la batterie, un boulet le couvre de terre, lui et son papier. « *Bon*, dit le sergent, *je n'aurai pas besoin de sable.* » Ce sergent, c'était Junot.



Bonaparte avait aussi découvert dans le train d'artillerie un jeune officier qui fut son ami pendant dix-sept ans : c'était Duroc. Telle fut l'origine de la fortune de ces deux militaires, qui parvinrent par leurs services aux premières dignités de l'État.

Une batterie avait été élevée sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malbousquet qu'occupait l'ennemi. Les représentants allèrent voir cette batterie, et, en l'absence du commandant, ils ordonnèrent aux artilleurs de tirer. Le général anglais ignorait l'existence de cette construction, encore masquée ; mais Bonaparte s'en était promis le plus grand avantage pour le lendemain du jour où le fort du *Petit-Gibraltar* serait pris. La fanfaronnade des représentants éventa la combinaison de Bonaparte et la fit avorter : cette imprudence pensa être bien fatale. Le lendemain, 30 novembre, à la pointe du jour, le général O'Hara fit une sortie à la tête de sept mille hommes, culbuta les postes français, s'empara de la nouvelle batterie et l'encloua. La générale battit à Ollioules. Dugommier ordonna le mouvement de ses troupes et de ses réserves, et on se porta sur l'ennemi, qui menaçait le grand parc. Après avoir habilement disposé l'artillerie pour arrêter le mouvement des Anglais, Bonaparte prit un bataillon, se glissa dans le vallon, arriva au pied de l'épaulement de la

batterie du fort Malbousquet, devant laquelle était rangée l'armée alliée, et ordonna une décharge sur ses deux ailes. Un officier anglais monta alors sur l'épaulement pour voir d'où partait cette attaque imprévue. Au même moment il tomba blessé d'une balle. Il fut pris, et remit son épée au commandant de l'artillerie. Cet officier était le général O'Hara, gouverneur de Toulon. Dugommier, de son côté, avait débordé l'ennemi et reçu deux coups de feu. Les Anglais, ayant perdu leur général, ne purent se rallier ; on les poursuivit jusqu'à Toulon. Les bonnes dispositions de Bonaparte lui valurent le grade de chef de brigade.

Cependant, la prise du général O'Hara, qui, malgré sa qualité de gouverneur, était allé commander cette sortie, fit croire aux habitants de Toulon, déjà peu confiants dans les promesses britanniques, que l'amiral Hood avait employé ce moyen pour traiter avec l'armée républicaine. Dès ce moment Hood interdit toute délibération aux citoyens. Les Toulonnais n'eurent plus d'espoir que dans les Espagnols et les Napolitains.

En cet état de choses, il fallait à tout prix s'emparer du fort Mulgrave, du *Petit-Gibraltar*. Une batterie parallèle à la redoute anglaise fut élevée à la distance de cent vingt toises seulement. On la construisit à la faveur d'un rideau d'oliviers, qui en déroba les travaux à l'ennemi. Mais à peine démasquée, elle fut foudroyée. Les canonniers, effrayés, refusaient de tenir cette batterie : alors Bonaparte, convaincu plus que jamais que la prise de Toulon dépendait de celle du *Petit-Gilbraltar* ; pressé, d'ailleurs, ainsi que le général en chef, par de nouveaux ordres de prendre Toulon, s'avisa d'une de ces ressources que le génie et la connaissance profonde qu'il avait déjà du caractère de ses soldats pouvaient seuls lui inspirer. Voilà son premier essai dans cet art que l'on peut appeler la tactique morale, et que depuis il a poussé si loin. Le brave sergent du bataillon de la Côte-d'Or, Junot, était resté d'ordonnance auprès de son chef ; Bonaparte lui ordonne d'écrire en gros caractères, sur un écriteau qu'il fait placer en avant de la batterie : BATTERIE DES HOMMES SANS PEUR. Il avait bien jugé nos soldats : dès ce moment tous les canonniers de l'armée voulurent y servir. Lui-même, debout sur le parapet, donna l'exemple aux *hommes sans peur*, et commanda le feu, qui, commencé le 14 décembre, dura jusque dans la nuit du 17, et fut terrible. Dugommier n'avait résolu l'attaque que pour le lendemain, mais Bonaparte estime que le moment est favorable pour répandre plus de désordre parmi les assiégés, et en outre les représentants insistent avec opiniâtreté pour que l'on attaque. Dans la nuit du 16 au 17, l'armée, réunie dans le village de la Seyne, marche sur quatre colonnes, dont deux sont destinées à observer les forts de Malbousquet, de Balaguier et de l'Éguillette ; une autre reste en réserve ; et la quatrième, composée d'hommes d'élite commandés par Laborde, et à la tête desquels s'avance Dugommier, marche droit sur le *Petit-Gibraltar*. Pendant ce temps, le commandant de l'artillerie fait jeter sept à huit





mille bombes dans le fort ; mais cette colonne est repoussée, et le général en chef allait chercher sa réserve, quand il la voit venir à lui avec Bonaparte. Un bataillon, sous les ordres du capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait les localités, marchait en avant-garde. A trois heures du matin, Muiron pénètre dans le fort



par une embrasure, avec le général en chef et Bonaparte, à qui il sauva la vie dans la mêlée. Le colonel Laborde entre par un autre côté ; l'ennemi se rallie à sa réserve, se reforme et se présente trois fois pour reprendre le *Petit-Gibraltar*. A cinq heures, le combat était prêt à recommencer ; quelques pièces de campagne que l'ennemi avait fait venir arrivaient au moment même ; mais nos canonniers parvinrent à se servir de six pièces du fort, et les Anglais se mirent en retraite. La prise du fort Mulgrave coûta mille hommes aux Français, et deux mille cinq cents aux ennemis. Il restait à s'emparer d'un point très-important, le fort de Malbousquet ; mais l'ennemi lui épargna la peine de cette nouvelle attaque. Ayant fait tourner contre la rade les batteries du *Petit-Gibraltar*, cette disposition décida les alliés à évacuer Toulon et à se rembarquer. *Demain ou*

après-demain au plus tard, avait-il dit aux représentants, *vous souperez dans Toulon*. Les malheureux habitants de cette ville, qui ignoraient la prise du *Petit-Gibraltar*, furent plongés dans la consternation quand ils virent ordonner l'évacuation de tous les forts extérieurs. Ceux de Saint-Antoine, d'Artigues, de Faron, de Malbousquet, furent occupés dès le 18 par les Français ; le fort La Malgue, nécessaire pour protéger l'évacuation, restait seul au pouvoir des Anglais. Ils signalèrent leur retraite par la destruction du magasin général et du magasin de la grande mâture. L'incendie de l'arsenal, de neuf vaisseaux de haut-bord et de quatre frégates, fut les adieux de la vengeance britannique. Sidney Smith fut chargé de cette terrible exécution. L'amiral Hood n'eut pas le temps de faire sauter les bassins de construction, ni le fort La Malgue, qu'il dut évacuer précipitamment. Les Espagnols refusèrent de brûler les vaisseaux qui leur avaient été désignés. Le régiment de la marine de Toulon fut obligé de les défendre contre Sidney Smith, qui accourut pour réparer le tort que la loyauté espagnole venait de faire à la haine de l'Angleterre. Le même jour, à dix heures du soir, le colonel Cervoni brisa une porte de Toulon, et y entra avec deux cents hommes. La ville avait été bombardée par Dugommier depuis midi. Vingt mille Toulonnais environ trouvèrent asile sur les escadres combinées.

Au milieu du désordre affreux qui régnait dans le port et sur la rade, les galériens, au nombre de neuf cents, au lieu de reprendre leur liberté et de se livrer au pillage et aux excès qui appartiennent à cette classe d'hommes dégradés, donnaient un singulier exemple d'héroïsme : parvenus à éteindre le feu de quatre frégates, de l'arsenal de la marine, à sauver la corderie, les magasins à blé, à poudre, à sauver leur prison, leur bagne, ils reprirent leurs fers, glorieux de s'être ainsi vengés des Anglais en conservant à la république ces grands établissements ; une action si belle et si neuve dans l'histoire caractérise cette époque extraordinaire, qui enivrait aussi de gloire et de liberté les criminels que la justice avait retranchés du nombre des citoyens ! Sans doute l'affreuse conduite des Anglais à Toulon contribua à rendre plus vive la haine politique que depuis lors jusqu'à sa chute Napoléon ne cessa de nourrir contre la Grande-Bretagne.

L'Angleterre avait détruit le port et la flotte de Toulon ; l'armée française rendit Toulon à la république ; mais les représentants en mission surpassèrent les fureurs britanniques et souillèrent l'honneur de nos armes. Il leur fallait des victimes, bien que tous les rebelles se fussent embarqués sur les escadres ennemies. Les premières furent les deux cents soldats, officiers et ouvriers de la marine, qui avaient défendu les vaisseaux restants contre Sidney Smith. « Tous les jours, depuis notre entrée, écrivait Fréron, nous faisons tomber deux cents têtes. » En effet, huit cents Toulonnais furent fusillés. « Nous n'avons qu'une manière « de célébrer la victoire (la prise de Toulon), écrivait Fouché à Lyon : nous « envoyons ce soir deux cent treize rebelles sous le feu de la foudre. » Barras écrivait encore, douze jours après la prise de Toulon, à la Convention natio-

nale. « . ... Les fusillades sont ici à l'ordre du jour.. Fusillades jusqu'à ce « qu'il n'y ait plus de traîtres. »

Le général Dugommier, appelé au commandement en chef de l'armée des Pyrénées, où il trouva bientôt une mort glorieuse, voulait emmener avec lui son jeune commandant de l'artillerie; mais le comité de la guerre s'y opposa. Il chargea Bonaparte de réarmer la côte de la Méditerranée et celle de Toulon, et lui donna le commandement de l'artillerie à l'armée d'Italie, dont Dumerbion venait d'être nommé général en chef. Dugommier demanda pour Bonaparte le grade de général de brigade: il écrivit au comité de salut public: « Récompensez et avancez ce jeune homme: car, si on était ingrat envers lui, il « s'avancerait tout seul. » Ce grade, si bien mérité, ne lui fut pourtant donné que six semaines après. L'attachement et l'estime de Dugommier suivirent Bonaparte à l'armée d'Italie, où il exerça bientôt le même empire sur le général en chef Dumerbion (1).

(1) Cette époque, qui vit commencer la gloire militaire de Bonaparte, lui laissa de profonds souvenirs: et à Sainte-Hélène, dans un codicille de son testament, il les consacra par des dispositions en faveur des héritiers de Dugommier et de Gasparin, auxquels il se plaisait à attribuer le brillant début de sa carrière militaire: depuis longtemps ces deux hommes avaient cessé de vivre. Cette manière d'éterniser son attachement pour eux dans la personne de leurs héritiers, qui tous lui étaient inconnus, donne aux dernières intentions de Napoléon un caractère de grandeur bien remarquable. Le captif de Sainte-Hélène veut qu'on sache à jamais que sa gloire date de Gasparin et de Dugommier, au siége de Toulon.





CHAPITRE III.

1794-1795.

Bonaparte commandant en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie. — Invasion du Piémont. — Combat de Dego. — Journée du 9 thermidor. — Bonaparte dénoncé à la Convention. — Refus du commandement d'une brigade d'infanterie. — Bonaparte rentre dans la vie privée.

Bonaparte reçut son brevet de général au commencement de l'année 1794. Il était alors en tournée pour déterminer l'armement des côtes de la Méditerranée. Le travail auquel donna lieu cette mission ne laissait rien à désirer sous le rapport de son arme, dont il calcula savamment les moyens, en raison de la position des batteries et de la nature de défense à laquelle elles seraient destinées. Il reconnut neuf bons mouillages pour les vaisseaux de haut-bord : 1° le port du Rhône, qu'il qualifie de chantier de construction de la Méditerranée, comme il qualifie Toulon et la Spezzia de ports d'armement ; 2° l'Estisset, au fond de la baie de Marseille ; 3° Toulon ; 4° l'île de Poteros, l'une des îles d'Hyères ; 5° Fréjus ; 6° le golfe Juan ; 7° Villefranche, 8° Gênes ; 9° la Spezzia.

Au mois de mars, Bonaparte rejoignit à Nice le quartier-général et employa une partie de ce mois à reconnaître toutes les positions de l'armée : un

plan d'opérations, conçu par lui, et renvoyé à un conseil composé des représentants du peuple Ricord et Robespierre jeune, et des généraux Dumerbion, Masséna, Rusca, etc., fut adopté. Le succès du siége de Toulon attachait déjà un crédit populaire à ses conseils.

Le général en chef Dumerbion étant retenu au lit par la goutte, l'exécution de ce plan fut confiée à Masséna. Celui-ci commença par s'emparer de la ville d'Oneille, dont le port était occupé par les Anglais; une partie du territoire de Gênes fut traversée malgré le refus de cette république, dont il était important d'enchaîner la neutralité. La fameuse position de Saorgio, défendue par vingt mille Piémontais, fut tournée, et, après avoir escaladé à la baïonnette des redoutes inexpugnables, l'armée française, forçant le col de Tende, plantait sur la cime des Alpes le drapeau républicain. Quatre mille prisonniers, soixante-dix pièces de canon, deux places fortes, Oneille et Saorgio, furent les résultats inespérés de cette brillante manœuvre. Le général en chef Dumerbion écrivit au comité de la guerre : « *C'est au talent du général Bonaparte que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré notre victoire.* » Mais la communication par mer entre Gênes et la Provence, si utile au commerce de la France, ne pouvait être entièrement assurée que par l'occupation de Vado, où s'était retirée la flotte anglaise après la prise d'Oneille; et il importait de forcer Gênes à persister dans sa neutralité en l'isolant de toute communication avec les armées autrichienne et piémontaise, car la coalition se fortifiait par de nouveaux liens. Un traité du 14 avril avait uni la Sardaigne, l'Autriche et la Prusse à l'Angleterre. Celle-ci accordait à la Prusse un subside de soixante millions pour mettre en campagne une armée de soixante mille hommes. Le 19, le même traité était répété à La Haye entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse, avec la clause que les conquêtes faites par les armées prussiennes le seraient au nom de la Hollande et de l'Angleterre. L'Europe regardait alors la France comme une proie légitime dont le partage lui était promis. C'était à la paix, disait ce dernier traité, que l'Angleterre et la Hollande feraient de ces conquêtes l'usage qui leur paraîtrait convenable.

La neutralité de la république de Gênes était donc de la plus grande importance, tant pour la campagne actuelle que pour celle qui devait suivre. Aussi inspira-t-elle au général Bonaparte un second plan d'opérations, adopté comme le premier, et couronné plus tard du même succès. On était instruit d'un projet de jonction combiné par une division autrichienne venant occuper Dego, sur la Bormida, et une division anglaise qui venait débarquer à Vado. L'on craignait avec raison que ces forces, une fois réunies, ne devinssent maîtresses de Savone, et que Gênes, interceptée par terre et par mer, ne fût forcée de faire cause commune avec les ennemis. Bonaparte proposa, en conséquence, de s'emparer des positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, et d'appuyer ainsi la droite de l'armée aux portes de Gênes. Le général en chef, à

la tête de dix-huit mille hommes, avec vingt pièces de montagne, pénétra, sous la conduite du commandant de l'artillerie, dans le Montferrat, longea la Bormida, et, descendu dans la plaine, espérait atteindre les derrières de l'armée autrichienne; mais cette armée, effrayée de ces mouvements, se mit en retraite sur Cairo et sur Dego. Poursuivie par le général Cervoni, elle se rejeta sur Acqui, abandonnant les magasins de Dego, ainsi que ses prisonniers, et après avoir perdu un millier d'hommes. On était aux portes de l'Italie : le général Dumerbion, satisfait de cette brillante reconnaissance, se replia de Montenotte sur Savone, dont il fit garder la vallée, et prit position sur les hauteurs de Vado, qui furent liées par de forts ouvrages et des postes de communication avec les hauteurs du Tanaro. Alors fut établie la communication de Gênes et de Marseille par les batteries qui régnaient sur toute la côte. L'armée française, maîtresse de la rivière du Ponant, interceptait toute relation entre les Autrichiens et les Anglais; elle maintenait Gênes dans sa neutralité, en défendait l'approche à l'ennemi, et y entretenait les bonnes dispositions des nombreux partisans de la république française. Tels furent les avantages que la France retira du second plan d'opérations que le général Bonaparte avait conçu. Il voulait qu'on profitât de ces succès pour enlever le camp retranché de Ceva, centre de résistance des Piémontais; il demandait qu'on se précipitât sur le Piémont, et il forma, en conséquence, un plan d'invasion sur l'Italie qui fut envoyé au comité de la guerre. Mais la fortune réservait l'exécution de ce plan à celui-là seul qui l'avait conçu et proposé.

Tandis que le général Bonaparte cherchait à illustrer l'armée d'Italie, et préparait son affermissement sur les sommités des Alpes et sur les rivages de la Méditerranée, les Anglais, chassés de Toulon, avaient été appelés en Corse, dans le mois de mai 1794, par le général Paoli, et s'étaient rendus maîtres de l'île, où les Français, sous les ordres de Lacombe Saint-Michel, ne conservaient plus que les villes de Calvi et de Bastia. Trois députés de la *consulta*, présidée par Paoli, étaient allés à Londres offrir la couronne de Corse au roi d'Angleterre, qui l'avait acceptée; mais Paoli, trompé dans ses espérances, n'obtint pas la vice-royauté, qui fut donnée à lord Eliot. Victime d'une intrigue domestique, Paoli ne tarda point à s'embarquer pour Livourne, d'où il se rendit en Angleterre. Il reçut à Londres, pour salaire de sa défection, une pension qui lui fut payée jusqu'à sa mort. Ce vieillard, naguère entouré de l'estime européenne, termina ainsi, dans l'hospitalité étrangère, une vie glorieuse dont il avait souillé les dernières années en trahissant sa première et sa seconde patrie. La ville de Bastia, défendue par Lacombe Saint-Michel, soutint héroïquement pendant deux mois, contre l'insurrection de la Corse et les forces de terre et de mer de l'Angleterre, le siége le plus désastreux : la famine y joignit tous ses fléaux. Enfin, le 20 juillet, cette ville, à moitié détruite, capitula.

Un mois après l'occupation de la Corse par les Anglais, un événement inat-

tendu vint surprendre la France et l'Europe : le 9 thermidor (27 juillet 1794) avait détrôné le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Cette révolution ne fut d'abord qu'une victoire de proscrits. Couthon avait dit à la tribune : *Il faut retrancher du corps de l'État les membres gangrenés.* Alors Vadier, Tallien, Fréron, Billaud-Varennes, etc., dénoncèrent leurs proscripteurs, et sacrifièrent à leur sûreté vingt-deux de leurs collègues; mais la victoire, utile seulement à ses auteurs, ne tourna nullement au profit de ceux qui, détenus sous les noms alors si communs de *conspirateurs*, de *suspects*, avaient eu le bonheur d'échapper aux triumvirs. Le char de la mort se promena encore pendant quelques jours dans les rues de la capitale. La république resta aux mains de Billaud-Varennes, de Vadier, de Voulland, d'Amar, de Fréron, de Fouché, de Tallien, etc. Ils avaient abattu Robespierre, mais ils se déclarèrent ses héritiers, et se montrèrent même quelquefois ses vengeurs. La hache thermidorienne fut un moment suspendue sur la tête du général Bonaparte.

Pendant l'hiver de 1794 à 1795, il avait été inspecter l'armement des batteries établies sur le littoral de la Méditerranée. Dans ses courses, on l'avait vu plusieurs fois à Toulon, à Marseille, où la fureur de la réaction était échauffée par les passions méridionales. Comme on craignait, dans cette dernière ville, que la société populaire ne s'emparât du magasin d'armes et à poudre, des forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, détruits à l'époque de la révolution, le général Bonaparte remit aux autorités un projet pour élever une muraille crénelée qui fermât ces forts du côté de la ville. Ce plan, envoyé à Paris, fut qualifié de *liberticide* par la Convention, et le général d'artillerie de l'armée d'Italie mandé à la barre. Il était retourné au quartier-général de Nice, où les représentants en mission près de cette armée le firent garder chez lui par deux gendarmes. La situation de Bonaparte devenait d'autant plus dangereuse à cette époque, où rien n'était oublié ni pardonné, que les vainqueurs de thermidor n'avaient point ignoré les relations d'amitié qui avaient existé à l'armée entre lui et Robespierre jeune, lequel avait péri avec son frère dans cette journée. Bonaparte, envoyé à Paris, succombait infailliblement. Les nouvelles que l'on recevait n'avaient pas un caractère propre à tranquilliser ses amis, et Gasparin, dont l'attachement lui était assuré depuis le siége de Toulon, ne pouvait rien sans l'avis de ses deux collègues. Dans cette extrémité, le capitaine Sébastiani et Junot, devenu officier, avaient formé le projet, si l'on renouvelait l'ordre de son départ pour Paris, de débarrasser leur général de ses deux gendarmes, de l'enlever de vive force et de le conduire à Gênes. Heureusement les menaces du dehors vinrent au secours de Bonaparte : le crédit qu'il avait dans l'armée et la confiance du général en chef et des soldats se réveillèrent hautement à la nouvelle des mouvements de l'ennemi. Pressés par le danger dont la responsabilité pesait sur leurs têtes, les représentants écrivirent au comité de salut public qu'on ne pouvait se passer du général Bonaparte à l'armée, et le décret de ci-

tation à la barre fut rapporté. Sous Dugommier à Toulon et sous Dumerbion à l'armée d'Italie, Bonaparte était pour les soldats le véritable général en chef.

Une accusation non moins dangereuse que la première pesait encore sur lui. Dans une course qu'il avait faite à Toulon peu auparavant, il avait été assez heureux pour sauver de la fureur du peuple plusieurs émigrés de la famille de Chabrillant, pris sur un bâtiment espagnol par des corsaires français. Les partisans de la Montagne faisaient dans cette ville une guerre à mort aux partisans de la réaction thermidorienne. Tout ce qui appartenait à l'armée de terre et de mer, les ouvriers de l'arsenal, les équipages des vaisseaux et la populace de la ville, prenaient le parti de la Montagne contre les représentants en mission, et dans une émeute ils demandèrent hautement leur mort et celle des émigrés. Heureusement le général Bonaparte reconnut à la tête de ce tumulte des canonniers du siége de Toulon. Il monta sur un chantier, leur parla, reprit sur eux tout son empire, et parvint à sauver les représentants du peuple, qu'on voulait mettre à la lanterne ; il promit aussi à la multitude qui assiégeait la maison où l'on venait de conduire les émigrés que le lendemain ils seraient jugés. La nuit il les fit cacher dans des caissons du parc. Voilà comment ils purent sortir de la ville et aller s'embarquer à Hyères, où un bateau les attendait. Ainsi, Bonaparte, conduit à la barre de la Convention, devait, suivant que tel ou tel parti dominât dans l'assemblée, craindre de s'entendre condamner pour avoir eu des liaisons avec Robespierre jeune, pour avoir voulu sauver les magasins de Marseille de la fureur populaire, et enfin pour avoir arraché dans Toulon, aux partisans de la Montagne, des émigrés et des représentants du peuple. A cette terrible époque, tout pouvait encore mener à la mort comme avant le 9 thermidor. Il y avait un pouvoir invisible qu'il fallait deviner, et une justice connue qui était implacable. Cette justice était la terrible expression de l'égalité, car elle frappait dans tous les rangs, et rendait par cela même toute pitié impossible. Sa clémence eût passé pour une prévarication contre la terreur générale. On regardait alors comme un principe hors de toute discussion la maxime que le peuple qui se gouverne n'a pas le droit de pardonner, et ne saurait le faire sans se trahir.

La révolution du 9 thermidor avait déplacé les membres des comités. Aubry, représentant du peuple, ancien capitaine d'artillerie, venait d'être appelé à la direction du comité de la guerre. Mu par une basse jalousie, il profita de son pouvoir pour arrêter dans sa carrière son camarade Bonaparte, à peine âgé de vingt-cinq ans : il lui ôta le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie pour lui donner une brigade d'infanterie dans la Vendée. Bonaparte pouvait accepter sans doute un poste où il aurait contribué à l'extinction de la guerre civile, qui était à ses yeux le plus grand des fléaux ; mais sur les hauteurs de Cairo, il a deviné la conquête de l'Italie ; il a conduit lui-même les premiers succès de l'armée dont il possède la confiance, et, pressé de remplir la destinée glorieuse à laquelle il se sent appelé, il se rend à Paris pour obtenir d'Aubry la conservation de son

commandement. Ce dernier se montra inflexible, lui objectant qu'il était trop jeune pour commander plus longtemps en chef dans son arme. « *On vieillit vite* « *sur le champ de bataille*, répondit Bonaparte, *et j'en arrive.* » Tout fut inutile.



Bonaparte refusa alors la brigade de l'armée de l'Ouest, et resta à Paris, où il rentra dans la vie privée.

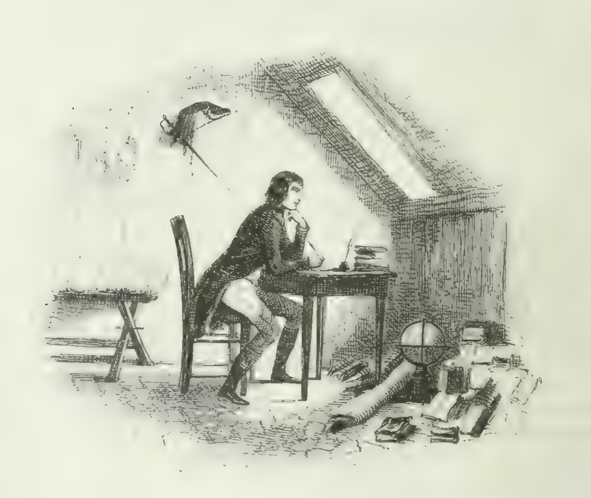
Ses amis Sébastiani et Junot l'avaient accompagné. Ils prirent ensemble un petit logement rue de la Michodière. La détresse se fit bientôt sentir. Bonaparte fut obligé, pour vivre, de vendre une précieuse collection d'ouvrages militaires qu'il avait rapportés de Marseille. Il eut un moment, dit-on, l'idée d'aller servir le sultan ; mais il fut bientôt détourné de ce projet par les circonstances qui amenèrent la journée du 1er prairial, par celles qui suivirent l'expédition de Quiberon, par l'attente de la nouvelle constitution que préparait la Convention, enfin par les agitations qui fermentaient dans la capitale. Le parti royaliste avait relevé la tête après le 9 thermidor, et les sections de la garde nationale semblaient annoncer des dispositions favorables à ce parti. Les royalistes y étaient en majorité. Bonaparte prévit alors que, dans peu de temps, il pourrait se faire une place au milieu des mouvements qui devaient éclater.

Cependant il aurait été tout-à-fait oublié à Paris, si Doulcet de Pontecoulant n'eût remplacé Aubry au comité de la guerre. Le premier de ces deux représentants, à qui les talents et les services de Bonaparte étaient bien connus, fut particulièrement frappé du rapport envoyé par lui au comité de la guerre, après l'affaire du Caïro, pour la campagne d'Italie, dont le comité s'occupait

exclusivement. Ayant donc appris que le général Bonaparte était à Paris, il le fit appeler, et l'attacha au comité topographique, où se décidait le plan de campagne et se préparaient les mouvements des armées (1).

Si, pendant le temps de son inactivité, Bonaparte, sans fortune et sans traitement, eut beaucoup à souffrir, sa détresse tourna peut-être au profit de son génie; absorbé dans de profondes méditations sur l'art de la guerre, ce fut alors qu'il enfanta dans l'ombre l'admirable plan de campagne qu'il développa bientôt au comité, et qui éleva si haut la gloire de son auteur. Mais il fallut une crise politique pour que Bonaparte, appelé par la Convention et mis en lumière par le succès, pût réaliser les grandes choses qu'il avait conçues.

(1) Ce service, peu connu peut-être, fut toujours présent au souvenir de Bonaparte. Quelques années après, sa reconnaissance fut rendue publique, quand, devenu premier consul, il appela au Sénat conservateur M. Pontécoulant, le jour même où son âge lui permettait d'y être admis.





CHAPITRE IV.

1795.

État de la France depuis le 9 thermidor. — La majorité des sections prend les armes contre la Convention. — Journée du 13 vendémiaire (5 octobre). — Mariage de Bonaparte.



La diversité et l'importance des événements qui occupent l'année 1795 la rendent une des plus pleines de l'histoire contemporaine. La Hollande est conquise par Pichegru. La paix de la Toscane, la première paix avec la république française, nous fait rentrer dans le système européen. La Vendée elle-même traite avec la Convention. L'École Polytechnique, dont la création honorerait l'époque la plus prospère d'un grand État, est fondée. La journée du 12 germinal voit expirer devant la Convention un mouvement révolutionnaire. Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Vadier, accusés d'avoir produit ce tumulte pour se soustraire à la déportation, subissent un jugement dont ils ne comprennent pas toute la clémence. La Prusse despotique et guerrière imite la faible Toscane, et fait un traité avec la république. On ordonne le désarmement des terroristes.

Les biens des condamnés, sauf pour cause d'émigration, sont rendus aux familles. *On n'excepte que la famille de Louis XVI et celle de Robespierre!!!* Fouquier-Tainville et quinze juges des tribunaux révolutionnaires subissent leur châtiment. La république française et la république batave s'unissent par un traité de paix et d'alliance. La journée du 1er prairial revoit la Convention en péril, et son enceinte forcée par une armée d'insurgés. Le représentant Féraud est foulé aux pieds en voulant s'opposer à l'entrée du peuple dans la salle; sa tête est coupée, et présentée au bout d'une pique au président Boissy-d'Anglas, dont l'attitude imposante présente un genre d'héroïsme admirable, et rappelle Harlay devant les Seize. Les sections, cette fois, sauvent la Convention, pour sauver la France d'une nouvelle terreur. Treize condamnés pour l'attentat du 1er prairial luttent de célébrité comme de courage, et se frappent tous du même couteau; peu d'entre eux sont portés vivants sur l'échafaud. Lanjuinais élève la voix en faveur de la religion, et fait rendre aux cultes les édifices qui leur appartiennent. On abolit le tribunal révolutionnaire. Après une maladie de langueur, Louis XVII meurt, le 17 juin, dans la tour du Temple, à l'âge de dix ans, précédé de peu de jours dans la tombe par ses deux médecins. Un décret de la Convention ferme les sociétés populaires. D'autres décrets déclarent le Rhin barrière immuable du territoire français, et rapportent la loi des suspects. La constitution de l'an III, par laquelle la Convention se décime elle-même et divise en deux conseils l'unité de la représentation nationale, est proposée. Tels sont les présages et les avant-coureurs du 13 vendémiaire et de la fortune de Bonaparte.

Le 9 thermidor n'avait assuré en résultat que le triomphe de la révolution sur la terreur, mais le but de l'entreprise était autre; seulement, les royalistes avaient été gagnés de vitesse.

Hors de la Convention, le tableau était encore plus sinistre. La France ressemblait à un empire en saisie par d'avides et implacables créanciers, et pillé par ses débiteurs au désespoir. Ces débiteurs, c'étaient les habitants; ces créanciers, les réacteurs du 9 thermidor. Aussi les sources premières de la fortune républicaine furent-elles bientôt taries. Un discrédit mortel frappa les assignats et jusqu'aux domaines nationaux. Le comité de salut public avait créé le maximum et les réquisitions. Les moyens iniques, mais puissants, qui alimentaient les magasins militaires, étaient tombés avec lui, et la fatalité de cette période de temps faisait que le retour d'une sorte de justice envers les individus devenait funeste à la nation. Le pain du soldat n'était plus assuré; la solde manqua, et le recrutement lui-même dut cesser; il n'y avait de fidèle et de stable que la gloire. Le royalisme caché sous les couleurs républicaines voyait avec joie un pareil état de chose et s'apprêtait à en profiter.

Paris souffrait beaucoup aussi de la disette, du discrédit du papier-monnaie, et de toutes les conséquences fatales d'une mauvaise administration; mais cette ville présentait en même temps un autre spectacle bien propre à étonner





ceux qui pouvaient l'observer avec calme. Aussitôt que le joug de la terreur fut brisé, les mœurs de plusieurs classes de la société se précipitèrent dans l'anarchie morale la plus complète. Une sorte de joie effrénée, de débauche publique, caractérisa les saturnales de la délivrance commune; on institua le bal des victimes, fondé par les héritiers des victimes elles-mêmes. Les trésors cachés revirent la lumière, les nouvelles fortunes osèrent se montrer et lutter avec les anciennes. Toutes les larmes se séchèrent comme par enchantement, et l'honorable pauvreté commença à rougir d'elle-même. Le caractère national subissait à Paris sa seconde révolution; ainsi que le malheur, la prudence fut aussi oubliée. Le parti royaliste, qui avait inondé les échafauds de son sang, se releva tout à coup, et passa de la stupeur à l'audace, de la crainte à la vengeance. Il n'est pas donné aux hommes, après une horrible infortune, de désirer à demi. On se sentait naturellement porté à vouloir un état de choses totalement contraire à celui sous lequel on avait gémi si longtemps.

La conspiration trouva bientôt un aliment puissant dans l'adoption d'une nouvelle constitution qui confiait le pouvoir exécutif à un Directoire composé de cinq membres, et divisait la législature entre deux Conseils. Soumise à l'acceptation du peuple convoqué en assemblées primaires, cette constitution renfermait en elle le germe de la guerre contre-révolutionnaire qui était sur le point d'éclater. On attribuait, non sans raison, la chute de la constitution de 1791 au décret de la Constituante, dont l'imprudente abnégation avait exclu tous ses membres de la législature suivante. A l'aspect du même danger, la Convention, se souvenant des fautes de ses prédécesseurs, comprit deux lois additionnelles dans le nouveau pacte social. Par l'une, la Convention formait les deux tiers de la législature; par l'autre, un tiers seulement des deux Conseils, pour cette fois, était à la nomination des assemblées électorales. Une troisième loi soumettait ces deux dispositions, comme inséparables du nouvel acte constitutionnel, à l'acceptation du peuple. Là résidait le danger pour la Convention, danger d'autant plus inévitable, que l'affronter semblait le seul moyen d'éviter de courir une chance plus redoutable encore. Mais aussi, pour sortir victorieusement d'une telle épreuve, il fallait quelque chose de plus qu'une prudence pusillanime, ou bien qu'une autorité soumise à la discussion publique. On était devenu délicat, difficile en fait de liberté, depuis la chute de la Montagne. On avait souffert plus que patiemment les barbaries du triumvirat, et l'on s'indignait hautement contre ce que l'on appelait les usurpations de la Convention.

Le parti royaliste et celui de l'étranger avaient compté sur une législature entièrement nouvelle pour opérer une contre-révolution. Ils s'unirent aux républicains, se répandirent en déclamations populaires, et donnèrent le change à l'opinion, en protestant hautement au nom des libertés électorales. Sur les quarante-huit sections qui composaient la garde nationale, cinq seulement voulaient la république, ce qui n'était pas rigoureusement vouloir la Convention.

Quarante-trois sections se soulevèrent et se réunirent en assemblées armées et délibérantes. Chacune avait sa tribune. Elles rejetèrent les lois additionnelles. La Convention, plutôt par souvenir que par conviction, voulut se montrer forte, et prendre en pitié ces agitations. Elle crut les terminer en proclamant, le 23 septembre, l'acceptation de la constitution par la majorité des assemblées primaires de la république; mais, le 24, une assemblée centrale d'électeurs se réunit hostilement à l'Odéon. Le 2 octobre (10 vendémiaire), cette assemblée illégale, ou, pour mieux dire, insurrectionnelle, fut dissoute par la force.

La guerre allait commencer. La section Lepelletier, réunie au couvent des Filles-Saint-Thomas, donna le signal. La Convention ordonna la clôture du couvent et le désarmement de la section. Si Paris s'était souvenu des barricades, la Convention succombait, et Bonaparte perdait l'occasion qui allait le produire sur la scène du monde. La rue Vivienne fut tout à coup occupée par le général Menou, à la tête d'une force imposante en infanterie, cavalerie et artillerie; mais il y trouva les gardes nationaux de la section rangés en bataille, et les maisons occupées par les sectionnaires. Les représentants échouèrent également auprès du comité de la section, lequel s'était aussi déclaré représentant du peuple, et refusa de se soumettre. Toutefois une sorte de capitulation termina cette ridicule usurpation du pouvoir souverain; et, maîtresse du champ de bataille sans avoir combattu, la section Lepelletier n'en avait que plus raison de chanter victoire.

Au milieu de ces grandes agitations, Bonaparte se livrait, comme de coutume, aux habitudes de sa vie privée : en ce moment il était à Feydeau, spectacle voisin du théâtre de la guerre; ayant appris ce qui se passait dans la rue Vivienne, il s'y rendit, fut témoin de la retraite des troupes de la Convention, et courut aux tribunes de l'assemblée. Menou était dénoncé par les représentants mêmes qui l'avaient accompagné, et qui, loin de déployer la moindre énergie, avaient contrarié les dispositions qu'il avait voulu prendre. Ce général pouvait aussi bien leur reprocher d'avoir échoué dans leur négociation avec le comité de la section Lepelletier, qui leur avait fièrement répondu qu'il ne reconnaissait point la Convention. Menou fut mis en arrestation. L'agitation redoubla encore dans l'Assemblée aux nouvelles des propositions sinistres qui se succédèrent pendant cette nuit. Divers orateurs montèrent à la tribune, et dénoncèrent hautement le péril public. Mais les opinions, partagées d'abord sur le choix d'un chef militaire à qui l'on pouvait confier le salut de la patrie, furent à la fin entraînées, soit par les représentants du peuple qui avaient pu juger des talents de Bonaparte pendant leur mission aux armées du Midi, soit par les membres du Comité de gouvernement; elles se réunirent donc sur le jeune général, caché dans la foule, où il fut témoin de cette délibération. Sans doute alors il se souvint d'Aubry, de l'inaction à laquelle ce représentant l'avait condamné, de l'obscurité qui enveloppa tout à coup le vainqueur de Toulon et le comman-

dant d'artillerie de l'armée d'Italie. Cette fois, c'est la destinée elle-même qui vient le prendre par la main. Bonaparte se rend au Comité de salut public, où il était attendu.



Témoin, dans la rue Vivienne, de la conduite de Menou et de celle des commissaires, il en rend compte, et déclare qu'il n'acceptera pas le commandement s'il doit marcher sous les ordres des commissaires. Le péril pressait : pour trancher cette difficulté, on donna le commandement en chef au représentant Barras, et le commandement en second à Bonaparte. Barras n'entendait rien à la guerre ; mais, chargé, au 9 thermidor, de dissiper la Commune insurgée pour Robespierre, il était devenu célèbre, non pas en raison de la difficulté, mais de l'importance de ce coup d'état. Barras réunit donc dans sa personne les pouvoirs des trois commissaires et ceux de général en chef. Connaissant depuis Toulon le général Bonaparte, il s'empressa de lui déléguer toute son autorité militaire.

Aussitôt que Bonaparte fut investi du commandement, il envoya le chef d'escadron Murat, avec un fort détachement, s'emparer des quarante pièces d'artil-

lerie parquées à la plaine des Sablons. Minuit sonnait : un moment plus tard elles allaient être enlevées par une colonne de la section Lepelletier, qui, voyant les trois cents chevaux de Murat, n'osa pas les attaquer. Le 13 vendémiaire, à neuf heures du matin, l'artillerie était placée à la tête du pont Louis XVI, du pont Royal, de la rue Saint-Honoré, au pont Tournant, enfin à toutes les avenues des Tuileries. L'armée, d'abord de cinq mille hommes contre quarante mille, fut portée à huit mille cinq cents. Trois bataillons, composés d'anciens satellites ou employés de la Convention, furent armés, organisés, et placés sous le commandement du général Berruyer. C'étaient des patriotes éprouvés, disgraciés depuis le 9 thermidor; on les appelait encore les patriotes de 1789. Dans la Convention, où il y avait peu d'opinions généreuses, on parlait de traiter avec les sections, de se retirer sur les hauteurs de Saint-Cloud, de poser les armes. Déjà un parlementaire des sections, envoyé par Danican, leur général, avait osé venir sommer la Convention de retirer ses troupes. Bonaparte fit porter huit cents fusils dans l'assemblée, pour armer les députés et former ainsi une réserve. Les insurgés occupaient en force les postes de Saint-Roch et du Théâtre-Français, et les hauteurs de la Butte des Moulins; mais plusieurs de leurs colonnes avaient pris position sur le Pont-Neuf, où Cartaux, l'ancien général de l'armée de Toulon, commandait quatre cents hommes avec quatre pièces d'artillerie : les sections occupaient ainsi le jardin de l'Infante, au Louvre. Une forte colonne, battant la charge, essaya de déboucher par le pont Royal. Enfin, à quatre heures après midi, le feu commença, et à six heures, après une faible résistance, les sections furent mises en déroute. Il y eut quatre cents hommes de tués de part et d'autre. Le général Bonaparte et son artillerie sauvèrent le gouvernement. Il fit acquitter Menou, que le comité voulait condamner à mort, et qui méritait une punition sévère. Ainsi l'autorité militaire prévalut sur la puissance civile qui lui devait son salut.

Dès cette époque, le nom de Bonaparte devint populaire. Sa qualité de général en second de l'armée de l'intérieur, que la Convention venait de confirmer, lui imposait l'obligation de pourvoir à la paix et à l'ordre public. Sans cesse au milieu du peuple, il le harangua plusieurs fois aux halles et dans les faubourgs, et prit sur lui un grand ascendant. La Convention avait décrété le désarmement général des sections. Quoique cette opération attaquât tout à coup les habitudes et les droits des citoyens, elle ne rencontra pas d'obstacles, et son exécution devint la singulière occasion du mariage de Bonaparte. Des perquisitions avaient été faites avec tant de rigueur dans les maisons, qu'aucune arme quelconque n'y était restée. Un matin, on introduisit chez le général Bonaparte un enfant de douze à treize ans, qui venait réclamer l'épée de son père, général de la république, mort sur l'échafaud : cet enfant était Eugène Beauharnais. L'épée lui fut rendue. Sa mère voulut remercier le général. Voilà comment Bonaparte connut madame de Beauharnais. Il se dissimula quel-





que temps cette passion à lui-même, et encore plus à la personne qui en était l'objet. Ce sentiment, bientôt deviné et partagé, puisa une force nouvelle dans



la subite élévation qui venait d'honorer sa vie. Cette grandeur lui devint plus chère par l'hommage qu'il en faisait à la femme pleine de douceur et de charmes dont il avait obtenu l'amour le plus tendre. Il avait été si malheureux, si oublié depuis la guerre du Piémont, qu'il attachait une sorte de reconnaissance aux sentiments qu'il inspirait. D'ailleurs, le besoin de se confier à un autre qu'à lui-même était impérieux en lui ; il lui fallait un ami qui ne fût ni un favori ni un conseiller. Son âme n'a jamais été toute politique ; elle avait, comme celle des autres hommes, auxquels d'ailleurs il ressemblait si peu, ses déplaisirs, ses consolations, ses faiblesses et ses secrets (1).

(1) Leur mariage fut célébré le 9 mars 1796, par l'officier municipal de la mairie du 2e arrondissement de Paris. Les témoins qui, avec les deux époux, signèrent l'acte civil, furent Barras, un des directeurs de la république ; Tallien, membre du Corps Législatif ; Calmélet, homme de loi, et Lemarrois, capitaine aide-de-camp de Bonaparte (depuis lieutenant-général et pair de France). Le général Bonaparte avait alors 27 ans ; Joséphine, plus âgée que lui, était née en 1763.

Cette union, qui pendant longtemps fit le bonheur de Napoléon, ne s'était pas accomplie sans difficultés. Madame de Beauharnais, riche de 25,000 livres de rente, débris de sa fortune personnelle et de celle de son mari, avait des amis qui lui firent de vives représentations sur son ma-

Sur la fin de son règne, la Convention avait chargé le général de l'armée de l'intérieur de réorganiser toute la garde nationale, dont quarante-trois sections passaient pour royalistes sans l'être véritablement. Bonaparte en nomma les officiers, et créa dans Paris cette milice urbaine qui, quelques années après, se montra si fidèle à son fondateur. Chargé plus tard du même travail pour la garde directoriale et pour celle du Corps Législatif, il leur laissa le même souvenir. Depuis ce moment, tout ce qui portait un fusil dans la capitale appartint au général Bonaparte.

riage avec un militaire plus jeune qu'elle et sans fortune. On a raconté à ce sujet une anecdote que nous transcrivons ici :

Madame de Beauharnais était allée avec son futur mari chez Me Raguideau, son notaire, chargé de rédiger le contrat de mariage. Ce notaire, qui fut depuis celui de Napoléon, se crut obligé, en sa qualité de conseil, de faire quelques observations à sa cliente. Il profita du moment où il se trouva seul avec elle pour lui renouveler les instances que la plupart de ses amis lui avaient déjà faites. Il finit par lui dire : « Comment pouvez-vous épouser un soldat qui n'a que la cape et l'épée ? » Bonaparte, qui se trouvait dans une pièce voisine dont la porte était ouverte, parut n'avoir rien entendu. Mais huit années plus tard, en 1804, le jour du couronnement, au moment où il allait partir pour Notre-Dame, il aperçut, dans la foule des gens de sa maison, M. Raguideau ; il le tire à l'écart, et, lui montrant d'un côté le manteau impérial parsemé d'abeilles d'or, et de l'autre la longue épée de Charlemagne : « Hé bien ! Monsieur, lui dit-il en souriant, voilà la cape, et voici l'épée. »





CHAPITRE V.

1795 — 1796.

Constitution de l'an III. — Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie. — Proclamation à son armée — Force des armées belligérantes — Batailles de Montenotte, de Millesimo, de Dego. — Paix avec la Sardaigne.



Le 16 octobre, le général Bonaparte fut nommé général de division. Le 25, veille de sa dissolution, la Convention réunit solennellement la Belgique à la France; animée du même esprit qui avait créé dans cette année l'École Polytechnique, elle rendit le décret de formation de l'Institut des Sciences et des Arts. La patrie reçut avec reconnaissance cette dernière création de la grandeur conventionnelle. Le dernier jour de sa puissance fut signalé par de hautes résolutions. Il semblait que la Convention eût été dépouillée tout à coup de sa nature terrible, pour revêtir toute la générosité du caractère national. Le 26, elle s'amnistiait elle-même en décrétant l'amnistie pour tous les délits révolutionnaires; et, chose remarquable, l'assemblée qui avait tant abusé de la mort, prononça l'abolition de cette peine à la paix générale.

Le même jour, après cet adieu reparateur adressé à la France, la Convention termina son existence politique en se formant en corps électoral, pour compléter par l'adjonction d'un nouveau tiers la députation nationale. Les trois tiers réunis se constituèrent en Corps Législatif pour opérer leur division en deux Conseils. On donna le château des Tuileries aux Anciens; la salle du Manége aux Cinq-Cents. La quatrième législature proclamée nomme, sous le nom de Directoire, un Conseil exécutif composé de cinq membres. Le choix tombe sur les conventionnels La Réveillère-Lépaux, Letourneur de la Manche, Rewbell, Barras et Carnot. Le Directoire s'établit au palais du Luxembourg.

Bonaparte, qui venait de conquérir la constitution de l'an III sur la faction aristocratique de Paris, reçut le commandement en chef de l'armée d'Italie. Cette armée avait deux fois changé de chef depuis son départ. Dumerbion avait été remplacé par Kellermann, et Kellermann par Schérer. Mais celui-ci n'a pas su profiter de deux victoires où Masséna, avec trente mille hommes, avait defait, à Loano, cinquante mille Austro-Sardes. Les forteresses de Finale, Vado, Savone, sont au pouvoir des Français; la route du Milanais est ouverte.

La coalition étrangère subsiste toujours contre nous; elle se compose de l'Angleterre, de l'Autriche, du Piémont, de Naples, de la Bavière, de tous les petits princes de l'Allemagne, et de ceux de cette belle Italie dont Bonaparte, deux ans auparavant, a deviné la conquête. Mais, de toutes ces puissances, l'Autriche est la véritable ennemie qu'il faut combattre, et sur les bords du Rhin et au-delà des Alpes. Pour précipiter le succès de cette guerre qui occupe seule le Directoire, il en donne la conduite à un général de vingt-sept ans.

La conquête du Piémont lui est ordonnée comme une entreprise préliminaire dont le but est de forcer l'Autriche à évacuer ce pays, et à se défendre dans ses possessions de la Lombardie. Ainsi, l'occupation du Piémont, par la destruction de son armée et la prise de ses forteresses, doit ouvrir au général Bonaparte le véritable champ de bataille qui convient à la politique du Directoire. C'était le plan envoyé au Comité de la guerre, en 1793, par le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie, devenu général en chef de cette armée. Barras et Carnot, bien qu'ils lui eussent fait avoir le commandement dont il était revêtu, n'avaient deviné ni son caractère, ni son genie. Ils avaient eu seulement l'intention de créer une fortune toute militaire, qu'ils destinaient à devenir l'appui du nouveau gouvernement; mais Bonaparte, à leur insu, rêvait déjà peut-être une autre gloire que celle des armes.

En arrivant à Nice, Bonaparte eut à triompher de grandes et nombreuses difficultés : il lui fallut d'abord se faire pardonner sa jeunesse et son extérieur grêle par des hommes déjà couverts de lauriers, ses anciens dans la carrière, et qu'il était appelé à commander. Là, en effet, se trouvaient placés sous ses ordres, Masséna, vainqueur à Loano; Augereau, qui s'est emparé de la forte ville





de Figuières ; Victor, qui commanda si brillamment une division d'infanterie au siege de Toulon ; Laharpe, Serrurier, Joubert, Cervoni, déjà célèbres dans les armées de la République : le génie seul pouvait faire pardonner à Bonaparte les faveurs de la fortune.

Il trouva encore d'autres obstacles capables, à eux seuls, de détruire ses espérances. Le ministre de la guerre lui avait donné un état de plus de cent mille hommes, et il n'avait réellement à sa disposition que trente mille soldats et trente pièces de canon, tandis que l'armée austro-sarde était forte de quatre-vingt mille hommes et de deux cents pièces de canon. Mais il avait pour lui l'enthousiasme, la jeunesse, l'intrépidité de son armée, et, plus que cela, le souvenir du passé et cette confiance que donne l'habitude de vaincre. Elle porta tout de suite à son nouveau chef cet amour, ce dévouement dont le fanatisme ne fit que s'accroître avec le temps, et ne se brisa jamais contre l'écueil des affections humaines, la mauvaise fortune. Cependant cette armée était sans argent, sans vivres, sans habits, presque sans armes, dépourvue de munitions, prompte au pillage, à l'indiscipline, au découragement, aux excès que devait produire l'abandon de toute administration dans un pays ruiné par une guerre de quatre années ; le gouvernement n'ayant pu verser dans le trésor de l'armée que deux mille louis en or et un million en traites qui furent presque toutes protestées, on ne pouvait améliorer son sort (1) : il fallait donc étonner cette armée, l'enlever, la surprendre, pour obtenir des victoires. Avant de transporter son quartier-général de Nice à Albenga, il harangue ainsi ses troupes :

« Soldats !

« Vous êtes nus, mal nourris ; le gouvernement vous doit beaucoup, il ne « peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au mi- « lieu de ces rochers, sont admirables ; mais ils ne vous procurent aucune « gloire, aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus « fertiles plaines du monde : de riches provinces, de grandes villes seront en « votre pouvoir ; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'I- « talie ! manqueriez-vous de courage ou de constance ? »

Ces paroles, prononcées d'une voix ferme par le jeune général, furent électriques pour la jeune armée, étonnée de ce langage renouvelé de César : elle lui répondit par une acclamation unanime. Dès ce moment, s'établit entre Bonaparte et ses soldats une sorte de fraternité d'armes et de confiance mutuelle,

(1) Un seul fait peut faire apprécier la pénurie de l'armée : Bonaparte distribua à chacun de ses généraux quatre louis en or

véritable source de ces hauts faits, de ces triomphes inouïs qui étonnent encore le monde.

L'armée austro-sarde obéit au général en chef Beaulieu ; quarante-cinq mille Autrichiens sont commandés par les généraux Argenteau, Mélas, Wukassowich, Liptay et Sebottendorf; et vingt-cinq mille Sardes par les généraux Provera et Latour, sous les ordres du général autrichien Colli : le premier corps a cent quarante pièces de canon, et le second soixante. Dix mille Napolitains doivent porter ces forces à quatre-vingt mille hommes. Trente mille soldats, répartis en quatre divisions d'infanterie commandées par Masséna, Augereau, Laharpe et Serrurier; deux mille cinq cents hommes de cavalerie et trente pièces de canon, composent toute l'armée aux ordres de Bonaparte.

Son but était de tourner les Alpes, et de pénétrer en Italie par le point où la chaîne de ces montagnes se lie à la chaîne des Apennins, et d'isoler les Autrichiens des Piémontais. L'infériorité numérique de son armée lui imposait ce plan et lui prescrivait surtout d'attaquer toujours l'ennemi avec des forces à peu près égales, en évitant tout engagement général avec la grande armée austro-sarde. Sa première opération fut donc de passer le mont Saint-Jacques, le plus abaissé des Alpes et des Apennins, de poster la division Serrurier sur Garessio, pour observer les Piémontais retranchés dans le fameux camp de Ceva, et de faire menacer Gênes par Laharpe, tandis que Masséna et Augereau se porteraient sur Loano, Finale et Savone. Cette opération n'obtint que la moitié du résultat que Bonaparte s'était promis. Beaulieu, alarmé pour Gênes, se porta à Novi, et divisa son armée en trois corps : Colli à Ceva, Argenteau à Sassello, se dirigeant sur Montenotte, et lui, de sa personne, par la Bocchetta sur Voltri. Il s'agissait donc de battre ces trois corps séparément, et d'effectuer, par une ou deux grandes affaires, la division totale de Beaulieu et de Colli.

Beaulieu, à la tête de l'aile gauche des Austro-Sardes, s'avança sur les positions que gardait Cervoni. Attaqué avec vigueur par les généraux Sebottendorf et Pittony, canonné par la croisière anglaise, investi par de nombreux ennemis, Cervoni se replia sur le général Laharpe. Argenteau, de son côté, ayant fait le même jour un mouvement sur Montenotte-Inférieure, se dirigea, à travers Montenotte-Supérieure, sur la Madone de Savone, pour écraser Laharpe. Tout avait réussi au gré du général piémontais ; deux redoutes étaient tombées en son pouvoir. Une troisième, située à Monte-Legino, et qui fermait la route de Montenotte, restait à emporter pour mettre entièrement à découvert l'aile droite des Français. Trois fois l'infanterie ennemie attaque notre dernier rempart, trois fois elle est repoussée par les feux croisés de l'artillerie et de la mousqueterie. Cependant Argenteau, réuni à Roccavina, ranime l'ardeur des Autrichiens : ils s'avancent en masse, mais sans effroi. Enfin ils sont au pied des retranchements, la redoute va tomber, les républicains n'ont plus de munitions!

Le colonel Rampon, qui les commande, s'élance au milieu d'eux, leur fait jurer de mourir plutôt que d'abandonner leur poste, et la redoute est défendue par



des prodiges de valeur qui durent toute la nuit. Le lendemain, Argenteau, connaissant le dénuement de Rampon, veut tenter l'escalade; mais Laharpe, envoyé par Bonaparte sur les derrières de Monte-Legino, est survenu avec des munitions et des renforts; et quand l'ennemi s'approche, du haut de la redoute la mitraille le pulvérise de front, tandis qu'une double embuscade, surveillant ses flancs de droite et de gauche, lui oppose tout à coup une longue et vive fusillade. A cette résistance inattendue, les Autrichiens s'arrêtent glacés de terreur : bientôt le désordre se met dans leurs rangs, et ils prennent la fuite de

tous côtés, sans pouvoir comprendre la cause de leur perte. Pendant ce temps la division d'Augereau se dirigeait sur Cairo, à travers les vallées de la Bormida ; Masséna atteignait les hauteurs d'Altare, tandis que Bonaparte lui-même dépassait Masséna et courait sur Carcare pour déborder la droite d'Argenteau, afin d'anéantir par un seul coup le centre de l'armée coalisée, avant que Beaulieu pût venir à son aide.

Après sa défaite devant Monte-Legino, Argenteau avait ranimé le combat. Mais Masséna, soutenu par le général en chef, atteignit le sommet des Apennins, s'empara du poste important de Bric-de-Menau, et se porta, par Montenotte-Inférieure, sur les derrières de l'ennemi. Assaillis de tous les côtés, les Impériaux se défendirent avec opiniâtreté jusqu'au moment où Masséna, entrant tout à fait en ligne, vint les écraser par la supériorité de ses forces, et jeter dans leurs rangs la terreur et la confusion. Argenteau et Roccavina, blessés tous deux en voulant rétablir l'ordre parmi leurs soldats, et entraînés par eux dans la déroute, furent poursuivis jusqu'auprès de Sassello, au milieu des débris confondus de leur armée. La cavalerie manqua aux républicains pour rendre cette victoire encore plus décisive ; cependant quinze cents morts, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, témoignaient de la perte des coalisés. Telle fut la bataille de Montenotte, et la première victoire par laquelle Beaulieu apprit, à Veltri, l'entrée en Piémont des Français commandés par Bonaparte.

Les Autrichiens se retirèrent sur Dego, et les Piémontais sur Millesimo. L'armée française les suivit marchant en trois corps : la gauche, sous Augereau, se porta sur Millesimo ; le centre, sous Masséna, sur Dego ; et Laharpe, avec la droite, sur les hauteurs du Cairo. Augereau força les défilés de Millesimo ; Masséna et Laharpe enlevèrent Dego. Provera, réfugié dans le château de Cossaria, mit bas les armes. Les journées de Millesimo et de Dego coûtèrent à l'ennemi un grand nombre de prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, huit drapeaux, et un grand nombre d'hommes restés sur le champ de bataille. Elles donnèrent encore aux armes françaises un plus grand avantage par la séparation des Autrichiens et des Sardes. Beaulieu alla couvrir le Milanais à Acqui, et Colli, protéger Turin à Ceva.

Quelques jours après, un second combat eut encore lieu à Dego. Les grenadiers du général autrichien Wukassowich, qui revenaient de Voltri, se présentent devant Dego, et en débusquent les bataillons français. Bonaparte s'y porte, livre un combat opiniâtre, reprend Dego, et détruit le corps ennemi. Le succès de cette brillante affaire fut acheté par la mort du général Causse, qui s'élançait à la tête de la 99e demi-brigade, lorsqu'il fut mortellement blessé. On le porta hors des rangs. Bonaparte passait non loin de là, Causse le fit appeler : « Dégo est-il repris? lui demanda-t-il d'une voix éteinte.—La redoute est à nous, dit Bonaparte. — Dans ce cas, s'écria le blessé avec un accent héroïque, *vive la République !* je meurs content. » Une autre particularité s'attache encore





au combat de Dégo. Bonaparte y remarqua un chef de bataillon, qu'il fit chef de brigade sur le champ de bataille : c'était Lannes, qui partagea si longtemps avec Ney le surnom de *brave des braves*, mais qui eut sur lui l'immense avantage de mourir les armes à la main.

Laissant la division Laharpe pour tenir Beaulieu en échec, le général en chef marcha de nouveau contre les Piémontais. En arrivant sur les hauteurs de Monte-Zemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes, qu'elle voyait s'élever derrière et autour d'elle sans les avoir franchies. « Annibal a franchi les Alpes, dit Bonaparte ; nous, nous les avons tournées. » C'était, en effet, le but, et ce fut le résultat de cette campagne miraculeuse. Cependant Colli, pressé de front par des forces supérieures, menacé par Augereau, qui avait passé sur la rive gauche du Tanaro, se vit obligé d'évacuer le camp de Ceva presque sans combattre. Bonaparte le poursuivit, l'atteignit près de Mondovi et le rejeta derrière la Stura. Les Piémontais perdirent dans cette journée trois mille hommes, huit pièces de canon, dix drapeaux, quinze cents prisonniers, dont trois généraux. Ainsi, dans cette campagne de quinze jours, chaque rencontre fut une bataille, et chaque bataille une victoire pour l'armée française.

Après l'affaire de Mondovi, le quartier-général est porté à Cherasco. Bonaparte met cette place en état de défense ; il y trouve de grands magasins, et désormais l'artillerie compte soixante bouches à feu. L'Italie n'est plus un lieu d'exil pour l'armée : la victoire, l'abondance, en ont fait une patrie pour les braves, et les soldats des dépôts se précipitent avec joie sur la route pour rejoindre les héros de la République. Voici le langage que leur fit entendre le général en chef dans sa proclamation datée de Cherasco :

« Soldats !

« Vous avez remporté, en quinze jours, six victoires, pris vingt et un dra-
« peaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis
« la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers,
« tué ou blessé plus de dix mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour
« des rochers stériles illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. Vous
« égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée de Hollande et celle du Rhin.
« Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné ces batailles sans
« canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers,
« bivouaqué sans eau-de-vie, et souvent sans pain. Les phalanges républicaines,
« les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez
« souffert. Grâces vous en soient rendues, soldats ! La patrie reconnaissante vous

« devra sa prospérité ; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immor-
« telle campagne de 96, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

« Les deux armées qui naguère vous attaquaient avec audace, fuient épou-
« vantées devant vous. Les hommes pervers qui riaient de votre misère et se
« réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos ennemis, sont confondus
« et tremblants. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez
« rien fait, puisqu'il vous reste à faire ; ni Turin, ni Milan ne sont à vous; les
« cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de
« Basseville.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne ; vous êtes
« aujourd'hui abondamment pourvus : les magasins pris à vos ennemis sont
« nombreux, l'artillerie de siége et de campagne est arrivée. Soldats, la patrie
« a droit d'attendre de vous de grandes choses ; justifierez-vous son attente? Les
« plus grands obstacles sont franchis, sans doute ; mais vous avez encore des
« combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il d'entre
« vous dont le courage s'amollisse? En est-il qui préféreraient retourner sur les
« sommets de l'Apennin et des Alpes, essuyer patiemment les injures de cette
« soldatesque esclave? Non, il n'en est pas parmi les vainqueurs de Monte-
« notte, de Millesimo, de Dego et de Mondovi : tous brûlent de porter au loin la
« gloire du peuple français ; tous veulent humilier ces rois orgueilleux qui
« osaient méditer de vous donner des fers ; tous veulent dicter une paix glo-
« rieuse, et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits ; tous
« veulent, en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté : *J'étais de
« l'armée conquérante de l'Italie.*

« Amis, je vous la promets, cette conquête ; mais il est une condition qu'il
« faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous déli-
« vrez ; c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats
« suscités par vos ennemis : sans cela vous ne seriez pas les libérateurs des
« peuples, vous en seriez les fléaux ; vous ne seriez pas l'honneur du peuple
« français, il vous désavouerait ; vos victoires, votre courage, vos succès, le
« sang de vos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur et
« la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougi-
« rions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait
« de loi que la force. Mais, investi de l'autorité nationale, fort de la justice
« et de la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans courage
« et sans cœur, les lois de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent aux pieds.
« Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Je ferai exécuter
« à la rigueur le réglement que j'ai fait mettre à l'ordre : les pillards seront
« impitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont été : j'ai eu lieu de remarquer
« avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée se sont
« portés pour faire exécuter les ordres.

« Peuples de l'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes : le « peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant « de nos drapeaux : vos propriétés, votre religion et vos usages seront reli- « gieusement respectés.

« Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux « tyrans qui vous asservissent. »

Bonaparte respire tout entier dans cette admirable proclamation, où il n'a rien oublié de ce qui devait assurer la gloire de la patrie. On reconnaît déjà l'homme d'état qui porte l'épée de grand capitaine.

Bonaparte était arrivé le 26 mars à Nice, d'où il avait annoncé au Directoire son arrivée à cette armée si misérable, si indisciplinée ; et le 28 avril suivant, il traçait, autant en politique qu'en général consommé, un plan de campagne qui menaçait en Allemagne la maison d'Autriche, qu'il n'avait pas encore attaquée dans ses possessions d'Italie. L'armée grandissait avec son chef ; cinq fois, dans la dernière semaine d'avril, la législature lui transmit l'expression de la reconnaissance nationale. Le roi de Sardaigne envoya à Paris un ambassadeur pour traiter de la paix. Elle fut signée le 15 mai, tant ce prince était pressé de la voir conclure. Les principales conditions du traité étaient que l'armee d'Italie occuperait les fortes places de Coni et d'Alexandrie ; que celles de Suze, de la Brunetta, d'Exiles, seraient démolies. Ainsi il n'y avait plus d'Alpes, et le roi de Sardaigne ne pouvait plus régner que sous le bon plaisir de la République.

A dater de ce moment, l'Europe eut les yeux ouverts sur le jeune conquérant qui, en quinze jours, s'était emparé d'un royaume protégé par les Alpes, défendu par des forteresses que l'on croyait inexpugnables, et par deux armées que commandaient des généraux expérimentés.

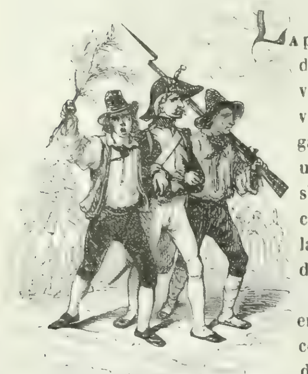




CHAPITRE VI.

1796.

Campagne d'Italie. — Combat de Lodi. — Reddition de Milan. — Premier siége de Mantoue. — Guerre du Pape. — Occupation de la Citadelle de Mantoue.



La possession de toute l'Italie était dorénavant dans les murs de Mantoue ; l'Autriche n'avait donc qu'un intérêt, la défense de cette ville. De son côté, Bonaparte, qui ne regardait la conquête du Piémont que comme un acheminement à celle du Milanais, ne s'attacha plus qu'à s'emparer de Mantoue; car le jour où cette ville aura capitulé, la maison d'Autriche devra se défendre dans les murs de Vienne.

Trente mille Français avaient suffi pour enlever le Piémont à quatre-vingt mille coalisés. L'armée ennemie, réduite des deux tiers, ne comptait plus que vingt-six mille combattants. Après avoir évacué Alexandrie pour se porter sur Valenza, où il passa le Pô, Beaulieu prit position à Valeggio afin d'observer les mouvements de l armée française. Pour lui donner le change, et mieux cacher son

projet, Bonaparte avait fait insérer dans l'armistice avec les Piémontais la clause qu'il pouvait faire passer le Pô à son armée à Valenza. Masséna exécute, conformément aux ordres du général en chef, des mouvements calculés pour entretenir l'erreur de Beaulieu. Un fort détachement feint de vouloir passer le Pô à Cambio, pendant que le général en chef, parti de Tortone avec dix bataillons de grenadiers, sa cavalerie et vingt-quatre pièces de canon, se dirige sur Plaisance à marches forcées, pour surprendre le passage du Pô. Lannes passe le fleuve le premier avec l'avant-garde, sur des bateaux en vue de Montebello, et Labarpe s'établit avec les grenadiers à Emetri, entre le Pô et la rive de Fombio. Aussitôt toute l'armée franchit le fleuve, dont la largeur à Plaisance est de deux cent cinquante toises.

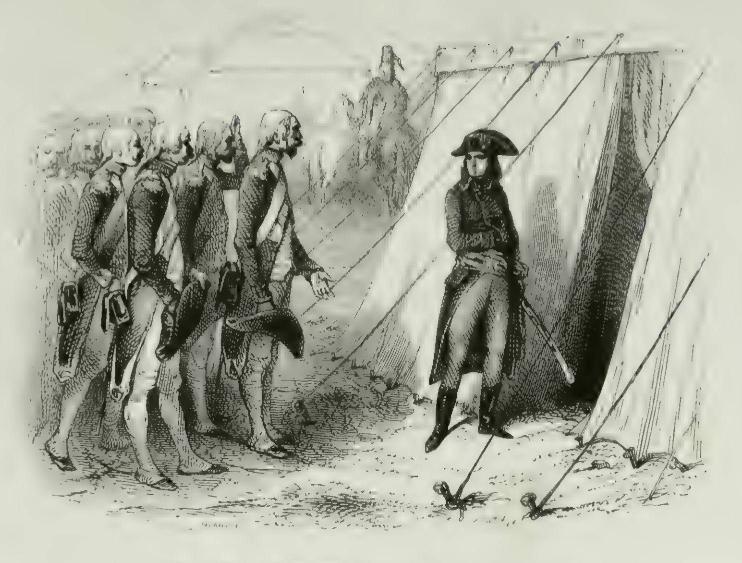
De son quartier-général de Plaisance Bonaparte écrit au Directoire : « Nous « avons passé le Pô; la seconde campagne est commencée; Beaulieu est dé- « concerté; il donne constamment dans les piéges qu'on lui tend : peut-être « voudra-t-il donner une bataille. Cet homme a l'audace de la fureur, et non « celle du génie. — Encore une victoire, et nous sommes maîtres de l'Italie. — « Je vous fais passer vingt tableaux des premiers maîtres, de Corrége et de Mi- « chel-Ange. — J'espère que les choses vont bien, pouvant vous envoyer une « douzaine de millions à Paris. *Cela ne vous fera pas de mal pour l'armée du « Rhin.* » Une suspension d'armes est signée le même jour à Plaisance avec le duc de Parme, qui achète ce traité avec les tableaux et les millions que le général envoie à Paris. Les envoyés du duc de Parme, trop heureux de traiter à ce prix, s'etaient empressés de remplir les conditions de l'armistice; cependant, comme ils offraient un million de plus pour sauver le tableau de saint Jérôme, Bonaparte leur répondit : « Ce million, nous l'aurions bientôt dépensé : un chef- « d'œuvre est éternel, il parera notre patrie. » Le million fut refusé. L'armistice conclu avec le duc de Parme nous donna seize cents chevaux, des magasins de blé et de fourrages, et défraya le service des hôpitaux. Quatre cents chevaux d'artillerie furent levés aussi dans la ville de Plaisance. Le duc de Modène s'empressa également d'envoyer un plénipotentiaire au général Bonaparte. Une suspension d'armes lui fut accordée moyennant dix millions, dont deux millions cinq cent mille livres en denrées et munitions de guerre, et vingt tableaux de grands maîtres.

Beaulieu, aussitôt qu'il eut appris que Bonaparte avait quitté Tortone, s'était mis en marche avec son armée, dans l'intention de couvrir Plaisance et de camper derrière Fombio, petite place déjà occupée par une division autrichienne partie de Pavie, sous les ordres du général Liptay. Bonaparte, sans laisser le temps à cette division de s'y établir, ni de servir de point d'appui à Beaulieu, fit enlever brusquement Fombio. On fait deux mille cinq cents prisonniers aux Autrichiens, qui perdent en outre leur artillerie et leurs drapeaux; ils se jettent dans Pizzighettone dont ils eurent le temps de lever les ponts. Le géné-

ral Laharpe s'était placé en avant de Codogno, à cheval sur les routes de Pavie et de Lodi. Un régiment ennemi, venant de la première route, tomba la nuit dans les avant-postes de Laharpe; vivement repoussé, il disparut par la route de Lodi. Accouru au bruit de la mousqueterie, le général Laharpe retournait dans son camp par un autre chemin, quand il tomba blessé à mort par le feu d'un de ses pelotons. Toute l'armée pleura comme s'il eût été Français, ce brave général que la tyrannie de Berne et l'amour de la liberté avaient amené dans nos rangs.

L'armée française marcha sur Lodi à la recherche de Beaulieu. A une lieue de Casal, une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens défendait la chaussée de Lodi. Elle est culbutée, malgré une résissance opiniâtre, et poursuivie jusque dans la ville, où les Français entrèrent pêle-mêle avec l'ennemi. C'est là qu'eut lieu la fameuse attaque du pont de l'Adda. Beaulieu occupait la rive gauche; les fuyards s'y rallient; les Français les poursuivent. L'ennemi démasque vingt-cinq pièces de canon pour la défense du pont; le général Bonaparte en oppose autant. Il a conçu l'audacieux projet de forcer le pont, dans l'espoir de couper le corps de dix mille hommes qui, sous les ordres de Colli et de Wukassowich, se porte sur Cassano pour y passer l'Adda. Il fait franchir la rivière par la cavalerie à une demi-lieue au-dessus du pont, et avec une batterie d'artillerie légère il engage la canonnade sur le flanc droit des Autrichiens. Dans le même instant, il forme les grenadiers en colonne serrée; puis, aussitôt que la cavalerie a commencé son attaque, les grenadiers se précipitent sur le pont, le franchissent au pas de course, et s'emparent du canon de l'ennemi. La ligne autrichienne, enfoncée par cette charge impétueuse, se réfugie à Crema, après avoir laissé sur le champ de bataille près de trois mille prisonniers, des drapeaux et son artillerie. Ce beau fait d'armes jette une profonde consternation dans le camp ennemi. Beaulieu abandonne la capitale du Milanais sans défense, à plusieurs journées sur les derrières de l'armée conquérante. Bonaparte reçoit à Lodi la nouvelle de la reddition de Milan, que lui apporte une députation des États et de la municipalité. La victoire de Lodi donna toute la Lombardie à la république. On raconte qu'à dater de cette affaire qui fut si chaude, il s'était établi à l'armée d'Italie un singulier usage. Après chaque bataille, les plus vieux soldats se réunissaient en conseil et donnaient à leur général en chef un nouveau grade. C'est de cette manière qu'il fut nommé caporal à Lodi; plus tard, sergent à Castiglione, et ainsi de suite. De là vient le surnom de *Petit-Caporal*, qui depuis est resté à Napoléon, et qui, dans la bouche de ses soldats, était une parole d'affection et d'admiration (1).

(1) Vendémiaire et même Montenotte ne me portèrent pas a me croire un homme supérieur, a dit depuis Napoléon; ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien devenir un acteur décisif sur notre scène politique.





Après la victoire de Lodi, Bonaparte, toujours préoccupé de l'idée d'une invasion en Allemagne par le Tyrol, combinée avec les deux armées du Rhin, écrivit au Directoire : « Bientôt il est possible que j'attaque Mantoue. Si j'en-« lève cette place, rien ne m'arrête plus pour pénétrer dans la Bavière ; dans « deux décades, je puis être dans le cœur de l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas « combiner mes mouvements avec l'opération de vos deux armées? Je m'ima-« gine qu'à l'heure qu'il est on se bat sur le Rhin. Si l'armistice continuait, « l'armée d'Italie serait écrasée. Si les deux armées du Rhin entrent en cam-« pagne, je vous prie de me faire part de leur position et de ce que vous espé-« rez qu'elles puissent faire, afin que cela puisse me servir de règle pour entrer « dans le Tyrol, ou me borner à l'Adige. Il serait digne de la République d'aller « signer le traité de paix, les trois armées réunies, dans le cœur de la Bavière « ou de l'Autriche étonnée. Quant à moi, s'il entre dans vos projets que les « deux armées du Rhin fassent des mouvements en avant, je franchirai le Ty-« rol avant que l'Empereur s'en soit sérieusement douté. »

Le Directoire lui répondit par une dépêche, dans laquelle, après avoir loué la conquête du Piémont et approuvé les glorieuses conditions de l'armistice qui en fut la suite, il témoignait, avec une affectation très-prononcée, sa satisfaction de ce que le général avait pris conseil du commissaire civil Salicetti avant la conclusion de cet armistice. Cette dépêche lui annonçait aussi la volonté de partager l'armée d'Italie en deux : Kellermann devait commander celle qui garderait le Milanais, et Bonaparte celle qui serait destinée à agir sur les côtes de la Méditerranée, à Livourne, à Rome et à Naples. C'était porter à l'armée d'Italie un coup plus terrible que ne le pouvait faire une armée autrichienne.

Bonaparte représenta avec énergie les vices de ce projet, offrit sa démission, et écrivit au Directoire : « Je crois très-impolitique de diviser en deux l'armée « d'Italie ; il est également contraire aux intérêts de la République d'y mettre « deux généraux différents. L'expédition de Livourne, Rome et Naples, est très-« peu de chose : elle doit être faite par des divisions en échelons, de sorte que « l'on puisse, par une marche rétrograde, se trouver en force contre les Autri-« chiens, et menacer de les envelopper au moindre mouvement qu'ils feraient. « Il faudra pour cela non-seulement un seul général, mais encore que rien ne « le gêne dans sa marche et dans ses opérations. J'ai fait la campagne sans con-« sulter personne ; je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me concilier avec la « manière de concevoir d'un autre. J'ai remporté quelques avantages sur des « forces supérieures, et dans un dénuement absolu de tout, parce que, persuadé « que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que « ma parole. Si vous m'imposez des entraves de toute espèce, *s'il faut que je « réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement*, s'ils ont le droit de « changer mes mouvements, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez « plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens en partageant vos forces, *si*

« *vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire*, je vous le dis avec douleur,
« vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie. »

Dans la suite de cette lettre, il insistait sur la nécessité de laisser un seul général à la tête de l'armée : « Kellermann commandera l'armée aussi bien que « moi, disait-il, car personne n'est plus convaincu que je ne le suis, que les « victoires sont dues au courage et à l'audace de l'armée ; mais réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre ; et, d'ailleurs, je crois qu'il « faut plutôt un mauvais général que deux bons. La guerre est comme le gouvernement, c'est une affaire de tact. »

Une telle correspondance n'a pas besoin de commentaire. Bonaparte y traite presque d'égal à égal avec le Directoire ; il sent que toute sa destinée est dans sa volonté. Depuis la veille (13 mai), le château de Milan était investi ; Augereau occupait Pavie ; Serrurier, Lodi et Crémone ; la division de Laharpe, Tomo, Lesagno, Lucco et Pizzighettone.

Le jour où le Directoire signait, à Paris, le traité qui, enlevant au Piémont la Savoie, le comté de Nice et le territoire de Tende, livrait toutes ses places fortes à l'armée française, ce même jour, 15 mai, le général Bonaparte faisait à Milan son entrée solennelle ; et, jaloux d'entretenir cette puissance morale qu'il a si habilement fait marcher de front avec la puissance militaire, il adresse à ses compagnons d'armes cette proclamation :

« SOLDATS !

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin. Vous « avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, dé« livré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels de paix « et d'amitié pour la France. Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte « dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur « existence politique qu'à votre générosité. L'armée qui vous menaçait avec « orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage ; le Pô, « le Tésin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour : ces boulevarts vantés de « l'Italie ont été insuffisants ; vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apen« nin. Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie. Vos représen« tants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les « communes de la République. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, « vos amantes, se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous « appartenir. Oui, soldats, vous avez beaucoup fait ! Mais ne vous reste-t-il donc « plus rien à faire ? Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous « n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprochera-t-elle « d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Mais je vous vois déjà crier aux « armes ! Un lâche repos vous fatigue : les journées perdues pour la gloire le

« sont pour votre bonheur. Eh bien ! partons ; nous avons encore des marches « forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à « venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, « qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, « tremblent ! l'heure de la vengeance a sonné. Mais que les peuples soient sans « inquiétude : nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement « des descendants des Brutus, des Scipion et des grands hommes que nous avons « pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des « héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plu- « sieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de nos victoires : elles feront époque « dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus « belle partie de l'Europe. Le peuple français, libre, respecté du monde entier, « donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute « espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous resterez alors dans vos foyers, et vos « concitoyens diront en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie.* »

Les proclamations de Bonaparte étaient écoutées avec enthousiasme, et lues avec avidité par les soldats et par les officiers. Jamais armée ne reçut une in-



struction plus conforme aux destinées qu'elle devait accomplir. En même temps général et législateur, son chef parvint à en faire une famille que nul autre que lui ne pouvait plus commander avec un égal succès.

Depuis notre entrée en campagne, la guerre alimentait la guerre. Ainsi l'ar-

tillerie et les munitions nécessaires au siége du château de Milan, où Beaulieu avait laissé deux mille cinq cents Autrichiens, furent tirées des places de Tortone, Alexandrie, Coni, Ceva et Cherasco, qui servaient de dépôts aux approvisionnements de toute espèce que le pays nous fournissait. Les contributions en argent secondaient aussi nos opérations. Outre les sommes stipulées dans les traités avec les ducs de Parme et de Modène, la Lombardie eut à nous payer vingt millions.

Du séjour de Bonaparte dans la capitale de la Lombardie date l'autorité presque souveraine qu'il exerça sur ceux qui l'entouraient, et dans ses négociations avec les généraux ennemis. C'est du palais de Milan qu'il correspond avec le Directoire, et sa correspondance ressemble à celle qui s'établirait de puissance à puissance. Au milieu des fêtes, des triomphes, il regarde comme ses plus brillants trophées les chefs-d'œuvre de la peinture italienne, précieux monuments du retour de la civilisation en Europe, et ceux de la sculpture grecque, antiques témoignages de la victoire romaine. Les besoins de la patrie, ceux des armées du Rhin, la coopération de ces armées pour son invasion projetée en Allemagne, le préoccupent en même temps, et ce qu'il a résolu, il le présente au Directoire comme autant de nécessités dont il le rend responsable. Aussi, d'après l'attitude que prend Bonaparte, le gouvernement semble transiger plutôt qu'ordonner; et pendant toute cette mémorable campagne d'Italie, excepté la paix qui la termina presque subitement et malgré ses ordres, le Directoire consacra par une approbation continuelle toutes les opérations politiques et militaires de son général en chef. L'histoire présente peu de rapports pareils entre un gouvernement et un chef d'armée. Peu d'hommes, il est vrai, ont exercé, aussi jeunes et aussi promptement que Bonaparte, l'ascendant d'une supériorité personnelle sur toutes les supériorités contemporaines. Il ne commande l'armée d'Italie que depuis deux mois, et il règne à Milan.

Bientôt Bonaparte quitta Milan pour se rendre à Lodi et se diriger sur l'Adige. Il n'était resté que huit jours dans la capitale de la Lombardie, et ces huit jours, nécessaires au repos de ses soldats, il les avait employés à poursuivre l'exécution du traité avec le Piémont, à préparer ceux qu'il devait imposer au pape et au roi de Naples, à terminer l'arrangement avec le duc de Parme, à conclure l'armistice avec Modène, à organiser dans la Lombardie et dans sa capitale les gardes nationales, à y fomenter enfin les principes républicains par l'ouverture de sociétés populaires.

A peine Bonaparte eut quitté Milan, qu'un événement inattendu l'y rappela tout à coup. Les moines, les nobles, les domestiques des familles fugitives, en un mot, toutes les créatures de la maison d'Autriche, y preparaient une révolte contre l'armée française, et cette révolte éclata soudain. On répandait le bruit que Beaulieu arrivait à la tête de soixante mille hommes; on ajoutait que le prince de Condé, débouchant par la Suisse, manœuvrait pour prendre à dos l'ar-

mée républicaine ; du haut de la chaire, les prédicateurs proclamaient ces nouvelles dans les églises et appelaient les populations aux armes. Le récent départ



de Bonaparte donnait à ces bruits une apparence de réalité qui amena un commencement d'exécution. Déjà la garnison du château, dont nous n'étions pas encore maîtres, avait donné le signal en faisant une sortie ; déjà la voix du tocsin s'était fait entendre dans les campagnes, et des nuées de paysans armés se ruaient sur Milan pour s'en emparer, quand la division que Bonaparte avait laissée pour bloquer le château y refoula la garnison et donna la chasse aux paysans. L'échauffourée de Milan n'eut pas d'autre suite ; mais il n'en fut pas de même à Pavie, où la révolte fut plus difficile à calmer. La garnison française de cette ville ne se composait que de trois cents hommes, parmi lesquels on comptait

beaucoup de malades ; ils furent contraints de se renfermer dans le fort pour se soustraire à un massacre imminent. Un général français étant venu à traverser la ville, la populace s'en empara et le contraignit, le poignard sur la gorge, à signer l'ordre à la garnison d'ouvrir ses portes ; l'ordre fut signé et exécuté.

Bonaparte était à Lodi quand il apprit ces événements. Aussitôt il prend avec lui trois cents chevaux, un bataillon de grenadiers, six pièces d'artillerie, monte à cheval et se dirige sur Pavie, après s'être assuré que l'ordre était rétabli à Milan. L'archevêque de Milan marche devant lui. Arrivé au bourg de Binasco, où les insurgés de Pavie avaient poussé leur avant-garde, il ordonne à Lannes de les disperser, et il les disperse en un instant. Il fait brûler Binasco, dont les flammes avertissent ceux de Pavie du sort qui les menace ; mais Pavie est une ville de trente mille habitants, entourée de murailles et défendue par sept ou huit mille paysans révoltés ; toutes les portes en sont fermées, et ceux qui la défendent sont rangés sur le haut des murs. Prendre Pavie avec le peu de forces que Bonaparte avait avec lui n'était pas chose facile, et d'ailleurs, l'armée, déjà sur l'Oglio, avait besoin de la présence de son chef. N'importe, le temps pressait, le parti de Bonaparte fut bientôt pris : il résolut de brusquer l'attaque avec ses quinze cents hommes et ses six pièces de canon. Dans la nuit, il envoie placarder aux portes de la ville la proclamation publiée dans Milan : « Une multitude égarée, « sans moyens réels de résistance, se porte aux derniers excès dans plusieurs « communes, méconnaît la République et brave l'armée triomphante des rois. « Ce délire inconcevable est digne de pitié. L'on égare ce pauvre peuple pour « le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle aux principes qu'a adoptés « sa nation de ne pas faire la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte « ouverte au repentir. Mais ceux qui, sous vingt-quatre heures, n'auront pas « posé les armes, seront traités comme rebelles ; leurs villages seront brûlés. « Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux. Son sort sera « celui de toutes les communes qui s'obstineront à la révolte. »

Bonaparte sort de Binasco avec sa petite colonne, et arrive, à quatre heures du soir, devant Pavie, dont il trouve les portes fermées. Il compte sur la coopération de la garnison de la citadelle, mais il apprend qu'elle s'est rendue, et que les insurgés sont décidés à défendre Pavie. Le moment est critique : s'il rétrograde, la rebellion triomphe. Les Autrichiens ont pour auxiliaire la population. Il ne balance point : avec ses six pièces d'artillerie il fait battre les portes, mais inutilement : les remparts seuls sont balayés par la mitraille et les obus, et, à la faveur de ce feu soutenu, les grenadiers parviennent à briser les portes à coups de hache. Ils entrent dans la ville, se logent dans les premières maisons. Lannes, avec sa cavalerie, se précipite sur le pont du Tésin, et culbute les insurgés, qu'il poursuit hors des murs. Pavie est soumise : les magistrats, le clergé, demandent grâce. Mais il y a une justice à faire, et c'est sur les Français qu'elle tombe. Les trois cents soldats prisonniers dans la cita-





delle ont profité du tumulte pour se réunir aux vainqueurs : « Lâches! leur dit « le général en chef, je vous avais confié un poste essentiel au salut de l'armée ; « vous l'avez abandonné à de misérables paysans, sans opposer la moindre ré- « sistance ! » Il voulait les faire décimer ; mais le capitaine qui, sur l'ordre du général Haquin, avait rendu la citadelle, devint seul responsable de la conduite de ses soldats. Il fut traduit au conseil de guerre, condamné à mort et fusillé. La ville fut livrée pendant quelques heures à l'exécution militaire ; mais le général en chef révoqua l'ordre d'incendier Pavie. On désarma les campagnes. Des otages, choisis dans toute la Lombardie parmi les principales familles, partirent pour la France. Ainsi finit la révolte de Pavie.

Pendant ce temps s'était opéré le mouvement général de l'armée, sous la conduite de Berthier ; le quartier-général occupait Soncino, où l'on attendait Bonaparte. Masséna était sur la route de Brescia à Soncino, et Augereau sur celle qui conduit à Bergame ; Serrurier sur la droite de Masséna, et Kilmaine à Brescia, une des plus grandes villes de l'État vénitien. Ses habitants, au nombre de cinquante mille, souffraient impatiemment la domination de l'oligarchie et de la noblesse ; mais la République française était en paix avec Venise, et Bonaparte fit afficher dans Brescia cette proclamation :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'or- « gueilleuse maison d'Autriche, que l'armée française a bravé les obstacles les « plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné « ses efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont retirés au-delà du Mincio. « L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république « de Venise ; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux répu- « bliques. La religion, le gouvernement, les propriétés, les usages, seront res- « pectés. Que les peuples soient sans inquiétude : la plus sévère discipline sera « maintenue. Tout ce qui sera fourni à l'armée sera exactement payé en ar- « gent. Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les « magistrats et les prêtres, à faire connaître ses sentiments aux peuples, afin que « la confiance cimente l'amitié qui depuis si longtemps unit les deux nations. « Fidèle dans le chemin de l'honneur comme dans celui de la victoire, le sol- « dat français n'est terrible que pour les ennemis de la liberté et de son gou- « vernement. »

Le sénat envoya au général en chef une députation qui protesta de sa neutralité. Malheureusement pour la république de Venise, cette neutralité fut violée par les Autrichiens, qui s'établirent à Peschiera. Dans sa dépêche du 7 juin au Directoire, Bonaparte disait, en parlant des Vénitiens : « La vérité de « l'affaire de Peschiera, est que Beaulieu les a lâchement trompés. Il leur a de- « mandé le passage pour cinquante hommes, et il s'est emparé de la ville. » Mais l'occupation d'une place forte comme Peschiera en pays neutre exigeait militairement une compensation, quoique le gouvernement de Venise ne dût

pas répondre de la perfidie du général autrichien. Par la loi inexorable de la guerre, Bonaparte était obligé de faire aux Vénitiens la même injure qu'ils avaient reçue ou tolérée des Autrichiens.

Beaulieu avait obtenu des renforts, et transféré son quartier-général derrière le Mincio, qu'il était résolu de défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue, désormais le but principal du général en chef. Cette place recevait chaque jour de nouveaux approvisionnements, en même temps que de nouvelles fortifications la mettaient sur un pied de défense respectable. Beaulieu appuya sa droite sur Peschiera, son centre à Velaggio et Borghetto, sa gauche à Pozzuolo et Goito. Mantoue donnait une garnison au Seraglio, et une réserve de quinze mille hommes avait pris position à Villa-Franca. C'était donc le Mincio que devait traverser l'armée française. Sa gauche était à Dezenzano, son centre à Monte-Chiaro, et sa droite à Castiglione; les quatre divisions qui la composaient formaient environ trente mille hommes.

Le général Bonaparte manœuvra dans l'intention de tromper l'ennemi sur le Mincio comme il l'avait fait sur le Pô et sur l'Adda; et au lieu de tenter le passage du premier de ces fleuves à Peschiera, déjà gardé par la réserve des Autrichiens, il déboucha brusquement sur Borghetto, où quatre mille hommes étaient retranchés et couverts par trois mille hommes de cavalerie établis dans la plaine. Le général Murat attaqua la cavalerie, prit neuf pièces de canon, deux étendards et deux mille hommes. Aussitôt le colonel Gardane, avec les grenadiers, entre au pas de charge dans Borghetto, dont l'ennemi brûle le pont. Les batteries des hauteurs de Velaggio empêchaient d'en construire un autre : Gardane se jette dans la rivière avec cinquante grenadiers, arrive audacieusement sur Velaggio, et l'emporte. Deux heures après, le pont est reconstruit, et l'armée franchit le Mincio. Augereau marche sur Peschiera, Serrurier sur Villa-Franca. Le général en chef établit son quartier-général à Velaggio, d'où la brillante intrépidité de Gardane a chassé l'ennemi. La division Masséna, destinée à protéger cette place, n'avait pas encore passé le pont. Cependant le général autrichien Sebottendorf, avec une partie de la gauche de Beaulieu, accourait de Pozzuolo au bruit du canon, par la rive gauche, et, ne rencontrant personne, pénétra dans Velaggio. Le général en chef était enlevé, si son escorte n'avait pas fermé tout à coup la porte de sa maison : il n'eut que le temps de sauter sur un cheval, et de se sauver par les jardins. La division Masséna, avertie, traversa le pont et culbuta les hussards de Sebottendorf. Ainsi la destinée de Bonaparte, qui se reposait sur sa victoire, était arrêtée par des coureurs autrichiens, si la sentinelle de son quartier-général avait été endormie : une patrouille de hussards eût ravi à la République l'Italie à moitié conquise, brisé le traité du Piémont, et le triomphateur de Milan serait resté longtemps le prisonnier de la cour de Vienne.

Cet incident militaire fit instituer ce fameux corps des guides de Bonaparte.

qui, composé de cavaliers d'élite de dix années de service, devait accompagner partout le général en chef (1). Le chef d'escadron Bessières, chargé d'organiser



les guides, eut la garde du quartier-général, et répondit à l'armée de la sûreté de son héros. Il faut cependant observer que Bonaparte, en créant ses guides, n'avait pas en vue de faire garder sa personne, qu'il exposait autant que ses soldats eux-mêmes; il voulait avoir toujours sous la main un corps dévoué et capable des actions les plus hardies.

La victoire de Borghetto donnait à Bonaparte le grand avantage de couvrir le siége de Mantoue, et de nous placer sur la ligne de l'Adige; mais il fallait s'emparer de Vérone, ville forte appartenant à la république de Venise, et ayant trois ponts sur ce fleuve. L'occupation de cette place importante était la représaille de la possession momentanée de Peschiera par les Autrichiens.

(1) Ce corps reçut dès lors l'uniforme adopté depuis pour les chasseurs de la garde impériale, uniforme qui fut le dernier habit que Napoléon porta à Sainte-Hélène, au moment de sa mort.

Le but principal de Bonaparte, en mettant le pied sur le territoire vénitien, était de faire nourrir son armée, et cependant il sentait en même temps la nécessité de ne point heurter trop vivement la puissance vénitienne, qui, pour être sur son déclin, n'en était pas moins redoutable dans les circonstances assez compliquées où il se trouvait. Cependant il fut servi à souhait par la venue en son quartier-général du provéditeur Foscarelli, qui s'était mis en route après avoir écrit à son gouvernement : « Dieu veuille me recevoir en holocauste! » Il avait pour mission d'empêcher les Français d'entrer à Vérone. Cette ville, qui avait servi d'asile au prétendant (depuis Louis XVIII), était dans une cruelle anxiété. Bonaparte, qui savait feindre la colère à propos, s'appliqua à augmenter l'effroi du provéditeur, s'emportant contre le gouvernement vénitien, lui reprochant de n'avoir pas su faire respecter sa neutralité, ajoutant que le sang de ses compagnons d'armes criait vengeance, et qu'il la fallait éclatante. Le provéditeur, de son côté, s'efforça d'excuser la Seigneurie, et aborda le point capital, qui était l'occupation de Vérone. Bonaparte lui répondit qu'il était trop tard, que déjà Masséna l'occupait, et que peut-être au moment où il parlait, l'incendie dévorait la ville. Foscarelli demeurait consterné, renouvelant cependant ses suppliques, quand Bonaparte, se radoucissant un peu, lui accorda seulement un délai de vingt-quatre heures, dans le cas où Masséna n'aurait pas encore effectué son mouvement.

De retour à Vérone, le provéditeur déclara qu'il fallait recevoir les Français, et aussitôt les habitants se retirèrent, emportant avec eux ce qu'ils avaient de plus précieux. Quant au peuple véronais, il ne parut pas trop effarouché de la présence des Français. A Vérone, deux autres envoyés de Venise se rendirent auprès de Bonaparte, qu'ils trouvèrent moins sévère : son but était surtout de ravitailler son armée. Il fut convenu que la république de Venise fournirait aux soldats français ce dont ils auraient besoin, sauf à en compter ensuite avec la République française. Les deux envoyés, les sénateurs Erizzo et Battaglia, sortirent frappés du génie du jeune général, maniant également bien la séduction et la menace; aussi, dans une lettre du 5 juin 1796, écrivaient-ils à Venise : « Cet homme aura un jour une grande influence dans sa patrie. »

Maître de l'Adige par l'occupation de Vérone, assuré de l'entretien de son armée, Bonaparte concentre ses idées sur un seul but : la prise de Mantoue. Ce grand boulevart de l'Italie, protégé par trois lacs qu'alimentent les eaux du Mincio, communique par quatre digues à la terre ferme. Les dehors de Mantoue furent enlevés. Le général en chef s'empara de Saint-Georges; Augereau, de la porte de Cérès; Piétola fut évacuée par l'ennemi; et Serrurier, maître de Roverbella et de Pradella, chaussées qui protégent la ville, en ordonna l'investissement. Ainsi les têtes des quatre chaussées étaient au pouvoir de l'armée française. Serrurier, avec huit mille hommes, gardait toutes ces positions, observait la forte citadelle de La Favorite, et arrêtait dans Mantoue quatorze mille Au-

trichiens; Augereau observait le Bas-Adige; Masséna tenait les défilés du Tyrol.

Cependant Bonaparte se trouvait réduit à un blocus d'observation devant Mantoue, faute d'artillerie de siége. La citadelle de Milan n'était pas encore rendue, et occupait toute la grosse artillerie conquise en Piémont. Il fallait donc que le château de Milan tombât avant de pouvoir assiéger Mantoue, et dans l'intervalle Wurmser précipitait sa marche. Ce général était parti d'Allemagne pour venir défendre cette ville et remplacer Beaulieu tombé dans la disgrâce. En attendant son arrivée, Mélas avait le commandement. De tous côtés, la politique autrichienne, soutenue par les oligarchies génoise, vénitienne et de la cour de Rome, soulevait les esprits, et déjà la rivière de Gênes devenait le théâtre des plus graves hostilités. Les fiefs impériaux étaient en pleine insurrection, et les routes couvertes de partisans armés qui guerroyaient avec les détachements français. L'armée piémontaise murmurait contre la paix de Turin. Le pape attendait de la Corse six mille Anglais, qui pouvaient faire une diversion inquiétante s'ils avaient le temps d'arriver à Livourne : il fallait donc les retenir en Corse. L'attitude de Naples, qui comptait trente mille hommes sous les drapeaux, n'était rien moins que rassurante. Enfin la nouvelle armée de Wurmser, forte de vingt mille hommes d'élite, devait arriver au mois de juillet, et portait à soixante-dix mille hommes les forces de la maison d'Autriche en Italie, y compris la garnison de Mantoue. Le général Bonaparte dut pourvoir à tous ces embarras avec quarante mille hommes : il y pourvut.

Au milieu des préparatifs de Bonaparte, occupé à la fois d'entrer à Livourne, pour s'emparer dans ce port des bâtiments et des propriétés britanniques, de créer en Corse une insurrection contre les Anglais, d'anéantir par de rigoureuses exécutions militaires la révolte des fiefs impériaux, enfin d'emporter la citadelle de Milan, qui était la clef du siége de Mantoue, le roi de Naples, que l'envahissement de l'Italie supérieure rendait inquiet pour ses États, avait envoyé le prince Belmonte-Pignatelli auprès du général Bonaparte, pour demander un armistice. Ce fut un grand coup de fortune pour l'armée française; la trêve conclue avec Naples enleva aux Anglais cinq vaisseaux de guerre et plusieurs frégates; en outre elle paralysait l'action des cinquante mille hommes que le royaume de Naples pouvait mettre sous les armes, et lancer inopinément sur la rive droite du Pô. Le siége de la citadelle de Milan etait poussé avec une grande vigueur, et la tranchée ouverte. Pendant ces travaux, auxquels il jugeait sa présence peu nécessaire, Bonaparte transféra brusquement son quartier-général à Tortone, et envoya le colonel Lannes avec douze cents hommes châtier les fiefs impériaux. La première exécution tomba sur la ville d'Arquata, dans laquelle un détachement de cent cinquante Français avait été assassiné.

Bonaparte écrivit aussi au sénat de Gênes une lettre qu'il fit porter par Murat, et dans laquelle il demandait que le gouverneur de Novi, qui avait protégé les brigands, fût puni d'une manière exemplaire, et que le ministre autrichien

fût chassé de Gênes, demandant en ces termes une explication catégorique : « Pouvez-vous ou ne pouvez-vous pas délivrer votre territoire des assassins qui « l'infestent ? Si vous ne pouvez pas prendre des mesures, j'en prendrai pour « vous; je ferai brûler les villes et les villages où se commettra un assassinat : « je ferai brûler les maisons qui donneront asile aux assassins, et punir exem- « plairement les magistrats qui les souffriront. Il faut que le meurtre d'un « Français porte malheur aux communes entières qui ne l'auraient pas empê- « ché. » Cette lettre, conformément à l'ordre qu'il en avait reçu, fut lue par Murat lui-même en plein sénat. Dès lors, le sénat de Gênes, épouvanté, destitua le gouverneur de Novi, congédia le ministre autrichien et promit de faire garder les routes par ses propres troupes. Aussitôt le calme rétabli dans l'État de Gênes et dans le Piémont, Bonaparte quitta Tortone et arriva à Modène, où il trouva le général Vaubois avec sa brigade.

C'était la guerre contre le pape qui alors occupait l'armée. Il n'y avait pas d'autre moyen de faire payer au Saint-Père la suspension des hostilités, qu'il allait être forcé de demander. En conséquence, Augereau ayant passé le Pô à Borgo-Forte, s'était déjà emparé des légations de Bologne et de Ferrare. La citadelle de Ferrare fournit au grand parc de Borgo-Forte quarante bouches à feu, sur cent quatorze qu'on y trouva. Les villes de Reggio, Modène et Bologne se distinguèrent bientôt par leur attitude patriotique. Bologne surtout secoua hautement le joug pontifical; et aux premières propositions d'armistice faites dans cette ville au général en chef par le chevalier Azzara, ministre d'Espagne auprès du Saint-Siége, elle demanda à être garantie de tout retour sous la puissance de Rome. Elle arma des gardes nationales, et se constitua en ville libre sous la protection de la France. La trêve fut conclue le 24 juin à Bologne, où Bonaparte était entré le 19. Cette place et Ferrare restaient au pouvoir de l'armée française, qui prenait possession de la citadelle d'Ancône. Le pape payait vingt et un millions en argent et en denrées, et abandonnait cent chefs-d'œuvre des arts et cinq cents manuscrits au choix des commissaires français. Cet armistice servit de base, l'année suivante, au traité de Tolentino.

Le moment d'occuper Livourne, d'en chasser les Anglais et de reprendre sur eux l'île de Corse, était enfin venu. Dans l'espoir de surprendre les bâtiments anglais à Livourne, Bonaparte avait couvert cette expédition d'un grand secret. La marche de ses troupes était masquée par le mouvement qu'il avait ordonné sur Rome par Florence. En conséquence, de Reggio il envoya la division Vaubois à travers l'Apennin sur Pistoia, dans le but ostensible de contraindre le pape à ratifier l'armistice de Bologne par un traité. Le grand-duc de Toscane, inquiet de ce passage par sa capitale, adressa au quartier-général de Pistoia, où Bonaparte avait rejoint Vaubois, une lettre pour le prier de diriger ses troupes sur Pise au lieu de Florence, ce qui fut accordé.

La division Vaubois se remit en route : Murat, qui commandait l'avant-garde,

quitta brusquement la route de Pise à Fiorenzuola pour se porter sur Livourne, où il entra huit heures après; le général en chef se rendit aussi dans cette ville. Mais les Anglais avaient été prévenus, et leurs bâtiments étaient allés se mettre à l'abri dans les ports de l'île de Corse. Toutefois, l'occupation de Livourne, la destruction de la factorerie anglaise, et la saisie de toutes les marchandises britanniques, se firent vivement sentir en Angleterre, et la Corse fut aussitôt menacée par les Français. Du port de Livourne, assignée pour point de rassemblement à tous les Corses, Bonaparte, sur la fin de juillet, fit passer à ses compatriotes quatre mille fusils, mille paires de pistolets et six milliers de poudre. A l'arrivée de ces premiers Corses, parmi lesquels était le comte Bonelli, les montagnards prirent les armes. Ces attaques préludèrent à l'expédition qui, sous les ordres du général divisionnaire Gentili et des généraux Cervoni et Casalta, devait, trois mois plus tard, affranchir la Corse de la domination anglaise. De Livourne, le général en chef se rendit à Florence, où il entra sans escorte. Peu de jours après, étant à table chez le grand-duc, il apprit que, le 29, la citadelle de Milan avait capitulé. On y trouva de grands approvisionnements, une garnison de deux mille cinq cents hommes, qui fut dirigée sur Lodi, cinq mille fusils et cent cinquante pieces de canon. Ainsi, l'artillerie de siége, composée de l'artillerie piemontaise, qui avait fait ouvrir les portes de la citadelle de Milan, était complétée par l'artillerie autrichienne pour l'attaque de Mantoue.

La nouvelle de la reddition du château de Milan rappela le général en chef aux opérations du siége de Mantoue. Il quitta Florence, et transporta successivement son quartier-général à Bologne, à Roverbella, à Castiglione. Cependant le sénat de Gênes n'avait point tenu ses promesses; le résident d'Autriche, qui avait fourni des armes aux rebelles d'Arquata, remplissait toujours ses fonctions à Gênes, malgré les réclamations réitérées de Faypoult, résident de la République. Les griefs s'accumulaient contre ce gouvernement, qui, dans son infidèle neutralité, avait constamment servi les intérêts de l'Autriche et de l'Angleterre au détriment de l'armée française. D'un autre côté, la république de Venise suivait le même plan de perfidie, et, sous le voile de la neutralité, à l'approche des renforts autrichiens conduits par Wurmser, elle faisait en secret des armements considérables. L'Italie, sauf les villes de Bologne, de Ferrare, de Faenza, de Reggio, qui avaient d'enthousiasme arboré les couleurs de la liberté, était un volcan prêt à dévorer l'armée française. La faction aristocratique et sacerdotale traitait d'une main et menaçait de l'autre. Elle faisait circuler dans toute la Péninsule des écrits incendiaires; elle provoquait au meurtre des Français; elle quadruplait l'armée de Wurmser, et annonçait ce général comme un vengeur qui allait délivrer Mantoue et toute la Lombardie. Pendant le séjour même de Bonaparte à Bologne, la petite ville de Lugo, située dans la légation de Ferrare, fut tout à coup envahie par quelques milliers de paysans armés. Le général Beyrand y marcha avec sa brigade et enleva de vive force cette place, qui

fut châtiée par une exécution militaire. La régence de Modène entrait aussi dans la conspiration aristocratique, malgré son traité avec la République.

Dans cet état de haine générale, mais cachée, qui animait tous les gouvernements de l'Italie contre la République et ses troupes, la saine politique prescrivait de ménager les habitants, et de ne pas encourager l'opposition des ennemis de la France par le despotisme et les dilapidations des agents du Directoire. Le général en chef avait signalé leurs excès et le péril qui en était la conséquence dans une dépêche datée de Castiglione. Il était difficile d'y déclarer plus franchement l'indépendance de sa position et la supériorité de sa politique. Cet homme, qui prescrivait la modération à son gouvernement, était né sous un ciel brûlant ; il était victorieux, il avait imposé la paix aux souverains du Piémont, de Parme, de Modène, de Naples et de Rome; et il n'avait pas vingt-huit ans ! Quelques jours avant, il confiait en quatre mots au Directoire la destinée de la campagne qu'il méditait, avec ses quarante mille hommes, contre les soixante mille de Wurmser : « *Malheur*, disait-il, *à qui calculera mal!*

Cent quarante pièces de canon sont devant Mantoue depuis le 18 juillet ; la tranchée est ouverte à cinquante toises du chemin couvert. Le 22, le général en chef se rend à Milan, où il obtient l'entière exécution du traité avec le roi de Sardaigne, et termine l'organisation intérieure de la Lombardie. Toute l'Italie est alliée ou soumise; elle est occupée par les troupes, ou enchaînée par des traités avec la République, depuis les Alpes jusqu'au détroit de Scylla. Mantoue seule et Wurmser tiennent encore en suspens le triomphe définitif de l'armée française.





CHAPITRE VII.

1796.

Batailles de Lonato, de Castiglione. — Prise de Vérone. — Second blocus de Mantoue. — Hostilités pontificales. — Traité offensif et défensif, signé à Saint-Ildefonse, entre la France et l'Espagne. — Batailles de Roveredo, de Bassano, de Saint-Georges. — Troisième blocus de Mantoue. — La Corse délivrée des Anglais.



Le général Serrurier campait devant Mantoue avec sept à huit mille hommes. Le reste de l'armée était en observation sur l'Adige jusqu'à la rive occidentale du lac de Garda. La division Augereau, de 8,000 hommes, formait la droite à Legnago; Masséna, avec 15,000 hommes, était au centre, occupant Rivoli et Vérone; 4,000 hommes, sous les ordres du général Sauret, composaient la gauche à Salo; enfin la réserve, de 6,000 hommes, se trouvait placée entre le centre et la droite. Toutes ces troupes, avec celles qui étaient devant Mantoue, s'élevaient à 40,000 combattants.

L'armée ennemie, forte de 70,000 hommes, se divisait en trois corps : deux de chacun 20,000 sous les ordres des généraux Davidowitch et Quasdanowitch ;

le troisième, de 30.000 hommes, sous les ordres de Wurmser, déboucha, dans les derniers jours de juillet, du Tyrol italien sur plusieurs positions de l'armée française. Ses premières manœuvres obtinrent du succès. Masséna fut obligé d'évacuer Rivoli. L'ennemi s'empara de Brescia et de Salo, que le général Sauret abandonna après une vive résistance. Les colonnes autrichiennes, couvrant les hauteurs de Vérone, la rive gauche de l'Adige, menaçaient Ponte-San-Marco et Lonato, et, par la direction des différents corps, surveillaient à la fois Milan, Crémone et Mantoue. Ces deux jours de progrès de l'armée de Wurmser découvrirent au général Bonaparte le plan des ennemis. L'infériorité numérique de ses troupes ne lui permettant pas de livrer bataille à l'armée autrichienne réunie, il dut s'appliquer à la battre en détail, comme il l'avait fait depuis l'ouverture de la campagne. Avant tout, il fallait empêcher Wurmser de se réunir à Quasdanowitch sur le Mincio. Bonaparte trouva alors dans son génie une de ces inspirations subites qui dérangent tous les calculs. Tout à coup il lève le siege devant Mantoue, abandonnant les travaux commencés et cent quarante pièces de siége. Le général Serrurier brûla ses affûts, noya ses poudres, encloua les canons, enterra les projectiles, et rejoignit l'armée active.

Ici commence cette suite de victoires que nos soldats nommèrent la campagne des cinq jours. Bonaparte s'attacha à la division Quasdanowitch, plus engagée que les autres. Les combats de Lonato, de Salo, la reprise de Brescia d'où l'ennemi n'eut pas le temps d'emmener ses prisonniers, forcèrent Quasdanowitch à la retraite, et l'isolèrent entièrement de Wurmser, qui était en marche sur Mantoue, où il entra avec deux divisions. Les quinze mille hommes de Masséna furent assaillis à Lonato par les vingt-cinq mille Autrichiens de Quasdanowitch. Masséna se vit forcé dans ses positions : Lonato fut pris ; mais le général en chef se mit à la tête des troupes, enfonça le centre de l'ennemi, et l'on reprit Lonato au pas de charge. Augereau attaqua l'avant-garde de Wurmser, qui couvrait Castiglione, et s'en empara.

La bataille de Lonato préluda à la journée de Castiglione. Wurmser, n'ayant plus trouvé Serrurier devant Mantoue, revenait trop tard sur Castiglione, où Bonaparte s'était fortifié. Quasdanowitch errait avec les débris de sa division pour se réunir à Wurmser. Après avoir reconnu l'armée ennemie devant Castiglione, et décidé la position de la bataille pour le lendemain, le général français se rendit à Lonato, afin de presser le mouvement de toutes ses troupes sur Castiglione. L'ennemi était poursuivi avec acharnement, et perdait des bataillons entiers qui déposaient les armes. Une de ses colonnes, avertie qu'il n'y avait à Lonato qu'un millier de Français, s'y porta tandis que le général Bonaparte y entrait. Le parlementaire qui venait sommer la petite garnison française fut amené au général en chef. Bonaparte lui fit débander les yeux, le reçut au milieu de son nombreux état-major, et lui dit : « Allez dire à votre





« général que je lui donne huit minutes pour poser les armes; il se trouve au « milieu de l'armée française ; passé ce temps, il n'aurait rien à espérer. » Cette ruse audacieuse réussit. Le général autrichien, effrayé, se rendit avec deux mille hommes et quatre pièces de canon. Pendant que la présence d'esprit du général Bonaparte lui livrait une colonne autrichienne du double plus forte que la sienne, ses troupes surprenaient aussi le camp de Quasdanowitch à Gavardo, et mettaient en fuite quinze mille Autrichiens. L'armée française se rallia, et la nuit elle fut concentrée sur Castiglione.

Le 5 août, au point du jour, notre armée, forte de vingt-cinq mille hommes, égale à celle de Wurmser, était sur les hauteurs qui dominent cette place. Bonaparte avait donné ordre au général Serrurier de marcher la nuit, et de tomber au jour sur les derrières de Wurmser. Ce mouvement fut exécuté par Fiorella, qui remplaçait Serrurier, malade. Son canon surprit les Autrichiens ; croyant n'avoir rien laissé derrière eux, ils furent étonnés par cette agression imprévue. Bonaparte, qui avait compté sur ce résultat, se précipita sur l'ennemi ; si bien que Wurmser fut repoussé en désordre sur la rive gauche du Mincio, d'où il communiquait avec Mantoue. Aussitôt Augereau se porta sur Borghetto, et Masséna sur Peschiera, qui était bloquée. Le général Guillaume se trouvait dans cette place avec quatre cents hommes, et en avait fait murer les portes. A la tête de la 18e demi-brigade de ligne, le colonel Suchet mit les Autrichiens en déroute, leur prit dix-huit canons, et délivra Peschiera. Bonaparte poursuivit ses succès sur Vérone, où était Wurmser. Les portes furent brisées à coups de canon ; les Français envahirent la ville, et y firent un grand nombre de prisonniers. Wurmser ayant ainsi perdu la ligne du Mincio, se concentra sur Monte-Baldo. Masséna força cette belle position et reprit la Corona. Rejeté sur le Tyrol italien, Wurmser se retira à Roveredo et à Trente avec la moitié de son armée. Du 29 juillet au 12 août, il perdit soixante-dix pièces de canon et quarante mille hommes, dont quinze mille prisonniers. Il est vrai qu'il avait ravitaillé Mantoue, où il avait laissé une garnison de quinze mille hommes, et que l'armée française ne pouvait réparer la perte de l'immense artillerie de siége laissée devant cette ville : aussi le général Bonaparte dut-il se contenter d'ordonner un étroit blocus, dont il chargea encore la division Serrurier. L'ennemi, chassé de toutes ses positions extérieures, était refoulé dans la place. Ce fut le second blocus de Mantoue.

Dans les trois premiers jours de la marche de Wurmser, où la division de Masséna, forcée par le nombre, avait dû abandonner à la fin plusieurs de ses positions, le général Bonaparte connut l'esprit de l'Italie; ces jours furent des jours d'épreuve pour la fidélité des princes avec lesquels il avait traité. Le pape donna le premier l'exemple de la perfidie; il crut au triomphe des Autrichiens, et cessa de se croire lié par le traité de Tolentino. Aussitôt après la levée du siége de Mantoue, le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare,

après avoir prêché l'insurrection, était entré à main armée dans la citadelle. Six jours après, la victoire de Castiglione ayant couronné nos armes, le cardinal fut mandé à Brescia par le général en chef; là il s'humilia devant le vainqueur, et lui dit ce seul mot : *peccavi*. Bonaparte, par forme de punition ecclésiastique, l'envoya pendant trois mois dans un séminaire. La régence de Modène avait partagé la confiance du Saint-Siége : les oligarchies de Gènes et de Venise avaient également rêvé la ruine des Français. Une armée napolitaine, malgré la récente négociation du prince Pignatelli, se préparait aussi à marcher sur l'État romain, pour donner, d'un côté, la main aux Autrichiens, et de l'autre aux Anglais qui assiégeaient Livourne. On ne voyait plus dans les armistices que des sauf-conduits du moment pour les ennemis vaincus. C'était comme une conspiration de traités contre les Français; mais il leur restait de fidèles alliés dans les populations de Bologne, de Ferrare, de Reggio, de Modène, de Parme, qui toutes avaient embrassé avec ardeur et conservèrent avec courage les principes républicains. Cependant, mieux avisée que les gouvernements italiens, l'Espagne, frappée de la prépondérance exclusive que l'Angleterre allait s'arroger sur les mers si la France restait sans alliés maritimes, l'Espagne avait signé à Saint-Ildefonse, le 19 août, un traité offensif et défensif avec la République. Cette démarche, conseillée par une saine politique, fut d'un grand poids en Europe pour la fortune française, et imposa silence aux inimitiés piémontaise et napolitaine.

Cependant Wurmser, renforcé par vingt mille hommes dans le Tyrol, où Davidowitch restait avec vingt mille autres, se porte, avec une nouvelle armée, de Trente sur Mantoue, pour en faire lever le blocus. Sa marche s'opère sur les gorges de la Brenta, Bassano, le Bas-Adige. Le général Bonaparte n'a reçu que six mille hommes de l'armée des Alpes; mais il a pénétré le projet de Wurmser; et, fidèle à son plan de consommer la destruction de l'ennemi en continuant de l'attaquer en détail, il veut lui ôter tout moyen de retraite en s'emparant du Trentin, où il va surprendre Davidowitch. Pendant ce temps, Kilmaine, avec trois mille hommes, doit couvrir sur l'Adige le blocus de Mantoue. Vérone, mise en état de défense, est gardée, ainsi que Legnago, par le même général; alors Bonaparte met en mouvement l'armée française.

Vaubois se dirige sur Trente par la chaussée de la rive droite de la Chièse, Masséna par celle de la rive gauche; Augereau suit également cette rive par la route de la montagne. L'avant-garde de Vaubois emporte le pont de la Sarco; celle de Masséna, la position de Saravalle; et le 4 septembre s'engage la bataille de Roveredo, où les Autrichiens, enfoncés de toutes parts, entrent pêle-mêle avec les Français, et sont poursuivis jusqu'aux défilés réputés inexpugnables de Caliano. Cette position est occupée par la réserve de Davidowitch, et protégée par de fortes batteries. Une colonne serrée de neuf bataillons s'élance dans le défilé et culbute l'ennemi. L'armée continue d'avancer toute la nuit, et à la pointe

du jour elle arrive à Trente : Davidowitch est chassé de toutes ses positions. La victoire de Roveredo donne à la République sept mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux; Wurmser est coupé du Trentin et du Tyrol.



Dans la nuit suivante, Bonaparte fut instruit par le général Kilmaine que Wurmser, en mouvement sur l'Adige, menaçait Vérone. Le quartier-général autrichien était à Bassano, et l'arrière-garde de Wurmser à Primolano, pour fermer les gorges de la Brenta. Bonaparte prend sur-le-champ la résolution d'aller à marches forcées arrêter Wurmser. Mais avant de se précipiter des montagnes du Tyrol à la poursuite de son ennemi, il dispose, par une proclamation énergique, les habitants à adopter l'administration qu'il établit :

TYROLIENS!

« Vous sollicitez la protection de l'armée française, il faut vous en rendre
« dignes. Puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée, contraignez
« ce petit nombre d'hommes opiniâtres à se soumettre. Leur diète insensée tend
« à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre. La supériorité de nos armes
« est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or
« de l'Angleterre, le trahissent; ce malheureux prince ne fait pas un pas qui
« ne soit une faute. Vous voulez la paix! les Français combattent pour elle.
« Nous ne passons sur votre territoire que pour obliger la cour de Vienne de
« se rendre au vœu de l'Europe désolée, et d'entendre le cri de ses peuples.

« Nous ne venons pas ici pour nous agrandir : *la nature a tracé nos limites au*
« *Rhin et aux Alpes* dans le même temps qu'elle a posé au Tyrol les limites de la
« maison d'Autriche. Tyroliens ! quelle qu'ait été votre conduite passée, rentrez
« dans vos foyers ; quittez des drapeaux tant de fois battus et impuissants pour
« vous défendre. Ce n'est pas quelques ennemis de plus que peuvent redouter
« les vainqueurs des Alpes et de l'Italie ; mais c'est quelques victimes de moins
« que la générosité de la nation m'ordonne de chercher à épargner. Nous nous
« sommes rendus redoutables dans les combats ; mais nous sommes les amis
« de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité, etc. »

Bonaparte partit au point du jour. Vingt lieues séparent Trente de Bassano, où il voulait rencontrer Wurmser : le lendemain matin, les deux avant-gardes se trouvèrent en présence à Primolano, qui fut emporté, ainsi que le fort de Cavolo. Rien ne résiste à l'impétuosité française. Cette journée coûte à l'ennemi quatre mille prisonniers, douze pièces de canon et une grande quantité de caissons. Dans le même moment, Kilmaine, chargé à Vérone par une division du corps de Wurmser, la repousse, et demande du renfort à son général en chef, qui, de son côté, se voyant pressé sur Bassano, l'appelle à lui, mais inutilement. Le 8 septembre, le général Mezaros, qui commandait cette division, n'était encore qu'à Montebello, et Wurmser perdait la bataille de Bassano. L'armée ennemie, forte de vingt mille hommes en ligne, sur laquelle se réfugièrent les débris des troupes en position dans les gorges de la Brenta, attaquée à sa gauche par Augereau, à sa droite par Masséna, fut brisée sur tous les points, et rejetée dans la ville de Bassano. Comme à Lodi, on franchit le pont en colonne serrée. A trois heures, Bassano était à nous. Six mille prisonniers, trente pièces de canon, un parc immense de bagages et de voitures attelées, deux équipages de pont, restèrent au pouvoir des Français. Wurmser n'avait plus qu'un reste d'armée, et toute communication lui était fermée avec les États héréditaires. Quasdanowitch, en marche sur Bassano, dut se replier vers le Frioul avec trois mille hommes. Wurmser, privé de ses équipages de pont depuis sa défaite à Bassano, ne pouvait plus repasser l'Adige, et il était infailliblement pris avec sa petite armée, sans la coupable négligence du commandant de Legnago, qui, ayant manqué de cœur pour se maintenir dans ce poste, manqua de tête en l'abandonnant tout à coup, et ouvrit une route à l'ennemi désespéré. Wurmser, instruit de cet abandon, entra à Legnago sans coup férir, fit passer l'Adige à son armée, et se porta sur Mantoue.

Dans sa retraite, Wurmser força les Français à Céréa, où le général en chef, accouru au secours de l'avant-garde culbutée, faillit être fait prisonnier ; il s'empara aussi de Villa-Impenta, dont on avait négligé de couper le pont, et de Due-Castelli, défendu par un bataillon. Wurmser dut ces trois avantages consécutifs à sa nombreuse cavalerie, à la faiblesse des détachements qui occu-

paient les positions avancées du blocus, et à la non-exécution des ordres du général Bonaparte, qui avait prescrit la destruction des ponts de la Molinella pour arrêter la retraite de l'ennemi sur Mantoue. Ces succès le déterminèrent à continuer de tenir la campagne; et, à la tête de la garnison de Mantoue, où ne restèrent que cinq mille hommes, il campa entre le faubourg Saint-Georges et la citadelle. Son armée présentait alors un effectif de vingt-cinq mille hommes; l'armée française comptait vingt-quatre mille combattants. Le choc qui eut lieu prit le nom de bataille de Saint-Georges. Les deux ailes furent bientôt engagées. Sur la gauche, la division Bon fléchit un moment, mais Masséna déboucha en colonne sur le centre; cette habile manœuvre porta le désordre dans les rangs autrichiens et décida la victoire. Le combat fut sanglant et acharné; enfin, l'ennemi laissa trois mille prisonniers, trois drapeaux, onze pièces de canon, et courut se renfermer dans Mantoue. Deux jours après, Wurmser, maître du Seraglio, jeta un pont sur le Pô et ravitailla la place. Le 25, il tenta de se porter encore sur l'Adige en attaquant le poste de Governolo; mais il échoua, et sacrifia un millier d'hommes et six pièces de canon. Enfin le général Kilmaine, à la tête de la division Serrurier, mit fin, le 1er octobre, à la guerre de Wurmser : il entra dans le Seraglio, reprit les positions de Pradella et Cérèse, et Mantoue fut étroitement bloquée.

Le troisième blocus de Mantoue était formé; la troisième armée autrichienne était détruite : il n'existait des soixante-dix mille hommes dont elle était composée au 1er juin, que seize mille hommes arrêtés dans Mantoue avec le général en chef, et dix mille hommes disséminés dans le Tyrol avec Davidowitch et Quasdanowitch. Cette armée avait perdu soixante-quinze pièces de canon, trente généraux, vingt-deux drapeaux. L'aide-de-camp Marmont, que Bonaparte avait trouvé à Toulon lieutenant d'artillerie, porta au Directoire les drapeaux enlevés aux batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges. On peut dire de cette époque, que les soldats de l'armée d'Italie, en montrant par des prodiges tout ce que les Français peuvent devenir sous un grand capitaine, étaient les premiers soldats de la République et du monde (1).

N'ayant plus d'ennemis à combattre, l'armée d'Italie prit du repos, mais du repos sous les armes. Vaubois se retrancha, avec dix mille hommes, sur les bords du Lavis, et occupa la ville de Trente. Masséna, avec le même nombre, s'établit à Bassano pour observer le passage de la Piave. Augereau gardait l'Adige à Vérone avec dix mille hommes. Kilmaine, avec huit mille hommes, dirigeait le blocus de la ville réputée imprenable.

Satisfait de ces dispositions, Bonaparte revint à Milan, où le rappelaient les

(1) Ce fut durant cette campagne, après la bataille de Castiglione, que les soldats de Bonaparte, transportés d'admiration pour leur chef, le firent sergent, comme ils l'avaient nommé caporal après la journée de Lodi.

intérêts politiques dus à ses nouveaux triomphes. Pendant que l'armée se repose dans ses cantonnements, le général en chef veille sur les ennemis de la France,



sur les besoins de la prochaine campagne, sur la prospérité de la patrie. Il avait déjà contracté, dans les intervalles de la guerre, l'habitude de ce prodigieux travail de cabinet qui seul semblait capable de lui faire oublier les fatigues militaires. Déjà il était obligé de ne chercher qu'en lui seul les moyens de résister aux nouveaux orages que la maison d'Autriche, soutenue par les dispositions hostiles des gouvernements de Gênes, de Venise, de Modène, de Naples, de Toscane, et par l'action incessante de l'Angleterre sur tous ces États, pouvait encore rassembler contre sa petite armée. Il annonçait au Directoire qu'il s'attendait à être attaqué bientôt par cinquante mille Autrichiens, que des échecs successifs de l'armée de Sambre-et-Meuse sous Jourdan et l'hivernage des armées impériales sur le Rhin allaient rendre disponibles ; il demandait quinze mille hommes avec instance. Le Directoire lui en promettait une partie, et le pressait toujours de prendre Mantoue. Parmi les moyens qu'on lui indiquait pour parvenir à cette conquête importante, il en était un auquel le général Bonaparte n'avait pas songé, et qui donne la mesure de la politique du Directoire. La Réveillère-Lépaux lui écrivait : « Vous trouverez ci-joint un arrêté relatif à Wurmser ; ce général « ennemi que vous avez battu si souvent, et qui touche à sa dernière défaite

« dans la place que vous assiégez, se trouve *dans le cas des lois de la république* « *relatives aux émigrés.* Nous vous laissons à juger s'il convient de lui donner « connaissance de cet arrêté *pour le déterminer à rendre Mantoue, en lui faisant* « *craindre d'être traduit à Paris et d'y être jugé comme émigré.* » Certainement, à la réception d'une pareille lettre, le général Bonaparte était bien fondé à n'espérer qu'en lui seul pour le triomphe de ses desseins.

La régénération complète de l'Italie, par la création de républiques indépendantes, était le projet dominant de ce grand capitaine. Il sentait que la nation italienne, délivrée du joug de l'Autriche, réunie et vivifiée par l'amour de la patrie, serait pour le peuple français une alliée naturelle et dévouée; toutes ses lettres au Directoire réclamaient cette noble et patriotique mesure. « Il faudrait, « disait-il, réunir un congrès à Modène et à Bologne, et le composer de députés « des Etats de Ferrare, Bologne, Modène et Reggio.— Il faudrait avoir soin qu'il « y eût parmi ces députés des nobles, des prêtres, des cardinaux, des négociants « de tous les Etats, généralement estimés et connus pour patriotes. On y arrê- « terait : 1° l'organisation de la légion italienne ; 2° on ferait une espèce de fédé- « ration pour la défense des communes; 3° *ils pourraient envoyer des députés à* « *Paris pour demander la liberté et l'indépendance de l'Italie.*— Cela produirait « un très-grand effet. Il est indispensable que nous ne négligions aucun moyen « pour répondre au fanatisme de Rome, pour nous faire des amis. » Par ce congrès, Bonaparte voulait préparer la haute Italie aux gouvernements libres qui allaient bientôt devenir le résultat de ses victoires.

Mais il était loin de trouver dans le Directoire des hommes capables de le comprendre. On lui répondait : « La politique et nos intérêts bien entendus « nous prescrivent *de mettre des bornes à l'enthousiasme des peuples du Milanais,* « qu'il convient de maintenir toujours dans des sentiments qui nous soient favo- « rables, sans nous exposer à voir prolonger la guerre actuelle par une protection « ouverte, en les encourageant trop fortement à manifester leur indépen- « dance. » Ainsi, le Directoire voulait seulement prêter la liberté à ces nations en raison de son intérêt du moment, et il se proposait de les abandonner en raison de ce qu'il appelait *ses insuccès en Allemagne,* et de faire de leur pays *le gage d'une paix durable.* Ses vues à cet égard étaient si bien arrêtées, que, redoutant qu'il ne restât quelque exception à cette singulière doctrine, il ajoutait : « Ce que nous avons dit sur l'indépendance du Milanais s'applique à Bologne, « Ferrare, Reggio, Modène, et à tous les autres petits États d'Italie. » La suite de cette dépêche est consacrée tout entière à exprimer la crainte de ne pas faire la paix assez tôt. Le Directoire avait poussé jusqu'à l'héroïsme cette vertu qui consiste dans l'abnégation de sa propre gloire. Il s'arrangeait pour vivre tranquille et pour régner bourgeoisement. Il croyait que les peuples de l'Italie ne devaient songer à leur affranchissement que sous son bon plaisir.

Malgré cela, Bonaparte veillait à la sûreté des pays conquis par ses armes :

« Je fais fortifier, disait-il, Pizzighettone, Reggio et tous les bords de l'Adda. J'ai « fait fortifier également les bords de l'Adige ; enfin dans l'incertitude du genre « de guerre que je ferai et des ennemis qui pourront m'attaquer, je n'oublie « aucune hypothèse, et je fais aujourd'hui tout ce qui peut me favoriser ; je fais « mettre en même temps les châteaux de Ferrare et d'Urbin, près Bologne, en « état de défense. » Il encourageait les efforts des patriotes qui, au delà et en deça du Pô, créaient les républiques cispadane et transpadane ; les bases principales de l'administration des nouvelles républiques furent établies d'après les conceptions du général en chef. Une fédération armée en faveur de la république française eut lieu dans les légations de Bologne et de Ferrare. Des légions italiennes marchaient sous le drapeau français ; les gardes nationales de Reggio essayèrent avec succès les premières armes de leur liberté contre un détachement de la garnison de Mantoue.



Une autre dépêche, écrite également de Modène, annonçait au Directoire

que la Méditerranée allait être libre, et que le commissaire civil Saliceti partait de Livourne pour la Corse. En effet, cette île, après avoir envoyé sa soumission et expulsé les Anglais et leurs partisans, était rentrée sous la domination française.

Dans une dépêche suivante datée de Milan, Bonaparte désigne au Directoire les officiers et les employés civils dont il veut débarrasser l'armée ; il signale avec la plus grande vigueur la dilapidation, et imprime aux noms des coupables une tache qui n'est point encore effacée. « En leur faisant une guerre ouverte, dit-il, « il est clair que j'intéresse contre moi mille voix qui vont chercher à pervertir « l'opinion. » Il donne ensuite le détail des frais de sa campagne : depuis six mois il n'a dépensé que onze millions ; il en a envoyé vingt au Directoire. Aucune partie du service civil, de l'administration de l'armée, n'échappe à son investigation, et il indique toujours le remède à côté du mal. C'était ainsi, par la connaissance profonde qu'il prenait lui-même de toutes les parties de son administration militaire, qu'il se formait à cet esprit d'ordre et d'économie qui l'a constamment accompagné pendant son règne.

Pour faire apprécier les talents que Bonaparte déployait comme général et comme administrateur, et montrer quelle opinion avaient déjà ses contemporains de son génie et de son avenir, nous citerons la note qu'un général (Clark, depuis duc de Feltre), envoyé vers cette époque à Milan pour observer la conduite des chefs militaires et des commissaires civils en Italie, adressait au Directoire : « Le général en chef a rendu les plus importants services. Placé par « vous au poste glorieux qu'il occupe, il s'en montre digne : il est l'homme « de la République. Le sort de l'Italie a plusieurs fois dépendu de ses combi- « naisons savantes. Il n'y a personne ici qui ne le regarde comme un homme « de génie, et il l'est effectivement. Il est craint, aimé et respecté en Italie. « Tous les petits moyens d'intrigue échouent devant sa pénétration. Il a un grand « ascendant sur les individus qui composent l'armée républicaine, parce qu'il « devine ou conçoit d'abord leur pensée et leur caractère, et qu'il les dirige « avec science vers le point où ils peuvent être le plus utiles. Un jugement sain, « des idées lumineuses, le mettent à portée de distinguer le vrai du faux. Son « coup d'œil est sûr ; ses résolutions sont suivies par lui avec énergie et vi- « gueur. Son sang-froid dans les affaires les plus vives est aussi remarquable « que son extrême promptitude à changer ses plans lorsque les circonstances « imprévues le commandent. Sa manière d'exécuter est savante et bien calcu- « lée. Bonaparte peut parcourir avec succès plus d'une carrière ; ses talents « supérieurs et ses connaissances lui en donnent les moyens. Je le crois attaché « à la République, et sans autre ambition que celle de conserver la gloire qu'il « s'est acquise. On se tromperait si l'on pensait qu'il fût l'homme d'un parti. « Il n'appartient ni aux royalistes, qui le calomnient, ni aux anarchistes, qu'il « n'aime point. La constitution est son seul guide. Rallié à elle et au Directoire,

« qui le veut, je crois qu'il sera toujours utile et jamais dangereux à son pays.
« Ne pensez point, citoyens directeurs, que j'en parle par enthousiasme ; c'est
« avec calme que j'écris, et aucun intérêt ne me guide que celui de vous faire
« connaître la vérité. Bonaparte sera mis par la postérité au rang des plus
« grands hommes. »





CHAPITRE VIII.

1797.

Batailles de la Brenta, de Caldiero. — Victoire d'Arcole. — Mort de Catherine II. — Fausses négociations avec l'Autriche. — Intelligence des cours de Rome et de Vienne. — Batailles de Rivoli, de Saint-Georges, de la Favorite. — Capitulation de Mantoue.



Les deux retraites qui venaient d'avoir lieu sur le Rhin, l'une par l'armée de Sambre-et-Meuse commandée par Jourdan, et signalée par la perte de la bataille de Wurtzbourg; l'autre par l'armée du Rhin sous Moreau, et illustrée par la retraite de Biberach, venaient d'affranchir l'Allemagne. L'Autriche n'avait plus qu'un ennemi à combattre : c'était l'armée d'Italie. Cette puissance abandonna ses projets de conquête sur les provinces de la rive gauche du Rhin, et résolut de reprendre le Milanais, de débloquer Mantoue et de faire rentrer dans son ancienne alliance tous les princes d'Italie qui venaient de subir le joug de la paix avec la république. Trois mois auparavant, Wurmser était parti de Manheim avec vingt mille hommes, et appelait

sous ses drapeaux les débris de Beaulieu, épars dans la Carniole et la Carinthie. Alvinzy était détaché également de l'armée victorieuse de l'archiduc Charles avec quarante mille hommes, et ralliait les débris de Davidowitch. Ces débris, recrutés par l'Autriche, formèrent une armée de dix-huit mille hommes dans le Tyrol. Le Frioul était occupé par Alvinzy, qui, pendant tout le mois d'octobre, tint la ligne de l'Isonzo , et de là se porta à Conégliano , derrière la Piave. Le feld-maréchal avait devant lui, à Bassano, Masséna. Le général Vaubois, en position avec dix mille hommes sur le Lavisio, protégeait la ville de Trente. Bonaparte était à Vérone avec la cavalerie de réserve et la division Augereau. Alvinzy voulait opérer à Vérone sa jonction avec Davidowitch, se porter sur Mantoue, délivrer Wurmser, et, à la tête de quatre-vingt-dix mille combattants, chasser les Français d'Italie. Il marcha en trois colonnes sur la Brenta , après avoir jeté deux ponts sur la Piave. Masséna, pour connaître sa force, fit une démonstration d'attaque, après laquelle il se retira de Bassano sur Vicence, où il fut rejoint par Bonaparte avec les troupes qu'il amenait de Vérone.

Le 6 octobre , à la pointe du jour, commença la bataille de la Brenta , engagée par Masséna. L'avant-garde ennemie et trois divisions furent rejetées sur la rive gauche de cette rivière, et le corps de Quasdanowitch sur Bassano, avec une perte considérable. Moins heureux sur le Lavisio, Vaubois , forcé dans sa position, abandonna la ville de Trente ; et, pressé par un ennemi trop supérieur en nombre, il aurait compromis en se retirant la sûreté de Vérone, si Joubert ne fût arrivé de Mantoue avec une demi-brigade qui couvrit la ville. Vaubois passa l'Adige, et occupa les positions de la Corona et de Rivoli.

Bonaparte n'en fut pas plutôt instruit qu'il se porta sur Vicence, et par ce mouvement rétrograde attira sur lui les forces d'Alvinzy. Parvenu au plateau de Rivoli, il dit à la division Vaubois : « Soldats, je ne suis pas content de vous ;
« vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure; aucune position
« n'a pu vous rallier ; vous vous êtes laissé chasser de positions où une poignée
« de braves devait arrêter une armée. Soldats de la 39e et de la 85e, vous
« n'êtes pas des soldats français. Général chef d'état-major, faites écrire sur les
« drapeaux : *Ils ne sont plus de l'armée d'Italie.* » Peu de jours après, ces deux régiments se couvrirent de gloire.

Ainsi donc, malgré ses pertes, Alvinzy avait réussi dans son projet : au lieu d'avoir été refoulé au delà de la Piave et des bords de la Brenta, d'être coupé du corps de Davidowitch, Alvinzy se trouvait maître du Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Cependant sa réunion avec Davidowitch dépendait de la prise de Vérone. De son côté, le général Bonaparte assura la défense de Monte-Baldo, et résolut de s'emparer de la forte position de Caldiero. Après de faibles succès d'avant-garde, il campa au pied du Caldiero. L'attaque eut lieu le lendemain ; mais, à la fin de la journée, les deux armées bivouaquèrent dans leurs positions. L'avantage, toutefois, demeura aux Autrichiens, qui portèrent





leurs avant-postes à Saint-Michel, tandis que l'armée française se trouva dans l'impossibilité de reprendre l'offensive ; en outre, l'ennemi tenait Caldiero et les gorges du Tyrol, et la garnison de Mantoue secondait Alvinzy par de fréquentes sorties. Cette garnison valait une armée, et Serrurier n'avait que huit mille hommes au blocus. Il y eut un moment d'abattement dans l'armée française. Elle se plaignait tout bas, mais son général lui répondait. Cet entretien de l'armée et de son chef est une singularité remarquable de l'époque, en même temps qu'il caractérise parfaitement Bonaparte et l'armée d'Italie. Cet homme, qui ne comptait ni ses ennemis ni le nombre de ses soldats, s'appliquait toujours à soutenir le moral des troupes : il leur parla, et l'armée reprit courage ; l'impulsion qu'elle reçut de son général alla réveiller dans les hôpitaux de Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, les malades et les blessés, qui vinrent rejoindre leurs drapeaux. Lannes était un de ces blessés ; il accourut. Le génie de Bonaparte veillait sur son armée.

Kilmaine est appelé du blocus de Mantoue avec deux mille hommes, et chargé de la garde de Vérone ; les vingt mille hommes qui forment le camp de Vérone passent silencieusement l'Adige sur trois colonnes, et se forment sur la rive droite. Point d'ordre du jour cette fois ; c'est une retraite qui s'opère devant les vainqueurs de Caldiero. Ainsi le siége de Mantoue est levé ! l'Italie est perdue ! Les habitants attachés à la fortune de la France suivent, désespérés, le mouvement de l'armée de Vérone ; la nuit ajoute encore à cette scène de tristesse, dont le dénouement est imprévu. Mais tout à coup, au lieu de se diriger sur Peschiera, Bonaparte tourne brusquement à gauche, et, avant le jour, l'armée est à Ranco, où le colonel Andréossy jette un pont. A l'aurore, elle se trouve sur l'autre rive de l'Adige. Là, elle se reconnaît, se rappelle la poursuite de Wurmser, et comprend que son général veut tourner Caldiero. Il n'y a que treize mille hommes au drapeau français : ils n'ont pu lutter en plaine contre les quarante mille que commande Alvinzy ; mais le terrain où Bonaparte place sa petite armée augmente sa force en diminuant celle de son ennemi, et rétablit ainsi l'équilibre : ce sont trois chaussées, trois digues sur des marais ; dès lors la victoire nous appartient, puisqu'elle ne dépend plus que du courage. Le soldat a pénétré la pensée de son général. Trois colonnes sont en marche : la première sur Vérone par Porcil ; la seconde sur Villa-Nova, par Arcole ; la troisième sur Albaredo, en descendant l'Adige. Alvinzy, qui ne s'attend point à être attaqué de ce côté par ceux qu'il a repoussés de front, n'a pas gardé le pays entre Arcole et l'Adige ; il ne peut croire qu'un armée s'aventure dans des marais impraticables dont il défend toutes les avenues. Cependant cette armée s'avançait sur les derrières d'Alvinzy, et allait lui livrer la bataille d'Arcole. Masséna est sur la digue de gauche, Augereau sur celle d'Arcole. Vivement assaillis, ils laissent l'ennemi s'engager, fondent sur lui au pas de charge et lui enlèvent du canon et des prisonniers. Le général Bonaparte est avec la division

Augereau ; il veut emporter Arcole ; mais ce village résiste à tous les assauts. Il ordonne alors un dernier effort ; sa colonne de grenadiers est encore prise en flanc ; elle s'arrête indécise sous la mitraille : Bonaparte voit ce moment terrible ; il descend de cheval, saisit un drapeau, et s'élançant sur le pont : « *Soldats!* s'écrie-t-il, *n'êtes-vous plus les braves de Lodi? Suivez-moi!* » A sa voix un certain nombre de soldats montent sur la chaussée et marchent en avant. Mais le trouble règne à la queue de la colonne, dont la tête seule suit le mouvement communiqué. Bonaparte, le drapeau à la main, s'avance à travers une grêle de balles et de mitraille ; il est entouré de ce fameux état-major qui doit donner à l'armée ses plus illustres généraux. Lannes, blessé à Governolo, couvre de son corps le général en chef, et reçoit encore trois blessures. Muiron, qui l'a déjà sauvé au siége de Toulon, est tué devant lui. Cependant la colonne est près de franchir le pont, lorsqu'une dernière décharge la rejette en arrière. Les grenadiers restés auprès du général s'emparent de lui et l'emportent au milieu du feu et de la fumée. A l'extrémité du pont, Bonaparte, toujours inébranlable, veut ramener les siens au combat; une nouvelle décharge à mitraille écrase tous ceux qui l'environnent, et, parmi ses troupes en désordre, il est entraîné dans un marais où il enfonce jusqu'à la moitié du corps. Mais Belliard et Vignolles ont vu le danger de leur général ; aussitôt un seul cri se fait entendre : *Sauvons notre général!* Conduits par ces deux officiers-généraux, les soldats se précipitent au pas de course sur l'ennemi, et le repoussent au delà du pont malgré un feu épouvantable. Bonaparte parvient à s'arracher du marais et revient se placer à la tête de la colonne éprouvée par de si grands périls. Peu après, le général Guyeux, ayant passé l'Adige à Albaredo, prit à revers le village d'Arcole ; mais Alvinzy avait échappé à l'armée, qui, des hauteurs de Ronco, put voir s'éloigner la proie que la défense opiniâtre d'Arcole lui avait fait perdre. Le succès de cette terrible journée ne fut pas complet. Cependant, dans la situation où l'armée s'était trouvée après le premier combat de Caldiero, elle eut bien le droit d'appeler une victoire la défaite de deux divisions autrichiennes, l'abandon de la position inexpugnable de Caldiero, et la délivrance de Vérone.

Ce jour même, par une de ces résolutions qui n'appartiennent qu'aux grands capitaines, Bonaparte se décide à évacuer Arcole, et à se reporter sur Ronco. Il dérobe son mouvement à Alvinzy en faisant allumer des feux sur la digue, et, pendant la nuit, il opère sa retraite. Le lendemain, il est prêt à marcher contre chacun des trois corps ennemis. Il choisit le plus fort : c'est celui que commande Alvinzy. La bataille d'Arcole dura trois jours ; la seconde journée est celle de Ronco. Alvinzy a réoccuppé le village après le départ de Bonaparte, et attaque son adversaire avec deux divisions. Les Français repassent le pont de Ronco, fondent sur l'ennemi, l'enfoncent au pas de charge, et le refoulent dans les marais, après lui avoir enlevé du canon, des drapeaux et un grand





nombre de prisonniers. Le lendemain, la bataille recommença à moitié des digues. Elle fut d'abord indécise ; cependant une colonne de trois mille Croates



périt dans les marais. Bonaparte compte alors les pertes de son ennemi, qu'il évalue à vingt-cinq mille hommes, et malgré une infériorité du tiers dans le nombre de nos soldats, il se résout sur-le-champ à aller l'affronter en plaine. L'armée française est animée du courage qui donne la victoire. A deux heures après midi elle se trouvait en bataille, la gauche sur Arcole, la droite sur Porto-Legnago. L'ennemi était à cheval sur la route de Vicence. A trois heures, le combat s'engagea sur toute la ligne. Toujours fertile en expédients, le général en chef, afin de jeter le désordre dans les rangs d'Alvinzy, chargea un officier noir, nommé Hercule, de se porter avec vingt-cinq guides et quatre trompettes sur la gauche des Autrichiens, aussitôt que la garnison de Legnago aurait commencé de les canonner par-derrière. Cette ruse obtint un plein succès. L'ennemi se crut tourné par la gauche, rompit sa ligne et battit en retraite. Il fut pressé vivement toute la soirée et perdit beaucoup de monde.

Après ces trois jours de bataille, au lieu de se reposer à Vérone, Bonaparte, désormais inévitable pour l'armée autrichienne, s'acharna à la poursuivre sur la route de Vicence, et passa la nuit à Villa-Nova. La cavalerie seule eut ordre de suivre l'ennemi dans sa fuite. Alvinzy éprouva une déroute complète. Il était déjà au-delà de Montebello, quand Bonaparte se porta sur Vérone, afin d'aller attaquer dans le Tyrol le général Davidowitch. Ce général ignorait depuis trois jours ce qu'était devenu Alvinzy. Les trois journées d'Arcole, qui fut le pivot de tant d'actions sanglantes, coûtèrent à l'armée autrichienne douze mille morts, six mille prisonniers, dix-huit pièces de canon et quatre drapeaux.

Bonaparte ramena l'armée triomphante à Vérone par la porte de Venise. Elle reçut en passant les hommages de l'admiration des habitants, qui, trois jours auparavant, l'avaient vue partir malheureuse et découragée. Augereau attaqua Dolce sur la rive gauche de l'Adige, enleva deux mille cinq cents prisonniers, deux équipages de pont, de l'artillerie et des bagages. Quant à Masséna, il fit sa jonction avec Vaubois, à Castel-Novo, où ce général venait d'être repoussé par Davidowitch, le troisième jour du combat d'Arcole. L'armée va enfin prendre un peu de repos après tant de victoires, mais ce sera pour se préparer à de nouveaux triomphes. Bonaparte revint s'établir à Milan.

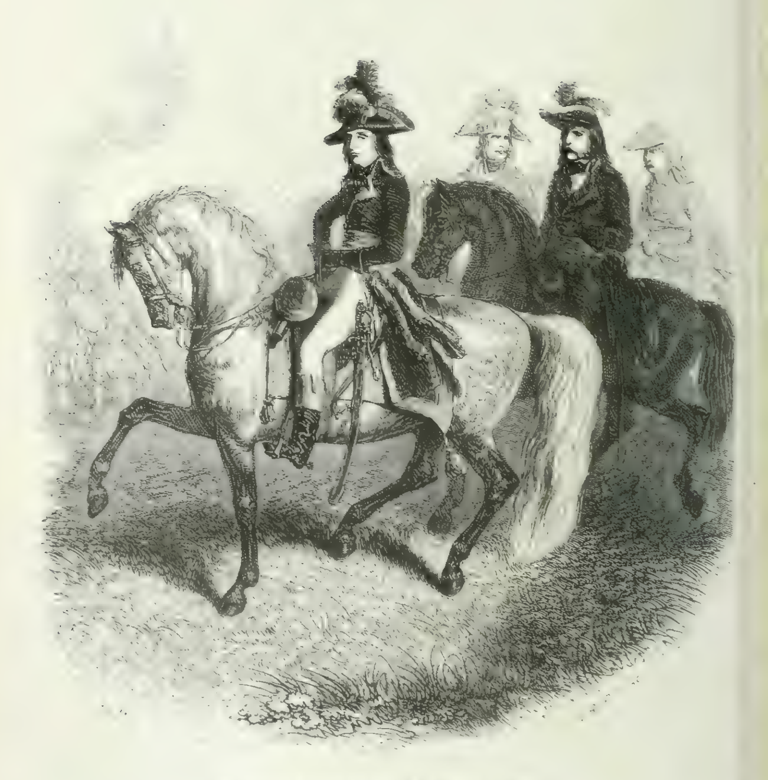
Deux faits importants signalèrent les derniers mois de l'année 1796. Le plus grand pouvoir de l'Europe s'éteignit dans le Nord : Catherine II mourut. Sa



mort inattendue fut pour la France, et devint pour son général, une faveur de la fortune. Paul Ier, soit pour se venger de la dépendance et de l'éloignement des affaires où l'avait tenu sa mère, soit par une ambitieuse sagacité qui le porta à découvrir de nouveaux intérêts dans une conduite opposée, Paul brisa tous les engagements de Catherine, et par ce grand scandale politique qu'on ne devait pas lui pardonner, il étonna les Français et effraya les rois coalisés.

Vers la fin de décembre, une flotte française appareilla de Brest pour transporter en Irlande une armée de vingt-cinq mille hommes sous les ordres de Hoche, général déjà illustre, qu'une mort violente et prématurée enleva peu de temps après aux destinées de la République. La tempête dissipa cette expedition, au moins inopportune, dont les forces auraient dû être portées en Italie ;





car, avec cette armée de vingt-cinq mille hommes, le général Bonaparte écrasait l'Autriche et blessait profondément l'Angleterre dans la personne de son alliée.

Durant son séjour à Milan, Bonaparte apprit comment Venise avait méconnu en faveur d'Alvinzy les devoirs que lui imposait sa neutralité. Déjà peu satisfait de la conduite du gouvernement vénitien pendant la campagne, il avait dit, à son retour, aux autorités de Milan : « Si vous ne m'aviez pas laissé manquer « d'argent, et que mes soldats ne se fussent pas trouvés sans souliers, j'aurais « détruit l'armée autrichienne, pris Mantoue, et fait quatorze mille prisonniers. « C'est de la chute de cette place que dépend la possession de Vérone, de Bres- « cia, de Bergame. *Comme j'avais abattu les ailes de l'aigle, j'aurais fait perdre « terre au lion.* » En effet, le lion de Saint-Marc couvrit tout à coup la terre ferme de la république de levées extraordinaires. Armés par le provéditeur Ottolini, les montagnards de Bergame étaient descendus dans la plaine. De nouveaux régiments esclavons et dalmates débarquaient journellement sur les lagunes. Cette grande fermentation était à peine contenue par la présence de l'armée victorieuse, qui commençait à goûter avec inquiétude l'hospitalité vénitienne.

Bonaparte faisait la guerre d'Autriche sur les volcans de l'Italie. Le général en chef et Venise étaient dans un état d'observation réciproque ; une prudence nécessaire voilait leurs desseins : Venise s'abstenait de provocations ouvertes, parce que l'armée était là ; Bonaparte, de son côté, s'abstenait de la vengeance, parce que Mantoue n'était pas prise Ce n'était encore qu'une lutte de politique armée, dont une trahison exécrable devait bientôt changer la forme. Dans l'espoir d'attirer les Français au fond de l'Italie, la cour de Rome, soutenue par les préparatifs de l'Autriche et les assurances de son ambassadeur, avait jeté le masque et rompu le traité de Bologne. Le pape armait dans la Romagne, pour donner la main à Wurmser quand il serait débloqué.

Le nouveau plan des Autrichiens consistait à faire marcher sur Mantoue deux armées indépendantes, pour dégager la troisième, prisonnière dans la place. L'armée active de l'ennemi monte à soixante-cinq mille hommes ; Alvinzy en prend quarante-cinq mille et se porte de Bassano sur Roveredo ; Provera, le même général qui a été pris à Cossaria, commande le reste des forces autrichiennes, et s'établit à Padoue pour agir sur le bas Adige. Bonaparte, avec trente-cinq mille hommes sous son drapeau et huit à dix mille qui bloquent Mantoue, doit lutter contre quatre armées : celle d'Alvinzy, celle de Provera, celle de vingt-quatre mille hommes enfermés dans Mantoue, et qui doit causer la ruine des Français si Alvinzy et Provera délivrent Mantoue ; enfin l'armée du pape, qui présente contre nous cinq ou six mille hommes, sans compter cette immense population de fanatiques prête, au premier triomphe des Autrichiens, à renouveler l'horreur des vêpres siciliennes. Au milieu de tant d'ennemis, il faut que Bonaparte triomphe partout ; le temps lui est mesuré : il a trois semaines pour vaincre ou succomber.

Masséna commence la lutte. Attaqué à Saint-Michel par une division de Provera, il la repousse, la poursuit jusqu'à Caldiero, et lui prend neuf cents hommes. Bonaparte, qui est à Vérone, entre aussitôt en ligne d'opération et fait replier derrière cette ville la division de Masséna. Toutes les manœuvres du général en chef ont pour but de connaître le point d'action des Autrichiens pour y porter ses forces. Augereau lui a annoncé de Legnago que l'ennemi est en mouvement sur le bas Adige. Joubert lui écrit : « J'ai parfaitement suivi « vos dispositions pour l'attaque de la Corona. Le succès a été au-delà des « espérances : trois pièces de canon, quatre à cinq mille prisonniers, Alvinzy « lui-même précipité dans les rochers, et se sauvant comme un éclaireur sur « l'Adige, et sans soldats. » C'était là une lettre de champ de bataille ; car, malgré ses avantages, débordé sur sa gauche par une division qui menace de le couper du côté de Peschiera, et sur sa droite par une autre division qui avait passé l'Adige à Dolce, Joubert avait dû marcher la nuit pour occuper, avec une brigade, le plateau de Rivoli, à une lieue de Dolce. Bonaparte avait ordonné à Joubert de tenir le plateau à tout prix et d'y arrêter Alvinzy, qui compte enlever avec sa nombreuse armée la petite division qu'on lui oppose : mais le vieux général ne savait pas que son jeune adversaire l'attendait derrière la position de Joubert, et que Masséna opérait sur sa gauche : l'immense supériorité de ses forces donne à l'Autrichien la confiance qui doit le perdre.

Alvinzy s'avance vers le plateau de Rivoli, dans le dessein de se réunir avec sa cavalerie et son artillerie. Il n'y a pas un moment à perdre pour l'assaillir avant qu'il ait atteint son but. Cette nécessité n'échappe point à la sagacité du général en chef, et donne lieu au mouvement de nuit qui le précipite, à marches forcées, sur Rivoli. Joubert avait reçu l'ordre de tenir le plateau jusqu'au dernier instant ; mais, menacé de tous côtés et pressé de front par douze mille Autrichiens, Joubert était en retraite, quand il reçut un nouvel ordre impératif du général en chef de reprendre le plateau de Rivoli, où, fort heureusement, l'ennemi n'avait pas encore eu le temps d'arriver. Bonaparte y arrive lui-même, au pas de course, après minuit ; il précède son armée de quelques heures. Il profite d'un beau clair de lune pour observer les forces de son adversaire, qu'il évalue, d'après les feux de ses bivouacs, à plus de quarante mille hommes. Il a devant lui quatre colonnes d'attaque, dont une, celle de Lusignan, la plus éloignée, paraît destinée à cerner par-derrière le plateau de Rivoli. Une autre colonne qu'il importe surtout d'empêcher de prendre part à l'action, est celle de la cavalerie et de l'artillerie, sous les ordres de Quasdanowitch, avec quatorze bataillons et tous les bagages de l'armée. Elle attendait le jour pour faire sa jonction. Sur la rive gauche de l'Adige, Wulkassowitch commande la troisième colonne. Alvinzy, qui ne voit devant lui que la division Joubert, est loin de croire que ce général pense à l'attaquer cette nuit même.

Tel est, cependant, l'ordre que reçoit Joubert. Il reprend l'offensive, et à

quatre heures du matin il occupe la chapelle Saint-Marc, qu'il avait dû evacuer la veille. L'action est engagée ; Joubert poursuit son succès, et refoule sur les hauteurs la quatrième colonne. La troisième s'ébranle, et paraît sur les sommités de gauche du plateau ; elle est repoussée par l'artillerie française ; mais une de nos brigades se trouve tout à coup débordee et rompue. Heureusement, la division Masséna est arrivée au village de Rivoli, où elle se repose de sa marche nocturne. Bonaparte court la chercher, et, en une demi-heure, la troisième colonne autrichienne a subi le sort de la quatrième. Quasdanowitch, qui commande la seconde colonne, voyant Joubert engagé avec sa division en avant de la position de Saint-Marc, juge le moment favorable pour s'en emparer ; la victoire échappe aux Français s'il parvient à se déployer. Il ordonne à trois bataillons d'escalader les hauteurs où cette chapelle est assise ; deux autres les soutiennent pour favoriser le passage de l'artillerie et de la cavalerie. Aussitôt Joubert détache en toute hâte trois bataillons, qui préviennent l'ennemi, et le rejettent, avec une perte considérable, dans le fond de la vallée. Le plateau est défendu vigoureusement par quinze pièces d'artillerie, et les charges audacieuses et brillantes des colonels Leclerc et Lasalle achevèrent la déroute de l'armée d'Alvinzy ; elle est culbutee dans les ravins. L'éruption d'un caisson, causée par un de nos obus, accrut encore le désordre de cette armée. Sept mille hommes tombent en notre pouvoir, ainsi que douze pièces de canon. Cependant, suivant les ordres d'Alvinzy, Lusignan, avec sa colonne intacte, paraît sur les derrières de l'armée victorieuse; à cette vue, cette armée, prise ainsi à revers et subitement, s'ecria tout entière : « *Ceux-ci sont encore à nous!* » Et en effet, contre toutes les chances de la position et celles de la guerre, la colonne de Lusignan, canonnée par une batterie de réserve, fut abordée vaillamment par la division Masséna, détruite et prise presque tout entière. Bonaparte resta constamment au milieu de l'action pendant les douze heures qu'elle dura : il eut plusieurs chevaux blessés, et courut de grands dangers.

Cependant Provera, avec ses vingt mille hommes, croyait arriver à Mantoue, battre les huit mille hommes de Kilmaine, et échapper à Bonaparte, qu'il savait occupé à Rivoli ; mais l'œil de l'aigle ne le perdait pas de vue. A deux heures, pendant la bataille, Bonaparte apprend par une dépêche d'Augereau que Provera a jeté un pont à Anghiari ; cet avis si important inspire au général en chef une résolution de génie : il charge Masséna, Murat et Joubert de suivre Alvinzy ; pour lui, il prend quatre demi-brigades. On compte treize lieues de Rivoli à Mantoue, et Provera a vingt-quatre heures d'avance. Bonaparte force sa marche, et parvient à Roverbella, pendant que son adversaire paraît devant Saint-Georges, qu'il croit facilement surprendre et enlever. Le fugitif Provera est au moment de faire perdre à Bonaparte le fruit de la victoire de Rivoli par sa jonction avec Wurmser, qui alors aurait eu quarante mille hommes sous ses ordres ; il sait que Saint-Georges, ce faubourg de Mantoue,

ne peut avoir qu'une faible garnison, et n'est défendu que par un fossé. Le brave Miollis, qui commande dans Saint-Georges avec quinze cents hommes, ne craint point d'attaque du côté de l'Adige, où se trouve Augereau; il ne se garde que du côté de Mantoue. Provera se fait éclairer par des hussards qui ont les mêmes manteaux que les hussards de Berchini. Déjà ils touchent à la barrière : l'intelligence d'un sergent de garde sauve Miollis et sa garnison. Il examine ces hussards, et remarque que leurs manteaux sont neufs, tandis que ceux de Berchini ont fait la guerre et sont vieux. Alors ce sergent, dont le nom échappe malheureusement à l'histoire, aidé d'un tambour, donne l'alarme



dans la place, et pousse la barrière. A midi, l'armée de Provera entoure Saint-Georges : mais Miollis, avec ses quinze cents hommes se défend toute la journée et donne le temps au général en chef qui compte sur cette noble résistance.

d'arriver à son secours. Cependant Provera a pu communiquer par une barque avec Wurmser, et concerter leur jonction pour le lendemain. En effet, à la pointe du jour, Wurmser sort de Mantoue et prend position; il attaque Saint-Antoine, et Provera la Favorite. Mais Bonaparte a prévu cette disposition, et dans la nuit il a placé les brigades de Rivoli, sous les ordres du général Victor, entre Saint-Georges et la Favorite, pour empêcher la réunion de Wurmser et de Provera. Wurmser est repoussé par Serrurier, et Provera par Victor. *Ce fut à cette bataille que la 57e reçut le nom de* LA TERRIBLE. Rien ne lui résiste; elle enfonce la ligne autrichienne. Wurmser est rejeté dans Mantoue, et le corps entier de Provera dépose les armes; lui-même il est prisonnier pour la seconde fois depuis la campagne, et remet son épée au général Miollis, dont la bravoure a préparé la victoire de la Favorite; enfin la division Augereau enlève, à la Molinella, l'arrière-garde de Provera : il ne reste de son armée que deux mille hommes au-delà de l'Adige. Le combat de la Favorite coûte à l'Autriche six mille prisonniers, des canons et des drapeaux.

Le général en chef apprit le même jour les succès remportés la veille par Joubert, et se reporta sur l'Adige. Alvinzy avait laissé cinq mille prisonniers en notre pouvoir. Poursuivi jusqu'à Trente, il éprouva des pertes journalières, et dut abandonner aux généraux français toutes ses positions. Joubert reprit celle du Lavisio; Augereau occupa Trévise, et Masséna, maître de Bassano, plaça ses avant-postes sur la Piave. L'ennemi fut forcé de repasser cette rivière. Joubert s'établit à Trente et dans le Tyrol italien. Vingt jours du mois de janvier 1797 ravirent à l'Autriche trente-cinq mille hommes, dont vingt-cinq mille prisonniers; plus, soixante pièces de canon, et vingt-quatre drapeaux que le commandant des guides, Bessières, porta à Paris.

La destruction de l'armée d'Alvinzy livrait Mantoue à elle-même. Serrurier avait serré son blocus; depuis quelques mois la place n'était plus ravitaillée. Les immenses magasins qu'elle contenait étaient épuisés; la garnison avait mangé tous ses chevaux, les hôpitaux renfermaient dix mille malades; les soldats étaient à la demi-ration. Bonaparte instruisit Wurmser des résultats de ces huit jours de bataille qui avaient rejeté en Allemagne les débris de la grande armée autrichienne. Il somma le vieux maréchal de se rendre. Wurmser répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Mais, peu de jours après, il envoya son premier aide-de-camp Klenau au général Serrurier, à Roverbella. Bonaparte, qui aimait déjà à faire ses affaires lui-même, se rendit à la conférence; et, sans se découvrir ni prendre aucune part à la discussion, il se mit à écrire des réponses en marge des propositions de Wurmser. Après ce travail, il dit à l'aide-de-camp : « Si Wurmser avait seulement pour dix-huit ou vingt jours de vivres, « et qu'il parlât de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation honorable. « Mais je respecte l'âge, la bravoure et les malheurs du maréchal. Voici les « conditions que je lui accorde, s'il ouvre ses portes demain ; s'il tarde quinze

« jours, un mois, deux mois, il aura encore les mêmes conditions : il peut at-
« tendre jusqu'à son dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer
« le Pô, et je marche sur Rome. Vous connaissez mes intentions; allez les dire
« à votre général. » Frappé de cette générosité, et pénétré de reconnaissance pour les conditions honorables que Bonaparte venait d'accorder, l'aide-de-camp convint qu'il n'y avait plus de vivres à Mantoue que pour trois jours, et partit. Wurmser, vivement touché des procédés du général français, lui fit offrir de passer le Pô à Mantoue ; mais Bonaparte ne voulut pas profiter si tôt de la position malheureuse de son ennemi.

Le 2 février 1797, Wurmser remit au général Serrurier la ville de Mantoue et sa garnison de treize mille hommes; il y avait sept mille malades dans les hôpitaux. Indépendamment de l'artillerie de siége, dont l'abandon avait précédé la victoire de Castiglione, on trouva dans la place trois cent cinquante pièces. La magnanimité de Bonaparte fut complète : il voulut épargner au vieux maréchal le chagrin de remettre son épée aux mains d'un aussi jeune capitaine, et se déroba à ce spectacle. Cette conduite étonna également l'Europe et la France Un pareil désintéressement dans la victoire plaça bien haut dans l'estime générale celui qui savait se contenter de vaincre, et qui n'acceptait de la guerre que ses périls. Bonaparte allait conquérir la terre qui avait produit les Scipions.





CHAPITRE IX.

1797.

Guerre avec le Pape. — Traité de Tolentino.



La reddition de Mantoue au général Serrurier ne fut, grâce à la modération de Bonaparte, que la cérémonie sans éclat d'un immortel triomphe, et Wurmser n'eut pas le chagrin de défiler, prisonnier à la tête de sa garnison, devant son vainqueur. Peu de jours après, il lui donna une preuve signalée de sa reconnaissance, en l'avertissant qu'un complot, dans le but de l'empoisonner, était ourdi contre lui dans la Romagne, où nous portions nos armes. Sans cet avis nécessaire, le destructeur de quatre armées autrichiennes en bataille rangée pouvait périr obscurément de la main d'un fanatique ou d'un assassin. La nouvelle campagne ne fut ni longue ni glorieuse : les rencontres avec les troupes du pape n'offrirent aux soldats français que de simples exercices militaires. Aussi le général en chef ne réservait

au Saint-Siége, pour prix de ses trahisons, qu'un châtiment purement politique.

Un armistice avait été signé le 23 juin 1796, à Bologne, par le marquis Gnudi, plénipotentiaire du pape, et le général en chef Bonaparte. Il avait été ratifié par Sa Sainteté, à Rome, le 27 du même mois. Dès le 13 novembre, l'ambassadeur français Cacault se plaignit de la non-exécution de ce traité; mais bientôt un manifeste que le ravitaillement de Mantoue par le général Wurmser inspira tout à coup au Saint-Père, ne laissa aucun doute sur ses véritables intentions. Après avoir annoncé que toute négociation était incompatible *avec la religion catholique* et son devoir de souverain, « S. S. enjoint à tous les évêques, aux « curés, aux magistrats, et à toute autre personne en place, d'encourager les « peuples qui dépendent d'eux à prendre les armes, *et de les exciter même au* « *son du tocsin*, comme il a été ordonné par la notification du 31 janvier 1793.»

Le général Bonaparte demanda sans intermédiaire à la cour de Rome des explications sur cette étrange proclamation lancee durant un armistice; on lui répondit formellement *que le pape reconnaissait ce manifeste comme son ouvrage, et qu'il en avait jugé la publication nécessaire pour être toujours en état de défense.* Malgré l'audace d'un telle déclaration, Bonaparte, préférant les voies conciliatrices, écrivit au cardinal Mattei, légat de Ferrare: « Vous connaissez, monsieur le « cardinal, la force et la puissance des troupes que je commande. Pour détruire « le pouvoir temporel du pape, il ne me manque que de le vouloir. Allez à « Rome, voyez le Saint-Père; éclairez-le sur ses véritables intérêts; détachez-le « des intrigants qui l'entourent, qui veulent sa perte et celle de la cour de « Rome. Le gouvernement français me permet encore d'écouter des proposi- « tions de paix. Tout peut s'arranger. La guerre, si cruelle pour les peuples, « a des résultats terribles pour les vaincus. Evitez de grands malheurs au pape. « Vous savez combien je désire personnellement de finir par la paix une lutte « que la guerre terminerait pour moi sans gloire, comme sans péril. J'attache « bien plus d'importance au titre de conservateur du Saint-Siége, qu'à celui de « son destructeur, écrivait-il en même temps à l'ambassadeur Cacault; si à « Rome on veut faire preuve de jugement, nous en profiterons pour donner « la paix à cette belle partie du monde, et pour tranquilliser les consciences « timorées de plusieurs peuples. »

Telles étaient les dispositions bienveillantes de Bonaparte pour la cour de Rome, malgré la violation de l'armistice et le refus de payer les sommes ou de livrer les subsistances qui y avaient été stipulées, lorsque l'on intercepta, entre autres lettres, celle que le cardinal Busca adressait au prélat Albani, ambassadeur de Rome à Vienne. Ce prélat négociait dans le même moment, avec le baron de Thugut, une alliance offensive et defensive entre le Saint-Siége et l'Autriche, et le gouvernement impérial s'engageait à envoyer au pape le général Colli pour conduire les troupes pontificales contre les Français. « Quant à moi, « disait le cardinal Busca dans cette lettre, tant que je pourrai espérer d'obtenir

« des secours de l'Empereur, *je temporiserai relativement aux propositions de « paix que me font les Français.* » Il disait en outre que les ordres étaient donnés pour la réception du général Colli à Ancône; que le pape lui accordait un traitement et demandait un corps d'Autrichiens pour couvrir la Romagne ; enfin, qu'il fallait faire passer ce secours par mer de Trieste à Ancône. Après cette preuve irrécusable de la trahison du Saint-Siége, Bonaparte ordonna à l'ambassadeur Cacault de quitter Rome et de se rendre à Florence. Avant de partir, celui-ci vit le cardinal Busca, qui, désespérant de pouvoir le retenir et le tromper encore, lui dit : « Nous ferons une Vendée de la Romagne ; nous en ferons « une des montagnes de la Ligurie ; nous en ferons une de l'Italie entière. »

Après le rappel de Cacault, Bonaparte voulut encore écrire au cardinal Mattei, en lui mettant sous les yeux les lettres interceptées : « Voilà donc cette « comédie ridicule sur le point d'être terminée. Les lettres que je vous envoie « vous montreront plus clairement encore la perfidie, l'aveuglement et la sot- « tise de ceux qui dirigent actuellement la cour de Rome. Mais quelque chose « qui arrive, je vous prie de dire au pape *qu'il peut demeurer tranquillement à « Rome.* Premier ministre de la religion, il trouvera, à ce titre, protection pour « lui-même et pour l'Eglise. »

Bonaparte était jeune alors ; il ne connaissait pas encore la cour de Rome, ni l'esprit de cette Église à laquelle il garantissait protection. En réponse à tant de généreuses démarches et à la communication franche des pièces de la correspondance qui prouvaient la mauvaise foi du cabinet pontifical, on publia dans Rome une proclamation intitulée : *Harangue adressée aux braves qui combattent sous les étendards de l'Église, pour le salut commun.* Voici les principaux passages de cette singulière proclamation :

« Il est enfin venu le moment si désiré de courir aux armes, ô peuples vaillants, jadis sujets de Quirinus, aujourd'hui sujets du prince des apôtres, mem- « bres fidèles du patrimoine de saint Pierre, et fils bien-aimés de la sainte « Église romaine !

« Aux armes donc, courez tous aux armes ! Réveillez-vous ! levez-vous comme « des géants qui n'avez point dégénéré de vos ancêtres ! prévenez un ennemi « dont vous ne connaissez que trop les impostures, mais qui n'a pas encore « éprouvé les effets de votre courage, et qui, pour cela, vous méprise injuste- « ment ! Qu'il sente à son dommage et à sa honte le poids de vos bras ! Déjà « l'histoire a saisi sa plume d'or pour enregistrer vos glorieux faits dans les « fastes de l'immortalité. L'Europe, d'une extrémité à l'autre, a les yeux fixés « sur vous ; elle ne doute ni de votre valeur, ni de l'heureux succès qui doit « la couronner.

« Notre excellent empereur François II, le magnanime défenseur, l'avocat de « l'Église romaine, non content d'envoyer à notre secours les intrépides volon- « taires Hongrois, Transilvains, Croates et Allemands, a encore fait partir, à

« la demande de notre saint et affectueux père Pie VI, un de ses généraux, le
« meilleur, le plus expérimenté et le plus estimé, le seul bien qui nous man-
« quât, et que vous désiriez obtenir. Il s'est hâté d'arriver, il est parmi nous.
« Le seul nom de Colli ne vous émeut-il pas, ne vous donne-t-il pas du cou-
« rage? N'anime-t-il pas les esprits de tous les peuples, ce Colli qui, pendant
« deux années entières, a rendu impénétrables les gorges du Saorgio, les
« Thermopyles de l'Italie, les montagnes de Tauy et de Brois, où les cadavres
« des forcenés Français ont comblé les vallées et aplani les rochers les plus es-
« carpés? Ce même Colli vient vous guider, non pas à des combats incertains,
« mais à une victoire immanquable. Il est Italien comme vous; il vous aime
« tendrement. Il a en vous une entière confiance, et a toutes les raisons de l'a-
« voir plus qu'on ne le voit communément.

« Courage donc! ne craignez rien. Aux armes! Nous tous qui resterons dans
« nos maisons, nous n'y resterons pas indifférents sur votre sort. Nous ne ces-
« serons pas de fournir à vos besoins : rien ne vous manquera. Nous offrirons
« de ferventes prières au Très-Haut, afin qu'il dirige vos coups vers un but
« immanquable : alors vous serez pleins de confiance qu'avec de tels secours
« humains et divins, vous remporterez le triomphe le plus prompt et le plus
« signalé ; nous serons empressés de venir à votre rencontre et de vous rame-
« ner, sains et saufs et triomphants, aux lieux qui vous ont vus naître, afin de
« rendre ensemble à ce même distributeur de tous biens ces actions de grâces
« que saura nous inspirer l'épanchement de notre cœur reconnaissant. Dieu
« est en Israël : les Josué et les Gédéon ressusciteront parmi nous. Ne craignez
« rien. Aux armes! aux armes! »

Bonaparte, sans s'émouvoir de cette étrange déclamation, y répondit en termes modérés par la proclamation suivante : « L'armée française va entrer
« sur le territoire du pape ; elle sera fidèle aux maximes qu'elle professe : elle
« protégera la religion et le peuple. Le soldat français porte d'une main la
« baïonnette, sûr garant de la victoire, et de l'autre le rameau d'olivier, sym-
« bole de la paix et gage de sa protection. Malheur à ceux qui, séduits par des
« hommes profondément hypocrites, attireront sur leurs maisons la vengeance
« d'une armée qui, en six mois, a fait cent mille prisonniers des meilleures
« troupes de l'Empereur, pris quatre cents pièces de canon de bataille, cent
« dix drapeaux, et détruit cinq armées! »

Le lendemain il rendit compte à son armée, par l'ordre du jour suivant, des motifs qui lui faisaient reprendre les armes :

« 1° Le pape a refusé d'observer les conditions de l'armistice qu'il avait
« conclu. 2° La cour de Rome n'a pas cessé d'armer et d'exciter les peuples à
« la croisade par ses manifestes. 3° Elle a entamé des négociations hostiles con-
« tre la France avec la cour de Vienne. 4° Le pape a confié le commandement
« de ses troupes à des officiers-généraux envoyés par la cour de Vienne. 5° Il

« a refusé de répondre aux demandes officielles qui lui ont été faites par le gé-
« néral Cacault, ministre de la République française. 6° Le traité d'armistice a
« donc été violé et rompu par la cour de Rome, etc. »

Le 2 février, Bonaparte partit de Bologne et porta son quartier-général à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonte, depuis, le pape Pie VII. Cette hospitalité militaire devint pour l'évêque et pour le général un événement important.

L'armée du pape était en campagne. Le cardinal Busca, fidèle à sa parole, avait fait une Vendée de la Romagne, en soulevant, en fanatisant les populations. Il avait mis en œuvre toutes les ressources du génie ultramontain, si puissant encore, à cette époque, sur l'Italie. Le prince de l'Église lui-même campait fièrement, à la tête de sept mille hommes et d'une multitude de paysans



et de moines, sur les bords du Senio, et défendait le pont de Castel-Bolognese avec huit pièces de canon. Le général Victor était de l'autre côté. Un parlementaire romain se présenta, et menaça, de la part de S. E., *de faire feu si l'ennemi s'avançait*. Bonaparte eut la politesse de remettre l'affaire au jour sui-

vant ; mais il fit passer, pendant la nuit, la rivière à une lieue au-dessus de sa position, par l'avant-garde aux ordres du général Lannes, en sorte que le lendemain l'armée pontificale se réveilla tout étonnée de se voir entre deux feux, et coupée même de sa retraite sur Faenza. Les Français forcèrent au pas de charge le pont du Senio ; une heure après, les troupes romaines, dans une déroute complète, fuyaient de toutes parts, après avoir perdu quelques centaines



d'hommes. On ramassa sur le champ de bataille des moines, des crucifix et des poignards. Victor marcha sur Faenza, dont il fut obligé de briser les portes, après d'inutiles sommations repoussées par les outrages les plus injurieux. Le général en chef rassembla dans un jardin tous les captifs. Comme ils avaient répondu par d'infâmes invectives aux sommations de Victor, ils se crurent perdus, se jetèrent à genoux et demandèrent grâce. Bonaparte ne se sentait aucunement porté à user du droit de la victoire contre cette populace de soldats : il lui accorda la vie et la liberté, ne voulant pas même les retenir prisonniers. Il sauva également la ville du pillage auquel l'exposaient les lois de la guerre. Ce n'était là qu'un acte de grandeur, que les vaincus, nourris dans des idées de vengeance, prirent pour le calcul d'une générosité extraordinaire envers des hommes qui avaient voué Bonaparte aux poignards. Mais lui, peu touché des expressions tumultueuses de leur reconnaissance, fit appeler les officiers, dont une partie appartenait aux grandes familles de Rome : il leur permit de retour-

ner dans leurs foyers, et, après les avoir pénétrés de sa ferme résolution de protéger l'Italie et le Saint-Père, il les décida à se charger de publier sa proclamation. De prisonniers inquiets, d'ennemis acharnés, ces officiers devinrent tout à coup d'utiles émissaires. La métamorphose fut prompte et complète, parce que dans cette classe, même à cette époque, il n'y avait que peu de fanatiques. A leur retour, qui étonna beaucoup leurs compatriotes, ils tinrent exactement leur parole; ils répandirent la renommée du vainqueur, et disposèrent les esprits, d'ailleurs peu belliqueux, à des sentiments pacifiques. Le général des Camaldules avait été mandé auprès de Bonaparte, qui, sachant la confiance que Pie VI avait en lui, le renvoya auprès de Sa Sainteté. Il arriva au Vatican au moment où le pape allait monter en voiture pour quitter Rome. Quant à Bonaparte, il se rendit à Tolentino pour y diriger les négociations et en attendre l'issue. Forli, Casène, Pesaro, Rimini, Sinigaglia, acceptèrent avec empressement la conversion qui leur fut prêchée par les missionnaires d'une nouvelle espèce : elles se hâtèrent d'ouvrir leurs portes aux Français comme à des libérateurs; de telle sorte que la conquête de la Vendée du cardinal Busca fut une simple promenade militaire.

De Faenza, le général Victor marcha sur Ancône, où il devait rencontrer le général Colli. Celui-ci avait éprouvé la valeur française à Cherasco et à Mondovi, et savait bien qu'il ne comptait plus de soldats piémontais sous son drapeau. Il se porta avec trois mille hommes sur les hauteurs qui défendent la ville; c'était tout ce qu'il avait pu réunir. Mais quand il vit s'avancer les colonnes de Victor, il disparut tout à coup ainsi que ses officiers. Le général français somma cette troupe de se rendre, et, pendant la sommation, la fit entourer. Les Romains, n'apercevant plus le chef invincible envoyé par l'Autriche, mirent bas les armes sans brûler une amorce. Victor s'empara de la citadelle, où il trouva cent vingt bouches à feu, un arsenal bien approvisionné, et cinq mille fusils que l'empereur venait d'adresser au Saint-Père. Le lendemain fut occupée Lorette, si fameuse par la Casa-Santa que les anges y apportèrent Mais le Vatican avait prudemment fait enlever le trésor de cette église, enrichie depuis tant de siècles par les libéralités du monde chrétien; il n'y avait laissé qu'une pauvre statue de bois, la Vierge des miracles, celle à qui appartenaient ces trésors et cette maison sainte.

Au milieu de ces petits épisodes de la guerre pontificale, Bonaparte poursuivait toujours avec succès sa conquête morale sur les peuples de l'Italie et sur l'opinion de l'Europe. Sa générosité pleine de prévoyance servit merveilleusement sa politique. Une foule de prêtres français émigrés restèrent tout à coup sans retraite par l'occupation de la Romagne; et, déjà fatigués de l'hospitalité qu'ils leur accordaient, le clergé et les moines profitèrent de la victoire républicaine pour les congédier. Bonaparte, indigné de cette cruauté, dont il était loin d'offrir l'exemple aux vaincus, invita hautement, par une proclamation, les

evêques et les supérieurs ecclésiastiques à donner asile à ces pauvres prêtres, qu'il plaça sous la protection de ses troupes. Cette circonstance amena une foule de scènes touchantes : beaucoup de soldats reconnurent les curés de leurs villages. C'était ainsi que Bonaparte répondait aux excomunications et aux complots d'assassinat dont le Vatican menaçait l'armée et son général.

Cependant le retour des prisonniers de Faenza avait jeté la consternation dans la cour du Saint-Père. Le parti de la liberté, comprimé dans Rome depuis les meurtres de Duphot et de Basseville, y reparut subitement. Enfin, la prise d'Ancône et de l'inexpugnable Mantoue avait glacé soudain l'ardeur des conseils pontificaux, et Pie VI lui-même fut si honteux de sa conduite, que, malgré les assurances proclamées par le général français de la sécurité qu'il devait conserver en restant dans Rome quels que fussent les événements, il voulait se réfugier à Naples. Mais Bonaparte lui ayant fait proposer d'envoyer des plénipotentiaires à son quartier-général de Tolentino, le Saint-Père resta au Vatican. Alors le serpent de la politique ultramontaine se replia sur lui-même, et le souverain pontife, conseillé par son propre malheur, écrivit à Bonaparte :

« CHER FILS,

« SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

« Désirant terminer à l'amiable nos différends actuels avec la Republique « française, par la retraite des troupes que vous commandez, nous envoyons « et députons vers vous, comme nos plénipotentiaires, deux ecclésiastiques, « M. le cardinal Mattei, parfaitement connu de vous, et monsignor Galeppi, et « deux séculiers, le duc don Louis Braschi, notre neveu, et le marquis Massimi, lesquels sont revêtus de nos pleins-pouvoirs pour concerter avec vous, « promettre et souscrire les conditions justes et raisonnables que nous espérons d'obtenir. Nous nous engageons *sur notre foi et parole* à les approuver « et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en « tout temps. Convaincu des sentiments de bienveillance que vous avez manifestés, nous sommes décidé à ne pas sortir de Rome : vous verrez par là « combien est grande notre confiance en vous. Nous finissons en vous assurant « de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction « apostolique.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février 1797, l'an 22e de notre pontificat.

« *Signé* PIE VI. »

Le style de cette lettre différait un peu de celui de la harangue publiée les jours précédents. Mais il n'y avait plus d'Autriche pour le Vatican. L'Autriche même n'avait promis son appui au Saint-Siége qu'à des conditions très-dures,

c'est-à-dire au prix de Ferrare et de Commachio. La cour de Rome s'était donc compromise inutilement. Quoi qu'il en soit, le 19 de février, jour de la conclusion du traité de Tolentino, Bonaparte répondit dans les termes suivants à la lettre du pape :

Au quartier-général de Tolentino, le 1er ventôse an V.

« Très-Saint-Père, je dois remercier V. S. des choses obligeantes contenues « dans la lettre qu'elle s'est donné la peine de m'écrire. La paix entre la Répu- « blique française et V. S. vient d'être signée. Je me félicite d'avoir pu contri- « buer à son repos particulier. J'engage V. S. à se méfier des personnes qui « sont, à Rome, vendues aux cours ennemies de la France, ou qui se laissent « guider par les passions haineuses qui entraînent la perte des États. Toute l'Eu- « rope connaît les inclinations pacifiques et les vertus conciliatrices de V. S. La « République française sera, j'espère, une des amies les plus vraies de Rome. « J'envoie mon aide-de-camp, chef de brigade (Murat), pour exprimer à V. S. « l'estime et la vénération parfaite que j'ai pour sa personne, et je la prie de « croire au désir que j'ai de lui donner, dans toutes les occasions, les preuves « de respect et de vénération avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

« Son très-obéissant serviteur,

« BONAPARTE. »

Le 23 février, Pie VI ratifia le traité de Tolentino. Il était divisé en partie politique et en partie financière ; la première stipulait l'abandon des droits du Saint-Père sur Avignon et le comtat Venaissin, la cession des légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne ; de la ville, de la citadelle et du territoire d'Ancône, ainsi que la mise en liberté de tous les détenus pour opinion ; la partie financière stipulait le paiement de seize millions qui restaient encore à solder aux termes de L'armistice de Bologne, et quinze autres millions exigés par le nouveau traité. L'article du traité d'armistice relatif à la livraison des tableaux, statues, manuscrits, et à divers objets d'art et de science, fut rappelé et maintenu avec l'exigence d'une rigoureuse et prompte exécution. Un article séparé obligeait le pape à faire désavouer à Paris le meurtre de Basseville, par un envoyé extraordinaire, et à payer une somme de 300,000 fr. à la famille de cet infortuné. Bonaparte ne voulut point entrer à Rome, triompher auprès du pape, et se rendit à Mantoue, où il n'avait pas voulu non plus triompher de Wurmser.

Ainsi Bonaparte, infatigable dans la guerre, aussitôt qu'il est vainqueur donne sur le champ de bataille la paix aux vaincus. Il se proclame le protecteur des peuples. Il accorde la liberté aux prisonniers et l'indépendance aux provinces. Il n'est encore ambitieux ni pour lui ni pour sa patrie. Ce sont des amis

13

et des nations libres qu'il attache à la République. Généreux dans l'âge où la gloire des armes est une passion, il épargne l'humiliation aux cheveux blancs de Wurmser et du souverain pontife ; il est l'émule de César pour le génie de la guerre, il est l'émule de Scipion pour la modération dans la victoire. Heureuse et unique époque peut-être pour la France et pour son héros! La gloire de Bonaparte fondait la grandeur de la République, en même temps que le génie de la liberté contenait cette gloire dans son austère limite, ne lui permettant rien de personnel, rien qui ne fût pour la patrie. Jamais plus noble contrat n'avait lié une armée et sa nation, un grand capitaine et son gouvernement. Toutefois, il manquera à la vie de Bonaparte d'avoir vu la ville éternelle. Qui sait ce qu'aurait produit sur une âme alors toute républicaine la majesté de la cité de Numa, et quel eût été l'effet de cet imposant souvenir, quand, par une grande révolution de la fortune, Rome devint la seconde capitale du négociateur de Tolentino, monté sur le trône des Français?

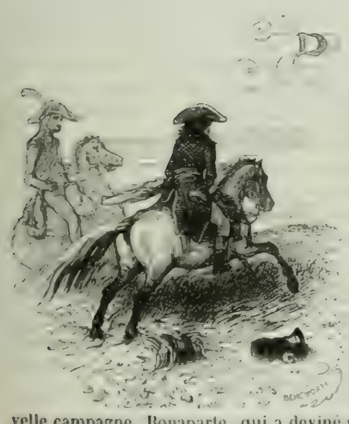




CHAPITRE X.

1797.

Passage du Tagliamento. — Combat de Tarvis. — Armistice de Leoben.



Dès que Mantoue eut capitulé, l'Autriche se vit inquiétée dans ses États héréditaires, au moment où, par la prise de Kehl, elle espérait franchir le Rhin et envahir nos frontières. Sa dernière ressource était une cinquième armée à opposer à Bonaparte. Le prince Charles, illustré par des exploits récents, parut le seul capable d'être opposé au conquérant de l'Italie : il amène avec lui les meilleurs soldats qui ont combattu sur le Rhin. Le Tagliamento est le point de réunion des nouvelles troupes impériales.

Avant de commencer cette nouvelle campagne, Bonaparte, qui a deviné son illustre adversaire, adresse à son armée une proclamation dans laquelle, en lui rappelant ses récents triomphes en Italie, il lui annonce ses desseins sur l'Allemagne :



« Soldats!

« La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné « des titres éternels à la reconnaissance de la patrie. Vous avez été victorieux « dans quatorze batailles rangées et dans soixante-dix combats ; vous avez fait « cent mille prisonniers, pris cinq cents pièces de canon de campagne, deux « mille de gros calibre, quatre équipages de pont. Les contributions mises sur « le pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant « toute la campagne. Vous avez en outre envoyé trente millions au ministre « des finances, pour le soulagement du trésor public. Vous avez enrichi le Mu- « séum de Paris de trois cents chefs-d'œuvre de l ancienne et de la nouvelle Italie, « et qu'il a fallu trente siècles pour produire. Vous avez conquis à la Répu- « blique les plus belles contrées de l'Europe. Les républiques Transpadane et « Cispadane vous doivent leur liberté. Les couleurs françaises flottent pour la « première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures « de l'ancienne Macédoine, *d'où Alexandre s'élança sur l'Orient.* Une grande « destinée vous est aussi réservée ; vous n'avez pas tout achevé. Vous châtierez « ces insulaires perfides qui, étrangers aux malheurs de la guerre, sourient avec « plaisir aux maux du continent. Les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le « duc de Parme, se sont détachés de la coalition de vos ennemis, et ont brigué « votre amitié. Vous avez chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse. « C'est en vous que la patrie met ses plus chères espérances : vous continuerez « à en être dignes. De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la Répu- « blique à sa naissance, l'empereur seul reste devant vous : se dégradant lui- « même du rang d'une grande puissance, ce prince s'est mis à la solde des mar- « chands de Londres. Il n'a plus de politique, de volonté, que celles de ce « cabinet perfide qui, étranger aux malheurs de la guerre, sourit avec plaisir « aux maux du continent. Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner « la paix à l'Europe. La modération de ses propositions ne se ressentait pas de « la force de ses armées ; il n'avait pas consulté votre courage, mais l'humanité, « et l'envie de vous faire rentrer dans vos familles. Il n'a pas été écouté à Vienne; « il n'est donc plus d'espérance pour la paix qu'en allant la chercher dans le « cœur des États héréditaires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez un « brave peuple, accablé par la guerre qu'il a eue contre les Turcs, et par la « guerre actuelle. Les habitants de Vienne et des États d'Autriche gémissent « sur l'aveuglement et l'arbitraire de leur gouvernement ; il n'en est pas un qui « ne soit convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les ministres de l'empe- « reur. Vous respecterez leurs propriétés. C'est la liberté que vous apporterez « à la brave nation hongroise. La maison d'Autriche, qui, depuis trois siècles, « va perdant à chaque guerre une partie de sa puissance, qui mécontente ses

« peuples en les dépouillant de leurs priviléges, se trouvera reduite, à la fin de « cette sixième campagne (puisqu'elle nous contraint à la faire), à accepter la « paix que nous lui accorderons, et à descendre en réalité au rang des puis- « sances secondaires, où elle s'est déjà placée en se mettant aux gages et à la « disposition de l'Angleterre. »

Deux divisions, sous les ordres de Bernadotte, sont venues de la Sambre et du Rhin renforcer l'armée française. En arrivant, Bernadotte avait dit à ses soldats : « *Soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse! l'armée d'Italie nous regarde.* »



La rivalité de Bernadotte ne fut pas toujours aussi pure ; mais alors toutes les ambitions militaires se montraient désintéressées. La rivalité était, comme la valeur, une noble passion commune à tous les généraux distingués, et leur donnait un caractère de grandeur qui disparut tout à coup avec la République.

Auprès de Bonaparte sont trente-huit mille combattants, qui forment les divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau. Dix-sept mille hommes sont aux ordres de Joubert. Vingt autres mille hommes, et entre autres la division Victor, destinée à garder l'Adige, occupent les places et observent le midi de l'Italie, où la foi des traités récents avec la cour de Naples et celle de Rome ne paraît pas suffire pour rassurer la prudence de Bonaparte. L'armée autrichienne, au moment où les hostilités commencèrent, ne présentait pas une force tout à fait égale. L'archiduc n'avait avec lui que trente-cinq mille hommes, qui couvrent le Frioul ou occupent le Tyrol; dix mille Tyroliens, excellents soldats de

montagnes, sont accourus sous le drapeau autrichien. Bonaparte doit se hâter de profiter de la supériorité numérique de son armée, et c'est la première fois qu'il peut la faire entrer dans ses calculs stratégiques. En effet, s'il n'opère pas avant l'arrivée des renforts de l'armée autrichienne du Rhin, il aura quatre-vingt-dix mille hommes à combattre, et sur ses derrières, Venise à redouter.

L'armée s'ébranla, le 10 mars 1797, sur deux colonnes; celle de gauche, que commande Masséna, après avoir culbuté et pris la division autrichienne Lusignon, s'empare de Feltre, de Bellune et de Cadore. Le reste de l'armée, aux ordres de Bonaparte, passe la Piave; Serrurier occupe Conégliano, où s'établit le quartier-général. Le 16 mars on force le passage du Tagliamento (1), défendu par une forte arrière-garde; bientôt la ligne des Autrichiens est enfoncée, et l'ennemi bat en retraite sur Palma-Nova, où le vainqueur entre à sa suite. Masséna avait, de son côté, forcé tous les passages, s'était emparé des gorges de Ponteba, fermait la route de la Carinthie à l'archiduc, et marchait sur Tarvis. Ce prince prit position en avant de Tarvis pour arrêter Masséna. Après une vive résistance où il paya souvent de sa personne, il perdit Tarvis, dont la possession nous livra les débouchés par lesquels trois divisions autrichiennes étaient revenues de l'affaire du Tagliamento. Bernadotte s'était porté sur Gradisca, ville forte qu'il voulut enlever d'assaut. Serrurier, avec sa division, prit cette place à revers, ce qui décida le gouverneur à capituler et à se rendre prisonnier avec trois mille hommes. Après la prise de Gradisca, le général Bonaparte, ayant transporté son quartier-général à Goritz, lança Bernadotte sur Laybach, à la poursuite de l'ennemi. Le jour même où Masséna prenait Tarvis, notre armée entra à Trieste. Les Autrichiens voulurent tenir à la Chiusa; mais ils se virent tout à coup attaqués en tête par Masséna, qu'ils ne savaient pas dans Tarvis. La 4e demi-brigade de ligne, que Bonaparte avait surnommée l'*Impétueuse*, soutint sa gloire; elle enleva la position de la Chiusa. L'ennemi perdit cinq mille prisonniers, trente-deux pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie et de bagages, et quatre généraux.

Bonaparte passa la Drave à Villach, et porta son quartier-général à Klagenfurth, d'où il chassa deux divisions autrichiennes arrivées de l'armée du Rhin. Ce fut de Klagenfurth que le vainqueur adressa aux peuples de la Carinthie, de la Carniole et de l'Istrie, une proclamation dont la garantie reposait déjà sur la discipline du soldat et sur la sagesse de l'administration militaire. Dans cette proclamation, le général en chef s'exprimait ainsi : « Malgré l'Angleterre et les « ministres de la cour de Vienne, soyons amis. La République française a sur « vous des droits de conquête; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous

(1) Une chose peut donner idée de l'habileté de nos ingénieurs à l'armée d'Italie : l'un des ponts qu'ils jetèrent alors sur le Tagliamento, seulement pour servir de passage aux troupes françaises, existait encore en 1808.



Passage du Tagliamento



« lie réciproquement! Vous ne vous mêlerez pas d'une guerre qui n'a pas votre « aveu. Vous fournirez aux besoins de mon armée. De mon côté, je protégerai « les propriétés. Je ne tirerai de vous aucune contribution. » Le contrat fut observé fidèlement de part et d'autre. La justice, la modération, marchaient sous le drapeau de Bonaparte, et après la victoire elles assuraient la conquête.

Cependant les armées du Tyrol étaient encore en présence, et Joubert, opposé aux généraux Kerpen et Laudon, attendait l'ordre d'attaquer. Cet ordre lui parvint du quartier-général de Goritz. Aussitôt il commença son mouvement contre Kerpen. Celui-ci, culbuté dans toutes ses positions, perdit trois mille prisonniers et deux mille hommes tués : c'était la moitié de ses forces. Joubert se porta sur Neumarck, et battit le corps de Laudon, placé de l'autre côté de l'Adige, lui fit deux mille cinq cents prisonniers, et entra à Neumarck. Kerpen s'était rallié à Clausen, derrière une division arrivée de l'armée du Rhin : dans cette position inexpugnable, il attendit Joubert avec confiance. Mais l'impulsion de la victoire était donnée : forcé à la retraite sur Mittewald, où Joubert le poursuivit, Kerpen, battu pour la seconde fois, évacua Stersing, et se retira sur le Brenner. Joubert avait poussé jusqu'à Brixen ; l'insurrection tyrolienne, excitée par le comte de Laybach, aurait pu inquiéter ses opérations s'il n'avait reçu l'ordre de rejoindre le général en chef avec ses troupes.

Joubert quitta Brixen, traversa, sans être entamé, les cantons insurgés, qui, sous les ordres du général Laudon, avaient repris l'offensive, rejoignit l'armée avec douze mille hommes dont tous les pas furent marqués par des succès, et amena sept mille prisonniers au quartier-général. Le départ de Joubert laissa le champ libre au général Laudon et au général Kerpen. Celui-ci marcha pour se réunir à l'archiduc. Celui-là descendit l'Adige pour donner la main à l'insurrection vénitienne, dont Bonaparte avait prévu la complicité. Cependant le général de l'armée républicaine n'est plus qu'à soixante lieues de Vienne. L'archiduc a perdu vingt mille prisonniers et cinquante pièces de canon. L'alarme se répand à Vienne, et le Danube transporte au fond de la Hongrie les enfants de la famille impériale. On pouvait penser que le besoin de suspendre la lutte parlerait plus haut à l'Autriche que son orgueil. Voulant donc prévenir cette puissance et la devancer sur le terrain de la paix, Bonaparte, toujours fidèle à son système de modération, crut qu'il était de sa gloire d'aller au-devant de la cour de Vienne ; en conséquence, il écrivit de Klagenfurth, le 31 mars, à l'archiduc Charles :

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six années ? Avons-nous assez tué de monde, fait assez

« de mal à la triste humanité? Elle réclame de toutes parts. L'Europe, qui « avait pris les armes contre la République française, les a posées; votre nation « reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième « campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous « aurons perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus. Il fau- « dra bien finir par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions « haineuses. Le Directoire de la République française avait fait connaître à S. M. « l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. « L'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun « espoir de nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une « nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'é- « gorger? Vous, monsieur le général en chef, qui par votre naissance approchez « du trône, qui êtes au-dessus des petites passions qui agitent les ministres et « les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'hu- « manité entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas que j'en- « tende par là, monsieur le général en chef, qu'il ne vous soit pas possible de « la sauver par la force des armes. Mais dans la supposition que les chances de « la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins rava- « gée. Quant à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'hon- « neur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus « heureux de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée, que de la « triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

L'archiduc répondit :

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre et en suivant la vocation de l'hon- « neur et du devoir, je désire autant que vous la paix pour le bonheur des peu- « ples et de l'humanité. Comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il « ne m'appartient pas de scruter ou de terminer la querelle des nations belligé- « rantes, et que je ne suis muni de la part de S. M. l'empereur d'aucuns pleins- « pouvoirs pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le général, que je « n'entre point avec vous là-dessus dans aucune négociation, et que j'attende « des ordres supérieurs pour cet objet de si haute importance, et qui n'est pas « précisément de mon ressort. Quelles que soient, au reste, les chances fu- « tures de la guerre ou les espérances de la paix, je vous prie, monsieur le « général, d'être bien persuadé de mon estime et de ma considération dis- « tinguée. »

Ainsi, l'orgueil du cabinet autrichien refusant la paix aux portes de Vienne, Bonaparte fut encore condamné à vaincre.





Le 2 avril, à la pointe du jour, Masséna se porta en avant de Klagenfurth sur Friesach, où il entra avec l'ennemi, qu'il poursuivit jusqu'à Neumark. Là, il trouva l'archiduc à la tête des débris de sa première armée et de quatre nouvelles divisions arrivées des bords du Rhin. Digne rival de Bonaparte, l'archiduc voulut encore tenter le sort des armes et présenter noblement le combat. Bonaparte fit promptement ses dispositions. Masséna commença l'attaque; elle se ressentit de cette énergie qui enlevait toute cette armée depuis qu'elle était en campagne. En peu de moments la ligne autrichienne fut brisée. Les Français s'emparèrent des positions, de trois mille prisonniers, et pénétrèrent pêle-mêle avec les Autrichiens dans Neumark, où l'on prit encore douze cents hommes et du canon. L'archiduc essaya de retarder la poursuite en proposant une suspension d'armes, afin, disait-il, *de pouvoir prendre en considération la lettre du 31 mars*. Mais Bonaparte répondit *qu'on pouvait négocier et se battre*, et qu'il n'y aurait point d'armistice jusqu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour la paix définitive. On poussa jusqu'à Scheifling, à quatre lieues du champ de bataille; le quartier-général français séjourna deux jours dans cette place. Le mouvement continua sur Knittelfeld, dont la route était défendue par des positions formidables. Une affaire très-chaude eut lieu dans les défilés de Hundsmarck: l'ennemi en fut chassé avec une perte considérable. Notre avant-garde entra à Léoben.

A Judenbourg, à vingt lieues de Vienne, le général Bonaparte reçut la véritable réponse à sa lettre du 31 mars. Elle lui fut remise sous la forme d'une note diplomatique par le feld-maréchal Bellegarde, chef d'état-major du prince, et par le comte de Meerweldt, général-major, qui s'annoncèrent comme parlementaires. Cette note était ainsi conçue :

« S. M. l'empereur et roi n'ayant rien plus à cœur que de concourir au repos « de l'Europe et de terminer une guerre qui désole les deux nations, en consé- « quence de l'ouverture que vous avez faite à S. A. R. par votre lettre de Kla- « genfurth, S. M. l'empereur nous a envoyés vers vous pour s'entendre sur cet « objet d'une si grande importance. Après la conversation que nous venons d'a- « voir avec vous, et persuadés de la bonne volonté comme de l'intention des « deux puissances de finir le plus promptement possible cette guerre désas- « treuse, S. A. R. désire une suspension d'armes de dix jours, afin de pouvoir « avec plus de célérité parvenir à ce but, et afin que toutes les longueurs et les « obstacles que la continuation des hostilités apporterait aux négociations soient « levés, et que tout concoure à rétablir la paix entre les deux grandes « nations.

« *Signé :* BELLEGARDE, MEERWELDT. »

Bonaparte répondit : « Dans la position militaire des deux armées, une sus- « pension d'armes est toute contraire à l'armée française ; mais, si elle doit être

« un acheminement à la paix tant désirée, et si utile aux peuples, je consens « sans peine à vos désirs. La République française a manifesté souvent à S. M. le « désir de mettre fin à cette lutte cruelle ; elle persiste dans les mêmes senti-« ments. Je ne doute pas, après la conférence que je viens d'avoir l'honneur « d'avoir avec vous, que sous peu de jours la paix ne soit enfin rétablie entre la « République française et Sa Majesté. » Le soir, la suspension d'armes fut signée pour cinq jours. Dans cette conférence préliminaire avec les plénipotentiaires autrichiens, Bonaparte leur dit : « Votre gouvernement a envoyé contre moi quatre armées sans généraux, et cette fois un général sans armée. » Bel éloge de l'archiduc Charles.

Cet armistice, qui s'étendit aux armées du Tyrol, donna une nouvelle ligne à l'armée française. Serrurier occupa la grande et forte ville de Gratz. Bonaparte transféra lui-même son quartier-général à Léoben, et son avant-garde jusqu'à Bruck, où s'établit Massena, dont les avant-postes couronnaient les hauteurs et couvraient les pentes du Simmering.





CHAPITRE XI.

1797.

Insurrection de Venise. — Préliminaires de Leoben. — Massacre des Français à Vérone. — Destruction de l'oligarchie vénitienne.



En recommençant la campagne sur le Tagliamento, Bonaparte avait eu pour but de s'ouvrir la route de Vienne ; c'était le seul moyen de parvenir à la paix. Mais songeant en même temps à ne pas laisser derrière son armée, entraînée sur les sommets des Alpes, une puissance ennemie ou douteuse, il avait continué avec l'état de Venise les négociations entamées en juin et juillet 1796. Toutefois, depuis cette époque, Venise n'avait cessé d'armer sans répondre aux prévenances de la France. Bonaparte, désirant depuis mettre tout en œuvre pour décider Venise en faveur de la République, s'était adressé directement aux chefs de l'État. Il avait eu plusieurs conférences avec le provéditeur Battaglia, dont les opinions répondaient à ses vues. Rien ne

fut négligé de sa part pour soustraire Venise aux périls de sa politique astucieuse. A cette époque, par la plus juste représaille, les Français étaient entrés à Peschiera, qui avait reçu les Autrichiens, et Vérone se trouva pareillement forcée d'ouvrir ses portes au vainqueur de Beaulieu. Les propositions faites alors par Bonaparte afin d'amener Venise à des relations franchement amicales avec la République française, avaient été éludées par ce gouvernement, qui comptait encore sur les victoires de l'Autriche. Peu de temps après, les défaites successives de Wurmser et d'Alvinzy changèrent totalement à l'avantage des Français les dispositions de la plus grande partie des villes de la Terre-Ferme vénitienne. Bergame et Brescia, ses deux principaux municipes; Milan, capitale de la république lombarde; Bologne, capitale de la république transpadane, s'étaient confédérées, et, sous la direction de leurs familles patriciennes, elles faisaient cause commune avec les Français.

Depuis la guerre, trois factions partageaient le sénat de Venise : l'une, celle des vieux sénateurs, formait le parti de l'indépendance, qui repoussait également l'influence allemande et l'influence française; mais ce parti manquait de coup d'œil et de décision, car le temps était venu où il fallait absolument choisir. La seconde faction, tout autrichienne, voulait une neutralité armée contre nous; Pesaro, qui dirigeait alors toute la politique de l'État, était le chef de cette faction; il avait pour lui tous les jeunes sénateurs. Le troisième parti nous favorisait : le provéditeur Battaglia, l'âme de ce parti, proposait une alliance offensive et défensive avec la République française. Cette opinion obtint peu de crédit dans le sénat, quoiqu'en réalité il n'y eût pas d'autre moyen de salut; on préféra, selon l'usage des aristocraties dans les gouvernements minés par la vieillesse, la routine du privilége et la vanité du patriciat au bien-être de la patrie.

Mais il existait une question difficile à résoudre, et c'était la question principale : il fallait conquérir la paix, non plus sur le territoire de Venise, mais en Allemagne, sur la route de Vienne; et telle fut la cause déterminante de la campagne sur le Tagliamento. Toutefois, cette nécessité présentait un grand danger : il fallait laisser derrière soi trois millions de sujets vénitiens, quand on serait engagé au-delà des frontières de cette république, à la poursuite de l'archiduc. Aussi Bonaparte voulut-il avoir une conférence avec le sénateur Pesaro, auquel il offrit l'amitié de la France et la garantie de tous les États vénitiens de la Terre-Ferme, dont une partie avait déjà levé, à Brescia et à Bergame, l'étendard de l'indépendance. Il lui proposa de déclarer la guerre à l'Autriche et de fournir un contingent de dix mille hommes à l'armée française, lui donnant, en outre, le conseil aussi amical que politique de faire ouvrir le livre d'or aux grandes familles de la Terre-Ferme. Pesaro partit en disant qu'il apporterait la réponse du sénat dans quinze jours; mais il ne chercha qu'à gagner du temps, dans l'espérance que cet intervalle serait favorable aux armes de l'Autriche.

Bonaparte, de son côté, mit ces quinze jours à profit : il passa la Piave, et l'archiduc fut battu sur le Tagliamento. Pendant ce temps-là, la révolution s'était accomplie à Bergame, à Salo, à Brescia; et, dans cette dernière ville, le peuple avait désarmé la garnison, composée de deux mille Esclavons.

A l'expiration des quinze jours, Pesaro étant revenu, Bonaparte renouvela ses propositions et lui dit : « Armez-vous encore? — Il le faut bien, répondit « Pesaro; il nous faut punir les rebelles de Brescia et de Bergame, et conte- « nir les malveillants de Crema, de Vérone, et les agitateurs de Venise elle- « même. — S'il est, reprit Bonaparte, des troubles sur mes derrières par votre « faute, si les troupes que je laisse sont insultées, *ce qui n'était pas un crime « quand j'étais en Italie, en serait un irrémissible quand je serai en Allemagne. « Votre république cesserait d'exister; vous auriez prononcé sa sentence. Vaincu « ou vainqueur, je ferais la guerre à vos dépens.* » Après cet entretien, on s'était



séparé, Bonaparte pour continuer ses avantages, et Pesaro sa politique. En effet, malgré la défaite de l'archiduc Charles, la haine sénatoriale de Venise fut si aveugle, que l'envoyé de cette république à Vienne reçut l'ordre de conclure une alliance avec l'empereur.

Le cabinet autrichien se montra aussi empressé que celui de Venise à signer le nouveau traité, et des instructions spéciales furent données aux généraux autrichiens pour exciter des soulèvements dans les pays que venait de laisser derrière elle l'armée française. Le général Laudon, chargé de la direction de

cette nouvelle guerre, n'épargna ni les proclamations ni les fausses nouvelles; il répandit, de concert avec Pesaro, le bruit que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse venaient d'être écrasées; que le Tyrol était le tombeau des Français, et que Joubert y avait péri avec ses troupes. Vainement notre ambassadeur déclarait au sénat de Venise que le Rhin n'avait pas été abordé par nos troupes et que Joubert était entré dans la Carinthie : la conspiration contre les Français, alimentée par Pesaro, et soutenue par les troupes esclavonnes au service de la république de Venise, s'allia bientôt aux mouvements que Laudon avait fomentés. Cette commotion inspira plus d'énergie encore aux villes de la Terre-Ferme, dont l'indépendance proclamée était déjà armée, telles que Brescia, Salo et Bergame. Elles s'unirent plus étroitement aux villes de Milan, de Bologne et de Modène; mais Vérone, où Pesaro exerçait une grande influence, fut, ainsi que Padoue et Vicence, chargée de mettre en œuvre les plans meurtriers de la conjuration austro-vénitienne.

Bonaparte apprit à Judenbourg, par les généraux Balland et Kilmaine, qui commandaient, l'un à Vérone, et l'autre à Milan, qu'une insurrection générale était organisée dans tous les États vénitiens, contre les Français et leurs partisans. En conséquence, il donna au général Kilmaine le commandement de tous ces États, et expédia son aide-de-camp Junot à Venise, avec l'ordre de lire en plein sénat la lettre qu'il écrivait au doge :

Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, au sérénissime doge de la république de Venise.

Au quartier-général de Judenbourg, le 20 germinal an V.
(9 avril 1797.)

« Dans toute la Terre-Ferme, les sujets vénitiens sont sous les armes. Leur « cri de ralliement est : *Mort aux Français*. Le nombre des soldats d'Italie qui « en ont été victimes se monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en « vain de désavouer les attroupements que vous-mêmes avez préparés. « Croyez-vous que, quand j'ai pu porter nos armes au cœur de l'Allemagne, je « n'aurai pas la force de faire respecter le premier peuple du monde? Pensez- « vous que les légions d'Italie puissent souffrir les massacres que vous excitez? « Le sang de nos frères d'armes sera vengé, et il n'est pas un seul bataillon « français qui, chargé de cette mission généreuse, ne se sente trois fois plus de « courage et de moyens qu'il ne lui en faut pour vous punir. Le sénat de Ve- « nise a répondu par la plus noire perfidie à notre générosité soutenue à son « égard. Je prends le parti de vous envoyer mes propositions par un de mes « aides-de-camp et chef de brigade. *La guerre ou la paix*. Si vous ne prenez « sur-le-champ toutes les mesures pour dissiper les attroupements, si vous ne

« faites aussitôt arrêter et remettre en mes mains les auteurs des meurtres qui « se commettent, la guerre est déclarée. Le Turc n'est pas sur vos frontières, « aucun ennemi ne vous menace, et cependant vous avez fait arrêter, de dessein « prémédité, des prêtres, pour faire naître un attroupement et le tourner contre « l'armée. Je vous donne vingt-quatre heures pour le dissiper. Les temps de « Charles VIII sont passés. Si, malgré la bienveillance que vous a montrée le « gouvernement français, vous me réduisez à vous faire la guerre, ne pensez « pas que le soldat français, comme les brigands que vous avez armés, aille ra- « vager les champs du peuple innocent et malheureux de la Terre-Ferme : non, « je le protégerai, et il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée fran- « çaise de l'arracher à votre tyrannique gouvernement.

« BONAPARTE. »

Bonaparte avait bien choisi son ambassadeur; Junot remplit sa mission avec la fermeté naturelle à son caractère, en y joignant aussi la rudesse d'un soldat victorieux et irrité. Il vit à ses pieds cet implacable sénat de Venise,



dont la derniere heure allait sonner Les intrigues de Pesaro, les mensonges

de Laudon étaient dévoilés aux yeux de tous les habitants. Le gouvernement des puits et des plombs avait soudainement perdu de son impénétrabilité. On savait que Joubert était maître de Villach, et avait, par la plus brillante comme la plus audacieuse opération, fait sa jonction avec l'armée. On savait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse occupaient toujours leurs positions sur le territoire de la république. On savait que Victor, revenu de la guerre pontificale, bloquait Vérone avec quinze mille hommes; qu'Augereau marchait sur les Lagunes avec vingt-cinq mille hommes; on savait que deux généraux autrichiens, arrivés en parlementaires au camp de Bonaparte, après avoir obtenu une suspension d'armes sollicitée par la superbe cour de Vienne, y étaient accrédités comme plénipotentiaires pour traiter de la paix.

Le doge répondit le même jour au général en chef, par une lettre dans laquelle il rejetait les désordres et les assassinats de la Terre-Ferme sur la nécessité où les sujets, fidèles à la république, avaient été de combattre les insurgés. Le cercle était vicieux. Par ce nom d'insurgés, on désignait les partisans de la France. Ces excuses, qui ne pouvaient tromper personne, formaient une contradiction bien remarquable avec la déclaration suivante que renfermait la lettre du doge: « Le sénat, invariable dans la résolution de maintenir la paix et l'a-« mitié qui nous lient avec la République française, s'empresse de vous en renou-« veler l'assurance dans les circonstances présentes. » Mais, qui le croirait? au moment même où le sénat se montrait dans une attitude suppliante, il comblait la mesure de toutes les perfidies. Bonaparte se vit tout à coup forcé de prononcer l'arrêt de ce gouvernement, tant les circonstances changèrent les dispositions de sa modération et de sa prudence. Le cours des choses l'avait également contraint d'évoquer à lui seul l'arbitrage de la guerre ou de la paix avec le cabinet de Vienne. En effet, le comte de Meerweldt, accompagné du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, était arrivé au quartier-général de Léoben avec des pleins pouvoirs, pour négocier et fixer des préliminaires. Bonaparte consentit, dans le désir de mettre un terme définitif aux hostilités, à prolonger la suspension d'armes. Le château de New-Wald, à une lieue de Léoben, fut déclaré neutre; et le général en chef signa les préliminaires, quoique le général Clarke eût l'autorisation du Directoire pour traiter; mais Clarke était alors à Turin, et Bonaparte ne jugea pas devoir l'attendre.

Cependant le sénat de Venise, qui protestait si hautement, dans la lettre du doge à Bonaparte, *de son invariable résolution de maintenir la paix*, n'avait pas rapporté la proclamation publiée dans toutes les provinces de la Terre-Ferme, qu'il appelait aux armes *pour la défense commune*. Non-seulement toute la population s'était réunie aux régiments esclavons et albanais, mais elle courait la campagne, arrêtait et désarmait les détachements français. Le jour du départ de Junot, cinq cents hommes arrivés à Vérone avaient dû employer la force pour entrer dans les forts; la ville était occupée au-dedans et au-dehors





par une troupe d'environ vingt mille soldats, bourgeois et paysans vénitiens. Depuis plusieurs jours, par ordre du sénat, on prêchait hautement dans les églises l'extermination des Français. La proscription s'unit au sacrilége; car ce fut pendant les cérémonies de la semaine sainte que Pesaro fit organiser et armer quarante mille paysans et dix mille Esclavons, pour détruire en même temps les Français et leurs partisans; et dans Vérone, à la seconde fête de Pâques, la cloche qui appelait les fidèles au service divin, appela aussi la population au meurtre des Français. Ils tombèrent impitoyablement massacrés chez leurs hôtes, dans les rues, dans les hôpitaux. On donna la mort aux blesses: on n'attendit pas celle des mourants. Les postes placés aux portes furent surpris. La garnison, trop faible pour tenter des sorties, et menacée d'un assaut général, ne put opposer que le feu des forts où elle était enfermée. Plus de quatre cents Français périrent sans combat. Ce crime prémédité, exécuté froidement, reçut un nom nouveau, qui l'associa à jamais à la plus grande solennité du christianisme : on l'appela les *Pâques vénitiennes*. A cet horrible attentat se joignirent une foule de forfaits semblables, commis à la Chiusa, à Castiglione, à Chiari, à Velaggio, et dans les villes qui n'avaient pas proclamé leur indépendance. L'insurrection avait été combinée avec la marche du corps de Laudon, qui descendait du Tyrol, où il avait repris quelques positions sur les Français, et que la signature des préliminaires arrêta subitement. Aussi ce fut presque sous ses yeux que la division de Victor, arrivant de Rome sous Vérone, mit dans une déroute complète les huit mille Vénitiens chargés de défendre les approches de cette ville, afin de protéger les assassinats ordonnés dans l'intérieur de la place. Tout concourait à la perte de Venise, ses chefs politiques et ses chefs militaires. Pendant que le sénat attendait avec impatience la nouvelle de la prise des forts de Vérone, un bâtiment français, venu sous le canon du Lido pour y chercher un refuge contre des bâtiments autrichiens, fut foudroyé par les batteries vénitiennes, et le capitaine Laugier fut tué sur son bord. Le sénat, par un décret, remercia le commandant du fort, et accorda une gratification aux marins qui avaient pillé le navire français et égorgé l'équipage. De telles trahisons ne devaient pas rester impunies : elles ne pouvaient être expiées que par la destruction de l'aristocratie vénitienne, qui les avait prescrites. Le châtiment suivit de près.

Dès qu'il apprit la signature des préliminaires, le sénat de Vénise députa au Directoire et au général Bonaparte, pour détourner la vengeance de la république française. Il offrit, à Paris et à Léoben, tout ce que peut offrir, pour son salut, un gouvernement désespéré. Rien ne fut écouté au quartier-général de Bonaparte : le sang des victimes criait trop haut pour permettre d'entendre leurs assassins. L'heure fatale de Venise était arrivée. Libre du côté de l'Autriche, Bonaparte ne songea plus qu'à aller punir Venise de toutes ses trahisons. Il annula de sa seule autorité la négociation que l'or des oligarques avait entamée à

Paris, et il arrêta toute leur correspondance. Il publia à Palma-Nova, ville vénitienne, un manifeste où, après avoir retracé d'une manière énergique le tableau des sanglantes perfidies de cette république, il lui déclarait la guerre. A la lecture de ce manifeste, le sénat, abandonné aussi par la cour de Vienne, qu'il avait vainement suppliée de le faire comprendre dans la suspension d'armes et dans le traité, prononça lui-même sa dissolution, abandonna le pouvoir suprême ; et le terrible conseil des *Dix* fit place à une simple municipalité.

On brûla publiquement le livre d'or, ainsi que le bonnet ducal du doge et tous les insignes de l'oligarchie renversée. La marine de Venise, forte de douze vaisseaux et de soixante-quatre canons, et d'autant de frégates, fut envoyée à Toulon. Les îles Ioniennes passèrent aussi sous la domination de la France. Le général Gentili, de retour de la Corse, alla, sur l'escadre vénitienne chargée de bataillons français, planter le drapeau tricolore à Corfou. Ainsi, la conquête de l'Adriatique fut une conséquence des triomphes de l'armée d'Italie.





CHAPITRE XII.

1797.

Bonaparte au quartier-général de Montebello. — Révolution de Gênes. — République ligurienne. — République cisalpine. — Anniversaire du 14 juillet.



Dès qu'il eut réglé provisoirement le sort de Venise, dont l'existence ne pouvait être décidée alors, Bonaparte porta son quartier-général de Milan à Montebello, où les ministres d'Autriche, du pape, des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gênes et de Venise, du duc de Parme, des cantons suisses et de plusieurs princes d'Allemagne, ne tardèrent pas à se rendre. Le château de Montebello devint une véritable résidence royale. On eût dit une cour au lieu d'un quartier-général. Bonaparte avait dès lors contracté, en sa qualité de général en chef, l'habitude du commandement absolu; pendant les loisirs de Milan, de Montebello, de Passeriano, il prit les mœurs d'un mo-

narque. Là, madame Bonaparte revenait aux souvenirs de sa jeunesse. Entourée de tant de personnages des cours étrangères, elle servait ainsi les intérêts nouveaux que son mari était chargé de défendre, et, sans le savoir, ceux que peut-être il prévoyait vaguement pour l'avenir. Depuis la première entrée à Milan avait cessé de la part de ses compagnons d'armes cette fraternité des camps qu'il avait recherchée en arrivant à Nice. Ce fut à cette époque que le vainqueur de l'Autriche fit le premier apprentissage du pouvoir souverain. Un corps diplomatique était accrédité de fait auprès du général, qui ne portait plus d'autre titre que celui de *libérateur*. Il se trouvait habituellement en présence de l'Europe, et malgré le caractère républicain qui constituait toute sa position, il affichait volontiers une sorte de majesté dans sa représentation, en échange des respects de toute nature dont les envoyés de tant de puissances différentes lui apportaient chaque jour l'hommage. Cependant cette vie de palais, loin d'être inutile, imprima plus de grandeur aux actes de haute politique qui changèrent pour le moment la face de l'Italie.

Le général en chef donna son approbation à la révolution démocratique qui détruisit l'ancienne domination de l'oligarchie génoise et substitua, sous le nom de *République Ligurienne*, le gouvernement populaire à celui de la noblesse. Ce fut un Doria qui commença l'insurrection à la tête de douze mille ouvriers qui demandèrent l'abolition du gouvernement aristocratique. Les inquisiteurs d'état, prêts à repousser les patriotes par les mêmes moyens, lancèrent contre eux les charbonniers et les portefaix. Le succès, d'abord incertain, se décida en faveur de l'aristocratie, et de grands excès, dont plusieurs Français furent les victimes, signalèrent la fureur de la populace et de la noblesse. La bourgeoisie resta neutre; mais il lui appartenait de consommer une révolution qui devait l'affranchir du joug des nobles. Aussitôt que le général en chef apprit que le sang français avait coulé à Gênes, il y dépêcha son aide-de-camp Lavalette, avec la mission d'exiger la mise en liberté de tous les Français que l'inquisition d'état avait fait arrêter, le désarmement des charbonniers et des autres mutins, et l'arrestation des inquisiteurs. La bourgeoisie, se voyant soutenue par le *grand libérateur*, exigea le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Quatre mille fusils furent restitués à l'arsenal. Cependant, le sénat n'accordant pas une entière satisfaction aux réclamations de la France, le ministre de la république résolut de quitter Gênes; mais aussitôt qu'il eut demandé ses passe-ports, le sénat, se ravisant, ordonna le désarmement complet des charbonniers, l'emprisonnement des trois inquisiteurs, et envoya une députation à Montebello, auprès du général en chef: elle était composée du doge Cambiaso et des sénateurs Serra et Carbonari, accompagnés du ministre Faypoult. De cette ambassade résulta la convention de Montebello, où furent décidés la destruction du gouvernement oligarchique et l'établissement d'une démocratie. Cette constitution devant être soumise à la sanction du peuple, le général Bonaparte nomma les douze citoyens

qui, sous la présidence du doge, formèrent le gouvernement provisoire. Leur installation fut, ainsi qu'à Venise, célébrée révolutionnairement par le peuple. On brûla le livre d'or sur une place publique, on arracha les armoiries dans toute la ville; et la populace, qui, dans de semblables crises, fait une guerre à mort à toutes les supériorités, brisa les images des grands hommes de la répu-



blique. Six mille Liguriens furent organisés par le général Duphot, et eurent bientôt occasion de servir la nouvelle république ; car, dans le mois de septembre, une conspiration organisée à Pise fit insurger la rivière du Levant et d'autres parties du territoire génois. Duphot marcha contre les rassemblements, et fut repoussé jusque dans Gênes, dont un fort tomba même au pouvoir des insurgés : mais, secouru par nos troupes accourues de Tortone, et par les habitants de

l'autre rivière, il reprit l'offensive et comprima bientôt les derniers efforts de l'aristocratie génoise.

Le voisinage, la similitude de langage et de religion, attachaient toujours la Valteline au Milanais, quoiqu'elle en eût été séparée depuis près de deux siecles; impatiente de porter plus longtemps le joug des Ligues Grises, elle proclama son indépendance, à l'exemple des états de la terre ferme de Venise et des nouvelles républiques italiennes. Par l'effet d'un abus de pouvoir singulier dans une république fédérative comme la république helvétique, le pays de Vaud était sujet du canton de Berne, le Bas-Valais l'était du Haut-Valais, et la Valteline des Ligues Grises; cette sorte de féodalité républicaine disparut bientôt. Les Valteliens insurgés avaient, suivant la marche commune, envoyé des députés au grand régulateur des démocraties; les Grisons en avaient fait autant de leur côté; de sorte que le général Bonaparte se trouvait tout à coup exposé à devenir arbitre dans un différend qui touchait aux intérêts fondamentaux de l'union helvétique.

La politique de la France, comme la prudence de son général, devait donc nécessairement hésiter à prendre un parti dans cette affaire; mais quand on eut découvert dans les archives de Milan le traité de cession de la Valteline aux Grisons, en vertu duquel le gouvernement lombard était investi du droit de garantie en faveur de cette dernière, Bonaparte accepta la médiation, et proposa de faire de la Valteline une quatrième Ligue Grise; ce qui fut refusé par les trois autres. Quelques mois après, Bonaparte convoqua les députés des Grisons et de la Valteline; mais les premiers, n'ayant point comparu, furent condamnés par défaut, et un jugement rendu à Montebello autorisa la Valteline à se joindre à la république cisalpine.

La nouvelle république cisalpine, formée de la Cispadane et de la Transpadane, c'est-à-dire de la Lombardie autrichienne, du Bergamasque, du Mantouan, fut proclamée le 9 juillet; le 24 on y adjoignit la Romagne, cédée par le traité de Tolentino. Le nouvel état reçut la constitution française; on nomma cinq directeurs; et trente mille gardes nationaux, députés par les départements qui venaient d'être formés, se jurèrent fraternité sur l'autel de la liberté.

Bonaparte, pour attacher davantage au système de la France la nouvelle république cisalpine, fixa au 14 juillet la solennité de la fédération qui devait en sanctionner l'établissement. Il profita de cette grande fête pour éclairer ses soldats sur les agitations politiques dont la capitale était le théâtre; et, dans le dessein de confondre les deux fédérations dans un même sentiment, il choisit ce jour pour distribuer des drapeaux aux troupes des deux peuples. Elles étaient rangées en carré autour d'une pyramide décorée de trophées, où on lisait les noms des guerriers moissonnés sur le champ de bataille. Ce fut alors que, passant devant les carabiniers de la 11e demi-brigade légère, Bonaparte leur dit : « *Braves*





carabiniers, vous valez trois mille hommes. » Arrivé à la 13ᵉ, qui formait la garnison du château de Vérone : « *Vous voyez*, leur dit-il, *les noms de vos camarades assassinés sous vos yeux dans Vérone; mais leurs mânes doivent être satisfaits : les tyrans ont péri avec la tyrannie.* » Après avoir parlé aux Cisalpins, le général en chef dit aux soldats français :

« SOLDATS !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet ; vous voyez devant vous les « noms de nos compagnons d'armes morts au champ d'honneur pour la liberté « de la patrie. Ils vous ont donné l'exemple : vous vous devez tout entiers à la « république ; vous vous devez tout entiers au bonheur de trente millions de « Français ; vous vous devez tout entiers à la gloire de ce nom, qui a reçu un « nouvel éclat par vos victoires.

« Soldats ! je sais que vous êtes profondément affectés des malheurs qui me- « nacent la patrie ; mais la patrie ne peut courir de dangers réels. Les mêmes « hommes qui l'ont fait triompher de l'Europe coalisée sont là. Des montagnes « vous séparent de la France, vous les franchirez avec la rapidité de l'aigle, s'il « le fallait, *pour maintenir la constitution*, défendre la liberté, protéger le gou- « vernement et les républicains.

« Soldats ! le gouvernement veille sur le dépôt des lois qui lui est confié. Les « royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquié- « tude, et jurons par les mânes des héros morts à côté de nous pour la liberté, « jurons sur nos nouveaux drapeaux, *guerre implacable aux ennemis de la répu- « blique et de la constitution de l'an* III. »

Ce serment fut prêté avec d'unanimes acclamations. Les généraux et les officiers se réunirent dans un banquet où furent portés les toasts les plus énergiques. Le général en chef donna l'exemple, et élevant la voix, dit : « Aux « braves Stengel, Laharpe, Dubois, morts au champ d'honneur ! Puissent leurs « mânes veiller autour de nous, et nous garantir des embûches de nos enne- « mis ! » Des toasts furent successivement portés à la constitution de l'an III, au Directoire, au Conseil des Anciens, aux Français assassinés dans Vérone, à l'union des républicains, à la destruction du club de Clichy.

Bonaparte fit entrer ainsi l'armée dans les intérêts politiques de la patrie ; ce fut le premier pas vers le gouvernement militaire. Dans l'enthousiasme qu'avait inspiré cette proclamation, on vota et on signa par divisions une foule d'adresses énergiques au Directoire et aux Conseils. Dès ce moment, l'armée devint un pouvoir de l'état, et Bonaparte un souverain dans l'armée

Le sejour de Bonaparte à Montebello dura quatre mois; pendant ce temps il aplanit toutes les difficultés politiques de sa position en Italie par des fondations d'états et par des traités, quand il fut tout à coup entraîné à porter toute son attention sur ce qui se passait en France.





CHAPITRE XIII.

1797.

Événements de fructidor. — Mort du général Hoche. — Traité de Campo-Formio. — Bonaparte part pour Radstadt.



Le Directoire, depuis sa création, était en butte à trois sortes de conspirations, qui, pendant tout le cours de son existence, ne cessèrent de lutter contre lui ; l'une ourdie par les hommes de 93 ; l'autre par les royalistes ; et enfin la troisième, héritière des principes de la Gironde, composée des philosophes politiques de Clichy, prétendait conserver l'arche sainte de la liberté établie par l'Assemblée Législative. Tous les partis étaient arrivés à un de ces moments critiques qui exigent une action décisive. Le renouvellement du tiers dans les deux Conseils y avait introduit de nouveaux adversaires du Directoire. Pichegru avait été porté par acclamation à la présidence des Cinq-

Cents; il dirigeait la faction contre-révolutionnaire. Ce général, trahissant tous ses devoirs, avait traité avec les royalistes, qui espéraient aussi attirer à eux Moreau, dont la gloire et le patriotisme avaient été un moment obscurcis par d'injurieux soupçons. Les généraux Willot et Lajolais, complices de Pichegru, s'étaient également fait nommer députés. La division siégeait dans le Directoire même, et Letourneur venait d'y être remplacé par Barthélemy. Les tribunes du Corps-Législatif et les feuilles périodiques harcelaient incessamment le gouvernement, s'efforçant d'accoutumer les esprits à l'idée d'un grand changement, en renouvelant avec audace le procès de la révolution. Les royalistes agirent avec leur gaucherie accoutumée, attaquant tout à la fois le Directoire, la révolution et le général Bonaparte lui-même. On osa calomnier jusqu'à ses succès, comme pour irriter ce qu'il y a de plus irritable, une armée triomphante. On a vu avec quel à-propos Bonaparte, s'emparant du ressentiment qu'une telle ingratitude inspirait à ses soldats, les avait représentés comme une puissance qui n'attendait que son signal pour aller venger à Paris la liberté. Cependant ce n'était pas dans la seule intention de le sauver qu'il faisait ainsi déclarer son armée en faveur du Directoire; il voulait surtout combattre la contre-révolution, qui, toujours fomentée par le cabinet britannique, retenait encore, malgré les préliminaires de Léoben, le cabinet autrichien dans des délais suspects pour la conclusion de la paix.

Dans de telles circonstances, il était naturel que des vœux et même des propositions fussent adressés à celui qui occupait toutes les trompettes de la Renommée, et qu'on le pressât même de venir remplacer un pouvoir dont la chute semblait prochaine. Ces instances, et le désir qu'elles exprimaient, ne furent pas inconnus au directeur Carnot, dont une lettre au général Bonaparte se terminait ainsi: « On vous prête mille projets plus absurdes les uns que les autres; « on ne peut pas croire qu'un homme qui a fait de si grandes choses puisse se ré- « duire à vivre en simple citoyen. Quant à moi, je crois qu'il n'y a que Bona- « parte redevenu simple citoyen qui puisse laisser voir le général Bonaparte « dans toute sa grandeur. » On ne saurait affirmer que ce dernier eût trouvé sa sûreté dans une condition privée. Toutefois, il sentit qu'il fallait être le héros de la France entière, et non le chef d'une faction, pour tenter une semblable entreprise. Il voulut sans doute aussi, pour les discréditer davantage, laisser aux gouvernants l'essai d'une révolution contre la représentation nationale. Il jugea d'ailleurs que le Directoire, tout déconsidéré qu'il était aux yeux de tous les partis, constituait cependant un pouvoir légal, tandis que lui ne serait qu'un usurpateur armé, responsable de la sédition militaire qu'il aurait excitée. Quelle qu'ait été sa raison déterminante, il agit avec prudence, et sut attendre.

Le Directoire ayant demandé un général à Bonaparte, celui-ci lui envoya Augereau, républicain violent, homme d'exécution, et dont il saisissait avec joie l'occasion de se délivrer. L'arrivée d'Augereau à Paris éloigna du théâtre

des affaires, où l'anxieté du Directoire l'avait secrètement appelé, le général Hoche. Politique habile et grand militaire, avide de renommée, jeune et adoré des troupes, Hoche était, parmi tous les généraux du temps, le rival le plus dangereux pour Bonaparte.



Bonaparte n'avait rien à craindre du général Augereau, dont il connaissait la nullité politique; il l'avait rendu porteur de son adhésion et de celle de son armée à toutes les mesures que le Directoire croirait devoir adopter pour sa conservation. Augereau prit le commandement de la 17e division militaire, et réunit sous ses ordres toutes les troupes du rayon constitutionnel. Le 4 septembre (18 fructidor), la majorité du Directoire, formée de Barras, Rewbell et La Reveillière-Lepaux, frappa le coup d'état qu'elle méditait depuis deux mois; leurs collègues furent les premiers proscrits; mais Carnot, prévenu à temps, put se sauver à Genève; Barthélemy seul fut arrêté. Dans le même instant, Augereau,

qui, la nuit, s'était emparé militairement de la salle des Conseils, protégeait l'arrestation à domicile des généraux Pichegru et Willot, de cinquante des principaux membres des deux Conseils, et de cent cinquante autres individus, presque tous écrivains politiques et journalistes. Telle fut la journée du 18. Le lendemain, le même triumvirat osait condamner, sans aucune forme de procès, au supplice de la déportation dans les marais pestilentiels de Sinnamary, les directeurs Barthélemy et Carnot, dont le bannissement ne pouvait légalement être décrété que par un jugement des deux Conseils. La même peine fut prononcée contre Portalis, Tronçon-Ducoudray, Lafon-Ladébat, Muraire, Barbé-Marbois, Benezech, Pastoret, le général Dumas, l'amiral Villaret-Joyeuse, et beaucoup d'autres. Du moment où le triumvirat se fut mis en dehors de la constitution, il devint justiciable de cette armée qu'il avait rendue complice de son coup d'état. Il savait bien qu'il sacrifiait la liberté à son salut, en décimant ainsi la représentation nationale; mais il devait aussi penser que, par cet acte de violence inouï même dans les fastes de la Convention, il donnait un gage contre lui à tout général qui aurait l'appui des soldats.

Si cet acte violent ne profita qu'à un parti, ce ne fut pas la faute de Bonaparte, qui, occupé à défendre les intérêts de la France contre l'étranger, n'avait appuyé le gouvernement que parce qu'il sentait le besoin d'enlever à nos ennemis toute espérance d'un prochain bouleversement dans l'intérieur de la république; d'ailleurs, ce que Bonaparte voulait et attendait du gouvernement, après le 18 fructidor, il l'a nettement exprimé dans une lettre adressée le 26 du même mois à un des ministres du Directoire, Talleyrand : «Que l'on ait de l'é-« nergie sans fanatisme, des principes sans démagogie, de la sévérité sans cruauté ;
« que l'on cesse d'être faible, tremblant; que l'on n'ait pas honte, pour ainsi dire,
« d'être républicain; que l'on balaie de la France cette horde d'esclaves conjurés
« contre nous, et le sort de l'Europe est décidé. Que le gouvernement, les ministres,
« les premiers agents de la republique, n'écoutent que la voix de la postérité. »

Le premier soin du Directoire devait être de remplacer ses deux membres, Carnot et Barthélemy. Rewbell et La Réveillière, dont le dernier événement avait singulièrement augmenté l'influence, ne voulaient pas qu'on pût les accuser d'avoir exclu deux de leurs collègues pour rester maîtres du gouvernement : ils exigèrent donc que l'on demandât sur-le-champ au Corps Législatif la nomination de deux nouveaux directeurs. Ce n'était point l'avis de Barras, et encore moins d'Augereau. Ce général était enchanté de la journée du 18 fructidor, qu'il avait si bien conduite. En se mêlant aux événements, il avait pris goût à la politique et au pouvoir, et avait conçu l'ambition de siéger au Directoire. Il voulait que les trois directeurs, sans demander des collègues au Corps Législatif, l'appelassent à siéger auprès d'eux. On ne satisfit point à cette prétention, et il ne lui resta d'autre moyen, pour devenir directeur, que d'obtenir la majorité dans les Conseils. Mais il fut encore déçu dans cet espoir : Merlin (de

Douai, ministre de la justice, et François de Neufchâteau, ministre de l'intérieur, l'emportèrent d'un assez grand nombre de voix.

Mécontent de Moreau, le Directoire avait résolu de le rappeler, quand il reçut de lui une lettre qui fit la plus grande sensation. Moreau avait saisi, lors du passage du Rhin, les papiers du général Kinglin, et y avait trouvé toute la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé. Il avait tenu cette correspondance secrète; mais il se décida à la faire connaître au gouvernement au moment du 18 fructidor. Il prétendit s'être décidé avant la connaissance des événements du 18, et afin de fournir au Directoire la preuve dont il avait besoin pour confondre des ennemis redoutables. Mais on assure que Moreau avait reçu, par le télégraphe, la nouvelle des événements dans la journée même du 18, qu'alors il s'était hâté d'écrire, pour faire une dénonciation qui ne compromettait pas Pichegru plus qu'il ne l'etait, et qui le déchargeait lui-même d'une grande responsabilité. Quoi qu'il en soit de ces différentes suppositions, il est clair que Moreau avait gardé longtemps un secret important, et ne s'était décidé à le révéler qu'au moment même de la catastrophe. Tout le monde sut que, n'etant pas assez républicain pour dénoncer son ami, il n'avait pas été cependant ami assez fidele pour garder le secret jusqu'au bout. Son caractère politique parut là ce qu'il était, c'est-à-dire faible, vacillant et incertain. Le Directoire l'appela à Paris pour rendre compte de sa conduite. En examinant cette correspondance, il y trouva la confirmation de tout ce qu'il avait appris sur Pichegru, et dut regretter de n'en avoir pas eu connaissance plus tôt. Il trouva aussi dans ces papiers la preuve de la fidélité de Moreau à la république, mais il le punit de sa tiédeur et de son silence en lui ôtant son commandement, et en le laissant sans emploi à Paris.

Hoche, qui était toujours à la tête de son armée de Sambre-et-Meuse, fut comblé de joie par la nouvelle du 18 fructidor; le Directoire, pour récompenser son dévouement, réunit les deux grandes armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin en une seule, sous le nom d'armée d'Allemagne, et lui en donna le commandement. C'était le plus vaste commandement de la république. Malheureusement, la santé du jeune général ne lui permit guère de jouir du triomphe des patriotes et du témoignage de confiance du gouvernement. Depuis quelque temps, une toux sèche et fréquente, des convulsions nerveuses, alarmaient ses amis et ses médecins. Un mal continu consumait ce jeune homme, naguère plein de santé, et qui joignait à ses talents l'avantage de la beauté et de la vigueur la plus mâle. Malgré son état, il s'occupait d'organiser en une seule les deux armées dont il venait de recevoir le commandement, et il songeait toujours à son expédition d'Irlande, dont le Directoire voulait faire un moyen d'épouvante contre l'Angleterre. Mais sa toux devint plus violente vers les derniers jours de fructidor, et il commença à souffrir des douleurs insupportables. On souhaitait qu'il suspendît ses travaux, mais il ne le voulut

pas. Il appela son médecin, et lui dit : *Donnez-moi un remède pour la fatigue, mais que ce remède ne soit pas le repos.* Vaincu par le mal, il se mit au lit le premier jour complémentaire de l'an V (17 septembre), et il expira le lendemain, au milieu des douleurs les plus vives. L'armée fut dans la consternation, car elle adorait son jeune général.



Cette nouvelle se répandit avec rapidité, et vint affliger tous les républicains qui comptaient sur les talents et sur le patriotisme de Hoche. Le bruit d'empoisonnement se répandit sur-le-champ; on ne pouvait pas croire que tant de jeunesse, de force, de santé, succombassent par un accident naturel. L'autopsie fut faite; l'estomac et les intestins furent examinés par la Faculté, qui les trouva remplis de taches noires, et qui, sans déclarer les traces du poison, parut du moins y croire. On attribua l'empoisonnement au Directoire, ce qui était absurde, car personne au Directoire n'était capable de ce crime, étranger à nos mœurs, et personne surtout n'avait intérêt à le commettre. Hoche, en effet, était l'appui le plus solide du Directoire, soit contre les royalistes, soit contre l'ambitieux vainqueur de l'Italie. On supposa avec plus de vraisemblance qu'il avait été empoisonné dans l'Ouest. Son médecin crut se souvenir que l'altération de sa santé datait de son dernier séjour en Bretagne, lorsqu'il alla s'y embarquer pour l'Irlande. On imagina, du reste sans preuve, que le jeune général avait été empoisonné dans un repas qu'il avait donné à des personnes de tous les partis pour les rapprocher.





Le Directoire lui fit faire des obsèques magnifiques; elles eurent lieu au Champ-de-Mars, en présence de tous les corps de l'état, et au milieu d'un concours immense de peuple. Une armée considérable suivait le convoi; le vieux père du général conduisait le deuil. Cette pompe fit une impression profonde, et fut une des plus belles de nos temps héroïques.

La brusque et inattendue journée du 18 fructidor avait singulièrement déjoué les espérances de contre-révolution que l'Autriche nourrissait depuis la signature des préliminaires de Léoben. Effrayée du succès de la puissance républicaine, l'Autriche s'empressa d'envoyer le comte de Cobentzel à Udine, muni de pleins pouvoirs; de son côté, Bonaparte se rendit à Passeriano, à quatre lieues d'Udine. Là, le 26 septembre, s'entama la négociation avec le comte de Cobentzel : il se présentait assisté du marquis de Gallo, du comte de Meerweldt, et du baron d'Engelmann; Bonaparte était seul. Les principales bases de la paix étaient : 1° les limites du Rhin pour la France; 2° Venise et les limites de l'Adige pour l'empereur; 3° Mantoue et les limites de l'Adige pour la république cisalpine. Le comte de Cobentzel demandait, au lieu de la ligne de l'Adige, celle du Mincio : *C'est là notre ultimatum*, disait-il; *car si l'empereur mon maître consent à vous donner les clefs de Mayence, la place la plus forte de l'univers, ce serait un acte déshonorant s'il ne les échangeait pas contre les clefs de Mantoue.* » Mais il n'y avait point de parité entre Mantoue et Mayence. Et, comme le plénipotentiaire autrichien s'obstinait à soutenir cette proposition comme étant l'ultimatum de sa cour, il fallut s'en remettre au sort des armes. Bonaparte, qui n'était pas homme à se soumettre à l'ultimatum de l'Autriche, donna l'ordre à ses troupes de passer la Piave et d'occuper la rive droite de l'Isonzo. Les Autrichiens, de leur côté, campèrent sur la Drave. *On conférait*, dit Bonaparte, *au bruit du tambour.* Le 16 octobre, les paroles furent tellement vives à Udine, chez le comte de Cobentzel, que Bonaparte se leva et lui dit : « *Eh bien! la trêve est donc rompue et la guerre déclarée; mais souvenez-vous qu'avant la fin de l'automne je briserai votre monarchie comme je brise cette porcelaine.* » A ces mots, il jeta sur le parquet un cabaret de porcelaine que Catherine II avait donné au comte de Cobentzel, salua le congrès, et retourna à Passeriano. L'action était un peu violente dans une occasion aussi grave; peut-être fut-il entraîné à ce mouvement de colère par la menace que le comte de Cobentzel venait de lui faire, de joindre l'armée russe à l'armée autrichienne. En montant en voiture, il envoya un officier prévenir l'archiduc Charles que les hostilités recommenceraient dans vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel l'ayant appris, dépêcha sur les traces de Bonaparte le marquis de Gallo, en le rendant porteur d'un acte signé par lequel il acceptait les conditions de la France. Le lendemain, 17 octobre, le traité fut conclu chez le général Bonaparte, à Passeriano, bien qu'il ait été daté de Campo-Formio, village situé entre Udine et Passeriano, et qui avait été

déclare neutre. Ce fut en rédigeant le premier article du traité, que le secrétaire ayant mis : *L'empereur d'Allemagne reconnait la république française*, Bonaparte lui dit : « *Effacez cet article : la république française est comme le soleil ; est aveugle qui ne la voit pas. Le peuple français est maître chez lui ; il a fait une république, peut-être demain fera-t-il une aristocratie, après-demain une monarchie; c'est son droit imprescriptible ; la forme de son gouvernement n'est qu'une affaire de loi intérieure.* »

Cette grande campagne fit signer à l'empereur, sur les débris de six armées autrichiennes, et en dehors des portes de sa belle Italie, une convention par laquelle il reconnaissait comme limites naturelles de la France, le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, l'Océan; l'existence politique de la république cisalpine, et la cession du Brisgaw au margrave de Bade, ce qui éloignait les frontières des États héréditaires de la maison d'Autriche des frontières de la France. Le traité soumit encore à la république l'archipel vénitien. Enfin, à Radstadt, où devait se négocier la paix de l'Europe, une stipulation militaire entre le général Bonaparte et le comte de Cobentzel allait enclaver dans la nouvelle ligne du Rhin la grande forteresse de Mayence, le territoire prussien et les États laïques et ecclésiastiques situés sur la rive gauche. Quant à l'Autriche, elle recevait Venise, l'Istrie, la Dalmatie et les provinces de Terre-Ferme jusqu'à l'Adige. Elle devait, en outre, être indemnisée en Allemagne de tout ce que la Prusse perdrait sur la rive gauche du Rhin. Tel fut l'arrêt diplomatique qui présida aux clauses du traité de Campo-Formio, dont il résulta trois millions cinq cent mille habitants pour la succursale de la république française en Italie, la république cisalpine, quatre millions de plus pour la France, deux pour l'Autriche. Le général Bonaparte chargea Berthier, chef d'état-major, et le savant Monge, de porter à Paris le traité au Directoire. L'un représentait l'armée, l'autre les sciences ; c'était rendre en même temps hommage à la patrie des arts et à la valeur nationale.

Enfin, le 15 novembre, Bonaparte ayant totalement terminé en Italie sa mission politique et militaire, prit congé de ses soldats par la proclamation suivante :

« SOLDATS !

« Je pars demain pour me rendre à Radstadt : en me trouvant séparé de « l'armée, je ne serai consolé que par l'espoir de me revoir bientôt avec vous, « luttant contre de nouveaux dangers. Quelque poste que le gouvernement « assigne à l'armée d'Italie, nous serons toujours les dignes soutiens de la « liberté et du nom français. Soldats, en vous entretenant des princes que nous « avons vaincus, des peuples qui nous doivent leur liberté, des combats que

« nous avons livrés, en deux campagnes, dites-vous : *Dans deux campagnes*
« *nous aurons plus fait encore.* »

Tels furent les adieux de Bonaparte à l'illustre armée d'Italie.





CHAPITRE XIV.

1798.

Congrès de Radstadt. — Retour de Bonaparte à Paris. — Sa réception solennelle au Luxembourg. — Affaire de Bernadotte à Vienne. — Départ de Bonaparte pour Toulon.



BONAPARTE quitta Milan, franchit le Mont-Cenis, et se dirigea sur Radstadt par Genève et le pays de Vaud, où on lui rendit des hommages publics en souvenir de l'indépendance qu'il avait fait donner aux Valtelins : de jeunes filles, habillées aux trois couleurs, lui présentèrent des couronnes. Partout était inscrite cette maxime si chère aux Vaudois : *Un peuple ne peut être sujet d'un autre peuple.* Le canon tirait dans les villes où il passait. Arrivé à Radstadt, il y fut reçu par les plénipotentiaires Treilhard et Bonnier. L'empire avait trois représentants au congrès

Tous les princes d'Allemagne y avaient aussi leurs fondés de pouvoirs. La Suède paraissait en qualité de médiatrice et de garant du traité de Westphalie ; elle n'avait pas été heureuse dans le choix de son ambassadeur, le comte de Fersen, ex-colonel du régiment français Royal-Suédois, si connu par son opposition à la révolution. Après une première entrevue, le général Bonaparte lui défendit de reparaître devant lui. De grandes difficultés s'annonçaient par la foule des plaintes et des demandes que formaient les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin. Déjà fatigué de la perspective des obstacles qui devaient à chaque pas entraver la négociation à laquelle il présidait au nom de la France, Bonaparte se hâta de conclure la convention pour la remise de Mayence aux troupes de la république, et pour la remise de Palma-Nova et de Venise aux troupes autrichiennes. Après avoir échangé les ratifications du traité de Campo-Formio, il déclara à Treilhard et à Bonnier qu'il regardait sa mission comme finie, partit de Radstadt, traversa la France incognito, et le 5 décembre il arriva à Paris, où il descendit dans sa petite maison de la rue Chantereine, que, par une délibération spontanée, le corps municipal appela rue *de la Victoire* (1).

Jaloux d'honorer le héros pacificateur, le Conseil des Anciens avait manifesté l'intention de lui faire décerner, à titre de récompense nationale, le domaine de Chambord et un grand hôtel à Paris ; mais le Directoire voulut se charger seul du témoignage de la reconnaissance publique, quoiqu'il commençât à s'effrayer de cette puissance née de la gloire, à laquelle il se sentait soumis lui-même. Toute sa politique se réfugia dans une fête extraordinaire, triomphale, inusitée, dont la pompe excessive montra toute autre chose que de la grandeur. La remise du traité par Bonaparte servit de prétexte à cette fête. Elle eut lieu le 10 décembre (20 frimaire), au palais du Luxembourg, en présence des ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Sardaigne, de Prusse, de Danemarck, de la Porte-Ottomane, des ministres des républiques batave, cisalpine, helvétique, ligurienne, genévoise, et des envoyés de Toscane, de Wurtemberg, de Bade, de Francfort, de Hesse-Cassel. La vaste cour du palais fut disposée pour cette solennité, à laquelle aucun édifice public ne pouvait suffire. Les généraux Joubert et Andréossy y tenaient le drapeau donné par le Corps-Législatif à l'armée d'Italie, et qu'ils ramenaient couvert d'inscriptions, où on lisait en lettres d'or les noms de soixante-sept combats, et des dix-huit batailles rangées, ou affaires importantes, dans lesquelles nous avions vaincu, à Montenotte, Millesimo, Mondovi, Lodi, Borghetto, Lonato, Castiglione, Roveredo, Bassano, Saint-George, Fontana-Viva, Caldiero, Arcole, Rivoli, à la Favorite, au Tagliamento, à Tarvis, enfin à Neumarck, pendant les campagnes de 1796 et 1797. Au milieu de la cour s'élevait l'autel de la Patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix. Les drapeaux conquis en Italie se

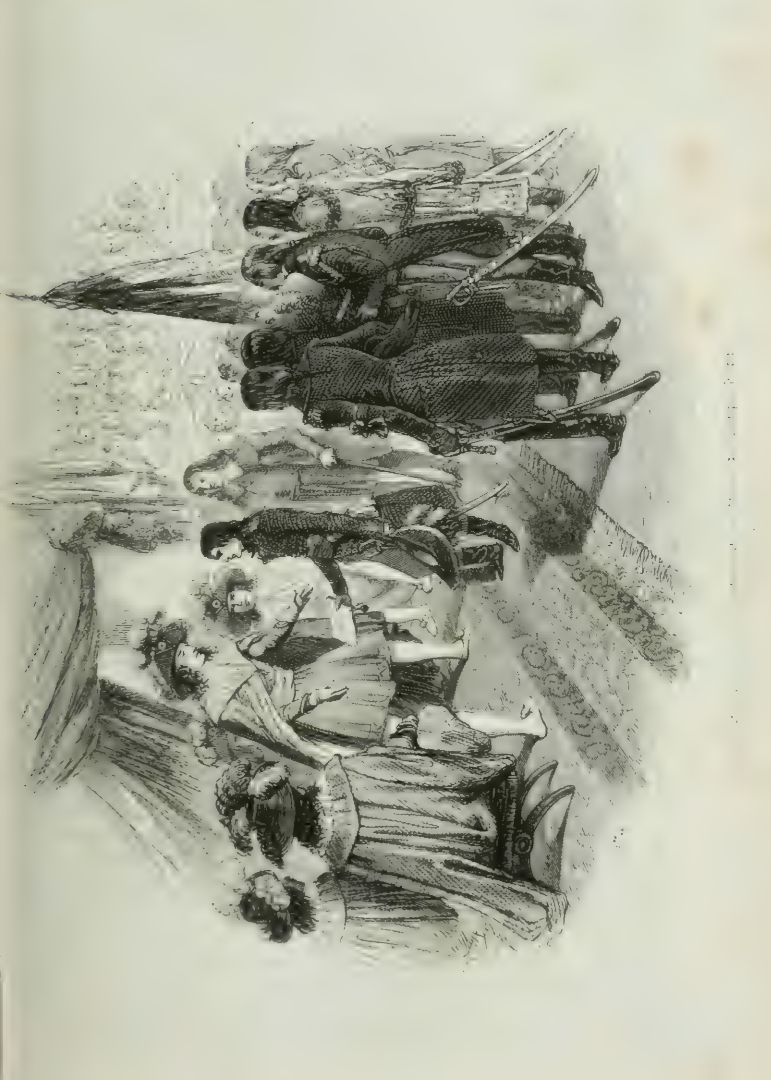
(1) L'inscription nouvelle fut faite pendant la nuit qui suivit son arrivée.

déployaient en forme de dais au-dessus des cinq directeurs. Ceux-ci, drapés en costume antique, avec une magnificence théâtrale, s'éclipsaient, malgré le luxe de leurs vêtements, devant le général Bonaparte, vêtu de l'uniforme de Lodi et d'Arcole, dont la simplicité faisait ressortir le guerrier qui le portait. Son cortége se bornait à quelques officiers de son état-major, couverts, ainsi que lui, de l'habit des champs de bataille. Arrivé près de l'autel, Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures, en présentant Bonaparte au Directoire, lui adressa un discours empreint d'un ardent républicanisme, rempli d'admiration pour le vainqueur, et semé d'éloges pour le gouvernement qui avait su le deviner et le choisir. On y remarquait ce passage : « Ainsi tous les Français ont vaincu en Bonaparte ; « ainsi sa gloire est la propriété de tous ; ainsi il n'est pas un républicain qui ne « puisse en revendiquer sa part. Il est bien vrai qu'il faudra lui laisser ce coup « d'œil qui dérobait tout au hasard, et cette prévoyance qui le rendait maître « de l'avenir, et ces soudaines inspirations qui déconcertaient, par des res- « sources inespérées, les plus savantes combinaisons de l'ennemi, et cet art de « ranimer en un instant les courages ébranlés, sans que lui perdît rien de son « sang-froid, et ces traits d'une audace sublime, qui nous faisaient encore fré- « mir pour ses jours longtemps après qu'il avait vaincu, et cet héroïsme si nou- « veau qui, plus d'une fois, lui a fait mettre un frein à la victoire, alors qu'elle « lui promettait ses palmes triomphales. Tout cela, sans doute, était à lui ; mais « cela encore était l'ouvrage de cet insatiable amour de la patrie et de l'huma- « nité... La France entière sera libre ; peut-être lui ne le sera jamais. Dès ce « moment, un nouvel ennemi l'appelle ; il est célèbre par sa haine profonde « pour les Français, et par son insolente tyrannie envers tous les peuples de la « terre. Que par le génie de Bonaparte il expie promptement l'une et l'autre, « et qu'enfin une paix digne de la gloire de la république soit imposée à « ces tyrans des mers ; qu'elle venge la France, et qu'elle rassure le monde. »

Ce discours, quoique propre à frapper les esprits, ne fut écouté qu'avec une vive impatience : on voulait que le héros parlât ; et dès qu'il eut manifesté l'intention de prendre la parole, un silence religieux régna dans l'assemblée. Bonaparte s'avança, remit au président le traité de Campo-Formio, et prononça d'un ton ferme la courte harangue que voici :

« Citoyens,

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre ; pour ob- « tenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés « à vaincre. La religion, la féodalité, le despotisme, ont successivement, depuis « vingt siècles, gouverné l'Europe ; mais de la paix que vous venez de conclure « date l'ère des gouvernements représentatifs. Vous êtes parvenus à organiser « la grande nation dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la





« nature en a posé elle-même les limites. Je vous remets le traité de Campo-
« Formio ratifié par l'empereur. Cette paix assure la liberté, la prospérité et
« la gloire de la république. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis
« sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Barras, qui présidait le Directoire, en répondant au général, s'étendit avec beaucoup de chaleur sur le 18 fructidor, que celui-ci avait passé sous silence. En mêlant les éloges de l'armée d'Italie à ceux du grand capitaine : « La nature,
« dit-il, a épuisé toutes ses richesses pour le créer : Bonaparte a médité ses con-
« quêtes avec la pensée de Socrate ; il a réconcilié l'homme avec la guerre. »
Barras invitait ensuite Bonaparte à aller planter l'étendard tricolore sur la tour de Londres. Cette partie de son discours exprimait la haine la plus prononcée contre l'Angleterre, avec un luxe de paroles et de déclamations qui sentait le rhéteur, et convenait mal au chef d'un gouvernement. Le général Joubert et le chef de brigade Andréossy, présentés par le ministre de la guerre, reçurent à leur tour les félicitations du Directoire ; mais le véritable sujet de tous les éloges, les triomphes de Bonaparte, remplissait tous les cœurs.

Le Corps-Législatif donna aussi une fête au vainqueur de l'Autriche. Mais la plus brillante fut, sans contredit, celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand. La belle cantatrice Grassini y chanta en l'honneur des victoires dont elle était elle-même un trophée. Les lettres, les arts, déposaient leurs tributs aux pieds du héros de la patrie. L'Institut choisit Bonaparte pour remplacer Carnot, proscrit au 18 fructidor. Le royaliste Bonald lui offrit son livre, et le républicain David son pinceau. Le peintre voulut le représenter à cheval au pont d'Arcole ou de Lodi : «*Non*, répondit Bonaparte, *j'y servais avec toute l'armée. Représentez-moi de sang-froid sur un cheval fougueux.*» L'enthousiasme exaltait toutes les têtes. Le cri *vive Bonaparte!* était devenu un cri patriotique.

Le Directoire aurait voulu que Bonaparte allât reprendre au congrès de Radstadt la conduite des négociations ; mais le général de l'armée d'Italie n'était pas disposé à laisser exiler dans une semblable mission sa fortune et sa popularité. Plus occupé que jamais des moyens de faire agréer le projet qu'il avait conçu, depuis plusieurs mois, d'une expédition en Égypte, il partit cependant pour inspecter les troupes qui occupaient, sous le nom d'armée d'Angleterre, la Normandie, la Picardie et la Belgique. De cette manière il trompa l'inquiète observation du cabinet anglais. On doit rapporter à l'excursion qu'il fit en Belgique l'origine de ces grands établissements maritimes que la France lui a dus, et qui seuls auraient suffi pour illustrer son règne. Bonaparte visita Anvers. Il a dit lui-même, depuis, que le canal de Saint-Quentin, ouvert sous le consulat, fut un des résultats de son voyage, et qu'il remarqua également alors la supériorité que la marée donnait au port de Boulogne sur celui de Calais, pour une descente en Angleterre. Tous les chantiers de nos ports retentissaient d'immenses prépa-

ratifs ; le public accueillait avec le plus grand enthousiasme cette expédition illusoire, à la tête de laquelle paraissait l'invincible Bonaparte.

Tandis que les plénipotentiaires français négociaient à Radstadt, le Directoire mettait en mouvement deux armées : l'une en Suisse, pour appuyer l'indépendance du pays de Vaud, dont il dirigeait les mécontentements ; l'autre sur Rome, moins dans le dessein de punir les auteurs de la mort du général Duphot, tué dans



une émeute, devant le palais et sous les yeux de Joseph Bonaparte, ambassadeur de France, qu'afin de détruire le pouvoir du pape, dont la conservation avait été vivement reprochée au général en chef. Il s'était d'ailleurs formé à Rome, et notamment depuis la prise de Mantoue, un parti républicain qui voulait, à l'exemple des autres républiques de l'Italie, relever, sous la protection de la France, l'autel de la liberté. Le 25 juin 1798, le pays de Vaud se constitua en république indépendante, et le duché d'Urbin, légation papale, se donna à la république cisalpine.

Jamais, peut-être, une grande nation qui vient de conquérir son indépendance ne fut dans une situation plus belle que ne l'était alors la république française. Invulnérable par sa nature, peut-être eût-elle consolidé la révolution, si le Directoire avait eu la conscience de sa force et la probité que devait lui inspirer son triomphe : mais il ne s'attachait qu'à faire jaillir la guerre de l'œu-

vre de la paix. Un événement dont on lui attribuait alors la cause, tant ses vues hostiles étaient peu dissimulées, fut au moment de rappeler l'Autriche et la France sur le champ de bataille. Bernadotte, ambassadeur à Vienne, où la haine contre les Français était dégénérée en passion populaire, avait, par l'ordre du Directoire, arboré tout à coup, après plusieurs semaines de résidence, sur la porte du palais de France, le drapeau tricolore, surmonté du bonnet rouge et accompagné de l'inscription : *Liberté, égalité.* Cette innovation, dont cependant le principe trouvait sa consécration dans les habitudes diplomatiques, sembla au peuple de Vienne une provocation ou un abus de la victoire. L'hôtel de Bernadotte fut assailli par la populace, et les insignes de la république arrachés et foulés aux pieds. Le caractère de l'ambassadeur parut tellement compromis, qu'il se hâta de quitter Vienne, et que le Directoire s'empressa de demander une réparation, dont *l'ultimatum* portait ou la guerre ou la paix. Appelé dans un conseil convoqué pour délibérer sur cette affaire, Bonaparte refusa de prendre le commandement de l'armée d'Allemagne ; il voulait aller conquérir l'Égypte. Mais il se chargea de correspondre à ce sujet avec le comte de Cobentzel, qui avait ordre de sa cour de conjurer l'orage et d'entamer des négociations.

La France apprend tout à coup que trente mille hommes et dix mille marins sont réunis dans les ports de la Méditerranée, qu'un armement immense se fait à Toulon. Treize vaisseaux de ligne armés en guerre, deux en flûte, quatorze frégates, quatre cents bâtiments de transport, sont équipés pour conduire a une destination inconnue cette nombreuse armée, dont les généraux appartiennent déjà par de hauts faits d'armes à la gloire de la France, et la plupart a celle du vainqueur de l'Italie. Au nombre de ces généraux on compte Berthier, Caffarelli, Kléber, Desaix, Reynier, Lannes, Damas, Murat, Andréossy, Belliard, Menou, le mulâtre Dumas, Baraguay-d'Hilliers, Vaubois, Bon, Dugua, Dommartin et Zayonscheck. La flotte obéit à cet amiral Brueys qui commandait dans l'Adriatique pendant la campagne d'Italie, et aux contre-amiraux Villeneuve, Duchayla, Decrès et Gantheaume. On se demande pourquoi la commission des arts et des sciences envoie à Toulon cent de ses membres pris dans chacune de ses classes : est-ce un nouvel état que la France veut fonder? où va-t-elle en même temps porter sa liberté et sa civilisation? On parlait également alors de la Grèce, de l'Inde, de l'Égypte.

Bonaparte a composé son état-major : il prend pour aides-de-camp son frère Louis, Eugène Beauharnais, Duroc, Croizier, Julien, Lavallette, le fils du directeur Merlin, et le brave Sulkowski, noble Polonais, qui s'est voué à la fortune du grand capitaine. Des convois partis de Gênes, de Civita-Vecchia, de Bastia, ont reçu l'ordre de rallier la flotte de Toulon. Bonaparte a tout proposé, les places de l'armement, les lieux de la réunion des troupes, les points de la descente ; les projets futurs de la mystérieuse expédition sont son ou-

vrage ; rien n'a été oublié pour la faire réussir. On assure même que Barras, qui souhaite peut-être plus qu'aucun autre de ses collègues l'éloignement du vainqueur de vendémiaire, a tout écrit sous la dictée de Bonaparte. Enfin, le ministre Talleyrand doit, après le départ de l'armée, aller en ambassade extraordinaire à Constantinople, afin d'amener la Porte à agréer les motifs de l'entreprise, et dans le but de l'intéresser à s'unir à la France, qui veut briser le joug de la domination britannique sur le commerce de l'Inde et de la Méditerranée ; cette mission est la condition principale du commandement accepté par le général Bonaparte, et le Directoire s'est engagé à la tenir. Tous les obstacles sont aplanis. Bonaparte n'a plus à vaincre que les lenteurs dont le Directoire semble s'étudier à entraver ses desseins. Aussi, fatigué de ce système de tergiversations qui le retient à Paris, il ne peut contenir ses ressentiments, et il exige impérieusement son départ au Luxembourg. Dans une de ces conférences orageuses, il menace de donner sa démission, et le directeur Rewbell, lui présentant une plume, lui dit froidement «*Signez-la, général.*» Telle était la position respective du Directoire et de Bonaparte, quand arriva la nouvelle de l'outrage fait à l'ambassadeur Bernadotte.

Cette misérable aventure, qui pouvait anéantir le grand ouvrage de Campo-Formio, acheté au prix de tant de victoires et de sacrifices, et annuler le projet de la conquête de l'Egypte, n'eut pas de suite. Enfin l'horizon politique paraissant tout-à-fait éclairci, Bonaparte se mit en route pour Toulon.

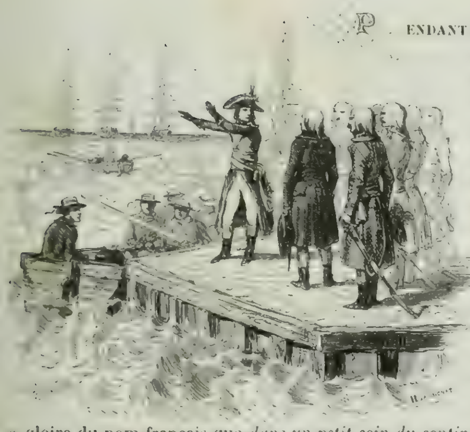




CHAPITRE XV.

1798-1799.

Expédition d'Égypte



PENDANT son séjour à Passeriano, Bonaparte avait adressé à l'escadre de l'amiral Brueys, stationnée dans la mer Adriatique, cette allocution prophétique : « Camarades, « dès que nous aurons pacifié le continent, *nous nous* « *réunirons à vous* « *pour conquérir la* « *liberté des mers.* « Sans vous, nous ne « pouvons porter la « gloire du nom français que *dans un petit coin du continent*. Avec vous, nous « traverserons les mers, et la gloire nationale *verra les régions les plus éloi-* « *gnées.* » Ces paroles exprimaient le dessein d'aller renouveler dans l'Inde la

gloire d'Alexandre, ou plutôt d'aller y détruire la puissance britannique. C'était sous l'empire de cette inspiration gigantesque que Bonaparte entrait dans Toulon, le 9 mai 1798. Un discours brusque et énergique salua ses braves de l'armée d'Italie. Au moment de mettre à la voile, il leur dit :

« SOLDATS,

« Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre ; vous avez fait la guerre « des montagnes, des plaines et des siéges, il vous reste à faire la guerre maritime « Les légions romaines, que vous avez quelquefois imitées, mais pas encore éga- « lées, combattaient Carthage, tour à tour sur cette même mer et aux plaines « de Zama ; la victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles « furent braves, patientes à supporter la fatigue, disciplinées, et unies entre « elles.... Soldats, matelots, vous avez été jusqu'à ce jour négligés ; aujourd'hui « la plus grande sollicitude de la république est pour vous ; le génie de la liberté, « qui a rendu, dès sa naissance, la république arbitre de l'Europe, *veut qu'elle « le soit des mers et des nations les plus lointaines.* » Voila comment l'armée apprit de son général qu'elle allait cueillir de nouveaux lauriers au-delà des mers ; mais quelles mers devait-elle franchir, de quelles régions devait-elle s'emparer pour obtenir ce que le général lui avait annoncé en ces termes, le jour de son arrivée à Toulon : « Je promets à chaque soldat qu'au retour de l'expédition, « il aura à sa disposition de quoi acheter six arpents de terre. » Les troupes, indifferentes sur les promesses, n'acceptèrent que la part du danger et de la gloire, et s'embarquèrent pleines de joie, avec le chef qui les avait conduites tant de fois à la victoire. Par un hasard singulier, le nom du vaisseau amiral, que montait Bonaparte, contenait tout le secret de l'expédition, il se nommait *l'Orient ;* et le 19 mai, le soleil, qu'on appela si souvent le soleil de Bonaparte, éclaira le majestueux départ de la flotte française. On mit à la voile au bruit du canon, et aux acclamations de toute l'armée. La traversée ne fut pas exempte de périls ; on s'attendait à tout moment à l'apparition des Anglais, qui sillonnaient la mer en tous sens pour nous rencontrer.

Après avoir rallié les trois convois de Gênes, d'Ajaccio et de Civita-Vecchia, le projet de Bonaparte était de se diriger sur Malte, et d'y tenter en passant une entreprise audacieuse, dont il avait préparé le succès de longue main, par des intelligences secrètes. Il voulait s'emparer de cette île, qui, commandant la navigation de la Méditerranée, devenait importante pour l'Egypte, et qui ne pouvait manquer d'échoir aux Anglais, si on ne les prévenait. Le 9 juin, cinq cents voiles françaises se déployèrent à la vue de l'île. Cette vue répandit le trouble dans la ville de Malte. Pour avoir un prétexte de s'arrêter et faire naître un sujet de contestation, Bonaparte demanda au Grand-Maître la faculté de faire de l'eau : on lui répondit que les statuts de l'Ordre ne permettaient pas à

plus de deux vaisseaux étrangers de pénétrer à la fois dans les mouillages de l'île. Bonaparte écrivit qu'une semblable réponse équivalait à une déclaration de guerre ; que les Français n'ignoraient pas la conduite partiale de l'Ordre en faveur des Anglais ; que l'escadre était résolue de recourir à la force ; et, sans perdre de temps, il ordonna à l'amiral Brueys de se préparer à l'attaque des forts qui défendent le port Lavalette.

Les premières menaces de Bonaparte, le développement rapide de ses démonstrations hostiles, répandirent la confusion dans la ville de Lavalette, où nous secondait d'ailleurs un parti qui levait la tête à mesure que le gouvernement laissait éclater sa faiblesse ; le désordre monta à son comble, et deux jours avant la reddition de Malte, quelques chevaliers de la langue de France furent amenés à Bonaparte : « Puisque vous avez pu prendre les armes contre « votre patrie, leur dit-il, il fallait savoir mourir ; je ne veux point de vous « pour prisonniers ; vous pouvez retourner à Malte. » Une courte négociation



suivit l'échange de quelques coups de canon. Le grand-maître Hompesch, gentilhomme allemand, reçut six cent mille francs de Bonaparte, l'assurance d'une pension de trois cent mille francs, et se retira en Allemagne. Telles furent les conditions au moyen desquelles la France entra en possession du premier port de la Méditerranée, et l'un des plus forts du monde. — Il fallait l'ascendant de Bonaparte pour l'obtenir sans combattre ; il fallait son audace pour oser y perdre quelques jours, ayant les Anglais à sa poursuite. Caffarelli-Dufalga, aussi spirituel que brave, en parcourant la place dont il admirait les fortifications, s'écria : *Nous sommes bien heureux qu'il y ait eu quelqu'un ici pour nous ouvrir les portes.* Bonaparte laissa Vaubois à Malte, avec trois mille

hommes de garnison, y plaça Regnault-de-Saint-Jean-d'Angely, en qualité de commissaire civil, et remit sur-le-champ à la voile pour cingler vers la côte d'Égypte. L'essentiel était maintenant de ne pas rencontrer les Anglais; car Nelson ayant appris que les Français avaient paru devant Malte, les suivait, disposé à les attaquer s'il parvenait à les joindre. Sur l'escadre française on était prêt au combat, et la possibilité de voir l'ennemi d'un moment à l'autre était présente à tous les esprits et n'effrayait personne.

Enfin, le 1er juillet, les minarets d'Alexandrie et la tour des Arabes montrèrent à l'armée le but de son voyage. Trois jours auparavant, Nelson, venu inutilement chercher à Alexandrie la flotte française, était reparti de suite pour aller à sa rencontre. Bonaparte l'apprend : aussitôt il ordonne le débarquement : il veut mettre à profit la faveur que la fortune lui accorde; mais tout à coup une voile est signalée : « Fortune! s'écria-t-il, m'abandonnerais-tu? Je ne te « demande que cinq jours. » Cette voile était une frégate de notre escadre qui



rejoignait. Menou, qui devait sortir le dernier de l'Égypte, y descend avant tous ; Bonaparte et Kleber prennent terre ensemble, et le joignent dans la nuit au Marabout, où flotta en Afrique le premier drapeau tricolore. Le général en

chef, impatient de signaler son arrivée, n'attend point la présence des autres divisions : il sait qu'Alexandrie se dispose à une défense, il veut étonner ses nouveaux ennemis par une audace qui leur est inconnue, et s'assurer, par une conquête utile, du moral de sa propre armée. A deux heures du matin, il s'avance sur trois colonnes et commande l'assaut des murailles; elles cèdent à la furie française. Les troupes, malgré l'ordre de Bonaparte, se précipitent dans la ville, qui n'a pas le temps de capituler. La prise d'Alexandrie ne coûta qu'un très-petit nombre de soldats et d'officiers ; Bonaparte les fit enterrer au pied de la colonne de Pompée, et voulut que leurs noms fussent gravés sur ce monument. Toute l'armée assista à cette cérémonie ; elle répandit dans ses rangs l'enthousiasme que le héros d'Italie entretenait par tous les moyens que lui suggéraient son génie et l'habitude d'exercer un irrésistible ascendant sur les autres hommes. Jamais plus habiles proclamations n'avaient été adressées aux soldats français ni aux nations vaincues ; avant de débarquer, il avait dit aux premiers : « Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans ; « leur premier article de foi est celui-ci : Il n'y a d'autre dieu que Dieu, et « Mahomet est son prophète. Ne les contredites pas ; agissez avec eux comme « vous avez agi avec les Juifs, avec les Italiens ; ayez des égards pour leurs « muphtis et pour leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et « pour les évêques. Ayez pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour « les mosquées, la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour « les synagogues, pour la religion de Moïse et celle de Jésus-Christ. Les légions « romaines protégeaient toutes les religions. Vous trouverez ici des usages « différents de ceux de l'Europe : il faut vous y accoutumer. Les peuples chez « lesquels nous allons traitent les femmes différemment que nous ; mais, dans « tous les pays, celui qui viole est un monstre. Le pillage n'enrichit qu'un « très-petit nombre d'hommes ; il nous déshonore, il détruit nos ressources, « il nous rend ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour « amis. La première ville que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre ; « nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs dignes d'exciter l'ému- « lation des Français. »

Il disait aux Musulmans d'Alexandrie : « Depuis trop longtemps les beys « qui gouvernent l'Égypte insultent à la nation française, et couvrent les né- « gociants d'avanies ; l'heure de leur châtiment est arrivée. Depuis trop long- « temps ce ramassis d'esclaves, achetés dans le Caucase et la Géorgie, tyrannise « la plus belle partie du monde ; mais Dieu, de qui tout dépend, a ordonné « que leur empire finît. Peuple de l'Égypte, on vous dira que je viens pour « détruire votre religion ; ne le croyez pas : répondez que je viens vous restituer « vos droits, pour punir les usurpateurs, et que je respecte, plus que les Ma- « melucks, Dieu, son prophète et le Koran. Dites-leur que tous les hommes « sont égaux devant Dieu ; la sagesse, les talents et les vertus mettent seuls

« de la différence entre eux... Y a-t-il une belle terre ? elle appartient aux « Mamelucks. Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une belle mai- « son ? cela appartient aux Mamelucks. Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils mon- « trent le bail que Dieu leur a fait... Cadis, scheicks, imans, dites au peuple « que nous sommes aussi de vrais Musulmans... N'est-ce pas nous qui avons « détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux Musulmans ? « Trois fois heureux ceux qui seront avec nous ! Ils prospéreront dans leur « fortune et dans leur rang. Heureux ceux qui seront neutres ! ils auront le « temps de nous connaître et de se ranger avec nous. Mais malheur, trois « fois malheur à ceux qui s'armeront pour les Mamelucks et combattront « contre nous ! Il n'y aura pas d'espérance pour eux ; ils périront. »

A peine maître d'Alexandrie, Bonaparte imprime au débarquement toute l'activité dont il est dévoré. L'amiral Brueys conduit d'abord l'escadre au mouillage d'Aboukir. Le convoi entre dans le port d'Alexandrie. Quant à l'escadre, elle doit, d'après les ordres donnés à Brueys par le général en chef, être dirigée sur Malte, ou sur Toulon, ou sur Corfou, immédiatement après le débarquement total des munitions de guerre, à moins que le port vieux, où nos vaisseaux seraient en sûreté, n'ait assez d'eau pour les recevoir. Bonaparte, pour qui l'occupation de l'Égypte n'est que la première campagne d'une autre expédition, attache à la conservation et au voisinage de la flotte le succès de ses vastes desseins, qui repose tout entier sur la coopération de l'armée de terre et de l'armée navale. La crainte des Anglais ne permet aucun retard pour l'exécution de ses dispositions, et le pressant besoin de prévenir et d'effrayer les beys prescrit une marche rapide sur le Caire. Le général Desaix se porte aussitôt dans le désert avec sa division, qui formait l'avant-garde, et se dirige sur Damanhour. Mais pendant cette marche de quinze lieues, sur un sable brûlant et stérile, nos troupes, presque entièrement privées d'eau, éprouvèrent des souffrances telles, que Desaix, si difficile à s'émouvoir des plus grands dangers, écrivait au général en chef : « Si l'armée ne passe pas le désert avec toute la rapidité de l'éclair, elle périra. »

L'armée part d'Alexandrie les 5 et 6 juillet ; Bonaparte, quittant cette ville, en laisse le commandement au général Kléber, blessé en montant à l'assaut de ses remparts. Le général Dugua marche d'un autre côté sur Rosette ; il est chargé de s'en emparer et de protéger la flottille française, qui doit suivre la route du Caire sur le bras gauche du Nil, et rejoindre l'armée à Ramanieh.

Bientôt une chaleur accablante, la faim, la soif plus terrible encore, causèrent des maux inouïs à nos soldats ; plusieurs y succombèrent. Pour comble de malheur, le phénomène du mirage, inconnu dans nos contrées, montrait à leurs yeux séduits un lac immense où se réfléchissaient les monticules de sable et toutes les inégalités du terrain. L'illusion du mirage est telle, qu'on s'y trompe toujours ; et comme elle avait lieu principalement dans la matinée, les

Français haletants, épuisés de fatigue, pressaient le pas ; mais ils cedaient de nouveau à l'abattement quand le soleil, dans toute sa force, avait dissipé les eaux imaginaires où ils croyaient trouver un terme à leur douleur. Le sol était



enflammé ; on souffrait un égal supplice à s'arrêter ou à se mouvoir sur ce brasier ardent. La nuit, au lieu d'amener du calme, apportait d'autres tourments : il se répandait une rosée froide qui glaçait les membres et semblait pénétrer jusqu'aux os. Quelle situation pour des hommes accoutumés à faire la guerre sous le délicieux climat de l'Italie ! Aussi le murmure gagna-t-il tous les esprits, et les plus dévoués donnèrent presque des signes de désespoir.

Le 8 juillet, Bonaparte arrive à Damanhour, où l'armée réunie oublie les souffrances du désert et les cris séditieux dont elle a menacé son général. Le 10, à la pointe du jour, le mouvement s'opère sur Ramanieh ; Bonaparte, avec quelques officiers, s'écarte à une certaine distance des différents corps, et ne se trouve pendant quelque temps séparé des Bédouins que par une éminence qui le dérobe à leur vue ; il reconnaît le péril auquel il vient d'échapper, et dit gaiement : « Il n'est point écrit là-haut que je doive être pris par les Arabes. » Enfin, après quelques heures de route, le Nil paraît, avec ses deux rives bordées de riches moissons. Le premier mouvement de nos soldats est de

se précipiter dans le fleuve qui devient aussi un dieu pour les Français. A peine rafraîchis et consolés, ils sont rappelés au drapeau par une attaque de Mamelucks : ils y courent, l'artillerie du général Desaix disperse l'ennemi. Bonaparte ordonne un repos à Ramanieh pour attendre sa flottille, où sont les provisions. L'armée, délassée et satisfaite, se met en marche dans la nuit, avec l'espoir de livrer la bataille qui doit lui ouvrir la capitale de sa future conquête. La flottille nous suit, elle vogue sous le pavillon du chef de division Perrée. Le général Andréossy est à bord, ainsi que le général Zayonscheck ; ils commandent l'artillerie et les troupes à cheval non montées. La violence des vents entraîne tout à coup la flottille française au-delà de la gauche de l'armée, et la pousse en présence de la flottille ennemie, que soutient le feu de quatre mille Mamelucks, des Fellahs et des Arabes. Un combat inégal, où la valeur supplée au nombre, commence à l'instant, et coûte à l'ennemi ses chaloupes canonnières. Dans ce combat, où le sang-froid et l'intrépidité du général Andréossy contribuèrent beaucoup à la victoire, Monge et Berthollet, qui étaient, comme lui, sur le chebec de l'amiral, montrèrent un grand courage, et rendirent d'importants services. Cependant Bonaparte, averti par le bruit du canon que sa flottille est engagée, fait avancer l'armée au pas de charge sur Chébreiss ; elle aperçoit les Mamelucks en bataille devant ce village. Bonaparte reconnaît la position de l'ennemi, et range ainsi ses forces : chacune de ses cinq divisions, commandées par Desaix, Bon, Reynier, Menou et Dugua, en l'absence de Kléber, composait un carré qui présentait à chaque face six hommes de hauteur ; les équipages et la cavalerie étaient au centre, l'artillerie aux angles ; les grenadiers de chaque carré formaient des pelotons qui flanquaient les divisions, et devaient renforcer les points d'attaque.

A peine l'armée paraît-elle à une demi-lieue des Mamelucks, que soudain ils s'élancent en foule et inondent la plaine ; ils débordent nos ailes, caracolent sur les flancs et derrière les carrés français, cherchant l'endroit le plus faible pour y pénétrer ; mais ils ne rencontrent sur toute la ligne que des murailles de fer qui vomissent la flamme ; d'autres masses chargent avec impétuosité la droite et le front de l'armée ; elles approchent jusqu'à portée de la mitraille : aussitôt l'artillerie se démasque et les dissipe. Alors les Français s'ébranlent et emportent le village de Chébreiss. Après deux heures d'une action opiniâtre, l'ennemi laisse six cents hommes sur le champ de bataille et se retire en désordre vers le Caire ; sa flottille, qui prend aussi la fuite, remonte le Nil. Ce combat avait suffi pour familiariser nos soldats avec ce nouveau genre d'ennemis, et pour suggérer à Bonaparte la tactique qu'il fallait employer avec eux. L'armée victorieuse couche à Chébreiss, et reprend la route du Caire, au milieu de toutes les privations, à travers des villages abandonnés, sur un sol presque sans aucune végétation. Aussi, malgré le succès de nos armes, la mélancolie et la tristesse règnent parmi nos soldats, ils regrettent hautement l'Italie





et la France, et se regardent comme déportés dans un pays ingrat et plus dangereux cent fois que l'ennemi. Ils disent que ce Caire si vanté n'existe pas, ou bien que ce sera, comme à Damanhour, une réunion de huttes; Bonaparte entend leurs plaintes, et cherche à les apaiser en plaçant toujours son bivouac dans les endroits les plus incommodes.

L'armée repart d'Omdinar pendant la nuit, arrive sur les deux heures après midi à une demi-lieue d'Embabeh, et voit le corps des Mamelucks se déployer en avant de ce village. En arrière de la gauche de l'ennemi s'élevaient les pyramides, ces immobiles témoins des plus grandes fortunes et des plus grandes adversités du monde. En arrière de la droite coulait majestueusement le vieux Nil, brillaient les trois cents minarets du Caire, et s'étendaient les plaines jadis si fertiles de l'antique et populeuse Memphis. Le costume magnifique, l'éclat des armes, la beauté des chevaux de la cavalerie des beys, contrastaient singulièrement avec l'uniforme et l'armement sévère des bataillons français, dont le général se confond avec eux par la simplicité. C'est Léonidas luttant avec ses Spartiates contre la fastueuse armée des satrapes; mais il n'y eut pas de Thermopyles. Les pyramides furent heureuses aux Français. « Soldats, s'écrie Bonaparte, « songez que, du haut de ces monuments, quarante siècles vous contemplent ! »

Mourad-bey appuie sa droite au Nil, vers lequel il a construit à la hâte un camp retranché, garni de quarante pièces de canon, et défendu par une vingtaine de mille hommes, janissaires et spahis; sa gauche, qui se prolonge vers les pyramides, comprend dix mille Mamelucks, servis chacun par trois fellahs auxquels on avait donné des armes, et qu'on obligeait à se battre derrière les retranchements. Quelques milliers de cavaliers arabes, qui n'étaient les auxiliaires des Mamelucks que pour piller et massacrer dans le cas d'une victoire, remplissaient l'espace entre les Pyramides. Le collègue de Mourad-bey, Ibrahim, moins belliqueux et moins brave que lui, se tenait de l'autre côté du Nil, avec mille cavaliers, ses femmes, ses esclaves et ses richesses, prêt à sortir du Caire et à se réfugier en Syrie, si les Français étaient victorieux. Un nombre considérable de barques couvraient le Nil et portaient toutes les richesses des Mameluks. Tel était l'ordre dans lequel les deux beys nous attendaient.

Bonaparte dispose son armée comme à Chébreiss, mais de manière à présenter plus de feu aux ennemis. Ordre est donné surtout de ne pas se hâter de tirer, d'attendre froidement l'ennemi, et de ne faire feu qu'à bout portant. Il craignait que ses impétueux soldats de l'armée d'Italie, habitués à marcher au pas de charge, eussent de la peine à se résigner à cette froide et impassible immobilité des murailles. Desaix occupe notre droite, Vial notre gauche, Dugua le centre. La reconnaissance du camp ennemi nous apprend que son artillerie n'est point sur affûts de campagne, et ne pourra sortir non plus que son infanterie, qui n'oserait le faire sans canons. Aussi Bonaparte ordonne un mouvement de toute son armée sur sa droite, en passant hors de la portée des pièces du camp re-

tranche : dès lors l'artillerie et l'infanterie deviennent presque inutiles à l'ennemi, et nous n'aurons affaire qu'aux Mamelucks.

Né avec l'instinct de la guerre et doué d'un coup d'œil pénétrant, Mourad



sent que le succès de la journée dépend de ce mouvement, et qu'il faut l'empêcher à tout prix. Il part avec six à sept mille chevaux, et vient fondre sur la colonne du général Desaix. Attaquée en marche, cette colonne paraît ébranlée et même en désordre un moment; mais les carrés se forment et reçoivent avec sang-froid la charge des Mamelucks, dont la tête seule avait commencé le choc. Reynier flanque notre gauche. Bonaparte, qui se tenait dans le carré du général Dugua, avance aussitôt sur le gros des Mamelucks, et se place entre le Nil et Reynier. Les Mamelucks font des efforts inouïs pour nous entamer : ils périssent





foudroyés par le feu de nos carrés, comme sous les murs d'autant de forteresses. Ces remparts vivants font croire à l'ennemi que nos soldats sont attachés les uns aux autres. Alors les plus braves acculent leurs chevaux contre les baïonnettes de nos grenadiers, et les renversent sur eux. La masse tourne autour de nos carrés en cherchant à pénétrer dans les intervalles : dès lors leur but est manqué : au milieu de la mitraille et des boulets, une partie rentre dans le camp ; Mourad, suivi de ses plus habiles officiers, se dirige sur Gizeh, et se trouve ainsi séparé de son armée. Cependant la division Bon se porte sur le camp retranché, tandis que le général Rampon court occuper une espèce de défilé entre Gizeh et ce camp, où règne la plus horrible confusion. La cavalerie se jette sur l'infanterie, qui, voyant la défaite des Mamelucks, s'enfuit vers la gauche d'Embabeh ; un bon nombre parvient à se sauver à la nage ou avec des bateaux, mais beaucoup sont précipités dans le Nil par le général Vial. Les autres divisions françaises gagnent du terrain ; pris entre leur feu et celui des carrés, les Mamelucks essaient de se faire jour, et tombent en désespérés sur la petite colonne du général Rampon ; tout leur courage échoue contre ce nouvel obstacle : ils tournent bride ; mais un bataillon de carabiniers, devant lequel ils sont obligés de passer à cinq pas, en fait une effroyable boucherie ; tout le reste périt ou se noie. Mourad-bey n'emmène dans sa retraite que deux mille cinq cents Mamelucks, sauvés comme lui du carnage. Le camp des ennemis enlevé à la baïonnette, les quarante pièces de canon qui le défendaient, quatre cents chameaux, les vivres, les trésors, les bagages de cette noble milice d'esclaves, l'élite de la cavalerie de l'Orient, et la possession du Caire, furent les trophées de la victoire d'Embabeh. Bonaparte, qui connaissait la puissance des anciens souvenirs, donna à cette brillante journée le nom de *bataille des Pyramides.*

Les divisions Desaix, Reynier et Dugua, après avoir poursuivi les ennemis jusqu'à la nuit, revinrent à Gizeh. Déjà les troupes françaises étaient établies dans cette ville, ainsi que dans le camp retranché d'Embabeh, où les divisions Bon et Menou nageaient au sein de l'abondance. Bonaparte occupe la maison de campagne de Mourad-bey. Il y reçoit une députation des cheicks et des notables du Caire, que le passage des Mamelucks échappés au glaive, et la fuite d'Ibrahim-bey, le prudent compétiteur de Mourad, avaient livrés à tous les excès populaires. Déjà, par une proclamation, on avait cherché à répandre la confiance parmi les habitants. Les députés venaient traiter de la reddition des janissaires et de la place, et implorer la clémence du vainqueur. Bonaparte les accueille avec bienveillance, et les congédie sous l'escorte de deux compagnies d'élite aux ordres de l'intrépide Dupuy, nommé général de brigade sur le champ de bataille. La rive droite du Nil, où brillaient les flammes de soixante bâtiments chargés de richesses, auxquels les Mamelucks ont mis le feu, éclaire la marche de nos soldats, qui pénètrent la nuit dans les murs du Caire, et s'égarent dans ses rues étroites, longues et silencieuses. Toutes les portes sont

fermées, toutes les lumières éteintes. On n'entend pas le bruit d'un homme : les chiens dont cette ville immense est remplie, répondent seuls, par de longs hurlements, au tambour des Français.

Le 25 juillet, le général en chef fait son entrée au Caire au milieu de la



foule du peuple accouru pour contempler les vainqueurs des Mamelucks. Son premier soin, après avoir donné le commandement de la place au général Dupuy, est d'organiser définitivement le divan provisoire institué par les habitants, et de régler l'administration des pays que nous allons occuper. Kléber réside à Alexandrie. Desaix reçoit l'ordre de construire un camp retranché a quatre lieues de cette ville, afin de maintenir toute la contrée. On prend position au vieux Caire et à Boulaq ; un corps d'observation se porte sur El Khankah pour surveiller Ibrahim. Ce corps forme bientôt l'avant-garde de l'armée, qui se met en mouvement pour chasser ce bey de l'Egypte. Bonaparte la commande ; il rencontre en avant de Belbeis les débris de la caravane des pélerins de la Mecque, dont la plus forte partie est emmenée par Ibrahim ; il délivre les marchands des Arabes qu'ils ont pris pour escorte, et qui les pillent ; il les fait ensuite accompagner jusqu'au Caire par des Français. Ibrahim avait fui sur Salahiel ; il sortait de cette ville au moment de notre arrivée ; on voyait défiler avec ses trésors et ses femmes une grande quantité de bagage. Environ mille Mamelucks composaient son arrière-garde. Des détachements de cavalerie

française, emportés par leur fougue, et sans doute aussi par l'espoir du butin, fondent avec impétuosité sur les Mamelucks, et s'ouvrent un passage dans leurs rangs; ils y sont enveloppés. On vole à leur secours; la charge devient générale : les guides de Bonaparte suivent les hussards; les aides-de-camp, les généraux se jettent dans la mêlée : Bonaparte reste presque seul. Enfin le 3e de dragons s'avance, et, par une fusillade bien dirigée, force les Mamelucks à la retraite, qui, du reste, se battirent avec le courage le plus ardent. Le chef d'escadron d'Estrée, l'aide-de-camp Sulkowski, reçurent, l'un quatorze coups de sabre, l'autre sept, et plusieurs coups de feu; Lasalle, chef de brigade; le général Murat, Duroc, aide-de-camp de Bonaparte; Arrighi, son parent; l'adjudant-général Leturcq, se distinguèrent par des prodiges d'audace et de valeur. Ibrahim fut rejeté dans le désert. Bonaparte, débarrassé d'un dangereux adversaire, s'occupa des moyens de l'empêcher de reparaître en Egypte, et de faire marcher l'armée sur la Syrie; pour le cas où un ennemi se présenterait de ce côté, il laissa Reynier à Salahiel avec sa division, et revint au Caire.

On a vu plus haut que l'amiral Brueys avait trois partis à prendre pour répondre aux vives sollicitudes du général en chef touchant le salut de l'escadre; il choisit le second de ces partis, c'est-à-dire qu'il décida de s'embosser dans la rade d'Aboukir. Cette résolution offrait sans doute des périls; mais on aurait tort de juger, d'après l'événement, que si l'amiral conçut l'espérance de résister aux Anglais dans sa position, cette espérance manquait de fondement. Resté sans nouvelles de la flotte pendant treize jours, Bonaparte s'était hâté d'expédier, le 30 juillet, son aide-de-camp Julien à l'amiral, pour lui enjoindre d'entrer dans le vieux port d'Alexandrie, ou de partir au moment même pour Corfou. Mais l'officier rencontra dans la route un parti d'Arabes, et périt massacré avec ses quinze hommes d'escorte; au reste, il n'aurait pu arriver à temps pour prévenir le désastre d'Aboukir.

Le 1er août, vers trois heures après midi, on signala l'escadre anglaise, forte de quatorze vaisseaux de ligne et de deux bricks. Le contre-amiral Blanquet-Duchayla commandait notre aile gauche, où se trouvaient *le Guerrier, le Conquérant, le Spartiate, l'Aquilon, le Peuple-Souverain* et *le Franklin*. *L'Orient*, de 120 canons, monté par l'amiral Brueys, était au centre; venait ensuite *le Tonnant*, commandé par du Petit-Thouars; et enfin, à l'aile droite, le contre-amiral Villeneuve avait sous ses ordres *l'Heureux, le Mercure, le Guillaume-Tell, le Généreux, le Timoléon*. Le 30 juillet, l'amiral avait appelé ses capitaines à son bord, pour tenir conseil et décider si l'on devait combattre embossé ou à la voile. La majorité fut de l'avis du capitaine du Petit-Thouars, qui se prononça pour combattre à la voile. Brueys soutenait l'opinion contraire, et se prévalut de son autorité pour que l'on s'y soumît. Il s'embossa à deux lieues de terre, laissant derrière sa flotte une passe plus que praticable pour un vaisseau de haut bord, et négligeant d'y faire couler quelques vieux navires pour rendre ce passage

impossible à l'ennemi. Il avait également négligé l'armement de la côte, qui eût si heureusement soutenu sa ligne d'embossage ; et, par une autre fatalité, il avait envoyé à terre une partie de ses équipages. A six heures, l'action s'engage par une violente canonnade ; bientôt une partie de la flotte ennemie, doublant la tête de la ligne française, parvient à la couper et à jeter l'ancre entre la terre et nous, tandis que Nelson parcourt notre front avec le reste de ses forces. Deux bâtiments anglais échouent en exécutant ce plan hardi ; mais notre centre et notre avant-garde sont placés entre deux feux. De part et d'autre on se bat avec la dernière opiniâtreté. Au bout d'une heure, *le Guerrier*, *le Conquérant*, ont la moitié de leur monde tué, leurs canons démontés, leurs manœuvres hachées, leurs mâts brisés, et succombent tour à tour. La nuit arrive, et les deux partis n'ont plus, pour éclairer une bataille si acharnée, d'autres lumières que celle du feu de douze cents pièces de canon qui tonnent, et dont la commotion agite la mer comme dans une tempête.

Dès le commencement de l'action, Brueys avait été blessé ; vers les huit heures du soir, il tombe renversé par un boulet. Gantheaume, son ami, veut le faire emporter. « Non, dit-il en lui serrant la main, un amiral français doit mourir sur son banc de quart. » Il expire au bout d'un quart d'heure. Au même instant, le capitaine de pavillon Casa-Bianca, ainsi que son capitaine de frégate, sont emmenés au poste des blessés. Malgré ces pertes, *l'Orient* redouble d'audace et d'intrépidité. Déjà plusieurs vaisseaux ennemis, criblés de ses boulets, ont été contraints à la fuite. *Le Bellérophon*, qui leur succède, voit ses trois mâts abattus et perd la moitié de son équipage ; réduit à l'impossibilité de manœuvrer, le vent l'entraîne sur notre arrière-garde, dont il reçoit toutes les bordées. Près de couler, les cris des Anglais annoncent qu'il se rend : si, dans ce moment, Villeneuve eût coupé ses câbles et saisi l'occasion offerte, il s'emparait du *Bellérophon* sans coup férir, dégageait *l'Orient* ainsi que les autres vaisseaux seuls aux prises avec l'ennemi, et changeait un revers prochain en une brillante victoire. Comme *l'Orient*, abandonnés à eux-mêmes, *le Spartiate*, *le Peuple-Souverain*, *l'Aquilon*, combattent avec le même héroïsme et font un mal horrible aux Anglais, dont plusieurs bâtiments ne tirent plus. Mais à neuf heures et un quart, l'incendie éclate sur *l'Orient* : aucun effort ne peut éteindre les flammes au milieu du carnage, au milieu de notre feu, qui continue malgré les ordres de Gantheaume ; l'équipage se jette à la mer ; une partie se noie, une partie se sauve : une demi-heure après, *l'Orient*, embrasé dans tous ses quartiers, saute en l'air avec un fracas qui jette les deux flottes dans la même stupeur. Malgré cet épouvantable désastre, les Français recommencent le combat : entre cinq et six heures du matin, il redevient terrible ; il dure encore à midi, et ne se termine qu'à deux heures, après la prise ou la ruine de presque tous nos vaisseaux. Villeneuve s'éloigna avant la fin de l'action, avec *le Guillaume-Tell*, *le Généreux*, et les frégates *la Diane* et *la Justice*, sans être poursuivi par l'ennemi, qui n'était

pas en état de l'inquiéter ; les trois autres bâtiments de Villeneuve s'échouèrent à la côte et devinrent la proie des Anglais.

La fortune nous fit éprouver sa rigueur à la bataille d'Aboukir ; mais quoique chaque vaisseau français manquât du tiers de son monde, nos marins ennoblirent leur défaite par des prodiges de valeur qui méritaient la victoire. Il y eut des dévouements sublimes : le jeune Casa-Bianca, enfant de neuf à dix ans, et qui avait montré une constance au-dessus de son âge, fut englouti dans les flots à côté de son père, qu'il refusa de quitter ; Thevenard, commandant de *l'Aquilon*, cruellement déchiré par les boulets, ne cessa d'encourager les siens jusqu'au dernier soupir ; Blanquet-Duchayla, frappé à la figure par un coup de mitraille, et apprenant qu'il ne lui restait plus que trois pièces de canon capables de servir, disait : « Tirez ; notre dernier coup peut être funeste à l'en-« nemi. » Du Petit-Thouars eut les deux cuisses emportées, et voulut mourir à son poste, comme Brueys. Un autre boulet lui enleva un bras ; ainsi mutilé, il s'écriait : « Équipage du *Tonnant*, ne vous rendez pas ; coulez bas plutôt ;



« clouez le pavillon ; » et il ordonnait qu'on précipitât son corps à la mer, si

les Anglais venaient à s'emparer de son bord. Quand le *Tonnant* fut pris, ils n'y trouvèrent qu'un jeune aspirant, qui commandait le vaisseau.

La journée d'Aboukir et celle de Trafalgar marquent deux des plus grandes fatalités de la vie de Bonaparte : l'une lui ferma les chemins de l'Asie, l'autre lui ravit peut-être l'empire qu'il aurait conquis dans le canal de la Manche, si ce même amiral Villeneuve eût exécuté ses ordres et n'eût décliné le combat qu'il aurait dû chercher devant Aboukir.

Kléber lui-même, l'héroïque Kléber, parut ébranlé de la ruine de notre flotte ; Bonaparte en apprit la nouvelle avec une grande fermeté ; aucun trouble ne se peignit sur son visage, rien ne trahit la profonde impression qu'il dut recevoir d'un événement dont il mesura d'abord toutes les conséquences. Dissiper la confusion et la stupeur qui régnaient à Alexandrie, malgré la présence de Kléber, demander et obtenir la vérité tout entière sur notre désastre ; secourir les vivants dans leur détresse ; honorer les illustres morts dans leurs tombeau ; consoler leurs familles par des paroles quelquefois marquées au cachet de la douleur d'une âme mélancolique ; rassurer l'armée par des paroles empreintes d'un tout autre génie ; rétablir l'ordre partout ; réunir, organiser les restes de notre marine ; veiller sur l'escadre de Villeneuve, réfugiée à Malte, et répandre dans tous les cœurs les espérances d'une gloire nouvelle qui allait naître pour l'armée d'Égypte du sein même de cette grande calamité : tels étaient les soins du héros dans ces graves circonstances, où il fut vraiment la Providence de tous les Français abandonnés désormais sur la terre des Pharaons.

Prisonnier dans sa propre conquête, devenue une patrie pour nos troupes et pour lui, s'il désespérait de son avenir, Bonaparte ne serait que l'homme de la fortune. Il va régner ; le général de l'armée française est aussi le sultan de l'Égypte : il doit consacrer tout son génie à ses soldats et à ses sujets. Le destin lui fait faire l'essai du sceptre sur les bords du Nil ; et ce caractère supérieur revêt alors une teinte orientale qu'offriront toujours dans la suite ses volontés et ses desseins. La nature semblait l'avoir créé pour le trône de l'Asie ; il avait reçu, pour s'y maintenir, tout ce qui l'a précipité de celui qu'il éleva depuis sur l'Europe. Cette royauté passagère développera en lui tous les germes de la puissance absolue. Toutefois il marche avec son siècle, et c'est le personnage d'un calife éclairé qu'il veut montrer au monde. Il recommencera en Égypte le rôle des Abbassides en Espagne : à la tête d'une armée invincible, entouré d'un état-major de savants et de philosophes, il fera fleurir les arts de l'Europe et la religion du Croissant : donnant ainsi à l'univers le spectacle nouveau d'un conquérant qui révère le culte des vaincus, et leur rappelle leur grandeur passée, par la vénération dont il honore les monuments de leur pays. « Nous n'avons plus de flotte, avait-il dit au moment de la fatale nou« velle : eh bien ! il faut rester ici ou en sortir grands comme les anciens. » Dans cet adieu stoïque à la flotte, les soldats acceptèrent toute leur destinée

les habitants furent loin d'éprouver les mêmes sentiments de résignation, car une fermentation sourde se fit bientôt remarquer dans l'immense ville du Caire.

On était à l'époque où le retour de la grande opération de la nature qui chaque année épanche le Nil sur le sol égyptien, ramène l'antique cérémonie que la reconnaissance célèbre depuis tant de siècles en mémoire de ce bienfait. Bonaparte saisit habilement l'occasion de rendre un hommage éclatant à cet



usage à la fois politique et religieux. Placé sous un pavillon avec le pacha du Caire, il préside à la pompe, dont ce dernier lui abandonne tout l'honneur. Au signal qu'il a donné, la statue de la fiancée du Nil est précipitée dans les flots, la digue est rompue, et les noms de Bonaparte et de Mahomet se confondent dans les airs. Le général français jette de l'or à la foule, distribue trente-huit cafetans aux principaux officiers, et revêt de la pelisse blanche le nakibredjah, de la pelisse noire le mollach gardien du meqyas, monument qui renferme le nilomètre. Tout le peuple chantait les louanges du prophète et celles de notre armée, et, maudissant la tyrannie des beys, disait avec transport à Bonaparte : « Oui, vous êtes venu nous délivrer par l'ordre du Dieu miséricordieux, car « vous avez pour vous la victoire et le plus beau Nil qu'il y ait eu depuis un « siècle. Ce sont deux bienfaits que Dieu seul peut accorder. » Cette brillante solennité eut lieu quinze jours après le désastre d'Aboukir.

La fortune offrit encore à Bonaparte une circonstance favorable pour asseoir

son pouvoir sur le respect des traditions et la croyance de ses nouveaux sujets. On fêtait l'anniversaire de la naissance de Mahomet dans plusieurs provinces, et notamment au Caire, avec la plus grande pompe. Les processions des fidèles musulmans, les chœurs de danse et d'instruments, les évolutions militaires, une illumination générale, des feux d'artifice, animèrent toute la ville pendant quatre jours. Bonaparte parut en public, et donna la pelisse d'honneur au cheick El-Bekry, reconnu pour le premier descendant de Mahomet ; il répandit également de grandes aumônes. Enfin, l'époque non moins religieuse du départ de la caravane du Caire pour la Mecque, vint ajouter à la confiance que les cérémonies de la fête du Nil et de la naissance de Mahomet auraient pu inspirer aux Égyptiens. Bonaparte donna les ordres les plus absolus pour la protection des pèlerins ; il écrivit lui-même une lettre très-pressante au chérif de la Mecque.

Mais, au milieu de tous ces soins, il était obligé de céder à l'impérieuse nécessité d'une administration régulière qui assurât la subsistance de ses troupes, qui pourvût à la défense de la contrée, et qui créât un système de contributions. Ce fut cette dernière partie de sa législation que les habitants virent avec le moins de faveur ; de nombreuses insurrections à main armée signalèrent encore une fois au général en chef les dangers de sa position. Les émissaires des beys, Ibrahim et Mourad, trouvèrent le moyen de soulever plusieurs populations contre lesquelles toute la valeur française fut forcée de se déployer. Ainsi l'établissement d'un ordre de choses régulier ramenait les désastres et la guerre. De nombreuses exécutions militaires sur les points de la révolte la comprimaient momentanément ; mais elle renaissait des cendres des villages incendiés, et la vengeance répondait à ces actes de justice rigoureuse, comme la haine accueillait toutes les dispositions relatives à la tranquillité et à la prospérité du pays. Habitués au repos monotone d'une soumission servile, les Égyptiens se virent tout à coup désorientés par le règne des lois, qui offensait leurs lâches habitudes. On ne substitue pas aisément l'obéissance raisonnée à l'obeissance passive. L'esclavage est un code sans commentaire qui a ses fanatiques. Le Koran forme ce code tout entier, et réprouvait d'ailleurs comme infidèles les nouveaux législateurs : ainsi la religion nous opposait une barrière insurmontable. L'armée, condamnée à être presque toujours conquérante pendant son séjour en Égypte, remplit son rôle avec succès, parce que le langage de la force se fait entendre de tous les peuples.

Cependant le 22 septembre 1798 annonça à nos soldats la fête de la fondation de la république. Bonaparte, qui voulait rendre cette fête nationale pour les Égyptiens, fit construire à grands frais un cirque immense dans la principale place du Caire. Ce cirque était décoré de cent-neuf colonnes qui portaient chacune un drapeau, et chaque drapeau le nom d'un département. Au milieu paraissait un obélisque colossal chargé d'inscriptions : sur sept autels antiques brillaient des trophées, et étaient gravés les noms des braves morts en combattant. A l'en-

trée s'élevait un arc de triomphe, où l'on avait représenté la bataille des Pyramides; et parmi les inscriptions arabes, on lisait celle-ci : *Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète.* Le rapprochement entre le tableau et l'inscription n'avait pas le mérite de la convenance et de l'à-propos ; mais les difficultés qui entouraient Bonaparte le contraignaient de flatter également les vainqueurs et les vaincus. Il disait à ses troupes le jour de cette fête : « Il y a « cinq ans, l'indépendance du peuple français était menacée : vous reprîtes « Toulon ; ce fut le présage de la ruine de vos ennemis. Un an après, vous bat- « tiez les Autrichiens à Dégo ; l'année suivante, vous étiez sur le sommet des « Alpes ; vous luttiez contre Mantoue il y a deux ans, et nous remportions la « célèbre bataille de Saint-Georges. L'an passé, vous étiez aux sources de la Drave « et de l'Isonzo, de retour de l'Allemagne. Qui eût dit alors que vous seriez sur les « bords du Nil ? Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et le commerce, jusqu'au « hideux et féroce Bédouin, vous fixez les regards du monde. Soldats, votre des- « tinée est belle… Dans ce jour, quarante millions de citoyens célèbrent l'ère des « gouvernements représentatifs ; quarante millions de citoyens pensent à vous. »

Ce discours est accueilli par les acclamations de l'armée, et le nom de Bonaparte se mêle dans les airs au cri mille fois répété de *Vive la république !* Des évolutions militaires appellent ensuite l'attention du peuple égyptien, tandis

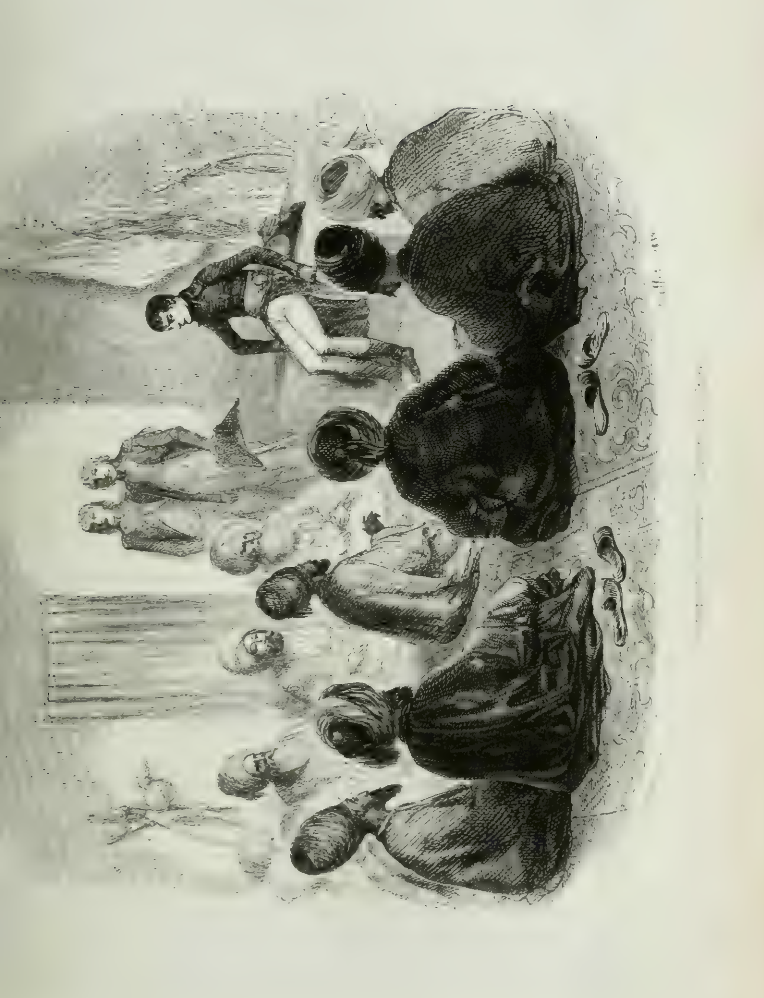


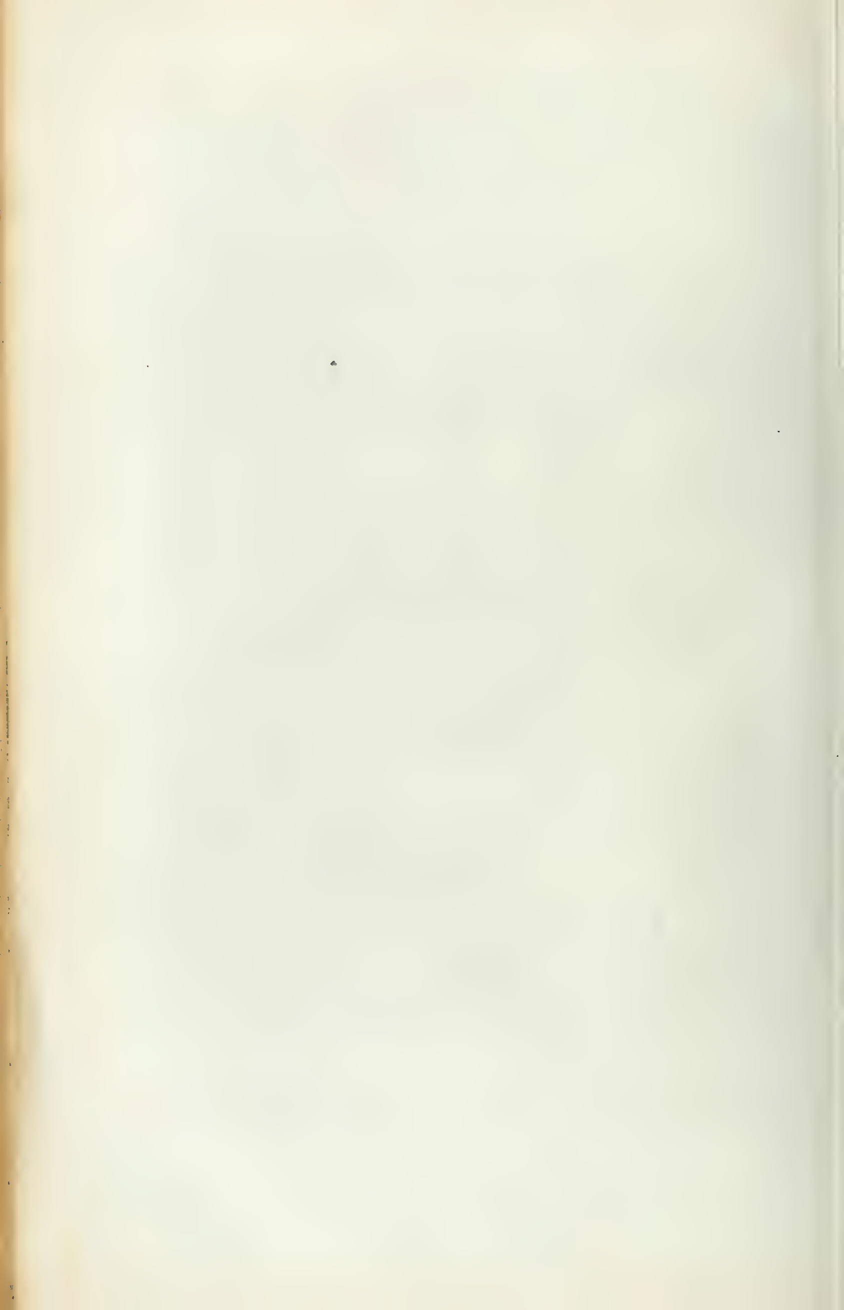
qu'un détachement va planter à Gizeh l'étendard tricolore sur la plus haute des

pyramides. En même temps une table se prépare dans une salle du palais ; deux cents personnes sont invitées au banquet : les couleurs françaises et ottomanes flottent confondues au-dessus des convives (le croissant turc et le bonnet de la liberté) ; la déclaration des droits de l'homme et les tables du Koran figurent ensemble par la plus étrange des réunions, et forment un spectacle que le monde n'aura vu qu'une fois. Des courses à pied et à cheval terminent cette fête qu'embellit encore une brillante illumination.

Les conquérants ne manquent jamais de poetes. On chantait dans la grande mosquée du Caire : « Réjouissez-vous, ô fils des hommes, de ce que le grand « Allah n'est plus irrité contre vous ! réjouissez-vous de ce que sa miséricorde « a amené les braves de l'Occident pour vous délivrer du joug des Mamelucks ! « Que le grand Allah bénisse le favori de la Victoire ! Que le grand Allah fasse « prospérer l'armée des braves d'Occident ! » Cependant *les fils des hommes* conspiraient contre *les braves d'Occident*, pour rentrer sous leur premier joug, et ils conspiraient dans cet impénétrable silence qui distingue toujours les complots des esclaves.

Toutefois le Caire, transformé en métropole française, offrait, grâce à l'infatigable activité de Bonaparte, l'aspect et les ressources d'une ville d'Europe, et semblait, au milieu de la barbarie indigène, une oasis de civilisation et d'industrie qui rendait à l'armée les jouissances de la patrie et trompait son exil. Jusqu'alors la guerre et l'administration militaire avaient rempli la pensée du général en chef ; c'était le devoir de la conquête et le besoin de l'occupation. Il fallait enfin caractériser la possession et l'établissement par la formation du gouvernement civil. Le divan du Caire, composé des plus considérés parmi les habitants, suffisait pour ce projet ; les autres villes reçurent également le bienfait de l'organisation municipale. La création de l'Institut d'Égypte, le lendemain de la fête de la république, donna à l'expédition ce relief qui devait en faire le plus bel épisode de cet âge de prodiges, et honorer à jamais le fondateur. On comptait dans ce corps, digne de rivaliser avec celui de la mère-patrie, l'habile Fourrier, depuis secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences ; Berthollet, dont la chimie moderne a consacré la mémoire ; Monge, le père de la géométrie descriptive ; Dubois, alors l'espérance de son art, et depuis l'un des premiers chirurgiens de l'Europe ; Larrey, dont le nom sera béni longtemps par les armées françaises ; le médecin Desgenettes, déjà connu par son expérience, et depuis illustré par son héroïsme à l'hôpital de Jaffa ; les savants Louis Costaz, Champy, Girard, Nouet et Malus ; Say, le rival d'Adam Smith ; l'industrieux Conté, si utile à la colonie ; le peintre Redouté, le poète Parseval-Grandmaison, et d'autres hommes d'élite, parmi lesquels on remarquait les militaires Caffarelli et Sulkowski ; et enfin le général en chef, qui rehaussait de tout l'éclat de sa gloire d'Italie ces célébrités européennes. Bonaparte forma aussi quatre classes : mathématiques, physique,





économie politique, littérature et beaux-arts. Une bibliothèque, un cabinet de physique, un observatoire, un jardin botanique, un laboratoire de chimie, un musée d'antiquités, une ménagerie, furent établis pour les travaux des classes. Bonaparte, qui n'oublia jamais dans ses proclamations sa qualité de membre de l'Institut national, y joignit alors celle de président de l'Institut d'Égypte. Cette contrée devint la source de grandes et utiles investigations ; elle permit à la science, qui eut ses héros comme la guerre dont elle devait assurer les triomphes, d'élever des monuments plus durables encore que les trophées militaires. On mit tout en usage pour acclimater l'armée exilée ; il était plus difficile de plier les Égyptiens à nos mœurs. Bonaparte chargea l'Institut de dresser un tableau comparatif des mesures égyptiennes et françaises, de composer un vocabulaire français-arabe, ainsi qu'un triple calendrier, égyptien, cophte et européen. Ces ouvrages satisfaisaient aux premiers besoins de la société nouvelle. Deux journaux, l'un de littérature et d'économie politique, sous le titre de *Décade Égyptienne ;* l'autre de politique, sous celui de *Courrier d'Égypte*, furent rédigés au Caire. Un palais du bey et ses jardins métamorphosés en Tivoli, des lieux de réunion, des boutiques, des ateliers, des usines, des fonderies, des manufactures improvisées par les soins de l'ingénieux Conté, des moulins à vent qui tournaient pour la première fois aux yeux des Égyptiens, des ateliers ouverts par Champy pour la fabrication de la poudre, la renaissance du commerce, objet de tant d'efforts réunis, imprimèrent à cette ville monotone et vassale de l'industrie de l'Europe et de l'Asie, un air d'activité, de création et d'indépendance sociale qu'elle n'offrit jamais sous les Ottomans.

L'incendie de la flotte avait forcé Bonaparte de renoncer aux vastes projets dont l'Égypte ne devait être que le premier théâtre. Déchu par cette grande catastrophe de l'espoir d'une autre entreprise, il était de la prudence, si remarquable dans son caractère, de ne négliger aucun moyen pour s'assurer la possession tranquille d'une colonie dont la conquête présentait une gloire inconnue en Europe, depuis la découverte des deux Indes. En conséquence, il s'occupa du recrutement de l'armée, qui fut réduite à recevoir dans ses rangs les esclaves de l'âge de seize à vingt-quatre ans, de toutes les races asiatiques et africaines transplantées en Egypte. Trois mille marins, échappés au désastre d'Aboukir, furent également enrégimentés, et composèrent la légion nautique. Toutes les rues du Caire étaient fermées la nuit par des portes, pour défendre les habitants des attaques des Arabes. Bonaparte fit abattre ces clôtures, parce qu'elles pouvaient servir de remparts en cas d'émeute. L'événement justifia sa prévoyance.

Quinze jours après, le 21 octobre, pendant que le général en chef se trouvait au vieux Caire, des rassemblements séditieux et armés se forment dans la ville, et surtout dans la grande mosquée. Le général de brigade Dupuy, commandant de la place, qui, après la victoire des Pyramides, entra le premier au Caire, y

périt aussi le premier. Le brave Sulkowski, aide-de-camp de Bonaparte, meurt également massacré hors de la ville. Les Français de toute classe, de toute condition, tombent impitoyablement égorgés dans les rues, dans les maisons. Les mosquées deviennent les forteresses de la rébellion ; les imans donnent, du haut des minarets, le signal de la destruction des infidèles. Soulevée par les cheicks, l'immense population du Caire a juré par Mahomet d'exterminer les Français. Elle s'élance avec audace aux portes de la ville, dont elle veut interdire l'accès à Bonaparte. En effet, le général en chef, repoussé à la porte du Caire, se voit obligé de passer par celle de Boulaq. Jamais il n'y eut de moment plus critique dans la vie d'un conquérant. Mourad-bey tenait toujours la campagne dans la Haute-Égypte contre l'infatigable Desaix. Les généraux Menou et Dugua contenaient à peine l'Égypte-Inférieure : tout le désert était en armes. Les Arabes secondaient les fellahs et les insurgés du Caire. Un manifeste du Grand-Seigneur, répandu avec profusion dans toute l'Égypte, lui apprit tout son péril. On lisait dans ce manifeste : « Le peuple français (Dieu veuille détruire son pays de « fond en comble, et couvrir d'ignominie ses drapeaux!) est une nation d'infi- « dèles obstinés et de scélérats sans frein..... Ils regardent le Koran, l'Ancien- « Testament et l'Évangile comme des fables... O vous, défenseurs de l'islamisme! « ô vous, héros protecteurs de la foi! ô vous, adorateurs d'un seul Dieu, qui « croyez à la mission de Mahomet, fils d'Abder-Allah, réunissez-vous, et mar- « chez au combat, sous la protection du Très-Haut! Grâce au ciel, vos sabres « sont tranchants, vos flèches sont aiguës, vos lances sont perçantes, vos canons « ressemblent à la foudre! Dans peu, des troupes aussi nombreuses que redou- « tables s'avanceront par terre, en même temps que des vaisseaux, aussi hauts « que des montagnes, couvriront la surface des mers... Il vous est, s'il plaît à « Dieu, réservé de présider à leur entière destruction. Comme la poussière que « les vents dispersent, il ne restera plus aucun vestige de ces infidèles, car la « promesse de Dieu est formelle : l'espoir du méchant sera trompé, et les mé- « chants périront. Gloire au Seigneur des mondes! »

C'en était fait non-seulement de l'Égypte pour nous, mais de tous les Français, si Bonaparte ne s'était pas montré supérieur à ce danger, qui s'élevait comme un ouragan au milieu du calme le plus profond. Il se souvient sans doute des Pâques vénitiennes. Il pénètre au Caire avec ses soldats, donne des ordres, repousse les Arabes dans le désert, dirige ses colonnes à travers les rues, entoure la place de son artillerie, poursuit les révoltés, qui s'entassent dans la grande mosquée, et leur offre le pardon : ils refusent, et combattent. Mais la nature se déclare aussi en faveur de Bonaparte : par un phénomène très-rare dans ce climat, le ciel se couvre de nuages, et le tonnerre gronde. Les Musulmans, effrayés, demandent grâce : « L'heure de la clémence est passée, répond Bona- « parte ; vous avez commencé, c'est à moi de finir. » Au signal du général en chef, les batteries foudroient la grande mosquée ; la hache en brise les portes.

et les rebelles sont abandonnés à la fureur des Français, qui ont à venger leurs



camarades lâchement assassinés. Après cette terrible exécution, le général en chef fit rechercher les principaux instigateurs du complot. Quelques cheicks, plusieurs Turcs et Égyptiens, furent jugés et mis à mort; et afin de punir tous les habitants, Bonaparte abolit le divan, le remplaça par un gouvernement militaire et imposa une contribution extraordinaire. On afficha dans toutes les villes une proclamation qui réfutait le firman du Grand-Seigneur comme calomnieux et supposé : elle finissait par ces mots : « Cessez de fonder vos espérances sur « Ibrahim et sur Mourad, et mettez votre confiance en celui qui dispose à son « gré des empires et qui a créé les humains. Le plus religieux des prophètes a « dit : *la sédition est endormie; maudit soit celui qui la réveillera* » Effectivement, la sédition ne se réveilla plus au Caire pendant tout le temps du séjour de Bonaparte en Egypte.

Sorti de ce péril par la soumission totale du grand Caire et par celle de l'Égypte-Inférieure, Bonaparte voulut aller à Suez résoudre le problème de la jonction de la mer Rouge avec la Méditerranée, et chercher les traces de ce canal fameux auquel Sésostris a donné son nom. Le souvenir gigantesque de la puissance des premiers rois de l'Égypte ne pouvait dormir dans le sein d'un homme

qui, en stipulant un traité de paix dans une petite ville du Frioul vénitien, avait rêvé l'envahissement de l'Inde, par le golfe Arabique. Il se réservait de vérifier lui-même les récits de la vieille histoire. Ce n'est plus comme général en chef, c'est comme membre des Instituts de France et d'Égypte que Bonaparte se prépare à tenter sa pacifique expédition. Il emmène avec lui ses collègues Berthollet, Monge, Dutertre, Costaz, Lepère, et Caffarelli-Dufalga, pris dans les quatre classes; les généraux Berthier et Dommartin commandaient la caravane, qui comptait trois cents hommes. Après trois jours de marche dans le désert, on parvint à Suez. Bonaparte visita la côte, ordonna de compléter les ouvrages de la place, passa la mer Rouge, et fut reconnaître en Arabie les fontaines de Moïse. Au retour, surpris par la nuit et par la marée montante, il était submergé, si



l'un de ses guides ne l'eût rapidement emporté sur ses épaules. Sans ce secours, il périssait comme le Pharaon de la Bible, circonstance qui n'eût pas manqué de servir de texte à des déclamations. Le lendemain de son arrivée, il établit à Suez une nouvelle douane, plus favorable au commerce avec l'Arabie, et saisit l'occasion d'instruire de ce changement le chérif de la Mecque, en même temps qu'une députation d'Arabes venait demander l'amitié des Français.

A deux lieues de Suez, on reconnut les traces de l'ancien canal, qui, au bout de quatre lieues, se perd dans les sables. Voulant connaître les deux routes qui conduisent du Caire à Suez, Bonaparte revint par Belbeis, où était le quartier du général Reynier. Ce fut entre ces deux villes que, rencontrant une caravane des Arabes de Thor, escortée par des dromadaires, il fut frappé de la facilité avec laquelle on maniait ces animaux. Il s'arrêta, et dit à Eugène Beauharnais, à Édouard Colbert et à d'autres jeunes officiers de monter ces dromadaires; ils s'en tirèrent aussi bien que les Arabes : de là vint l'idée de former un régiment de dromadaires. Deux hommes, assis dos à dos, étaient portés sur un dromadaire, et pouvaient, grâce à la force et à la célérité de ces animaux, faire vingt-cinq ou trente lieues sans s'arrêter. Bonaparte forma ce régiment pour donner la chasse aux Arabes, qui infestaient le pays. A Belbeis, il apprend que Djezzar, pacha de Syrie, a fait occuper par l'avant-garde de son armée le fort d'El-Arich, qui défend les frontières de l'Égypte, à dix lieues dans le désert. La rupture entre la Porte et la république française n'est plus douteuse. Cette provocation explique le firman du Grand-Seigneur; Bonaparte sent sur-le-champ sa position, et, suivant son usage, veut déconcerter son ennemi en le prévenant par une attaque soudaine.

L'expédition de Syrie est décidée. Il repart aussitôt pour le Caire, et entre à Salahieh. Il y met en mouvement la division Reynier, qui va être son avant-garde en Syrie. De retour au Caire, il donne ordre à dix mille hommes de se tenir prêts à marcher. Les généraux Bon, Kléber, Lannes et Reynier, commandent l'infanterie, Murat la cavalerie, Dommartin l'artillerie, et Caffarelli-Dufalga l'arme du génie; Daure est ordonnateur en chef de l'armée. L'amiral Perrée doit, avec trois frégates, croiser devant Jaffa et apporter l'artillerie de siége. L'artillerie de campagne et des divisions comprend cinquante bouches à feu. En peu de jours Reynier paraît devant El-Arich, s'empare de la ville, détruit une partie de ses défenseurs, force l'autre à se renfermer dans le château, retrouve en avant les Mamelucks d'Ibrahim, les attaque, et se rend maître de leur camp. Les Anglais bombardaient Alexandrie pour détourner Bonaparte de son projet sur la Syrie; mais il comprend le but de cette hostilité, et la dédaigne : il arrive à El-Arich le lendemain de la victoire de Reynier sur les Mamelucks, sept jours après son départ du Caire. Il fait sur-le-champ canonner une des tours du château. La brèche est ouverte, et en deux jours les Barbares qui forment la garnison ont capitulé. On trouve dans le fort des magasins considérables.

L'armée continue sa marche pénible dans le désert, où elle éprouve de grandes souffrances; mais les soldats voyant leur général marchant à leurs côtés, supportant, avec une santé débile, les mêmes privations qu'eux et les mêmes fatigues, n'osent se plaindre. Entre El-Arich et Gaza, Bonaparte courut un grand danger et faillit être enlevé. On s'était égaré; Kléber, qui marchait à la tête, avait été trompé par ses guides; Bonaparte suivait le bon chemin avec une

cinquantaine d'hommes, officiers et soldats, mais, à l'approche d'un village, il fut salué par la mousqueterie des Mamelucks d'Ibrahim. Il s'arrêta sur-le-champ, et découvrit, à l'aide de sa lunette, un camp de quinze cents chevaux. Heureusement, le jour disparut. Bonaparte donna ordre de rétrograder, et l'ennemi, qui crut n'avoir en face qu'un simple détachement, ne fit qu'une faible démonstration. A quatre lieues en arrière, on rencontra Bessières avec le quartier-général, et dans la nuit, Kléber rallia. Le lendemain, les Français aperçoivent les belles montagnes



de la Syrie, et les plaines de l'antique Gaza qui leur rappellent le sol de la patrie. Gaza, qui n'a plus de portes, et que les troupes de Djezzar abandonnent, envoie une députation au général en chef. L'armée y oublie toutes ses privations. Deux jours sont accordés à son repos. Trois jours après, nous sommes devant Jaffa, autrefois Joppé, si fameuse dans l'histoire merveilleuse des enfants d'Israël. Des forces imposantes la défendent; de hautes murailles flanquées de tours la protégent. Djezzar l'a confiée à des troupes choisies. Une artillerie formidable y est servie par douze cents canonniers turcs. L'importance de cette place, qui présente un port à l'escadre et qui est la clef des états du pacha, ne permet pas d'en retarder le siége. Au bout de trois jours l'investissement est formé, la tranchée ouverte; le bombardement commence.

et bientôt on juge la brèche praticable. Bonaparte envoie un Turc porter une sommation au commandant de Jaffa, qui, pour toute réponse, fait couper la tête au parlementaire et ordonne une sortie. Mais cette sortie ne réussit point aux ennemis, et le soir même notre feu a fait crouler une de leurs tours. Le point de l'assaut est marqué ; un spectacle d'un intérêt bien touchant frappe tout à coup le soldat : tous les chrétiens de la ville tenant dans leurs mains un crucifix, et criant *christian, christian*, franchissent les remparts, et se précipitent dans nos rangs, où ils sont traités et accueillis comme des frères. Après cet événement, l'attaque contre les ennemis reprit tout son acharnement ; leur résistance opiniâtre ne sauve ni eux ni Jaffa. La ville est emportée ; le massacre devient général ; rien n'arrête la rage du vainqueur. La fureur donne la mort, et la mort donne la contagion. Pendant deux jours et deux nuits, le glaive exterminateur détruit tout ce qui résistait dans Jaffa. Ses dunes virent une partie de ce sacrifice à un dieu barbare, à ce dieu inconnu que les conquérants appellent la nécessité. Un millier de malheureux, la plupart compris dans la capitulation d'El-Arich, furent passés par les armes. L'histoire transmet sans explication la mémoire de ce massacre à la postérité. Mais elle offrira pour document la proclamation de Bonaparte aux habitants du Caire, à son retour de Syrie. Là est le témoignage sans justification de la destruction des prisonniers de Jaffa. Les Égyptiens et les Mamelucks qui se trouvaient parmi eux furent renvoyés en Égypte, sous l'escorte d'un détachement de dromadaires.

Avant de quitter Jaffa, Bonaparte y établit un divan, une garnison et un grand hôpital. Des symptômes de peste s'étaient manifestés. Plusieurs hommes de la 32e demi-brigade en avaient été atteints, et un rapport des généraux Bon et Rampon alarma sérieusement le général en chef sur la propagation de ce fléau. Bonaparte parcourut l'hôpital de Jaffa, accompagné des généraux Berthier et Bessières, de l'ordonnateur en chef Daure, et du médecin en chef Desgenettes. Le général parla aux malades, les encouragea, toucha leurs plaies en leur disant : « Vous voyez bien que cela n'est rien. » Lorsqu'il sortit, on lui reprocha vivement son imprudence. Il répondit froidement : « C'est mon devoir ; je suis le « général en chef. » Cette visite et le courage de Desgenettes, qui, s'inoculant la contagion en présence de nos soldats, se guérissait par les remèdes qu'il leur prescrivait, rassurèrent le moral de l'armée, singulièrement ébranlé par l'invasion d'un aussi horrible fléau.

Bonaparte s'avance ensuite sur Saint-Jean-d'Acre. Dans sa marche rapide, il enlève les positions des nombreux ennemis qui l'attaquent, sans cependant triompher de tous les obstacles. On eut une affaire assez meurtrière avec les Naplousains. Nos troupes furent repoussées, et le chef de brigade Barthélemy perdit la vie. C'était la seconde fois que les Français échouaient contre les habitants de Naplouse ; pendant le siége de Jaffa, le général Damas avait tenté une malheureuse reconnaissance vers leurs montagnes, où il eut le bras cassé, et

beaucoup d'hommes hors de combat. L'importante place de Caïffa, où l'armée trouve des munitions et des approvisionnements en tout genre, tombe en notre pouvoir.

Dans cette mémorable campagne de Syrie, tout présente l'empreinte de l'Orient ; tout est grand : le danger, la résistance, l'attaque, la vengeance, la barbarie. Soixante jours verront la valeur française briser vainement les murs de Saint-Jean-d'Acre, et Bonaparte, devenu plus inébranlable dans son dessein par les efforts de l'ennemi, communiquer toute l'opiniâtreté de sa résolution à des légions que les Romains eussent nommées invincibles. Chaque jour rend le péril plus éminent, la prise d'Acre plus nécessaire. Les firmans du Grand-Seigneur ont soulevé les populations d'une partie de l'Asie; elles descendent des montagnes, et accourent de Bagdad, de Damas, des bords de l'Euphrate, pour la destruction des infidèles; les flottes turques couvrent la mer et portent une armée qui vient au secours de la Syrie. Une autre se rassemble à Rhodes pour reconquérir l'Égypte, où Mourad-bey occupe le général Desaix, où l'insurrection agite le Delta. Le pavillon d'Angleterre dirige la tempête maritime; il faut s'emparer d'Acre avant que son port reçoive ces nouveaux renforts. Mais l'artillerie de siége nous manque; enlevée par une croisière anglaise avec notre flottille, elle sert à fortifier les remparts d'Acre. Les deux assauts donnés à la ville ont prouvé la force des ouvrages qui la protégent, et Djezzar, pour seconder les mouvements de l'armée du pacha de Damas, ordonne contre le camp de Bonaparte une sortie générale, que conduisent et soutiennent les équipages et l'artillerie des vaisseaux anglais. L'impétuosité de nos bataillons a bientôt refoulé les assiégés dans la place.

Le général en chef avait détaché la division Kléber vers le Jourdain, pour en disputer le passage à l'armée venant de Damas. Cette armée, réunie aux peuplades des montagnes de Naplouse, s'élevait à environ vingt-cinq mille hommes. Plus de douze mille cavaliers en faisaient la force. Elle traînait un bagage immense. Junot, avec l'avant-garde de Kléber, forte de cinq cents hommes au plus, rencontra l'avant-garde turque sur la route de Nazareth. Loin de reculer, il brava hardiment l'ennemi, et, formé en carré, couvrit le champ de bataille de morts, et prit cinq drapeaux ; mais, obligé de céder au nombre, il se replia sur la division Kléber. Instruit de la force de l'ennemi, Bonaparte se détache, avec la division Bon, pour aller au secours de Kléber et livrer une bataille décisive. Des hauteurs qui dominent les plaines de Fouli, il découvre Kléber, qui, retranché dans des ruines avec deux mille hommes, y brave les vingt mille qui le cernent. En un moment, Bonaparte a conçu cette bataille célèbre, à laquelle le Thabor va attacher son nom. Il envoie Murat garder le Jourdain avec sa cavalerie. Vial et Rampon marchent sur Naplouse, et lui-même il se place entre les ennemis et leurs magasins. Son petit corps est divisé en deux carrés, dont la direction, combinée avec la position de la division Kléber, doit enfermer les Turcs





au centre d'un triangle. Il marche en silence, sans donner aucun signe de son approche, jusqu'à une certaine distance, puis tout à coup fait tirer un coup de canon et se montre sur le champ de bataille. « C'est Bonaparte ! » s'écrient les



Français. Kléber, qui a combattu seul toutes les forces ennemies, depuis six heures du matin jusqu'à une heure, profite de l'enthousiasme qu'excite le nom du général en chef, et prend aussitôt l'offensive. L'armée ennemie, assaillie tout à coup sur tous les points, coupée dans sa retraite, perd cinq mille hommes, ses chameaux, ses tentes, ses provisions.

Pendant cet intervalle, on n'avait cessé de miner les murs de Saint-Jean-d'Acre. Il y avait un mois et demi qu'on était devant la place, où, malgré de continuels avantages, on faisait d'irréparables pertes d'hommes et de temps. Par une faveur de la fortune, l'amiral Perrée vient débarquer à Jaffa neuf pièces de siége : Deux assauts brusquement ordonnés sont infructueux ; l'un des deux coûte la vie au brave Caffarelli-Dufalga. Tout à coup on signale une flotte : c'est le pavillon turc ; il faut que Saint-Jean-d'Acre tombe avant que cette flotte entre dans le port. Bonaparte veut tenter encore une attaque générale ; c'est la cinquième. Jamais son armée n'a déployé une audace plus impétueuse :

tous les ouvrages extérieurs sont emportés; le drapeau tricolore est planté sur le rempart. Les Turcs, repoussés dans la ville, ont ralenti leur feu. Encore un effort, et les ennemis n'auront pas débarqué, et Saint-Jean-d'Acre nous appartiendra. Mais deux prisonniers échappés du Temple étaient accourus de Paris dans cette contrée pour enlever la victoire à Bonaparte. L'un, Phélippeaux, son compagnon de l'École-Militaire, commande le génie; il a amené avec lui le brave Tromelin, officier d'une haute distinction, qui prend la direction de l'artillerie; l'autre fugitif du Temple, Sidney-Smith, commodore sous l'amiral Hood à Toulon, commande l'escadre anglaise. Celui-ci voit le péril de la place, marche à la tête des équipages de ses vaisseaux, et entraîne au combat tous les habitants découragés. La population se presse à sa suite, et bientôt les rues, subitement fortifiées et défendues par les débris des maisons elles-mêmes, deviennent le théâtre du plus affreux carnage. Trois assauts consécutifs, dont le dernier est livré par la division toute fraîche du général Kléber, sont signalés par les prodiges de la plus téméraire valeur; mais ils durent céder encore à l'opiniâtre résistance des assiégés. L'inflexibilité de Bonaparte fut enfin ébranlée, et il apprit à l'armée qu'il renonçait à la conquête de Saint-Jean-d'Acre : « Soldats, lui dit-il, après avoir, avec une poignée d'hommes, nourri « la guerre pendant trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces de « campagne, cinquante drapeaux, fait dix mille prisonniers, rasé les fortifi- « cations de Gaza, Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en Égypte, etc. » Si cette proclamation fit illusion à l'armée, on ne saurait l'attribuer qu'à la magique influence d'un grand capitaine sur les soldats accoutumés à vaincre sous lui; mais il sentit profondément les conséquences de son éclatant revers (1).

L'armée reprit enfin la route du Caire; mais la contagion de Jaffa avait continué ses ravages parmi les troupes devant Saint-Jean-d'Acre. Le contact des malheureux qui en sont affectés peut détruire en peu de jours les braves qui ont survécu à tant de dangers, et dont le retour est le salut de leurs compagnons d'Égypte. Mais, d'un autre côté, si ceux que la peste a frappés restent en arrière, ils périront égorgés par les Turcs, en représaille du massacre de Jaffa. Rien n'est ordinaire dans cette campagne de Syrie, et tout est extrême dans les différentes positions où se trouvent l'armée et son chef. Le moment devient pressant; il faut dérober à l'ennemi le départ des Français; la nuit le protége encore. Une ambulance, établie près d'Acre, servait de dépôt au grand hôpital du Mont-Carmel. Au premier ordre de la levée du siége, tous les malades du Carmel se

(1) C'est ce qu'attestent les paroles qu'il a prononcées sur le rocher de Sainte-Hélène : « Si « j'avais enlevé Saint-Jean-d'Acre, j'opérais une révolution dans l'Orient. Les plus petites cir- « constances conduisent les plus grands événements : j'aurais atteint Constantinople et les Indes ; « j'eusse changé la face du monde. »





dirigèrent sur Tentura et Jaffa, traînés par les chevaux d'artillerie, dont les pièces avaient été abandonnées. Tous les chevaux des officiers, ceux du général en chef, sont mis par son commandement, et sous ses yeux, à la disposition de l'ordonnateur en chef Daure, pour le transport de ces infortunés sur Jaffa. Bonaparte est à pied et donne l'exemple. A Jaffa, il fait partir trois colonnes de pestiférés : l'une par mer, sur Damiette, conduite par le commissaire des guerres Colbert ; et, par terre, la seconde sur Gaza, et la troisième sur El-Arich. Une soixantaine d'hommes, déclarés incurables, demeurèrent à Jaffa. Plusieurs d'entre eux furent, dit-on, recueillis par les Anglais sur le bord de la mer. Quant à ceux qui suivirent l'armée, ils guérirent en grande partie pendant la route.

La retraite s'opère sous de tristes auspices. L'incendie dévore chaque jour les moissons, les bestiaux, ainsi que les villages qui ont attaqué ou trahi l'armée. Gaza, seule restée fidèle, est seule épargnée. Au bout de trois jours, les Français rentrent en Égypte, et le fort d'El-Arich reçoit de Bonaparte de nouveaux développements, des magasins, une garnison. Il fortifie Tineh, laisse un corps de troupes à Kattieh : ces trois places défendent l'Égypte du côté de la Syrie. Enfin, après quatre mois d'absence, l'armée rentre au Caire, et croit revoir le sol natal ; elle a perdu six cents hommes par la peste, douze cents par la guerre, et a ramené dix-huit cents blessés. Ainsi, après une des campagnes les plus meurtrières et les plus actives, notre armée, accablée par toutes les privations et par un climat homicide, n'a à regretter que dix-huit cents hommes.

L'entrée au Caire fut triomphale, et effaça les funestes impressions que le bruit de la destruction de nos braves et de la mort du sultan Kébir (le père du feu), nom donné par les Arabes à Bonaparte, avait faites sur la population. Le général en chef sut tirer habilement parti des mensonges semés par les émissaires turcs et anglais, quand il dit aux habitants dans sa proclamation : « . . . . . Il est arrivé au Caire *le bien gardé*, le chef de l'armée française, le « général Bonaparte, qui aime la religion de Mahomet, il est arrivé bien « portant et bien sain, remerciant Dieu des faveurs dont il le comble. Il est « entré au Caire par la porte de la Victoire ; ce jour est un grand jour : on « n'en a jamais vu de pareil. Tous les habitants du Caire sont sortis à sa ren- « contre ; ils ont vu et reconnu que c'était bien le même général en chef « Bonaparte, en propre personne ; ils se sont convaincus que ce qui avait été « dit sur son compte était faux... Il fut à Gaza et à Jaffa : il a protégé les habi- « tants de Gaza ; mais ceux de Jaffa, égarés, n'ayant pas voulu se rendre, il les « livra tous, dans sa colère, au pillage et à la mort : il a détruit tous les rem- « parts et *fait périr tout ce qui s'y trouvait*. Il trouva à Jaffa cinq mille hommes « des troupes de Djezzar, il les a tous détruits !... » Les Français, en retrouvant au Caire toutes les jouissances de la vie, oublièrent les journées du désert

et les périls du siége de Saint-Jean-d'Acre. Ils volèrent bientôt à de nouvelles fatigues. Celui qui ne se reposait jamais apprend que Mourad-bey, descendu de la Haute-Égypte avec un corps considérable, a échappé aux poursuites continuelles des généraux Desaix, Belliard, Donzelot et Davoust. Soudain il se met en marche pour aller l'attaquer aux Pyramides, qui ont vu la première défaite des Mamelucks ; mais, fidèle à ses prudentes habitudes, le bey a déjà fui dans le désert.

Bonaparte se disposait à reprendre la route du Caire, quand il reçut la nouvelle de l'arrivée devant Aboukir d'une escadre de cent voiles turques, qui menaçait Alexandrie. Aboukir est un nom fatal : Bonaparte veut que l'armée y venge la flotte. Il se rend à Giseh sans entrer au Caire, et donne dans la nuit, à ses généraux, l'ordre des mouvements les plus rapides pour se porter au-devant des troupes que commande le pacha de Romélie, Seïdman-Mustapha, soutenu des forces de Mourad et d'Ibrahim. Avant de quitter Giseh, Bonaparte écrit au divan du Caire : « Quatre-vingts bâtiments ont osé attaquer « Alexandrie ; mais repoussés par l'artillerie de cette place, ils sont allés « mouiller à Aboukir, où ils commencent à débarquer. Je les laisse faire, « parce que mon intention est de les attaquer, de tuer tous ceux qui ne vou- « dront pas se rendre, et de laisser la vie aux autres pour les mener en « triomphe au Caire : ce sera un beau spectacle pour la ville. » Le général en chef arrive à Alexandrie, et marche sur Aboukir, dont le fort était tombé au pouvoir de l'ennemi par la faute de Marmont. Ce général n'avait point secouru la faible garnison, qui, assaillie par terre et par mer, et réduite à trente-cinq hommes, n'avait capitulé qu'après soixante heures de combat. La position qu'il choisit est inspirée par le même génie qui avait conquis toute l'Italie sur les meilleurs généraux de l'Europe. Mustapha-Pacha doit triompher, ou nul de ses soldats ni lui-même ne pourront se soustraire au vainqueur. Aboukir n'était accessible pour les Français que du côté de la terre, puisqu'ils n'avaient point de marine à opposer à la flotte anglo-turque qui avait jeté l'ancre à une demi-lieue en mer.

L'armée ottomane, forte de dix-huit mille hommes, défendue par une artillerie nombreuse, se couvrit d'une double ligne de retranchements ; l'une, voisine du fort d'Aboukir, avait pour appui un mamelon retranché sur le rivage, un hameau à son centre, et des chaloupes canonnières à sa gauche. L'autre ligne, moins distante du corps de la place, s'étendait aussi de l'une à l'autre plage ; mais plus resserrée, fortifiée sur plusieurs points, au milieu desquels s'élevait une redoute hérissée de canons, elle était plus formidable encore que la première.

Notre armée ne s'élance pas d'abord avec son impétuosité accoutumée, mais à peine se trouve-t-elle à portée des ouvrages, qu'une colonne, aux ordres du général Destaing, se précipite sur le mamelon, à droite de la première





ligne, tandis que Murat s'avance rapidement pour couper la retraite à l'ennemi. Premier gage de la victoire, ce mouvement réussit et coûte la vie à deux mille Turcs, tués ou jetés dans les flots, sans perte d'un seul homme. Aussitôt Destaing se porte sur le hameau, que le général Lannes attaque de front; Mustapha détache en vain un renfort considérable. Murat culbute le renfort; le village est enlevé, et la première ligne de l'ennemi tombe en notre pouvoir. Bonaparte prépare le même sort à la seconde, et veut attirer l'attention des Turcs vers leurs ailes, pour emporter ensuite leur centre avec sa réserve. Sans attendre de nouvel assaut, ils viennent à notre rencontre avec intrépidité. Leur droite est d'abord repoussée; mais Murat, engagé entre le feu des chaloupes canonnières et celui de la redoute, tente sans succès à plusieurs reprises de franchir la terrible barrière qui l'arrête. A la gauche, les Turcs, désespérés de la résistance de nos immobiles bataillons, nous chargent avec impétuosité; notre infanterie les contraint, non sans de grands efforts, à se retirer, et arrive par degrés devant la redoute. Là elle est obligée à son tour de reculer devant les feux croisés de l'ennemi.

Jusqu'alors le courage, la fermeté, le sang-froid de nos troupes, n'avaient point obtenu le prix qu'ils méritaient; tout à coup les Turcs, fidèles à leur coutume barbare, descendent imprudemment pour trancher la tête aux morts et aux blessés français; Murat voit leur faute, se précipite entre eux et la redoute, et parvient à passer. Assaillis en même temps par la colonne du général Fugières, les ennemis s'effraient de sentir Murat sur leurs derrières; ils veulent rétablir leurs communications avec la flotte qui les protége. Bonaparte, dont le génie plane sur le champ de bataille, saisit l'instant de vaincre; il engage aussitôt sa réserve dont il avait eu peine à retenir l'ardeur. Redoute, retranchements, tout est enlevé en un instant; les Turcs sont taillés en pièces, beaucoup se jettent dans les flots pour gagner leurs navires: les balles de nos soldats les atteignent jusque dans ce dernier asile. Murat, si redoutable dans la poursuite d'un ennemi ébranlé, s'élance avec sa cavalerie entre le village et le fort d'Aboukir, et pénètre dans le camp de Mustapha-Pacha. Celui-ci, saisi de désespoir, prend un pistolet et le tire sur Murat, qu'il blesse légèrement. Murat lui coupe deux doigts d'un coup de sabre, et l'envoie prisonnier à Bonaparte. Les Turcs qui ne sont ni tués ni noyés se retirent dans le fort d'Aboukir avec le fils du pacha, qui fut réduit à se rendre après huit jours d'une héroïque résistance.

Plus de douze mille cadavres flottaient sur cette mer d'Aboukir, qui naguère avait été couverte des corps de nos marins, deux ou trois mille avaient péri par le feu et le fer. Telle est cette bataille extraordinaire, où, pour la première fois peut-être dans l'histoire de la guerre, l'armée ennemie fut détruite tout entière. Une victoire si complète coûta peu de sang français: immense dans ses résultats, elle sauva l'armée, qu'un revers eût perdue sans ressource

En effet, les Turcs, les Arabes de Mourad, les Mamelucks, les Égyptiens révoltés, bientôt réunis aux forces nombreuses que le grand vizir tenait en Syrie, seraient venus nous accabler. Kleber avait sans doute le sentiment de ce danger, lorsqu'il disait à Bonaparte, après cette immortelle journée : « Venez

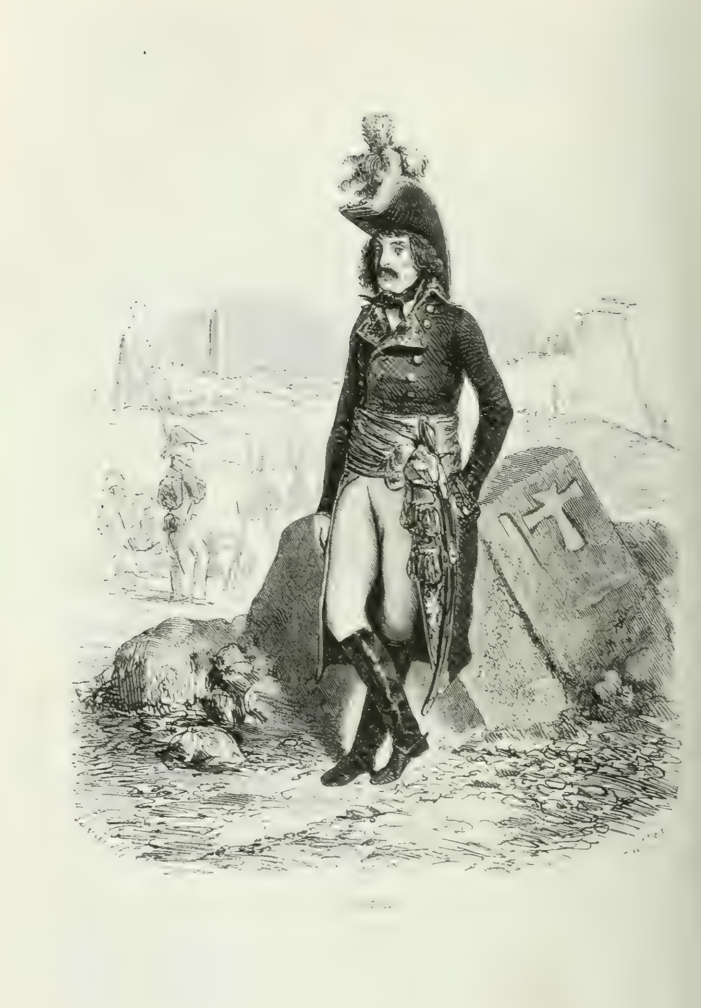


« que je vous embrasse, mon cher général ; vous êtes grand comme le monde. »

Ainsi fut vengé le désastre naval d'Aboukir. La population du Caire, en voyant, parmi les trophées de Bonaparte, Mustapha et son fils, tous deux captifs, accueillit avec tous les transports d'un enthousiasme superstitieux le prophète invincible qui ne craignit pas d'annoncer d'avance son triomphe.

Mais après la soumission de l'Égypte, après des exploits inouïs, au milieu desquels l'échec de Saint-Jean-d'Acre se trouvait perdu ; après la bataille d'Aboukir qui l'environnait de l'éclat d'un dernier succès, il sentait que l'Orient l'avait grandi et lui donnait de l'ascendant sur l'Europe, frappée d'un nouvel étonnement. D'ailleurs, les nouvelles qu'il venait de recevoir lui apprenaient que la France, humiliée, avait éprouvé des revers sur le Rhin, et des désastres sur le théâtre où il fonda sa première gloire ; que la nation faisait éclater son mécontentement, que le nom du vainqueur d'Arcole, du pacificateur de Campo-





Formio, retentissait dans tous les souvenirs et entrait dans toutes les espérances. Il vit que la France avait enfin besoin de lui ; et cette haute pensée, qui renfermait tout le secret d'une ambition que justifiaient sans doute à ses yeux deux années de prodiges militaires, le détermina à revenir brusquement dans sa patrie. Il dut calculer également que l'expédition d'Égypte, illustrée à jamais par la victoire, par des conquêtes si utiles à la civilisation, et destinée à occuper une place éternelle dans les annales de la science et dans la mémoire des hommes, s'était achevée pour lui à la journée d'Aboukir, et qu'il ne lui restait plus qu'une administration de détail, soit comme général d'une armée qui ne pouvait se recruter, soit comme possesseur inquiet d'une contrée étrangère. Il comprit que la continuation d'une position aussi précaire le livrait à toute la rigueur d'un exil obscur et sans repos, et ne présentait que la perspective peut-être rapprochée d'une capitulation inévitable, qui anéantirait en un jour ses triomphes d'Europe et d'Orient.

Quoi qu'il en soit, la raison ostensible de son départ fut la lecture des gazettes, et notamment des journaux de Francfort, que le lieutenant de vaisseau Descorches lui apporta de la part de Sidney-Smith. Cet officier était allé à bord de l'amiral anglais pour échanger les prisonniers turcs avec les prisonniers français. Sidney-Smith, en envoyant ces papiers à Bonaparte, voulait lui ôter toute idée de revenir en France, alors entamée par la coalition. Bonaparte trouva, au contraire, dans les malheurs de nos armées en Italie, et dans la situation intérieure de la république, un nouveau devoir à remplir envers sa patrie, et peut-être l'éveil de la plus haute fortune pour lui-même. Chacun put lire ces journaux dans sa tente, à Ramanieh, lorsqu'il revenait au Caire. Ce fut pour le général en chef un moyen simple de préparer ou d'éclairer l'opinion sur la possibilité de son éloignement. Ceux qui l'appelèrent une désertion, soit en France, soit en Égypte, n'étaient pas dans la confidence du génie ou des engagements de Bonaparte. Il prit sur lui de quitter l'Égypte, ainsi qu'il avait fait pour la signature des préliminaires de Léoben : l'Orient n'avait pas altéré la puissance de sa volonté. Bonaparte exécuta son projet comme il exécutait un mouvement sur l'ennemi. L'action fut subite, le secret impénétrable. Un voyage dans le Delta servit de prétexte à son départ du Caire.

A cette époque, Desaix occupait la Haute-Égypte, où il était entré après les brillants succès du général en chef. Livré à lui-même, Desaix fit éclater son habileté militaire, et l'art de conduire des soldats français. A la bataille de Sédiman, l'une des plus terribles qui se soient jamais données en Égypte, tout ce que pouvaient le courage, l'intrépidité, la rage et le désespoir des plus braves guerriers du monde, et le talent d'un chef aussi vaillant qu'expérimenté, fut tenté contre nous par les Mamelucks et Mourad-bey. Nous ne dûmes l'avantage qu'à des prodiges de sang-froid, de constance, de valeur, et surtout au cri de

vaincre ou mourir, poussé par Desaix au moment de marcher avec ses bataillons sur les batteries ennemies qui menaçaient de les anéantir jusqu'au dernier



Cette affaire nous rendit maîtres de la province du Fayoum. Une autre victoire, remportée à Samanhouth, et la résolution de n'accorder aucun relâche à l'infatigable Mourad, menèrent Desaix jusqu'à l'île de Philé, ancienne limite des possessions du peuple-roi.

Cependant Mourad, forcé de se jeter dans l'affreux pays de Bribe, au-dessus des cataractes, nous laissait encore des ennemis derrière lui. Il fallut combattre une partie des Mamelucks qui ne l'avaient pas suivi, et son lieutenant Osman-bey-Hassan, à Luzor, près des ruines de Thèbes. Kéné, Aboumanah, Siout, nous virent aux mains avec les Arabes soulevés par ce même Hassan, fier du désastre de notre flottille incendiée ou prise à Benhouth, et de l'arrivée du chérif de la Mecque avec de nombreux renforts. Il n'existe pas un autre exemple d'une action comme celle de Benhouth, où une faible colonne de mille hommes, aux ordres du général Belliard, vengea notre malheur, et triompha de dix mille mahometans échauffés par l'ivresse d'un succès récent et par le fanatisme le plus exalté. Les Mamelucks et les Arabes furent également défaits : les premiers recoururent à la fuite ; les seconds, retranchés dans un bâtiment au centre du village, que nous avions été réduits à livrer aux flammes,

chantaient des hymnes religieux au milieu de leur immense bûcher ; et, à demi consumés, ils se défendaient encore contre nos soldats victorieux.

Le manque de munitions ne permettant pas au général Belliard de tenir la campagne, il s'était enfermé dans Kéné ; Desaix vint le ravitailler et poursuivre la guerre. D'autres combats à Bardis, à Girgé, à Géhémi, firent ressortir de nouveau toute notre supériorité sur les Arabes et les Mamelucks. Biniadi, où nous trouvâmes des caisses pleines d'or ; Abou-Girgé, qui avait maltraité notre envoyé cophte et repoussé nos paroles de paix, subirent le sort de Benhouth. Un engagement glorieux avec l'ennemi à une demi-lieue de Sienne, et les préparatifs de l'expédition qu'il méditait sur Cosséir, tels étaient l'ensemble et le résultat des travaux du général Desaix dans la Haute-Égypte : il s'y était montré grand capitaine, administrateur éclairé, gouverneur plein de sagesse ; et sa conduite lui avait mérité de la part des habitants le nom de *Sultan juste*. Bonaparte, qui lui portait une estime et une amitié particulières, aurait bien voulu emmener un homme dont il pouvait tout espérer sans en avoir jamais rien à craindre ; mais il ne pouvait l'attendre.

Kléber avait, comme on va le voir dans les instructions que lui envoya le général en chef, l'ordre de faire partir Desaix pour la France. Voici la lettre de Bonaparte, qui est un véritable monument historique :

« Vous trouverez ci-joint, général, un ordre pour prendre le commandement « en chef de l'armée. La crainte que la croisière anglaise ne reparaisse d'un « moment à l'autre, me fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours. « J'emmène avec moi les généraux Berthier, Andréossy, Murat, Lannes et Mar- « mont, et les citoyens Monge et Berthollet.

« Vous trouverez ci-joints les papiers anglais et de Francfort jusqu'au 10 juin. « Vous y verrez que nous avons perdu l'Italie ; que Mantoue, Turin et Tortone « sont bloqués. J'ai lieu d'espérer que la première tiendra jusqu'à la fin de no- « vembre. J'ai l'espérance, si la fortune me sourit, d'arriver en Europe avant « le commencement d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouvernement, « et un autre chiffre pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir, dans le courant d'octobre, Junot ainsi que mes « domestiques et tous les effets que j'ai laissés au Caire. Cependant je ne trou- « verais pas mauvais que vous engageassiez à votre service ceux de mes domes- « tiques qui vous conviendraient.

« L'intention du gouvernement est que le général Desaix parte pour l'Europe « dans le courant de novembre, à moins d'événements majeurs.

« La commission des arts passera en France sur un parlementaire que vous « demanderez à cet effet, conformément au cartel d'échange, dans le courant de « novembre, immédiatement après qu'elle aura achevé sa mission. Elle est main- « tenant occupée à voir la Haute-Égypte ; cependant ceux des membres que vous « jugerez pouvoir vous être utiles, vous les mettrez en réquisition sans difficulté

« L'effendi fait prisonnier à Aboukir est parti pour se rendre à Damiette. Je « vous ai écrit de l'envoyer en Chypre : il est porteur, pour le grand vizir, d'une « lettre dont vous trouverez ci-jointe la copie.

« L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon, et de l'escadre espagnole à « Carthagène, ne laisse plus de doute sur la possibilité de faire passer en Égypte « les fusils, les sabres, les pistolets, les fers coulés dont vous pourriez avoir be- « soin, et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de recrues suffisante « pour réparer les pertes des deux campagnes.

« Le gouvernement vous fera connaître alors ses intentions lui-même ; et moi, « comme homme public et comme particulier, je prendrai des mesures pour « vous faire avoir fréquemment des nouvelles.

« Si, par des événements incalculables, toutes les tentatives étaient infruc- « tueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles « de France, et si, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte et « vous tuait plus de quinze cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait « en sus de celles que les événements de la guerre vous occasionneront jour- « nellement, je pense que dans ce cas vous ne devez pas hasarder de soutenir la « campagne, et que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte-Ottomane, « quand même la condition principale serait l'évacuation de l'Égypte. Il fau- « drait seulement éloigner l'exécution de cette condition jusqu'à la paix générale.

« Vous savez apprécier aussi bien que moi combien la possession de l'Égypte « est importante à la France ; cet empire turc, qui menace ruine de tous côtés, « s'écroule aujourd'hui ; et l'évacuation de l'Égypte serait un malheur d'autant « plus grand, que nous verrions de nos jours cette belle province passer en des « mains européennes.

« Les nouvelles des succès ou des revers qu'aura la république doivent aussi « entrer puissamment dans vos calculs.

« Si la Porte répondait, avant que vous eussiez reçu de mes nouvelles de « France, aux ouvertures de paix que je lui ai faites, vous devez déclarer que « vous avez tous les pouvoirs que j'avais, et entamer les négociations, persistant « toujours dans l'assertion que j'ai avancée, que l'intention de la France n'a ja- « mais été d'enlever l'Égypte à la Porte ; demander que la Porte sorte de la « coalition et nous accorde le commerce de la mer Noire ; qu'elle mette en « liberté les prisonniers français ; et enfin six mois de suspension d'armes, « afin que, pendant ce temps-là, l'échange des ratifications puisse avoir lieu.

« Supposant que les circonstances soient telles que vous croyiez devoir con- « clure ce traité avec la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez pas le « mettre à exécution qu'il ne soit ratifié ; et, suivant l'usage de toutes les na- « tions, l'intervalle entre la signature d'un traité et sa ratification doit toujours « être une suspension d'hostilités.

Vous connaissez, citoyen général, quelle est ma manière de voir sur la po-

« litique intérieure de l'Égypte : quelque chose que vous fassiez, les chrétiens « seront toujours nos amis. Il faut les empêcher d'être insolents, afin que les « Turcs n'aient pas contre nous le même fanatisme que contre les chrétiens; ce « qui nous les rendrait irréconciliables. Il faut endormir le fanatisme, afin qu'on « puisse le déraciner. En captivant l'opinion des grands cheicks du Caire, on a « l'opinion de toute l'Égypte; et de tous les chefs que ce peuple peut avoir, il « n'y en a aucun de moins dangereux que les cheicks, qui sont peureux, ne « savent pas se battre, et qui, comme tous les prêtres, inspirent le fanatisme « sans être fanatiques.

« Quant aux fortifications, Alexandrie, El-Arich, voilà les clefs de l'Égypte. « J'avais le projet de faire établir, cet hiver, des redoutes de palmiers, deux de- « puis Salahieh à Katieh, deux de Katieh à El-Arich; l'une se serait trouvée à « l'endroit où le général Menou a trouvé de l'eau potable.

« Le général Samson, commandant du génie, et le général Songis, comman- « dant de l'artillerie, vous mettront chacun au fait de ce qui regarde sa partie.

« Le citoyen Poussielgue a été exclusivement chargé des finances. Je l'ai re- « connu travailleur et homme de mérite. Il commence à avoir quelques rensei- « gnements sur le chaos de l'administration de l'Égypte. J'avais le projet, si « aucun nouvel événement ne survenait, de tâcher d'établir, cet hiver, un nou- « veau mode d'imposition, ce qui nous aurait permis de nous passer à peu près « des Cophtes; cependant, avant de l'entreprendre, je vous conseille d'y réflé- « chir longtemps. Il vaut mieux entreprendre cette opération un peu plus tard « qu'un peu trop tôt.

« Des vaisseaux de guerre français paraîtront indubitablement cet hiver à « Alexandrie, Bourlos ou Damiette. Faites construire une bonne tour à Bour- « los; tâchez de réunir cinq ou six cents Mamelucks, que, lorsque les « vaisseaux français seront arrivés, vous ferez en un jour arrêter au Caire « et dans les autres provinces, et embarquer pour la France. Au défaut de Ma- « melucks, des ôtages d'Arabes, cheicks-belets, qui pour une raison quelconque « se trouveraient arrêtés, pourront y suppléer. Ces individus, arrivés en France, « y seront retenus un ou deux ans, verront la grandeur de la nation, pren- « dront quelques idées de nos mœurs et de notre langue, et, de retour en « Égypte, y formeront autant de partisans.

« J'avais déjà demandé plusieurs fois une troupe de comédiens : je prendrai « un soin particulier de vous en envoyer. Cet article est très-important pour « l'armée et pour commencer à changer les mœurs du pays.

« La place importante que vous allez occuper en chef va vous mettre à même « enfin de déployer les talents que la nature vous a donnés. L'intérêt de ce qui « se passe ici est vif, et les résultats en seront immenses pour le commerce, « pour la civilisation; ce sera l'époque d'où dateront de grandes révolutions.

« Accoutumé à voir la récompense des peines et des travaux de la vie dans

« l'opinion de la postérité, j'abandonne avec le plus grand regret l'Égypte. L'in-
« térêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les événements extraordinaires qui
« viennent de se passer, me décident seuls à passer au milieu des escadres en-
« nemies pour me rendre en Europe. Je serai d'esprit et de cœur avec vous. Vos
« succès me seront aussi chers que ceux où je me trouverais en personne ; et je
« regarderai comme mal employés tous les jours de ma vie où je ne ferai pas
« quelque chose pour l'armée dont je vous laisse le commandement, et pour con-
« solider le magnifique établissement dont les fondements viennent d'être jetés.

« L'armée que je vous confie est toute composée de mes enfants ; j'ai eu dans
« tous les temps, même au milieu des plus grandes peines, des marques de leur
« attachement. Entretenez-les dans ces sentiments : vous le devez à l'es-
« time toute particulière que j'ai pour vous, et à l'attachement vrai que
« je leur porte. « BONAPARTE. »

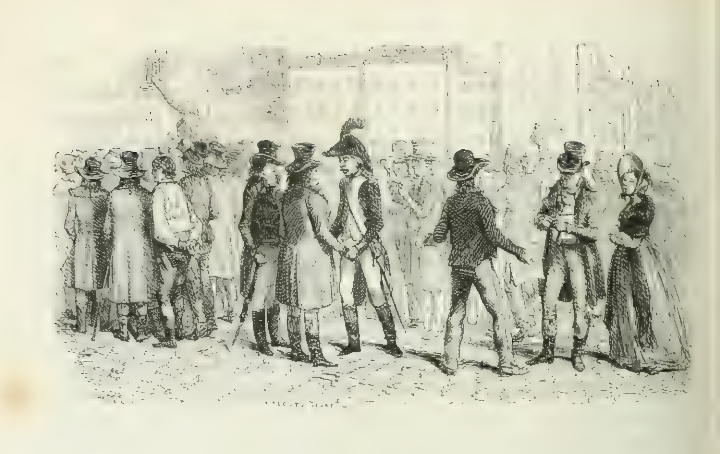
Le 23 août 1799, une proclamation instruisit l'armée de la nomination de Kléber au commandement général. L'impression que cette proclamation produisit sur les soldats, fut d'abord hostile contre le chef qui les abandonnait ; mais leur colère découvrit bientôt des motifs de s'apaiser dans le choix de son successeur. On ne peut expliquer par quel prodige, au jour où il mit à la voile, et jusqu'à son arrivée en France, la mer se trouva libre pour le passage des quatre bâtiments qui portaient Bonaparte et sa suite. On fut souvent en vue de vaisseaux anglais. On le remarquait avec inquiétude. « Ne craignez rien, s'écrie « Bonaparte, nous arriverons ; la fortune ne nous a jamais abandonnés ; nous « arriverons en dépit des Anglais. » La flottille entra le 1er octobre dans le port



d'Ajaccio, où les vents contraires la retinrent sept jours. Bonaparte y apprit

avec détail l'état de la France et celui de l'Europe ; et ces nouvelles rendirent ce retard insupportable à celui qui, de tous les hommes, savait le mieux apprécier la valeur et calculer l'emploi du temps. Enfin, la flottille appareilla pour la France ; mais à la vue des côtes parurent dix voiles anglaises. Le contre-amiral Gantheaume proposa de virer de bord sur la Corse : « Non, lui dit Bonaparte, cette manœuvre nous conduirait en Angleterre ; je veux arriver en « France. » Le 9 octobre (17 vendémiaire an VIII), de grand matin, les frégates mouillaient à Fréjus, après quarante et un jours de route sur une mer sillonnée de vaisseaux ennemis. En un moment, toute la rade fut couverte de canots qui se dirigèrent vers Bonaparte. Le général Pereymont, commandant la côte, aborda le premier. Avant l'arrivée des préposés à la santé, il y avait eu de nombreuses communications avec la terre. Comme il n'existait point de malades à bord, et que, depuis plus de sept mois, la peste avait cessé en Égypte, cette violation des règlements était peut-être moins condamnable. Avec l'impulsion ardente que la conquête et le ciel de l'Égypte venaient d'imprimer à son caractère, il était bien impossible que Bonaparte restât indécis entre une mesure sanitaire et le but de son voyage. La France l'amnistia pour l'infraction à la loi de sa propre conservation, tant elle désirait, tant elle comprit le retour de son héros!





CHAPITRE XVI.

1799.

Retour de Bonaparte en France. — Enthousiasme universel. — Journées des 18 et 19 brumaire an VIII.



Le général Bonaparte fut vivement frappé de l'enthousiasme qui, à son débarquement, transporta la population de Fréjus. Cette exaltation portait un autre caractère que celle qu'avait produite la gloire du héros d'Italie : car la multitude ne saluait pas seulement le conquérant de l'Égypte, mais le Libérateur de la France. Ce mot devint pour lui un oracle ; et, dès ce moment, il connut toute la faveur de la fortune qui le ramenait dans sa patrie. Mais qu'était Fréjus auprès de la capitale? qu'étaient les habitants de cette petite ville de matelots, auprès de l'élite de la nation, auprès du peuple de la grande cité qui avait proclamé tous les fastes de la révolution?

Sa relâche forcée en Corse et sa descente à Fréjus venaient de lui confirmer l'état déplorable de la France, dont les gazettes de Francfort l'avaient instruit en Égypte. La guerre civile s'était rallumée dans l'Ouest avec fureur, et se propageait à travers le département de l'Eure jusqu'aux environs de Paris; après avoir gagné Bordeaux et Toulouse, elle menaçait d'envahir le Midi. L'Italie tout entière gémissait sous le joug des Austro-Russes, ses nouveaux maîtres. Joubert, envoyé dans cette contrée par le Directoire, était mort en combattant à Novi. Bonaparte sentit qu'il reparaissait à propos pour ressaisir le berceau de sa grandeur. Cette conquête lui souriait d'autant plus que, Masséna ayant détruit en Suisse le dernier corps de l'armée de Suwarow, il pourrait se retrouver encore, comme en 1796, face à face avec l'Autriche seule; et il était loin de désespérer de lui dicter la paix une seconde fois. Mais ce qui frappa surtout l'attention de Bonaparte, ce fut de voir le Directoire tombé dans une telle déconsidération aux yeux de la France, qu'on ne lui savait aucun gré ni des succès de Masséna en Suisse, ni de ceux de Brune en Hollande, et que l'éclat des fameuses batailles de Zurich et de Bergen restait exclusivement personnel à ces deux généraux. Il n'est pas de signe plus caractéristique de la décadence d'un gouvernement, que cette partialité générale qui ne lui compte que les défaites et lui attribue tous les malheurs publics.

Le 9 octobre, à six heures du soir, Bonaparte se mit en route pour Paris avec Berthier, son chef d'état-major; il s'était fait précéder du bulletin de la bataille d'Aboukir. Des réceptions extraordinaires, des honneurs souverains l'attendaient à Aix, à Avignon, à Valence, et surtout à Lyon. Des fêtes furent improvisées sur son passage par les villes et par les campagnes, et présidées par les autorités. Pendant ce voyage, l'une des plus belles époques de sa vie, il ne put douter à chaque pas qu'il ne fût accueilli comme libérateur par la France. Il comprit, il accepta ces présages de succès, et arriva le 16 à Paris, non-seulement pleinement justifié à ses propres yeux d'avoir quitté l'Égypte, mais bien convaincu qu'il n'avait fait qu'obéir à la volonté nationale.

Après la mort de Joubert et le retour à Paris de Moreau, qui venait de s'illustrer en se mettant à la tête de notre armée, engagée dans une action terrible avec les Russes, Sieyes et ses amis avaient reporté leurs vues sur ce général. Mais, à la nouvelle du débarquement de Bonaparte, Moreau dit aux directeurs: « Vous n'avez plus besoin de moi; voilà l'homme qu'il vous faut pour un *mou-* « *vement* : adressez-vous à lui. » Enfoncé dans la routine révolutionnaire, le Directoire ne savait pas ce que tout le monde sentait à Paris, ce que l'on répétait dans les salons et dans les lieux publics, qu'un parti nouveau se présentait pour dominer tous les autres: c'était le parti de l'armée, qui, n'ayant paru sur le théâtre politique qu'au 18 fructidor, allait profiter de l'ascendant qu'on lui avait donné en implorant ses dangereux secours contre une portion des Conseils et du gouvernement. Le vainqueur de Toulon, de vendémiaire, d'Italie et

d'Égypte, représentait ce parti, le seul redoutable désormais; et certes, le hardi violateur des règlements sanitaires ne s'était pas mis au-dessus de toutes les lois militaires et civiles pour venir offrir son appui au Directoire.

Bonaparte avait bien jugé l'effet du bulletin de la bataille d'Aboukir sur les habitants de la capitale. Son arrivée fut annoncée dans tous les spectacles comme une prospérité publique. Il vit que Paris était dans son secret et dans ses espérances. En effet, il fut accueilli par une conspiration générale, et entouré tout à coup d'amitiés ou d'intérêts qu'il n'avait pu prévoir. Le lendemain, 17 octobre, il se rendit au Luxembourg, où il exposa en séance particulière la situation de l'Égypte ; il déclara aux directeurs, qu'instruit des malheurs de la France, il n'était revenu que pour la défendre. Il jura sur son épée que son départ n'avait point d'autre cause, et lui point d'autre intention.



Les cinq directeurs, divisés, non en trois factions, mais en trois intrigues, prirent chacun pour eux ce serment. Toutefois, voulant éviter de leur donner aucun soupçon et de se prononcer plutôt pour l'un que pour l'autre, Bonaparte recommença le genre de vie retirée qu'il avait adopté, soit lorsqu'il fut abandonné par le Comité de salut public, après le siége de Toulon, soit après le traité de Campo-Formio, avant de partir pour l'Égypte. Il se montrait peu en

public, n'allait au théâtre qu'en loge grillée, ne fréquentait ostensiblement que les savants, et ne consentit à dîner chez les directeurs qu'en famille. Il ne put cependant refuser le banquet que lui offrirent les deux Conseils dans le temple de la Victoire (l'église Saint-Sulpice); mais il ne fit que paraître à cette espèce de fête, dont il sortit avec Moreau.

Paris regardait avec une sorte de respect cette solitude de Bonaparte après de glorieux travaux; on faisait plus encore, on attachait au retour de cette habitude, qui avait marqué les époques importantes de sa carrière, l'espérance de quelque haute combinaison qui vînt au secours de la nation. Le public ne se trompe guère sur les grands événements qui doivent éclore, et il se trompait d'autant moins cette fois, que lui-même conspirait ouvertement contre le Directoire. Bonaparte n'eût pas apporté d'Égypte la volonté de changer le gouvernement de la France et d'en prendre les rênes, qu'il y aurait été forcé par l'opinion. De toutes parts on le pressait de se mettre, non à la tête d'un mouvement, mais d'une révolution.

Voici quel était l'état des partis à cette époque. Jourdan, Augereau et Bernadotte, figuraient au premier rang de la faction démocratique, connue sous le nom du *Manége*. Cette faction, qui se ralliait aux directeurs Moulins et Gohier, lequel présidait alors, se composait des révolutionnaires républicains. Sieyes dirigeait les politiques et les modérés qui siégeaient dans le Conseil des Anciens. Il proposa à Bonaparte d'exécuter un coup d'état médité dès longtemps, et lui soumit une constitution qu'il avait silencieusement élaborée. Roger-Ducos, l'ombre de Sieyes, se trouvait compris de droit dans toutes les opinions de son collègue. Quant à Barras, placé à la tête des spéculateurs, des hommes de plaisir, c'était un ambitieux de sérail; seul de son espèce au Directoire, il flottait entre les deux partis, et aurait voulu s'en débarrasser. Bonaparte l'appelait le chef des *pourris*. Un quatrième parti se formait des conseillers de Bonaparte, qui ne se souciaient ni de la démagogie de Gohier, ni de la métaphysique de Sieyes, ni de la corruption de Barras. Au nombre de ces hommes était Fouché, alors ministre de la police du Directoire. Il avait rompu avec les républicains, dont il était sorti, et à l'arrivée de Bonaparte il se hâta de commencer vis-à-vis du Directoire le rôle qu'il n'a cessé de jouer depuis sous les divers gouvernements de la France. Ses services parurent d'autant plus précieux, que cet homme pouvait être plus nuisible aux projets du général. Bonaparte accueillit encore les avis d'un autre ministre, que sa disgrâce récente, due à l'influence du *Manége*, poussait à prendre une couleur plus franche, et à obtenir plus de crédit que Fouché; cet ex-ministre était le citoyen Talleyrand-Périgord : il ne devait plus aucune fidélité au Directoire, et il avait, par ses antécédents et par la nature de son esprit, plus de raisons sans doute que le révolutionnaire Fouché, d'être dégoûté de la république et de ses gouvernants.

Résolu à dissoudre le Directoire, Bonaparte voulait que cette operation ne

fût pas une révolution, mais un changement. Car cet homme, qui aimait la guerre avec passion, avait en horreur le moindre tumulte populaire. Pour arriver à son but, il existait une route constitutionnelle, indiquée par Sieyes et par l'article 3 de la constitution, qui donnait aux Anciens le pouvoir de transférer les deux Conseils hors de la capitale. Grâce à cette mesure légale, le Directoire se trouvait isolé. Bonaparte jugea que le moment de s'entendre avec Sieyes était venu, en raison de l'immense influence que ce directeur exerçait dans le Conseil des Anciens. Bonaparte le connaissait depuis longtemps, et penchait à se rapprocher de lui Cependant les amis du général l'engageaient à voir Barras : il dîna donc avec ce directeur le 30. Après le repas, Barras lui confia le besoin qu'il éprouvait de se retirer des affaires, et la nécessité d'adopter pour la France une autre forme de gouvernement. Il ne voyait, disait-il, que le général Hédouville qui convînt pour être le président de la nouvelle république. La confidence manquait d'adresse. Le nom d'Hédouville cachait celui de Barras, à qui un regard de Bonaparte découvrit qu'il était deviné. Il quitta Barras, assez irrité de ce que ce directeur avait voulu le jouer, et alla trouver Sieyes, avec lequel il s'accorda bientôt. On convint que celui-ci disposerait le Conseil des Anciens à prendre la résolution qu'autorisait la constitution, et que Bonaparte se chargerait de faire appuyer au besoin, par les troupes, la décision de ce Conseil. L'exécution de l'entreprise fut fixée du 15 au 20 brumaire, c'est-à-dire du 6 au 11 novembre 1799. Le lendemain matin, Bonaparte vit arriver Barras, qui, averti par ses amis de la maladresse de ses paroles de la veille, et de la maturité des événements, s'excusa en témoignant le désir de n'être pas oublié dans les nouveaux projets, et finit par se mettre *à la disposition du seul homme*, disait-il, *qui pût sauver la France*. Il était difficile d'abdiquer avec plus de franchise. Bonaparte se montra moins confiant que Barras : il allégua les soins qu'exigeait sa santé et le besoin de repos.

La garnison de Paris, dont une partie avait servi en Italie, et dont l'autre avait marché sous les ordres de Bonaparte au 13 vendémiaire, ainsi que les quarante-huit adjudants et les chefs de la garde nationale nommés par lui après cette journée, en sa qualité de général en chef de l'armée de l'intérieur, avaient voulu être présentés au vainqueur de l'Égypte dès son arrivée à Paris; trois régiments de dragons, surtout, désiraient avec ardeur qu'il les passât en revue. Le général les remettait de jour en jour, dans la crainte d'afficher la popularité militaire, et d'éveiller les soupçons du ministre de la guerre Dubois de Crancé, son ennemi personnel et la créature du *Manége*; mais le 15, dans une dernière conférence entre Bonaparte et Sieyes, l'exécution de la révolution méditée ayant été définitivement fixée au 18 brumaire (9 novembre), les officiers de la garnison furent convoqués à sept heures du matin, pour le 18, au domicile du général. Quant aux troupes, Murat, Lannes, Leclerc, beau-frère de Bonaparte, et Sébastiani, qui commandait le 3e de dragons, se chargèrent de disposer leurs officiers à

marcher sous le nouveau drapeau. Bonaparte avait fait appeler Sébastiani, son ami et son compatriote, et, après lui avoir confié les projets du lendemain, il lui dit de s'assurer de son régiment, et de le diviser en deux parties, dont six cents hommes à pied prendraient position, le 18, à six heures du matin, dans la rue Royale, sur la place Louis XV, sans pouvoir communiquer avec qui que ce fût. Sébastiani devait ensuite se rendre chez Bonaparte avec quatre cents chevaux, occuper les avenues de sa maison jusqu'à la rue du Mont-Blanc, et donner pour consigne à ses vedettes de laisser entrer tous les militaires qui se présenteraient, mais de ne permettre à personne de sortir.

Le ministre de la guerre, Dubois de Crancé, n'avait pu ignorer le mouvement militaire qui se préparait depuis quelques jours dans les casernes et parmi les officiers, en faveur du général Bonaparte ; il eut des preuves certaines du projet formé d'enlever la garnison de Paris et de l'employer à une révolution contre le gouvernement. Il alla au Luxembourg, le 17, en donner avis à Gohier, président du Directoire, et lui proposa de faire arrêter le général Bonaparte le lendemain. Mais les directeurs, qui se reposaient sur les rapports de Fouché et sur les sentiments que Bonaparte leur avait témoignés constamment depuis son retour, Gohier surtout, que Bonaparte ménageait le plus, parce qu'il craignait davantage son influence républicaine, se récrièrent contre le dessein du ministre, et restèrent dans l'ignorance complète de ce qui allait se passer. Cependant Dubois de Crancé, qui ne voulait pas être pris tout à fait au dépourvu, dans le cas où le Directoire se réveillerait, avait consigné toutes les troupes dans leurs casernes. Le colonel Sébastiani reçut, le 18, à cinq heures du matin, l'ordre de se rendre au ministère, comme il montait à cheval, avec ses dragons. Sébastiani mit l'ordre dans sa poche et arriva avec ses quatre cents chevaux à l'hôtel Bonaparte. Le général l'envoya inviter ses officiers à déjeuner. En chemin, Sébastiani rencontra, dans la longue et étroite avenue qui conduisait à la maison de Bonaparte, le général Lefebvre en voiture ; ce général était commandant de Paris ; il demanda avec sévérité au colonel en vertu de quel ordre il était à la tête de son régiment : « Le général Bonaparte vous le dira, » répondit Sébastiani. Lefebvre ordonna à son cocher de sortir et de le ramener chez lui. Alors Sébastiani fit connaître sa consigne et engagea Lefebvre à entrer chez Bonaparte pour s'entendre avec lui. Lefebvre, voyant l'impossibilité de faire tourner sa voiture dans l'avenue, et de se soustraire à la consigne donnée, se décida à suivre le conseil de Sébastiani. En arrivant chez le général Bonaparte, il l'interrogea sur le mouvement de troupes qui avait lieu d'après ses ordres, et lui fit de violents reproches. Quand il eut fini, Bonaparte lui dit froidement : « Général Lefebvre, vous êtes une des colonnes de la république ; je veux la sauver « aujourd'hui avec vous, et la délivrer des avocats qui perdent notre belle « France. Voilà pourquoi je vous ai engagé à venir chez moi ce matin. — Les « avocats ! répondit le général Lefebvre ; oui, vous avez raison, il faut les chas-

« ser. Vous pouvez compter sur moi. » On sent combien il importait à Bonaparte d'avoir pour lui et avec lui le commandant de Paris. Bientôt après se présen-



tèrent en foule tous les généraux et officiers qui, depuis quelques jours, s'étaient déclarés les partisans de l'adversaire du Directoire. Dans ce nombre on remarquait Moreau, qui se livra tout entier à Bonaparte. Celui-ci craignait Bernadotte, le chef le plus influent du *Manége*, et depuis quelque temps devenu suspect au Directoire, qui, deux mois auparavant, lui avait retiré le portefeuille de la guerre. Ce général, à l'époque du 18 fructidor, où il commandait une division à l'armée d'Italie, avait publiquement désapprouvé la protection que Bonaparte et son armée donnèrent à cette révolution. Le matin, sur l'invitation de ce général, Bernadotte s'était rendu chez lui ; une conversation très-vive eut lieu entre eux : Bernadotte refusa de coopérer au changement politique dont il recevait la confidence. Il sortit de cet entretien, après avoir promis de rester neutre.

Satisfait d'avoir paralysé, pour le moment, un homme qui pouvait au moins contrarier ses projets, Bonaparte, incapable de rien négliger, voulut aussi s'assurer du président du Directoire, et l'engagea à dîner pour le jour même de l'événement. Mais cette précaution ne lui parut pas encore suffisante, et afin de n'éprouver de la part de Gohier aucune resistance aussitôt que la décision du Conseil des Anciens serait connue, il avait aussi fait adresser par madame Bonaparte, et porter par son fils Eugène au directeur et à son épouse, une invitation pressante à déjeuner pour huit heures du matin. Gohier, en homme qui s'avise un peu tard, se contenta d'envoyer sa femme. Cependant, à l'insu du Directoire, dont l'incrédulité et la confiance sommeillaient au Luxembourg, dès cinq heures du matin une convocation extraordinaire avait été faite aux membres du Conseil des Anciens qui trempaient dans la conjuration. Déjà le général Bonaparte se trouvait entouré de la presque totalité des militaires de la garnison de Paris, lorsque le député Cornet vint lui apporter le décret qui mettait l'armée à sa disposition, et ordonnait la translation des deux Conseils à Saint-Cloud. Il faut rendre à chacun ce qui lui appartient : il n'est douteux pour aucun témoin de ce grand drame, que, sans le décret du Conseil des Anciens, le général Bonaparte ne pouvait exécuter ses projets, ni changer la forme du gouvernement en vingt-quatre heures, sans se jeter dans les hasards tumultueux d'une révolution. Ce décret ne légitimait pas, mais il autorisait ce qui allait avoir lieu militairement. Le centre, le foyer, l'indispensable appui de la conspiration était dans le Conseil des Anciens.

Fouché, qu'on n'avait point admis à diriger les fils de la trame, s'en dédommageait en faisant espionner les deux partis : il sut le premier que Gohier avait rejeté les avis de Dubois de Crancé, et se targua de cette révélation auprès de Bonaparte ; il sut le premier aussi que le décret des Anciens était rendu, et se hâta d'en informer le général avant l'arrivée de Cornet, leur président. Alors, ne pouvant retenir son zèle, ou plutôt saisissant, pour en recueillir les fruits, l'occasion de le faire éclater, il avoua au général qu'il avait ordonné de fermer les barrières de Paris, et d'arrêter le départ des courriers et diligences. Fouché n'était pas encore corrigé des moyens révolutionnaires, et sentait toujours son école. Bonaparte se contenta de lui répondre : « Vous voyez, par l'affluence des « citoyens et des braves qui m'entourent, que je n'agis qu'avec la nation. Je « saurai faire respecter le décret du Conseil et assurer la tranquillité publique. » Fouché sortit de chez le général pour publier une proclamation qu'il tenait toute prête en faveur de la nouvelle révolution, et se rendit ensuite au Luxembourg, afin d'avertir le Directoire de la résolution du Conseil des Anciens. Le président Gohier le reçut comme il le méritait. Il osa dire au président que les rapports ne lui avaient pas manqué ; mais ces rapports étaient évidemment faux, puisque ce ministre infidèle travaillait contre le Directoire. Il ajouta : « *N'est-ce pas du sein même du Directoire que le coup est parti? Sieyes et Roger-Ducos sont à la com-*

mission des Anciens. — La majorité est ici, lui répondit froidement Gohier, *et si le Directoire a des ordres à donner, il en chargera des hommes plus dignes de sa confiance.* »

Gohier avait raison de parler ainsi à Fouché ; mais il avait le tort, dans ces circonstances, de s'être montré si imprévoyant. Il ne pouvait ignorer que Bonaparte était venu pour prendre part aux affaires : en effet, comme le dit Fouché, le général avait demandé à Gohier de le faire admettre au Directoire, et Gohier ne refusa de coopérer à cette innovation qu'en alléguant l'âge prescrit par la constitution. Le fait est qu'il ne se trouvait d'hommes capables dans cette révolution que ceux qui l'exécutaient ; et qu'un gouvernement déclaré vacant dans sa propre capitale, par la majorité des habitants et par ses troupes, et qui comptait parmi ses ennemis Bonaparte, Moreau, Talleyrand, Fouché, Cambacérès, les hommes les plus puissants et les plus distingués du temps, n'avait aucun moyen de salut, et devenait ridicule dans sa chute, qui était le secret de toute la population depuis quinze jours.

Cependant le président Cornet venait de donner lecture au général Bonaparte, en présence de tous les militaires qui remplissaient son hôtel, du décret suivant : « Le Conseil des Anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la « constitution, décrète ce qui suit : 1° Le Corps-Législatif est transféré dans la « commune de Saint-Cloud. Les deux Conseils y siégeront dans les deux ailes « du palais. 2° Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à midi. *Toute conti-« nuation de fonctions de délibération est interdite ailleurs avant ce terme.* 3° Le « général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret ; il prendra « toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. « Le général commandant la 17e division, la garde du Corps-Législatif, les gardes « nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent dans la commune « de Paris et dans l'arrondissement constitutionnel, et dans toute l'étendue « de la 17e division, sont mis immédiatement sous ses ordres et tenus de le « reconnaître en cette qualité. Tous les citoyens lui prêteront main-forte à « la première réquisition. 4° Le général Bonaparte est appelé dans le sein du « Conseil, pour y recevoir une expédition du présent décret et prêter serment : « il se concertera avec les commissions des inspecteurs des deux Conseils. 5° Le « présent décret sera de suite transmis par un message au conseil des Cinq-« Cents, et au Directoire exécutif : il sera imprimé, affiché, promulgué et en-« voyé dans toutes les communes de la république par des courriers extraor-« dinaires. » Tel fut le premier manifeste de la révolution convenue entre Bonaparte et Sieyes, dans la conférence du 15, et dont le Conseil des Anciens se rendait l'organe et l'instrument.

Après cette lecture, Bonaparte ordonna aux quarante-huit adjudants de faire battre la générale, et de proclamer le décret dans tous les quartiers de Paris : ensuite il monta à cheval, suivi des généraux, des officiers et des dragons de

Sébastiani, entra par le Pont-Tournant aux Tuileries, où il vit venir au-devant de lui la garde du Conseil des Anciens, qui l'attendait en bataille sur la terrasse du bord de l'eau : ce fut avec ce cortége qu'il arriva au palais, au milieu des acclamations des soldats et de la population que la nouveauté de ce spectacle avait attirée. Introduit dans la salle des séances avec son état-major : « Citoyens, dit-« il, la république périssait ; vous l'avez su, et votre décret vient de la sauver. « Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre ! Je les arrêterai, aidé « des généraux Berthier, Lefebvre, et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on « ne cherche pas dans le passé des exemples qui pourraient retarder votre mar-« che. Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle : rien dans « la fin du dix-huitième siècle ne ressemble au moment actuel. Votre sagesse a « rendu ce décret, nos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une république « fondée sur la vraie liberté, sur la liberté civile, sur la représentation natio-« nale ; nous l'aurons. Je le jure. Je le jure en mon nom et en celui de mes « compagnons d'armes. » Bonaparte reçut les félicitations et les encouragements des membres présents du Conseil des Anciens.

En sortant de l'assemblée, il alla passer dans le Carrousel la revue des troupes, et les harangua par cette proclamation envoyée ensuite aux armées : « Soldats ! le décret extraordinaire du Conseil des Anciens est conforme aux « articles 102 et 103 de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le commandement « de la ville et de l'armée. Je l'ai accepté pour seconder les mesures qu'il va « prendre et qui sont toutes en faveur du peuple. La république est mal gou-« vernée depuis deux ans. Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme « à tant de maux : vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obli-« gations que je remplis. Vous remplirez les vôtres, et vous seconderez votre « général avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours trouvées en « vous. La liberté, la victoire et la paix, replaceront la république française au « rang qu'elle occupait en Europe, et que l'ineptie ou la trahison a pu seule « lui faire perdre. *Vive la république !* » Les troupes répondirent avec des cris unanimes de *vive Bonaparte ! vive la république !*

Dix mille hommes stationnèrent aux Tuileries, sous les ordres du général Lefebvre. Le commandement du Luxembourg fut donné à Moreau, qui s'était offert au général Bonaparte en qualité d'aide-de-camp. Bonaparte accepta ses services, et saisit peut-être l'occasion de le compromettre. Lannes eut le commandement de la garde du Corps-Législatif ; Murat fut chargé d'occuper militairement la commune de Saint-Cloud ; le général Lefebvre conserva le commandement de la 17e division militaire.

Le Directoire n'apprit ces évenements qu'entre dix et onze heures du matin, tandis que tout Paris en était instruit depuis plus de deux heures. Il se vit tout à coup, par une métamorphose étrange, sans pouvoir, sans gardes, sans relations avec les Conseils, avec le général en chef ni avec l'armée. Une heure aupara-

vant, Sieyes, qui savait bien à quoi s'en tenir, était tranquillement, et comme à l'ordinaire, monté à cheval sous les yeux de Barras, qui se moquait de l'inhabileté du nouvel écuyer, tandis que celui-ci partait au pas pour se rendre, par la rue du Bac, au Conseil des Anciens, où Roger-Ducos le suivit peu de temps après. Cependant Barras, Gohier et Moulins, croyant toujours représenter la république, firent appeler le général Lefebvre : il leur répondit par le décret qui le mettait, lui et la force armée, à la disposition du général Bonaparte. Les directeurs protestèrent d'abord avec violence contre le décret du Conseil des Anciens ; mais Barras, endoctriné par Talleyrand, comprit bien que le règne du Directoire était fini, et ôta la majorité à ses collègues en donnant secrètement sa démission. Aussitôt qu'il connut la résolution des Anciens, il envoya aux Tuileries son secrétaire Bottot à Bonaparte. Bottot trouva le général dans la salle des inspecteurs du Conseil ; et au moment où il se mettait en devoir de remplir la mission dont il était chargé, Bonaparte lui dit : « Annoncez à votre Barras que je ne veux plus entendre parler de lui. » Puis élevant la voix, il prononça ainsi l'arrêt des directeurs, comme s'ils eussent été présents : « Qu'avez-vous fait de cette France que je vous ai laissée si florissante? Je « vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre. Je vous ai laissé des vic- « toires, et j'ai retrouvé des revers. Je vous ai laissé les millions de l'Italie, « et j'ai retrouvé partout des lois spoliatrices et la misère. Qu'avez-vous fait « de cent mille Français que je connaissais, tous mes compagnons de gloire? Ils « sont morts! Cet état de choses ne peut durer : avant trois ans il nous mène- « rait au despotisme. Mais nous voulons la république, la république assise sur « les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance po- « litique. Avec une bonne administration, tous les individus oublieront les fac- « tions dont on les fit membres pour leur permettre d'être Français. Il est temps « enfin que l'on rende aux défenseurs de la patrie la confiance à laquelle ils ont « tant de droits. A entendre quelques factieux, bientôt nous serions tous les en- « nemis de la république, nous qui l'avons affermie par nos travaux et notre « courage ! Nous ne voulons pas de gens plus patriotes que les braves qui ont été « mutilés au service de la patrie. » Cette dernière phrase annonçait suffisamment sous quel drapeau la liberté devait marcher.

Dubois de Crancé proposa encore aux directeurs Gohier et Moulins d'arrêter Bonaparte sur le chemin même de Saint-Cloud; mais le president Gohier lui répondit : « *Comment voulez-vous qu'il fasse une révolution à Saint-Cloud, puisque je tiens ici les sceaux de la république?* Alors Gohier et son collègue Moulins se firent conduire aux Tuileries, à la salle de la commission des inspecteurs des deux Conseils ; là ils refusèrent leur adhésion. Gohier entama courageusement une explication très-vive avec Bonaparte, qui termina brusquement l'entretien par ces mots : « *La république est en péril, il faut la sauver, je le veux.* » Les deux directeurs, ne sachant plus que devenir, et n'étant plus rien dans

l'état, par suite de la démission de Barras, retournèrent au Luxembourg. Ils y furent bientôt investis par le général Moreau, qui exécuta les ordres dont il était chargé, avec un zèle que l'on n'aurait pas dû attendre d'un républicain aussi sincère en apparence. Quoique consignés et tenus en charte privée par ce général, Gohier et Moulins trouvèrent aisément le moyen de quitter l'ex-palais directorial dans la soirée : c'était ce que l'on désirait. Quant à Barras, il conçut de telles alarmes, qu'il demanda un passe-port pour Gros-Bois, avec une escorte. Il obtint l'un et l'autre, et partit comme un prisonnier. Ainsi finit le Directoire, et l'on n'y pensa plus. Les événements du lendemain allaient avoir une bien autre importance que la chute de ce faible gouvernement.

Cette journée pouvait être plus qu'orageuse ; car si Bonaparte ne triomphait pas d'une manière quelconque des adversaires qui le menaçaient, son parti et sa personne se trouvaient tout à coup entre la fatalité d'une guerre civile et la responsabilité d'un complot contre l'état. Dans les Conseils, le gouvernement directorial avait des adversaires très-nombreux, mais ils ne tendaient qu'à un changement partiel dans les directeurs. Paris était donc dans l'attente d'un grand événement ; dès la matinée du 19, la route de Saint-Cloud fut inondée d'une foule de curieux. Le passage des membres des deux Conseils, des militaires, du général Bonaparte et des troupes qu'il venait de haranguer au Champ-de-Mars, couvrit bientôt les avenues de cette commune. Murat les occupait déjà depuis la veille. On vit passer aussi l'ex-directeur Sieyes, dont la présence était nécessaire à Saint-Cloud, pour maintenir les dispositions de la majorité des Anciens. Ce Conseil ne songeait pas sans crainte à sa résolution de la veille. Il se serait rallié tout entier, sans aucun doute, au décret qui venait de mettre la fortune publique entre les mains de Bonaparte, s'il n'eût été question que d'un nouveau 18 fructidor contre le Directoire. Mais il y avait d'autres desseins qu'on ne voulait pas appuyer.

Les deux Conseils se réunirent : les Cinq-Cents dans l'Orangerie, sous la présidence de Lucien ; les Anciens, dans la galerie du palais, sous celle de Cornet. Aux Cinq-Cents, Émile Gaudin ouvrit la séance par un discours très-habile : il demanda la formation d'une commission chargée de présenter sans délai un rapport sur la situation de la république, et qu'aucune décision ne fût prise avant de l'avoir entendu. Boulay de la Meurthe, qui devait faire partie de la commission, avait préparé ce rapport pendant la nuit. A peine Gaudin eut-il cessé de parler, que la salle retentit des cris de *vive la constitution ! à bas le dictateur !* Delbrel, appuyé par Grandmaison, proposa de jurer *la constitution ou la mort*. L'assemblée se leva d'enthousiasme, aux cris de *vive la république !* et le serment fut prêté individuellement. Aucun des partisans de Bonaparte n'osa se soustraire à la puissante impulsion du serment.

Aux Anciens, la séance offrait moins d'agitation, soit en raison de l'âge des membres de l'assemblée, soit à cause de l'influence bien connue de Bonaparte et

de Sieyes, qui partageait ce Conseil. A cet instant, le général Bonaparte jugea que le moment de paraître était arrivé. Il traversa le salon de Mars, suivi de ses aides-de-camp, et se montra tout à coup dans le Conseil des Anciens. On aura sans doute remarqué que la veille, quand il alla recevoir, dans la séance de ce Conseil, le décret qui le plaçait à la tête des forces de la république, il avait évité de prêter, en sa nouvelle qualité, le serment prescrit.

Aussitôt qu'il fut entré, il parla des dangers actuels et de ses propres intentions : « Vous êtes sur un volcan, leur dit-il, la république n'a plus de gou-« vernement, le Directoire est dissous, les factions s'agitent ; l'heure de pren-« dre un parti est arrivée. Vous avez appelé mon bras et celui de mes com-« pagnons d'armes au secours de votre sagesse ; mais les instants sont précieux, « il faut se prononcer. On parle d'un César, d'un nouveau Cromwell ; on ré-



« pand que je veux établir un gouvernement militaire... Si j'avais voulu usur-« per l'autorité suprême, je n'aurais pas eu besoin de recevoir cette autorité « du Sénat. Plus d'une fois, et dans des circonstances extrêmement favora-« bles, j'ai été appelé par le vœu de la nation, par le vœu de mes camarades, « par le vœu de ces soldats qu'on a tant maltraités depuis qu'ils ne sont plus « sous mes ordres. Le Conseil des Anciens est investi d'un grand pouvoir, mais

« il est encore animé d'une plus grande sagesse : ne consultez qu'elle, pré-
« venez les déchirements ; évitons de perdre ces deux choses pour lesquelles
« nous avons fait tant de sacrifices, la *liberté* et *l'egalité*. » — « Et la *constitution?*
s'écria le député Linglet. » — « La constitution! reprit Bonaparte avec violence ;
« la constitution! osez-vous l'invoquer! vous l'avez violée au 18 fructidor,
« au 22 floréal, au 30 prairial ; vous avez en son nom violé tous les droits du
« peuple... Nous fonderons malgré vous la liberté et la république : aussitôt
« que les dangers qui m'ont fait conférer des pouvoirs extraordinaires seront
« passés, j'abdiquerai ces pouvoirs. » — « Et quels sont ces dangers? lui
« cria-t-on ; que Bonaparte s'explique! » — « S'il faut s'expliquer tout-à-fait,
« répondit-il, s'il faut nommer les hommes, je les nommerai. Je dirai que les
« directeurs Barras et Moulins m'ont proposé eux-mêmes de renverser le gou-
« vernement. Je n'ai compté que sur le Conseil des Anciens; je n'ai point
« compté sur le Conseil des Cinq-Cents, où se trouvent des hommes qui vou-
« draient nous rendre la Convention, les échafauds, les comités révolution-
« naires... Je vais m'y rendre, et si quelque orateur payé par l'étranger parlait
« de me mettre hors la loi, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-
« même! S'il parlait de me mettre hors la loi, j'en appelle à vous, mes braves
« compagnons d'armes! à vous, mes braves soldats, que j'ai menés tant de fois à
« la victoire! à vous, braves défenseurs de la république, avec lesquels j'ai par-
« tagé tant de périls pour affermir la liberté et l'égalité! je m'en remettrai, mes
« vrais amis, à votre courage et à ma fortune! » Après cette harangue, dont l'im-
pression ne pouvait être douteuse sur les militaires, le cri de *vive Bonaparte!* re-
tentit dans toute la salle. Le triomphe de la nouvelle révolution était assuré au
Conseil des Anciens : Bonaparte en sortit pour aller essayer la conquête difficile
du Conseil des Cinq-Cents.

La plus grande effervescence régnait toujours dans ce Conseil, d'ailleurs si
éloigné d'être instruit des projets de Bonaparte, qu'on venait d'y décréter un
message au Directoire, qui n'existait plus. La démission du directeur Barras
fut adressée aux Cinq-Cents, par les Anciens, au moment même où un membre
faisait la motion de leur demander les motifs de la translation à Saint-Cloud ; et
comme l'on discutait la légalité de la démission, Bonaparte se présenta dans la
salle du Conseil des Cinq-Cents, où il se présenta seul après avoir ordonné aux
officiers et soldats qui l'accompagnaient de rester aux portes. A la vue de
Bonaparte et de ses soldats, des imprécations remplirent la salle. « *Ici des sabres!*
s'écrièrent les députes ; *ici des hommes armés! A bas le dictateur! A bas le tyran!
Hors la loi le nouveau Cromwell!* » — « *C'est donc pour cela que tu as vaincu!* » s'é-
crie Destrem. Bigonnet s'avance et dit à Bonaparte : « *Que faites-vous, téméraire?
Retirez-vous! Vous violez le sanctuaire des lois!* » Cependant Bonaparte parvient
à la tribune malgré la plus ardente opposition ; il veut parler, mais sa voix est
étouffée par les cris mille fois répétés : *Vive la constitution! Vive la république!*

Hors la loi le dictateur! Plusieurs députés, transportés de fureur, vont à lui; parmi eux on distingue son compatriote Aréna, qui lui dit: « *Tu feras donc la guerre à ta patrie!* »

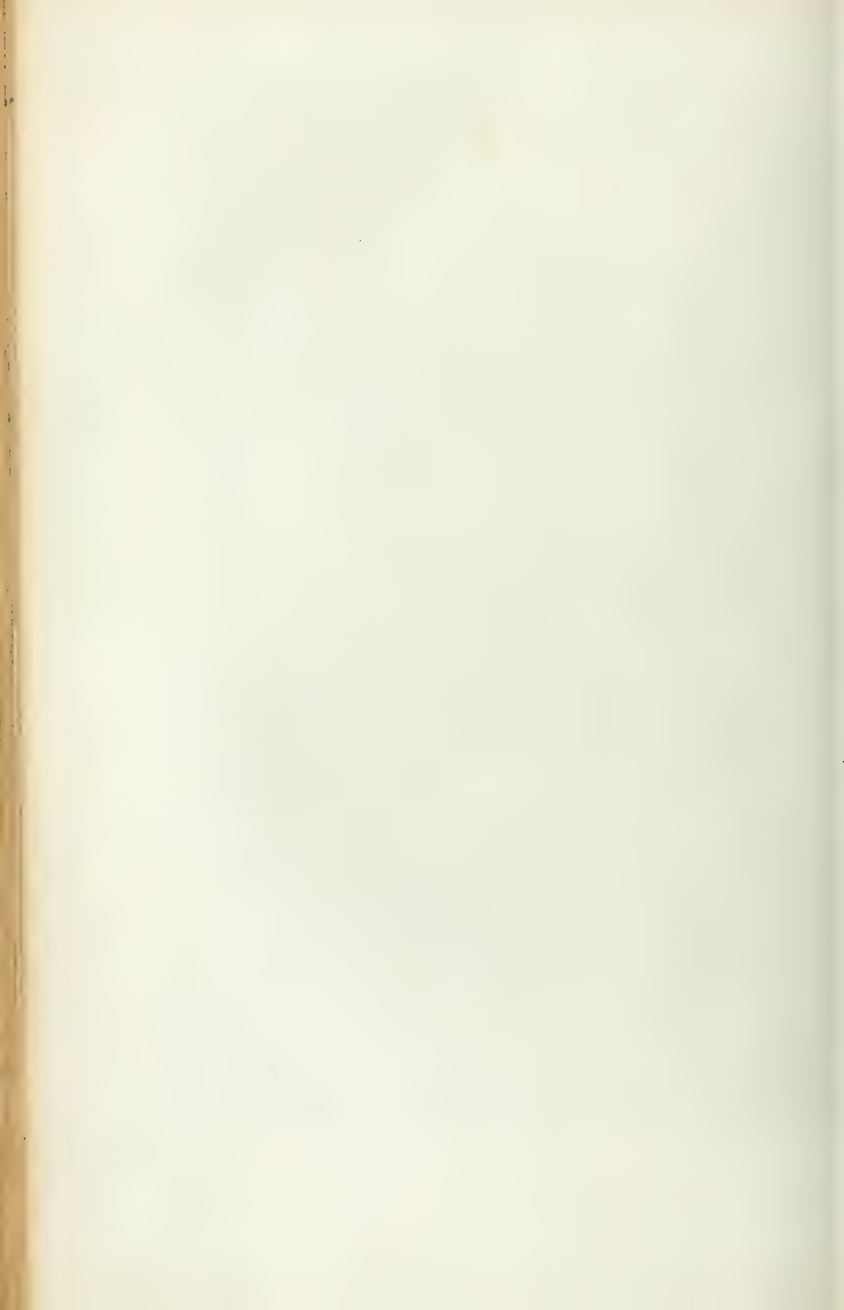
Bonaparte crut sans doute alors qu'on en voulait à sa vie, et ne put proférer une parole. Aussitôt les grenadiers, effrayés du péril qui menaçait leur général, se précipitèrent dans la salle, culbutèrent tout ce qui s'opposait à leur passage, en s'écriant : « *Sauvons notre général!* » et ils l'entraînèrent hors de la salle. Dans cette bagarre, l'un d'eux, nommé Thomé, fut, dit-on, légèrement blessé d'un coup de poignard.

Au milieu de cette scène tumultueuse, Lucien, qui présidait, s'efforce en vain de défendre son frère en citant ses nombreux services : il demande qu'il soit rappelé et entendu; mais il n'obtient d'autre réponse que le vœu de la proscription. Tous les députés se lèvent et s'écrient à la fois : « *Hors la loi! Aux voix la mise hors la loi contre le général Bonaparte!* »

Lucien même est sommé d'obéir à l'assemblée, et de mettre aux voix la mise hors la loi contre son frère. Indigné, il refuse, abdique la présidence et quitte son fauteuil. Pendant ce temps Bonaparte était monté à cheval, avait harangué les soldats, et attendait Lucien pour dissoudre l'assemblée. Celui-ci arrive, monte à cheval à côté de Bonaparte, requiert le concours de la force armée, et s'adresse ainsi aux troupes : « Vous ne reconnaîtrez, leur dit-il, « pour législateurs de la France, que ceux qui vont se rendre auprès de moi. « Quant à ceux qui resteraient dans l'Orangerie, que la force les expulse! ces « brigands ne sont plus les représentants du peuple : ce sont les représentants « du poignard. » Lucien calomniait le Conseil. Il avait protégé les jours de son frère : il avait rempli un devoir de la nature; il ne pouvait aller plus loin sans crime.

Cependant, d'après l'ordre de Bonaparte, Murat envahit la salle des Cinq-Cents, à la tête des grenadiers, et la fait évacuer de force ; les députés se sauvent en désordre par les fenêtres de l'Orangerie, laissant partout, dans leur fuite précipitée, des parties de leur costume. Jamais violation des lois d'un pays ne fut plus manifeste. Mais il s'agissait de la proscription pour Bonaparte et ses partisans; malheureusement, la cause que la représentation nationale avait le droit de soutenir, était gâtée par la déconsidération du Directoire, auquel personne ne s'intéressait. Toutefois, il résulta de la nécessité de vaincre où le dictateur légalement nommé par les Anciens se vit placé, un événement bien plus grave que toutes les prévisions: la défaite matérielle du parti républicain, dans le sanctuaire de la législature, transformé en champ de bataille, et l'établissement public et forcé de la dictature militaire. Le 19 brumaire fut le complément du 9 thermidor; il détruisit ce qui restait de la Montagne, la société du *Manége*. Ses membres ne formaient, depuis la mort de Robespierre qu'une exception redoutée, une secte sans popularité, que les bons citoyens ne con-





fondaient pas avec les vrais républicains. Mais, du moins, jusqu'au dernier moment, les représentants du peuple ne cédèrent qu'à la violence, et ils ne donnèrent point à la France le honteux exemple d'abjurer leur mandat devant les baïonnettes. Cependant, comme leur retour à Paris pouvait exciter quelque fermentation, le secrétaire-général de la police et le commissaire du gouvernement près du bureau central, qui se trouvaient à Saint-Cloud, reçurent l'ordre d'aller défendre aux postes des barrières de laisser rentrer un seul député dans la capitale ; le ministre Fouché avait eu la prévoyance de devancer cette mesure.

Après la dispersion des députés, le président Lucien se rendit au Conseil des Anciens, où il exposa les moyens de composer un nouveau Conseil des Cinq-Cents, en éliminant les membres les plus ardents. C'était aussi l'avis de Sieyes, qu'il avait émis la veille, et dont la prédiction sur l'opposition des Cinq-Cents s'était accomplie. On adopta la proposition de Lucien ; on se hâta de rassembler les membres du parti de Bonaparte, qui étaient restés dans le palais ; et cette minorité osa décréter que le général Bonaparte, les généraux et les soldats, qui venaient de dissoudre par la violence la représentation nationale, *avaient bien mérité de la patrie*.

Dans la même journée, on promulgua l'acte qui devait servir de base légale à la nouvelle révolution. Par cet acte, le Directoire fut aboli : les citoyens Sieyes, Roger-Ducos et Bonaparte formèrent une commission consulaire exécutive ; les deux Conseils furent ajournés, et soixante-deux membres du parti républicain, parmi lesquels on remarquait le général Jourdan, furent exclus. Une commission législative de cinquante membres, pris dans les deux Conseils, fut chargée de préparer un travail sur la constitution. Les consuls prêtèrent au Conseil des Anciens le serment accoutumé, *à la souveraineté du peuple, à la république une et indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif*, dernier hommage rendu à la nation française, qui accepta toutes les garanties du serment.

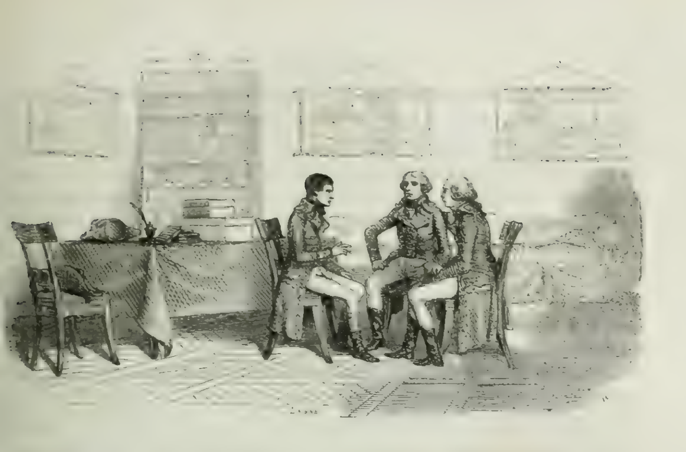
A cinq heures du matin, le nouveau gouvernement, ainsi établi, quitta Saint-Cloud et alla recueillir au Luxembourg l'héritage du Directoire. Dans la matinée, les trois consuls s'assemblèrent. « *Qui de nous présidera ?* dit Sieyes à ses deux collègues. — *Vous voyez bien*, répondit Roger-Ducos, *que c'est le général qui préside.* »

Sieyes avait compté sur un partage du pouvoir entre le général et lui. Il croyait que le pouvoir exécutif lui resterait, et que Bonaparte se contenterait de diriger l'armée. Mais à cette première conférence, il fut tellement frappé de la sagacité singulière avec laquelle son collègue traita les plus hautes questions de la politique et de l'administration, il sentit si profondément l'ascendant inévitable de cet homme extraordinaire, qu'en sortant il dit à MM. de Talleyrand, Cabanis, Rœderer, Chazal et Boulay de la Meurthe, conseillers privés du géné-

ral, dans les desseins qu'il venait d'exécuter : « *A présent, Messieurs, nous avons un maître. Il sait tout, il fait tout et il peut tout.* »

Ainsi se termina la fameuse révolution du 18 brumaire, sans effusion de sang et sans tumulte public, au milieu du peuple le plus ardent de l'Europe, et par l'homme le plus impétueux peut-être dont l'histoire fasse mention. Elle fut jugée bien diversement ; regardée par les uns comme un attentat à la liberté, elle fut accueillie, par le plus grand nombre, comme un acte hardi, mais nécessaire, qui termina l'anarchie.





CHAPITRE XVII.

1799—1800.

Commission consulaire exécutive. — Bonaparte, premier consul. — Constitution de l'an VIII.



Dans leur seconde séance, les consuls s'occupèrent de la formation d'un ministère. Bonaparte devait le composer de ses amis, de ceux qui avaient le plus heureusement coopéré à ses projets. Berthier, chef d'état-major d'Italie et d'Égypte, eut le département de la guerre ; il remplaça Dubois de Crancé, qui avait voulu faire fusiller Bonaparte. Gaudin eut les finances. Cambacérès, appelé l'un des premiers au conseil privé du général Bonaparte, à son retour d'Égypte, l'avait puissamment secondé : il conserva le portefeuille de la justice. L'ingénieur Forfait eut la marine ; l'illustre géomètre Laplace, l'intérieur ; Talleyrand, les affaires étrangères, sous le nom de Reinhard, nommé temporairement. Talleyrand, un des principaux chefs de la nouvelle révolution, l'avait servie

comme une affaire personnelle. Sieyes proposait Alquier pour la police générale ; mais Bonaparte, par une fatale résolution, préféra Fouché, qui, en cette même qualité, avait si audacieusement joué le Directoire. Le ministère tirait une grande force de sa composition ; il ralliait à Bonaparte une foule d'opinions opposées entre elles, et commença cette fusion qui devait confondre toutes les nuances, et présenter un asile même aux ennemis de la révolution française. Entraîné par la crainte, passion malheureuse et constante de son cœur, Sieyes penchait encore pour les proscriptions. Ce Nestor de la liberté demanda la déportation, sans jugement, de cinquante-neuf citoyens. Quoique aussi impolitique qu'injuste, le décret fut rendu ; Bonaparte, mieux inspiré, en arrêta l'exécution.

Le lendemain de la proposition de Sieyes, deux décrets, dictés par la raison, révoquèrent les odieuses lois des otages et de l'emprunt forcé. Ces deux décrets attachèrent l'opinion à Bonaparte consul, car on ne voyait que lui ; pour la France, il était le premier, ou plutôt le seul. Jamais plus belle magistrature n'honora un grand citoyen. Cette haute dignité semblait créée subitement pour marquer à la fois et le résultat et le terme de la révolution. Le peuple français, si heureux quand il jouit, si peu malheureux quand il souffre, se lança avec impétuosité dans la carrière de l'espérance, et devint, sans le savoir, le principal mobile de la puissance secrète qui fermentait sous les insignes de la liberté. Tout concourait, dans cette phase si mémorable de notre régénération, à séduire, à consoler, à exalter l'opinion. Un négociateur partit pour traiter à Londres de l'échange de nos prisonniers, si longtemps abandonnés par le Directoire dans les prisons d'Angleterre. Des hommes de la révolution, tels que Rœderer, demandèrent courageusement dans leurs écrits la clôture de la liste des émigrés, et contribuèrent ainsi à la nomination d'une commission chargée du travail des radiations. Les naufragés de Calais, détenus depuis quatre ans dans les cachots, se virent enfin rendus à la société. Bonaparte alla en personne au Temple pour mettre en liberté les otages, qu'il appela, ainsi que les réquisitionnaires et les conscrits, au partage du bienfait d'une amnistie générale. La balance succéda au niveau sur le sceau de l'état. Un nouveau système des finances jeta en même temps les fondements de ce crédit que les plus fortes commotions de l'ordre social ne devaient plus ébranler.

Enfin, pour consacrer à jamais le consulat, et achever de conquérir aux yeux de l'univers toute la renommée d'un grand homme, maître de la destinée de son pays, Bonaparte convoqua sous sa direction immédiate une commission composée des plus habiles jurisconsultes, chargée d'édifier le monument européen de nos lois civiles. Dans le choix des hommes qui devaient l'élever, on prit date de l'ère actuelle ; on ne consulta que les talents ; les opinions ne furent point considérées, et le défenseur de Louis XVI, Tronchet, vint s'asseoir à côté du conventionnel Merlin, pour l'enfantement de notre législation. Ainsi le premier

magistrat de la France, l'auteur de sa régénération, s'assurait des droits éternels à la reconnaissance nationale par ce code qui, à lui seul, doit l'immortaliser. La gloire de César et celle de Justinien se sont placées sur le front de l'heureux Bonaparte, et la grandeur salutaire des institutions semble justifier la violence du coup d'état du 18 brumaire. Il ne manquait plus au guerrier législateur que d'être aussi le fondateur d'un système politique.

Les deux commissions législatives, tirées des deux Conseils, ne tardèrent pas à se réunir au palais du Luxembourg, pour conférer, en présence des consuls, sur un plan de constitution. Sieyes n'avait pris part à la conspiration avec le général Bonaparte que dans l'espoir d'établir une forme de gouvernement qui était son propre ouvrage. Il développa successivement, devant ses collègues, ses théories, dont les bases obtinrent l'assentiment général. Les voici : Un Tribunat de cent membres qui devait discuter les lois ; un Corps-Législatif plus nombreux qui les rejetait ou les admettait par vote individuel et sans discussion ; enfin un Sénat à vie, avec le droit et le devoir de conserver la constitution et les lois. Le gouvernement avait l'initiative des lois et choisissait son Conseil-d'État, à qui les règlements de l'administration publique étaient confiés. Restait à décider une chose très-importante pour le général Bonaparte, la question de la composition du gouvernement : jusque là il n'avait fait presque aucune objection. Enfin Sieyes proposa un grand-électeur à vie nommé par le Sénat, et nommant lui-même deux consuls, celui de la paix et celui de la guerre. Le grand-électeur devait habiter Versailles, avoir six millions de revenu et une garde de trois mille hommes. Il était révocable par le Sénat, qui avait la faculté de l'*absorber* sans en donner les motifs. Le général Bonaparte n'oublia pas cette dernière disposition.

Quant à la création du grand-électeur, il ne fut douteux pour personne que Sieyes s'était réservé cette place, qu'il se croyait sûr d'emporter à l'aide de son crédit dans le Conseil des Anciens, d'où le Sénat devait sortir presque en entier. Il eût sans doute déféré à Bonaparte le consulat de la guerre, à Roger-Ducos celui de la paix ; plus tard, il eût fait *absorber* par le Sénat les deux consuls, au premier mécontentement, et il aurait régné. Etrange illusion de la part d'un homme qui n'avait pu se passer du bras de Bonaparte pour renverser le Directoire, et qui, bien au courant des relations hautaines de ce général avec le Directoire pendant et depuis la guerre d'Italie, ne devait pas s'aveugler au point de penser que, devenu consul militaire et maître d'une armée de cinq cent mille soldats, Bonaparte consentirait un seul moment à être le second dans sa patrie. Le sage Sieyes aurait dû prévoir, dès le début de cette affaire, qu'il était dans la volonté d'un tel homme d'être le premier pouvoir en France, et de finir par être le seul.

Bonaparte vit d'un coup d'œil le but de Sieyes, et d'un trait de plume il biffa *le grand-électeur*. La délibération, reprise avec chaleur, renversa le plan de Sieyes. On mit alors en avant le projet d'un premier consul, chef suprême de

l'état, élisant à tous les emplois, et de deux consuls avec voix consultative seulement. Cette proposition, émanée du conseil secret du général, rencontra la plus vive opposition de la part d'hommes politiques très-influents : c'étaient Daunou, Chénier, Chazal et Courtois. Ils offrirent à Bonaparte de le nommer généralissime, investi du pouvoir de traiter avec les puissances étrangères et de celui de faire la guerre et la paix. « *Je suis consul*, répondit Bonaparte, *je veux rester à Paris.* » Chénier insista vigoureusement en faveur de la mesure de l'absorption dans le Sénat. « *Cela ne sera pas*, » s'écria Bonaparte. Cette réponse mit fin à la discussion, et la proposition présentée par les amis de Bonaparte fut adoptée avec cette modification, que le premier consul serait nommé pour dix ans, et rééligible.

De cette manière, le Sénat n'étant pas la première institution, Bonaparte se fit lui-même premier consul. Sieyes, qui comprit alors que, réduit au second rang, il n'était plus rien, refusa d'être consul en seconde ligne ; Roger-Ducos le suivait naturellement ; d'ailleurs l'on avait déjà pourvu à leur remplacement par Cambacérès, ministre de la justice, et par Lebrun, ancien secrétaire intime du chancelier Maupeou. Sieyes fut le premier absorbé par le Sénat, hospice politique qui devait servir d'asile aux vétérans de la révolution. Il reçut la présidence de ce corps, et concourut avec Cambacérès et Lebrun à son organisation. Le premier consul acheva la ruine politique et la fortune prématurée de Sieyes, en lui faisant décerner, à titre de récompense nationale, la terre de Crosne, du prix d'un million. Ainsi finit la commission consulaire exécutive, six semaines après son établissement.

Investi de l'initiative des lois et de leur exécution, de la direction de toute l'administration intérieure, du droit de faire la paix et la guerre, en un mot, de toutes les attributions du pouvoir suprême, le premier consul hérita dans un jour de la monarchie et de la république. Le palais des rois devint le palais des consuls. La translation du Luxembourg, où ils avaient d'abord siégé, aux Tuileries, forma une brillante cérémonie, dans laquelle se developpa tout le luxe de la royauté militaire. En peu de jours, on passa rapidement de la familiarité des sociétés républicaines du Directoire à l'étiquette des réunions du palais des Tuileries. Il y eut des cercles ; on alla à la cour chez le premier consul. Le titre de citoyen disparut de la conversation, et le négligé fut banni du costume. Chacun faisait son apprentissage, le maître et les courtisans. Jamais on ne vit de métamorphose plus complète.

En s'installant dans la demeure des rois, Bonaparte remit la monarchie sur la scène : aussi, à l'aspect de cette pompe et de ces mœurs renouvelées, la séduction gagna tous les esprits dont les opinions penchaient pour la royauté. Les uns s'appuyaient sur le changement de dynastie en Angleterre ; les autres, encore républicains, rappelaient les élections de la Pologne ; d'autres enfin, les partisans de la maison de Bourbon, moins nombreux que les premiers,

et plus que les seconds, virent un Monck en Bonaparte, et prirent avec ardeur leurs souvenirs pour des espérances. Un chef vendéen, M. Dandigné, et M. Hyde de Neuville, présentés la nuit au premier consul, lui avaient proposé de l'assister de tout le parti vendéen et royaliste, s'il voulait rétablir la monarchie ; mais Bonaparte leur avait répondu : « J'oublie le passé et j'ouvre « un vaste champ à l'avenir. Quiconque marchera droit devant lui sera protégé



« sans distinction ; quiconque s'écartera à droite ou à gauche, sera frappé de « la foudre. Laissez tous les Vendéens qui veulent se ranger sous le gouver- « nement national et se placer sous ma protection, suivre la grande route qui « leur est tracée : car un gouvernement protégé par des étrangers ne sera « jamais accepté par la nation française. »

Rien n'échappait à l'œil pénétrant ni à l'infatigable activité du premier magistrat de la nation : il créait et il gouvernait à la fois tous les intérêts de la gloire et de la prospérité de la France. La république, reconnue de l'Europe continentale, était en paix avec plusieurs puissances ; mais de toutes les légitimations que le gouvernement pouvait recevoir de l'étranger, il n'y en avait pas de plus importante que celle qui serait venue de la Grande-Bretagne. Le premier consul se décida à aborder la question avec franchise, et s'adressa person-

nellement et directement au roi d'Angleterre. Le 26 janvier 1800, il écrivit à ce prince :

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistra-
« ture de la république, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire
« directement part à V. M. La guerre qui depuis huit ans ravage les quatre
« parties du monde doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de
« s'entendre? Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puis-
« santes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peu-
« vent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la
« prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles
« pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires?
« Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers au cœur de V. M., qui gou-
« verne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse. V. M. ne
« verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement,
« pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte,
« toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être
« pour déguiser la dépendance des états faibles, ne décèlent dans les états
« forts que le désir de se tromper. La France et l'Angleterre, par l'abus de leurs
« forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur des peuples, en retarder
« l'épuisement ; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est
« attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier. »

Le ministre Pitt trancha la négociation en déclarant *que l'Angleterre ne pourrait signer la paix que quand la France serait rentrée dans ses anciennes limites.* On ne pouvait faire un plus grand outrage à la nation française, seule arbitre de sa politique, que de repousser ainsi publiquement, dans le parlement d'Angleterre, la loyale et généreuse démarche de Bonaparte le Victorieux ; c'était imposer un joug insupportable à la glorieuse république qui faisait trembler l'Europe. « *Dans aucun cas,* répétait chaque jour lord Chatam à son fils en parlant de Bonaparte, *dans aucun cas ne traitez avec cet homme.* » En vain Fox et Sheridan, chefs de l'opposition, soutinrent de tout leur talent et de toute leur énergie la cause de l'humanité. Lord Grenville adressa à M. de Talleyrand une lettre évasive, ou plutôt une véritable déclaration de guerre. Alors tout espoir de paix échappa à Bonaparte, contraint désormais de donner à la lutte contre l'Angleterre une nouvelle activité. La France, que l'Angleterre voulait mettre hors de la loi de l'Europe, se leva d'indignation pour combattre la nouvelle coalition soldée par le cabinet de Londres. L'Autriche aussi avait refusé la paix ; et la Bavière, mécontente, mais entraînée, suivait malgré elle le parti de ses anciens dominateurs.

Cependant Paris voyait avec joie rentrer les déportés du 18 fructidor, et avec

étonnement deux princesses de la maison de Bourbon : les prêtres détenus à Oléron revinrent vieillir dans leurs familles ; des secours furent accordés aux colons de Saint-Domingue. Bonaparte alla aussi au-devant de l'émigration, qui errait encore, sans asile, sous la loi de l'hospitalité étrangère ; de quatre-vingt mille émigrés non rentrés, mille seulement restèrent sur la liste fatale, comme particulièrement dévoués à la maison de Bourbon ; les autres se virent rayés successivement ; la France leur fut rendue, et bientôt les tables de proscription cessèrent d'exister. La guerre de la Vendée s'était rallumée dans les derniers temps du Directoire ; elle se termina en un mois, par la mort de quelques chefs, par la soumission volontaire de MM. d'Autichamp, de Châtillon, et du fameux Georges Cadoudal, ainsi que par la conquête que fit le premier consul des deux personnages influents du pays, l'abbé Bernier, curé de Saint-Lô d'Angers, et M. de Bourmont, qui cédèrent aux promesses de Fouché. Une amnistie générale confirma les heureux effets de la conduite à la fois ferme, active et prudente des généraux Hédouville et Brune, chargés d'exécuter le plan de pacification conçu par Bonaparte.

L'ordre judiciaire et l'ordre administratif, avilis par les forfaitures révolutionnaires, avaient également fixé toute l'attention du premier consul, et repris l'influence qu'ils devaient exercer sur la prospérité nationale. Une loi venait de réorganiser les tribunaux ; ceux de district étaient remplacés par ceux d'arrondissement. Chaque département eut son tribunal criminel ; le territoire de la république fut partagé en vingt-neuf cours d'appel ; la réforme épura aussi le tribunal suprême, la cour de cassation. On établit une nouvelle division de la France administrative, en même temps qu'on substitua les préfectures aux directoires de département et aux districts des arrondissements, dont chaque chef-lieu devint le siége d'une sous-préfecture : des conseils de département et de municipalité défendirent la cause des administrés ; des conseils de préfecture se trouvèrent chargés du contentieux de l'administration. Il résulta de ces généreuses institutions que les noms les plus honorables reparurent dans les fonctions judiciaires et administratives, et de véritables protecteurs furent donnés aux premiers intérêts de la société.

Au milieu de toutes ces créations intérieures, inspirées par une haute sagesse, une négociation importante occupait le chef de l'état. Les relations des républiques française et américaine, si naturelles et si utiles aux deux nations avaient été dédaignées par le Directoire, qui eut l'impéritie de faire porter sur le commerce le coup d'état du 18 fructidor, en fermant les ports de France aux bâtiments neutres. La réparation d'une pareille iniquité ne pouvait échapper au premier consul ; en rouvrant les ports, il fit des communications au congrès américain, qui s'empressa de les accueillir ; les plénipotentiaires des États-Unis arrivèrent à Paris pour établir de nouvelles relations. Le deuil public ordonné par Bonaparte pour l'anniversaire de la mort du fondateur de la liberté améri

caine consacra cette négociation. Un autre honneur fut encore decerné a Washington par le fondateur de la régenération française : une habile et heureuse combinaison réunit au temple de Mars l'église des Invalides la cérémonie funèbre de Washington et la présentation des derniers drapeaux conquis en Égypte. Le vainqueur d'Aboukir semblait déposer ses lauriers sur la tombe du vainqueur de l'Angleterre, et partageait ainsi l'hommage rendu au grand citoyen qui avait affranchi son pays.

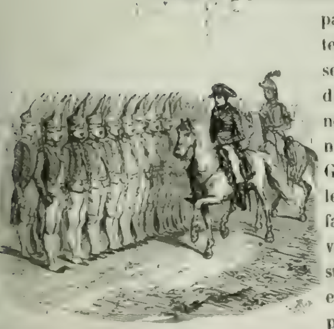




CHAPITRE XVIII.

1800.

Nouvelle coalition. — Passage des Alpes. — Bataille de Marengo.



L'AUTRICHE s'était de nouveau laissée entraîner par l'or et les intrigues de l'Angleterre. Cette dernière puissance rassemblait à Minorque, sous les ordres du général Abercromby, des troupes nombreuses qu'elle destinait à soutenir les opérations des Autrichiens sur Gênes. L'Empire, la Bavière, la Suède, le Danemarck, la Porte et la Russie, faisaient également partie de la nouvelle coalition. Mais le premier consul, grâce à une démarche imprévue et pleine de générosité, inspira à l'empereur Paul une sorte d'admiration fanatique pour sa personne, le sépara de nos adversaires, et le rendit ennemi de l'Angleterre. Il y avait en France un grand nombre de prisonniers russes pro-

venant de la campagne du général Brune en Hollande, et de celle de Masséna en Suisse. Bonaparte fit habiller à neuf, chacun avec l'uniforme de son régiment, ces nombreux prisonniers, qu'il renvoya en Russie, en payant tous les frais du voyage, et sans aucune proposition d'échange. Il avait bien jugé Paul Ier. Ce prince fut si vivement frappé de cette action, qu'il rappela d'Allemagne toutes ses troupes, rompit le pacte britannique, et chassa les Anglais de sa capitale. La défection subite de la Russie ôtait à la coalition un puissant auxiliaire. Le premier consul ne perdit point de temps pour enlever encore à ses ennemis d'autres alliés : il envoya Duroc à Berlin, avec la mission de déterminer la cour de Prusse à s'employer pour détacher de la cause anglaise les puissances sur lesquelles son voisinage et sa force pouvaient lui donner de l'influence. Cette négociation réussit : la Suède et le Danemarck se décidèrent, par les instigations de la Prusse, à se renfermer dans une rigoureuse neutralité. Bonaparte avait tenté, pour empêcher la guerre, tout ce qu'exigeaient la politique et la gloire de la France, sans blesser toutefois la dignité des cabinets auxquels il avait offert l'amitié de la république ; fort de sa conscience et de son droit, du témoignage de sa nation et de la foi des gouvernements neutres, il ne lui restait plus qu'à saisir les armes.

Le but du premier consul, dans cette nouvelle campagne, était la délivrance de l'Italie, que les Autrichiens avaient envahie pendant son expédition d'Égypte, et de débloquer Gênes, où Masséna, coupé du corps de Suchet, qui gardait la ligne du Var, était enfermé avec les débris de son armée. Pour détourner l'attention de l'ennemi et tromper ses espions, on dirigea sur Dijon un nombreux état-major, avec cinq ou six mille conscrits. Cette réunion de troupes reçut le nom d'armée de réserve. Pendant ce mouvement simulé, la véritable armée, celle qui devait agir, venait de se former comme par enchantement. Les divisions, organisées séparément et sans bruit, s'étaient réunies, et étaient déjà en marche pour l'Italie. Les troupes que la pacification de la Vendée avait rendues disponibles, la garnison de Paris et la garde consulaire, en formaient le noyau principal.

Tandis que l'Europe croit le premier consul livré à Paris aux soins du gouvernement, il arrive à Genève, et prend le commandement de l'armée. Libre de toute crainte sérieuse du côté du général Kray, contenu par Moreau sur le Rhin, Bonaparte veut surprendre les défilés des Alpes, pour attaquer les derrières de Mélas, dont les forces, disséminées autour de Gênes et sur le Var, doivent garder les débouchés des Alpes et les plaines de la Lombardie. Rival audacieux d'Annibal, il décide le passage de l'armée et le transport de sa formidable artillerie par la crête des montagnes, à plus de douze cents toises au-dessus du niveau de la mer. Le général Marescot, chargé de la reconnaissance du Saint-Bernard, avait eu beaucoup de peine à le gravir jusqu'à l'hospice, où stationnait, depuis deux mois, un petit poste détaché du corps du

général Mainoni. « Peut-on passer? demanda Bonaparte. — Oui, dit Marescot, cela est possible. — Eh bien! partons. » L'armée passera, le premier consul le veut; mais l'artillerie, comment pourra-t-elle passer? Cette difficulté était prévue. Les cartouches et les munitions renfermées dans de petites caisses, les affûts démontés, seront portés à dos de mulet. On avait préparé des troncs d'arbres creusés de manière à pouvoir contenir nos pièces de canon; cent soldats s'attellent à chacune d'elles. Lannes commande l'avant-garde. Le 17 mai, trente-cinq mille Français, conduits par Bonaparte, abordent le Saint-Bernard. Moncey marche vers le Saint-Gothard avec quinze mille hommes, pour descendre à Bellinzona. Au sein des rochers les plus escarpés, au travers de glaces éternelles, au milieu des neiges qui effacent toutes



les traces et n'offrent plus qu'un immense désert, et par des chemins où le pied de l'homme n'a jamais été empreint, les Français montrent un indicible courage : ils gravissent péniblement, n'osant prendre le temps de respirer, parce

que la colonne en eût été arrêtée ; près de succomber sous le poids de leurs armes, ils s'excitent les uns les autres par des chants guerriers. Survient-il un péril presque insurmontable, alors ils font battre la charge, et, comme un ennemi, le péril disparaît devant eux. L'infanterie, la cavalerie, les bagages, les canons, ont atteint les sommités des Alpes, où nos différents corps reçoivent tour à tour, des religieux de l'hospice, tous les secours de la plus généreuse charité ; mais, après une halte de quelques heures, chaque division se précipite avec une nouvelle ardeur, quoique avec bien plus de dangers, sur les pentes rapides du Piémont. Bonaparte lui-même opère la descente à la ramasse, sur un glacier presque perpendiculaire.

Cependant un obstacle imprévu faillit arrêter l'armée au début de sa marche victorieuse. Une division ennemie chargée de la défense de la vallée d'Aoste, avait été culbutée à Châtillon par notre avant-garde, et repoussée après une vive résistance sur le fort de Bard, château inexpugnable qui fermait l'unique chemin ouvert aux Français. Il était de la plus grande importance de surmonter cet obstacle avant que Mélas eût connaissance de la marche de Bonaparte, et afin de s'emparer des débouchés des vallées ; mais le fort ne pouvait être enlevé, et seul il arrêtait toute l'armée. Berthier et Marescot eurent l'heureuse idée de tailler dans les rochers d'Albaredo un escalier qu'à force de travail on rendit praticable pour les hommes et pour les chevaux. Les divisions françaises défilèrent successivement par ce sentier périlleux, et avec plus de difficulté qu'on n'en avait rencontré au passage du Saint-Bernard. Notre artillerie demeurait en arrière, sans qu'aucun moyen humain pût lui faire passer cette barrière fatale. Bonaparte arrive, ordonne l'escalade et l'assaut du fort. L'audace, la valeur, n'obtiennent point de succès ; il faut se contenter de poursuivre le siége avec vigueur. Alors une de ces inspirations du génie de la guerre, si fréquentes dans les soldats et les généraux français, mit un terme à l'impatience de Bonaparte, incapable de consentir à se voir retardé par une conquête inutile : on jonche la route de matelas et de fumier ; les roues sont garnies de paille ; les pièces, enveloppées de feuillages et traînées à la prolonge, chacune par cinquante braves, traversent la ville avec leurs caissons, à demi-portée de fusil, sous le feu de l'ennemi, qui ne cesse de faire des décharges meurtrières, sans ébranler toutefois nos intrépides soldats. Une batterie, que l'on parvient avec des peines infinies à monter sur l'Albaredo, reste avec un corps de troupes pour réduire le fort de Bard, qui tomba au bout de dix jours.

Les Autrichiens avaient toujours regardé la formation de l'armée de réserve à Dijon comme une fable inventée pour leur donner le change, et les pousser à abandonner le blocus de Gênes. Bonaparte s'était appliqué à entretenir cette erreur par une foule de précautions et de ruses ; elles avaient réussi au point que ni Paris, ni Dijon, ni la cour de Vienne, ni ses généraux d'Italie, ne croyaient à cette armée, qui, après avoir marché à son but par diverses





routes et en corps isolés, sans aucun rapport entre eux, s'était réunie au pied du Saint-Bernard, et venait de le franchir. Mélas, fermement convaincu que nous n'avions que sept à huit mille conscrits ou invalides à Dijon, faisait presser le siége de Gênes par quarante mille hommes, et combattait en personne sur le Var, avec le reste de ses forces, contre Suchet, qui n'avait que huit mille hommes à lui opposer, quand, d'un côté, les divisions françaises placées sous le commandement du premier consul, et de l'autre, les quinze mille hommes détachés de l'armée du Rhin et conduits par le général Moncey, descendaient les revers du Saint-Bernard, du Saint-Gothard, et du Simplon. Une combinaison supérieure présidait au destin de cette mémorable campagne. Bonaparte se dirige sur l'Italie, entre l'armée victorieuse de Moreau, qui retenait devant Ulm les troupes du général Kray, réduites à la défensive, et entre la petite armée des Alpes-Maritimes, qui, attaquée à la fois par terre et par mer, défend Gênes, le cours du Var, les portes de la Provence et les défilés du Piémont. Le grand caractère de Masséna imprime à la défense de Gênes un héroïsme qui vivra éternellement dans l'histoire. Il sait que Bonaparte compte sur son infatigable résistance. La reprise des forts de Gênes, foudroyés par la flotte anglaise, est un des plus beaux faits d'armes connus. Jamais les forces humaines ne s'étaient déployées, multipliées avec tant d'énergie et de constance que dans cette immortelle campagne. Épuisés par tous les fléaux de la guerre, les soldats de Masséna ont encore d'autres ennemis qu'ils ne peuvent combattre, la famine et la contagion. Gênes voit mourir dans ses rues sa généreuse population, confondue avec l'intrépide armée qui ne peut plus la protéger. Le drapeau noir flotte sur les hôpitaux. Mais Masséna sent qu'il occupe à lui seul toute une armée autrichienne avec douze mille hommes; et Suchet, qui n'a que huit à neuf mille braves devant Mélas, a fait aussi son serment aux triomphes futurs de l'armée de réserve.

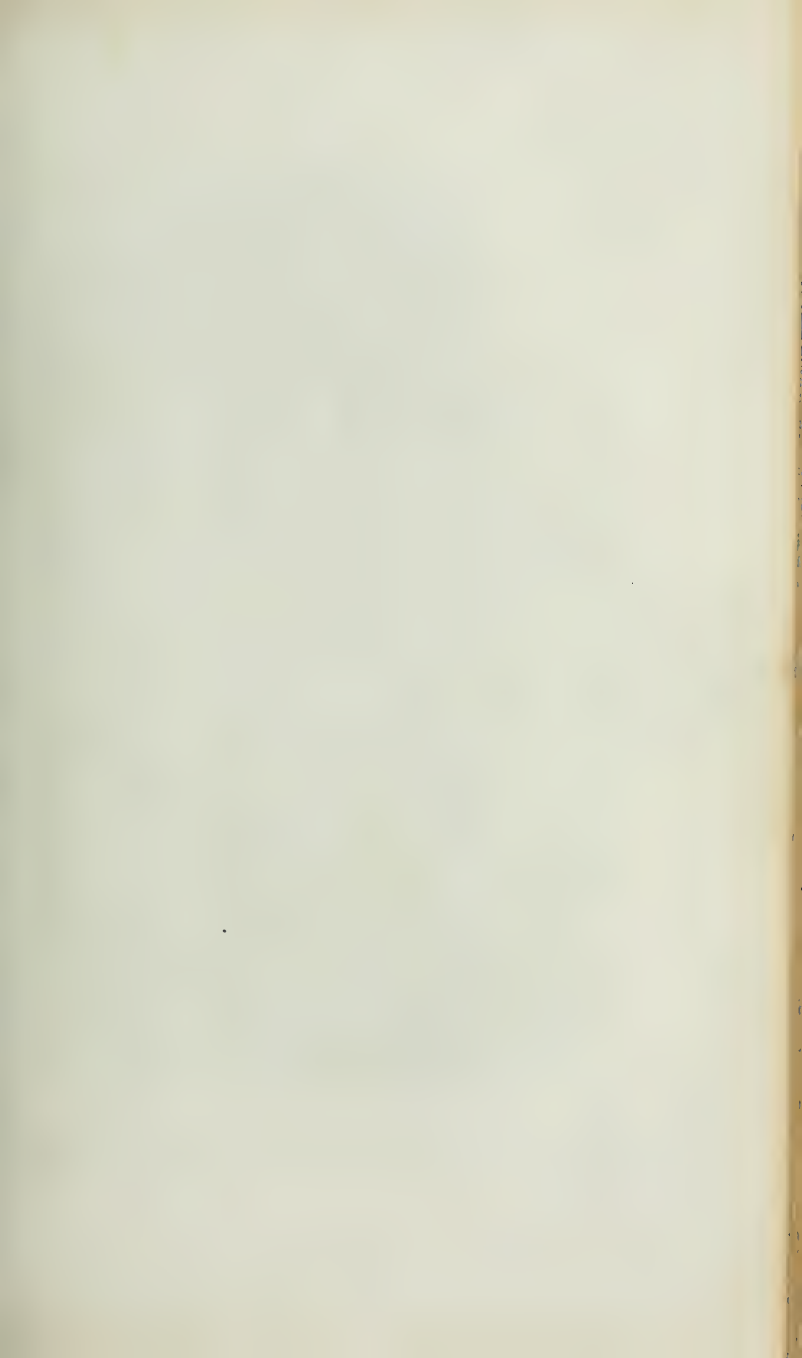
Après le succès de notre passage, les armées des deux nations embrassaient par leurs masses principales une demi-circonférence presque régulière, dont le centre était à peu près vers Alexandrie. Là tout devait se décider, et l'avantage appartenait à celui qui aurait franchi le Pô le premier. Une circonstance favorisait l'armée française, c'était le rapprochement d'Alexandrie et du Pô avec les Apennins et la mer. A la tête de l'avant-garde, le général Lannes force l'ennemi à Yvrée, dont la citadelle capitula après une courte résistance, et sur les bords de la Chiusella, où dix mille Autrichiens furent culbutés et rejetés sur Turin.— Lannes s'était ensuite avancé dans la direction de cette ville jusqu'à Chivasso; mais cette manœuvre n'était qu'une ruse pour donner le change à l'ennemi. Le premier consul, qui paraissait vouloir passer le Pô et marcher sur Turin, ne tendait qu'à s'emparer de Milan pour ranimer l'audace des partisans de la république française, et répandre par cette brusque surprise la terreur dans l'armée ennemie. En effet, et pendant que le général Mélas s'occupe de défen-

dre le passage du Pô, Bonaparte pousse son avant-garde vers Pavie, force le passage de la Sésia et du Tésin, défendu par le général autrichien Laudon, et le 2 juin, il entre en libérateur dans Milan, où son premier soin fut de reor-



ganiser et de proclamer de nouveau la république cisalpine. On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des Milanais en revoyant Bonaparte, qu'on disait mort en Égypte.

Toujours habitué à suivre ses succès, il ne donne pas un moment de relâche à l'ennemi. Il franchit l'Adda, s'empare de Bergame, de Crémone, et repousse Laudon jusqu'à Brescia. Mélas en est encore à deviner les opérations de Bonaparte, et c'est par ses généraux, battus depuis l'attaque du fort de Bard, qu'il apprend que soixante mille Français entrent en Lombardie. Il donne à Ellnitz l'ordre d'abandonner la ligne du Var et de se retirer sur la vallée du Tanaro ; Ott, devant Gênes, a les mêmes instructions. Mais la retraite d'Ellnitz a été inquiétée par Suchet, qui l'attaque au col de Tende, lui fait perdre huit mille hommes, et poursuit sa course victorieuse sur Savone, pour venir au secours de Masséna, enfermé dans Gênes. Il ignorait que cette ville avait été forcée de capituler après soixante jours de blocus, assiégée au-dedans par la peste et par la famine, et au-dehors par le général Ott, à la tête de trente-cinq mille hommes. Bonaparte profite de l'imprévoyance des ennemis, et vient lui-même leur montrer, en l'occupant, le point qu'ils auraient dû couvrir. Loison traverse le Pô à Crémone ; Murat enlève de vive force la tête de pont et la ville de Plaisance ; Lannes parvient à San-Cipriano, malgré la résistance du général Ott, dont l'armée s'est affaiblie de la forte garnison qu'il a jetée dans Gênes. Là s'établit le point des opérations de l'armée française. En se portant devant l'ennemi, Bonaparte apprend la reddition de Gênes et la jonction des troupes de blocus à celles de Mélas. Mais, quoiqu'une partie seulement de son armée ait franchi le Pô, il livre au général Ott la bataille de Montebello. L'action fut sanglante





Lannes s'y couvrit de gloire ; ses troupes firent des prodiges de valeur. Cinq mille prisonniers, trois mille morts, furent les trophées de cette première victoire.

Nous avions battu l'une des deux armées ennemies : il fallait courir à l'autre et défaire aussi Mélas, qui concentrait toutes ses forces autour d'Alexandrie, entre le Pô et le Tanaro ; il avait rappelé de San-Giuliano le général Ott, qui n'avait laissé qu'une arrière-garde au petit village de Marengo. Le 13 juin, l'armée française, composée des divisions de Lannes, Desaix et Victor, bordait la Scrivia. La division Lapoype avait reçu ordre de rejoindre le général Desaix, qui, de retour en France par la capitulation d'El-Aric, était venu retrouver les drapeaux de son ami, de son général en chef de l'armée d'Égypte. Le premier consul traverse sans résistance les plaines de San-Giuliano, et fait chasser de Marengo cinq mille hommes par le général Gardanne, qui les poursuit jusqu'à la Bormida. Il était naturel de croire que Mélas ne voulait pas se battre, puisqu'il abandonnait le débouché de Marengo, qui était d'une facile défense. Mais Bonaparte, qui a saisi toutes les chances du premier coup d'œil, envoie les deux divisions que commande le général Desaix à Castel-Novo di Scrivia et à Rivalta, pour observer les ailes de l'armée ennemie, et concentre les corps de Lannes et de Victor entre San-Giuliano et Marengo, par échelons, la gauche en avant. La division Boudet, placée à Rivalta, sous les ordres de Desaix, devait communiquer avec le corps de Masséna et de Suchet, qui s'étaient dirigés sur Acqui.

Le lendemain dès l'aube du jour, l'armée autrichienne déboucha par trois ponts qu'elle avait établis sur la Bormida, et attaqua avec fureur le village de Marengo. Cette armée n'avait pas moins de quarante mille hommes, tous vieux soldats, et une nombreuse cavalerie. L'armée française comptait vingt-trois mille hommes environ, dont un grand nombre était de nouvelle levée. Après avoir envoyé au général Desaix, qui se trouvait en arrière, l'ordre de revenir avec son corps à San-Giuliano, le premier consul se transporta sur le champ de bataille, où il arriva à dix heures du matin. L'ennemi avait emporté Marengo, et la division Victor, ayant été forcée après la plus vive résistance, était dans une déroute complète. A droite, la division du général Lannes était aux prises avec le corps de Ott, qui débordait déjà les troupes qu'il avait devant lui. Le premier consul, qui vit que le gain de la bataille était dans la communication de sa droite avec le reste de l'armée, donna l'ordre aux grenadiers à pied de la garde consulaire de s'opposer à ce mouvement de l'ennemi. Ces huit cents braves se formèrent en un carré qui, semblable à *une redoute de granit*, vit les assauts les plus terribles de la cavalerie autrichienne se briser contre son immobilité ; sa résistance héroïque donna le temps à la division Monnier d'arriver : celle-ci jeta une brigade dans Castel-Ceriolo, et l'armée française se trouva dans un ordre presque inverse à celui de la matinée, l'aile droite en avant, occupant par son aile gauche la route de Tortone.

Il était alors trois heures après midi, et tout le monde regardait la bataille

comme perdue; Melas, croyant la victoire certaine, accablé de fatigue, et souffrant d'une chute qu'il avait faite, avait repassé les ponts de la Bormida, et était rentré à Alexandrie, laissant au général Zach le soin de poursuivre l'armée française. Bonaparte seul ne désespérait pas, et comptait sur l'arrivée de Desaix, avec six mille hommes de troupes fraîches. Il était cinq heures, et la division Lapoype ne se montrait pas encore, quand Desaix parut sur le champ de bataille, à la tête de la seule division Boudet. Dans les mains de Bonaparte, ce renfort va devenir l'instrument de la victoire, et l'armée devine la pensée de son chef. Fatiguée d'une longue et sanglante retraite, elle voit, avec l'instinct d'une attente que son général n'a jamais trompée, la division Desaix couvrir sa gauche : « Soldats! s'écrie Bonaparte, c'est avoir fait trop de pas en arrière ; voici l'instant de marcher en avant ; souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille. » L'armée répète avec joie le cri de l'attaque générale ordonnée sur toute la ligne.

Dans la persuasion où il était de la défaite assurée de l'armée française, Zach manœuvrait pour lui couper la retraite par la route de Tortone avec une colonne de cinq mille grenadiers ; le brave Desaix court à sa rencontre avec quinze pièces de canon, et tombe frappé d'une balle qui l'enlève à l'espoir



de la France et à l'amour des soldats. Sa division se jette avec fureur sur le corps ennemi, où chacun cherche à venger la mort de son général. Cependant Zach

résiste, bien qu'il soit isolé au milieu de cette vaste plaine; mais Kellermann porte tout à coup sa cavalerie sur le flanc gauche de la colonne ennemie, la brise, la disperse, et les cinq mille grenadiers qui la composent sont faits prisonniers. Dès cet instant, notre ligne se précipite en avant, et a reconquis en moins d'une heure le terrain disputé depuis l'aurore. L'armée ennemie est prise à revers et recule à la hâte; Mélas essaie en vain de tenir à Marengo : son inutile défense contribue à donner le nom de ce village, tout à coup emporté par Bonaparte, à la fameuse bataille qui va changer le sort de l'Italie. Les Français poursuivent les Autrichiens jusqu'à dix heures du soir, et ne s'arrêtent qu'à la Bormida : cinq mille morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, trente canons et douze drapeaux, sont les trophées de Marengo. Le lendemain, à la pointe du jour, Bonaparte fait attaquer la tête de pont de la Bormida; mais, contre toute probabilité, l'ennemi demande à traiter. Quelques heures plus tard, les généraux Berthier et Mélas ont conclu la fameuse convention d'Alexandrie, qui remet en notre pouvoir tout ce que nous avions perdu en Italie depuis quinze mois, à l'exception de Mantoue. Mais ce n'était qu'une convention militaire. Jaloux d'être encore en Italie, après une victoire décisive, le provocateur de la paix, le général Bonaparte dépêcha à Vienne, du champ de bataille de Marengo, le général Saint-Julien, qui était du nombre des prisonniers, et le chargea de porter à sa cour des paroles de conciliation.

Ainsi une seule bataille, gagnée après douze heures d'une retraite offensive, mais périlleuse, a replacé sous l'influence de la France la Lombardie, le Piémont, la Ligurie, et les douze places fortes qui les défendent. La ligne de neutralité des deux armées fut fixée entre la Chièse et le Mincio. La victoire et la fortune se disputèrent, dans la journée de Marengo, le triomphe de Bonaparte; car Mélas acceptait les conditions les plus rigoureuses, quoiqu'il eût encore des forces aussi nombreuses que les nôtres, et que le Piémont lui ouvrît la carrière d'une longue campagne de siéges et de positions. Maître de Gênes, ayant la mer et les montagnes pour ressource et pour appui, il pouvait soutenir une belle guerre, et peut-être forcer la France à une paix honorable pour l'Autriche; mais après s'être vu enlever inopinément la victoire, il perdit aussi le courage de supporter la défaite.

Bonaparte s'occupa d'abord d'achever l'organisation de la république cisalpine et du Piémont, et de rendre à la France, non des contrées vaincues, mais des nations amies et auxiliaires. Il sentait que l'amitié des peuples était un plus sûr rempart que leur asservissement, contre les ennemis de la patrie. Il venait de l'éprouver au désavantage de Mélas dans la Lombardie, dont tous les vœux étaient pour la république. Bonaparte, pressé de revenir à Paris, où le rappelaient l'ivresse des Français et les intérêts conquis à Marengo, donna à Masséna le commandement de l'armée d'Italie, et à Suchet celui de la ville de Gênes : digne récompense des importants services de ces deux généraux

La maison d'Autriche n'était pas plus heureuse sur le Danube que sur le Pô. Moreau, après avoir pendant un mois tenu en échec le général Kray dans son camp retranché, devant Ulm, avait forcé le passage du Lech, s'était emparé d'Augsbourg, et trois jours s'étaient à peine écoulés depuis la convention d'Alexandrie, qu'il répondait à la victoire de Marengo par celle d'Hochstedt, qui rétablissait, après un siècle, la gloire de nos armes; le combat de Neubourg achevait d'ouvrir aux enseignes françaises le cœur de l'Allemagne. Dans la terrible mêlée qui rendit cette action si funeste à l'armée du général Kray, ces enseignes triomphantes se baissèrent avec respect et douleur sur le corps de La Tour-d'Auvergne, de celui que, deux mois auparavant, Bonaparte avait proclamé *le premier grenadier de France*. La prise de Feldkirch compléta la belle campagne de Moreau, et, en assurant ses communications avec l'armée d'Italie, contraignit le général Kray à suivre, à Parsdorf, l'exemple de Mélas. Les deux armistices préparèrent la fameuse paix de Lunéville; mais il fallait encore l'acheter par de brillants combats en Allemagne, et par d'importants avantages en Italie.

Avant d'arriver à Paris, le premier consul s'arrêta à Lyon, dont il ordonna de réparer les ruines et de relever les monuments. De retour dans la capitale, il y trouva une exaltation qui dut lui donner l'idée de tout ce qu'un grand génie favorisé par la gloire pouvait attendre d'un peuple aussi passionné. A la première nouvelle de la victoire de Marengo, Paris avait été subitement illuminé ; un tel succès, aussi imprévu qu'immense, avait confondu dans une espèce de culte toutes les classes de la société, et semblait devoir produire la fusion de tous les partis ; mais aussi, dès ce jour tout le gouvernement, et malheureusement toute la patrie, furent dans un seul homme.





CHAPITRE XIX.

1800 — 1801.

Machine infernale — Bataille d'Hohenlinden. — Traité de Lunéville



Depuis Marengo, les royalistes et les révolutionnaires, pour qui la joie publique était un outrage, prirent le caractère et le rôle de deux sectes proscrites, à jamais irréconciliables, mais ayant le même ennemi, et conspirant séparément pour sa destruction. L'assassinat menaçait dans l'ombre celui qu'environnait tant d'éclat, et la vengeance l'offrait en sacrifice aux mânes irrités de la monarchie et de la République. La haine des partis accueillit avec joie les mauvaises nouvelles, arrivées à Paris le 20 juin, du commencement de la bataille de Marengo, qui avait été perdue jusqu'à cinq heures du soir. Mais les dépêches du 21 juin, expédiées, le soir, du champ de bataille, avaient soudainement détruit les projets des deux partis. La con-

vention d'Alexandrie, provoquée par le général Mélas malgré les imposantes ressources dont il disposait encore, frappa d'abord de stupeur les hostilites de la capitale, comme les alliés belligérants de la maison d'Autriche.

Cependant ces haines politiques, dont Paris était le principal théâtre, furent loin d'être désarmées par les transports de la France et l'étonnement de l'Europe ; elles continuèrent dans le silence à tramer la perte du vainqueur. Plus ardents que les royalistes, les révolutionnaires ne virent que l'assassinat pour atteindre celui que la guerre s'obstinait à respecter.

Au milieu de ces complots républicains, le premier consul reçut les deux lettres suivantes du comte de Lille, par l'entremise du troisième consul Lebrun, à qui l'abbé de Montesquiou les avait remises :

AU GÉNÉRAL BONAPARTE.

« Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, Mon-
« sieur, n'inspirent jamais d'inquiétudes. Vous avez accepté une place émi-
« nente, et je vous en sais gré. Mieux que personne, vous avez ce qu'il faut de
« force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la
« France de ses propres fureurs, et vous aurez rempli le vœu de mon cœur.
« Rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous
« serez trop nécessaire à l'état, pour que je songe à acquitter par des places
« importantes la dette de mon agent et la mienne.

« LOUIS. »

« Depuis longtemps, général, vous devez savoir que mon estime vous est
« acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez
« votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Fran-
« çais : clément par caractère, je le serais encore par raison.

« Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et d'Arcole, le conquérant de
« l'Italie, ne peut pas préferer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous
« perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France ; je
« dis *nous*, parce que j'aurais besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le
« pourrait pas sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire attend, et je suis impatient de
« rendre la paix à mon pays.

« LOUIS. »

Il paraît que Bonaparte n'avait pas répondu à la première lettre, qui semble plus ancienne ; il répondit en ces termes à la seconde, le 7 septembre :

« Paris, le 20 fructidor an VIII.

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes

« que vous m'y dites. Vous ne devez plus souhaiter votre retour en France : il « vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au « repos et au bonheur de la France ; l'histoire vous en tiendra compte. Je ne « suis pas insensible au malheur de votre famille. Je contribuerai avec plaisir « à l'adoucir, et à la tranquillité de votre retraite.

« BONAPARTE. »

Les mécontents, qui d'abord se chargèrent de la combinaison et de l'exécution d'une attaque contre la personne de Bonaparte, étaient des démagogues désesperés, de ceux qui appelaient la journée du 9 thermidor un crime national. L'un d'eux voulut se déguiser en gendarme et assassiner le premier consul à la Comédie-Française. Un autre, Joubert, ancien aide-de-camp de Henriot, devait, avec une vingtaine de complices, aller tuer Bonaparte à la Malmaison. Enfin une dernière conspiration fut formée par le sculpteur Ceracchi et par Diana, tous deux Romains, par le peintre Topino Lebrun, par Demerville, parent et ancien secrétaire de Barrère au comité de salut public, et par Aréna, frère du député qui, le 19 brumaire, à Saint-Cloud, s'était montré l'adversaire déclaré du général Bonaparte. Ils voulaient poignarder le premier consul à l'Opéra, le 10 octobre, à une représentation des *Horaces*. Ces attentats, périlleux pour ceux qui les méditèrent, ne pouvaient atteindre qu'un seul homme. Mais un autre projet, d'une atrocité plus refléchie et d'une puissance incalculable, était conçu, pendant cette époque d'une affreuse fermentation, par un ouvrier d'artillerie dans les ateliers de Meudon. Cet ouvrier, connu pour un furieux démocrate, imagina une machine infernale, afin de faire sauter le premier consul; il s'appelait Chevalier. Aidé d'un nommé Veyser, il construisit un baril incendiaire, qu'ils avaient probablement le dessein de placer dans le palais consulaire. Heureusement il leur vint l'idée d'en faire l'essai derrière la Salpêtrière, et ils furent eux-mêmes si épouvantes du resultat, qu'ils renoncèrent momentanément à leur projet. Mais la police, avertie par cette détonation extraordinaire, se mit sur leurs traces, et l'on arrêta Chevalier tandis qu'il s'occupait à fabriquer une petite bombe destinée à être lancée dans la voiture du premier consul. Cette exécrable invention d'une machine infernale devait trouver des imitateurs deux mois plus tard dans une autre faction, qui, supérieure en lumière et en position sociale, le fut également en perversité.

Cependant le comte de Saint-Julien, dépêché de Marengo à Vienne par Bonaparte, pour proposer un traité de paix, etait revenu, en déclarant que l'Autriche ne pouvait pour ce traité se séparer de la Grande-Bretagne, avec laquelle elle avait signé une convention de subsides peu de jours avant la bataille de Marengo. Mais, menacé par le vainqueur de Marengo, qui ne voulait pas perdre dans la lenteur d'une double négociation le fruit de sa victoire, le comte de Saint-Julien se décida à signer les préliminaires basés sur ceux du traité de Campo-

Formio. Désavoué immédiatement par sa cour, à qui l'Angleterre en faisait presque une loi, le négociateur Saint-Julien fut conduit dans une forteresse en Transilvanie, pour avoir obéi aux instructions de son gouvernement en signant des préliminaires avec la France. L'or de l'Angleterre avait produit cette soudaine révolution. En conséquence, le premier consul ordonna à Moreau et à Brune de rompre l'armistice, l'un en Allemagne, l'autre en Italie.

Forcée de reprendre les armes, l'Autriche appela au drapeau toute sa population. Le commandement de l'armée autrichienne opposée à celle du général Moreau sur le Rhin, fut confié à l'archiduc Jean, âgé de dix-huit ans, qui remplaça le général Kray, sous la tutelle du général Lauer. Les avant-postes des deux armées se trouvaient entre l'Inn et l'Iser. Il fallait passer l'Inn pour atteindre l'archiduc. Ce prince, à la tête de cent vingt mille hommes, forma le projet d'envelopper l'armée française, bien inférieure en forces à la sienne, et marcha sur Hohenlinden, avec l'intention de livrer bataille dans la vaste plaine d'Anzing. Ce dessein fut bientôt pénétré par son habile adversaire, dont les manœuvres obligèrent l'archiduc à combattre sur un terrain moins vaste, et en l'isolant de toute coopération avec l'armée du Tyrol. Le général Moreau confia au général Richepanse le soin glorieux de décider la victoire. Ce général, encore à près de deux lieues du centre, reçut l'ordre de se mettre en route avec sa division, et d'assaillir les derrières de l'archiduc quand on le verrait engagé dans les défilés et la forêt d'Hohenlinden. L'exécution de cette mission périlleuse rencontra un puissant auxiliaire dans l'intrépidité du général Drouet, qu'une première attaque sépara, avec sa brigade, de la colonne de Richepanse, et qui tint l'ennemi en échec; Richepanse s'élança dans la forêt avec la 48e demi-brigade, porta le désordre sur les derrières des Autrichiens, tandis que le général Walter contenait leur cavalerie. Trois bataillons de grenadiers hongrois s'avancèrent en colonne serrée contre la troupe de Richepanse: « *Grenadiers de la* 48e, s'écria-t-il, *que dites-vous de ces gens-là? — Ils sont* « *morts!* » répondirent les grenadiers; et ils remplirent leur parole dans le même moment. En même temps le brave Ney culbutait l'ennemi dans Hohenlinden. A deux heures après midi, les Français étaient maîtres du champ de bataille. Onze mille prisonniers, cent pièces de canon, tombèrent en notre pouvoir. La victoire d'Hohenlinden, qui conduisit Moreau aux portes de Vienne, les prodiges de l'armée des Grisons aux ordres de Macdonald, qui passa le Spluger au milieu de l'hiver, en surmontant des obstacles non moins grands que ceux que Bonaparte lui-même avait eus à vaincre au Saint-Bernard; et les succès de Brune en Italie, ne laissèrent plus à l'empereur d'Autriche d'autre parti que celui des négociations: il demanda une supension d'armes pour traiter de la paix. Le grand objet politique de la France, l'exclusion de l'Angleterre, avait été rempli.

Cependant les victoires qui désarmaient la maison d'Autriche presque aux





portes de Vienne, loin de comprimer dans Paris les ennemis du premier consul, armaient contre lui de nouveaux assassins. Le 24 décembre (3 nivôse) fut choisi, par des hommes de la bande de Georges Cadoudal, pour atteindre, par l'explosion d'une machine infernale, Bonaparte sur la route de l'Opéra, où la représentation du fameux oratorio de Haydn, *la Création du Monde*, devait réunir le premier consul, sa famille et l'élite de la société de la capitale. Un nommé Saint-Régent, ancien officier de marine, Carbon, Limoëlan, Joyaut, dit d'Assas, et Lahaie Saint-Hilaire, étaient les auteurs de ce plan exécrable. Vers sept heures du soir, une charrette chargée d'un baril de poudre et de balles fut placée dans la rue Saint-Nicaise, une des plus populeuses de Paris: Saint-Régent et Carbon etaient chargés de l'exécution. Bonaparte reçut quelques avis : à l'exemple de César, il les méprisa, et ne dut la vie qu'à son cocher, qui, s'étant enivré, partit à toutes brides, et trompa de deux secondes seulement l'espérance des conspirateurs. Ils avaient froidement calculé le moment de l'explosion, sur le train ordinaire de la voiture du premier consul. Cinquante-six personnes furent blessées et vingt-deux tuées. La foule immense qui remplissait l'Opéra était si tumultueusement occupée de l'arrivée du premier consul, que le bruit de cette effroyable détonation n'y avait point pénétré. Tout à coup quelques groupes se formèrent dans les corridors, et quelques loges devinrent silencieuses : déjà la nouvelle de l'événement circulait. Bonaparte parut, et au même instant la salle retentit des



plus vifs applaudissements; mais, quand le péril qu'il venait de courir fut connu

dans le parterre et dans toutes les loges, l'exaltation publique monta à son comble. Une sorte d'ivresse enleva l'assemblée. Tous les regards, tous les gestes, toutes les voix, se portèrent simultanément sur sa loge. Ce jour vit éclater sans doute son plus beau triomphe ; il sut quel prix l'élite de la capitale attachait à sa conservation. Son salut, disait-on, avait quelque chose de merveilleux. Il était bien l'homme des miracles. Aussi l'attentat du 3 nivôse affermit son pouvoir plus qu'aucune de ses victoires, parce que son existence fut proclamée soudainement un bienfait public. Échappé à ce danger presque inévitable, Bonaparte redevint, pour beaucoup d'esprits religieux, l'élu de la Providence, et une sorte de superstition légitima sa fortune.

Après avoir montré la plus grande sécurité au moment du péril et pendant toute la représentation de l'Opéra, le premier consul regarda ensuite l'événement avec des yeux plus sévères. Fouché, ministre de la police, voulut se justifier à ses yeux de l'ignorance où il était de ce forfait, qui ne pouvait être que le résultat d'une conspiration et non un crime isolé. En conséquence, pour satisfaire à la passion du moment, qui faisait rejeter sur les républicains toutes les entreprises contre Bonaparte, il dressa une liste de cent trente individus, que les consuls firent déporter par un sénatus-consulte rédigé nuitamment. Enfin Bonaparte, trop bien servi par les hommes de la révolution qui composaient ses conseils, osa entièrement franchir les limites de la législation, et demander une loi qui non-seulement établît des tribunaux criminels spéciaux partout où cela serait jugé nécessaire, mais aussi qui donnât aux consuls la faculté d'éloigner les personnes suspectes : cette proposition fut portée au tribunat. Ce corps mérita noblement sa disgrâce prochaine par une discussion orageuse à laquelle le sénatus-consulte d'office, qui frappait cent trente individus sans jugement, fournit encore des armes terribles. Jamais bataille législative ne fut plus longtemps indécise. Daunou, Chénier, Benjamin Constant, s'illustrèrent en défendant les libertés publiques et en rejetant les innovations présentées par le Conseil-d'État. La lutte entre le pouvoir et le tribunat dura sept séances, et la loi ne fut adoptée qu'à une faible majorité de huit voix. On s'occupa de prononcer sur toutes les conspirations qui avaient menacé si directement les jours du premier consul ; celle d'Aréna fut seule jugée par le tribunal criminel et par le jury ; les autres coupables parurent devant des commissions militaires et furent passés par les armes.

Le soir de la bataille de Hohenlinden, Moreau avait dit à ses généraux : « *C'est la paix que nous venons de conquérir.* » En effet, le comte de Cobentzel, qui était resté à Lunéville malgré la reprise des hostilités, avait changé subitement d'attitude après la victoire de Moreau ; il avait déclaré qu'il était autorisé par son souverain à donner à ses pouvoirs l'interprétation que leur avait donnée le plénipotentiaire français, et à *traiter sans le secours des Anglais.* Le traité de Lunéville, en rappelant toutes les clauses de celui de Campo-Formio, re-

nouvelait à la France la cession de la Belgique, lui conférait toutes les souverainetés de la rive gauche du Rhin ; enlevait à l'empereur d'Autriche le protectorat du Corps Germanique, en brisait le lien fédéral, et préparait ainsi le grand œuvre de la confédération du Rhin ; fixait à l'Adige les limites des possessions autrichiennes en Italie ; forçait la cour de Vienne à reconnaître l'indépendance des républiques cisalpine, ligurienne, batave et helvétique ; dépouillait de la Toscane le frère de François II, et, sous la dénomination de *royaume d'Étrurie*, faisait de ce grand-duché une récompense temporaire de la fidélité de la maison des Bourbons d'Espagne à sa haine contre l'Angleterre.

Au moment de la publication de ce traité, les esprits furent frappés de l'apparition du nouvel ordre politique qui surgissait tout à coup des champs de bataille de l'Allemagne et de l'Italie, et du spectacle inconnu que la victoire et la fortune donnaient à l'univers. Les hommes clairvoyants jugèrent que l'autorité despotique des camps, source de la première royauté, allait se présenter à la France sous une autre forme, et que Bonaparte, élevé trois fois déjà sur le pavois triomphal par la défaite de la maison d'Autriche, ne se contenterait plus d'être le premier magistrat de sa patrie pendant la paix, ou son dictateur dans ses périls. Les hommes de 89, qui avaient donné tout leur appui, tous leurs vœux à la révolution du 18 brumaire, rentrèrent encore une fois dans l'asile de leurs souvenirs : ils n'avaient prévu ni tant de gloire, ni tant de puissance après la gloire. Le traité de Lunéville offrait une perspective également redoutable pour tous les partis de la France et pour tous les intérêts extérieurs ; on n'osait toutefois soulever le voile de l'avenir : on attendait en silence.

Ce fut le 12 février que la nouvelle de la paix de Lunéville vint surprendre la ville de Paris, livrée tout entière aux divertissements du carnaval. La fête populaire devint tout à coup une fête héroïque ; la population se porta d'enthousiasme aux Tuileries, au cri mille fois répété de *vive Bonaparte!* elle forma des danses sous ses fenêtres, et improvisa les jeux du triomphe et de la paix ; la musique militaire de la garde consulaire servit d'orchestre au bal parisien ; le canon, jusqu'à la nuit, accompagna les plaisirs de ses belliqueuses détonations. La hausse des fonds, plus tard si infidèle aux intérêts de la France, signala dès ce jour la marche ou plutôt l'entraînement de l'opinion ; on spécula sur le traité de Lunéville comme on avait spéculé sur le 18 brumaire, et cet agiotage, créé par la gloire qui couvrait la France, parut un gage donné à la fortune publique. La fête la plus brillante fut celle de M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures : le premier consul y reçut l'hommage de tout ce que Paris renfermait d'hommes distingués dans toutes les classes, soit nationaux, soit étrangers ; les illustrations de la monarchie et de la révolution, vieux seigneurs et vieux républicains, nouveaux riches, guerriers, savants, poëtes, magistrats, législateurs, artistes, tout s'y trouva réuni pour honorer, dans la personne du premier consul, le passé, le présent et l'avenir.

Le souvenir de cet enthousiasme est dejà loin de nous ; mais le tribut payé à l'industrie par l'homme des champs de bataille devait revivre à jamais dans l'institution du 4 mars 1801. A dater de ce jour, l'exposition des produits manufacturiers et industriels de la France fut décrétée pour la clôture de l'année républicaine. Cette création, qui révéla encore une autre supériorité de cette epoque si digne de mémoire, éleva la gloire des arts utiles à la hauteur de celle des armes, à laquelle elle a survécu tout entière ; et la science, modeste, laborieuse, féconde, eut aussi ses conquêtes et ses trophées. Le génie de la guerre, en repos, vota cet hommage à la paix et le légua à la patrie.

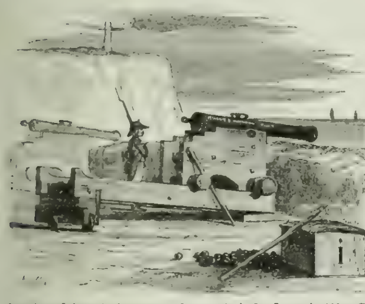




CHAPITRE XX.

1801 — 1802.

Continuation de la guerre avec l'Angleterre. — Confédération du Nord. — Mort de Paul Ier. — Flottille de Boulogne. — Concordat. — Paix d'Amiens. — Amnistie des émigrés — Légion-d'Honneur. — Consulat à vie.



Il ne restait plus de la coalition que l'Angleterre, le Portugal, sa colonie, et la Porte, dont la guerre d'Égypte avait fait son satellite. Une neutralité armée liait le Nord de l'Europe, la France, l'Espagne et l'Italie, contre le despotisme maritime de la Grande-Bretagne. Jamais plus formidable déclaration n'éclata contre la souveraineté des mers. En deçà de l'Elbe, tout subissait le joug du traité de Lunéville. Victime de la défaite de l'Autriche, le Corps Germanique avait été compris dans les sacrifices imposés à l'empereur. Les Français possédaient ou occupaient toute l'Italie en deçà de l'Adige. Tous les princes de la Péninsule avaient perdu leur puissance ; le souverain pontife conservait seul la sienne, à la condition de fermer ses ports aux Anglais.

L'Angleterre régnait sur les mers, et se trouvait embarrassée de son empire quand tous les ports de l'Europe lui étaient interdits. Elle avait voulu rompre cette confédération du Nord, conclue à l'instigation de la France, dans le mois de décembre 1800, entre la Russie, la Prusse, la Suède et le Danemarck. Les bouches de l'Elbe, du Weser et de l'Ems, furent fermées, le Hanovre envahi par la Prusse, Hambourg occupé par les Danois. Les chantiers et les ports de la Hollande, de la Russie, de la Suède et du Danemarck, retentissaient d'immenses préparatifs. Trois armées russes se rassemblaient en Lithuanie. Paul Ier, allié et ami sincère de Bonaparte depuis le renvoi des prisonniers moscovites, était le chef naturel de tous les pavillons du Nord contre le droit de visite. Ses forces maritimes consistaient en quatre-vingt-sept vaisseaux de ligne et quarante frégates. La Suède avait dix-huit bâtiments de haut bord et quatorze frégates; la France, cinquante-cinq vaisseaux de ligne et quarante-trois frégates; elle disposait en outre de la marine hollandaise, espagnole et napolitaine. Jamais armement plus formidable ne se réunit contre la puissance anglaise. Les côtes du Nord se hérissèrent de batteries.

Si le concert des trois puissances de la Baltique eût été en raison de leurs forces, le pavillon anglais n'aurait pas osé s'y montrer. Mais on sut assez exactement à Londres le véritable état des choses, pour que Nelson ne balançât point à aller défier avec vingt vaisseaux de guerre les cent quatre-vingt-seize bâtiments de la coalition, qu'il savait bien n'être point rassemblés. Une flotte anglaise, ayant à bord un ambassadeur, mit à la voile d'Yarmouth. Elle se fit précéder par des propositions si humiliantes, que le négociateur chargé de les présenter au gouvernement danois reçut ses passe-ports pour toute réponse. Les Anglais franchirent le Sund en trois heures, et le soir ils jetèrent l'ancre devant la rade de Copenhague. La ville put compter le nombre des vaisseaux qui allaient la foudroyer. Elle se voyait réduite à se défendre seule; car, par une déplorable fatalité, la flotte suédoise ne devait appareiller que le lendemain, et les flottes russes étaient trop éloignées. Cependant, servies avec la plus grande vigueur, les batteries de terre et de mer des Danois, fortes de neuf cents pièces, portèrent un tel ravage dans la flotte britannique, que l'amiral Parker donnait déjà le signal de la retraite; mais Nelson, le séide de la politique de Pitt, recommença le combat à outrance, et le sort de la flotte danoise fut accompli. Cette terrible bataille dura quatre heures. Les Anglais eurent à regretter environ mille hommes, et les Danois le double. Il n'y avait que six mille hommes de troupes à Copenhague, et dix vieux vaisseaux embossés. Un armistice de cent jours mit fin à cette lutte inégale.

Les engagements de Paul Ier avec Bonaparte contre l'Angleterre n'étaient points circonscrits dans l'enceinte de la Baltique. Mais un horrible attentat était venu au secours de la fortune britannique: dans la nuit du 24 mars 1801, Paul Ier trouva des assassins au sein même de son palais. Malgré une défense

héroïque, ce prince périt de la manière la plus barbare par les mains les plus nobles de son empire. Après ce crime, qui préservait peut-être l'Angleterre de sa ruine, on lut dans *le Moniteur* de France : « *Paul Ier est mort dans la nuit du 23 au 24 mars. L'escadre anglaise a passé le Sund le 30. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événements.* » A Petersbourg on publia que l'empereur était mort *d'un coup d'apoplexie!!!*

La mort de Paul Ier brisa la coalition du Nord. On prétend que cette nouvelle, parvenue au prince royal de Danemarck, au milieu du combat qu'il soutenait si vaillamment contre la flotte anglaise, le décida à signer l'armistice proposé par Nelson. Aussitôt après la mort de l'empereur, Alexandre se hâta d'abjurer la conduite de son père, et, par un traité de commerce conclu la même année, il reconnut cet odieux droit de visite contre lequel l'honneur des nations venait de s'armer. Le Danemarck, la Prusse et la Suède, durent accéder à ce traité que la force leur imposa. Hambourg fut évacué par les Danois, le Hanovre par les Prussiens, et tout le littoral du nord de l'Europe rendu aux Anglais. Ainsi furent anéanties les espérances des neutres, dont les chefs du plus puissant empire et de la plus grande république du monde avaient si généreusement pris la défense.

Le Portugal, le seul allié de la Grande-Bretagne au commencement de cette année, restait ouvert par terre à l'invasion de la France et de l'Espagne. C'était l'unique point du continent où Bonaparte pouvait atteindre désormais la puissance anglaise. Dans le but de compléter le blocus général qui alors entourait l'Europe, il résolut d'employer l'Espagne à ses desseins contre la cour de Lisbonne. Il avait chargé son frère Lucien d'aller, en qualité d'ambassadeur, négocier à Madrid l'envahissement du Portugal par les troupes espagnoles et les troupes françaises combinées, démarche que précéda une proposition au cabinet de Lisbonne, de faire la paix sous la condition de renoncer à l'union britannique, de fermer ses ports à l'Angleterre, et de livrer le quart du royaume aux armées françaises et espagnoles. Cette proposition avait été rejetée par le prince régent, qui n'ignorait pas qu'un pareil refus lui permettait de compter davantage sur les secours du gouvernement auquel il se sacrifiait. Mais en Angleterre, où l'on consulte plus encore l'intérêt que l'honneur national, le conseil décida que les préparatifs que l'on fit ouvertement pour sauver le Portugal couvriraient une entreprise plus utile. En effet, les vaisseaux stationnés pour la défense de ce royaume se dirigèrent vers l'Égypte, et la plus grande partie des forces anglaises s'embarqua à Lisbonne même pour cette nouvelle destination. Ainsi le Portugal tomba tout à coup, par rapport à l'Angleterre, dans la même position où se trouvait au même moment le Danemarck par rapport à la Suède, et il se vit aussi abandonné.

Le premier consul avait intéressé à la coopération de l'Espagne l'amour-propre du prince de la Paix, favori tout-puissant auquel obéissaient le roi, la

reine et la nation. Il eut l'air de le mettre à la tête de cette expédition, composée d'une armée espagnole de quarante mille hommes et d'une armée française rassemblée à Bordeaux, sous le nom d'armée des Pyrénées, aux ordres du général Gouvion-Saint-Cyr. Le titre de généralissime et celui de conquérant séduisirent Godoy : le traité fut signé à Madrid. Toutefois le premier consul ne voulut point courir les chances d'une confiance entière dans les talents militaires du généralissime ; il traça lui-même le plan de la campagne : mais pour mieux en assurer l'exécution, il chargea le général Gouvion-Saint-Cyr d'aller prendre à Madrid la direction de cette guerre, et donna à son beau-frère, le général Leclerc, l'armée d'invasion des Pyrénées. Cependant, malgré ces précautions, l'ardeur belliqueuse du prince de la Paix lui échappa. Un corps de quinze mille Portugais s'étant porté en avant, l'armée espagnole marcha sur l'ennemi. En peu de jours cette armée, n'éprouvant aucune résistance, acheva paisiblement l'occupation de deux ou trois provinces. Dans cet état de choses, la cour de Lisbonne crut pouvoir conjurer l'orage dont les Français la menaçaient, par l'abandon à l'Espagne de la forteresse d'Olivenza et de son territoire, et en lui payant une somme de trente millions. La fermeture des ports et de toutes les possessions portugaises aux navires anglais fut également consentie.

Cependant le continent, soit lassé de ses sacrifices, soit soumis à l'ascendant du gouvernement consulaire, ne voulait plus prendre part à la lutte entre l'Angleterre et Bonaparte. Déjà même celui-ci ne se souciait plus de populariser la révolution dans les pays étrangers. Devenu de fait le maître de la France, après en avoir été le libérateur, il marchait vers la domination absolue à la tête de la masse de la nation, et il sentit que les temps approchaient où il devait lui révéler hautement les secrets de sa politique. Les empiètements du pouvoir échappaient aux Français, éblouis par tant d'éclat ; ils étaient peut-être moins éclairés déjà sur les véritables intérêts de la liberté que les Français de 1789, qui l'avaient si unanimement et si généreusement saluée à son berceau. Aussi Bonaparte, dont la prudence égalait la force, jugea-t-il nécessaire de s'attacher encore la faveur publique par un bienfait qui favorisât toutes les classes, c'est-à-dire par la paix générale. Plusieurs symptômes annonçaient que la guerre couvrait la possibilité d'un arrangement. Malgré le traité de Lunéville, l'ambassadeur de France, Otto, avait été retenu à Londres sous différents prétextes ; le ministère de Pitt, qui le premier avait combattu la révolution française, venait de disparaître de la scène politique. Sa retraite était une grande révolution dans les conseils de l'Angleterre ; car Pitt, tant par ses antécédents que par l'opiniâtreté de sa haine contre la France, et particulièrement contre la personne de Bonaparte, dont le génie triomphait du sien, formait à lui seul un obstacle insurmontable à toute conciliation. Cependant, malgré ce nouvel état de choses, les hostilités maritimes, à défaut des hostilités continentales, se poursuivaient sur les deux rivages de la Manche avec la plus extrême vigueur.

Ce grand duel semblait interminable en raison des griefs des deux partis : l'un ne reconnaissait pas même l'état politique du gouvernement français ; l'autre, la souveraineté des mers dont son rival était en possession. L'Angleterre comptait alors cent trente mille marins, et sept cent quatre-vingts bâtiments de guerre bloquaient les ports de la France et de ses alliés. Resté seul armé contre ce terrible adversaire, Bonaparte trouva dans l'énergie de son caractère et dans celle de la nation d'immenses ressources. Tous les points vulnérables des côtes de l'Océan se couvrirent de batteries et de redoutes, depuis l'embouchure de la Garonne jusqu'à celle de l'Escaut. Une armée formidable défendait toutes ces positions. Les lignes télégraphiques furent multipliées de Paris à Boulogne, qui, placé en face de l'ennemi, s'offrait comme le port naturel de l'expédition projetée, dont le commandement fut confié au vice-amiral Latouche-Tréville. La persévérance et l'intrépidité triomphèrent à la fin de tous les obstacles de l'étroit blocus qui ceignait la France. Les flottilles construites sur les rivières arrivèrent successivement, sous la protection des batteries des côtes, au rendez-vous de Boulogne. Plusieurs actions entre les chaloupes françaises et les



croisières anglaises donnèrent de la valeur à cette nouvelle lutte, et inquiétèrent souvent ce mépris hautain que le cabinet britannique affichait contre elle.

Dix-huit mois s'étaient écoulés depuis le retour de Bonaparte en France. En quittant l'Égypte, il avait promis des secours à l'armée qu'il laissait dans ce pays; mais tant d'événements importants ne lui avaient pas permis de réaliser ses promesses. L'armée expéditionnaire, malheureuse sous Menou, successeur du vainqueur d'Héliopolis, désespérait à la fois de se maintenir en Égypte et de revoir le ciel de la France. Averti tout à coup qu'une flotte anglaise, sous la conduite de sir Abercromby, se rassemblait aux Baléares, pour coopérer avec une nouvelle armée turque à la délivrance de l'Égypte, le premier consul conçut l'audacieux dessein de prévenir cette réunion formidable, et d'envoyer également une armée à la défense du Nil. Le mystère impénétrable qui enveloppait le projet de cette expédition devait aussi en couvrir l'exécution. Le contre-amiral Gantheaume, qui avait ramené Bonaparte, fit voile de Brest avec sept vaisseaux et deux frégates portant cinq mille hommes de débarquement. Cette escadre fut bientôt signalée; mais l'amiral Harway prit le change sur son but, tant il lui parut hors de toute prudence que les Français osassent avec si peu de forces tenter la navigation de la Méditerranée, et il envoya à leur poursuite une division dans les parages de l'Ouest. Tandis que cette division gouvernait sur les Antilles, Gantheaume franchissait le détroit de Gilbraltar; par cela seul, sa destination était connue. Chassé par l'escadre de la Manche, il fut forcé de relâcher à Toulon après avoir enlevé une frégate à l'ennemi. Bloqué dans ce port, Gantheaume reçut l'ordre de se remettre en mer et de débarquer ses cinq mille hommes en Égypte. Il réussit à tromper encore la vigilance des Anglais; mais la contagion se mit à son bord, et il dut se séparer de trois de ses vaisseaux. Avec le reste, il parvint en vue des côtes de l'Égypte, quand, au moment d'effectuer son débarquement, il se vit assailli et forcé d'accepter le combat; il fut trop heureux d'échapper à la flotte anglaise, forte de quarante voiles, et de rentrer à Toulon après avoir capturé un vaisseau et une corvette. Ainsi la fortune maritime manquait décidément à Bonaparte, et l'Égypte espéra vainement des secours. Le général Abercromby débarqua à Aboukir une armée de vingt-quatre mille hommes, combinée avec celle du grand vizir, qui venait de la Syrie, et les troupes que le général Baird amenait de l'Inde par Suez. Après plusieurs défaites, l'inhabile et présomptueux Menou perdit la bataille d'Alexandrie, où périt le général en chef anglais, et, le 30 août, il signa dans cette ville une capitulation en vertu de laquelle vingt mille de nos soldats, les deux tiers de l'armée expéditionnaire, revirent bientôt la France sur des bâtiments étrangers.

Cependant les hostilités continuaient, et l'amiral Nelson, qui avait reçu l'ordre d'aller brûler la flottille de Boulogne, s'était présenté devant ce port avec trente vaisseaux et un grand nombre de brûlots, de bombardes et de canonnières. Battu par le feu de la flottille et celui des batteries de la côte, Nelson fut forcé d'aller se réparer à Deal et à Margate. Dix jours après, il re-

parut avec soixante-dix voiles, résolu de détruire d'un seul coup toute l'armée navale qui restait à la France. Il profita de la nuit pour surprendre le port et la flotte ; mais cette fois encore, il fut obligé de s'éloigner avec une perte de deux cents hommes. Peu de jours avant que Nelson n'eût tenté d'incendier Boulogne, le diplomate français Otto remettait au ministère britannique une note, dictée à la fois par la plus honorable modération et par la plus saine politique : « Le « gouvernement français ne veut rien oublier de ce qui peut mener à la paix « générale, parce qu'elle est à la fois dans l'intérêt de l'humanité et dans celui « des alliés. C'est au roi d'Angleterre à calculer si elle est également dans l'intérêt « de sa politique, de son commerce, de sa nation ; et si cela est, une île éloi- « gnée (Malte) de plus ou de moins ne peut être une raison suffisante pour « prolonger le malheur du monde... La question se divise en trois points : la « Méditerranée, les Indes, l'Amérique. L'Égypte sera restituée à la Porte ; la « république des Sept-Iles est reconnue ; tous les ports de l'Adriatique et de « la Méditerranée occupés par la France seront restitués au roi de Naples et « au pape ; Mahon sera rendu à l'Espagne ; Malte sera restituée à l'Ordre, et « si le roi d'Angleterre juge conforme à ses intérêts, comme puissance prépon- « dérante sur les mers, d'en raser les fortifications, cette clause sera admise. « Aux Indes, l'Angleterre gardera Ceylan... Les autres établissements seront « restitués aux alliés, y compris le cap de Bonne-Espérance. En Amérique, « tout sera restitué aux anciens possesseurs ; le roi d'Angleterre est déjà si « puissant dans cette partie du monde, qu'exiger davantage, c'est, maître absolu « de l'Inde, vouloir l'être encore de l'Amérique. Le Portugal sera conservé « dans toute son intégrité. Voilà les conditions que le gouvernement français « est prêt à signer... »

Cette paix si désirée, et qui semblait alors si loin de la pensée des deux pays, ou plutôt de leurs gouvernements, eut tout à coup un précurseur dont l'apparition inattendue vint étonner également la France philosophe et l'Europe catholique ; je veux parler du Concordat avec la cour de Rome. La conversion de Bonaparte parut brusque : toutefois elle était bien plus sincère qu'on ne le soupçonnait alors. Aussi resta-t-on frappé de stupeur à cette nouvelle, comme à l'aspect d'un phénomène dont les souvenirs contemporains, et surtout douze années de révolution, laissaient à peine entrevoir quelque trace. Les deux tiers de la population active de la France manquaient totalement de point de départ pour cette espèce de traité, qu'ils devaient regarder comme une étrange innovation. Bonaparte préludait ainsi, par le rappel de la noblesse ecclésiastique, à celui d'une autre exception sociale. L'autel préparait le trône et réconciliait le premier magistrat de la République française avec les princes des monarchies européennes, qu'il devait imiter bientôt. Ce Concordat donnait aux étrangers un gage solennel du retour de la France à une partie de son ancienne discipline. C'était un manifeste contre la révolution,

et, dans la disposition générale des esprits à cette époque, il eut, de la part de Bonaparte, le caractère d'une véritable abjuration. Cependant, comme il formait plutôt un acte de politique envers la nation française qu'un acte de soumission à la cour de Rome, on maintint les libertés de l'Église gallicane dans toute leur vigueur. Le premier consul ne désirait acquérir qu'un allié de plus dans le chef qu'il rendait à l'Église de France, subitement ressuscitée. Il avait aussi calculé sans doute que le Concordat lui attacherait une grande partie des familles de l'ancienne monarchie, et lui assurerait sur une partie de la population une puissance nouvelle. L'œuvre du Concordat resta personnelle au premier consul, et ce ne fut ni le moindre essai, ni le moindre témoignage de sa puissance. Le Concordat terminait l'ère de la révolution, et imposait aux cabinets étrangers une sorte de respect pour la loi du vainqueur, que le souverain pontife venait de consacrer par son alliance. Le pape, voulant lui-même imprimer un grand éclat, non pas à la négociation qui s'était suivie très-secrètement à Rome, mais au traité qui en résultait, envoya à Paris l'homme le plus considérable de son gouvernement, le cardinal Gonsalvi, son premier ministre, accompagné du cardinal Caprara et de l'évêque de Gênes.

Le premier consul sut encore mettre à profit un article du traité de Lunéville relatif aux républiques batave, cisalpine, ligurienne et helvétique; il avait conçu le dessein de transformer la République française en métropole. Aussi se hâta-t-il de profiter de l'ascendant que venaient de lui donner les préliminaires de paix avec l'Angleterre, pour donner à ces républiques des institutions conformes au vaste système d'unité qu'il avait conçu. La nouvelle constitution hollandaise fut modifiée et acceptée sans difficulté, ainsi que celle de Gênes; celle de la république cisalpine s'effectua avec plus d'éclat; quatre cent cinquante notables italiens vinrent à Lyon, où se rendit le premier consul. Dans une séance solennelle, Bonaparte fit part à l'assemblée des changements que leur constitution allait subir, et termina en se réservant la grande pensée des affaires de la république, qui changea son nom de cisalpine en celui de république italienne. En Suisse, la révolution offrit d'abord plus de résistance, et la guerre, un moment, éclata entre les fédéralistes et les unitaires. Mais cinq députés de chaque parti furent mandés à Paris par le premier consul, et vinrent débattre, en sa présence, les intérêts de leur pays. Un acte de médiation qui en fut la suite, mit fin à ces divisions intestines, et jamais pays ne fut plus heureux que la Suisse, sous la médiation de Bonaparte.

Enfin, le grand événement politique que la République n'avait jamais pu produire malgré ses victoires, et qui légitimait à lui seul la fortune de Bonaparte, eut lieu le 25 mars 1802. Paris entendit proclamer le traité de paix d'Amiens, entre la République française, l'Espagne, la république batave et l'Angleterre. Ce traité, qui décidait, à l'honneur immortel du premier consul, la grande question de la liberté des mers, que le Nord avait perdue depuis la

mort de Paul I[er], restituait à la France et à ses alliés toutes les possessions conquises par les Anglais, excepté la Trinité et Ceylan. Le cap de Bonne-Espérance retournait à la république batave ; l'île de Malte, déclarée indépendante, rentrait sous la puissance de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ; on remettait l'Égypte à la Porte Ottomane, dont les possessions étaient garanties : celles du Portugal l'étaient également. L'État romain et le royaume de Naples devaient être évacués par les Français, ainsi que tous les ports de la Méditerranée et de l'Adriatique, qu'occupaient les Anglais. Le 18 avril, la proclamation du Concordat donna lieu à une grande solennité religieuse, qui, ordonnée et présidée par le premier consul, vit célébrer à Notre-Dame le réta-



blissement du culte catholique et la paix d'Amiens, dont les ratifications furent échangées le jour même. Il est impossible de décrire l'enthousiasme produit par le traité avec l'Angleterre, et la reconnaissance que tout le monde vouait au premier consul. Cet heureux événement ouvrit les portes de la France aux Anglais, qui y vinrent en foule pour voir le grand homme dont la renommée remplissait le monde entier. Les bienfaits de son administration le rendaient encore plus cher à la France que ses victoires ne l'avaient rendu grand.

Déjà le maître du premier peuple du monde par sa gloire militaire, il vou-

lut que ce peuple devînt aussi le premier par sa gloire civile. Ainsi, le 4 mars, un arrêté consulaire chargea l'Institut national de tracer un tableau général des progrès et de l'état des sciences, des lettres et des arts, depuis 1789 jusqu'en 1801. Ce tableau devait en outre indiquer les découvertes d'une application utile à l'administration publique, specifier les secours et les encouragements nécessaires aux sciences, aux lettres et aux arts, et désigner le perfectionnement dont seraient susceptibles les méthodes employées dans les différentes branches de l'enseignement. L'instruction publique, confiée au célèbre Fourcroy, reçut une nouvelle organisation : on donna des écoles primaires et secondaires aux communes ; on établit dans toutes les grandes villes des lycées et des écoles spéciales aux frais de l'état ; un sénatus-consulte, que ne désavouerait pas le gouvernement le plus libéral, accorda les droits de citoyen français, après une année de domicile, à tout étranger qui, dans l'espace des cinq années suivantes, aurait bien mérité de la République par d'importants services, soit l'importation d'une découverte ou d'une industrie utile, soit la création d'un grand établissement. Enfin, le premier consul ordonna la formation de chambres de commerce dans les principales villes de la République, et celle d'un conseil général de commerce à Paris. Une mesure réparatrice vint s'ajouter à tant de bienfaits : l'amnistie des émigrés fut proclamée. Ce jour, grâce aux dispositions favorables de cet acte politique, qui allait jusqu'à rendre aux anciens proscrits leurs biens encore invendus, l'émigration se réconcilia, non avec la révolution, qui s'éteignait, mais avec Bonaparte, qui s'elevait. Une loi en date du 19 mai instituait l'ordre de la Légion-d'Honneur, qui allait devenir le mobile et la récompense de tous les services rendus à l'état.

Plus la France avait de prospérité et de repos, plus elle désirait en voir assurer la durée. La raison publique attribuait justement le bonheur général au gouvernement de Bonaparte. L'opinion se prononçait pour qu'il fût maintenu au pouvoir le plus longtemps possible. Le Sénat, obéissant à ce vœu, prolongea de dix années au-delà des dix premières années fixées par la constitution, la durée du consulat conféré à Bonaparte. Il répondit au message du Sénat :

« Le suffrage du peuple m'a investi de la suprême magistrature. Je ne me « croirais pas assuré de sa confiance, si l'acte qui m'y retiendrait n'était encore « sanctionné par son suffrage.

« Dans les trois années qui viennent de s'écouler, la fortune a souri à la Ré- « publique ; mais la fortune est inconstante : et combien d'hommes qu'elle avait « comblés de ses faveurs ont vécu trop de quelques années !

« L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué « le terme de ma vie publique au moment où la paix du monde est proclamée. « Mais la gloire et le bonheur du citoyen doivent se taire quand l'intérêt de « l'état et la bienveillance publique l'appellent.

« Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice ; je le ferai, si le « vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. »

Le Sénat n'avait voté qu'un consulat de dix années. La question soumise au vote populaire fut plus complète : *Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie?* Tous les citoyens jouissant des droits politiques (et le nombre alors en était grand) furent appelés à faire connaître leur opinion par la voie de registres ouverts dans les municipalités. Trois millions cinq cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-neuf citoyens prirent part à l'élection. C'est la masse la plus grande d'électeurs qui ait jamais été chargée de décider une question. Dans le nombre, huit mille trois cent soixante-quatorze se prononcèrent contre, et trois millions cinq cent soixante-huit mille huit cent quatre-vingt-cinq pour : imposante majorité où il était impossible de ne pas reconnaître l'expression puissante des vœux et des besoins populaires.





CHAPITRE XXI.

1801 — 1804.

Expédition de Saint-Domingue.

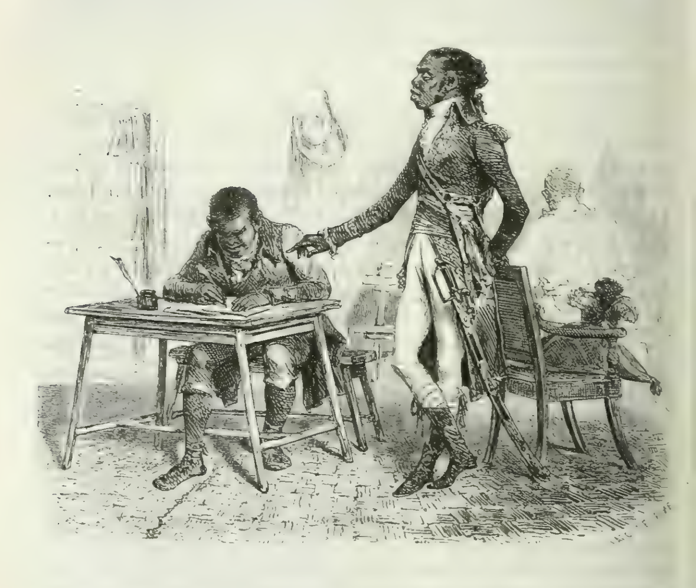


DEUX mois après la signature des préliminaires du traité d'Amiens, le parlement anglais apprit avec inquiétude qu'une flotte immense, française et espagnole, portant des troupes expéditionnaires et destinées pour les Indes Occidentales, se préparait à appareiller du port de Brest. Cette nouvelle imprévue jeta une grande agitation en Angleterre, et donna lieu à de vifs débats dans les deux chambres. On y soutint que le temps intermédiaire entre les préliminaires et la paix était généralement reconnu comme un intervalle de sécurité pendant lequel on devait réciproquement s'abstenir de toute démonstration extérieure ; et l'on assimilait à une espèce de sacrilége politique, la mystérieuse entreprise qui lançait tout à coup hors des ports de la domination française des forces combinées aussi considérables. L'Angleterre demanda des explications au gouvernement consulaire.

qui articula le véritable motif de ces préparatifs ; ils ne furent jugés contraires ni aux conditions des préliminaires, ni aux intérêts des possesseurs de la Jamaïque. Le 24 décembre 1801, une flotte appareilla de Brest, sous les ordres de l'amiral Villaret-Joyeuse. Les forces de terre obéissaient au beau-frère du premier consul, le général Leclerc, nommé capitaine-général de Saint-Domingue. Le total de l'armée expéditionnaire, avec les renforts qui allaient rejoindre successivement, montait à vingt-un mille deux cents hommes. Cette armée faisait partie de celle qui, victorieuse à Hohenlinden, venait de dicter la paix à l'Autriche à deux journées de Vienne. Mais tandis que l'expédition française voguait vers Saint-Domingue, le gouvernement anglais envoyait aussi une flotte d'observation vers les Antilles.

Depuis huit ans, un esclave s'était proclamé dans cette île infortunée l'héritier de la plus sanglante des révolutions, et il y assurait par son despotisme l'indépendance de la contrée où un maître l'avait acheté. Conducteur d'animaux sur l'habitation Breda, cet homme, à l'âge de plus de quarante ans, était parvenu à apprendre à lire ; l'*Histoire philosophique des Deux-Indes* fut le livre qui saisit sa pensée, exalta son imagination. Prudent et vindicatif comme le serpent, violent et rapide comme la foudre, jaloux comme un despote et méfiant comme un esclave, arrivé au pouvoir plutôt par sa politique que par ses talents militaires, tour à tour l'oppresseur et le protecteur des deux couleurs ennemies, Toussaint Louverture semblait avoir été créé, ainsi qu'une exception de sa race, pour la civiliser et la gouverner. Au-dedans il exerçait la dictature ; au-dehors le Nouveau-Monde le reconnaissait, en vertu des traités, chef de nation. L'Angleterre elle-même n'avait point dédaigné d'entrer en relation avec Toussaint, dont cependant l'élévation et la cause menaçaient la sécurité de ses propres colonies. Habilement économe de la civilisation, dont il voulait garder le secret pour mieux établir sa puissance, il avait, de même qu'aux premiers temps de la société, divisé tout son peuple en guerriers et en cultivateurs, et conçu la profonde pensée de se soustraire à l'égalité qu'il proclamait : ce système hardi lui avait réussi. Il savait avec art profiter de son ascendant pour se rendre indispensable à toutes les classes ; la race blanche et la race noire respectaient également son influence suprême. Sa volonté, toujours inconnue, toujours inébranlable ou terrible, formait la loi unique devant laquelle se courbait sans effort toute la population ; son hypocrisie pleine d'adresse couvrait habituellement les rigueurs de son gouvernement en rejetant sur ses lieutenants, surtout sur le féroce Dessalines, les meurtres prescrits, commandés par lui-même. Le même voile couvrait ses opérations politiques ou administratives. Toussaint avait plusieurs secrétaires qui écrivaient en français ce qu'il leur dictait en langue créole. Ils avaient défense, sous peine de mort, de se communiquer la moindre notion des affaires qu'il confiait à leur plume ; et, de plus, jamais un secrétaire ne terminait celle qu'il avait commencée. Après sa première dictée,

Toussaint l'envoyait attendre ses ordres à soixante ou à cent lieues de sa résidence, laquelle n'était jamais déterminée pour un temps connu. Les espions qu'il entretenait partout étaient aussi les muets de ce despote ombrageux, et garantissaient le silence des instruments dont il se servait. Il arrivait subitement au Cap quand on le croyait à Saint-Domingue. On n'avait jamais le temps de le tromper; on n'eut jamais la pensée de le trahir.



L'existence politique de Toussaint datait du 22 août 1791, jour où la révolte excitée par le nègre Jean-François, dont il était le confident, dévoila la vaste conjuration ourdie contre la suprématie des blancs; l'incendie des propriétés avait servi de signal au massacre des hommes de cette couleur; et Toussaint s'était bientôt fait remarquer dans cette guerre d'extermination, fruit de ses trames secrètes : aussi le général Lavaux, envoyé à Saint-Domingue par la Convention, ne s'adressa-t-il qu'à lui seul; et l'ambitieux esclave, abandonnant Jean-François, entra comme colonel au service de la République. Dès ce moment, on cessa d'attaquer les blancs. Non content d'avoir forcé les commissaires de la Convention à prononcer la liberté des noirs, Toussaint avait déjà résolu l'indépendance de sa patrie adoptive : et quand il refusait de se

soumettre à l'autorité des délégués de la métropole, c'était, disait-il, *pour ne partager avec personne la gloire d'avoir conservé Saint-Domingue à la France.* Débarrassé de la lutte étrangère et de la domination de la France, Toussaint ne comptait déjà plus pour rival que Rigaud, chef des mulâtres; il le poursuivit à toute outrance, et le força de s'embarquer. Il régnait sur la colonie, lorsque la révolution du 18 brumaire appela au consulat le général Bonaparte. Confirmé par le nouveau gouvernement dans les fonctions de général en chef, qu'il s'était attribuées malgré les commissaires français, Toussaint avait réclamé la remise de la partie espagnole cédée à la France par le traité de Bâle; bientôt, à la tête d'une nombreuse armée, il fit reconnaître sa puissance sur toute l'étendue de la terre de Saint-Domingue. Mais quand Toussaint put apprécier la hauteur du pouvoir auquel le premier consul venait de s'élever, il commença à s'inquiéter de sa propre grandeur, et conçut, pour la conserver, l'idée de se rendre nécessaire à la mère-patrie et au premier consul : dans cette vue, il voulut imiter Bonaparte. En conséquence, on le vit donner à l'île une constitution qui le nommait gouverneur à vie, avec la faculté de choisir son successeur; il fit ensuite accepter par les habitants ce pacte social, et en prescrivit l'exécution en attendant l'approbation du gouvernement français, approbation que devait solliciter le colonel Vincent, chargé de présenter la nouvelle constitution au premier consul : dès lors la perte de Toussaint fut jurée. Cependant il avait créé aussi des biens nationaux provisoires, en mettant en fermages à bail les domaines des colons absents, s'en réservant une grande partie, et distribuant le reste à ses généraux pour se les attacher. Cette conduite conciliait les intérêts de la culture et du commerce avec ceux de la politique de Toussaint : plusieurs colons, rappelés par les heureuses conséquences de son administration, étaient rentrés dans leurs propriétés. Sans doute il n'était pas d'une médiocre capacité celui qui, après s'être tant de fois baigné dans le sang des blancs, leur inspirait une telle confiance. Un ascendant si singulier éveilla les inquiétudes du premier consul, qui jugea ne devoir pas perdre un instant pour arracher la colonie à un chef aussi habile.

Toussaint eut promptement avis de l'arrivée de la flotte française. Jugeant que cet immense armement lui apportait les hostilités, et reprenant tout à coup les souvenirs de la première insurrection qu'il avait dirigée, il ordonna de défendre tous les lieux qui pouvaient être défendus, de brûler ce qui ne pouvait pas l'être, et se mit en route pour le Cap afin d'y proclamer la guerre à outrance. Un capitaine de frégate, porteur d'une lettre du premier consul pour Toussaint, et d'une proclamation du gouvernement, se présenta à la passe avec trois bâtiments; les signaux de reconnaissance restèrent sans réponse, et le fort Picolet envoya des boulets rouges au *cutter* qui pénétrait dans la passe. Ainsi donc, plus d'incertitude sur les résolutions de Toussaint. Le général Leclerc s'adressa à Christophe, qui commandait au Cap : l'officier chargé de la lettre revint avec

un refus positif. A défaut de pilote pour nous guider, l'amiral résolut de se servir du capitaine du port du Cap, qu'il avait retenu ; mais ni prières, ni argent, ni menaces ne purent l'y décider. C'était un mulâtre nommé Sangos. On lui offrit 50,000 fr. ; on lui mit la corde au cou : il resta inébranlable. Une telle résistance prouva l'empire de Toussaint sur son armée. Bientôt après, une députation accourut supplier le général Leclerc de ne point tenter le débarquement au Cap, si l'on désirait ne pas donner le signal du massacre des blancs et de l'incendie de la ville. En conséquence, le général Leclerc se décida à opérer sa descente plus à l'ouest ; il commanda d'embarquer six mille hommes, malgré la violence de la mer. A l'entrée de la nuit, les troupes montèrent les canots, et le lendemain matin, au jour, le général en chef prit terre à leur tête auprès de Limbé ; il força tous les postes, et arriva le soir au bourg du Haut-du-Cap, qu'il trouva incendié. Peu d'instants après le départ du général Leclerc, la flotte avait vu une épaisse fumée sillonnée d'étincelles s'élever au-dessus des rochers qui couvrent les rivages de l'ouest. Elle entendit d'affreuses détonations; et le ciel enfin, chargé de flammes, ne laissa plus douter que Christophe n'eût exécuté son fatal arrêt contre la malheureuse ville du Cap. La nouvelle de la prise du fort Dauphin par le général Rochambeau, et sa marche sur le Cap, avaient poussé Christophe à effectuer ses menaces ; ou plutôt, sur un troisième ordre de Toussaint, son lieutenant avait dû obéir sous peine de mort. De huit cents maisons, à peine soixante échappèrent à l'incendie. Tous les magasins ayant été brûlés, on se vit obligé de tirer des vaisseaux les provisions de la marine pour nourrir l'armée. Ainsi fut inaugurée cette fatale expédition.

Le gouvernement français eut beau proclamer à Saint-Domingue le principe de la liberté, le formidable armement de l'expédition annonçait par lui-même plutôt une conquête qu'une simple occupation. Il semblait que les noirs eussent découvert les instructions données au capitaine-général pour le rétablissement de l'esclavage ; mais cette opération devenait difficile à exécuter, non-seulement à cause de la résistance qu'elle produirait nécessairement parmi les noirs, mais aussi en raison des opinions de l'armée expéditionnaire elle-même. En effet, jamais armée plus républicaine ne combattit pour une cause plus antipathique à ses idées.

Le général Kerverseau prit sans peine possession de la partie espagnole et de la ville de Santo-Domingo ; Paul Louverture, frère de Toussaint, qui y commandait, offrit sa soumission après un simulacre de défense. Le fort Dauphin opposa une vigoureuse résistance : il fallut un assaut pour que la forteresse se rendît au général Rochambeau. On y trouva cent cinquante pièces de canon. Le général Humbert attaqua le Port-de-Paix ; le général noir Maurepas, ne pouvant s'y maintenir, y mit le feu. Des bâtiments portant la division Boudet, parurent en vue du Port-au-Prince. Le commandant était un blanc nommé Agé. Il reçut bien l'officier qui lui apportait une lettre du général

Boudet et la proclamation du gouvernement consulaire; mais sa garnison se révolta. Elle retint l'aide-de-camp de Boudet, destitua tous les fonctionnaires français, fit arrêter tous les blancs, et expédia, pour le consulter, un officier au noir Dessalines, chef militaire de la partie de l'Ouest, à Saint-Marc. Celui-ci se hâta de déclarer que si l'escadre française entrait dans le port, la ville du Port-au-Prince serait brûlée et les blancs massacrés. Néanmoins le général Boudet debarqua, et se porta rapidement sur la ville, afin d'en prévenir l'embrasement, en même temps que l'escadre pénétrait brusquement dans le port. Sommée de se rendre, la garnison répondit par un feu très-vif, et l'escadre foudroya la ville, où se précipitèrent les grenadiers français. On se battit avec acharnement dans les rues. Enfin la valeur de nos soldats enleva le fort Saint-Joseph, et à sept heures du soir nous étions maîtres du Port-au-Prince. Dessalines se disposait à marcher de Saint-Marc avec tous les blancs, pour défendre le Port-au-Prince; quand il apprit la victoire de Boudet, il fit livrer Saint-Marc aux flammes, égorger les blancs, et se retira sur le bourg de La-Petite-Rivière, par les Verrettes et l'Artibonite, semant partout le massacre et l'incendie. La soumission du Sud suivit la conquête de l'Ouest. Le noir Laplume, qui commandait aux Cayes, se mit avec ses troupes sous les ordres du général Boudet. En dix jours, l'armée expéditionnaire, qui occupait dans le Nord la ville du Cap, le fort Dauphin, le môle Saint-Nicolas, occupa aussi la partie espagnole, le sud et l'ouest de Saint-Domingue. Il ne resta plus à atteindre que ToussaintLouverture, Dessalines, Christophe et Maurepas, qui tenaient les positions de l'intérieur, et empêchaient les communications du Nord avec l'Ouest.

Le général Leclerc, avant de marcher contre Toussaint, lui envoya ses deux fils avec une lettre du premier consul, qui le nommait lieutenant du capitaine-général, et accompagnés de M. Couanon, principal du collége où le gouvernement les avait fait élever à Paris. Toussaint vit ses enfants, les embrassa, et les chargea de dire au général en chef qu'il lui demand it un délai pour se déterminer. Les enfants revinrent porter à leur père la réponse du général Leclerc, qui accordait quatre jours : ce terme s'étant écoulé sans explication nouvelle, et les fils de Toussaint n'étant pas revenus, le général Leclerc proclama la rébellion de cet ennemi caché, qui n'attendait que le moment d'éclater. Le général en chef partit du Cap avec la division Hardy; le général Rochambeau, du fort Dauphin; le général Desfourneaux, du Limbé; le général Debelle, du Port-de-Paix. Les positions réputées inexpugnables du Dondon, de la Marmelade, de la Ravine-à-Couleuvres et du canton d'Ennery, résidence habituelle de Toussaint, furent emportées pour ainsi dire à la course par les troupes françaises, et la guerre se transporta dans l'Ouest. Dans toute cette terrible campagne, l'armée fut éclairée dans sa marche par des incendies, et arrêtée par les massacres dont la férocité de Dessalines surtout avait marqué

sa fuite. Sur le théâtre même de ses barbaries, ce monstre se vit poursuivre par le général Debelle, qui le poussa jusque dans le fort et dans les bois de la Crête-à-Pierrot. Aussitôt cette nouvelle, le général en chef quitta le Port-au-Prince avec une faible escorte, et alla rejoindre la division Boudet. Cette division enleva avec une rare valeur le poste retranché de Trianon, et arriva aux bourgs du Mirebalais et des Verrettes, incendiés par Dessalines, qui venait de faire égorger la population blanche, au nombre de douze cents individus. Aux Verrettes, le général en chef ordonna une seconde attaque sur la Crête-à-Pierrot. Dessalines y avait rallié les débris et les réserves de l'armée noire. L'assaut eut lieu, malgré le feu terrible de la place, et sans artillerie, par les divisions Boudet et Dugua, sous les ordres du général en chef. Les deux généraux y furent blessés; l'armée perdit six cents hommes, et l'on parvint encore à rejeter les noirs dans leurs retranchements. Mais on reconnut que ce fort ne pourrait être emporté qu'avec le secours de l'artillerie. La prise de la Crête-à-Pierrot était de la plus haute importance.

Les deux divisions Hardy et Rochambeau, munies de l'artillerie nécessaire, furent enfin réunies devant la Crête-à-Pierrot. Elles formèrent autour du fort un demi-cercle dont les deux extrémités s'appuyaient à l'Artibonite. Toussaint parut sur le derrière des troupes de siége, afin de parvenir à débloquer le fort et de faciliter la sortie de la garnison. Cette tentative, secondée par La Martinière, qui commandait la Crête-à-Pierrot, fut sans résultat. Les assiégés supportèrent, derrière leurs retranchements de bois et de terre, la faim, la soif et toutes les misères d'un long siége. Enfin, n'espérant plus aucun secours, ils résolurent de s'ouvrir un passage à travers les troupes qui les environnaient. Ils attaquèrent à l'improviste l'extrême gauche de Rochambeau, et parvinrent ainsi à s'échapper, à l'exception de leurs derniers pelotons, qui furent détruits. On trouva dans le fort quinze pièces de canon, deux mille fusils et une foule de cadavres. Le fort fut rasé.

Il ne restait plus aux noirs aucune position pour continuer la guerre dans l'Ouest. Enfin, décidés, soit par l'exemple des généraux Paul Louverture, Clervaux, Maurepas, Laplume, qui jouissaient de leur grade et de leur traitement, soit par la terreur des armes françaises, soit aussi peut-être par les instructions cachées de Toussaint, Christophe et Dessalines présentèrent également leur soumission. Elle devança, comme une sorte de manœuvre politique, la soumission de leur chef, qui, conformément à la volonté du général Leclerc, vint se rendre au Cap avec son état-major et sa compagnie des Guides, hommes choisis et éprouvés, dont le dévouement lui resta fidèle jusqu'au dernier moment.

Après un long entretien où Toussaint n'opposa aux reproches du général Leclerc, sur sa rébellion, que le silence ou la dénégation, ce dernier lui offrit de servir dans nos rangs comme un de ses lieutenants, avec le grade de général





de division. Mais Toussaint refusa, autant par calcul que par fierté, il demanda à se retirer dans le domaine d'Ennery, dont il avait fait son apanage. Sa demande lui fut accordée. Toutefois, les généraux Brunet et Thouvenot eurent ordre de surveiller le repos de Toussaint Louverture. Ainsi, en cinquante jours, le général Leclerc venait de terminer par une campagne générale une guerre d'extermination dont il avait su borner la durée ; il avait triomphé de la force et de la ruse de ses ennemis, ainsi que des obstacles de la nature : mais il allait avoir à combattre d'autres fléaux plus redoutables, et les trahisons qui marchèrent à leur suite. Un des grands désastres de l'histoire moderne, aussi meurtrier dans ses proportions que la retraite de Moscou, est réservé à cette glorieuse armée, l'une des plus braves qui aient jamais illustré le nom français.

Après la pacification, le général Leclerc s'étudia et parvint à en assurer les résultats, en inspirant de la confiance aux généraux noirs ; il sentait bien qu'il ne pouvait réussir sans eux, et que sa position le contraignait à se servir de leur entremise pour rappeler les noirs à la culture et les désarmer. En adoptant ce parti indispensable, le général sut mettre de l'abandon dans ses relations avec ces hommes dangereux, de peur de réveiller cette méfiance inhérente à leur race. Le succès passa ses espérances. Christophe, Clervaux, Dessalines, Maurepas, rivalisèrent de zèle pour remplir les intentions du général en chef ; par leurs soins une armée noire se rassembla ; trente mille fusils furent recueillis dans le département du nord et emmagasinés au Cap. Le général en chef se vit même obligé de réprimer l'ardeur de ces généraux, qui, fidèles aux habitudes d'une ancienne férocité, tuaient ou faisaient tuer les noirs encore munis de leurs armes. Si cette cruauté envers leur espèce provint d'un calcul de leur dissimulation, comme il y eut bien lieu de le croire, on peut se faire l'idée de la déplorable position où se trouvait l'armée expéditionnaire.

Mais la sagesse même des mesures qui venaient de faire succéder tout à coup les bienfaits de la concorde à la guerre et à la destruction, allait creuser un abîme plus profond sous les pas de l'armée expéditionnaire ; déjà affaiblie de moitié, il lui fallut recevoir dans ses cadres des noirs portés au désordre et à l'indiscipline : ce recrutement offrait un péril auquel l'existence de l'armée ne pouvait se soustraire. Cependant l'organisation coloniale marchait du même pas que l'organisation militaire. Le général en chef reconnut les avantages des règlements que Toussaint avait établis ; il confirma les baux à ferme de toutes les propriétés vacantes, qui jamais ne furent aliénées ; il consacra le servage de la glèbe pour les cultivateurs, à qui on allouait le quart des produits ; il ouvrit les ports de la colonie à tous les pavillons sans préférence : aussi, en peu de temps le Cap se releva de ses cendres, ainsi que la plupart des villes incendiées ; beaucoup de colons revinrent ; les ports se remplirent de bâtiments de commerce français et étrangers.

Mais, par un rapprochement fatal, le même jour qui avait signalé à Saint-Domingue la soumission de Toussaint Louverture, vit débarquer à la Guadeloupe trois mille cinq cents hommes arrivés de Brest. L'année précédente, le mulâtre Pélage avait proclamé l'indépendance de cette île, et embarqué sur un bâtiment neutre le capitaine-général Lacrosse, surpris et enlevé au moment où il visitait ses avant-postes extérieurs. Bientôt les noirs s'étaient emparés de la révolution de Pélage ; et ce fut contre eux que le général Richepanse, qui commandait cette expédition, aidé des secours de Pélage, dut employer une valeur tant illustrée à la bataille de Hohenlinden. Après avoir anéanti la rébellion, Richepanse succomba, dans les premiers jours de septembre, à ce terrible fléau dont le retour périodique, silencieusement attendu par les noirs de Saint-Domingue, devint tout à coup, ce même mois, le signal d'une fermentation sourde dans les ateliers et dans les bataillons coloniaux. On cessa de rendre les armes, on les cacha avec soin ; des insurgés, sous le nom de nègres marrons, se rassem-



blèrent sur les mornes aussitôt que la fièvre jaune reparut. Ce redoutable auxiliaire de l'affranchissement du sol d'Haïti, moissonna avec une effrayante rapidité la brave armée, qui n'eut bientôt plus pour casernes que des hôpitaux, que la mort vidait chaque jour. Le général en chef était allé, avec sa femme et son fils, respirer pendant quelque temps l'air salubre de l'île de la Tortue, où il avait fait établir un hôpital de convalescents ; un impérieux devoir le rappela

au Cap au commencement de juin, à l'époque où la maladie régnait dans toute sa violence; il voulut assister à l'ouverture de cette assemblée de députés, formée pour devenir une sorte de conseil central et consultatif des besoins et des ressources de la colonie.

Peu de jours après, la surveillance exercée sur Toussaint s'alarma d'une certaine agitation autour du bourg d'Ennery, tandis qu'une insurrection ouverte réunissait un grand nombre de nègres sur les mornes appelés *la Montagne Noire*. Toussaint, au lieu d'aller lui-même apaiser ces mouvements, suivant sa promesse au général Leclerc, se contenta d'armer, pour sa sûreté, disait-il, des nègres cultivateurs, dont les Français arrêtèrent un détachement. On sut bientôt que Toussaint, voyant avec une joie secrète les ravages de la fièvre jaune, répétait sans cesse: *Je compte sur* LA PROVIDENCE, nom du grand hôpital du Cap. Enfin, quelques-unes de ses lettres interceptées ne laissant plus de doute sur sa connivence avec les insurgés, le général en chef ordonna de l'arrêter. Toussaint, appelé aux Gonaïves par le général Brunet, s'y rendit pour éviter les soupçons, et tomba dans le piége qu'il voulait tendre lui-même; il fut mis à bord, conduit en France, et transféré au fort de Joux, où il mourut deux ans plus tard. On a reproché amèrement l'arrestation de Toussaint au général Leclerc, tandis que c'était l'expédition contre Toussaint qu'il eût fallu reprocher au gouvernement. La position du capitaine-général, ses obligations envers la métropole et son armée, lui prescrivaient d'agir comme il l'a fait. Du moment où Toussaint refusait sa coopération à nos troupes, il devenait redoutable; et nul doute que si on lui donnait le temps de sortir du rôle d'inertie qu'il avait adopté, c'en était fait de la race blanche et de l'autorité de la France à Saint-Domingue. Jamais plus terrible responsabilité ne pesa sur un homme investi du pouvoir militaire et civil. D'ailleurs, le général en chef se conformait à ses instructions. Au reste, l'effet que la détermination de Leclerc produisit sur les noirs, à qui Toussaint, comme un maître invisible, commandait ou de se révolter ou de fléchir, justifia bientôt le moyen de salut imposé par la politique et la nécessité.

Le gouvernement avait, au mois de novembre 1801, publié cette déclaration : *A Saint-Domingue et à la Guadeloupe il n'est plus d'esclaves. Tout y est libre, tout y restera libre.* A la fin de juin, des lettres de la Guadeloupe apprirent le débarquement du général Richepanse, la défaite des noirs, l'expulsion des nègres et des mulâtres des rangs de l'armée française, le retour du capitaine général Lacrosse et le rétablissement de l'esclavage. Ce cruel démenti à un engagement solennel frappa les noirs d'une convulsion électrique, et une conspiration générale s'étendit sur toute la colonie. C'est alors que Leclerc, ne pouvant supporter davantage l'anxiété de voir au milieu de ses bataillons, éclaircis par la fièvre jaune, les bataillons intacts d'ennemis qu'il fallait craindre encore une fois, fit opérer le désarmement de tous les noirs casernés au Cap, et prévint ainsi

les dangers qui le menaçaient. Le 12 septembre, Clervaux et Pétion, qui commandaient au Haut-du-Cap, passèrent aux rebelles avec trois régiments; le 16, ils attaquèrent le Cap-Français. Un avant-poste fut forcé par cet assaut imprévu autant qu'impétueux; mais le général en chef, accouru avec cinq cents soldats et mille hommes de couleur, repoussa les révoltés, auxquels Christophe et Paul Louverture se réunirent le lendemain. Ainsi reparut la guerre à mort entre les deux races; mais quelle disproportion effrayante offraient les forces opposées! La population noire était de quatre à cinq cent mille individus, et l'armée ne comptait pas dans toutes les places de la colonie plus de huit mille homme valides. La concentration des troupes qui survivaient à la fièvre jaune devint indispensable. Le capitaine-général fit évacuer sur le Cap la garnison du fort Dauphin et du Port-de-Paix; celle des Gonaïves se retira sur le Port-au-Prince, après s'être défendue contre Dessalines, qui dirigeait l'insurrection dans l'Ouest.

Mais un autre malheur attendait l'armée expéditionnaire et les habitants de Saint-Domingue; dans la nuit du 1er au 2 novembre, le général Leclerc mourut de la fièvre jaune; sa perte fut même, dans la situation désespérée de la colonie, un désastre politique. M. Daure, ordonnateur en chef de la colonie, exerça l'intérim de capitaine-général jusqu'à l'arrivée de Rochambeau, alors au Port-au-Prince. Parmi les chefs noirs, Laplume seul, commandant de la partie du Sud, ne trahit pas son serment. Le mulâtre Lamartinière, qui avait si vaillamment défendu la Crête-à-Pierrot, demeura également fidèle au drapeau français, et périt par les mains de ses soldats, qu'il voulut empêcher de se joindre aux révoltés.

L'armée avait perdu en neuf mois, c'est-à-dire de février à novembre, le général en chef et douze officiers supérieurs, parmi lesquels les généraux de division Dugua, Hardy, Debelle; les généraux de brigade Pambour, Tholozé, Saint-Martin, Ledoyen, Dampierre, Desplanques, Meyer, Wonderweit, Jablonowski, mille cinq cents officiers, sept cent cinquante officiers de santé, vingt-cinq mille soldats, huit mille hommes de la marine du commerce, deux mille employés civils, trois mille blancs venus de France. Sur cette masse effrayante, cinq mille hommes environ succombèrent dans la guerre; la fièvre jaune dévora tous les autres. A la mort du général Leclerc, il restait neuf mille cinq cents hommes, dont sept mille aux hôpitaux. Le total des forces débarquées à Saint-Domingue jusqu'à cette époque montait à trente-quatre mille hommes. Les états de l'armée rapportés en France furent des registres mortuaires. Ainsi, sur cinquante mille individus de la race blanche importés, il survivait deux mille cinq cents valides et sept mille malades dont les deux tiers moururent. Les neuf dixièmes de la population périrent à Saint-Domingue. Il n'y a pas d'exemple, dans l'histoire moderne, d'une destruction aussi grande en raison du temps et du nombre. Quant au massacre des colons par les noirs, il ne peut être calculé'

Aussitôt que Rochambeau eut pris le commandement général, il lui fallut soutenir la vive attaque des insurgés, qui s'emparèrent des montagnes autour du Cap; mais une batterie qu'il fit placer sur une habitation plus élevée les força à la retraite. Ce succès lui inspira la funeste pensée de suivre une marche différente de celle de son prédécesseur; au lieu de continuer à se concentrer dans l'enceinte du Cap, la ville la plus au vent de la France, et la véritable position militaire de la colonie, le capitaine-général voulut reprendre le fort Dauphin et le Port-de-Paix. Leclerc avait traité constamment avec une distinction particulière la race mulâtre, dont la parenté française, l'intelligence, la bravoure, et la haine pour la race noire, lui faisaient une alliée naturelle; Rochambeau la persécuta : plusieurs braves officiers de cette couleur, qui dominait dans la partie du Sud, et entre autres le commandant Bardet, qui, en remettant le fort Bizoton au général Boudet, avait sauvé le Port-au-Prince de l'incendie et les blancs de l'assassinat, furent proscrits. Dès ce moment, la vengeance la plus acharnée réunit les noirs et les mulâtres; ces derniers exercèrent dans le Sud d'horribles représailles pour satisfaire aux mânes de leurs chefs si barbarement immolés.

Rochambeau commit une faute non moins grave : il transporta au Port-au-Prince le siége du gouvernement, et laissa le général Clausel, avec une faible garnison, chargé de la défense du Cap. Bientôt un nouvel ennemi se joignit à ceux que le général en chef venait de susciter contre son armée; cet ennemi, le redoutable appui des noirs, était la Grande-Bretagne. Le traité d'Amiens venait d'être rompu. Alors l'insurrection générale, fortifiée par les secours qu'elle reçut des Anglais, pressa plus vivement ses opérations offensives, de sorte qu'en peu de jours toutes les positions de l'Ouest et du Sud tombèrent au pouvoir des insurgés. Le Sud une fois occupé par l'ennemi, les subsistances manquèrent totalement au Port-au-Prince; la famine à son tour jeta le désespoir dans cette malheureuse ville, la seule où les Français se maintinssent encore, à la veille d'être assiégée par les armées noire et mulâtre réunies, quand Rochambeau reçut l'ordre impératif de France de revenir au Cap, et d'y établir le siége du gouvernement.

La métropole ne possédait plus que le Cap et le môle Saint-Nicolas, quand une armée de quinze mille hommes, soutenue par une escadre anglaise, vint assiéger le Cap. Les notables engagèrent le général en chef à s'entendre avec l'escadre; mais les propositions du commodore furent si exagérées, que Rochambeau aima mieux avoir affaire au barbare Dessalines. Celui-ci lui donna dix jours pour se retirer. Cependant l'espoir qu'avait eu Rochambeau de pouvoir tromper la poursuite des Anglais, à la faveur du gros temps, s'évanouit, et il se vit forcé, à l'expiration des dix jours, en raison de l'état de la mer, de se mettre à la discrétion de la flotte anglaise, ainsi que l'immense quantité de bâtiments qui portaient tout ce qui survivait de l'armée expéditionnaire et de la

population blanche. Toutefois une action brillante honora la retraite de la malheureuse armée française. Le général Noailles, ancien membre de l'Assemblée Constituante, commandait le môle Saint-Nicolas; voulant partir sans capitulation et éviter de négocier avec les Anglais, qu'il connaissait bien, il fit embarquer sa garnison, et au passage de l'immense convoi du Cap, il se mit à sa suite, sans être observé par la croisière ennemie; arrivé à une certaine distance, il quitta la flotte avec les sept voiles qui l'accompagnaient, et les conduisit dans un port de l'île de Cuba. De là il se rendait, sur un brick armé et monté par des troupes, à la Havane, lorsqu'il fut rencontré par une corvette anglaise qu'il prit à l'abordage, avec ses grenadiers. Dans le combat terrible qui s'engagea, ce brave général reçut plusieurs blessures, dont il mourut à la Havane, après toutefois y avoir fait entrer le bâtiment anglais sur lequel flottait le pavillon de la France. La gloire nationale s'empressa de recueillir le dernier exploit échappé à ce grand naufrage d'une des plus valeureuses armées que la République eût réunies sous ses drapeaux.





CHAPITRE XXII.

1803.

Rupture avec l'Angleterre. — Invasion du Hanovre. — Occupation du royaume de Naples. — Armements et construction des flottilles. — Organisation et réunion des armées françaises sur les côtes du Nord. — Préparatifs de l'Angleterre.



A l'ivresse des fêtes de la paix, la France et l'Angleterre avaient fait succéder une attitude d'observation inquiète qui bientôt modifia la joie générale. Les accroissements considérables de la France, provenant soit de l'incorporation du Piémont et de la réunion de la république italienne sous le même pouvoir, soit de la médiation helvétique et des changements opérés dans la Hollande et dans les républiques d'Italie, soit aussi de ces immenses travaux qui ouvraient à nos armées les routes du Simplon, soit enfin de ce Concordat qui consommait la dépendance de l'Italie, et donnait au premier consul l'ascendant d'une nouvelle puissance morale sur les états catholiques du continent : toutes ces prospérités

inattendues, sorties du traité de Lunéville, devinrent, aux yeux du gouvernement anglais, de véritables usurpations sur le terrain où le traité d'Amiens venait d'être assis. Le cabinet de Londres, dont Pitt dirigeait toujours l'esprit sous le successeur qu'il s'était choisi, ne pouvait également ignorer que le premier consul, empressé de satisfaire pour lui et ses alliés à toutes les clauses du traité, s'alarmait justement de la lenteur plus qu'équivoque que l'on mettait à remettre l'île de Gorée à la France, à la république batave le cap de Bonne-Espérance, enfin l'île de Malte à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. L'Angleterre disait : « La France s'est agrandie depuis notre traité. » La France disait : « L'Angleterre n'exécute pas notre traité. » Un tel procès, dont les parties étaient les seuls arbitres, ne devait se juger que par la guerre.

Cependant les cabinets de Paris et de Londres avaient recommencé leurs hostilités périodiques dans les journaux, et, malgré l'animosité de ces débats publics, ils reprirent aussi des négociations supplémentaires, pour l'exécution de leur traité. On n'oublia pas non plus un autre moyen de s'entendre, celui d'armer à outrance ; et les deux nations marchaient tellement d'intelligence avec leurs gouvernements, que l'enthousiasme de la guerre avait, peu de mois après la signature du traité d'Amiens, rendu aux esprits la même exaspération qu'avant la paix. L'arène des journaux, où malheureusement le premier consul ne dédaignait pas de descendre lui-même, offrit un échange perpétuel d'offensantes personnalités, poussées à un tel point de violence de la part des écrivains anglais, que l'ambassadeur Otto présenta une note officielle dans laquelle il était demandé *que l'Angleterre défendît tout ce qui serait défendu en France par rapport aux intérêts réciproques des deux nations*. Cette note réclamait aussi *l'éloignement des émigrés de l'île de Jersey, l'expulsion de l'Angleterre des évêques de Metz et de Saint-Pol, la déportation au Canada de Georges et de ses adhérents, et le renvoi de tous les Français qui porteraient en Angleterre les décorations de l'ancienne monarchie*. Enfin, le premier consul exigeait encore que *tous les princes de la maison de Bourbon fussent requis de se rendre à Varsovie près du chef de leur famille*. C'était, à peu de chose près, proposer à la Grande-Bretagne le sacrifice de sa constitution, que de lui demander la violation des deux garanties fondamentales les plus chères à toute nation libre, celle de la presse et celle de l'*habeas corpus*. Il n'en fallait sans doute pas davantage pour déclarer des deux côtés ce traité rompu par le fait. Aussi les journaux des deux nations se livrèrent-ils aux plus violentes hostilités. Dans ceux de la Grande-Bretagne, les passions ministérielles s'exprimèrent sans ménagement ; un procès public y fut instruit contre l'ambition du premier consul. On n'oublia aucune récrimination ancienne, aucun grief récent : on invoqua le traité de Lunéville en condamnation des envahissements politiques et territoriaux de la France.

Le célèbre Fox, qui arrivait de Paris, où il avait reçu le plus brillant accueil du premier consul, des membres du gouvernement et de la société de la capi-

tale, prit hautement dans la Chambre la défense de la France. On ne pouvait rendre un plus bel hommage à cette liberté politique dont l'Angleterre s'enorgueillit à si juste titre. La franchise de Fox portait en outre un caractère de courage, par la fermeté qu'il osa opposer à l'irritation de la grande majorite de l'assemblée contre le premier consul. Cette animosité y fut si peu deguisée, que cet illustre orateur subit ce jour-là une sorte d'enquête sur le motif de son voyage en France. Son discours ajouta un nouvel éclat à la tribune britannique; mais le parti Grenville dominait, et la guerre était presque proclamée par le parlement.

Bonaparte mit tout en œuvre pour démasquer ou effrayer l'Angleterre. Il chercha à renouer cette ligue maritime du Nord, rompue par la mort de Paul Ier. Il envoya à Berlin le général Duroc, à Saint-Pétersbourg le colonel Auguste Colbert. Mais l'empereur Alexandre et le roi de Prusse avaient contracté ensemble des engagements qui firent avorter cette démarche. Des troupes nombreuses hâtèrent leur marche vers les rivages des deux mers : l'Italie, comme la Hollande, voyait arriver de nouveaux bataillons; les constructions se pressaient dans tous les ports; Flessingue s'élevait sur d'imposantes fortifications, comme le grand arsenal du plus formidable des armements. Cependant les conférences se succédaient à Paris, entre le ministre Talleyrand et lord Withworth, avec une extrême sérénité de part et d'autre, mais sans rien résoudre. Malheureusement, le premier consul s'impatienta des délais britanniques, et crut pouvoir les terminer en appelant lui-même à une entrevue particulière l'ambassadeur anglais. « La paix, dit Bonaparte, n'a uniquement produit « qu'une jalousie et une méfiance continuelles; cette méfiance est aujourd'hui « si manifestée, qu'elle a amené les choses à un point ou il faut nécessairement « en finir..... Aucune considération sur la terre ne pourrait me faire acquiescer « à ce que vous gardiez Alexandrie et Malte; et s'il fallait opter entre ces deux « alternatives, *j'aimerais mieux vous voir en possession du faubourg Saint-An-« toine* que de Malte.... Chaque vent qui souffle d'Angleterre n'apporte que « haine et inimitié contre moi.... Une descente est le seul moyen offensif que « j'aie contre elle, et je suis déterminé à me mettre moi-même à la tête de « l'expédition. Il y a mille à parier contre un que je ne réussirai pas, mais je « n'en suis pas moins décidé à tenter cette descente, si la guerre doit être la « conséquence de la discussion actuelle. Mes troupes y sont tellement dis-« posées, qu'on n'aurait pas de peine a trouver une armée pour en remplacer « une autre.... J'aurais pu m'emparer de l'Égypte, depuis plus d'un mois, en « envoyant vingt-cinq mille hommes à Aboukir....; mais je ne le ferai point, « parce que l'Égypte ne vaut pas la peine d'une guerre qui m'exposerait à « perdre plus que je ne pourrais gagner, *puisque, tôt ou tard, l'Égypte appar-« tiendra à la France, soit par la chute de l'empire turc, soit par quelque arran-« gement avec la Porte*...... Deux puissances telles que la France et l'Angle-

« terre, en s'entendant bien, pourraient gouverner le monde, *mais elles* « *pourraient aussi le bouleverser dans leur lutte....* On en est arrivé aujour- « d'hui à décider la grande question de la guerre ou de la paix. Pour con- « server la paix, il fallait remplir le traité d'Amiens.... Voulait-on la guerre, « il ne fallait que le dire ou refuser de remplir le traité.... Je n'ai pas châtié les « Algériens, dans la crainte d'exciter la jalousie...; mais *j'espère que l'Angleterre,* « *la Russie et la France, sentiront un jour qu'elles ont intérêt à détruire un pareil* « *nid de brigands....* Mais vouloir parler aujourd'hui du Piémont et de la « Suisse, ce sont des bagatelles. D'ailleurs, vous auriez dû le prévoir lorsque « la négociation était encore pendante; vous n'avez pas le droit d'en parler à « cette heure.... » Cette conférence, dont le premier consul fit à peu près tous les frais, fut transmise par lord Withworth à son gouvernement.

Bonaparte reçut en même temps la réponse à une démarche tentée auprès de Louis XVIII, à Varsovie. Il avait offert, dit-on, à ce prince une indemnité considérable, soit en propriétés, soit en argent, s'il voulait renoncer à ses droits à la couronne de France. Quoi qu'il en soit, on publia cet extrait de la réponse de Louis XVIII : « Je ne confonds point M. Bonaparte avec ceux « qui l'ont précédé : j'estime sa valeur, ses talents militaires; je lui sais gré de « quelques actes d'administration.. .. Mais il se trompe, s'il croit m'engager à « renoncer à mes droits : loin de là, il les établirait lui-même, s'ils pouvaient « être litigieux, par les démarches qu'il fait en ce moment.... »

Cependant, le roi d'Angleterre annonçait, par un message, à la Chambre des communes, « qu'en raison des préparatifs considérables qui se fai- « saient dans les ports de France et de Hollande, il jugeait convenable d'ad- « opter de nouvelles mesures de précaution pour la sûreté de l'État; et que, « comme il existait actuellement avec le gouvernement français des discussions « d'une grande importance *dont le résultat demeurait incertain*, S. M. faisait « cette communication à ses fidèles communes....., et comptait qu'elles la met- « traient en état d'employer toutes les mesures que les circonstances paraî- « traient exiger pour l'honneur de sa couronne et les intérêts essentiels de son « peuple. » Tel fut le résultat de la conférence du premier consul avec lord Withworth. Les paroles royales eurent une influence magique sur l'Angleterre : le lendemain la *presse* commença à Londres; Nelson prit le commandement général des forces de la Méditerranée; trois escadres mirent en mer sous les ordres des amiraux Sydney Smith, Saumarez et Pellew. Un autre message succéda rapidement au premier, et ordonna une augmentation dans les troupes de terre et de mer.

Peu de temps après, le premier consul interpella vivement l'ambassadeur d'Angleterre à une audience diplomatique : « Vous êtes décidé à la guerre...., « vous voulez la guerre. Nous l'avons faite pendant quinze ans; vous voulez la « faire encore quinze années, et vous m'y forcez. » Puis se tournant vers le

comte de Markoff, ambassadeur de Russie : « Les Anglais veulent la guerre, « dit-il ; mais s'ils sont les premiers à tirer l'épée, *je serai le dernier à la re-« mettre dans le fourreau;* ils ne respectent pas les traités, il faut dorénavant « les couvrir d'un crêpe noir... Si vous voulez armer, j'armerai aussi; si vous « voulez vous battre, je me battrai aussi. *Vous pourrez peut-être tuer la France, « l'intimider, jamais* Malheur à ceux qui ne respectent pas les traités! ils en « seront responsables devant toute l'Europe. »



Toutefois la rupture n'était pas officiellement déclarée; mais l'agression eut lieu de la part de l'Angleterre : deux bâtiments français furent capturés dans la baie d'Audierne. Aussitôt les représailles de la France éclatèrent, et le premier consul déclara prisonniers de guerre tous les Anglais âgés de dix-huit à soixante ans alors en France, pour répondre des Français qui auraient été pris avant la déclaration de guerre. Le sénat reçut en même temps un message consulaire qui se terminait ainsi : « ..... Le gouvernement s'est arrêté à la ligne « que lui ont tracée ses principes et ses devoirs : les négociations sont inter-« rompues, et nous sommes attaqués. Du moins nous combattrons pour main-« tenir la foi des traités, et pour l'honneur du nom français..... »

La France répondit aux hostilités maritimes de l'Angleterre par des attaques territoriales. Le général Mortier, qui commandait en Hollande une armée de quinze mille hommes, entra dans l'électorat de Hanovre. Une proclamation du

roi d'Angleterre ordonnait la levée en masse de ses sujets allemands, *sous peine de perdre leurs biens et leur droit d'héritier*, et annonçait le duc de Cambridge qui venait se mettre à leur tête. Le général français répondit par une autre proclamation, où il déclara aux Hanovriens que les Français s'emparaient de leur pays parce que l'Angleterre gardait Malte contre la foi des traités. La régence de Hanovre envoya solliciter une suspension d'armes. Mortier répondit qu'il n'accepterait que l'occupation immédiate de l'électorat, et la remise des places fortes. Aussitôt on livra tout le pays aux Français, ainsi que les magasins militaires et les revenus de l'état. Cinq cents bouches à feu, quarante mille fusils, et les fonds pour la solde de l'armée, furent les fruits de cette campagne de dix jours.

Le Hanovre était un gage insuffisant pour balancer la possession de Malte : l'Italie a des rivages qui regardent ce nouveau Gibraltar, et Bonaparte a songé à lui en opposer un autre ; c'est le port de Tarente qu'il a choisi pour recevoir sous deux mois, toute la flotte de Toulon. En vertu du traité d'Amiens, l'armée française, après avoir évacué le royaume de Naples, s'était cantonnée dans la partie centrale de la Péninsule ; mais la condition de cette évacuation n'ayant pas été remplie, le premier consul crut avoir le droit de reprendre le *statu quo* antérieur au traité. La proclamation suivante précéda l'invasion du royaume de Naples : « Le roi d'Angleterre a faussé sa signature et refusé d'exé-
« cuter le traité d'Amiens en ce qui concerne l'évacuation de Malte. L'armée
« française se voit donc obligée d'occuper les positions qu'elle avait quittées
« en vertu de ce traité. L'ambition démesurée de l'Angleterre se trouve dé-
« masquée par cette conduite inouïe : maîtresse de l'Inde et de l'Amérique,
« elle veut encore l'être du Levant ; le besoin de maintenir notre commerce
« et de conserver l'équilibre européen nous oblige d'occuper ces positions dans
« les états du roi de Naples, positions que nous garderons tant que l'Angle-
« terre persistera à garder Malte. »

Tarente ne tarda pas à devenir, comme Flessingue, un arsenal militaire, un grand port fortifié. Le premier consul traça lui-même des instructions admirables pour la défense combinée de la Corse, de l'île d'Elbe et de la Toscane. Dix mille ouvriers concoururent à élever ces fameux travaux qui firent d'Alexandrie la grande place d'armes de l'Italie. « Je considère cette place, disait « Bonaparte, comme la possession de toute l'Italie ; le reste est affaire de « guerre : Alexandrie est affaire de politique. » Les mêmes ordres couvrirent également de batteries et d'ouvrages les côtes de Hollande, depuis Flessingue jusqu'à Texel. L'île de Walcheren devint une position de la plus haute importance. Ainsi, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'au port de Tarente, tous les rivages étaient fermés aux Anglais. Les départements répondirent aux appels du premier consul pour donner des vaisseaux, des bâtiments de transport et de l'artillerie. Il y eut un chantier de construction à Paris et dans tous les

ports de l'Océan. Boulogne fut regardé justement comme le véritable port militaire de la descente ; mais il en fallait encore un plus vaste pour recevoir les divisions de flottilles qui devaient s'y rassembler. On exécuta les mêmes travaux dans les ports d'Étaples, de Vimereux et d'Ambleteuse ; l'armée les creusa. Il manquait à Boulogne un fort qui protégeât les bâtiments mouillés au large : le premier consul fit jeter les fondations d'une tour énorme sur un récif isolé. En même temps que le fort s'élevait, on s'occupait à étendre la portée du boulet des pièces de gros calibre jusqu'à deux mille toises. Les ports d'Ostende, de Dunkerque, de Calais, se hérissaient aussi d'artillerie ; toute la côte qui regarde l'Angleterre put être nommée la côte de fer.

La république batave, malgré la reconnaissance de son indépendance par le traité de Lunéville, ne formait déjà qu'une province, une place d'armes française. Elle se trouvait comprise dans la guerre que la grande république allait faire à l'Angleterre. Les immenses préparatifs dont le mouvement remplissait la Belgique, reçurent alors un nouvel encouragement de la présence du premier consul, qui partit de Paris pour aller les inspecter lui-même, dans un voyage qu'on peut appeler une course triomphale. Il visita toute la côte, s'arrêta à Flessingue pour ses Fortifications, à Gand pour son commerce. En re-



voyant Anvers, il décida que son port marchand serait le plus grand port militaire, le plus grand arsenal, et le plus grand chantier de construction du

continent. D'Anvers, le premier consul vint recueillir à Bruxelles les hommages de la reconnaissance du commerce, qui gagnait tout à sa réunion à la France.

En revenant à Paris, il apprit que les agitateurs, depuis longtemps signalés, des îles de Jersey et de Guernesey, avaient tenté de rallumer dans la Vendée la guerre civile, mais que, fidèles à leurs serments, les Vendéens continuaient de partager avec tous les riverains de l'Océan l'armement des côtes, la construction et la conduite des flottilles. Une noble idée se présenta alors à son esprit, pour répondre à ce nouveau complot de la politique anglaise : ce fut de former une légion de Vendéens, commandée par M. d'Autichamp; il donna des ordres en conséquence au ministre de la guerre : « Cette légion, écrivit-il « de sa main, doit être composée, officiers et soldats, des hommes qui ont fait « la guerre de la Vendée contre nous. »

Bonaparte venait d'arrêter la première base de l'organisation de la grande armée d'Angleterre. Elle était divisée en six corps, dans les camps de Hollande, de Bruges, de Saint-Omer, de Compiègne, de Saint-Malo et de Bayonne. Le général Soult vint à Boulogne se mettre à la tête du camp de Saint-Omer; le général Davoust se rendit à Ostende, pour celui du camp de Bruges. Ney prit le commandement du camp de Compiègne à Montreuil, après avoir capitulé pour seize mille Suisses que le premier consul mit sous les ordres du général Baraguay d'Hilliers, comme corps de réserve. Augereau rassembla, aux environs de Bayonne, l'armée des Pyrénées, destinée à agir contre le Portugal, si le général Lannes, envoyé à Lisbonne, n'obtenait pas de ce gouvernement sa renonciation à l'influence anglaise. Le Portugal, qui n'osait rompre ni avec la France, ni surtout avec l'Angleterre, acheta sa neutralité par un tribut annuel de seize millions. L'Espagne, dont la position avait alors une grande affinité avec celle du Portugal, lui avait donné l'exemple de cette transaction entre sa politique et ses intérêts. Par une autre négociation, le premier consul avait également soustrait une proie assurée à la marine britannique, en cédant à ses fidèles alliés des États-Unis d'Amérique la belle colonie de la Louisiane, pour une somme de soixante-dix millions. Ces opérations d'une admirable prévoyance marchaient parallèlement avec les préparatifs d'une guerre dont tous les éléments étaient implacables.

En regard des apprêts formidables dont tous les rivages de la France étaient le théâtre, l'Angleterre déployait une énergie égale au danger qui la menaçait. Son parlement ressuscitait les lois des Anglo-Saxons et le statut de Henri III, pour voter d'acclamation la levée en masse du peuple anglais. « N'en doutez « pas, s'écriait un orateur, l'objet de l'ennemi est certainement de marcher « sur Londres, et de subjuguer ainsi à la fois la métropole et l'empire. » On traça des camps sur la côte; on proclama la levée générale dans les trois royaumes. Le patriotisme des associations de commerce s'empressa d'assigner des fonds considérables pour encourager et récompenser le zèle des défenseurs

de l'état. Sept cent trente-quatre voiles de guerre faisaient flotter le pavillon de la Grande-Bretagne sur toutes les mers du Nord, et sept flottes bloquaient tous les ports et toutes les embouchures des fleuves, depuis le Sund jusqu'aux Dardanelles. La Tamise elle-même était prisonnière; une chaîne de frégates amarrées par d'énormes barres de fer en fermait l'entrée. Indépendamment de ces précautions, les ennemis vinrent successivement bombarder, mais sans résultat, les ports de Granville, Dieppe, Fécamp, Saint-Valery, Boulogne, Calais. La poursuite rigoureuse journellement exercée contre les convois de flottilles qui marchaient sur Boulogne, donna lieu à une foule de petits engagements où les Français eurent toujours l'avantage, notamment sous le Cap-Blanc et sous le Cap-Grinès. Le premier consul assista, à bord d'une faible embarcation, à l'un de ces combats, dans un voyage à Boulogne. Après avoir inspecté les troupes de terre et de mer, et fait exécuter sous ses yeux les essais d'embarquement et de débarquement; après avoir visité les travaux des différents ports, et suffisamment accru, par sa présence, l'inquiétude de ses ennemis, il repartit brusquement pour Saint-Cloud, où il vint reprendre le cours des affaires du gouvernement.





CHAPITRE XXIII.

1804.

Conspiration de Georges. — Moreau. — Pichegru. — Mort du duc d'Enghien.



Deux ans après le 18 fructidor, qui avait amené la déportation de Pichegru, le Directoire fut renversé, et le 18 brumaire plaça l'ancien élève de ce général à la tête de la république. Dans cette journée, Moreau, au lieu de se renfermer avec d'autres généraux dans une neutralité honorable pour les principes qu'on lui supposait, s'offrit de lui-même à Bonaparte, afin de coopérer au succès de cette révolution, et accepta la mission d'aller investir le palais du gouvernement, où se trouvaient encore les directeurs Gohier et Moulins. Moreau n'avait su ni jouer le rôle de Bonaparte avant le retour d'Égypte, ni, depuis, se faire oublier; trois ans auparavant, il n'avait pas osé, en sa qualité de général en chef, dénoncer au gouvernement Pichegru comme traître, et ne s'était décidé à remplir ce devoir que lorsqu'il pouvait craindre pour lui-même. Cependant, malgré cette conduite,

qui devait séparer ces deux généraux, un motif alors inconnu, mais sans doute de la plus haute importance, avait renoué leurs relations d'amitié, quoiqu'ils habitassent, l'un l'Angleterre, et l'autre la France.

Échappé des déserts de Sinnamary, Pichegru vint chercher un asile à Londres, où on le reçut avec toute la faveur d'une victime de la révolution; le parti royaliste s'aveugla même au point d'en attendre encore le succès de ses anciennes espérances. En conséquence, il désigna aux princes français et au cabinet de Londres, pour le placer à la tête de la contre-révolution, le général Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, celui que l'on qualifiait de chef militaire de l'opposition qui s'élevait contre Bonaparte, et de représentant de la cause républicaine. Au nom des princes français et du gouvernement britannique, on arrêta un plan de conspiration; un certain Lajolais en fut porteur, et repartit pour Londres après être venu en conférer à Paris avec Moreau. Les conjurés d'outre-mer furent divisés en trois bandes, auxquelles on marqua trois lignes, partant de la falaise de Béville, pour leur voyage jusqu'à Paris. Le 21 août 1803, s'opéra un premier débarquement, commandé par Georges Cadoudal; un second, dont Coster Saint-Victor faisait partie; un troisième, où se trouvaient Pichegru et Lajolais. Un quatrième, plus important, devait encore avoir lieu: c'était celui qui amènerait en France un prince français; les vents contraires l'empêchèrent. Georges et deux de ses affidés allèrent au-devant de Pichegru à la ferme de la Poterie, dernière station de la route des conjurés.

Plusieurs ne tardèrent pas à être arrêtés; on apprit par leurs dépositions, que Pichegru était descendu à Chaillot, chez Georges, sous le nom de Charles, et qu'il avait occupé à Paris divers logements. Ceux qui ne connaissaient pas ce général déclarèrent que, quand un certain personnage arrivait chez Georges, chacun se levait et le traitait avec respect; ces aveux des conspirateurs donnèrent à penser qu'un prince de la maison de Bourbon était déjà à Paris. Le gouvernement sut bientôt que Moreau avait vu Pichegru chez lui, et qu'à une autre conférence du soir, sur le boulevart de la Madeleine, Pichegru lui avait présenté Georges Cadoudal; deux fois encore, Pichegru et Moreau avaient eu des entretiens particuliers, d'où il était résulté, malgré quelque dissidence dans les moyens d'exécution, le projet de changer totalement la forme du gouvernement. Cependant rien n'était plus étrange que l'union de ces trois personnages, différant essentiellement de souvenirs et de vœux, et obligés de franchir, pour se trouver, pour s'unir ensemble, les plus puissantes considérations. Pichegru, qui était entièrement voué au succès de l'entreprise, nourrissait une haine implacable contre le premier consul, depuis le 13 vendémiaire et l'appui donné par l'armée d'Italie au 18 fructidor. Un de ses amis, ancien entrepreneur des subsistances militaires, assez courageux pour lui donner asile chez lui, l'engagea vainement, dit-on, à renoncer à sa criminelle entreprise. Pichegru lui répondit qu'il agissait en vertu des plus hauts pouvoirs, qu'il avait à sa disposition les

ressources de l'Angleterre, et qu'il portait toujours deux pistolets, dont l'un serait pour celui qui voudrait l'arrêter, et l'autre pour lui-même. Il jura *qu'il ne périrait jamais de la main des bourreaux de Bonaparte.*

Les prisons renfermaient déjà presque tous les complices, au nombre de quarante-cinq. Il ne restait encore de libres que les trois principaux conjurés, Moreau, Pichegru et Georges. Les renseignements ayant paru suffisants, le 15 octobre 1804, Moreau fut arrêté. Le lendemain, l'ordre du jour de la garnison de Paris portait : « Cinquante brigands ont pénétré dans la capitale; Georges et le général Pichegru étaient à leur tête. Leur arrivée avait été provoquée par un homme qui compte encore dans nos rangs, par le général Moreau, qui fut remis hier aux mains de la justice nationale. Leur projet, après avoir assassiné le premier consul, était de livrer la France aux horreurs de la guerre civile et aux terribles convulsions de la contre-révolution. »

L'opinion, quoique instruite depuis longtemps de l'éloignement qu'une obsession domestique avait inspiré à Moreau pour le premier consul, se refusa à croire de telles accusations. La gloire des armes jetait alors de profondes racines; le public, à qui l'avilissement des grandes renommées et le sacrifice de sa longue admiration sont également insupportables, se mit à soutenir une sorte de guerre contre Bonaparte. Cette opposition gagna plus rapidement encore les vétérans des armées du Nord, que Moreau avait commandés avec tant de succès. La vénération de ces armées pour leur ancien chef était sans bornes. Le genre de vie adopté par Moreau paraissait à beaucoup de gens, et à ses anciens officiers, une retraite au moins contre l'injustice, si ce n'était contre la persécution; aussi cet ordre du jour du gouverneur de Paris reçut-il un accueil peu favorable, tant il choquait les opinions et cette faveur républicaine dont Moreau aimait à s'envelopper. La raison publique se révolta à l'idée d'une connivence avec Georges, et à celle de l'assassinat du premier consul. L'incrédulité du public jugea le forfait impossible, à cause de son énormité. L'opposition qui régna pendant tout ce procès alla presque jusqu'à l'attitude séditieuse : erreur honorable pour le caractère national, qui demeura indécis entre le culte qu'il portait si justement au premier magistrat de la république et la cause d'un illustre accusé !

Le 28 février, un sénatus-consulte suspendit pour deux ans la procédure par jury, et investit les tribunaux criminels de la connaissance des crimes de haute trahison, d'attentats contre la personne du premier consul, et contre la sûreté intérieure et extérieure de la république. Une loi spéciale appliqua la peine capitale aux recéleurs des conjurés, comme complices; aussitôt la proclamation de cette loi, Pichegru fut livré, dans la rue Chabanais, pour une somme de 100,000 francs, par un homme chez lequel il s'était réfugié. A deux heures du matin, des agents de police, munis da la clef que cet hôte perfide leur avait donnée, entrèrent dans la chambre où dormait Pichegru

se saisirent de ses pistolets, et se jetèrent sur lui. Ce général, quoique surpris et sans armes, se défendit longtemps et ne céda qu'au nombre. Il fallut le lier et le conduire en chemise à la Préfecture de police, où il subit un premier interrogatoire; de là il fut transféré au *Temple*, et confronté avec ses complices : on le reconnut pour être le Charles à qui l'on témoignait chez Georges tant de respect. Le signalement de Georges Cadoudal avait été communiqué à toutes les barrières, à tous les gendarmes, à tous les délégués de la police, et affiché partout. Le 9 mars il fut arrêté en cabriolet, non loin du carrefour de Bussy, par deux agents,



dont il tua l'un et blessa l'autre de deux coups de pistolet. Il portait encore un poignard; mais la foule l'entoura et l'empêcha de se sauver. Conduit à la police, il avoua sans hésiter *qu'il était venu à Paris pour attaquer le premier consul par des moyens de vive force, et avec des moyens pareils à ceux de son escorte et de sa garde; mais qu'il attendait pour cela qu'un prince français fût arrivé à Paris.* Pichegru, au contraire, se renferma constamment dans un système de dénégation absolue, soit par rapport à Georges, soit par rapport à Moreau, malgré les déclarations faites en sa présence par les autres conjurés. Moreau débuta aussi par le même système, auquel il dut bientôt renoncer. La nature lui avait donné le courage des champs de bataille, en lui refusant cette force morale qui ennoblit toujours l'adversité, et quelquefois le crime lui-même.

Peu de jours après son arrestation, il écrivit au premier consul une lettre justificative. Après avoir établi ses premières relations avec Pichegru, à qui il devait, disait-il, le grade de général de division, le commandement de l'armée de Hollande et celui de l'armée du Haut-Rhin, il disait : « .... Dans la courte « campagne de l'an V, nous prîmes les bureaux de l'état-major de l'armée en-

« nemie : on m'apporta une grande quantité de papiers, que le général Desaix,
« alors blessé, s'amusa à parcourir. Il nous parut, par cette correspondance,
« que le général Pichegru avait eu des relations avec les princes français. Cette
« découverte nous fit beaucoup de peine, et à moi particulièrement ; nous con-
« vînmes de la laisser en oubli. Pichegru, au Corps-Législatif, pouvait d'autant
« moins nuire à la chose publique, que la paix était assurée. Je pris néanmoins
« des précautions pour la sûreté de l'armée. Les événements du 18 fructidor
« s'annonçaient ; l'inquiétude était assez grande : en conséquence, deux officiers
« qui avaient connaissance de cette correspondance m'engagèrent à en donner
« connaissance au gouvernement... J'étais fonctionnaire public, et je ne pouvais
« garder un plus long silence... *Pendant ces deux dernières campagnes d'Alle-*
« *magne, et depuis la paix, il m'a été quelquefois fait des ouvertures assez éloi-*
« *gnées, pour savoir s'il serait possible de me faire entrer en relations avec les*
« *princes français.* Je trouvai tout cela si ridicule, que je n'y fis pas même de
« réponse. » Moreau niait ensuite avoir la moindre part à la conspiration ac-
« tuelle, et ajoutait : « Je vous le répète, général, *quelque proposition qui m'ait*
« *été faite, je l'ai repoussée par opinion... De pareilles ouvertures*, faites à moi,
« particulier isolé, n'ayant voulu conserver aucune relation ni dans l'armée,
« dont les neuf dixièmes ont servi sous mes ordres, ni aucune autorité con-
« stituée, ne pouvaient obtenir de ma part qu'un refus. Une délation répugnait
« trop à mon caractère... Voilà, général, ce que j'avais à vous dire sur mes
« relations avec Pichegru : elles vous convaincront sûrement qu'on a tiré des
« inductions bien fausses et bien hasardées de démarches et d'actions qui,
« peut-être imprudentes, étaient loin d'être criminelles. » Moreau oubliait
qu'il était obligé, comme citoyen, de révéler les complots tendant à renverser
le gouvernement de son pays ; il oubliait aussi qu'il avait dénoncé Pichegru
au Directoire, et il savait très-bien, par Georges et Pichegru, que de nou-
velles machinations menaçaient et la vie du premier consul et le salut de la
republique. Enfin, c'était encore à lui que l'on s'adressait, même depuis la
paix, pour donner un chef à une conspiration. Moreau avait mieux défendu
la France qu'il ne se défendait lui-même ; sa lettre fut jointe aux pièces du
procès, qui commença. Il occupa tout Paris : le Palais-de-Justice et ses ave-
nues étaient, dès la pointe du jour, assiégés par une foule que la présence des
troupes parvenait difficilement à contenir.

Frappé de l'émotion générale produite par ce procès, le premier consul
chargea le colonel Sébastiani d'aller confidentiellement s'informer auprès de
l'un des juges, M. de la Guillaumye, ancien intendant de la Corse, de l'issue
que pourraient avoir les débats. Ce magistrat lui dit que Moreau était coupable,
mais que les preuves légales manquaient pour une conviction pleine et entière ;
que d'ailleurs la force de l'opinion publique combattait leur autorité, et, enfin,
qu'il ne prévoyait pas que Moreau pût être condamné à une autre peine qu'à

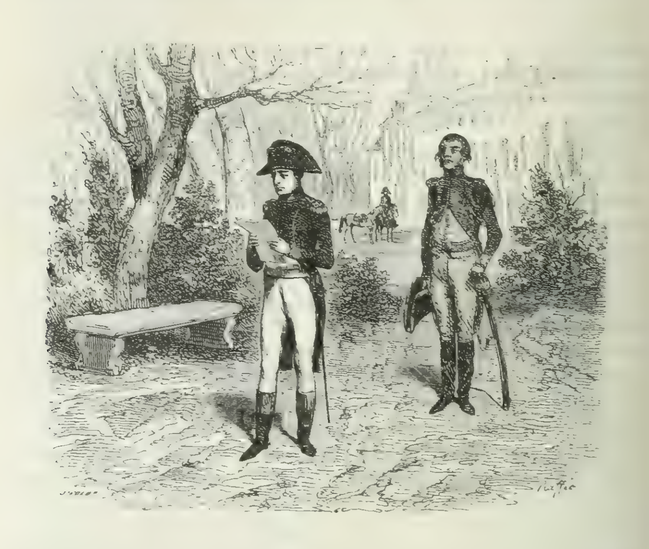
une détention limitée : « *La Guillaumye a raison*, dit le premier consul : *les « Parisiens sont toujours pour les accusés. Quand Biron fut condamné à mort « par le parlement, bien justement, comme traître, on fut obligé de doubler la « garde, et de le faire exécuter à huis clos à l'Arsenal.* » Quelque temps après, comme l'affaire approchait de sa conclusion, le conseiller Clavier, ardent républicain, qui figurait également au nombre des juges de Moreau, fut aussi pressenti sur le jugement. On lui assura que l'intention du premier consul, si le tribunal prononçait la peine de mort, était de faire grâce à Moreau : « *Qui « me la fera, à moi !* » répliqua-t-il brusquement. Les réponses des deux magistrats et les paroles du premier consul expriment fidèlement la situation des esprits à cette époque. Ce qui complète aussi ce tableau, c'est cette multitude d'adresses qui, expédiées de toutes les parties de la France par chaque tribunal, chaque administration, chaque régiment, chaque corporation ecclésiastique, enfin par les moindres comme par les plus éminentes fonctions de la république, remplissaient toutes les pages du *Moniteur*. Le besoin du salut du premier consul était universel : aussi le sentiment de ce besoin éclata-t-il unanimement quand on connut le danger. Moreau fut condamné, dans ces adresses, par tout ce qui représentait la France politique, administrative, judiciaire et religieuse; mais dans cette cause extraordinaire, une foule de citoyens prenaient parti autant pour l'innocence de Moreau que pour la conservation de Bonaparte.

Pendant que cette machination intérieure occupait le premier consul, une autre machination ourdie à l'extérieur, et qui par sa marche lui parut identique avec la première, attirait ses regards sur les bords du Rhin. Toutes les deux étaient des conceptions enfantées à Londres. La police de Paris fut tout à coup saisie du secret de ces manœuvres infernales par l'arrestation, à Kehl, de Méhée de Latouche, déporté à Oléron à l'occasion de l'attentat du 3 nivôse, auquel il était cependant étranger. Échappé de l'île, Méhée se réfugia en Angleterre, où il s'attacha aux trames que la reprise des hostilités renouvelait contre la France et Bonaparte. Le ministère anglais l'accueillit, agréa ses services, et le fit partir pour Paris avec des instructions qui avaient pour but le bouleversement de la France et la perte du premier consul. Arrêté à Kehl avec ses papiers, vers la fin de septembre 1803, Méhée s'était vu dans l'alternative de subir la peine capitale, qu'il méritait, ou de devenir l'agent du gouvernement pour déjouer la conjuration étrangère; il n'hésita pas à préférer le dernier parti.

Cependant le gouvernement anglais ignorait le passage de Méhée sous l'influence de la police de Paris, ainsi que son arrestation. Sous la dictée de cette police et sous les yeux du citoyen Shée, préfet du Bas-Rhin, à Strasbourg, Méhée commença sa correspondance avec le ministre anglais, comme si, parvenu à sa destination, il s'occupait d'accomplir les projets dont il était chargé.

Voilà où en était cette seconde machination britannique, lorsqu'un rapport

de gendarmerie, remis directement au premier consul à la Malmaison, lui apprit que le duc d'Enghien, résidant à Ettenheim, dans le grand-duché de Bade, y



avait réuni beaucoup d'émigrés, et entre autres le général Dumouriez. Aussitôt Bonaparte, déterminé non-seulement par les trames qu'à la même époque on ourdissait contre lui, mais encore, et plus fortement sans doute, par la déclaration si positive de Georges Cadoudal, *qu'il attendait l'arrivée d'un prince français pour attaquer le premier consul*, préoccupé en outre de l'idée, dont depuis plusieurs jours l'obsédaient des rapports de police, que le duc d'Enghien devait pénétrer en France du côté de l'est au moment de l'explosion de la conspiration, tandis que le duc de Berri débarquerait en Bretagne ou en Normandie, Bonaparte prit à l'instant la résolution, comme il l'a dit depuis, de renvoyer la terreur à ses ennemis jusque dans Londres. Il convoqua le conseil des ministres, et l'ordre suivant fut donné à celui de la guerre :

Paris, ce 19 ventôse an XII (10 mars 1804).

« Vous voudrez bien, citoyen général, donner ordre au général Ordener, que je mets à cet effet à votre disposition, de se rendre dans la nuit, en poste,

« à Strasbourg : il voyagera sous un autre nom que le sien : il verra le général
« de division. Le but de sa mission est de se porter sur Ettenheim, de cerner
« la ville, d'y enlever le duc d'Enghien, Dumouriez, un colonel anglais, et tout
« autre individu qui serait à leur suite. Le général de la division, le maréchal-
« des-logis de gendarmerie qui a été reconnaître Ettenheim, ainsi que le com-
« missaire de police, lui donneront tous les renseignements nécessaires. Vous
« ordonnerez au général Ordener de faire partir de Schelestadt trois cents
« hommes du 26e de dragons, qui se rendront à Rheinau, où ils arriveront à
« huit heures du soir. Le commandant de la division enverra quinze ponton-
« niers à Rheinau, qui arriveront également à huit heures du soir, et qui, à
« cet effet, partiront en poste ou sur les chevaux de l'artillerie légère. Indé-
« pendamment du bac, il se sera déjà assuré qu'il y a quatre à cinq grands
« bateaux, de manière à faire passer d'un seul voyage trois cents chevaux. Les
« troupes prendront du pain pour quatre jours et se muniront de cartouches.
« Le général de division y joindra un capitaine ou officier, et un lieutenant de
« gendarmerie, et trois ou quatre brigades de gendarmerie. Dès que le général
« Ordener aura passé le Rhin, il se dirigera droit à Ettenheim, marchera droit
« à la maison du duc et à celle de Dumouriez. Après cette expédition terminée,
« il fera son retour sur Strasbourg. En passant à Lunéville, le général Ordener
« donnera ordre que l'officier de carabiniers qui a commandé le dépôt à Etten-
« heim se rende à Strasbourg en poste, pour y attendre ses ordres. Le général
« Ordener, arrivé à Strasbourg, fera partir secrètement deux agents, soit civils,
« soit militaires, et s'entendra avec eux pour qu'ils viennent à sa rencontre.

« Vous donnerez ordre pour que le même jour, à la même heure, deux cents
« hommes du 26e de dragons, sous les ordres du général Caulaincourt, auquel
« vous donnerez des ordres en conséquence, se rendent à Offembourg pour y
« cerner la ville et arrêter la baronne de Reich, si elle n'a pas été prise à Stras-
« bourg, et autres agents du gouvernement anglais, dont le préfet et le ci-
« toyen Méhée, actuellement à Strasbourg, lui donneront des renseignements.
« D'Offembourg, le général Caulaincourt dirigera des patrouilles sur Etten-
« heim jusqu'à ce qu'il ait appris que le général Ordener a réussi. Ils se prê-
« teront des secours mutuels.

« Dans le même temps, le général de la division fera passer trois cents
« hommes de cavalerie à Kehl, avec quatre pièces d'artillerie légère, et en-
« verra un poste de cavalerie légère à Wilstadt, point intermédiaire entre les
« deux routes.

« Les deux généraux auront soin que la plus grande discipline règne, que
« les troupes n'exigent rien des habitants. Vous leur ferez donner, à cet effet,
« 12,000 fr. S'il arrivait qu'ils ne pussent remplir leur mission et qu'ils eussent
« l'espoir, en séjournant trois ou quatre jours et en faisant des patrouilles, de
« réussir, ils seront autorisés à le faire. Ils feront connaître aux baillis des

« deux villes que, s'ils continuent à donner asile aux ennemis de la France, ils
« s'attireront de grands malheurs.

« Vous ordonnerez que le commandant de Neufbrisach fasse passer cent
« hommes sur la rive droite avec deux pièces de canon. Les postes de Kehl
« ainsi que ceux de la rive droite, seront évacués dès l'instant que les deux
« détachements auront fait leur retour.

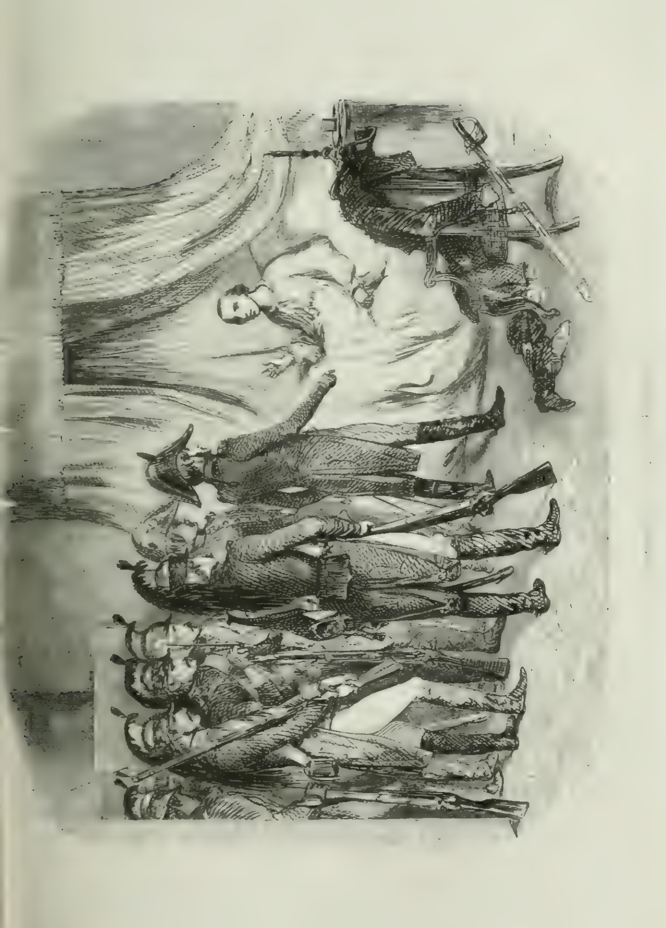
« Le général Caulaincourt aura avec lui une trentaine de gendarmes. Du
« reste, le général Caulaincourt, le général Ordener et le général de la divi-
« sion tiendront un conseil et feront les changements qu'ils croiront conve-
« nables aux présentes dispositions. S'il arrivait qu'il n'y eût plus à Ettenheim
« ni Dumouriez ni le duc d'Enghien, on rendrait compte par un courrier ex-
« traordinaire de l'état des choses. Vous ordonnerez de faire arrêter le maître
« de poste de Kehl et autres individus qui pourraient donner des renseigne-
« ments sur cela.

« BONAPARTE. »

Il est difficile de ne pas reconnaître dans une pareille instruction, où tout est si diligemment prévu, si minutieusement prescrit, le caractère d'une de ces résolutions dont l'exécution est inexorable. Plus d'une fatalité concourut à tromper le premier consul et à perdre le duc d'Enghien. D'abord les gendarmes alsaciens, en raison de leur prononciation, avaient fait le général Dumouriez du général Thumery, attaché au prince, erreur qui accréditait, touchant le séjour du duc d'Enghien à Ettenheim, le bruit d'un rassemblement hostile, coïncidant avec les complots et les lettres des agents anglais, et avec les tentatives et les déclarations de Georges.

Caulaincourt et Ordener reçurent leurs ordres du ministre de la guerre, en vertu de ceux du premier consul. Comme les opérations confiées à ces deux généraux devaient s'accomplir en pays étranger et ami, M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, accrédita leur mission par une lettre au ministre de l'électeur de Bade, et laissa à Caulaincourt le soin de la lui faire parvenir. Cette lettre ne parvint au ministre de Bade qu'après l'enlèvement du duc d'Enghien.

Ce malheureux prince fut pris dans son lit le 15 mars, à cinq heures du matin: le marquis de Thumery, le colonel baron de Grünstein, le lieutenant Schmidt, l'abbé Wenborn, l'abbé Michel, M. de Saint-Jacques, secrétaire du duc, et trois de ses gens furent arrêtés. Alors seulement le commandant de gendarmerie reconnut que le général Dumouriez n'était autre que le général Thumery. Le prince lui *déclara que jamais Dumouriez n'était venu à Ettenheim, et qu'il ne l'aurait pas reçu s'il y était venu.* Il dit *qu'il estimait Bonaparte comme un grand homme; mais qu'étant prince de la maison de Bourbon, il lui avait voué une haine implacable.* On le transféra à la citadelle de Strasbourg, où il resta deux jours. Le 18, dans





la nuit, il partit en poste pour le château de Vincennes, où il arriva le 20, à neuf heures du soir. Une commission militaire, composée d'un général de brigade président, de six colonels, d'un capitaine rapporteur et d'un capitaine greffier, se transporta à Vincennes, en vertu de l'ordre du gouverneur de Paris, d'après l'arrêté du gouvernement du 19 ventôse, qui *déclarait le duc d'Enghien prévenu d'avoir porté les armes contre la république ; d'avoir été et être encore à la solde de l'Angleterre ; de faire partie de complots tramés par cette dernière puissance contre la sûreté intérieure et extérieure de la république*. Interrogé à minuit par le capitaine rapporteur, le prince déclara *qu'il n'avait jamais vu Pichegru ; que le général avait désiré de le voir ; qu'il se louait de ne l'avoir pas connu, d'après les vils moyens dont on dit qu'il a voulu se servir, s'ils sont vrais... qu'il avait toujours commandé l'avant-garde dans l'armée de son grand-père ; qu'il n'avait pour vivre que le traitement que lui faisait l'Angleterre, c'est-à-dire cent cinquante guinées par mois*. Avant de signer le procès-verbal de ce premier interrogatoire, le prince écrivit au bas : *Je demande une audience au premier consul ; mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de ma situation, me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande*. A la commission devant laquelle il comparut deux heures après, il déclara *qu'il était prêt à faire la guerre, et qu'il devait avoir du service dans celle que l'Angleterre faisait encore à la France*. Averti par le président que les commissions militaires jugeaient sans appel, le duc répondit : *Je ne me dissimule pas le danger que je cours ; je désire seulement avoir une entrevue avec le premier consul.*

Vers les quatre heures du matin, une explosion se fit entendre dans les fossés du château : le dernier rejeton de la maison de Condé mourait, pour la cause royale, au pied de la forteresse où le grand Condé avait été renfermé comme coupable d'avoir porté les armes contre le roi de France.

Le lendemain, au milieu de la violente agitation dont le procès de Moreau et de Pichegru enflammait les esprits, on apprit tout à coup que le duc d'Enghien avait été fusillé à Vincennes. Une morne stupeur s'étendit sur la capitale ; les prisonniers du Temple furent oubliés pendant cette journée envahie par un deuil inconnu ; et ce qui rendit cette émotion si sombre, si sinistre, c'était le caractère mystérieux imprimé à l'effroi général. En effet, le crime et la victime étaient également inconnus. Plus des deux tiers de la population de Paris ne savaient quel était ce prince qui venait de périr à Vincennes. Frappée d'un saisissement profond, l'opinion cherchait toutefois à pénétrer ce secret que la mort pouvait avoir rendu impénétrable ; elle voulait rattacher ce fait si étrange au complot qui l'occupait, et se perdait dans des conjectures qu'aucun indice, qu'aucun témoignage ne venait soutenir ou expliquer. Si c'était, disait-on, la même conspiration, on eût mis le nouveau coupable en présence des anciens, il n'en aurait pas été séparé à l'instant par un jugement et une exécution nocturnes (1).

(1) *La mort du duc d'Enghien n'est pas un crime*, dit alors un homme d'état ; *c'est bien*

Tel fut l'épisode terrible qui détourna l'attention publique des conspirateurs du Temple. Toutefois, malgré le saisissement dont la mort du duc d'Enghien avait frappé toutes les âmes, cette mort ne laissa point de trace. Nulle démission ne signala le mécontentement d'un fonctionnaire, soit civil, soit militaire, ni d'aucun de ceux qui ont cherché depuis, par leurs écrits ou par leur silence, à se justifier d'avoir pris part à cette catastrophe.

Cependant l'empereur de Russie, en sa qualité de médiateur et de garant de la paix continentale, protesta contre l'invasion du pays de Bade, et notifia sa protestation aux états de l'empire. Il était puissamment secondé dans cette démarche par le roi de Suède, gendre de l'électeur de Bade, et même par le cabinet de Londres, qui osa aussi intervenir dans cette réclamation, quoique souillé encore des crimes de ses agents diplomatiques. La cour de Pétersbourg avait pris le deuil pour la mort du duc d'Enghien; une troisième coalition s'annonçait. Les sinistres événements auxquels la France servait de théâtre, et les nouveaux périls où une guerre continentale allait entraîner l'Europe, étaient tous sortis, je ne crains pas de l'affirmer, du refus de l'Angleterre d'obéir au traité d'Amiens. L'histoire a le droit de déclarer que l'exécution du traité par la Grande-Bretagne aurait prévenu le procès de Moreau et le jugement du duc d'Enghien; cette fatale résolution entacha cette belle période consulaire, où Bonaparte avait recueilli si justement les vœux et les hommages de la France et de l'Europe.

Mais l'annulation du traité d'Amiens présageait d'autres calamités. Bonaparte fut comme frappé de la foudre par la rupture de la paix. Il sentit que cette paix, si chèrement achetée, si difficilement engagée, ne pourrait faire place qu'à des combats perpétuels; il sonda l'avenir d'un coup d'œil irrité, il le vit à jamais implacable : dès-lors, ne voyant plus de sûreté pour la France ni pour lui sous l'égide de la dictature républicaine, il appela à son secours la dictature impériale.

La violation du traité d'Amiens et l'avènement de Napoléon à l'empire s'élevèrent tout à coup l'un contre l'autre, comme deux forces inconnues dont l'ordre social allait être la proie. Ces deux causes recélaient dans leurs principes les plus redoutables éléments qui eussent encore soulevé les intérêts et les pas-

pis, elle est une faute. Napoléon a pris pour lui seul *cette faute* tout entière dans son testament, où il s'exprime ainsi :

« J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'in-
« térêt et à l'honneur du peuple français.... Dans une semblable circonstance, j'agirais de
« même. »

Dans ses *Mémoires* (t. II, pag. 228), Napoléon dit encore :

« Le duc d'Enghien périt parce qu'il était un des auteurs principaux de la conspiration de
« Georges, Pichegru et Moreau .... Le duc d'Enghien figurait déjà, depuis 1796, dans les intri-
« gues des agents de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers saisis dans les caissons de
« Klinglin, et les lettres de Moreau au Directoire, du 17 fructidor 1797

sions des hommes, depuis les guerres de religion. Le génie de Napoléon le portait à monter toujours, et celui de la Grande-Bretagne à creuser sans cesse un abîme sous les pas de son ennemi. La France et l'Angleterre ne se bornent plus à l'ancienne rivalité qui les éloignait l'une de l'autre, elles se sont rapprochées pour se livrer une guerre à mort. Voilà les auspices de l'empire.





CHAPITRE XXIV

1804.

Avénement de l'empire. — Protestation de Louis XVIII. — Inauguration de la Légion-d'Honneur. Camp de Boulogne. — Sacre de l'Empereur et de l'Impératrice.



La motion d'élever à l'empire Napoléon Bonaparte et de fixer l'hérédité dans sa famille partit de la dernière enceinte où se réfugiàt encore l'ombre de la liberté française. Présentée par le citoyen Curée, membre du Tribunat, cette proposition passait à l'unanimité, sans l'opposition du citoyen Carnot. Le 2 mai, le Corps Législatif s'unit par ses votes au vœu du Tribunat; le 18, le Sénat décréta le sénatus-consulte organique qui déférait le titre d'empereur au premier consul, en établissant dans sa famille l'hérédité







au trône impérial. Le Sénat se rendit à Saint-Cloud, ayant à sa tête le second consul Cambacérès, son président, chargé de présenter à l'Empereur ce sénatus-consulte. Napoléon répondit au discours de l'orateur : « Tout ce qui peut « contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bonheur ; j'ac- « cepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation. Je soumets à la « sanction du peuple la loi de l'hérédité ; j'espère que la France ne se repen- « tira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille. Dans tous les cas, « mon esprit ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter « l'estime et la confiance de la grande nation. »

La proclamation du sénatus-consulte annonça à la France une quatrième dynastie, la formation des colléges électoraux, la création d'une haute cour impériale et l'institution des grandes dignités de l'empire.

Napoléon nomma grand-électeur le prince Joseph; connétable, le prince Louis; archichancelier, M. Cambacérès; et architrésorier, M. Lebrun.

Le même jour, Napoléon paya un noble tribut à l'armée en conférant le grade de maréchal de l'empire à dix-huit généraux qui devaient leur illustration à des victoires : c'étaient Alexandre Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon et Serrurier. Il regretta vivement, sans doute, de ne pouvoir appeler au même honneur ses deux compagnons d'Égypte, Kléber et Desaix, et le vieux Dugommier, avec lequel il avait pris Toulon.

Le clergé s'empressa de saluer l'avénement de Napoléon à l'empire, de tous les titres que sa reconnaissance lui inspira en faveur de l'auteur du Concordat de 1801. Le nouvel Empereur devint le nouveau Cyrus, le nouveau Moïse rappelé des déserts de l'Égypte, le nouveau Mathathias envoyé par le Seigneur.

Plusieurs décrets de joyeux avénement rendirent la liberté à des individus condamnés correctionnellement, et à des débiteurs de l'état ; une amnistie fut également accordée aux soldats de terre et de mer, déserteurs à l'intérieur, qui rejoindraient leurs drapeaux.

Le 27 mai, l'Empereur reçut solennellement le serment du Sénat. Le vœu des cent huit départements de la France arriva bientôt au pied du trône. En même temps une déclaration, faite à Varsovie, et datée du 6 juin, était adressée à tous les gouvernements de l'Europe.

Protestation de Louis XVIII, roi de France, contre l'usurpation de Bonaparte.

« En prenant le titre d'empereur, en voulant le rendre héréditaire dans sa « famille, Bonaparte vient de mettre le sceau à son usurpation. Ce nouvel acte « d'une révolution où tout, dans l'origine, a été nul, ne peut sans doute infir- « mer mes droits. Mais, comptable de ma conduite à tous les souverains dont « les droits ne sont pas moins lésés que les miens, et dont les trônes sont tous

« ébranlés par les principes dangereux que le Sénat de Paris a osé mettre en « avant; comptable à la France, à ma famille, à mon propre honneur, je croi« rais trahir la cause commune en gardant le silence en cette occasion. Je dé« clare donc (après avoir au besoin renouvelé mes protestations contre tous « les actes illégaux qui, depuis l'ouverture des États-Généraux de France, ont « amené la crise effrayante dans laquelle se trouvent la France et l'Europe), « je déclare, en présence de tous les souverains, que, loin de reconnaître le « titre impérial que Bonaparte vient de se faire déférer par un corps qui n'a « pas même d'existence légale (le Sénat), je proteste contre ce titre et contre « tous les actes subséquents auxquels il pourrait donner lieu. » Napoléon fit publier cette protestation dans le *Moniteur*. Ce fut sa seule réponse.

Peu de jours après, l'Empereur signala par un acte de clémence le commencement de son règne. Vingt des coaccusés de Georges Cadoudal avaient été condamnés à mort, le 10 juin, par le tribunal criminel de la Seine; et d'autres, notamment le général Moreau, à deux années de détention. Au nombre des premiers, on comptait : Armand de Polignac, le marquis de Rivière, Bouvet de Lozier, le général Lajolais, Russilion, Rochelle, Gaillard et Charles d'Hozier. L'impératrice Joséphine joignit ses larmes à celles de madame de Polignac. « *Je puis*



pardonner à votre mari, dit Napoléon, *car c'est à ma vie qu'on en voulait.* » La grâce d'Armand de Polignac fut prononcée. Madame Murat se chargea de celle

de M. de Rivière, et l'obtint. Le général Rapp, aide-de-camp de Napoleon, alla à Saint-Cloud solliciter celle de Russilion ; il reussit comme madame Murat. L'Empereur remit encore leur peine à cinq autres : ainsi huit des conjurés échappèrent à l'échafaud. Georges, n'ayant pas voulu demander sa grâce, périt avec douze de ses complices. Napoléon commua la détention prononcée contre Moreau en un exil aux États-Unis. Ces commencements sont beaux. La France applaudit à ces éclatants témoignages d'une véritable générosité. Elle jugea que celui-là était digne de la gouverner, qui exerçait d'abord, en faveur de ses ennemis, la plus belle prérogative du pouvoir.

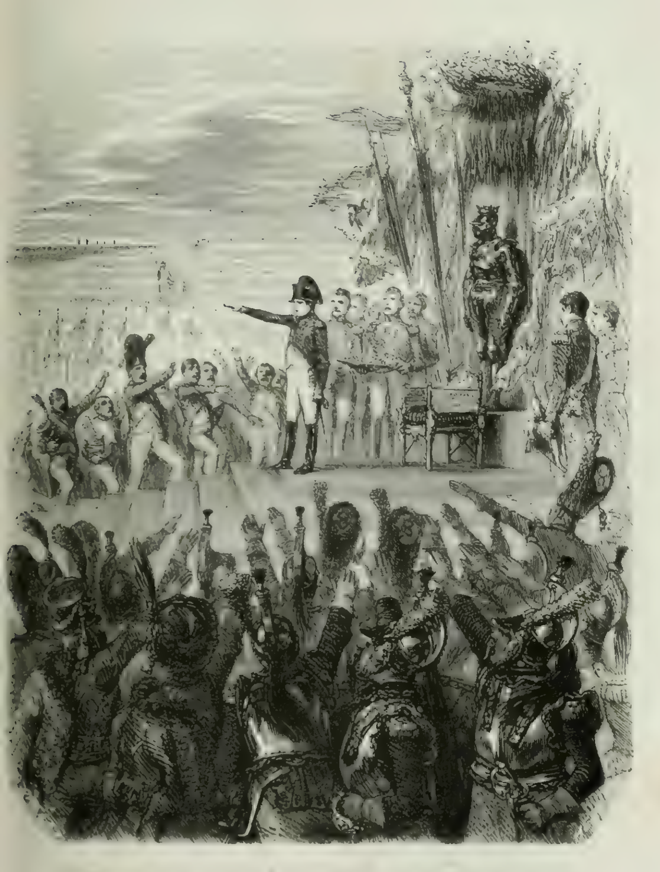
Cependant l'Empereur n'oubliait pas les vastes conceptions du premier consul : au premier rang figurait l'invasion qu'il avait préparée contre l'Angleterre dans les ports de France et de la domination française. Les ports de la Manche étaient en même temps les chantiers et les arsenaux de cette expédition gigantesque.

Les camps établis sur les côtes avaient pour chefs nos premiers généraux. Le maréchal Davoust commandait les camps de Dunkerque et d'Ostende ; le maréchal Ney ceux de Calais et de Montreuil ; le maréchal Soult celui de Boulogne ; le général Junot celui de Saint-Omer, où il fut remplacé par le général Oudinot, qui se vit aussi mettre à la tête de ce fameux corps de grenadiers illustrés par tant de victoires. Le port de Boulogne contenait déjà neuf cents bâtiments : ceux d'Étaples, de Vimereux, de Calais, de Dunkerque, en étaient remplis. Le port d'Ambleteuse, également recreusé et reconstruit, attendait les cinq cents voiles de la flottille batave, sous la conduite de l'amiral Verhuell. Le 16 mai 1804, après les plus habiles manœuvres et une brillante action avec le commodore Sidney Smith, l'amiral Verhuell faisait entrer dans le port d'Ostende la première division de sa flottille ; la seconde suivit de près avec le même danger et le même bonheur. A plusieurs reprises, les Anglais essayèrent, mais inutilement, d'incendier le port du Havre. Les divisions françaises en sortirent, et toutes elles arrivèrent, non sans combat, à leur destination. Le contre-amiral Magon et le capitaine de vaisseau Montcabrié eurent des affaires glorieuses avec les croisières anglaises, l'un devant Calais, l'autre devant Boulogne. Accoutumées à ce nouveau genre de guerre, les troupes de terre, qui bivaquaient par division sur les bateaux de la flottille, sollicitaient l'honneur de former les équipages des corsaires et des navires qui appareillaient. Elles portèrent quelquefois leur audace jusqu'à l'embouchure de la Tamise, où des grenadiers capturèrent des bâtiments marchands et une corvette. Nelson était également repoussé, dans les parages de Toulon, par l'amiral Latouche-Tréville, qui commandait toutes les forces navales de la Méditerranée.

Le 8 juillet, Napoléon partit de Saint-Cloud pour aller visiter ces camps redoutables qui menaçaient l'Angleterre. A Boulogne, dès son arrivée, il passa la revue des troupes, des flottilles : à Vimereux, à Calais, à Dunkerque, à Furnes, à Ostende, il fit manœuvrer les régiments ; il a été vu de tous les soldats de

l'armée expéditionnaire. Il veut montrer à cette armée son nouvel Empereur : aussi va-t-il, en l'appelant tout entière au serment et à la récompense des braves, éterniser le souvenir de ce voyage. Après cette rapide inspection il était de retour à son quartier-général du Pont-de-Brique à Boulogne, où l'armée arrivait de tous les côtés; l'étoile de la Légion la guide vers la Tour d'Ordre, qui reprend son nom de Tour de César. En creusant la terre pour établir la baraque de l'Empereur, on découvrit les traces d'un camp romain, et des médailles de Guillaume le Conquérant. Une sorte de merveilleux s'attache partout où paraît Napoléon. Mais afin que rien ne manque à l'illustration que l'Empereur et l'armée doivent recevoir de l'imposante cérémonie qui se prépare, elle a lieu le 15 août, jour de la fête de Napoléon.

Cent mille hommes sous les ordres du maréchal Soult étaient réunis dans les camps de Boulogne et de Montreuil, pour assister à la solennité. A la droite du port, au-dessous de la Tour de César, la nature a tracé un vaste amphithéâtre faisant face à la mer. Au milieu s'élevait un tertre dans le goût antique, tel que chez les Romains on en dressait aux Césars quand ils voulaient haranguer l'armée. Ce tertre était entouré d'étendards et de drapeaux surmontés d'aigles d'or. A son centre, le trône de l'Empereur était adossé à un trophée d'armes composé de tous les drapeaux enlevés à l'ennemi dans les batailles de Lodi, d'Arcole, de Rivoli, des Pyramides, d'Aboukir et de Marengo. Une immense couronne de lauriers, sur laquelle s'agitaient les queues pourprées des guidons des beys d'Égypte, surmontait ce brillant trophée. Lorsque Napoléon parut, deux mille tambours battirent aux champs; à leur roulement succéda bientôt un profond et respectueux silence. Entouré de ses frères, de ses maréchaux, de ses grands-officiers, Napoléon prononce le serment de l'Ordre, qui est répété avec enthousiasme par tous les nouveaux légionnaires, disposés en pelotons à la tête de chaque colonne. Après le serment, les décorations, placées dans le casque de Duguesclin, sont distribuées aux légionnaires. Un *vivat* général de l'armée salue cette brillante inauguration de l'Ordre du mérite français, et la même exaltation prononce le serment de fidélité à l'Empereur. Par la plus heureuse conjoncture, au moment où finissait la cérémonie, le capitaine de vaisseau Daugier pénétrait dans le port de Boulogne avec une division du Havre, forte de quarante-sept voiles, au bruit des acclamations de la terre. De nombreuses distributions aux troupes, des danses, des chants guerriers, prolongèrent dans la nuit la fête militaire. Un beau feu d'artifice attira tout à coup les regards de la croisière ennemie et de la population de Douvres sur le plateau du camp de gauche, où quinze mille hommes en bataille exécutèrent un feu de file avec des cartouches à étoiles. Le même jour, on célébrait la fête de l'Empereur à Cherbourg par l'inauguration de la batterie *Napoléon*, et à Anvers par celle de l'*Arsenal maritime*. Ce vaste port de construction comptait à peine une année d'établissement, et cependant trois vaisseaux de ligne et une frégate allaient sortir de ses chantiers.





Avant de quitter Boulogne pour se rendre dans les départements du Rhin, l'Empereur reçut de son armée un noble témoignage d'admiration et de respect : elle lui vota une statue colossale en bronze, qui devait être placée au milieu du camp. Tous les régiments de l'armée offrirent une partie de leur solde pour l'érection de ce monument. Mais le bronze manquait : le maréchal Soult, qui présidait à cet imposant hommage au héros de la France, lui dit : « *Sire, prêtez-moi du bronze ; je vous le rendrai à la première bataille.* » Quel-



ques mois plus tard, le maréchal acquitta fidèlement sa dette dans un village de la Moravie.

Pendant son séjour à Boulogne, Napoléon donna une nouvelle organisation toute militaire à l'École Polytechnique. Nourris dans les idées républicaines, les élèves n'avaient pas accueilli la création de l'empire avec une grande faveur ; désormais ils eurent des uniformes, et furent assujettis à la discipline des casernes. L'École n'en resta pas moins la première de l'Europe, et garde encore son rang aujourd'hui. Napoléon data également du camp de Boulogne le mémorable décret des prix décennaux. Neuf grands prix, de 10,000 fr. chacun, furent institués : deux appartinrent à l'inventeur de la machine la plus utile aux arts et aux manufactures ; un autre au fondateur de l'établissement le plus avantageux à l'agriculture et à l'industrie nationale ; la première distribution

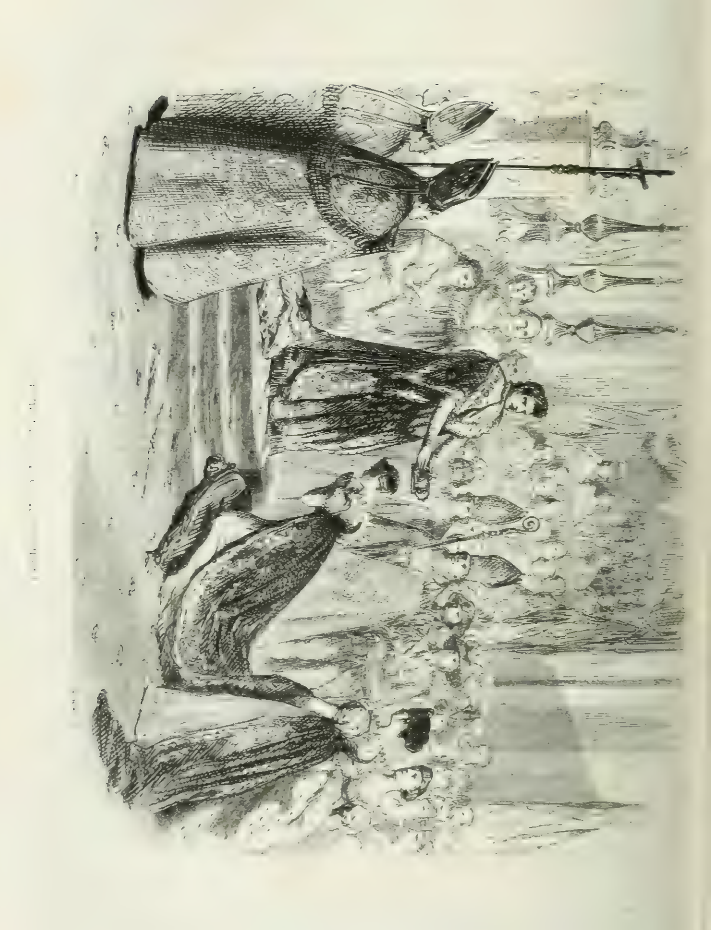
en fut fixée au 18 brumaire de l'an XVIII (novembre 1809). Le calendrier de l'empire était encore républicain.

De Boulogne, Napoléon partit pour Aix-la-Chapelle. On rapporte qu'à Arras le préfet qui le harangua lui dit : *Dieu créa Bonaparte, et se reposa.* Napoléon, qui ne se reposait point, quitta Arras après avoir passé en revue la réserve de grenadiers commandés par Junot, traversa Valenciennes, Mons, et arriva à Aix-la-Chapelle. Dans cette antique résidence du premier empereur des Français, il retrouva et il s'appliqua, comme un ancien héritage, les souvenirs de Charlemagne; mais une démarche politique, d'une haute importance pour Napoléon, signala ce séjour d'Aix-la-Chapelle : dans le grand conseil où l'empereur d'Allemagne avait résolu, le 10 août précédent, de prendre le titre d'empereur héréditaire d'Autriche, ce prince s'était décidé également à reconnaître l'avénement de Napoléon. Lors de la notification de cet avénement aux cours étrangères, la Russie était restée muette. Plus voisine de la France, l'Autriche sentit avec raison que son silence sur une pareille communication équivaudrait à une rupture; et comme elle ne se trouvait pas encore en état de la déclarer, le comte de Cobentzel, son ambassadeur, reçut ordre d'aller à Aix-la-Chapelle remettre ses lettres de créance à Napoléon. Le même jour, M. de Talleyrand présentait au nouvel Empereur le comte de Lima et M. de Souza, l'un ambassadeur, l'autre envoyé extraordinaire du prince régent de Portugal, et le marquis de Gallo, ambassadeur de la cour de Naples. Quant à l'Espagne, elle n'avait eu besoin de l'exemple de personne pour reconnaître Napoléon.

Fondateur d'une nouvelle dynastie, Napoléon voulut aussi que le souverain pontife passât les monts pour lui conférer l'onction sainte. Le Saint-Siége, déjà préparé à la reconnaissance de l'empire par le Concordat consulaire, ne balança pas un seul moment. L'évêque d'Imola avait ceint la tiare, et le général républicain Bonaparte s'était érigé un trône. On priait donc à Rome, et, par les ordres du Saint-Père, dans toute la catholicité, pour l'empereur Napoléon et pour sa famille, comme on avait prié pour le premier consul. Ainsi tous les gouvernements catholiques saluaient Napoléon du titre impérial : c'était une immense conquête, sinon sur les souvenirs, au moins sur les passions de la royauté européenne. Napoléon recueillait amplement les fruits du Concordat de 1801. Le succès de la négociation avec Pie VII mit le comble à ce triomphe. On sent toute l'importance que cette grande cérémonie du sacre, célébrée au sein de la capitale, dans la basilique métropolitaine, devait avoir aux yeux de Napoléon; en effet, elle sanctionnait son élévation aux yeux des peuples de toute la chrétienté, et leur interdisait, ainsi qu'à leurs souverains, tout reproche d'usurpation.

D'Aix-la-Chapelle, l'Empereur partit pour Mayence, où il arriva par la route nouvelle, après avoir visité Juliers, Cologne et Coblentz. De Mayence, Napoléon alla à Luxembourg. Il marqua sa présence au sein des principales villes des





départements du Rhin, par d'importantes dispositions, relatives soit au bien-être des habitants et à l'encouragement de leur industrie, soit au perfectionnement du système général de défense des frontières, dans les places fortes assises sur la barrière du Rhin. A cette époque remontent aussi le décret d'organisation de l'École des ponts-et-chaussées, et celui qui détermina l'établissement de douze écoles de droit. Après trois mois d'absence, Napoléon revit Saint-Cloud le 12 octobre, et les apprêts du sacre furent ordonnés.

Le 1er décembre, le Sénat présenta à Napoléon le vœu du peuple en faveur de l'hérédité à l'empire dans sa famille. Soixante mille registres avaient été ouverts dans les cent huit départements; sur trois millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit votants, deux mille cinq cent soixante-neuf votes étaient négatifs. Cette minorité, purement républicaine, et qui s'affaiblit encore peu de temps après, prouva suffisamment que la nation, ayant tout à fait changé ses mœurs, adhérait avec sincérité au gouvernement de l'homme qui avait trouvé en lui seul assez de forces pour opérer une pareille révolution. On remarqua dans cette circonstance la fin de la réponse de l'Empereur : « *Nos descendants conserveront longtemps ce trône. Ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de la faiblesse et de l'incertitude du prince.* »

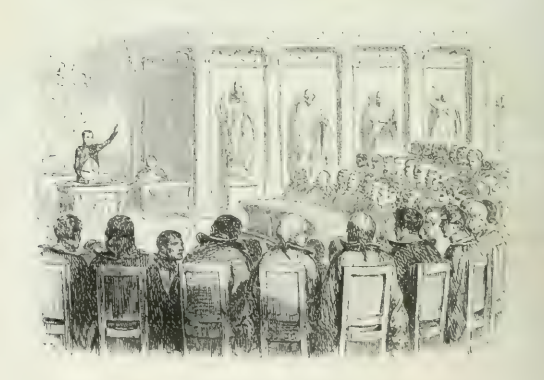
Le lendemain, par le froid le plus rigoureux, la double cérémonie du sacre et du couronnement eut lieu dans l'église de Notre-Dame. L'Empereur avait fait à la cathédrale, dépouillée par les rapines révolutionnaires, présent de tous les objets nécessaires au service divin, de vases sacrés en métaux précieux et enrichis de diamants, et d'ornements sacerdotaux magnifiques. Le pape sacra Napoléon et Joséphine en présence des princes de la maison impériale, des membres du sacré collége, de tous les ordres de l'état, du corps diplomatique et d'une députation de la république italienne. Mais à peine le pontife eut-il béni les deux couronnes, que Napoléon en saisit une, la plaça sur sa tête, et prenant l'autre, couronna lui-même l'Impératrice, qui était restée à genoux au pied de l'autel. Cette scène est d'hier, et n'appartient déjà plus à notre âge. On est surpris de se trouver contemporain d'événements si étrangers aux temps actuels. Pendant trois jours ce ne fut, dans toute la France, que fêtes et réjouissances publiques; à Paris, elles dépassèrent tout ce que l'imagination peut inventer de plus splendide.

Le second jour des fêtes du couronnement, une brillante solennité militaire, la distribution des aigles, rassembla toutes les troupes au Champ-de-Mars : « Soldats, leur dit Napoléon, voici vos drapeaux; ces aigles vous serviront tou-« jours de point de ralliement : elles seront partout où votre Empereur les « jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple. » Les députations de chaque régiment s'avancèrent ensuite, et reçurent, au milieu des plus vives acclamations, ces drapeaux glorieux que l'armée ne devait rapporter

dans la patrie que noircis par la poudre et déchirés par la mitraille, après les avoir fait flotter dans toutes les capitales de l'Europe.

Le même jour, 3 décembre, M. Pitt, tout récemment appelé au ministère, comme le seul adversaire que l'on pût opposer au plus redoutable des ennemis de la Grande-Bretagne, signait le traité de Stockholm, et payait un subside à la Suède pour qu'elle agît hostilement contre nous. Peu de jours après, l'Angleterre essayait, à l'aide d'une machine infernale, de faire sauter le fort Rouge de Calais; elle ne fut pas plus heureuse qu'un mois auparavant, quand, avec cinquante-deux voiles et douze brûlots, elle avait voulu incendier le port et la flottille de Boulogne. Non contentes de ces violences, les flottes anglaises brûlaient les navires du commerce dans les ports de la Péninsule, et détruisaient les convois, pendant que l'ambassadeur espagnol, le chevalier d'Anduagna, résidait encore auprès de la cour de Londres. Une pareille violation du droit des gens, exercée envers une nation en paix avec la Grande-Bretagne, révolta justement le gouvernement espagnol, qui, le 12 décembre, lui déclara la guerre par un manifeste de la plus grande énergie.

L'année se termina par l'ouverture du Corps-Législatif. On applaudit à ce passage du discours de l'Empereur : « *Je ne veux point accroître le territoire de l'empire, mais en maintenir l'intégrité.* » Dans l'exposé de la situation de l'empire, le ministre de l'intérieur déclara *que la France n'accepterait pas d'autres conditions que celles du traité d'Amiens.*

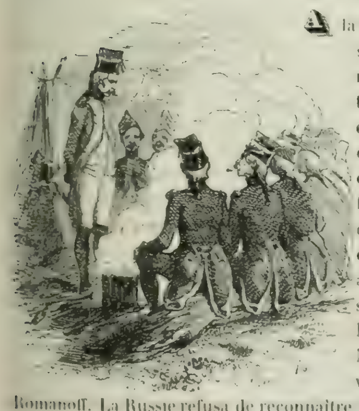




CHAPITRE XXV.

1805.

Rupture avec la Russie. — Lettre de Napoléon au roi d'Angleterre. — Napoléon roi d'Italie. — Troisième coalition. — L'Angleterre, la Russie, l'Autriche, déclarent la guerre à la France. — Capitulation d'Ulm. — Bataille des trois Empereurs à Austerlitz. — Paix de Presbourg.



A la fin de 1803, l'empereur Alexandre s'était offert à Napoléon pour intermédiaire entre la France et l'Angleterre, mais en lui demandant d'évacuer la Hollande, l'Italie et la Suisse, comme un gage de l'acceptation de cette médiation. Ces propositions furent écartées. Depuis, la violation du territoire de Bade et le meurtre du duc d'Enghien avaient totalement altéré le reste d'intelligence qui subsistait encore entre Paris et Saint-Pétersbourg, quand l'avénement de Napoléon à l'empire devint un nouveau grief pour le descendant des Romanoff. La Russie refusa de reconnaître l'Empereur des Français. Le cabinet de Londres profita habilement de ces circonstances pour décider celui de Saint-

Pétersbourg à rompre avec la France. Le Divan, à l'instigation de la Russie, refusa aussi de reconnaître l'empereur Napoléon ; en sorte que le maréchal Brune se vit dans la nécessité de quitter Constantinople, comme le général Hédouville Saint-Pétersbourg. Des flottes russes avaient franchi les Dardanelles et le Sund : elles menaçaient l'Italie, débarquaient des troupes aux îles Ioniennes, et semblaient marcher de concert avec les flottes britanniques. Dans cette conjuration de tant d'éléments hostiles, Napoléon se trouvait forcé de conquérir, sur la plus redoutable partie de l'Europe, le trône où la France venait de l'appeler. Mais, dans l'espoir sans doute que l'opinion de la nation anglaise, qu'il savait contraire à cette guerre toute de passion, pourrait entraîner le ministère, Napoléon donna encore un gage de ses intentions pacifiques, en renouvelant auprès du roi de la Grande-Bretagne la démarche généreuse et franche qui marqua les premiers pas de Bonaparte dans la carrière consulaire. En conséquence, il écrivit directement à ce prince, le 2 janvier 1805 :

« Monsieur mon frère, appelé au trône de France par la Providence et par les « suffrages du Sénat, du peuple et de l'armée, mon premier sentiment est un « vœu de paix. La France et l'Angleterre usent leur prospérité. Elles peuvent « lutter des siècles. Mais leurs gouvernements rempliront-ils bien le plus sacré « de leurs devoirs? Et tant de sang versé inutilement et sans la perspective d'un « but, ne les accuse-t-il pas dans leur propre conscience? Je n'attache point de « déshonneur à faire le premier pas. J'ai assez, je pense, prouvé au monde que « je ne redoute aucune des chances de la guerre ; elle ne m'offre, d'ailleurs, « rien que je puisse redouter. La paix est le vœu de mon cœur ; mais la guerre « n'a jamais été contraire à ma gloire. Je conjure V. M. de ne pas se refuser « au bonheur de donner elle-même la paix au monde : qu'elle ne laisse pas « cette douce satisfaction à ses enfants! Car enfin, il n'y eut jamais de plus belle « circonstance, ni de moment plus favorable, pour faire taire toutes les passions « et écouter uniquement le sentiment de l'humanité et de la raison. Ce mo- « ment une fois perdu, quel terme marquer à une guerre que tous mes efforts « n'auraient pu terminer? V. M. a plus gagné depuis dix ans en territoire et « en richesses, que l'Europe n'a d'étendue ; sa nation est au plus haut point « de prospérité. Que peut-elle espérer de la guerre? coaliser quelques puis- « sances du continent? le continent restera tranquille. Une coalition ne ferait « qu'accroître la prépondérance et la grandeur continentale de la France. Re- « nouveler les troubles intérieurs? les temps ne sont plus les mêmes. Détruire « nos finances? des finances fondées sur une bonne agriculture ne se détrui- « sent jamais. Enlever à la France ses colonies? les colonies sont pour la « France un objet secondaire, et V. M. n'en possède-t-elle pas déjà plus qu'elle « n'en peut garder? Si V. M. veut elle-même y songer, elle verra que la guerre « est sans but, sans aucun résultat présumable pour elle. Eh! quelle triste per-

« spective de faire battre les peuples pour qu'ils se battent! Le monde est assez « grand pour que nos deux nations puissent y vivre, et la raison a assez de « puissance pour qu'on trouve les moyens de tout concilier, si de part et d'au- « tre on en a la volonté. J'ai toutefois rempli un devoir saint et précieux à « mon cœur. Que V. M. croie à la sincérité des sentiments que je viens de lui « exprimer, et à mon désir de lui en donner des preuves. »

Cette généreuse démarche ne provoqua de la part du cabinet anglais qu'une froide et insignifiante réponse : sous la date du 14 janvier, lord Mulgrave écrivit à M. de Talleyrand :

« S. M. a reçu la lettre qui lui a été adressée par le chef du gouvernement « français, datée du deuxième jour de ce mois. Il n'y a aucun objet que S. M. « ait plus à cœur que de saisir la première occasion de prouver de nouveau à « ses sujets les avantages d'une paix fondée sur des bases qui ne soient pas in- « compatibles avec la sûreté permanente et les intérêts essentiels de ses états. « S. M. est persuadée que ce but ne peut être atteint que par des arrangements « qui puissent en même temps pourvoir à la sûreté et à la tranquillité à venir « de l'Europe, et prévenir le renouvellement des dangers et des malheurs dans « lesquels elle s'est trouvée enveloppée. Conformément à ce sentiment, S. M. « sent qu'il lui est impossible de répondre plus particulièrement à l'ouverture « qui lui a été faite, jusqu'à ce qu'elle ait eu le temps de communiquer avec « les puissances du continent avec lesquelles elle se trouve engagée par des « liaisons et des rapports confidentiels, et particulièrement avec l'empereur de « Russie, qui a donné les preuves les plus fortes de la sagesse et de l'élévation « des sentiments dont il est animé, et du vif intérêt qu'il prend à la sûreté et à « l'indépendance de l'Europe. »

Voilà la lettre qui décida du sort du monde européen. Cinq jours après cette réponse, le cabinet de Saint-James remettait à l'ambassadeur de Russie, à Londres, une note où il était proposé à son gouvernement de coopérer à enlever à la France toutes ses conquêtes et à la réduire aux limites de 1792, d'après l'assurance que l'ambassadeur russe avait donnée de l'accord secret de la cour de Vienne. Cependant les propositions de Napoléon trouvèrent sur les bancs de l'opposition anglaise un énergique protecteur dans son chef, l'orateur Fox. De son côté, l'Empereur ordonna de communiquer ces propositions, ainsi que la réponse de lord Mulgrave, aux trois corps de la législature. La franchise de cette communication porta au plus haut degré l'enthousiasme public, déjà exalté par la générosité de la démarche faite auprès de Georges III. La guerre, que sanctionnait ainsi l'opinion, la guerre devint, par ce nouveau refus du cabinet de Londres, le seul et légitime refuge de la France et de Napoléon.

Le 14 janvier, pour éterniser la création du Code civil, la statue de Napoléon, son fondateur, fut inaugurée au Corps-Législatif. Une pompeuse solennité consacra ce grand hommage national; elle eut lieu en présence de l'Impératrice,

de la famille impériale, de toute la cour et des premiers pouvoirs de l'état. M. de Vaublanc, qui présidait, s'exprima en ces termes :

« Messieurs, vous avez signalé l'achèvement du Code civil des Français par un « acte d'admiration et de reconnaissance. Vous avez décerné une statue au « prince illustre dont la volonté ferme et constante a fait achever ce grand ou- « vrage, en même temps que sa vaste intelligence a répandu la plus vive lu- « mière sur cette noble partie des institutions humaines. Premier consul alors, « empereur des Français aujourd'hui, il paraît dans le temple des lois, la tête « ornée de cette couronne triomphale dont la Victoire l'a ceint si souvent, en « lui présageant le bandeau des rois, etc..... » Un banquet et un bal, offerts à l'Impératrice, suivirent cette séance. L'Empereur parut le soir au bal; les arts, dans cette belle fête qui célébrait si justement le premier bienfait de toute civilisation, étalèrent à l'envi tout ce qu'ils peuvent produire de plus brillant, de plus ingénieux.



Cependant Napoléon avait habilement profité de la juste exaspération du cabinet de Madrid, et une convention venait d'être signée à Aranjuez entre la France et l'Espagne. Cette convention, par laquelle l'Espagne s'engageait à tenir à la disposition de son allié trente vaisseaux et cinq mille hommes de débarquement, renfermait aussi le détail des forces de terre et de mer rassemblées dans les divers ports de l'empire. Ainsi, au moment où Napoléon offrait

la paix à l'Angleterre, il comptait cent quatre-vingt-treize mille hommes prêts à être embarqués sur soixante-neuf vaisseaux de ligne, et plus de deux cents bâtiments de guerre et de transport, tous armés, n'attendant que son signal ou l'espérance de six heures de calme pour voguer vers la Tamise.

Au milieu des immenses préparatifs que Napoléon multipliait pour triompher de l'Angleterre ou la contraindre à la paix, une nouvelle couronne, la couronne de fer des rois d'Italie, vint se placer sur son front. En même temps, dans le but de rassurer l'Europe et surtout la maison d'Autriche, il s'engageait à donner ce trône à son fils adoptif, et à le séparer à jamais de celui de France, aussitôt que Malte aurait été rendue par l'Angleterre, et la république des Sept-Iles évacuée par la Russie. La députation solennelle qui apporta à Napoléon le vœu du peuple italien, fut présentée au Sénat. Napoléon s'y rendit le 28 mars. «Le génie du mal, dit-il alors, cherchera en vain des prétextes « pour mettre en guerre le continent. Ce qui a été réuni à notre empire par « les lois constitutionnelles de l'état, y restera réuni. *Aucune nouvelle puissance « n'y sera incorporée.....* » Le 2 avril, l'Empereur et l'Impératrice se mirent en route pour Milan. En passant à Troyes, où il laissa un moment l'Impératrice et sa cour, Napoléon, accompagné de son grand-écuyer et de deux officiers, se rendit à Brienne, où l'attiraient, entre deux couronnements, les souvenirs de son enfance. Il ne revit pas sans une vive émotion le berceau de son éducation; il y retrouva toute la mémoire de ses premières années, reconnut jusqu'aux serviteurs de l'école militaire, dont les ruines l'attristèrent visiblement. Napoléon oublia à Brienne, pendant vingt-quatre heures, et l'empire de France et le royaume d'Italie.

De retour à Troyes, l'Empereur se dirigea sur Lyon, où il séjourna quelque temps. Tout ce que le génie de cette ville si célèbre dans l'histoire des arts utiles put créer de plus éclatant, fut mis en œuvre pour célébrer le passage de l'Empereur. La reconnaissance était pour ainsi dire gravée sur les murs de cette grande cité, dont Napoléon avait relevé les ruines. Jamais population ne se montra transportée d'un enthousiasme plus vrai, plus légitime. Elle devait à Napoléon la protection de son commerce; elle saluait avec d'autant plus d'ivresse les nouvelles grandeurs qui se réunissaient sur la tête de ce prince, que ces grandeurs ouvraient une brillante carrière aux principales fabriques de Lyon; aussi déploya-t-elle avec profusion, dans cette circonstance, les merveilles de son industrie.

L'Empereur continua sa route par Chambéry et Turin; il s'arrêta quelques jours au château royal de Stupinitz, où il attendit le pape. Il se rendit ensuite à Alexandrie, où il affecta une somme de vingt millions pour faire de cette ville la première place d'armes de l'Europe. Cette immense fondation militaire devait être aussi un grand monument politique de l'alliance de la France et de la péninsule italique. Il reparut avec l'uniforme républicain de Marengo sur ce

champ de bataille qui le vit conquérir l'Italie pour la seconde fois. Là, au milieu de trente mille hommes, dont il récompensa les plus braves par la décoration de la Légion-d'Honneur, il posa solennellement la pierre du monument que sa reconnaissance élevait aux héros moissonnés à Marengo. Enfin, le 8 mai, Napoléon fit son entrée à Milan; le 26, eut lieu le second couronnement. Napoléon fut sacré par le cardinal Caprara, et cette cérémonie effaça celle de Paris par sa splendeur. Au bout de dix siècles, la couronne de fer des Lombards, placée sur la tête d'un empereur des Français, apprenait au monde que Charlemagne avait un successeur. Ainsi qu'à Paris, Napoléon prit la couronne sur l'autel, et la plaçant sur sa tête : «*Dieu me la donne*, dit-il à haute voix, *gare à* « *qui la touche!* » L'ordre de la Couronne de Fer fut créé avec ces mots pour



devise. Napoleon nomma le prince Eugene vice-roi d'Italie. Il ne pouvait donner à ses nouveaux sujets un gage plus certain de son affection, qu'en choisissant, pour le représenter comme souverain, le fils de son adoption et l'élève de sa gloire militaire.

Le 10 juin, l'Empereur partit de Milan pour continuer la revue de ses tro-

phées d'Italie : quarante mille hommes commandés par les maréchaux Jourdan et Bessières l'attendaient au camp de Castiglione ; il y fit, comme à Marengo, une distribution solennelle de la croix d'honneur. Ensuite il visita Peschiera, Vérone, l'imprenable Mantoue et la ville de Bologne. C'est là qu'il donna audience au marquis de Gallo, envoyé par le roi de Naples pour solliciter et garantir la neutralité de ce prince, ainsi qu'à une députation du sénat de Lucques, qui demandait à la France un souverain. Peu de temps après, cette petite république, érigée en principauté, devint l'apanage de la princesse Élisa, depuis grande-duchesse de Toscane. L'état de Parme obtint aussi l'honneur d'être réuni au grand empire.

Le doge Durazza, l'archevêque de Gênes et une députation du sénat de cette république, étaient venus à Milan demander la réunion de l'état de Gênes à l'empire français. Napoléon arriva à Gênes, suivi des ambassadeurs de Naples et de Portugal. Le plus imposant éclat accompagna la cérémonie de prise de possession de l'ancienne rivale de Venise. Ce fut à Gênes que le cardinal Maury, si célèbre par son opposition à la révolution française, fut admis en présence de Napoléon, qui lui accorda volontiers la permission de revenir à Paris.

Le 8 juillet, l'Empereur était à Turin, et en repartit presque aussitôt au milieu d'une manœuvre de la garnison. Il allait au-devant des nouvelles de la flotte de Villeneuve. Trois jours après il était à Fontainebleau, où il apprit le second combat de la flottille batave, qui, sous les ordres de l'amiral Verhuell, triompha, les 17 et 18 juillet, des efforts de la croisière anglaise. La flottille parvint à sa destination, au port d'Ambleteuse.

Pendant que Napoléon se couronnait à Milan, l'Angleterre, pressée par le sentiment profond du danger que lui faisait courir l'imminence de la descente des Français, signait à Pétersbourg un traité dans lequel la Russie s'engageait à lever, moyennant un subside de cinquante millions, une armée de cent quatre-vingt mille hommes, pour reprendre le Hanovre, affranchir la Hollande et la Suisse, rétablir sur son trône le roi de Sardaigne, obtenir l'évacuation du royaume de Naples par l'armée française, et enfin pour donner en Italie *une frontière* à l'Autriche : en un mot, l'Angleterre, qui avait rompu le traité d'Amiens, armait l'Europe contre celui de Lunéville.

Le 7 septembre, une armée autrichienne forte de quatre-vingt-dix mille hommes, sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, dont la tutelle militaire était confiée au général Mack, envahit subitement la Bavière. La cour électorale de Munich fut forcée de se réfugier à Wurtzbourg. Quarante mille hommes, commandés par l'archiduc Jean, prirent position dans le Tyrol, et cent mille combattants se dirigèrent vers l'Adige, sous les drapeaux de l'archiduc Charles.

Napoléon avait pénétré le dédale de la ténébreuse politique de l'Autriche. Il connaissait les engagements secrets de cette puissance avec l'Angleterre et la Russie, et il apprit ses mouvements militaires au camp de Boulogne, où il était

venu faire une répétition de la descente, pour tromper les Autrichiens et occuper les Anglais. En effet, sous ses yeux, ses équipages furent embarqués; le corps entier du maréchal Soult le fut pendant quarante-huit heures. En s'assurant une armée formidable, qu'il s'apprêtait à quitter pour voler en Allemagne, en veillant sur la conservation de nos flottes répandues au-dehors, et de ses immenses préparatifs d'invasion contre l'Angleterre, Napoléon improvisait dans sa pensée le vaste ensemble des mémorables opérations militaires de la campagne d'Austerlitz. Il est impossible d'omettre dans la vie de ce grand capitaine le fait rapporté à ce sujet par un homme dont personne ne récusera le témoignage. «M. Daru était à Boulogne, remplissant les fonctions d'intendant-général de l'armée. Un matin, l'Empereur le fait appeler dans son cabinet; Daru le trouve transporté de colère, parcourant à grands pas son appartement, et ne rompant un morne silence que par des exclamations brusques et courtes... « Quel amiral!... Quels sacrifices perdus!.... Mon espoir est déçu. Ce Ville-« neuve! au lieu d'être dans la Manche, il vient d'entrer au Ferrol! C'en est « fait! Il y sera bloqué... Daru, mettez-vous là, écoutez et écrivez. » L'Em-



pereur avait reçu de grand matin la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans un port d'Espagne où il se trouvait bloqué; il avait vu sur-le-champ l'expédition d'Angleterre avortée; les immenses dépenses de la flotte et de la flottille perdues pour longtemps, pour toujours peut-être! Alors, dans l'emportement

d'une fureur qui ne permet pas même aux autres hommes de conserver leur jugement, il avait pris l'une des résolutions les plus hardies, et tracé l'un des plans de campagne les plus admirables qu'aucun conquérant ait pu concevoir à loisir et de sang-froid. Sans hésiter, sans s'arrêter, il dicta en entier le plan de la campagne d'Austerlitz, le départ de tous les corps d'armée, depuis le Hanovre et la Hollande jusqu'aux frontières de l'ouest et du sud de la France : l'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises et les attaques de vive force, les mouvements divers de l'ennemi, tout fut prévu, la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que, sur une ligne de départ de deux cents lieues, des lignes d'opération de trois cents lieues de longueur furent suivies, d'après les indication primitives, jour par jour, et lieu par lieu, jusqu'à Munich. Au-delà de cette capitale, les époques seules éprouvèrent quelque altération, mais les lieux furent atteints, et l'ensemble du plan fut couronné d'un plein succès. »

Dans le même moment où il allait mettre ses troupes en mouvement, sous le nom de *Grande Armée*, substitué à celui d'*Armée d'Angleterre*, Napoléon chargeait le général Duroc de se rendre à Berlin pour s'assurer de la neutralité de la Prusse. Cette négociation fit triompher la diplomatie française, malgré les efforts des généraux russes, du prince de Metternich et d'autres personnages réunis à Berlin pour entraîner la cour de Prusse dans la coalition. Une armée de cent mille hommes, aux ordres du vieux maréchal de Mollendorff, sage conseiller du trône dans cette circonstance, et une réserve de cinquante mille commandée par le roi lui-même, devaient garantir sa neutralité armée.

Quant au traité qui liait la nouvelle coalition pour la coopération commune des forces de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Suède contre la France, il portait à plus de trois cent mille hommes les armées autrichiennes. La Russie s'était engagée à envoyer cent mille hommes en Allemagne. Un autre corps devait de Corfou débarquer à Naples, s'y réunir aux Anglais et aux Napolitains, et s'avancer sur le Pô, tandis que l'archiduc Charles passerait l'Adige avec son armée. Un troisieme corps anglo-russe devait se réunir à l'armée suédoise commandée par le roi Gustave, et s'emparer du Hanovre. Enfin, une quatrième armée russe, placée sur le Bug, non loin de Varsovie, était destinée à observer la Prusse, et à contenir ou entraîner sa neutralité. En regard de ces masses immenses qui s'ébranlaient de toutes les extrémités de l'Europe, la France ne comptait que deux cent trente-cinq mille combattants, mais dont cent soixante mille, commandés par Napoléon en personne, étaient divisés en sept corps sous Bernadotte, Davoust, Ney, Soult, Lannes, Augereau, Marmont, et la cavalerie sous Murat. Masséna, en Italie, n'avait pour lutter contre l'archiduc Charles, que cinquante mille hommes, et les vingt-cinq mille qui occupaient le royaume de Naples sous les ordres du général Gouvion Saint-Cyr.

Plus la haine se montrait violente au-dehors contre l'Empereur, plus ardent et plus passionné était l'enthousiasme de la France pour Napoléon. Un premier décret ordonna la levée de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1806, et un second la réorganisation des gardes nationales ; car, dans les moments de dangers, les gouvernements, avertis par la nécessité, éclairés par le sentiment de leur salut, ont toujours eu recours, depuis quarante ans, à cette belle institution qui fait la force des empires. Les gardes nationales se montrèrent fières d'être arrachées à leurs habitudes paisibles, et de prendre rang dans l'armée pour la défense du territoire.

Napoléon partit de Paris pour Strasbourg. Ce fut là qu'il reçut de tous ses corps d'armée les renseignements les plus satisfaisants. Déjà le prince Murat et le maréchal Lannes avaient passé le Rhin, et opéré le mouvement à l'aide duquel l'Empereur cherchait à faire croire au général Mack que nous voulions pénétrer en Souabe par les défilés de la Forêt-Noire. En même temps et d'un autre côté, les maréchaux Ney, Soult et Davoust avaient marché, le premier sur Stuttgard, le second sur Heilborn, le troisième sur les hauteurs d'Ingelfingen. Les autres corps avaient suivi le mouvement général sur chaque point qui leur était indiqué.

L'Empereur lui-même se trouvait le 1er octobre sur la rive droite du Rhin, après avoir adressé à son armée une de ces proclamations qui ont prophétisé pendant quinze ans la victoire. L'électeur et les princes de Bade vinrent à Ettingen, au-devant de Napoléon, ainsi que l'électeur de Bavière, qui avait mis toutes ses espérances en lui : la cour de Bade, malgré son penchant pour la Russie, s'était vue obligée de transiger par un contingent de quatre mille hommes. Quant à l'électeur de Wurtemberg, Ney avait dû ouvrir à coups de canon les portes de Stuttgard. Napoléon employa quelques séductions auprès de l'électeur, conclut avec lui un traité qui nous donna un corps auxiliaire de huit mille hommes, et gagna un allié dont la fidélité lui fut depuis toujours utile et jamais onéreuse.

Pour assurer le succès du grand mouvement de son aile gauche, qu'il dérobait aux ennemis, et séparer le général Mack des renforts autrichiens et russes qui accouraient vers lui, Napoléon dirigeait toutes ses divisions sur Nordlingen. Il fallait surtout que Bernadotte, avec un corps grossi des troupes gallo-bataves amenées par Marmont, marchât sur Wurtzbourg, où la cour de Munich s'était refugiée, y prît le commandement de l'armée bavaroise, forte de vingt-cinq mille hommes, et manœuvrât dans la même direction que les autres divisions. Le temps matériel manquait au maréchal pour se porter sur le Danube, à Ingolstadt, à moins qu'il ne violât les possessions prussiennes en Franconie. Napoléon n'ignorait pas les mauvaises dispositions de la Prusse ; il sentait les dangers de l'accession de cette puissance à la coalition. En conséquence, l'ordre de franchir le territoire d'Anspach et de Bareuth fut donné à Bernadotte en ces

termes : « Traverser ces territoires, éviter d'y séjourner, faire beaucoup de pro-
« testations en faveur de la Prusse, témoigner beaucoup d'attachement pour
« elle, le plus d'égards qu'on pourra ; puis traverser ses possessions avec rapidité,
« en alléguant l'impossibilité de faire autrement, parce que cette impossibilité
« est reelle. » Ces précautions, dictees par une raison prévoyante, et les expli-
cations de notre ambassadeur à Berlin, n'empêchèrent pas la Prusse de faire
éclater son mécontentement et ses menaces ; elle ouvrit la Silésie et ses autres
provinces aux troupes russes pour se rendre à leur destination.

Mack, doublement trompé, soit par les démonstrations de Napoléon à l'en-
tree des gorges de la Forêt-Noire, soit par la marche rapide et le rassemble-
ment vers Stuttgard des trois corps d'armée de la garde impériale, avait égale-
ment ignoré le mouvement circulaire de notre aile gauche, composée des autres
corps, aux ordres des maréchaux Ney et Davoust. Il apprit enfin que le gros de
l'armée française se portait sur le Danube : à cette nouvelle, il concentra ses
forces autour de la ville d'Ulm. Cent mille hommes de troupes françaises se
trouvèrent le même jour sur la rive gauche du Danube, et le passèrent au même
instant, du 6 au 7 octobre, à Donawert, Neubourg et Ingolstadt.

Le passage du Danube, l'occupation d'une partie de la Bavière, et la présence
d'une armée française qui fermait derrière lui le cercle tracé par Napoléon,
frappèrent de stupeur le général autrichien : il rassembla ses troupes à la hâte
sur l'Iller, dans l'espoir de nous rejeter au-delà du Danube, et de se dé-
fendre au moins jusqu'à l'arrivée de la première armée russe. Pour atteindre
ce but, il chercha à s'emparer du pont de Donawert avec un corps composé de
douze bataillons de grenadiers arrivés du Tyrol, et soutenu par quatre escadrons
de cuirassiers d'Albert. Murat, en marche avec sept mille hommes de cavalerie,
rencontra à Wertingen, à quatre lieues de Donawert, ce corps d'élite : il man-
œuvra aussitôt pour l'entourer et lui couper la retraite. Un combat opiniâtre
s'engagea entre les Français et les ennemis ; enfin, renforcé par le général Oudi-
not, venu de Donawert à son secours, Murat dispersa la division autrichienne et
lui fit trois mille prisonniers. Au combat de Wertingen succéda le combat de
Gunzbourg ; en vain les Autrichiens résistent avec acharnement, en vain le
prince Ferdinand est accouru pour soutenir de sa présence le courage des siens
à defendre cette position, le maréchal Ney, secondé par l'héroïsme des troupes,
s'empare du pont et de la ville après avoir fait douze cents prisonniers, enlevé
six pièces de canon et tué deux mille hommes aux ennemis. A la suite de cette
action, le général Dupont, à qui Baraguay d'Hilliers devait se réunir près d'Al-
beck, pour se porter ensemble sur Ulm, arrive seul au hameau d'Hasslach ; il
trouve les escarpements de la place couronnés par une grande partie de l'armée
autrichienne : vingt-cinq mille hommes sont devant lui ; il n'en commande que
sept mille. S'il recule un moment, il est perdu peut-être, lui et sa division : il
n'hesite pas à aborder à la baïonnette les ennemis en marche pour l'envelopper.

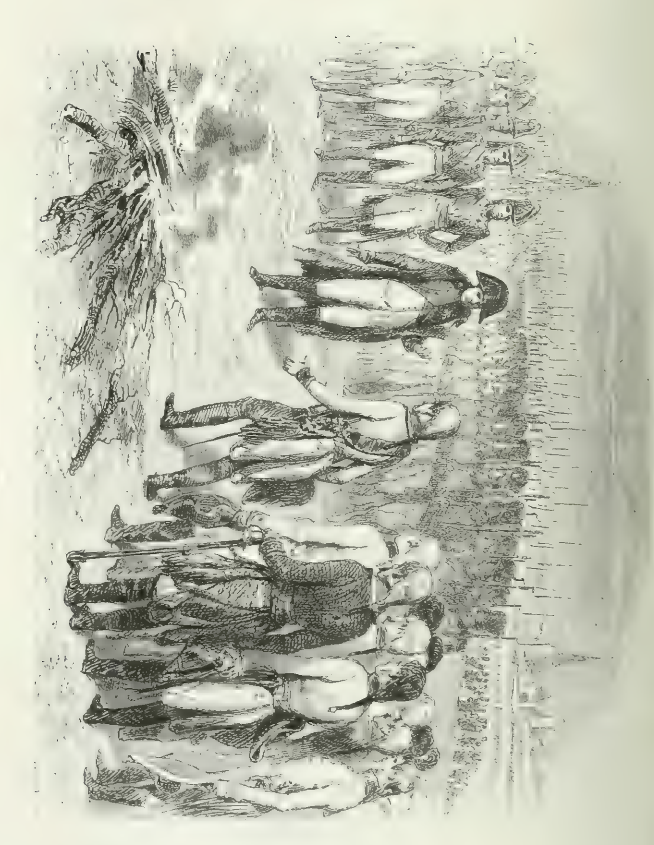
et renverse leur première ligne. Ce succès anime les troupes, en partie composées de conscrits; mais ces conscrits ont un beau nom à soutenir, celui de l'*incomparable* 9e légère, celui de la *brave* 32e, toutes deux immortalisées en Italie. Aussi les attaques successives des Autrichiens sont repoussées avec une étonnante vigueur. Le village de Jungingen fut repris six fois par cette poignée de braves. Resté maître du champ de bataille, Dupont se retira avec plus de quatre mille prisonniers, nombre presque égal à ce qu'il avait encore de soldats après un combat si terrible, et reprit avant le jour la route de son camp d'Albeck.

Dans le dessein d'acculer toute l'armée ennemie sur la place d'Ulm, Napoléon se rend à Augsbourg, d'où il envoie Soult sur Memmingen. Le maréchal, après une brillante rencontre avec un corps ennemi, repassa l'Iller et vint se placer devant Ulm. Du côté de l'ouest, le maréchal Lannes achevait le blocus de cette place, et donnait la main au général Marmont, arrivé d'Augsbourg avec le deuxième corps, ainsi qu'à la garde impériale, commandée par le général Bessières, et à la division de grosse cavalerie du général d'Hautpoult, tous en position devant la ville menacée. Les annales militaires conserveront éternellement le souvenir de l'allocution que Napoléon, au milieu de la neige et du froid le plus vif, adressa sur le pont du Lech aux Français et aux Hollandais formant le corps de



Marmont. Il leur expliqua de la manière la plus précise la situation désespérée





de l'ennemi, fruit de ses combinaisons et de la constance de l'armée à braver les plus grandes fatigues leur annonça une bataille inévitable, et leur promit un triomphe certain.

Le 13 octobre au soir, l'armée se trouva auprès d'Ulm et partout en face de l'ennemi. L'empereur ordonne l'attaque générale pour le lendemain. D'un côté, nos tirailleurs repoussent tous les avant-postes autrichiens; de l'autre, le maréchal Ney attaque les redoutables positions d'Elchingen que défendent quinze mille hommes et quarante pièces de canon; le pont est enlevé, malgré la vive résistance des Autrichiens, et traversé au pas de course par nos troupes. Bientôt Laudon, qui occupe Elchingen, voit ses soldats culbutés et poursuivis jusqu'au pied de ses retranchements; il perd trois mille prisonniers, des drapeaux, plusieurs pièces d'artillerie. Deux régiments ont péri presque en entier; deux bataillons, enfoncés par le 3e régiment de hussards, mettent bas les armes. Ces nouveaux lauriers, qui viennent de ceindre le front du brave des braves, sont chèrement achetés, et le nom d'Elchingen rappellera au maréchal Ney l'un de ses plus beaux faits d'armes. Sur la rive droite du Danube, le maréchal Lannes emporte la tête de pont de la ville d'Ulm avec tant de vivacité, que la cavalerie autrichienne peut à peine rentrer dans la place; le même jour, le général Marmont complète le blocus de la rive droite.

De l'abbaye d'Elchingen où est son quartier-général, Napoléon contemple à ses pieds la ville d'Ulm dominée de toutes parts, à demi-portée de canon, par nos positions, et l'armée autrichienne enfermée dans les murs de cette place, et ne pouvant désormais la quitter qu'avec la permission du vainqueur. Ses desseins sont accomplis; il fait retirer ses troupes engagées trop avant, et attend l'événement avec une patience vigilante, sans vouloir céder aux cris de ses soldats qui demandent l'assaut. Il désire épargner du sang : il préfère user de son ascendant pour déterminer les Autrichiens à se rendre, à la cruelle résolution de détruire à la fois une grande ville et une valeureuse armée trahie par la fortune; il tente de persuader le général Mack et le prince de Lichtenstein de la nécessité de capituler. L'ennemi hésite : on canonne la place pendant vingt-quatre heures; les fascines, les échelles, les troupes, tout est prêt pour l'assaut : Mack essaie de dissimuler sa position par un ordre du jour menaçant pour ceux qui parleraient de se rendre; mais le lendemain il se présente au quartier-général français et accepte la capitulation, motivée sur la situation désespérée de son armée. Deux jours après, trente mille hommes conduits par seize généraux, soixante pièces de canon, quarante drapeaux et trois mille chevaux, défilèrent devant l'armée française et Napoléon entouré de son état-major et de sa garde. Il traita les vaincus avec une noble bienveillance, non pas toutefois sans laisser tomber, en s'entretenant avec les généraux ennemis, quelques-unes de ces paroles menaçantes qui ressemblaient à des oracles dans la bouche d'un homme accoutumé à réaliser les promesses de son génie, et à

déconcerter par des merveilles inattendues tous les calculs de la prudence humaine.

Cependant la violation du territoire prussien avait beaucoup accru la prépondérance du parti russe à Berlin. L'empereur Alexandre était venu en personne aigrir les mécontentements du roi. Un traité mystérieux fut renouvelé et juré entre eux sur la tombe du grand Frédéric, à Potzdam. Ce traité, ce serment, avaient des racines plus profondes qu'on ne le crut alors : ils étaient inspirés par ce jésuitisme politique qui attacha constamment une restriction mentale à toutes les conventions que l'Europe conclut avec Napoléon, depuis celles de Lunéville et d'Amiens.

Napoléon ne s'arrêta qu'un moment à Munich, qui le reçut en libérateur; déjà toutes ses divisions, arrivées simultanément aux différents points désignés, avaient franchi l'Inn, malgré les efforts d'une vive résistance. Au terrible combat de Dierustein, le maréchal Mortier cueillit une des plus belles palmes de cette guerre mémorable. Il n'a que cinq mille soldats, et rencontre dans un défilé l'arrière-garde russe forte de vingt-cinq mille hommes. L'action dure depuis six heures du matin jusqu'à quatre heures du soir. Le maréchal tue à l'ennemi deux mille hommes, fait neuf cents prisonniers, prend dix drapeaux et six pièces de canon, se fraie un passage au travers des colonnes russes, et rejoint l'armée avec sa troupe héroïque sur la rive droite du Danube. Le 15 novembre, Vienne reçoit le vainqueur dans ses murs.

L'empereur François, qui s'était retiré à Olmütz, dépêcha MM. de Stadion et de Giulay, munis de pleins pouvoirs pour négocier avec Napoléon, qui offrit préalablement un armistice, afin d'arrêter l'effusion du sang. Il reconnut bientôt que toutes les démarches de ses ennemis n'étaient que des ruses dans le but de laisser à une troisième armée russe le temps d'arriver. La seconde armée russe ne tarda pas à faire sa jonction à Wischau avec le maréchal Kutusoff. Napoléon envoya complimenter Alexandre à Wischau, et proposer une entrevue à ce prince, qui lui adressa son aide-de-camp Dolgorouki. Napoléon venait de faire à dessein un mouvement rétrograde de trois lieues. Dolgorouki le trouva occupé à fortifier sa nouvelle position, et il retourna prophétiser à son maître la destruction de l'armée française. Les Russes saisirent ardemment ce fol espoir; ils crurent Napoléon égaré par la victoire à deux cents lieues de sa frontière, au centre de la Moravie, inquiété par l'accession secrète de la Prusse et par la fermentation du peuple de Vienne. Napoléon jugea autrement sa situation; il courut se poster sur Brünn, où il arriva avant les Russes. « *De là*, dit-il, « *je choisirai mon moment et mon ennemi.* »

Le 28 novembre, les coalisés étaient en deçà de Wischau, et commençaient le fatal mouvement que Napoléon leur avait, pour ainsi dire, inspiré par une feinte retraite. A la nouvelle de leur marche, Napoléon réunit sous sa main toutes les troupes dont il a besoin, et établit sa ligne de bataille, la droite au lac de

Menitz, la gauche au pied des Montagnes, entre les deux bassins de la Schwartza et de la March. Cette ligne a devant elle le Santon, position élevée d'où Napoléon peut embrasser à la fois toutes les opérations. En parcourant les hauteurs de Pratzen, il avait dit à ses généraux : « Si je voulais empêcher l'ennemi de « passer, c'est ici que je me placerais ; mais je n'aurais qu'une bataille ordi- « naire : si, au contraire, je resserre ma droite en la retirant vers Brünn, et « que les Russes abandonnent ces hauteurs, ils sont perdus sans ressource. » Le sort de la monarchie autrichienne allait être décidé dans les plaines de la Moravie, autour d'une petite ville à deux lieues de Brünn.

Le 1er décembre, Napoléon voit avec une indicible joie les Russes, animés de la plus funeste confiance, exécuter en plein jour leur mouvement de flanc pour tourner sa droite. Il s'écrie à plusieurs reprises : « *Avant demain au soir, cette armée est à moi !* » et dans ce moment même, il dicte une proclamation qui met les troupes dans la confidence des projets de l'ennemi et du succès assuré de nos efforts. Le soir, il veut visiter incognito les bivouacs de son armée ; mais, reconnu dès les premiers pas, soudain toute la ligne est éclairée par des fanaux de paille, et nos soldats, transportés d'allégresse, célèbrent déjà la victoire du lendemain.



On rapporte que dans cette tournée qui fut longue, un vieux grenadier s'ap-

procha de l'Empereur, et avec le ton d'une familiarité encore toute républicaine : « Sire, lui dit-il, tu n'auras pas besoin de t'exposer, je te promets, au « nom des grenadiers de l'armée, de t'amener demain les drapeaux et l'artil- « lerie de l'armée russe, pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement. » Il rentra à son bivouac à minuit, et les airs retentirent encore longtemps après des cris de : *Vive l'Empereur!*

Dès la veille, toute l'armée française était concentrée sur le terrain choisi à l'avance par Napoléon. Le maréchal Lannes, avec les divisions Suchet et Caffarelli, formait la gauche, qui s'appuyait au Santon, position très-importante que l'Empereur avait fait fortifier et armer de dix-huit pièces de canon. Le maréchal Bernadotte était au centre, avec les divisions Rivaud et Drouet. La droite, sous les ordres du maréchal Soult, se composait des divisions Vandamme, Saint-Hilaire et Legrand. Toute la cavalerie, commandée par Murat, était rangée sur deux lignes. Napoléon avait sous la main une réserve composée de dix bataillons de sa garde, avec quarante pièces d'artillerie, et de dix autres bataillons de grenadiers réunis du général Oudinot. Enfin, le jour paraît,-et trouve chacun à son poste. « Soldats! dit Napoléon en passant sur le front de bandière de l'armée, « il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre. » Le soleil se leva radieux, et acheva de dissiper les brouillards du matin. On vit alors l'armée ennemie quitter les hauteurs de Pratzen et descendre dans la plaine à travers un terrain inégal. Napoléon la laissa s'y engager. « Combien vous faut-il de temps, demanda-t-il au maréchal Soult, pour couronner les hauteurs que l'ennemi nous abandonne?— Une heure, répondit le maréchal. — En ce cas, attendons encore un quart d'heure, » dit Napoléon. Peu d'instants après, une vive canonnade, qui se fit entendre sur la droite, annonça que le combat commençait.

L'armée coalisée était divisée en six corps sous les ordres de Kutusoff : sa réserve se composait de la garde russe, commandée par le grand-duc Constantin.

Dès que le maréchal Soult eut couronné les hauteurs de Pratzen, Kutusoff sentit l'importance de la position qu'il avait imprudemment abandonnée et voulut la reprendre au prix des plus grands sacrifices : après deux heures d'une lutte acharnée, il fut forcé de nous abandonner les hauteurs avec toute l'artillerie qui les couronnait. Dès ce moment nous occupions le centre et la gauche de l'ennemi, qui se trouvaient coupés du champ de bataille. Pendant cette terrible mêlée, le maréchal Lannes et Murat avaient attaqué avec succès la droite de l'armée ennemie aux ordres de Bagration, et la cavalerie russe qui la soutenait; nos cuirassiers avaient culbuté tout ce qui avait essayé de tenir devant eux. Certain que, de ce côté, la victoire ne pouvait nous échapper, l'Empereur se dirigea sur la droite avec sa garde et la réserve aux ordres du général Oudinot, pour aider le maréchal Soult à détruire l'aile gauche de l'armée russe; en un clin d'œil, canons, artillerie, étendards, tout tombe en notre





pouvoir. Les deux empereurs de Russie et d'Autriche contemplent cet effroyable désastre des hauteurs d'Austerlitz ; c'est dans la plaine de ce nom que s'achève la ruine de l'ennemi : écrasées par l'artillerie qui plonge sur elles, acculées à un lac glacé, ses divisions périssent, déposent les armes, ou se noient en voulant fuir sur la glace, qui se rompt sous leurs pas.

La victoire d'Austerlitz eut d'immenses résultats : vingt-cinq mille Russes tués ou blessés, et vingt mille prisonniers; quarante drapeaux, parmi lesquels les etendards de la garde impériale russe, deux cents pièces de canon, et tous les équipages, tels furent les fruits de cette immortelle journée, qui reçut aussi le nom de *Bataille des trois Empereurs.*

La fuite de l'armée russe fut si précipitée, qu'elle laissa derrière elle les routes couvertes de canons, de chariots et de bagages. Dans la plupart des villages où nous entrâmes en la poursuivant, on trouva les granges et les églises remplies de blessés ennemis, abandonnés sans secours. Kutusoff avait eu soin de faire placer seulement des écriteaux portant en langue française : *Je recommande ces malheureux à la générosité de l'empereur Napoléon et à l'humanité de ses braves soldats.*

Parmi les généraux français, le brave général Valhubert fut le seul dont on eut à regretter la perte. Il ne survécut que vingt-quatre heures à sa blessure; pendant ses derniers moments il écrivit à l'Empereur une lettre qui finissait ainsi : « Je ne regrette pas la vie, puisque j'ai contribué à une victoire qui vous « assure un règne heureux. Quand vous penserez aux braves qui vous étaient « dévoués, souvenez-vous de moi. Il me suffit de vous dire que j'ai une famille, « je n'ai pas besoin de vous la recommander. »

La générosité de l'Empereur envers les troupes qui avaient combattu à Austerlitz fut grande comme la victoire. Il adopta les enfants de ceux qui avaient succombé; tous devaient être élevés aux frais de l'état; il leur permit de joindre à leurs noms celui de Napoléon. Il accorda six mille francs de pension aux veuves des généraux, deux mille quatre cents francs à celles des colonels et majors, mille deux cents francs à celles des capitaines, huit cents francs à celles des lieutenants et sous-lieutenants, et deux cents francs aux veuves des soldats. Quant à l'armée victorieuse, il la remercia par cette belle proclamation :

« SOLDATS !

« Je suis content de vous; vous avez, à la journée d'Austerlitz, justifié tout « ce que j'attendais de votre intrépidité; vous avez décoré vos aigles d'une « immortelle gloire; une armée de cent mille hommes, commandée par les « empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de quatre heures, ou

« coupée ou dispersée : ce qui a échappé à votre feu s'est noyé dans les deux
« lacs...

« Soldats ! lorsque le peuple français plaça sur ma tête la couronne impé-
« riale, je me confiai à vous pour la maintenir toujours dans ce haut éclat de
« gloire qui seul pouvait lui donner du prix à mes yeux ; mais, dans le même
« moment, nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir, et cette couronne
« de fer, conquise par le sang de tant de Français, ils voulaient m'obliger de
« la placer sur la tête de nos plus cruels ennemis : projets téméraires et in-
« sensés, que, le jour même de l'anniversaire de votre Empereur, vous avez
« anéantis et confondus. Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous
« braver et de nous menacer que de nous vaincre.

« Soldats ! lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la
« prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France. Là
« vous serez l'objet de mes tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec
« joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour qu'on
« vous réponde : *Voilà un brave !* »

Deux jours après la bataille, l'empereur d'Autriche vint saluer le vainqueur à son bivouac. « Je n'habite point d'autre palais depuis deux mois, lui dit Napoléon.—Vous savez si bien tirer parti de cette habitation, répondit François II, qu'elle doit vous plaire. » Dans cette entrevue, les deux empereurs convinrent d'un armistice et des principales conditions de la paix future. Le général Savary alla instruire l'empereur de Russie de la capitulation convenue entre François et Napoléon. L'armée russe était cernée ; Alexandre souscrivit aux conditions qui l'obligeaient à se retirer par journées d'étape, et à évacuer l'Autriche et la Pologne. En se montrant trop généreux dans cette circonstance, Napoléon commit une grande faute qu'il ne tarda pas à se reprocher, car il pouvait détruire et faire prisonnier le reste de l'armée russe. Une convention fut signée le 6 décembre, par laquelle on réglait la ligne des deux armées française et autrichienne en Moravie. La ville de Presbourg fut choisie pour la réunion des plénipotentiaires des deux nations.

La paix qui y fut signée termina cette glorieuse campagne et dénoua la troisième coalition. Par le traité de Presbourg, l'Autriche perdit les États Vénitiens, qui firent désormais partie du royaume d'Italie, et le Tyrol, qui fut donné à la Bavière. Pour récompenser la fidélité des deux électeurs de Bavière et de Wurtemberg, leurs états furent érigés en royaumes. Le margrave de Bade reçut le titre de grand-duc ; Murat devint grand-duc de Berg, et Berthier obtint la principauté de Neufchâtel. Le prince Eugène, nommé vice-roi d'Italie, et héritier présomptif de cette couronne dans le cas où Napoléon viendrait à mourir sans postérité, épousa la fille du roi de Bavière. Peu de temps après, Napoléon allait donner à son frère Joseph le royaume de Naples, et Louis allait

regner sur la Hollande. Ainsi l'homme que la coalition avait voulu renverser, vainqueur de deux empereurs, venait de rendre à l'un ses états, à l'autre son armée, distribuait lui-même des couronnes et faisait des rois.

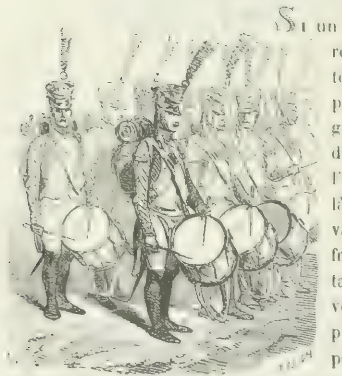




CHAPITRE XXVI.

1806.

Mort de Pitt. — Ministère de Fox. — Quatrième coalition entre la Prusse, la Russie, l'Angleterre et la Suède, contre la France. — Bataille d'Iéna. — Napoléon à Berlin.



Si un nouvel empire d'Occident semblait renaître à la voix du vainqueur d'Austerlitz, le sceptre des mers restait sans partage à son implacable ennemi. L'Angleterre pouvait se consoler aussi par d'éclatants succès de la haute fortune de l'homme qu'elle poursuivait sans relâche. Après le déplorable échec qu'avaient essuyé au cap Finistère les flottes française et espagnole, la marine britannique venait de nous en faire éprouver, au cap Trafalgar, un autre bien plus important, et qui à lui seul compensait la victoire d'Austerlitz. A dater de cette époque, la France ne reparut plus sur les mers, et n'opposa plus à son ennemi que la domination et le blocus du continent.

A l'époque de l'armistice, que suivit bientôt le traité de Presbourg, toute la monarchie autrichienne se trouvait occupée par les armées françaises. Jamais possession ne fut plus complète ; jamais il n'eût été plus vrai de dire : *La maison d'Autriche a cessé de régner*. Aucune force humaine ne pouvait s'élever contre une pareille sentence. L'empereur de Russie fuyait vers le Nord avec les débris que le vainqueur lui avait laissés ; générosité impolitique qui continuait et envenimait la lutte. Le roi de Prusse, secrètement ligué avec la Russie contre la France, avait envoyé à Brünn un ambassadeur chargé de rompre avec Napoléon s'il était battu, et de le complimenter si la victoire couronnait ses armes. Aussi Napoléon, qui avait pénétré leur secrète inimitié, se contenta de dire en souriant au comte de Hauswitz, qui le félicitait sur la victoire d'Austerlitz : « Voilà un compliment dont la victoire a changé l'adresse. »

Les choses en étaient là quand un grand événement vint appeler l'attention de l'Europe : le 23 janvier 1806, William Pitt avait cessé de vivre. Agé seulement de quarante-sept ans, il en avait passé vingt-trois à la tête des affaires de son pays. Héritier de la place, des talents et de toute l'antipathie de lord Chatam, son père, pour la France, il avait poussé ce sentiment à l'excès, et lui avait sacrifié l'honneur et les intérêts de sa patrie. C'était lui qui avait transformé la diplomatie britannique en agence de complots, alimenté la terreur, soulevé la Vendée, la chouannerie, et armé le bras des conspirateurs ; c'était lui aussi qui, au mépris de la foi jurée, avait rompu le traité d'Amiens, et qui venait encore de coaliser la Russie et l'Autriche contre Napoléon. Fox, qui avait puissamment élevé la voix dans le parlement pour blâmer la rupture du traité d'Amiens, lui succéda. Le noble caractère de Fox devait faire présager un changement de système dans le cabinet de Saint-James. Il avait connu personnellement le premier Consul à Paris, et en fut accueilli comme le premier orateur et le plus grand homme d'état de l'Angleterre. En voyant Fox rappelé au ministère si peu de temps après la session du parlement, où il avait hautement dénoncé l'iniquité de l'infraction au traité d'Amiens, et le méfait de sa rupture, Napoléon dut naturellement espérer de renouer avec l'Angleterre des relations pacifiques. Sa mort trop prompte détruisit malheureusement les espérances que son avénement au pouvoir avait fait concevoir aux deux nations.

Ce fatal événement encouragea les ennemis de la France, leur rendit un puissant auxiliaire dans le parti anglais comprimé par le ministère de Fox, et donna le signal à toute l'Europe pour une nouvelle coalition. L'immense victoire d'Austerlitz ne fut qu'un échec que la cause générale des anciennes dynasties était appelée à réparer. L'Espagne elle-même, toute française sous la République, sembla se repentir aussi de l'amitié qu'elle avait si hautement proclamée jadis pour Bonaparte, et parut disposée à suivre le mouvement dont la Prusse levait le drapeau.

Dans une note pressante qu'il venait d'adresser au gouvernement, le minis-

tère prussien demandait : « 1° que toutes les troupes françaises sans exception « fussent tenues de repasser le Rhin, en commençant leur marche du jour « même où le roi espérait la réponse de l'Empereur, et en la poursuivant sans « s'arrêter;... 2° qu'il ne fût plus mis de la part de la France aucun obstacle « à la formation de la ligue du nord, qui devait embrasser sans exception tous « les états non nommés dans l'acte fondamental de la Confédération du Rhin...» Une réponse prompte était exigée pour le 8 octobre.

« Maréchal, dit l'Empereur au prince de Neufchâtel, on nous donne un ren-« dez-vous d'honneur pour le 8 : jamais un Français n'y a manqué! Mais, « comme on dit qu'il y a une belle reine qui veut être témoin des combats, « soyons courtois, et marchons sans nous coucher pour la Saxe. » En effet, la reine de Prusse était à l'armée, portant l'uniforme de son régiment de dragons. « Il semble, disait le premier bulletin de Napoléon, voir Armide, dans son « égarement, mettant le feu à son propre palais. »

Ainsi le roi de Prusse, entraîné par des conseils aussi aveugles que perfides, osait, sous de vains prétextes, imposer avec arrogance au vainqueur d'Austerlitz des conditions déshonorantes. Le cabinet prussien n'ignorait pas la raison de la prolongation du séjour de quelques troupes françaises en Allemagne. Il savait que ces troupes devaient revenir en France aussitôt que l'Autriche aurait réglé définitivement avec la Russie, en vertu du traité de Presbourg, la remise des Bouches du Cattaro : or, cette clause était si loin d'être remplie, que les généraux Marmont et Lauriston chassaient de Castel-Novo et des défilés de Bielbrich un corps de six mille Russes, et que l'amiral russe Siniavin refusait, à cause de la rupture de la Prusse, de remettre Cattaro aux Français.

On a peine à concevoir encore cette duplicité du cabinet prussien, qui envoyait son ambassadeur à Paris avec des lettres de créance, quand il devait, trois semaines après, déclarer la guerre. L'ultimatum de la Prusse donna le signal de la retraite à ce plénipotentiaire; il demanda et obtint ses passeports dans les premiers jours d'octobre. Fox avait emporté dans la tombe toute l'espérance de la paix du monde. La Prusse suivait dans sa politique l'exemple de la Russie, qui venait de signer un traité avec la France pour couvrir ses derniers préparatifs, et qui le rompit par un simple désaveu de son représentant. Dans son agression, c'était l'Autriche que cette même Prusse imitait : Frédéric-Guillaume avait envahi la Saxe comme François II la Bavière, sans déclaration de guerre. Il fallait donc répondre aussi à la Prusse par une autre bataille d'Austerlitz. La garde impériale quitta Paris, et partit en poste pour cette nouvelle campagne.

L'Empereur passa le Rhin le 1er octobre, et porta son quartier-général à Bamberg. Son armée était divisée en sept corps, commandés par les maréchaux Bernadotte, Lannes, Davoust, Ney, Soult, Augereau et Lefebvre. Le grand-duc de Berg commandait la réserve de la cavalerie ; un huitième corps, aux ordres

du maréchal Mortier, se rassemblait sur les frontières de la Westphalie. Le centre de l'armée se composait de la réserve du grand-duc de Berg, des corps de Bernadotte et de Davoust, ainsi que de la garde impériale; il déboucha par Bamberg, et força le passage de la Saale. La droite comprenait les corps de Soult et de Ney, et une division de Bavarois; la gauche était formée des corps de Lannes et d'Augereau.

En quittant Bamberg, l'Empereur se porta sur Schleist. A son arrivée, dix mille Prussiens furent chassés de ce poste par le prince de Ponte-Corvo; le même jour, Soult s'empara de Hoff et des magasins; Lannes défit les Prussiens à Saalfeld. Le jeune prince Louis de Prusse, frappé à mort dans un combat avec



un nommé Guindé, maréchal-des-logis du 9e régiment de hussards, devint la première victime de cette guerre, dont il avait été à Berlin un des champions les plus ardents.

L'armée prussienne, composée de l'élite de la population militaire et des troupes saxonnes, comptait deux cent trente mille hommes. Elle avait choisi la Saxe pour le théâtre des hostilités, et se croyait tellement certaine du triomphe, qu'elle avait laissé à découvert Berlin et Dresde. Ainsi, dès son entrée en campagne, cette armée était débordée à sa gauche. Elle occupait Gotha, Erfurth et Weimar. L'armée française entra à Géra, d'où elle marcha bientôt sur Naüemberg et Iéna, petite ville de la Thuringe, qui allait obtenir la célé-

brite de Marengo, d'Austerlitz, etc... La position des deux armées présentait une singularité tout-à-fait nouvelle dans les annales militaires : les Prussiens tournaient le dos au Rhin, et les Français bordaient la Saale et tournaient le dos à l'Elbe. Les Prussiens avaient pour eux les souvenirs et ce qui restait des soldats du grand Frédéric; Napoleon avait pour lui sa gloire présente et l'armée d'Austerlitz.

Au moment où les deux armées étaient en présence, Napoléon, fidèle au système de modération qu'il avait adopté dès le principe, écrivit au roi de Prusse :

« Si j'étais à mon début dans la carrière militaire, si je pouvais craindre les « hasards des combats, le langage que je tiens à Votre Majesté serait tout-à-« fait déplacé; mais Votre Majesté sera vaincue; et, sans l'ombre d'un pré-« texte, elle aura compromis le repos de ses jours et l'existence de ses sujets. » Cette lettre resta sans réponse.

Le roi de Prusse avait divisé son armée en deux parties : l'une, composée de soixante-dix mille hommes environ, marchait sur Auerstaedt, à six ou sept lieues du théâtre où l'autre partie de ses forces devait combattre sous les ordres du prince Hohenlohe. Napoléon, au contraire, n'avait fait que réunir ses masses; la nuit du 13, pendant que ses ennemis sommeillaient dans leur camp, dispersés sur un espace de trente-cinq lieues, il acheva toutes les dispositions d'une victoire assurée. Dès la veille, il avait fait occuper par un corps de sa garde et une forte artillerie le Landgrafenberg, position dominante dont il avait reconnu l'importance, et qui devait avoir sur l'affaire d'Iéna la même influence que la position du Santon à Austerlitz. Les bivouacs des deux armées étaient à demi-portée de canon; les sentinelles étaient si près l'une de l'autre, qu'il ne se faisait pas un mouvement qui ne fût entendu. A quatre heures du matin, Napoléon passa devant le front de plusieurs régiments : « Soldats, leur dit-il, « l'armée prussienne est coupée comme celle de Mack l'était à Ulm, il y a au-« jourd'hui un an. Cette armée ne combat plus que pour se faire jour et rega-« gner ses communications. Le corps qui se laisserait percer se déshonorerait. « Ne redoutez pas cette célèbre cavalerie; opposez-lui des carrés fermés et la « baïonnette. » Cette harangue porta au plus haut degré l'enthousiasme des soldats, qui répondirent par les cris de *Marchons!*

A six heures, l'Empereur, qui n'aurait voulu attaquer que deux heures plus tard, pour attendre sa grosse cavalerie et des corps d'infanterie restés en arrière, donna cependant le signal. De premiers succès sur plusieurs points nous présagèrent déjà l'heureuse issue de la journée; vers une heure, l'action devint générale. Sous les yeux de l'Empereur, qui planait sur les ennemis comme sur son armée, et voyait exécuter avec la même précision qu'à Austerlitz les plans qu'il avait conçus avec le même génie, Augereau, Soult, Lannes, font partout ployer les Prussiens, malgré la plus vive résistance. Une partie de notre cavalerie





Bataille d'Iéna

n'avait pu rejoindre encore ; elle arriva avec deux des divisions du maréchal Ney. A cette nouvelle, Napoléon fit avancer toutes les troupes qui étaient en réserve sur la première ligne ; elles marchent, et forcent à reculer tout ce qui leur est opposé. Alors la cavalerie, ayant à sa tête le grand-duc de Berg, se précipite sur les Prussiens, dont la retraite, d'abord opérée avec calme et sang-froid, ne présente bientôt plus qu'un affreux désordre. En vain l'infanterie se forme en carrés, entre les villages de Gross et de Klein-Romstedt, pour résister à nos dragons et à nos cuirassiers ; cinq de ces carrés sont enfoncés et culbutés sans pouvoir se rallier. D'un autre côté, la cavalerie prussienne, qui n'avait pu supporter le choc des bataillons du maréchal Soult, s'était repliée sur la route de Weimar à Naüembourg. En ce moment se montra le corps du général Ruchel, composé de vingt-six bataillons et de vingt escadrons ; en moins d'une heure, mais après une lutte terrible, il disparut tout entier sous les attaques simultanées que Napoléon dirigea contre ce renfort si impatiemment attendu par le prince Hohenlohe. Enfin, grâce aux efforts inouïs des soldats et à l'habileté des généraux, il n'y avait plus d'armée devant nous. Maître du champ de bataille, et ne voulant laisser aucun relâche aux vaincus, Napoléon fit poursuivre avec une ardeur infatigable les débris de leurs colonnes, qui éprouvèrent de nouveaux désastres dans une sanglante et difficile retraite, ou plutôt dans une fuite désordonnée. Pendant l'action, Napoléon s'était montré sur tous les points ; au fort de la mêlée, voyant ses ailes menacées par la cavalerie, il se porta où le danger était le plus grand, pour faire former les carrés. En ordonnant ces manœuvres, il était interrompu constamment par le cri de *Vive l'Empereur !* La garde impériale se voyait avec dépit condamnée à rester l'arme au bras, tandis que l'armée était aux prises avec l'ennemi. En passant devant elle, l'Empereur entendit le cri de *En avant !* « Qu'est-ce ? dit-il ; ce ne peut être qu'un blanc-bec qui ose vouloir m'indiquer « ce que je dois faire ; qu'il attende qu'il ait commandé dans trente batailles « rangées, avant de prétendre me donner des avis. » C'étaient, en effet, de jeunes vélites dont le courage était impatient de se signaler.

Pendant que Napoléon remportait la victoire d'Iéna, le maréchal Davoust soutenait seul, à Auerstaedt, contre le roi de Prusse en personne et le duc de Brunswick, le choc d'une masse presque supérieure du triple à la faible armée que lui formaient les divisions Morin, Gudin et Friant. Davoust, qui dans cette affaire, l'un des plus beaux trophées de l'armée française, avait montré les talents et le caractère d'un habile capitaine, fut récompensé par le nom d'*Auerstaedt*.

Les Prussiens perdirent les deux champs de bataille, environ cinquante mille hommes tués ou pris, trois cents bouches à feu, soixante drapeaux, et tous leurs magasins. Parmi les prisonniers figuraient six mille Saxons et trois cents officiers. En arrivant à Weimar, Napoléon se fit présenter ces officiers,

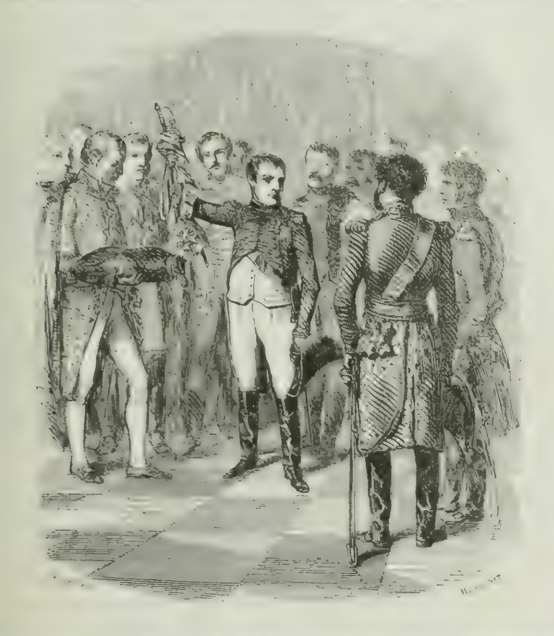
auxquels il dit qu'en prenant les armes il n'avait eu pour but que d'empêcher la nation saxonne d'être incorporée dans la monarchie prussienne. Il leur accorda, ainsi qu'aux soldats, le retour libre dans leur patrie. Ces officiers s'engagèrent tous par écrit à ne jamais porter les armes contre la France et ses alliés. Ils retournèrent en Saxe, chargés d'une proclamation par laquelle Napoléon se déclarait le protecteur de la nation saxonne.

Les vieux compagnons d'armes de Frédéric trouvèrent presque tous a Iéna leur journée fatale. Le fameux duc de Brunswick, dont le manifeste avait si insolemment outragé la nation française en 1792, le maréchal Moëllendorf et le lieutenant-général de Schmettau, blessés dangereusement, ne devaient pas survivre à cet anéantissement de la gloire militaire qu'ils avaient fondée sous le grand roi. Le prince Henri de Prusse, le général Ruchel, étaient pareillement blessés, tandis que l'armée française n'avait à regretter qu'un général, cinq colonels et douze mille hommes environ, tant tués que blessés sur l'un et l'autre champ de bataille. Le roi de Prusse lui-même eut beaucoup de peine à s'échapper à travers les divisions françaises, et faillit rester prisonnier. Le surlendemain, ce prince, fuyant sans armée, fit demander un armistice. Napoléon répondit qu'il était impossible, après une victoire, de donner le temps à l'ennemi de se rallier, et qu'il ne traiterait qu'à Berlin.

Le même jour, au combat de Greussen, le maréchal Soult écrasait le général Kalkreuth, l'un des plus vaillants compagnons de Frédéric II, et le poursuivait jusqu'à Magdebourg. Le 17, au combat de Hall, le prince de Ponte-Corvo mettait dans la déroute la plus complète la réserve prussienne, commandée par le prince Eugène de Wurtemberg, lui prenait trente-quatre pièces de canon, quatre drapeaux et cinq mille hommes, ainsi que deux généraux. Le 18 octobre, Erfurth se rendait par capitulation au grand-duc de Berg, et livrait entre nos mains cent vingt pièces d'artillerie, d'immenses magasins, et quatorze mille hommes prisonniers de guerre; parmi eux on comptait le maréchal de Moëllendorf, le prince d'Orange, depuis roi des Pays-Bas, et quatre généraux. L'infortunée reine de Prusse subissait à son tour le sort de la guerre qu'elle avait allumée. Fuyant de ville en ville, elle était à Stettin le 19, et le 20 à Custrin; aucun lieu ne pouvait lui offrir une hospitalité assurée.

Napoléon alla visiter le champ de bataille de Rosbach, non loin de celui d'Iéna. Heureux d'avoir vengé la France, il ordonna que la colonne élevée par Frédéric II, en mémoire de la défaite des Français, le 5 novembre 1757, serait transportée à Paris. Le quartier-général fut porté à Postdam, où les maréchaux Lannes, Lefebvre et Bessières s'établirent avec la garde. A Postdam, Napoléon songea d'abord à visiter le tombeau du grand Frédéric. Il prit l'épée du héros du XVIIIe siècle, la ceinture de général qu'il portait à la guerre de Sept-Ans, et son cordon de l'Aigle-Noire. « J'aime mieux cela que vingt millions, dit-il. Je « les enverrai aux Invalides : les vieux soldats qui ont survécu aux guerres de

« Hanovre accueilleront avec un respect religieux tout ce qui appartient à
« l'un des premiers capitaines dont l'histoire conservera le souvenir. »



Au moment où Napoléon arrivait à Postdam, la fameuse forteresse de Spandau, qui, avec une brave garnison, des approvisionnements et des ouvrages bien armés, pouvait faire une longue défense, capitulait entre les mains du maréchal Lannes; on y trouva quatre mille chevaux tout équipés, qui servirent à monter quatre mille dragons à pied. Après un beau combat de cavalerie à Zehdenick, le grand-duc de Berg força à Vignendorf les gendarmes du roi à mettre bas les armes. Enfin, le 27 octobre, Napoléon, précédé de sa garde à cheval, entra à Berlin, et reçut, sous l'arc de triomphe élevé en l'honneur de Frédéric II, les hommages du corps municipal, puis alla descendre au vieux palais, où la princesse héréditaire de Hesse-Cassel, près d'accoucher, se trouvait, par l'effet des circonstances, dans un état de dénuement absolu. L'Empereur chargea le grand-écuyer de la rassurer sur sa position, et de lui remettre une somme d'argent, en y ajoutant la promesse d'un traitement pour le temps qu'elle voudrait rester au palais. La Fortune, qui comblait Napoléon de tant de faveurs que l'on pouvait dire qu'elle

était passée à son service, lui offrit dans cette journée même l'occasion de se reposer des émotions d'une telle gloire, par un des plus beaux actes de clémence qui aient jamais honoré le caractère d'un souverain victorieux.

Le prince de Hatzfeld, gouverneur de Berlin, et connu pour l'un des plus ardents provocateurs de la guerre, s'était empressé de présenter à l'Empereur tous les fonctionnaires civils et militaires de la capitale : « Ne vous « présentez pas devant moi, lui dit l'Empereur ; je n'ai pas besoin de vos ser« vices ; allez vous retirer dans vos terres. » Peu de moments après, le prince fut arrêté. Une lettre, par laquelle il instruisait le roi des mouvements de l'armée française, avait été interceptée et remise à l'Empereur. Le crime de trahison était suffisamment prouvé, une commission militaire allait juger le coupable, quand la princesse de Hatzfeld vint se jeter aux genoux de Napoléon, et protester que son mari était incapable d'une telle perfidie : « Vous connais« sez son écriture, dit Napoléon en lui présentant la lettre du prince : jugez-le « vous-même, Madame. » La princesse lut la lettre et tomba évanouie. L'état de grossesse avancée où elle était ajoutait encore au malheur comme à l'intérêt de sa situation, qui avait vivement ému l'Empereur. Des secours furent prodigués à la princesse, qui revint à elle. « Tenez, Madame, lui dit Napoléon ; « cette lettre est la seule preuve que j'aie contre votre mari : jetez-la au feu. » Ainsi fut sauvé le prince de Hatzfeld.

Chacune des journées de cette étonnante campagne fut marquée par plusieurs succès. Le 28 octobre le grand-duc de Berg fit capituler au combat de Prentzlow le prince de Hohenlohe, qui avait succédé dans le commandement au vieux duc de Brunswick. Ce prince défila devant le général français à la tête de seize mille hommes d'infanterie, de six régiments de cavalerie, élite de l'armée prussienne, avec soixante pièces de canon et quarante-cinq drapeaux. Cette capitulation ne fut pas signée sans des mouvements de fureur et d'indignation de la part des Prussiens ; mais, cernés de tous côtés, il fallait périr jusqu'au dernier ou se rendre, et leur chef ne crut pas devoir immoler plusieurs milliers d'hommes à sa gloire personnelle. La forte ville de Stettin capitula avec une garnison de six mille hommes et cent soixante pièces de canon, entre les mains du général Lasalle, à la tête de quelques escadrons. Custrin se rendit au maréchal Davoust avec quatre mille hommes, quatre-vingt-dix pièces de canon, et nous donna tout le cours de l'Oder. Chaque jour ravit au roi de Prusse une division ou une armée, une position militaire ou une forteresse.

Cependant le général Blücher avait trouvé le moyen de réunir sa division aux divisions commandées par le duc de Brunswick-Oels et par le duc de Weimar, qui retournait dans ses états. Blücher avait en outre rassemblé une quantité de petits corps, et voulait essayer de s'ouvrir un passage pour aller à Graudentz, où le roi était encore à la tête de quinze mille hommes ; mais il n'avait pu se soustraire à la poursuite combinée du grand-duc de Berg et des maréchaux

Soult et Bernadotte. Prévenu partout, à peine s'il eut le temps de se jeter dans Lubeck. Suivi par les trois maréchaux, une terrible action fut livrée dans les murs et hors des murs de cette ville. Soult força l'ennemi par la porte de Mulhen, Bernadotte par celle de la Trave; et, entre les deux, le grand-duc de Berg poussa sa fougueuse cavalerie. Les Prussiens se défendirent pied à pied dans les rues, sur les places, dans les ouvrages, dans les maisons. Tout fut escaladé, enfoncé, détruit. Après deux jours de combats, le général Blücher et le duc d'Oels se rendirent avec cinq cent dix-huit officiers, onze généraux, soixante drapeaux, quatre mille chevaux, plus de vingt mille hommes, l'artillerie entière, en un mot, tout ce qui avait échappé à la journée d'Iena et d'Auerstaedt.

Le lendemain de la prise de Lubeck, la grande place-forte de la Prusse, Magdebourg, bombardée par le maréchal Ney, se rendit. On y trouva vingt généraux, seize mille hommes, les débris de cent soixante-dix bataillons, huit cents bouches à feu, d'immenses magasins. La nouvelle de la capitulation de Magdebourg, apportée en toute hâte à Berlin par le baron de Saint-Aignan, aide-de camp du prince de Neuchâtel, empêcha l'Empereur de signer la paix, négociée entre le grand-maréchal Duroc et le marquis de Lucchesini. Une heure plus tard, cette paix était conclue. L'Empereur frappa la Prusse et ses alliés d'une contribution de cent soixante millions.





CHAPITRE XXVII.

1806. — 1807.

Napoléon à Posen. — Déclaration de guerre de la Porte à la Russie. — Paix avec la Saxe. — L'électeur reçoit le titre de roi. — Bataille d'Eylau. — Bataille de Friedland. — Paix de Tilsitt.



La prise de Magdebourg et celle de Lubeck terminent la campagne de Prusse, proprement dite, par la possession totale des États Héréditaires de la maison de Brandebourg; toutefois la conquête de la monarchie n'est pas complète; il reste à envahir la Silésie et la Pologne prussienne. Cette dernière province va devenir le théâtre de la guerre. Le roi a réuni au-delà de la Vistule les débris de son armée. C'est là aussi que ce prince attend son allié du Nord. La Russie ne pouvait croire qu'en six semaines le royaume tout militaire de la Prusse se verrait entièrement occupé et désarmé. Elle pensait arriver à temps en montrant ses drapeaux dans les premiers jours de novembre; mais les Français

qu'aucun obstacle ne pouvait plus arrêter, continuaient leur marche victorieuse. La capitale de la Haute-Silésie, Glogau, investie par le prince Jérôme, traitait pour sa reddition. La capitale de la Grande-Pologne, Posen, recevait dans ses murs le maréchal Davoust. Les Russes touchent enfin le terrain où Napoléon ne va pas tarder à les joindre. L'armée russe, qui forme à elle seule toute la coalition depuis la destruction des Prussiens et la disparition des troupes suédoises, arrive dans le faubourg de Varsovie, dans ce faubourg de Praga dont les habitants n'ont pas oublié le massacre de toute une population par ces mêmes Russes.

Les négociations suivies entre le grand-maréchal Duroc et le marquis de Lucchesini avaient amené une suspension d'armes, par laquelle le roi de Prusse s'engageait à faire remettre aux Français les places non encore soumises; cette convention avait été signée à Charlottembourg. En attendant la ratification du roi Frédéric, la guerre va nous ouvrir les portes de ces villes abandonnées à elles seules au milieu de l'occupation française. Le maréchal Mortier prend possession de Hambourg. Brême, les duchés de Mecklembourg, le Hanovre, sont occupés. Peu de jours après, un embargo général ferme l'Elbe et le Weser, ainsi que les ports ci-devant anséatiques, au commerce des ennemis de la France. Deux décrets datés de Berlin les menacent tous à la fois : l'un organise les gardes nationales de France, et appelle à la formation de leurs cohortes les citoyens de vingt à soixante ans, soit pour le service intérieur, soit pour le service actif; l'autre crée ce fameux système continental qui déclare les Iles-Britanniques en état de blocus, et applique la saisie à toute marchandise anglaise, à tout Anglais, trouvés sur le territoire de la France, sur celui des pays qu'elle a conquis et de ceux qui reconnaissent la domination de ses alliés.

Napoléon quitte Berlin pour se porter sur le lieu des nouvelles opérations militaires; son quartier-général est à Posen. Le lendemain, le grand-duc de Berg entre à Varsovie. Le général Beningsen a refusé la bataille qu'on lui présentait, et repassé la Vistule, dont il a brûlé le pont derrière lui. Le 1er décembre, Napoléon adresse à son armée la proclamation suivante :

« SOLDATS !

« Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, que vous étiez sur le champ
« mémorable d'Austerlitz. Les bataillons russes, épouvantés, fuyaient en dé-
« route, ou enveloppés, rendaient les armes à leurs vainqueurs. Le lendemain,
« ils firent entendre des paroles de paix, mais elles étaient trompeuses. A peine
« échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres
« de la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié sur la

« tactique duquel ils fondaient leur principale espérance n'est déjà plus! Ses « places fortes, sa capitale, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre-« vingts drapeaux, sept cents pièces de bataille, cinq grandes places de guerre, « sont en notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, les déserts de la Pologne, les « mauvais temps de la saison, n'ont pu vous arrêter un moment. Vous avez « tout bravé, tout surmonté; tout a fui à votre approche.

« C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la capitale de cette an-« cienne et illustre Pologne : l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave « et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les légions de Sobieski de « retour de leur mémorable expédition. Soldats! nous ne déposerons point les « armes que la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, « n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons con-« quis, sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, nos établissements des Indes, le cap « de Bonne-Espérance, et les colonies espagnoles. Qui donnerait le droit de « faire espérer aux Russes de balancer les destins? Qui leur donnerait le droit « de renverser de si justes desseins? *Eux et nous, ne sommes-nous pas les sol-« dats d'Austerlitz?* »

Les grandes situations inspirent les grandes idées. Ce fut de Posen que Napoléon décréta que sur l'emplacement de la Madeleine serait élevé un monument dédié à ses braves, avec cette inscription : *L'Empereur Napoléon aux soldats de la Grande Armée!* Là devaient être tracés, sur des tables de marbre, les noms de tous les guerriers qui avaient assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, et sur des tables d'or massif les noms de ceux qui étaient morts sur les champs de bataille.

Le 11 décembre, se conclut aussi à Posen un traité de paix et d'alliance entre Napoléon et l'électeur de Saxe. Par ce traité, ce prince reçut le titre de roi, et entra dans la Confédération du Rhin. Son contingent devait être de vingt mille hommes. Napoléon plaça avec plaisir une couronne sur la tête du patriarche des souverains allemands. L'effet moral et politique de cette élévation fut d'attirer à son auteur une part du respect dès longtemps attaché aux vertus de ce digne prince.

Cependant le grand-maréchal Duroc s'était rendu de Posen à Osterode, pour faire ratifier par le roi de Prusse la suspension d'armes conclue à Charlottembourg. Mais ce prince lui déclara que, les Russes occupant le reste de ses états, il se trouvait dans leur entière dépendance, et ne pouvait reconnaître la suspension d'armes, faute de moyens pour en exécuter les conditions.

L'heure de la grande guerre venait de sonner encore une fois. Napoléon quitta Varsovie et leva ses quartiers d'hiver. Le combat de Mohrungen servait de prélude à ce terrible réveil. Le 1er février, toute l'armée était en marche. Les affaires de Bergfried, de Waltersdorff, de Deppen, qui avaient eu lieu du 3 au 6 février, mais surtout l'enlèvement du plateau de Preussich-Eylau, et la

prise de cette ville, que les Russes défendirent avec acharnement depuis la matinée du 7 jusqu'à dix heures du soir, annonçaient assez qu'un engagement général ne pouvait tarder plus longtemps. En effet, le 8, les deux armées se trouvaient en présence, à demi-portée de canon l'une de l'autre. Au point du jour, les Russes, au nombre d'environ quatre-vingt mille hommes, occupaient des hauteurs hérissées d'artillerie; les Français, inférieurs en nombre, et dans une position moins avantageuse, ne pouvaient déboucher et développer leur ligne que sous le feu des batteries ennemies. Beningsen, ayant disposé en deux colonnes les troupes du centre de sa ligne et celles de sa réserve, engagea l'action par un grand feu d'artillerie dirigé contre Eylau, qu'il parut vouloir enlever. Napoléon, toujours au poste du danger, suivant sa coutume dans



les graves circonstances où sa présence était surtout nécessaire, fit avancer quarante pièces de canon de sa garde qui répondirent à l'ennemi. Cette canonnade, très-meurtrière pour les deux partis, fut soutenue avec une admirable constance par les Russes et les Français. Le dessein de l'Empereur était d'envelopper l'aile gauche de l'ennemi, appuyée aux villages de Serpallen et de Sansgarten. De son côté, Beningsen, comptant sur sa formidable artillerie, tenta de manœuvrer par sa droite et d'emporter la ville d'Eylau; mais l'audace de nos troupes à se déployer sous le feu plongeant de ses batteries, et, bientôt après,

l'attaque formée par le maréchal Augereau, le mouvement de la division Saint-Hilaire pour seconder la marche du maréchal Davoust sur le Serpallen, dégagèrent notre gauche. En ce moment, une neige épaisse, poussée avec violence par le vent du nord, obscurcit tout à coup l'horizon; les Français, qui la recevaient en face, en étaient aveuglés. Pendant cette nuit soudaine, les colonnes du maréchal Augereau perdirent leur point de direction, et se trouvant aux prises avec l'aile droite des Russes, commandée par le général Tutschukow, leur centre et la réserve du général Doctorow eurent beaucoup à souffrir. Augereau, grièvement blessé, fut emporté du champ de bataille. Aussitôt qu'il s'aperçut des conséquences d'un accident aussi imprévu, Napoléon ordonna au grand-duc de Berg et au maréchal Bessières de prendre soixante-dix escadrons de cavalerie pour les lancer sur le centre de l'ennemi. La cavalerie russe fut culbutée au premier choc de cette masse énorme; le grand-duc et le maréchal firent alors charger l'infanterie. Deux lignes russes enfoncées d'abord, deux fois traversées, abandonnèrent leur artillerie; il y eut là une mêlée affreuse, et une perte immense pour l'ennemi. Il se rallia pourtant à la troisième ligne et se déploya; une de ses colonnes, forte de quatre mille hommes, qui pendant l'obscurité s'était trop approchée du cimetière d'Eylau, au moment d'attaquer, s'arrêta tout à coup devant un bataillon de la garde qu'avait envoyé Napoléon; abordée à la baïonnette par ce bataillon, chargée en tête par l'escadron de service de l'Empereur, et en queue par le grand-duc de Berg, elle périt presque tout entière. Pendant cette lutte, le maréchal Davoust, ayant manœuvré pour tourner la gauche de l'ennemi, parvint, après un combat long et meurtrier, à occuper les hauteurs du village de Klein-Sansgarten. L'action n'était pas moins vive en avant du Serpallen, entre les Russes et la division Morand, que le général Saint-Hilaire devait soutenir par une attaque de flanc. Tour à tour assaillis et assaillants, les Russes nous cédèrent enfin l'avantage. Dès lors le maréchal Davoust put exécuter les mouvements prescrits par l'Empereur pour envelopper et renverser l'aile gauche de l'ennemi, et le sort de la bataille fut décidé. Beningsen maintenait toutefois sa position en face d'Eylau; mais les progrès de l'aile droite des Français rendaient cette position périlleuse, et d'ailleurs il avait employé toutes ses réserves, tandis que celles de Napoléon étaient intactes et n'avaient pas tiré un coup de fusil. Les ennemis ne songeaient plus qu'à assurer leur retraite, lorsque le corps prussien du général Lestocq, dont le maréchal Ney avait retardé l'arrivée sur le champ de bataille jusqu'à quatre heures du soir, vint se joindre à leur droite et prévenir leur ruine, mais non pas leur défaite; ce nouveau combat ne fit que montrer la valeur, la constance des Russes, et la supériorité des Français. Vers les huit heures du soir, Napoléon ordonna d'allumer sur toute la ligne des feux de bivouac, qui semblaient éclairer et constater sa victoire. Le général Beningsen fit un dernier effort pour soutenir d'abord et ensuite dégager son aile droite, que débordait le maréchal Ney; mais bientôt cette aile, mise





Charge de Cuirassiers à Eylau

en déroute par une charge à la baïonnette, le força lui-même à profiter de l'obscurité pour dérober sa retraite. Napoléon, resté maître du champ de bataille, où vingt mille morts et trois à quatre mille chevaux tués, la neige couverte de sang, de débris, de boulets, d'obus, d'armes de toute espèce, et un nombre immense de blessés, formaient le plus hideux spectacle, adoucit du moins, par des soins d'humanité prodigués aux soldats des deux partis, l'horreur du tribut offert en ce moment au fatal génie de la guerre. Le bulletin qui apporta à Paris le récit de la bataille d'Eylau produisit une douloureuse impression, et offrait la trace des pénibles pensées qui déchiraient l'âme du vainqueur. « Après la bataille d'Eylau, disait-il, l'Empereur a passé tous les jours « plusieurs heures sur le champ de bataille, spectacle horrible, mais que le « devoir rendait nécessaire. Il a fallu beaucoup de travail pour enterrer tous les « morts. On a trouvé un grand nombre de cadavres d'officiers russes avec leurs « décorations. Il paraît que parmi eux il y avait un prince Repnin. Quarante-« huit heures après la bataille, il y avait plus de cinq mille Russes blessés qu'on « n'avait pas encore pu emporter. On leur faisait porter de l'eau-de-vie et du « pain; et successivement on les a transportés à l'ambulance. » La bataille d'Eylau, où l'armée française perdit seize généraux tués ou morts des suites de leurs blessures, est, relativement au nombre des combattants, la plus sanglante qui ait eu lieu sous l'empire. Le lieutenant-général d'Hautpoult fut blessé à mort. Il avait exécuté à la tête de ses cuirassiers *cette fameuse charge qui traversa toute l'armée russe*. Napoléon courut les plus grands dangers à cette effroyable affaire; en vain le prince Berthier voulut l'empêcher de rester constamment sous le feu le plus violent des batteries ennemies, il persista à s'exposer, sans donner le plus léger signe d'émotion, au milieu des alarmes que sa position inspirait à tous ses généraux.

La seconde capitale de la Prusse, Kœnigsberg, n'échappa à nos armes que pour un moment; car Beningsen l'avait évacuée après la bataille d'Eylau, et Napoléon a conservé l'offensive. En Poméranie, le maréchal Mortier investit Stralsund, dont le gouverneur avait brûlé le faubourg. Le maréchal Lefebvre s'empare de Marienwerder, sur la Vistule, et marche vers Dantzick, dont le siége lui est confié. En attendant que l'artillerie de siége soit arrivée des places fortes de la Silésie qui se sont rendues au prince Jérôme, le maréchal fait commencer les ouvrages de circonvallation. Le 16, la victoire d'Ostrolenka, longtemps disputée, est enfin arrachée au général Essen par le général Savary. A Braunsberg, le général Dupont attaque dix mille Russes à la baïonnette, les chasse de la ville, prend deux mille hommes et seize pièces de canon. Par ces affaires d'avant-postes, Napoléon veut assurer la tranquillité de ses troupes dans leurs cantonnements. Là, sa sollicitude vraiment paternelle veille sans relâche sur les besoins du soldat, sur les hôpitaux, où les vainqueurs d'Eylau reçoivent les secours de la science et de l'humanité, comme

sa prevoyance de general veille sur tous les détails de l'administration militaire; car, si pendant le combat il ménage peu la vie de ses compagnons d'armes, après la victoire il compte leurs blessures, et de nombreuses promotions viennent acquitter la dette de la patrie.



Pendant que Napoléon attendait au quartier-général de Finkenstein le moment de reprendre lui-même la conduite des opérations militaires, de grands événements s'étaient passés à Constantinople et avaient signalé l'ambassade du général Sébastiani. La violation du territoire ottoman par le général russe Michelson, la surprise des villes de Choczim et de Bender au milieu de la paix, étaient de véritables forfaitures, auxquelles la politique anglaise, que représentait à Constantinople lord Arbutnot, était loin d'être étrangère.

La Russie avait demandé au divan le rétablissement des hospodars de Valachie et de Moldavie, destitués par la Porte. Les menaces de l'Angleterre appuyèrent cette demande; et le sultan Sélim, ayant besoin de la paix pour exécuter le projet qu'il avait conçu, avec Mustapha Barayctar, d'accomplir une révolu-

tion dans l'empire turc, rétablit les deux hospodars. Ce fut après cette condescendance de la Porte que le général Michelson entra inopinément sur le territoire ottoman, s'empara de Choczim, de Bender, et força les Turcs propriétaires en Moldavie, de vendre leurs biens et d'évacuer la principauté. L'armée de Michelson, destinée à de plus importantes operations, allait se renforcer d'autres troupes déjà en marche, quand la prise de Varsovie par les Français, appelant tout à coup sur la Vistule les bataillons russes du Don et du Danube, obligea Michelson, abandonné à lui-même, de s'arrêter à Buckarest, où l'avant-garde ottomane suffit pour lui fermer le passage.

La guerre fut déclarée à la Russie avec une grande solennité : on déploya le drapeau de Mahomet. Quelques jours après le départ de l'ambassadeur russe, lord Arbutnot transmit au divan une déclaration dans laquelle il était dit : « ... Les cours de Russie et d'Angleterre ont arrêté et arrangé entre elles, « que l'une ferait entrer par terre des troupes sur le territoire musulman, « tandis que l'autre enverrait par mer sa flotte à la capitale de l'empire otto- « man. Si la Sublime-Porte procède sur-le-champ au renouvellement de son « alliance avec lesdites cours d'Angleterre et de Russie sur l'ancien pied, et si « elle chasse de la résidence impériale l'ambassadeur de France Sébastiani, la « guerre cessera à l'instant; mais s'il en est autrement, la rupture de l'amitié « avec l'Angleterre est désormais inévitable... »

Le sultan resta inébranlable, et dit à l'ambassadeur Sébastiani : « Les Anglais « veulent que je chasse l'ambassadeur de France, et que je fasse la guerre à « mon meilleur ami. Ecris à l'Empereur qu'hier encore j'ai reçu une lettre « de lui, qu'il peut compter sur moi comme je compte sur lui. » Le Sérail, les côtes d'Europe et d'Asie, ainsi que les Dardanelles, se hérissèrent de batteries formidables, au nombre de vingt-neuf, armées de cent neuf mortiers et de cinq cent vingt pièces de canon; dix vaisseaux de guerre suivirent jusqu'aux Dardanelles la flotte anglaise, qui battit en retraite.

Napoléon, malgré les chances que le brillant commencement de la guerre, sa position dans le pays ennemi et l'ardeur de son armée lui donnaient pour de nouveaux succès, ne négligeait aucun moyen de poursuivre ses avantages contre les Russes, et d'assurer la protection du littoral de la France. En conséquence, au mois d'avril, un sénatus-consulte appela aux armes la conscription de 1808, qui, formée en cinq légions commandées chacune par un sénateur, fut destinée à la défense du territoire.

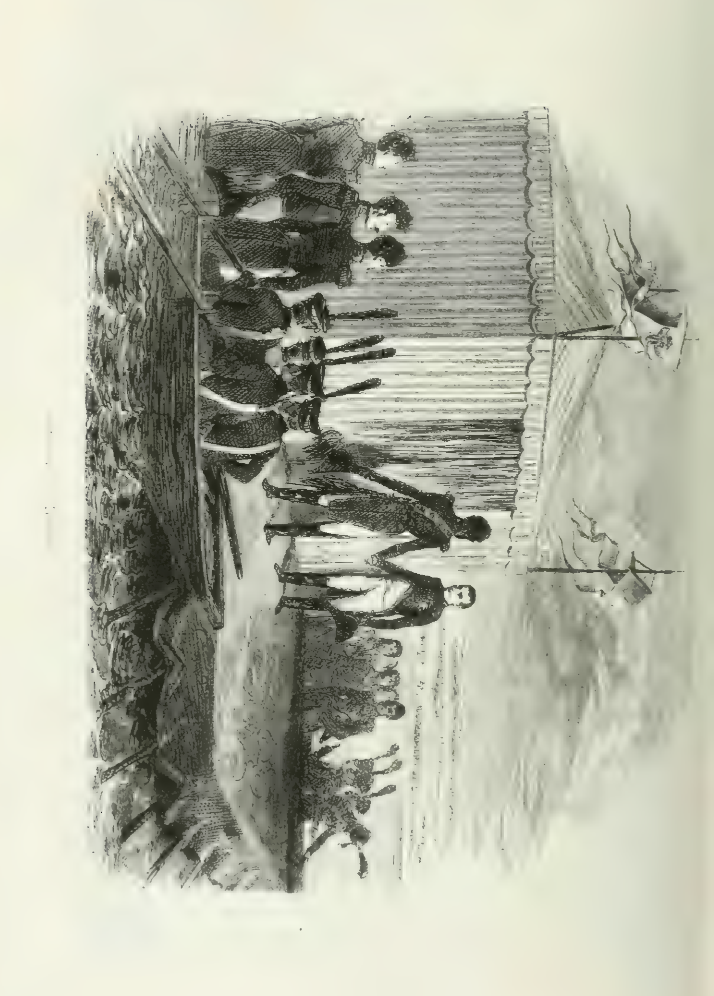
Le siége de Dantzick se continuait avec une grande vigueur, pendant que l'empereur de Russie, le grand-duc Constantin et le roi de Prusse, étaient arrivés à Bartenstein. Pour sauver Dantzick, on décida de secourir la ville par mer. Napoléon, qui avait pénétré le projet des deux souverains, chargea le maréchal Lannes, placé à la tête de la réserve de la grande armée, d'aller avec la division Oudinot renforcer à Marienbourg, ancien chef-lieu de l'Ordre

Teutonique, l'armée de siége du maréchal Lefebvre. Une armée russe et prussienne débarqua sous le fort de Weichselmunde, d'où elle déboucha pour marcher vers la ville. Mais l'espace qui la séparait du fort était occupé par nos troupes, et les alliés furent repoussés sur les palissades de Weichselmunde. Après cinquante-un jours de tranchée ouverte, le général Kalkreuth, dont le vieux courage avait si bien défendu ce qui restait de la Prusse guerrière de Frédéric, capitula, et livra au maréchal Lefebvre le grand port militaire de la Baltique. Huit cents pièces de canon, cinq cent mille quintaux de grains, furent les fruits de cette conquête. Le maréchal Lefebvre fut fait duc de Dantzick.

Plusieurs affaires, telles que celles de Spanden, de Lomitten, d'Altkirchen, de Wolfesdorff, de Deppen, le combat de Guttstadt, la journée meurtrière d'Heilsberg, dans lesquelles l'armée des alliés perdit une trentaine de mille hommes et de fortes positions retranchées, forment les glorieux préludes de l'immortelle bataille qui, le 14 juin, rappelant l'anniversaire de Marengo, reçut de Napoléon le nom de Friedland. Cette terrible action ne commença qu'à cinq heures du soir. Le maréchal Ney commandait la droite, le maréchal Lannes le centre, le maréchal Mortier la gauche. Les généraux Grouchy, Latour-Maubourg, Lahoussaye, commandaient la cavalerie de ces trois corps, et contribuèrent activement au gain de la bataille. Dans cette journée, Napoléon se complut à déployer toute la puissance de son génie militaire : tranquille au milieu de vingt mille hommes de sa garde, qu'il condamne, ainsi que deux divisions de la réserve du premier corps, à être témoins immobiles de son succès, il fait détruire la valeureuse garde, l'armée de l'empereur Alexandre et les derniers débris de celle du roi de Prusse, par les bataillons de la ligne, soutenus de la cavalerie française et saxonne, sous les yeux des deux souverains, dont l'un comptait se venger d'Austerlitz, l'autre d'Iéna. Cinquante à soixante mille hommes tués, blessés ou pris, parmi lesquels vingt-cinq généraux, quatre-vingts pièces de canon, soixante-dix drapeaux, furent le résultat de la défaite des coalisés. Le lendemain, ce n'est plus la bataille, c'est la déroute qui continue. L'ennemi fuit vers la Russie par les deux directions de Kœnigsberg et de Tilsitt. L'armée victorieuse poursuit sa route, qu'elle voit jalonnée de canons, de caissons, d'équipages. Le maréchal Soult entre le 16 à Kœnigsberg, où il trouve vingt mille blessés russes et prussiens, et d'immenses approvisionnements en tout genre, tels que cent soixante mille fusils anglais non encore débarqués. Napoléon poursuit les souverains par Druckheim et Sheisgirren, et le 19 il arrive seul à Tilsitt, où il a été précédé le matin par les troupes légères. Elles avaient paru tandis que le pont, qui vient de mettre les princes alliés et le reste de leurs forces en sûreté sur la rive droite du Niemen, brûlait encore.

Quelques cavaliers de l'escorte de Napoléon n'ont pu le suivre au-delà d'une petite chapelle qui domine Tilsitt. Il s'aventure seul, emporté par la confiance





de sa gloire, dans les plaines qui entourent la dernière ville prussienne que l'ennemi a traversée le jour même. De l'autre côté commence la Russie. Napoléon a vu le Niémen, et s'est arrêté.



L'orgueil du nom moscovite anéanti par nos armes, sous les yeux d'Alexandre et des grands-ducs, malgré la présence des plus habiles généraux russes, a porté, le 14 juin 1807, la gloire de Napoléon et la puissance française au plus haut degré d'élévation politique et militaire où jamais peuple et conquérants soient parvenus. Alors et sur le champ de bataille de Friedland, où notre victoire a ouvert au maréchal Soult les portes de Kœnigsberg, et a été suivie immédiatement de la conquête de toute la Silésie; alors, et alors seulement, Napoléon, selon son expression si souvent reproduite depuis, pouvait partager le monde en deux; c'est à Tilsitt que le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, pouvait proclamer la division de l'Europe et peut-être celle de la terre en deux empires. Là il pouvait renouveler avec Alexandre le traité qu'avait conclu Paul Ier pour la destruction de l'empire asiatique de l'Angleterre; là il pouvait réparer la faute du traité de Presbourg, et, réalisant une grande idée européenne, former de la Pologne tout entière et des vastes démembrements de la Prusse, une immense monarchie qui eût à jamais isolé la Russie des frontières germaniques de la France, et reléguer ainsi au delà du Caucase les populations belliqueuses de la Scythie d'Europe.

Le Niémen va attacher son nom à une grande scène; le 25 juin, un radeau reçoit l'Empereur victorieux et l'empereur vaincu; ils se donnent la main. La moitié de Tilsitt est neutralisée; Alexandre y entre le lendemain. Derrière Alexandre est un roi suppliant, à qui Tilsitt appartenait la veille, à qui Memel

seule, sur la frontière russe, appartient encore : il n'a plus d'autre royaume, et c'est avec cette faible couronne qu'il marche à la suite des deux empereurs ; il cherche à se confondre dans la foule des généraux de Napoléon, qui ont su le vaincre et qui savent le respecter. Cependant, fidèle à l'alliance que le malheur a transformée en une courageuse amitié, Alexandre ne perd pas de vue le prince dont il est la sauvegarde, et il a pu faire admettre son allié devant le souverain que celui-ci a si injustement provoqué. Mais Napoléon aime à accorder à Alexandre l'amnistie de Fredéric-Guillaume, et le traité de Tilsitt est conclu. Remis en possession de la moitié de ses états, le roi de Prusse reprend une place parmi les souverains.

Alexandre reconnut les couronnes de Louis, de Joseph et celle de Jérôme, pour lequel un royaume de Westphalie, formé des états de Hesse-Cassel, d'une partie de ceux de la Prusse, de ceux du Brunswick, de Paderborn, de Fulde, d'une partie de l'électorat de Hanovre, vient d'être improvisé. Il y a plus de faiblesse que de vanité dans l'élévation des frères de Napoléon. Cet homme, si terrible contre les rois armés, soumet sa politique et son caractère à ce qu'il appelle les devoirs de famille. Enfin ses frères sont rois de l'aveu d'Alexandre ; ce prince fait plus, il a reconnu le roi de Saxe grand-duc de Varsovie, et Napoléon protecteur de la Confédération du Rhin. Mais le blocus continental fut le plus important objet, et la condition essentielle du traité de Tilsitt.

Après vingt jours d'entretiens confidentiels entre Alexandre et Napoléon, les deux monarques se séparèrent, et l'Empereur revint à Paris. Des fêtes magnifiques accueillirent dans la capitale le retour des soldats de la garde impériale, dignes representants de la grande armée. Un arc de triomphe d'une proportion gigantesque, et sous lequel vingt hommes pouvaient aisément passer de front, fut élevé près de la barrière par laquelle ils devaient entrer dans la capitale. Dès le matin, une foule immense s'était portee à leur rencontre ; des cris d'enthousiasme annoncèrent, vers le milieu du jour, l'approche de ces braves, sous les ordres du maréchal Bessieres. Le corps municipal de la ville de Paris s'avança à leur rencontre, et le préfet de la Seine, d'une voix émue, leur parla en ces termes :

« Héros d'Iena, d'Eylau, de Friedland, conquerants de la paix, grâces immor-
« telles vous soient rendues !

« C'est pour la patrie que vous avez vaincu, la patrie éternisera le souvenir
« de vos triomphes ; vos noms seront legués par elle, sur le bronze et sur le
« marbre, à la postérité la plus reculee, et le récit de vos exploits enflammant
« le courage de nos derniers descendants, longtemps encore après vous-mêmes,
« vous protégerez, par vos exemples, ce vaste empire si glorieusement défendu
« par votre valeur.

« Braves guerriers, ici même un arc triomphal dédié à la grande armée s'é-

« lève sur votre passage; il vous attend : venez recevoir, sous ses voûtes, la part « qui vous est due des lauriers votés par la capitale à cette invincible armée. « Qu'ainsi commence la fête de votre retour! venez, et que ces lauriers, tressés « en couronnes par la reconnaissance publique, demeurent appendus désormais « aux aigles impériales qui planent sur vos têtes victorieuses! »



Après ce discours, les couronnes d'or votées par la ville de Paris furent appendues aux aigles de la garde impériale.

Le corps municipal vint se placer ensuite dans une des deux tribunes qui avaient été ménagées dans l'intérieur de l'arc de triomphe. La seconde était occupée par un nombreux orchestre. qui exécuta aussitôt le *Chant du Retour*, dont le célèbre Méhul avait composé la musique pour cette fête militaire.

Puis la garde impériale défila dans l'ordre suivant : les fusiliers de la garde, les chasseurs à pied, les grenadiers à pied, les chasseurs à cheval, les mamelucks, les dragons, les grenadiers a cheval, la gendarmerie d'élite. Chaque régiment était précédé des officiers-généraux et supérieurs chargés de son commandement.

C'est dans cet ordre, et entourée d'une innombrable population, que la garde parvint aux Tuileries. Elle y entra par l'arc de triomphe du Carrousel, déposa ses aigles dans le palais, et, traversant le jardin impérial, où elle déposa ses armes en faisceaux, elle se rendit aux Champs-Élysées. Là, tous les corps qui la composaient et un détachement de la garde de Paris prirent place à un immense banquet qui leur était préparé, et dont le corps municipal fit les honneurs.

Deux jours après, le Sénat se réunit pour témoigner à l'armée sa reconnaissance et son admiration. Une fête fut donnée à la garde impériale dans le jardin du palais du Luxembourg. Le président du Sénat adressa à cette occasion le discours suivant au maréchal Bessières :

« Monsieur le Maréchal, invincible Garde Impériale,

« Le Sénat vient au-devant de vous ; il aime à voir les dignes représentants « de la grande armée remplir ses portiques ; il se plaît à se voir entouré de ces « braves qui ont combattu à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, de ces fa- « voris de la victoire, de ces enfants chéris du génie qui préside aux batailles. « Cette enceinte doit vous plaire, invincible garde impériale : ces voûtes ont « tant de fois retenti des acclamations qui ont célébré vos immortels faits d'ar- « mes et tous les triomphes de la grande armée ! vos trophées décorent nos « murailles ; les paroles sacrées que le plus grand des monarques daigna nous « adresser du haut de son char de victoire sont gravées dans ce palais par la « reconnaissance, et vous retrouvez parmi nous plusieurs de ceux qui ont porté « la foudre de notre Empereur, et dirigé les hardis mouvements de ses phalan- « ges redoutables.

« Représentants de la première armée du monde, recevez, par notre organe, « pour vous et pour tous vos frères d'armes, les vœux du grand et bon peuple, « dont l'amour et l'admiration vous présagent ceux de la postérité ! »

Si la flatterie allait chercher les soldats, on peut croire qu'elle ne manquait pas à l'Empereur. Il recevait toutes les félicitations et tous les hommages ; mais il n'en était point ébloui. Il vint lui-même quelque temps après, sans orgueil, sans emphase, dérouler, avec sa netteté habituelle, au Corps-Législatif, le tableau des grands événements qui venaient de s'accomplir, et de la prospérité de la France :

« Messieurs les Députés et messieurs les Tribuns, dit-il,

« Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, de nouveaux triom- « phes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe politique.

« Si la maison de Brandebourg, qui la première se conjura contre notre in- « dépendance, règne encore, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le « puissant empereur du Nord. Un prince français régnera sur l'Elbe ; il saura « concilier l'intérêt de ses nouveaux sujets avec ses premiers et plus sacrés de- « voirs. La maison de Saxe a recouvré, après cinquante ans, l'indépendance « qu'elle avait perdue. Les peuples de la ville de Varsovie, du duché de Dant- « zick, ont recouvré leur patrie et leurs droits.

« La France est unie aux peuples de l'Allemagne par les lois de la Confédéra- « tion du Rhin ; à ceux des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et de l'Italie « par les lois de notre système fédératif. Nos nouveaux rapports avec la Russie « sont cimentés par l'estime réciproque de ces deux grandes nations.





« Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en but le bonheur de mes « peuples, plus cher à mes yeux que ma propre gloire. — Je désire la paix « maritime. Aucun ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations : je « ne saurai jamais en avoir contre une nation, jouet et victime des partis qui « la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires comme sur celle de « ses voisins. — Mais quelle que soit l'issue que les décrets de la Providence « aient assignée à la guerre maritime, mes peuples me trouveront toujours le « même, et je trouverai mes peuples dignes de moi.

« Si, pendant ces dix mois d'absence et de périls, j'ai été présent à votre « pensée, les marques d'amour que vous m'avez données ont excité constam- « ment mes plus vives émotions, toutes mes sollicitudes; tout ce qui pouvait « avoir rapport même à la conservation de ma personne ne me touchait que par « l'intérêt que vous y portiez, et par l'importance dont elle pouvait être pour « vos futures destinées. »

Cette même année avait vu resserrer l'alliance de Napoléon avec le roi de Wurtemberg, par le mariage du nouveau roi de Westphalie avec la princesse Catherine. Aucune couronne n'eût été déplacée sur la tête de cette jeune reine, en qui la beauté ajoutait encore à l'éclat de l'esprit et à l'élévation du caractère.





CHAPITRE XXVIII.

1807.

La Suède seule contre la France. — Bombardement de Copenhague par les Anglais. — Traité de Fontainebleau entre la France et l'Espagne. — Conquête du Portugal. — Départ de la famille de Bragance pour le Brésil.



La paix de Tilsitt venait d'être signée, et la France ne comptait plus en Europe d'autre ennemi que l'Angleterre, lorsque la Suède, qui, au commencement de l'année 1807, avait signé un armistice en Poméranie, saisie par un esprit de vertige indéfinissable, rompit subitement cet armistice. Jaloux sans doute de renouveler Charles XII, Gustave seul reprit ses faibles armes contre le maître de l'Europe. Brune fut chargé de châtier ce prince téméraire, enfermé dans Stralsund. Gustave abandonna cette forte place, qui se rendit au maréchal, ainsi que l'île de Ruger. Tout le littoral de la Baltique subit le joug de la France

La Suède perdit la Poméranie, et Gustave l'affection de ses sujets. Il avait compté sur les armements de l'Angleterre, dont il était le plus fidèle allie; mais il se trompait dans ses calculs. On vit cette puissance, au lieu de secourir Gustave, risquer une flotte contre les batteries improvisées aux Dardanelles par l'ambassadeur Sébastiani, exposer une partie de son armée, qu'elle avait laissée à Rosette, sur le sol de l'Égypte, et frapper à l'improviste un prince voisin plutôt que de servir de ses troupes et de ses nombreux vaisseaux celui qui s'était dévoué si imprudemment à sa cause.

Le gouvernement anglais ne procédait plus que par voie d'extermination. Le 12 août, à l'exemple de lord Arbuthnot à Constantinople, l'ambassadeur Jackson vint signifier au prince royal, à Copenhague, que la Grande-Bretagne exigeait du Danemarck une alliance offensive et défensive, et pour garantie, la remise de la flotte, de la forteresse de Cronenbourg, ainsi que la capitale. Il ajoutait que l'Angleterre compenserait avec de l'argent les pertes que le Danemarck pourrait éprouver : « Et avec quoi compenserez-vous l'honneur? » répondit le prince royal. Les hostilités éclatèrent aussitôt. Le même jour, le gouvernement danois mit le séquestre sur le commerce et les proprietés de l'Angleterre dans ses états, et les Anglais jetèrent douze mille hommes dans la forteresse de Frédérichsberg, aux portes de Copenhague. La proclamation anglaise déclarait aux Danois que la Grande-Bretagne se présentait comme amie et ne demandait leur flotte qu'à titre de depôt : c'était ajouter la dérision à la violence. Lord Cathcart, commandant les forces britanniques, écrivait au général Peymann, gouverneur de Copenhague, que si les propositions de l'Angleterre n'étaient pas acceptées, la ville subirait les horreurs d'un siége par terre et par mer. Le 2 septembre, à sept heures du soir, les Anglais commencèrent un bombardement qui dura soixante-douze heures et réduisit en cendres trois cents maisons. Le général Peymann, dangereusement blessé, se vit forcé de capituler. Les Anglais s'emparèrent de la flotte danoise, qui consistait en vingt-huit vaisseaux de ligne, seize frégates, neuf bricks, et une quarantaine de petits bâtiments. Le prince royal, dont le caractère ne se démentit pas un seul instant, refusa de reconnaître la capitulation. Il avait donné l'ordre au général Peymann de faire sauter la flotte, s'il ne pouvait la sauver; mais l'officier porteur de cet ordre avait été pris.

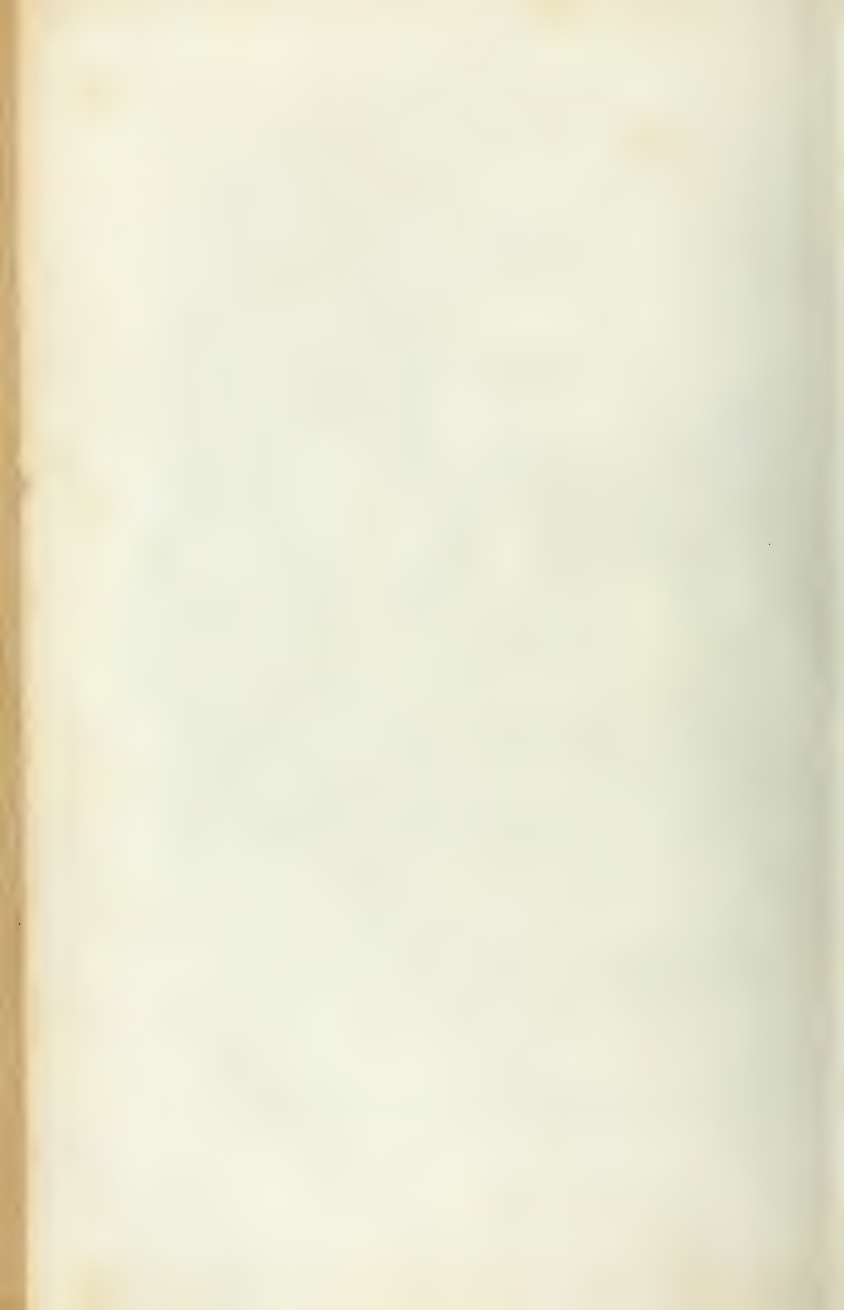
Le roi de Danemarck, victime d'une agression aussi barbare, y trouva la justification du blocus continental que la France imposait à ses alliés : il s'empressa d'y adhérer, ordonna la saisie de toutes les propriétés britanniques dans ses états, l'arrestation de tous les Anglais, interdit tout commerce avec l'Angleterre; le 16 octobre, il signa avec la France un traité offensif et défensif, et, seul des alliés de Napoléon, il respecta ses engagements jusqu'au dernier moment. Indigné de la violence que l'Angleterre venait d'exercer envers le Danemarck, l'empereur Alexandre proclama hautement, par un ukase, les principes

de neutralité armée que lui avait légués Catherine II ; il proscrivit, en outre, toute communication entre les deux états, jusqu'à ce que le Danemarck fût satisfait et jusqu'à la paix de la France avec la Grande-Bretagne. Ce prince, dont aucune influence étrangère n'altérait encore la politique, accéda entièrement à toutes les conditions du système continental, et fit exécuter dans la Russie entière les mesures rigoureuses de ce pacte contre les sujets, les propriétés et le commerce de l'Angleterre. Le traité de Tilsitt semblait avoir jeté de profondes racines dans l'esprit d'Alexandre ; il s'en montrait l'observateur dévoué. Jamais alliance entre les deux plus puissants princes de l'Europe n'avait été cimentée par de plus grands engagements. Ainsi l'exclusion des Anglais du Nord de l'Europe étant complète, Napoléon tourna ses regards vers le Midi, qui allait devenir le théâtre de plus graves événements.

Depuis le traité de Bâle, l'Espagne avait toujours vécu en bonne intelligence avec la France ; l'avénement de Napoléon au pouvoir n'avait fait que resserrer les liens qui unissaient les deux états. Cependant, en 1806, au moment où les hostilités soudaines de la Prusse semblaient annoncer une nouvelle coalition contre l'empire français, parut une proclamation du prince de la Paix, proclamation singulière, et qui appelait tous les Espagnols aux armes contre un ennemi qu'elle ne désignait pas. Napoléon reconnut de suite l'influence anglaise. Mais comme la Prusse n'était pas encore vaincue, et que la Russie se montrait menaçante, il ne témoigna rien de ses soupçons. Depuis, sans laisser paraître qu'il eût été inquiété de la proclamation, il demanda dans quel but elle avait été faite. La victoire d'Iéna venait de décider du sort de la monarchie prussienne, et le ministre espagnol, effrayé de son imprudente levée de boucliers, répondit qu'il avait craint une tentative armée de l'empereur de Maroc et quelques mouvements militaires du Portugal. Napoléon temporisa. Cependant la glorieuse paix de Tilsitt laissait l'Empereur libre de s'occuper des soins de sa vengeance, et contre l'Espagne, d'où était partie la proclamation, et contre l'Angleterre, qui avait poussé l'Espagne à cette dangereuse manifestation. Il comprit que l'alliance avec le Midi ne lui offrait plus la même stabilité que par le passé : l'Espagne, ruinée dans son commerce, et privée, par le système continental, des ressources de ses colonies, désirait la rupture du traité qui la liait à la France. Napoléon voulut prévenir cette rupture, recommencer, comme il disait, l'ouvrage de Louis XIV, en renouant avec solidité la ligue des états du Midi et en plaçant des princes de sa famille à la tête de tous ces états. Se considérant comme héritier, par le choix populaire, de la couronne de Louis XIV, il voulait être le maître de tous les royaumes qui avaient formé l'héritage des descendants de ce monarque.

La guerre avec le Portugal, seul endroit du continent où il pouvait attaquer l'Angleterre, lui fournit l'occasion de faire entrer des troupes en Espagne. Un traité conclu avec le ministre tout puissant Godoy, prince de la Paix, mettait





même à sa disposition l'armée espagnole, en stipulant l'envoi, sur les côtes de la Baltique, de vingt-deux mille hommes de leurs meilleures troupes, sous les ordres du marquis de la Romana, et l'introduction en Espagne de trente mille hommes de troupes françaises, destinées en apparence à agir contre le Portugal, mais en réalité à assurer l'invasion de la Péninsule. Ce fut là le traité de Fontainebleau.

Le Portugal seul, en Europe, était resté accessible à l'influence directe de la Grande-Bretagne. Dans les premiers jours de septembre, la cour de Lisbonne avait reçu de celle des Tuileries la proposition formelle d'adhérer au blocus continental, ou, en cas de refus, de s'attendre à être traitée comme ennemie de la France. Depuis le mois d'août, une armée de vingt-cinq mille hommes était réunie à Bayonne, sous le nom de corps d'observation de la Gironde, commandée en chef par Junot. Le 18 octobre 1807, cette armée passa la Bidassoa, et, quinze jours après, prit ses cantonnements à Salamanque.

Cependant la cour de Lisbonne, malgré les notes menaçantes de l'ambassadeur français, attendait sans s'émouvoir le coup mortel. Pour l'arracher à ce sommeil léthargique, le cabinet de Londres se hâta d'armer une escadre dont le commodore Sydney-Smith eut le commandement. Mais Napoléon donna à Junot l'ordre d'entrer en Portugal, de marcher, sans s'arrêter un seul jour, droit à la capitale, et de la saisir avant l'arrivée des Anglais. Junot remplit exactement cette mission. Il ébranla son armée en répandant le bruit qu'elle faisait partie d'une expédition préparée contre Gibraltar; et il la transporta en cinq jours à Alcantara. Là, toujours avec la même rapidité, il franchit l'Herjas, ruisseau qui sépare les deux royaumes, et il s'avança sur Abrantès. Pendant cinq jours, l'armée parcourut un pays désolé et stérile. La pluie ne cessa d'embarrasser sa marche, et le débordement des affluents du Tage arrêta les convois et l'artillerie. Les vivres manquèrent, et l'on ne put subsister qu'en arrachant aux rares habitants de cette malheureuse contrée leurs chétives provisions. Enfin on atteignit Abrantès sans rencontrer un seul soldat portugais. Junot réorganisa sur-le-champ, dans cette ville, un corps de 7 à 8,000 hommes, et prit position à Punhète. Là, il somma de livrer Lisbonne le ministère portugais, qui savait à peine que le territoire était envahi.

Le même jour, la flotte britannique parut à l'embouchure du Tage, dont l'entrée lui fut refusée. La cour, espérant enfin satisfaire aux exigences de l'Empereur, s'était décidée à rompre avec l'Angleterre. A cet acte de faiblesse Sydney-Smith répondit par des hostilités immédiates. Une incroyable confusion régnait à Lisbonne; placé entre deux périls, on ne sut point choisir. Aucune mesure n'avait été prise; cependant 10,000 hommes de garnison, secondés par l'élan d'une ville de 200,000 âmes et par le débarquement des troupes anglaises qu'on attendait d'un instant à l'autre, offraient de puissants moyens de résistance. Mais telle était alors la terreur inspirée par les armes françaises, qu'à

l'injonction de Junot ces ressources s'évanouirent, et la famille royale donna au monde un effrayant spectacle. On la vit quitter son palais, gagner en larmes le rivage, et s'embarquer à bord des vaisseaux anglais. On sut qu'elle abandonnait l'Europe pour le Brésil, et tout un peuple, ému de tant de détresse, ne trouva rien à lui offrir que de stériles vœux.

Aussitôt son départ, Junot n'hésita pas à pousser en avant, sans canons, sans bagages, sans munitions. Les pluies continuaient: les fleuves, sortis de leur lit, couvraient toutes les routes. Il était impossible de marcher en ordre, et quinze cents soldats, au plus, avaient gardé leurs rangs, lorsqu'à la nuit on parvint



aux portes de la ville. Il fallut payer d'audace: le lendemain, cette poignée d'hommes, harassée par la pénible course qu'elle venait de hasarder, fit son entrée à Lisbonne au milieu d'une immense population stupéfaite de tant de hardiesse. La flotte anglaise s'éloigna ; les divisions espagnoles, se portant dans les Algarves et sur le Duero, complétèrent l'occupation du littoral de tout le royaume. Mais ce n'était là que le prélude des grandes scènes qui allaient se passer dans le reste de la Péninsule, et amener une série d'événements impossibles à prévoir.

Le 3 octobre de cette même année, l'héritier de la couronne d'Espagne, le prince des Asturies, fut tout à coup arrêté comme chef d'un complot tendant à détrôner le roi son père. Le roi Charles IV faisait en même temps présenter à







ses conseils une communication où il était dit : « ... Ma vie, qui a été si sou-
« vent en danger, était une charge pour mon successeur, qui, préoccupé,
« aveuglé, et abjurant tous les principes de la religion qui lui étaient imposés
« avec le soin et l'amour paternels, avait adopté un plan pour me détrôner
« J'ai voulu m'en imposer sur la vérité de ce fait. L'ayant surpris dans mon
« appartement, j'ai mis sous ses yeux les chiffres d'intelligence et instances
« qu'il recevait des malveillants. J'ai appelé à l'examen le gouverneur lui-
« même du conseil; je l'ai associé aux autres ministres, pour qu'ils prissent
« avec la plus grande diligence leurs informations. Tout s'est fait; il en est ré-
« sulté la connaissance de différents coupables dont l'arrestation a été dé-
« crétée : la prison de mon fils est son habitation... »

Un mois après cette étrange communication, le roi adressait le décret suivant au gouverneur par intérim du conseil de Castille : « La voix de la nature dés-
« arme le bras de la vengeance, et lorsque *l'inadvertance* réclame la pitié, un
« père tendre ne peut s'y refuser. Mon fils a déjà déclaré les auteurs du plan
« horrible que lui avaient fait concevoir des malveillants. Il a tout démontré
« en forme de droit, et tout conté avec l'exactitude requise par la loi pour de
« telles preuves. Son repentir et *son étonnement* lui ont dicté les remontrances
« qu'il m'a adressées, et dont voici le texte :

« SIRE ET MON PÈRE,

« Je me suis rendu coupable *en manquant à Votre Majesté*. J'ai manqué à
« mon père et à mon roi ; mais je m'en repens, et je promets à Votre Majesté la
« plus humble obéissance. Je ne devais rien faire sans le consentement de Votre
« Majesté ; mais j'ai été surpris : *j'ai dénoncé les coupables*, et je prie Votre Ma-
« jesté de me pardonner, et de permettre de baiser vos pieds à votre fils re-
« connaissant.

« Saint-Laurent, 5 novembre 1807

« FERDINAND »

« MADAME ET MÈRE,

« Je me repens bien de la faute que j'ai commise contre le roi et la reine
« mes père et mère ; aussi, avec la plus grande soumission, je vous en demande
« pardon, ainsi que de mon opiniâtreté à vous nier la vérité l'autre soir. C'est
« pourquoi je supplie ma mère, du plus profond de mon cœur, de daigner in-
« terposer sa médiation envers mon père, afin qu'il veuille bien permettre d'al-
« ler baiser les pieds de Sa Majesté à un fils reconnaissant.

« Saint-Laurent, le 5 novembre 1807

FERDINAND

Charles IV ajoutait : « En conséquence de ces lettres, et à la prière de la « reine, mon épouse bien-aimée, je pardonne à mon fils, et il rentrera dans ma « grâce dès que sa conduite me donnera des preuves d'un véritable amen-« dement dans ses procédés... »

Ces documents n'ont pas besoin de commentaires. Il est facile de deviner le personnage qui a dicté les résolutions du roi, ainsi que les deux lettres par lesquelles Ferdinand a demandé grâce. Ces pièces suffiraient pour faire connaître et la famille royale et le gouvernement d'Espagne à cette époque.

Voici ce qui avait précédé et amené cette triste situation. La haute faveur dont jouissait Manuel Godoy, d'une part, et, de l'autre, les intérêts prévoyants qui s'attachent à la fortune de tout prince destiné au trône, avaient créé deux partis à la cour d'Espagne : celui du prince des Asturies, et celui de Charles IV et de son favori, qu'on aurait pu appeler le parti de la reine : car Charles IV était gouverné par son épouse. M. de Beauharnais, ambassadeur de France à Madrid, partageait hautement avec Ferdinand et la cour l'animadversion que Godoy s'était attirée en usurpant et en avilissant l'autorité royale. Son caractère d'ambassadeur accrédita pour ainsi dire une sorte de proscription publique contre le favori, et d'étranges conjectures résultèrent de ses discours. On parlait même assez ouvertement du mariage du prince des Asturies avec une nièce de l'ambassadeur, projet qui tenait à un plan plus étendu, dont il ne formait que le principe. Une fois ce mariage approuvé par Napoléon, vers lequel demeuraient constamment fixées les espérances des deux partis et celles de la nation, on nommait déjà le ministère nouveau qui devait être installé après l'exil de Godoy : on allait même jusqu'à penser que le roi abdiquerait en faveur de son fils.

Le prince de la Paix, qui savait tout, ne s'alarmait point, recevait de son négociateur à Paris, Isquierdo, des renseignements qui le tranquillisaient. Le traité de Fontainebleau ne contribuait pas peu à le rassurer contre ses ennemis. Mais il comprit que pour la sûreté de son pouvoir il fallait que le prince des Asturies succombât. Se croyant certain de la puissante amitié de Napoléon, il résolut de tout oser. En même temps les conseillers de Ferdinand, pressés d'accomplir leur dessein, et s'appuyant sur l'assentiment que l'ambassadeur de France semblait leur donner, firent écrire par le prince des Asturies, le 11 octobre, une lettre dans laquelle *il demandait à Napoléon l'honneur de s'allier à une personne de son auguste famille :* « ... J'implore avec la plus grande confiance la « protection de V. M., disait-il, afin que non-seulement elle daigne m'accorder « l'honneur de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanisse toutes les difficultés, « et fasse disparaître tous les obstacles qui peuvent s'opposer à cet objet de « mes vœux. Cet effort de bonté de la part de V. M. I. m'est d'autant plus « nécessaire, que je ne puis pas de mon côté en faire le moindre, puisqu'on le « ferait passer peut-être pour une insulte faite à l'autorité paternelle, et que

« je suis réduit à un seul moyen, à celui de me refuser, comme je le ferai avec « une invincible constance, à m'allier à toute personne que ce soit, sans le con- « sentement et l'approbation positive de V. M. I., de qui j'attends uniquement « le choix d'une épouse. » Le prince de la Paix, muni de ces preuves, les dénonça au roi, en lui faisant entendre *que son abdication, et peut-être sa mort*, avaient été résolues par les conspirateurs. La reine soutint de tout son crédit sur le roi la dénonciation du favori. Déjà prévenu contre Ferdinand, Charles IV suivit la marche qui lui fut tracée, fit comparaître son fils en présence de ses ministres dans son appartement, l'y constitua prisonnier et lui donna des gardes. On procéda sous les yeux du monarque à l'examen des papiers du prince; on y trouva la copie de sa lettre à Napoléon, quelques listes des partisans de Ferdinand, ainsi que deux mémoires écrits de sa main, dans l'un desquels il priait le roi d'ordonner une enquête devant lui sur les actions et la fortune de Godoy. Prenant Napoléon pour juge de ces déplorables débats, Charles IV lui écrivit le 29 octobre :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

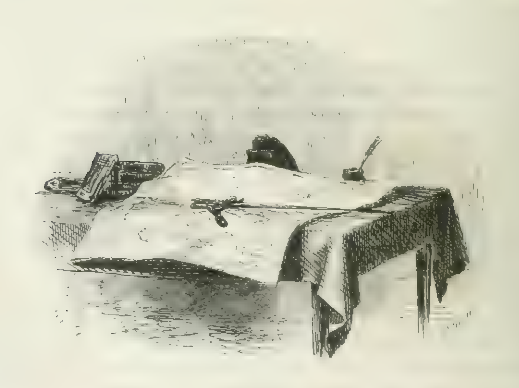
« Dans le moment où je ne m'occupais que des moyens de coopérer à la des- « truction de notre ennemi commun (de l'Angleterre), quand je croyais que « tous les complots de la ci-devant reine de Naples avaient été ensevelis avec « sa fille (première femme de Ferdinand), je vois, avec une horreur qui me « fait frémir, que l'esprit d'intrigue le plus horrible a pénétré jusque dans le « sein de mon palais. Hélas! mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat « si affreux. Mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le « complot horrible de me détrôner : il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter « contre la vie de sa mère. Un attentat si affreux doit être puni avec la rigueur « la plus exemplaire des lois. La loi qui l'appelait à la succession doit être ré- « voquée. Un de ses frères sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur « et sur le trône. Je suis en ce moment à la recherche de ses complices, pour « approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre « un seul moment pour en instruire V. M. I. et R., en la priant de m'aider « de ses lumières et de ses conseils. »

L'attitude de M. de Beauharnais rassurait les conseillers et les amis du prince : ils étaient fondés à croire que Napoléon autorisait la conduite de son ambassadeur. Mais, comme on l'a vu, Ferdinand se pressa de tout avouer; et, par conséquent, il s'était mis à la discrétion de son ennemi. Peut-être que ce prince eut peur de l'échafaud, et qu'il se trouva réduit à choisir entre la honte de devoir sa grâce à Godoy et le danger d'être jugé pour crime de trahison envers son roi et son père. Quant à ceux qu'il avait dénoncés, ils furent tous

reconnus innocents par le conseil de Castille, dont Godoy dirigea l'opinion. L'Empereur engagea le roi à assoupir cette affaire, et ne répondit point à la lettre de Ferdinand.

Cependant le favori triomphait, il s'imagina avoir perdu Ferdinand dans l'esprit de la nation : mais il ne fit que s'assurer de nouveaux droits à la haine des Espagnols, et ne parvint qu'à avilir la majesté royale. Fier du succès de la négociation de Fontainebleau par son affidé Isquierdo, il avait cru pouvoir attaquer ouvertement l'héritier du trône, et pour satisfaire sa vengeance, il compromit l'existence de la monarchie et la sienne. Enfin Godoy s'aveugla au point de penser que l'intérêt de Napoléon demandait son élévation, tandis qu'il n'était pour ce prince que l'instrument momentané du système qui fermait l'Europe aux Anglais.

Tandis que tous ces événements se passaient dans la Péninsule, Napoléon suivait à Fontainebleau les intérêts du gouvernement de l'empire et ceux du système continental. Le cabinet de Londres venait de soumettre tous les navires neutres ou alliés de la France à la visite, à une station obligée dans un des ports de l'Angleterre, et à une imposition sur leur chargement, et de s'emparer de l'île de Madère, une des plus belles possessions de son allié, le roi de Portugal. Dans un décret daté de Milan, où il était allé pour visiter le royaume d'Italie et les nouvelles provinces réunies à la France par le traité de Presbourg, Napoléon déclarait, par représailles, *dénationalisé et de bonne prise* tout bâtiment qui se soumettrait à la tyrannie du pavillon anglais. Ainsi la déprédation, la fiscalité armée, régnaient sur les mers, tandis que la violence de la politique remplaçait, sur le continent, la puissance des armes.





CHAPITRE XXIX.

1808.

Révolution d'Espagne. — Les Français à Madrid. — Napoléon à Bayonne. — La famille royale d'Espagne à Bayonne. — Insurrection de Madrid. — Abdication de Charles IV en faveur de Napoléon. — Joseph, roi d'Espagne. — Le grand-duc de Berg, roi de Naples. — Insurrection espagnole. — Évacuation du Portugal par la France.



L'Empereur était revenu le 1er janvier à Paris, de son voyage d'Italie, après avoir fait du port de Venise un chantier de grandes constructions de marine militaire, et décrété également l'ouverture d'un canal qui devait unir le Pô à la Méditerranée. La réunion à la France du port de Flessingue, des places de Wesel, de Cassel et de Kehl, avec leurs dépendances, venait aussi d'être proclamée par le Sénat. Dès lors le Rhin tout entier était français; en même temps une instruction du ministre de la guerre annonçait la formation de deux corps d'observation dans le département de la Gironde

Tout à coup la nouvelle se répand que, envahies contre le droit des gens, Pampelune et Barcelone ont été occupées militairement par l'armée française. Cette armée, destinée pour le Portugal et pour une expédition contre Gibraltar, reçoit subitement l'attitude d'une armée d'invasion en Espagne. Surprise dans la sécurité du traité de Fontainebleau et de la convention qui a placé, en Danemarck, les quinze mille hommes du marquis de la Romana sous les aigles de Napoléon, l'Espagne va bientôt sortir de la stupeur qui la saisit au bruit des troubles qui sont près d'agiter sa capitale. Elle va se trouver placée en un moment entre la guerre qui éclate encore une fois dans le palais de ses rois, et celle qui enlève ses forteresses. Figuières et Saint-Sébastien ont éprouvé le sort de Pampelune et de Barcelone. Le grand-duc de Berg, général en chef, dirigeait cette invasion dans un pays ami.

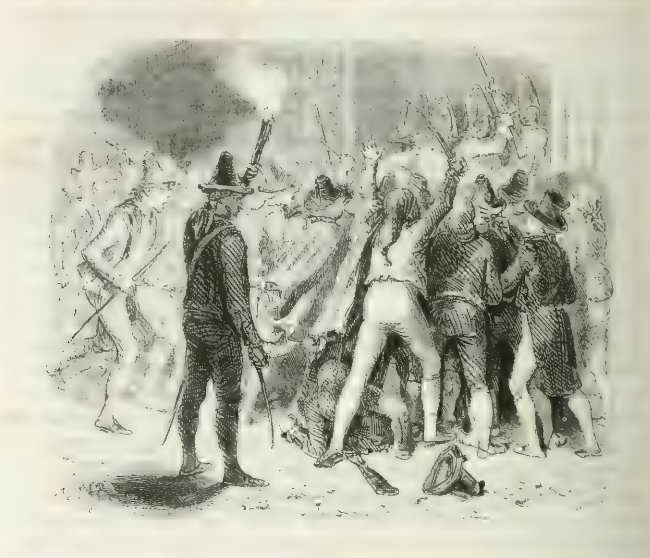
Au commencement de 1808, l'Espagne était toute française, ou plutôt toute napoléonienne. Par ses victoires et ses grands actes d'administration l'Empereur avait conquis l'admiration de cette nation enthousiaste. Les dissensions intérieures de la famille royale n'avaient pas peu contribué à cette disposition du peuple espagnol, qui regardait Napoléon comme l'arbitre de sa destinée. Son voyage à Madrid avait reçu de l'impatience des peuples de ce royaume une sorte de certitude officielle. L'armée de réserve de la Gironde avait reçu le nom *d'armée libératrice*. On supposait qu'elle renfermait les corps de la garde impériale, ce qui confirmait la nouvelle de l'arrivée prochaine de Napoléon. Cette armée était entrée par les deux portes de Perpignan et de Bayonne ; des arcs de triomphe avaient été élevés dans toutes les villes, et même dans les plus petits villages, sur la route qu'elle devait suivre jusqu'à l'embranchement de celle qui de Burgos conduit à Madrid. Un enthousiasme qui prouvait toute la misère de la nation avait fait affluer sur le passage des troupes impériales une foule immense d'habitants, accourus des provinces voisines pour voir le héros dont la protection était devenue si populaire. Ce sentiment exerçait tant de puissance sur les Espagnols, que la surprise de Pampelune, de Mont-Jouy, de Saint-Sébastien, de Figuières, de Barcelone, ne put ébranler leur confiance, et qu'ils acceptèrent sans arrière-pensée les explications des généraux français relativement à la nécessité d'assurer les derrières de l'armée. D'ailleurs on s'entretenait publiquement d'une expédition en Afrique et du siége de Gibraltar ; ce projet, dans l'état d'animosité des Espagnols contre l'Angleterre, ne contribuait pas faiblement à exalter encore en faveur des Français l'esprit de la multitude.

Au palais d'Aranjuez la scène était différente : le prince de la Paix, c'est-à-dire la famille royale et le gouvernement, avait subitement perdu toute espérance : le retour de l'agent Isquierdo avait produit ce terrible changement. Celui-ci annonça qu'il n'était plus question du traité de Fontainebleau, que l'Empereur exigeait la réunion à l'empire des provinces de la rive gauche de l'Èbre, déjà occupées par l'armée française, et que cette cession serait compensée par celle

du Portugal. Godoy, qui, de la grande faveur où il se croyait dans l'esprit de l'Empereur, se trouvait tout à coup réduit à lui-même; Godoy, qu'obsédait en outre un redoublement d'inimitié de la part des principaux personnages de l'état et de la population de la capitale, effrayé du triomphe de Ferdinand, à qui il se voyait publiquement sacrifié, conseillé de plus, dit-on, par Isquierdo, Godoy se détermina à faire suivre l'exemple de la cour de Lisbonne à celle de Madrid, et à aller se réfugier avec elle dans l'empire que Cortès avait fondé en Amérique. Du consentement de la reine à celui du roi le passage fut prompt ; la crainte de tomber sous le pouvoir de Ferdinand décida le départ. En sa qualité de généralissime, le prince de la Paix expédia secrètement l'ordre à divers corps, qui protégeaient par leur marche sur le Portugal l'invasion française, de rétrograder et de s'échelonner sur la route de Madrid à Cadix, où l'embarquement de la famille royale devait s'opérer. La cour habitait à Aranjuez; mais, soit indiscrétion, soit trahison, le secret du voyage du roi cessa bientôt d'en être un dans cette résidence et à Madrid. On apprit aussi que, sous prétexte de manœuvres militaires, dont l'usage s'était perdu depuis longtemps, des troupes allaient se rassembler à Aranjuez. Le conseil suprême de Castille voulut au moins retarder le mouvement de ces troupes, et adressa au roi de vives remontrances, en le suppliant de ne pas quitter sa capitale; ce fut inutilement : les troupes marchèrent la nuit sur Aranjuez. Alors seulement Godoy, instruit de la disposition des esprits, s'avisa de redouter pour lui-même la présence des forces dont il avait pressé l'arrivée malgré les représentations du conseil suprême. On répandit à profusion une proclamation qui démentait le bruit du départ du monarque. Mais le peuple ne répondit à ces publications que par le cri de : *Mort à Godoy!* Une foule de paysans armés, renforcés d'une partie de la population de la capitale et de toute celle d'Aranjuez, affluèrent subitement dans cette résidence. Les troupes, depuis longtemps indisposées contre Godoy, dont la domination leur était également insupportable, s'unirent avec les habitants. Tous accusaient Godoy d'avoir appelé en Espagne les bataillons français. Le roi fit publier une autre proclamation par laquelle, après avoir remercié ses sujets de leur *noble agitation*, il leur disait : « Sachez que l'armée de mon cher allié, « l'empereur des Français, traverse mes états avec des sentiments de paix et « d'amitié. Elle a pour but de se porter sur les points menacés d'un débarque- « ment de l'ennemi (des Anglais). La réunion d'un corps de ma garde n'a pour « objet ni de défendre ma personne, *ni de m'accompagner dans un voyage que « la malignité vous a fait supposer nécessaire.* »

Cette seconde proclamation fut encore plus mal accueillie que la première. Le peuple, persuadé que Godoy avait invoqué le secours du prince Murat dont l'armée s'approchait de Madrid, résolut de sacrifier le favori à sa vengeance, dût le roi lui-même descendre d'un trône que Godoy souillait chaque jour par la plus indigne usurpation. Le 17 mars, à quatre heures du matin, la foule se

porta en armes au palais de Godoy et fut d'abord repoussée par sa garde. Godoy n'eut que le temps de se réfugier dans un grenier, où il resta caché



vingt-quatre heures sans prendre aucune nourriture. Pressé de toutes parts, le roi voulut conjurer l'orage en proclamant *qu'il donnait au prince de la Paix la démission de toutes ses charges, et qu'il prenait lui-même le commandement de toutes ses troupes.* Malgré cette concession, la foule poursuivit son triomphe avec encore plus de vigueur, et Ferdinand accepta d'elle la royauté séditieuse qu'elle lui conférait. Le lendemain, un domestique resté fidèle à Godoy fut reconnu comme il allait chercher des aliments pour son maître; forcé par la nécessité de sauver sa propre vie, il découvrit la retraite du prince. Dans cet intervalle, le roi avait abdiqué en faveur de Ferdinand, sous la condition que Godoy serait epargné. On eut bien de la peine. Ce fut en promettant une prompte justice qu'on put arracher Godoy à la fureur du peuple, et il fut constitué prisonnier dans ce même palais de Villa-Viciosa où se passait cette terrible scène. Le décret d'abdication fut aussitôt publié; il avait pour motif *l'état d'infirmité du roi et le besoin de jouir de la vie privée dans un climat plus tempéré.* Jamais dévouement d'un souverain à son sujet n'égala celui de Charles IV envers Godoy. Il renonçait à cause de lui à sa couronne, et ne mettait que le salut de son ministre pour condition à cet immense sacrifice! Cette abdication, annoncée le 19 à

Aranjuez, produisit un effet magique. Les armes tombèrent des mains d'une multitude effrénée ; ce calme subit révéla éloquemment au roi et à la reine toute la pensée de la nation. L'abdication, signée au milieu des baïonnettes et du tumulte populaire, devait avoir de fatales conséquences ; car aux yeux de personne elle ne pouvait passer pour un acte libre et volontaire. Le lendemain, le roi Charles en instruisit l'Empereur.

Le premier acte de la souveraineté de Ferdinand fut un édit qui confisquait, au profit de la couronne, tous les biens du prince de la Paix, meubles et immeubles. Il faut le dire, cette satisfaction était due à la nation espagnole. Ferdinand annonça ensuite qu'il allait se rendre à Madrid pour s'y faire proclamer. Le duc de l'Infantado reçut, avec le grade de colonel des gardes, la présidence du conseil de Castille. Aussitôt ces différentes résolutions rendues publiques, le peuple et les soldats pillèrent, soit à Madrid, soit à Aranjuez, le palais du prince de la Paix, de plusieurs de ses parents, des ministres, et en brûlèrent les meubles sur la place publique. Le 21, le roi fit un acte de protestation secret sur son abdication, et se hâta de l'adresser à l'Empereur. « ...Je n'ai déclaré me « démettre de ma couronne que lorsque le bruit des armes et des clameurs « d'une garde insurgée me faisait assez connaître qu'il fallait choisir *entre la vie « et la mort, qui eût été suivie de celle de la reine*... » Ainsi Ferdinand était accusé de parricide par sa mère auprès du grand-duc de Berg, et par son père auprès de Napoléon. De telles confidences, de telles accusations jugeaient à elles seules la maison d'Espagne.

D'après ces événements, le grand-duc de Berg, sans prendre les ordres de l'Empereur, crut devoir quitter Burgos, et s'avança vers Madrid à la tête des corps de Moncey et de Dupont. Il avait probablement interprété en sa faveur l'impatience ancienne de cette capitale à recevoir Napoléon, dont il se croyait le précurseur. Cette ambition, mal déguisée, aveugla Murat et eut pour conséquence la faute bientôt irréparable d'arriver à Madrid la veille du jour où Ferdinand devait y entrer en qualité de roi des Espagnes. Les habitants se trouvaient si heureux de leur triomphe sur Godoy, qu'ils regardèrent avec une sorte d'indifférence la présence des troupes de Murat. L'entrée solennelle de Ferdinand, qui eut lieu le lendemain, porta au dernier degré d'enthousiasme la population de Madrid. Le nouveau souverain se hâta d'envoyer auprès de l'Empereur le comte Fernando Nunez, pour l'informer de son avénement. Mais la conduite du grand-duc de Berg, qui s'abstint d'aller saluer Ferdinand et de le reconnaître comme roi, jeta soudain dans l'esprit de ce prince l'inquiétude la plus vive ; il craignait, et avec raison, d'avoir été prevenu auprès du grand-duc par son père et par sa mère.

Dès qu'il connut les événements d'Aranjuez, et en réponse à la correspondance du grand-duc de Berg, Napoléon lui adressa la lettre suivante. Cette lettre, si importante, fera mieux juger que toutes les réflexions quelle était

l'opinion ou plutôt l'incertitude de Napoléon sur les affaires de l'Espagne et sur sa propre position vis-à-vis de ce royaume à l'époque du 29 mars.

« Monsieur le grand-duc de Berg.

« Je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événements ; je reste dans une grande perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne ; s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse, *qui pourront éterniser la guerre*. J'ai des partisans ; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

« Le prince de la Paix est détesté parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France ; voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand : le parti populaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation ; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnages de cette famille ; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes ; c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure : divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de soulèvement total à la monarchie entière.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables ; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras : elle expédie journellement des *avisos* aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée ; elle fait des enrôlements de Siciliens et de Portugais.

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays ; c'est peut-être celui de l'Europe qui est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre ; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre?

« Irai-je à Madrid? exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV : son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi ; le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. La reine Élisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre.

« Je n'approuve point le parti qu'a pris V. A. I. de s'emparer si précipitamment de Madrid ; il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller, auprès du vieux roi, voir ce qui s'y passe : il se concertera avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre ; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire.

« Vous ne m'engagerez à une entrevue en *Espagne* avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy : vous exigerez pour eux, et vous leur rendrez, les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai : cela ne sera pas difficile, *je n'en sais rien moi-même*.

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que, si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de la civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité ; des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée ; la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au Concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qui peuvent résulter d'une régénération politique : l'ordre et la paix

dans l'intérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits ; ne brusquez aucune démarche ; je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller porter la guerre de ce côté.

« *Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition...* Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite ; cela me nuirait, et vous nuirait encore plus qu'à moi.

« Vous allez trop vite dans vos instructions du 14 : la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide à cause de l'événement du 19 mars. Il y a des changements à faire ; vous ordonnerez de nouvelles dispositions ; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

« J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère ; point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards ; l'on respectera principalement les églises et les couvents.

« L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachements ; il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une amorce.

« Laissez Solano dépasser Badajos, faites-le observer seulement ; donnez vous-même l'indication des marches de votre armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. *Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.*

« C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par jour ; en cas d'événements majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance ; vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de Tournon qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport détaillé. Sur ce, etc.

« NAPOLÉON. »

Il résulte de cette lettre remarquable que le grand-duc de Berg avait commis une grande faute en venant, pour ainsi dire, avec son armée préparer à Madrid l'entrée du roi Ferdinand. Il était évident aussi que Napoléon condamnait la royauté de Charles IV, et que, sans approuver celle de Ferdinand, il n'était pas éloigné de le reconnaître et de traiter avec lui. Napoléon ne dissimulait pas non plus qu'il regrettait que la famille royale ne fût point partie pour l'Amérique ; il voyait la nécessité d'une révolution en Espagne ; *il ne savait pas lui-même le parti qu'il prendrait :* celui de placer Joseph sur le trône d'Espagne n'existait pas encore. Napoléon s'abandonnait tout-à-fait au mouvement des circonstances, et n'avait de bien arrêté dans ses idées que la force de la nation espagnole, la crainte d'une levée en masse *qui pourrait éterniser la guerre*, et la certitude *que tout serait*

perdu si la guerre s'allumait. Cette lettre prouve suffisamment que Napoléon, si mal servi par son ambassadeur lors des affaires de l'Escurial et d'Aranjuez ne l'était pas mieux par son lieutenant, à qui il reproche l'occupation de Madrid, et, comme cédant à un secret pressentiment, la marche du général Dupont sur Tolède : elle ne laisse non plus aucun doute sur l'empire que Napoléon eût exercé en Espagne six mois plus tôt, s'il fût arrivé à Madrid en souverain conciliateur de la famille royale. C'est dans cette anxiété d'esprit qu'il décida son départ pour Bayonne. A cette époque, le général Savary se trouvait à Madrid, où il avait été envoyé auprès de Charles IV, avec une mission relative au voyage de la famille royale à Bayonne.

Il y eut donc au premier mot du général Savary, de la part de la vieille cour, non-seulement consentement, mais empressement à courir se jeter à Bayonne dans les bras de Napoléon; elle n'avait qu'une inquiétude, c'était d'être prevenue par Ferdinand. Ce prince, dont la répugnance au départ pour Bayonne eût paru naturelle, au grand étonnement du négociateur, alla au-devant de cette proposition, et, chose étrange, tant il est facile aux hommes passionnés de prendre le parti qui doit leur enlever tout à coup le prix de tous leurs efforts, les ducs de l'Infantado, del Parque, le chanoine Escoïquitz, le ministre Cevallos, les premiers meneurs de l'affaire de l'Escurial et de celle d'Aranjuez, présentèrent à Ferdinand le voyage de Bayonne comme un autre coup d'état que la fortune mettait entre ses mains.

Ce prince se mit en route dans l'espoir de faire approuver son usurpation par Napoléon, ne doutant pas qu'il aurait de la peine à atteindre Burgos sans y rencontrer l'Empereur, dont l'arrivée à Madrid était toujours annoncée. Avant de s'éloigner, Ferdinand établit un conseil de régence sous la présidence de son oncle D. Antonio; il partit avec le général Savary, le duc de l'Infantado et le chanoine Escoïquitz. En arrivant à Burgos, on ne trouva aucune nouvelle du prochain passage de Napoléon, et on poussa jusqu'à Vittoria, où l'on n'en apprit pas davantage. Mais dans cette ville, de fidèles serviteurs de la famille royale supplièrent Ferdinand de s'arrêter : parmi eux se trouva le chevalier Urquijo, qui arrivait exprès de Bilbao pour conjurer le prince de ne pas aller plus avant. Ferdinand, ébranlé par ces conseils, se décida à écrire à l'Empereur la lettre suivante, que porta le général Savary :

« Monsieur mon Frère,

« Élevé au trône par l'abdication libre et spontanée de mon auguste père
« je n'ai pu voir sans un véritable regret que S. A. I. le grand-duc de Berg,
« ainsi que l'ambassadeur de V. M. I. et R., n'aient pas cru devoir me félici-

« ter comme souverain d'Espagne, tandis que les représentants d'autres cours,
« avec qui je n'ai point de liaisons si intimes ni si chères, se sont empressés de
« le faire : ne pouvant en attribuer la cause qu'au défaut d'ordres positifs de
« V. M., elle me permettra de lui exposer, avec toute la sincérité de mon
« cœur, que, dès les premiers moments de mon règne, je n'ai cessé de don-
« ner à V. M. I. et R. les témoignages les plus marquants et les moins équi-
« voques de ma loyauté et de mon attachement à sa personne; que l'objet de
« mon premier ordre a été de renvoyer à l'armée de Portugal les troupes qui
« l'avaient déjà quitté pour se rapprocher de Madrid ; que mes premiers soins
« ont eu pour but l'approvisionnement, le logement et les fournitures de ses
« troupes, malgré l'extrême pénurie dans laquelle j'ai trouvé mes finances, et
« le peu de ressources qu'offraient les provinces où elles ont séjourné ; et que
« je n'ai pas hésité un moment à donner à V. M. la plus grande preuve de
« confiance, en faisant sortir mes troupes de ma capitale pour y recevoir une
« partie de son armée : j'ai cherché pareillement, par les lettres que j'ai adres-
« sées à V. M., de la convaincre, autant qu'il a été en mon pouvoir de le faire,
« du désir que j'ai toujours nourri de resserrer d'une manière indissoluble,
« pour le bonheur de mon peuple, les liens d'amitié et d'alliance qui existaient
« entre V. M. I. et mon auguste père. C'est dans les mêmes vues que j'ai en-
« voyé auprès de V. M. une députation de trois grands de mon royaume pour
« aller au-devant de V. M., aussitôt que son intention de se rendre en Espagne
« me fut connue ; et, pour lui démontrer d'une manière encore plus solennelle
« ma haute considération pour son auguste personne, je n'ai pas tardé à faire
« partir dans un égal objet mon très-cher frère l'infant don Carlos, déjà arrivé
« depuis quelques jours à Bayonne. J'ose me flatter que V. M. aura reconnu
« dans ces démarches mes véritables sentiments.

« A ce simple exposé des faits, V. M. me permettra d'ajouter l'expression
« des vifs regrets que j'éprouve en me voyant privé de ses lettres, surtout après
« la réponse franche et loyale que j'ai donnée à la demande que le général Sa-
« vary vint me faire à Madrid, au nom de V. M. Ce général m'assura que V. M.
« désirait seulement savoir si mon avénement au trône pourrait amener quelque
« changement dans les rapports politiques de ses états. J'y répondis en réité-
« rant ce que j'avais eu l'honneur de manifester par écrit à V. M., et je me suis
« rendu volontiers à l'invitation que le même général me fit de venir au-devant
« de V. M., pour m'anticiper la satisfaction de la connaître personnellement,
« d'autant plus que j'avais déjà manifesté à V. M. mes intentions à cet égard.
« En conséquence, je me suis rendu à ma ville de Vittoria, sans égard aux
« soins indispensables d'un nouveau règne, qui aurait exigé ma résidence au
« centre de mes états.

« Je prie donc instamment V. M. I. et R. de vouloir bien faire cesser la si-
« tuation pénible à laquelle je suis réduit par son silence, et de dissiper, par

« une réponse favorable, les vives inquiétudes qu'une trop longue incertitude
« pourrait occasionner à mes fidèles sujets.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. De V. M. I. et R. le bon frère,

« FERDINAND. »

« Vittoria, 14 avril 1808. »

Tandis que Ferdinand entrait à Burgos et à Vittoria sous des arcs de triomphe, un ordre de la régence, dicté par une main invisible, ouvrait au prince de la Paix les portes de sa prison, et le dérobait au jugement qui était l'objet de l'impatience générale de la nation. Dès ce jour le peuple espagnol, à qui l'on arrachait son grand coupable, jura vengeance et extermination aux Français. L'Espagne, qui tout entière accusait le prince de la Paix, se leva tout entière aussi contre ceux qu'elle crut pouvoir, dès lors, nommer les protecteurs du ministre déchu.

L'Empereur était arrivé à Bayonne dans la nuit; le général Savary lui remit la lettre de Ferdinand, et rapporta au prince cette mémorable réponse :

« MON FRÈRE,

« J'ai reçu la lettre de V. A. R.; elle doit avoir acquis la preuve, dans les
« papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté.
« Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise
« et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quel-
« ques réformes nécessaires dans ses états, et à donner quelque satisfaction à
« l'opinion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire
« pour son bonheur et celui de ses sujets. Les affaires du Nord ont retardé mon
« voyage. Les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce
« qui s'est passé, et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais
« bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à ré-
« pandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que V. A. R.
« n'en fasse pas un jour elle-même l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de
« l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang
« royal, et qui a si longtemps régi le royaume. Il n'a plus d'amis : V. A. R.
« n'en aura plus si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent vo-
« lontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment d'ailleurs pourrait-on
« faire le procès au prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre
« père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses; le résultat
« en sera funeste pour votre couronne. V. A. R. n'y a de droits que ceux que
« lui a transmis sa mère. Si le procès la déshonore, V. A. R. déchire par-là ses

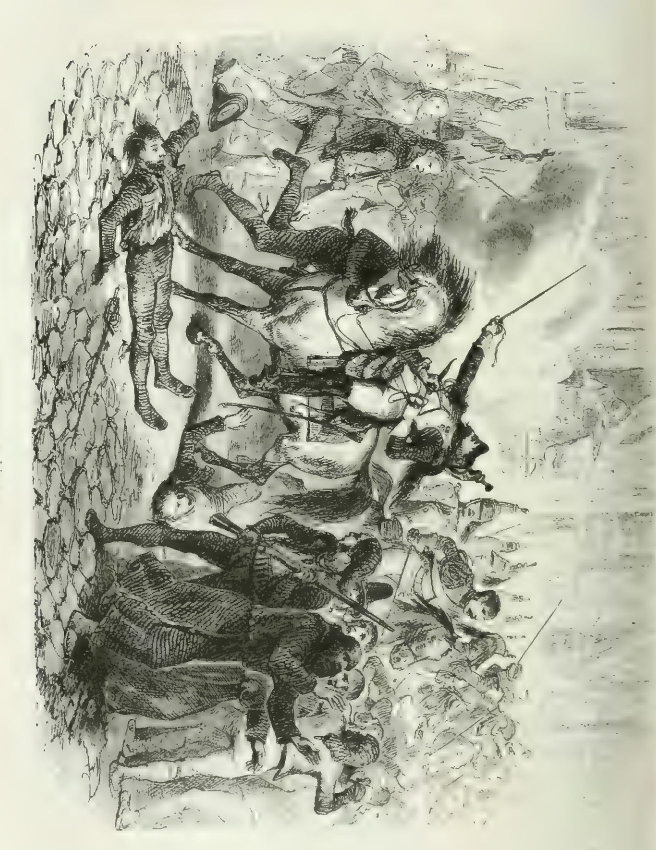
« droits. Qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides. Elle n'a pas le « droit de juger le prince de la Paix. Ses crimes, si on lui en reproche, se per« dent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de « la Paix fût éloigné des affaires : l'amitié du roi Charles m'a porté souvent à « me taire, et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misé« rables hommes que nous sommes! faiblesse et erreur, c'est notre devise. Mais « tout cela peut se concilier : que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et « je lui offre un refuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a « eu lieu dans un moment où mes armées couvraient les Espagnes, et, aux « yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir employé tant de « troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souve« rain voisin, il m'est permis de vouloir connaître, avant de reconnaître cette « abdication. Je le dis à V. A. R., aux Espagnols, au monde entier : si l'abdi« cation du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'in« surrection et l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre « et je reconnais V. A. R. comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec « elle sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces « affaires doit lui être garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour « des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son « trône. Quand le roi Charles me fit part de l'événement du mois d'octobre « dernier, j'en fus douloureusement affecté; et je pense avoir contribué, par « les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. V. A. R « avait bien des torts; je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite « et que j'ai constamment voulu ignorer. Roi à son tour, elle saura combien « les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain étranger, « de la part d'un prince héréditaire, est criminelle. V. A. R. doit se défier des « écarts, des émotions populaires; on pourra commettre quelques meurtres « sur mes soldats isolés, mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai « déjà vu avec peine qu'à Madrid on ait répandu des lettres du capitaine-géné« ral de la Catalogne, et fait tout ce qui pouvait donner du mouvement aux « têtes. V. A. R. connaît ma pensée tout entière; elle voit que je flotte entre « diverses idées qui ont besoin d'être fixées. Elle peut être certaine que, dans « tous les cas, je me compromettrai avec elle comme envers le roi son père « Qu'elle croie à mon désir de tout concilier, et de trouver des occasions de « lui donner des preuves de mon affection et de ma parfaite estime.

« Sur ce, je prie Dieu, mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde
« Bayonne, le 16 avril 1808.

« NAPOLÉON. »

Malgré les pressentiments que cette lettre devait éveiller en lui, Ferdinand se décida à achever son voyage. Ce prince arriva le 20 à Bayonne, où Na-





poléon vint lui faire visite, en continuant de le traiter d'Altesse Royale. Dans cette première entrevue, il ne fut nullement question des affaires de l'Espagne. Ferdinand dut regretter amèrement alors de n'avoir point écouté, à Vittoria, les représentations du chevalier Urquijo. Mais il n'était plus temps. Aussitôt après le départ de Ferdinand, le grand-duc de Berg avait fait rendre la liberté au prince de la Paix, qui se mit en route pour la France, sous escorte.

Peu après son arrivée à Bayonne, Ferdinand fut suivi par Charles IV, la reine sa mère et les infants ses frères. Là, le vieux roi, irrité comme monarque et ulcéré comme père, voulut prendre Napoléon pour juge de ses discussions domestiques. Les scènes les plus violentes eurent lieu entre le roi et son fils. Cette malheureuse famille portait la peine de la faiblesse du père et de l'impudicité de la mère. Le résultat de toutes ces querelles, qui servaient, sans doute, les desseins de Napoléon, mais auxquelles il demeura étranger, fut une abdication formelle et complète du roi Charles IV, en faveur du prince qu'il plairait à l'empereur des Français de donner pour roi aux Espagnes et aux Indes.

Le peuple de Madrid avait vu partir avec peine le roi et les princes de la famille royale. La reine d'Étrurie, sœur de Ferdinand, et son fils, l'infant don François de Paule, étaient seuls, avec l'infant don Antonio, président de la junte de gouvernement provisoire, restés dans la capitale. Une lettre du roi Charles IV les appela à Bayonne. Le 1er mai, des officiers envoyés par le grand-duc de Berg auprès de la junte en firent la demande formelle, déclarant qu'en cas de refus on emploierait la force. La junte, après en avoir délibéré, répondit qu'elle était bien décidée à ne point consentir au voyage du jeune prince. Le lendemain 2 mai, jour de funèbre mémoire, une foule immense se pressait sur la place du Palais; une seule pensée animait cette multitude, celle de ne pas laisser partir l'infant. Les voitures étaient depuis longtemps préparées, lorsqu'un aide-de-camp de Murat vint apporter l'ordre du départ. On laissa partir la voiture de la reine d'Etrurie; mais lorsque celle de l'infant parut précédée d'un officier français, toute cette masse se rua sur la voiture, dont les traits furent coupés; en un moment le feu s'engagea de part et d'autre, et toute la ville fut bientôt en insurrection. On battit la générale, et les troupes qui campaient aux portes de Madrid prirent les armes; toutefois la garnison, forte seulement de trois mille hommes, parvint à comprimer la sédition, grâce au secours de l'artillerie française qui mitrailla dans les rues les révoltés, et sauva de leurs mains le parc et les fusils de l'arsenal, dont ils allaient s'emparer. Des charges de cavalerie vigoureusement conduites achevèrent de détruire ce qui avait échappé à l'artillerie et à la baïonnette. Un grand nombre d'Espagnols périrent dans cette journée déplorable, et les conséquences soudaines de leur mort justifièrent toute la portée de ce mot de Napoléon à Murat : « *Si je me présente en conquérant, je n'aurai plus de partisans.* » Dès ce jour la terre d'Espagne devint hostile aux Français.

Le premier acte de la reprise de souveraineté du roi Charles avait été de donner la régence au grand-duc de Berg en la retirant à l'Infant don Antonio; le second, comme on l'a vu plus haut, fut le traité signé à Bayonne le 5 mai, par lequel Charles disposait de sa couronne en faveur de l'empereur Napoléon. Le 10 mai suivant, se régla entre le général Duroc et don Juan d'Escoïquitz un autre traité par lequel Ferdinand adhérait, ainsi que ses frères, à la cession du royaume d'Espagne faite par leur père. Ainsi se termina la vengeance du père sur le fils, du fils sur le favori, du favori sur le prince héréditaire, et celle de la reine, plus implacable encore, parce qu'elle avait sacrifié à ses ressentiments la haine invétérée qu'elle portait à la France, et oublié depuis longtemps qu'elle était la femme de Charles IV et la mère de Ferdinand. Après ces deux traités, les deux cours se séparèrent. Le roi, son épouse, la reine d'Étrurie, l'infant don François de Paule et le prince de la Paix partirent pour le château de Compiègne; le prince des Asturies, accompagné de son frère don Carlos et de son oncle don Antonio, partit pour le château de Valençay, appartenant à M. Talleyrand. Plus tard le roi Charles obtint d'aller s'établir à Marseille, l'air de Compiègne étant trop froid pour sa santé.

Cependant le grand-duc de Berg gouvernait au nom de l'empereur Napoléon. Le 15 mai, le conseil de Castille, présidé par le marquis de Caballero, qui avait dirigé pour Ferdinand l'insurrection d'Aranjuez, rédigea une adresse à S. M. I. et R., par laquelle, après avoir dit qu'*il n'y avait plus de Pyrénées*, il demandait pour roi des Espagnes l'aîné des augustes frères de S. M. La ville de Madrid exprimait le même vœu par l'organe de son conseil, et Louis de Bourbon, cardinal archevêque de Tolède, écrivait à l'Empereur une lettre dans laquelle il annonçait que la cession de la couronne d'Espagne *lui imposait la douce obligation de déposer aux pieds de l'Empereur l'hommage de son respect et de sa fidélité*, et suppliait S. M. de le regarder comme son plus fidèle sujet, et de lui faire connaître ses intentions pour mettre sa soumission à l'épreuve. Tout ce qui était resté à Bayonne du cortége et de la cour du vieux roi et de son fils ne cessait de renouveler journellement à Napoléon les mêmes hommages. Ces hommes, naguère de partis si différents, confondaient tout à coup leurs intérêts dans celui de leur dévouement à Napoléon. Ils suivaient l'exemple du prince des Asturies et de ses frères, qui, avant de quitter Bayonne, avaient adressé au gouvernement provisoire de Madrid, non-seulement leur adhésion au traité du 5 mai, mais encore une exhortation toute paternelle aux Espagnols de s'y conformer, ainsi qu'une déclaration qui les relevait du serment de fidélité. Toutefois la nation avait considéré à sa manière et interprété d'après son propre jugement la position, les paroles et les écrits de Ferdinand; elle s'était décidée déjà, le 2 mai, par l'insurrection de Madrid, à le forcer, quoique absent et démissionnaire, de régner sur elle; ou plutôt c'était en son nom qu'elle avait levé le drapeau de l'indépendance. Il ne restait plus en Espagne de personnes favorables à la révolu-

tion de Bayonne que ce petit nombre d'hommes de cour, d'état et d'administration, qui se groupaient déjà autour du trône de Joseph, soit par ambition, soit par mépris pour la dynastie fugitive, soit aussi par amour pour une patrie à qui Napoléon destinait de nobles et sages institutions. Trop peu éclairée alors, la masse des Espagnols ne voyait qu'une armée française à la place de ses souverains ; devant cette force étrangère, qui seule pouvait la sauver de ses propres fureurs, elle devint implacable, et ne prit conseil que du sentiment d'une indépendance qu'elle n'était pas en état de supporter. Le peuple espagnol et Napoléon se trompèrent tous deux, l'un en servant Ferdinand, l'autre en couronnant Joseph. L'Empereur fut mal informé de la situation morale de l'Espagne. Ce fut donc en pure perte pour les intérêts communs des deux nations qu'il fit publier cette belle proclamation, dont la gloire et le bonheur des Espagnols étaient le double but :

« Espagnols !

« Après une longue agonie, votre nation périssait. J'ai vu vos maux ; je vais « y porter remède. Votre grandeur fait partie de la mienne. Vos princes « m'ont cédé tous leurs droits à la couronne des Espagnes : je ne veux point « régner sur vos provinces, mais je veux acquérir des titres éternels à l'amour « et à la reconnaissance de votre postérité. Votre monarchie est vieille : ma « mission est de la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai « jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une réforme, sans froissements, « sans désordres, sans convulsions.

« Espagnols ! j'ai fait convoquer une assemblée générale de députations des « provinces et des villes. Je veux m'assurer par moi-même de vos désirs et de « vos besoins ; je déposerai alors tous mes droits, et je mettrai votre glorieuse « couronne sur la tête d'un autre moi-même, en vous garantissant une consti- « tution qui concilie la facile et salutaire autorité du souverain avec les libertés « et les priviléges du peuple.

« Espagnols ! souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères ; voyez ce que vous « êtes devenus. La faute n'en est pas à vous, mais à la mauvaise administra- « tion qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les cir- « constances actuelles, car je veux que vos derniers neveux conservent mon « souvenir et disent : *Il est le régénérateur de notre patrie.* »

Cette proclamation n'est pas une des moindres preuves de cette grande idée qui inspire tout le règne de Napoleon, celle de regénérer la vieille monarchie européenne, et de recréer une vaste société politique, conforme au progrès du siècle. Les hommes qui n'ont vu dans Napoléon qu'un conquérant, parce qu'il

était toujours victorieux sur les champs de bataille où ses ennemis l'appelaient incessamment, ne l'ont compris ni dans la guerre ni dans la paix. Il était aussi éminemment législateur que grand capitaine ; il ne cessait de dire aux différents peuples ce qu'il disait aux Espagnols : « *Votre Europe est vieille; ma mission est de la rajeunir.* » Mais les Espagnols étaient loin d'être mûrs pour apprécier le bienfait qu'on venait leur offrir.

En conséquence de la proclamation de Bayonne, un décret convoqua dans cette ville, pour le 15 juin, l'assemblée des notables de la nation espagnole. Le 3 du même mois, la junte de gouvernement, résidant à Madrid, publia un manifeste par lequel elle invitait les insurgés à déposer leurs armes, et instruisait les habitants des avantages politiques et sociaux qui allaient résulter pour eux du nouveau règne. Le 6, Napoléon rendit un décret où, d'après les vœux de la junte d'état du conseil de Castille et de la ville de Madrid, il proclamait roi des Espagnes et des Indes son frère Joseph, roi de Naples et de Sicile. Bientôt parut, en reconnaissance de cet événement, une adresse aux Espagnols par les députés à la junte générale extraordinaire. Le duc de l'Infantado faisait partie des nombreux signataires de cette adresse, ainsi que le duc del Parque, l'ex-ministre Cevallos, le duc d'Hijar, le comte de Ferdinand Nunez, le marquis de Santa-Cruz, le duc d'Ossuna ; parmi les signataires du manifeste de la junte de gouvernement, on remarquait le ministre de la guerre O'Farril, le marquis Caballero, le duc de Grenade ; tout ce que la nation comptait d'hommes considérables par leur naissance, leurs dignités, leur fortune, leurs services et leur rang, sanctionna le nouvel ordre de choses. Enfin, le 7 juin, l'Empereur se



porta en pompeux cortége au-devant de son frère Joseph, à deux lieues de Bayonne, et, après leur entrée au château de Marrac, les grands d'Espagne, le duc de l'Infantado à leur tête, vinrent offrir leurs hommages au nouveau roi

M. d'Urquijo, qui avait vainement supplié Ferdinand de ne pas dépasser Vittoria, eut, ainsi que Cevallos, une longue conférence avec Joseph. Les députations du conseil de Castille, des conseils de l'inquisition, se succédèrent. La députation de l'armée fut présentée par le duc del Parque. Après plusieurs séances de la junte extraordinaire, où se discuta l'acte constitutionnel, le 7 juillet, la junte étant réunie dans le lieu de ses séances, Joseph, sur son trône, prononça un discours et ordonna la lecture de cet acte. Ce prince prêta serment sur l'Évangile à la religion et à la constitution de l'état. Le serment fut ensuite successivement prêté au roi et à la constitution par tous les membres de la junte, les grands officiers de la couronne et les officiers de la maison du roi. La junte vota des remerciements à l'Empereur, et fut admise en sa présence. Joseph se mit en route pour ses états avec un cortége de cent voitures ; l'Empereur l'accompagna jusqu'à la première poste.

Mais tandis qu'à Madrid et à Bayonne les adresses de la junte suprême du conseil de Castille, de la ville de Madrid, et toutes les supériorités civiles et religieuses remerciaient Napoléon d'être devenu l'arbitre de l'Espagne, et lui demandaient son frère pour souverain, le 27 mai, la Saint-Ferdinand faisait sonner dans toute l'Espagne méridionale le tocsin de nouvelles Vêpres siciliennes contre l'avénement de l'ex-roi des Deux-Siciles, et contre les partisans du protectorat français. Ce même jour avait été choisi dans le silence d'une vaste conjuration comme célébration de la fête du dernier roi espagnol, pour inaugurer l'insurrection à Cadix et la junte provinciale à Séville. En vain la grande junte d'état, réunie à Bayonne, s'était proclamée l'organe du vœu national pour mettre sur la tête de Joseph I[er] la couronne des Espagnes et des Indes : en vain elle parlait au nom du lien qui unit la France à la Péninsule : la junte provinciale de Séville déclara à l'Europe la royauté de Ferdinand VII, et à la France la guerre révolutionnaire de l'Espagne. Le premier acte de l'insurrection de Cadix fut la prise de l'escadre française et le meurtre du capitaine-général ; à Valence, un équipage français, qui s'y était réfugié pour éviter la poursuite d'une frégate anglaise, périt égorgé par le peuple ; le capitaine-général tomba aussi massacré. A Carthagène, à Grenade, à San-Lucar, à Saragosse, à Badajos, à Valladolid, dans le royaume de Léon, dans celui des Asturies, dans la Galice, dans l'Estramadure, dans les deux Castilles, dans la Navarre, l'Aragon, la Catalogne, la rage populaire répéta, contre les principales autorités et les citoyens les plus distingués, les mêmes scènes de carnage. Plusieurs gouverneurs furent mis en pièces sous les yeux de leurs familles, et leurs têtes portées au bout de piques. Un chanoine de Madrid, Balthazar Cabo, organisa la réaction sanglante de Valence ; car les poignards avaient été bénits comme dans les temps barbares de notre histoire. Cette nouvelle Saint-Barthélemy s'était aussi annoncée par des miracles solennellement proclamés à Saragosse, à Valladolid, à Valence, à Séville ; et rien ne manqua à cette fureur, digne du moyen-âge, qu'alimen-

tèrent les passions les plus redoutables du cœur humain, la vengeance et la religion. La marche de Joseph sur Madrid fut éclairée par les premiers feux



de cette autre guerre de Sept-Ans, à laquelle la présence seule de Napoléon donnera quelques délais et arrachera quelques lauriers.

Le maréchal Bessières ouvrit la campagne, et envoya d'abord de forts détachements sur Logrono, Saragosse, Ségovie, Valladolid et Santander. Le 6 juin, le général Verdier prit Logrono, et revint ensuite attendre à Vittoria le passage du roi. Le général Frère enleva de vive force Ségovie, où le parlementaire français avait été accueilli à coups de canon. Le même jour, le général Lasalle se porta de Burgos sur Torquemada, où il atteignit et battit aussi les insurgés; il désarma ensuite la ville et la province de Palencia, et, se dirigeant sur Valladolid, après avoir fait sa jonction avec le général Merle, il détruisit un corps d'insurgés qui occupait une forte position, et entra dans Valladolid. L'évêque de Santander était le chef de l'insurrection de son diocèse. Le général Merle marcha sur ce point, dispersa tous les rassemblements, reçut la soumission de Santander, qui, ainsi que Palencia, Ségovie et Valladolid, prêta serment au nouveau roi. Le maréchal Bessières avait, en quinze jours, pacifié la province de Guipuscoa, l'Alava, la Biscaye, et une grande partie de la Na-

varre. Pendant ce temps, le général Lefebvre-Desnouettes soumettait le midi de cette dernière province, et après avoir défait les insurgés en plusieurs rencontres, il effectuait, avec le général Verdier, le blocus de Saragosse, où s'étaient réfugiés les divers partis qui n'avaient pu tenir la campagne. Le général Duhesme soutint la guerre dans la Catalogne, et le maréchal Moncey dans le royaume de Valence, qui avait vu se former une junte insurrectionnelle : un égal succès couronna leurs opérations. Parti de Madrid à la fin de mai, le général Dupont s'avança sur l'Andalousie ; et après avoir écrasé l'ennemi à Alcolea, il se présenta devant Cordoue, où les ennemis étaient en force. Dix-sept cents hommes qui défendaient cette ville empêchèrent le corrégidor de la rendre. Il fallut battre en brèche : Cordoue fut enlevée ; Jaen eut le même sort. Pendant ce temps un autre corps d'environ quarante mille hommes était parti de Galice afin de couper au roi Joseph, alors en route pour Madrid, le chemin de la capitale. Le maréchal Bessières courut au-devant de ce grand péril avec douze mille hommes seulement, prit position sur les hauteurs de Medina del Rio Seco, et attaqua audacieusement les Espagnols : leur armée fut détruite et la ville emportée à la baïonnette ; quarante pièces de canon, six mille prisonniers, dix mille morts, les bagages et les munitions de toute cette armée furent les trophées de cette bataille mémorable. Bessières poursuivit l'ennemi sur Benavente, Mayorga et Léon, qui firent leur soumission. Napoléon crut un instant que cette victoire avait décidé l'anéantissement de l'insurrection espagnole et que la guerre allait avoir un terme. « *Voilà, dit-il, en apprenant la victoire de Rio-Seco, une nouvelle bataille de Villa-Viciosa. Bessières a mis Joseph sur le trône d'Espagne.* » Ce succès important assura nos communications avec le Portugal, et devint très-utile à l'armée que Junot commandait dans cette province.

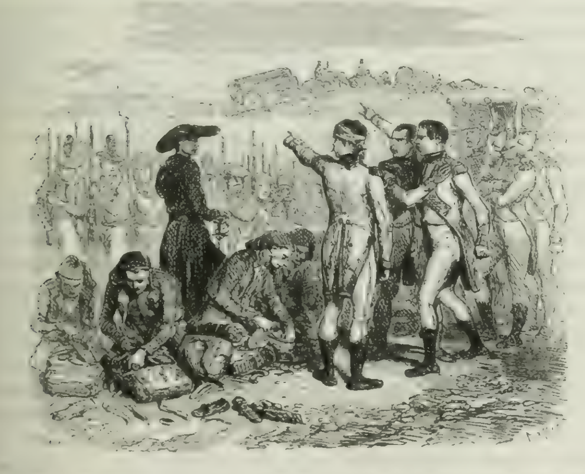
Dès le 16 juin, les Portugais avaient imité les Espagnols ; le cri du patriotisme les avait appelés dans Oporto à une insurrection générale. Les provinces du nord étaient déjà évacuées par l'armée française. Les Espagnols et les Portugais donnaient à l'Europe le beau spectacle de deux peuples ennemis se réunissant tout à coup pour défendre en commun leur foyer domestique, et cette antique indépendance qui est la propriété de toute nation. Mais les fusils de fabrique anglaise dont ils sont armés, les officiers supérieurs de l'Angleterre qui dirigent les mouvements de leurs troupes, apprennent aussi à l'Europe que Napoléon, en portant ses armées en Portugal et en Espagne, n'a fait que prévenir celles de l'Angleterre. Le régent de Portugal, dominé par l'ambassadeur anglais, avait abandonné ses états, au lieu de les conserver sous l'alliance et la protection de Napoléon, au prix de l'adoption du système continental. Dans les affaires de l'Escurial et d'Aranjuez, il fut également reconnu que Ferdinand, en voulant détrôner son père, n'avait pas d'autre intention que de rejeter l'amitié de la France pour s'unir à l'Angleterre.

Le 15 juillet, un décret impérial daté de Bayonne donna au grand-duc de Berg la couronne de Naples. Murat se hâta de quitter l'Espagne, où le général Savary, duc de Rovigo, le remplaça dans le commandement général de l'armée. Le maréchal Bessières avait ouvert à Joseph les portes de Madrid; le 20, ce prince y fit son entrée au milieu d'une foule silencieuse. Cette attitude de la population prouva énergiquement qu'il n'y avait eu de vaincu que l'armée battue par Bessières; que si Joseph occupait le trône, la nation occupait le champ de bataille : en effet, elle y était tout entière. Napoléon, rappelé en France par les soins de son vaste empire et par la nécessité de veiller sur l'Europe, qui le regardait avec crainte et se préparait à saisir la première occasion de l'abaisser, quitta Bayonne et retourna lentement à Paris; il s'arrêta dans les villes principales, où d'heureuses dispositions administratives signalèrent son passage.

Arraché aux délices de Naples, et réduit désormais à lui-même, le roi Joseph dut conquérir pour régner, et rester toujours armé pour conserver sa couronne. Une armée s'épuise et la guerre finit; mais une nation ne périt jamais : aussi la défaite de Medina del Rio Seco ne tarda point à être vengée. La première nouvelle que le roi Joseph reçut des mouvements de l'armée française en arrivant à Madrid, fut celle de la fatale capitulation d'Andujar.

Le général Dupont, ayant sous ses ordres les généraux Vedel et Gobert, avait, vers la fin de juin, placé l'un de ces officiers à Baylen, l'autre à Caroline; lui-même, avec sa première division, occupait Andujar sur le Guadalquivir, où il avait fait construire une tête de pont, ainsi qu'à Menjibar, sur la route de Jaen à Baylen. Le général Dupont était placé de manière à se trouver à l'abri de tout événement, puisque, dans le cas d'une attaque par un adversaire trop supérieur en nombre, un jour suffisait pour mettre les défilés de la Sierra-Morena entre lui et les assaillants. D'ailleurs il avait reçu du duc de Rovigo l'ordre impératif de se reployer sur Madrid par cette même route, et l'expresse défense de s'engager avec l'ennemi, même dans l'espoir d'un succès. La division Gobert n'avait été envoyée par le général en chef que pour assurer davantage la retraite du général Dupont, dont la division Vedel devait commencer le mouvement..Le 20 juillet, jour de l'entrée de Joseph à Madrid, l'ennemi, fort de quarante mille hommes, présenta la bataille à Dupont, qui n'avait qu'une seule division de treize mille hommes. A cette infériorité numérique il joignit deux fautes graves : celle de n'avoir pas conservé sa communication avec Madrid; et séparé qu'il était des divisions Vedel et Gobert, qui faisaient les deux tiers de son armée, d'accepter le combat avec des forces disproportionnées et dans une position désavantageuse. Après une lutte inégale, où le général espagnol Castanos avait eu l'habileté de l'attirer, Dupont signa le 22 juillet, à Andujar, une capitulation, au moment d'opérer avec le général Vedel une jonction qui mettait entre deux feux l'armée ennemie. Le général Vedel, qui avait déjà enlevé trois pièces de canon, deux drapeaux, et fait prisonnier le régiment de

Jaen, n'était plus séparé du général Dupont que par le corps qu'il venait de battre ; malgré la situation où le plaçait si inopinément la capitulation, Vedel imposa encore à l'ennemi, et il effectuait sa retraite sur Madrid, quand, *après une grande journée de marche*, il lui fut signifié par le chef d'état-major du général Dupont, ainsi qu'au général Gobert, qu'ils étaient, eux et leurs divisions, compris dans l'acte déshonorant d'Andujar : exemple inouï pendant toute la guerre d'Espagne, où les armées françaises ont eu des fortunes diverses, mais où elles n'ont jamais essuyé l'opprobre d'une capitulation en rase campagne. D'immenses bagages, honteusement qualifiés, avaient retardé, disait-on, la marche du général Dupont sur Baylen, et leur conservation l'avait décidé à capituler... Napoléon reçut à Bordeaux, le 1er août, cette affreuse nouvelle. « Des « généraux français, s'écria-t-il, n'aiment pas mieux mourir que de signer que « l'armée restituera les vases sacrés qu'elle a volés ! Je voudrais effacer cette « honte de tout mon sang. » Sa pudeur toute française ne souffrit pas que la capitulation d'Andujar fût imprimée dans aucune feuille publique. Si cependant Napoléon l'eût permis, l'armée aurait dans le temps défendu la cause de l'honneur français, en rejetant le crime sur les vrais coupables ; car les soldats, irrités de se voir soumis à l'inspection de leurs havresacs, désignèrent aux Espagnols les fourgons qui recélaient les vols dont ils subissaient l'affront, et l'infamie seule resta aux spoliateurs.

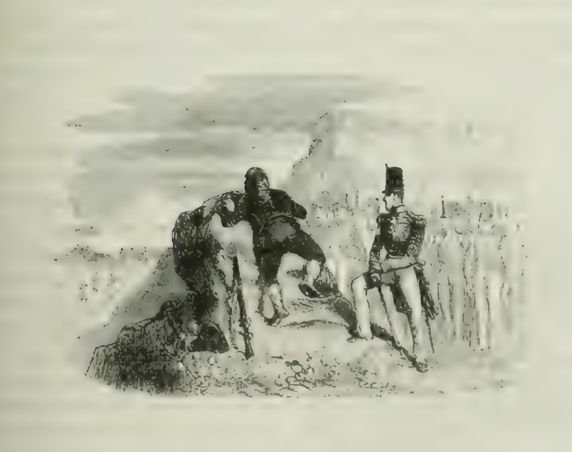


L'affaire d'Andujar fut jugée par l'indignation de la France et par l'exaltation

de l'Espagne ; elle porta l'atteinte la plus grave à la cause de Napoléon : elle enflamma le parti de l'insurrection et lui rallia les dissidents nombreux qui, sans ce désastre, allaient se réunir autour du trône de Joseph. Le contre-coup de cette commotion morale, qui ébranla soudain toute l'Espagne, retentit aussitôt dans les cabinets, et alla à huit cents lieues de Baylen éveiller, sur la côte de la Baltique, les soldats de La Romana. La Romana forma le généreux projet d'aller avec ses troupes secourir sa patrie. Il trompa Bernadotte, que l'Empereur avait engagé à surveiller les Espagnols, et parvint à s'embarquer sur des vaisseaux anglais avec la moitié de son armée. Jamais événement n'acquit plus rapidement une plus grande importance. Castanos, qui fit capituler Dupont à Baylen, fut loin de se douter lui-même de l'immense service qu'il venait de rendre à sa cause. Cette capitulation portait que les troupes sous les ordres de Dupont, déclarées prisonnières de guerre, seraient embarquées, à San-Lucar ou à Rota, sur des vaisseaux espagnols qui les transporteraient à Rochefort. Mais, entraînee tout à coup par l'enthousiasme général, la junte suprême de Séville viola le droit des gens. Elle rejetta la convention que Castanos avait signée, et, donnant elle-même à la lutte espagnole l'affreux signal du mépris des traites, elle arrêta que l'armée de Dupont, forte de vingt-six mille hommes, officiers et soldats, au lieu d'être conduite à Rochefort, resterait renfermée dans les pontons de Cadix. La capitulation de Baylen avait dissipé le prestige, si important à entretenir, de l'invincibilité française, et enlevé à notre armée le tiers de sa force : méconnue par la junte, elle faisait du trône de Joseph une simple position militaire qui fut constamment assiégée, et devait à la fin tomber sous l'opiniâtreté d'une guerre à outrance. Huit jours après son arrivee à Madrid, le 1er août, Joseph se vit contraint d'aller se réfugier à Vittoria. Le général Duhesme retourna aussi à Barcelone pour réunir son corps et contenir cette grande ville, dont il occupait tous les forts. La royauté de Joseph se trouvait déjà circonscrite dans un camp retranché.

Une autre conséquence de la capitulation d'Andujar, fut le débarquement d'une armée anglaise sous les ordres de sir Arthur Wellesley, depuis lord Wellington, qui prit terre à Leyria, à trente lieues au nord de Lisbonne, et unit ses drapeaux à ceux de l'armée portugaise. Le général anglais, à la tête de vingt-six mille hommes des deux nations, marcha sur Vimeiro, où l'intrépide Junot, avec dix mille hommes seulement, accepta la bataille le 22 août. Junot fut battu, et obligé de se reployer sur Lisbonne devant des troupes trop supérieures en nombre, après cinq heures de combat. Les pertes des deux armées furent égales. Junot, en dépit de cette valeur si connue dont il multiplia les efforts dans cette circonstance, n'avait pu contraindre les Anglais à se rembarquer, ni s'emparer de leur position ; mais, malgré cet échec, la journée de Vimeiro tourna encore à la gloire du général français. Son attitude parut si imposante, même après ce revers, qu'elle amena un armistice. Le 30

août, Junot, dont les divers corps en Portugal n'excédaient pas vingt mille hommes, obtint du général anglais, qui comptait sous ses drapeaux trente mille combattants et toute l'insurrection, l'honorable capitulation de Cintra. En vertu de ce traité, notre armée devait évacuer le Portugal, et être transportée en France, sur des vaisseaux anglais, avec toute son artillerie, ses caissons et ses bagages. L'armée n'était point prisonnière de guerre; à sa rentrée sur le sol natal, elle pouvait reprendre sa place de bataille. Cette capitulation, loin d'effacer la honte de celle de Baylen, la fit ressortir davantage. Le général français se montra dans la négociation tel que sur le champ de bataille. Il méritait et emporta l'estime et le respect de son adversaire. Junot et ses soldats quittèrent le Portugal comme après une victoire, mais les Anglais restaient dans ce pays; et l'Espagne, où l'armée de Joseph n'avait plus que Barcelone, la Navarre, la Biscaye et l'Alava, applaudit au succès de ces nouveaux hôtes armés, que, trois mois auparavant, elle jurait d'exterminer sous les aigles de Napoléon. Jamais vicissitude plus contraire ne brisa en moins de temps la destinée de deux nations. Dès ce jour pâlit l'astre de Napoléon; un fusil espagnol croisé avec un fusil anglais devint le contre-poids de tant de prospérités.





CHAPITRE XXX.

1808.

Révolution à Constantinople. — Napoléon à Erfurt. — Continuation de la guerre en Espagne. — Napoléon à Madrid. — Siége de Saragosse. — Armements de l'Autriche. — Napoléon revient à Paris.



L'ANNÉE 1807 avait vu s'accomplir une grande révolution dans l'empire turc. Le sultan Sélim, le même qui avait préféré l'alliance de la France à celle de l'Angleterre, assis depuis dix-sept ans sur le trône ottoman, avait été tout à coup déposé par les janissaires et relégué dans l'intérieur du sérail. Son neveu, proclamé empereur par cette milice indomptable, lui avait succédé sous le nom de Mustapha IV. Le vizir Barayctar, l'ami de Sélim, qui conservait à son maître malheureux une fidélité digne des plus beaux caractères, avait conçu depuis longtemps l'audacieux projet d'affranchir les sultans de la tyrannie des janissaires; Barayctar

commandait les forces ottomanes sur le Danube. Au mois de juillet 1808, sous le prétexte apparent de venir rendre hommage à Mustapha, il prit la route de Constantinople, et à la tête de huit mille hommes campa sous ses murs. Il fut accueilli avec distinction par le sultan, qui lui témoigna la plus grande confiance. Tout à coup il entra dans Constantinople avec son armée, et vint demander à Mustapha le sultan Sélim, jusque sous les murs du sérail. Ce palais se ferma, et bientôt ne se rouvrit que pour livrer Sélim égorgé à son généreux défenseur.

Barayctar couvrit de larmes le corps de son maître, dont il avait causé la mort, déposa Mustapha, fit trancher la tête à ses partisans, et proclama empereur Mahmoud, cousin de Sélim. Nommé grand-vizir, il s'attacha à poursuivre la reforme des janissaires, auxquels il substitua le corps des seymens, et gouverna avec une habileté et une fermeté jusqu'alors inconnues dans l'empire des sultans. Mais les nombreux corps de janissaires réunis à Constantinople ou campés aux portes de la capitale, impatients de la discipline sévère qu'on leur imposait, éclatèrent tout à coup le 14 septembre, attaquèrent les seymens, en firent un affreux carnage, et escaladèrent les murs du sérail. Le grand-vizir, voyant le triomphe de ses ennemis, ne voulut pas tomber vivant entre leurs mains. Il fit mettre à mort Mustapha, et, mettant le feu lui-même à un amas de poudre caché à dessein dans son palais, il se fit sauter. Le sultan Mahmoud continua l'œuvre de Barayctar, et à force d'audace et de persévérance parvint, vingt ans plus tard, à détruire d'un seul coup cette milice redoutable qui tenait depuis si longtemps asservi le trône des sultans.

Napoléon et Alexandre, en se séparant à Tilsitt, au mois de juillet 1807, avaient promis de se revoir avant la fin de l'année suivante. Cette entrevue avait encore acquis plus d'importance depuis les événements d'Espagne et le débarquement d'une armée anglaise dans la Péninsule. La Russie elle-même venait de recevoir le contre-coup de cette invasion : l'amiral russe Siniavin avait été ou paraissait avoir été contraint de livrer à l'amiral anglais Cotton la flotte qu'il commandait dans le Tage, pour être gardée comme un dépôt en Angleterre jusqu'à la paix entre les deux états. Mais la politique demandait surtout que les deux empereurs s'entendissent sur la situation de l'Allemagne. Le sort de la faible Prusse était fixé depuis Tilsitt; quelques différends restaient seulement à régler. Il était question de réduire l'armée prussienne à quarante mille hommes pendant dix ans; les places de Glogau, Stettin et Kustrin, devaient être occupées chacune par une garnison de dix mille Français, que la Prusse solderait jusqu'à parfait paiement des contributions de guerre, dont les arrérages, arrêtés entre les parties, montaient à cent quarante millions; sept routes militaires devaient en outre traverser la Prusse.

Au mois de juin 1808, l'Autriche, sortie tout à coup de sa routine militaire, avait introduit aussi chez elle, à l'instar de la France, la conscription et la garde

nationale. Les landwehrs avaient été réorganisées ; les landsthurms, ou levées en masse, venaient d'être ordonnées. On savait que l'armée de ligne autrichienne allait être portée à quatre cent mille hommes, et les landwehrs d'Allemagne à trois cent mille ; enfin tout présentait en Autriche l'aspect d'une guerre imminente, malgré l'amitié qui existait entre elle et Napoléon. Il n'ignorait pas que, dès le commencement de l'année, l'Autriche et l'Angleterre s'étaient rapprochées ; que cette dernière puissance, aussitôt la nouvelle des événements de Bayonne, avait offert ses escadres à l'archiduc Charles, afin de le mettre à même de faire valoir ses prétentions au trône d'Espagne, en sa qualité d'héritier des droits de Charles VI, compétiteur de Philippe V. Aussi, dès le mois de juillet, Napoléon demanda au gouvernement autrichien des explications positives, tant sur ses préparatifs militaires que sur ses nouvelles relations politiques, et, en même temps, il invitait les princes de la confédération *à préparer leurs contingents, pour éviter une guerre sans motifs, tout en faisant voir à l'Autriche qu'on était prêt à la soutenir.* Suivant son usage, le cabinet de Vienne se confondit en protestations d'amitié, et colora de différents prétextes ses armements, qu'il ne pouvait nier.

Napoleon, qui saisissait volontiers l'occasion de dire toute sa pensée, même à ses ennemis, interpella à Saint-Cloud, en présence de tout le corps diplomatique, l'ambassadeur d'Autriche, M. de Metternich ; il lui retraça hautement tout ce que lui devaient son maître et le roi de Prusse, après la destruction de leurs armées à Austerlitz et à Iéna : « Croyez-vous, ajouta-t-il, que le vainqueur « d'une armée française, qui eût été maître de Paris, eût agi avec cette mo- « dération? »

L'accroissement subit et immodéré de l'état militaire de l'Autriche pouvait faire craindre à Napoléon une nouvelle coalition, d'autant plus que le comte de Stadion, l'implacable ennemi de l'Empereur et de la France, était alors en Autriche le ministre dirigeant. D'après cet ensemble de circonstances graves, et les rapports de ses ministres de la guerre et des relations extérieures, Napoléon adressa, le 4 septembre, au Sénat, un message où il s'exprimait ainsi : « ...Je suis « résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité, et à dé- « truire les armées que l'Angleterre débarquera dans ce pays... Mon alliance « avec l'empereur de Russie ne laisse à l'Angleterre aucun espoir dans ses pro- « jets. Je crois à la paix du continent, mais je ne veux ni ne dois dépendre des « faux calculs et des erreurs des autres cours ; et puisque mes voisins augmen- « tent leurs armées, il est de mon devoir d'augmenter les miennes... » C'était à la face de l'Europe que Napoléon déclarait à la France qu'il avait besoin de nouvelles forces pour repousser une agression qui la menaçait sous le voile de la paix de Presbourg. En réponse à cette communication, le Sénat vota une levée de cent soixante mille hommes. La France comptait alors douze armées : celle de Pologne, celle de Prusse, celle de Silésie, celle de Danemarck, celle de

Dalmatie, celle d'Albanie, celle d'Italie, celle de Naples, celle d'Espagne, et des armées de réserve à Boulogne, sur les côtes, sur le Rhin et dans l'intérieur. Profondément indigné de la capitulation de Baylen, et convaincu que cet événement devait amener la retraite de ses troupes sur l'Elbe, Napoleon résolut d'aller lui-même se placer à leur tête, pour soumettre la péninsule. Mais avant de retourner vers le Midi il se rendit à Erfurt, où Alexandre devait le rejoindre.

Napoléon arriva le 27 à Erfurt, et fut au-devant de l'empereur Alexandre, qui était à Weimar depuis deux jours. Il trouva à Erfurt tous les princes de la confédération, envers lesquels il se plut à exercer son impériale hospitalité. Deux souverains seulement n'y parurent pas : le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche ; mais ce dernier eut soin de faire partir le baron de Vincent, porteur d'une lettre pour Napoléon, conçue en ces termes :

« Monsieur mon frère,

« Mon ambassadeur à Paris m'apprend que V. M. I. se rend à Erfurt, où elle « se rencontrera avec l'empereur Alexandre. Je saisis avec empressement l'oc- « casion qui la rapproche de ma frontière pour lui renouveler le témoignage « de l'amitié et de la haute estime que je lui ai vouées ; et j'envoie auprès d'elle « mon lieutenant-général, le baron de Vincent, pour vous porter l'assurance de « ces sentiments invariables. Je me flatte que V. M. n'a jamais cessé d'en être « convaincue, et que si de fausses représentations, qu'on avait répandues sur « des institutions intérieures organiques que j'ai établies dans ma monarchie, « lui ont laissé pendant un moment des doutes sur la persévérance de mes in- « tentions, les explications que le comte de Metternich a présentées à ce sujet « à ses ministres les auront entièrement dissipés. Le baron de Vincent se trouve « à même de confirmer à V. M. ces détails, et d'y ajouter tous les éclaircisse- « ments qu'elle pourra désirer... »

Le baron de Vincent arriva à Erfurt plusieurs jours avant Napoléon. L'empressement de l'empereur François, dans cette circonstance, signalait son déplaisir de n'avoir pas été appelé à l'entrevue d'Erfurt. Le déplaisir était d'autant plus vif, que cette exclusion, suffisamment motivée par l'attitude hostile que l'Autriche avait déployée depuis le voyage de Bayonne, prouvait à ce prince que le sort de l'Europe allait se régler sans lui.

Là, dans les épanchements d'entretiens intimes, les deux Empereurs resserrèrent les liens d'amitié qui unissaient la France et la Russie ; Alexandre était fier de l'affection que lui témoignait Napoléon. Un théâtre français avait été établi à Erfurt : le célèbre Talma et tous les acteurs de la Comédie-Française y furent appelés : rien de plus solennel que les représentations auxquelles assis-

taient journellement les deux empereurs, les souverains de l'Allemagne, leurs ministres, leurs courtisans. La tragédie d'*OEdipe* donna lieu à une scène à jamais mémorable. Au moment où Philoctète, en parlant d'Hercule, prononce ce vers :

> L'amitié d'un grand homme est un bienfait des Dieux ;

Je l'éprouve tous les jours, dit Alexandre en serrant fortement la main de Napoléon. Ces mots, entendus de tous les assistants, retentirent bientôt dans toute l'Europe.



On n'était qu'à cinq lieues de Weymar. Les deux empereurs, accompagnés des rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de tous les princes de la confédération, se rendirent dans cette résidence, où le duc les avait invités à une fête magnifique : il y eut une chasse au cerf, ensuite un banquet, et le soir, spectacle sur le théâtre de la cour, où fut représentée *la Mort de César*. Un bal brillant termina cette journée. Le lendemain, Napoléon alla visiter le champ de bataille d'Iéna ; il y trouva un temple à la Victoire, élevé au centre du plateau sur lequel il avait bivaqué deux ans auparavant. C'était le terrain même où

le grand-duc de Saxe-Weymar, qui faisait les honneurs de cette fête triomphale, avait été battu à la tête d'une division prussienne ; où le roi de Prusse, l'allié d'Alexandre, avait perdu sa couronne ; où le roi de Saxe, l'allié du roi de Prusse, avait gagné la sienne. Les souvenirs que le sol d'Iéna retraçait à Napoléon, au milieu des illustres témoins qui l'entouraient, n'étaient honorables que pour lui. On ne pouvait sans doute pousser plus loin le dévouement de la servilité que ne le fit alors la famille de Saxe. Pendant ce court séjour de Napoléon à Weymar, les deux plus célèbres littérateurs de l'Allemagne, Goëthe et Vieland, lui furent présentés. Un décret daté d'Erfurt leur accorda la décoration de la Légion-d'Honneur. Cet ordre du mérite français devenait insensiblement l'ordre du mérite européen, moyen de conquête tout à fait neuf, et qui ne devait appartenir qu'à son fondateur. Goëthe et Vieland étaient les deux plus beaux génies de l'Allemagne. On prétend qu'admis à une audience particulière par Napoléon, ces deux hommes éminents agitèrent avec ce prince des questions qui n'étaient ni philosophiques ni littéraires, telles que celle de la réorganisation de la patrie allemande luthérienne, mais que Napoléon éconduisit cette proposition au nom de la foi qu'il devait à la Prusse par le traité de Tilsitt. On attribua depuis à ce refus loyal la conjuration du *tugendbund prussien*, qui dès lors s'organisait dans un dessein bien différent de celui de venger la maison de Brandebourg.

Napoléon attachait à cette entrevue d'Erfurt, placée sur le théâtre de sa gloire, un tout autre intérêt que celui d'y recevoir de vains hommages et de présider avec Alexandre un congrès de rois et de souverains, dont aucun n'était initié à leurs secrètes délibérations. Sa grande affaire, but constant de sa politique, de ses victoires, celle qui seule l'avait entraîné dans la guerre de la péninsule, c'était la paix générale. Napoléon savait bien qu'il n'avait pas plus besoin pour régner de joindre à la France les royaumes d'Espagne et de Portugal, que ceux de Prusse, de Bavière et de Wurtemberg. Cette Espagne, quoique devenue pour lui une royauté de famille par l'avénement de son frère; ce Portugal, quoique ouvert à ses armées par la fuite de la maison de Bragance, ne formaient dès le principe, on ne peut trop le répéter, que des compensations qu'il voulait amasser pour la paix avec l'Angleterre. L'Empereur ne regardait ces deux pays que comme des gages qu'il se proposait de rendre à leurs possesseurs naturels le jour où il signerait le traité du repos de la terre. Pressés du désir de hâter ce résultat de leurs communs efforts, les deux empereurs, alors unis par un seul intérêt, écrivirent au roi d'Angleterre pour le prier *d'écouter la voix de l'humanité en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts, et partant de garantir toutes les puissances qui existent et assurer le bonheur de l'Europe .. Beaucoup d'états ont été bouleversés, de plus grands changements encore peuvent avoir lieu, et tous contraires à la politique de la nation anglaise ..* Le ministre britannique répondit

le 28 : « *Le roi a fait connaître à chaque occasion ses désirs et sa volonté d'entamer une négociation pour la paix générale, à des conditions qui pussent être compatibles avec la tranquillité et la sûreté de l'Europe... Le roi d'Angleterre ayant pris des engagements avec les rois de Portugal, de Sicile et de Suède, et avec le gouvernement espagnol actuel, il doit leur être permis de prendre part à la négociation à laquelle S. M. B. a été invitée.* » Quoi qu'il en soit, il était important pour Napoléon, pressé de terminer les affaires d'Espagne, de donner des gages à la maison d'Autriche de ses intentions pacifiques. En conséquence, il écrivit d'Erfurt aux princes de la confédération du Rhin pour les inviter à faire rentrer leurs troupes dans leurs garnisons, d'après les nouvelles assurances d'amitié qu'il avait reçues de l'empereur François, et il remit au baron de Vincent la lettre suivante adressée à son maître :

Erfurt, le 14 octobre 1808.

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Je remercie V. M. I. et R. de la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire, et que « le baron de Vincent m'a remise : je n'ai jamais douté des intentions droites « de V. M., mais je n'en ai pas moins craint un moment de voir les hostilités se « renouveler entre nous. Il est à Vienne une faction qui affecte la peur pour « précipiter votre cabinet dans des mesures violentes, qui seraient l'origine *de* « *malheurs plus grands que ceux qui ont précédé.* J'ai été le maître de démem-« brer la monarchie de V. M., ou du moins de la laisser moins puissante ; je ne « l'ai pas voulu. Ce qu'elle est, elle l'est de mon vœu : c'est la plus évidente « preuve que nos comptes sont soldés et que je ne veux rien d'elle. Je suis tou-« jours prêt à garantir l'intégrité de sa monarchie : je ne ferai jamais rien contre « les principaux intérêts de ses états. Mais V. M. ne doit pas remettre en dis-« cussion ce que quinze ans de guerre ont terminé ; elle doit défendre toute « proclamation ou démarche provoquant la guerre. La dernière levée en masse « aurait provoqué la guerre, si j'avais pu craindre que cette levée et ces prépa-« ratifs fussent combinés avec la Russie. Je viens de licencier le camp de la con-« fédération. Cent mille hommes de mes troupes vont à Boulogne pour renou-« veler mes projets sur l'Angleterre. Que V. M. s'abstienne de tout armement « qui puisse me donner de l'inquiétude et faire une diversion en faveur de l'An-« gleterre. J'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur de voir V. M., et que j'ai « conclu le traité de Presbourg, que nos affaires étaient terminées pour tou-« jours, et que je pouvais me livrer à la guerre maritime sans être inquiété ni « distrait. Que V. M. se méfie de ceux qui, lui parlant des dangers de sa monar-« chie, troublent ainsi son bonheur, celui de sa famille et de ses peuples ; ceux-« là seuls sont dangereux, ceux-là seuls appellent les dangers qu'ils feignent de

« craindre. Avec une conduite droite, franche et simple, V. M. rendra ses « peuples heureux, jouira elle-même du bonheur dont elle doit sentir le besoin « après tant de troubles, et sera sûre d'avoir en moi un homme décidé à ne ja- « mais rien faire contre ses principaux intérêts. Que ses démarches montrent « de la confiance, et elles en inspireront. La meilleure politique aujourd'hui, « c'est la simplicité et la vérité. Qu'elle me confie ses inquiétudes lorsqu'on « parviendra à lui en donner : je les dissiperai sur-le-champ. Que V. M. me per- « mette un dernier mot : qu'elle écoute son opinion, son sentiment ; il est bien « supérieur à celui de ses conseils. Je prie V. M. de lire ma lettre dans un bon « sens, et de n'y voir rien qui ne soit pour le bien et la tranquillité de l'Europe « et de V. M. »

Mais le parti de l'Autriche était pris ; elle continua ses organisations militaires. N'ayant point été appelée à Erfurt, elle ne reconnut pas le roi Joseph, comme l'avaient fait l'empereur de Russie et les autres princes de l'Allemagne, malgré la promesse qu'elle en avait faite par l'organe de M. de Metternich, à Paris, avant le voyage d'Erfurt, en retour de l'évacuation de la Silésie, qui s'était opérée immédiatement de la part de la France. Le 14 octobre, Alexandre et Napoléon se séparèrent pour ne plus se revoir. Ils prirent le même jour la route de leurs états, ainsi que les autres souverains. Le 19, Napoléon était à Saint-Cloud, où le suivit le comte Romanzoff, ambassadeur de Russie.

Aussitôt son retour, eut lieu l'ouverture du Corps-Législatif. L'Empereur y prononça un discours qui renfermait ces passages remarquables :

« J'ai fait cette année plus de mille lieues dans l'intérieur de mon empire... « La vue de cette grande famille française, naguère déchirée par les opinions « et les haines intestines, aujourd'hui prospère, tranquille et unie, a sensible- « ment ému mon âme. J'ai senti que pour être heureux il me fallait d'abord « l'assurance que la France fût heureuse... Une partie de mon armée marche « contre celles que l'Angleterre a formées ou débarquées dans les Espagnes. « C'est un bienfait particulier de cette Providence qui a constamment protégé « nos armes, que les passions aient assez aveuglé les conseils anglais pour qu'ils « renoncent à la possession des mers, et présentent enfin leurs armes sur le con- « tinent. Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-même à la tête de mon « armée, et, avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espagne, et « planter nos aigles sur les forts de Lisbonne... L'empereur de Russie et moi, « nous nous sommes vus à Erfurt. Nous sommes d'accord et invariablement unis « pour la paix comme pour la guerre... » Ces derniers mots ne pouvaient être mis en doute. On se rappelait qu'à Erfurt, Napoléon avait donné deux épées, la sienne à Alexandre, et une autre très-riche à Constantin, et qu'en recevant celle de Napoléon, Alexandre lui avait dit : « *Je l'accepte comme une marque de votre amitié. V. M. est bien certaine que je ne la tirerai jamais contre elle.* »

Cependant, à l'ombre des lauriers et même du trône de Napoléon, une con-

spiration sourde s'attacha dès lors à envenimer ses paroles, à noircir ses projets, à jeter sur les opérations de son gouvernement et sur ses victoires mêmes une défaveur et une méfiance acharnées. Les hommes de ce parti veillaient sur les adversités de l'Empereur ; ils semaient dans la société de sinistres prophéties, et ne cessèrent de flétrir, soit les succès, soit les malheurs de Napoléon, que lorsque, le voyant abattu, ils prirent hautement l'attitude du triomphe, et démasquèrent soudain, toute couverte des livrées impériales, leur longue et secrète conjuration.

Impatient de diriger lui-même en Espagne les opérations militaires, Napoléon part pour Bayonne, où il arrive le 3 novembre : le 4, il est en Espagne ; la victoire y entre avec lui. Le roi Joseph vient au-devant de lui jusqu'à Vittoria.



L'Empereur marche vers Madrid, dont il faut conquérir la route ; l'armée d'Estramadure, forte de vingt mille hommes, commandée par le comte de Belvedère, défend la ville de Burgos. Napoléon place toute la cavalerie sous les ordres du maréchal Bessières, et donne le commandement du deuxième corps au maréchal Soult. Celui-ci se met en mouvement le 10, et trouve l'ennemi en position à Gamonal, où il est reçu par une décharge de trente pièces de canon. La division Mouton bat le pas de charge, l'artillerie la soutient, et le duc d'Istrie a déborde l'ennemi. Enfoncés par l'attaque impétueuse de l'infanterie, les Espagnols éprouvent une déroute complète, laissent trois mille morts, trois mille prisonniers, perdent deux drapeaux et vingt-cinq pièces de canon ; le reste se sauve à Burgos.

où les Français pénètrent pêle-mêle avec des fuyards, et les poursuivent de tous côtés. Nos troupes occupent le château de Burgos, que l'ennemi avait bien approvisionné. L'Empereur entre avec sa garde à Burgos ; on y recueille des magasins de laine pour une valeur de trente millions.

L'armée de Galice, qui était forte de quarante-cinq mille hommes, battue à Bilbao, se voit poursuivie par le duc de Bellune dans la direction d'Espinosa, par le duc de Dantzick dans celle de Villarcayo, et tournée par le duc de Dalmatie dans celle de Reynosa. Le général Lasalle est à Lerma ; le général Milhaud à Palencia. Valladolid tombe en notre pouvoir. Les Anglais ont débarqué à la Corogne ; une division de leur armée de Portugal tient Badajoz : notre armée brûle de se mesurer avec eux. Pendant ce temps, défaite de nouveau dans les combats de Durango, Guenès, Valmaceda, l'armée de Galice est presque détruite ; le 12, à la bataille d'Espinosa que livre le duc de Bellune, Blake perd dix mille hommes et cinquante pièces de canon. Parvenu à Reynosa, le duc de Dalmatie achève la ruine de cette armée et lui enlève ses parcs, ses bagages, ses magasins. Le 16, le duc d'Istrie arrive à Aranda, dirige des partis de cavalerie, d'un côté sur Léon, de l'autre sur Madrid, pendant que le duc de Dalmatie entrait à Santander, où il s'emparait de neuf mille fusils anglais, et saisissait sur la côte plusieurs convois chargés d'artillerie et de munitions.

Les armées de Galice et d'Estramadure, commandées par Blaze et La Romana, avaient à peu près disparu aux batailles d'Espinosa et de Burgos ; il restait à atteindre la grande armée d'Andalousie, de Valence, de la Nouvelle-Castille, de l'Aragon, sous les ordres de Castanos, Penas et Palafox : portée à quatre-vingt mille hommes, elle occupait en partie Calahorra et Tudela. Le 22, l'Empereur transporte son quartier-général de Burgos à Lerma. Le duc d'Elchingen entre dans Soria (l'ancienne Numance) et dans Medina-Cœli. Les ducs de Montebello et de Conegliano font leur jonction à Lodosa : le duc de Bellune est à Venta de Gomez. Les avenues de Madrid, du côté du nord, sont interceptées. Le duc de Montebello marche avec vingt-quatre mille hommes pour présenter la bataille à l'armée espagnole : il la rencontre, le 23, en avant de Tudela, forte de quarante-cinq mille hommes, avec quarante pièces de canon, et conduite par le général Castanos. Cette armée ne peut résister à l'impétuosité de l'attaque que dirige le général Maurice Mathieu ; son centre est enfoncé ; la cavalerie du général Lefebvre y pénètre et enveloppe sa droite. Le général Lagrange complète la victoire en culbutant la ligne de Castanos. Les Espagnols, en pleine déroute, ont à regretter quatre mille morts, trois mille prisonniers, trois cents officiers, sept drapeaux, trente pièces de canon, et abandonnent à Tudela d'immenses approvisionnements. Le duc de Conegliano avance sur Saragosse ; le duc d'Elchingen s'est emparé de riches magasins à Agreda.

Ainsi le centre de l'armée espagnole avait été battu à Burgos, la droite à Espinosa, la gauche à Tudela. L'Empereur porte son quartier-général au village

de Bozeguillas; le 30, le duc de Bellune se trouve au pied de la fameuse montagne de Somo-Sierra, dont dix mille hommes de la réserve espagnole, que commande San-Benito, protégés par des retranchements, et ayant en batterie seize pièces de canon, défendent le passage. A peine la fusillade et la canonnade sont engagées, que le général Montbrun, à la tête des chevau-légers polonais, gravit les hauteurs, exécute une des plus belles charges qui aient honoré la cavalerie de la garde, dont ce corps fait partie, et décide l'affaire; ce regiment se couvre d'une gloire immortelle. Les Espagnols se dispersent dans les montagnes en jetant leurs armes : ils laissent au vainqueur seize pièces de canon, dix drapeaux, deux cents chariots de bagages, les caisses militaires, et parmi les prisonniers on compte tous les officiers supérieurs de cette division. Après ce combat prodigieux, où une troupe de cavalerie légère emporte au galop les escarpements et les batteries d'une position que la nature a rendue inexpugnable pour toute autre arme que l'infanterie, les Français n'ont plus qu'à marcher à Madrid. Le 1er décembre, le quartier-genéral impérial est à Saint-Augustin, et le 2, l'armée victorieuse célèbre l'anniversaire du couronnement de Napoléon sous les murs de la capitale de l'ennemi. L'Empereur paraît le jour même sur les hauteurs qui environnent la ville; la cavalerie du duc d'Istrie et la garde impériale l'accueillent avec enthousiasme.

Madrid est toujours au pouvoir de l'ennemi; soixante mille hommes armés, composés en partie de la populace barbare et fanatique des campagnes, l'ont conquise sur ses propres habitants : la garnison régulière est de six mille hommes de ligne; cent pièces de canon défendent les remparts. On a barricadé les rues, les portes, les maisons; les cloches de deux cents églises sont en branle; les cris d'une multitude, dont le désordre égale le délire, ajoutent une horreur particulière à la consternation qui frappe cette grande cité. Le duc d'Istrie envoie sommer Madrid, où s'est formée une junte militaire sous la présidence de Castellar, un général de la ligne vient y répondre, accompagné d'hommes furieux qui surveillent ses paroles et dictent son refus. L'aide-de-camp du duc d'Istrie, chargé de la sommation, n'a été sauvé de la furie de la populace que par les troupes de ligne : le général Montbrun n'a dû la vie qu'à ses armes. La veille, le marquis de Paralès, faussement accusé d'avoir fait remplir les cartouches de sable, a été déchiré par le peuple, et ses membres portés dans tous les quartiers. Voilà la situation de Madrid.

L'armée française n'est plus qu'à trois lieues de cette ville : Napoléon passe le reste de la journée à la reconnaître et à arrêter un plan d'attaque qui concilie également les intérêts de l'humanité et ceux de sa gloire. Il ne veut pas livrer l'assaut. C'est par l'impression de sa présence sur cette tourbe féroce et sur les honnêtes habitants qu'elle tyrannise, que Napoléon conçoit l'espérance de voir s'ouvrir devant lui les portes de Madrid. Le soir, à sept heures, il ordonne au général Maison de se loger dans les faubourgs et le fait soutenir par le général





Lauriston, avec quatre pièces d'artillerie de la garde. A minuit, le prince de Neuchâtel envoie un lieutenant-colonel, pris à Somo-Sierra, porter une nouvelle sommation au gouverneur de Madrid, qui demande encore un délai. Mais, dans cet intervalle, le général Sénarmont, avec ses trente pièces d'artillerie, fait une brèche aux murs du Retiro; un bataillon de voltigeurs s'y jette et chasse les quatre mille hommes qui le défendent. Tous les débouchés tombent au pouvoir de nos troupes, pendant que vingt pièces de canon de la garde trompent, d'un autre côté, l'ennemi par une fausse attaque. La prise du Retiro a rendu désormais toute résistance inutile; mais Napoléon ne perd pas de vue son grand objet, celui de ménager la ville. Indépendamment de l'horreur que lui inspire l'idée des scènes de carnage et de désolation qu'offrirait une aussi vaste cité prise d'assaut, et défendue par une population fanatisée comme l'est celle de Madrid, il ne veut pas frayer un chemin à son frère sur les ruines de sa capitale, et se contente de faire avancer quelques compagnies de voltigeurs, qu'il a soin de ne pas faire soutenir, afin d'éviter le pillage et la guerre des maisons.

A onze heures, le prince de Neuchâtel, n'ayant pas reçu de réponse du général Castellar, lui renouvelle sa sommation, et lui écrit que l'Empereur consent à suspendre l'attaque jusqu'à deux heures. Ce terme s'écoule, et cependant le drapeau blanc n'est pas arboré. Napoléon se décide encore à attendre. Enfin, à neuf heures, arrivent le général Morla et un député de la ville. Ils déclarent au major-général que la population s'obstine à vouloir résister, et demandent la journée du 4 pour l'apaiser. Le prince de Neuchâtel les présente à l'Empereur, qui, s'adressant au général Morla : « Retournez, lui dit-il, à Madrid; « je vous « donne jusqu'à demain six heures du matin. Revenez alors, si vous n'avez à « me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il s'est soumis; sinon, vous et « vos troupes serez tous passés par les armes. » L'Empereur n'avait pas plus de trente mille hommes devant Madrid.

Le lendemain, à six heures du matin, le général Morla revint apportant la soumission de Madrid. A dix heures, le général Belliard prit le commandement de la ville. Un pardon général fut proclamé. Les boutiques restèrent ouvertes jusqu'à onze heures du soir, et la sécurité régna dans Madrid comme par enchantement. La caserne seule des gardes-du-corps, dernier refuge des assiégés, continuait encore à vomir la mort au milieu de la ville soumise, et ce ne fut qu'après deux heures de supplications, et à travers les plus grands périls, que le corrégidor et les alcades parvinrent à apaiser la fureur de ces hommes désespérés, effrayant caractère imprimé dès l'origine, et jusqu'au dernier moment, à cette guerre terrible! Une autre circonstance non moins remarquable, en raison de la haine que les Espagnols portaient à la royauté de Joseph, c'est le respect qui avait protégé son palais depuis sa fuite de Madrid. Les Espagnols sont les idolâtres de la royauté; un palais leur semble un temple dont la violation tiendrait du sacrilége. A l'Escurial, tout était à la place et dans l'état où Joseph l'avait

laisse : ce prince retrouva même le portrait de sa femme, et Napoléon le sien, dans le tableau du fameux passage du Saint-Bernard, peint par David. Il fit de sérieuses réflexions sur cette nation qui proscrivait son roi et respectait ses propriétés ; mais il était trop tard.

Grâce à la présence de Napoléon, la ville de Madrid coûta moins aux assiégés que la prise de la moindre citadelle. Il donna des ordres pour la poursuite des fuyards de Burgos, de Tolède, de Somo-Sierra, d'Aranjuez, qui se précipitèrent sur les routes de l'Andalousie, et fit son entrée à Madrid le 4 décembre. Quelques jours après, il adressa aux Espagnols cette proclamation :

« Espagnols !

« Vous avez été égarés par des hommes perfides ; ils vous ont engagés dans une lutte insensée.... Dans peu de mois vous avez été livrés à toutes les angoisses des factions populaires. La défaite de vos armées a été l'affaire de quelques marches. Je suis entré dans Madrid : les droits de la guerre m'autorisent à donner un grand exemple et à laver dans le sang les outrages faits à moi et à ma nation : je n'ai écouté que la clémence... Je vous avais dit dans ma proclamation du 2 juin que je voulais être votre régénérateur. Aux droits qui m'ont été cédés par les princes de la dernière dynastie, vous avez voulu que j'ajoutasse le droit de conquête. Cela ne changera rien à mes dispositions. Je veux même louer ce qu'il peut y avoir de généreux dans vos efforts ; je veux reconnaître que l'on vous a caché vos vrais intérêts... Espagnols, votre destinée est entre vos mains. Rejetez le poison que les Anglais ont répandu parmi vous... Tout ce qui s'opposait à votre prospérité et à votre grandeur, je l'ai détruit ; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées ; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie tempérée. Il dépend de vous que cette constitution soit encore votre loi.

« Mais si mes efforts sont inutiles, ajoutait-il en terminant, et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera qu'à vous traiter en provinces conquises et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la faire respecter des méchants, car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles. »

Les Espagnols parurent aussi peu touchés des menaces que des promesses de l'Empereur. Mais le mot de constitution ne fut pas prononcé en vain : et les chefs de l'insurrection se trouvèrent conduits, bientôt après, par la force des circonstances, à donner à l'Espagne une constitution plus démocratique encore que celle qui avait été adoptée à Bayonne.

Le corrégidor de Madrid, à la tête d'une députation de la ville, porta aux



Napoléon devant Madrid.



pieds du vainqueur l'expression de sentiments qui n'étaient pas dans les âmes, mais dont la manifestation était rendue nécessaire par l'occupation militaire de la capitale. « Je regrette, répondit l'Empereur, le mal que Madrid a essuyé ; et je tiens à honneur d'avoir pu la sauver et lui épargner de plus grands maux

« Je me suis empressé de prendre des mesures qui tranquillisent toutes les classes de citoyens, sachant combien l'incertitude est pénible pour tous les peuples et pour tous les hommes.

« J'ai conservé les ordres religieux en restreignant le nombre des moines. Il n'est pas un homme sensé qui ne jugeât qu'ils étaient trop nombreux. Du surplus des biens des couvents, j'ai pourvu aux besoins des curés, de cette classe la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé.

« J'ai aboli ce tribunal contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient. Les prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens.

« J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra établir des hôtelleries, des fours, des moulins, des pêcheries, et donner un libre essor à son industrie... L'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un petit nombre d'hommes, nuisent plus à votre agriculture que les chaleurs de la canicule.

« Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un état qu'une justice. Toutes les justices particulières avaient été usurpées et étaient contraires aux droits de la nation. Je les ai détruites.

« ... Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les divisions dans la « famille royale avaient été tramées par les Anglais. Ce n'était pas le roi « Charles ni le favori que le duc l'Infantado, instrument de l'Angleterre, comme « le prouvent les papiers trouvés dans sa maison, voulait renverser du trône : « c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne... « La génération présente pourra varier dans ses opinions : trop de passions ont « été mises en jeu : mais vos neveux me remercieront comme leur régénérateur. « Ils placeront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai paru parmi vous, « et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne. »

Malheureusement, tous ces bienfaits, venus d'une main ennemie, étaient constamment repoussés par les Espagnols, et l'insurrection renaissait partout de ses cendres.

Ayant enfin appris le passage du Duero par l'armée anglaise, dont la cavalerie avait paru le 15 à Valladolid, et sa marche sur Saldagna, où se trouvait le duc de Dalmatie, l'Empereur quitta Madrid le 22 décembre, pour couper la retraite à l'ennemi. Avant de partir, il mit sous les ordres du roi Joseph, qu'il nomma son lieutenant-général, la garnison de Madrid, les corps des ducs de Bellune et de Dantzick, et la cavalerie des généraux Lasalle, Milhaud et Latour-Maubourg. Le mouvement de l'Empereur décida tout à coup les Anglais à rebrousser chemin ; et la tourmente affreuse qui retint Napoléon et son

armee, pendant deux jours, dans les défilés du Guadarrama, leur donna le temps d'échapper. Cependant le duc d'Istrie les poursuivit vivement avec neuf mille



hommes de cavalerie. Le général Lefebvre-Desnouettes, à la tête de quatre cents chevaux, se porta sur Benavente, et croyant la ville évacuée, il passa la rivière à gué ; mais attaqué par deux mille cavaliers de l'arrière-garde anglaise, son cheval fut tué, et lui-même, blessé, fut pris dans la rivière. Le 30, le duc de Dalmatie atteignit la gauche de l'ennemi et la culbuta à Maveilla.

Le quartier-général de l'Empereur était à Astorga le 1er janvier 1809. Dans la route de cette ville à Villa-Franca, le général Auguste Colbert, qui avait remplacé Lefebvre-Desnouettes à l'avant-garde du duc d'Istrie, fit deux mille prisonniers. Deux jours plus tard, au combat de Pierros, où le général Merle, du corps du duc de Dalmatie, enleva les hauteurs défendues par les Anglais, le général Colbert tomba frappé d'une balle, et dit, avant de rendre le dernier soupir : *Ma mort est digne d'un soldat de la grande armée : je vois fuir les éternels ennemis de ma patrie.*

L'Empereur reçut à Astorga la confirmation des préparatifs hostiles de l'Autriche, et des intrigues qui s'ourdissaient à Paris. Il quitta Astorga, et laissa le duc d'Elchingen pour appuyer le duc de Dalmatie. Il porta d'abord son quartier-général à Benavente, puis à Valladolid. Le 10, eut lieu le beau combat de

Tarracona, ou le duc de Bellune fit mettre bas les armes au corps de Venegas, qui y périt. Trois cents officiers, douze mille Espagnols prisonniers, entrèrent à Madrid, avec leur artillerie et leurs drapeaux, sous l'escorte de trois bataillons français. Le 13, le duc de Dalmatie était à Lugo, ayant ses avant-postes sur la route de la Corogne, où se précipitent les Anglais, au nombre de vingt mille, fuyant devant une armée de la même force. Une bataille leur fut livrée au pont del Curgo ; le général en chef Moore y est tué et le général Baird dangereusement blessé. A la suite de cette victoire, la Corogne capitule. Mais une partie de l'armée anglaise avait eu le temps de s'embarquer sur ses nombreux bâtiments : elle était réduite aux deux tiers, et les armées espagnoles n'étaient plus formées que de débris sans organisation.

Si Napoléon avait pu continuer encore à conduire la guerre en personne, il aurait été permis d'en prédire la fin prochaine ; car à lui seul appartenait d'entreprendre et d'operer la destruction des Anglais et la conversion politique des Espagnols. Lui seul aussi pouvait à la fois commander plusieurs armées et en gouverner les généraux. Mais, le 17 janvier, l'Empereur reparaît tout à coup a Burgos, qu'il a quitté le matin, après avoir parcouru en cinq heures, à cheval, une distance de trente-cinq lieues. Le 23, il était à Paris. Quelques jours après, le comte de Montesquiou remplaça M. de Talleyrand en qualité de grand-chambellan. Cette disgrâce fut un événement pour la capitale, encore étonnée du retour si subit de l'Empereur. En Espagne, son absence avait tout à coup rendu le courage aux Espagnols. Quant aux Anglais, le signal de détresse fait à leur allié d'Autriche, depuis le moment où ils osèrent ouvrir leur campagne à Valladolid devant Napoléon, avait été entendu à Vienne, et ce prince s'était mis en route pour aller au-devant d'une cinquième coalition, abandonnant à Joseph, au major-général Jourdan et à ses généraux, le soin de continuer les prodiges de ses armes. Quatre cents lieues le séparaient à Madrid de ce nouvel ennemi, qu'il est obligé, non plus de vaincre, mais d'anéantir, bien moins pour assurer l'Espagne à son frère, qu'afin de l'enlever aux Anglais.

Le service que l'Autriche venait de rendre à l'Angleterre, en reprenant les armes, était immense ; car, je le répète, encore un seul mois peut-être passé dans la Péninsule à la tête de ses armées, Napoléon achevait la ruine de l'influence britannique sur le continent, et domptait l'insurrection espagnole. L'engagement qui venait de lier encore une fois les cours de Londres et de Vienne remontait au commencement de la révolution française. Dès lors se cimenta entre tous les rois de l'Europe un pacte qui, gardant son invariabilite et son caractère implacable, n'avait cessé de combattre, d'abord collectivement, ensuite séparément, et toujours au nom des vieilles monarchies, ou la république ou l'empire français. Tout traité avec la France ne fut qu'une trahison qui prenait du repos ; toute paix ne fut qu'une trêve, surtout quand Napoléon, sorti des rangs de l'armée, après avoir étonné le monde par ses triomphes, fit subitement de

la république indivisible la base du trône qu'il élevait sur l'Europe. La mort de Louis XVI affecta beaucoup moins les rois, cette mort ne leur parut qu'un attentat qui devait rendre odieuse la révolution française. Mais l'avénement du général Bonaparte leur parut insupportable, parce qu'il plaçait réellement sur le trône cette révolution qui l'avait produit. Aussi les vieux commensaux de la monarchie virent avec horreur s'asseoir au banquet des souverains ce soldat, dont ils ne reconnurent la légitimité que comme une loi de la victoire.

La lutte continuait en Espagne. Le 27 janvier, le Ferrol s'est rendu au duc de Dalmatie, qui a trouvé dans le port onze vaisseaux de ligne, trois frégates et quinze cents pièces de canon. Le maréchal marche sur Oporto. Vigo a capitulé. Enfin la grande ville de l'Aragon, la véritable citadelle de l'insurrection espagnole, Saragosse, est emportée, le 21 février, par le duc de Montebello, qui depuis un mois avait pris le commandement supérieur de ce siége à jamais mémorable. Depuis la bataille de Tudela, Palafox s'était retiré dans cette ville à la tête de trente mille hommes. Là se déploya de la part des assiégés tout ce que le fanatisme peut produire de plus effrayant. Les vainqueurs et les vaincus s'étonnent également de leurs efforts. Défendue par la rage et par le désespoir de soixante mille habitants et d'une armée nombreuse, Saragosse supporte vingt-huit jours de tranchée ouverte après huit mois d'attaque, et résiste encore pendant vingt-trois jours, de rue en rue, de maison en maison. Chaque habitation, chaque monastère, chaque église, devient une forteresse sacrée qu'aucune capitulation ne doit livrer. Tous les habitants, hommes, femmes, enfants, prêtres moines, tout combat, tout périt, et les Français prennent avec stupeur possession de cette vaste enceinte de ruines fumantes et ensanglantées où fut Saragosse. Ils n'y voient debout que les potences élevées pendant le siége pour y attacher ceux qui auraient parlé de se rendre ! Cette florissante et antique cite ne peut plus s'appeler que la ville des morts ; plus de quarante mille personnes de tout sexe, de tout âge, immolées pour sa défense, remplissent ses portiques, ses places, ses avenues. Les cadavres achèvent la destruction des vivants ; une affreuse epidémie moissonne près de mille individus par jour. Les hôpitaux, où s'entassent quinze mille malades, ne sont que de vastes cimetières. On trouva dans la ville cent mille fusils, presque tous de fabrique anglaise, et deux cents pièces de canon. En protégeant les malheureux habitants échappés à la contagion et à ce siége si meurtrier, le brave maréchal Lannes se chargea d'acquitter une dette de la victoire. Les restes de la population de Saragosse s'en souviendront toujours ; et s'ils ne furent pas soumis, ils furent reconnaissants. Mais le patriotisme, cette vertu inexorable, qui ne peut jamais transiger sur les grands intérêts de l'indépendance et de l'honneur du pays, se retrempa encore au milieu des débris de Saragosse.

Partout où les troupes françaises portent leurs armes, elles sont illustrées par d'importants succès. Le 25 février, le général Gouvion-Saint-Cyr, au com-



Siége de Sarragosse



bat de Vels, non loin de Taragone, détruit à la baïonnette un corps espagnol après une action meurtrière, et s'empare de son artillerie. Le 27 mars, le général Sébastiani gagne la bataille de Ciudal-Real. Le lendemain, à Medelin, dans l'Estramadure, le duc de Bellune défait complétement le général Cuesta, et pousse ses avant-postes jusqu'à Badajoz. En Portugal, la fortune se montre encore plus brillante et plus favorable pour nous. La seconde expédition que commande le duc de Dalmatie, contre ce royaume sans souverain, commence par la prise de Chavès, qui renferme un riche matériel d'artillerie. Le lendemain, les Portugais succombent, malgré une longue résistance, au combat de Lanhozo. Enfin, le 29, se donne la grande bataille que l'évêque d'Oporto livre au maréchal sous les murs de cette ville. Deux lignes récemment formées, que défendent deux cents pièces de canon, sont enlevées par les Français, et vingt mille Portugais couvrent le champ de bataille. Cette victoire met entre nos mains la ville la plus opulente du Portugal après Lisbonne.

L'esprit de Napoléon anime encore les rangs français dans toute la Péninsule





CHAPITRE XXXI.

1809.

Révolution en Suède. — L'Autriche déclare la guerre à la France. — Bataille d'Abensberg. — Bataille d'Eckmuhl. — Prise de Vienne. — Réunion des États Romains à l'Empire. — Bataille d'Esling. — Mort du maréchal Lannes. — Les Français dans l'île de Lobau.



Une révolution inattendue vint tout à coup apprendre à l'Europe l'abdication du roi de Suède. Mais cette abdication présenta un tout autre caractère que celle de Chares IV et de Ferdinand VII ; car les Espagnols avaient pris les armes pour défendre la légitimité de leur prince, tandis que le peuple suédois tout entier, usant du droit primitif de possesseur du sol, et de la faculté inhérente à tout corps social de redresser ses propres griefs, avait déposé Gustave-Adolphe IV.

Le plus important changement dont un état puisse être le théâtre, s'était terminé sans trouble, sans violence et sans nulle opposition. Cet événement, qui honore à jamais le caractère noble et généreux, ainsi que l'esprit éclairé et la haute civilisation des habitants de ce royaume, cet événement n'a cependant

d'importance que pour les Suédois. La guerre de la Péninsule et la cinquième coalition, au milieu desquelles s'accomplit la révolution de Stockholm, absorbent l'attention de l'Europe.

Depuis quatre ans l'Autriche dévorait en silence l'humiliation du traité de Presbourg; les divisions territoriales, qui en furent la suite, n'avaient cessé d'entretenir en Allemagne une sourde fermentation. Le Tyrol surtout supportait impatiemment le joug de la Bavière, à laquelle il était échu. L'empereur François crut le moment favorable pour nous déclarer la guerre et reprendre les provinces que le sort des armes lui avait enlevées. Soudain un cri de guerre retentit sur les bords de l'Inn et au sein de la Bavière, et la lettre suivante est apportée à Munich le 9 avril :

A M. le général en chef de l'armée française en Bavière.

« D'après une déclaration de S. M. l'empereur d'Autriche à l'empereur Na-« poléon, je préviens M. le général en chef de l'armée française que j'ai ordre « de me porter en avant avec les troupes sous mes ordres, et de traiter en en-« nemi toutes celles qui me feront résistance.

« A mon quartier-général, le 9 avril 1809.

« CHARLES. »

Telle est la première pièce officielle de cette rupture qui, tout à coup, surprit la Bavière livrée à ses seules ressources.

L'armée autrichienne, forte de près de trois cent mille combattants, était ainsi placée : l'archiduc Ferdinand commande quarante mille hommes en Pologne; treize mille sont en Saxe. Sous les ordres directs de l'archiduc Charles, il y a en Bohême les cinquante mille hommes de Kolowrath et de Bellegarde; l'armée principale, de cent mille Autrichiens et Tyroliens, sous le marquis de Chasteller, occupe le Tyrol; l'archiduc Jean est en Italie, à la tête de quatre-vingt mille hommes. L'artillerie de cette armée s'élève à sept cents pièces de canon. Voici quelles étaient à la même époque la force et la position des Français : en Pologne, dix-huit mille hommes sous Poniatowski; Bernadotte, en Saxe, compte douze mille Saxons, et Gratien huit mille Hollandais; le roi Jérôme a quinze mille hommes en Westphalie. L'armée principale, que Napoléon va commander, se compose du deuxième corps de vingt-cinq mille hommes sous le maréchal Lannes et le général Oudinot, à Augsbourg; du troisième, sous le maréchal Davoust, à Ratisbonne, fort de quarante-cinq mille hommes; du quatrième, sous le maréchal Masséna, à Ulm, de trente mille hommes; du septième, de trente mille Bavarois, sous le maréchal Lefebvre, à Munich et à Landshut; du huitième, de douze mille Wurtembergeois, sous Vandamme, à Heydenheim; et de douze

mille confédérés de l'Allemagne méridionale. Le vice-roi et le maréchal Macdonald ont en Italie quarante-cinq mille hommes, et Marmont quinze mille en Dalmatie. Cette armée de deux cent soixante-sept mille hommes avait cinq cent soixante pièces de canon ; elle est inférieure de soixante-dix mille hommes à l'armée autrichienne ; mais ce sont les soldats d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, et ils ont pour les conduire des chefs dont les noms sont ceux de nos victoires.

Du 10 au 16 avril, l'armée de l'archiduc Charles marcha de l'Inn sur l'Iser ; les Bavarois portèrent les premiers coups à ceux qui violaient leur territoire. Napoléon apprend à Paris, par le télégraphe, dans la soirée du 12, le passage de l'Inn par les Autrichiens : un instant après cette nouvelle, il est en voiture. Le 16, il voit le roi de Bavière à Dillingen, lui promet de le ramener dans quinze jours à Munich, et de le faire plus grand que ses ancêtres. Le 17, le quartier-général se trouvait à Donawerth, d'où Napoléon adresse à son armée cette courte proclamation :

« Soldats !

« Le territoire de la Confédération a été violé. Le général autrichien veut que « nous fuyions à l'aspect de ses armes et que nous abandonnions nos alliés. J'ar- « rive avec la rapidité de l'éclair. Soldats ! j'étais au milieu de vous lorsque le « souverain de l'Autriche vint à mon bivouac en Moravie : vous l'avez entendu « implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois « guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité : trois fois elle a été parjure ! « Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. « Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur ! »

Le lendemain, l'Empereur porta son quartier-général à Ingolstadt. Dès le début de cette campagne, chaque jour amène une action et chaque action donne une victoire. Le 19, le général Oudinot, parti d'Augsbourg, disperse quatre mille Autrichiens au combat de Pfeffenhoffen ; Le maréchal Davoust a quitté Ratisbonne pour marcher sur Neudstadt. Il atteint l'ennemi et gagne la bataille de Thann. Le soir il fait sa jonction avec le duc de Dantzick, qui, venu d'Abensberg, s'est montré à temps avec les Bavarois qu'il commande pour compléter la défaite autrichienne. Le 20, Napoléon se dirige sur Abensberg, où il a résolu de charger de front et de détruire les soixante mille hommes de l'archiduc Louis et du général Hiller. Napoléon, fidèle à sa tactique de l'armée d'Italie, manœuvre pour couper la ligne d'opération de l'ennemi. Le duc d'Auerstaedt a ordre de contenir trois divisions autrichiennes, et le duc de Rivoli de leur intercepter les communications en se portant sur leurs derrières. Le duc de Montebello doit attaquer avec la gauche, et Napoléon se réserve de commander la droite, uni-

quement composée de Bavarois sous les ordres du prince royal, et des Wurtembergeois conduits par le général Vandamme. Ce jour-là Napoléon se livra tout entier à la loyauté comme à la bravoure des troupes de la Confédération ; elles se montrèrent dignes du grand capitaine qui les avait choisies pour triompher avec elles. Le choc fut terrible; les Bavarois et les Wurtembergeois avaient des injures personnelles à venger. On se battit longtemps dans une mare de sang : jamais victoire ne parut plus hideuse aux vainqueurs. Elle leur donna huit mille prisonniers, huit drapeaux et douze pièces de canon. La journée d'Abensberg,



dont tout l'honneur appartient à la valeur des alliés, prouva à l'empereur d'Autriche que son joug était brisé, rendit la Bavière à son prince, et acquit parmi les troupes de la Confédération une juste popularité au prince qui avait vaincu par leurs armes.

Le flanc de l'ennemi est découvert. Napoléon, qui a voulu couper Landshut, marche le 21 sur cette place. La cavalerie du duc d'Istrie et les grenadiers du général Mouton forcent les Autrichiens dans la plaine, s'élancent sur le pont qui est en flammes, et s'emparent de la ville. Neuf mille prisonniers, trente pièces de canon, six cents caissons, trois mille chariots de bagages, les magasins furent les résultats de ce combat.

L'Empereur, qui a triomphé de l'archiduc Louis à Abensberg et à Landshut, va mesurer ses armes avec le plus habile général de l'Autriche, l'archiduc Charles, qu'il connaît et qu'il apprécie depuis longtemps. Le maréchal Davoust a répondu à la confiance de l'Empereur. Après l'occupation inattendue de Ratisbonne par les Autrichiens, le maréchal, voyant la plus grande partie des forces du prince Charles se porter sur lui, ne prend conseil que de la ténacité de son caractère, et par une opiniâtreté véritablement héroïque, il se prépare à cette bataille dont Napoléon va donner le nom à son intrépide lieutenant. L'armée de l'archiduc, composée de cent-dix mille combattants, prend position au village d'Eckmühl; elle est divisée en quatre corps, qui, au premier signal de Napoléon, se trouvent tout à coup attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche et mis en fuite de toutes parts. Vingt mille prisonniers, une grande quantité d'artillerie, tous les blessés de l'ennemi et quinze drapeaux, sont les trophées de la victoire d'Eckmühl; victoire importante qui ouvre la route de Vienne, et que trois heures de combat ont décidée!

Le 23, Napoléon est devant Ratisbonne, où le général autrichien a renfermé six régiments. Huit mille hommes de cavalerie, qui couvrent les approches de la ville, sont bientôt sabrés, et forcés de repasser le Danube. L'infanterie arrive sous les murs de Ratisbonne : l'artillerie bat en brèche; les échelles sont dressées. Le duc de Montebello y fait monter un bataillon qui ouvre une poterne et l'armée se précipite dans la place. L'ennemi, en fuyant, oublie de couper le pont, et les Français passent aussitôt sur la rive gauche. Les Autrichiens perdent tout ce qui a fait résistance et environ huit mille prisonniers. Ratisbonne devient en grande partie la proie des flammes; mais elle appartient au roi de Bavière, et la haine autrichienne voit brûler avec plaisir cette ville qu'elle n'a pas su défendre. Napoléon se charge de faire reconstruire les maisons incendiées.

De Ratisbonne, où il a été blessé au talon, sans que cette circonstance l'eût retardé un moment, Napoléon dirige sur Passau le duc de Rivoli, et le duc de Montebello sur Mühldorf. Le maréchal Davoust poursuit l'archiduc Charles, qui est en pleine retraite par les montagnes de la Bohême. Le duc de Dantzick fait évacuer Munich par l'ennemi. Le roi de Bavière reparaît dans sa capitale et retourne à Augsbourg. Pour la première fois, Napoléon a marché, combattu et vaincu sans sa garde; les Bavarois et les Wurtembergeois lui en ont servi depuis la journée d'Abensberg. Avant de quitter Ratisbonne, Napoléon remercie son armée en ces termes prophétiques :

« Soldats!

« Vous avez justifié mon attente. Vous avez suppléé au nombre par votre « bravoure... En peu de jours nous avons triomphé dans les trois batailles



Napoléon blessé à Ratisbonne.



« de Thann, d'Abensberg, d'Eckmühl, et dans les combats de Landshut et « de Ratisbonne... L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus « conserver un souvenir de vous : vous lui avez apparu plus terribles que ja- « mais. Naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés; naguère « il se promettait de porter la guerre dans le sein de notre patrie : aujourd'hui, « défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon avant-garde a passé l'Inn; « avant un mois nous serons à Vienne. »

Napoléon tient parole à son armée. De Mühldorf où est le quartier-général, il envoie le général de Wrède châtier l'ennemi à Lauffen et à Saltzbourg. Les corps de Lannes et de Bessières se joignent à Berghausen, dont les Autrichiens ont brûlé le pont. Le 30, toute l'armée a passé la Saltza. Le 2 mai, Napoléon arrive à Ried et à Lambach; les ducs d'Istrie et de Montebello sont à Wels. Le lendemain, le duc d'Istrie et le général Oudinot font leur jonction avec le duc de Rivoli, qui, le même jour, est entré à Lintz. Le général autrichien Hiller, dans la crainte d'être tourné par le duc de Montebello, s'est porté sur la formidable position d'Ebersberg avec neuf mille hommes pour y passer le Traun. Ebersberg, qui domine le Traun, défendu ainsi que le château par une armée aussi forte que celle d'Hiller, verrait échouer les efforts de tout autre général que l'audacieux Masséna. Le maréchal, qui suivait sa cavalerie légère avec la division Claparède, se trouva arrêté par un feu bien nourri, en avant du pont de la Traun. A la tête des tirailleurs, le général Cohorn débusque les quatre bataillons qui occupent les maisons et les jardins. Si le pont est brûlé, Ebersberg demeure inattaquable. Cohorn se précipite en avant, poursuit l'ennemi l'épée dans les reins, sur le pont de la Traun, long de deux cents toises; et, malgré le feu terrible des batteries ennemies, enfonce la porte de la ville : là commence un furieux combat, où sa brigade est obligée de croiser la baïonnette contre la foule d'ennemis qui l'entoure. Le maréchal envoie à son secours les deux autres brigades de la division Claparède, et les soutient par vingt pièces de gros calibre, en attendant que la division Legrand, à qui il expédie ordre sur ordre, se mette en ligne. Cependant Cohorn chassait tout devant lui et marchait au château. Le général Hiller, voyant qu'il n'a affaire qu'à une division, fait avancer des renforts et parvient à la rejeter au bas de la place. La division prend poste à son tour dans les maisons et y résiste aux efforts de l'ennemi. Cette lutte mémorable de sept mille hommes contre trente-cinq mille durait depuis trois heures. Enfin, Legrand paraît : il emporte la partie basse de la ville. Claparède s'empare du château qui foudroyait nos troupes; la porte en est brisée par ses sapeurs. Maîtresses des hauteurs, les deux divisions françaises renversent la première ligne ennemie sur la seconde, où s'engage un autre combat contre quatre nouvelles colonnes autrichiennes qui se précipitent à la baïonnette. On se battit longtemps au milieu d'un affreux carnage, sur les corps des blessés et des morts à demi dévorés par les flammes qui s'élançaient

de toutes les maisons, car l'incendie avait gagné la ville. Enfin le général Durosnel, détaché par l'Empereur, vient prendre, avec mille chevaux, part à l'action. La cavalerie du 4e corps traverse l'incendie. A la tête de cette cavalerie, le duc d'Istrie poursuit le général Hiller, qui, ayant perdu huit mille cinq cents hommes, dont sept mille prisonniers, se retire rapidement vers Ens, en brûle le pont, et continue sa fuite sur Vienne.

L'Empereur suit la route de Saint-Polten, où il établit, le 8, son quartier-général; il marchait entre les maréchaux Berthier et Lannes, quand le guide leur montra les ruines du château de Dierustein, qui avait servi de prison à Richard-Cœur-de-Lion. Napoléon s'arrêta, et, les yeux fixés sur ces ruines: «... Celui-« là aussi, dit-il, avait été guerroyer dans la Palestine et la Syrie. Il avait été plus « heureux que nous à Saint-Jean-d'Acre, mais non plus vaillant que toi, mon « brave Lannes... Il fut vendu par un duc d'Autriche à un empereur d'Allema-« gne, qui l'enferma, et qui n'est connu que par ce trait de cruauté... Tels étaient « ces temps barbares, qu'on a la sottise de nous peindre si beaux... Quels pro-« grès a faits notre civilisation! Vous avez vu des empereurs, des rois en ma « puissance, ainsi que leurs capitales et leurs états : je n'ai exigé d'eux ni ran-« çon ni aucun sacrifice d'honneur!... Et ce successeur de Léopold et de Henri, « que nous tenons plus qu'à moitié, il ne lui sera pas fait plus de mal que la « dernière fois, malgré son attaque assez félone. »

Le 10, à neuf heures du matin, Napoléon était aux portes de Vienne. L'archiduc Maximilien veut défendre la ville, dont les immenses faubourgs, qui renferment les deux tiers de la population, sont occupés par les troupes françaises. Le général Tharreau marche sur l'esplanade qui sépare ces faubourgs de la cité ; on le reçoit à coups de canon. Le duc de Montebello envoie un parlementaire porter une sommation à l'archiduc ; le parlementaire est assailli par la populace et blessé. Une députation des huit faubourgs de Vienne, que Napoléon vient de recevoir à Schœnbrunn, se charge d'aller remettre à l'archiduc une lettre du prince de Neuchâtel qui renouvelle la sommation; mais le feu des remparts redouble à l'arrivée des députés, et plusieurs d'entre eux sont tués par leurs concitoyens. Alors l'Empereur ordonne de jeter un pont sur un bras du Danube ; quinze pièces de canon en protégent la construction. Il fait couper la promenade de Prater. A neuf heures du soir une batterie de vingt obusiers, construite à cent toises de la place, lance en moins de quatre heures dix-huit cents obus dans la ville, qui bientôt paraît toute en flammes. L'archiduc Maximilien essaie de reprendre le Prater; mais déçu dans ses espérances, redoutant de se voir couper la retraite, il donne le signal de la fuite et repasse les ponts. Le 12, de grand matin, une députation composée de quinze personnes, en partie membres des états, se présente à Schœnbrunn, où elle est généreusement accueillie par l'Empereur. Le général Andréossy, nommé gouverneur de Vienne, reçoit la capitulation de cette ville; et le 13, Napoléon publie l'ordre du jour suivant



Napoléon visite les ruines de [illegible]



« SOLDATS !

« Un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au même jour, à la même heure
« nous sommes entrés dans Vienne. Ses landwehrs, ses levées en masse, ses
« remparts créés par la rage impuissante des princes de Lorraine, n'ont point
« soutenu vos regards. Les princes de cette maison ont abandonné leur capi-
« tale, non comme des soldats d'honneur qui cèdent aux circonstances de la
« guerre, mais comme des parjures que poursuivent leurs propres remords. En
« fuyant de Vienne, leurs adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incen-
« die. Comme Médée, ils ont, de leurs propres mains, égorgé leurs enfants.
« Soldats ! le peuple de Vienne, selon l'expression de la députation de ses fau-
« bourgs, délaissé, abandonné, sera l'objet de vos égards. J'en prends les bons
« habitants sous ma spéciale protection. Soldats ! soyez bons pour les pauvres
« paysans, pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre estime ; ne conser-
« vons aucun orgueil de nos succès ; voyons-y une preuve de cette justice di-
« vine qui punit l'ingrat et le parjure. »

Napoléon marqua son court séjour à Vienne par un acte solennel que lui conseillait l'abaissement de la maison d'Autriche, l'alliée dominante du Saint-Siége : c'est de Vienne que fut daté le décret qui réunit tout à coup les états romains à l'empire français. Cet événement si extraordinaire ne fit pas plus d'effet sur l'Europe que le détrônement de Gustave n'en avait produit quelque temps auparavant ; il en fut de même de l'excommunication que le pape Pie VII lança, trois semaines après, contre l'Empereur. Rome elle-même, indifférente à cette fulmination, n'y vit que la représaille d'une vengeance temporelle. Quant à Napoléon, la réunion de Rome à son empire lui devint plus utile que l'occupation de Vienne : cette mesure enleva subitement à la coalition son arsenal le plus redoutable, celui qui alimentait le pouvoir de l'Angleterre en Sicile, son influence en Espagne, l'esprit d'insurrection dans une partie de la Germanie, dans le Tyrol et dans les provinces limitrophes du royaume d'Italie

La capitale de l'Autriche en notre pouvoir n'avait pas terminé la campagne, et le Danube était lui-même une difficile conquête à faire. Napoléon a auprès de lui, à Vienne, les corps des ducs de Rivoli et de Montebello, du général Oudinot, et la garde impériale. Le corps du maréchal Davoust occupe Vienne et Saint-Polten ; le prince de Ponte-Corvo reste à Lintz, ayant une réserve à Passau ; le duc de Dantzick à Inspruck. En 1805, l'ennemi n'avait pas exposé Vienne à une défense inutile, il n'avait pas rompu ses ponts, et la ville s'était rendue de bonne foi ; mais la soumission manquait de sincérité en 1809

L'intention de Napoléon, comme en 1805, était de jeter un pont sur le Danube à Nussdorf, et un autre à Ebersdorf ; le maréchal Lannes fut chargé du premier, le maréchal Masséna du second. L'expédition de Nussdorf, conduite par le

général Saint-Hilaire, échoua par l'imprudence du détachement qui, chargé de s'assurer de la possession d'une île, s'aventura, et succomba presque en entier devant des forces supérieures qui l'attaquèrent tout à coup. Le général Pelet, dans son ouvrage si remarquable sur la guerre de 1809, attache à ce revers les plus graves conséquences; il penche à croire que sans cet échec, qui n'était pourtant que de cinq cents hommes, les batailles d'Essling et de Wagram n'auraient pas eu lieu, et que la paix aurait été faite cinq mois plus tôt. Masséna eut plus de bonheur que le maréchal Lannes; la division Molitor se porta sur Ebersdorf et protégea les travaux. Les quatre bras du fleuve présentaient en cet endroit une largeur de quatre cents toises; mais ces îles, dont la principale se nomme Lobau, servirent à appuyer les ponts, dont la construction fut confiée aux généraux Bertrand et Pernetti. Le 19, l'Empereur vint à Ebersdorf, et, en voyant tous les bateaux rassemblés, il ordonna de jeter les ponts. Masséna fit embarquer le reste de la division Molitor, qui aborda à l'île de Lobau, d'où elle chassa l'ennemi après deux heures de combat. Le 20, à midi, tous les ponts étaient terminés. Le quatrième corps parvint dans l'île, qui devint une grande place d'armes, une tête de pont destinée à protéger l'occupation de la rive



gauche. L'armée commença son passage. Vers le milieu du jour il n'y avait encore sur la rive gauche que cinq divisions, dont trois d'infanterie du quatrième corps.

et deux de cavalerie, celle de Lasalle et celle de d'Espagne; en tout vingt-quatre mille fantassins et cinq mille cinq cents cavaliers. Une partie de l'infanterie occupe les villages d'Aspern et d'Essling ; ces villages vont donner leurs noms à une terrible bataille de deux jours, sans résultat pour les deux armées. Le quartier-général de l'archiduc Charles est à Ebersdorf, et celui de Napoléon à la ferme de la Tuilerie, sur le champ de bataille. Le 21, l'armée ennemie se déploie, forte de quatre-vingt-dix mille hommes. L'Empereur charge Masséna de la défense d'Aspern, et Lannes de celle d'Essling. L'ennemi brise ses masses toute la soirée contre ces villages, où combattent les plus valeureux soldats de l'Europe. Essling, Aspern, sont pris et repris cinq ou six fois. Au milieu de cette terrible action, la division de cuirassiers, conduite par le duc d'Istrie, se couvre d'une gloire immortelle, mais elle perd le brave général d'Espagne et les trois colonels qui la commandent. La nuit vient mettre un terme aux sanglants combats livrés sur cet obscur théâtre, et l'incendie éclaire le résultat de cette lutte inouïe dans les annales de la guerre. C'est à cette funeste clarté que Masséna garde les ruines d'Aspern, le général autrichien Bellegarde le cimetière et l'église du même village. Accablées de lassitude, les deux armées ennemies donnent quelques heures au repos sur cet étroit champ de bataille.

L'Empereur expédie continuellement des ordres pour hâter la marche de l'armée, qu'avaient retardée plusieurs accidents survenus aux ponts par le choc des bateaux lancés sur le fleuve. Le maréchal Davoust est venu au quartier-général annoncer l'arrivée prochaine de son corps et des autres troupes qui le suivent. Une partie de l'armée se trouve déjà réunie aux braves de la veille. Napoléon entend avec joie, au lever de l'aurore, retentir le signal d'une attaque générale sur Aspern et sur Essling, où l'archiduc a poussé encore une fois toute l'impétuosité de ses masses. Nos soldats résistent avec la même intrépidité que le jour précédent, et après les prodiges d'une telle défense contre des forces si supérieures, Napoléon conçoit à son tour le dessein de prendre l'offensive. Il adresse de nouveaux ordres à ses maréchaux pour enfoncer le centre de l'armée autrichienne, et la rejeter sur la Bohême et sur la Hongrie. Soudain commence cette habile manœuvre connue depuis longtemps des lieutenants de Napoléon ; et déjà la violence avec laquelle se sont élancées ses troupes a formé le vide au centre de la ligne ennemie. Vainement le généralissime autrichien, le premier et le plus brave de son armée, semble multiplier au milieu des périls l'exemple du courage et le sacrifice de sa vie ; en vain, saisissant le drapeau du régiment de Zach, emporté hors de la ligne par le mouvement rétrograde, il veut le ramener au combat : entraîné à la fin lui-même, ce prince désespère du sort de la journée. Napoléon ne le cède pas à son antagoniste ; il s'expose avec la témérité d'un soldat, et tellement qu'au fort de l'action, le général Walther, commandant des grenadiers de la garde, lui dit :

« *Retirez-vous, Sire, ou je vous fais enlever par mes grenadiers.* » Il était à peine huit heures du matin ; Napoléon pressait avec son ardeur ordinaire le succès de cette belle opération, quand, au lieu de voir arriver le corps du maréchal Davoust et ses parcs, il apprend que les ponts du Danube sont encore rompus!..... L'Empereur se trouve donc réduit aux forces présentes sur le terrain. Il entend avec calme cette désastreuse nouvelle, qui lui arrache une victoire certaine, et tandis qu'il ordonne au maréchal Lannes de ralentir son mouvement, il envoie prendre des informations plus précises sur l'état des ponts. Le rapport qu'il reçoit ne lui permet plus de rien espérer de la rive droite. D'énormes barques chargées de pierres, des moulins abandonnés à la dérive par l'ennemi, ont brisé le grand pont et entraîné les bateaux qui portaient les pontonniers et leurs officiers. L'archiduc et son armée sont également frappés de l'affaiblissement du feu de l'armée française. L'archiduc connaît bientôt la cause qui nous arrête, et n'a pas de peine à ramener ses troupes sur le champ de bataille, où elles ne sont plus poursuivies.

D'incroyables faits d'armes signalèrent du côté des Français cette seconde partie de l'action, que leur valeur entretint encore pendant douze heures autour et au milieu des enceintes ravagées d'Essling et d'Aspern. Là le général Saint-Hilaire trouva la fin de sa carrière, et le brave maréchal Lannes, le compagnon de toutes les victoires de Napoléon, eut les deux genoux fracassés par un boulet. Napoléon l'aperçut pendant qu'on le transportait à Ebersdorf; il courut aussitôt à lui, le serra dans ses bras en pleurant, et s'écria : « Lannes! « me connais-tu? c'est ton ami! c'est Bonaparte; Lannes, tu nous seras con- « servé. » Le maréchal ouvrit les yeux à cette voix bien connue et répondit avec peine : « Je désire vivre si je puis vous servir.... ainsi que notre France...; mais je crois qu'avant une heure vous aurez perdu.... celui qui fut votre meilleur ami. » Napoléon était à genoux auprès du brancard, et couvrait Lannes de ses larmes. On emporta le maréchal; ses dernières paroles furent touchantes : il espérait toujours pouvoir servir la France. Il perdit connaissance le 24, et mourut le 30. Napoléon le visita tous les jours, l'entendit souvent, égaré par la fièvre, parler de combats, donner des ordres à ses officiers, l'appeler lui-même à son secours, et exhaler ainsi son âme guerrière dans un délire de gloire où, jusqu'au dernier moment, il eut le bonheur de croire qu'il combattait encore pour son ami et pour la patrie. Ainsi se termina la terrible bataille d'Essling, que les Français soutinrent le 21 et le 22 dans la proportion d'un contre trois, le premier jour avec trente mille hommes, le second avec cinquante mille, et qui fut abandonnée le soir du 22 par la force d'un événement totalement étranger à l'honneur et au courage des armées. Dans cette lutte héroïque, le général Mouton, qui donna les preuves du plus grand sang-froid et d'une rare intrépidité, obtint le titre bien mérité de comte de Lobau.

Napoléon prouva bien à la fin de la journée du 22, après les cruelles émo-



Mort du maréchal Lannes.



tions que la nécessité de la retraite et la mort de son plus ancien compagnon d'armes lui avaient causées, la puissance des facultés de son âme. Si son génie était fait pour commander à la victoire, son âme était trempée pour commander à la fortune. La prudence remplaça tout à coup en lui l'ardeur qui, le matin, l'avait si brusquement inspiré ; mais la force ne l'abandonna pas. Il appela auprès de lui ses maréchaux pour les consulter sur la situation de l'armée : tous furent d'avis de la mettre à couvert sur la rive droite. Davoust promit d'y arrêter l'archiduc, et Masséna de conserver l'île Lobau.

« Abandonnerons-nous nos blessés ? répondit Napoléon... Dirons-nous à l'Eu-« rope que les vainqueurs sont aujourd'hui les vaincus ?... Vous voulez repas-« ser le Danube ! il nous faudrait courir jusqu'au Rhin ; car *ces alliés, que la vic-« toire et la fortune ont donnés, une apparente défaite nous les ôtera et les tournera « même contre nous.* Il faut rester ici ; il faut menacer un ennemi accoutumé à « nous craindre, et le retenir devant nous... Avant qu'il ait pris un parti, avant « qu'il ait commencé à agir, les ponts seront réparés de manière à braver tous « les accidents ; d'ailleurs, l'armée d'Italie, suivie de Lefebvre, va nous appor-« ter le secours de sa force et de ses succès. Alors nous serons entièrement « maîtres des opérations. » Ces paroles généreuses et ces vues hardies enflammèrent le dévouement de ses compagnons de gloire et de danger.

L'ordre fut donné aux troupes de se reployer à deux heures du matin. Masséna, et ce poste lui était bien dû, eut le commandement de la rive gauche et des îles : « Masséna, lui dit Napoléon, tu vas achever ce que tu as si glorieuse-« ment commencé. Il n'y a que toi qui puisses en imposer assez à l'archiduc « pour le retenir immobile devant nous. Je viens de parcourir l'île Lobau, le terrain te sera favorable. »

A une heure du matin, par la nuit la plus orageuse, au milieu des débris qu'entraînent les débordements du Danube, Napoléon entre avec Berthier dans une nacelle. Au lieu de chercher le repos dont il a tant besoin, Napoléon brave un danger immense pour aller consoler sur la rive droite le corps de Davoust de n'avoir pu prendre part à la bataille d'Essling. Mais, avant de partir, il a songé aux blessés, que l'on place tous dans les hôpitaux de l'île Lobau sous la garde de Masséna. Le deuxième corps et le quatrième étaient encore à minuit, l'un à Essling, l'autre à Aspern, et la cavalerie entre les deux villages, comme ils avaient été postés la veille. Ainsi le champ de bataille et ses deux grandes redoutes nous restèrent. La garde commença le mouvement rétrograde ; elle fut suivie successivement de la cavalerie, des grenadiers d'Oudinot et des deuxième et quatrième corps, dont la destinée et la gloire étaient inséparables. Une division dut rester à Essling, une autre à Aspern, pour dérober notre retraite à l'ennemi : celui-ci avait aussi fait la sienne en reprenant les positions qu'il occupait la nuit précédente. Lannes, que l'on nommait l'*Achille de l'armée*, Masséna, Davoust et Bessières, ajoutèrent un nouveau lustre à leur renommée pendant cette

première partie de la campagne. Parmi les généraux qui s'étaient le plus distingués sous leurs ordres, l'armée regrettait d'Espagne et Saint-Hilaire ; quant à Lannes, il manqua toujours depuis, comme un homme irréparable, à l'armée et à Napoléon.





CHAPITRE XXXII.

1809.

Campagne de Pologne. — Insurrection armée dans le nord de l'Allemagne. — Campagne du Tyrol, d'Italie, de Dalmatie, de la Péninsule. — Affaires de Rome et de Naples. — Bataille de Raad, gagnée par le prince Eugène.



La guerre avec Napoléon, en 1809, occupe le plus vaste théâtre dont il soit parlé dans l'histoire militaire moderne; il ne s'agrandit qu'une fois, ce fut dans la campagne de 1812. Napoléon lutte contre l'Autriche, dans les etats héréditaires, en Pologne, dans le Tyrol, en Italie, en Dalmatie; contre l'Angleterre, en Belgique, en Espagne, en Portugal, et contre les deux peuples de la Péninsule, enfin, dans les colonies françaises; contre des partis organisés et insurrectionnels, dans le nord de l'Allemagne; à Rome, contre les foudres du Vatican; à Paris, contre une faction domestique. Seul il est chargé de faire face à tant de périls; seul il est responsable, envers la France, des diverses chances où tant d'éléments conjurés peuvent entraîner la fortune publique et la sienne. Le tableau rapide des

principaux événements de ces hostilités, toutes correspondantes et néanmoins éloignées du terrain où se bat Napoléon, doit être mis sous les yeux du lecteur.

L'archiduc Ferdinand, frère de l'impératrice d'Autriche, chargé de la conduite des opérations militaires en Pologne, était entré sur le territoire du grand-duché, le 15 avril, à la tête d'une excellente armée de quarante mille hommes, dont cinq mille de cavalerie, avec quatre-vingt-quatorze bouches à feu. Le roi de Saxe n'avait à lui opposer, sous les ordres du prince Joseph Poniatowski, ministre de la guerre, qu'un corps d'armée de douze mille hommes, composé de nouvelles levées. Malgré une telle infériorité, le prince Joseph, en véritable patriote polonais, résolut de commencer la campagne par livrer bataille à l'archiduc. Il attendit l'ennemi à Raszyn, à quatre lieues en avant de Varsovie, où on en vint aux mains. Les Polonais et les Saxons eurent la gloire de soutenir pendant huit heures l'effort de nombreuses troupes d'élite ; la nuit mit fin au combat ; les deux armées se reployèrent avec des pertes égales : celle de l'archiduc sur Falenty, celle du prince Joseph sur Varsovie. Les Polonais étaient trop faibles pour défendre les lignes immenses tracées autour de leur capitale ; cependant ils s'y placèrent fièrement, protégés par quarante-cinq pièces de canon dont on venait d'armer ces lignes à la hâte. L'archiduc parut bientôt devant Varsovie et offrit au prince une capitulation. Poniatowski, dans l'impossibilité où il était de résister, obtint les conditions les plus honorables, entre autres la neutralité de Varsovie et l'exemption de toute contribution extraordinaire ; mais sous deux jours la ville devait être et fut évacuée. Le sénat, les ministres, les conseillers d'état, les autorités, voulurent partager la fortune de l'armée nationale, qui seule pouvait s'attribuer le salut de la capitale ; car, après le combat de Raszyn, la cavalerie et l'artillerie saxonnes avaient repris la route de leur pays. Poniatowski transporta les pénates militaires de la patrie sur la rive droite de la Vistule, entre les places du Bug et de Praga, au centre du royaume, en face de Varsovie. Cette résolution audacieuse étonna l'archiduc, qui croyait que Poniatowski profiterait de la convention pour se retirer vers la Saxe ou sur la Basse-Vistule. Ainsi les intrigues de l'Autriche, ourdies depuis un an en Pologne, se trouvèrent déjouées, et le patriotisme polonais reparut avec toute son exaltation.

Poniatowski ne tarda pas à reprendre l'offensive. Sa petite armée s'aguerrit tout-à-fait dans quelques attaques qui coûtèrent un millier d'hommes au général Mohr. Un corps autrichien, posté à Ostroweck, protégeait la construction d'un pont à Gora ; le prince chargea le général d'artillerie Pelletier d'aller l'enlever : cette expédition fut conduite avec autant de rapidité que de valeur. L'archiduc arriva, mais trop tard ; le pont était détruit. Le 14 mai, Poniatowski occupa Lublin et marcha sur Sandomir, tandis que l'archiduc prenait la route de Thorn. Ce fut après l'affaire d'Ostroweck qu'on enleva un courrier autrichien, porteur d'une lettre par laquelle *le général russe Gortzakoff félicitait l'archiduc, et lui montrait le désir et l'espoir de coopérer bientôt à ses succès.* Cette lettre passa dans

les mains de Napoleon, qui la fit expédier à Saint-Petersbourg. On se contenta de rappeler Gortzakoff.

Telles étaient les dispositions de l'allié de Napoléon envers l'Autriche, au moment où, croyant apprendre que les Russes avaient attaqué, il allait pouvoir appeler à lui le corps de Poniatowski. On se battait depuis le 17 avril ; on était à la fin de mai ; les Russes, au nombre de quinze mille hommes, au lieu de cent cinquante mille qui étaient promis, se rendaient en Gallicie sous les ordres du prinze Gallitzin. Ils avaient défense de dépasser la Vistule. L'indécision de la Russie entre la France et l'Autriche méritait encore plus de reproches que celle de la Prusse, qui n'était pas retenue par un traité de coopération à la guerre actuelle. En Prusse, il y avait, depuis Tilsitt, deux pouvoirs bien distincts : le roi et le cabinet. Le roi voulait tenir ses engagements avec la France, sous le bon plaisir de la Russie, à qui il devait tout ; le cabinet n'en voulait tenir aucun, et alimentait la guerre en Allemagne, ne pouvant encore la faire en Prusse. Un grand lien politique, le démembrement de la Pologne, unissait secrètement et pour toujours les trois puissances copartageantes. Cette idée simple, mais forte, aurait dû suffire pour déterminer Napoléon à prononcer le rétablissement du royaume de Pologne dans son intégrité primitive. Cette juste restauration eût brisé le pacte des trois couronnes du Nord et rétabli l'équilibre continental.

La Prusse lançait ses guérillas patriotiques dans le nord de l'Allemagne, pen-



dant que Poniatowski, livré à ses propres forces, et séparé par deux cents lieues

de notre armée, sollicitait en vain, en faveur du grand-duché, l'intervention du prince Gallitzin. Le nouveau royaume de Westphalie vit éclater le premier l'insurrection du *Tugendbund*. Le 3 avril, le major prussien Katt souleva les anciens militaires dans la province de Stendal, parcourut la vieille Marche, et osa s'approcher de Magdebourg. Poursuivi par les troupes westphaliennes, il se sauva sur le territoire prussien d'où il fut chassé, et se retira en Bohême auprès du duc de Brunswick-Oëls, généralissime de la conjuration germanique. Le duché d'Anhalt eut aussi un rassemblement armé du côté de Coëthen. En Westphalie, le chef secret de la conspiration était Doernberg, aide-de-camp du roi et colonel d'un régiment de sa garde ; il avait commandé auparavant un bataillon de chasseurs-carabiniers, alors en Espagne. La rébellion ayant éclaté le 22 avril dans plusieurs parties du royaume, le roi confia à Doernberg la direction des forces destinées à la réprimer. Mais Doernberg, qui se crut découvert, se mit à la tête des insurgés. Le roi n'avait que deux mille hommes; il se livra noblement à la loyauté de ses sujets, et porta une partie de sa garnison en avant de sa capitale. Doernberg arriva avec un rassemblement d'une vingtaine de mille hommes, soldats et paysans. Mais au lieu d'entraîner la troupe fidèle qui était sous les armes, il fut accueilli à coups de canon. La cavalerie du général Wolf acheva la déroute des bandes de Doernberg. Le lendemain, une autre insurrection se présenta et fut aussi facilement dissipée. Le maréchal Kellermann envoya de Francfort des renforts qui délogèrent de Marbourg les révoltés ; de leur côté, les troupes westphaliennes reprirent Ziegenhagen, et le royaume fut totalement délivré des agitateurs par la fuite de Doernberg, qui alla chercher un asile auprès du duc de Brunswick. Le roi de Westphalie se contenta de porter plainte à Berlin contre le major Schill, directeur de l'association militaire du *Tugendbund* en Prusse, et ancien chef de partisans.

Ce major était sorti de Berlin, où il se trouvait en garnison, avec cinq cents hussards de son régiment, sous prétexte de les faire manœuvrer. Rejoint par trois cents hommes d'infanterie légère d'un bataillon qui portait son nom, il se porta sur Wittemberg, et rétablit dans plusieurs villes les autorités prussiennes. Il recruta pendant sa route, marcha sur la Westphalie, et se vit bientôt à la tête d'une petite armée, publiant partout que le roi de Prusse venait de déclarer la guerre à la France. Ce prince était resté à Kœnigsberg, mais son ministère résidait à Berlin. Aussitôt la nouvelle de nos succès contre l'Autriche, il s'empressa de désavouer Schill. Après la bataille d'Essling, Schill reparut et tenta un coup de main sur Magdebourg. Il fut repoussé, se retira sur le Bas-Elbe, et alla s'établir à Domitz, vieille forteresse que lui abandonnèrent les cent invalides qui la gardaient ; il y laissa deux escadrons, et se dirigea sur Stralsund, dont il fit sommer le duc de Mecklembourg de lui ouvrir les portes. Il espérait par-là, non sans raison, communiquer librement avec l'escadre anglaise de la Baltique. La trahison l'accueillit dans toute la Poméranie. Les déserteurs de Stralsund

grossirent ses troupes ; il pénétra dans la ville, s'occupa aussitôt de sa défense, et mit en batterie cent pièces de gros calibre. Le corps de Schill s'élevait déjà à six mille hommes, mais il lui fut impossible d'entrer en communication avec la flotte anglaise. Le général Gratien, à la tête d'une division hollandaise de deux mille quatre cents hommes, augmentée de mille cinq cents Danois, avait suivi la marche du fugitif. Le 31 mai, Gratien se trouvait devant Stralsund, dont il s'empara de vive force par escalade. Le combat continua dans les rues; Schill fut tué, et une partie de sa troupe passée au fil de l'épée : le reste se dispersa. Les Anglais eurent le spectacle de la prise de Stralsund : ils arrivèrent quand Gratien y entrait. Quelques heures de résistance de plus de la part de Schill, Stralsund devenait, par le secours de l'escadre anglaise, une des plus importantes places d'armes de la coalition. Pendant que Schill quittait la Saxe, le duc de Brunswick, qui avait perdu à Iéna son père et ses états, devenus province westphalienne, pénétrait dans ce royaume avec un corps prussien qu'il avait levé à Nachold pour le compte de l'Autriche. Le général prussien Thielmann, fidèle alors à la cause de la France, marcha contre lui, et le força de se retirer en Bohême par Zittau.

Cependant l'archiduc Ferdinand n'était pas plus heureux en Pologne que les agitateurs de l'Allemagne, avec lesquels il tâchait de faire correspondre ses mouvements. Le jour où Poniatowski entrait à Lublin, l'archiduc se présenta devant Thorn, qu'il attaqua vivement, mais en vain, sur les deux rives de la Vistule. Il perdit beaucoup de monde, et dut se rapprocher de Varsovie. Dombrowski, dont le nom se rattache aux combats de la liberté dans son pays, et à ceux de la république française, et Zayoncheck, ancien aide-de-camp du général en chef de l'armée d'Orient, vinrent prendre part à cette lutte patriotique. Sokolniki fit capituler la garnison autrichienne de Sandomirz, qui perdit deux mille deux cents prisonniers. Zamosz fut enlevée de vive force par le général Pelletier, qui prit deux mille hommes et soixante pièces de canon. Lemberg ouvrit ses portes. De tels triomphes enflammèrent les habitants. Poniatowski envoya alors au prince Gallitzin le général Pelletier, chargé de l'inviter à marcher de concert avec les Polonais contre l'archiduc. Gallitzin donna à Pelletier un ordre qui prescrivait au général Suwarow de se porter tout de suite en avant. Suwarow répondit franchement au général Pelletier qu'il ne voulait pas passer pour un lâche à ses yeux, et qu'un aide-de-camp de Gallitzin, arrivé depuis une demi-heure, lui avait dit *de regarder cet ordre comme non avenu.* Le 30, Ferdinand quitta Varsovie, et vint mettre le siége devant Sandomirz, qu'il fit attaquer dans la nuit du 15 au 16 par dix mille hommes. Sokolniki défendit la place, tua quinze cents Autrichiens, mais se voyant sans munitions, menacé d'un nouvel assaut, il capitula et rejoignit Poniatowski. Le mouvement des Russes avait commencé le 4 juin seulement. La guerre de Pologne offrit dès lors un aspect singulier. Les Autrichiens abandonnèrent aux

Russes les pays qu'ils ne pouvaient pas garder. La ville de Lemberg, reprise et évacuée, fut remise à Suwarow, qui eut l'air de l'avoir enlevée.

Le Tyrol, antique possession de la maison d'Autriche, sous laquelle il avait joui pendant plusieurs siècles de tous les avantages d'un gouvernement vraiment paternel; le Tyrol, concédé à la Bavière par le traité de Presbourg, avait le premier levé l'étendard de l'insurrection. La conspiration dans cette contrée portait l'empreinte du caractère sauvage de ses habitants. Elle se ressentit aussi du fanatisme religieux qui dominait la population; fomentée par les moines et les prêtres, elle se montra perfide et cruelle. Les Tyroliens étaient la seule armée que la cour de Rome pouvait opposer en Allemagne à Napoléon, et le peuple entier se leva, non en haine du gouvernement doux et éclairé de la Bavière, ni pour les intérêts politiques de l'Autriche, mais uniquement contre Napoléon, que le Vatican avait excommunié. Cette crise, toute populaire, marcha sous la devise des croisades: *Dieu est avec nous*. Ses principaux acteurs furent un aubergiste et un capucin: le premier, André Hofer, espèce d'Hercule fanatique, exerça tout d'abord, par sa stature athlétique et par l'exaltation de sa piété, un grand empire sur ses compatriotes. Aux approches de la guerre, il était allé à Vienne, où on l'avait accueilli comme le libérateur futur de sa patrie. Le Voralberg, séparé du Tyrol par la seule vallée de l'Inn, également enlevé à l'Autriche, s'unit à la même cause. Les signaux parurent subitement allumés sur les rochers, dans les premiers jours d'avril. La Bavière, se reposant sur la fidélité de ses nouveaux sujets, n'avait dans le Tyrol que cinq bataillons disséminés à Inspruch, à Brixen, à Trente, à Küfstein, et quelques centaines de chevaux. Napoléon lui-même était si éloigné d'avoir la moindre inquiétude au sujet des Tyroliens, dont il avait oublié la complicité lors des *Pâques vénitiennes*, pendant sa première campagne d'Italie, qu'il faisait traverser leur pays par quatre mille conscrits en deux détachements. Le 8 avril, jour où l'armée autrichienne commença son mouvement, une insurrection générale éclata dans le Tyrol. Partout les Bavarois sont assaillis; partout ils tombent les armes à la main sous les coups de leurs amis de la veille. Inspruck est forcée et prise par vingt mille paysans: cette journée coûta beaucoup de sang; les officiers et les soldats bavarois, au nombre de quinze cents environ, succombèrent presque tous. Surpris dans une route de montagne, l'un des deux détachements français mit bas les armes, l'autre parvint par son courage à se frayer un chemin, et arriva à Trente. En quatre jours les Tyroliens ont délivré leur pays tout entier. Ils firent six mille prisonniers, dont deux mille Français. Le reste des Bavarois périt, soit pendant, soit après l'action; car de lâches et féroces assassinats complétèrent le carnage d'Inspruck. Hofer y fit son entrée entre deux capucins. On promena la statue de la Vierge sur un char attelé de quatre chevaux blancs, et la fête du Sacré-Cœur de Jésus, qu'on retrouve dans toutes les révolutions où le fanatisme domine, fut instituée

comme fête nationale. Le général autrichien Chasteller, arrivé à Inspruck le 15, envoya des troupes sur Küfstein, qui tenait toujours, et même sur Munich. La



Souabe fut inondée d'insurgés tyroliens. L'insurrection, organisée par Chasteller, descendit dans les plaines de la Lombardie et donna la main à l'archiduc Jean, qui commandait l'armée opposée au prince Eugène. La Valteline se souleva également. Les bandes de tous ces montagnards avancèrent jusqu'à vingt lieues de Milan, et leurs chefs proposèrent aux Autrichiens de s'unir aux conjurés du Piémont. Les guinées des Anglais et les indulgences de Rome avaient pénétré dans toutes les régions des Alpes.

Après avoir organisé cette vaste insurrection, Chasteller alla rejoindre l'armée du prince Jean; mais ayant appris les brillants succès de Napoléon, il revint à Inspruck avec un corps de troupes. Le maréchal Lefebvre, qui commandait l'armée bavaroise, marcha sur cette ville, où il arriva après neuf jours de combats dans les défilés dont la contrée est hérissée. Vainqueurs à Abensberg, les Bavarois, généraux, officiers et soldats, qui avaient à venger le massacre de leurs compatriotes égorgés au sein de la paix, exercèrent de terribles représailles. On ne comptait de Français dans cette armée que le maréchal Lefebvre, chargé par l'Empereur de la difficile mission de pacifier

le Tyrol. La nouvelle de la prise de Vienne venait d'enlever tout à coup aux révoltés leur plus ferme appui. Chasteller avait été rappelé par l'archiduc. La junte insurrectionnelle livra le pays à la clémence du roi de Bavière, et Inspruck ouvrit ses portes au maréchal. La soumission du Voralberg suivit de près celle du Tyrol, et ne fut pas plus sincère. Le maréchal, croyant la paix rétablie, partit pour Saltzbourg, laissant à Inspruch une division bavaroise; mais bientôt la nouvelle de la bataille d'Essling se répandit dans le Tyrol, et Inspruck se vit bloquée par une seconde insurrection.

Les troupes d'Italie aux ordres du prince vice-roi composaient l'aile droite de la grande armée, dont l'aile gauche se battait en Pologne sous le prince Poniatowski. De ses bivouacs de l'Inn et du Danube, Napoléon dirigeait leurs mouvements. L'armée du prince Eugène, échelonnée d'Isonzo à la Chiusa, attendait des corps qui se trouvaient encore à une grande distance; sa force ne dépassait pas cinquante mille hommes. L'armée de l'archiduc Jean s'élevait à plus de quatre-vingt mille hommes, avec cent soixante-neuf pièces de canon, et avait pour auxiliaires les insurgés des Alpes, les escadres anglaises qui couvraient l'Adriatique, les Anglo-Siciliens, et la neutralité du Saint-Siége. Eugène se voyait donc réduit à un système de défense dont l'Adige formait le point d'appui. Le 10 avril, la guerre, qu'un parlementaire autrichien était venu dénoncer à un petit poste du vice-roi, commença à l'instant comme une invasion de Barbares. Après divers engagements, l'archiduc arriva à Udine. Le vice-roi crut devoir l'attendre à Sacile, où il fut battu le 16. Eugène, qui avait eu affaire à des forces doubles des siennes, se retira lentement sur l'Adige, sans être poursuivi. Au 26 avril, son armée occupait la forte position de Caldiero. L'archiduc campait vis-à-vis de nous, soutenu par le voisinage de l'insurrection tyrolienne, dont Chasteller, déjà parvenu près de Brescia, avait réuni quinze mille hommes à son corps. La position du vice-roi devenait critique et le découragement commençait à gagner ses troupes; mais bientôt les courriers arrivent : ce sont les triomphes de Napoléon que le canon de Vérone annonce aux deux armées; c'est la victoire d'Eckmühl qui sauve l'Italie. Après de vaines démonstrations pour tourner Caldiero, et un combat où les régiments italiens méritèrent d'être appelés les frères d'armes des régiments français qui combattaient avec eux, l'archiduc décida sa retraite. Le vice-roi se mit à sa poursuite, l'atteignit sur la Piave, dont il força le passage devant lui. Cette action opiniâtre coûta à l'ennemi dix mille hommes et quinze pièces de canon. Ainsi fut brillamment réparée notre défaite de Sacile, où l'archiduc rentra avec des souvenirs qui rendaient sa situation plus amère. Les deux armées passèrent le Tagliamento. L'arrière-garde autrichienne fut battue à Saint-Daniel et à Venzone, où elle perdit deux mille hommes. Le 18, le vice-roi fit occuper Trieste, s'empara des retranchements de Malborghetto, et enleva la position de Tarvis. Le 20, il porte son quartier-général à Villach





Le Drapeau du 84e régiment. Un contre dix.

Deux jours après, son aile droite força le camp retranché, ainsi que la ville de Laybach, de capituler, et fit quatre mille prisonniers. Le 25, le vice-roi détruisit à Saint-Michel le corps de Jellachich, qui se sauva avec deux mille hommes. L'archiduc Jean attendait, à quarante lieues de Vienne, à Gratz, les troupes de Jellachich pour arrêter le vice-roi ; mais quand il vit arriver les débris des troupes autrichiennes fuyant en désordre devant l'avant-garde d'Italie, il partit précipitamment, le 26, de Gratz, et se retira en Hongrie sur Kormond. Le lendemain, le prince Eugène opéra à Bruck, en Styrie, sa jonction avec la grande armée, après avoir laissé le général Broussier chargé d'assiéger la citadelle de Gratz.

Le général Marmont commandait en Dalmatie un corps de douze mille hommes destinés à appuyer, selon les circonstances, soit les Russes, soit les Musulmans, et à fermer aux Anglais d'excellents ports militaires. L'agression de l'Autriche vint tout à coup l'isoler du théâtre de la guerre. Il était observé par les troupes de Stoichewiiz, qui faisaient partie de l'armée de l'archiduc Jean : mais ayant reçu du vice-roi la nouvelle de la retraite de ce prince, Marmont commença son mouvement le 14 mai, jour du passage de l'Isonzo, et après une affaire très-vive à Mont-Kitta, où le général ennemi fut pris et lui blessé, il défit de nouveau les Autrichiens à Gospiez et à Ottoszacz, et le 3 juin à Laybach. Marmont continuait rapidement sa marche, afin d'opérer sa jonction avec la division Broussier ; mais il avait été prévenu par le général Giulay, qui, à la tête de vingt mille hommes, poussa jusqu'aux faubourgs de Gratz, et força Broussier de se reployer sur la route de Vienne ; celui-ci, instruit de l'approche de Marmont, se reporta en avant, délogea l'ennemi de Kalsdorf, et osa envoyer deux bataillons pour réoccuper Gratz, en présence des dix-huit mille Autrichiens campés non loin des murailles de la ville. Ces deux bataillons appartenaient au 84e régiment, et ne formaient que treize cents hommes, commandés par le colonel Gambin. Tout à coup ils se jettent dans les maisons, où ils reçoivent l'attaque de forces considérables. Obligés à la retraite, ces braves se rallient, percent en colonne serrée la masse autrichienne, parviennent au cimetière Saint-Léonard, s'y retranchent, et pendant dix heures soutiennent seuls, avec deux pièces de trois, le siége le plus mémorable peut-être de l'époque, contre toute l'armée de Giulay. Enfin Broussier envoya trois bataillons qui dégagèrent par un nouvel exploit leurs intrépides compagnons ; et, réunis, ils s'emparèrent des faubourgs de Grobon, après avoir enlevé quatre cents prisonniers et mis douze cents hommes hors de combat. Ce glorieux fait d'armes assura la jonction de Marmont et de Broussier. Napoléon fit graver sur l'aigle du 84e cette inscription héroïque, digne des beaux temps de Sparte : *Un contre dix !* Le 1er juillet, Marmont alla avec le 11e corps rejoindre la grande armée dans l'île de Lobau.

Telle était la situation des affaires militaires, depuis la mer Baltique jusqu'à

l'Adriatique, à l'époque de la bataille d'Essling, qui fut célébrée partout où la coalition exerçait quelque influence, comme une victoire décisive dont la conséquence serait la destruction de Napoléon et de l'armée française. Le comité de Paris agissait dans le même sens ; il resserrait ses liens et faisait cause commune avec les agents de l'Angleterre et de l'Autriche. Une grande expédition anglaise était prête. On attendait la nouvelle de son arrivée sur les côtes de la Belgique et de la Hollande. On attendait avec plus d'impatience encore le résultat de la première bataille qui devait sortir du repos des deux armées. D'après ces dispositions, l'Autriche recommença à fomenter de toutes parts l'insurrection. Le général Am Ende et le duc de Brunswick reparurent sur la scène avec neuf mille hommes. Ils se réunirent à Dresde et se portèrent sur Leipsick, semant partout des proclamations pour engager les Saxons à s'unir à leurs drapeaux. On répéta les mêmes manœuvres en Franconie. Dans le pays de Wurtemberg, l'insurrection offrit un caractère plus alarmant, en raison du voisinage du Voralberg et du Tyrol. Le roi de Wurtemberg prit lui-même la direction des moyens employés pour anéantir les révoltés. A Mergentheim, à Bareuth, à Stockack, les habitants s'étaient soulevés ; le roi fit marcher contre eux le peu de troupes qu'il avait, et les rebelles, forcés de mettre bas les armes, furent jugés selon toute la rigueur des circonstances. Le Tyrol était excité de nouveau par l'Autriche, qui lui annonçait l'archiduc Jean, et par le général Chasteller, qu'un ordre du jour de Napoléon condamnait à la peine de mort, comme sujet français. L'armée insurrectionnelle de Hofer, soutenue des divisions régulières du corps de Chasteller, avait repris une offensive redoutable, et, après un violent combat livré en avant d'Inspruck, le général Deroi, entouré par toute la population des montagnes, s'était vu forcé de battre en retraite et d'évacuer cette ville. Les montagnards du Tyrol et du Voralberg étaient descendus dans les bassins du Danube et du Pô, menaçant Ulm, Munich, Villach, Bellune, Bassano et Vérone. Ils occupèrent Bellune, Bassano, Feltre, et communiquaient avec les Autrichiens rentrés dans la Carniole. La marche du prince Eugène sur l'archiduc avait totalement dégarni la Lombardie. Les escadres britanniques, les Autrichiens revenus sur l'Isonzo, les Tyroliens, peut-être aussi les montagnards du Piémont, inquiétaient également le royaume d'Italie et les départements français. Le pape semblait leur donner le signal de l'invasion par l'excommunication fulminée le 10 juin contre Napoléon. L'amiral Stuart, sorti des ports de Sicile avec une grande flotte qui portait une armée de quinze mille Anglais et Siciliens, sous les ordres du prince Léopold, parut, le 12, sur les côtes de Naples. Les Anglais descendirent à Procida et à Ischia, dont le château sut résister à leurs attaques. Ils tentèrent aussi de se rendre maîtres du fort de Scilla en Calabre ; mais le général Parthouneaux les précipita dans la mer et s'empara du matériel préparé pour le siége. Rebutés par le mauvais succès de leurs tentatives, les Anglais se bornèrent à faire une guerre de corruption et de





menaces; ils se placèrent aux îles de Ponza, qui sont entre Naples et Rome, espérant qu'un signal de la côte romaine ou napolitaine leur annoncerait l'insurrection de quelque province et leur permettrait un débarquement. En attendant, ils jetèrent dans les deux pays des bandes de malfaiteurs qui portèrent la terreur et le meurtre jusqu'aux portes de Rome. Le général Miollis, gouverneur des États Romains, se trouvait placé au milieu des plus grands périls. Rome n'est distante de la mer que de cinq lieues.

La sagesse, la vigueur du général Miollis, l'estime dont il jouissait, attachaient et contenaient les esprits; mais la ville n'était pas à l'abri d'un coup de main soutenu par un parti intérieur : aussi le roi Joachim, qui sentait toute l'importance de la conservation de cette capitale pour sauver la sienne, expédia quelques troupes de sa garde au général Miollis. Il crut également devoir renouveler, auprès de la consulta que l'Empereur avait chargée d'organiser les États Romains, l'invitation de faire sortir Pie VII de Rome et de l'envoyer en France jusqu'à la paix. Le roi motivait cette demande sur le péril que courait le pape lui-même si la guerre s'allumait dans Rome, divisée par les factions; il présentait en outre le saint-père, tant qu'il serait en Italie, comme un des chefs les plus dangereux de la coalition, et comme l'instrument le plus puissant dont se servait l'Angleterre pour exciter et alimenter les divisions et les complots dont Spolète venait d'être le théâtre. Le roi de Naples avait encore un autre intérêt qu'il n'avouait pas : c'était celui de s'emparer de quelques portions du territoire pontifical, de la marche d'Ancône, par exemple, qu'il convoitait depuis longtemps. Cependant la consulta ne pouvait prendre la détermination que sollicitait le roi de Naples : cette commission n'avait pas même la mission de suivre, auprès du pape, l'exécution du traité proposé par l'Empereur, traité en vertu duquel Pie VII continuerait de résider à Rome, avec un revenu de 2,000,000, et consentirait à la réunion de ses états à l'empire français. Joachim résolut de recourir à d'autres moyens.

Les premiers jours du mois de juin avaient été employés par Napoléon à préparer des mesures puissantes de répression contre les insurrections du Tyrol, du Voralberg, de l'Allemagne, contre les incursions des troupes autrichiennes dans la Saxe et dans la Franconie. L'armée du roi de Westphalie, forte de quinze mille hommes, avait expulsé les Autrichiens de Leipsick et de Dresde. Le maréchal Davoust s'empara d'Engerau sur le Danube, s'y fortifia, et porta son quartier-général à Haimbourg. La ville de Neudstadt était le point de réunion des divisions de l'armée d'Italie; mais avant de les appeler auprès de lui, Napoléon voulut qu'elles achevassent, sous le prince Eugène, ce qu'elles avaient si glorieusement commencé. L'archiduc se trouvait toujours à Kormond; le 9 juin, le vice-roi eut ordre de se mettre en mouvement sur cette ville : l'archiduc l'évacua et se dirigea sur Raab, qu'il atteignit le 13, après avoir été inquiété dans sa marche par les troupes d'Italie : il trouva à Raab son frère l'ar-

chiduc palatin à la tête de l'insurrection hongroise. Le prince rangea son armée en bataille sur les hauteurs ; ses forces réunies formaient quarante-cinq mille hommes. Le lendemain 14, Eugène présenta le combat, saisissant ainsi l'occasion de célébrer la journée de Marengo. Jamais bataille ne fut livrée par un général français sous de plus brillants auspices. L'action très-vive dura quatre heures, et coûta aux Autrichiens plus de six mille hommes. Les archiducs se retirèrent sur Kormond, où le vice-roi les poursuivit inutilement ; ils avaient passé le Danube. La victoire de Raab devint pour Napoléon le signal de la reprise des opérations qu'il avait méditees depuis la bataille d'Essling.

Tout est prêt dans l'île de Lobau, qui, pendant quarante jours, devenue la place d'armes la plus formidable de l'Europe, a vu s'accomplir, grâce au génie de l'Empereur, et sous la direction du général Bertrand, des miracles de conception et d'audace pour le passage du Danube. Trois grands ponts parallèles portés sur des pilotis, destinés à servir de route à une armée de cent cinquante mille hommes, à une artillerie de cinq cents pièces de canon, n'attendent qu'un signal pour s'élever au-dessus des eaux du Danube, et lier entre elles ces îles auxquelles Napoléon a décerné les noms glorieux de Lannes, d'Espagne et de Saint-Hilaire, tués à Essling.

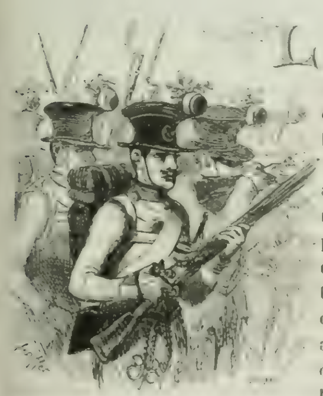




CHAPITRE XXXIII.

1809.

Passage du Danube. — Bataille de Wagram — Armistice de Znaim — Expédition des Anglais sur l'Escaut — Enlèvement du Pape à Rome — Continuation de la guerre d'Espagne. — Tentative de Stabs. — Paix de Vienne.



L'ARMÉE de l'archiduc Charles occupait Essling, Aspern, Enzersdorf et la rive droite du Danube, liés par des ouvrages hérissés d'une artillerie formidable.

Le 30 juin au soir, le maréchal Masséna apporta dans l'île de Lobau l'ordre de rétablir l'ancien passage qui avait servi pour la bataille d'Essling. En cinq quarts d'heure le pont se termina, sous la protection de l'artillerie. Une brigade franchit le fleuve, et enlève deux bataillons autrichiens. Le 1er juillet, l'Empereur commande de s'emparer de l'île du Moulin. Le chef de bataillon Pelet, aide-de-camp de Masséna, est chargé de cette expédition ; il prend six cents voltigeurs, et, sous le feu le plus terrible, il opère sa descente, tue cent Autrichiens, repousse toutes les attaques, tandis que derrière lui, en deux heures, malgré tout

l'effort de l'artillerie ennemie, s'élève un pont de soixante-dix toises ; de nouvelles troupes s'y précipitent. L'île était prise, et fut aussitôt armée de plusieurs batteries.

Rien n'arrêtait plus l'exécution du plan que Napoléon avait mûri pour une affaire décisive, pendant le repos de Schœnbrunn. L'ordre est donné aux troupes qui occupent Komorn, Gratz, Lintz, de rallier la grande armée. Le 4, dans la nuit, tous ces corps étaient réunis et formaient cent cinquante mille hommes, avec quatre cents pièces de canon. La nuit du 4 au 5 fut employée au passage de toute l'armée. Le feu continuel de cent-neuf pièces de gros calibre, joint aux roulements de la foudre et aux sillonnements des eclairs, annonça et montra à l'archiduc la route que Napoléon s'était réservée. Enfin le soleil se leva dans tout son éclat, et l'armée se rangea fièrement en bataille sur la rive gauche du fleuve. Les plaines de Marchfeld étaient le théâtre où le sort de l'Autriche allait se décider encore une fois. Napoléon avait employé toute cette terrible nuit à diriger lui-même, à pied, le passage de ses colonnes sur tous les ponts. Aux premiers rayons du jour il était à cheval, parlant à son armée. Les deux masses s'observèrent pendant quelque temps. A midi, Napoléon se porta en avant ; bientôt l'archiduc vit tous ses ouvrages tournés, et dut évacuer Enzersdorf, qui ne tarda pas à paraître en flammes. Les villages d'Essling et d'Aspern, qui avaient coûté tant de sang à l'une et à l'autre armée, ne devaient pas être les seuls témoins d'une lutte entre les deux empires ; ils furent traversés par la bataille. L'archiduc se mit en retraite sur Wagram et sur Stramersdorf ; vers six heures, l'armée française était sur le Russbach, s'étendant vers Breitenlée. Nous attaquons le centre de l'archiduc. Macdonald enfonce sa ligne, mais le prince accourt avec ses réserves : au milieu de la mêlée, il reçoit une blessure ; les troupes autrichiennes partagent les périls et l'impétuosité de leur chef. Les divisions de Macdonald et d'Oudinot sont ramenées en-deçà du Russbach ; une terreur panique s'est emparée de ces braves soldats, que le nombre n'avait jamais effrayés. Enfin, ralliés autour de l'invincible garde, ils se reforment sous les regards de Napoléon, et volent reprendre leur position sur le Russbach. Bernadotte, qui devait enlever Wagram, ne fit qu'y paraître ; les Saxons qu'il commandait furent chassés de ce village et se retirèrent sur Aderklaa, que, peu d'heures après, ils quittèrent sans ordre. Le Russbach vit terminer à onze heures du soir la journée d'Enzersdorf ; une grande partie de l'armée ennemie n'avait pas encore été engagée. L'archiduc passa la nuit sur les hauteurs de Wagram.

C'est aussi Wagram qui frappe les yeux de Napoléon au réveil de son armée ; mais, au moment où il va donner l'ordre d'attaquer, les Autrichiens prennent l'offensive. Quatre mille toises règnent sur le front des deux armées : Napoléon les parcourt avec la rapidité de l'éclair, et en courant il désigne de la main à ses maréchaux les hauteurs de Russbach, de Neusiedel, Baumersdorf et Wa-

gram; pantomime éloquente que chaque chef comprend, à laquelle chaque soldat brûle d'obéir. Un vivat général répond à cet ordre muet de vaincre ou de mourir.

L'attaque commence à Aderklaa, poste important aux deux armées, poste que Bernadotte n'a pas su défendre, et que l'archiduc a repris. Ce village rappelle



aux combattants les scènes d'Aspern et d'Essling; il change plusieurs fois de maître en peu d'instants, et demeure en définitive à l'archiduc, qui y lance de nombreux renforts. Bernadotte est revenu à Aderklaa avec ses Saxons; ils fuient de nouveau, et Masséna les fait charger pour les ramener à l'ennemi. Cependant Napoléon a paru, et l'ordre se rétablit à la gauche, que le dernier choc a ébranlée. La direction d'Aspern, occupée par le général Boudet avant le jour, est donnée à l'armée; le quatrième corps défile en tête. La droite de l'archiduc entre en ligne à dix heures; elle s'étend du Danube à Wagram; soixante pièces la précèdent : elle prend à revers l'armée française, menace l'île de Lobau et les ponts. Napoléon marche aussi; cent pièces d'artillerie, qui couvrent une demi-lieue de terrain en avant de son armée, vomissent la mort et brisent les masses terribles dont rien ne semblait pouvoir arrêter le mouvement. Notre artillerie reste engagée entre les deux armées, mais elle est bientôt soutenue par Macdonald, par la garde à pied et à cheval. Napoléon se tenait au milieu du feu, à la gauche de la division Lamarque, qui souffrait beaucoup; ce général court à lui, et au nom du salut de l'armée le conjure de se retirer. Tout à coup

un aide-de-camp de Masséna arrive pour avertir l'Empereur que le corps de Klenau est derrière son armée ; que Boudet, repoussé dans l'île de Lobau, a perdu ses canons. Napoléon regardait la tour de Neusiedel, et ne répondait pas ; enfin il aperçoit le feu de Davoust qui la dépasse : « *Allez*, dit-il à l'aide-de-camp, *courez dire à Masséna qu'il attaque, et que la bataille est gagnée.* » Macdonald, Oudinot, Davoust, reçoivent l'ordre de presser, de forcer leurs attaques. Il est près de midi ; le clocher de Süssenbrunn est le centre de l'archiduc. La terrible colonne de Macdonald se fait jour et perce le centre des Autrichiens. Macdonald se trouve avec quinze cents hommes seulement au-delà de la ligne ennemie, les autres sont restés dans la route sanglante qu'il a frayée ; il s'arrête en avant de Süssenbrunn, et compte les braves qui l'ont suivi. Ces débris de huit bataillons n'en forment plus qu'un seul. Le général Lamarque a eu quatre chevaux tués sous lui, et a vu tomber ses six ordonnances. Cependant l'heure de la victoire n'était pas encore arrivée ; elle avait été préparée par les prodiges de valeur du corps de Davoust et de celui d'Oudinot, qui ont dispersé les troupes de Hohenzollern, après les avoir chassées des hauteurs de Russbach. Rosemberg a subi le même sort autour de Neusiedel ; six généraux autrichiens furent mis hors de combat dans l'affreuse mêlée qui précéda la prise de la tour de Neusiedel. Cette tour avait cédé enfin à l'opiniâtreté de Davoust; le brave général Gudin y reçut quatre blessures, à côté du maréchal. A l'extrémité de la ligne, Masséna a poursuivi, sans s'arrêter un seul moment, sa marche de flanc, malgré le feu d'une artillerie formidable et les charges réitérées de la cavalerie ennemie. Déjà le maréchal avait repris Essling et avançait sur Aspern, lorsque le canon du centre l'avertit que c'était contre l'aile droite des Autrichiens qu'il devait lancer ses colonnes.

A une heure, la face de la bataille était changée ; la grande armée avait repris l'offensive. Davoust et Oudinot ont appuyé Macdonald, qui, après avoir encore enlevé le village de Gerasdorf, bivouaqua à Brunn, où la nuit vint interrompre le feu. L'aile droite achevait aussi son mouvement en combattant. Davoust s'établit à Wagram ; Masséna à Léopoldau. Là succomba le premier, peut-être, de nos généraux de cavalerie, Lasalle, dans une charge pendant laquelle sa bouillante ardeur l'entraîna au milieu des carrés autrichiens ; la balle d'un fantassin l'atteignit au front. Sa mort fut vengée, et sa mémoire ne périra point. Les pertes des deux armées furent à peu près égales ; cinquante mille hommes environ restèrent sur le champ de bataille, ou entrèrent aux hôpitaux ; trente pièces de canon, plusieurs drapeaux, vingt mille prisonniers, tombèrent entre nos mains. Les Français eurent à regretter les généraux Lasalle, Gauthier, Lacour, et sept colonels ; le maréchal Bessières et vingt généraux reçurent des blessures. Napoleon embrassa Macdonald et le nomma maréchal, ainsi qu'Oudinot et Marmont ; il prononça aussi la dissolution du neuvième corps, que commandait Bernadotte. L'ennemi eut trois généraux



Bataille de Wagram



tués, et dix blessés ; parmi ces derniers était l'archiduc Charles, qui, pendant toute cette journée, n'avait manqué aucune occasion de payer de sa personne, et avait été atteint pour la seconde fois au fort de la mêlée, vers le milieu de l'action. Il déploya, comme toujours, le courage d'un guerrier intrépide et les talents d'un grand capitaine ; sa retraite se fit en bon ordre.

Napoléon poursuivit l'armée ennemie, et porta son quartier-général à Wolkerdorf. Bernadotte s'y présenta, mais l'Empereur ne voulut point le recevoir ; il avait contre lui d'anciens et de nouveaux griefs ; Bernadotte s'était montré faible à la bataille d'Austerlitz ; à Auerstaedt, il avait laissé Davoust seul aux prises avec le roi de Prusse ; le 5 juillet, il attaqua mollement Wagram et abandonna le poste important d'Aderklaa, sous prétexte qu'il se voyait trop aventuré. Dans la matinée du 6, la déroute de ses Saxons avait été un scandale pour l'armée. Après le refus qu'il venait d'éprouver au quartier-général de Napoléon, Bernadotte se retira mécontent et partit pour Paris. Davoust et Marmont reçurent l'ordre de suivre l'ennemi sur Nicolsbourg, et Masséna sur Znaïm ; Napoléon, avec la garde, le corps d'Oudinot et l'armée d'Italie, occupait l'intervalle de ces deux directions. Il visita le théâtre de son triomphe, et chargea spécialement les ducs de Frioul et de Bassano du soin de faire enlever les blessés des deux armées ; on en transporta trente mille aux hôpitaux de Vienne.

Masséna, dans sa marche, enleva la ville de Korneubourg. Il apprit des prisonniers et des habitants qu'il était sur les traces de l'archiduc. Ce prince attendait les Français sur les hauteurs de Mallebern. Le 8 au soir, Masséna reçut l'ordre de suivre en toute hâte la route de Znaïm, et Davoust celle de Wülfersdorf. Napoléon voulait prévenir la jonction des deux archiducs, qui cherchaient à opérer un mouvement combiné sur Vienne. Toujours prévoyant, il ordonna de porter l'armement de cette ville à cent bouches à feu, la garnison à six mille hommes, avec des vivres pour six mois ; de rétablir le pont sur pilotis et d'élever des ouvrages pour le conserver. Le prince Eugène, renforcé des Saxons de Bernadotte et des Wurtembergeois, fut chargé, avec une armée de cinquante mille hommes, de veiller sur l'archiduc Jean et sur Vienne. Macdonald garda le théâtre de sa gloire, le pays entre la March et le Danube, le Marchfeld. Après une affaire très-vive, Masséna s'empara d'Hollabrünn. L'archiduc n'était qu'à deux lieues de cette ville, à Guntersdorf, occupant la route de Znaïm : il soutint sa retraite avec des forces supérieures ; mais, dans la crainte d'être à la fois prévenu à Znaïm par Marmont, poursuivi par Masséna, pris en flanc par Napoléon, il se porta vivement à Brenditz, d'où il pouvait dominer la poursuite des deux maréchaux, et il s'y arrêta jusqu'au 12.

En effet, Marmont, ayant passé la Taja, s'avançait sur Znaïm, et, le 10, il parut en face de Tesswitz. Très-étonné de trouver devant Znaïm toute l'armée autrichienne, il s'établit à Tesswitz, s'y vit bientôt attaqué, eut l'honneur d'y soutenir un combat très-chaud, pendant lequel ce bourg, pris et repris plusieurs

fois, finit par nous rester. Le soir, le général Bellegarde écrivit au maréchal que le prince de Lichtenstein se rendait auprès de l'empereur Napoléon pour demander une suspension d'armes. Tandis que Marmont se battait à Tesswitz, Masséna s'emparait de vive force de Guntersdorf, et l'Empereur se dirigeait sur Znaïm ; il arriva devant cette ville comme Masséna était déjà engagé. Il mit bientôt en mouvement le corps de Marmont ; il pressa la marche de Davoust et d'Oudinot, afin de réunir autour de lui, avant l'arrivée du prince de Lichtenstein, les moyens de recevoir avec plus d'avantage la demande dont le négociateur autrichien était chargé. On se battait dans les faubourgs de Znaïm, quand, à sept heures du soir, au moment où Masséna ordonnait l'attaque de la ville et où l'action était le plus acharnée, arriva la nouvelle de la conclusion d'un armistice : les officiers des deux armées envoyés pour la faire connaître aux combattants n'y parvinrent qu'au péril de leur vie, et revinrent blessés rendre compte de leur mission. L'armistice était d'un mois, avec quinze jours d'avertissement ; il livrait à l'armée française plus du tiers du territoire autrichien, et huit millions d'habitants. L'empereur François ne reconnut cette trêve que le 18 juillet. Il désavoua d'abord son frère, qui avait si vaillamment combattu pour défendre la monarchie, qui la sauvait par la convention de Znaïm et lui conservait sa dernière armée.

L'Autriche avait un motif puissant pour temporiser, en contenant l'armée française par les lenteurs d'une négociation. Pendant ce temps l'Angleterre était partout : à Walcheren, sur les côtes de Hollande ; à Cuxhaven, sur les rives du Wéser ; elle inquietait aussi celles de l'Elbe et les côtes de la Baltique ; une de ses armées marchait sur Madrid. L'escadre anglo-sicilienne stationnait devant Naples. Les vaisseaux de la Grande-Bretagne avaient bombardé Gallipoli et tenaient la Calabre en échec. L'escadre de l'amiral Collingwood avait quitté les parages de Toulon, et menaçait les îles Ioniennes, qu'elle devait occuper. Mais le principal objet des attaques de l'Angleterre était l'Escaut, vers lequel elle dirigeait une grande expédition composée de soixante-quatorze bâtiments de guerre. Cette flotte portait cent mille hommes, parmi lesquels on comptait quarante-cinq mille soldats de débarquement. Lord Chatam, ministre et grand-maître de l'artillerie, dont le nom seul était une hostilité héréditaire contre la France, commandait l'armée ; sir Richard Strachan commandait la flotte. Ce n'était pas la faute de l'Autriche si l'Angleterre, en intervenant par une démonstration aussi formidable, ne la déployait pas en temps utile. Son ambassadeur Stahremberg avait inutilement pressé à Londres, dans le mois de mai, le concours de ces forces imposantes, qui appareillèrent le 29 juillet seulement, huit jours après que la nouvelle de l'armistice de Znaïm, conclu le 13, fut connue du gouvernement anglais. L'expédition de l'Escaut était donc réduite à n'être qu'un désaveu donné à la négociation autrichienne, et l'Angleterre courait gratuitement le risque d'une lutte sans alliés. Mais elle crut





pouvoir porter avec succès la guerre dans les parties occidentales du territoire français, pendant que Napoléon et ses armées se reposaient sur le Danube des terribles victoires qu'ils venaient de remporter. La possession de l'Escaut importait plus à l'Angleterre que la défaite de Napoléon à Wagram. Anvers était un autre Plymouth qu'à tout prix il fallait enlever à son ennemi. L'Angleterre ne se battait point dans la vue de conquérir des concessions pour une paix future, à l'exemple des puissances continentales et de Napoléon lui-même ; elle se battait afin de faire du mal à la France, sans lui laisser l'espoir des compensations. Elle ne convoitait de la Belgique qu'Anvers, pour le détruire, comme port militaire, comme atelier de constructions. Elle se rappelait Toulon, et cherchait à obtenir une revanche éclatante de sa défaite, et surtout du chagrin de n'avoir pu consommer la ruine totale de cette ville, autrefois sauvée de ses mains par le jeune commandant de l'artillerie républicaine. Elle voulait détruire Flessingue, s'emparer de l'île Walcheren, des Bouches de l'Escaut, et brûler la flotte française dans le port d'Anvers ; vingt millions sterling (cinq cents millions de francs) furent dépensés pour ce coup de main, car tel est le nom resté à l'expédition.

La flotte ennemie s'empara facilement de Walcheren et de Middelbourg, malgré les efforts du brave général Osten, qui se vit contraint, avec quinze cents hommes, de se retirer devant dix-huit mille Anglais. Trois jours après le débarquement, l'armée anglaise se trouvait à quatre lieues d'Anvers, l'unique objet de l'expédition. Mais au lieu de marcher droit sur elle par le gué du canal de Berg-op-Zoom, lord Chatam alla mettre le siége devant Flessingue, dont la prise d'Anvers nécessitait la chute. Cette ville n'avait pour toute garnison que quelques dépôts de régiments. Le général Fauconnet, qui la commandait, fut puissamment secondé par le colonel Lair, à la tête des ouvriers militaires de la marine, et par le chef de bataillon du genie Bernard, depuis aide-de-camp de Napoléon. Les forts et les batteries furent armés ; l'escadre mouilla sous la forteresse : les marins devinrent des troupes de terre. Le sénateur Rampon arriva de Saint-Omer avec des gardes nationales. Mais à Anvers on était déjà complétement en mesure contre toute attaque. En effet, lord Chatam la jugea impossible. D'ailleurs les maladies causaient chaque jour des pertes immenses à son armée. La retraite de la flotte anglaise fut décidée immédiatement, et lord Chatam laissa à Flessingue seize mille hommes que la fièvre dévora en grande partie. Ce grand echec que venait d'eprouver l'orgueil britannique donna aussi à l'Empereur une nouvelle confiance dans sa destinée.

On a vu plus haut que le roi Joachim, n'ayant pu obtenir de la consulta française le renvoi du pape, se réservait d'accomplir ses desseins par lui-même. En effet, vers la fin de juin, il fit demander au saint-père une reponse categorique sur la proposition de l'Empereur. Pie VII, qui y avait déjà répondu par l'excommunication, refusa d autres explications. Le 6 juillet, jour de la bataille de

Wagram, le général Radet, commandant la gendarmerie, renouvela au pape, de la part du roi de Naples, la même demande, menaçant Sa Sainteté d'un enlèvement si elle persistait dans son refus. Pie VII répliqua que, dès le premier jour, sa résolution avait été signifiée à l'Empereur; il donna ordre de barricader son palais, et s'y renferma noblement, attendant l'événement. Le général Radet osa pénétrer jusqu'à lui, en escaladant les murailles. Il était de la dignité et du caractère du pontife romain de bien constater la violation de sa demeure et de n'opposer ensuite aucune résistance. Pie VII monta avec Radet dans une calèche, et partit comme un criminel d'état sous l'escorte de la gendarmerie. Voilà par quels moyens Joachim, de sa seule autorité, tenta de terminer la lutte entre les deux pouvoirs qui seuls alors dominaient l'Europe. Le pape gagna à cette odieuse et impolitique violence la couronne du martyre : la tiare, prisonnière, n'en devint que plus sacrée. Rome, l'impassible Rome, se rappelant sans doute les vicissitudes de son histoire, assista presque sans émotion à l'enlèvement de son souverain. Cependant toute la Haute-Italie se trouva à genoux sur le passage du saint-père ; il arriva ainsi à Grenoble, bénissant les populations. Il eut le triomphe de la sainteté et celui de la persécution.



La péninsule ibérique était en même temps le théâtre d'une autre lutte. Le 28 juillet, le roi Joseph, à qui Napoléon, en quittant l'Espagne, n'avait pas laissé son génie militaire, faisait un malheureux essai de ses armes à Talavera de la Reyna, où le maréchal Victor attaqua sir Arthur Wellesley avec une trop faible armée, au lieu d'attendre la coopération du maréchal Soult et la jonction des maréchaux Ney et Mortier. Wellesley eut à regretter six mille hommes, le roi presque autant. Néanmoins, la victoire resta indécise, car les Français couchèrent sur le champ de bataille. A trois lieues de là, le 8 août, le maréchal Soult, avec

les corps de Ney et de Mortier, franchissait le Tage au-dessus du pont de l'Arzobispo, et le 21, le général Sebastiani mettait en déroute, à Almonacid, l'armée de Vegenas. Le 19 novembre suivant, le maréchal Mortier, à la tête de vingt-cinq mille hommes, détruisit à Ocana, près d'Aranjuez, l'armée des insurgés, qui comptait cinquante mille combattants. L'occupation des défilés de la Sierra Morena n'avait fait qu'ouvrir l'Andalousie aux Français : la victoire d'Ocana décida l'invasion de cette province. Le 25, à cinq lieues de Salamanque, le général Kellermann livra le beau combat d'Alba de Tormès, battit avec quelques régiments de cavalerie une nombreuse armée espagnole et lui enleva son artillerie. Enfin, après cinq mois d'un siége mémorable, habilement conduit par le général Gouvion-Saint-Cyr, Gironne capitula, et se rendit, le 10 décembre, au maréchal Augereau. On trouva dans la ville deux cents pièces de canon.

La victoire d'Ocana, qui pacifiait le midi de l'Espagne, amena cependant un fâcheux résultat. Ce succès, alors si important, arrêta malheureusement Napoléon, qui, depuis les nouvelles de Talavera, avait résolu d'aller prendre lui-même la direction de la guerre. Déjà la garde impériale était en pleine marche ; une partie venait d'arriver à Bordeaux ; la cavalerie était à Poitiers, l'infanterie et l'artillerie sur la Loire. Cent mille hommes se dirigeaient vers les Pyrénées. Indépendamment de l'influence que la présence du vainqueur de Wagram aurait exercée sur ses ennemis de la Péninsule, elle eût été toute-puissante pour réduire au silence les rivalités qui s'élevaient parmi ses généraux; on sait combien ces divisions furent fatales. Le maréchal Soult remplaçait, comme major-général de l'armée, le maréchal Jourdan, qui avait instamment demandé et enfin obtenu de retourner en France. L'armée vit partir avec regret un de ses plus anciens et de ses plus illustres capitaines. Joseph n'avait pas sur les maréchaux cette autorité du génie à laquelle, sous les yeux de Napoléon, ils étaient habitués à sacrifier leurs rivalités.

Pendant ce temps les conférences d'Altenbourg continuaient sans se terminer. On négociait de part et d'autre, l'épée au côté. La France demandait cent millions de contribution de guerre, l'Autriche n'en voulait donner que la moitié. Un événement inattendu mit fin à cette discussion. On était au 13 octobre ; les troupes défilaient à Schœnbrunn devant Napoléon, un étudiant, nommé Frédéric Stabs, âgé de dix-huit ans, fils d'un ministre protestant de Hambourg, s'avança tout d'un coup vers l'Empereur, placé entre le prince de Neuchâtel et le général Rapp, aide-de-camp de service, et lui adressa la parole en allemand. Napoléon accueillit ce jeune homme avec bonté, et le renvoya au général Rapp, qui parlait sa langue. Stabs, passant derrière la foule, se rapprocha encore de Napoléon. En éloignant Stabs, Rapp sentit une arme cachée ; il le fit saisir par un gendarme qui l'entraîna. On trouva sur ce jeune fanatique un grand couteau et un portrait. Ramené en présence de Napoléon, il déclara qu'il était venu pour délivrer son pays de l'oppresseur de l'Allemagne. Napoléon inclinait à le regarder

comme malade ou comme fou. « Ni l'un ni l'autre ! » s'écria Stabs. Corvisart, ayant été consulté, lui tâta le pouls et répondit : « Monsieur se porte bien. — Je vous l'avais bien dit, » reprit Stabs avec une sorte de satisfaction. Napoleon, vivement frappé de l'assurance de ce malheureux, lui promit sa grâce s'il demandait pardon de son crime. Stabs affirma qu'il n'avait que le regret de n'avoir pu réussir. « Il paraît qu'un crime n'est rien pour vous ? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est ce portrait trouvé sur vous ? — Celui de ma meilleure amie, de la fille adoptive de mon vertueux père. — Quoi ! votre cœur est ouvert à des sentiments si doux, et, en devenant un assassin, vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre des êtres que vous aimez ? — J'ai cédé à une voix plus forte que celle de ma tendresse. — Mais en me frappant au milieu de mon armée, pouviez-vous échapper ? — Je suis en effet étonné d'exister encore. — Celle que vous chérissez sera bien affligée. — Elle sera bien affligée de ce que je n'ai pas réussi ; elle vous hait autant que je vous hais moi-même. — Si je vous faisais grâce… — Je ne vous tuerais pas moins. » Stabs fut encore interrogé en prison et persista dans ses aveux. Il refusa toute nourriture depuis le jour de son arrestation jusqu'au 17, où il subit son arrêt ; il dit qu'il avait assez de force pour aller à la mort. Arrivé au lieu de l'exécution, on lui annonça que la paix



venait d'être signée, et il s'écria : « *Vive la liberté ! Vive l'Allemagne !* » Ce fu-

rent ses dernières paroles. Jusqu'au moment fatal, Napoleon penchait pour le pardon, et peu s'en fallut que Stabs ne conservât la vie.

Depuis le 11 octobre, de serieuses difficultés s'étaient élevées entre les plenipotentiaires français et autrichiens, et nos corps d'armée avaient reçu l'ordre de se tenir prêts pour une nouvelle campagne. Frappé de la responsabilité qui pesait sur sa tête, le prince de Lichtenstein se sacrifia. Il accorda quatre-vingt-cinq millions de contributions au lieu de cinquante, et le 14, dans la nuit, il signa, les larmes aux yeux, le traité de Vienne.

Par ce traité conquis les armes à la main, l'Autriche dut abandonner : 1° aux souverains de la Confédération du Rhin les pays de Saltzbourg et de Berchtolsgaden, et une partie de la Haute-Autriche ; 2° à la France les pays de Gorietz, Montefalcone, Trieste, la Carniole, le cercle de Villach, une grande partie de la Croatie, Fiume, le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne, la rive droite de la Save, devenue limite entre les deux états ; 3° au roi de Saxe les enclaves de la Bohême situées dans son royaume, et en sa qualité de grand-duc de Varsovie, la nouvelle Gallicie, l'arrondissement de Cracovie, etc. ; 4° à la Russie un territoire de quatre cent mille âmes dans l'ancienne Gallicie, etc. Cette cession à la Russie du district de Tarnopol ne pouvait compenser pour elle la cession de la Gallicie occidentale au grand-duché de Varsovie, qu'elle dut regarder comme la base du rétablissement prochain du royaume de Pologne. C'était menacer ou au moins inquiéter la Russie, avec laquelle Napoléon ne se trouvait pas en état de solder le compte de la conduite militaire du prince Gallitzin en Pologne. L'Autriche s'engageait aussi à reconnaître tous les changements survenus et à survenir en Espagne, en Portugal et en Italie, et elle adhérait au système continental... Voilà les principales clauses du traité de Vienne. Il était déclaré commun aux rois d'Espagne, de Hollande, de Naples, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie ; aux grands-ducs de Bade, de Berg, de Hesse-Darmstadt, de Wurtzbourg, et à tous les princes de la Confédération du Rhin.

Le 15, Napoléon partit pour Munich, où il devait attendre la ratification encore incertaine de l'empereur d'Autriche. Des signaux furent placés sur la route, afin d'informer promptement Napoléon de ce qui arriverait. Jamais aucune paix ne ressembla autant à la guerre. Avant son départ, l'Empereur avait remis le commandement au major-général, en lui donnant les ordres les plus précis et les plus circonstanciés pour le cas de l'évacuation, qu'il régla de manière à préserver nos troupes de toute surprise. Par la lettre qui contenait ces dispositions, il enjoignait à Berthier de faire sauter les bastions de Vienne, et plus tard les fortifications de Brunn, Raab, Gratz ; de démolir entièrement les travaux de Spitz, mais seulement après l'échange des ratifications, qui eut lieu le 19. Napoléon en reçut la nouvelle à Munich, ainsi que la réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre qu'il lui avait écrite après la signature du traité : cette réponse respirait le sentiment d'une union à laquelle semblait

attachée la prospérité des deux nations. La paix était dans la lettre de François, mais la guerre resta dans son cabinet. Napoléon quitta la capitale de la Bavière le 23, et le 26 il arriva à Fontainebleau

Tandis que Napoléon revenait triomphant dans ses états, Frédéric-Guillaume après trois ans d'absence, reprenait le 20 novembre, à Berlin, le faible trône que le traité de Tilsitt lui avait laissé.

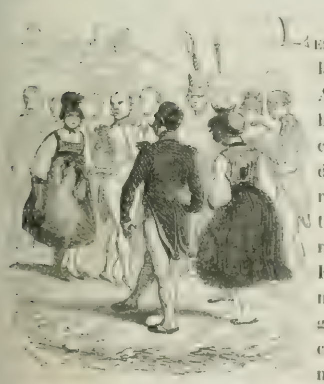




CHAPITRE XXXIV.

1810—1811.

Divorce de Napoleon. — Son mariage avec Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche. — Paix de la Suède avec la France. — Réunion de la Hollande à l'Empire. — Le prince de Ponte Corvo appelé au trône de Suède. — Naissance du roi de Rome. — Continuation de la guerre d'Espagne.



Les années 1810 et 1811 forment l'époque la plus glorieuse du règne de Napoleon. Alors nos frontières s'étendaient des bouches de l'Elbe aux défilés de Terracine. Rome était devenue la seconde ville de l'empire. Tous les souverains de l'Europe, jadis coalisés, s'honoraient de notre alliance. L'Angleterre seule, cette rivale éternelle de la grandeur de la France, conservait des sentiments d'inimitié ; mais le blocus continental, rigoureusement observé, atteignait son commerce et rendait pour elle l'avenir menaçant. Ce temps de prospérité inouïe dans les fastes d'une nation fut marqué dans la vie de Napoleon par l'un des plus grands événements qui aient intéressé ses affections domestiques, le

divorce avec Joséphine, et son second mariage avec une archiduchesse d'Autriche. La tentative criminelle de Stabs avait ramené la pensée de l'Empereur sur ce qui arriverait à la France dans le cas où la mort viendrait à le frapper avant qu'il eût laissé un héritier de son sang qui pût continuer son ouvrage. Il avait toujours désiré ardemment un fils, vœu bien légitime dans le fondateur d'un si vaste empire ; mais depuis longtemps sa première épouse ne lui laissait plus d'espérance à cet égard. La raison d'état parla plus haut que les affections du cœur, et il se résolut à un divorce auquel l'Impératrice se soumit généreusement. Eugène Beauharnais fut chargé de lui annoncer cette fatale nouvelle en la disposant à consommer un si grand sacrifice. Napoléon avait bien choisi son interprète, et jamais de part et d'autre l'héroïsme de la reconnaissance et du dévouement ne mérita d'être plus admiré.

Le 15 décembre 1809, le prince Cambacérès, archichancelier de l'empire, et le comte Regnauld, secrétaire de l'état civil de la maison impériale, furent appelés par lettres closes dans le cabinet de l'Empereur, à neuf heures du soir : tous les princes et toutes les princesses de la famille de Napoléon, ainsi que le vice-roi d'Italie, faisaient partie de cette réunion. L'Empereur s'adressa à l'assemblée en ces termes : « ..... L'intérêt de mes peuples, qui a constamment guidé toutes mes actions, veut qu'après moi je laisse à des enfants, héritiers de mon amour pour la France, ce trône où la Providence m'a placé. Cependant, depuis plusieurs années j'ai perdu l'espérance d'avoir des enfants de mon mariage avec ma bien-aimée épouse l'impératrice Joséphine ; c'est ce qui me porte à sacrifier les plus douces affections de mon cœur, à n'écouter que le bien de l'état et à vouloir la dissolution de notre mariage. Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis concevoir l'espérance de vivre assez pour élever dans mon esprit et dans ma pensée les enfants qu'il plaira à la Providence de me donner... Ma bien-aimée épouse a embelli quinze ans de ma vie..., elle a été couronnée de ma main... Je veux qu'elle conserve le rang et le titre d'impératrice... » L'impératrice Joséphine prit ensuite la parole : « ... Je me plais, répondit-elle, à donner à notre auguste et cher époux la plus grande preuve d'attachement et de dévouement qui ait jamais été donnée sur la terre : je tiens tout de ses bontés : c'est sa main qui m'a couronnée, et, du haut de ce trône, je n'ai reçu que des témoignages d'affection et d'amour du peuple français. Je crois reconnaître tous ces sentiments en consentant à la dissolution d'un mariage qui, désormais, est un obstacle au bien de la France, qui la prive du bonheur d'être un jour gouvernée par les descendants d'un grand homme, évidemment suscité par la Providence pour effacer les maux d'une terrible révolution, et pour rétablir l'autel, le trône et l'ordre social... » Cette dernière phrase, dans cette réponse toute politique, était sans doute la manifestation des principes sur lesquels l'Empereur voulait s'appuyer plus fortement que jamais, en contractant





une alliance avec une ancienne maison régnante en Europe. L'obéissance d'une reine répudiée n'avait pas encore été mise à une aussi grande épreuve.

Aussitôt un projet de sénatus-consulte fut adressé à l'archichancelier, qui convoqua le Sénat pour le lendemain 16. Si l'épreuve avait été cruelle pour Eugène Beauharnais en présence de sa mère, dans le cabinet de l'Empereur, elle ne le fut pas moins au Sénat ; car, après que le comte Regnauld eut développé les motifs du sénatus-consulte, le prince vice-roi eut le courage de prendre la parole, et dit : « ... Lorsque ma mère fut couronnée devant toute la nation par « les mains de son auguste époux, elle contracta l'obligation de sacrifier toutes « ses affections aux intérêts de la France : elle a rempli avec courage, noblesse « et dignité, ce premier des devoirs ; son âme a été souvent attendrie en voyant « en butte à de pénibles combats le cœur d'un homme accoutumé à maîtriser « la fortune et à marcher d'un pas ferme à l'accomplissement de ses grands « desseins. Les larmes qu'a coûtées cette résolution à l'Empereur suffisent à la « gloire de ma mère... »

Il fallut soumettre à l'officialité de Paris la validité du mariage religieux de l'impératrice Joséphine, pour en obtenir la rupture. Le 14 janvier, il fut déclaré nul, en vertu de la disposition du concile de Trente : « Que tout mariage est nul, « du moment qu'il n'est point fait en présence du curé de l'une des deux par-« ties contractantes, ou de son vicaire, assisté de deux témoins. » On ignore par quelle raison le cardinal Fesch, qui avait marié Napoléon et Joséphine, avait négligé de se conformer à cette disposition, trop importante pour permettre de croire qu'il ne la connût pas. Quoi qu'il en soit, Napoléon, parce qu'il ne l'avait point observée, fut condamné par l'officialité à une amende de six francs envers les pauvres.

Le divorce de Napoléon mit en émoi toutes les cours de l'Europe. Après avoir pensé à prendre pour épouse une princesse de Saxe, son choix s'arrêta sur une princesse russe. Alexandre parut flatté du désir de Napoléon ; mais il demanda du temps à cause de l'extrême jeunesse de la grande-duchesse Anne, sa sœur, à laquelle Napoléon avait pensé. L'Empereur ne crut pas que la politique, qui seule réglait sa conduite dans cette importante question, lui permît d'attendre.

Le 3 mars, le prince de Neuchâtel, chargé de demander la main de l'archiduchesse Marie-Louise, arriva à Vienne ; François II agréa avec empressement la proposition qui lui fut faite de donner sa fille à l'empereur Napoléon. Le 11, le prince de Neuchâtel épousa solennellement, au nom de son souverain, la fille de l'empereur François. Deux jours après, cette princesse quitta Vienne, accompagnée de plus de trois cents personnes, parmi lesquelles on comptait plusieurs dignitaires de l'empire d'Autriche, douze dames du palais, douze chambellans, etc. Une vaste baraque, divisée en trois salons, l'un regardant l'Autriche, l'autre la France, et celui du milieu déclaré neutre

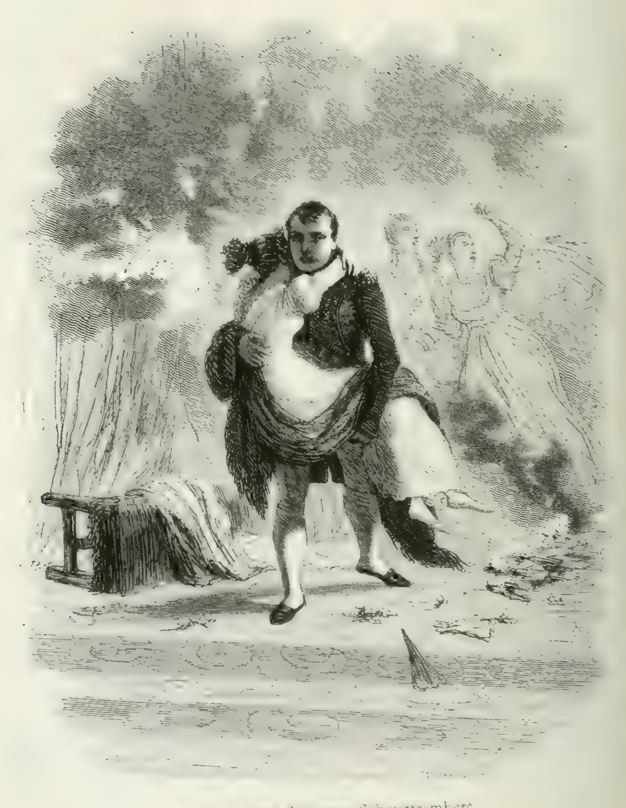
avait été construite avec une promptitude et une magnificence extraordinaires, entre Braunau et Altheim. La reine de Naples, entourée d'une suite nombreuse, avait été envoyée par Napoléon pour recevoir la princesse des mains de sa famille. La remise se fit en présence des deux cours, avec une pompe dont Napoléon lui-même avait pris le soin de dicter le cérémonial. Tout ce que renfermait la corbeille était un véritable miracle de cette industrie parisienne qui, sous le nom de modes, continue l'empire de la domination française dans le monde entier.

Après la cérémonie, Marie-Louise partit pour Braunau, où elle prit le titre d'Impératrice des Français, et ne vit plus autour d'elle que la maison que Napoléon lui avait formée. La princesse trouva sur la route, à chaque coucher, une lettre de son époux. Le 29, elle se mit en route pour Compiègne, où résidait l'Empereur, entouré des princes de la famille impériale et de la cour la plus brillante. Napoléon s'était aussi occupé d'un cérémonial pour l'entrevue, fixée par lui au lendemain. Mais, cette fois, l'étiquette céda à son impatience, et le législateur passa par-dessus sa propre loi. Au lieu d'attendre le jour suivant et de se rencontrer avec l'Impératrice *dans la tente du milieu, où la princesse devait s'incliner pour se mettre à genoux, et l'Empereur la relever, l'embrasser et s'asseoir à côté d'elle*, Napoléon sortit furtivement du palais, accompagné du roi de Naples, dans une simple calèche sans livrée. Vêtu de la redingote



grise de Wagram, il se plaça en embuscade, à cause de la pluie, sous le porche d'une petite église, au-delà de Soissons, dans le village de Courcelles; l'Impe-





[illegible]

ratrice devait y relayer. Aussitôt qu'elle arriva il monta brusquement dans la voiture, et le lendemain il fit servir le déjeuner près du lit de l'Impératrice. Ce fut ainsi que se passa *l'entrevue de Compiègne*, que l'on appela *la surprise de Courcelles*. Le 30, toute la cour se réunit à Saint-Cloud pour la célébration du mariage civil. Le mariage fut prononcé par l'archichancelier ; le soir, on donna sur le théâtre de la cour *Iphigénie en Aulide*, devant celui qui alors était le roi des rois.

Le 31, l'Empereur et l'Impératrice firent leur entrée solennelle dans la capitale, au milieu d'un concours immense de peuple. Ils reçurent la bénédiction nuptiale du grand-aumônier de France, le cardinal Fesch. On déploya dans cette occasion la plus grande magnificence. On avait disposé en chapelle une salle de la galerie du Louvre, avec des tribunes pour les rois, les autres souverains et les ambassadeurs. Toute la famille impériale entourait l'Empereur et l'Impératrice dans cette brillante solennité, qui eut aussi pour témoins les membres du sacré collége : quelques cardinaux seulement voulurent soutenir les droits du sacre pontifical, s'abstinrent de paraître, et furent éloignés. Tous les corps de l'état, toutes les dignités civiles et militaires, enfin tout ce que la cour de France et les cours étrangères pouvaient offrir de plus distingué, se trouvaient réunis, au nombre de huit mille personnes, dans la grande galerie. Pendant toute la journée, la cour et la ville furent dans l'ivresse d'une fête générale. Cependant le souvenir fatal du mariage de l'archiduchesse Marie-Antoinette attristait involontairement la pensée ; et quelques mois plus tard, l'incendie qui embrasa tout à coup la maison où le prince de Schwartzemberg donnait un bal à la fille de son souverain, renouvela cruellement ce souvenir. L'Impératrice courut quelque danger, dont Napoléon la préserva. Une belle-sœur de l'ambassadeur périt, ainsi que quelques autres personnes. Un grand nombre reçurent des blessures graves. Les témoins du mariage de Louis XVI avaient prédit une issue funeste à la nouvelle alliance avec la maison d'Autriche : leur prophétie ne s'accomplit que trop bien.

Le 17 avril, l'Empereur et l'Impératrice partirent de Compiègne pour aller visiter le canal de Saint-Quentin, Cambrai, Anvers, Bruxelles. Le roi et la reine de Westphalie, et le prince vice-roi, accompagnaient Napoléon. A Anvers, l'Empereur vit lancer le plus fort vaisseau que l'on eût construit sur les bords de l'Escaut ; il était de quatre-vingts canons. Le roi de Hollande vint rejoindre l'Empereur à Anvers. Napoléon parcourut les principales villes de la Belgique, de la Zélande, et l'île de Walcheren. Ce voyage était une grande reconnaissance des Bouches de l'Escaut, sur lesquelles l'expédition britannique, dans la dernière campagne, avait fortement attiré l'attention de Napoléon, qui voulait en outre aller inspecter lui-même les pays cédés par le roi son frère, conformément à la convention du 16 mars, et dont la remise venait d'être faite le 27 avril. Cette cession comprenait le Brabant hollandais, la Zélande, l'île de

Schoonen, une partie de la Gueldre, et limitait au cours du Vahal la France et la Hollande. Le voyage de l'Empereur devait encore produire d'autres fruits.

Des fêtes de toute nature célébrèrent dans chaque ville l'union de Napoléon et de Marie-Louise, et partout le cri de la paix se confondit avec les bénédictions des peuples. En visitant les côtes septentrionales de son empire et les derniers départements réunis, Napoléon s'applaudit des nouvelles conquêtes du blocus continental. Le 6 janvier précédent, la Suède y avait accédé, en recevant la restitution de la Pomeranie pour prix de sa soumission. Désormais les traités n'auront plus d'autre base, les ruptures d'autre motif, les alliances d'autre lien. Toujours occupé de ce dessein, Napoléon continua la tournée des côtes en revenant vers la capitale. Il visita Bruges, Gand, Lille, Calais, Dunkerque : il revit Boulogne et la tour de César, et après avoir traversé Dieppe, le Havre et Rouen, il était le 1er de juin à Saint-Cloud. Partout il laissa des traces de sa sollicitude pour la prospérité des peuples. Son passage fut marqué, ici par de hautes dispositions administratives, là par des créations maritimes, par d'importantes concessions aux villes du Nord, et par de nobles récompenses à ceux qui avaient bien mérité de l'état dans toutes les carrières. Les fêtes du mariage furent consacrées dans les principales villes par l'union d'une foule de soldats qu'il dota. Déjà l'année 1810 avait été inaugurée par un décret qui ordonnait de placer sur le pont de la Concorde les statues décernées aux généraux Saint-Hilaire, d'Espagne, Lasalle, Lapisse, Cervoni, Colbert, Lacour, morts au champ d'honneur.

Par le traité du 16 mars, le roi de Hollande venait de perdre plusieurs provinces maritimes. Napoléon avait appris sur les lieux à connaître les alliés secrets et nécessaires de l'Angleterre ; et par une conséquence naturelle de cette découverte, il tenait son frère pour suspect. Aussi, loin de le rassurer sur l'existence future de son royaume, le voyage de l'Empereur avait pu inspirer des alarmes sérieuses au souverain des Bataves. Dans une position qui poussait les choses à l'extrême entre les deux colosses qui se disputaient le monde, sous la condition d'être ou de n'être pas, tout devenait légitime, surtout quand il ne fut plus possible de douter que la Hollande n'avait d'autres intérêts que ceux de l'ennemi mortel du grand empire. Éclairé par cette conviction, Napoléon jugea qu'il était plus avantageux pour la Hollande d'être réunie à un pays de quarante millions d'habitants, que de garder une apparente indépendance, sous le joug inévitable du système continental. Le royaume de Hollande, qui se trouvait pour ainsi dire écroué entre les deux pavillons, ne pouvait commercer qu'avec celui qu'il était forcé de rejeter. Son souverain, plus attaché à ses devoirs de roi qu'à son titre de prince français, n'avait pas balancé à préférer le bien-être de ses peuples à la politique de la France ; il s'était attaché, autant qu'il était en lui, à leur rendre moins onéreuse la servitude de la loi commune. Il avait reçu à cet égard beaucoup d'avis du gouvernement français, et la reu-







nion récente des départements des Bouches-du-Rhin et des Bouches-de-l'Escaut annonçait assez énergiquement à Louis le sort qui attendait le reste de ses états s'il ne consentait pas à les enfermer dans le cercle tracé autour du littoral de l'Europe. Aucune considération ne permettait de relâcher ni d'interrompre la chaîne qui environnait l'Angleterre pour lui interdire l'approche du continent, et rejeter à la fois ses marchandises et ses agents : un seul anneau de moins ouvrait la porte à la destruction du système entier. Une armée de vingt mille hommes, sous le commandement du maréchal Oudinot, entra dans le royaume pour y assurer l'exécution du blocus continental. Le roi de Hollande abdiqua le 3 juillet en faveur de son fils. Napoléon rejeta cette abdication, et, le 9 juillet, un décret impérial réunit la Hollande à l'empire.

Pendant que ces choses se passaient en Hollande, un événement qui devait avoir pour l'Europe, et surtout pour la France, les conséquences les plus graves, attira faiblement d'abord, mais fixa bientôt après, les regards de l'Europe sur le royaume de Suède. Le roi Charles XIII, vieux et sans enfant, avait adopté le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustembourg, d'une branche cadette de sa maison et de celle de Danemarck. Quelques mois après, à une manœuvre de cavalerie, le nouveau prince royal tomba de cheval et mourut presque subitement. Cependant la vieillesse du roi et l'intérêt de la Suède exigeaient impérieusement le choix d'un successeur. La reconnaissance de trois officiers suédois envers un général français pourvut à cette nécessité de l'état. Dans la guerre de 1807, ces trois officiers, faits prisonniers à Stralsund, reçurent du général en chef Bernadotte le meilleur traitement. Il adoucit par des services particuliers leur longue captivité ; il obtint même pour eux en France la résidence de la ville qu'ils désiraient habiter jusqu'à leur échange. Son affection les avait suivis dans leur nouveau séjour ; et quand il leur fut permis de revoir leur pays, ils allèrent remercier le maréchal de tous les actes de bienveillance dont ils gardaient le profond souvenir. A la mort du prince d'Augustembourg, ils se le rappelèrent plus vivement que jamais, et formèrent ensemble le projet de témoigner leur gratitude à Bernadotte d'une manière éclatante, en le faisant monter sur le trône de Suède. Ces militaires tirèrent habilement parti, auprès des membres des états, de l'influence que pouvait leur donner leur position sociale : ils n'eurent pas de peine à démontrer que, dans ce siècle de guerre et de tumulte politique, le royaume, de toutes parts circonvenu par des alliés ou des voisins jaloux et puissants, avait besoin d'un prince guerrier qui sût commander le respect de sa couronne. Les libertés suédoises trouveraient d'ailleurs leur garantie dans le choix spontané d'un homme qui, sans droits et sans aïeux, appelé à l'honneur de siéger parmi les souverains, se regarderait comme invinciblement engagé envers la nation qui lui aurait confié sa destinée. Ces considérations réussirent ; elles balancèrent si fortement les opinions, déjà partagées entre trois princes de race royale, que ces officiers furent investis

des pouvoirs nécessaires pour aller à Paris offrir le sceptre de la Suède au prince de Ponte-Corvo, et demander l'agrément de l'empereur Napoléon. Bernadotte accepta les offres de la Suède. La volonté unanime des états proclama, dans leur séance du 21 août, le maréchal prince de Ponte-Corvo prince royal de Suède. Le roi Charles XIII l'adopta aussitôt pour fils. Le 1[er] novembre, Bernadotte, qui avait embrassé la religion réformée, prêta serment en qualité de prince de la couronne de Suède. Le 15, le gouvernement suédois déclara son adhésion au système continental. On verra par la suite que les déclarations des cours du Nord, à l'exception du fidèle Danemarck, n'étaient que les manifestes de la grande trève qui couvrait les apprêts d'une guerre nouvelle.

L'affaire de la Hollande n'avait pas seule occupé les conseils de Napoléon. Pendant le séjour des rois de la famille impériale à Paris, il fut question aussi, entre l'Empereur et Joachim, d'une expédition en Sicile que devait soutenir une forte escadre de Toulon. La Sicile était pour les Anglais une immense place d'armes, un vaste port militaire et commercial. De là ils menaçaient, tenaient en échec le blocus continental de la Méditerranée, et l'attaquaient par une contrebande active, où leur politique consentait à sacrifier la moitié de la valeur de leurs produits industriels. Pour combattre cette fraude, Napoléon rendit, le 17 août, un décret qui ordonnait le brûlement de toutes les marchandises anglaises dans la France et dans les états confédérés, et attacha à ces douanes des cours prévôtales dont les jugements n'étaient pas susceptibles du recours en cassation. Par ces terribles moyens, l'importation devenait une opération à peu près impraticable. Cependant il était impossible de se passer d'objets de première nécessité, non manufacturés, tels que les productions naturelles aux colonies. Le dangereux système des licences pourvut aux besoins publics, mais non sans les plus grands abus, et les produits des fabriques françaises furent livrés aux Anglais en échange des denrées brutes provenant des possessions des Deux-Indes.

Conformément aux intentions de l'Empereur, une nouvelle campagne en Portugal s'était ouverte au mois de mai 1810, au moment où commencèrent les préparatifs de l'expédition de Sicile. Le prince d'Essling commandait cette expédition; il arriva le 2 à Valladolid, ayant sous ses ordres le maréchal Ney, le duc d'Abrantès et le général Reynier; la cavalerie obéissait au général Montbrun. Masséna débuta par trois siéges importants : celui d'Astorga, qui, le 6 mai, se rendit au duc d'Abrantès; celui de Ciudad-Rodrigo, qui capitula le 10 juillet entre les mains du maréchal Ney, et enfin celui d'Almeida, qui se soumit aussi le 28 août. Les deux clefs du Portugal, sur la frontière de la province de Salamanque, tombées au pouvoir de l'armée du prince d'Essling, il s'avança sur Busaco le 15 septembre, marchant sur Lisbonne, dont il avait l'ordre de s'emparer. Mais l'Empereur avait enjoint à Masséna de ne commencer ses opérations que quand il aurait réuni soixante mille hommes. Il était naturel à un courage

de la trempe de celui de Masséna de ne pas prendre conseil de cette circonspection, et de se précipiter sur la route de Lisbonne avec la confiance de ses anciens et de ses nouveaux succès. On doit regretter qu'il ait cédé si facilement à cet entraînement : au lieu de tourner l'ennemi, qui avait fait de Busaco une position formidable, il l'attaqua de front et fut battu, laissant sur le champ de bataille trois mille morts, et abandonnant à Coimbre autant de blessés. Cependant Wellington, pour couvrir Lisbonne, se retirait lentement devant les Français vers les lignes de Torrès-Vedras. La lenteur de cette retraite fut moins attribuée à l'attitude que la supériorité numérique de son armée devait lui donner devant celle du maréchal, qu'à une affreuse combinaison résultant des ordres de la régence de Lisbonne. Effrayée de la reddition si prompte des places fortes de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, la régence avait arrêté l'exécution d'un plan de devastation générale de toute la fertile province de la Beyra, c'est-à-dire d'une etendue de pays de plus de huit cents lieues carrées, et d'en refouler toute la population sur Lisbonne. Les milices portugaises, qui figuraient pour quatre-vingt mille hommes dans l'armée de Wellington, pendaient et fusillaient impitoyable-



ment ceux qui se refusaient à incendier leurs récoltes, leurs champs, leurs

habitations. A Coimbre, ville de vingt-cinq mille habitants, l'armée française ne trouva que quelques vieillards, qui durent à leur faiblesse la permission de mourir au sein de leurs foyers. Elle avait laissé ses blessés dans les hôpitaux de cette ville ; ils furent massacrés par des Portugais. Le drapeau anglais protégeait toutes ces barbaries.

Le prince d'Essling voulut en vain poursuivre sa marche sur Lisbonne ; il trouva dans les lignes de Torrès-Vedras, tracées par Wellington en avant de la capitale, une triple enceinte de défense, inexpugnable pour une armée aussi faible que la sienne. Le but de cette troisième campagne une fois manqué, Massena dut songer à la retraite. Elle fut protégée par le maréchal Ney, qui exécuta à Miranda d'admirables manœuvres. Le général en chef n'avait plus qu'un objet, celui de ravitailler Almeida, qui venait d'être investie par soixante-dix mille Anglo-Portugais ; mais Masséna, qui avait paru avec trente-trois mille hommes devant Torrès-Vedras, n'en comptait plus que vingt-trois mille devant Almeida. Aussi, ne pouvant réussir à secourir cette ville, il envoya au général Brennier, qui y commandait, l'ordre d'en faire sauter les fortifications. Cet ordre reçut son accomplissement dans la nuit du 9 au 10 mai 1811. Sur dix-huit cents hommes qui composaient la garnison d'Almeida, la moitié rejoignit l'armée. Les armes de Masséna furent moins heureuses en Portugal que dans toutes les autres contrées de l'Europe, où il avait mérité le nom d'*invincible*.

En Espagne, la guerre fut heureuse pour la France, si une semblable guerre pouvait l'être. La victoire d'Ocana, remportée le 19 novembre précédent, avait ouvert l'Andalousie à nos armes. L'armée du roi Joseph, commandée par le maréchal Soult, prit le nom de sa conquête. Dans une marche rapide et triomphante, elle occupa Baylen, et successivement Jaën, l'antique Cordoue, Carmona. Le 7 janvier, le général Sébastiani dispersa l'armée espagnole sous les murs de Grenade, et le lendemain il entra dans cette place. Le 9, il était maître de Malaga. Le 1er février, Séville, résidence de la junte suprême, se rendit au maréchal Soult. La junte se réfugia à l'île de Leon, et ensuite à Cadix. Le maréchal Victor eut l'ordre d'assieger ou plutôt de bloquer avec le premier corps les avenues de cette ville, défendue par plus de vingt mille hommes du côte de la terre, et sur mer par vingt-cinq vaisseaux de ligne. Le 26 mai, une action brillante illustra le nom français dans la rade de Cadix : six cents prisonniers de la capitulation de Baylen, presque tous officiers, détenus sur les pontons, aperçoivent de loin flotter sur le rivage le drapeau tricolore ; soudain ils s'emparent d'un mauvais navire sans agrès, traversent audacieusement les escadres anglaise et espagnole sous le feu des chaloupes canonnières et des batteries, et vont aborder la plage, où l'armée du maréchal Victor les reçoit avec transport. Au nord de l'Espagne, la guerre était ralentie par les places fortes qui tenaient dans la Catalogne et dans le royaume de Valence. La prise d'Hos-





C'est un roi de Rome!

talrich avait entraîné celle de Gironne : mais le château de la première de ces deux villes ne fut évacué que le 12 mai, et sa garnison périt dans la fuite. Le 14 mai, le maréchal Suchet ouvrait la tranchée devant Lerida ; dix-sept jours après, cette place capitula. Le 8 juin, Mequinenza tomba aussi au pouvoir des Français.

En France, cependant, un événement auquel est attaché le sort de la nouvelle dynastie occupe Napoléon tout entier ; bientôt il sera père, et l'ambitieuse espérance, qui enflamme et soutient toujours les hommes de sa trempe, lui promet un fils. Le 20 mars 1811, le moment décisif arrive, mais la délivrance de Marie-Louise rencontre des obstacles imprévus, et tels que ses jours ainsi que ceux de son enfant sont également en péril : ils dépendent d'une opération pénible et douteuse. Le chirurgien Dubois vient consulter Napoléon. « *Ne « pensez qu'à la mère*, répondit-il, *et traitez l'Impératrice comme une bourgeoise « de la rue Saint-Denis.* » Alors il se rend au lit de Marie-Louise, l'exhorte, l'encourage. Après vingt-six minutes d'un travail douloureux, l'enfant est mis au monde par le secours des fers ; mais pendant sept autres minutes, il ne donne aucun signe de vie. Enfin, à force de soins, l'enfant respire, il vit. Transporté, hors de lui-même, l'Empereur se précipite à la porte du salon où la France et l'Europe semblent attendre leurs destinées ; il l'ouvre, il s'écrie : *C'est un roi de Rome !* Cent-un coups de canon annoncèrent à la capitale la naissance de Napoléon II ; l'ivresse fut générale. A l'Hôtel-de-Ville, M. Bellart et les membres du conseil, qui proclamèrent en 1814 la déchéance de Napoléon, votèrent dix mille francs de rente au premier page qui vint leur apporter la nouvelle impatiemment attendue. Ce fut la dernière fois qu'un même sentiment de bonheur unit la France et Napoléon. La nature sembla n'avoir produit qu'à regret cet enfant sur lequel se confondaient les vœux de deux grandes monarchies ; il avait fallu le lui arracher : aussi en contemplant, après une anxiété si cruelle, le berceau qui venait de recevoir son fils, Napoléon dut s'applaudir de ce que sa fortune triomphait de la nature elle-même.

L'année 1811 continue d'une manière brillante pour les armes françaises. Elle présente une lutte de succès presque sans interruption entre le maréchal Soult et le général Suchet. Après dix jours de tranchée ouverte, foudroyée par quarante-trois bouches à feu, Tortose se rendit le 2 janvier au général. Le 22 du même mois, Soult, après avoir battu les généraux Mendizabal et Ballesteros, forçait l'importante ville d'Olivenza à capituler ; le 19 février, il cueillait de nouveaux lauriers sur la Gebora, où l'ennemi perdit plus de cinq mille hommes ; cette bataille ouvrit au maréchal, le 11 mars, les portes de Badajoz, capitale de l'Estramadure. Quelques semaines ont suffi à Soult et à ses vingt mille hommes pour détruire deux armées espagnoles, faire vingt-deux mille prisonniers, et prendre deux places fortes, Olivenza et Badajoz. Cependant, deux mois après, cette dernière ville est investie par le général

Beresford, à la tête de vingt-cinq mille Anglais soutenus par une armée espagnole. Soult réunit des forces pour secourir Badajoz : Beresford lève le siége et se porte en avant de cette ville, sur les bords de l'Albuera, avec les troupes anglaises, portugaises et espagnoles. Le combat fut opiniâtre autant que meurtrier; les alliés le célébrèrent comme un triomphe, quoiqu'ils eussent à regretter dix mille hommes et leurs positions. Le maréchal Soult put donner avec plus de raison le nom de victoire à une bataille qui l'avait conduit au but qu'il s'était proposé, c'est-à-dire de dégager Badajoz, et de faire entrer des secours dans la place. Après avoir assuré la défense de Badajoz, le maréchal Soult revint à Séville. Mais vers les premiers jours de juin, Wellington, ayant opéré sa jonction avec Beresford, reprit le siége de Badajoz, et ouvrit la tranchée. La ville soutint et repoussa deux assauts ; elle devait encore être délivrée. Les maréchaux Soult et Marmont se réunirent à Mérida. L'armée combinée ennemie jugea prudent de ne pas les attendre ; elle repassa la Guadiana. Le maréchal Soult chercha vainement à l'engager; fidèle à ses habitudes de retraite, Wellington reprit de nouveau ses lignes, et rentra en Portugal. Il en fut de même du blocus de Ciudad-Rodrigo : dans le mois de septembre, Wellington se vit contraint de l'abandonner devant le maréchal Marmont et le général Dorsenne. Après deux affaires où l'avantage fut de notre côté, nous parvînmes à débloquer et à ravitailler Ciudad-Rodrigo. La prise de Murcie termina la campagne du maréchal Soult en 1811.

De son côté, le général Suchet continuait le cours des plus brillants faits d'armes. A la fin d'avril, il marcha sur la forte ville de Tarragone; il l'investit le 4 mai, l'attaque le 16 juin; et le 28, après cinq assauts dont le premier avait eu lieu le 21, son armée se précipite dans la place avec la fureur d'un triomphe chèrement acheté. Cinq mille hommes sont passés au fil de l'épée, dix mille sont pris; Tarragone est livrée au pillage. Ce fut dans ses remparts sanglants que l'intrépide général Suchet trouva son bâton de maréchal. Le 29 octobre, la bataille de Sagonte ou de Murviedro, qu'il gagna complétement sur les généraux Blake et O'Donnel, lui livra la ville de Sagonte, dont la position, fortifiée par la nature, par les Romains, par les Maures, et par des constructions récentes, le rendit maître des routes de Valence, de Barcelone, de Saragosse, et assura son établissement dans l'est de la Péninsule. Le 26 novembre, attaché aux traces du général Blake, qui voulait lui fermer le chemin de Valence, il le força d'abandonner son camp retranché derrière le Guadalaviar, et le rejeta dans la place. Un mois après, le 26 décembre, Suchet franchissait le Guadalaviar ; et, au bout de quinze jours, la grande ville de Valence, devenue le dépôt général de toutes les forces et de tous les approvisionnements des insurgés, se rendait au nouveau maréchal, avec une garnison de dix-huit mille hommes, que commandaient dix généraux, neuf cents officiers, et que défendaient quatre cents pièces de canon. Le titre de duc d'Albuféra conquis

sous les murs de Valence, le grade de maréchal gagné à Tarragone, payèrent dignement la plus belle année sans doute de sa vie militaire. L'armée qui lui était dévouée, puisqu'il exécuta avec elle de si grandes choses, trouva dans ces hautes distinctions données à un chef aimé et respecté de tous, une nouvelle récompense de ses nobles travaux.

Tel est le tableau de la guerre de la Péninsule pendant l'année 1811 ; cette guerre continua la gloire et prouva la supériorité de nos armes. Mais, par une fatalité attachée aux entreprises contre le droit le plus sacré des peuples, les Espagnols se retrempaient au sein de leurs revers, et semblaient sortir victorieux des combats qu'ils avaient perdus. Le temps n'était pas éloigné où, n'ayant plus que Cadix et l'île de Léon, ils s'applaudiraient de ne pouvoir désormais être renfermés dans des murailles, et d'avoir pour forteresses, pour campements, pour champs de bataille, les montagnes, les forêts, les fleuves, les déserts de leur patrie. Toute la terre espagnole conspirait et se levait comme un seul homme, alors que Napoléon, maître de toutes ses villes, la croyait désarmée, vaincue, asservie. Jamais le fanatisme de la nationalité n'avait agi plus puissamment sur un peuple. Il se battait pour les rois qui l'avaient livré, pour les moines qui le tenaient abruti. C'est à cette stupide indépendance qu'il s'offrait chaque jour en sacrifice. L'Angleterre s'empara habilement de cet élément barbare. Saisie tout à coup d'une inspiration gigantesque, elle inventa la combinaison d'une gravitation terrible qui placerait, pour l'étouffer, le colosse guerrier de la France entre ce peuple serf du Midi et ce peuple serf du Nord, qui, également défendu par la nature, également courbé sous un double fanatisme, lui présentait dans la Russie l'alliée naturelle de l'Espagne. La nécessité suggéra cette vaste et profonde conception à la Grande-Bretagne : en effet, elle voyait chaque jour le blocus continental triompher de son blocus maritime ; elle se sentait opprimée sous le poids de l'immense commerce qui entassait dans ses ports les produits des deux Indes. Deux ans encore de cette loi inflexible, et la Grande-Bretagne est aux pieds de sa rivale : il n'y a plus à balancer pour détourner ce malheur. Le Tage est armé, il faut armer la Newa; il faut que le géant qui tant de fois a vaincu les Russes et les Espagnols périsse sous leurs armes combinées. La politique de Londres va réunir contre l'ennemi commun deux nations que sépare toute la civilisation de l'Europe.

Cependant Napoléon, entouré de toutes les prospérités humaines, ne se reposait point sur la foi du traité de Tilsitt, ni sur les assurances simulées d'Erfurt. Des avis secrets signalaient à son attention les rassemblements militaires qui s'opéraient silencieusement dans le Nord. Tout le portait à ménager la Russie et à lui ôter le moindre prétexte d'un mécontentement, au moment où l'Espagne et l'Angleterre occupaient ses armées.

Le discours par lequel Napoléon ouvrit le Corps-Législatif, le 16 juin, exprima nettement sa pensée sur la situation de l'Europe : « Les Anglais, dit-il,

« mettent en jeu toutes les passions : tantôt ils supposent à la France tous les « projets qui peuvent alarmer les autres puissances ; tantôt ils font un appel à « l'amour-propre des nations pour exciter leur jalousie. C'est la guerre sur toutes « les parties du continent qui peut seule assurer leur prospérité. Je ne veux « rien qui ne soit dans les traités que j'ai conclus. » Puis, parlant de la guerre d'Espagne : « ... L'Angleterre, dit-il, s'est trouvée contrainte à en changer la « nature, et d'auxiliaire elle est devenue partie principale... Cette lutte contre « Carthage, qui paraissait devoir se décider sur le champ de bataille de l'Océan, « ou au-delà des mers, le sera donc désormais dans les plaines des Espagnols! « Lorsque l'Angleterre sera épuisée, qu'elle aura enfin ressenti les maux qu'a- « vec tant de cruauté elle verse depuis vingt ans sur le continent, que la moitié « de ses familles seront couvertes du voile funèbre, un coup de tonnerre mettra « fin aux affaires de la Péninsule, et vengera l'Europe et l'Asie en terminant « cette seconde guerre punique. » Le désordre énergique de ces dernières paroles exprimait la passion dont Napoléon était dominé, et avertissait en même temps l'Angleterre du péril qui la menaçait si elle ne parvenait pas à détruire son ennemi ; elle sentit qu'il n'y avait plus pour elle de salut que dans la guerre.

Trois mois après, le 19 septembre, Napoléon partit pour aller revoir ses nouvelles provinces de Hollande et examiner lui-même les immenses travaux qu'il avait ordonnés, à son dernier voyage, dans les places fortes, dans les ports, dans les chantiers. Le 4 octobre, il est à Anvers, et peut admirer les miracles de ses créations. Sur la rive gauche de l'Escaut, où il n'existait il y a deux ans qu'une redoute, s'élève une ville de deux mille toises de développement ; vingt-un vaisseaux de guerre, dont huit à trois ponts, sont en construction ; on a creusé un bassin ayant vingt-six pieds d'eau, capable de contenir quatre-vingt-dix vaisseaux de ligne. L'Escaut, désormais praticable pour les plus gros bâtiments de toute espèce, depuis son embouchure jusqu'à Anvers, présente une rade continue que défendent Flessingue et cinq autres petits forts ou forteresses. La Hollande semble un vaste port inexpugnable. L'Empereur visita Willemstadt, Helvoetsluys, Dordrecht, Gorcum, l'île de Gorée, fit son entrée solennelle à Amsterdam, inspecta les fortifications du Helder, la flottille du Texel séjourna à Rotterdam, à Delft, à Leyde, et revint le 11 novembre à Saint-Cloud, par Dusseldorf et Cologne. Ce voyage de deux mois fut consacré à l'amélioration civile, politique, militaire et maritime de la Hollande.

L'Espagne est conquise ou occupée, tout le continent en paix ou soumis : on se demande avec inquiétude pourquoi le mois de décembre 1811 appelle, comme celui de 1810, cent mille conscrits sous les drapeaux. Napoléon seul le savait. Au sein de la paix, sous la foi des traités, sous l'habitude des relations les plus amicales, la Russie a fait descendre du Nord de nombreuses armées ; la Lithuanie a vu arriver successivement les divisions les plus éloignées, la guerre avec les Turcs seule retient encore en Moldavie l'armée de Kutusoff.

La France avait atteint la plénitude de la prospérité. Cette prospérité, dont ils recueillaient leur part, sembla avoir corrompu les chefs de l'armée. Ils se disaient rassasiés de gloire ; ils l'étaient. Mais l'Angleterre ne voulait pas que cette gloire devînt, par son repos, une puissance solide et permanente, elle avait conçu le projet de l'épuiser sur les champs de bataille, au prix de tout le sang européen. L'année 1811 expire dans le malaise de cette haute fortune, qui désormais ne peut que descendre, parce qu'elle ne peut plus monter.

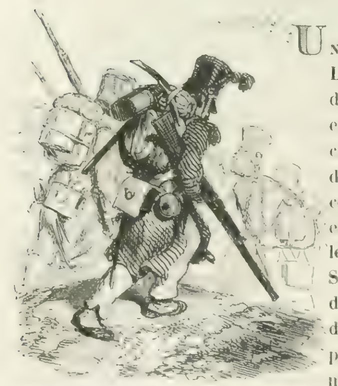




CHAPITRE XXXV.

1812.

Coalition de l'Angleterre, de la Russie, de la Suède, de l'Espagne, contre la France, l'Autriche, la Prusse, l'Allemagne et l'Italie. — Napoléon à Dresde avec l'Empereur d'Autriche. — Paix de Bukharest entre la Turquie et la Russie. — Entrée de Napoléon en Pologne. — Passage du Niémen. — Prise de Smolensk. — Bataille de la Moskowa. — Napoléon à Moskou. — Incendie de Moskou. — Retraite de l'armée française. — Combat de Malo-Jaroslavetz. — Souffrances inouïes. — Passage de la Bérésina. — Napoléon confie la retraite au prince Eugène et revient à Paris.



Une guerre générale planait sur l'Europe. La réunion à la France de la Hollande, des villes anséatiques, du Lawembourg, en un mot, des Bouches du Rhin, de l'Escaut, du Wéser, de l'Elbe et du duché d'Oldembourg, avait, en 1810 et 1811, commencé le blocus de la mer du Nord et de la Baltique. Ce blocus fut complété, le 26 janvier 1812, par l'occupation de Stralsund et de la Poméranie suédoise, dont le général Friant s'empara au nom de la France. Le système continental imposait une dure condition à la Russie, mais cette condition, sans doute, était maintenant juste à ses yeux, puisqu'elle l'avait acceptée. La Russie eut d'autant plus de raison de signer le traité de Tilsitt, que sur son refus, l'empereur Napoléon

au lieu de suivre contre elle, dans ses déserts, une lutte interminable, se serait probablement décidé à former avec les démembrements de la Pologne et de la Prusse un grand état intermédiaire qui, protégé par une armée française permanente et gardienne de sa frontière, jusqu'au moment où l'armée nationale aurait acquis toute la force nécessaire, serait devenu pour toujours la sauvegarde de la civilisation et de la paix du continent; et plût à Dieu que Napoléon eût pris une résolution si haute et si sage à la fois! Le cabinet russe prévit cette terrible conséquence d'un refus qui ne lui avait pas réussi après Austerlitz, et il s'humilia sous la loi de Tilsitt. Il jugea habilement qu'il était question, sur le radeau du Niémen, ou de faire partie de la patrie européenne, ou d'en être exilé à jamais, et de perdre en un moment l'héritage politique de Pierre et de Catherine. La foi punique présida au traité; la Russie y souscrivit, déterminée en secret à l'éluder d'abord, et à le rompre ensuite avec éclat. La France ne tarda point à pénétrer les dispositions de cette puissance. La conduite de la Russie pendant la campagne de 1809, ne permit plus à Napoléon de douter qu'elle ne fût bien éloignée de vouloir contribuer à l'abaissement de l'Autriche, qui cependant venait de faire une guerre d'invasion à la France, son alliée. En 1810, l'expression de la politique russe fut plus prononcée: le 19 décembre, elle avait brisé le nœud de Tilsitt par un ukase qui ouvrait ses ports à l'Angleterre et les fermait à la France. La réunion de ses armées sur les frontières de la Lithuanie, et la menace d'envahir le grand-duché de Varsovie, sous prétexte d'indemniser le duc d'Oldembourg, signalèrent depuis l'énergie des nouveaux conseils qui dirigeaient la cour de Saint-Pétersbourg. Dans le mois de février 1811, Napoléon avait cru devoir, non-seulement demander à la Russie des explications sur le prodigieux changement opéré dans son système à la fin de 1810, mais encore engager le roi de Saxe à concentrer sur la Vistule les troupes du duché de Varsovie, pour les mettre à l'abri d'une attaque soudaine.

Dès l'année 1811, la Russie avait annoncé l'envoi à Paris de M. de Nesselrode; ce négociateur, chargé d'aplanir les différends, devait arriver en novembre; quatre mois après on l'attendait encore. Napoléon, instruit enfin que la mission de M. de Nesselrode n'aurait pas lieu, fit appeler le colonel Czernicheff, aide-de-camp d'Alexandre, qui résidait alors à Paris, et lui communiqua le traité d'alliance offensive et défensive signé, le 12 février, avec la Prusse, trop heureuse d'échapper à sa ruine en se réunissant à Napoléon, qui aurait nécessairement commencé par elle la guerre qu'il se voyait obligé d'entreprendre contre la Russie et ses alliés. Napoléon accompagna cette confidence de toutes les explications conciliatrices qu'il pouvait offrir, et rendit Czernicheff porteur d'une lettre particulière adressée à l'empereur Alexandre. Czernicheff partit pour Saint-Pétersbourg le 25 février; deux jours après, Napoléon apprit que cet envoyé, abusant de son caractère et de sa position près du gouvernement français, avait acheté à prix d'or et emporté *l'état effectif de*

nos armées. On courut après lui, mais il était déjà hors de toute atteinte. Le commis de la guerre que Czernicheff avait corrompu paya de sa tête la déloyauté de l'agent moskovite, à qui Napoléon lui-même avait, deux ans auparavant, reproché déjà la nature de ses relations et l'objet de ses recherches dans la capitale.

Dans le même moment, Napoléon, qui jugeait la guerre inévitable, se disposa à confier à la garde nationale le territoire de l'empire, *pendant que nos armées allaient s'éloigner;* il avait rattaché aussi l'Autriche à la cause de la France, par un traité conclu à Paris, le 14 mars, entre le duc de Bassano et l'ambassadeur prince de Schwartzemberg; traité qui prévoyait le rétablissement du royaume de Pologne. En expédiant cet acte diplomatique à M. de Neipperg, ministre d'Autriche en Suède, M. de Schwartzemberg écrivait : « Que leur souverain avait « épuisé vainement toutes les démarches tendant à la conservation de la paix « sur le continent, auprès du cabinet de Pétersbourg, et que, dans un état de « choses où tout devait être dirigé vers le but commun, il l'engageait à em- « ployer tout son crédit auprès du gouvernement suédois pour le lier à la cause « actuelle, en lui faisant espérer, de l'immense avantage qu'une pareille diver- « sion apporterait aux mouvements des alliés dans le Nord, le recouvrement de « la province de Finlande. Les nœuds d'amitié et de famille qui existent entre « notre cour et celle de France, ajoutait l'ambassadeur, viennent d'être renfor- « cés aujourd'hui par un lien qui devait en être la suite naturelle, pour établir « d'une manière solennelle des relations de confiance et d'intimité entre les « deux empires. » Tels étaient, au mois de mars 1812, les sentiments de la cour d'Autriche pour la France. Neuf mois plus tard, la fortune devait les transporter à cet ennemi contre lequel le cabinet de Vienne voulait armer la Suède et marcher lui-même. Les tentatives de ce cabinet et toutes celles de Napoléon échouèrent devant les mauvaises dispositions de Bernadotte, qui, oubliant la source de sa gloire et foulant aux pieds le souvenir de sa première patrie, s'engageait, le 24 mars, par un traité avec la Russie, à combattre contre nous. Le prix de cette désertion était l'assurance donnée au prince royal qu'Alexandre l'aiderait à porter une guerre injuste dans le sein du Danemarck pour lui enlever la Norwége. Napoléon essaya aussi d'empêcher la Porte de conclure la paix avec la Russie, et chercha tous les moyens de décider le sultan, auquel la France et l'Autriche garantissaient l'intégrité de ses états, à entrer en campagne avec cent mille hommes : on verra plus tard comment le succès de cette démarche fut compromis, malgré la reprise des hostilités sur le Danube.

La conduite de Czernicheff, le long silence qui suivit la lettre dont il était chargé, ne faisaient pas augurer heureusement des déterminations qu'adopterait Alexandre, et présageaient une issue peu favorable pour les négociations. Tout d'ailleurs démontrait qu'Alexandre était dans les mains de l'Angleterre : en conséquence, Napoléon crut devoir s'adresser à cette puissance. Par ses or-

dres, M. de Bassano écrivit au lord Castelreagh pour lui donner connaissance des dispositions pacifiques de la France. La lettre du ministre fut expédiée pour Londres le 17 avril. La France déclarait « renoncer à toute extension « du côté des Pyrénées. Elle garantissait l'intégrité de l'Espagne ; la dynastie « actuelle devait être déclarée indépendante, et l'Espagne régie par une con- « stitution nationale des Cortès. La maison de Bragance régnerait en Portu- « gal. Le royaume de Naples resterait au roi Joachim, et le royaume de Sicile « serait garanti à la maison actuellement régnante. Par suite de ces stipula- « tions, l'Espagne, le Portugal et la Sicile devaient être évacués par les troupes « françaises et anglaises de terre et de mer. » Le 23 avril, lord Castelreagh répondit qu'il ne pouvait traiter que si la dynastie de Ferdinand était reconnue en Espagne.

Sur ces entrefaites arriva enfin le baron de Serdobin avec la réponse de Saint-Pétersbourg à la lettre que Napoléon avait remise à M. de Czernicheff. La Russie exigeait, avant tout, que *les armées françaises évacuassent la Prusse, et se retirassent derrière le Rhin*. Napoléon, qui ne voulait pas prendre à la lettre ces arrogances diplomatiques, donna l'ordre au comte de Narbonne, son aide-de-camp, de partir pour Saint-Pétersbourg. Le prétexte de sa mission était de communiquer au cabinet russe les pièces de la correspondance anglaise ; mais le voyage du nouvel envoyé avait pour but véritable de connaître la pensée dernière du czar. Peu de jours après, les négociations suivies à Paris depuis dix-huit mois par le duc de Bassano avec le prince Kourakin, échouèrent devant l'ultimatum dans lequel persistait cet ambassadeur, qui demanda plusieurs fois ses passe-ports, et annonça le 11 mai qu'il se retirait à la campagne en les attendant.

Cependant, au milieu des soins et des occupations de toute espèce où les anxiétés de ces discussions orageuses avec la Russie et celles de la guerre terrible dont il était menacé entraînaient Napoléon, il donnait, le 29 janvier 1812, à son empire, un ministère du commerce et des manufactures, institution qui semblait être le gage d'un état de paix assuré. L'immense étendue des côtes de l'empire, et les efforts prodigieux résultant des encouragements accordés à l'industrie, avaient nécessité cette création, qui était en même temps une grande disposition auxiliaire destinée à resserrer l'interdit jeté sur tous les ports qui obéissaient à la France. Le blocus contre l'Angleterre était, comme je l'ai dit plusieurs fois, l'unique loi de la politique de l'empire français. La moindre infraction renversait tout le système d'attaque et de défense de Napoléon ; elle empêchait l'œuvre de la paix générale, cette condition exclusive du salut de Napoléon et de son empire ; enfin, cette infraction présageait infailliblement une rupture. Aussi la Russie avait rassemblé quatre cent mille hommes pour appuyer, sur ses frontières, l'ukase du 19 décembre 1810. L'imminence d'une nouvelle lutte, dont la longue et mystérieuse préparation avait quelque chose

d'implacable, la continuation de celle d'Espagne et de Portugal, où l'Angleterre employait avec profusion ses trésors, ses armées et ses flottes, devaient nécessairement absorber toutes les forces militaires de la France, et appeler, soit aux bords du Tage, soit aux bords du Niémen, les troupes qui soutenaient sur toutes les côtes de l'empire la guerre sédentaire du blocus continental. Il fallait donc pourvoir au remplacement de ces troupes, que les circonstances pressantes où se trouvait Napoléon rendaient aux mouvements de la guerre active. En conséquence, le 10 mars, l'Empereur soumit à la sanction du Sénat un projet de sénatus-consulte qui divisait en trois bans la garde nationale : le premier comprenait les hommes de vingt à vingt-six ans ; le second, de vingt-six à quarante ; le troisième, les hommes de quarante à soixante. Le sénatus-consulte, voté à l'unanimité, mit à la disposition du gouvernement, sur les six cent mille citoyens dont se composait le premier ban, cent cohortes de mille hommes, pour être, en vertu des constitutions de l'empire, chargées de la garde des frontières, de celle des établissements maritimes, des arsenaux et des places fortes. Des cent cohortes accordées, on n'en organisa que quatre-vingt-huit. Elles furent levées sur les cent-huit départements qui formaient nos trente-deux divisions militaires, depuis Rome jusqu'à Hambourg. Ce partage du peuple français en trois bans prouvait que Napoléon mesurait bien l'étendue des dangers de la patrie. Ainsi toute l'armée active était ou allait être en marche, et la plus forte partie avait déjà pour point de réunion ce fleuve lointain qui bornait la Pologne septentrionale, ce fleuve qui vit offrir et accepter avec tant d'empressement la paix de Tilsitt, contre laquelle la Russie entière venait encore de s'armer.

Le 9 mai, l'Empereur partit pour Mayence avec l'Impératrice, qui devait l'accompagner jusqu'à Dresde ; le 17, il était arrivé dans la capitale de la Saxe. Le 20 mai, Napoleon, craignant que M. de Narbonne n'eût pas été admis auprès de l'empereur Alexandre, voulut tenter une démarche plus décisive par l'entremise de son ambassadeur. En conséquence, il dit au duc de Bassano : « Écrivez « à Lauriston de se rendre de Pétersbourg à Wilna. Il dira que, pressé d'écarter « cette querelle de gens de plume, je lui ai donné l'ordre de franchir les intermédiaires et de parvenir jusqu'à l'empereur, pour obtenir de sa bouche un « mot d'explication qui puisse laisser la voie ouverte à notre accommodement ; il « ajoutera que je suis persuadé que le prince Kourakin est allé au-delà de ses « instructions, etc. » Au reçu de cette lettre, Lauriston demanda au gouvernement russe des passe-ports pour exécuter l'ordre qu'il venait de recevoir.

En même temps, une cour de rois se réunissait à Dresde autour de Napoléon. L'empereur et l'impératrice d'Autriche, de leur propre mouvement, avaient quitté Vienne pour se trouver à Dresde sur le passage de leur gendre, et sanctionner par toutes les démonstrations de l'amitié l'intérêt qu'ils prenaient à la guerre contre le czar, qui semblait alors devenu l'ennemi commun du continent.

Le roi de Prusse offrit le prince royal pour aide-de-camp à Napoléon, qui, n'écoutant qu'une délicatesse généreuse, le refusa. Tous les monarques, de la Baltique au Rhin, dont les contingents grossissaient la grande armée, attestaient par les vœux publics la part qu'ils ambitionnaient d'avoir dans les victoires de Napoléon. Les princes confédérés sous ses aigles se livraient avec enthousiasme à l'espoir de le voir triompher; le peu de fierté qui leur reste ne consiste qu'à vouloir soumettre à la même domination le seul souverain continental qui soit encore indépendant.

Au moment où Napoléon recevait tant d'hommages et tant de garanties, un traité secret pour une paix définitive était signé à Bukharest entre les Russes et les Ottomans. Ouvrage de l'Angleterre, la paix subite de Bukharest eut lieu grâce à l'emploi d'une pièce fausse que le cabinet de Londres fit parvenir à la connaissance du grand-vizir; c'était une prétendue lettre de Napoléon dans laquelle il proposait à Alexandre, pour moyen d'arrangement, le partage de l'empire turc. Joseph Fonton, dès longtemps stipendié de l'Angleterre, consulté par Galib-Effendi, certifia la vérité du document. Le fait matériel de la présence du comte de Narbonne à Wilna aida encore à convaincre les stupides Ottomans. L'Empereur ne fut pas le seul trompé dans cette circonstance: le sultan le fut également; quand il apprit l'entrée de Napoléon en Russie, il refusa de ratifier le traité, et ne s'y détermina que par l'influence menaçante de l'Angleterre. Ce retard à la ratification retint l'armée russe en Moldavie, et lui permit de s'ébranler seulement au mois d'octobre.

Le comte de Narbonne était revenu de Wilna, sans autre réponse que l'*ultimatum* remis par le prince Kourakin; Napoléon sentit que les négociations ne pouvaient plus obtenir de succès, et se prépara aussitôt à quitter Dresde. Le 29 mai, à trois heures du matin, il partit pour l'armée et arriva à Glogau: le 30, il entra en Pologne; il reçut à Posen la lettre de Bernadotte, qui, déjà lié à la Russie par un traité, demandait la Norwége et un subside pour se rallier à la cause française; maîtrisant avec peine son indignation: « Bernadotte, « s'écria-t-il, n'est que mon lieutenant; qu'il marche quand ses deux patries « le lui ordonnent! S'il hésite, qu'on ne me parle plus de cet homme... Je « n'achèterai point un allié douteux aux dépens d'un allié fidèle. » De Posen, Napoléon se rendit à Thorn, d'où il dirigea les premiers mouvements de son armée vers les points de passage et d'attaque qu'il avait lui-même choisis. Le 7 juin, il arriva à Dantzick, dont il inspecta les ouvrages. Parti de Dantzick, il entra à Kœnisberg, après avoir passé en revue sur la route les six belles divisions de Davoust. Appliqué tout entier aux détails de la plus vaste des administrations militaires, pendant que ses divers corps d'armée exécutaient les marches prescrites, il resta dans cette ville jusqu'au 17. Le 18, il était à Insterburg, où il trouva les rives de la Pregel couvertes de vivres, et deux cent vingt mille hommes y débouchant à la fois par quatre chemins différents. Le 19, son

quartier-général se trouvait à Gumbinen ; c'est là qu'il apprit le refus des passeports réclamés par le général Lauriston pour pouvoir se rendre à Wilna. On lui avait seulement permis l'envoi d'un exprès chargé de solliciter, de sa part, une audience d'Alexandre. Cette seconde demande n'avait obtenu qu'une réponse négative. « Les vaincus, dit-il à cette nouvelle, prennent le ton des « vainqueurs! Ils nous provoquent, et nous aurions sans doute à les en remer- « cier... Acceptons comme une faveur l'occasion qui nous fait violence, et pas- « sons le Niémen. » Le 22, de son quartier impérial de Wilkowiski, l'Empereur adressa à ses armées la proclamation suivante :

« Soldats !

« La seconde guerre de Pologne est commencée. La première s'est terminée « à Friedland et à Tilsitt. La Russie a juré éternelle alliance à la France et « guerre à l'Angleterre ; elle viole aujourd'hui ses serments : elle ne veut don- « ner aucune explication de cette étrange conduite, que les aigles françaises « n'aient repassé le Rhin, laissant par-là nos alliés à sa discrétion. La Russie est « entraînée par la fatalité ; *ses destins doivent s'accomplir*. Nous croirait-elle « donc dégénérés? Ne sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous « place entre le déshonneur et la guerre ; le choix ne saurait être douteux. « Marchons donc en avant, passons le Niémen, portons la guerre sur son ter- « ritoire. La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armées françaises « comme la première ; *mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa ga- « rantie*, et mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée de- « puis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

Napoléon entrait en campagne avec quatre cent mille hommes, français et étrangers, partagés en dix corps d'armée. Sur ce nombre immense de soldats, deux cent mille passèrent avec lui le Niémen aux environs de Kowno, le 24 juin, presque sans opposition de la part des Russes, qui paraissaient avoir ignoré ce grand mouvement, tant il y a eu de secret dans les desseins de Napoléon et de célérité dans sa marche. Le corps que commandait Macdonald avait également franchi le Niémen à Tilsitt ; désormais nous sommes maîtres du fleuve, que nos approvisionnements, retenus dans la Pregel, vont remonter sans obstacle. Quelques troupes détachées en avant ont occupé Kowno : l'Empereur, après avoir donné aux officiers du génie l'ordre de mettre cette place à l'abri d'un coup de main, fait avancer les cinq corps d'armée qu'il avait tenus en arrière sur la droite, rejoint les avant-postes du prince d'Eckmühl et la cavalerie aux ordres de Murat, en pleine marche sur Wilna, capitale de la Pologne russe, ville forte et influente, autour de laquelle l'empereur Alexandre avait voulu d'abord concentrer son armée. Tout annonçait une bataille générale, et Napoléon s'y pré-





parait comme à une victoire infaillible ; mais son attente fut trompée : l'ennemi fit sauter le pont de la Willia, brûla ses magasins, et nous livra Wilna. Sa retraite se fit dans le plus grand désordre, et en abandonnant les corps éloignés au hasard des événements. Napoléon s'arrêta dix-sept jours à Wilna. Ce long repos au début d'une campagne aussi active n'est point dans les habitudes du vainqueur d'Italie ; il étonne également ses soldats et ses adversaires. L'histoire, jusqu'à présent, n'a point recueilli le secret de ce retard, qui empêchera Napoléon d'arriver quinze jours plus tôt à Moskou. Mais elle rend compte des soins multipliés qu'il prend lui-même pour qu'il soit pourvu à tous les besoins du service et de l'administration de l'armée, et à l'établissement d'une police militaire, afin de réprimer les désordres, cent fois plus dangereux que les défaites. Il s'occupe aussi à créer un gouvernement provisoire pour la Lithuanie, qui nous accueille en libérateurs. Dès le 26 juin, la diète de Varsovie avait proclamé le rétablissement du royaume de Pologne, et donné le signal de la liberté à toute



la nation. Immédiatement après ce grand acte de patriotisme qui fit tressaillir en Europe tous les cœurs généreux, les regards de l'assemblée s'étaient portés vers le conquérant dont on attendait la résurrection de la patrie de Sobieski et de Kosciusko. Une députation, ayant à sa tête le sénateur Wibicki, apporta une adresse de la diète à Napoléon, où il était dit « que les Polonais n'avaient été sou-« mis ni par la paix, ni par la guerre, mais par la trahison ; qu'ils étaient donc « libres de droit devant Dieu comme devant les hommes ; qu'aujourd'hui, pouvant « l'être de fait, ce droit devenait un devoir ;... mais que c'était à lui, qui dictait

« au siècle son histoire, en qui la force de la Providence résidait, à appuyer des « efforts qu'il devait approuver : qu'ainsi ils venaient demander à Napoléon le « Grand de prononcer ces seules paroles : *que le royaume de Pologne existe*, et « qu'il existerait. » Napoléon leur répondit : « Députés de la confédération de « Pologne, j'ai entendu avec intérêt ce que vous m'avez dit. Polonais, je pense« rais et agirais comme vous : j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de « Varsovie. L'amour de son pays est le premier devoir de l'homme civilisé. « Dans ma situation, j'ai beaucoup d'intérêts à concilier, beaucoup de devoirs « à remplir. J'aime votre nation : pendant seize ans, j'ai vu vos soldats à mes « côtés. J'applaudis à ce que vous avez fait ; j'autorise les efforts que vous voulez « faire. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions. Si « vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espérance de réduire vos « ennemis à reconnaître vos droits... Je vous ai tenu le même langage dès ma « première entrée en Pologne : je dois y ajouter que j'ai garanti à l'empereur « d'Autriche l'intégrité de ses domaines. » Cette réponse, que dictaient malheureusement des circonstances impérieuses, désenchanta la Pologne sans l'empêcher de nous donner encore des preuves de dévouement, et mécontenta la France, qui s'était plu à prononcer d'avance la restauration du royaume dévoré par le coupable triumvirat du Nord. Elle laissa penser, de plus, que Napoléon, en doutant de sa force, doutait de son succès.

Les corps des ducs de Tarente, de Reggio, d'Elchingen et du roi de Naples, vinrent se ranger l'un après l'autre sur les bords de la Dwina, qui protége les Russes dans leur camp retranché de la Drissa, où l'empereur Alexandre, ayant Barclai de Tolly sous ses ordres, attendait avec anxiété des nouvelles de ses autres généraux dispersés au loin, et surtout de Bagration. Mais le roi de Westphalie a perdu deux fois un temps précieux pour la poursuite de l'arrière-garde de ce général ; et si Davoust, chargé de la détruire, a montré beaucoup d'audace et de fermeté devant elle, il n'est pas sorti ou n'a pu sortir à propos de Minsk pour l'écraser. Néanmoins Napoléon, convaincu de la possibilité de réparer encore le mal, transmet de nouvelles instructions à son lieutenant, ainsi qu'au roi Jérôme, et prescrit au prince de Schwartzemberg, qu'il a lancé aussi sur les traces de Bagration, de venir se placer entre la forêt de Bobruisk et les marais de Pinsk. Tel est l'emploi connu des dix-sept jours passés à Wilna, et qu'on a tant reprochés au grand capitaine accoutumé à terrasser ses ennemis par des coups de tonnerre.

Alexandre, dans sa proclamation, avait juré de combattre et de vaincre dans son camp retranché de la Drissa ; Napoléon marche à sa rencontre pour lui livrer bataille. Mais à son approche, le czar ordonne d'évacuer ce camp fameux, fruit d'une année de travaux considérables, tandis qu'il va se rendre à Saint-Pétersbourg afin de presser la levée générale que réclame le salut de son empire. L'abandon subit du camp de la Drissa présente à nos armes une guerre

toute nouvelle. D'après les ordres de Napoléon, tous nos corps d'armée, partis du Niemen à des époques et par des routes différentes, arrivent le même jour sur les rives de la Duna, mais on ne trouve plus que des traînards au-delà du fleuve. Devancé par Barclai de Tolly à Witepsk, il y court après avoir mis en mouvement le duc de Tarente qui s'avance sur Riga, et le duc de Reggio qui doit détruire d'abord le camp de la Drissa, occuper ensuite Polotsk, devancer Wittgenstein à Sébege, et lui couper la retraite sur Saint-Pétersbourg. En cet instant le bruit du canon semble annoncer une bataille avec Barclai de Tolly, résolu à nous disputer Witepsk. Mais ce n'était qu'une affaire d'avant-garde à Ostrowno, affaire sérieuse toutefois, et dans laquelle la brillante valeur de Murat et d'Eugène, secondée par l'intrépidité de nos braves soldats, triompha de l'inébranlable constance des Russes. Une autre action, plus acharnée encore, eut lieu au-delà d'Ostrowno avec le corps de Pahlen et d'Ostermann. L'Empereur survint au moment nécessaire pour achever la seconde victoire, en chassant l'ennemi d'un bois dans lequel on n'avait pas osé s'engager, et qu'il paraissait vouloir tenir après sa retraite. A la pointe du jour, nous n'étions plus qu'à deux lieues de Witepsk. Le 27 juillet, l'Empereur, présent à l'avant-garde, fut témoin d'un troisième engagement avec dix mille hommes de cavalerie et d'infanterie russe. L'avantage de leur position, l'artillerie qu'ils démasquèrent, l'obligation où nous étions de passer devant eux, sur un seul petit pont, le ravin qui les défendait, rien ne put empêcher leur défaite. C'est là que deux cents



voltigeurs parisiens, du 9e de ligne, excitèrent l'admiration de toute l'armée par

une héroïque et victorieuse résistance à une nuée de lanciers. A ce spectacle Napoléon s'écria : « *Ils méritent tous la croix !* » Électrisés par ces paroles qu'on leur répéta de sa part, ces braves répondirent en mettant leurs shakos au bout de leurs baïonnettes, aux cris de *vive l'Empereur!*

Les deux armées en présence n'étaient plus séparées que par le ruisseau de la Lutchissa. Barclai de Tolly paraît vouloir accepter la bataille, qu'il ne peut éviter sous peine de renoncer entièrement à sa réunion avec Bagration ; et s'il persiste dans le dessein de combattre, il est accablé. Napoléon en a l'assurance, aussi se prépare-t-il avec une joie héroïque à saisir l'occasion offerte ; mais tout à coup un courrier de Bagration, sauvé de nos mains par miracle, fait reculer Barclai, et nous livre tout le pays entre la Duna et le Borysthène, avec Witepsk entièrement abandonné de ses habitants.

Napoléon accorde, autour de cette ville, un repos nécessaire à son armée, renforcée de tous les corps envoyés contre Bagration et ramenés par Davoust. Pendant ce temps, ses ordres font marcher au secours de Reynier, contraint de céder devant Tormasoff, les armées que commandent Schwartzemberg, le duc de Bellune et le duc de Castiglione, afin d'assurer l'entière liberté de nos communications. Le général Saint-Cyr, à la tête des Bavarois, est chargé de soutenir le duc de Reggio, d'abord forcé à la retraite, ensuite victorieux avec un immense avantage, mais inhabile à profiter de ses succès contre Wittgenstein, qui le fait reculer jusqu'à Polotsk. Le duc de Reggio doit reprendre aussitôt l'offensive, secondé du duc de Tarente. La plus puissante activité signale la présence de Napoléon à Witepsk. Recevoir les dépêches, dicter les ordres, veiller sur les subsistances, sur le service des hôpitaux, sur les besoins de ses soldats, s'enquérir de leurs souffrances, leur distribuer des récompenses pour leurs exploits, administrer, gouverner avec autant de régularité qu'aux Tuileries, voilà l'emploi de ses jours ; ses nuits sont consacrées aux plus hautes méditations de la guerre, et aux moyens d'assurer le succès d'une campagne qui peut terminer enfin la lutte avec l'Angleterre. Au lieu de se laisser effrayer par les nouveaux obstacles que lui suscitent l'inconcevable paix de Bukharest, la défection de Bernadotte, plus étonnante encore, la réunion des armées ennemies, la profonde exaltation du peuple moskovite, auquel le czar lui-même a mis le glaive et la torche à la main au nom du ciel, il sent redoubler sa constance, même au milieu du refroidissement et des murmures du quartier-général.

Tandis que les Russes quittaient les environs de Smolensk pour marcher droit sur Witepsk, son génie, enflammé par la grandeur des circonstances comme par l'importance du but, enfanta l'admirable conception de se porter rapidement sur la rive gauche du Dniéper, où Davoust nous attend déjà, de surprendre Smolensk, de repasser le fleuve sur les ponts de cette ville, et de revenir attaquer en queue les corps qui l'ont quittée. En quarante-huit heures.

cent quatre-vingt-cinq mille hommes ont exécuté ce mouvement avec une telle précision et un tel secret, que les deux généraux ennemis apprirent seulement par Smolensk le danger qu'ils couraient. Pendant les marches incertaines de Bagration et de Barclai de Tolly, Smolensk, prise au dépourvu, n'aura personne pour fermer ses portes aux Français victorieux dans deux combats. Bagration, instruit le premier de cette habile manœuvre, retourne sur ses pas; Barclai le suit bientôt. La ville allait tomber, le 16 août, au pouvoir des troupes du maréchal Ney, quand elle est secourue par l'arrivée dans ses murs des vingt mille hommes de Rajewsky, que Bagration ne tarde pas à appuyer avec trente autres mille hommes. En voyant les deux généraux accourir à la tête de toutes leurs forces, Napoléon s'écria comme à Austerlitz : *Je les tiens!* Mais au mouvement de Barclai de Tolly, qui, craignant de perdre la route de Moskou, a envoyé Bagration s'en saisir, et reste en réserve sur les hauteurs de la rive droite, Napoléon juge qu'il faut renoncer à une bataille générale, et se résout à enlever Smolensk. L'action commença le 17, à deux heures après-midi, par l'attaque des faubourgs de Roslaw et de Mitislaw, confiée aux généraux Morand et Gudin. Sur la gauche du Dniéper, le général Ledru, placé sous les ordres du maréchal Ney, pénètre dans le faubourg de Krasnoï; nous trouvons partout une opiniâtre résistance. Vers notre droite, les Polonais, que conduit Poniatowski, enflammés à la vue de Smolensk, théâtre des exploits de leurs pères, et attachée pendant un siècle à la Lithuanie, enveloppent le faubourg Nicolskoï, où a lieu un affreux carnage. La cavalerie du général Bruyères, après avoir chassé celle des Russes des abords du faubourg de Raczewska, occupe un plateau qui domine la ville; c'est de là que bientôt une batterie de soixante pièces tire à mitraille sur les masses qui couvraient le bord opposé. A cinq heures, tous les faubourgs de la rive gauche sont emportés avec la plus rare intrépidité, sous les yeux de l'Empereur, qui voit l'ennemi acculé au pied des murs. Le corps tout entier de Baggowouth vient au secours de Doctoroff, réduit à la dernière extrémité. Le prince Eugène de Wurtemberg, avec une division de grenadiers, s'élance pour disputer à Davoust la porte Malakouska; d'un autre côté, le maréchal Ney, devenu maître d'une position hors de Smolensk, après un combat obstiné, va pénétrer par la brèche du bastion; un nouveau renfort s'oppose à son dessein, tandis que deux bataillons de la garde russe secondent ceux qui luttaient à la porte Nicolskoï contre les Polonais victorieux. A six heures du soir, le canon bat les murailles de la ville; des obus dépostent les Russes des ouvrages avancés; en même temps, les batteries, disposées par le général Sorbier, enfilent tous les chemins couverts, dont l'occupation devient dès lors impossible aux ennemis. L'assaut se prépare. Pour en rendre l'effet décisif, et enfermer la garnison dans un cercle de feu dont elle ne puisse sortir, nous avons resserré la place du côté du Dnieper, et nos pièces foudroient les passages des ponts. Smolensk, qui ne saurait nous échapper, va nous livrer les restes formidables

de ses quarante mille défenseurs ; mais Barclai les rappelle à la faveur de la nuit. Nous entrons dans Smolensk au milieu des flammes et des débris qu'elles achevaient de dévorer. Cette journée, où cent mille hommes furent engagés de



part et d'autre, attestait notre supériorité sur un ennemi protégé par des fortifications, par un grand fleuve, et par tous les avantages d'une position admirable ; elle causa des pertes immenses aux Russes, et nous coûta aussi bien cher. Le récit d'une action aussi acharnée, qui ne donnait à Napoléon qu'une ville en cendres, produisit en France une impression douloureuse comme le bulletin de la bataille d'Eylau. En entrant dans Smolensk, le soldat français, malgré le plus affreux spectacle offert à ses regards, marchait fièrement au son d'une musique guerrière. Quelques-uns de ses chefs seuls commencent à faire des réflexions pénibles et mêlées de quelque découragement. Napoléon demeure inébranlable dans ses desseins, mais non pas inaccessible à la pitié ; ses secours et ses ordres sauvent tout ce qu'on peut sauver dans un tel désastre : il est à la fois la providence des vaincus et des vainqueurs. Cependant il pousse en avant le prince d'Eckmühl, les divisions Gudin et Compans, la cavalerie du général Bruyères, et celle du roi de Naples, sur les traces de Barclai de Tolly ; il commande encore au duc d'Abrantès de se placer derrière l'ennemi, au delà des défilés de Valoutina.

Barclai de Tolly, qui s'était d'abord retiré sur Saint-Péterbourg, avait ensuite changé de marche, et opérait pour se réunir à Bagration sur le chemin de Moskou. Napoléon, qui l'apprend, y envoie en toute hâte le maréchal Ney. Celui-ci trouve, de hauteur en hauteur, un ennemi qui résiste et recule tour à tour; à chaque pas, le nombre augmente devant nous. Napoléon expédie des renforts à son lieutenant, et charge en même temps le général Gourgaud d'aller s'informer de l'état des choses. A minuit, cet officier revient. Les renforts sont arrivés; le maréchal a livré un combat aussi terrible que glorieux ; mais Junot, après avoir passé le Dniéper au point indiqué, n'a point suivi les ordres de l'Empereur. Il a préservé de la ruine, par sa coupable inaction, l'armée de Barclai de Tolly, séparée de celle de Bagration, divisée elle-même en deux parties, embarrassée dans un étroit défilé, d'où elle ne peut sortir qu'homme à homme. Napoléon se rend auprès du maréchal Ney. Tout le monde s'accordait à penser que Barclai de Tolly était perdu sans l'inconcevable désobéissance de Junot. Napoléon pardonna. Sans doute, il se souvint du sergent de la Côte-d'Or, son intrépide secrétaire au siége de Toulon, et des nombreux services de l'officier qui lui avait sauvé la vie en Égypte. Malgré le regret que devait lui laisser le résultat imparfait de la victoire de Valoutina, il reprit toute sa sérénité pour distribuer des récompenses à ses soldats sur le champ de bataille couvert de sanglants débris, et où l'enthousiasme de la gloire, excité au plus haut degré par sa présence et par ses paroles, tantôt affectueuses et paternelles, tantôt guerrières et sublimes, effaçait à tous les yeux les images de la mort répandues de tous côtés.

La faute du duc d'Abrantès et ses funestes conséquences; le miracle du salut de l'armée russe ; la fatalité qui s'attache en son absence aux opérations les mieux conçues et les plus décisives ; la bataille générale qui recule toujours devant lui ; la mollesse du prince de Schwartzemberg à soutenir le général Reynier victorieux, à Ghorodeczna, de Tormazoff, déjà effrayé de l'arrivée du duc de Bellune avec son corps sur la Vistule ; en Volhynie, l'insuccès inattendu des soixante mille hommes confiés au duc de Reggio, contre Wittgenstein beaucoup plus faible que nous : telles sont les idées qui poursuivent Napoléon à son retour de Valoutina. Des méditations profondes et voisines du dégoût s'emparent de lui et semblent devoir l'arrêter à Smolensk. Mais tout à coup le général Gouvion-Saint-Cyr a réparé les fautes ou le malheur du duc de Reggio à Polotsk, et mérité le bâton de maréchal qu'il obtient ; les nouvelles du roi de Naples, du prince d'Eckmühl, du général Grouchy, sont favorables . les Russes, consternés, se replient en toute hâte, abandonnant leurs blessés : l'armée française va marcher en avant, malgré les murmures de la faiblesse, du découragement, et les alarmes d'un certain nombre d'hommes qui, de feu dans les combats, sont de glace dans le conseil, et tremblent d'envisager d'avance des dangers ou des obstacles qu'ils affronteront tous avec le plus grand courage. D'après de nouveaux renseignements, Napoléon met en mouvement

l'armée du prince Eugène, et part de Smolensk ; il juge qu'une bataille est devenue indispensable pour achever ses ennemis consternés de la prise de Smolensk, et court la livrer sur la route de Moskou.

Le 29 août, nous étions à Wiasma ; nous trouvons la population fugitive et la ville incendiée : nous en arrachons aux flammes une moitié, ainsi qu'un grand nombre d'approvisionnements. Là on apprend que Barclai de Tolly, avant l'arrivée du feld-maréchal Kutusoff, son successeur, se dispose à tenter la fortune des armes entre Wiasma et Ghjath ; mais Kutusoff, qui a pris le commandement, veut choisir une autre position, et prépare tout pour nous combattre dans celle du village de Borodino, à deux petites marches de la ville de Ghjath, où Napoléon s'arrête les trois premiers jours de septembre. Le 5, l'armée française, à deux heures, découvre toute l'armée des Russes en ordre de bataille sur une rangée de collines. La redoute importante de Schwardina, construite en avant sur un mamelon, défendue avec acharnement contre la division Compans par Bagration en personne, tombe devant nous, ainsi que toutes les pièces dont elle était armée : c'est le premier présage de notre triomphe. Pendant la nuit, nos troupes, successivement développées, achèvent d'occuper leurs positions. Après quelques heures de repos sous sa tente, l'Empereur est à cheval aux premiers rayons du jour. Au milieu de la matinée, ses reconnaissances et ses dispositions sont interrompues par deux courriers. L'un, M. de Bausset, apporte, avec des lettres de l'Impératrice, le portrait du petit roi de Rome : Na-



poléon redevient père un moment. Il appelle tous les officiers de sa maison et





tous les généraux qui attendaient à quelque distance ses ordres, pour leur faire partager les sentiments dont son cœur est rempli. Il fait placer ce portrait en dehors de sa tente, sur une chaise, afin que ses soldats puissent le voir et y puiser un nouveau courage. Le second courrier, le colonel Fabvier, lui apprend la funeste issue de la bataille des Arapiles, livrée par le maréchal duc de Raguse. Cette fatale nouvelle indigne Napoléon, mais ne le décourage pas. Il achève sa dernière reconnaissance sous la mitraille de l'ennemi, en face de Borodino. La journée se termine par les derniers préparatifs. Le lendemain 7, Napoléon, sorti de sa tente, se montre à ses officiers et leur dit : « Voilà un beau soleil, *c'est le soleil d'Austerlitz.*» Toute l'armée prend les armes, et chaque compagnie entend la lecture de cette proclamation, dont le caractère grave et l'énergique simplicité contrastent avec la brillante exaltation des proclamations d'Italie :

« SOLDATS !

« Voilà la bataille que vous avez tant désirée. Désormais la victoire dépend
« de vous : elle nous est nécessaire ; elle nous donnera de l'abondance, de bons
« quartiers, et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Au-
« sterlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus re-
« culée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée ; que l'on dise de
« vous : *Il était à cette grande bataille dans les plaines de Moskou !* »

Bientôt, parvenu en avant des talus de la redoute prise par le général Compans, Napoléon met pied à terre, et l'action s'engage. Sous le feu des deux batteries du général Sorbier, les divisions Compans et Desaix marchent sur les positions de Bagration ; Poniatowski attaque par la vieille route de Smolensk ; Eugène par celle de Moskou : tout réussit d'abord ; mais Compans, Desaix et Rapp, blessés, le prince d'Eckmühl, renversé avec son cheval atteint d'une balle, ont compromis le premier succès : le maréchal Ney reçoit de l'Empereur, presque placé sur la ligne d'attaque, l'ordre de recommencer le combat. Le vice-roi enlève Borodino. Le même triomphe couronne la valeur des maréchaux Ney et Davoust, réunis dans le but d'emporter les redoutes de Bagration, et, malgré l'opiniâtreté de ses tentatives pour les reprendre, elles restent en notre pouvoir. L'aile gauche des Russes n'a plus d'appui. Pour s'opposer au nouveau mouvement que fait le prince d'Eckmühl, Bagration, en péril, appelle à son secours Kutusoff ; mais assailli par le prince Eugène, maître de Borodino, Kutusoff n'a pu nous empêcher de forcer sa grande batterie du centre, vers laquelle il envoie incessamment des secours à la division Paskevitch ; et ce n'est qu'avec des efforts inouïs qu'elle parvient à rentrer dans la redoute, que le général Bonami, qui l'a prise

s'obstine à défendre jusqu'au dernier soupir. Alors Kutusoff porte ses masses sur sa gauche ; Napoléon, qui l'a prévu, engage ses réserves et fait avancer une batterie de quatre-vingts pièces de canon. Les Russes se précipitent pour l'attaquer. Les carabiniers de Lepaultre et de Chouars, les cuirassiers de Saint-Germain, les hussards de Pajol et de Bruyères, s'élancent à leur tour et remportent une sanglante victoire. Enfin l'Empereur, un moment attiré par le *hourra* de huit régiments d'Ouvaroff et de quelques milliers de Cosaques de Platoff, vers le prince Eugène, s'apprête à percer la ligne de l'ennemi, qui vient d'être renouvelée pour la troisième fois. Sur notre front tonne avec fureur une artillerie immense, à laquelle répond toute l'artillerie russe : huit cents pièces de canon vomissent la mort des deux côtés dans l'espace d'une demi-lieue. A droite, Poniatowski marche malgré tous les obstacles ; à gauche, le prince Eugène dirige trois divisions sur les parapets de la grande redoute ; au centre, l'Empereur s'avance jusqu'à la position de Semenowskié ; long-temps impassibles sous la mitraille des Russes, comme ceux-ci sous la nôtre, les soldats français vont droit à l'ennemi, qui s'ébranle à son tour. On se joint, on se charge à la baïonnette, au milieu d'une troisième mêlée plus affreuse encore que les autres. L'attaque et la résistance sont également acharnées; mais enfin, grâce aux efforts de Davoust et à l'héroïsme du maréchal Ney, notre cavalerie, conduite par Murat, peut se développer et décider l'action, en enfonçant le centre de Kutusoff. Pendant ce temps, Montbrun s'élance à la tête des cuirassiers, il tombe mort ; Auguste Caulaincourt lui succède, et pénètre par la gorge dans la grande redoute, que le prince Eugène envahit d'un autre côté. Un combat terrible se renouvelle sur ce point ; il se termine par le massacre de tous les Russes; leur retraite, que presse la cavalerie de Grouchy, le brillant succès des Polonais de Poniatowski sur les troupes de Toutchkoff et de Baggowouth, achevèrent notre triomphe : toutefois les débris de l'armée de Kutusoff s'arrêtent dans le ravin de Psarewo, et demeurent exposés au feu de nos batteries, qui causent d'effroyables ravages dans leurs rangs jusqu'à la fin du jour, et les forcent enfin à s'éloigner. Pour achever la destruction des Russes, il eût fallu faire donner la garde et entamer un corps intact qui pouvait sauver l'armée dans un péril ou assurer la victoire dans une autre action : une prudence si hautement justifiée par le reste de la campagne empêcha Napoléon de porter un second coup à Kutusoff.

Cette bataille, trop peu décisive, nous coûta douze à treize mille hommes hors de combat, et neuf mille tués : il n'y eut presque pas de division qui ne déplorât la mort d'un ou de plusieurs de ses chefs. Nous perdîmes les généraux Plauzolle, Romeuf, Marion, Bonami, Compère, Huart, Lanubère, Montbrun et Auguste Caulaincourt, tué comme lui dans la terrible redoute ; un grand nombre d'officiers supérieurs furent blessés. Les Russes eurent à regretter environ cinquante mille hommes, parmi lesquels on comptait le prince



Bataille de la Moskowa



Bagration, le général Koutaisoff et les deux Toutchkoff. Les Français s'emparèrent de cinquante pièces de canon, et firent plusieurs milliers de prisonniers. Le maréchal Ney reçut le titre de *prince de la Moskowa;* Davoust, et surtout le vice-roi, n'avaient pas moins mérité que lui peut-être, et ne se montrèrent point jaloux ; Compans, Gérard, Morand, Caulaincourt, Montbrun, Poniatowski et ses Polonais, enfin les généraux d'artillerie Forestier, Sorbier, Lariboissière, etc., avaient aussi puissamment contribué au triomphe de nos armes.

Poursuivi sur la route de Moskou, Kutusoff, annonça, par une vive résistance à Mojaisk, l'intention de nous livrer une seconde bataille dans la belle position de Fili, à une demi-lieue en avant de Moskou ; mais le 14 septembre, les troupes du feld-maréchal eurent la douleur de quitter encore cette position sans combattre, et de traverser en vaincus l'antique capitale de la Russie et le berceau de l'empire. On vit des officiers et des soldats pleurer de rage et de désespoir. L'abandon de Smolensk, qui passait pour une lâcheté et presque pour une trahison, avait répandu le deuil et l'indignation dans tous les cœurs russes : qu'on juge de l'effet de l'évacuation de Moskou, la ville sainte, par une armée que la veille encore on disait victorieuse, par le vainqueur des Turcs à Roudschouk, par le général qu'on avait appelé comme un libérateur, et qui, après avoir juré par ses cheveux blancs de défendre à toute extrémité la vieille capitale des czars, la laissait à la merci de Napoléon ! Mais, chose à peine croyable, à l'instant où sa defaite le forçait, pendant la nuit qui suivit la bataille, d'ordonner la retraite pour ne pas être coupé, le lendemain, de la route de Moskou, et acculé contre la Moskowa, Kutusoff ne craignait pas d'écrire aux deux généraux en chef qui relevaient de son commandement, que l'armée française avait été écrasée à Borodino ; il fit proclamer à Moskou cette nouvelle, qui allait être démentie au moment même. Deux bulletins venus du quartier-général, et publiés dans Saint-Pétersbourg, portaient que les Français avaient été taillés en pièces à Mojaïsk, et la garde impériale détruite ; qu'outre cent pièces de canon restées entre ses mains, Kutusoff avait fait mille prisonniers, parmi lesquels on comptait le prince vice-roi, le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen, et que l'ennemi était poursuivi par Platoff, avec trente mille Cosaques qui avaient culbuté notre cavalerie dans l'action générale. Les plus brillantes récompenses devinrent le prix, comme elles avaient été le motif, de ces mensonges, qui déshonorent à jamais le nom de Kutusoff. Cependant son arrière-garde, serrée en queue par le roi de Naples, et menacée de flanc par le prince Eugène, qui pouvait lui barrer le passage, courait le danger d'être prise ou détruite dans les rues de Moskou. Miloradowich, pour la sauver, proposa une suspension d'armes, déclarant qu'il mettrait le feu à la ville si l'on voulait inquiéter sa retraite ; une convention verbale lui donna la sécurité. Des hauteurs du mont du Salut, qui domine Moskou, on voyait cette grande cité, moitié orientale, moitié européenne, avec ses huits cents églises, ses mille clochers, ses

coupoles dorées que le soleil faisait étinceler. A cet aspect, nos soldats, frappés d'étonnement et d'admiration, comme autrefois leurs compagnons devant la Thèbes aux cent portes, s'écrient en battant des mains : « Moskou ! Moskou ! » Les chefs partagent cet enthousiasme ; Napoléon lui-même en est saisi un mo-



ment : une exclamation de bonheur lui échappe. A deux heures, il s'arrête dans l'une des premières maisons du faubourg de Dorogomilow ; le lendemain, il descend au Kremlin : c'est là que, satisfait d'avoir exécuté, malgré tous les obstacles, son gigantesque projet, fier de posséder l'antique capitale de l'empire moskovite, il contemple avec quelque orgueil le trône et l'image de Pierre Ier. Ah ! que les désastres de Charles XII étaient alors loin de la pensée du vainqueur ! Au faîte de la gloire, il touchait à une effroyable catastrophe !

Moskou avait vu partir ses habitants, désabusés des mensonges de Kutusoff par le passage de son armée fugitive, mais une partie de la population était restée. Nous avions trouvé un grand nombre de palais ouverts, avec les domestiques aux portes tout prêts à nous recevoir. Les plus riches propriétaires avaient annoncé leur prochain retour, et recommandé par écrit leurs maisons aux officiers qui les occuperaient. L'arsenal du Kremlin renfermait soixante mille fusils anglais, autrichiens et russes, et cent pièces de canon ; hors de la ville, de vastes bâtiments contenaient quatre cents milliers de poudre. Moskou, encore debout et intact, nous offrait des ressources immenses et d'admirables





Incendie de Moscou

quartiers d'hiver. Napoléon dispose tout dans sa pensée pour mettre à profit sa conquête, rétablir l'ordre dans la ville, la discipline dans son armée, et coordonner tous les éléments du nouveau système qu'il a conçu. Quelles craintes peuvent l'atteindre? Kutusoff, battu, a trop bien senti la supériorité de l'armée française pour tenter de nous inquiéter au sein de Moskou. Si les autres généraux russes font leur jonction avec le feld-maréchal, nous comptons derrière nous deux cent soixante mille hommes échelonnés de manière à venir successivement renforcer la grande armée. D'ailleurs, le caractère d'Alexandre, que Napoléon croit avoir bien pénétré, et ce fut son erreur depuis Tilsitt, lui donne l'espérance de la paix au printemps. De leur côté, les soldats, qui avaient regardé Moskou comme le terme de leurs souffrances et le but de leurs travaux, remplis d'ailleurs d'une confiance sans bornes pour le grand capitaine qui semblait jusqu'alors avoir toujours commandé à la fortune, se reposaient avec un plaisir mêlé d'orgueil, entourés des magnificences de la ville des czars. Autour de nous tout respirait l'espoir, le calme et la sécurité.

Mais le gouverneur même de Moskou, Rostopchin, émule de cette politique britannique à laquelle nul crime ne coûte pour la ruine de ses ennemis, avait fait fabriquer des fusées, des étoupes soufrées et goudronnées. Au signal de Rostopchin, soudain un affreux incendie éclate : une multitude de forçats dont il a ouvert les cachots se répandent de tous côtés, ivres de vin et d'une joie féroce, avec des torches et les autres instruments de destruction qu'on leur a distribués; ils portent le ravage et la flamme de maison en maison, de palais en palais. Les efforts de la garde et du duc de Trévise sauvent à grand'peine un quartier qui renfermait l'hôpital des Enfants-Trouvés. Mais toutes les pompes ont disparu par les ordres de Rostopchin, et nous ne pouvons lutter contre le fléau. Le 16, Moskou tout entier présente l'image d'une vaste fournaise; au-dessus de cette ville roule un océan de feu qui, comme la bouche d'un volcan, vomit des tourbillons de fumée et d'énormes débris avec un bruit horrible. Les flammes s'élancent, courent dans tous les sens, et des milliers d'incendies partiels accroissent sans cesse l'incendie général, auquel le souffle des vents opposés communique les mouvements contraires et les fureurs d'un ouragan. Quel spectacle pour Napoléon! avec quelle douleur il sent alors l'impuissance de son génie, de sa volonté, de ses ressources et de ses soldats contre un tel désastre! Accoutumé à tout regarder sans s'étonner de rien, il conçoit d'autant moins cette détermination sans exemple, que jamais semblable barbarie ne fût entrée dans sa pensée, même quand il eût fallu acheter au prix de la ruine de Moskou l'empire du monde. L'armée, qui s'est épuisée en efforts inutiles pour sauver sa conquête, tombe dans la stupeur. Au milieu de cette tempête, les exécrables instruments du gouverneur sont saisis en flagrant délit; Napoléon les interroge lui-même : ils avouent hautement leur crime et sont fiers d'avoir obéi aux ordres de Rostopchin : jugés par une commission

militaire, et fusillés sur l'heure, leurs cadavres disparaissent dans le gouffre de flammes qu'ils ont allumé.

Tandis que l'incendie dévorait Moskou, le Kremlin, environné de hautes murailles, paraissait à l'abri de toute atteinte ; mais les flammèches qui tombaient dans la cour de l'arsenal pendant la visite de l'Empereur, les brandons enflammés qui volaient de toutes parts, pouvaient causer l'explosion des caissons de la garde. Déjà deux fois le feu avait été mis à la forteresse ; la nuit approche, le vent redouble avec violence, chaque instant ajoute à l'intensité du mal, et diminue les chances de salut. Assailli des instances et des supplications de ses principaux officiers, Napoléon consent avec peine à quitter ce fatal séjour, où la grandeur même du danger semblait le retenir par une espèce de puissance qui n'agit que sur des hommes d'une trempe comme la sienne et qui n'aiment à reculer devant aucun obstacle. Un chemin brûlant le conduit au château impérial de Petrowskoïe, au milieu des cantonnements du prince Eugène. C'est là que, voyant Moskou lui échapper, il conçoit le projet de marcher sur Saint-Pétersbourg en effectuant sa retraite sur la Basse-Dwina, pour aller traverser les routes des provinces de Velikié-Louki et de la grande Novogorod, prendre Wittgenstein à dos, et donner la main aux armées du maréchal Saint-Cyr, des ducs de Tarente et de Bellune. Ce projet n'a pas de suite. Napoléon rentre au Kremlin le 18 septembre. Moskou, malgré sa destruction, pouvait encore faire vivre l'armée dans une certaine abondance : on avait sauvé plusieurs grands magasins particuliers ; les caves, pour la plupart, étaient restées intactes ; les nombreux jardins étaient remplis de légumes de l'arrière-saison. Napoléon appliqua tous ses soins à établir l'ordre dans l'usage de toutes ces ressources devenues d'un prix inestimable. D'ailleurs il a mis toute son espérance à attendre la paix à Moskou. Fatale illusion d'une âme héroïque, qui trompa son génie. L'incendie de Moskou disait assez qu'il n'y avait point de terrain en Russie pour la paix. Alexandre l'avait déclaré à Narbonne, à Lauriston, et à Napoléon, par Kourakin et par Balachoff. Napoléon ne se souvenait que de l'Alexandre de Tilsitt et d'Erfurt, qu'il n'avait point pénétré, et il espérait encore le retour de ces souvenirs, malgré l'incendie de Moskou. Un incident vint bientôt lui offrir une occasion de sonder les dispositions du czar. La maison des Enfants-Trouvés, placée sous la protection spéciale de l'impératrice-mère, avait été préservée des flammes. Admis devant l'Empereur, M. de Toutelmine, sous-directeur de l'établissement, demanda la permission d'adresser son rapport à l'impératrice, dans lequel il fut autorisé à glisser des ouvertures de paix. Une autre tentative plus directe fut faite aussi par Napoléon dans une lettre à l'empereur Alexandre, remise entre les mains de M. de Jakowleff, qui partit le 24 septembre pour Saint-Pétersbourg, en assurant qu'il parviendrait jusqu'au czar. Dix jours après, toujours plus impatient de la paix, l'Empereur envoya au camp des Russes le général Lauriston, avec des propositions d'entrer en négociations, et d'y préluder

par un armistice. Le feld-maréchal Kutusoff, alléguant le défaut de pouvoirs, se contenta d'expédier à Saint-Pétersbourg le prince Volkonsky, chargé de communiquer au ministère les offres de Napoléon.

Cependant les Russes avaient continué leur retraite par les routes de Bronnitzy et de Kolomna, dans l'intention de nous donner le change sur leur destination véritable ; soudain, à la faveur de la nuit, ils tournent vers le sud, pour se rendre par Padol entre Kalouga et Moskou. Cette marche autour de la ville, dont les flammes éclairaient notre armée, tendait à exciter au plus haut degré l'indignation et la rage des soldats russes, auxquels leurs officiers ne cessaient de répéter : « Non contents d'avoir brûlé Smolensk, l'antique boulevart de notre patrie, les Français portent une main sacrilége sur la ville sainte. Les flammes qui dévorent l'ancienne capitale vous prouvent qu'ils veulent la destruction de notre nation et le renversement de notre religion. » Napoléon ne tarda point à connaître le vrai mouvement de l'armée russe, et traça en conséquence des instructions au roi de Naples, à Poniatowski, au duc d'Istrie. Bientôt les tentatives hardies de l'ennemi, à moitié chemin de Mojaïsk à Moskou, dont une colonne de trois mille Russes a intercepté la route, attirent toute son attention : il les fait poursuivre avec vigueur pour les rejeter derrière l'Oka. Dans l'intervalle du départ de ses ordres à leur exécution, il apprend, par différents courriers qui se succèdent au quartier-général, les fatales lenteurs de Schwartzemberg devant Tormazoff, et sa retraite à l'approche de l'armée de l'amiral Tchitchagoff; mais, réduisant ce renfort à sa juste valeur, et comptant les soldats de l'amiral comme s'il les avait vus, il écrit au général autrichien pour l'engager à ne pas croire aux exagérations accoutumées des Russes sur leurs forces, et à les attaquer sans retard ; en même temps, par un surcroît de prudence, il demande à François II de nouveaux secours. Ses lettres excitent de même le zèle de la Prusse et de nos autres alliés du continent. Il s'applique surtout à tracer des règles de conduite sûres et précises au duc de Bellune, qu'il retient à Smolensk, afin de surveiller Minsk et Wilna.

Napoléon se préparait depuis le 5 octobre à quitter Moskou, qui ne pouvait plus être une position militaire. Il avait annoncé sa retraite au roi de Naples, aux ducs d'Abrantès et de Bellune, en leur prescrivant, jusque dans les moindres détails, tout ce qu'ils avaient à faire, soit pour seconder son mouvement, soit pour la sûreté de la route et des communications de Moskou à Smolensk. Il va ramener son armée dans le carré entre Smolensk, Mohilow, Minsk et Witepsk. Là, entouré de ses imposantes réserves et de ses deux ailes, appuyé sur un pays ami, la Pologne, sur six lignes de dépôts et de magasins de toute espèce d'approvisionnements qu'il a rassemblés avec tant de soins, il pourra menacer au printemps la ville de Saint-Pétersbourg, dont sa nouvelle situation l'aura rapproché de cinquante lieues.

Retenu par tant de travaux, et plus encore par l'attente des réponses de

Saint-Pétersbourg, qui ne vinrent point, qui ne devaient pas venir, il a vu la première neige tomber le 13, et il se hâte de mettre ses différents corps en marche, recommande à Murat de se bien garder, et de tenir à Winkowo autant qu'il sera possible, en même temps que le vice-roi, destiné à déguiser notre direction sur Kalouga, faisait faire à la division Delzons un mouvement en sens contraire sur Demilzow. Tous les maréchaux ont reçu leur destination : le duc de Trévise et la jeune garde ne doivent quitter Moskou et le Kremlin qu'au moment marqué. Il existait entre nous et les Russes une espèce de suspension d'armes, pendant laquelle le rusé Kutusoff, ainsi que ses généraux, n'avaient négligé aucun moyen de tromper le roi de Naples par la continuelle manifestation de leurs vœux pour la paix. Le 18 octobre, tandis que Napoléon passait la revue du corps d'armée du maréchal Ney, qui allait sortir de Moskou, on apprend que l'armée russe, quittant ses cantonnements, est venue prendre position sur la Nara. A minuit, Beningsen, secondé par les généraux Baggowouth, Ostermann, Doctoroff, Orloff, Denisoff et Muller, a passé le fleuve, assailli nos troupes, surpris et tourné la division Sébastiani, appuyée sur un bois qui n'était pas gardé. Le roi de Naples, voyant que l'intention de l'ennemi était de forcer notre gauche, où le général Muller venait de pénétrer, avait sur-le-champ porté des secours de ce côté. Pendant ce temps, Kutusoff s'était avancé avec le reste de ses troupes ; mais des prodiges de valeur de Murat, et la vive résistance de Poniatowski, sur notre droite, aux généraux Ostermann et Baggowouth, avaient fait échouer le mouvement de Beningsen et l'attaque de Kutusoff. Ce combat d'une avant-garde contre une armée était glorieux sans doute ; et quoique les Russes eussent perdu peut-être plus d'hommes que nous, il nous coûtait trop cher dans un moment où nous avions besoin d'économiser nos forces. La surprise de Winkowo causa un excessif mécontentement à l'Empereur. Murat s'était laissé tromper par les Russes.

Napoléon sortit de Moskou le lendemain, avec la vieille garde et le premier et le troisième corps ; c'est le 23 octobre. Le même jour, la conspiration Mallet éclatait à Paris. A la tête d'une armée de cent mille combattants observée de toutes parts, au milieu d'un pays où le dernier paysan est un ennemi passionné et un espion volontaire, Napoléon va dérober un mouvement immense à Kutusoff. Après avoir suivi d'abord la vieille route de Kalouga, Napoléon passe tout à coup à droite et gagne rapidement la nouvelle route. Abusé par un rideau de troupes qu'on a laissées vis-à-vis de lui en arrière du défilé de Woronowo, l'ennemi n'a point aperçu la contre-marche du roi de Naples et de Poniatowski ; tranquille dans son camp de Taroutino que nous avons tourné, il nous attend sur son passage, quand, le 23, nous sommes parvenus à Borowsk, et bientôt à Malo-Jaroslavetz, d'où l'armée n'a plus qu'une marche à faire pour le devancer à Kalouga. A Borowsk, on apprend que le duc de Trévise a quitté Moskou le 23, à deux heures du matin, après avoir fait sauter le Kremlin ; le maréchal est à la tête de la jeune garde. Le général Wintzingerode et son aide-

de-camp Narischin, qui s'étaient laissé emporter par leur ardeur de pénétrer dans la ville, suivent nos colonnes comme prisonniers. Les Cosaques et les paysans envahirent Moskou aussitôt après notre départ, et se précipitèrent sur leur proie. L'humanité française avait sauvé, nourri et soigné comme nos propres soldats, plusieurs milliers de blessés russes.

L'habile manœuvre de Napoléon a réussi ; encore un moment, et un succès complet couronne ses espérances : ce succès paraît assuré si le prince Eugène, ou plutôt le général Delzons, fait occuper Malo-Jaroslavetz par une division tout entière, ainsi que l'a formellement ordonné l'Empereur, instruit de la marche d'un corps ennemi sur ce point. Malheureusement son ordre ne fut pas exécuté, comme il arriva tant de fois dans cette campagne. Kutusoff, ayant enfin pénétré le mouvement de l'armée française, avait levé son camp de Taroutino dans la nuit du 23 au 24, pour tâcher de nous devancer à Malo-Jaros-



lavetz, et soutenir Doctoroff, qu'il y avait envoyé avec la mission de s'en emparer. Deux bataillons français seulement gardaient cette ville ; assaillis du côté de Czinrickowa par des forces supérieures, ils furent obligés de plier ; mais la treizième division accourut, et Delzons répara noblement sa faute en reprenant la position. La lutte s'y soutenait avec des chances variées, lorsque l'armée de Kutusoff se montra successivement et se déploya autour de nous. Au premier bruit du canon, Napoléon s'était élancé au galop. Rencontré par un courrier du vice-roi, il expédie à Eugène l'ordre de tenir à tout prix, et lui an

nonce des secours ; en même temps, il presse lui-même la marche des colonnes de Davoust. Arrivé vers midi, Napoléon trouve une affaire terrible engagée. Les troupes françaises ont renoncé à la défensive pour aborder l'ennemi avec intrépidité. Dans une de leurs furieuses attaques, l'héroïque Delzons étant tombé mort, le général Guilleminot l'a remplacé. Mais les Russes, d'abord ébranlés par lui, ont reçu dans leurs rangs de nouvelles troupes : il a donc fallu faire avancer la quinzième division pour soutenir les deux autres. Pendant ces efforts si bien dirigés, le vice-roi porte son attention sur les alternatives du combat à Malo-Jaroslavetz, que les deux partis se disputent avec un acharnement sans exemple. La ville, incendiée par les obus de Kutusoff, a été prise et reprise jusqu'à sept fois : nous en restons les maîtres. Dès son arrivée, Napoléon a fait soutenir Eugène par deux fortes batteries placées sur la droite et sur la gauche ; en même temps, deux ponts à chevalet, établis au-dessus du pont de l'Ougea, ont facilité les communications, ainsi que l'envoi des secours au moment opportun, précautions sans lesquelles nos troupes n'auraient jamais pu sortir victorieuses d'une lutte aussi inégale. Témoin de l'action, l'Empereur en laisse tout l'honneur au prince vice-roi ; il loue les belles dispositions autant que la brillante valeur de son fils adoptif, et la constance des jeunes soldats d'Italie, les élèves et déjà les rivaux de ses vieux compagnons de guerre. Battu avec soixante-dix mille hommes qui n'ont eu en face que seize mille combattants entassés dans un ravin, dominés par une ville bâtie sur une pente rapide et escarpée, Kutusoff rappelle ses troupes, et recule sa ligne en gardant la route de Kalouga.

Le feld-maréchal voudra-t-il tenter de nouveau le sort des armes? Va-t-il, au contraire, opérer sa retraite? Le premier avis ne trouve que des partisans autour de l'Empereur, et presque tous conseillent d'éviter absolument aucun autre engagement général. Napoléon, avec son coup d'œil sûr et rapide, se décide pour la seconde opinion, malgré tous les rapports dont on l'assiége. L'aspect du champ de bataille, où les Russes ont laissé tant de morts et de débris, le confirme dans son sentiment. Cependant Murat, Davoust, le comte de Lobau et une foule d'autres, persistent dans l'idée contraire. Suivant eux, Kutusoff se prépare à une bataille ; et tous, comme de concert, s'appliquent à multiplier les arguments pour qu'on ne coure pas même les chances du succès : « Reculer « devant Kutusoff ! » s'est écrié Napoléon au premier mot de retraite prononcé par ses généraux, « reculer devant l'ennemi quand on vient de le battre, au « moment peut-être où il n'attend qu'un signe pour reculer lui-même ! » Cette pensée était prophétique. Napoléon en est fortement préoccupé ; il s'y attache pendant la journée du 25, consacrée à des reconnaissances ; le 26 au matin, il apprend le départ des Russes. Ce sont eux qui fuient ; l'honneur est satisfait. L'Empereur cède alors à l'avis unanime de ses lieutenants, de revenir sur Mojaisk et Wiasma, afin de reprendre la route de Smolensk ; funeste influence des

conseils timides ! elle perdra la grande armée. Si Napoléon n'eût écouté que son inspiration, ou il aurait surpris et écrasé les Russes, ou, s'ils eussent pu éviter notre attaque, ils se seraient retirés derrière l'Oka, comme ils en avaient l'ordre, en abandonnant aux Français une contrée riche et un chemin sûr, quelque direction qu'ils prissent pour retourner en Pologne. Cette conséquence résulte de l'aveu de nos adversaires eux-mêmes (1) ; aussi regardèrent-ils la retraite de Kutusoff comme une faute grave qui pouvait le perdre. Elle ne le perdit point, parce que Napoléon, laissant fléchir une seconde fois encore sa volonté par d'importunes remontrances, ne trancha pas le nœud gordien avec son épée, ainsi qu'il l'avait fait en Italie, en Égypte, pendant la campagne d'Austerlitz et à l'île de Lobau. On vit alors un singulier spectacle, les deux armées ennemies se tourner le dos, et l'arène où elles venaient de se heurter rester vide et libre entre elles ! Napoléon avait seul jugé et senti les périls de cette guerre inconnue, et les moyens de s'y soustraire ; mais, soit qu'il n'eût plus ce caractère qui, dans la campagne d'Italie, lui faisait dire que la guerre était une affaire de tact, soit que son génie lui-même eût reculé devant la responsabilité d'un demi-million d'hommes entraînés par lui aux extrémités de l'Europe, il soumit malheureusement sa conviction aux opinions de ses entours.

Tandis que Kutusoff, sans cesse retenu par la circonspection, malgré les instances du commissaire anglais Wilson, et presque toujours trompé sur nos mouvements, malgré les quarante mille Cosaques qui éclairaient sa marche et la nôtre, nous cherche vers Mojaïsk, nous suivons la route de Smolensk, non loin de Borodino ; ce nom réveille de glorieux souvenirs qui ne peuvent balancer les sombres impressions de l'aspect du champ de bataille. Napoléon s'arrête au grand hôpital de Kolotskoï. Là, voyant avec douleur que ses ordres envoyés de Moskou pour l'évacuation des blessés n'ont pas reçu toute leur exécution, il fait placer devant lui dans les voitures qui défilent, et dans les siennes propres, tous ceux dont le transport est praticable, et les recommande aux officiers de santé de sa maison ; on confie les autres à la reconnaissance des officiers russes qui étaient encore à l'hôpital, et que nos chirurgiens avaient pansés après la bataille. Il court ensuite à Gjath, et entre le 31 à Wiasma, point qu'il brûle d'occuper ; il y reste pour attendre ses troupes, dont il presse la marche, trop lente à son gré. Dans l'intervalle, les hordes de Platoff ont tenté d'entamer le corps du prince d'Eckmühl près l'abbaye de Kolotskoï, en même temps que le colonel Kaizaroff, avec une brigade de Cosaques, attaquait les équipages du vice-roi. Toutes ces insultes ont été vigoureusement repoussées.

Nous nous dirigeons vers Smolensk, et le duc de Bellune, chargé de conserver ce poste important, l'a confié à la garde du général Charpentier, pour se porter au secours de Gouvion Saint-Cyr sur la Dwina. Le nouveau maréchal, au

(1) M. de Boutourlin

lieu de pouvoir seconder les opérations du duc de Tarente du côté de Riga, n'a fait que se maintenir devant Wittgenstein ; et quand ce général s'est avancé avec vingt-cinq mille hommes de renfort, nous avons évacué Polotsk. Les choses vont plus mal sur le Bug : au mépris des instructions les plus formelles, Schwartzemberg, reculant à l'approche de l'amiral Tchitchagoff, a abandonné la Volhynie, et s'est laissé couper de Minsk, de la Bérésina et de la grande armée française. Cette inexplicable conduite mécontente l'Empereur au dernier point ; mais le prince annonce un mouvement vers la route du Nord, qu'il a si imprudemment quittée : il va être renforcé de la division Durutte, partie de Warsovie ; avec une résolution énergique et une grande diligence, il peut sauver Minsk et nos magasins menacés par l'amiral russe. Toutefois on a tardé beaucoup, et l'Empereur se méfie justement de la lenteur autrichienne, qui n'était déjà peut-être que de la perfidie. Il se confie davantage dans les efforts du duc de Bellune, mais il reste toujours en proie à de profondes inquiétudes.

Convaincu enfin de notre retraite sur Smolensk, Kutusoff veut nous devancer dans cette ville avec toutes ses forces ; il faut le prévenir. Le 2 novembre, notre avant-garde n'est plus qu'à une journée de Wiasma ; les autres corps approchent de cette ville : Napoléon y laisse le duc d'Elchingen, qui doit relever dans le service d'arrière-garde le prince d'Eckmühl, dont la marche est trop lente pour une circonstance si pressante. Ney, après avoir pris toutes les précautions nécessaires à la facilité des communications entre la droite et la gauche de sa ligne, occupait des positions avantageuses sur le flanc de Wiasma. Tout à coup le vice-roi se voit attaqué par Miloradowitch, entre cette ville et Federowskoë. Arrêter ses colonnes, s'emparer des hauteurs qui prenaient à revers la gauche des Russes, se porter contre eux sur la grande route, furent les premières résolutions du vice-roi. En même temps le prince d'Eckmühl, à la tête du quatrième corps, faisait avancer la division Compans pour frayer le passage : ce premier choc renverse les Russes, et les pousse en arrière des bois où leur gauche s'appuyait. Alors les corps français se déploient en bataille ; une action terrible s'engage. Malgré les charges multipliées de sa cavalerie, qui essaie de tourner nos deux ailes, Miloradowitch ne put obtenir le succès sur lequel il avait compté pour prix de la marche habile et rapide qui l'avait amené devant nous. Vivement pressé vers Wiasma par une attaque de Raescoff, combinée avec celle de Miloradowitch, non-seulement Ney soutint ce furieux effort, mais encore il put envoyer aux deux généraux français, témoins de sa lutte opiniâtre, un régiment, qui, traversant Wiasma au galop, courut se jeter derrière les divisions russes. L'ennemi, enfoncé après cinq heures du combat le plus sanglant, vit son aile droite rejetée au-delà de l'Ulitza ; son aile gauche, coupée de cette rivière, nous abandonna le champ de bataille jonché de cinq ou six mille de ses morts, et aussi d'un grand nombre des nôtres. Les seules troupes de Davoust et du vice-roi avaient passé sur le corps des vingt-cinq mille hommes de Milora-

dowitch ; l'armée française continua sa marche sans autre obstacle que l'importunité des Cosaques, toujours voltigeant autour de notre arrière-garde, et toujours repoussés par Ney, qui la commandait.

Dans trois jours nous serons à Smolensk ; des desastres nous y attendent, des desastres nous y poussent. La neige tombe en abondance ; un vent impétueux souffle, et couvre l'horizon d'un brouillard épais et sombre. Presque tous les chevaux meurent, la cavalerie est à pied, l'artillerie n'a plus d'attelages. Parmi les hommes, les uns, engourdis et glacés, cèdent au sommeil, qui donne la mort ; les autres sont désarmés par la faim, qui leur ôte la force d'agir, et par la rigueur intolérable du froid, qui gèle leurs mains ; ceux qui peuvent encore se servir de leurs fusils ont à dissiper des nuées de Cosaques pendant le jour, et ne trouvent aucun repos, même pendant la nuit. Déjà, depuis Wiasma, mais bien plus encore depuis le départ de Bérédikino, le désordre s'est mis au sein de l'armée ; des bandes d'hommes de tous les corps suivent la route comme un troupeau sans défense, ou se répandent dans toutes les directions pour chercher du pain et un abri. Les malheureux, surpris de tous côtés par les Cosa-



ques, périssent à coups de lance, de pique et de hache, ou restent exposés nus sur la neige, pour attendre lentement la mort au gré des cannibales qui les abandonnent ainsi avec une joie féroce. Néanmoins, au milieu de cette désor-

ganisation, un grand nombre de soldats et d'officiers, et surtout les vieux compagnons de guerre de l'Empereur, conservaient un calme, une constance et une force de volonté, en même temps qu'une vigueur d'action, qui rendaient notre débris d'armée imposant aux yeux de Kutusoff. L'attitude de Napoléon était celle d'une grande âme aux prises avec l'adversité : les souffrances de l'armée, son héroïsme, le soin de son salut, la prévoyance des projets de l'ennemi, la France inquiète, occupent sa vaste pensée sans troubler son génie.

Ainsi qu'à Wiasma, l'arrière-garde du duc d'Elchingen, attaquée près de Dorogobouje, en queue et en flanc, par Platoff et Miloradowitch, a constamment repoussé les Russes, mais en évacuant successivement sa position de Gorki et la ville de Dorogobouje. Le vice-roi, dans sa route vers Witepsk par Dukhowszina, s'est vu soumis aux plus rudes épreuves sur des chemins que la neige et le verglas ont détruits, et où la descente et la montée présentaient des dangers pareils : il a néanmoins chassé les Cosaques de Platoff, qui le harcellent sans cesse. La perte de douze cents chevaux retarde sa marche, et cette lenteur inévitable permet à Platoff de nous devancer à Dukhowszina, où nous attendaient de cruelles angoisses. Le vice-roi avait ordonné de jeter un pont sur le Woop, que l'accroissement des eaux a empêché de construire. La rivière, fangeuse et encaissée entre deux rives escarpées, présente un obstacle presque insurmontable ; tout en résistant aux Cosaques de Platoff, le vice-roi la fait passer à gué par sa garde. Cependant on a formé une rampe sur laquelle commencent à défiler l'artillerie et les bagages ; la rampe enfonce, et nos canons s'engloutissent dans de profondes ornières. La nuit arrive ; il faut s'arrêter d'un côté du Woop, tandis que la garde, avec deux régiments et une partie de l'artillerie, reste séparée sur le bord opposé. Après des efforts inouïs nous ne parvenons à franchir le Woop que le 10 novembre, en abandonnant soixante pièces de canon enclouées et sans attelage, ainsi qu'une quantité de bagages. L'ennemi nous attend au milieu de la route ; on le repousse, quoiqu'il ait à ses ordres des milliers de Cosaques et du canon ; enfin le prince, sous la protection de la division Broussier et de la cavalerie bavaroise, arrive avec un débris informe, et composé des plus braves soldats du monde, à Smolensk. Toute l'armée s'y trouve réunie, excepté l'arrière-garde, qui s'avance en opposant toujours une résistance héroïque aux Russes.

Les scènes les plus cruelles signalèrent notre séjour dans cette ville. Smolensk, où nous attendions tous les secours préparés de si loin, grâce à la prévoyance de Napoléon, était devenue le théâtre des plus effroyables désordres dans la distribution des vivres, enlevés par une multitude affamée que les troupes encore rassemblées sous le drapeau n'avaient pu contenir. Après quatre jours d'un repos si chèrement acheté, il fallut quitter Smolensk.

Précédée à Krasnoé et à Liadi par une masse de soixante mille hommes désorganisés, l'armée française partit de Smolensk pour gagner les ponts d'Or





Napoleon at Krasnoe

cha. Miloradowitch nous a dépassés : souvent puni de sa témérité, il hésite cette fois à s'opposer à notre passage ; mais ce qui rend le péril pressant, c'est Kutusoff, qui lui-même marche vers Krasnoë, dont nous avons chassé le général Ojarowski. Toutefois le vice-roi, le prince d'Eckmühl, le duc d'Elchingen, étant en arrière, l'Empereur veut les attendre. Soudain vingt-quatre mille Russes, aux ordres de Rajewski et de Miloradowitch, ferment le chemin aux Français à la sortie de Dubrowinka! Fier de l'avantage du nombre, et s'adressant d'abord à une colonne de quinze cents hommes sous le commandement de Guilleminot, l'ennemi le somme de mettre bas les armes. On répond à cette proposition par une indignation unanime, et mieux encore par la résistance héroïque d'une poignée de soldats en désordre, dont leur chef a fait tout à coup un corps régulier sous le feu violent des Russes. Vainement les sommations de se rendre se multiplient ; ces braves continuent à défier tous les périls : ne pouvant plus tenir, ils fondent sur les masses ennemies ; la moitié d'entre eux y périt ; le reste rejoint le vice-roi; Guilleminot le trouve aux prises avec Miloradowitch, qui occupe la route devant nous. C'est là que quatre mille hommes, harassés, manquant de tout, n'ayant plus que quelques canons, mais soutenus par les habiles dispositions, encouragés par les généreux exemples du prince et la brillante valeur de tous leurs chefs, ont affronté à plusieurs reprises un corps considérable que protégeaient un bois et des hauteurs hérissées d'une nombreuse artillerie : c'est là que trois cents hommes ont osé aborder et atteindre ces hauteurs où deux masses de cavalerie les ont assaillis avec fureur. Toute l'impétuosité, toute la constance des Français, n'ont pu forcer le passage ; il faudra périr ou se rendre. La nuit survient. Le vice-roi ne s'abandonne pas au découragement. Un habile stratagème, que les ténèbres favorisent, trompe les Russes, tourne leurs positions, et réunit le vice-roi avec le quatrième corps et la jeune garde placée par Napoléon dans Krasnoë. Miloradowitch, toujours infatigable, quoique souvent malheureux dans ses attaques, se retourne sur le prince d'Eckmühl et sur le duc d'Elchingen.

Kutusoff est arrivé à la tête de la grande armée russe, méditant notre entière destruction. Le 15 novembre, Napoléon le prévient à Chirkowa et Maliewo, où il culbute le corps d'Ojarowski et arrête le feld-maréchal pendant vingt-quatre heures. Il apprend que Beningsen, Strogonoff, Gallitzin et Miloradowitch, avec plus de cinquante mille hommes, veulent lui fermer le chemin et attaquer ses quatorze mille soldats réduits à un état si déplorable. Il peut se retirer sur Orcha et Borisow, donner la main à l'armée du duc de Bellune, et ensuite à ses autres réserves : la route lui est encore ouverte ; mais inquiet du sort de ses deux lieutenants, le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen, il cherche, pour les sauver, à attirer vers lui tous les efforts de la grande armée russe. Le 17, avant le jour, il rentre dans la Russie, et, à la tête des débris de sa vieille garde, il s'avance au centre de quatre-vingt mille hommes. Là, gra-

vissant à pied les escarpements glissants des hauteurs de l'ennemi, armé d'un bâton pour se soutenir, foudroyé de trois côtés par une artillerie formidable, il dirige en personne les charges les plus violentes contre les Russes. A la droite et sous les ordres du maréchal Mortier, les restes de la jeune garde, commandés par le général Roguet, quelques cent chevaux de Latour-Maubourg, une faible artillerie renforcée par celle de l'inébranlable Drouot, prêtaient dignement leur appui à tant de constance. Pendant ce temps, Claparède, avec une poignée d'hommes, défendait Krasnoë contre les tentatives multipliées du corps du général Rosen. Le génie et la présence de Napoléon purent seuls empêcher la ruine inévitable de notre débris d'armée. Les Russes, terrassés d'admiration, ou frappés de terreur, reculèrent. Toutes les combinaisons de Kutusoff pour nous envelopper furent dérangées : il suspendit les ordres donnés à Tormasoff, et rappela au centre les principales troupes de Miloradowitch, comme s'il avait besoin de rassembler toutes ses forces contre le petit nombre de braves qui restent au drapeau français. Le prince d'Eckmühl profita du départ de Miloradowitch, et, se frayant un passage, vint rejoindre le quartier-général. Restait le duc d'Elchingen, qui avait quitté Smolensk un jour plus tard, et que Kutusoff espérait écraser au sortir de cette ville.

Le 18, l'avant-garde de Ney, touchant à Krasnoë, arriva à portée de mitraille d'une batterie de quarante pièces, qui croisait sur la route à travers un épais brouillard, et dominait le dernier ravin que nous allions franchir. Les généraux Dufour, Ricard, Barbanègre, le colonel Pelet, entraînent le 15e léger, le 33e et le 40e, qui, s'élançant sur les batteries, renversent jusqu'à trois fois la première ligne de Miloradowitch ; mais attaqués de front par les meilleures troupes de ce général, chargés en queue par la division Paskewitch, à droite par les hulans de la garde, à gauche par les grenadiers de Pawlosk, et accablés sous la mitraille, le plus grand nombre périt aux cris de *vive l'Empereur! vive la France!* Aussitôt, rassemblant leurs débris, Ney succède à ces braves. Il détache quatre cents Illyriens sur le flanc gauche des ennemis, et lui-même, avec trois mille hommes, monte à l'assaut des hauteurs que couronnent une armée et une artillerie immense ; les généraux Ledru, Razoul et Marchand suivent ses pas. La première ligne des Russes est de nouveau culbutée. Tout à coup une grêle de balles et de boulets détruit presque tous nos soldats et leurs officiers ; le reste recule en désordre. Ney les reforme avec calme derrière le ravin, leur unique abri, et ose encore affronter les deux cents bouches à feu des Russes. C'est au plus fort de cette terrible action, qu'un major envoyé par Miloradowitch vient sommer le maréchal de se rendre. Ney répond comme le prince Eugène l'avait fait, et retient le parlementaire ; mais il en apprend que Napoléon est parti de Krasnoë, d'un autre côté il voit tomber tout son monde autour de lui sous le canon des Russes, qu'il ne peut plus même aborder. L'extrémité du péril et le courage suggèrent au colonel Pelet, l'un des officiers qui ont été blessés dans les combats de

la journée, la pensée de conseiller au maréchal de retourner vers Smolensk, et de chercher à gagner Doubrowna par la rive droite du Dnieper. L'Empereur avait deviné ce mouvement : en conséquence, avant de quitter Doubrowna, il a prescrit à Davoust, qui commandait l'arrière-garde, de rester le plus longtemps possible dans cette ville. Davoust n'attendit point assez ; et, non moins funeste ici par sa précipitation que par sa lenteur à Smolensk, il faillit pour la seconde fois causer la perte de Ney. En effet, quand celui-ci, un moment après le départ de Davoust, se présenta devant Doubrowna, il vit le pont détruit. Nul autre parti désormais que de tenter le passage du fleuve ; nous le franchîmes à travers de cruelles épreuves, en abandonnant notre artillerie et nos bagages. Non loin de là, une route frayée conduisit le maréchal au village de Gusinoë, où ses soldats trouvèrent un asile et des subsistances. Enfin, Ney et ses intrépides guerriers, réduits à quinze cents hommes, la plupart mutilés, approchèrent d'Orcha, après avoir fait vingt lieues en deux jours, au milieu des Cosaques qui les tenaient assiégés. Sur la nouvelle de l'approche de leur compagnon d'armes, Eugène et Mortier s'étaient disputé la gloire de voler au secours de cette héroïque colonne. La joie de Napoléon, lorsqu'il apprit l'admirable retraite de Ney, éclata par des mouvements du cœur et par des paroles qui retentiront dans la postérité.

A Liadi et à Doubrowna, que Napoleon était parvenu à occuper avant l'ennemi, le ciel s'adoucit, notre position devint meilleure, les vivres arrivèrent ; nous trouvâmes des abris dans un pays habité. Orcha nous offrit des magasins assez abondants, un équipage de pont de soixante bateaux, et trente-six canons attelés, dont nous avions tant besoin. La garnison de cette ville et la cavalerie polonaise, qui avait été cantonnée aux environs, se réunirent à nous. Les traîneurs s'étaient ralliés et avaient pris place dans les rangs. Cependant, quelle faible armée nous reste, et que de sujets d'inquiétude renferme l'âme de Napoléon! Kutusoff et la grande armée russe ont cessé de le harceler ; mais que d'autres dangers l'attendent! et comment la seule pensée de leur grandeur et de ses moyens de vaincre tant d'obstacles n'a-t-elle pas ébranlé son courage! Wittgenstein a surpris Witepsk. L'amiral russe Tchitchagoff est entré à Minsk ; nos hôpitaux, des subsistances suffisantes pour cent mille hommes pendant six mois, d'immenses approvisionnements de munitions et d'artillerie, sont tombés en son pouvoir. Schwartzemberg, victorieux de Sacken, l'un des généraux de l'amiral russe, pouvait empêcher la chute de Minsk et opérer en notre faveur la plus importante des diversions ; il aima mieux désobéir à Napoléon, et se diriger sur Kobrin. Cette conduite serait inexplicable, si elle ne cachait pas une nouvelle iniquité de la politique autrichienne. « Minsk est pris, il faut le reprendre ! » s'était écrié Napoléon; et le 19 novembre il avait expédié de Doubrowna l'ordre au duc de Bellune de contenir Wittgenstein ; au duc de Reggio de se porter en toute diligence, avec le deuxième corps, les cuirassiers du général Lhéritier et cent pièces de canon, sur Borisow, et de la

sur Minsk. Napoléon annonçait à ses deux lieutenants qu'il allait lui-même suivre cette direction, afin d'occuper ensuite la ligne de la Bérésina. Mais un nouveau malheur est survenu : pendant la marche du duc de Reggio, Ojarowski, détaché par Kutusoff, s'est emparé de Borisow et de notre seul pont sur la Bérésina. Dombrowski, arrivé à minuit de son propre mouvement, avait fait des dispositions dignes d'un vieux soldat de l'armée d'Italie ; peu s'en était fallu que la victoire ne restât au courage de ses troupes et à son habileté ; mais sur le soir, dix mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie, aux ordres des généraux Lambert et Langeron, émigrés français, avaient enfin triomphé de sa faible division, épuisée par dix heures du combat le plus acharné. Le 22, Napoléon apprend cette triste nouvelle sur la route de Kokanow à Toloczin ; le duc de Reggio, qui l'annonce avec douleur, se rapproche de la Bérésina, après avoir culbuté et repoussé au-delà de Borisow la division Lambert, commandée par le général Palhen ; Tchitchagoff, qui l'avait jetée en avant, n'a trouvé de salut pour lui qu'en faisant brûler une partie du pont et établir des batteries sur la rive escarpée du fleuve. De son côté, le duc de Bellune vient de remporter sur Wittgenstein un brillant avantage à Smoliany ; heureux s'il eût accompli plus tôt ce que l'Empereur lui avait plusieurs fois prescrit ! Ainsi, la mollesse ou la perfidie du prince de Schwartzemberg, le défaut de concert entre les ducs de Bellune et de Reggio, la blessure de ce dernier maréchal, qui s'est laissé prévenir et battre à Polotsk ; la marche trop méthodique de Saint-Cyr, qui s'est contenté de substituer après sa première victoire une habile et glorieuse défense à une offensive hardie ; enfin, une espèce de fatalité attachée à l'exécution des ordres les plus importants de Napoléon pendant cette campagne, ont amené le plus funeste résultat : en face d'un grand fleuve qu'il faut franchir, les Français se trouvent resserrés entre Kutusoff, Wittgenstein et Tchitchagoff, à la tête de cent quarante mille combattants qui occupent tous les passages !

Un succès presque aussi déplorable qu'une défaite vient de nous fermer la Bérésina. Le duc de Reggio a reçu la mission de reconnaître au-dessus et au-dessous de Borisow des positions favorables pour la jetée d'un pont. Sur ces entrefaites, le général Corbineau, séparé du duc de Reggio au combat de Polotsk, et réuni avec le maréchal au moment où il s'y attendait le moins, indique un gué qu'il vient de passer, vis-à-vis de Stoudziancka. Napoléon donne aussitôt ses ordres aux généraux Chasseloup et Éblé, qui partent avec les pontonniers, les sapeurs, et les caissons d'outils que lui-même avait voulu voir mettre en réserve à Orcha. En même temps, il prescrit au duc de Bellune de marcher audacieusement et sans retard sur Wittgenstein. Le maréchal doit empêcher à tout prix le général russe de se porter sur le duc de Reggio et de nous devancer à la Bérésina ; car la jonction de Wittgenstein et Tchitchagoff sur le bord de cette rivière, si elle s'effectuait, nous mettrait dans le plus grand danger. Con-

formément à ses instructions, le duc de Reggio a fait toutes les demonstrations possibles pour tromper l'ennemi vers le point de Stoudziancka, ou ont lieu tous nos préparatifs de passage de la Bérésina, que le maréchal espère franchir le 24 novembre. Cette attente est déçue; à minuit, un courrier vient annoncer, au contraire, que nous sommes encore à Borisow, que l'ennemi s'est renforcé sur les bords de la rivière. Le duc de Reggio demande des secours; Mortier part avant le jour, et l'Empereur donne au duc de Bellune l'ordre de couper la route de Lepel par Baran, afin que l'ennemi ne puisse surprendre Oudinot dans une situation qui devient de plus en plus critique. Au lieu de couvrir notre retraite par Baran, il vient rejoindre à Lochniza le quartier impérial, au risque de rencontrer Wittgenstein sur la Bérésina, et précisément au gué de Stoudziancka. Heureusement le général russe ne se pressait pas de se réunir à l'amiral; nous avions d'ailleurs trop de marches d'avance sur Kutusoff; mais Tchitchagoff se trouvait devant nous avec ses troupes. Si la Bérésina eût été glacée, nous la passions sans obstacle; mais un dégel de deux jours a rompu les glaces : on se voit dans la nécessité de jeter des ponts sur une large rivière qui charrie et menace de renverser tous les ouvrages à mesure qu'on essaiera de les affermir. Les travaux ont été rapidement entrepris, mais il a fallu les recommencer. Napoléon va lui-même inspecter et exhorter les ouvriers; ses regards et ses encourage-



ments redoublent leur ardeur. Tchitchagoff, trompé par des demonstrations habilement conçues, et en outre préoccupé de quelques mouvements tardifs de Schwartzemberg qui ne peut plus influer maintenant sur le sort de la campagne

si près d'être décidée, a pris le change sur nos véritables dispositions, et, descendant la Bérésina au moment où nous la remontions, il a emmené avec lui ses forces très-loin, au-dessous de Stoudziancka. L'Empereur a vu avec une indicible joie les dernières files des colonnes ennemies s'éloigner et disparaître. Il faut profiter de cette faveur inespérée de la fortune. Le 26 au matin, un escadron de la brigade Corbineau, auquel le premier officier d'ordonnance de l'Empereur, le colonel Gourgaud, avait montré le chemin, traverse la rivière à la nage, chaque cavalier portant un fantassin en croupe; en attendant l'achèvement des ponts, la division Dombrowski passe sur trois radeaux. La rive gauche est à nous; les Cosaques s'enfuient, chassés par nos troupes et par l'aspect des batteries établies sur les hauteurs de Stoudziancka. A une heure de l'après-midi, le corps du duc de Reggio défile sur le pont supérieur avec deux pièces de canon seulement, et occupe le débouché des bois qui mènent à Borisow. Un peu moins de rapidité dans ce mouvement, il n'était plus temps; le général Tschaplitz, ramené en toute hâte par les avis de ses Cosaques, nous prévenait. A quatre heures du soir, le génie livre le deuxième pont aux voitures. L'artillerie du duc de Reggio se hâte de rejoindre ce maréchal, aux prises avec l'ennemi, qu'il pousse sur Borisow. Deux cent cinquante bouches à feu et leurs caissons roulent sur le pont; les chevalets s'enfoncent sous le poids d'une charge si énorme : la présence de l'Empereur, et les prodiges qu'elle inspire à nos pontonniers, à nos marins, à nos sapeurs, plongés dans l'eau glacée jusqu'aux épaules, triomphent de tous les obstacles. La garde franchit la rivière à son tour; le duc d'Elchingen lui succède à Stoudziancka. Le jour disparaît; Napoléon veille toute la nuit. Le duc de Reggio a battu Tschaplitz, mais les Russes se renforcent dans leur position; Ney va soutenir notre avant-garde; Mortier le suivra. Le vice-roi et le prince d'Eckmühl sont rappelés de la ville d'Orcha; le duc de Bellune, arrivé à Borisow, reçoit l'ordre de former l'arrière-garde à Stoudziancka pour faire face à Wittgenstein, qui peut paraître d'un moment à l'autre. L'Empereur a les yeux fixés sur le point important de Borisow, et charge un officier d'ordonnance d'observer tous les mouvements de l'ennemi au-delà du pont. Le 27, Napoléon voit avec peine que la foule des traîneurs n'ait pas profité de la nuit pour s'écouler, et qu'elle encombre encore les ponts; rien n'a pu arracher des bivouacs ces malheureux, en proie à tous les besoins, et qui n'ont pas conservé leurs forces morales et physiques comme les soldats unis ensemble sous les armes, et soutenus les uns par les autres. Le vice-roi a rejoint. Napoléon passe au milieu de sa vieille garde et se porte aux avant-postes du duc de Reggio. Aucune nouvelle des ennemis pendant la journée : Napoléon veut qu'au plus tard dans la matinée du lendemain s'effectue le passage de l'armée entière. Eugène et le prince d'Eckmühl doivent franchir la rivière tour à tour; le duc de Bellune fermera la marche et achèvera de mettre la Bérésina entre les Français et Wittgenstein.



Passage de la Bérésina



La nuit s'écoule dans de grandes inquiétudes sur le sort de la division Partouneaux, laissée à Borisow par le duc de Bellune pour garder le chemin de Stoudziancka ; le jour les augmente. De bien plus graves sujets d'alarmes surviennent ; Wittgenstein débouche sur Borisow : ce général a opéré sa jonction avec l'avant-garde de Kutusoff aux portes de cette ville, et Tchitchagoff est le maître de rétablir le pont de Borisow pour communiquer avec Wittgenstein et le feld-maréchal : telles sont les conséquences de la désobéissance de Victor aux ordres de Napoléon. Sans les ressources du génie de l'Empereur, sans sa constance, sans la célérité des travaux qu'il a fait exécuter sous ses yeux pour nous créer une issue, l'armée tout entière resterait exposée à un désastre peut-être sans remède. Sa situation est encore d'un péril extrême : Napoléon en mesure toute l'étendue, mais avec la résolution et la conscience d'en triompher.

Le vice-roi et le prince d'Eckmühl suivent la route de Zembin, sur laquelle ils trouveront le général bavarois de Wrède. Ils sont chargés spécialement d'entraîner tous ceux qu'ils pourront déterminer à quitter les bords de la Bérésina : car, au milieu des chocs terribles qu'il attend, Napoléon, toujours occupé de la sûreté de ces malheureux, ne cesse de les presser de s'éloigner par ses officiers. Au point du jour, l'ennemi engage deux batailles sur les deux rives de la Bérésina. Tchitchagoff vient d'attaquer le duc de Reggio ; l'Empereur vole à ce dernier, qu'on emporte blessé, et lui donne pour successeur le maréchal Ney qui appuie en arrière le duc de Trévise. De l'autre côté de la rivière, le duc de Bellune est aux prises avec Wittgenstein. Bientôt un affreux désordre se répand sur le pont ; la foule des non-combattants s'y précipite avec fureur ; les chevalets fléchissent ; il faut réparer le pont et rouvrir le passage aux ordres que Napoléon transmet pour soutenir les deux luttes sanglantes auxquelles il préside avec le calme, la présence d'esprit et la fermeté ordinaires.

Le duc de Reggio, jusqu'au moment de sa blessure, avait repoussé avec vigueur les efforts multipliés de Tchitchagoff pour l'acculer sur la Bérésina ; le maréchal Ney a changé la défensive en une brillante offensive : l'action n'en est devenue que plus longue et plus acharnée. Enfin l'ennemi ayant fait évacuer ses réserves, le cinquième et le troisième corps, que l'Empereur lui-même avait placés derrière le duc de Reggio, ont pris part au combat. Alors les cuirassiers du général Doumerc, lancés sur les Russes à l'instant où la légion de la Vistule marchait contre leur centre à travers un bois, ont enfoncé jusqu'à six carrés d'infanterie. Vers dix heures du soir, convaincu de l'inutilité de ses attaques et de sa résistance, l'ennemi nous a cédé la victoire et un grand nombre de prisonniers. Cependant, après avoir donné la première impulsion à cette affaire et assuré le succès de ses armes, l'Empereur renonce à son quartier-général, où, à la tête de sa garde, entre les deux rives, il pouvait diriger les deux batailles. Il avait eu hâte de se rapprocher de Victor, aussi engagé avec l'ennemi. Ce maréchal, dans la position élevée de Stoudziancka, ayant sa gauche

au fleuve et protégée d'un ravin, sa droite appuyée d'une batterie de l'Empereur, qui de la rive opposée plonge sur l'ennemi, lutte courageusement avec six mille soldats contre les trente mille hommes de Wittgenstein, résolu à le culbuter dans la rivière. Menacé d'être forcé ou enveloppé à Stoudziancka, Victor se concentre plus près de notre passage pour en defendre l'accès ; mais une batterie des Russes, avancée sur le bord de la rivière, et dont les boulets et les obus écrasent à la fois la division qui combat et la multitude inerte et confuse entassée à l'entrée des ponts, amène une scène de désolation que la plume se refuse à décrire. Le maréchal n'a point tardé à contraindre Wittgenstein de reculer sa batterie ; toutefois elle n'en a pas moins causé un désastre irréparable parmi une foule d'infortunés qui, au lieu de céder à l'épouvante, auraient affronté le fer et le feu de l'ennemi, et résisté à la rigueur de la saison, s'ils eussent pu conserver leurs rangs et leurs armes, comme les intrépides soldats dont ils recevaient à l'instant même l'exemple de tous les genres de courage. Dans le cours et au plus fort de l'action, Fournier, Latour-Maubourg, à la tête de la cavalerie, avaient percé le centre de la ligne ennemie, et leurs charges sauvèrent peut-être le duc de Bellune ; c'est sous leurs ordres que le 7e régiment de cuirassiers, commandé par le colonel Dubois, s'était précipité sur un carré de sept mille Russes. Comme devant Tchitchagoff, nos officiers, nos généraux tombèrent, frappés au milieu de la mêlée : sur la rive gauche, Dombrowski, Albert, Claparède, Losikowski ; sur la rive droite, Fournier, Girard, Damas, Legrand, Zayonscheck, se trouvaient au nombre des blessés. Le duc de Bellune couronna la belle conduite de l'armée dans cette affaire par une action qui en était digne : rappelé le soir de la position de Stoudziancka, il eut la constance d'y demeurer toute la nuit, pour donner aux malheureux restés sur le rivage les moyens d'échapper au fer de l'ennemi. Le lendemain, un peu avant le jour, il évacua la position, emmenant avec lui ses blessés, ses bagages, son artillerie, et tous ceux des traîneurs qui eurent ou le pouvoir ou la volonté de le suivre ; à huit heures du matin, le général Éblé brûla les ponts qu'il avait construits, et mit cette barrière entre les Russes et les Français. Dans le passage de la Bérésina, en face de trois armées qui avaient juré de le fermer ; dans les deux batailles livrées avec des chances si inégales du côté des Français, que leur affaiblissement prodigieux et leur situation presque désespérée semblaient condamner à une ruine entière, tout était un sujet de triomphe ; la seule division Parthouneaux, égarée dans sa route pendant la nuit, avait succombé devant Wittgenstein.

Des quatre-vingt mille hommes qu'il avait sur les bords de la Bérésina, Napoléon en ramène soixante mille qu'il dirige vers Zembin, où le vice-roi l'avait précédé, ensuite vers Kamen ; nous n'avons plus affaire qu'à des Cosaques, qui se signalent toujours par leur prompte fuite à l'aspect de quelques soldats français. Malodeozeno et Smorgoni offrent à l'armée des ressources dont sa

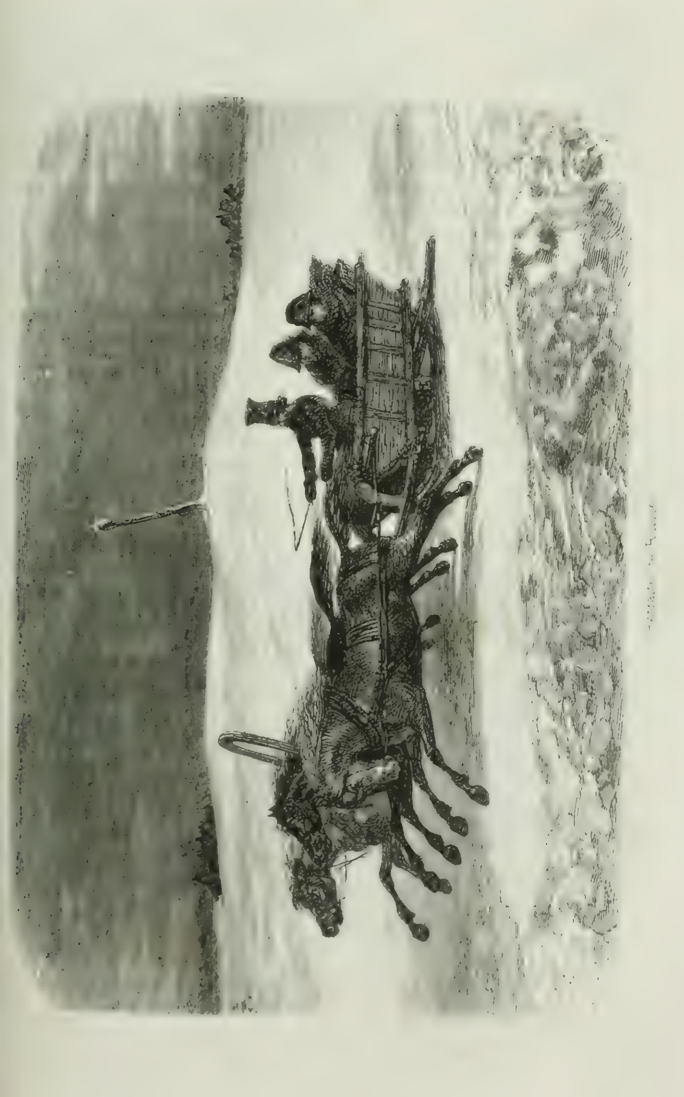
détresse lui rendait le besoin bien pressant. On approche de la Wilia, où déjà le corps bavarois du général de Wrède est venu s'emparer de la position prescrite. Napoléon voudrait retenir un peu l'armée derrière la ligne que forme cette rivière : il transmet en conséquence ses ordres au vice-roi, et consacre deux jours à prendre les autres dispositions nécessaires. En même temps, afin de dégager l'armée de tout ce qui lui est inutile, les Polonais partent pour Olita, les cavaliers démontés pour Merez, les bagages et les blessés pour Wilna. L'Empereur appelle à lui une partie des immenses provisions rassemblées sur ce point par les soins du duc de Bassano. A Malodeozeno, on reçoit quatorze estafettes de Paris ; on envoie pour réponse le terrible bulletin du 3 décembre. Depuis vingt et un jours, tout le monde ignorait le sort de la grande armée.

Cependant Heudelet approche du Niémen avec dix mille hommes, Loison sort de Wilna avec un même nombre de soldats ; mais ils ne semblent venir que pour prendre leur part des malheurs de l'armée, s'il convient désormais de donner ce nom à un débris confus d'hommes accablés par la faim, par la soif, par un froid d'une rigueur excessive, même en Russie. L'Europe est derrière nous et peut fermer la route ; la France va éprouver une commotion profonde à la nouvelle de nos désastres : il faut les réparer promptement pour ne pas laisser aux Russes le temps de s'avancer jusqu'au Rhin, en se grossissant peut-être des forces de nos alliés, devenus tout à coup nos ennemis ; il faut aller chercher d'autres soldats, et c'est à Paris qu'on doit les demander et les obtenir. La nation, toujours pleine d'enthousiasme pour la gloire, et soutenue du sentiment de ses ressources, ne refusera rien à Napoléon présent, et se montrant supérieur aux grandes adversités. Il part de Smorgoni le 5 décembre, après avoir confié son projet à ses lieutenants : le commandement de l'armée est remis au roi de Naples. Cette résolution n'a pas manqué de censeurs, quoiqu'elle ait été dictée par le premier devoir d'un prince. Personne n'a exprimé la vérité à cet égard avec plus de franchise et de justice que le colonel Bouttourlin, aide-de-camp de l'empereur de Russie. « Napoléon, dit-il, n'était pas seule-« ment le chef de l'armée qu'il quittait ; mais puisque les destinées de la « France entière reposaient sur sa tête, il est clair que dans cette circonstance « il était moins impérieux d'assister à l'agonie de son armée, que de veiller à « la sûreté du grand empire qu'il gouvernait. » Napoléon se justifie encore mieux par quelques-unes de ces paroles que la raison rend irrésistibles : « Je « suis plus fort, dit-il alors, en parlant du haut de mon trône, aux Tuileries, « qu'à la tête d'une armée que le froid a détruite. » Rassuré par les états d'approvisionnements que le duc de Bassano vient de lui envoyer, par les renforts qui arrivent successivement, par les armées du duc de Tarente et du prince de Schwartzemberg, qui sont encore imposantes, il a résolu de rallier l'armée à Wilna et de faire du Niémen une barrière que les ennemis ne pourront franchir. Ses ordres au prince Berthier, datés de Bichitza le 5 décembre, attestent

sa profonde sollicitude, ainsi que l'étendue de sa prévoyance; et quand on considère ce qui restait de ressources sur les lieux, en hommes et en choses si l'hiver n'avait pas dérangé tous les calculs et renversé toutes les mesures; quand on ajoute à ces ressources toutes celles que le génie de Napoléon enfanta depuis son retour à Paris jusqu'à l'ouverture de la campagne, on ne saurait douter que cet immortel capitaine ne dût se trouver prêt beaucoup plus tôt que ses adversaires, ressaisir la victoire, et dicter encore la paix, avant que la ligue du continent ne pût éclater contre lui. Mais la nuit même de son départ, un froid de 28 degrés vient combler tant de désastres.

Napoléon, accompagné du grand-écuyer Caulaincourt, de Duroc, du comte de Lobau, faisait la plus grande diligence. Il faillit être pris par un pulsk de Cosaques aux ordres du partisan Sesslaven, que la négligence du général Loison avait laissé entrer à Ochsmiana, petite ville où l'Empereur devait nécessairement passer. Son étoile le sauva. Arrivé à Wilna, avec le duc de Bassano, qu'il avait trouvé à Miedniki, l'état de ses magasins, qui renfermaient des munitions de toute espèce pour cent mille hommes pendant quarante jours, lui causa la plus vive satisfaction. L'Empereur se rendit de cette ville à Varsovie, de Varsovie à Dresde, où il courut le risque d'être arrêté par suite des menées des agents anglais, résidant à Vienne, et sous les yeux de ce vénérable roi de Saxe, dont l'honorable fidélité venait d'accueillir avec tant de loyauté et de confiance le bienfaiteur de sa maison, le prince à qui il devait sa couronne. Le 15, Napoléon expédie de Dresde des courriers à son armée, à son beau-père, au roi de Prusse, et prend la route de Leipsick et de Mayence; le 19, après quatorze jours du voyage le plus rapide et le plus secret, il embrassait, dans la nuit, sa femme et son fils aux Tuileries. Son absence fut appréciée par l'armée malheureuse, qui, tout en désespérant de son propre salut, ne désespérait ni de Napoléon, ni de la France.

Pendant qu'il ressaisissait les rênes de l'Empire, la rigueur de la saison semblait augmenter encore, chaque jour, dans la Lithuanie; et dès lors il n'est plus de termes qui expriment la souffrance et la profonde désorganisation du reste d'hommes qu'on pouvait appeler les ruines de la grande armée. Quel spectacle pour les soldats et les autres Français encore établis à Wilna, où ils attendaient, que celui des quarante mille hommes qui inondèrent subitement cette ville, effrayée de leur aspect, de leur dénuement, de leur misère, de leur avidité à se jeter sur les aliments si longtemps désirés! Il y eut là, comme à Smolensk, des désordres déplorables dans la distribution des vivres; les magasins, les hôpitaux, furent également envahis. Enfin, quelque régularité s'établit à la voix des chefs: tous ces malheureux soldats, encore en armes, et la foule qui les accompagnait, commençaient à jouir du bonheur de prendre leur nourriture en paix sans avoir à redouter les Cosaques, et de se reposer à l'abri d'un hiver affreux. Tout à coup paraît l'avant-garde de Kutusoff. Loison, de Wrède, re-





duits, l'un à deux mille hommes par les combats, l'autre à trois mille par le froid seul, retardent avec courage l'approche de l'ennemi. Si le roi de Naples, conservant son ancienne activité, eût donné des ordres, la garnison de la ville et la garde impériale pouvaient défendre Wilna pendant plusieurs jours, quoiqu'on n'y eût pas achevé les travaux tant de fois recommandés par l'Empereur. Murat ne fit rien qui fût digne d'un lieutenant de Napoléon. Ney, toujours le héros de la retraite depuis Smolensk, mais entouré d'une poignée de braves seulement, ne céda qu'en combattant sans cesse avec les Cosaques de Platoff, la ville et les magasins que nous n'avions aucun moyen d'évacuer. Une foule de Français, que rien n'avait pu arracher des asiles ouverts à leur détresse, succombèrent sous la barbarie des Cosaques, et des juifs plus cruels encore. Ces derniers jetaient par les fenêtres leurs hôtes infortunés pour qu'ils périssent de froid ou fussent égorgés! Au sortir de Wilna, le défilé de Ponary, qu'un simple officier d'état-major pouvait faire éviter, devenu presque impraticable à cause du verglas, vit de nouvelles pertes, de nouveaux désastres, mais aussi des traits de courage qui contiennent longtemps l'avant-garde russe. Dans cette extrémité, le maréchal Ney fit distribuer à la garde le trésor de l'Empereur. Ce dépôt, confié à l'honneur militaire, fut fidèlement rapporté à la caisse de l'armée, par chacun des dépositaires, à leur retour en France. A Kowno, les mêmes désordres, les mêmes revers et quel-



ques prodiges de valeur, encore plus admirables qu'à Wilna. Il n'existe plus au-

cune ombre de la grande armée, tout a disparu! Ney seul, avec ses aides-de-camp, entre dans la ville; elle contenait une garnison de trois cents Allemands, et quatre cents hommes aux ordres du général Marchand : il en prend le commandement. Les Russes attaquent par la porte de Wilna; Ney y court; ses pièces sont enclouées, ses artilleurs en fuite. Il appelle les Allemands; la mort de leur chef blessé, qui se brûle la cervelle, les met aussi en déroute. Il veut en vain les rallier; alors, ramassant leurs fusils, secondé de quelques officiers seulement, il ose affronter l'ennemi. Gérard accourt avec trente hommes, et fait avancer deux pièces d'artillerie légère; à l'aide de ce faible secours, Ney, redevenu grenadier, résiste aux Russes; et tandis que Marchand vole, accompagné de son bataillon de recrues polonaises, au pont de Kowno pour reprendre le passage dont l'ennemi s'est emparé, lui, à la tête d'une poignée de combattants, se maintient jusqu'à la nuit à la porte de Wilna, traverse Kowno et le Niémen, et atteint la rive amie. Marchand, de son côté, repoussé vers la route de Vilkowiky, inondée de Cosaques, se jette sur la droite dans les forêts prussiennes. Murat, parvenu à Gumbinen, dirige les restes des corps sur les différentes villes qui bordent la Vistule; mais le passage subit de l'atmosphère à une température plus douce, éprouvant tout à coup les soldats, causa la mort des hommes les plus robustes qui avaient soutenu les rigueurs d'un climat de fer.

Cependant une suspension d'armes venait d'être conclue secrètement, à Taurogen, entre le général russe Diebitch et le général prussien Yorck, placé sous les ordres de Macdonald. Ce dernier, abandonné furtivement dans Tilsitt, le 31 décembre, se voit réduit à neuf mille hommes, et hors d'état de continuer les succès qu'il avait jusqu'alors obtenus sur les Russes. Il poursuit sa retraite sur Kœnigsberg, Labiau et Tente, où il se trouve enfin aux prises avec Wittgenstein. Cette défection si inattendue, quoique tramée de loin, livrait aux ennemis la rive droite de la Vistule. Aussi le roi de Naples fut-il obligé de transporter son quartier-général de Kœnigsberg à Varsovie, et ensuite à Posen; il était maintenant impossible que l'armée attendît sur les bords du Niémen, et même sur ceux de la Vistule, les renforts qui lui arrivaient de l'intérieur. D'ailleurs, une autre perfidie se préparait : le prince de Schwartzemberg, qui, docile aux instructions de la cour de Vienne, modifiées par le ministre anglais, avait si mal servi Napoléon victorieux, ne devait pas rester fidèle à Napoléon trahi par la fortune. Les Russes, libres désormais de tous leurs mouvements, ne s'étaient point hâtés de profiter de leurs avantages; alors Murat, ranimé par leurs lenteurs et par la présence de Macdonald, dont la jonction avec Heudelet avait doublé les forces, parut vouloir reprendre l'offensive; mais le lendemain, malgré les ordres formels de Napoleon, il abandonna l'armée à elle-même le 16 janvier 1813.

L'armee ne pouvait rester sans chef, dès le 17, le vice-roi en avait pris le commandement. Ce prince, qui pendant toute la campagne avait montre au-

tant de sang-froid que d'héroïsme, déploya une habileté qui manquait à Murat : il arrêta le mouvement rétrograde, rétablit la discipline, réunit les troupes, et leur donna le temps de se reposer et de se refaire. Un armistice, conclu avec l'ennemi par Schwartzemberg, laissait le corps de Reynier exposé seul aux coups des Russes, et vint jeter de nouvelles difficultés dans notre position, qui commençait à s'améliorer ; elles s'augmentèrent par le départ du feld-maréchal pour la Gallicie, conformément aux instructions de sa cour. Pour comble de malheurs, la cavalerie saxonne avait été entraînée dans le mouvement des Autrichiens par la Bohême. Quoique dénué de toute cavalerie, Eugène n'en fit pas moins sa retraite avec ordre sur l'Elbe ; il passa un mois à Posen, où il réorganisa sa faible armée, et se mit en marche pour la Prusse : le 21 février, il occupait Berlin, après avoir brûlé les ponts de Crosen et de Francfort-sur-l'Oder.

Ainsi se termina l'expédition de Russie, qui a fourni à l'histoire de la guerre ses pages les plus funèbres. Il me reste à décrire des infortunes non moins funestes à la France, mais plus solennelles pour son héros ; car l'Europe n'est plus secrètement conjurée contre le distributeur d'une partie de ses trônes, contre le prince que l'héritier de l'antique maison d'Hapsbourg a choisi pour gendre. L'Europe tout entière est hautement déclarée contre le grand homme qui, en quinze années, a élevé sa patrie au-dessus de tous les états de l'univers. Mais quelle que soit l'immensité des périls qui vont assiéger Napoléon, il est plus facile de les dépeindre que de retracer l'imperturbable constance qu'il sut leur opposer jusqu'au dernier moment de sa vie, à jamais glorieuse pour la France.





CHAPITRE XXXVI.

1813

Nouveaux préparatifs de Napoléon. — Concordat de Fontainebleau — Affaire de Prusse — Marie-Louise, régente — Napoléon part pour Mayence



De retour aux Tuileries, Napoléon, après avoir consacré quelques heures aux tendres affections de sa famille, se montra à ses courtisans, à ses ministres, aux différents corps de l'état, avec le calme d'une âme ferme et au-dessus des coups de la fortune. Tous les cœurs étaient encore remplis de la funeste impression du bulletin de Malodeozeno (le 29e), aussi vrai, mais autrement terrible que ceux des batailles d'Eylau et d'Essling, dont Friedland et Wagram étaient venus effacer les fatals souvenirs. Napoléon lut cette impression sur tous les visages et ne chercha pas à l'affaiblir par ses discours ; il avoua sans ménagement la grandeur du désastre de l'armée française, et offrit l'exemple de la constance inébranlable qui surmonte une douleur profonde. Avant cette première audience, il avait déjà arrêté, avec son ministre de la guerre, les moyens de

recréer une armée et un matériel ; ensuite il appela ses autres ministres à un examen approfondi de l'état intérieur du pays. Parmi les sujets qu'il mit en discussion, aucun ne parut alors prendre autant d'empire sur son esprit que la conspiration du général Malet ; il en était encore stupéfait et indigné. Mais ce qui le blessa peut-être plus vivement que l'entreprise elle-même, ce fut la faiblesse du préfet de la Seine. Il ne pouvait concevoir, disait-il, *que le premier magistrat civil de la capitale se fût fait subitement et sans opposition l'agent d'une révolution, plutôt que d'aller se ranger près du fils et de la femme de son souverain, à qui il avait prêté serment.* Le lendemain, il répondit à la harangue du Sénat : « ... Des soldats timides et lâches perdent l'indépendance des nations, mais des « magistrats pusillanimes détruisent l'empire des lois, les droits du trône et l'or- « dre social lui-même. La plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt au « champ d'honneur, si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souve- « rain, le trône et les lois, n'était pas plus belle encore. » Après le Sénat, il reçut le conseil-d'état, et, toujours occupé de la conduite du préfet de la Seine, il termina sa réponse par ces mots remarquables : « ... Le conseil-d'état d'un « grand empire doit joindre à ces principes un courage à toute épreuve, et, à « l'exemple des présidents Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le « souverain, le trône et les lois. » Napoléon avait ordonné une enquête sur la conduite du préfet de la Seine. Ce magistrat fut condamné par ses pairs, les membres du conseil, et destitué par un décret. Si la probité, l'honneur et les bons services avaient pu obtenir le pardon d'une aussi grande faute, M. Frochot aurait échappé à sa juste punition ; mais la politique ordonnait un exemple. « La révolution n'est pas morte, dit l'Empereur à cette occasion ; ma dynastie « n'a pas pris racine parmi les membres de mon conseil. » Si Napoléon eût voulu étendre l'enquête au Sénat, une partie de ce corps, où la conjuration Malet avait des ramifications, se serait trouvée compromise. Malgré le chagrin cuisant qu'il ressentit de ces funestes découvertes, il garda le silence ; et, sans perdre de vue ses ennemis secrets, il leur fit sentir, par des paroles publiques dont eux seuls pouvaient bien comprendre le véritable sens, que leur conduite en son absence n'avait plus de mystère pour lui. Trop environné de difficultés de toute espèce, trop éclairé en politique pour éclater autrement, et pour montrer à l'Europe des symptômes de division autour de son trône, il remit à d'autres temps le soin de remédier au mal. Quoi qu'il en soit, la conspiration Malet réveilla dans le cœur de Napoléon toutes ses méfiances contre la révolution ; il voulut lui opposer d'autres barrières, et renforcer encore le dogme de l'hérédité par de nouveaux engagements. Sur la demande expresse du Sénat, toujours empressé de prévenir ou de consacrer la volonté de l'Empereur, le roi de Rome dut être couronné, ainsi que l'Impératrice ; un serment solennel unira la France à l'héritier du trône : trop faible garantie pour défendre contre l'Europe coalisée, un empire que Napoléon lui-même ne pourra sauver !

Une activité prodigieuse signala le retour de l'Empereur : la France y reconnut les créations miraculeuses de l'époque consulaire ; il sembla même que, retrempé par les revers, Napoléon déployât encore plus de ressources et d'énergie. Les conseils se multipliaient chaque jour, et il les présidait tous. Dans le militaire, dans l'administration, dans la politique, des dispositions civiles, des mouvements de troupes, des décrets, des sénatus-consultes, des traités même, tels que le Concordat de Fontainebleau, remplissaient la journée, sans le fatiguer jamais. La nuit, quand tous les membres de son gouvernement cédaient au besoin du repos, lui seul veillait encore et délibérait avec son génie sur le salut de la France. A peine dérobait-il à cette grande pensée quelques moments pour attacher ses regards paternels sur ce fils héritier de tant de gloire, et dépositaire de tant d'espérances.

Cependant des courriers apportaient de jour en jour à Napoléon des nouvelles du Nord. Du côté de l'Espagne, le vainqueur de Salamanque, après avoir triomphé dans Madrid, s'était laissé arrêter avec toute son armée par le général Dubreton, qui, pendant trente jours, défendit, à la tête de quinze cents hommes, le château de Burgos ; le roi Joseph avait repris l'offensive, occupé de nouveau la capitale, et forcé Wellington à rentrer en Portugal. Burgos, Valladolid, Madrid, le royaume de Valence, l'Aragon et la Catalogne, étaient entre nos mains; deux cent soixante-dix mille soldats gardaient encore notre conquête. Ils ne quitteront pas la Péninsule ; mais Napoléon tire du moins de leurs rangs cent cinquante cadres de bataillons, composés de vieux officiers et sous-officiers, pour instruire les jeunes conscrits de 1813, qu'il avait fait appeler au moment de s'enfoncer dans les plaines de Moskou. Cette nouvelle levée, les quatre-vingts cohortes de gardes nationales organisées avant son départ pour la Russie, quarante mille artilleurs de la marine qui peuvent entrer dans les cadres de l'armée de terre, les troupes tirées d'Italie, vont former une armée de trois cent mille hommes sur l'Elbe, sur le Rhin et sur le Mein ; une autre armée, de la même force, contiendra l'Espagne, tandis qu'Eugène, avec cinquante mille hommes, français et italiens, conservera l'Italie. Ces dispositions seules prouvent énergiquement que l'Espagne a porté un coup mortel à l'empire de Napoléon. En effet, si ses légions du Midi se réunissaient à celles du Nord, Napoléon, à la tête de six cent mille Français, ferait plus que de dicter la paix aux puissances coalisées contre lui.

En apprenant la défection de la Prusse et ses résultats, Napoléon vit que *ce qui suffisait hier ne suffisait plus aujourd'hui*, et demanda sans hésiter au Sénat, ou plutôt à la nation, cent mille hommes sur les cohortes, cent mille hommes sur les conscriptions des quatre dernières années, et cent cinquante mille hommes sur la conscription de 1814. Tout fut décrété par le Sénat. Les citoyens, les corps judiciaires, les compagnies, les villes, les campagnes, rivalisèrent de zèle dans une si grande circonstance ; l'amour de la patrie, le sentiment de l'hon-

neur national, le juste orgueil de vingt années de gloire, caractérisèrent la conduite des Français. Ils firent avec leur élan ordinaire de généreux sacrifices ; mais il y manqua le ferment de la liberté, qui les inspire, qui les renouvelle ; il manqua aussi le concours moral de la masse de la nation, qui naguère, soulevée tout entière par ses représentants, n'avait pas moins contribué que ses douze cent mille soldats au triomphe de la république. En effet, c'était la nation sous les armes que les rois avaient surtout désespéré de vaincre : c'est devant elle qu'ils s'étaient abaissés ; c'est à elle qu'ils avaient demandé la paix et son alliance. Peut-être Napoléon ne crut-il pas nécessaire de se servir de la force populaire ; peut-être même craignit-il l'emploi d'un si redoutable instrument ; cette faute, provenue d'une erreur de jugement, fut décisive contre lui ; car, en face de la plus redoutable des coalitions que l'Angleterre eût jamais formées sur le continent, il ne pouvait se sauver qu'avec la nation et par la nation.

Occupé des plus vastes préparatifs de guerre, Napoléon ne négligeait pas la puissante ressource des négociations ; mais nous n'étions plus au temps où, presque aussi redoutées avant le combat qu'après la victoire, nos armes retenaient nos alliés dans le devoir, ou ramenaient nos ennemis promptement punis de leur imprudente déloyauté. A la nouvelle de notre désastre, l'Autriche avait failli éclater contre Napoléon ; son retour aux Tuileries l'engagea à temporiser : elle envoya à Paris le comte de Bubna avec une mission toute pacifique en apparence, et très-hostile en réalité, sur laquelle l'opinion publique ne s'abusa pas un moment. Napoléon ne se laissa pas tromper par les prôtestations de l'envoyé de son beau-père ; mais il espérait qu'une grande victoire au centre de l'Allemagne retiendrait dans son alliance la maison d'Autriche. Cette puissance devint la médiatrice de la paix ; déjà déclarée au fond du cœur contre nous, elle ne tarda pas à profiter des événements pour dépouiller son rôle d'amie et d'alliée. Napoléon dut le prévoir en apprenant la défection des Prussiens ; et, de plus, la conduite du prince de Schwartzemberg, à l'époque où le contingent autrichien, fort de trente mille hommes, laissa l'armée russe du Danube entrer dans Minsk, avait pu dès lors le préparer au changement de politique de la cour de Vienne.

Entre les négociations qui appelaient toute l'attention de Napoléon, à l'instant où, près de recommencer la lutte avec ses ennemis, il devait chercher à éteindre tout germe de division intérieure en France, en Italie, il faut mettre au premier rang le Concordat de 1813. Le fond de tous les démêlés entre Napoléon et le souverain pontife n'était pas l'expédition des bulles en trois ou en six mois pour les évêques nouvellement nommés ; c'était la séparation à jamais du temporel et du spirituel dans la royauté pontificale. L'élévation extraordinaire de l'autorité religieuse du pape, sa prédomination sur les diverses communions de l'Europe, formaient la compensation de ce sacrifice : et le moyen de rendre

cette dernière combinaison conforme au plan que Napoléon avait conçu de recréer la vieille Europe, était l'établissement du Saint-Siége dans le palais métropolitain de la ville de Paris, qui fût ainsi devenue la capitale *du monde chrétien*.

Le projet de l'enlèvement de Pie VII à Savone, par les Anglais, avait déterminé sa translation à Fontainebleau ; S. S. y tenait, avec tous les honneurs de la majesté souveraine, sa cour, composée d'une foule de prélats italiens et français. Cette ville avait aussi vu renouer les négociations : elles reprirent dans le courant de janvier une force nouvelle, et semblaient toucher à une conclusion prochaine. Le 19 de ce mois, Napoléon quitta brusquement une partie de chasse à Grosbois, pour se diriger sur Fontainebleau ; son arrivée émut singulièrement le souverain pontife. Aux premières paroles, tout le passé fut mis en oubli, comme entre des personnes qui ont une affection mutuelle. Le lendemain, le pape rendit à Napoléon sa visite ; un seul entretien, rempli d'égards réciproques et de témoignages de bienveillance, ouvrit et fixa la négociation. Ne pouvant obtenir Rome, et ne voulant pas accepter la résidence de Paris, Pie VII opta pour celle d'Avignon ; à l'avenir il devait donner ses bulles aux nouveaux évêques, ou, à son défaut, le métropolitain, six mois après que leur nomination aurait été notifiée au Saint-Siége. Le 25 janvier, le pape lui-même, après quatre jours employés à la rédaction du Concordat, l'apporta avec une sorte de solennité dans le salon de l'Impératrice, où les deux cours étaient réunies, et le traité fut signé par les deux souverains et publié comme loi de l'état, le 15 février. Avant son départ de Fontainebleau, Napoléon combla de grâces et de distinctions les membres de la cour pontificale ; il alla même au-devant des désirs du pape, en rappelant de l'exil les quatorze cardinaux qui avaient refusé d'assister au mariage de Marie-Louise. Mais initiés, pendant leur dispersion, dans les secrets de la conspiration européenne, et fidèles à toutes les doctrines usurpatrices de la cour de Rome, le premier usage qu'ils firent de leur liberté fut de la tourner contre Napoléon, en assiégeant de terreur et de remords l'âme timorée du saint-père. Le 23 mars, au mépris des serments les plus solennels, ils obtinrent du vénérable vieillard, ou plutôt ils lui arrachèrent un véritable parjure. Ainsi, les intérêts temporels l'emportèrent sur l'intérêt de la religion, appelée par Napoléon à la conquête de l'Europe entière : et le plus vertueux des pontifes, qui, livré à ses seules inspirations, aurait donné tout son sang pour étendre l'empire de l'Évangile sur toute la terre, préféra la possession de Rome à l'espérance de l'universalité de la foi catholique. A la lecture du bref par lequel le pape lui exposait les motifs de sa rétractation, Napoléon, qui avait oublié avec tant de générosité toutes les trames du Saint-Siége pendant les guerres de la république en Italie et à l'époque de la campagne de Wagram, éprouva la plus juste comme la plus vive indignation. Aussi, le jour même de la réception de ce bref, le 25 mars, il y répondit par un décret qui substituait le métropolitain au souverain pontife, et prescrivait l'obéissance au Concordat dans toute l'Europe.

Cette grande négociation, échouée presque aussitôt que terminée, n'était pas d'un heureux augure pour la bonne foi des autres puissances. Effectivement, une conjuration nouvelle les liait déjà toutes contre Napoléon, et non-seulement elles se préparaient à violer vis-à-vis de lui tous les usages de la civilisation, mais elles avaient déjà enfreint les pactes les plus sacrés, en donnant, comme l'Autriche et la Prusse, l'exemple à peu près inconnu de la trahison et de la défection sous les armes, au milieu d'une guerre dont leur ambitieuse adulation avait réclamé le partage. En Prusse, il existait deux gouvernements différents : le premier, représenté par le roi, paraissait servir loyalement l'alliance armée contractée avec la France contre la Russie en mars 1812 ; le second, organe caché du *Tugendbund* prussien, était l'âme de la ligue germanique contre Napoléon.

Cependant, à son passage de Wilna à Paris, le duc de Bassano avait reçu à Berlin, du chancelier baron de Hardenberg et du roi lui-même, les protestations les plus vives sur la fidélité de la Prusse à l'alliance. Elles étaient journellement renouvelées au comte de Saint-Marsan, ministre de France. Indépendamment de ces assurances, l'annonce du remplacement du général Yorck, l'ordre de son arrestation et de sa mise en jugement, insérée dans la *Gazette de Berlin*, le désaveu de la conduite de cet officier et l'expression de l'indignation du roi, apportés aux Tuileries par le prince de Hatzfeld, le même à qui Napoléon avait fait grâce de la vie en 1807, semblaient devoir inspirer la confiance. Pour l'accroître encore, Frédéric avait chargé son envoyé extraordinaire de déclarer à l'Empereur qu'il était prêt à lever cinquante ou soixante mille hommes au service de la France, si on lui donnait de l'argent. Ce prince le pouvait d'autant plus facilement, qu'au lieu des quarante mille hommes auxquels l'avait réduit le traité de Tilsitt, il en comptait déjà quatre-vingt-quatre mille sous les armes, et trois semaines après il y en eut deux cent mille. Le prince de Hatzfeld fut encore chargé de laisser entrevoir au gouvernement français le désir d'une alliance de famille par le mariage d'une nièce de l'Empereur avec le prince royal de Prusse. Rien n'était négligé pour endormir la prudence de Napoléon. Notre ambassadeur, ainsi que le maréchal Augereau, qui commandait à Berlin le 2e corps, frappés également de la plus déplorable crédulité, écrivaient dans le même moment au prince de Neuchâtel, *que le roi et son ministre n'étaient pour rien dans la capitulation de ses généraux, qu'il fallait montrer au roi plus de confiance*... Mais tout à coup un événement imprévu annonça le changement de système du gouvernement prussien. Le 22 janvier, on apprit à Berlin que Frédéric venait de partir pour Breslau. On prétendait que ce monarque avait craint d'être enlevé dans sa capitale, tandis qu'à Breslau, ville ouverte, il aurait plus d'indépendance pour maintenir au moins sa neutralité. Le départ du roi pour Breslau fut l'ouvrage de son cabinet, que devait gêner à Berlin la présence du corps d'armée français qu'y commandait Augereau.

Le comte de Saint-Marsan, aussi peu clairvoyant que le maréchal, avait suivi Frédéric à Breslau, et l'alliance y subsista encore en apparence. Ce fut au nom de cette alliance et de la neutralité de la Silésie que parurent dans cette ville, les 3, 9 et 10 février, les édits royaux qui appelaient aux armes toute la population virile de la Prusse. Bientôt une ordonnance, émanée de Frédéric lui-même, proclama l'innocence du général Yorck, le confirma dans son commandement, en mettant sous ses ordres, comme une preuve de satisfaction et de confiance illimitée, les troupes du général Bulow, qui venait de livrer le Bas-Oder aux Russes. Enfin, le 15 mars, l'empereur Alexandre arriva à Breslau, et ses premières paroles au roi de Prusse furent celles-ci : « Je jure de ne déposer les « armes que quand l'Allemagne sera délivrée du joug des Français. » La défection de la Prusse n'était que le prélude d'une convention qui fut signée, le 19 mars, à Breslau, par le comte de Nesselrode et le baron de Hardenberg ; elle stipulait que tous les princes allemands seraient appelés à concourir sans délai à l'affranchissement de leur patrie, *faute de quoi ils seraient privés de leurs états*. Le vénérable roi de Saxe s'indigna de cette tyrannie, qui était une atteinte aux droits des couronnes. Dès le 23 février, ce prince, ne voulant pas trahir sa foi engagée à Napoléon, mais menacé de la perte de son trône par les proclamations d'un général russe, et craignant d'ailleurs de tomber, dans son propre palais, aux mains du partisan Brindel, était allé chercher un asile à Ratisbonne.

A la nouvelle de la défection de la Prusse, Napoléon avait eu raison de dire : « *J'aime mieux un ennemi déclaré qu'un ami toujours prêt à m'abandonner.* » Ceci pouvait s'appliquer aussi à l'Autriche. Cette puissance, qui, pendant que Napoléon était encore engagé dans les glaces de la Russie, avait pris une attitude menaçante, tenait un autre langage depuis son retour à Paris, et ne cessait de multiplier les protestations d'amitié. On disait à Paris au duc de Bassano, et à Vienne au comte Otto : « L'Autriche désire plus la paix pour elle et pour l'Eu- « rope que pour la France. Ce n'est pas l'empereur Napoléon qui en a le plus « besoin ; lui seul est intact, malgré ses pertes ; lui seul est en mesure de dicter la « paix : il dépend de lui de rester un an sur la Vistule. Jamais les Russes ne « franchiront cette barrière. » L'Autriche manifestait un esprit de conciliation désintéressé, et demandait en conséquence la confiance de Napoléon. Bientôt, comme si les choses eussent été d'accord entre le beau-père et le gendre, elle déclara sa négociation ouverte avec l'empereur Alexandre, et couvrit ainsi d'une bonne apparence les intrigues qu'elle formait contre nous.

Telle était l'attitude officielle de l'Autriche vis-à-vis de la France, lorsque l'arrivée du prince de Schwartzemberg à Paris fut annoncée pour la fin de février. En sa qualité d'ambassadeur et de commandant du contingent autrichien, il devait suivre la marche des négociations *et prendre les ordres de l'empereur Napoléon pour la campagne prochaine*. Dans l'attente où la cour de France était de l'arrivée du prince de Schwartzemberg, et dans la crainte que l'ambassadeur Otto

ne se fût laissé tromper, on fit aussitôt partir, pour lui succéder, le comte de Narbonne, aide-de-camp de l'Empereur pendant la campagne de Russie. Dès les premiers jours de son arrivée à Vienne, ce ministre découvrit, avec une sagacité merveilleuse, les secrets de la politique autrichienne et les engagements qui, peu de mois après, furent proclamés sous le nom de *quadruple alliance*. L'Autriche avait fait du chemin. M. de Metternich, dévoilé, prit alors avec M. de Narbonne le langage de médiateur armé ; il exigeait le sacrifice des départements anséatiques ; il déclarait que l'Autriche ne se battrait ni pour les Polonais, ni même pour conserver à Napoléon le titre de *protecteur de la Confédération du Rhin*.

L'Angleterre était satisfaite ; elle allait recueillir enfin les fruits de la rupture du traité d'Amiens, et sortir invulnérable des derniers champs de bataille où devaient être sacrifiés la France et Napoléon ; car, depuis cette époque, elle avait conçu l'idée d'étouffer le vainqueur sous le poids des trophées qu'il coûtait à l'Europe. En même temps elle achetait un million sterling de subsides, et, avec la promesse de la Guadeloupe et de la Norwége, la coopération de Bernadotte, qui devait commander trente mille Suédois, les vingt-cinq mille hommes du corps prussien de Bulow, et un corps russe. A ce prix, Bernadotte, enfant de la France, Bernadotte que notre gloire avait fait roi, devait porter les armes contre sa première patrie, contre le héros qui lui avait permis d'occuper un trône, et pardonné des conspirations tramées pour sa ruine.

Mais l'horizon politique s'obscurcissait chaque jour davantage. L'Autriche, d'un côté, découvrait par degré ses pensées et ses prétentions, et tout annonçait pour la France la nécessité de renouer l'alliance par des victoires ; d'un autre côté, la saison des combats venait de s'ouvrir, et les armées en marche entre le Rhin et l'Elbe donnaient à Napoléon le signal du départ. Le temps lui manqua pour remplir le vœu du Sénat, qui avait manifesté le désir de voir couronner le roi de Rome et l'Impératrice. Napoléon recula aussi devant le luxe intempestif qui aurait distrait une partie de son trésor, dévoué tout entier aux besoins de la guerre. Cependant pensant toujours à la conspiration Malet, et voulant laisser, pendant son absence, une garantie à l'empire, il décerna solennellement, le 30 mars, la régence à Marie-Louise, à la petite-fille de Marie-Thérèse.

Napoléon a congédié M. de Bubna : ce négociateur est parti pour Vienne avec des déclarations précises en échange de mensongères protestations ; car on a parlé à M. de Bubna de l'indépendance du royaume d'Italie, de celle de la Toscane, de celle des Etats Romains, de celle de la Hollande au-delà du Rhin, et enfin des villes anséatiques, si l'on veut faire la paix générale. Ainsi, la France impériale ne serait plus que la France de la république, telle que le premier Consul l'avait trouvée : ultimatum généreux, où le désintéressement de tant de gloire prouve éloquemment à quels sacrifices le héros de la France, prêt au

combat, pouvait descendre pour le salut et l'honneur de sa patrie! Napoléon a rendu M. de Bubna porteur d'une lettre qui ajoute une garantie à ses intentions pacifiques.

Enfin, le 13 avril, arriva le prince de Schwartzemberg; il avait mis seize jours à venir de Vienne à Paris. L'Empereur partait le 15 : il reçut l'ambassadeur le 14; mais comme il avait tout dit à l'empereur d'Autriche dans sa lettre et à M. de Bubna, le nouvel envoyé ne fut pour lui que le commandant du contingent autrichien, et il lui adressa ces paroles :

« Je pars. Probablement du 22 au 25 avril j'ordonnerai à votre lieutenant, le « général Frimont, de dénoncer l'armistice que vous avez fait. Je serai de ma « personne, dans les premiers jours de mai, sur la rive droite de l'Elbe avec « trois cent mille hommes. L'Autriche pourrait porter à cent cinquante mille « hommes votre armée de Cracovie, en même temps qu'elle rassemblerait trente « à quarante mille hommes en Bohême; et le jour que j'arriverais sur l'Elbe, « nous déboucherions tous à la fois contre les Russes. C'est ainsi que nous par- « viendrons à pacifier l'Europe. » Le prince de Schwartzemberg répondit « que « si les instructions du major-général étaient envoyées au général Frimont, il « ne doutait point qu'on n'y obéît aussitôt. » Cette réponse était celle que voulait Napoléon, pour faire croire à l'Europe, à la France surtout, que l'alliance ne courait point de dangers. Schwartzemberg paraissait trop tard, et c'était à dessein. Grâce aux lenteurs combinées de l'Autriche, Napoléon venait de rentrer lui-même sous le joug de la fortune militaire, et sa volonté restait enchaînée jusqu'après le combat. Le 15, à une heure du matin, Napoléon voyageait sur la route de Mayence, où il arriva le 16, à minuit.





CHAPITRE XXXVII.

1813.

Départ de Mayence. — Combat de Weissenfels. — Bataille de Lutzen. — Napoléon à Dresde. — Arrivée de M. de Bubna à Dresde. — Position des deux armées. — Départ de Dresde. — Bataille de Bautzen et de Wurschen.



Pendant les huit jours que Napoléon passa à Mayence, il parvint à organiser tous les corps de la nouvelle armée que la France venait d'improviser, et à compléter le système défensif de cette grande place d'armes sur la rive droite du Rhin. Il y reçut une lettre importante du roi de Saxe. Ce prince, à qui il avait offert un asile, l'informait que, dans l'intention de servir la médiation autrichienne, à laquelle l'intérêt de son alliance avec la France l'a fait accéder, il avait quitté Ratisbonne pour s'établir à Prague. Napoléon pénétra facilement le motif de la préférence accordée par le vieux monarque à une capitale de la maison d'Autriche ; et il jugea que le temps était arrivé de donner à la Saxe le spectacle d'une victoire française. Le 25, l'Empereur se trouvait à Erfurt, à Erfurt

ou, quatre ans auparavant, il était le roi des rois. Le même jour, son quartier-général est à Auerstaedt, théâtre d'une autre gloire. Le prince de la Moskowa marchait sur Naumbourg, le comte Bertrand sur Iéna, le duc de Reggio sur Saalfeld, le duc de Raguse se trouvait à Veissenzée, et le vice-roi s'avançait sur Hall et sur Mersebourg ; la garde impériale était à Weimar. En parcourant une route jalonnée par tant de souvenirs glorieux, Napoléon reçut les acclamations de la jeune armée, qu'il ne connaissait pas encore. Il s'arrêtait pour assister lui-même à la distribution des premières armes qu'elle eût portées ; et, passant lentement au travers de leurs longues colonnes, il parlait à ses nouveaux soldats et les encourageait. Bientôt tous l'eurent vu ; tous étaient certains de vaincre avec lui, et lui, de vaincre avec eux.

Le 29, Napoléon quitta Erfurt à la tête de quatre-vingt mille hommes ; le vice-roi manœuvrait avec quarante mille pour opérer sa jonction. Ainsi, dès le lendemain, nous allions déployer cent vingt mille combattants devant les alliés, qui croyaient encore n'avoir plus à détruire que les débris échappés de la Russie. L'Empereur avait ordonné la réunion du corps du maréchal Ney à Weissenfels. L'avant-garde, sous les ordres du général Souham, se trouva tout à coup en face de sept mille chevaux du général Landskoi, soutenus par douze pièces de canon. A défaut de cavalerie, nos conscrits armés de la veille se forment en carrés, protégés aussi par douze pièces d'artillerie, repoussent vigoureusement les charges multipliées des Russes, et ouvrent à Napoléon les portes de Weissenfels. A la suite de cette brillante affaire, l'ennemi évacua toute la rive gauche de la Saale. Le même jour, le mouvement général s'exécutait sur toute la ligne française. Le duc de Tarente emportait Mersebourg de vive force, et en chassait les Prussiens d'Yorck, qui avaient déserté ses rangs sur le Niémen. Le général Bertrand entrait à Bernbourg et se rendait maître du pont d'Iéna. Le duc de Raguse occupait Kosen, le duc de Reggio, Saalfield. La direction était sur Leipsick par Lutzen.

Le corps du prince de la Moskowa se remit en marche, et le 1er mai la division Souham, déjà aguerrie par le succès du 29, soutenue cette fois par la cavalerie du comte de Valmy, et suivie des divisions Girard et Marchand, força les défilés de Poserna, que défendaient quinze mille chevaux, une forte artillerie et une division d'infanterie sous les ordres du général en chef Wittgenstein. L'ennemi appela vainement deux nouvelles divisions de cavalerie et une batterie de vingt pièces. Une batterie de la garde impériale, dirigée par le général Drouot, fit reployer les Russes, et le corps du maréchal Ney continua son mouvement, le général Souham sur Lutzen, le général Girard sur Pégau. Mais ce succès coûta des larmes à Napoléon : au commencement de l'action, un coup de canon tua le duc d'Istrie, qu'il avait envoyé reconnaître l'ennemi ; il fut profondément affecté de la mort de ce vieux compagnon de ses exploits d'Italie et d'Égypte. Réduit, faute de cavalerie, à ne point poursuivre l'armée ennemie, et par

conséquent à ignorer sa direction, Napoléon marchait en quelque sorte à l'aventure, et dans la nuit il occupa avec la vieille et la jeune garde la petite ville de Lutzen, célèbre depuis deux siècles par la victoire et la mort de Gustave-Adolphe. La jeune garde bivouaqua non loin de la ville, sur la route de Leipsick, autour du monument élevé à la mémoire du vainqueur des Impériaux. Ce fut là que le vice-roi revit l'Empereur. Ce rendez-vous auprès de la tombe d'un grand homme de guerre était éloquent : les adieux de Napoléon et d'Eugène dataient de Smorgony. Napoléon coucha à Lutzen au milieu de ce qui restait de sa vieille garde de Moskou.

La gauche de l'armée française s'appuyait à l'Elster et à l'armée du vice-roi, dont le quartier-général était à Mersebourg. Le centre obéissait au prince de la Moskowa, qui s'était établi dans les villages de Kaya, de Gros-Gœrschen. La droite était sous les ordres du duc de Raguse, aux défilés de Poserna. L'avant-garde du prince de la Moskowa était à Gros-Gœrschen, sur le chemin de Lutzen à Pégau, par où l'ennemi avait débouché à l'insu de l'armée impériale. Le maréchal ne se doutait pas que les alliés fussent aussi près de lui.

Dans la même nuit, l'ennemi, bien instruit de la marche confiante des Français, avait fait ses dispositions. Le comte de Wittgenstein avait ordonné le mouvement des deux armées russe et prussienne sur la rive gauche de l'Elster. Elles formaient ensemble une masse de cent cinq mille combattants, soixante mille Russes et quarante-cinq mille Prussiens, et d'un cinquième plus forte que l'armée française. Elles franchirent l'Elster à Pégau et à Zeitz. Le général Yorck conduisait l'aile droite, le général Blücher le centre, et le comte de Wittgenstein, successeur du vieux Kutusoff-Smolenski, mort à Buntzlau, en Lusace, s'était réservé le commandement de l'aile gauche, avec l'intention d'attaquer la droite de Napoléon dans sa marche sur Leipsick, et de le renfermer entre l'Elster, la Saale et la Luppe. A onze heures du matin, l'armée alliée était en bataille. Elle avait couché à trois lieues de la nôtre.

Napoléon, cependant, n'avait d'autre but que de livrer la grande bataille qui devait lui ouvrir les portes de Dresde et le rapprocher de la Bohême, en transportant en Silésie le théâtre de la guerre. Le général Lauriston exécutait l'ordre du vice-roi de se porter sur Leipsick, et de s'y établir. Le vice-roi était en marche, et le maréchal Macdonald le suivait avec le 11e corps. L'Empereur quitta Lutzen à neuf heures, accompagné du maréchal Ney qui était venu recevoir ses ordres. Au moment où l'Empereur, qui avait mis pied à terre pour consulter ses cartes, fixait son attention sur ce point, une épouvantable canonnade se fit entendre du côté de la position où les troupes du prince de la Moskowa avaient passé la nuit. Bientôt des aides-de-camp accourent pour apprendre à Napoleon que toute l'armée alliée nous attaque. Aussitôt, changeant ses dispositions, il accepta le champ de bataille de l'ennemi ; il chargea le vice-roi de diriger sur le feu le duc de Tarente. *Il faut trois heures pour ce mouvement ; le sort de la*

bataille en depend. Il prescrivit au duc de Raguse de tenir la droite et de marcher à travers champs à l'ennemi ; le général Bertrand, plus en arrière, devait le seconder. Bientôt toutes les troupes en colonnes sur la route de Leipsick, entre Markandstedt et Lutzen, s'arrêtent, se forment en ligne, et, par une rapide conversion à droite, s'élancent dans la plaine au secours du maréchal Ney. La vieille garde avait déjà rétrogradé de sa marche sur Leipsick, et le duc de Trévise, à la tête de la jeune, s'avançait pour soutenir le maréchal. Celui-ci reçoit l'ordre rigoureux de résister seul à l'armée ennemie pendant les trois heures nécessaires à l'accomplissement du mouvement général. Drouot est déjà sur le champ de bataille ; il précède Napoléon, qui se porte vivement au feu. Toute l'artillerie de la garde et de la ligne se tient prête à marcher. « *C'est une bataille d'Égypte*, dit-il, *nous n'avons pas de cavalerie; mais une infanterie française avec de l'artillerie doit se suffire.* »

Les Russes avaient déclaré à Dresde *que leur guerre était finie;* ce qui voulait dire que c'était aux Prussiens à prendre le fardeau de leur nouvelle alliance. Averti par ces paroles de ce qu'on attendait de lui, Blücher, en première ligne, avait commencé l'attaque sur les villages qu'occupait le prince de la Moskowa, et qui allaient devenir le centre de l'action. Une résistance inattendue l'avait forcé de déployer toutes ses forces, et d'appeler le corps du général Yorck ; enfin Wittgenstein dut faire marcher sa réserve. Vainement l'ennemi chercha, suivant son premier projet, à déborder à la fois la gauche de l'armée française et la droite, où le duc de Raguse venait d'entrer en ligne, et à gagner la route de Weissenfels : il fut arrêté dans le village de Starsiedel par la division de marine du général Compans. Ces intrépides marins virent échouer contre leurs carrés sept charges successives de vingt-cinq mille hommes de cavalerie. Cependant le grand effort de l'ennemi a lieu sur le centre : quatre des cinq divisions du maréchal Ney soutiennent à elles seules tout le choc des Prussiens : ils ont enlevé le village de Kaya après un combat des plus acharnés. Nos conscrits en desordre, mais non en fuite, cherchaient à se rallier dans la plaine ; l'Empereur arrive : sa présence les ranime, et il ordonne au comte de Lobau de conduire la division Richard du 3e corps a l'attaque de Kaya, sous la protection de la garde, que l'Empereur a ordonné de disposer en échelons entre ce village et Lutzen. La position est reprise sous les yeux de Napoléon, qui, faisant relever les troupes fatiguées, pressant l'arrivée des renforts, reformant lui-même nos rangs ebranlés, conservant toujours au besoin des lignes intactes, prévoit, commande, répare et conduit tout au sein de la plus affreuse mêlée.

Cette lutte sanglante durait depuis plus de deux heures, lorsqu'on commença enfin à apercevoir la poussière et les premiers feux du général Bertrand, qui entrait en ligne à la droite du duc de Raguse. Dans le même moment, sur la gauche, le prince vice-roi opérait la plus importante diversion, et le duc de Tarente, attaquant les réserves de Wittgenstein, menaçait sa droite. Ce double mouve-





Bataille de Lutzen

ment inattendu, qui mettait soudainement en sa présence des troupes que l'ennemi croyait avoir coupées du champ de bataille, ne lui laissa plus entrevoir de salut que dans une charge désespérée sur le centre de l'armée française, et pour la seconde fois il emporta le village de Kaya. Notre centre fléchit un moment, mais cette valeureuse jeunesse, se ralliant tout à coup à la voix de Napoléon, s'ébranle de nouveau en criant : *Vive l'Empereur!* Napoléon voyait tomber à ses côtés une foule d'officiers et de soldats. Jamais il ne s'exposa plus volontairement et davantage ; il sentait la nécessité de gagner cette première bataille, soit pour étonner encore l'Europe, soit pour rassurer la France. A l'instant, le comte de Lobau reçut l'ordre de se porter, avec seize bataillons de la jeune garde, sur Kaya, *de donner tête baissée, et de faire main basse sur tout ce qui s'y trouverait*. en même temps quatre-vingts pièces de l'artillerie de la garde partirent au galop, et, couvrant le plateau qui dominait le village, protégèrent par un feu terrible l'intervalle du front qu'allaient occuper les corps de Raguse et de Bertrand. Mais les seize bataillons du comte de Lobau, dont le premier choc avait forcé les Prussiens, ne purent résister à de nouvelles troupes et à toute la garde prussienne ; ils durent évacuer le village, où l'ennemi rentrait pour la troisième fois. Les Français s'arrêtèrent à cinquante pas ; et, s'étant reformés froidement à la voix du duc de Trévise et du comte de Lobau, ils se précipitèrent avec une intrépidité sans égale dans Kaya, où ils combattirent corps à corps à l'arme blanche contre les vieux soldats des réserves prussiennes. Derrière eux sont les bataillons sacrés, la vieille garde, que commande Roguet. Il faut vaincre devant de pareils témoins. Dans le même instant, la détonation de soixante pièces de canon sur la gauche annonce l'attaque de Macdonald. Le vice-roi a culbuté la droite des alliés ; leur gauche a été renversée par les divisions Bonnet, Morand et Compans. La bataille est gagnée sur tous les points. Les alliés sont rejetés sur leurs positions du matin. Vingt-cinq mille morts couvrent le champ de bataille, qu'éclaire, toute la nuit, l'incendie de quatre villages ; c'est à la lueur de ces flammes dévorantes que Napoléon fait expédier les nouvelles de sa victoire. Les souverains confédérés furent défaits à Lutzen avec deux armées de vieux soldats, vingt-cinq mille hommes de la première cavalerie de l'Europe, et une immense artillerie, par des divisions de conscrits armés de la veille. Avec ses cinq divisions et quelques centaines de chevaux badois et hessois, le maréchal Ney avait résisté pendant trois heures à tous les efforts des armées combinées. De son côté, le vice-roi avait puissamment contribué à la victoire, soit en culbutant l'aile droite d'Yorck, soit en coupant à l'ennemi toute retraite sur Zwenckau. Le défaut de cavalerie empêcha de poursuivre les vaincus ; et comme une grande partie de celle de l'ennemi était intacte, l'Empereur ordonna à l'armée de se former et de passer la nuit en carrés par divisions. Il fit plus, il voulut visiter les avant-postes pour s'assurer de la manière dont l'armée se gardait. Grâce à cette prévoyance, la jeune garde, surprise, sur les neuf heures du soir

par une irruption subite de la cavalerie des alliés, la repoussa, et lui fit éprouver une perte considérable : toutefois, on ne prit que les blessés qui ne purent suivre la retraite de leur armée.



Napoléon n'attachait qu'une grande influence morale et politique à cette victoire sans prisonniers et sans poursuite ; mais elle était d'autant plus honorable, qu'ayant été assailli en marche par toute une armée animée de l'espoir de détruire la sienne, en la coupant de son aile gauche et des corps échelonnés derrière elle depuis Mayence, il n'avait pu engager que le tiers de ses forces, et enfin qu'il avait triomphé avec des jeunes gens qui maniaient des armes pour la première fois. Cependant, malgré le sentiment de supériorité qui résultait pour lui de cette vérité, Napoléon, toujours préoccupé du désir de terminer la guerre, conçut en même temps, au lieu de s'endormir sur l'incroyable succès de Lutzen, la pensée d'une démarche que peu de jours après il fit faire à Dresde auprès de l'empereur Alexandre. Napoléon était toujours disposé à la paix après le triomphe ; mais c'était la première fois qu'il appelait la paix au secours de la victoire.

Le comte de Wittgenstein avait résolu de gagner les bords de l'Elbe, où il voulait attendre la seconde armée russe que le général Barclai de Tolly amenait de Pologne. Les Prussiens se retirèrent par Borna et Colditz sur Meissen. Le

prince vice-roi, qui précédait l'Empereur, la garde et les corps de Macdonald et de Marmont, marcha sur Borna. Les Russes opérèrent leur retraite vers Dresde, ayant à leur tête les deux souverains alliés. Le général Bertrand les suivit par Chemnitz et Freyberg. Le général Lauriston poussait devant lui, sur la route de Leipsick à Dresde, les Prussiens de Kleist, que le jour de la bataille il avait chassés de Leipsick. Le maréchal Ney avait sa direction vers l'extrême gauche, sur Wittemberg et Torgau : c'est la route de Berlin. Le maréchal Victor et le général Sébastiani devaient se réunir au maréchal Ney, dont les forces seraient complétées à trente mille hommes; les opérations de cette armée allaient se combiner avec celles du maréchal Davoust, qui, averti le 7 du mouvement sur Berlin, était chargé de s'emparer de Hambourg à tout prix. Ainsi, Napoléon s'avançait sur Dresde et menaçait Berlin. Sa pensée dominante, depuis la victoire de Lutzen, était de porter le théâtre de la guerre sur la Vistule

Après plusieurs avantages que le vice-roi remporta sur le général Miloradowitch, qui, à la tête de vingt-cinq mille hommes de troupes fraîches, couvrait la retraite des Russes, le général Bertrand eut l'ordre d'entrer à Dresde. Les souverains alliés s'y étaient fait précéder par le bruit d'un succès complet, dont les habitants partagèrent l'ivresse; mais l'arrivée successive des nombreux convois de blessés russes et prussiens commença à dissiper l'illusion, que le retour d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, et plus encore l'incendie de tous les ponts de la ville à l'approche de notre avant-garde, ne tardèrent pas à détruire entièrement. Tout à coup le général Grundler prend possession de la ville vieille. Arrivé à Dresde, Napoléon fit de sévères reproches à la députation nombreuse qui l'attendait aux portes de la ville, et pardonna aux habitants, en faveur de leur monarque. De justes griefs cependant s'élevaient contre ce prince, retiré à Prague par les conseils et sous l'influence de l'Autriche, avec laquelle, à la vérité, il n'avait encore contracté que des engagements conditionnels, résultant en partie soit de ceux qui, par l'armistice de Varsovie, avaient entraîné le départ de la cavalerie saxonne et des troupes du grand-duché, soit de l'assurance que le cabinet de Vienne lui avait donnée de la partialité qu'il conservait pour la France et ses alliés; mais la fermeté du langage de Napoléon, suffisamment éclairé sur la conduite de l'Autriche, et la droiture si honorable du souverain de la Saxe, ramenèrent bientôt les choses à leur état naturel. Une députation courut à Prague supplier le roi de revenir à Dresde.

Le 12 mai, Frédéric-Auguste rentra dans sa capitale. L'Empereur alla au-devant du roi de Saxe à trois quarts de lieue de Dresde. Il reçut ce monarque au milieu de la garde impériale, qu'il avait retenue pour imprimer plus de solennité à un retour si important dans ces circonstances. Frédéric-Auguste, réuni aux alliés, aurait pu entraîner la défection de l'Allemagne, tourner contre nous son peuple et son armée; rattaché à notre cause, il maintenait par son exemple toute la Confédération, et nous donnait encore des forteresses, des positions et

des auxiliaires. Napoleon voyait en outre dans ce retour la preuve que le cabinet autrichien n'avait pas pris jusqu'alors de parti decisif, puisqu'il laissait sortir de Prague le roi de Saxe, pour venir se mettre à Dresde entre nos mains : ainsi donc, malgre son attitude menaçante de mediateur arme, ce cabinet se condamnait encore à un système de reserve. Pour fortifier davantage cette disposition d'un ennemi caché, Napoleon se hâta d'envoyer en Italie le prince vice-roi, qui avait fait prendre une si haute idée de lui aux coalises, dans l'expédition de Moskou et dans les deux retraites de cette campagne. Le motif de ces résolutions de l'Empereur etait la nécessité bien sentie d'appuyer par des démonstrations vigoureuses soit le déploiement des grands moyens qu'il avait preparés depuis les remparts de Hambourg jusqu'aux rives du Pô, soit ses négociations avec la maison d'Autriche, de plus en plus chancelante dans sa fidélité à notre alliance.

En effet, il était résulté des confidences du roi de Saxe à Napoléon, et des lettres saisies à Dresde, une nouvelle certitude de la secrète union qui liait etroitement l'Autriche à la ligue du Nord contre la France. On ne manquait pas de preuves des sentiments plus qu'équivoques, pour ne pas dire hostiles, du cabinet de Vienne; mais, la victoire imprévue de Lutzen était venue modifier pour le moment la politique autrichienne. Rassuré, disait-on à Vienne, par le succès que l'on se plaisait à regarder comme un gage de paix, on s'était hâté de dépêcher M. de Bubna à Dresde et M. de Stadion auprès des allies. Dans la lettre dont M. de Bubna est porteur, l'empereur d'Autriche écrivait à son gendre : « Le médiateur est l'ami de Votre Majesté... Il s'agit d'asseoir sur « des bases inébranlables la dynastie que vous avez fondée et dont l'existence « s'est confondue avec la mienne. » Malgré ces belles protestations, l'Autriche ne craignait pas de révéler ses prétentions sur l'Illyrie et sur la Pologne, et même sur la Bavière. Napoléon vainqueur ne pouvait accepter des conditions que plusieurs défaites auraient à peine motivées ; et, en même temps pressé par les événements, il adherait à la proposition du congrès, où devaient être appelés les plénipotentiaires de toutes les puissances, même *ceux des insurgés espagnols*. « Mais, ajoute-t-il à son beau-père, comme tous les Français géné« reux, je préférerais mourir les armes à la main, à me soumettre, si l'on veut « me dicter des conditions. » Après avoir congédié M. de Bubna, Napoléon partit pour son avant-garde. Toutefois, dans la route, ne voulant pas laisser planer sur sa tête le reproche d'avoir fait couler de nouveau le sang humain avant d'avoir employé tous les moyens de conjurer ce malheur, et, de plus, désirant ardemment échapper à l'odieuse médiation de l'Autriche, l'Empereur prescrivit au prince major-général d'envoyer demander aux avant-postes si on consentait à recevoir le duc de Vicence pour traiter d'un armistice. Depuis Campo-Formio sa constante habitude avait été d'offrir la paix après la victoire. Ne pouvant douter que l'empereur Alexandre ne s'empressât de saisir l'occasion de se

venger de la diversion des Autrichiens pendant la campagne de Russie, il avait senti que le moment présent était le seul qui permît de s'adresser directement à ce prince. L'admission de son plénipotentiaire au camp russe était donc pour Napoléon l'unique moyen d'échapper à la médiation armée de l'Autriche, et à une rupture avec cette puissance. Mais Napoléon voulait obtenir deux choses bien difficiles : dénouer la ligue du Nord et garder ses alliés. Il prévoyait le fatal isolement où le précipiterait tout à coup le système de défection dont le cabinet de Vienne tenait tous les éléments, aussitôt que l'Autriche se trouverait assez forte pour parler militairement aussi haut que la Russie et la Prusse. Ces considérations pressantes justifiaient assez l'impatience que Napoléon montra toute cette journée, soit à Dresde, soit le lendemain à son quartier-général de Harta, où il attendit vainement la réponse à son parlementaire. Le silence de l'empereur Alexandre lui prouvait suffisamment l'influence du comte de Stadion, dont l'envoi était déjà une hostilité personnelle, et il mesura toute l'étendue des périls de sa position.

Les huit jours que Napoléon passa à Dresde furent employés à la confection des travaux relatifs à la défense de cette ville, à la réunion des corps en marche et à l'incorporation des nouvelles levées. Il reçut à Dresde dix mille hommes de cavalerie, huit mille hommes de la garde et la cavalerie que le roi de Saxe avait ramenée de Prague. Notre armée se trouva portée à cent cinquante mille hommes : celle des alliés, accrue des corps de Kleist et de Barclai, en comptait



cent soixante mille. « Si nous étions d'un mois plus vieux, disait-il à Harta, je « ne demanderais jamais une plus belle occasion de finir les affaires du monde « les armes à la main ; car j'aurais de la cavalerie. Si j'en avais, je ne leur pro- « poserais pas d'armistice ; ils sont loin de s'attendre à ce qui va leur tomber

« sur le corps. » Napoléon voulait parler de la marche rétrograde prescrite au maréchal Ney, de Luckau sur Bautzen.

Notre armée cependant, dont la poursuite avait été retardée quatre jours par la destruction des ponts de Dresde, continuait son mouvement, et se portait au-devant de l'armée ennemie ralliée tout autour de Bautzen, où le duc de Tarente n'avait pu pénétrer. Parti de Harta le 19 mai dans la matinée, Napoléon s'était arrêté au village de Bischoffwerda, brûlé par les alliés ; il fit distribuer des secours aux incendiés. Il se rendit ensuite aux avant-postes, d'où il ne revint que fort tard à son quartier-général de Kleinfortsgen. Il reconnut, des hauteurs qui dominent la Sprée, les deux positions des ennemis, dont la gauche s'appuyait sur Bautzen, petite ville qu'ils ont crénelée ; elle soutenait leur centre. Leur droite s'est formée entre Pliskowitz et Kreckwitz, sur des mamelons fortifiés, qui, en 1758, servirent de refuge à Frédéric le Grand battu par le maréchal Daun. Une forte arrière-garde occupe le couvent de Marienstern. Le front des coalisés, protégé par la Sprée, s'étend sur une lieue et demie de terrain. A trois mille toises en arrière, au village d'Hockirch, s'ouvre l'enceinte d'un vaste camp retranché, présentant, autour des trois villages, une masse de défense que les travaux liés entre eux par des ravins et des marécages rendent formidable.

Dans la soirée du 19, l'Empereur apprend qu'on a refusé verbalement de recevoir le duc de Vicence. Il ne reste donc plus qu'à combattre. Napoléon prend ses dispositions définitives pour la journée du lendemain, et avec d'autant plus de confiance, que la canonnade qu'il a entendue sur la gauche, du côté de Weissig, lui annonce que ses ordres sont exécutés. Le 20 mai, à huit heures du matin, il se place sur une hauteur, en arrière de Bautzen, et ordonne aux quatre corps d'armée de franchir la Sprée par différentes directions. Le duc de Reggio, qui commande la droite, marchera sur les hauteurs de Doberschau, où s'appuie la gauche de l'ennemi; il passera la Sprée à Grabschutz; le duc de Tarente, chargé de l'attaque de Bautzen, passera la rivière sur le pont de pierre ; le duc de Raguse jettera un pont de chevalets près de Seydau, et fera son mouvement au-dessous de la ville, malgré le feu des Prussiens. En seconde ligne s'avancent les réserves de la garde, le duc de Trévise à leur tête ; à notre gauche, le général Bertrand menace l'aile droite des alliés, que conduit le maréchal Blücher ; il exécutera son passage à Niedergurick ou à Ninschutz, position qu'il a ordre d'enlever. Le duc de Dalmatie dirige et accorde toutes ces opérations sous les yeux de Napoléon, tandis que le prince de la Moskowa, avec les généraux Reynier et Lauriston, doit forcer le passage de la Spree à Klix, occupée par Barclai, et se porter d'abord vers Wurschen, le grand quartier-general des alliés. A midi, les Français sont de l'autre côté de la Spree. Le général russe Miloradowitch est chassé de Priswitz par le duc de Tarente ; Bautzen est enlevée, à l'escalade, par les marins du général Compans. Le duc de Reggio a culbuté Gortschakow, et gagne les montagnes ; la cavalerie ennemie est canonnée jusqu'au défilé de

Niedguritz, dont Bertrand s'est emparé après avoir emporté la position de Ninschutz. Cependant le général Kleist, pressé par le duc de Raguse, entretenait un feu terrible le long de la Sprée, sur les hauteurs de Nieder-Kayna, où il avait pour lui tout l'avantage du terrain. La nécessité de conserver ce point central décide le maréchal Blücher à envoyer au général Kleist un renfort de trois mille hommes d'infanterie, et à garnir les défilés de Niedguritz d'une infanterie et d'une artillerie nombreuses, afin d'empêcher les Français de déboucher. Le général Kleist se maintient jusqu'à la nuit entre le corps du prince de la Moskowa et le gros de l'armée française : mais, pris en flanc à sa gauche par la division Bonnet, le général prussien opéra sa retraite, et abandonna la position de Nieder-Kayna. A sept heures du soir, l'ennemi était rejeté sur sa seconde ligne, et l'armée française, maîtresse des hauteurs qu'avait occupées l'armée combinée, venait de rendre inutile une partie des travaux élevés par les ennemis. Blücher seul s'était maintenu à Kreckwitz. Au même moment, le maréchal Ney arrivait devant Klix avec le 3ᵉ et le 5ᵉ corps. Ce point du passage de la Sprée est le seul, avec celui de Kreckwitz, qui reste à reconquérir pour la journée du lendemain.

Non moins prévoyant qu'à Lutzen, Napoleon fit bivouaquer en carrés les troupes des ducs de Reggio, de Tarente, de Raguse et de Dalmatie, la garde impériale et la cavalerie du général Latour-Maubourg, et leur accorda quelque repos qu'il ne partagea pas : toute la nuit se passa à donner des ordres. La veille, Napoléon avait parcouru la position ; il la reconnut encore avec soin, et résolut définitivement de frapper le coup décisif sur la droite des ennemis : c'était l'opération destinée au prince de la Moskowa. Mais ce mouvement ne pouvant être exécuté avant midi, Napoléon fit annoncer sur toute la ligne que l'attaque générale aurait lieu à une heure. En attendant, les ducs de Reggio et de Tarente reçurent l'ordre d'entretenir l'action contre le corps de Miloradowitch, formant l'aile gauche. Cette disposition de l'Empereur avait pour but de masquer sa véritable attaque. D'un autre côté, le prince de la Moskowa se disposait à forcer le passage à Klix, pour manœuvrer derrière l'ennemi par Glein et Wurschen, en raison de l'ordre du matin, tandis que Napoléon se réservait de tenir en échec le centre et la gauche des alliés, où commandaient Blücher et Miloradowitch.

Alexandre prit le change sur le dessein de Napoléon. Il crut que les Français avaient le projet d'opérer à sa gauche pour lui fermer la retraite sur Lobau : Napoléon, au contraire, voulait faire tourner sa droite par le maréchal Ney. Tout favorise cette erreur. Dès cinq heures du matin, le duc de Reggio, à notre extrême droite, attaque vivement les positions de Miloradowitch, en avant du camp d'Hochkirch. Aussitôt le général russe précipite toutes ses troupes sur le 12ᵉ corps, avec une telle impétuosité, que le duc de Reggio est rejeté au-delà de Bidowitz, en arrière de son point de départ. Le duc

de Tarente, craignant que la division Gérard, qui lie les 11[e] et 12[e] corps ne soit compromise par la retraite du 12[e], lui envoie l'ordre de se retirer. Mais Gérard a vu le péril de notre droite ; il demande, au contraire, une brigade de plus au duc de Tarente, et tente avec tant d'audace et d'habileté une attaque commencée sous ses yeux par le brave colonel Labédoyère, commandant le 112[e] régiment, que, deux heures après, la division Gérard avait repris les positions du 12[e] corps. Pendant que ce succès important rétablissait l'offensive contre la gauche de l'armée alliée, et l'empêchait de se dégarnir pour aller au secours de sa droite, le prince de la Moskowa forçait les Russes de Barclai de Tolly au village de Klix, passait la Sprée, chassait l'ennemi de Molschwitz, tandis que Lauriston le renversait des hauteurs de Gottameld, et, poursuivant Barclai à Glein, lui enlevait encore cette quatrième position. Ce fut sur le mamelon de Glein que le maréchal reçut, à dix heures, un billet au crayon, par lequel l'Empereur lui prescrivait de se porter, à onze heures, sur Preititz. Dans l'intervalle, il ordonna à Souham d'entrer à Preititz : il était trop tard. Barclai avait rétrogradé en bon ordre sur Baruth et Rachel. Kleist était arrivé à son secours. Souham se trouva entre deux feux ; sa division se débanda et perdit beaucoup de monde. Enfin Reynier parut vers une heure à Klix, avec le 7[e] corps, et dans le même moment Lauriston, avec le 5[e], marchait de Gottameld sur Baruth. Alors le maréchal força Preititz avec trois divisions ; mais, tout à coup pris en flanc par l'artillerie que Blücher faisait descendre de Klein-Bautzen, égaré par l'erreur du combat, Ney, au lieu d'avancer à gauche, gravit sur la droite les hauteurs qui dominent Klein-Bautzen. Ainsi fut manquée cette grande manœuvre, qui devait couper la retraite aux alliés.

Cependant Napoléon, s'apercevant que le prince de la Moskowa faisait peu de progrès, combina, pour y suppléer, de nouveaux efforts sur le centre de Blücher. Il était une heure. La garde et la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, pouvaient se porter sur la gauche et sur la droite, selon les vicissitudes de la journée. Le maréchal Soult, à la tête du 4[e] corps, attaqua vivement les Prussiens de Ziethen, et leur enleva Doberschütz et Plisskowitz. Placé tout à coup entre le mouvement du prince de la Moskowa et celui du duc de Dalmatie, le comte de Wittgenstein vit bien que, pour avoir raison du maréchal Ney, il n'avait d'autre ressource que d'arrêter le maréchal Soult. Mais, de son côté, Napoléon sentit que le moment de gagner la bataille était arrivé, et il se mit à la tête de la garde. La cavalerie du général Latour-Maubourg et une réserve d'artillerie marchaient sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi, devant le centre de l'armée russe ; enfin le mamelon de Kreckwitz, dont les alliés faisaient leur point d'appui, et où le maréchal Blücher croyait pouvoir braver tous nos efforts, fut emporté par la division Morand et par la division wurtembergeoise, malgré la résistance des gardes prussiennes que Blücher rappela de Preititz. Le général Devaux établit sur ses hauteurs une batterie de la

garde. Les généraux d'artillerie Dulauloy et Drouot se portèrent en avant avec soixante pièces de réserve, tandis que la jeune garde, aux ordres du duc de Trévise, si aguerrie par le combat terrible de Kaya, se précipitait sur Litten et en chassait Yorck. Débordé sur sa gauche, attaqué de front, pris à revers par les trois maréchaux, Blücher s'était retiré sur Burschwitz. Le général en chef Wittgenstein ayant été obligé de dégarnir sa droite, afin de parer à la nouvelle attaque que dirigeait l'Empereur en personne, le prince de la Moskowa avait profité de ce mouvement pour marcher en avant. Il avait repris Preititz : maître du village de Prussig, il avait débordé les alliés, et s'avançait sur Wurschen. Le comte de Wittgenstein, voyant sa droite tournée, ordonna la retraite. Le général Barclai de Tolly se retira par Grœdlitz sur Weissemberg, ainsi que l'aile droite, toute composée de Prussiens, et l'aile gauche, ou l'armée russe, sur Hochkirch et Lobau. Trente mille hommes payèrent de leur sang la défense et l'attaque des retranchements, désormais inutiles, de Bautzen et d'Hochkirch : douze mille du côté des Français, dix-huit mille du côté des alliés.

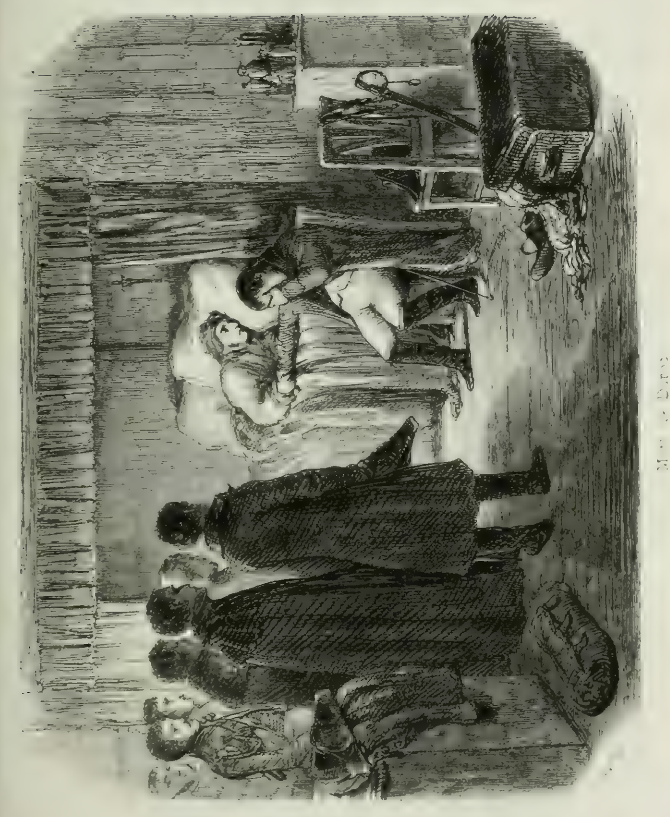
Ainsi s'accomplit la prophétie annoncée le matin par Napoléon à son armée. La bataille s'engagea à une heure après midi, et, selon sa prédiction, elle fut gagnée à trois heures ; mais nous manquions, comme à Lutzen, d'une cavalerie assez nombreuse pour tirer parti de notre victoire. Cependant un parlementaire se présente au quartier impérial, porteur d'une lettre pour le duc de Vicence. Cette lettre était de la veille, et était accompagnée d'un billet du jour même. La lettre, qui, disait le billet, n'avait pas été expédiée la veille à cause de la bataille déjà engagée, était la réponse de M. de Nesselrode à la démarche du 18 ; il déclarait que l'empereur de Russie ne pouvait recevoir les propositions que par l'intermédiaire du médiateur. Ainsi le vaincu, le troisième jour de sa défaite, imposait à Napoléon le joug autrichien ! Il ne restait donc à l'Empereur que la ressource de vaincre. Et plût à Dieu qu'il n'eût cherché d'autre intermédiaire que son armée ! Une grande pensée couronna la journée de Bautzen. Profondément ému des preuves de dévouement de sa jeune armée, frappé d'admiration pour cette guerre de héros qu'avaient faite sous ses yeux des conscrits à peine sortis de leurs dépôts ou du village de leurs pères, il décréta qu'un monument serait érigé sur le Mont-Cenis, et consacrerait à jamais sa reconnaissance envers ses peuples de France et d'Italie.

Le 22 mai, à quatre heures du matin, l'armée s'avança vers la Silésie par trois chemins différents. A l'aile gauche, le maréchal Victor et le général Sébastiani se dirigent sur Glogau, pour le débloquer. Les maréchaux Macdonald, Marmont et le général Bertrand suivent Wittgenstein sur la route de Schweidnitz. Le maréchal Ney s'avance sur celle de Breslau. L'Empereur se met lui-même à la poursuite des alliés avec la cavalerie de la garde, celle du général Latour-Maubourg et une partie de son infanterie : il marcha toute la journée à la tête de l'avant-garde ; on arriva sans obstacle à Weissemberg. Plus loin, l'infanterie

saxonne du général Reynier dut aborder les hauteurs en arrière de Reichembach, où le général Miloradowitch, commandant l'arrière-garde ennemie, s'était arrêté pour protéger la retraite des souverains, qui avaient couché à Lowemberg. L'attaque, d'abord repoussée par l'ennemi, quoique combinée des deux côtés, réussit enfin, grâce aux efforts de la cavalerie sous les ordres des généraux Lefèvre-Desnouettes et Colbert, et aux cuirassiers de Latour-Maubourg ; malheureusement elle coûta la vie au général de division comte Bruyères, l'un des officiers les plus distingués de l'armée et l'un des vétérans d'Italie. Dans le même instant, et au milieu du feu le plus vif, un chasseur de l'escorte est tué à quelques pas ; Napoléon, qui le voit tomber presque sous les pieds de son cheval, dit au duc de Frioul : « Duroc, la fortune nous en veut bien aujourd'hui. » La fortune allait frapper un autre coup.

Au lieu de s'arrêter à Reichembach avec le quartier-général, Napoléon, apprenant que l'ennemi tenait encore du côté de Makersdorf, rejoint son avant-garde, et ordonne un mouvement sur la ville de Gorlitz, où il espérait passer la nuit. Tout à coup, comme il descendait rapidement le chemin creux du village, pour se porter sur une hauteur voisine, un boulet perdu ricoche contre un arbre, tue raide le général du génie Kirgener, et ouvre le bas-ventre au grand-maréchal Duroc. L'Empereur était lancé au galop et gravissait la hauteur, quand un aide-de-camp d'Oudinot vint lui annoncer la mort du duc de Frioul. « *Ce n'est pas possible !* dit Napoléon, *je lui parlais tout à l'heure.* » En ce moment le colonel Gourgaud, premier officier d'ordonnance, vint rendre compte à l'Empereur du mouvement que le prince de la Moskowa avait dû exécuter sur Gorlitz, ajoutant que l'ennemi ne présentait plus qu'une faible arrière-garde. Mais, sans lui répondre, Napoléon revint sur ses pas, et, suivi des ducs de Dalmatie et de Vicence, alla voir le grand-maréchal, près duquel étaient réunis les docteurs Larrey et Yvan, et quelques officiers de santé.

Napoléon en arrivant près de lui le trouva avec toute sa connaissance, et montrant le plus grand sang-froid. Le duc serra la main de l'Empereur, qu'il porta sur ses lèvres. « Toute ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre service, « et je ne la regrette que pour l'utilité dont elle pourrait vous être encore. — « Duroc, lui dit l'Empereur, il est une autre vie ; c'est là que vous irez m'attendre et que nous nous retrouverons un jour. — Oui, Sire ; mais ce sera dans « trente ans, lorsque vous aurez triomphé de vos ennemis, et réalisé toutes les « espérances de notre patrie. J'ai vécu en honnête homme, je ne me reproche « rien. Je laisse une fille, Votre Majesté lui servira de père. » L'Empereur, serrant de la main droite le grand-maréchal, resta un quart d'heure, la tête appuyée sur la main gauche, dans le plus profond silence. Le grand-maréchal rompit le premier ce silence : « Ah ! Sire, allez-vous-en ; ce spectacle vous peine. » L'Empereur, s'appuyant sur le duc de Dalmatie et sur le grand-écuyer, se retira sans pouvoir dire au duc de Frioul autre chose que ces mots : « *Adieu*





donc, mon ami! » Napoleon ne quittait le lit du mourant que pour veiller sur l'armée; mais il n'en était pas moins pénétré de la plus vive douleur. Cette douleur était juste; en effet, il perdait dans Duroc non-seulement un compagnon d'armes, mais encore un de ces amis sûrs et dévoués auxquels on peut tout confier, et qui ont conquis le droit de dire la vérité tout entière. Convaincu de l'étendue de cette perte, et afin d'éterniser le souvenir de leur amitié, il ordonna que le corps du grand-maréchal fût transporté à Paris, dans l'église des Invalides, pour y recevoir les honneurs funèbres. Il voulut aussi acheter de ses deniers la maison où Duroc était mort, et la donner au pasteur du village, à condition de placer et de conserver, à l'endroit ou avait été le lit du grand-maréchal, une pierre avec cette inscription :

ICI LE GÉNÉRAL DUROC,
DUC DE FRIOUL,
GRAND-MARÉCHAL DU PALAIS DE L'EMPEREUR NAPOLÉON,
FRAPPÉ D'UN BOULET,
A EXPIRÉ DANS LES BRAS DE SON EMPEREUR ET DE SON AMI

Cependant la vivacité de la poursuite de Napoléon et toutes les conséquences d'une pénible retraite fatiguaient les alliés : ébranlés par trois victoires, ils changent de langage et renoncent à l'orgueil de leurs refus récents; le lendemain de leur défaite, ils réclament la faveur d'un armistice. Le comte de Stadion, constant dans sa haine pour Napoléon et occupé à consommer une nouvelle trahison contre lui, s'empressa d'adresser au prince de Neuchâtel les paroles trompeuses des puissances coalisées; l'Empereur accepta leur demande, sans penser qu'une proposition faite par un homme aussi acharné à sa perte et a celle de la France ne pouvait cacher que la plus fatale déception.

Enfin, en dix jours la Saxe avait été délivrée par Napoléon; en huit jours la Haute-Silésie était au pouvoir des Français! Breslau va tomber. L'armée ennemie est acculée au fond de la Basse-Silésie, où Napoléon s'apprête à porter le théâtre de la guerre; une seule bataille doit peut-être refouler sur elle-même l'invasion du Nord. On attend la chute de Hambourg; cet important événement ouvrira une autre route sur Berlin à une autre armée française. Encore deux jours, l'Elbe et l'Oder sont conquis, les chemins sont libres pour marcher sur Custrin, sur Varsovie, sur Dantzick. Dans cette dernière ville, trente mille Français et alliés vont devoir leur délivrance à nos succès. Aussi M. de Nesselrode ne retarde-t-il pas sa réponse comme à Harta. Quand tous ces grands résultats nous attendent, le 28, le duc de Vicence reçoit une lettre des plénipotentiaires russe et prussien, avec la copie des pleins pouvoirs du commandant en chef des armées combinées : la teneur de ces pouvoirs exprimait clairement que la médiation autrichienne, à laquelle Napoléon voulait se soustraire, était la condition *sine qua non* de toute espèce d'arrangement. De plus, l'empereur

Alexandre *n'envisageait l'armistice que comme un objet purement militaire*, et par-là on éludait l'admission du duc de Vicence auprès de ce prince. Ainsi la campagne militaire se trouvait suspendue : mais la campagne politique était près de s'ouvrir, et dans cette autre guerre Napoléon allait rencontrer un ennemi actif, adroit, passionné, qui lui disputerait corps à corps le champ de la négociation. Le comte de Stadion, le commissaire impérial de la médiation autrichienne au quartier-général des alliés, devenu le général en chef de leur retraite, les avait attirés vers la Bohême, où de grandes intelligences militaires leur étaient préparées. La garde impériale avait suivi le mouvement des alliés. Napoléon, parti le 29 pour Rosning, établissait le lendemain son quartier-général à Neumark. Le duc de Bassano était resté à Liegnitz, afin de tracer les instructions au duc de Vicence. Le comte de Bubna, qui était retourné à Vienne, devait y faire connaître le résultat de sa mission à Dresde. Les propositions dont il était porteur concernaient l'ouverture d'un congrès pour la paix, soit générale, soit continentale, la conclusion d'un armistice, et enfin la nomination des plénipotentiaires chargés de régler entre la France et l'Autriche le sort de l'alliance et l'acceptation de la médiation. Le 30, le comte de Bubna arriva à Liegnitz, où il eut une conférence avec le duc de Bassano; le lendemain il repartit pour Vienne, après avoir donné l'assurance qu'il serait bientôt de retour avec les pouvoirs nécessaires qu'on lui avait déjà demandés à Dresde, et dont il aurait été muni dès ce moment, si sa cour eût voulu remplir avec honneur la généreuse mission d'un médiateur désintéressé.





CHAPITRE XXXVIII.

1813.

Armistice de Pleswitz. — Prise de Hambourg — Retour de Napoléon à Dresde. — Convention de Dresde avec l'Autriche. — Retraite de l'Espagne. — Bataille de Vittoria — Congrès de Prague — Déclaration de guerre de l'Autriche à la France



Les conférences relativement à l'armistice s'ouvrirent, le 30 mai, à l'abbaye de Waldstadt, entre le duc de Vicence pour la France, le comte de Schouwaloff pour la Russie, et M. de Kleist pour la Prusse; elles continuèrent à Gebersdorf le 31 et le 1er juin, et furent transportées à Pleswitz. Les prétentions des alliés et les résistances de Napoléon, qui voulut, selon son usage, dominer cette négociation, la rendirent tellement orageuse, qu'elle put lui faire pressentir les difficultés que le congrès lui présenterait; car ce ne fut qu'après une véritable bataille de six jours que, le 3 juin, l'armistice fut signé. Un avantage bien réel pour Na-

poléon, et sur lequel il devait établir, en cas de rupture à Prague, une grande combinaison militaire, c'était la prise de Hambourg, où entra, le 31 mai, le général Vandamme ; mais l'ennemi l'avait prévu, et la neutralisation de Breslau, possession alors bien plus importante que celle de Hambourg, avait été la compensation de cette ville. Cette condition, à elle seule, devait faire rejeter la trêve. Cependant, le 29, le Danemarck avait renoué son alliance avec la France, et l'armée danoise, commandée par le comte de Schulembourg, était depuis lors sous les ordres du maréchal prince d'Eckmühl. Nous n'avons plus d'autres alliés dans le Nord, que le Danemarck et la Pologne. La Pologne, que l'Autriche a livrée aux Russes, restait représentée auprès de la France par cette petite armée que l'illustre Poniatowski vient de soustraire au vasselage de la défection autrichienne. Après avoir dû traverser, désarmés, les provinces de l'empereur d'Autriche, les Polonais ont repris leurs armes en mettant le pied dans la Lusace : ils n'ont plus d'autre patrie que le drapeau français. Aussi Napoléon a décrété le 1er juin, à Neumark, qu'ils sont tous à la solde de la France.

Le lendemain de la signature de la convention d'armistice, Napoléon a quitté son quartier-général de Neumark ; le 10, il occupe à Dresde le palais Marcolini, situé dans un faubourg ; le même jour, arrive le baron de Kaas, ministre de l'intérieur de Danemarck, qui fait à l'Empereur d'utiles révélations. A Altona, les alliés n'ont épargné ni promesses ni menaces pour détourner cet ambassadeur d'aller remplir sa mission : ils ont même été jusqu'à lui offrir d'annuler la cession de la Norwége à la Suède ; mais, sur son refus, et pour se venger de l'attachement du Danemarck envers la France, le lendemain de la prise de Hambourg, l'apparition de la flotte anglaise était venue dans la rade de Copenhague réveiller un affreux souvenir. Un capitaine de vaisseau n'avait pas craint de sommer le roi de souscrire sous quarante-huit heures le traité de la cession spoliatrice qu'on osait lui imposer, de remettre en dépôt la province de Dronthein, et de donner vingt-cinq mille hommes à la ligue du Nord. Le roi avait repoussé cette injurieuse sommation, et le prince royal de Danemarck, déguisé en matelot, était parvenu à débarquer en Norwége, où il appelait les habitants à la défense nationale. Par le traité que M. de Kaas était venu stipuler à Dresde, son souverain mettait douze mille hommes à la disposition de Napoléon.

L'Empereur reçut aussi M. de Bubna : au lieu d'apporter les réponses aux demandes qu'avait faites le duc de Bassano à Dresde, et qu'il avait renouvelées à Liegnitz, cet envoyé se contenta de notifier au cabinet de France l'acceptation de la médiation autrichienne par les alliés, et d'annoncer la prochaine arrivée de M. de Metternich pour la même négociation. Cependant il a été autorisé à dire que la mission du baron de Weissemberg à Londres a échoué, et que le cabinet britannique *trouve à présent trop favorables encore à la France les bases de Lunéville !* Cette confidence faite par le gouvernement autrichien portait avec elle son commentaire.

La ville de Prague avait été adoptée pour le congrès ; l'empereur d'Autriche ne tarda point à se rendre, avec sa chancellerie et ses ministres, au château de Gittschin, voisin de la capitale de la Bohême. Alexandre et le roi de Prusse s'étaient établis non loin de là, à Trachemberg, sur les bords de l'Oder. Cependant le mois de juin s'écoulait sans que le congrès s'ouvrît, et les délais d'un armistice de quarante jours se consommaient sous les lenteurs du cabinet autrichien. D'après le silence de M. de Bubna sur la question de l'alliance qui touchait particulièrement Napoléon, le duc de Bassano avait écrit à M. de Metternich qu'il avait tous les pouvoirs nécessaires pour traiter et de la médiation et de l'alliance. Le 22, M. de Metternich annonça qu'il était autorisé à signer une convention pour la médiation, et à convenir de certaines réserves pour l'alliance. Ce jour même, le duc de Bassano répondit : « *L'Empereur, qui ne veut pas rendre son alliance onéreuse à ses amis, ne fait aucune difficulté d'y renoncer.* » Aussi, le 27, M. de Metternich, débarrassé du fardeau de l'alliance, accourut à Dresde. Le lendemain, ce ministre fut admis à remettre à l'empereur Napoléon une lettre de son souverain ; cette audience devint une longue conférence consacrée à l'exposition des prétentions de l'Autriche : elle demandait la moitié de l'Italie, l'Illyrie, le retour du pape à Rome, la Pologne saxonne ; l'abandon de la Hollande, celui de l'Espagne, la renonciation au protectorat de la Confédération du Rhin et à la médiation helvétique : « *C'est le partage de l'empire français que vous voulez*, » dit Napoléon. Impatient alors de tous ses griefs contre l'Autriche, il les récapitula avec chaleur ; puis, arrivant successivement aux engagements secrets conclus par cette puissance avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, et hors d'état de conserver cette réserve que leur supériorité impose aux souverains : « *Dites-moi, Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle promis pour me faire la guerre ?* » Cependant cette apostrophe ne termina point la conférence, et en congédiant le ministre autrichien : « *La cession de l'Illyrie*, lui dit-il, *n'est pas mon dernier mot.* » Ce fut sous ces auspices que les deux ministres signèrent, le 30 juin, la convention relative à la médiation autrichienne. M. de Metternich repartit pour Gittschin avec le ressentiment de son injure. La convention signée ne ressemblait guère à celle que Napoléon avait proposée dans le but d'une paix générale. C'était la paix du monde sur les bases déjà publiées dans *le Moniteur* du 24 mai, qu'il voulait soumettre à la médiation de l'Autriche. Jamais, sans doute, arbitrage plus honorable n'avait été confié à aucune couronne ; mais le cabinet autrichien s'obstina à retrancher de cette proposition tout ce qu'elle contenait de généreux ; il n'y restait que ce dont il avait besoin pour assurer le succès de ses projets hostiles contre la France. Aux termes de la convention du 30 juin, les plénipotentiaires devaient se réunir à Prague le 5 juillet : en conséquence, l'armistice devait être prorogé jusqu'au 10 août, et le cabinet de Vienne s'était réservé de faire agréer cet engagement par la Russie et la Prusse. Il ne se hâta point de remplir sa promesse, et ce fut

le 12 juillet seulement que M. de Metternich informa le duc de Bassano de l'assentiment des cours de Pétersbourg et de Berlin. L'acte résultant de cet assentiment ne fut signé que le 26 juillet, à Neumark, par les commissaires français et alliés. Ainsi Napoléon, en se résignant à la médiation de l'Autriche, venait d'éprouver de la part des alliés une opposition de vingt-six jours pour l'exécution de l'article le plus important du traité.

A Prague, le même système accueillit la négociation française. M. de Narbonne, nommé plénipotentiaire avec le duc de Vicence, l'y avait précédé et n'avait pu voir les plénipotentiaires des alliés. M. de Vicence y arriva le 26 juillet. M. de Humboldt était le représentant de la Prusse, et M. d'Anstett, né Français, et par cela seul incapable, aux termes de l'article 20 du décret du 26 août 1811, *de servir comme plénipotentiaire dans un traité où devaient être débattus les intérêts de la France,* se trouvait le négociateur de la Russie. Toutes ces circonstances, unies au choix de M. d'Anstett, qui avait quelque chose d'inconvenant et d'hostile, ne pouvaient que beaucoup déplaire à Napoléon; mais il dut regretter bien plus vivement encore de s'être engagé dans la carrière des négociations avec des puissances malveillantes et sans foi, quand il apprit que, non contente de s'être liée par des engagements, à Reichenbach, envers l'Angleterre et les alliés, l'Autriche, le 9 juillet, en avait encore contracté d'autres à Trachemberg, quartier-général de l'empereur Alexandre. Napoléon fut instruit de ce nouveau pacte qui enchaînait tout à coup au serment de sa destruction la Prusse, la Suède, la Russie, et l'Autriche enfin, dix jours après qu'il l'avait reconnue médiatrice. Il sentit alors, plus que jamais, qu'il devait aussi se préparer à la guerre, et que, ne pouvant augmenter son armée, il lui fallait chercher plutôt dans son génie militaire que dans sa politique, les moyens de lutter contre les deux cent mille hommes de l'Autriche, les réserves russes et prussiennes, et l'armée suédoise, qui allaient doubler les forces dont il venait de triompher. En considérant la défection de Bernadotte, en se rappelant la conduite du roi de Naples pendant la retraite de Russie, peut-être Napoléon aurait-il dû se défier de ce prince, qui, quoique sous le poids d'un accord secret avec l'Autriche, offrait alors son épée à son beau-frère. Napoléon, qui le savait si brave, ne le croyait peut-être en ce moment pas moins fidèle, et le vit avec plaisir arriver pour prendre comme Français sa part de péril et de gloire dans nos derniers combats.

Pendant l'armistice et les longues délibérations qui en remplirent le cours, l'Empereur ne cessa pas un instant de suivre les relations du dehors, les affaires du dedans, et de regler avec une infatigable activité tout ce qui concernait l'armée : à en juger par les détails et l'ensemble de ce qu'il fit sous ce rapport il semblait que ce fût un grand ministre de la guerre consacrant toutes ses facultés à cette seule partie du gouvernement; convois d'artillerie, troupes en marche, officiers en mission, police des cantonnements, travaux du génie,





situation des arsenaux, armement, équipement des soldats, direction des renforts sur les divers corps qui les attendent, arrivée des munitions, transport des approvisionnements, rien n'échappe à ses regards, à sa vigilance, à son action. Par lui, l'ordre règne au milieu de tant d'eléments de confusion ; par lui, la Saxe est préservée des fleaux qui accompagnent ordinairement la présence des armées. En même temps, les trésors qu'il a tirés de ses caves du pavillon Marsan acquittent toutes les dépenses et alignent la solde. Ce sont les alliés vaincus à Austerlitz, à Iéna, à Wagram, qui ont fourni eux-mêmes la précieuse réserve que Napoléon emploie aujourd'hui contre eux. Dresde, protégé par les nombreux ouvrages qui s'élèvent, et asile du quartier-général, où abondent une foule de militaires de tous rangs, offre tout à la fois l'aspect d'un camp et le mouvement d'une brillante capitale, où les préparatifs même de la guerre communiquent une nouvelle activité à toute la population. Au milieu d'elle, calme et agité, méditant, ordonnant et faisant executer, Napoléon veille en même temps sur l'Allemagne et sur la France, comme sur l'Italie et sur l'Espagne : les nouvelles de ce dernier pays sont d une nature fâcheuse.

Enhardi par nos revers, Wellington avait repris l'offensive le 28 mai, à la tête de soixante-dix mille hommes, et sa marche avait décidé Joseph à évacuer Madrid. L'armée française était parvenue à mettre l'Ebre entre elle et Wellington ; mais, lorsqu'on apprit que l'ennemi avait passé ce fleuve, l'alarme se répandit au quartier-général du roi : un conseil de guerre fut tenu ; le maréchal Jourdan proposait de descendre l'Ebre et de se retirer sur Saragosse pour y rallier l'armée de Clauzel et communiquer ainsi avec Saint-Sébastien, Bilbao, Pampelune, et avec le corps du général Foy. C'était sur les hauteurs inexpugnables de Salinas et de Mont-Dragon qu'il voulait arrêter Wellington ; et par les mouvements simultanés de la retraite du maréchal Suchet, qui venait de sauver Tarragone et de forcer lord Murray à se rembarquer après un échec complet, la barrière des Pyrénées pouvait être fermée à l'invasion étrangère. Le conseil se rangea à l'avis du maréchal Jourdan ; mais Joseph, saisi mal à propos d'un rêve de gloire, voulut combattre, et l'ordre de la bataille fut donné pour le lendemain, 21 juin. La bravoure française soutint jusqu'au dernier moment sa haute renommée ; nos soldats ne cédèrent qu'à l'immense supériorité du nombre des ennemis : la bataille de Vittoria fut glorieuse pour nos armes, et la perte presque egale des deux côtés. Mais l'imprévoyance et l'inhabileté du chef, qui ne savait ni commander ni abdiquer le commandement, l'absence de toute précaution pour assurer la retraite, l'amoncellement des immenses bagages de cette royauté fugitive, changèrent un revers, facile à réparer peut-être, en un désastre qui nous enlevait l'Espagne sans retour. Cent cinquante pieces de canon, quatre cents caissons, tout le matériel de l'armée, ainsi que tous les bagages, furent la proie de l'ennemi. L'armée se precipita confusément sur la route de Tolosa, où l'illustre général Foy arrêta les vainqueurs, à la tête de seize mille hom-

mes. A la nouvelle de ce fatal événement, qui plaçait tout à coup la France entre deux invasions, Napoléon ordonna au maréchal Soult de voler défendre les barrières méridionales de la patrie : « Je vous ai nommé, disait l'ordre « dicté par l'Empereur, mon lieutenant-général commandant mes armées en « Espagne et sur les Pyrénées... » Le 12 juillet, le maréchal était à Bayonne ; il organisa l'armée et la divisa en trois corps sous les ordres des généraux Reille, Drouet d'Erlon et Clauzel : cette armée s'élevait à soixante mille hommes. L'armée anglaise occupait la Basse-Navarre, et couvrait les siéges de Pampelune et de Saint-Sébastien ; mais, lorsqu'il apprit l'arrivée du duc de Dalmatie, dont il connaissait l'habileté, Wellington reprit son système de circonspection accoutumée.

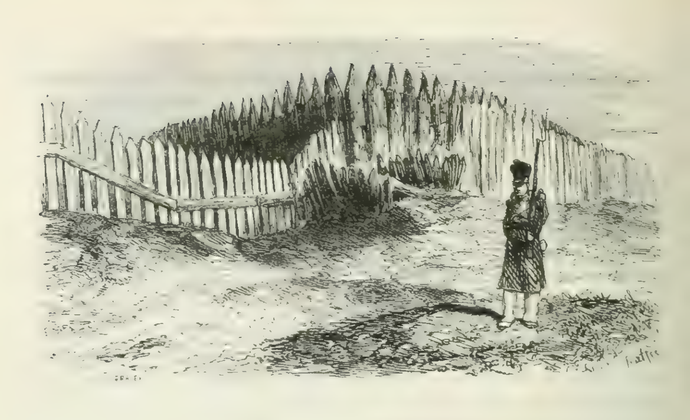
En Italie, la présence du vice-roi, qui forme trois corps d'armée sur l'Adige ; le dévouement des Italiens, profondement convaincus que leur destinée repose tout entière sur les succès de Napoléon, inspirent de la sécurité. A Munich, un allié loyal et fidèle va porter son armée à quarante mille hommes. Ainsi donc, bientôt s'ouvrira une seconde campagne. En attendant l'organisation et la disposition définitive de ses corps d'armée, le vice-roi, plus éloigné, reçoit l'ordre de se tenir prêt. Sa direction est la route de Vienne, il sera secondé par l'armée bavaroise, le 9e corps du duc de Castiglione et la cavalerie du général Milhaud. En Espagne, le maréchal Suchet doit hâter sa retraite vers les Pyrénées, et laisser quelques garnisons sur la route de Barcelone. Quant au maréchal Soult, il est chargé de commencer de vigoureuses opérations pour arrêter Wellington. Elles seront appuyées par trente mille hommes, que l'Empereur a demandés aux départements du Midi. Les garnisons assiégées reçoivent l'avis de la reprise des hostilités ; on leur fait espérer des secours. Napoléon visite en cinq jours les places de l'Elbe, ensuite il va reconnaître dans la Basse-Lusace les positions importantes de Luckau et de Luben. A peine revenu à Dresde, instruit du départ de l'Impératrice, qu'il a appelée à Mayence, il se met en route pour cette ville. Le 3 août, il doit être de retour à Dresde, afin d'y suivre de plus près la négociation de Prague, et de donner plus tôt ses derniers ordres pour une campagne, que la joie de ses ennemis, à la nouvelle du désastre de Vittoria, lui fait regarder comme inévitable.

L'intention de Napoléon avait éte de décliner la fatale médiation de son ennemi caché, et, malgré le peu de succès qu'avait eu sa démarche après la bataille de Lutzen, de chercher de nouveau à conclure sans intermédiaire, avec Alexandre, une paix glorieuse pour ce prince, et conséquemment de faire payer à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi dans la campagne de 1812 et dans le moment présent, où elle jouait un rôle encore plus odieux. Mais ses plénipotentiaires n'etant pas parvenus à échanger une parole avec celui de Russie ni avec celui de Prusse, pressé d'ailleurs par le terme si prochain de l'armistice, Napoleon fut obligé de tenter du côté du me-

diateur l'œuvre de la paix. Aussi, pendant ces orageuses discussions, une négociation secrète arrivait au château impérial de Brandeitz. C'est à son beau-père que s'adresse directement Napoléon : une lettre confidentielle, du 9 août, charge seul le duc de Vicence de cette démarche ; elle a pour objet « *de savoir de quelle manière l'Autriche entend que la paix peut se faire, et si, l'empereur Napoléon adhérant à ses propositions, l'Autriche fera cause commune avec la France, ou si elle restera neutre.* » Le 7, l'Autriche répondit qu'elle demandait « *la dissolution du grand-duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse ; le rétablissement des villes anséatiques dans leur indépendance, la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe ; la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste.* » Il était question aussi de l'indépendance de la Hollande et de l'Espagne, mais comme devant être traitée à la paix générale. Puis, tout à coup on apprend à Dresde que le congrès est dissous ! M. de Metternich l'a déclaré aux plénipotentiaires français. Le 15 août, M. de Narbonne arrive à Dresde, porteur de la déclaration de guerre de l'Autriche. Ainsi l'armistice, d'abord refusé par la Russie, et demandé depuis par M. de Stadion, n'a été conclu que pour donner le temps à l'Autriche de compléter ses armements, et le congrès n'a eu lieu que pour aider cette puissance à dénouer des engagements qu'elle n'avait pas le courage de rompre ouvertement.

Telle fut l'issue de ce complot diplomatique, où la haine la plus déclarée et l'intention la plus évidente d'une guerre implacable se cachaient sous un vain semblant d'amour de la paix.





CHAPITRE XXXIX.

1813.

Préliminaires de la campagne. — Napoléon en Bohême. — Il revient sur Blucher. — Bataille de Dresde. — Batailles de Kulm, de Gross-Beeren. — Traité de la triple alliance à Tœplitz.



Napoléon avait trois pensées dominantes pour cette seconde campagne : l'occupation de Berlin par les armées concertées des maréchaux Davoust et Oudinot ; celle de Breslau par l'armée de Lusace, aux ordres du maréchal Ney ; et enfin celle de Prague par la grande armée, qu'il commandait. Le 10 août, l'armistice avait été dénoncé ; le même jour, l'Autriche, disait son manifeste, *réunie de principes aux puissances, avant même que les traités eussent consacré leur union*, voyait déjà son armée en ligne avec ses nouveaux alliés. Barclai de Tolly avait, pendant les derniers jours du congrès, fait faire plusieurs marches en Bohême aux quatre-vingt mille hommes qu'il amenait de Pologne. Moreau, le général républicain Moreau, armé jadis contre *la tyrannie consulaire*, venait de rompre le ban de son exil ; et, parjure à la patrie à qui il avait dû tant

de gloire, mais docile à l'appel de Bernadotte, il était arrivé à temps au quartier-général de l'empereur Alexandre, pour s'associer à la haine des rois contre la France et Napoléon. Cependant les hostilités ne devaient commencer que le 17, six jours après la dénonciation de l'armistice ; mais le 12, le maréchal Blücher, connu, depuis sa retraite d'Iéna sur Lubeck, pour être peu scrupuleux en fait de bonne foi, fit marcher ses troupes sur le terrain de la neutralité. Le maréchal Ney, placé à Liegnitz, attendant la fin de l'armistice, se trouva surpris par Blücher, et, après cinq jours de résistance, fut forcé d'abandonner Goldberg, Liegnitz, Haynau et Buntzlau. Ainsi la campagne s'ouvrit, du côté des alliés, par une violation des droits de la guerre.

Les ennemis avaient cinq cent mille hommes sous le drapeau, divisés en trois armées : celle de Bohême, dite la grande armée, sous le prince Schwartzemberg ; l'armée de Silésie, sous le maréchal Blücher ; et l'armée du Nord, sous le prince royal de Suède. Napoléon n'avait que trois cent mille hommes, y compris la garde, formant onze corps d'armée, qui obéissaient à Vandamme, Victor, Bertrand, Ney, Lauriston, Marmont, Reynier, Poniatowski, Macdonald, Oudinot, Saint-Cyr. La cavalerie, sous les ordres du roi de Naples, est commandée par Latour-Maubourg, Sébastiani, Arrighi, Kellermann ; Mortier conduit l'infanterie de la garde, Nansouty la cavalerie. Davoust compte vingt mille hommes sous Hambourg, Augereau vingt-quatre mille en Bavière ; le prince Eugène organise en Italie trois corps d'armée qui seront portés à cinquante mille hommes. L'Autriche a une forte armée sous le général Hiller, en Italie ; elle a mis activement dans la balance cent trente mille combattants.

L'Empereur, parti de Dresde le 15 août, s'avança avec sa garde sur Bautzen. Le dessein de Napoléon était de menacer les communications entre l'armée de Blücher, celle de Barclai et celle de Schwartzemberg. Connaissant la lenteur autrichienne, il pense qu'il a le temps, avant de prévenir l'ennemi à Dresde, de courir en Silésie, et de repousser les cent mille hommes de Blücher au-delà des positions que le maréchel Ney a été contraint de leur abandonner. Arrivé le 21 à Lowemberg avec vingt-cinq mille hommes, il fait jeter des ponts sur le Bober : Maison, à la tête du 5e corps, attaque vivement Yorck en avant de Lowemberg ; en même temps Ney et Marmont chassent Sacken de Buntzlau, tandis que Macdonald et Lauriston menacent le centre de Blücher. A la manière dont s'exécutent ces mouvements, Blücher a deviné que Napoléon est là, et il ne cherche plus à disputer le terrain, et se concentre derrière la petite rivière de Haynau. Mais l'armée française continue son attaque avec vigueur, et le force à se réfugier derrière la Katzbach. A la fin de cette journée a lieu la première défection dans nos rangs : un régiment de hussards westphaliens passe en entier à l'ennemi. Enfin, le 23 août, se termine la poursuite de Blücher par Napoléon. Défait de nouveau à Goldberg, le général prussien se retire en toute hâte sur Jauer, où le 24 il réunit son armée.

Napoleon avait bien calculé; il a eu le temps de battre et de repousser Blücher : il aura celui d'arriver à Dresde avant Schwartzemberg. Il donne pour instruction au maréchal Macdonald, qui remplace le maréchal Ney au commandement, de concentrer toutes ses troupes, d'éviter la bataille, de se reployer sur la Queiss, et même sur le camp de Dresde, s'il a affaire à des forces supérieures. Napoléon avançait sur Dresde à toute course; il venait d'apprendre que les alliés avaient franchi les montagnes de l'Erzgebirge. Il rallie en passant les corps de Victor et de Vandamme. Le 24, le maréchal Saint-Cyr, après une légère canonnade, quitte le camp de Pirna devant la grande armée de Bohême, et se retire à Dresde, qui a été mise à l'abri d'un coup de main. Le lendemain, le prince de Schwartzemberg campait devant Dresde avec deux cent mille hommes; mais il remit l'attaque au 26, pour attendre l'arrivée du corps de Klenau. Moreau, qui connaissait le prix du temps, et qui surtout appréciait l'absence de Napoléon, voulait que l'attaque eût lieu au moment même. Napoléon savait que le 9 juillet, aux conférences de Trachemberg, les Autrichiens, les Russes et les Prussiens s'étaient donné rendez-vous à *Dresde, dans le camp de l'ennemi.* Il avait formé son plan en conséquence. La démonstration qu'il venait de faire par la Silésie, sur la Bohême, avait eu aussi pour but d'inspirer aux alliés l'espoir d'arriver avant lui à Dresde, et lorsque ces mêmes alliés s'avanceraient dans la plaine, Napoléon devait, en passant les ponts de l'Elbe à Kœnigstein, revenir se placer sur les derrières de l'armée ennemie, en la coupant des montagnes de la Bohême, et la forcer de recevoir la bataille au moment où elle comptait attaquer Dresde. Mais il fallait, pour l'exécution de cette opération, que Dresde pût tenir jusqu'au 28; et sur cette question une réponse négative, rapportée la nuit par le général Gourgaud à l'Empereur, le détermina à renoncer à son dessein. Le général Vandamme avait été chargé de débloquer Pirna : l'Empereur lui expédia le général Haxo, pour lui prescrire de s'emparer des défilés de Peterswalde, sur la Bohême. « *C'est à lui,* dit Napoléon, *à ramasser l'épée des vaincus.* » Alors, mettant encore à profit la circonspection autrichienne, il entre à Dresde le 26, vers dix heures du matin. Il était temps : en effet, à quatre heures après midi, le prince de Schwartzemberg s'est décidé enfin à ne plus attendre le corps de Klenau, et commande l'assaut. Les alliés, formés en six colonnes précédées chacune de cinquante bouches à feu, s'avancent sur les ouvrages. En peu de moments la canonnade devient terrible. L'artillerie de la redoute de la porte de Freyberg est démontée par celle de l'ennemi, qui emporte également la redoute du centre. Nos troupes se replient sur les faubourgs. Les alliés débouchent entre Striesen et l'Elbe, et portent le combat jusqu'au pied des palissades. Les réserves de Saint-Cyr sont engagées. Napoléon juge le moment de l'offensive arrivé pour lui. Le maréchal Ney débouche par la porte de Plauen, sur la gauche des alliés; le maréchal Mortier sur la droite, par la porte de Pirna. Le roi de Naples, avec la cavalerie de





Mort de Moreau

la garde et celle de Latour-Maubourg, repousse l'ennemi sur la route de Wilsdruff. Bientôt la victoire, que Schwartzemberg croyait certaine, se change en une défaite sanglante, et les Français ont repris toutes leurs positions. Cinq généraux de la garde ont été blessés. Nous avons perdu trois mille hommes, l'ennemi six mille, dont deux mille prisonniers. On consacre la nuit, de part et d'autre, aux dispositions de la bataille du lendemain. Les corps de Victor et de Marmont, et trois divisions de cavalerie commandées par Kellermann, sont arrivés le soir, et ajoutent quarante mille hommes aux soixante mille qui viennent de sauver Dresde. Aussi, dès la pointe du jour, Napoléon, sûr de son succès, présente la bataille, et Schwartzemberg l'accepte, plein de confiance dans la supériorité de ses forces. La pluie, qui toute la nuit est tombée par torrents, dure toujours; elle rend inutiles les armes à feu de l'infanterie : la baïonnette, le sabre et le canon décideront cette grande lutte. A sept heures la canonnade commence de toutes parts. Notre aile droite fait des progrès rapides : le roi de Naples et le maréchal Victor attaquent avec furie le corps de Giulay, le renversent, prennent ou détruisent cinq régiments et l'avant-garde de Klenau; la division de cavalerie de Metzko avec son général met bas les armes. Le centre des alliés est coupé de leur gauche, qui éprouve une défaite complète : dix mille prisonniers sont conduits à Dresde. Sur leur droite, le maréchal Ney avait affaire aux Russes. Wittgenstein, malgré la plus opiniâtre résistance, a été rejeté avec une perte considérable jusqu'à Grossdobritz ; au centre, Napoléon faisait soutenir le feu avec une violence égale depuis le matin. Marmont et Saint-Cyr, adossés aux retranchements, repoussent les charges multipliées des Prussiens et des Autrichiens. Saint-Cyr a repris le grand parc, et a chassé Kleist de Strehlen. Les hauteurs de Rocknitz, où se tiennent les souverains alliés, sont couvertes de masses énormes, qu'il est impossible d'attaquer autrement qu'avec l'artillerie. C'est celle de la garde qui est chargée de les disperser; et bientôt on peut juger qu'elle y a porté de grands ravages. Un désordre étrange agite tout à coup le groupe des souverains. Un boulet de la garde a emporté les deux jambes au général Moreau, qui s'entretenait avec Alexandre. Ainsi furent vengés la France, l'armée et Napoléon. La conspiration de Moreau avait fait proscrire sa vie; sa mort a fait proscrire jusqu'à sa mémoire. La nuit est venue : Schwartzemberg, voyant que les deux grandes communications sur la Bohême sont occupées, l'une à Pirna par Vandamme, l'autre à Freyberg par le roi de Naples, ordonne la retraite en trois colonnes sur Tœplitz. Il laisse sous les murs de Dresde trente mille morts et douze mille prisonniers.

Après cette grande bataille, dont le résultat était en Bohême, les trophées ne manquèrent point dans la poursuite, comme après les journées de Lutzen et de Wurschen. Plus de deux cents pièces ou caissons, mille fourgons, une foule de traînards, furent pris par le maréchal Marmont et par le roi de Naples, sur la route de Freyberg. Le roi de Naples poursuivit Klenau sur Marienberg :

Marmont, Colloredo et Chasteller sur Altemberg ; Saint-Cyr, Kleist et Barclai sur Dohna ; Vandamme, Ostermann et le prince de Wurtemberg sur Tœplitz. Vandamme a marché avec tant de rapidité et de succès, que ce jour même, 28, il était maître de Ghieshubel, qu'il avait franchi le défilé de Peterswalde et qu'il était établi le soir à Nollendorf, après avoir enlevé deux mille prisonniers aux Russes. Le bruit de sa marche a chassé de Tœplitz le corps diplomatique et tout un état-major. Les premiers avantages de Vandamme à Pirna contre Ostermann avaient décidé la retraite de Schwartzemberg. C'en est fait de la grande armée de Bohême, pressée qu'elle doit être entre les maréchaux et Vandamme, maître de Tœplitz. Napoléon est arrivé à Pirna avec sa



garde ; il s'y arrête et y déjeune. Tout à coup il est saisi par des vomissements violents, que l'on attribue à un refroidissement causé par la pluie constante de la veille. On le met en voiture, et il est transporté à Dresde. Cette fatalité n'est pas la seule. A Dresde, Napoléon apprend que le 26, jour de la délivrance glorieuse de cette ville, Oudinot est en retraite devant Bernadotte, et Macdonald en mouvement pour attaquer Blücher. Hélas ! il va résulter des opérations d'Oudinot, de Macdonald, de Vandamme et de Ney, que Napoléon ne peut être remplacé pour la victoire par aucun de ses lieutenants.

Cependant rien n'est changé aux ordres donnés aux maréchaux et à Van-

damme, ces ordres sont renouvelés le 29 à Dresde, et le 30, Mortier a pour mission de soutenir Vandamme avec trois divisions de la jeune garde. Le 30, dans la journée, Napoléon, instruit du désastre de Macdonald sur la Katzbach, envoie contre-ordre aux maréchaux et à Vandamme. Les maréchaux le reçoivent et arrêtent leur mouvement. Vandamme ne le reçoit point, et il continue le sien. Ce jour même il est descendu sur Kulm avec dix bataillons; mais entre Kulm et Tœplitz il se trouve arrêté par Ostermann à la tête de douze mille grenadiers russes. Vandamme appelle vainement à lui tout ce qu'il a laissé du 1[er] corps à Nollendorf; son attaque est repoussée par Ostermann, qui semble résolu à défendre Tœplitz comme le palladium de l'armée de Bohême. La ténacité d'Ostermann, au lieu d'éclairer Vandamme, lui prouve au contraire toute l'importance de Tœplitz : il a d'ailleurs dix-huit mille hommes contre douze mille, et de plus, il se croit suivi d'un côté par Mortier avec la jeune garde, de l'autre, appuyé par Saint-Cyr et Marmont, et il prend position à Kulm, où il passe la nuit, malgré l'avis de ses généraux. Pendant la nuit, l'armée alliée, n'étant plus poursuivie, avait afflué sur Tœplitz par toutes les routes. Au point du jour, le 31, Vandamme a la certitude que ce n'est plus le corps d'Ostermann seul, mais l'armée entière de Schwartzemberg qui est devant lui ; il a le temps encore de se retirer sur Nollendorf, et même sur Peterswalde. D'ailleurs il ne peut douter que les maréchaux ne soient à la suite de l'armée alliée, ils vont déboucher sur lui au premier moment, et Napoléon lui-même marche après Mortier avec l'invincible garde. Vandamme se dévoue : il ne compte ni ses soldats, ni ses ennemis. Là, tout à coup débordé à droite par les Russes, à gauche par les Autrichiens, assailli par dix mille hommes de cavalerie, il voit sa gauche forcée de se reployer sur Arbesau ; toutefois sa droite et son centre, appuyés sur Kulm, soutiennent le combat avec d'autant plus de vigueur, qu'une forte colonne débouche de Nollendorf : c'est Saint-Cyr ou Mortier; pendant plusieurs heures les dix-huit mille braves de Vandamme reçoivent et repoussent le choc de soixante-dix mille Russes et Autrichiens. Mais enfin la colonne se découvre, elle approche, et Vandamme a reconnu le corps de Kleist, en retraite devant Saint-Cyr. Il n'est plus possible de se maintenir à Kulm ; il faut s'ouvrir une route sanglante ; tous l'ont juré. Corbineau est à leur tête : formés en colonne serrée, ils se précipitent à l'arme blanche sur les Prussiens, les culbutent, les traversent, enlèvent toute leur artillerie et gravissent les hauteurs avec ce trophée qu'ils ramassent en fuyant. Dans cette affreuse bagarre, chargés avec fureur par les Russes et les Autrichiens, ils sont forcés d'abandonner les canons de Kleist. Vandamme, Haxo, Guyot, et sept mille hommes, tombent au pouvoir de l'ennemi ; trois mille restent sur le champ de bataille. Corbineau parvient, avec les généraux Dumonceau et Philippon, à ramener huit mille hommes, qui, à deux lieues de là seulement, rejoignent les troupes de Saint-Cyr. Il arrive à Dresde, et le sabre prussien dont il est encore armé apprend à Napoléon le désastre de

Vandamme. Ce fut sous ces auspices funestes pour la France, que le 2 septembre les trois souverains se réunirent à Tœplitz. Le 9, on signa en présence de lord Aberdeen le traité qui proclama l'accession de l'Autriche à la ligue du Nord. Ce traité rendait à l'Autriche le *statu quo* de 1803, à la Prusse celui de 1805 ! L'empereur d'Autriche donnait lui-même rendez-vous dans le camp de l'*ennemi commun !*

Napoléon avait dit, le 21 août, en allant au secours de Dresde : « *Aujourd'hui Oudinot entre à Berlin.* » En effet, tandis que le maréchal Davoust occupait Schwerin, menaçant Rostock et Wismar, le duc de Reggio quittait, le 17, la position de Dahme, s'établissait à Baruth : malheureusement il demeura dans l'inaction deux jours, abandonna, le jour suivant, la route de Torgau à Berlin, et fit un mouvement sur Wittemberg. Au lieu de suivre la marche si impérieusement tracée par Napoléon, et combinée avec celle du prince d'Eckmühl, Oudinot avait dirigé le septième corps sur Gross-Beeren, le douzième sur Ahrensdorf, et le quatrième sur Blackenfeld, où le général Bertrand se battit toute la journée. Instruit de ces directions, le prince royal de Suède avait porté tous ses efforts sur le centre à Gross-Beeren, jugeant bien que le succès de son attaque entraînerait nécessairement la défaite de nos deux ailes. L'événement justifia cette prévision. La pluie ayant rendu les fusils presque inutiles, on en vint à la baïonnette ; mais, écrasé sous le nombre, le général français se vit forcé d'abandonner Gross-Beeren, et de se retirer sur Gottow.

L'Empereur, à la nouvelle de l'échec de Gross-Beeren, chargea le maréchal Ney de le réparer, et lui donna le commandement du maréchal Oudinot, avec l'ordre de se porter en avant et de replacer, par un mouvement de flanc, l'armée sur la route de Dresde à Berlin. Tout à coup, le 30 août, le lendemain du départ de Ney pour l'armée de Berlin, il apprend que Macdonald a essuyé sur la Katzbach une déroute complète contre l'armée de Blücher.

Assiégé de toutes parts, Napoléon s'obstinait à garder Dresde comme un immense arsenal, comme la forteresse d'où, suivi de son invincible garde, il pourrait encore s'élancer au secours de ses armées : mais les alliés avaient résolu de le forcer dans cette position. Afin de résister à un orage si redoutable, Napoleon appela à lui les vingt mille hommes organisés par Augereau à Wurtzbourg, et dès lors la Bavière resta abandonnée à elle-même. Dès la rupture de Prague, le roi Maximilien avait loyalement écrit à Napoléon qu'il espérait pouvoir continuer l'alliance jusqu'à la fin de novembre. Mais, le 8 octobre, le traité de Ried fit passer aussi cet ancien ami de la France sous le joug autrichien.

Cependant, avant de partir de Dresde, Napoléon conçoit encore le projet de surprendre Blücher et d'empêcher sa jonction avec Bernadotte. Le 7 septembre, à six heures du matin, il a quitté Dresde ; il y laisse deux de ses meilleurs généraux, le maréchal Saint-Cyr et le comte de Lobau, ainsi que trente mille hommes qu'il ne reverra plus. Napoleon marche à la tête de cent vingt-cinq mille hommes.

sur Duben, où est Blücher ; mais celui-ci, par une manœuvre hardie, lui échappe : il passe la Mulda, et se réunit à Zœrbig avec le prince royal de Suède. Désespéré de ne pouvoir atteindre ni Blücher ni Bernadotte, Napoléon fut saisi de l'idée de transporter la guerre entre l'Elbe et l'Oder, quand, le 14 octobre, il reçut la déclaration de guerre de la Bavière. Dans peu, le roi de Wurtemberg, le plus dévoué de ses alliés, va céder aussi, malgré lui, à l'obsession menaçante du cabinet de Vienne. Entraîné par le même tourbillon, le grand-duc de Bade suivra bientôt l'exemple de ses voisins. Mais le coup le plus funeste vient de lui être porté par l'armée bavaroise, dont la jonction avec le corps de Reuss découvre la frontière française depuis Huningue jusqu'à Mayence. Napoléon n'a plus d'autre ressource, pour ne pas perdre toute communication avec la France, que de gagner rapidement Leipsick, où les armées combinées pourraient le prévenir. D'ailleurs, la grande armée autrichienne avait débouché de la Bohême, et, le 13, le roi de Naples, vivement attaqué vers le village de Wachau, n'a écouté que sa valeur, et a payé un moment de succès par un revers. Le roi de Saxe a suivi la marche de Napoléon ; il arrive dans la dernière ville qui lui reste. Seul de tous les alliés de la France, ce Nestor des rois a rejeté les instances, a dédaigné les menaces de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, qui ont envahi tous ses états. Les alliés n'ont pas cessé d'avancer ; ils sont, avec trois cent cinquante mille hommes, en présence de Napoléon, qui n'en compte que cent cinquante-cinq mille, et n'a que vingt-deux mille hommes de cavalerie à opposer à un nombre plus que double de cette arme si importante dans de vastes plaines comme celles de Leipsick. C'est avec ces forces que Napoléon va disputer encore, non plus l'empire du monde, mais la victoire d'où dépend le salut de sa patrie.





CHAPITRE XL.

1813.

Bataille de Wachau, de Leipsick et de Hanau. — L'armée revient à Mayence.



La journée du 15 octobre fut consacrée par les deux armées aux préparatifs pour la bataille du lendemain : elle était inévitable ; les vedettes ne se trouvaient plus qu'à une portée de fusil. Il manque aux Français le 7e corps, qui est en marche d'Eilembourg sur Taucha ; et aux alliés, l'armée de Bernadotte, celle de Beningsen et celle de Colloredo, qui n'étaient pas encore arrivées sur le champ de bataille. A neuf heures précises, au signal de trois coups de canon tirés à intervalles, trois fortes colonnes des armées de Wittgenstein et de Kleist débouchent couvertes par deux cents pièces d'artillerie. Tous les efforts des alliés se dirigent sur Wachau et Liebertwolkwitz ; ces deux villages, six fois attaqués, résistent six fois, défendus qu'ils sont par Victor et par Lauriston, et par la cavalerie de Latour-Maubourg, de Sebastiani, de Milhaud. A onze heures, Macdo-

nald a enlevé une batterie ; à midi, le deuxième corps repoussait la sixième attaque. Napoléon juge le moment favorable pour forcer le centre ennemi par un mouvement décisif ; il fait avancer sa réserve. Le prince de Wurtemberg ne peut résister ; ses troupes sont culbutées et vivement poursuivies. Le centre ennemi allait être enfoncé, quand les grenadiers de Rajewski opposent à l'impétuosité française une barrière impénétrable, et permettent au prince de Wurtemberg de se rallier derrière leurs rangs. Le combat est aussi acharné sur les deux ailes : Macdonald et Lauriston ont repoussé Klenau ; Schwartzemberg envoie aussi sa réserve appuyer son centre. Mais Napoléon, que fatigue une canonnade meurtrière sans résultat, lance la cavalerie par grandes masses. Kellermann débouche par la droite de Wachau avec les Polonais et les dragons de la garde ; par la gauche s'élance le roi de Naples, avec la cavalerie de Latour-Maubourg ; le duc de Bellune revient à la charge sur les grenadiers de Rajewski et les colonnes du prince de Wurtemberg. Kellermann, après avoir culbuté les cuirassiers russes, se voit ramené sur les hauteurs de Wachau par la réserve autrichienne de Nostitz. De son côté, le roi de Naples a dispersé la cavalerie qui couvrait Gossa, entamé les grenadiers russes, renversé le corps du prince de Wurtemberg, emporté une batterie de vingt-six pièces ; le duc de Bellune s'est rendu maître de la bergerie d'Auenheim ; mais, au moment d'achever la victoire, les généraux Maison et Latour-Maubourg sont tombés blessés ; et, surprise tout à coup, dans le désordre qui suit une charge à fond, par les Cosaques de la garde russe, notre cavalerie recule à son tour, en perdant vingt-quatre des bouches à feu dont elle venait de s'emparer. Alors Napoléon met en mouvement les deuxième et cinquième corps de cavalerie ; une artillerie formidable les soutient ; ils enfoncent le corps de Gorzakof, et enlèvent le village central de Gossa. Mais la division prussienne de Pirsch les arrête et rentre dans le village ; elle est appuyée sur deux régiments de la garde russe et par quatre-vingts bouches à feu. Telle fut la dernière attaque que Napoléon dirigea à la journée de Wachau sur le centre des ennemis. A la droite, le prince Poniatowski venait de mériter le bâton de maréchal en défendant avec succès le passage de la Pleiss contre les Autrichiens, malgré la supériorité de leur nombre et la fureur de leurs efforts ; cependant, sur le soir, le général Meerweldt était parvenu à la traverser à un gué près de Dolitz. Notre droite se trouvait forcée ; la grande combinaison de Schwartzemberg pour percer la ligne qui couvrait notre camp et nos parcs, et prendre toutes nos positions à dos, allait réussir, quand l'Empereur, que l'on croyait occupé tout entier du mouvement sur Gossa, envoya le général Curial avec une division de la vieille garde. Dolitz fut repris, le corps de Meerweldt fut culbuté dans la rivière, et lui-même tomba entre nos mains.

Sur la rive gauche de l'Elster, le général Bertrand, chargé de la défense de Lindenau, avait été vivement assailli par le général Giulay, et contraint, après sept heures de combat, à se retirer derrière la Luppe. Bertrand, ayant repris

l'offensive, était parvenu à rejeter l'ennemi dans ses positions, et à nous rouvrir la route d'Erfurt, qui est celle de France.

Au nord de Leipsick, nos armes ont autant de gloire peut-être et moins de bonheur. Privé des deux divisions Souham qu'il a envoyées du côté de Wachau, séparé du corps de Reynier vainement attendu, le prince de la Moskowa a dû soutenir avec le duc de Raguse les efforts des corps de Langeron, d'Yorck et de Sacken, c'est-à-dire, avec dix-huit mille hommes, le choc des soixante-cinq mille hommes que commande Blücher. Ney a déployé pendant toute la journée une telle vigueur, qu'il a lassé la constance des ennemis, contre lesquels nous luttions dans la proportion d'un contre quatre. Mais enfin nous avons à regretter la position de Mœckern, douze pièces de canon et deux mille hommes, perte irréparable, que ne compensent point les dix mille qui manquent à Blücher. A six heures, le maréchal Ney fit passer la Partha à Schœnfeld au sixième corps et à la division Delmas. Le duc de Padoue et le général Dombrowski se replièrent sur le faubourg de Halle, à Pfaffendorf.

La nuit approche; après une action si longue et si terrible, qui a vu trois batailles en un jour, chacun se retire, et les feux du bivouac remplacent les clartés meurtrières de l'artillerie. Les tentes de Napoléon ont été dressées en



avant de Probstheyda, près de la route de Rochlitz: c'est là qu'on lui amène

le général Meerweldt, auquel il fait rendre son épée ; et, après une longue conférence, ce général est conduit aux avant-postes alliés. L'ancien négociateur du traité de Campo-Formio pour l'Autriche, avec le vainqueur de l'Italie, dont la brillante étoile remplissait l'horizon, va devenir le négociateur de l'empereur Napoléon, dont la fortune touche au déclin. Napoléon envoie le comte de Meerweldt porter des offres conciliatrices à François II. « Ce n'est pas trop, lui « dit-il, de l'Autriche, de la France et même de la Prusse, pour arrêter sur la « Vistule le débordement d'un peuple à demi nomade, essentiellement conqué- « rant, et dont l'immense empire s'étend depuis nous jusqu'à la Chine. »

La journée du 17, pendant laquelle on attendit vainement une réponse de M. de Meerweldt, ne fut pas une journée de repos pour nos soldats ; ils la passèrent sous les armes, occupés à se préparer, et battus par une pluie continuelle. L'Empereur, comme cédant à une espèce de pressentiment, se hâta d'envoyer les insignes de maréchal de l'empire au prince Poniatowski. Le 17 au soir, le blocus de l'armée française est consommé : le corps de Colloredo est entré en ligne, ainsi que celui de Beningsen ; l'un s'établit à Grœbern, l'autre à Naunhof ; le prince royal de Suède remplit le dernier vide en occupant Bretenfeld. Napoléon sent alors la nécessité de rétrécir encore son ordre de bataille, et, en se rapprochant de Leipsick, de se lier plus fortement avec sa gauche. A une heure du matin, il quitte son bivouac, et fait exécuter un changement de front, la gauche en arrière, le village de Connewitz servant de pivot. Pendant ce mouvement, il va donner ses instructions, à Reudnitz, au maréchal Ney ; de là il se porte à Lindenau, où il ordonne au général Bertrand de marcher sur Lutzen et de se rendre maître des défilés de la Saale à Weissenfels. A midi, ce général avait rempli cette mission importante. En revenant, Napoléon visite les ponts de Lindenau, et à huit heures du matin on le revoit sur la hauteur du Thomberg, où est la garde en réserve.

A la même heure s'ébranlent sur trois points différents les trois armées ennemies. La grande armée de Bohême, sous Schwartzemberg, s'avançait sur trois épaisses colonnes : celle de droite, commandée par Beningsen, celle du centre par Barclai de Tolly, celle de gauche par le prince de Hesse-Hombourg. Le prince royal de Suède avait quitté Bretenfeld, et manœuvrait pour tourner la droite du maréchal Ney. Blücher, sur la rive droite de la Partha, se disposait à franchir cette rivière. Le prince de Hesse-Hombourg commença l'action : après une attaque vive et opiniâtre, il emporta les villages de Dolitz et de Dœsen, reçut une blessure, et fut remplacé par le général Bianchi. Le centre ennemi s'empara aussi de la bergerie de Meysdorf, et de la tuilerie en avant de Wachau. La droite traversa sur trois colonnes le ruisseau de Liebertwolkwitz. A dix heures, les deux armées étaient en présence, et la canonnade s'engagea sur tous les points. Les détachements français, postés en avant pour arrêter la marche des alliés, étaient rejetés sur le gros de l'armée. Macdonald, menacé d'être pris à revers sur sa gauche par

Beningsen, déjà maître de Baalsdorf, se retira sur Stœtteritz, et s'étendit jusqu'à Probstheyda, qui devint l'angle saillant de la ligne de défense. Là aussi se porta l'effort de l'ennemi. A la droite, le maréchal Poniatowski était vivement pressé à Connewitz. Il conserva toute la journée cette position, malgré l'acharnement des Autrichiens, qu'il empêcha de déboucher de Lœssnig. Au centre, la grande attaque eut lieu à deux heures. Probstheyda, où se défendaient le duc de Bellune et Lauriston, fut assailli si vigoureusement par le prince Auguste de Prusse, qu'ils perdirent deux fois le village ; mais l'occupation de ce poste était si importante, que Napoléon lui-même ordonna une dernière tentative, et en chassa définitivement les Prussiens. Stœtteritz, où s'était reployé Macdonald, résista aux troupes de Ziethen et de Beningsen, et fut incendié par leur artillerie. A cinq heures, Napoléon, pressé de finir cette terrible attaque du centre, fit établir ses réserves d'artillerie sur le plateau de Probstheyda, et refoula l'ennemi dans le vallon. Schwartzemberg, repoussé sans cesse, garnit d'une artillerie également formidable le plateau opposé. Deux fois Victor et Lauriston tentèrent de sortir de Probstheyda. Vial et Rochambeau sont tués à la tête de leur division. De part et d'autre, les armées immobiles tombaient foudroyées par une mort inévitable.

La bataille n'était pas moins meurtrière sur les rives de la Partha, où le prince de la Moskowa avait à combattre le prince royal de Suède et Blücher. Menacé d'être tourné par le premier à Mockau, le maréchal Ney, par un changement de front rapidement conçu et habilement exécuté, a fermé la ligne circulaire que l'armée française formait autour de Leipsick. Alors une troupe de cavalerie et d'infanterie saxonne, avant-garde du corps du général Reynier, aux approches de la cavalerie russe, qui débouchait de Taucha, au lieu de la combattre, courut à sa rencontre, et occupa à sa tête le poste d'avant-garde qu'elle venait d'abandonner dans nos rangs. Ce n'était là que le prélude d'une trahison en masse ; car, au moment où l'ennemi parut devant Paunsdorf, le reste des troupes saxonnes, composant deux brigades, avec quarante pièces d'artillerie, l'une sous les ordres du général de Reyssel, l'autre sous ceux du colonel de Brause, et la cavalerie wurtembergeoise commandée par le général Normann, passèrent à l'ennemi, malgré les efforts de leur chef, le général Zeschau, qui, fidèle à son prince et à l'honneur, demeura parmi nous, n'ayant plus que cinq cents hommes de sa nation. Pour comble d'horreur, à peine ces infâmes déserteurs furent-ils arrivés à distance, qu'ils dirigèrent le feu de leur artillerie sur la division Durutte, dont ils faisaient partie ! La défection des Saxons avait laissé un grand vide dans la ligne française ; réduit à quatre mille hommes, le général Reynier était hors d'état de conserver Paunsdorf.

Dans le même moment, le comte de Langeron attaquait avec les Russes le village de Schœnfeld, un des faubourgs de Leipsick ; deux fois il s'en empara, deux fois il en fut chassé par le sixième corps, qui, faute de munitions, dut

enfin céder. Mais le maréchal Ney ayant fait relever le sixième corps par le troisième, Schœnfeld tomba de nouveau en notre pouvoir. Langeron engagea alors tout son corps d'armée, et, après des prodiges de valeur, le troisième corps, écrasé par cette masse d'assaillants, se vit aussi obligé d'abandonner ce village. Dix mille hommes de part et d'autre payèrent de leur sang l'affaire de Schœnfeld. Le maréchal Ney se replia sur Reudnitz, où Langeron le suivit de près.

La division Durutte, restée seule contre l'armée suédoise et le corps de Wintzingerode, renforcée bientôt de la division Delmas, était parvenue à déposter les Suédois du village de Kohlgarten; mais, assaillie par trente mille hommes, elle ne put résister plus longtemps, et l'ennemi poursuivit sa marche sur Leipsick. Les Suédois touchaient déjà aux premières maisons de Wolmansdorf. Le général Delmas se précipita sur eux avec sa division et la cavalerie badoise de Beurmann, et parvint à les repousser; mais, entouré tout à coup par les Russes, ses troupes durent céder, et lui marqua de son sang cette généreuse défense. Averti de ce péril, Napoléon s'y porta de sa personne, avec une division de sa garde à pied et ses grenadiers à cheval, et rejeta l'ennemi jusque sur la position de Schœnfeld. Aussitôt l'Empereur ordonna à Nansouty de prendre Bernadotte en flanc, pour l'empêcher de se réunir à Beningsen. Mais à peine la cavalerie légère eut-elle débouché par Mœlchau, que Bubna, Bulow et le prince de Hesse-Hombourg l'assaillirent, tandis qu'elle était arrêtée en face par deux divisions suédoises que soutenaient l'artillerie saxonne et une batterie à la congrève au service du prince de Suède. Bulow resta maître des villages de Stuntz et de Sellerhaussen. Ney, avec quarante mille hommes, avait résisté toute la journée à cent cinquante mille alliés; et il fut trahi par les Saxons!

Blücher, de son côté, avait fait attaquer le faubourg de Rosenthal, que les Polonais de Dombrowski et la cavalerie du duc de Padoue défendirent vigoureusement. Le soir, il détacha vers Hall le corps d'Yorck; il voulait prévenir sur la rive gauche de la Saale la retraite des Français, que parut lui indiquer la marche d'un train considérable d'équipages dans la direction de Weissenfels.

La nuit seule sépara les combattants et mit fin au carnage. Ainsi se termina la fameuse bataille du 18 octobre. Les alliés avaient opposé trois cent mille soldats aux cent trente mille hommes de Napoléon. L'élite de notre armée a été moissonnée dans les champs de Leipsick; soixante mille hommes manquent aussi à l'ennemi, et il balancerait à venir nous attaquer dans les remparts de Leipsick, si nous avions des munitions pour nous y défendre. Mais, depuis cinq jours, l'armée avait consommé deux cent cinquante mille coups de canon; il ne restait plus que dix mille cartouches dans les caissons, c'est-à-dire à peine pour soutenir le feu pendant deux heures. Les réserves les plus voisines se trouvaient à Erfurt et à Magdebourg : il fallait donc nécessairement quitter Leipsick, et la retraite fut décidée. Dès le soir, les parcs et les équipages filèrent par Lin-

denau sur Lutzen, qui avait vu notre première victoire dans cette campagne ; la cavalerie, la garde, une partie de l'infanterie, suivirent dans la nuit. La marche était difficile par le défilé de deux lieues qui sépare Leipsick de Lindenau, et que coupent plusieurs rivières sur lesquelles aucun pont n'avait été jeté, malgré les ordres réitérés de Napoléon.

A la nouvelle inespérée de notre retraite, les alliés tressaillirent de joie et lancèrent toutes leurs masses contre Leipsick. L'Empereur veut épargner à cette malheureuse ville les horreurs qui la menacent. On lui donne le conseil rigoureux, mais utile et décisif, de brûler les faubourgs de Leipsick, et de tenir jusqu'au dernier moment dans cette ville. On lui démontre tous les avantages d'une résistance prolongée, qui assurera au moins la retraite de notre armée. Mais Napoléon préfère le péril de succomber, s'il le faut, dans cette ville fidèle, au crime d'imiter la conduite de Rostopchin à Moskou. Il veut à tout prix conserver Leipsick au vieux monarque qui aussi a préféré l'honneur au salut de ses états. Bientôt l'Empereur va porter des consolations au roi de Saxe. Dans une longue entrevue, il le délie de ses engagements, et le presse de la manière la plus vive, au nom de ses plus chers intérêts, de traiter avec les alliés, qui respecteront sans doute en lui la vieillesse, la vertu et le rang suprême. Le roi ne lui répond que par le chagrin profond qu'il ressent encore de la trahison de ses troupes à Paunsdorf. On ne peut relire sans émotion cette scène des derniers adieux entre Napoléon et son vieil ami, comme il l'appelait. Rien de plus touchant que les paroles du vénérable monarque, qui ne s'occupe que des périls de l'hôte illustre dont il a reçu sa couronne; rien de plus grand que Napoléon, qui, à l'approche de Bernadotte, de Beningsen et de Schwartzemberg, entrés par trois côtés dans Leipsick, ne cède, pour se retirer, qu'aux prières et aux larmes de toute la famille royale.

Napoléon veut sortir de la vieille ville par la porte de Rendstadt, mais elle est déjà encombrée : obligé de revenir sur ses pas, il va chercher la porte opposée (celle de Saint-Pierre), et longe le boulevart de l'ouest pour gagner le faubourg par lequel l'armée s'écoule. L'arrière-garde du duc de Raguse tient toujours en avant du faubourg de Hall, que Blücher a vainement tenté de forcer. Reynier occupe le faubourg de Rosenthal ; dans ceux de Taucha et de Grimma, le maréchal Ney lutte avec une constance sans égale contre les corps russes de Woronzow, les Prussiens de Bulow, et l'armée suédoise; Poniatowski et Lauriston défendent de même les faubourgs du midi. Deux heures encore d'une pareille résistance, l'arrière-garde est sauvée et se réunit avec tout notre matériel à l'armée que Napoléon a déjà mise hors d'atteinte ; car l'Empereur, sous les yeux de qui a été miné le premier pont, a donné l'ordre au commandant du génie de le faire sauter à la première approche de l'ennemi.

Parvenu enfin à travers tous les obstacles au dernier pont, celui du moulin de Lindenau, l'Empereur descend de cheval, place lui-même sur la route des





officiers d'état-major, pour indiquer aux hommes isolés le lieu de la réunion de chaque corps, et s'occupe ensuite de dicter des instructions au duc de Tarente, qu'il charge du commandement en chef de toute l'arrière-garde. Accablé par les fatigues de la veille et par les émotions de la journée, Napoléon s'est endormi profondément au bruit du canon qui tonnait de toutes parts, quand tout à coup une explosion plus forte se fait entendre : aussitôt le roi de Naples, le duc de Castiglione, entrent chez l'Empereur et lui annoncent que le grand pont de l'Elster a sauté. Ainsi, près de vingt mille hommes, séparés à jamais de lui peut-être, sont livrés au plus affreux désespoir; les uns jurent de mourir plutôt que de se rendre ; d'autres se précipitent dans la Pleiss et l'Elster, mais, pour la plupart, les eaux bourbeuses de ces rivières deviennent un gouffre où ils restent engloutis. Le maréchal Macdonald passe à la nage, le général Dumoutier se noie. Depuis le matin, Poniatowski arrêtait les efforts des alliés par des prodiges de courage; mais en apprenant que tout espoir lui est ravi, il s'élance, suivi de quelques cavaliers, au milieu des ennemis : atteint de plusieurs blessures, entouré de tous côtés, ne pouvant plus se faire jour, il traverse la Pleiss, s'avance vers les bords de l'Elster déjà garnis de tirailleurs russes, pousse son cheval dans les flots, et y rencontre la mort.

Racontons la cause de cet horrible désastre. Les alliés s'étaient enfin rendus maîtres des faubourgs; l'arrière-garde française se trouvait refoulée sur les boulevarts, lorsque la défection d'un bataillon badois, en abandonnant la porte Saint-Pierre, ouvrit à l'ennemi l'entrée de la ville, où il se précipita. Alors nos trois corps d'armée qui la défendent s'efforcent de gagner la grande route en combattant toujours. Leur valeur héroïque eût assuré leur retraite, si l'officier du génie chargé de la destruction du pont après le passage, n'eût pas confié cette importante commission à un simple caporal de sapeurs. Celui-ci, armé de la mèche fatale, croit que l'ennemi arrive en masse, exécute sa consigne, et détruit l'unique voie de salut pour nos braves soldats, dont la valeur contient encore le gros des alliés. Dès lors cette héroïque arrière-garde, deux cents pièces de canon et un matériel immense sont enlevés à Napoléon. Les ennemis perdirent plus de quatre-vingt mille hommes; mais cette perte énorme ne compensait pas la désorganisation de notre armée, l'abaissement de notre fortune et la ruine de notre influence en Europe. Les journées de Leipsick nous coûtèrent une trentaine de mille hommes, dont vingt mille morts. Vingt-deux mille blessés restèrent dans les hôpitaux de Leipsick ; dix-sept de nos généraux furent pris. Le roi de Saxe aussi fut fait prisonnier. On le déclara traître aux alliés pour n'avoir pas trahi son allié ; il fut emmené en Prusse.

Napoléon était en arrière du dernier pont de Lindenau au moment de la destruction du pont de l'Elster ; il devait à sa position de renfermer dans son âme le chagrin profond qui la dévorait : il fit former sa garde en bataille et placer ses batteries; il se trouva ainsi chargé de protéger jusqu'à la Saale les débris de

l'armée, qui, supérieure à la funeste impression d'un si cruel revers et aux défections successives des troupes de la Confédération, ne cessa de combattre de Leipsick jusqu'à Erfurt, c'est-à-dire, du 20 au 23, et contre des forces quadruples des siennes. L'ennemi la vit toujours la même, toujours digne de sa renommée, à Markranstadt, à Freybourg, à Naumbourg, et surtout à Kosen. Le 22, l'Empereur était à Ollendorf, où, débarrassé par la désertion de tous les étrangers qui servaient encore dans ses rangs, il se livrait à la sécurité d'un repos de famille. Mais un général autrichien, le comte de Mier, s'est glissé la nuit dans son camp, et, encore tout couvert de la poussière des trois journées de Leipsick, le preux Murat, ou plutôt le roi de Naples, a reçu cet émissaire à son bivouac. Cette circonstance explique l'ardeur de la poursuite du corps de Giulay, auquel appartient le comte de Mier. Ce général a garanti son royaume à Murat de la part de l'Angleterre et de l'Autriche. Deux jours après, Napoléon et Murat se sont fait des adieux éternels.

Napoléon ne donne, à Erfurt, que deux jours de repos à ses braves soldats. Menacé par Blücher du côté d'Eisenach, il dut quitter Erfurt le 25 et se porter à Gotha ; le 26, on s'engage avec assez de sécurité dans la forêt de Thuringe ; le 28, nous sommes à Schluchtern, et nous avons passé Fulde. Là semblait s'arrêter l'acharnement de l'ennemi ; il n'a mis à notre poursuite que des hordes de Cosaques qui massacraient avec barbarie nos traînards et nos malades. Nous espérions gagner désormais sans coup férir les remparts de Mayence ; mais un obstacle aussi grand qu'imprévu nous attendait aux bords de la Kintzig, et contraignit la valeur française à marquer par une victoire ses derniers pas sur la terre germanique.

La nouvelle armée austro-bavaroise, qui avait fait sa jonction à Braunau le 19 octobre, s'était mise en mouvement sous les ordres du général de Wrède, et portée à marches forcées sur les derrières de nos troupes, afin de leur fermer la route de la France. Le 24, au bruit de la victoire de Leipsick, elle se présenta devant Wurtzbourg : là, elle se vit arrêtée par douze cents Français ; le général Tharreau, leur commandant, rejeta toutes les sommations d'une armée de cinquante mille hommes. Le 29, de Wrède occupait Hanau avec le gros de son armée. Napoléon, instruit de cette circonstance, partit de Schluchtern et renversa les brigades autrichiennes et bavaroises qui inquiétaient son passage. Certain qu'une bataille devait encore ouvrir à son armée les portes de la vieille France, il fit diriger sur Coblentz tous les bagages, sous la protection de la cavalerie des généraux Milhaud et Lefebvre-Desnouettes. En effet, le 30, quarante-cinq mille hommes l'attendaient sur la Kintzig, en avant de Hanau, couverts par une artillerie formidable. Au débouché de la forêt qui sépare les deux armées, Napoléon, faute d'artillerie, fut obligé de suspendre l'attaque et de se borner à la fusillade de ses tirailleurs. A trois heures, le général Drouot paraît avec cinquante pièces de la garde, et fait taire le feu de l'ennemi. Mais une



Napoléon dans la forêt d'Hanau.



charge générale de la cavalerie austro-bavaroise, profitant du moment ou le général Nansouty étend la sienne sur la droite, entoure de si près l'artillerie française, que les canonniers sont forcés de défendre leurs pièces à l'arme blanche. Alors la cavalerie de la garde et les cuirassiers dégagèrent l'artillerie, et, culbutant par une charge à fond l'infanterie ainsi que la cavalerie des ennemis, dispersèrent entièrement leur gauche. L'armée austro-bavaroise, repoussee en désordre au-delà de Kintzig, ne put se rallier que la nuit sous le canon de Hanau, après avoir eu six à sept mille hommes tués, blessés et prisonniers. Ainsi se termina cette bataille que la trahison avait préparée à Ried et à Braunau. Le 31 octobre, toute l'armée arriva successivement à Francfort ; et le 2 novembre, Mayence reçut pour la dernière fois dans ses murs l'empereur Napoleon et son armée.

Les armées combinées prirent des cantonnements sur la rive droite du Rhin : Blücher s'établit entre Coblentz et le Mein, Schwartzemberg entre le Mein et le Necker, de Wrède sur la rive gauche de ce fleuve ; Beningsen bloquait Magdebourg ; Klenau retenait le maréchal Saint-Cyr dans Dresde ; le 28 octobre, Saint-Priest et ses Russes occupèrent Cassel, capitale du royaume de Westphalie, rayé du nombre des états par les alliés ; leurs troupes envahirent également le duché de Berg, ainsi que le Hanovre ; Wintzingerode s'étendit dans l'Oldenburg et l'Ost-Frise, tandis que Bulow marchait pour soulever la Hollande. Les princes coalisés, réduits désormais à adopter les principes, à parler le langage, à employer les moyens de la révolution, siégeaient avec leur état-major militaire et politique à Francfort ; et c'est de là que, pour consommer la ruine de Napoléon, ils allaient, presque dans les mêmes termes que la Convention nationale de France, prêcher aux peuples de l'Europe l'insurrection, comme le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs





CHAPITRE XLI.

1813.

Affaires d'Espagne et d'Italie, jusqu'à la fin de 1813. — Napoléon à Paris. — Proposition de Francfort — Séances du Sénat et du Corps-Législatif



Avant et depuis la rupture du congrès de Prague, nos armées, excitées dans les deux Péninsules par Napoléon, qui sentait profondément les périls de la France, répondaient avec la même constance, mais avec une fortune diverse, aux appels du génie infatigable de ce grand capitaine. De glorieux faits d'armes, perdus dans les escarpements des montagnes et étouffés par les désastres de la grande armée, signalèrent les derniers efforts de l'armée d'Espagne sous le maréchal Soult. Les généraux Foy, Clauzel, Abbé, Reille, Rey, Conroux, Drouet, etc., attachèrent leurs noms à cette campagne malheureuse, où la valeur française soutint le dernier vol de l'aigle impériale sur le sommet des Pyrenées. A la fin de 1813, il ne reste plus à la France en

Espagne que le petit port de Santona, qui, presque sans défense, partagera avec Hambourg, à l'autre extrémité de l'Europe, l'honneur de garder le drapeau tricolore jusqu'au traité de Fontainebleau.

Le prince Eugène, arrivé le 18 mai à Milan, après s'être illustré par la belle retraite de Posen, comptait, vers le milieu de juillet, sous ses drapeaux, plus de cinquante mille hommes. Dans le mois d'août il occupait sur la ligne de la Saave, Wippach, Alpen, Tarvis, Villach, Laybach et Trieste; des succès variés lui enlevèrent et lui rendirent ces diverses positions, qu'il aurait fini par conserver, malgré le soulèvement de l'Illyrie et la désertion de tous les soldats des contrées réunies à la France. Mais le traité de Ried entre l'Autriche et la Bavière étant venu donner tout à coup à la guerre d'Italie un caractère plus grave, en ouvrant aux troupes autrichiennes les défilés du Tyrol, le vice-roi crut devoir resserrer sa ligne. Ce prince se trouvait, comme son père adoptif, les armes à la main contre son beau-père; comme Napoléon, il fut aussi trahi dans son camp, et marcha entre la défection du roi de Bavière et la perfide amitié du roi de Naples. Si Joachim, que Napoléon et le vice-roi appellent au secours de l'Italie, reste fidèle, la route de Vienne reverra Eugène et Murat. Tous deux sont ses élèves, ses compagnons d'armes. Il appelle l'un son fils, et l'autre son frère.

La tâche d'Eugène était cruelle : condamné à redescendre les premiers degrés de la gloire militaire de Napoléon, à franchir les pentes et non plus les sommets des Alpes Juliennes, sa retraite est une lutte perpétuelle. Le 31 octobre, il prend Bassano aux Autrichiens; le 5 novembre, après avoir secouru Palma-Nova et organisé la défense de Venise, il se replie sur l'Adige, et porte son quartier-général à Vérone. Le 15, il bat à Caldiero le général Bellegarde; le 27, un revers enlève aux Français Ferrare et Rovigo; les Autrichiens s'opiniâtrent à occuper ces deux territoires, parce qu'ils savent que Joachim, qui a fait dresser ses tentes derrière celles du vice-roi, attend des nouvelles du prince Cariati, son négociateur auprès du cabinet de Vienne. Ce prince est resté à Naples avec l'Autrichien Neipperg et un envoyé de l'Anglais Bentinck. Les proclamations couvrent l'Italie. De Ravennes, le général Nugent promet aux Italiens le bonheur dont ils jouissent à présent, sous la maison d'Autriche ; Joachim leur annonce hautement leur indépendance. L'attitude équivoque ou plutôt menaçante du roi Joachim était l'objet constant de la correspondance de l'Empereur avec le vice-roi. « *Faites-lui toutes les prévenances possibles*, écrivait Napoléon à Eugène, le 3 décembre, *pour en tirer le meilleur parti.* » En attendant, et d'après les ordres de l'Empereur, les villes, les arsenaux, les magasins des provinces françaises et italiennes sont ouverts aux Napolitains. Joachim a demandé des armes à l'Empereur ; il les reçoit pour les tourner bientôt contre la France. Zara a succombé à un siége et à un bombardement par la défection des Croates. Venise, que les Autrichiens bloquent étroitement, repousse leurs attaques avec vigueur. Dans

les derniers jours de ce mois se consommait la trahison de Joachim ; ses troupes arrivaient à Rimini et à Imola ; elles entraient comme amies à Ancône et à Bologne. Ce fut alors que le vice-roi, ayant reçu des renforts d'Espagne et d'Alexandrie, prit de nouvelles dispositions militaires.

Immédiatement après la victoire de Hanau, Napoléon, revenu à Mayence consacre six jours dans cette ville à la réorganisation de son armée. Le duc de Tarente défendra le Rhin à Cologne, Marmont à Mayence, le duc de Bellune à Strasbourg ; le duc de Valmy va à Metz commander les réserves ; le général Bertrand, qui a livré le dernier combat sur la Kintzig, est placé en première ligne dans la tête du pont de Cassel, cet inexpugnable boulevart de Mayence Tout le reste de l'armée a repassé cette grande limite que la nature et la république avaient donnée à la France. Mais, ainsi qu'à Torgau, le typhus des hôpi-



taux militaires moissonne sous leurs abris les braves que le champ de bataille a respectés : cette terre, encore française, semble n'avoir plus que des tombes pour ses défenseurs.

Le 9 novembre, Napoleon était de retour à Saint-Cloud. Le même jour un evenement singulier se passait à Francfort. La campagne venait de se terminer par l'enlèvement de M. de Saint-Aignan, ministre de Napoleon près les cours ducales de Saxe Dans sa route, ayant réclame contre cette violation M. de

Saint-Aignan fut appelé par M. de Metternich à Francfort, où étaient réunis les ministres des puissances belligérantes. « Il s'agit, lui dit M. de Metternich, de la réponse aux propositions dont le général de Meerweldt a été chargé. *Personne n'en veut à la dynastie de l'empereur Napoléon. L'Angleterre*, reprend lord Aberdeen, *est disposée à rendre à pleines mains. Les choses s'arrangeront bien vite*, ajouta le comte de Nesselrode, *si le duc de Vicence, votre beau-frère, est chargé de la négociation.* » Enfin M. de Saint-Aignan écrit, sous la dictée de M. de Metternich, les propositions qu'il doit transmettre à Napoléon. « Il s'agit d'une paix « générale. La France sera renfermée entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. « L'Angleterre reconnaîtra la liberté du commerce et de la navigation à la France. « Après l'acceptation de ces bases, une ville sera neutralisée sur la rive droite « du Rhin pour la négociation. » M. de Saint-Aignan arrive à Saint-Cloud et remplit sa mission. Napoléon propose Manheim pour le congrès, et nomme pour plénipotentiaire le duc de Vicence, à qui il donne le portefeuille des affaires étrangères; mais, dans l'intervalle de la correspondance du cabinet de France avec celui d'Autriche, parut, le 1er décembre, la trop fameuse déclaration de Francfort, qui, par un arrêt européen de la coalition, sépara tout à coup la cause de Napoléon de celle de la nation française, au moment où on négociait avec lui la paix du monde! Le lendemain, M. de Vicence écrivait à M. de Metternich que l'Empereur adhérait aux bases proposées.

Dès le principe, l'Autriche avait senti qu'il lui fallait du temps pour armer sa médiation, et elle y employa les deux mois de la négociation de Pleswitz et du prétendu congrès de Prague. Il en était de même à l'égard de la coalition, elle avait décidé la destruction de Napoléon et de l'empire français; toutefois il lui fallait aussi du temps afin de se faire ouvrir toutes les portes de la France, et elle en avait trouvé le moyen dans la fallacieuse négociation de Francfort, pour laquelle Napoléon s'était résigné aux plus grands sacrifices. Déjà, après Leipsick, l'Autriche avait cherché à séduire cette neutralité, admirable privilége, que l'Europe depuis plusieurs siècles reconnaissait à la Suisse; le 18 octobre, la Suisse l'avait de nouveau réclamée, et Napoléon s'était empressé d'y adhérer. Mais le cours du Rhin, depuis Bâle jusqu'à la mer, ne suffisait pas à l'invasion européenne; les alliés décidèrent secrètement à Francfort que la neutralité helvétique serait traitée comme une protection du sol français, et l'oligarchie bernoise, qui gardait la frontière allemande, convint de prêter la main à la violation du territoire helvétique par le prince de Schwartzemberg, qui, de Francfort, était allé lui-même négocier cette trahison. Ainsi rien ne pouvait plus arrêter l'envahissement de la France : le Rhin est livré aux coalisés à Bâle, à Rheinfelden, à Schaffouse, et la route de Genève est devant eux. On charge Schwartzemberg du premier mouvement, Bubna du second; Blucher attend la nouvelle de leur marche pour passer le Rhin à Manheim; Bernadotte attend aussi en Hollande, pour entrer en Belgique, que Blucher ait mis le pied dans

la vieille France. Cependant qu'ont-ils à craindre, ces généraux, à la tête de leurs masses victorieuses? Ils n'ont laissé derrière eux que des captifs à Hambourg, à Dantzick et dans quelques places du Nord. Dès le 11 novembre, le maréchal Saint-Cyr avait capitulé à Dresde, pour ses trente-deux mille hommes, avec les généraux Tolstoï et Klenau. Mais le dernier ambassadeur d'Autriche à Paris, le généralissime Schwartzemberg, a refusé de ratifier la capitulation ; et lorsqu'ils s'avançaient vers la France, Saint-Cyr et son armée ont été investis, désarmés, conduits prisonniers en Autriche! Le 21 novembre, Stettin, après huit mois de blocus, ouvre ses portes ; le 24, Amsterdam reçoit le général Bulow, proclame l'indépendance de la Hollande et le rappel de la maison d'Orange : le 2 décembre, Utrecht se rend ; le 4, les Suédois sont dans Lubeck ; le 10, l'ennemi occupe Breda et Wilhemstadt ; enfin, le 15, pour qu'il ne restât plus en Europe un seul allié à Napoléon, le fidèle roi de Danemarck signe malgré lui un armistice avec les Russes. Cependant la forte ville de Torgau, où vingt-sept mille hommes ont été entassés dans les maisons d'une population de quatre mille cinq cents habitants, a subi tous les maux de l'humanité, toutes les horreurs de la guerre : en proie à une contagion qui dévore quatre cents hommes par vingt-quatre heures, bombardée nuit et jour, livrée à la famine, au désespoir, elle n'a plus d'autre asile pour ses morts que les glaces de l'Elbe. Son cimetière est occupé par l'ennemi. Son gouverneur, Narbonne, le négociateur de Prague, a péri victime du typhus. Le général Dutaillis, qui le remplace, aura jusqu'au dernier moment la force de tenir fermées à l'ennemi les portes de cette malheureuse place.

Le 11 décembre, au milieu des désastres de ses troupes d'Outre-Rhin, et des trames machiavéliques de la coalition, Napoléon, par le traité de Valençay, donne un gage solennel à la paix, dont il a reconnu les bases posées par les alliés eux-mêmes, et rend l'Espagne à Ferdinand. Le duc de Bassano avait encore entamé une autre négociation avec le pape ; il la continua, quoiqu'il ne fût plus ministre des relations extérieures ; l'évêque de Plaisance, qui en était le plénipotentiaire, la fit connaître par des lettres qu'il publia dans les journaux. Ainsi Napoléon, en traitant avec Ferdinand et avec le pape, était allé de lui-même au-devant de ces bases de Francfort, qu'on lui refusait depuis qu'il les avait acceptées.

Cependant, le 15 novembre, un sénatus-consulte avait appelé trois cent mille hommes sous les armes ; un autre avait fixé au 15 décembre l'ouverture du Corps Législatif. Le 17 de ce mois, un décret impérial mobilisait cent quatre-vingt mille gardes nationaux, pour renforcer les garnisons de l'intérieur. Napoléon a besoin de toutes les ressources de la France et de toutes celles de son génie au moment où il doit faire face aux périls sans nombre qui l'environnent. Pour trouver des secours et du dévouement dans de si graves circonstances, il avait convoqué le Sénat, le Corps Législatif et le Conseil-d'État. Il

ouvrit en ces termes cette séance solennelle, dont les suites furent si fatales à lui-même et à la France :

« Sénateurs, Conseillers-d'État, Députés des départements au Corps-Législatif,

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes françaises dans cette campagne ; « des défections sans exemple ont rendu ces victoires inutiles. La France même « serait en danger sans l'énergie et l'union des Français... Je n'ai jamais été « séduit par la prospérité : l'adversité me trouvera au-dessus de ses atteintes ; « j'ai plusieurs fois donné la paix aux nations lorsqu'elles avaient tout perdu. « D'une part de mes conquêtes j'ai élevé des trônes pour des rois qui m'ont « abandonné ; j'avais conçu de grands desseins pour la prospérité et le bonheur « du monde... Monarque et père, je sens que la paix ajoute à la sécurité des « trônes et à celle des familles. Des négociations ont été entamées avec les « puissances coalisées : j'ai adhéré aux bases préliminaires qu'elles m'ont pré- « sentées ; rien ne s'oppose de ma part au rétablissement de la paix... » Les pièces de la négociation furent communiquées au Sénat et au Corps Législatif, qui nommèrent chacun une commission pour leur examen. Le 30, la commission du Sénat présenta son adresse à l'Empereur ; le Sénat approuvait tous les sacrifices demandés à la France dans le but de la paix... « C'est le vœu de la « France, dit la députation ; c'est le besoin de l'humanité. Si l'ennemi persiste « dans ses refus, eh bien ! nous combattrons pour la patrie entre les tombeaux « de nos pères et les berceaux de nos enfants. »

Le Sénat de Rome ne s'exprimait pas autrement quand Annibal campait à ses portes ; mais si le temps était le même, les hommes étaient différents.

Napoléon répondit : « Ma vie n'a qu'un but, le bonheur des Français. Cepen- « dant, le Béarn, l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant, sont entamés ; les cris de « cette partie de ma famille me déchirent l'âme : j'appelle des Français au secours « des Français ; j'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, « de la Champagne, et des autres départements, au secours de leurs frères. Les « abandonnerons-nous dans leur malheur ? *Paix et délivrance de notre territoire !* « doit être un cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'é- « tranger fuira ou signera la paix *sur les bases qu'il a lui-même proposées. Il* « *n'est plus question de recouvrer les conquêtes que nous avons faites.* » C'était parler en grand homme et en grand citoyen. Le rapport de la commission au Sénat était également digne de la nation, du Sénat et de Napoléon. Il se terminait ainsi : « Le moment est décisif. Les étrangers tiennent un langage paci- « fique ; mais quelques-unes de nos frontières sont envahies et la guerre est à « nos portes. Trente-six millions d'hommes ne peuvent trahir leur gloire et leur

« destinée... Ralliоns-nous autour de ce diadème où l'éclat de cinquante vic-
« toires brille au travers d'un nuage passager. *La fortune ne manque pas long-*
« *temps aux nations qui ne se manquent pas à elles-mêmes.* »

L'attitude du Corps Législatif eut moins de noblesse : au lieu d'accourir au secours de la patrie et de son souverain, il instruisit le procès de l'empire avec la liberté ; sa commission sembla n'être que l'organe du parti de l'étranger, au lieu de l'être des départements de la France. « ... On ne veut pas nous humi-
« lier, dit l'orateur de la commission ; *on veut seulement nous renfermer dans nos*
« *limites et réprimer l'élan d'une activité ambitieuse, si fatale depuis vingt ans à*
« *tous les peuples de l'Europe.* De telles propositions nous paraissent honorables
« pour la nation, *puisqu'elles prouvent que l'étranger nous craint et nous respecte.*
« Ce n'est pas lui qui assigne des bornes à notre puissance ; c'est le monde ef-
« frayé qui invoque le droit commun des nations. Les Pyrénées, le Rhin et les
« Alpes renferment un vaste territoire dont plusieurs provinces ne relevaient
« pas de l'*empire des lis, et cependant la couronne royale de France était brillante*
« *de gloire et de majesté entre tous les diadèmes.* — *Orateur*, s'écrie le duc de Mas-
« séna, président, *ce que vous dites est inconstitutionnel.* — *Il n'y a ici d'inconsti-*
« *tutionnel que votre présence !* » répliqua l'orateur ; et il continua par le tableau du despotisme sous lequel gémissaient les peuples *du Rhin, du Brabant et de la Hollande.*

Ainsi l'Europe assiégeante et la France assiégée apprirent en même temps que le Corps Législatif se constituait l'opposition. Une adresse à l'Empereur fut votée à la majorité de deux cent vingt-trois voix contre trente et une : cette adresse était, comme le rapport, une véritable émanation de la déclaration de Francfort ; elle séparait ainsi la France de Napoléon ; elle exprimait violemment le vœu d'un redressement de griefs imputés au gouvernement impérial ; elle demandait à l'Empereur des garanties contre lui-même, *des garanties politiques, pour engager la nation, pour rendre la guerre nationale.*

Napoléon sentit profondément les conséquences d'une division si contraire aux intérêts du pays et à toute saine politique ; ne sachant quel remède apporter au mal, il ordonna de saisir l'épreuve du rapport et celle de l'adresse chez l'imprimeur, et de briser les planches de la composition ; en outre, les portes du palais du Corps Législatif furent fermées et la législature ajournée. Peut-être la loi de la nécessité, qui gouverne encore plus les princes et les empires que les particuliers, exigeait-elle cette illégale et violente détermination ; mais c'était le cas de la justifier par un appel direct et généreux à la nation, et de s'adresser à elle avec l'audace et la confiance d'un grand homme sous lequel elle avait accompli tant de prodiges. Au lieu de cela, Napoléon conçut la malheureuse idée de donner aux députés une audience de congé, et il laissa éclater à peu près en ces mots son vif mécontentement.

« J'ai supprimé votre adresse : elle était incendiaire. Les onze douzièmes du

« Corps Législatif sont composés de bons citoyens ; je les connais, je saurai « avoir des égards pour eux ; mais un autre douzième renferme des factieux « des gens dévoués à l'Angleterre : votre commission et son rapporteur « M. Lainé, sont de ce nombre ; il correspond avec le prince-régent par l'inter- « médiaire de Desèze ; je le sais, j'en ai la preuve ; les quatre autres sont des « factieux.... S'il y a quelques abus, est-ce le moment de me venir faire des re- « montrances quand deux cent mille Cosaques franchissent nos frontières ? « Est-ce le moment de venir disputer sur les libertés et les sûretés individuelles « quand il s'agit de sauver la liberté politique et l'indépendance nationale ? Il « faut résister à l'ennemi ; il faut suivre l'exemple de l'Alsace, des Vosges et de « la Franche-Comté, qui veulent marcher contre lui et s'adressent à moi pour « avoir des armes... Vous cherchez dans votre adresse à séparer le souverain « de la nation... C'est moi qui représente ici le peuple, car il m'a donné quatre « millions de suffrages : si je voulais vous croire, je céderais à l'ennemi plus « qu'il ne me demande... Vous aurez la paix dans trois mois, ou je périrai.. « Votre adresse était indigne de moi et du Corps Législatif. » Il aurait bien mieux valu se contenter d'avoir dissous la Chambre des députés que de lui adresser une pareille réprimande. Napoléon, quoique doué d'une haute éloquence, ne savait pas gouverner ses paroles dans toutes les circonstances. Après ce funeste entretien avec le Corps Législatif, il soutint sa résolution par des raisons d'état irrésistibles ; mais cette résolution n'en était pas moins une grande faute que tout commandait d'éviter, même au risque d'une révolution. Il fallait enfin sauver la France par la France, dût-on périr soi-même au milieu de la tourmente qui l'aurait arrachée des mains de l'étranger. Mais il n'était plus au pouvoir d'un homme et d'une armée d'obtenir ce prix des plus héroïques efforts.





CHAPITRE XLII.

1814.

Campagne de France. — Défection du roi de Naples. — Bataille de Brienne. — Bataille de la Rhotière. — Bataille de Champ-Aubert. — Congrès de Châtillon. — Combat de Montereau. — Combat de Montmirail. — Bataille de Craonne. — Prise, combat et reprise de Reims. — Combat de Fère-Champenoise. — Bataille et capitulation de Paris.



L'ANNÉE 1814 commence pour Napoléon sous de sinistres auspices : sur les bords de la Baltique, les vingt mille braves, reste de la garnison de Dantzick, sont, au mépris de la capitulation, envoyés dans les déserts de la Russie ; Genève, qu'un lâche magistrat vient d'abandonner, a ouvert ses portes, que l'on pouvait défendre encore longtemps. Lyon, confié au maréchal Augereau, Lyon, qui doit sauver le midi de la France, si le duc de Castiglione se souvient de ce qu'il a fait autrefois et des dernières instructions de Napoléon, menace de tomber aux mains de l'ennemi. Serons-nous plus heureux dans les négociations? La tournure qu'elles prennent ne laisse qu'un très-faible espoir à cet égard.

Le duc de Vicence, muni des pleins pouvoirs de l'Empereur, n'avait pu être admis auprès de M. de Metternich. Le 18 janvier, il attendait encore ses passeports aux avant-postes français. Napoléon avait lu clairement dans les propositions des alliés, en disant à ses plénipotentiaires qu'elles n'étaient qu'un masque. Et sans doute, après les démarches officielles qu'il avait fait résulter de la note confidentielle de M. de Saint-Aignan, il n'était point permis d'accuser l'Empereur de ne pas vouloir mettre un terme à la guerre, quand, d'ailleurs, il ne comptait plus qu'une petite armée de cinquante mille hommes pour défendre la France assiégée par un million de soldats. La paix n'était pas seulement un devoir pour lui ; elle était une nécessité, une loi de la fortune, si toutefois la conduite des alliés s'accordait avec leurs déclarations.

Ce même mois de janvier devait encore être fatal à l'honneur du diadème. Un souverain à qui la France donnait depuis vingt ans le titre de son *premier soldat*, que Napoléon, en reconnaissance de cette valeur devenue historique, avait uni à sa famille et doté d'une des plus belles couronnes de l'Europe, le roi Joachim, oublie tout à coup qu'il n'est rien sans la France. Il imite Bernadotte, et court se placer à la suite des intérêts et des défections des anciennes dynasties. Le 6 de ce mois, il a signé un armistice avec l'Angleterre ; le 11, un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Autriche, en vertu duquel trente mille Napolitains doivent marcher contre la France. Il ferme au vice-roi la route de Vienne, qu'une bataille combinée avec le roi de Naples lui aurait infailliblement ouverte.

La France semble marquée de la même fatalité au-dedans qu'au-dehors. Dans le courant de janvier, le Fort-Louis, Montbelliard, Haguenau, le Fort-l'Écluse, Saint-Claude, Cologne, Trèves, Vesoul, Épinal, Forbach, Bourg-en-Bresse, Nanci, le Fort de Joux, Langres, Dijon, Toul, Chambéry, Châlons-sur-Saône, Bar-sur-Aube, sont occupés par l'ennemi. Cependant Napoléon, oubliant la résistance qu'il vient d'éprouver dans le Corps-Législatif, a appelé aux armes toute la population virile des Vosges, de la Haute-Saône, de l'Isère, de la Drôme, du Jura, du Doubs, du Mont-Blanc, de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de l'Aube, du Haut et du Bas-Rhin. On donne aux levées en masse de ces départements des officiers et des généraux qui y sont nés : le général Berckeim a sous ses ordres toutes celles de l'Alsace. Dès le 8 janvier, un décret a mis en activité les trente mille hommes de la garde nationale de Paris ; l'Empereur les commande en chef, et prend le maréchal Moncey pour major-général. Cette armée est l'armée de la capitale. Les invalides de Fleurus, de Jemmapes, d'Arcole, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Essling, de Wagram, de Friedland, et quelques-uns de Moskou, demandent à partager les travaux de la défense nationale ; plusieurs centaines de ces vétérans généreux vont grossir les bataillons de l'armée active : « Le moment est venu, « disait le *Moniteur*, ou, de tous les points de ce vaste empire, les Français qui « veulent délivrer promptement le territoire de la patrie et conserver l'honneur « national que nous tenons de nos pères, doivent prendre les armes et marcher

« vers les camps, rendez-vous des braves et des vrais Français. » En effet, malgré quelques discours perfides, c'était bien pour la France, et non pour Napoléon, que la nation était appelée aux armes.

La destinée de Napoléon dépend de la guerre et du congrès, qui en suivra toutes les phases. Pour soutenir la guerre il invoque son génie, dont il a la confiance d'obtenir de nouveaux prodiges ; mais en même temps la prudence lui conseille de ne rien négliger dans les négociations, de même que sa dignité lui prescrit de prendre une attitude convenable par une déclaration franche de ses résolutions ; il fait donc écrire au duc de Vicence : « ... La chose sur laquelle Sa Majesté est revenue le plus souvent, c'est la nécessité que la France « conserve ses limites naturelles... Le système de ramener la France à ses anciennes frontières est *inséparable du rétablissement des Bourbons.* Sa Majesté « ne voit que trois partis : ou combattre et vaincre, ou combattre et mourir « glorieusement : ou enfin, *si la nation ne la soutient pas*, abdiquer... » Napoléon avait tout prévu, et ne pouvait plus être surpris par aucune chance du sort.

Le 23 janvier, après avoir confié le roi de Rome et sa mère à la fidélité de la



garde nationale, l'Empereur signe les lettres-patentes qui confèrent la régence à l'Impératrice; le 24, par une confiance que rien ne justifie, il abandonne la capitale de la France à son frère Joseph, qui s'était laissé ravir Madrid et l'Espagne ; dans





la nuit, il embrasse sa femme et son fils pour la dernière fois, et part, le 25 au matin, en jurant de vaincre et de sauver la patrie, pour le quartier-général, qui se trouve à Châlons-sur-Marne; les avant-postes sont à Vitry. Au moment où Napoléon vient d'entrer en campagne, il apprend que la grande armée autrichienne, descendue des Vosges, a dirigé sa plus forte colonne sur Troyes; un corps de vieille garde, commandé par le duc de Trévise, a défendu le terrain pied à pied, et livré de glorieux combats à Colombey-les-Deux-Églises et à Bar-sur-Aube. Le duc de Raguse est derrière la Meuse, entre Saint-Mihiel et Vitry; le duc de Bellune a abandonné les défilés des montagnes, et s'est replié, ainsi que le prince de la Moskowa, sur Vitry-le-Français. Toute l'armée française, moins le duc de Tarente, que le duc de Valmy doit attendre à Châlons, se trouve réunie sous la main de l'Empereur. Instruit que le duc de Trévise se retire de Troyes, il lui donne avis de sa marche, et vole, dès le 27, attaquer un corps de Blücher à Saint-Dizier, le chasse de cette ville avec vigueur, et coupe en deux l'armée de Silésie. La présence de Napoléon jette la terreur parmi les ennemis, elle ranime le courage des habitants et nous amène une foule de nouveaux défenseurs; on déterre ses armes, on se précipite sur l'ennemi, on lui fait de nombreux prisonniers; l'enthousiasme est universel! Napoléon, pour empêcher la jonction de Blücher avec Schwartzemberg, se dirige vers Troyes par Brienne, où la rupture du pont de Lesmont-sur-Aube avait retenu ce général. Napoléon s'en applaudit; il voudrait qu'une grande bataille, livrée pour le salut de la France, immortalisât ce bourg de Brienne, son second berceau, cette école militaire que, trente ans après en être sorti, il est réduit à défendre contre les Russes et les Prussiens. Nos attaques sur les terrasses du parc et à l'entrée de la ville basse sont si vives, que Blücher pense être pris. Le bourg défendu par les Russes, le château par les Prussiens, ont vu le combat le plus acharné, qu'une perte égale rend funeste aux deux armées. La nuit, après douze heures d'une lutte opiniâtre, ne sépara pas les combattants; elle pensa aussi être fatale à Napoléon, qui, vers dix heures du soir, regagnait son quartier-général de Mézières, à une demi-lieue de Brienne : un hurra de Cosaques se jeta au milieu de sa colonne, et l'un d'eux allait le frapper de sa lance, quand, d'un coup de pistolet, Gourgaud l'abattit à ses pieds. Cette journée fut malheureuse. L'Empereur n'avait avec lui qu'une partie de sa garde et de son armée; le gros de ses forces marchait dans une autre direction pour couper la route de Troyes à Blücher, qui s'était replié silencieusement vers Bar-sur-Aube. Le 30, à la pointe du jour, Napoléon apprend que Blücher a fait sa jonction avec Schwartzemberg, et que cent mille hommes nous attendent dans les plaines de l'Aube. Le 1er février, il accepte le combat avec ses cinquante mille hommes, presque tous conscrits des nouvelles levées; il a en tête les vieilles bandes de toutes les nations, l'élite de l'armée de Silésie, celle de l'armée autrichienne, de la garde impériale russe. Napoléon est au centre de son armée, au village de

la Rothière, et soutient avec la plus grande vigueur tout l'effort de l'ennemi, qui a dirigé sur ce point son attaque principale. Vainement les généraux Duhesme et Gérard déploient une intrépidité héroïque, l'un à la Rothière, l'autre à Dienville; la supériorité numérique des alliés rend inutiles les miracles de la valeur française. Dans la nuit, Napoléon ordonne la retraite sur Troyes, et trompe habilement Blücher, qui espérait nous détruire. Le lendemain, l'armée française se porte sur la rive gauche de l'Aube, après avoir coupé encore une fois le pont de Lesmont, qui a été rétabli le 30 janvier; mais Marmont, chargé de protéger notre marche, est resté sur la rive droite, et n'a plus d'autre ressource que celle de franchir la Voire à Rosnay. Assailli par les vingt-cinq mille Bavarois du général de Wrède, Marmont se souvient de Hanau : l'épée à la main, il passe sur le corps de ses infidèles alliés, et le même jour il arrive à Arcis.

Le 1er février, Bruxelles avait été évacué. Ne pouvant plus sauver la Belgique envahie par Bernadotte, Maison était réduit à défendre pied à pied la frontière de la Flandre. Eugène, que l'agression de Joachim a forcé, le 4, de se replier de l'Adige sur le Mincio, y attendait les Autrichiens. Murat avait dit au général Gifflenga, aide-de-camp d'Eugène : « Aujourd'hui, je dois ma couronne à « l'Autriche, et à l'Autriche seule : elle pouvait la rendre à la reine Caroline; « elle a mieux aimé me la conserver. En conséquence, je la servirai fidèlement « et chaudement, comme j'ai servi l'Empereur... » Joachim était trompé sur tout, même sur sa nouvelle fidélité.

Cependant Napoleon apprend, le 3 février, à Piney, entre Brienne et Troyes, que le lendemain le congrès doit s'ouvrir; toute l'Europe diplomatique et toute l'Europe militaire sont reunies contre lui. Si la position avait changé de Prague à Francfort, elle a changé bien plus de Francfort à Châtillon. Comme il n'est déjà plus question à Châtillon des bases de Francfort, le duc de Vicence demande d'autres pouvoirs; Napoléon résiste longtemps aux exigences de sa situation, aux souvenirs et aux instances de ceux qui l'entourent; enfin il donne *carte blanche* à son plénipotentiaire « pour conduire la négociation à une heu-« reuse issue, sauver la capitale, et éviter une bataille où sont les dernières es-« pérances de la nation. »

Ainsi le duc de Vicence n'a plus *les mains liées*, et par cette carte blanche, il lui est bien déclaré *que le salut de la France dépend d'une paix, ou d'un armistice à faire dans quatre jours*. Et en effet, les souverains alliés venaient d'arrêter définitivement à Brienne la marche sur Paris par les deux rives de la Seine. Macdonald, repoussé du pays de Liege, était déjà à Meaux, où il retenait les fuyards; il avait dû, le 5, évacuer Châlons devant le général Yorck. Blücher s'était séparé de ses alliés pour agir isolément sur la Marne. Dans le but de l'atteindre, Napoléon, apres avoir, le 3 et le 4, marqué son mouvement de retraite par de brillantes affaires d'avant-garde, et avoir forcé l'ennemi de se replier sur Bar-sur-Aube, était parti de Troyes. Cependant la tristesse se répandait dans les

rangs de nos soldats, qui n'avaient pas l'habitude de reculer devant l'ennemi. « Où nous arrêterons-nous? » disaient-ils au sortir de Troyes : ils ne savaient pas qu'ils marchaient au secours de Paris.

Le 7, Nogent est mis à l'abri d'un coup de main par la rupture du pont et de promptes dispositions. Mais les courriers de Paris et les aides-de-camp du duc de Tarente viennent annoncer la nouvelle de la marche de Blücher sur la capitale, par la grande route de Châlons. Le salut ou la perte de la France dépend maintenant du congrès de Châtillon ; Napoléon a donné à son plénipotentiaire la mesure du péril public, en mettant entre ses mains le sort de l'etat : il a été six heures à s'y décider. Après les révoltes d'un cœur généreux et livre aux plus cruelles angoisses, déterminé enfin par le seul intérêt de la patrie, Napoléon s'est décidé à abandonner la Belgique et la rive gauche du Rhin, l'Italie, le Piémont, l'Allemagne, Gênes, etc. Il doit signer cette dépêche le 9, à sept heures du matin ; mais à cinq heures, il a reçu un rapport sur les mouvements des armées russe et prussienne. A la lecture de ce rapport, une illumination de génie s'est emparée de lui ; le duc de Bassano l'en trouve entièrement preoccupé. « Ah! c'est vous... » dit l'Empereur, qui lui voit dans les mains la dépêche pour Châtillon. « Il s'agit d'autres choses, ajoute-t-il ; je suis « dans ce moment à suivre Blücher de l'œil ; il marche par Montmirail. Je pars ; « je le battrai demain, je le battrai après-demain : si je réussis, l'état des af- « faires va changer, et nous verrons ; en attendant, laissez Caulaincourt avec les « pouvoirs qu'il a. »

Napoléon a donné ses ordres. Bourmont est chargé de défendre à Nogent le passage de la Seine ; Oudinot garde le pont de Bray. Le soir, Napoléon arrive à Sézanne par la traverse ; il a fait douze grandes lieues avec son armée. Il n'est plus qu'à quatre lieues de Blücher, qui court sur Meaux avec sécurité après Macdonald. Le 10, au matin, Napoléon se met en route. Marmont force les défilés de Saint-Gond, et enlève à l'ennemi le village de Baye. Dans l'après-midi, Napoléon débouche à Champ-Aubert, engage aussitôt ses troupes, bouleverse les colonnes russes du général Alsufief, qui ont défendu Brienne, et brise l'armée de Blücher. Nansouty en suit une partie sur Montmirail ; Marmont poursuit l'autre sur Châlons. Napoléon s'arrête à Champ-Aubert, et fait dîner avec lui les généraux prisonniers. En informant le duc de Vicence de ce succès, il se contente de lui recommander *de prendre une attitude plus fière* au congrès. Marmont tenait Blücher en échec, entre Châlons et Champ-Aubert. Le lendemain 11, Napoleon accourt sur les traces de Sacken, qui marche vers La Ferté, et d'Yorck, qui est déjà à la vue de Meaux ; mais, à la nouvelle de la défaite de Champ-Aubert, ils ont rebroussé chemin et viennent au-devant de la bataille que Napoléon leur apporte ; une attaque générale la decide bientôt en faveur des Français. Ney et Mortier ont emporté avec la plus grande valeur la ferme des Grenaux, où l'ennemi a concentré ses forces ; il fuit vers Château-

Thierry, en pleine deroute, dans l'espoir de rejoindre Blücher sur la Marne. Mais le 12, poursuivis jusqu'à cette ville, les Russes et les Prussiens, qui n'ont pas eu le temps d'en couper le pont, y sont entrés pêle-mêle avec la cavalerie française. Mortier refoule sur la route de Soissons tous ces fuyards d'Yorck et de Sacken. Les habitants de Château-Thierry ramassent les fusils des vaincus et se forment en partisans.



Cependant Marmont n'a pu contenir plus longtemps Blücher, renforcé de deux corps, russes et prussiens, arrivés de Mayence : il a même dû évacuer Champ-Aubert ; enfin il se voit poussé jusqu'à Montmirail ; tout à coup il fait volte-face et prend position dans la plaine de Vaux-Champs ; il se retrouve encore à l'avant-garde, ayant derrière lui Napoléon avec son armée en bataille. Il est huit heures du matin : Blücher, etonné, voudrait refuser la bataille ; mais, attaqué soudain par notre cavalerie qui se précipite sur les carrés prussiens, les enfonce et les disperse, la retraite qu'il ordonne n'est plus qu'une fuite. Lui-même, le soir, enveloppé avec son état-major, il ne peut se dégager que le sabre à la main et à la faveur de l'obscurité. Marmont continue la poursuite toute la nuit. Les huit mille prisonniers russes et prussiens vont porter à Paris les bulletins de cette glorieuse semaine.





Charge des dragons d'Espagne, à Hanau.

Les deux routes de Châlons sont balayées par les troupes françaises dix fois victorieuses ; maintenant Napoléon est appelé sur les routes de la Seine, où s'avance Schwartzemberg, tandis que Mortier et Marmont restent gardiens des avenues de Châlons. Le 15, l'Empereur marche sur Meaux avec sa garde et le corps de Macdonald ; il prévient Victor et Oudinot que le lendemain il débouchera derrière eux par Guignes. Le 16, c'est à leur canon que l'Empereur se rallie; ils se battaient dans la plaine de Guignes : sa présence arrête l'ennemi. Schwartzemberg, avec ses cent cinquante mille hommes, avait à la fin forcé les ponts de Nogent, de Bray, de Montereau, et s'avançait sur Nangis, dans l'espoir d'arriver à Paris avant Blücher. Le 17, Napoléon attaque Schwartzemberg devant Nangis ; les dragons venus d'Espagne avec le général Treilhard contribuent au succès de cette journée. Schwartzemberg, vaincu comme Blücher, éprouve la déroute la plus complète : Oudinot et Kellermann poursuivent les Russes jusqu'à Nogent ; Macdonald, les Autrichiens sur Bray ; et Gérard, les Bavarois, qu'il écrase à Donne-Marie et à Villeneuve. Victor a l'ordre de s'emparer le soir même du pont de Montereau ; et Napoléon va coucher au château de Nangis, dans la confiance que Montereau est occupé par ses troupes ; il espère alors forcer Schwartzemberg à une bataille rangée.

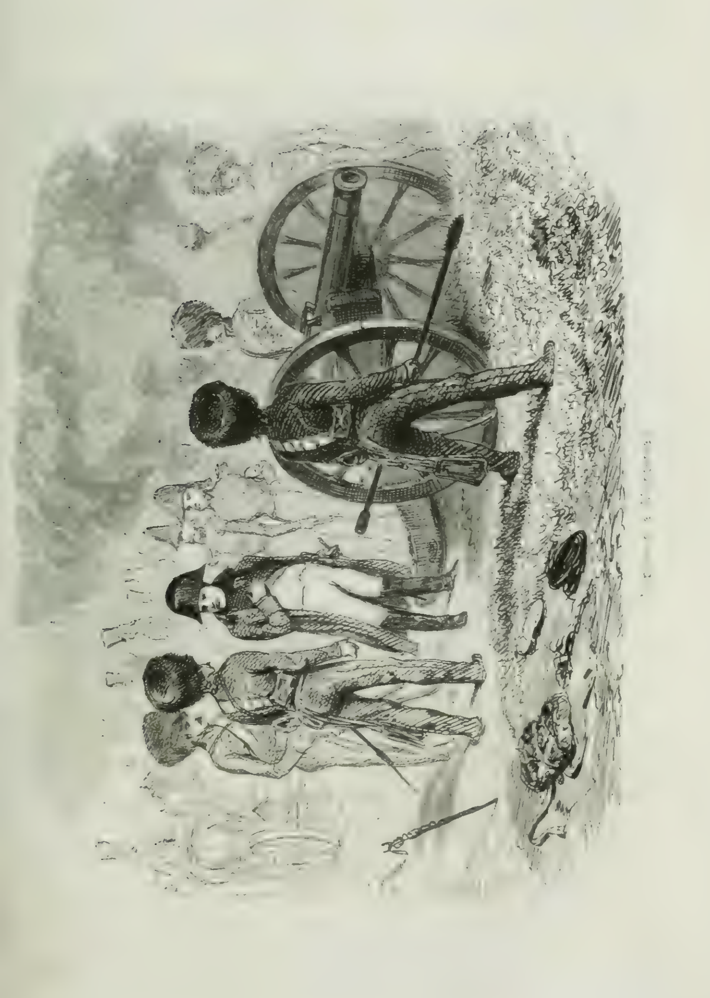
Le 17, dans la soirée, un officier autrichien se présente aux avant-postes ; il vient demander une suspension d'hostilités. Napoléon saisit cette occasion d'échapper aux lenteurs et aux perfidies d'un congrès, et écrit directement à son beau-père, en lui envoyant une lettre de Marie-Louise. Il témoigne le plus vif désir d'entrer en arrangement avec l'Autriche ; mais, après ses huit jours de victoire, il compte traiter sur de meilleures bases que celles de Châtillon, par lesquelles on lui dictait les plus dures conditions. En même temps, et sous l'inspiration du retour de la fortune à ses drapeaux, il s'empresse de mander au duc de Vicence : « Je vous ai donné carte blanche pour sauver Paris et éviter une « bataille qui était la dernière espérance de la nation : la bataille a eu lieu ; la « Providence a béni nos armes ; j'ai fait trente à quarante mille prisonniers ; j'ai « pris deux cents pièces de canon, un grand nombre de généraux, et détruit « plusieurs armées, sans presque coup férir ; j'ai entamé hier l'armée du prince « de Schwartzemberg, que j'espère détruire avant qu'elle ait repassé nos fron- « tières. Votre attitude doit être la même, vous devez tout faire pour la paix : « mais *mon intention est que vous ne signiez rien sans mon ordre*, parce que moi « seul je connais ma position.... Je veux la paix ; mais ce n'en serait pas une « celle qui imposerait à la France des conditions plus humiliantes que celles de « Francfort... Je suis prêt à cesser les hostilités, *et à laisser les ennemis rentrer « tranquilles chez eux*, s'ils signent les préliminaires basés sur les propositions « de Francfort... »

Pendant que ces choses se passaient à Nangis le congrès s'était ouvert le 17, et les plénipotentiaires alliés présentaient leur projet de traité préliminaire.

Napoléon devait renoncer aux acquisitions faites par la France depuis 1792, ainsi qu'aux titres dérivant de son influence sur les pays placés hors des anciennes limites de la France ; l'indépendance de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse, était déclarée ; la Hollande rentrait sous la souveraineté de la maison d'Orange, et l'Espagne sous celle de Ferdinand VII, etc. C'était bien le cas sans doute d'accepter ce traité préliminaire, et de faire usage de la carte blanche ; il portait d'ailleurs que quatre jours étaient donnés pour l'échange des ratifications. On ne sait quel motif engagea M. de Vicence à intervenir pour la couronne d'Italie, pour le prince Eugène, le prince Jérôme et le roi de Saxe, et à ne pas répondre sur-le-champ. Quatre ou cinq jours plus tard, il n'était plus libre ; il recevait les lettres de Nangis, du 17 et du lendemain, par lesquelles l'Empereur révoquait le pouvoir sans limites.

Le 17 février doit marquer dans nos fastes comme un jour fatal. Le maréchal Victor n'a pas exécuté l'ordre si précis et si important de prendre Montereau : cette ville est encore occupée par les Wurtembergeois, qui couvrent la retraite sur Sens du corps autrichien de Bianchi. Le 18, le maréchal se présente devant Montereau, et veut forcer cette position. Le général Chateau, son gendre, qui avait emporté avec tant de valeur les hauteurs de Brienne, y est mortellement blessé d'un coup de feu. L'action devient générale, l'Empereur s'empare du commandement, et la victoire reste aux Français. Dans cette affaire, se souvenant de son ancien métier, Napoléon pointe lui-même des pièces d'artillerie, s'expose gaiement aux coups de l'ennemi, et répond aux alarmes ainsi qu'aux murmures des soldats : « Allez, mes amis, ne craignez rien ; le boulet qui me « tuera n'est pas encore fondu. » Gérard, qui a puissamment contribué au succès, remplace le maréchal Victor dans son commandement, à qui l'Empereur permet de se retirer chez lui ; mais, touché par les larmes d'un ancien compagnon d'armes, et surtout par la perte du général Chateau, Napoléon tend la main à Victor, et l'envoie commander deux divisions de sa garde.

Le 19, l'armée a l'ordre de pousser l'ennemi sur Troyes et de nettoyer la rive droite de la Seine. Les Autrichiens, les Russes, les souverains alliés sont en pleine fuite. Paris reçoit les drapeaux des journées de Nangis et de Montereau. Le 20, l'Empereur se trouve à Bray, où Alexandre a couché la veille ; le soir, il entre à Nogent, que Bourmont a si vaillamment défendu le 10, le 11 et le 12, contre toute l'armée de Schwartzemberg, et où il a gagné le grade de lieutenant-général. Le 22, Napoléon poursuit sa marche ; la retraite des alliés se change en déroute ; leurs équipages refluent jusque sur les Vosges et les bords du Rhin. On arrive le 22 à Méry-sur-Seine ; de l'autre côté, un corps ennemi en force le passage, et l'on apprend avec la plus grande surprise que ce corps est celui de Sacken, appartenant à cette armée de Blücher qui partout se reproduit, et semble renaître de ses ruines. Une action vigoureuse s'engage avec les Russes dans les rues de cette petite ville : ils en sont





chassés : ils se retirent à la hâte de l'autre côté de l'Aube. Cependant les flammes dévorent Méry, et le quartier-général impérial se transporte au hameau de Châtres, où Napoléon passe la nuit du 22 au 23 dans la boutique d'un charron.



Le matin, se présente le prince de Wentzel de Lichtenstein, aide-de-camp de Schwartzemberg, et porteur d'une réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre du 17 de l'empereur des Français. Une conversation secrète prolongea l'audience que Napoléon accorda au prince. On assure qu'interrogé par ce souverain touchant l'influence que trois membres de la famille des Bourbons, arrivés en France, semblaient avoir prise sur les intentions des alliés, le prince de Lichtenstein avait répondu que « l'Autriche ne se prêterait à rien de semblable ; « qu'on n'en voulait ni à l'existence de Napoléon ni à sa dynastie, et que sa « mission était une preuve sans réplique qu'on ne voulait faire que la paix. » Alors Napoléon dit au prince qu'il serait le soir même à Troyes, d'où il enverrait aux avant-postes ennemis un général pour y traiter d'un armistice. Immédiatement après le départ de l'aide-de-camp autrichien, le baron de Saint-Aignan, beau-frère du duc de Vicence, revenait de Paris d'une mission

et il était admis chez l'Empereur, qu'il trouva entièrement rassuré sur la position des affaires. Deux ministres que n'avait éblouis aucune des victoires, bien que miraculeuses, qui venaient d'illustrer le mois de février, avaient fait promettre à M. de Saint-Aignan de présenter à l'Empereur le tableau véritable de l'opinion, de la situation de la capitale, et des dangers de toute espèce qui le menaçaient. Les avis dont il s'était chargé étaient sévères; il les porta à Napoléon avec autant de courage que de fidélité, et le pressa instamment de répondre aux vœux unanimes que l'on formait à Paris pour la paix, quelles que fussent les concessions auxquelles il fallût descendre. Napoléon, tout rempli de ses succès et des dernières paroles du prince de Lichtenstein, repoussa les représentations de M. de Saint-Aignan; mais la loyauté de ce plénipotentiaire de la pensée publique ne fut point ébranlée : « Sire, dit-il en « terminant, la paix sera assez bonne si elle est assez prompte. — Elle arrivera « assez tôt, répliqua vivement Napoléon, si elle est honteuse! » Ces mots se répandent, et l'armée reprend la route de Troyes aussi tristement qu'elle avait repris de cette ville, le 5 du même mois, le chemin de la capitale.

Les conseils qui arrivaient de Paris avaient sans doute de la sagesse; les circonstances leur prêtaient beaucoup de force : toutefois si les ministres, celui de la guerre surtout, si le général qui commandait la grande ville, si Joseph et les autres membres du gouvernement eussent rempli la moitié de leur devoir, Napoléon n'aurait pas eu besoin d'entendre de pareils avis, parce qu'il ne se serait jamais vu réduit à une extrémité semblable. En effet, même dans la position où il se trouvait, son génie, qui venait de lui ramener la fortune par de si incroyables succès sur les forces combinées de l'Europe, pouvait encore le sauver.

Le 23, dans l'après-midi, nous paraissons devant Troyes : les portes en sont fermées et barricadées. L'ennemi semble vouloir la défendre ou plutôt la détruire avant d'évacuer. Le combat s'est engagé; mais à la nuit, l'ennemi fait demander une trêve pour remettre les portes à la pointe du jour : Napoléon préfère le salut de la ville à un nouveau triomphe.

L'Empereur rentre à Troyes le 24. Fatigués de dix-huit jours de domination étrangère, les habitants laissent éclater des accusations de trahison et de connivence avec l'ancienne dynastie. Deux émigrés sont dénoncés pour avoir porté publiquement la croix de Saint-Louis et la cocarde blanche pendant le séjour des alliés; l'un d'eux est arrêté et fusillé. Napoléon a appris que les proclamations d'Hartwell circulent dans Paris, et que les lettres émanées de Louis XVIII sont mystérieusement parvenues aux principaux personnages de l'Empire. Il sait que le duc de Berri est à Jersey, le duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz avec l'armée anglaise, et le comte d'Artois en Franche-Comté. Aussi, à son entrée à Troyes, il a rendu un décret qui prononce la peine des traîtres contre tous ceux qui auront arboré les insignes de l'ancienne monarchie. Cependant,

dans cette même ville de Troyes, l'empereur Alexandre avait déclaré à M. de Vitrolles que les alliés n'épousaient pas la cause de la maison de Bourbon, que ce négociateur officieux venait plaider auprès de lui ; les autres souverains tenaient le même langage. A Châtillon, on avait également affirmé au plénipotentiaire français que le comte d'Artois était arrivé à Vesoul sans en prévenir les puissances, sans leur assentiment, et qu'il allait repartir.

Dans l'espoir de tirer un grand parti de sa nouvelle situation, Napoléon s'occupe de la suspension d'armes. Les alliés se sont retirés sur Bar-sur-Aube, d'où le prince de Schwartzemberg fait proposer Lusigny pour la négociation. Le point le plus difficile à décider était la ligne d'armistice. Napoléon demanda qu'elle s'étendît depuis Anvers jusqu'à Lyon. En attendant leur réponse, Napoléon se livrait aux espérances que devait lui donner l'espèce d'empressement que la coalition avait montré pour une trève, lorsque, dans la nuit du 26 au 27, il découvrit l'énigme de cette attaque de Méry, suivie si rapidement d'une retraite de la part des Russes. Ceux-ci étaient la nouvelle avant-garde d'une autre armée de cent mille hommes, récemment formée par Blücher, des différents corps descendus de la Belgique. Cet infatigable général, présent à l'échauffourée du pont de Méry, où il venait de recevoir une blessure, avait voulu, pour la seconde fois, rallier le prince de Schwartzemberg ; mais la déroute de ce dernier, après Nangis et Montereau, ayant détruit cette combinaison, le général prussien l'avait remplacée en reprenant un projet plus hardi et plus brillant, celui d'arriver seul à Paris par les deux rives de la Marne. En effet, devant lui Marmont s'était vu forcé d'évacuer Sézanne le 24 ; Mortier se retirait également de Soissons, et ces deux maréchaux se reployaient sur la Ferté-sous-Jouarre. Loin de se laisser abattre par un événement aussi inattendu, Napoléon se retrouva au contraire dans son élément naturel, les grandes difficultés. La plus pressante à surmonter était celle de masquer son départ et celui de son armée pour courir après Blücher, sans que Schwartzemberg pût, dans son mouvement de retraite, en avoir le moindre soupçon. Oudinot et Macdonald doivent contenir les Autrichiens ; l'un se bat déjà à Bar-sur-Aube ; l'autre, avec Gérard, fait faire sur toute la ligne ces acclamations qui annoncent la présence de Napoléon. Cette ruse réussit.

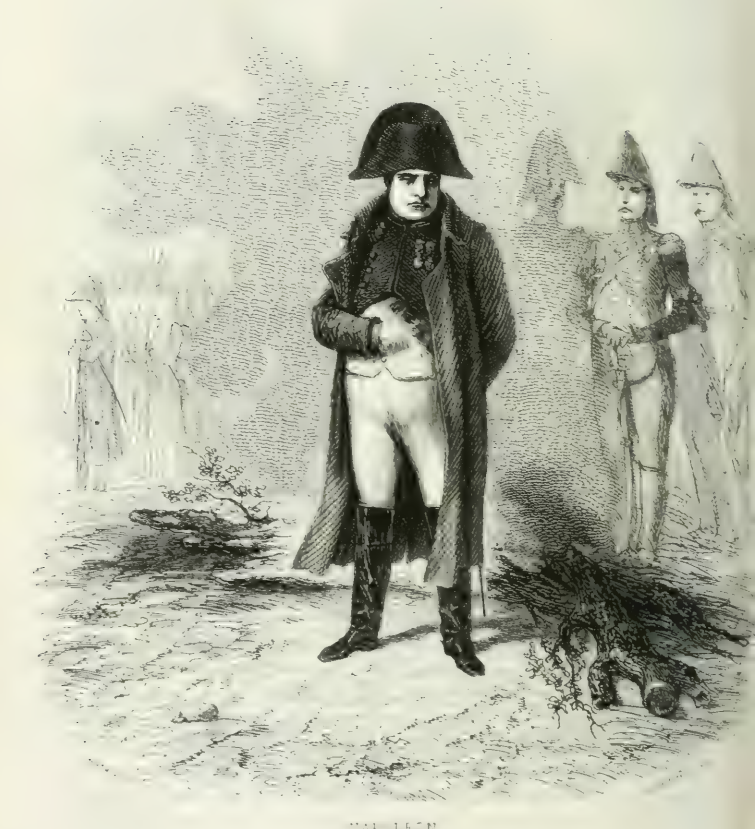
Arrivé à Sézanne, il apprend la marche sur Meaux de Mortier et de Marmont, qui n'ont pu rester à la Ferté-sous-Jouarre. Il faut sauver Meaux ; c'est un faubourg de la capitale. De Sézanne, Napoléon se porte à la Ferté-Gaucher. Là, il reçoit de fâcheuses nouvelles : le généralissime Schwartzemberg a reconnu que Macdonald et Oudinot sont seuls devant lui, et, en conséquence, il a repris vigoureusement l'offensive à Bar-sur-Aube ; Wittgenstein et Schwartzemberg, blessés dans l'action, ont refoulé sur Troyes, par la masse de leurs troupes, les faibles corps français placés en face d'eux ; Macdonald a dû également suivre le mouvement rétrograde sur Troyes, et enfin Augereau,

qui a reçu à Lyon l'ordre le plus pressant de rallier en Franche-Comté, va avoir à combattre, outre le corps de Bubna, ceux de Bianchi et de Hesse-Hombourg, que Schwartzemberg, embarrassé du nombre de ses troupes, vient de diriger sur Lyon.

Cependant Napoléon ne perd pas de vue son ennemi principal. Le 2 mars, pendant qu'on rétablit le pont de la Ferté-sous-Jouarre, détruit par Blücher, il s'arrête dans cette ville pour envoyer au duc de Vicence, avec une lettre autographe, le *contre-projet* que ce ministre lui a demandé, en réponse au projet du traité préliminaire des alliés. La veille, le traité de la quadruple alliance avait été signé à Chaumont. Il garantissait les bases auxquelles venait de répondre le contre-projet, et renfermait deux clauses bien menaçantes pour la France. Par l'une, chacune des quatre grandes puissances s'engageait à tenir constamment en campagne une armée de cent cinquante mille hommes, et la Grande-Bretagne donnait un subside annuel de 120 millions; par l'autre, aucune négociation séparée ne devait avoir lieu avec l'ennemi commun. Ce nouveau pacte est un arrêt de mort contre Napoléon. Il ne reste qu'à combattre. Blücher a pris la rive gauche de la Marne, et s'avance sur Soissons. Tout est sauvé si Napoléon arrive à Soissons avant Blücher, engagé dans des chemins de traverse impraticables. Pas un moment de perdu du côté des Français : des courriers sont expédiés à Paris, à Châtillon, à Meaux; Mortier et Marmont ont l'ordre de ressaisir l'offensive. Le pont de la Ferté rétabli dans la nuit du 2 au 3, l'Empereur a passé la Marne; il se précipite sur Château-Thierry et sur la route de Soissons; Marmont et Mortier s'y portent par deux routes différentes : ce dernier maréchal est tranquille sur le sort de Soissons, défendu par une garnison et par des fortifications nouvellement réparées. Cerné de toutes parts, Blücher ne saurait éviter sa ruine, puisque nous occupons Soissons. Blücher ne l'ignore pas; aussi se propose-t-il d'emporter la ville de vive force et de s'y renfermer : il se présente, et les ponts s'abaissent devant lui!... Bulow et Wintzingerode, arrivés aussi de la Belgique, de l'armée de Bernadotte, avaient, le 2 mars, menacé Soissons, intimidé le commandant, qui ouvrit ses portes! Le 4 au matin, Napoléon apprend à Fismes l'entrée des Prussiens dans Soissons. Le général qui avait livré la place se nommait Moreau : « Ah! s'écrie Napoléon, ce nom m'a toujours été fatal! »

Soissons perdu, la Marne franchie par les alliés, il faut surprendre le passage de l'Aisne. Le 5 mars l'Empereur court à Béry-au-Bac, qu'enlève le général Nansouty; ainsi le chemin de Reims à Laon nous appartient. Le 6, il marche à Laon, et trouve sur les hauteurs de Craonne une armée russe en position; il remet la bataille au jour suivant. Le soir, des nouvelles de Strasbourg lui apprennent le mouvement presque général de la population des Vosges contre les Autrichiens en retraite, et le concert d'attaque qui semble lier par des opérations offensives les garnisons du Rhin, celles de la Lorraine et celles de l'Al





NAPOLÉON

sace. Mais, le 7, il faut emporter Craonne ; Ney et Victor à la tête de l'infanterie. Grouchy et Nansouty à la tête de la cavalerie, s'élancent sur le plateau avec leur impétuosité ordinaire ; les trois derniers sont blessés. Belliard prend le commandement en chef de la cavalerie, soutenue par Drouot et son artillerie. Nous sommes maîtres de Craonne, après avoir éprouvé la plus vive résistance. Nous suivons les ennemis jusqu'à l'embranchement de la route de Laon à Soissons ; ils tiennent quelques heures à l'auberge de l'Ange-Gardien, afin de donner le temps à Blücher d'évacuer Soissons et de se rallier. Du reste, la journée fut sanglante, et notre difficile victoire eut un caractère de tristesse qui se manifesta dans toute l'armée. Napoléon avait encore le front tout chargé de soucis quand il parvint à Bray ; ce succès sans trophée lui inspirait de profondes réflexions. Ce qui entoure l'Empereur, hommes de guerre, hommes d'état, a les yeux fixés du côté de Châtillon.

M. de Rumigny, attaché au cabinet, en arrive ; il est porteur des nouvelles du duc de Vicence ; elles ont un aspect grave ; les propositions de Lusigny sont qualifiées à Châtillon d'infractions aux bases de la négociation ; on ne veut point admettre de discussion ; on persiste à exiger que le duc de Vicence souscrive à la condition *des anciennes limites de la France*, ou remette un *contre-projet ;* sans cela on menace de se séparer. La dépêche du plénipotentiaire est très-pressante. M. de Rumigny emporte, le 8, une longue réponse à cette lettre du duc de Vicence, et cette réponse donne encore une carte blanche, *sauf ratification.*

Napoléon a rejoint la tête de ses colonnes ; elles sont en pleine marche sur Laon : on fait occuper Soissons, qui n'est plus une barrière, et à deux lieues de Laon nous nous voyons arrêtés par l'ennemi, maître d'un défilé au milieu des marais ; il est trop tard pour forcer ce passage. Napoléon rétrograde jusqu'à Chavignon, où Flahaut vient lui révéler la rupture des conférences de Lusigny. Le mouvement de Blücher a rétabli les affaires des alliés, en attirant Napoléon sur ses traces ; ils n'ont plus besoin d'un armistice. Cependant, dans la nuit du 8 au 9, un fait d'armes à la fois heureux et hardi ouvre le défilé au maréchal Ney. Gourgaud, premier officier d'ordonnance de l'Empereur, a surpris les grand'gardes des alliés. L'armée se trouve au pied des hauteurs de Laon. Le 9, Marmont, Ney et Mortier font leurs dispositions pour aborder, le lendemain, à la pointe du jour, cette forte position : elle est défendue par l'armée de Blücher, grossie de cette avant-garde qui a pris Soissons sans coup férir : cette armée est deux fois plus nombreuse que la nôtre. Laon est le centre presque inexpugnable des opérations du général prussien. Mais dans la nuit qui précède l'attaque, Marmont, à son tour, se laisse surprendre, et son corps est dispersé. Napoléon montait à cheval à quatre heures du matin pour engager l'action, quand il apprit le désastre de son lieutenant : il dut alors se retirer sur Soissons, dont il confia la garde à Mortier. Ce fut de cette ville qu'il écrivit au prince vice-roi, le 12 : « Je reçois votre lettre et le projet de traité que le roi de Naples

« vous a envoyé : vous sentez que cette idée est une folie ; cependant, envoyez « un agent auprès de ce traître extraordinaire, et faites un traité avec lui en « mon nom… Que ce traité reste secret jusqu'à ce qu'on ait chassé les Autri- « chiens du pays, et que vingt-quatre heures après sa signature, le roi se dé- « clare et tombe sur les Autrichiens. Vous pouvez tout faire en ce sens. *Rien ne « doit être épargné dans la situation actuelle pour ajouter à nos efforts les efforts « des Napolitains.* » Ainsi Napoléon connaissait mieux que personne le péril de sa position et le besoin qu'il avait de conclure la paix à tout prix.

Le 13, l'Empereur s'empare à force ouverte de Reims, dont Corbineau avait été repoussé par un corps russe aux ordres de l'émigré Saint-Priest. Une scène qui rappelle celle de Victor à Montereau, a lieu le lendemain pour Marmont : ce maréchal vient rendre compte du desastre qu'il a essuyé à Laon. Napoléon lui adresse d'abord des reproches foudroyants, puis lui pardonne, et retient à dîner celui qu'il nomme *l'un de ses enfants!* Dans la même journée, il reçoit six mille hommes que lui amène le fidèle Jansens, général hollandais, commandant dans les Ardennes. L'Empereur n'avait pas négligé de l'informer de sa marche sur l'Aisne. Ce brave arrivait à Reims par la route de Rethel : un renfort de six mille hommes est un corps d'armée pour Napoléon, qui combat avec trente-cinq mille hommes les forces de tout le nord de l'Europe. Ney s'avance sur Châlons.

Pendant les trois jours de repos que l'armée prend à Reims, deux événements de la plus haute gravite se passaient dans le midi de la France : le duc d'Angoulême entrait à Bordeaux avec l'armée anglo-espagnole ; le 13, Ferdinand VII reparaissait en Espagne sous la protection du maréchal Suchet. Augereau, à qui Napoléon a donné de Troyes l'ordre de se porter à toute course, avec ses vingt mille hommes, sur Vesoul, afin d'y écraser la retraite de Schwartzemberg, n'avait point obéi. Ainsi l'armée de Lyon n'est plus cette précieuse réserve qui doit réunir sous son aigle les belliqueux enfants du Jura et des Vosges, de la Bourgogne et de la Champagne ; Augereau, le soldat Augereau, n'a pas voulu de cette gloire qui sauvait la France ; son armée et lui vont cesser de compter dans la défense nationale ; la même semaine aura vu tomber Lyon et Bordeaux, l'un par la défection d'un maréchal, l'autre par l'arrivée d'un prince de la maison de Bourbon.

Jamais la guerre ne s'est présentée sous un aspect plus menaçant et plus multiplié. Le cri de la coalition est PARIS ! Napoléon a été deux fois à Vienne, à Berlin ; il a été à Moskou : François, Frédéric-Guillaume, Alexandre, ont juré d'aller à Paris ; ils y sont attendus : M. de Vitrolles leur en a porté le vœu. Oudinot et Macdonald ont évacué Troyes le 4 mars. Schwartzemberg se dirige sur Nogent : il n'a plus en face Napoléon et sa troupe sacrée.

Le 16 au soir, Napoléon avait choisi entre Schwartzemberg et Blücher : c'est au généralissime qu'il veut livrer bataille. Le 17, on marche sur l'Aube par

Épernay ; le 18, Napoléon entre à Fère-Champenoise, où M. de Rumigny paraît encore, venant de Châtillon. A la séance du 13, les plénipotentiaires alliés ont renfermé le duc de Vicence dans un cercle de vingt-quatre heures pour donner son contre-projet. D'après cette résolution, leur projet est à peu de chose près leur *ultimatum*. Le duc de Vicence demande un nouveau délai : il l'obtient ; et, le 15, jour de la séance décisive, il présente un contre-projet où il ne parle nullement des concessions spécialisées par l'Empereur lui-même le 2 mars : mais il réclame le grand-duché de Varsovie pour le roi de Saxe, et les souverainetés dont ils sont titulaires pour la princesse Élisa, pour le grand-duc de Berg, pour le prince de Neuchâtel, et enfin pour M. de Talleyrand.

La correspondance et le protocole des séances de Châtillon prouvent que la paix aurait été faite le 13, le 14, le 15, le 16, le 17, si le duc de Vicence eût accédé aux sacrifices que, dans son intime conviction, l'Empereur ne pouvait éviter. La gloire d'une résolution généreuse autant qu'habile lui restait tout entière, et sans aucun péril, puisqu'il avait pour appui les ordres du cabinet et la voix de la France.

Le 18, les alliés annoncent à nos plénipotentiaires que les négociations sont terminées par le fait de la France. Cette fatale nouvelle arrive au hameau de Châtres au moment où Napoléon écrivait à Caulaincourt : « *Il est bien temps de* « *parvenir à savoir* quels sont les sacrifices que la France ne peut éviter de faire « pour obtenir la paix. » Tout nous devient funeste : les dépêches de l'Empereur avaient été confiées à l'auditeur Frochot ; l'ennemi le retarde dans sa route ; il n'a pu rejoindre le duc de Vicence que le 21, et il le rencontre à quelques lieues de Châtillon. Frappé de la teneur de ces dépêches du 17, Caulaincourt s'arrête à Joigny, d'où il écrit à M. de Metternich, « *que le courrier qu'il vient de recevoir a augmenté ses regrets. Ce qu'il m'a apporté*, dit-il, *ne me laisse pas de doute sur la possibilité qu'on aurait eue à s'entendre, même à Châtillon.* »

Cependant Napoléon apprend à Châtres que la déroute du corps de Saint-Priest à Reims, et sa propre marche sur Épernay, ont changé en retraite vers Troyes le mouvement général des alliés sur Paris. Une terreur panique a saisi le conseil des rois : cette terreur était si grande, qu'Alexandre disait lui-même que la moitié de sa tête en grisonnerait. Macdonald et Oudinot, qui avaient dû rétrograder de Provins, ont rejoint l'Empereur à Plancy ; ils croyaient poursuivre Wittgenstein, et Napoléon croyait manœuvrer sur les flancs de l'ennemi contre un corps isolé. Peu de jours après, une erreur tout-à-fait contraire devait lui être bien fatale.

Le 20, l'Empereur veut traverser Arcis pour remonter jusqu'à Bar-sur-Aube, mais les reconnaissances qu'il a envoyées sur Troyes ont rencontré l'ennemi. Une affaire sérieuse s'engage avec l'avant-garde. Napoléon s'y porte à la tête de trente mille hommes, afin de balayer sa route. Une armée immense se déve-

loppe devant lui : c'est celle de Schwartzemberg !... Fatigué des combats partiels dans lesquels Napoléon multipliait successivement la victoire contre les corps de la grande armée alliée, ce généralissime s'était enfin déterminé à mettre un terme à tant de défaites, et, du moment où le prince royal de Suède serait en ligne, à faire simultanément un mouvement général sur Paris. Mais, sollicité de nouveau, l'empereur Alexandre avait décidé de marcher sans attendre Bernadotte. C'était cette tempête inattendue que Napoléon voyait fondre sur lui à Arcis, le 20 mars, jour anniversaire de tant de fortunes diverses dans sa vie.

Napoléon n'a jamais su reculer tant qu'il a pu combattre, et bientôt la bataille l'environne. Cette journée, il ne se regarde que comme le premier soldat de la France à qui sa vie appartient tout entière : il l'offre mille fois au fer, au feu de l'ennemi ; souvent il est obligé de se servir de son épée pour se dégager des masses qui l'entourent. Un obus tombe à ses pieds ; il y pousse son



cheval : la pièce éclate... , un nuage de poudre le dérobe tout à coup à ses soldats ; mais ni lui ni son cheval ne sont atteints, et il va, inutilement encore, chercher la mort au milieu de ses batteries. Tant qu'il a l'épée à la main, Arcis est inexpugnable pour l'armée de cent cinquante mille hommes qui l'assiége. La nuit vient : elle ne suspend pas les périls du jour. L'incendie des faubourgs et le feu continuel des deux armées éclairent la défense des Français et les

travaux des assiégeants, dont cette terrible clarté dirige les attaques. Un seul pont reste encore à Napoléon pour se soustraire, lui et ses soldats, à une perte inévitable : il ordonne d'en jeter un second, et le 21 au matin nous évacuons Arcis. Cependant le combat ne se ralentit pas, et notre brillante retraite devant des masses si supérieures devient un beau fait d'armes à ajouter à tant d'autres. L'ennemi pourrait anéantir l'armée française ; mais il craint encore, tant elle est menaçante même en reculant. Napoléon se replie dans le plus grand ordre sur Vitry-le-Français. Les routes de la capitale appartiennent à l'ennemi !

Napoléon passe à Sommepuis la nuit du 21 au 22 ; le 23, son quartier-général est à Saint-Dizier, où le rejoint le duc de Vicence, à neuf heures du soir. Ce ministre écrit à M. de Metternich, sous la dictée de Napoléon : « Arrivé cette « nuit seulement près de l'Empereur, Sa Majesté m'a sur-le-champ donné ses « derniers ordres pour la conclusion de la paix ; elle m'a remis en même temps « tous les pouvoirs nécessaires pour la négocier et la signer. »

Napoléon trouva à Doulevent un avis secret de l'honorable comte Lavalette, directeur-général des postes ; cet avis portait : « *Il n'y a pas un moment à perdre si on veut sauver la capitale.* » Napoléon savait bien que politiquement Paris c'était la France ; mais, entouré par la grande armée alliée, comment pouvait-il se faire jour afin de la prévenir à Paris ? Le 26, une forte canonnade le rappelle à Saint-Dizier. Attaquée par des forces supérieures, son arrière-garde a évacué cette ville. Milhaud et Sébastiani, accourus avec leur cavalerie, repoussent l'ennemi au gué de Valcourt sur la Marne. Chassé de Saint-Dizier, où rentre l'Empereur, l'ennemi fuit dans le plus grand désordre sur les routes de Bar-sur-Ornain et de Vitry. Le 27 au soir, auprès de cette dernière ville, Napoléon apprend que ce n'est point Schwartzemberg qui le poursuit, mais un des lieutenants de Blücher, Wintzingerode, que l'on a détaché pour masquer le mouvement général des alliés sur Paris. Là, il apprend encore que Blücher a opéré enfin sa jonction avec Schwartzemberg, le 23, dans les plaines de Châlons, après son départ d'Arcis ; et le même jour, une proclamation des alliés, dictée par les émissaires du comité de Paris, annonçait à la France la rupture des négociations et la marche de Schwartzemberg et de Blücher sur la capitale ! « Les « alliés, dit le général Wilson, témoin oculaire, se trouvaient dans un cercle « vicieux, d'où il leur était impossible de se tirer, si la défection ne fût venue « à leur secours... Le mouvement sur Saint-Dizier, qui devait assurer l'empire « à Napoléon, lui fit perdre sa couronne. » Cependant il ne désespère pas du salut de Paris ; il compte y paraître encore assez tôt pour faire payer cher aux alliés l'erreur qui l'abusait depuis son départ d'Arcis. Il a enjoint à Marmont et à Mortier de se reployer à la hâte sur Paris, d'en arrêter tous les convois, d'en réunir autour d'eux tous les renforts. Ces deux maréchaux présenteront alors à l'ennemi, devant les barricades des faubourgs, une force intacte qui doit

enlever et appeler autour d'elle la population de la capitale. Que fera Schwartzemberg quand il trouvera sous les murs de Paris la menace d'une bataille d'extermination, dans laquelle un demi-million de Français combattra pour ses foyers, et quand il sentira peser sur ses derrières Napoléon, arrivant à vol d'aigle à la tête de ses trente mille braves, et soutenu par l'insurrection des habitants des Vosges, du Jura, de l'Aube, de la Côte-d'Or, etc.? Si Napoléon pouvait craindre qu'il fût trop tard pour préserver Paris, il exécuterait son premier projet, il irait rallier les garnisons de la Lorraine, de l'Alsace; il convoquerait à son ban la généreuse levée en masse des peuples les plus guerriers de la terre natale. D'ailleurs son frère Joseph a l'ordre de résister jusqu'à l'extrémité, de barricader les rues de Paris, de créneler les maisons, de couper les ponts extérieurs, d'enlever les bateaux. Clarke a fait transporter de Cherbourg et du Havre quatre-vingts pièces de gros calibre. Le comité de défense a entouré Paris de redoutes; vingt mille hommes d'infanterie, établis dans les dépôts voisins, sont prêts à entrer en ligne avec les autres forces de la capitale. Outre la terreur qu'inspire une aussi grande cité et le dévouement chaque jour renouvelé de sa garde nationale, Paris peut tenir assez longtemps pour que l'arrivée de Napoléon le délivre à l'instant : mais malheureusement il faut compter sur l'intrépidité de Joseph et sur la fidélité de Clarke!

Le 28, au point du jour, Napoléon part de Saint-Dizier à tire d'aile pour la capitale : il croit d'autant plus devancer l'ennemi à Montmartre, que, d'après le rapport de ses courriers, la route de Troyes se trouve libre. L'Empereur, qui s'apprête à suivre la rive gauche, envoie à franc-étrier le général Dejean annoncer son retour aux Parisiens : il fait dans cette journée quinze grandes lieues avec sa garde, et entre à Troyes. De cette ville il expédie, avec une pareille mission, Girardin, premier aide-de-camp du major-général. Nous sommes au 29 : dans le même moment, un conseil avait lieu aux Tuileries, et, malgré l'opposition de M. de Talleyrand, qui veut la régence et s'oppose chaudement à ce que Marie-Louise et son fils s'éloignent, cette princesse et le roi de Rome partent pour Blois, escortés par deux mille cinq cents hommes de ligne que réclame la défense de Paris. Les grands dignitaires, les ministres, même celui de la guerre, et le roi Joseph, à qui l'Empereur a confié sa capitale, tous se pressent sur les pas de la régente, qu'ils viennent de faire abdiquer par son départ. Talleyrand retarde assez le sien pour que la barrière lui soit refusée. Il demeure à Paris afin de juger les événements. Le comité se rallie autour de lui : la crainte, l'intérêt, l'ambition, tout, excepté le patriotisme, appelle la foule dans son hôtel, devenu tout à coup le centre d'un gouvernement inconnu, qui aujourd'hui agit et délibère mystérieusement, et demain rendra des oracles!

Le 30, après quelques heures de repos, Napoléon poursuit sa route. Qu'a-t-il besoin d'arriver avec une armée? Lui seul est l'armée qui peut sauver Paris. A quelques lieues de Troyes, il se jette dans une carriole de poste. A chaque





Combat de [illegible]

relais, il demande où sont l'Impératrice et le roi de Rome. On lui dit que sa femme et son fils ont quitté Paris, qu'on se bat aux portes... Il vole... A dix heures du soir, cinq lieues seulement le séparent de Paris... Dans une heure, il se verra à la tête des braves qui disputent la capitale aux coalisés. IL EST TROP TARD DE DEUX HEURES... PARIS VIENT DE CAPITULER !

Napoléon se trouvait à pied sur la route, au relais de Fontainebleau, quand il reçut cette fatale nouvelle du général Belliard, que Paris a vu figurer parmi ses plus illustres défenseurs. Les courriers envoyés à Paris, ainsi qu'à Mortier et Marmont, avaient été pris ; ces maréchaux, croyant que l'Empereur, après la bataille d'Arcis, se reployait sur eux, étaient venus au-devant de lui jusqu'à Fère-Champenoise, où, le 25, attaqués par la grande armée alliée, et par un effroyable ouragan qui battit le front de leurs troupes, ils résistèrent pendant plusieurs heures et furent obligés de céder au nombre. Les généraux Pacthod et Amey escortaient un convoi avec leurs divisions ; ils avaient en tout six mille soldats, dont les deux tiers, encore en habits de paysans, étaient des recrues des départements de l'ouest. Rencontrés par toute l'armée alliée, ils se disposèrent à vendre chèrement leur vie, les gardes russes, prussiennes, autrichiennes se brisèrent contre ces bataillons rustiques ; la mêlée devint affreuse. Les hommes de toutes les nations assaillirent cette poignée de Vendéens qui, la veille du retour des Bourbons, jurèrent de mourir pour Napoléon, refusèrent quartier, et périrent presque tous. Les généraux Pacthod, Amey, Jamin, Delort, Thévenot et Bouté, seuls encore debout au milieu de leurs carrés renversés à leurs pieds, tombèrent aux mains de l'ennemi. Ce combat héroïque, dont la fortune rendit l'issue si déplorable pour nous, avait fait éclater un tel acharnement, que les alliés, ne pouvant se reconnaître à cause de la variété des uniformes, se chargèrent entre eux. Le généralissime ordonna en conséquence à toute l'armée d'invasion de porter une écharpe blanche au bras gauche : cet ordre, deux jours après, reçut des conjurés de Paris une perfide interprétation ils dirent que les ennemis avaient arboré les couleurs de la maison royale de Bourbon.

L'armée avait honoré sa retraite sur Paris par de beaux combats à Sézanne à Chailly, à la Ferté-Gaucher, à Meaux, à Ville-Parisis. Séparés l'un de l'autre à Nangis, Mortier avait marché par Guignes, et Marmont par Melun. Réunis à Brie-Comte-Robert, ils étaient arrivés ensemble à Charenton, où ils arrêtèrent leurs troupes pour la bataille du lendemain, 30 mars ; cette bataille fut celle de Paris. Le 29, les alliés avaient afflué sur Paris par toutes les avenues du nord et de l'est. Cependant, dans cette terrible extrémité, les maréchaux parvinrent à réunir à leurs glorieux débris quelques milliers d'hommes des dépôts, dix mille citoyens de la garde nationale parisienne, et plusieurs compagnies d'artillerie spontanément formées par les généreux élèves de l'École Polytechnique. A la tête d'environ trente mille hommes, Mortier et Marmont engagèrent le

combat à cinq heures du matin. Jamais les Français n'avaient déployé une plus brillante valeur : les villages de Pantin et de Romainville, pris et repris plu-



sieurs fois, étaient demeurés à nos troupes. L'ennemi laissa douze mille tués sous les murs de Paris : la perte des nôtres fut moins considérable, quoiqu'ils ne se battissent que pour mourir à la vue de sept à huit cent mille habitants qui ne surent ni soutenir les vivants ni remplacer les morts. Le roi Joseph ni le général Clarke, ministre de la guerre, n'avaient organisé la défense matérielle de la capitale, malgré les moyens suffisants proposés par le comité. Le ministre avait refusé à vingt mille braves vingt mille fusils renfermés dans l'arsenal. A midi, la grande ville et la petite armée se trouvèrent enveloppées par l'inondation étrangère, à Montmartre, à Charonne, à Vincennes. Alors le roi Joseph, qui, en se demandant : « Que ferait mon frère à ma place ? » devait rester à son poste jusqu'au dernier soupir, ordonna aux maréchaux de capituler, et se mit en route pour la Loire. Clarke, celui des ministres dont la présence à Paris était de premier devoir ; Clarke, qui répondait surtout de Paris à l'Empereur, se hâta de suivre le prince fugitif, qui n'avait pas senti bouillonner dans ses veines le sang de Napoléon.

Cependant, tandis que Marmont négociait un armistice, l'ennemi faisait des progrès par le seul déploiement de ses masses : il occupait Monceaux, Belleville, Ménilmontant, la butte Chaumont, la Villette, et Blücher menaçait de forcer la barrière de Saint-Denis, quand des deux côtes on suspendit les hosti-

lites. Le maréchal Mortier et Belliard, son chef d'état-major, ignoraient le départ du roi Joseph. Ils continuèrent, malgré leur faiblesse, d'imposer aux ennemis qui flottaient indécis au pied des hauteurs de Montmartre, lorsque l'aide-de-camp Dejean, expédié de Doulencourt par Napoléon, arriva, et prescrivit au maréchal de donner avis au prince de Schwartzemberg des ouvertures de paix faites à l'empereur d'Autriche. Le maréchal s'empressa d'obéir ; mais le prince répliqua par la déclaration des alliés après la rupture de Châtillon. Dans l'intervalle de cette communication, Mortier, n'étant pas informé par Marmont de l'ordre de capituler, tenait ferme, et répondait à la sommation d'un aide-de-camp de l'empereur Alexandre : « Les alliés, pour être au pied de Montmartre, « ne sont point dans Paris ; mes soldats et moi nous périrons plutôt sous ses « ruines que d'accepter une honteuse capitulation. Au reste, quand je ne pour- « rai plus défendre Paris, je sais où et comment effectuer ma retraite devant « vous et malgré vous. » Cependant Marmont venait de conclure la suspension d'armes, et Mortier, en ayant enfin reçu l'avis, se réunit à son collègue pour traiter. L'armistice ne donnait d'autre ligne aux maréchaux que l'enceinte de Paris.

La capitulation fut vivement discutée à la Villette par les maréchaux : on convint que l'armée se retirerait avec son matériel et aurait toute la nuit pour sortir de Paris ; cette convention était verbale. Le conseil chargea Marmont de la rédiger et de la signer au nom de son collègue : les troupes des deux maréchaux se dirigèrent sur Fontainebleau par les barrières du Maine et d'Orléans. Mortier avait évacué Paris le premier ; il occupait Villejuif au moment où le général Belliard faisait à Napoléon le récit de la prise de Paris. Napoléon l'avait écouté dans le plus grand silence : « Eh bien ! dit-il, allons à Paris ; partons. — Mais, « Sire, il n'y a plus de troupes à Paris, lui répondit Belliard. — N'importe, re- « prit l'Empereur, j'y trouverai la garde nationale ; mon armée m'y rejoindra « demain ou après, et j'y rétablirai les affaires. Suivez-moi avec toute votre « cavalerie. — Votre Majesté s'expose, répondit Belliard, à être prise et à faire « saccager la capitale ; elle est entourée par cent trente mille hommes. Je n'en « suis sorti que par une convention, je ne puis y rentrer, ni moi ni mes troupes. » Après ces mots, Napoléon s'achemine vers la maison de poste, ordonne de prendre position, et se résout à envoyer le duc de Vicence pour traiter. Parvenu, non sans peine, à Bondy, quartier-général de l'empereur Alexandre, le duc de Vicence rendit compte des ordres dont il était chargé. Alexandre remit sa réponse après l'entrée à Paris, qui allait avoir lieu. Le duc de Vicence revint attendre dans cette ville l'audience du czar, et Napoléon se décida à attendre à Fontainebleau le résultat de cette dernière négociation.

Cinquante mille hommes lui restent : ils arrivent de la Champagne par Sens, de Paris par Essonne. Ces débris de l'honneur militaire de la France vont se reconnaître en se serrant autour du grand capitaine pour lequel ils sont tou-

jours prêts à combattre et à mourir. Les soldats de Marmont, de Mortier, qui viennent d'illustrer encore une fois nos aigles, doivent protéger le quartier-général de l'Empereur. Il donne à son ancien aide-de-camp, à Marmont, le poste de confiance qui couvre le camp de Fontainebleau.





CHAPITRE XLIII.

1814.

Les Alliés à Paris. — Napoléon à Fontainebleau. — Abdication de Napoléon. — Les adieux de Fontainebleau. — Départ pour l'île d'Elbe. — Bataille de Toulouse.



Le 31 mars à midi, Alexandre et Frédéric-Guillaume, ainsi que le généralissime Schwartzemberg, firent leur entrée dans Paris. Après vingt-deux années de guerre ils occupent à leur tour en triomphateurs la capitale de leur ennemi.

A leur aspect, Paris parut frappé d'une morne stupeur, car ce moment détruisait tout à coup le juste orgueil de vingt-cinq années de gloire. Les alliés parurent inquiets du silence qui régna sur leur passage. Ce silence ne fut interrompu qu'au boulevart des Italiens, par des cris rares et violents en faveur de la maison de Bourbon. Le bracelet blanc, que Schwartzemberg avait ordonné à l'armée alliée de s'attacher autour du bras, parut un signal que donnait le vainqueur de se rallier à la famille royale. La population, élevée dans la haine de ces couleurs, ne vit en elle que

la loi de l'étranger, et demeura muette. Les royalistes, au contraire, encouragés par ce qu'ils regardèrent comme un appel à leur opinion, sortirent tout à coup de l'obscurité, dont leur conspiration s'enveloppait depuis six mois, et lancèrent dans les groupes des oisifs du boulevart des Italiens quelques femmes hardies qui attachèrent des cocardes blanches aux chapeaux des hommes; ils pavoisèrent aussi quelques fenêtres avec des mouchoirs, et firent entendre des balcons de plusieurs maisons les cris de *vivent les Bourbons! vivent nos libérateurs!* Ce mot de *libérateurs* devint à l'instant le sobriquet des alliés, et l'on chanta bientôt : *Nos amis les ennemis.* D'autres royalistes plus audacieux, environ au nombre de vingt personnes armées, vinrent, sur le boulevart de la Madeleine, au-devant des souverains, portant des cocardes blanches et le drapeau des fleurs de lis. Les vieux habitants se rappelèrent les commencements de la révolution; en effet, c'en était une que l'on essayait. Des dames se précipitèrent, au péril de leur vie, au milieu des chevaux pour approcher l'empereur Alexandre; elles lui demandèrent à grands cris le rétablissement de la famille royale. Mais Alexandre, encore plus frappé du calme et de l'aspect de la ville depuis la barrière de Bondy jusqu'à ce boulevart, était resté impassible à la vue de cette scène, et avait froidement continué sa route jusqu'aux Champs-Élysées. Il y fit défiler, pendant trois heures, les armées de la coalition, et se rendit ensuite, à pied, vers cinq heures, à l'hôtel Talleyrand, rue Saint-Florentin, où il avait établi son quartier-général. Par un sentiment délicat de ménagement pour l'empereur Napoléon, ce prince avait formellement refusé d'occuper soit le palais des Tuileries, soit celui de l'Élysée, dans lequel il ne s'installa qu'après le traité du 11 avril.

Pendant qu'Alexandre goûtait les premiers fruits de la victoire, un secret entretien avait lieu entre M. de Nesselrode et le prince de Bénévent; ils y préparaient l'objet que l'on allait discuter le soir dans le conseil des souverains, c'est-à-dire la question du gouvernement à établir en France. Le prince de Schwartzemberg, en sa qualité de généralissime, qui, pendant l'absence de son maître, le rendait l'egal des deux autres souverains, s'était hâté de déclarer *que l'existence de Napoléon en France était incompatible avec le repos de l'Europe, et qu'on devait se fixer au retour de l'ancienne dynastie.* Cette manifestation inattendue des intentions de l'Autriche précéda l'ouverture du conseil. On ne remarquait pas dans Alexandre le même empressement à détrôner Napoléon que dans le représentant de François II : il y avait selon lui trois partis à adopter : *Faire la paix avec Napoléon, en prenant contre lui toutes ses sûretés; établir la régence; rappeler la maison de Bourbon.* » M. de Talleyrand vota hautement en faveur du dernier parti, ajoutant « *qu'il se portait fort pour le Sénat*, lequel entraînerait Paris, qui entraînerait la France. » Cependant Alexandre ne paraissait point persuadé, et alors on proposa d'admettre à la délibération deux membres du comité que M. de Talleyrand avait formé autour de lui. Le conseil se trouva

ainsi composé des deux souverains, du généralissime Schwartzemberg, du prince de Bénévent, du duc de Dalberg, de l'archevêque de Malines et du baron Louis. On demanda ensuite les opinions des nouveaux venus : l'un d'eux affirma que *toute la France était royaliste*, et que d'ailleurs l'exemple de Paris deviendrait décisif. L'empereur Alexandre prit alors l'avis du roi de Prusse et du généralissime, et, d'accord avec eux, ce prince déclara *qu'il ne traiterait plus avec l'empereur Napoléon ni avec aucun membre de sa famille*. Les votants français obtinrent facilement la permission de publier cette déclaration, dont les imprimeurs Michaud, présents, par hasard ou à dessein, dans une salle voisine, couvrirent, deux heures après, les murailles de Paris. « *Il y a*, écrivit en 1816 un publiciste devenu célèbre, et qui était de ce conseil, *il y a un point décisif dans les affaires, et il était là... On ne peut trop le dire, la Restauration est sortie de ce conseil.* » Cependant on sentit la nécessité de dire quelque chose à la nation dans la déclaration dont le comité venait de fournir l'improvisation à l'empereur Alexandre ; voilà pourquoi cette pièce portait aussi : « *Les souverains alliés reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera ; ils invitent, en conséquence, le Sénat à désigner un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration et préparer* LA CONSTITUTION QUI CONVIENDRA AU PEUPLE FRANÇAIS. » Convoqué par M. de Talleyrand, et sous la présidence de ce ministre, le Sénat nomma un gouvernement provisoire, composé de MM. de Talleyrand, de Beurnonville, de Jaucourt, de Dalberg, et de l'abbé de Montesquiou. M. Bellard prit sur lui, comme président du conseil général du département de la Seine, de proclamer que la capitale demandait le rétablissement de la famille royale.

Cependant les cris populaires, sur lesquels on avait fondé tant d'espérances, n'avaient pas entièrement convaincu les souverains alliés. L'armée était pour Napoléon, et les démonstrations effervescentes de quelques partisans des Bourbons ne leur semblaient pas une manifestation suffisante du vœu national. Le comité, présidé par M. de Talleyrand, vit avec inquiétude cette hésitation : il sentit qu'il fallait brusquer le dénouement. Une manœuvre hardie de l'Empereur, une attaque vigoureuse suivie d'un succès, pouvaient détruire en un instant l'œuvre d'une longue trahison.

Pour mieux trancher la question, on inséra dans *le Moniteur* du 2 avril la note suivante : « Le duc de Vicence, s'étant présenté auprès des souverains alliés, n'a pu parvenir à s'en faire entendre. Ses propositions n'étaient pas celles « que les puissances avaient le droit d'attendre, surtout d'après la manifestation « éclatante des habitants de Paris *et de toute la France*. » Le même jour, à neuf heures du soir, le Sénat déclara « Napoléon déchu du trône, le droit d'hérédité « aboli dans sa famille, le peuple et l'armée déliés envers lui du serment de « fidélité. » Le lendemain, une assez forte minorité du Corps Législatif adhéra au sénatus-consulte. La cour de cassation envoya également son adhésion ; il en fut de même de la part de la cour des comptes et de la cour impériale. Des

milliers d'exemplaires du senatus-consulte furent expédiés dans les départements, aux armées françaises, aux armées ennemies et à tous les corps constitués, pour être simultanément publiés.

Munis de cette pièce importante, des émissaires du comité vinrent tenter la fidélité déjà ébranlée de quelques généraux. Un d'eux, le maréchal Marmont, se laissa entraîner. Par suite d'une convention conclue avec le prince de Schwartzemberg, ses troupes quittèrent la position d'Essonne qui couvrait Fontainebleau, et firent leur soumission au gouvernement provisoire. Les souverains alliés furent dès lors persuadés que l'armée abandonnait l'Empereur, et sa cause fut perdue sans retour dans leurs conseils. Ainsi le procès fut jugé de nouveau contre Napoléon. Remonté dans ses appartements, l'empereur Alexandre fit mander le duc de Vicence, et lui déclara que *Napoléon devait abdiquer.* Le duc de Vicence partit pour Fontainebleau.

Dès le 1er avril, le lendemain de son arrivée à Fontainebleau, l'Empereur n'avait pas perdu un seul moment pour la réorganisation de l'armée ; et le 3, après avoir passé sa garde en revue, il lui avait dit:

« SOLDATS !

« L'ennemi nous a dérobé trois marches et s'est rendu maître de Paris ; il « faut l'en chasser. D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous avions « pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints à nos ennemis. Les « lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons de vaincre ou de « mourir, et de faire respecter cette cocarde tricolore qui depuis vingt ans nous « trouve dans le chemin de la gloire et de l'honneur. »

L'Empereur s'était montré décidé à tenter encore une fois le sort des armes ; mais le découragement des maréchaux et des généraux qui l'entouraient l'ayant fait renoncer à ce dessein, en conséquence il fit remettre, le 4 avril, au duc de Vicence et aux maréchaux Ney et Macdonald, ses mandataires à Paris auprès des souverains alliés, la déclaration suivante :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul « obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle « à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France « et même la vie pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de « ceux de la régence de l'Impératrice, et du maintien des lois de l'empire. »

La nouvelle de la convention conclue par Marmont fut accablante pour l'Empereur. « L'ingrat ! s'écria-t-il, il sera plus malheureux que moi ! » Malédiction prophétique que le temps s'est chargé d'accomplir. Un ordre du jour adressé à l'armée fit partager aux soldats ses douloureux sentiments. Cette pièce peut être considérée comme la seule défense que Napoléon crut devoir

opposer alors à la conduite de ses ennemis et aux calomnies de la trahison. Elle est digne et éloquente :

« L'Empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui témoigne, et
« principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non pas
« dans le peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son
« général, son honneur et sa religion. Le duc de Raguse n'a point inspiré ce
« sentiment à ses compagnons d'armes ; il a passé aux alliés. L'Empereur ne
« peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche ; il ne peut
« accepter la vie et la liberté de la main d'un sujet. Le Sénat s'est permis de
« disposer du gouvernement français ; il a oublié qu'il doit à l'Empereur le pou-
« voir dont il abuse maintenant, que c'est l'Empereur qui a sauvé une partie
« de ses membres des orages de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé
« l'autre contre la haine de la nation. Le Sénat se fonde sur les articles de la
« constitution pour la renverser ; il ne rougit pas de faire des reproches à l'Em-
« pereur, sans remarquer que, comme premier corps de l'état, il a pris part à tous
« les événements. Il est allé si loin qu'il a osé accuser l'Empereur d'avoir changé
« les actes dans leur publication. Le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin
« de tels artifices. Un signe était un ordre pour le Sénat, qui toujours faisait plus
« qu'on ne désirait de lui... Le bonheur de la France paraissait être dans la
« destinée de l'Empereur ; aujourd'hui que la fortune s'est décidée contre lui,
« la volonté de la nation seule pourrait le persuader de rester plus longtemps
« sur le trône. S'il se doit considérer comme le seul obstacle à la paix, il fait
« volontiers ce dernier sacrifice à la France. Il a en conséquence envoyé le prince
« de la Moskowa et les ducs de Vicence et de Tarente à Paris, pour entamer la
« négociation. L'armée peut être certaine que l'honneur de l'Empereur ne sera
« jamais en contradiction avec le bonheur de la France. »

Les négociateurs revinrent de Paris ; l'abdication donnée ne satisfaisait plus les ennemis de Napoléon. On exigeait qu'il abandonnât les droits de son fils. Le premier mouvement de l'Empereur, ainsi poussé à bout, fut de rompre toute négociation.

A Fontainebleau, il avait encore autour de lui vingt-cinq mille hommes de sa garde. Rien ne s'opposait à ce qu'il ralliât les vingt-cinq mille de l'armée de Lyon, les dix-huit mille que le lieutenant-général Grenier ramenait d'Italie, les quinze mille revenus de Catalogne avec le maréchal Suchet, les quarante mille du maréchal Soult, et reparût sur le champ de bataille à la tête de plus de cent vingt mille combattants. Il était maître de toutes les places fortes de France et d'Italie. Il aurait longtemps encore entretenu la guerre, et bien des chances de succès s'offraient à ses calculs ; mais ses ennemis déclaraient à l'Europe qu'il était le seul obstacle à la paix : il fit le sacrifice qui lui était demandé au nom de la France, et signa le 11 cette nouvelle formule d'abdication :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'Empereur était le seul obstacle
« au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur, fidèle à son serment,
« déclare qu'il renonce pour lui et ses enfants aux trônes de France et d'Italie,
« et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire
« aux intérêts de la France. »



Porteurs de cette pièce, le duc de Vicence, les maréchaux Ney et Macdonald, partirent pour Paris, et arrivèrent chez l'empereur Alexandre à deux heures du matin. « *Apportez-vous l'abdication?* » leur dit le prince en les voyant entrer. Le duc de Vicence lui fit la lecture de l'acte ; l'empereur en exigea à l'instant une copie, afin de rassurer dans la même nuit le gouvernement provisoire, dont le fantôme de Napoléon armé troublait encore le sommeil.

Indépendamment de la négociation relative à l'abdication absolue, au choix d'une principauté pour Napoléon, et aux arrangements relatifs à la famille impériale, les mandataires de l'Empereur devaient en outre traiter d'un armistice, afin de mettre un terme aux agitations de l'armée.

La publicité que l'on s'empressa de donner à cet armistice manqua son effet par rapport au soldat, qui persista noblement jusqu'à la fin à ne pas se croire étranger au sort de son général. Le soldat n'avait rien entendu à la déchéance, ni à l'abolition de son serment de fidélité ; il ne comprenait pas davantage

l'intérêt d'un armistice, quand il n'attendait encore qu'un signe de Napoléon pour recommencer la guerre ; mais on pensait autrement dans les rangs les plus élevés de l'armée. Les principaux lieutenants de l'Empereur désertaient son drapeau comme son palais ; et Fontainebleau, jadis peuplé d'une cour de princes et de rois heureux de trouver place au milieu des compagnons d'armes de l'Empereur, devenait d'heure en heure plus désert. Berthier lui-même avait offert l'un des premiers l'exemple d'un si lâche abandon ; la veille, il avait pris la route de Paris, où il s'était fait précéder par l'acte de son adhésion au gouvernement provisoire. « *Il ne reviendra point*, » dit froidement Napoléon en le voyant partir. Cependant il y avait des héros à côté des ingrats qui se montraient si impatients de s'éloigner d'un grand homme aux prises avec l'adversité.

Dans une conférence entre le duc de Vicence et l'empereur Alexandre, ce souverain, en parlant du séjour futur de Napoléon, avait insisté pour l'île d'Elbe. Les négociateurs se prévalurent adroitement de cette première ouverture comme d'un engagement, pour obtenir que l'île d'Elbe fût accordée à Napoléon à titre de souveraineté indépendante. Heureusement, cet engagement avait précédé la défection de Marmont, car déjà les alliés, éveillés par les agents de la restauration sur les dangers d'un tel voisinage pour la France, ne voulaient plus donner l'île d'Elbe.

Cependant, tandis que Napoléon trahi, mais non pas vaincu, traitait encore en souverain, le maréchal Soult, après la bataille d'Orthez, livrée le 27 février, et suivie de la glorieuse retraite de sa petite armée en présence des forces considérables des Anglais, était arrivé le 24 mars dans la ville de Toulouse, et, en quinze jours, avait fait un vaste camp retranché de la capitale du Languedoc. Quinze jours aussi avaient paru nécessaires à Wellington pour attaquer les trente mille Français de Soult avec ses quatre-vingt mille vieux soldats. Le 10 avril, à six heures du matin, l'action s'était engagée autour de l'immense enceinte fortifiée par le maréchal sous les yeux de son ennemi. Wellington fut d'abord repoussé sur tous les points. De leur côté, les Espagnols et les Portugais, culbutés et forcés à prendre la fuite, ne parvinrent qu'avec peine à se rallier sous la protection de la cavalerie anglaise. Beresford, que Wellington avait rappelé de Bordeaux, ayant reçu l'ordre de s'emparer des retranchements du Calvinet, jugea, après la déroute des Espagnols, plus prudent de tourner la position que de l'assaillir de front. Le duc de Dalmatie avait fait les plus habiles dispositions pour empêcher le général Beresford d'accomplir son projet, et même pour le séparer du reste de l'armée anglo-espagnole. Malheureusement, les manœuvres que le maréchal ordonna furent mal exécutées : le trouble et la confusion se mirent dans nos rangs, et laissèrent à l'ennemi le loisir d'attaquer le premier. Les Français se virent obligés de plier. Bientôt le combat se ranima avec une nouvelle fureur ; nos soldats s'efforcèrent de reprendre l'avantage ; mais que pouvaient l'audace et le courage

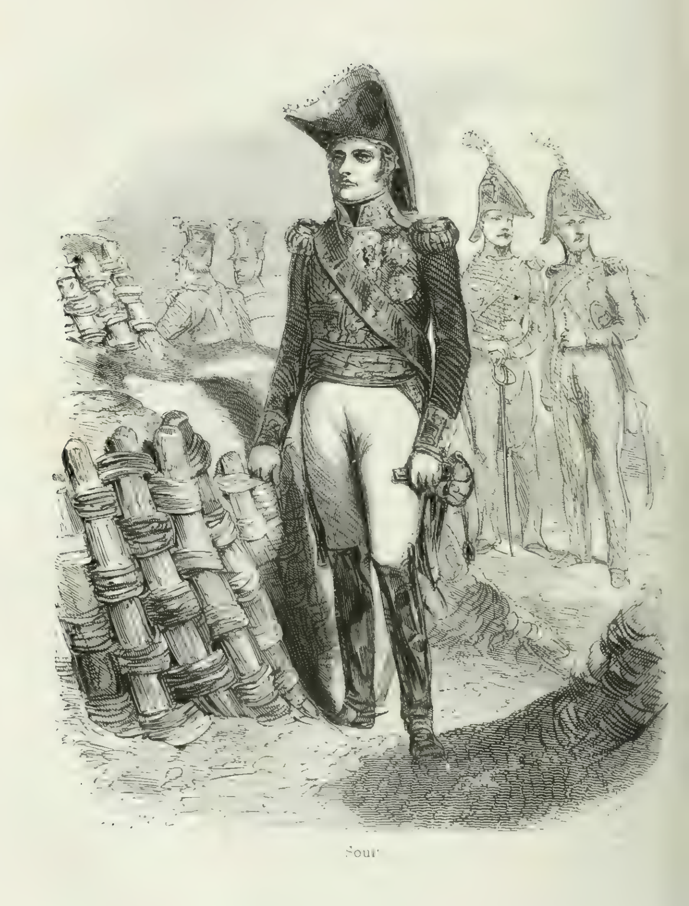
le plus intrépide contre cette masse d'assaillants? Il fallut céder au nombre, et les Anglais se rendirent maîtres du Calvinet. La nuit seule avait terminé cette bataille, où un moment d'hésitation causée par la mort d'un général qui s'égara avec sa colonne, empêcha les Français d'être victorieux. Le maréchal perdit trois mille six cents hommes tués ou blessés; Wellington plus du double. Le lendemain, Soult s'était remis en marche pour le département de l'Aude, afin de conduire à Napoléon une de ses plus braves armées, quand, le 12, il reçut de Wellington la copie de la convention conclue à Paris pour la suspension d'armes. Ainsi l'héroïque résistance de notre armée n'avait été qu'un sacrifice inutile à la France!

Dans le moment où l'on publiait à Paris l'acte d'abdication absolue et d'adhésion de l'armée à la restauration, on annonçait aussi l'arrivée de MONSIEUR, frère du roi. Le lendemain, ce prince devait y faire son entrée solennelle. Napoléon n'ignorait aucune de ces circonstances, ni aucun de ces nouveaux périls; mais, inflexible dans sa volonté comme au temps de sa puissance, il persista toute la journée du 12 avril à ne point ratifier le traité signé la veille à Paris avec toutes les puissances. L'abdication avait été remise au gouvernement provisoire en échange de son acceptation du traité. Rien ne semblait presser Napoléon de se décider; intérieurement dominé par un autre sentiment, il paraissait également indifférent au refus et à l'acceptation des ratifications.

Napoléon se trouvait dans cette disposition, quand les ducs de Tarente et de Vicence arrivèrent à Fontainebleau et lui remirent le traité. Un plénipotentiaire russe y vint aussi pour l'échange des ratifications, mais avec de nouvelles exigences qui blessaient l'honneur de Napoléon. Il insistait pour avoir un ordre de l'Empereur relatif à la remise des places fortes aux alliés. L'Empereur refusa la demande incidentelle de l'ennemi; puisqu'on n'avait pas voulu traiter avec lui pour la France, il était au moins étrange de vouloir lui faire donner l'ordre d'en livrer les forteresses. Napoléon passa une partie de la soirée avec le duc de Vicence, et se retira à onze heures.

On ignora alors, mais on a su depuis, que Napoléon avait constamment porté sur lui, pendant la retraite de Moskou, un poison inventé par Cabanis pour soustraire ses amis au supplice pendant la terreur. Devenu prisonnier d'Alexandre, il se souvint de ce poison : la vigueur seule de sa constitution la fit triompher, après une longue agonie. « *La mort ne veut pas de moi*, » dit-il alors. Cependant la crise avait été si violente qu'il lui fut impossible de se lever avant onze heures pour recevoir le maréchal Macdonald. Son visage était renversé, ses yeux enfoncés dans leurs orbites, son teint livide, ses membres brisés. Enfin, son âme reprit tout à coup toute sa supériorité sur ses infortunes. Vainement il avait cherché à mourir : l'événement venait de tromper sa dernière volonté; dès lors soumis à la destinée, il signa les ratifications, et congédia ensuite le maréchal Macdonald, après lui avoir offert un sabre pour reconnaître





Soult

sa fidélité : « *Je regrette*, lui dit-il, *de n'avoir plus à vous donner d'autres témoignages de mon estime.* » En effet, pendant toute la négociation, Napoléon s'était plu à nommer le maréchal *un homme d'honneur*.

Par le traité signé le 11 à Paris et le 13 à Fontainebleau, l'empereur Napoléon, l'Impératrice et tous les membres de la famille impériale conservèrent leurs titres et leurs qualités. L'île d'Elbe lui fut accordée en toute souveraineté, avec deux millions de revenu, dont un réversible à l'Impératrice, et à la charge de la France. On donna en toute propriété à l'Impératrice les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla. Le traité affecta en outre deux millions cinq cent mille francs de revenu, comme propriété, et transmissibles à leurs héritiers, aux membres de la famille impériale, indépendamment de leur fortune particulière : il assigna un million pour le traitement de l'impératrice Joséphine, et un établissement convenable fut assuré hors de la France au prince Eugène. Sur les fonds que l'Empereur abandonna à la couronne, un capital de deux millions fut réservé pour gratifications aux généraux de sa garde, à ses aides-de-camp, à sa maison. L'article 13 portait « que les obligations du Monte-Napoleone de « Milan envers tous les créanciers de Napoléon, soit français, soit étrangers, « seraient exactement remplies. » (*C'était la seule condition que Napoléon avait mise à l'abdication du trône d'Italie : elle n'a pas été remplie.*) L'article 17 portait que « S. M. l'empereur Napoléon pourrait emmener avec lui et conserver pour « sa garde quatre cents hommes de bonne volonté..... »

La publication de l'armistice et de l'ordre d'adhésion au gouvernement provisoire arrêta tout à coup dans le Nord les succès miraculeux du général Maison, qui, avec ses douze mille hommes, tenant tête à soixante mille hommes de l'armée du prince royal de Suède, était rappelé en libérateur par les peuples de la Belgique. Le maréchal Soult, tant en son nom qu'au nom du maréchal Suchet, dut aussi conclure un armistice avec lord Wellington. Le général Decaen l'avait signé pour son armée de la Gironde avec lord Dalhousie ; et le maréchal Augereau, ayant conclu le sien avec le prince de Hesse-Hombourg, adressa à son armée une allocution dans laquelle il osait dire que *Napoléon n'avait pas su mourir en soldat ;* lui qui avait abandonné Lyon aux Autrichiens !

L'abdication et l'armistice passèrent les Alpes, et vinrent avertir le vice-roi qu'il n'y avait plus pour lui ni drapeau français ni drapeau italien. L'évacuation de l'Italie fut convenue entre ce prince et le maréchal de Bellegarde, par des commissaires. Les adieux de l'armée française à la belle Italie durent retentir jusqu'au cœur de Napoléon. Le 15, l'empereur d'Autriche arriva à Paris, pour s'entendre féliciter par le Sénat d'avoir détrôné son gendre ; le 16, il enleva à Napoléon son fils et sa femme : l'un et l'autre partirent pour Vienne.

Enfin, le 20 avril, Napoléon va se séparer de sa fidèle armée, de sa garde !... Sa garde ! elle est rangée dans les cours du palais pour recevoir ses adieux. Ces vieux soldats, noircis par tous les climats, cicatrisés par la guerre, flétris par

la douleur, ne lèvent point les yeux vers l'astre qui les guidait à la victoire; cet astre est à son declin : ils suivent sa triste fortune; ils tiennent leurs regards baisses, ils les fixent sur la terre que leur général va quitter... En traversant les rangs de ces braves, Napoléon allait revoir toute sa gloire, et reconnaître tous ses exploits. Cette phalange immortelle compte encore quelques grenadiers d'Arcole, d'Aboukir, de Marengo; les autres datent d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Madrid, de Wagram, de Moskou; naguère encore ils se sont vus décimer au sein de la France dans vingt combats où ils ont toujours vaincu... En contemplant ces témoins, ces auteurs de tant de travaux fameux déjà si loin de lui, il etait permis à Napoléon de céder à une impression que les plus inébranlables caractères auraient eu peine à surmonter; mais, puisant des forces nouvelles dans la grandeur même des sacrifices qu'il venait de consommer par la signature du traité, après avoir embrassé ses amis, il descendit les degrés du palais avec autant d'assurance que s'il eût monté les marches du trône; puis, jetant un regard tout à la fois calme et attendri sur ses vieux guerriers, il leur dit d'une voix ferme comme son âme :

OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS DE MA VIEILLE GARDE,

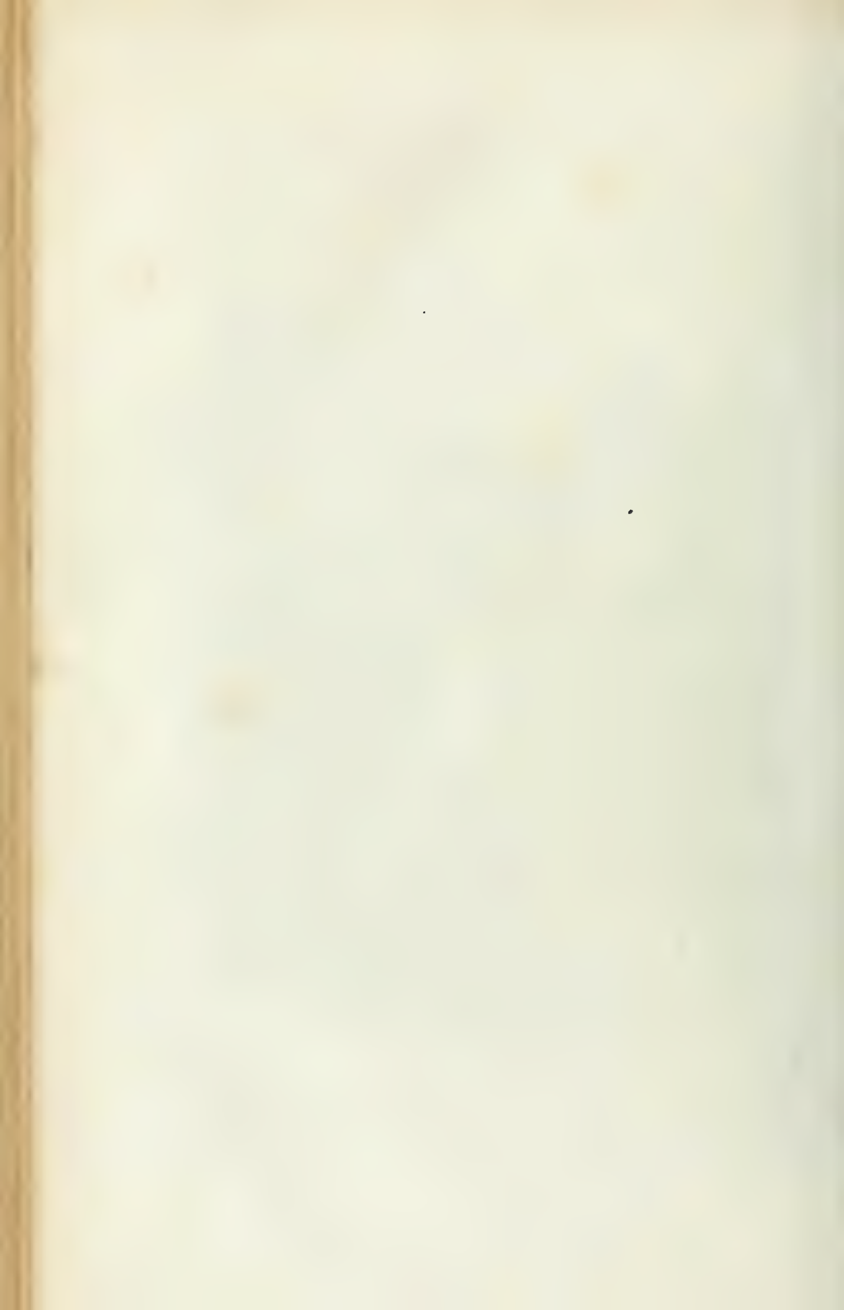
« Je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans que nous sommes ensemble, je « suis content de vous. Je vous ai toujours trouvés au chemin de la gloire. « Toutes les puissances de l'Europe se sont armées contre moi : quelques-uns « de mes généraux ont trahi leur devoir et la France; elle-même a voulu « d'autres destinées. Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais « pu entretenir la guerre civile; mais la France eût éte malheureuse. Soyez « fidèles à votre nouveau roi, soyez soumis à vos nouveaux chefs, et n'aban- « donnez point notre chère patrie. Ne plaignez pas mon sort : je serai heureux « lorsque je saurai que vous l'êtes vous-mêmes. J'aurais pu mourir; si j'ai con- « senti à survivre, c'est pour servir encore à votre gloire : j'écrirai les grandes « choses que nous avons faites. Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasse « votre général : venez, général Petit, que je vous presse sur mon cœur!.. « Qu'on m'apporte l'aigle, que je l'embrasse aussi! Ah! chère aigle, puisse « le baiser que je te donne retentir dans la postérité! Adieu, mes enfants, « mes vœux vous accompagneront toujours; gardez mon souvenir! »

Cette scène mémorable eut quelque chose de déchirant par l'émotion qui, pour la première fois, attendrit devant ses compagnons d'armes le visage de Napoléon. Il pleurait, ils pleurèrent aussi : cette douleur commune des premiers soldats et du premier capitaine de l'Europe fut sublime.

Napoleon monta en voiture avec le géneral Bertrand; une faible escorte le suivit. Le même jour où Napoléon quittait Fontainebleau en exilé, Louis XVIII



Adieux de Fontainebleau.



faisait, comme roi de France, une entrée solennelle dans la ville de Londres. Félicité à son arrivée au palais par le prince régent, le roi avait répondu à ce prince : « ..... C'est aux conseils de V. A. R., à ce glorieux pays et à la con« fiance de ses habitants que j'attribuerai toujours, après la divine Providence « le rétablissement de notre Maison sur le trône de ses ancêtres..... » Et, en effet, c'était bien la Grande-Bretagne qui rendait la France à Louis XVIII. Rien ne manquait plus à la catastrophe qui précipitait du trône le capitaine du siècle, investi de tous les titres dont peut être décorée une fortune humaine, celui que l'armée avait appelé son *héros*, la France son *libérateur*, le Sénat *Napoléon le Grand;* celui qui était pour l'Europe l'homme de la destinée, le distributeur des couronnes et le souverain des rois; en qui le clergé français célébrait l'*Envoyé du Très-Haut*, et que le pape avait nommé tant de fois l'*Oint du Seigneur*.

Partout sur son passage, Napoléon fut accueilli aux cris de *vive l'Empereur!* Nulle part les témoignages d'amour et de regrets n'éclatèrent plus vivement qu'à Lyon; mais le maréchal Augereau eut l'audace et la bassesse d'insulter au malheur d'un grand homme qu'il avait trahi, et de couronner par cette infamie le crime d'une défection qui méritait la mort. Le reste du voyage ne fut pas exempt de dangers; ils augmentèrent à mesure qu'on avançait vers les provinces méridionales. Napoléon n'entra pas dans Avignon, où douze mille forcenés manifestaient des intentions féroces. A Orgon, la fureur était encore plus violente contre lui : des misérables, rassemblés pour fêter les généraux autrichiens, voulurent le massacrer. Il courut d'autres risques très-graves, et peut-être le vainqueur généreux qui avait rendu des trônes aux rois vaincus et relevé des empires abattus à ses pieds, fut-il réduit à se mettre sous la protection de l'étranger, pour ne pas tomber victime de brigands apostés par des conspirateurs bien plus coupables et bien plus odieux que leurs barbares instruments. Napoléon échappa aux émeutes semées sous ses pas, et s'embarqua enfin au port de Saint-Raphéau. Quatorze ans auparavant, cette même contrée l'avait vu arriver d'Égypte pour aller prendre les rênes d'un empire. Une frégate anglaise se chargea de transporter dans l'étroite domination que la fortune lui laissait, celui qui naguère était le maître du continent.

Le 3 mai, à six heures du soir, l'Empereur entra à Porto-Ferrajo; il y fut reçu par le général Duhesme, commandant français : « Général, lui dit-il, j'ai « sacrifié mes droits aux intérêts de ma patrie, et je me suis réservé la pro« priété et la souveraineté de l'île d'Elbe. Faites connaître aux habitants le « choix que j'ai fait de leur île pour mon séjour. Dites-leur qu'ils seront tou« jours pour moi l'objet de mon intérêt le plus vif. » Le maire de Porto-Ferrajo remit à Napoléon les clefs de la ville; la mairie devint le palais; un *Te Deum* où assista l'Empereur, fut chanté dans la cathédrale : ainsi se termina l'inauguration de cette souveraineté si restreinte. L'exercice de son gouvernement

ne fut pour Napoleon qu une administration de famille pendant les dix mois qu'il passa dans l'île. Il étendit le travail des mines, fit des plantations, des constructions, repandit des bienfaits. Sa mere, sa sœur, la princesse Pauline-Borghèse, quittèrent leurs palais de Rome, leurs jardins enchantés, pour venir adoucir, sur les rochers de l'île d'Elbe, l'exil d'un fils et d'un frère constamment chéri d'elles; tendres soins, devouement touchant, ou l'histoire se repose de son austère devoir

Toutefois, l'île qui renferme Napoleon n'est pour lui qu'un observatoire d'ou il voit, d'ou il croit entendre la France. Souvent il errait sur ses sommets comme un aigle egare qui plonge ses regards perçants a travers l'immensité pour y chercher sa route vers l'aire paternelle





CHAPITRE XLIV.

1815.

Débarquement de Napoléon au golfe Juan. — Son arrivée à Grenoble, à Lyon, à Fontainebleau. — Déclaration de Vienne. — Départ de la famille royale.



Napoléon n'était tombé tout entier pour personne, encore moins pour lui-même. La France et lui s'occupaient de leur commun voisinage, mais silencieusement, car aucune communication, aucune intelligence n'avait établi entre eux la moindre relation directe. Il suffisait à Napoléon de la supériorité de son jugement pour apprécier la vérité dans les récits qui lui parvenaient, et pour estimer la position de la France vis-à-vis de son gouvernement : elle avait été blessée dans tous ses souvenirs, menacée dans ses droits, troublée dans ses jouissances ; chez elle, c'était elle qui était devenue étrangère : les généraux, les administrateurs, éconduits, l'avaient laissée bientôt sans protecteur et sans guide.

sous des princes tout nouveaux pour elle, entourés de vieux généraux inconnus d'une vieille noblesse pleine de jactance, et d'un clergé persécuteur. L'armée humiliée par d'insolents mépris, avait vu décimer le corps de ses officiers par un ministre, et ce ministre était l'accusé de Baylen ! Trois mille vétérans, mutilés dans les guerres de la république et de l'empire, allaient, en mendiant, porter à leurs villages les nouvelles du changement de système ; chassés de l'hôtel des Invalides, ils avaient été tous remplacés par des Vendéens et des Chouans !

Dès le dernier mois de 1814, Napoléon dut se sentir entraîné vers la France par le mécontentement qu'elle éprouvait. L'idée de revenir en France, qui tout à coup prit sur Napoléon la force d'une résolution, lui vint d'abord de Paris par la seule lecture du *Moniteur*, qui l'avertit que le moment de son retour était arrivé, comme la lecture des gazettes de Francfort, à Alexandrie, lui avait donné autrefois le signal de son départ d'Égypte. Des lettres de Vienne, ainsi que de son beau-frère Joachim, à qui il avait pardonné, et qui avait des agents auprès du congrès, le fortifièrent dans sa pensée, en lui annonçant le dessein, proposé aux alliés par les ministres français, de le surprendre à l'île d'Elbe et de le transporter à Sainte-Hélène. Il fit alors des dispositions pour mettre Porto-Ferrajo en état de défense. Pendant qu'on s'en occupait, deux nobles Anglais, indignés d'un projet de trahison dont la honte retomberait sur leur nation, quittèrent Vienne et vinrent donner à Napoléon des détails qui lui dévoilèrent l'imminence du péril qu'il courait. Napoléon savait aussi que le gouvernement royal de France ne voulait plus exécuter le traité de Fontainebleau. Il n'y eut dans le secret de l'île d'Elbe que le roi Joachim, à qui Napoléon prescrivait d'attendre ses ordres pour agir, et un auditeur au Conseil-d'État, Fleury de Chaboulon, qui vint de lui-même rendre compte à Napoléon de l'état des choses en France.

Des munitions de guerre avaient été achetées à Naples, des armes à Alger, des transports à Gênes. Tout se trouva bientôt prêt pour le départ ; une troupe de mille hommes, dont six cents de la garde, deux cents chasseurs corses, deux cents fantassins, et cent chevau-légers polonais, reçut tout à coup l'ordre d'embarquement par un coup de canon, le 26 février, à huit heures du soir. Napoléon choisit ce jour, où le commandant de la station anglaise était parti pour Livourne ; et afin d'éloigner tout soupçon, il donnait lui-même une fête dont sa mère et sa sœur Pauline faisaient les honneurs. Il s'y déroba. « *Le sort en est jeté !* » dit-il en mettant le pied sur le brick l'*Inconstant*. Ce bâtiment, armé de vingt-six pièces de canon, et portant quatre cents grenadiers, et six autres petits bâtiments légers, composaient la flottille impériale. Bientôt on perdit l'île de vue. Excepté les généraux Bertrand et Drouot, personne ne savait où l'on allait. Cependant l'opinion commune sur la flottille était que Napoléon débarquerait en Italie : on s'en inquiétait peu ; il était là. « *Grenadiers*, dit-il après une heure

de route, *nous allons en France, nous allons à Paris.* » Les cris de *vive la France vive Napoléon !* s'élevèrent dans les airs, et une joie patriotique reparut sur le front des vieux guerriers de Fontainebleau.

Cependant le vent devint contraire après qu'on eut doublé le cap Saint-André. A la pointe du jour, on n'avait fait que six lieues, et la mer était gardée par les croisières anglaise et française. Les marins conseillaient de retourner à Porto-Ferrajo ; mais, comme au retour d'Égypte, Napoléon *voulait arriver en France*, et l'on suivit la direction indiquée. Son projet, si l'ennemi l'attaquait, était, ou de s'emparer de la croisière, ou d'aller en Corse. Dans le premier cas, il fallait peut-être se battre, et, pour mieux se préparer à cette nécessité, il commanda de jeter à la mer tous les effets embarqués, sacrifice que chacun fit avec plaisir. Le soir, on découvrit deux frégates ; et un bâtiment de guerre français, qu'on reconnut pour être *le Zéphyr*, vint droit sur la flottille. Napoléon préféra passer



incognito avec sa fortune, et ordonna à sa garde de se coucher sur le pont. Une heure après, les deux bricks étaient bord à bord, et *le Zéphyr* ayant demandé à *l'Inconstant* des nouvelles de l'Empereur, Napoléon lui-même répondit qu'il se portait bien. Le 28, on reconnut un vaisseau de 74, qui n'aperçut point le bateau de César. Cette journée fut employée à copier trois proclamations, deux au nom

de l'Empereur, l'une aux Français, l'autre à l'armée, et la troisième à l'armée au nom de sa garde. Les ponts se couvrirent de copistes : ce singulier bureau d'état-major écrivant sous la dictée de Napoléon, en vue des croisières ennemies, au milieu de la mer, sur un bâtiment sans défense, des proclamations qui invitaient trente millions d'hommes à arborer la bannière d'un bataillon, est un fait curieux dans cette période si romanesque de la vie de Bonaparte. Enfin, le 1er mars, mois favori de l'Empereur dans ses prospérités, il revit la terre française, et débarqua au golfe Juan. Les habitants ne lui votèrent pas, comme les Calaisiens à Louis XVIII, une plaque de bronze portant l'empreinte du pied qu'il avait posé sur le sol après vingt-cinq ans d'absence ; mais il reçut un bon accueil des paysans que réveilla le bruit du débarquement. Le bivouac fut établi dans une plantation d'oliviers. « *Beau présage!* s'écria Napoléon; *puisse-t-il se réaliser!* » Parmi les habitants qui arrivèrent, l'un d'eux avait servi; il reconnut Napoléon, et ne voulut plus le quitter. « *Eh bien! Bertrand*, dit l'Empereur au grand-maréchal, *voilà du renfort!...* »

Déjà un capitaine de la garde et vingt-cinq hommes étaient partis pour Antibes, avec ordre de s'y présenter comme déserteurs et de séduire la garnison. Mais Napoléon avait mal choisi ses négociateurs : ils entrèrent dans la ville au cri de *vive l'Empereur!* et furent dans l'instant désarmés et arrêtés. N'ayant point de nouvelles de ce détachement, Napoléon envoya à Antibes un officier civil chargé d'instructions pour le commandant : cet officier trouva les portes fermées, et ne put communiquer avec personne. A onze heures du soir, la petite troupe que Napoléon appelait *la députation de la garde* se mit en mouvement ; les Polonais, à pied, portaient sur le dos l'équipement des chevaux qu'ils allaient avoir, à mesure que l'on en achèterait sur la route. Après vingt lieues d'une marche continue, Napoléon arriva au village de Cérenon le 2 au soir ; le 3, il coucha à Barême ; le 4, à Digne ; le 5, à Gap : il ne conserva dans cette ville, pour se garder, que dix hommes à cheval et quarante grenadiers. Ce fut à Gap qu'il fit imprimer les proclamations qu'il avait dictées à bord le 28 février. Ces proclamations se répandirent en France avec la plus grande profusion, et produisirent sur la masse de la population un effet d'autant plus magique qu'il était inattendu. Elles portaient le cachet de cette éloquence de conquérant qui tant de fois avait remué les âmes des Français en leur prédisant de si prodigieuses choses, ou en les remerciant de les avoir accomplies ; tout le monde y fut pris, les uns par l'étonnement, les autres, et c'était la foule, par l'admiration. C'était sans doute une étrange merveille jetée tout à coup au milieu de la monarchie des Bourbons, que Napoléon rentrant en France à la tête de onze cents hommes! Le titre de ses proclamations était le titre impérial de son règne : NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE, EMPEREUR DES FRANÇAIS. Il avait apparemment oublié son abdication : ou plutôt il se croyait dégagé d'un traité que les alliés se proposaient

de rompre par la force et contre toute espece de droit, quelle que fût la pensee de Napoleon, il n'avait pas perdu son talent de parler aux hommes le langage du genie et de la gloire

PROCLAMATION A L'ARMEE

Golfe Juan 1er mars

« SOLDATS !

« Nous n'avons pas ete vaincus. Deux hommes sortis de nos rangs ont trahi « nos lauriers, leur pays, leur prince, leur bienfaiteur. Dans mon exil, j'ai « entendu votre voix. Je suis arrive a travers tous les obstacles et tous les pe- « rils... Nous devons oublier que nous avons ete les maîtres des nations : mais « nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui preten- « drait être le maître chez nous ?... Reprenez ces aigles que vous aviez a Ulm, « a Austerlitz, à Iena, a Montmirail !... Les vétérans de l'armee de Sambre-et- « Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de la grande armee, sont hu- « milies... Venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef : .. la victoire « marchera au pas de charge. L'aigle, avec les couleurs nationales, volera de « clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame... Dans votre vieillesse, « entoures et consideres de vos concitoyens, ils vous entendront avec respect « raconter vos hauts faits. Vous pourrez dire avec orgueil : Et moi aussi, je « faisais partie de cette grande armee qui est entree deux fois dans les murs de « Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Madrid, de Moskou, qui a delivre « Paris de la souillure que la trahison et la presence de l'ennemi y ont em- « preinte.. »

« FRANÇAIS !

« La defection du duc de Castiglione livra Lyon sans defense a nos ennemis « L'armée dont je lui avais confie le commandement etait, par le nombre de ses « bataillons, par la bravoure et le patriotisme des troupes qui la composaient « en etat de battre le corps d'armee autrichien qui lui etait oppose, et d'ar- « river sur les derrieres du flanc gauche de l'ennemi qui menaçait Paris.

« Les victoires de Champ-Aubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de « Vaux-Champs, de Cormans, de Montereau, de Craonne, de Reims, d'Arcis- « sur-Aube et de Saint-Dizier ; l'insurrection des braves paysans de la Lorraine « et de la Champagne, de l'Alsace, de la Franche-Comte et de la Bourgogne « et la position que j'avais prise sur les derrieres de l'armee ennemie, en la se- « parant de ses magasins, de ses parcs de reserve, de ses convois et de tous ses « equipages, l'avaient placée dans une situation desespérée. Les Français ne

« furent jamais sur le point d'être plus puissants, et l'élite de l'armée alliée « était perdue sans ressource : elle eût trouvé son tombeau dans ces vastes « contrées qu'elle avait si impitoyablement saccagées, lorsque la trahison du « duc de Raguse livra la capitale et désorganisa l'armée. La conduite inattendue de ces deux généraux, qui trahirent à la fois leur patrie, leur prince et « leur bienfaiteur, changea le destin de la guerre. La situation de l'ennemi « était telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut lieu devant Paris, il était sans munitions, par la séparation de ses parcs de réserve.

« Dans ces nouvelles et grandes circonstances, mon cœur fut déchiré, mais « mon âme resta inébranlable, etc... »

Le 6, Napoléon partit de Gap pour Grenoble. A Saint-Bonnet, on allait sonner le tocsin afin de faire lever les villages en sa faveur : « Non, dit-il aux habitants, vos sentiments me garantissent ceux de mes soldats. Plus j'en rencontrerai, plus j'en aurai. Restez donc tranquilles chez vous. » A Sisteron, le maire voulait insurger sa commune contre Napoléon ; mais le général Cambronne, arrivé seul en avant de ses grenadiers, dont il venait préparer le logement, intimida tellement ce magistrat, qu'il s'excusa sur la crainte que ses administrés ne fussent pas bien payés : « Eh bien ! payez-vous, » dit Cambronne en jetant sa bourse. Les habitants fournirent des vivres en abondance, et offrirent un drapeau tricolore au bataillon de l'île d'Elbe. En sortant de la mairie, le général Cambronne se trouva arrêté, avec ses quarante grenadiers, par une colonne envoyée de Grenoble. Il chercha à parlementer ; on ne l'écouta pas. Napoléon, instruit de ce contre-temps, s'avança vers la troupe, et fut bientôt rejoint par sa garde, accourue au danger, malgré la fatigue qui l'accablait. « Avec vous, mes braves, leur dit Napoléon, je ne craindrais pas dix mille « hommes. » Cependant le bataillon de Grenoble, ayant rétrogradé, avait pris position. Napoléon alla le reconnaître, et se fit précéder d'un officier, qu'on ne voulut pas entendre : « *On m'a trompé*, dit Napoléon au général Bertrand, *n'importe, en avant !* » Il mit pied à terre, et, découvrant sa poitrine : « S'il en « est un parmi vous, dit-il aux soldats de Grenoble, s'il en est un seul qui « veuille tuer son général, son Empereur, il le peut ; le voici ! » Les soldats répondirent par acclamation : *Vive l'Empereur !* et demandèrent à marcher sur Grenoble avec lui. Ce moment fut décisif pour Napoléon. Un seul coup de fusil enlevait à la postérité le plus étonnant épisode de l'histoire de France, et la moindre résistance de la part de ce bataillon eût produit celle de toute la division qui couvrait Grenoble. Le colonel de Labédoyère n'aurait pas pu amener à Napoléon le 7ᵉ de ligne. Ce puissant renfort le décida à entrer le soir à Grenoble, où le général Marchand avait pris des mesures de défense. Les portes de la ville étaient fermées : la garnison se déployait sur les remparts ; elle se composait du 3ᵉ régiment du génie, du 6ᵉ de ligne, dont un bataillon était rangé depuis le matin sous le drapeau impérial ; du 4ᵉ de hussards, et du



Retour de l'île d'Elbe (Grenoble, 1815)



4e d'artillerie, où Napoléon avait été capitaine. Du haut des remparts, où s'était portée la population de la ville, la garnison, frappée d'étonnement, voyait s'avancer Napoléon avec sa troupe, l'arme renversée, et marchant, ivre de joie, aux cris de *vive Grenoble! vive la France! vive l'Empereur!* L'enthousiasme est électrique chez tous les hommes, dans les circonstances qui surprennent tout à coup leur imagination. Les remparts de Grenoble retentirent soudain des mêmes acclamations, et à l'instant les portes de la ville furent brisées par les habitants. « Tiens, dirent-ils à Napoléon, au défaut des clefs de ta bonne ville, en voici les « portes. »—« *Tout est décidé maintenant*, dit Napoléon à ses officiers, *tout est dé-« cidé : nous allons à Paris.* » Le lendemain, 8 mars, il fut reconnu et complimenté solennellement comme empereur par toutes les autorités civiles, judiciaires, militaires et ecclésiastiques. « J'ai su que la France était malheureuse, « leur dit-il, j'ai entendu ses gémissements et ses reproches. Mes droits ne sont « autres que les droits du peuple... Je viens les reprendre, non pour régner, le « trône n'est rien pour moi ; non pour me venger, je veux oublier tout ce qui a « été dit, fait et écrit depuis la capitulation de Paris. J'ai trop aimé la guerre ; « je ne la ferai plus... Nous devons oublier que nous avons été les maîtres du « monde... Je veux régner pour rendre notre belle France libre, heureuse et « indépendante... Je veux être moins son souverain que le premier et le meil-« leur de ses citoyens. » Napoléon redevint subitement l'homme des soldats et du peuple, dont son retour merveilleux avait saisi, exalté toutes les facultés. Aussi, à la revue qu'il passa de la garnison de Grenoble, l'enthousiasme public monta jusqu'au délire, surtout après ces paroles qu'il adressa au 4e d'artillerie : « C'est parmi vous que j'ai fait mes premières armes : je vous aime tous comme « d'anciens camarades. Je vous ai suivis sur le champ de bataille, et j'ai toujours « été content de vous ; mais j'espère que nous n'aurons pas besoin de vos ca-« nons. Il faut à la France de la modération et du repos. L'armée jouira, dans « le sein de la paix, du bien que je lui ai déjà fait et que je lui ferai encore. Les « soldats ont trouvé en moi leur père ; ils peuvent compter sur les récompenses « qu'ils ont méritées... » Après la revue, la garnison se mit en marche sur Lyon, au nombre de six mille hommes.

Il y avait sept jours que cette révolution d'une espèce si merveilleuse, et tentée par un seul homme, continuait son cours, lorsque *le Moniteur* apprit à la France l'arrivée de Napoléon, par une ordonnance royale qui le mettait hors la loi, et par une proclamation qui convoquait sur-le-champ les deux Chambres. Le lendemain, le même journal publia que Napoléon, abandonné des siens, poursuivi par la population et les garnisons, errait dans les montagnes, et ne pouvait échapper à la haine commune. Mais on connaissait *le Moniteur;* aussi les nouvelles de cette feuille officielle n'obtinrent pas un grand crédit. Toutefois il y eut deux opinions : l'une, celle de la masse, qui croyait au succès de Napoléon ; l'autre, celle de la cour, qui méprisait un si faible ennemi.

comme vingt-cinq ans auparavant elle avait méprisé la révolution. Cependant on ne put cacher longtemps l'entrée à Grenoble, ni la marche sur Lyon : en conséquence, MONSIEUR, le duc d'Orléans et le maréchal Macdonald, partirent en toute hâte pour cette ville..... Monseigneur le duc d'Angoulême, le maréchal Masséna, les généraux Marchand et Duvernet, devaient fermer la retraite à Napoléon ; sur ses flancs se trouvait le général Lecourbe. Le maréchal Oudinot s'avançait à la tête de ses invincibles grenadiers ; tout le Midi était levé. Enfin, le 11 mars, on annonça à Paris que Bonaparte avait été complétement battu du côté de Bourgoing. Cependant il avait occupé Bourgoing, le 9, sans coup férir, et le 10, à sept heures du soir, il était entré à Lyon, à la tête de l'armée envoyée pour le combattre. Descendu à l'archevêché, que venait de quitter MONSIEUR, il n'avait pas voulu d'autre garde que la garde nationale à pied ; celle à cheval s'étant présentée : « Nos institutions, lui dit-il, ne reconnaissent pas de gardes nationales à cheval ; d'ailleurs, vous vous êtes si mal « conduits avec le comte d'Artois, que je ne veux point de vous. » En effet, de tous les nobles dont cette garde était presque entièrement composée, un seul avait suivi le prince jusqu'à ce que sa personne fût hors de tout danger. Napoléon le fit appeler : « Je n'ai jamais laissé, lui dit il, une belle action sans ré« compense : je vous donne la croix de la Légion-d'Honneur. »

Pendant que Napoléon recevait à Lyon, de toutes les divisions militaires de l'Est, les assurances les plus positives de leur retour à son drapeau, le roi recevait chaque jour, des autres points de la France, une foule d'adresses qui lui portaient, au nom des généraux et des troupes, le vœu de mourir pour le défendre.

En écrivant de Lyon à son frère Joseph, Napoléon l'avait chargé de faire déclarer à la Russie et à l'Autriche, ainsi qu'aux autres puissances, qu'il voulait tenir loyalement le traité de Paris. Les paroles qu'il dit alors aux autorités retentirent dans toute la France : « ..... *J'ai été entraîné par la force des événements dans une fausse route ; mais, instruit par l'expérience, j'ai abjuré cet amour de la gloire, si naturel aux Français, qui a eu pour la France et pour moi tant de funestes résultats.... Je me suis trompé en croyant que le temps était venu de rendre la France le chef-lieu d'un grand empire.* » Cette abjuration de l'esprit de conquête était sincère de la part de Napoléon prêt à jurer le traité de Paris. Ce fut aussi à Lyon que, naturellement entraîné à ce parti par le triomphe politique et militaire qui l'avait porté du golfe Juan, à travers la ville de Grenoble, dans la seconde ville de France, au milieu d'une population dont à chaque moment l'exaltation l'enivrait lui-même, Napoléon reprit la souveraineté et dicta plusieurs décrets d'une haute importance, mais non pas tous marqués du même caractère d'à-propos. Le premier de ces décrets prononçait la dissolution des deux Chambres, et ordonnait la réunion *à Paris*, en assemblée extraordinaire du *Champ-de-Mai*, des colléges électoraux de l'empire.

soit *pour corriger nos institutions*, soit pour assister au couronnement de l'Impératrice et du roi de Rome. Un autre décret rétablissait contre les émigrés non rayés, rentrés en France depuis le 1er janvier 1814, la législation des assemblées nationales, et il frappait leurs biens de séquestre.

Le général Bertrand et le duc de Bassano refusèrent avec raison d'apposer leurs signatures à ces décrets. « *Je ne signerai point*, disait Bertrand à Lyon ; « *ce n'est pas ce que l'Empereur nous a promis.* » Et, en effet, Napoléon venait de dire aux magistrats de Grenoble : « Je veux être moins le souverain de la France, que son premier et meilleur citoyen. »

Le gouvernement royal avait envoyé le maréchal Ney se mettre à la tête d'une armée à Lons-le-Saulnier : Napoléon chargea le général Bertrand de lui écrire l'état des choses, en le rendant responsable de la guerre civile, s'il ne faisait pas sa soumission. « *Flattez-le*, disait l'Empereur, *mais ne le caressez pas* « *trop : il croirait que je le crains, et se ferait prier.* » Cependant, grâce à la renommée, la révolution était déjà faite dans l'armée du maréchal : elle n'avait qu'un cri, celui de marcher à Lyon, non pour combattre Napoléon, mais pour le suivre. La défection s'était mise dans plusieurs de ses régiments ; et, entraîné par son armée hors du parti du roi, qu'il ne pouvait plus défendre, le malheureux maréchal adressa, le 13 mars, à ses soldats, l'ordre du jour suivant :

« La cause des Bourbons est à jamais perdue. La dynastie que la nation fran- « çaise a adoptée va remonter sur le trône... Soldats ! *les temps ne sont plus où* « *l'on gouvernait les peuples en étouffant tous leurs droits. La liberté triomphe en-* « *fin, et Napoléon, notre auguste Empereur, va l'affermir à jamais...* » Tel était l'esprit de l'armée ; le maréchal n'en était que l'organe.

Rassuré par la déclaration de cette armée, Napoléon alla au-devant d'elle à Auxerre, où, le 18, il embrassa le maréchal. Là, malgré l'ordonnance qui enjoignait *de lui courir sus*, et les projets sinistres qu'on lui annonçait contre sa personne, Napoléon se mêlait au milieu de la foule avec l'abandon de la plus entière confiance. Il comptait sur l'amour du peuple et des troupes : il ne se trompait pas. L'armée, déjà forte de quatre divisions, se mit en marche sous les yeux de l'Empereur, avec l'ordre d'être à une heure du matin dans Fontainebleau. Le 19 au soir, il était arrivé lui-même à Moret, où il s'arrêta pour attendre le retour des grand'gardes qui avaient dû fouiller la forêt, car on supposait que l'armée du duc de Berri occupait les hauteurs d'Essonne. Essonne avait été fatale à Napoléon ; il ne pouvait l'oublier en revenant à Fontainebleau : il entra dans cette résidence à quatre heures du matin, et revit sans émotion apparente ce théâtre de son abdication, qu'il ne regardait plus que comme une aventure rayée de sa vie. En effet, le départ du roi, qui monta en voiture à minuit, lui ouvrait Paris, et, au lieu d'être gardé à Fontainebleau, ainsi qu'en 1814, au milieu de trente mille Français, par deux cent mille étrangers, il marchait vers la capitale, accompagné du peuple et de l'armée. Jamais faveur de la fortune

ne dut avoir tant de prix pour Napoléon ; elle pouvait effacer à ses yeux l'adversité dont elle était sortie ; mais ce grand souvenir rendit nécessairement plus douloureuse la lente agonie de Sainte-Hélène. En regard de ce brillant retour de prospérité qui faisait saluer encore du nom d'*Empereur* le captif de Fontainebleau, le fugitif de l'île d'Elbe, pendant cette même nuit, une scène à laquelle l'infortune et l'impuissance donnèrent aussi un touchant caractère, s'était accomplie à Paris. Après vingt-cinq ans d'absence et dix mois de règne, Louis XVIII, vieux et infirme, reprenait la route de l'exil, appuyé sur les anciens compagnons qui l'y avaient déjà suivi ; et, avant de quitter ce palais de ses pères, témoin de tant d'événements, il n'avait reçu que des adieux timides et privés : il avait pu entendre les acclamations de la France proclamant Napoléon ; il avait vu revenir tout seuls, de l'armée qui devait arrêter le conquérant, son propre frère et les princes de son sang, réduits comme lui à aller, avec quelques serviteurs, chercher encore un asile sur la terre étrangère. Le 20 mars 1815 est un des grands tableaux de l'histoire.

Cependant le congrès de Vienne publiait, dès le 13 mars, une déclaration qui renouvelait l'ordonnance royale du 6. Ce manifeste, cet arrêt commun de toutes les puissances, devint pour elles un nouveau lien. La nécessité réunit tout à coup ceux que l'intérêt avait déjà divisés. L'entreprise trop prématurée de Napoléon resserra le faisceau des cabinets, qui allait, dit-on, se briser. On parlait d'une convention secrète qui unissait l'Angleterre, l'Autriche et la France avec tous leurs alliés, contre la Russie et la Prusse. L'apparition subite de *l'ennemi commun*, l'effrayant succès de sa marche triomphale d'Antibes à Paris, l'espoir attaché à son retour par la France et l'armée, rapprochèrent soudain les politiques de Vienne, effrayés du murmure des âmes que l'on s'était partagées au nom de l'indépendance des nations !





CHAPITRE XLV.

1815.

Arrivée de Napoléon à Paris. — Acte additionnel. — Champ-de-Mai. — Départ de Napoléon pour l'armée du Nord.



Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon entra à Paris, par la barrière de Fontainebleau, avec les troupes qui avaient été placées pour le combattre à Villejuif, et il fut porté jusqu'à ses appartements particuliers sur les bras de la multitude. Il se vit tout à coup entouré d'une partie de ses anciens ministres, des maréchaux, des officiers et des dames du palais : il se retrouvait en famille. Une garde improvisée, et toute composée de généraux, fut placée à sa porte. Les acclamations extérieures se prolongèrent longtemps. Paris, qui s'était éveillé capitale du royaume, s'endormit capitale d'un empire.

Napoléon dit, dans ses *Mémoires*, que la nuit même de son arrivée à Paris, il délibéra si, avec trente-cinq ou trente-six mille hommes qu'il pouvait réunir

dans le Nord, il commencerait les hostilités le 1[er] avril, en marchant sur Bruxelles et ralliant sous ses drapeaux cette armée belge qui n'attendait que son signal pour lui servir d'avant-garde. Wellington était à Vienne, Blücher à Berlin. Les forces anglaises et prussiennes étaient faibles, sans chefs et sans places fortes, disséminées sur les bords du Rhin. Mais il sacrifia au vœu général de la France, c'est-à-dire à un sentiment fondé sur la plus grave erreur, une inspiration qui seule eût assuré le succès de la téméraire entreprise qu'il venait d'executer. La déclaration du congrès de Vienne ne permettait ni à la France ni à Napoléon la moindre incertitude à cet égard; elle disait « *qu'il ne pouvait y avoir ni paix ni trève avec Napoléon; qu'en détruisant le seul titre légal auquel* L'EXÉCUTION *du traité de Fontainebleau se trouvait attachée, il s'était placé hors des relations civiles et sociales, qu'il s'était livré à la vindicte publique*, etc... » Il fallait donc que Napoléon surprît la coalition, comme il avait surpris la monarchie. Rien ne l'empêchait de s'emparer de la Belgique, d'où le général Maison avait emporté d'énergiques souvenirs de l'attachement des troupes et des habitants pour la France. Napoléon, en différant, laissa l'avantage à ses ennemis du dedans et du dehors.

Dans la nuit du 20 au 21, arrivèrent les grenadiers de l'île d'Elbe. Les généraux Bertrand, Drouot, Cambronne, représentaient aux Tuileries les trophées d'un triomphe qui n'avait pas coûté une seule goutte de sang, qui avait duré vingt jours, et dont Paris était le repos... et le terme! ce triomphe était tout populaire. Aussi Napoléon, entouré de son ancienne cour, et surtout des hommes qui n'avaient presque pas quitté le palais depuis son départ, disait hautement : « *Ce sont les gens désintéressés qui m'ont amené à Paris; ce sont les sous-lieutenants et les soldats qui ont tout fait : c'est au peuple et à l'armée que je dois tout.* »

Le 21, l'Empereur passa en revue toute l'armée réunie à Paris, et dont le commandement avait été donné au duc de Berri.

« Soldats! dit-il, je suis venu avec six cents hommes en France, parce que « je comptais sur l'amour du peuple et sur le souvenir des vieux soldats. Je « n'ai pas été trompé dans mon attente. Soldats! je vous en remercie. La gloire « de ce que nous venons de faire est toute au peuple et à vous. La mienne se « réduit à vous avoir connus et appréciés... »

Au moment où le général Cambronne et les officiers du bataillon de l'île d'Elbe parurent avec les anciennes aigles de la garde, il reprit la parole et dit :

« Soldats! voilà les officiers du bataillon qui m'a accompagné dans mon mal- « heur : ils sont tous mes amis; ils étaient chers à mon cœur. Toutes les fois « que je les voyais, ils me representaient les différents régiments de l'armee. « Dans mes six cents braves, il y a des hommes de tous les régiments; tous me « rappelaient ces grandes journees dont le souvenir m'est si cher : car tous sont « couverts d'honorables cicatrices reçues à ces batailles mémorables. En les

« aimant, c'est vous tous, soldats de l'armée française, que j'aimais. Ils vous « rapportent ces aigles; qu'elles vous servent de ralliement : en les donnant « à la garde, je les donne à toute l'armée. La trahison et des circonstances mal- « heureuses les avaient couvertes d'un voile funèbre; mais, grâce au peuple « français et à vous, elles reparaissent resplendissantes de toute leur gloire. « Jurez qu'elles se trouveront toujours et partout où l'intérêt de la patrie les « appellera; que les traîtres et ceux qui voudraient envahir notre territoire « n'en puissent jamais soutenir les regards! »

Le roi et sa famille avaient quitté Lille pour se rendre à Gand. Le duc de Bourbon, après avoir inutilement cherché à soulever la Vendée, s'était embarqué le 22 mars au pont de Cé, sur la Loire. Il ne restait plus en France que le duc et la duchesse d'Angoulême. La princesse se trouvait à Bordeaux, et le prince à Toulouse. MADAME, animée d'un courage viril, essaya de défendre la première de ces cités, et fut réduite enfin à se retirer sur un vaisseau anglais. De son côté, le duc d'Angoulême voulait entraîner le Midi, à la tête de douze mille hommes de ligne ou de gardes nationales. La guerre civile régnait en Provence et en Languedoc. Le prince avait demandé des secours aux Sardes et aux Suisses. Il marchait avec deux corps d'armée : l'un sous ses ordres, l'autre sous ceux du général Ernouf. Bientôt ce prince se vit, par les mouvements rapides des troupes impériales, renfermé entre la Drôme, le Rhône, la Durance et les montagnes. Il pouvait se sauver seul; mais il préféra justifier la fidélité du petit nombre de braves qui l'avaient suivi, et capituler. A son lever, l'Empereur reçut la dépêche télégraphique qui transmettait cette importante nouvelle, et décida que la capitulation serait exécutée : cette loyale conduite ne devait pas être imitée par ses ennemis. Dans l'après-midi, quelques oppositions se manifestèrent autour de Napoléon. Sa mise hors la loi semblait lui commander de ne pas se dessaisir d'un otage aussi précieux. Il ordonna cependant que la capitulation fût loyalement exécutée, et il fit écrire au général Grouchy la lettre suivante :

« L'ordonnance du roi en date du 6 mars, et la déclaration signée le 13 à « Vienne par ses ministres, pourraient m'autoriser à traiter le duc d'Angou- « lême comme cette ordonnance et cette déclaration voulaient qu'on me traitât, « moi et ma famille. Mais, constant dans les dispositions qui m'avaient porté à « ordonner que les membres de la famille des Bourbons pussent sortir libre- « ment de France, mon intention est que vous donniez des ordres pour que le « duc d'Angoulême soit conduit à Cette, où il sera embarqué, et que vous veil- « liez à sa sûreté et à écarter de sa personne tout mauvais traitement. » Cet ordre reçut son exécution le 9 avril : le prince mit à la voile le 16 pour l'Espagne. Le lendemain, le général Grouchy fut nommé maréchal de l'empire. Par sa marche rapide, Grouchy avait détruit la guerre civile dans le Midi, comme le général Lamarque dans l'Ouest.

Enfin, la France tout entière voyait flotter le drapeau impérial, chaque jour apportait à Napoléon la nouvelle des progrès de sa cause parmi les habitants et les chefs de l'armée.

Le 26 mars, l'Empereur reçut en audience solennelle les adresses des cours judiciaires, de ses ministres et de son Conseil-d'État ; elles étaient toutes patriotiques et annonçaient assez à Napoléon qu'une grande révolution s'était opérée, pendant l'espace qu'ils nommaient l'*interrègne*, dans les esprits de ses anciens serviteurs. Le Conseil-d'État surtout s'exprimait avec la plus noble indépendance ; voici le début de son éloquente adresse :

« Le Conseil-d'État, en reprenant ses fonctions, croit devoir faire connaître « les principes qui sont la règle de ses opinions et de sa conduite. La souve- « raineté réside dans le peuple : il est la seule source légitime du pouvoir... » Après avoir ainsi proclamé le dogme fondamental de la démocratie, dogme que Napoléon avait reconnu lui-même en soumettant sa nomination à l'approbation du peuple ; après avoir parcouru les phases de la révolution, du consulat, de l'empire, le Conseil-d'État démontrait que l'abdication de Napoléon, non consacrée par le vœu de la nation, ne pouvait détruire le contrat formé entre elle et l'Empereur, et que Napoléon n'était pas libre de sacrifier les droits de son fils. Passant ensuite à l'établissement du gouvernement royal, il disait que la constitution décrétée par le Sénat n'avait pas été soumise à l'acceptation du peuple ; *que le roi avait accordé volontairement, et par le libre exercice de son autorité royale, une charte constitutionnelle appelée ordonnance de réformation;* que cette charte n'avait eu d'autre sanction que sa lecture en présence d'une nouvelle Chambre de députés ; que la présence des armées ennemies avait imprimé un caractère de violence à la publication de ces actes... « L'Empereur, « ajoutait le Conseil-d'État, est appelé *à garantir de nouveau par des institu-* « *tions* (et il en a pris l'engagement dans ses proclamations à la nation et à « l'armée) tous les principes libéraux : la liberté individuelle et l'égalité des « droits, la liberté de la presse et l'abolition de la censure, la liberté des cultes, « le vote des contributions et des lois par les représentants de la nation légale- « ment élus, le maintien des propriétés nationales de toute origine, l'indépen- « dance et l'inamovibilité des tribunaux, la responsabilité des ministres et de « tous les agents du pouvoir. Pour mieux consacrer les droits et les obligations « du peuple et du monarque, les institutions nationales doivent être revues dans « une grande assemblée des représentants, déjà annoncée par l'Empereur... » Cette adresse ne semblait plus émaner de l'ancien Conseil-d'État de l'empire ; et bien qu'à cette époque sa composition n'eût pas éprouvé de changement, il renfermait parmi ses membres beaucoup d'hommes qui saisissaient avec joie une grande occasion de rentrer dans un ordre constitutionnel. L'Empereur répondit :

« Les princes sont les premiers citoyens de l'état : *leur autorité est plus ou*

« *moins étendue, selon l'intérêt des nations qu'ils gouvernent.* La souveraineté « elle-même n'est héréditaire que parce que l'intérêt des peuples l'exige. Hors « de ces principes, je ne connais pas de légitimité. J'ai renoncé aux idées du « grand empire dont, depuis quinze ans, je n'avais encore posé que les bases. « Désormais le bonheur et la consolidation de l'empire français seront l'objet « de toutes mes pensées... » C'était parler en monarque, et non en réformateur, comme le demandait le conseil. On désirait une autre constitution : Napoléon préparait un acte additionnel aux constitutions de l'empire.

L'Ouest, que l'on n'avait pu soulever, le Midi, soumis si rapidement, rendaient à l'heureux Napoléon la France disposée à rentrer avec enthousiasme, encore au nom de la liberté et de l'indépendance nationale, dans la carrière des armes; mais pour se donner tout entière, elle attendait le manifeste de sa régénération politique de la même bouche qui, au golfe Juan, avait proclamé sa délivrance; elle l'attendait de celui qui venait de la mettre en péril, et qu'elle voulait sauver comme elle-même. Par une fatalité, ou plutôt par un aveuglement inconcevable, au lieu de la proclamation solennelle des garanties complètes qui étaient dues à la nation, Napoléon s'obstina à publier, malgré les plus notables oppositions, malgré les vives résistances de ses anciens serviteurs et de ses plus fidèles ministres, L'ACTE ADDITIONNEL AUX CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE. Cette promulgation frappa de stupeur la capitale, et apprit à la France que le retour de l'île d'Elbe lui ramenait Napoléon tout entier, et non un empereur converti à la liberté par ces méditations profondes qui inspirent de grandes résolutions à un grand caractère. Le soulèvement général de l'opinion, si cruellement désabusée par un acte supplémentaire qui supposait le maintien des institutions du pouvoir absolu, fut mortel pour Napoléon. Les véritables amis de la liberté légale avaient salué avec transport le dictateur de la patrie en danger ; ils jugèrent qu'ils étaient trompés : ils se retirèrent malheureux et mécontents. Dès ce jour il n'y eut plus à opposer à la crise terrible dont l'Europe menaçait la France qu'une armée tout impériale et une nation toute silencieuse.

Cependant, le 25 mars, les quatre grandes puissances avaient pris, dans un traité, l'engagement de ne déposer les armes qu'après avoir mis Napoléon hors d'état de troubler à l'avenir la paix de l'Europe. De son côté, le 29 du même mois, il avait renvoyé l'examen de la déclaration de Vienne à une commission composée des présidents de son Conseil-d'État : il en était résulté une réfutation qui, par l'énergie du style, le rapprochement des faits, la vigueur des raisonnements et les principes qu'elle contenait, ne laissa pas longtemps méconnaître son auteur : Napoléon répondait lui-même à l'Europe. Cette pièce, d'une très-haute importance, restera comme une des plus habiles et éloquentes qui soient sorties de la plume d'un homme d'état, et comme un des documents les plus curieux de l'histoire. Malgré l'échange de ces hostilités écrites,

Napoléon crut pouvoir reprendre des relations, soit avec la Russie, soit avec l'Autriche. Un traité secret entre la France, l'Autriche et l'Angleterre pour défendre la Saxe du démembrement dont la Russie et la Prusse la menaçaient, avait été oublié dans le cabinet du ministre des affaires étrangères au départ du roi. A l'arrivée de Napoléon à Paris, les ministres d'Autriche et de Russie étaient encore dans la capitale. Napoléon pensa que la communication de ce traité secret au ministre de Russie détacherait cette puissance des intérêts de la maison de Bourbon, et jetterait la discorde dans le congrès de Vienne. En conséquence, on montra ce traité à M. de Boudiskim ; d'autres démarches furent faites auprès de l'empereur Alexandre, et quelques ouvertures au cabinet de Londres. Après ces tentatives préliminaires dont aucune n'atteignit son but, Napoléon, pour répondre aussi par une déclaration à celle du congrès de Vienne, écrivit le 4 avril aux princes de l'Europe. Sa lettre était ainsi conçue :

« Monsieur mon frère,

« Vous aurez appris dans le cours du mois dernier mon retour sur les côtes « de France, mon entrée à Paris et le départ de la famille des Bourbons. La vé- « ritable nature de ces événements doit être maintenant connue de Votre Ma- « jesté ; ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ouvrage et la volonté « unanime d'une grande nation qui connaît ses devoirs et ses droits. L'attente « qui m'avait décidé au plus grand des sacrifices avait été trompée. Je suis « venu, et du point où j'ai touché le rivage, l'amour de mes peuples m'a porté « jusqu'au sein de ma capitale. Le premier besoin de mon cœur est de payer « tant d'affection par une honorable tranquillité. Le rétablissement du trône « impérial étant nécessaire au bonheur des Français, ma plus douce pensée « est de le rendre en même temps utile à l'affermissement du repos de l'Eu- « rope. Assez de gloire a illustré tour à tour les drapeaux des diverses nations. « Les vicissitudes du sort ont assez fait succéder de grands revers à de grands « succès. Une plus belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, et je « suis le premier à y descendre. Après avoir présenté au monde le spectacle « des grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre ri- « valité que celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de « la félicité des peuples. La France se plaît à proclamer avec franchise ce noble « but de tous ses vœux. Jalouse de son indépendance, le principe invariable « de sa politique sera *le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres* « *nations*. Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments per- « sonnels de Votre Majesté, le calme général est assuré pour longtemps, et « la justice, assise aux confins des états, suffit seule pour en garder les fron- « tières. »

Cette lettre de Napoleon, jurant à la face du monde le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations, contrariait trop fortement les plans formés contre cette indépendance par les puissances alliées, alors occupées du projet de se partager l'Europe comme une proie. Aussi ne fut-elle point accueillie des cabinets étrangers, qui, se craignant mutuellement, avaient fermé toutes les avenues à des communications avec le gouvernement français. Malgré ce rigoureux interdit, Napoléon renouvela ses démarches auprès de la cour de Vienne; il fit même sonder le prince de Talleyrand, son ancien ministre, alors plénipotentiaire du roi de France au congrès : cette lettre, ces démarches, datées de Bruxelles, ne fussent pas restées sans réponse.

Persuadé que le glaive devait mettre un poids immense dans la balance de ses destinées, et qu'une victoire éclatante pouvait seule faire de sa nouvelle adoption par les Français un titre tout-puissant aux yeux de l'Europe, Napoléon ne négligeait aucun moyen pour assurer le succès de sa cause. Eclairé



par l'expérience, il s'attachait à acquérir de la popularité, levier d'une force

incalculable dans des positions semblables à la sienne. C'est ainsi qu'il parcourut seul les rangs de la garde nationale, malgré les craintes qu'on avait cherché à lui inspirer, et cette confiance excita un enthousiasme universel : en même temps il cimentait habilement l'alliance des citoyens avec la garde impériale, par un banquet de quinze cents couverts que ces vieux soldats donnèrent au Champ-de-Mars à la garde nationale. En même temps sept armées se formaient sous les noms d'armée du Nord, de la Moselle, du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées ; l'armée de réserve se réunissait à Paris et à Laon. Cent cinquante batteries étaient dressées; on allait placer trois cents bouches à feu sur les hauteurs de Paris ; les corps francs et les partisans s'organisaient ; la levée en masse de sept départements frontières du Nord et de l'Est se préparait. Toutes les villes étaient fortifiées jusque dans le centre de la France ; tous les défilés gardés, tous les passages retranchés : les redoutes, les ouvrages de campagne s'élevaient partout où il y avait un obstacle à défendre, une issue à fermer, une route à protéger. La France était disposée comme une citadelle à soutenir l'assaut de l'Europe.

De quatre-vingt mille hommes, l'armée se trouva portée à deux cent mille. Dix mille soldats d'élite entrèrent dans les rangs de la vieille garde ; les braves marins immortalisés à Lutzen et à Bautzen composèrent un corps de dix-huit mille hommes. La grosse cavalerie fut remontée par dix mille chevaux de la gendarmerie ; trente mille officiers, sous-officiers et soldats en réforme ou en retraite s'offrirent pour les garnisons des places fortes. Enfin, la garde nationale de France, réorganisée en trois cent trente bataillons, présentant une masse de deux millions deux cent cinquante mille hommes ; et quinze cents compagnies de chasseurs et de grenadiers de cette garde, formant cent quatre-vingt mille hommes, furent mis à la disposition du ministre de la guerre. Les ouvriers de Paris fabriquèrent quinze cents fusils, et ensuite trois mille par jour : on eut bientôt pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'habillement des troupes. Au 1er juin, quarante-six mille chevaux étaient en ligne ou dans les dépôts; l'artillerie en comptait en outre dix-huit mille ; la trésorerie payait comptant toutes ces fournitures; la solde des troupes était alignée sans que le paiement des rentes et des pensions ni aucun service public éprouvassent de retard : le génie et l'infatigable activité de Napoléon enfantaient toutes ces ressources comme par enchantement ; à la vérité, l'élan national le secondait partout.

Si Napoleon n'avait voulu être que le dictateur de la France en péril, la liberté serait sortie triomphante de toutes ses ruines ; je n'en veux pour preuve que ce qui se passait dans l'Est de la France, dans les provinces de montagnes, dont la nature sauvage est en rapport avec les sentiments austères du patriotisme : leurs habitants firent éclater de nouveau l'enthousiasme et les efforts qui les avaient illustrés pour la cause de la liberté. Il y eut dans les Thermo-

pyles des Vosges et du Jura beaucoup d'exemples de dévouements antiques ; en Alsace, en Franche-Comté, beaucoup de femmes, beaucoup de mères, dignes de Rome et de Sparte, excitaient leurs maris et leurs enfants à prendre les armes. Napoléon avait au fond du cœur la persuasion de la nécessité de son alliance intime avec la nation ; et il ne fallait peut-être qu'une conviction forte et une voix courageuse pour le déterminer à suivre son impulsion secrète. Mais, environné de conseils timides, n'ayant autour de lui aucun homme vraiment populaire, nourrissant d'ailleurs d'anciennes et profondes préventions contre la force entraînante des masses, il n'osa point adopter le parti que sa raison jugeait indispensable comme le seul moyen de salut. Il eut peur du peuple, il s'inquiéta pour sa couronne impériale, quand, le 12 mai, il entendit le langage austère des fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, et leurs ac-



clamations à son passage dans leurs rangs ne dissipèrent pas ses craintes : voilà comment une armée qu'il aurait pu composer au sein de la capitale avec les robustes enfants du travail, presque tous éprouvés dans les immortelles campagnes de la république, ne devint entre ses mains qu'un secours faible et borné.

L'agitation des clubs qu'il avait fait rouvrir à Paris, et que Fouché, tout en faisant semblant de les protéger, craignait comme un apostat tremble au souvenir de la religion qu'il a quittée, vint fortifier encore cette disposition de

l'Empereur, qui eut des conséquences funestes. En effet, les fédérations bretonne, bourguignonne, lyonnaise, angevine, alsacienne, se formèrent vainement sous les plus rigoureux serments, au bruit des chants populaires; elles ne trouvèrent pas leurs places dans le grand système de la défense générale, dont la nation, ainsi fédérée, eût été l'arme invincible. Inquiet de l'aspect, de l'ardeur de ces fédérations, auxquelles ressemblaient toutes les autres insurrections volontaires des campagnes, Napoléon parut également redouter, en les acceptant, de voir renaître cette force morale qui, après avoir fait lever tout un peuple sous le drapeau d'un chef pour défendre son indépendance contre l'étranger, le tient encore debout après la victoire, pour défendre aussi contre ce même chef les libertés de la patrie. Il jugea les fédérés ; et ne voulant pas en faire des citoyens, il en fit des mécontents. Sans doute Napoléon était bien grand à la tête de la glorieuse armée qui vint ressusciter sous ses aigles ; mais la France entière se levant contre l'Europe entière sous un pareil dictateur, était plus grande encore. Napoléon et l'armée pouvaient succomber dans une lutte avec l'Europe ; Napoléon et la France étaient invincibles.

Le 16 avril, cent coups de canon annoncèrent à la capitale que le drapeau tricolore flottait à Marseille, Antibes et Draguignan. Le maréchal Masséna, gouverneur de cette division militaire, avait eu son gouvernement envahi le premier par Napoléon, et ce fut le dernier qui reconnut l'autorité de l'Empereur. Le 12 avril, le maréchal rendait compte des retards que la présence du duc d'Angoulême avait apportés à la soumission de Toulon et de Marseille. Toulon, que le prince voulait mettre en dépôt entre les mains des Anglais, n'avait arboré que le 11 les couleurs nationales. Pour contre-poids à cette heureuse nouvelle, on apprit par des lettres interceptées que le duc de Wellington avait quitté Vienne le 25 mars ; que le roi de Prusse retournait le 30 à Berlin ; que les empereurs d'Autriche et de Russie partaient le 1er avril pour le quartier-général de Francfort. Tandis que tout se préparait à la guerre au-delà du Rhin et en France, l'Italie aussi était devenue le théâtre d'un grand événement, qui, en dérangeant les vues de Napoléon, donna tout à coup à la coalition un avantage inespéré. Joachim Murat, qui avait abandonné Napoléon en 1814, qui, en récompense de cet abandon, avait conservé sa couronne, était au moment d'être reconnu par l'Angleterre elle-même, comme l'avait été Bernadotte ; Joachim, cédant à une sorte de remords de vanité, venait de se décider à affronter seul l'Europe en armes, et à lever l'étendard de l'invasion contre l'Autriche, quoique Napoléon n'eût cessé de lui prescrire de ne pas agir avant d'avoir reçu ses ordres. Au lieu d'attendre le signal de Napoléon pour marcher, et de ne pas tromper une seconde fois sa confiance par une tentative qui les perdait tous deux, Murat courut attaquer les Autrichiens à la tête de cinquante mille Napolitains et entra dans Florence le 6 avril. Les Autrichiens, surpris, furent obligés de se replier depuis Cesenne jusqu'aux rives du Pô ; mais les généraux Bianchi et

Neipperg, combinant leurs mouvements, reprirent à leur tour l'offensive, chassèrent bientôt devant eux les bandes napolitaines, et, le 2 et le 3 mai, lui firent essuyer une déroute complète dans la marche d'Ancône, à Tolentino et à Macerata.

Dès qu'il apprit la téméraire levée de boucliers de son beau-frère, Napoléon lui envoya un officier-général très-habile pour régler les operations de son armée ; mais il n'était déjà plus temps quand le général Belliard arriva. Un mois avait suffi pour détruire l'armée de Joachim et pour le détrôner. Vainement sa bouillante valeur, encore excitée par son propre désespoir, l'avait vingt fois précipité seul au milieu des rangs ennemis pour y chercher la mort, hélas ! il était invulnérable, et il put s'écrier aussi : *La mort ne veut pas de moi!* « Je n'ai pu mourir, Madame ! » dit-il à la reine, en revenant à Naples le 18 : son trône avait disparu. Le 19 il nomma des plénipotentiaires pour traiter avec le vainqueur, afin de faire cesser la trop inutile effusion de sang. Il combla de largesses ceux qui lui avaient été attachés. Le 21, il se jeta dans un bâtiment de commerce, qui fit voile pour la Provence, où il débarqua le 28, sur la même plage qui avait reçu le souverain de l'île d'Elbe. La reine Caroline, restée seule, se montra la digne sœur de Napoléon : elle déploya un courage égal à une adversité qu'elle avait vainement prédite. Cette princesse, qui méritait un meilleur sort, stipula avec les Anglais son départ de Naples et le transport de toute sa famille, sur un vaisseau britannique, dans le port de Trieste.

Ce funeste épisode de la catastrophe qui attendait Napoléon lui enleva l'appui de l'Italie, dont l'immobilité silencieuse, soutenue par l'attitude menaçante du monarque le plus guerrier de l'Europe après lui, formait une alliance secrète avec sa fortune. Les auspices furent malheureux. La présomptueuse ineptie des conseillers de Joachim abusa de la jactance du caractère de ce prince, causa sa perte et celle de l'Italie ; et bien que l'Autriche fût eloignée du champ de bataille où la destinée de Napoléon allait être décidée, l'invasion de Murat contribua puissamment à sa ruine. Aussitôt débarqué, Joachim envoya un courrier au duc d'Otrante, qu'il chargeait d'informer Napoléon de son arrivée, et de lui offrir son bras.

Napoléon se serait vengé noblement de 1814 en faisant combattre Murat avec lui, pour l'aider à reconquérir sur l'étranger le trône de France ; mais ni l'un ni l'autre ne devaient mourir sous les aigles françaises. Depuis le moment où Joachim malheureux a remis le pied sur le sol de la France, son nom est devenu sacré pour elle ; et notre histoire, à laquelle il appartient par tant de hauts faits, conserve à jamais le droit d'appeler à la postérité du jugement qui viola envers ce prince le caractère inviolable de la royauté, comme il est de son devoir d'ajouter que Murat succomba en héros.

Cependant un nouveau manifeste, publié à Vienne le 12 mai, annonçait l'o-

rage qui approchait de la France. Les alliés avaient déjà pourvu à tous les moyens d'attaque. Depuis les Espagnols et les Tartares jusqu'aux Napolitains, tout se trouvait sous les armes : le rendez-vous était encore PARIS ! et le mot d'ordre, MORT A NAPOLÉON !

Napoléon ouvrit, le 1er juin, le Champ-de-Mai ; cette solennité politique rappelait aux citoyens le serment de la première fédération. Ce rapprochement n'échappa à personne : l'amour de la liberté vivait dans tous les cœurs, mais il n'éclata pas avec des transports fréquents et spontanés, comme en 1790, à cette époque de jeunesse et d'enthousiasme, où toutes les imaginations, enflammées d'espérances par les magnifiques promesses du présent, s'élançaient vers l'avenir prochain d'un bonheur inconnu jusqu'alors aux nations. Napoléon, son génie, sa gloire, sa présence, et les merveilles qu'on en attendait, ne pouvaient manquer d'exercer encore un ascendant magique sur les Français. Du haut de son trône, élevé devant la façade de l'École-Militaire, l'Empereur, en réponse à l'orateur des corps électoraux, fit entendre un discours qui était une reconnaissance éclatante de la souveraineté nationale :

« Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peuple ; dans la prospérité, « dans l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans « l'exil, la France a été l'objet unique et constant de mes pensées et de mes ac- « tions. Comme le roi d'Athènes, je me suis sacrifié pour mon peuple, dans « l'espoir de voir se réaliser la promesse donnée de conserver à la France son « intégrité naturelle, ses honneurs et ses droits. L'indignation de voir ces « droits sacrés, acquis par vingt-cinq années de victoires, méconnus et perdus « à jamais, le cri de l'honneur français flétri, les vœux de la nation, m'ont « ramené sur ce trône qui m'est cher, parce qu'il est le *palladium* de l'indé- « pendance, de l'honneur et des droits du peuple. Français ! en traversant, au « milieu de l'allégresse publique, les diverses provinces de l'empire pour ar- « river dans ma capitale, j'ai dû compter sur une longue paix ; les nations « sont liées par les traités conclus par leurs gouvernements, quels qu'ils soient. « Ma pensée se portait alors tout entière sur les moyens de fonder notre liberté « par une constitution conforme à la volonté et à l'intérêt du peuple. J'ai con- « voqué le Champ-de-Mai. Je ne tardai pas à apprendre que les princes qui « ont méconnu tous les principes, froissé l'opinion et les plus chers intérêts de « tant de peuples, veulent nous faire la guerre. Ils méditent d'accroître le « royaume des Pays-Bas, de lui donner pour barrières toutes nos places fron- « tières du Nord, et de concilier les différends qui les divisent encore, en se « partageant la Lorraine et l'Alsace Il a fallu se préparer à la guerre. Cepen- « dant, devant courir personnellement les hasards des combats, ma première « sollicitude a dû être de constituer sans retard la nation. Le peuple a accepté « l'acte que je lui ai présenté. Français ! lorsque nous aurons repoussé ces





« injustes agressions, et que l'Europe sera convaincue de ce qu'on doit aux « droits et à l'indépendance de vingt-huit millions de Français, une loi solen- « nelle, faite dans les formes voulues par l'acte constitutionnel, réunira les « différentes dispositions de nos constitutions aujourd'hui éparses. Français ! « vous allez retourner dans vos départements. Dites aux citoyens que les cir- « constances sont grandes !!! qu'avec de l'union, de l'énergie et de la persévé- « rance, nous sortirons victorieux de cette lutte d'un grand peuple contre ses « oppresseurs ; que les générations à venir scruteront sévèrement notre con- « duite ; qu'une nation a tout perdu quand elle a perdu l'indépendance. Dites- « leur que les rois étrangers que j'ai élevés sur le trône, ou qui me doivent la « conservation de leur couronne, qui tous, au temps de ma prospérité, ont « brigué mon alliance et la protection du droit français, dirigent aujourd'hui « tous leurs coups contre ma personne. Si je ne voyais que c'est à la patrie « qu'ils en veulent, je mettrais à leur merci cette existence contre laquelle ils « se montrent si acharnés. Mais dites aussi aux citoyens que, tant que les Fran- « çais me conserveront les sentiments d'amour dont ils me donnent tant de « preuves, cette rage de nos ennemis sera impuissante. Français ! ma volonté est « celle du peuple ; mes droits sont les siens ; mon honneur, ma gloire, mon bon- « heur ne peuvent être autres que l'honneur, la gloire et le bonheur de la « France. »

Après ce discours, prononcé d'une voix ferme, aux applaudissements unanimes des spectateurs, l'orateur des corps électoraux proclama le résultat général des scrutins ouverts dans toute la France pour l'acceptation de l'Acte constitutionnel. Alors Napoléon, descendant les degrés de son trône, se rendit à un autel immense que l'on avait construit au milieu du Champ-de-Mars, et là, de même que Louis XVI en 1790, il prêta sur l'Évangile son serment de fidélité à la nouvelle Constitution. Ainsi soumis à un engagement sacré, l'Empereur reçut à son tour le serment du peuple par la députation électorale, celui des armées, par les ministres de la guerre et de la marine ; celui des gardes nationales, par le ministre de l'intérieur ; et enfin il distribua lui-même les aigles à la garde nationale de Paris et à la garde impériale. « *Jurez de les défendre !* » leur dit-il ; elles répondirent : « *Nous le jurons !* » Le cri de *vive l'Empereur !* retentit tout à coup dans l'assemblée et dans le Champ-de-Mars, et fut au loin répété par la foule. Les troupes défilèrent devant Napoléon. Les habitants de Paris ne pouvaient se rassasier de voir ces bataillons sacrés de la vieille et de la jeune garde, où la croix d'honneur désignait à la reconnaissance publique des rangs entiers de soldats. On se pressait autour d'eux, on les saluait, on les admirait. Ces derniers gardes de Napoléon emportaient avec eux tous les souvenirs de la gloire militaire, de la liberté et de l'empire. Leur attitude, toujours héroïque, était pourtant silencieuse : ils avaient l'air de savoir tous qu'ils marchaient à un sacrifice qui ne devait ni sauver l'empire, ni conquérir la liberté

L'Empereur fit l'ouverture des Chambres le 7 juin.

Quelques jours après, la Chambre des pairs et la Chambre des représentants furent admises à apporter leurs adresses au pied du trône.

L'Empereur répondit à ces deux adresses avec une haute dignité et une noble indépendance.

Il dit aux pairs :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés est sérieuse. L'entraînement « de la prospérité n'est pas le danger qui nous menace aujourd'hui. C'est sous « les Fourches-Caudines que les étrangers veulent nous faire passer. C'est dans « les temps difficiles que les grandes nations, comme les grands hommes, dé- « ploient toute l'énergie de leur caractère et deviennent un objet d'admiration « pour la postérité... »

Il dit aux représentants :

« La Constitution est notre point de ralliement ; elle doit être notre étoile « polaire dans ces moments d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à « diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on doit avoir dans ces « dispositions serait un malheur pour l'état. Nous nous trouverions au milieu « des écueils, sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes engagés « est forcée. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de tous côtés « par les Barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de discussions « abstraites, au moment où le bélier brisait les portes de la ville. Dans toutes « les affaires, ma marche sera toujours droite et ferme. Aidez-moi à sauver la « patrie. Premier représentant du peuple, j'ai contracté l'obligation que je re- « nouvelle, d'employer dans des temps plus tranquilles toutes les prérogatives « de la couronne, et le peu d'expérience que j'ai acquise, à vous seconder dans « l'amélioration de nos constitutions. »

Pendant que Napoléon promettait ainsi la liberté au peuple français, et donnait à ses représentants des avis prophétiques sur le sort qui attendait la patrie si l'on ne s'unissait pas fortement pour la sauver, l'Europe était en marche. Peut-être Napoléon avait-il conservé jusqu'au mois de mai l'espoir de la paix. Dans ce court espace de temps, il avait trouvé le secret de relever l'empire, de rallier la France, de mettre sur pied quatre cent mille soldats, au lieu de quatre-vingt mille, etc., etc. Moins de trois mois avaient suffi à l'enfantement de ces prodiges, qui signaleront à jamais, à l'étonnement de la postérité, ce règne de cent jours. La vie d'aucun des grands hommes de l'antiquité et des temps modernes, l'histoire d'aucun peuple n'offre de terme de comparaison avec cet ensemble de créations, plus surprenantes encore que le miracle de la conquête de la France en vingt jours, par le souverain de l'île d'Elbe, à la tête de mille soldats.

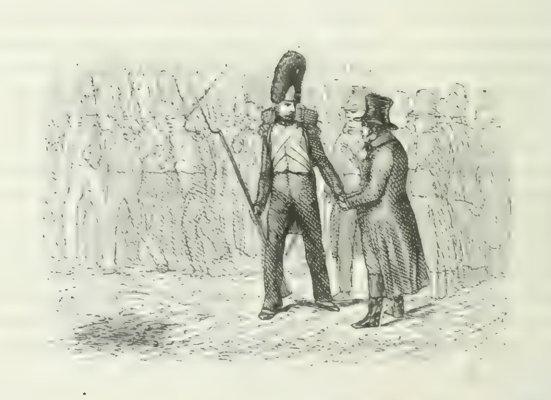
Napoléon n'avait plus qu'un devoir à remplir envers la nation, c'était de

maintenir son indépendance menacée. Deux plans de campagne se présentaient à son esprit : l'un était *de laisser les alliés prendre tout l'odieux de l'agression et s'engager dans nos places fortes, pénétrer sous Paris et sous Lyon, et là, de commencer sur ces deux bases une guerre vive et défensive.* Les alliés, d'après l'époque fixée par eux pour le commencement des hostilités, ne pouvaient être arrivés que le 1er août dans le rayon de ces deux grandes villes, dont ils auraient trouvé le système de défense complet. Le camp retranché de Paris étant gardé par cent mille hommes, Napoléon eût manœuvré, sous la protection de ce camp, à la tête d'une armée de cent quarante mille soldats, sur les deux rives de la Seine et de la Marne ; et quand il récapitulait toutes les victoires que ses quarante mille braves avaient remportées, l'année précédente, sur des armées de cent et de cent cinquante mille combattants, il ne doutait pas de vaincre, avec des forces six fois plus grandes que celles dont il disposait en 1814, les quatre cent cinquante mille étrangers contre lesquels il devait lutter en 1815. Paris, défendu par Napoléon, par deux armées, par ses habitants, par les sept lieues de lignes fortifiées de son enceinte, pouvait résister à un million d'assaillants. L'Empereur appliqua le même calcul à la ville de Lyon, qui, également appuyée par ses deux fleuves, protégée par une armée de vingt-cinq mille hommes et par une population dès longtemps aguerrie à un siége, eût encore compté sur les talents du maréchal Suchet, ayant soixante mille hommes sous ses ordres. Ce plan, suivant lequel l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, fût devenu trop faible contre Paris et contre Lyon, méritait sans doute la préférence, après le projet que Napoléon avait voulu exécuter dès les premiers jours de son arrivée ; projet qui consistait, comme je l'ai dit, à surprendre les soldats de la coalition, non dans leurs bivouacs, mais dans leurs cantonnements du Rhin et de la Belgique. La résolution d'une attaque imprévue et soudaine rejetée, Napoléon regardait le parti de rester sur la défensive comme le meilleur, mais tous les hommes appelés à avoir une opinion lui représentèrent qu'aussitôt que quelques départements seraient envahis, le découragement se mettrait partout, et que la Chambre des représentants donnerait elle-même le signal de la défection.

Contrarié dans ses idées, l'Empereur adopta alors la proposition de prévenir les alliés, qui ne pouvaient être prêts que le 15 juillet, et d'ouvrir la campagne le 15 juin. Il n'avait affaire qu'à l'armée anglo-hollandaise et à l'armée prusso-saxonne, dans un pays ami, en Belgique, dont l'armée recruterait la sienne si l'ennemi était vaincu. Il se portait alors sur l'Alsace, ralliait à son aigle victorieuse le corps de Rapp, et il allait fermer les Vosges aux armées russe et autrichienne. Ce projet l'emporta, malgré la conviction de Napoléon qu'il était plus fort sous Paris avec cent quarante mille hommes contre quatre cent cinquante mille, qu'en Belgique contre deux cent vingt mille. Pour comble de malheurs, la Vendée s'insurgea, et il fallut détacher vingt mille hommes de

l'armée de Flandre, sous les ordres du général Lamarque, qui eut la mission de réduire les Vendéens, armés et soldés par l'Angleterre.

Ce plan de campagne arrêté, et l'ouverture des hostilités fixée au 15 juin, la garde impériale partit, le 8, de Paris, à marches forcées, pour Avesnes; tous les autres corps de l'armée étaient également en mouvement vers Maubeuge et Philippeville. Dans la nuit du 11 au 12, Napoléon quitta la capitale, chargé de la responsabilité de tous les périls, et de celle, plus forte encore, de toutes les trahisons.





CHAPITRE XLVI.

1815.

Batailles de Ligny et de Waterloo. — Retour de Napoléon à Paris.



WELLINGTON avait son quartier-général à Bruxelles ; son armée, qui présentait une masse de cent quatre mille combattants, sans compter six mille hommes débarqués récemment à Ostende, campait autour de Gand, de Nivelles, de Genappe, de Soignies et d'Ath. Blucher, à la tête de cent vingt mille hommes, était à Namur ; ses cantonnements, appuyés à la gauche des Anglais, occupaient les environs de Ham, de Charleroy et de Fleurus, rendez-vous général de ses troupes. Un bataillon, détaché à Frasnes par la brigade placée à Genappe, formait le seul point de liaison entre les deux

armées. Trop faible pour les affronter à la fois, Napoléon dut adopter le parti de les battre séparement, et chacune à son tour. Il avait calculé, d'après la position de Wellington et celle de Blücher, qu'il leur fallait au moins deux jours pour faire leur jonction et agir sur le même champ de bataille; et dès lors la possibilité d'un double triomphe lui avait paru d'autant plus démontrée, que les alliés, à qui ses manœuvres avaient échappé, allaient être surpris par une attaque dont le résultat serait de leur enlever tout moyen de se rejoindre. Restait à choisir entre deux opérations offensives. Assaillir de front les Anglais pouvait être dangereux, et en outre n'aboutir, même avec le succès, qu'à amener la réunion des ennemis. Napoléon resolut d'attaquer la tête des colonnes de l'armée prussienne, de percer leur ligne à Charleroy, et d'ouvrir entre elles tout l'espace de Namur à Bruxelles. Il s'était déterminé par de puissantes raisons. « En effet, disait-il, si nous dérobons à l'ennemi le mouvement des deux corps qui doivent, de Lille et de Valenciennes, se rendre a Maubeuge, Blücher ne sera prévenu de notre approche que par l'enlèvement de Charleroy; conséquemment, nul moyen pour lui, non-seulement de dépasser Namur, mais même d'y réunir le 16 plus de huit divisions. De son côté, Wellington, averti seulement la veille au soir du passage de la Sambre, ne pourra avoir ses troupes rassemblées que le 16 sur la fin du jour; encore sa cavalerie n'arrivera-t-elle que la nuit suivante : ces impérieuses circonstances livrent seul à nos coups Blücher, séparé d'une partie de ses forces. »

Napoléon avait bien exécuté ce qu'il avait bien conçu : l'armee, forte de cent vingt-deux mille quatre cents hommes, et pourvue de trois cent cinquante bouches à feu, se trouvait réunie le 14, à l'insu des Prussiens, et apprenait la présence de l'Empereur par la proclamation suivante :

« Soldats !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et de Friedland, qui décida « deux fois du destin de l'Europe. Alors comme après Austerlitz, comme après « Wagram, nous fûmes trop généreux. Nous crûmes aux protestations et aux « serments des princes que nous laissâmes sur le trône. Aujourd'hui cependant, « coalisés entre eux, ils en veulent à l'indépendance et aux droits les plus sacrés « de la France. Ils ont commencé la plus injuste des agressions : marchons donc « à leur rencontre ! Eux et nous ne sommes-nous plus les mêmes hommes ? Sol-« dats ! à Iéna contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, vous étiez « un contre deux, et à Montmirail un contre trois. Que ceux d'entre vous qui ont « été prisonniers des Anglais vous fassent le récit de leurs pontons et des maux « affreux qu'ils ont soufferts ! Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les soldats « de la Confédération du Rhin, gémissent d'être obligés de prêter leurs bras a

« la cause des princes ennemis de la justice et des droits de tous les peuples.
« Ils savent que cette coalition est insatiable ; après avoir dévoré douze millions
« de Polonais, douze millions d'Italiens, un million de Saxons, six millions de
« Belges, elle devra dévorer les états du deuxième ordre de l'Allemagne. Les in-
« sensés! un moment de prospérité les aveugle, l'oppression, l'humiliation du
« peuple français sont hors de leur pouvoir. S'ils entrent en France, ils y trou-
« veront leur tombeau. Soldats! nous avons des marches forcées à faire, des
« batailles à livrer, des périls à courir ; mais, avec de la constance, la victoire
« sera à nous. Les droits, l'honneur et le bonheur de la patrie seront recon-
« quis ; pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de vaincre ou
« de périr. »

Tout avait réussi au gré de son attente : le 14 au soir une sécurité parfaite régnait à Bruxelles, à Charleroy et à Namur. Blücher allait être surpris : mais le général Bourmont, commandant la troisième division du quatrième corps, et employé sur les vives instances du général Gérard, qui dirigeait ce corps, et sous la garantie de l'infortuné Labédoyère, déserta avec le colonel du génie Clouet et le chef d'escadron Villoutrey, écuyer de l'Empereur, et passa à l'ennemi. Blücher profita des renseignements importants qu'il reçut de Bourmont, pour se rapprocher de l'armée anglaise. Napoléon, de son côté, prévoyant les changements que devait produire une révélation aussi funeste, et connaissant le caractère entreprenant de Blücher, prit de nouvelles dispositions : le 15, à la pointe du jour, l'armée française se prépara à passer la Sambre sur trois ponts. Avant midi, l'avant-garde du 2[e] corps, formée par la division du prince Jérôme, culbuta les Prussiens près de Thuin. Vers dix heures et demie du matin, l'Empereur, à la tête de sa garde, et précédé de la cavalerie du général Pajol et des marins de la garde, entra à Charleroy, abandonné par les Prussiens en retraite sur Gilly. La Sambre était franchie, et tous les corps réunis. Le maréchal Ney arriva de Paris. L'Empereur lui donna le commandement de l'aile gauche, forte de trente-huit mille hommes, avec quatre-vingt-seize pièces de canon. Elle était composée des 1[er] et 2[e] corps, l'un sous le général Reille, et de deux corps de cavalerie, qui le lendemain furent remplacés par les cuirassiers du comte de Valmy. Le maréchal eut ordre de se rendre maître des Quatre-Bras, à cinq lieues environ en avant de Charleroy. Napoléon avait senti l'extrême importance du poste des Quatre-Bras, point de jonction naturel et nécessaire de l'armée anglaise avec l'armée prussienne, établie à Fleurus, à Bry, à Saint-Amand, à Ligny et à Sombref. En effet, l'occupation des Quatre-Bras par des forces si imposantes réparait tout à coup le mal que la trahison avait pu causer, consommait irrévocablement la séparation des armées ennemies, et assurait la possession de Sombref, dont le maréchal Grouchy était chargé de s'emparer avec le 3[e] corps. Ce dernier village, à trois lieues des Quatre-Bras, n'avait de point intermédiaire que celui de Bry : le maréchal Ney devait donc

déboucher sur la route de Bruxelles, et le maréchal Grouchy sur celle de Fleurus. Napoléon comptait qu'à la nuit l'avant-garde du maréchal Ney aurait occupé les Quatre-Bras et que, le lendemain 16, Blücher serait débordé par les deux maréchaux, tandis qu'il le presserait de front avec les autres corps.

Après ces dispositions, l'Empereur se porta sur Gilly. Le pont de Châtellet venait d'être enlevé par la tête de colonne du 4e corps, qui menaçait le flanc des Prussiens de Pirsch, que le 3e corps attaquait de face. Aussi ce général abandonna Gilly, et laissa pour protéger sa retraite deux bataillons formés en carrés. Retardé par leur résistance, l'Empereur ordonna au général Letort de donner tête baissée sur ces carrés avec les quatre escadrons de la garde et un du 15e de dragons. Les deux bataillons prussiens, bientôt enfoncés, perdirent beaucoup d'hommes et cinq pièces de canon. Mais Letort y périt, et l'armée eut à regretter un de ses plus braves généraux. Pirsch se reploya sur Fleurus. A la gauche, le maréchal Ney exécutait aussi son mouvement avec le 2e corps, dont la division Girard était détachée sur la droite. Il poussait l'ennemi de Gosselies et forçait le prince de Weymar, après lui avoir pris huit cents hommes et deux pièces de canon, à lui abandonner le village de Frasmes, à une lieue des Quatre-Bras, où le prince passa la nuit avec quatre bataillons. Si, au lieu de s'arrêter à Gosselies et de n'occuper Frasmes que par un détachement, le 2e corps se fût établi tout entier dans ce dernier village, le 1er, qui le suivait, n'eût pas été refoulé derrière Jumet; il eût pris possession de Gosselies et se serait trouvé en ligne. Alors la moindre démonstration sur les Quatre-Bras, pendant les deux heures de jour qui restaient, assurait au maréchal ce poste important.

Le soir, Blücher n'avait pu réunir son armée. Cette opération eut lieu pendant la nuit. Quant à l'armée anglaise, elle demeurait tranquille dans ses cantonnements. Deux avis de notre attaque victorieuse ébranlèrent à peine Wellington. Enfin, surpris au bal par un troisième courrier de Blücher, qui voulait risquer le lendemain une bataille, le général anglais mit son armée en mouvement le 16 au matin, avec ordre de se rassembler aux Quatre-Bras. Napoléon l'avait prévu en prescrivant la veille l'occupation de ce poste, véritable clef de la position de Blücher.

Dans le même moment, l'Empereur, à qui un officier de lanciers venait annoncer *que l'ennemi présentait des masses du côté des Quatre-Bras*, envoyait le général Flahaut dire au maréchal Ney de s'avancer avec toute l'aile gauche, et de dissiper *tout ce qui venait de Bruxelles*, pendant que lui marcherait sur Fleurus, et que le maréchal Grouchy ferait son mouvement sur Sombref. A une heure, en débouchant de Fleurus, on aperçut les Prussiens en avant de Ligny, sauf les trente mille hommes du général Bulow, qui étaient en route de Liége pour rejoindre Blücher. Napoléon fut satisfait de trouver l'ennemi dans un ordre de bataille oblique : il ne doutait pas que l'aile droite prussienne.

qu'il croyait débordée depuis le matin au moins par le maréchal Ney aux Quatre-Bras, ne touchât au moment d'être enveloppée, et il fit prendre position. Ainsi l'impétueux Blücher venait de lui-même chercher la bataille que Napoléon et son armée brûlaient de lui livrer. Appuyée sur Bry, sur Saint-Amand, sur Ligny, l'armée prussienne présentait un front formidable. Elle comptait quatre-vingt-seize mille combattants et deux cent quatre-vingt-huit pièces de canon. Napoléon n'avait en ligne que soixante-sept mille hommes, avec deux cent quatre pièces d'artillerie. Cependant, malgré cette infériorité numérique et l'avantage de la position de son ennemi, l'Empereur, fort du sentiment unanime qui transportait son armée, ordonna l'attaque. Elle commença à trois heures et demie. Vandamme fit enlever Saint-Amand par une division, malgré la plus vive résistance. Cette division fut bientôt forcée de se retirer devant des forces supérieures; bientôt aussi elle revint secourue par une autre division, et pendant ce temps, le général Girard, détaché du 2e corps, arrêta valeureusement toute une colonne prussienne. Vandamme rentra dans Saint-Amand; mais ce succès coûta la vie au général Girard, l'un des héros de Lutzen.

Au centre de la ligne ennemie, Ligny était devenu le théâtre d'une action acharnée et glorieuse pour nos armes. Vers deux heures et demie, Napoléon, toujours persuadé que le maréchal Ney occupait les Quatre-Bras, lui avait envoyé un troisième ordre d'attaquer *tout ce qui était devant lui et de rabattre sur le maréchal Grouchy, afin de concourir à envelopper le corps prussien réuni entre Bry et Sombref.* Une heure après, comme l'action commençait, Napoléon expédia au maréchal un quatrième ordre, ainsi conçu : « Vous devez manœuvrer « sur-le-champ de manière à envelopper la droite de l'ennemi, et tomber à « bras raccourcis sur ses derrières. Cette armée est perdue si vous agissez vi- « goureusement. *Le sort de la France est dans vos mains.* Ainsi n'hésitez pas un « instant pour faire le mouvement que l'Empereur vous ordonne, et dirigez-vous « sur les hauteurs de Bry et Saint-Amand pour concourir à une victoire peut- « être décisive. L'ennemi est pris en flagrant délit au moment où il cherche à se « réunir aux Anglais. » Cet ordre fut remis au maréchal à six heures du soir par le colonel Forbin-Janson. Après le départ de cet officier, Napoléon dit au général Gérard partant pour emporter Ligny : « Il se peut que dans trois heures le « sort de la guerre soit décidé. Si Ney exécute bien les ordres, il ne s'échappera « pas un canon de l'armée prussienne. » Mais la plus désastreuse fatalité devait rendre bien incomplet le résultat des combinaisons que le génie de Napoléon avait conçues.

Dans sa route, le colonel Forbin-Janson rencontra le comte d'Erlon, qui, retardé dans sa marche, ainsi que l'avait été le maréchal Grouchy, se rendait enfin aux Quatre-Bras à la tête du premier corps ; il lui donna communication de l'ordre relatif à l'aile gauche. Le général s'était empressé de s'y conformer, et déjà la division Durutte, qui était en tête, était arrivée à la hauteur de Villers-

Peruin : c'était dans le moment où Blücher renouvelait ses attaques contre Saint-Amand, défendu par Vandamme. Sur sa gauche, à Ligny, la bataille conduite par le comte Gérard était devenue terrible. Ce village fut pris et repris quatre fois, toujours avec la même valeur et la même opiniâtreté des deux parts. Le combat se prolongeait par le nombre des troupes ennemies, et présentait une effroyable scène de carnage. Toutefois la résistance des Prussiens commençait à mollir, et l'intrépide Gérard était près d'enlever Ligny, quand l'apparition d'un corps signalé sur les derrières ralentit son attaque. La garde impériale, qui se portait à son secours, suspendit sa marche pour aller au-devant de la colonne inconnue. C'était le corps d'Erlon. Cet incident fit perdre trois heures précieuses. Cependant l'Empereur attendait l'attaque d'Erlon sur Bry : l'arrivée imprévue de ce général réalisait en partie l'espérance qu'il avait attachée au mouvement de l'aile gauche sur ce point. Malheureusement d'Erlon reçut et crut devoir exécuter l'ordre du maréchal Ney de se réunir à lui; il se reploya sur Frasmes, laissant aux prises la division Durutte. Ainsi, le corps de d'Erlon ne servit ni à Napoléon ni au maréchal, car il était trop tard pour qu'il pût avec utilité rallier l'aile gauche.

En effet, il était sept heures quand Napoléon apprit qu'il devait renoncer à envelopper l'aile droite de Blücher. Alors, il résolut d'enlever la victoire en perçant la ligne de l'ennemi, qu'il avait forcé par l'attaque de Saint-Amand à dégarnir son centre. De son côté, Blücher, trompé par le mouvement rétrograde de la garde et des cuirassiers de Milhaud, avait cru à notre retraite, et il avait repris avec une violence nouvelle l'attaque sur Saint-Amand, dans le but de rapprocher sa droite vers Chestian, où il comptait s'appuyer sur les Anglais. Mais la brigade de dragons que le maréchal Ney avait laissée à Villers-Peruin se porta vivement avec la division Durutte au-devant de l'attaque de Blücher, qui se vit également arrêté par la division Gérard et par le 3e corps. Le général prussien se trouva tout à coup dans la même position que Napoléon, obligé de renoncer à l'appui de Wellington et à la jonction des trente mille hommes de Bulow, comme Napoléon devait renoncer à la coopération du maréchal Ney, occupé devant les Quatre-Bras à contenir l'armée anglaise. Blücher se borna donc à s'établir au petit Saint-Amand, et parut s'arrêter. Cependant il conservait encore une partie de Ligny ; ce village eût été emporté depuis deux heures par le comte Gérard, qui acquit tant de gloire dans cette bataille, si la méprise dont fut cause le corps du général d'Erlon ne lui eût enlevé l'appui de la garde impériale. Mais Napoléon jugea que l'instant d'enlever la victoire était venu. Gérard avait déjà engagé les divisions Vichery et Hulot, ainsi qu'une partie de la division Pêcheux : l'Empereur fit entrer en ligne le reste de cette division. Ce mouvement, appuyé d'une charge vigoureuse de la cavalerie, ébranla soudain les Prussiens. Saisissant tout à coup ce moment d'indécision de l'ennemi, l'Empereur lança les grenadiers à pied de la garde en colonne serrée par la grande

rue de Ligny, pendant que les grenadiers à cheval, tournant le village, prenaient en flanc la réserve prussienne placée en arrière. La vigueur et l'ensemble de ces deux attaques portèrent le désordre dans les rangs de Blücher. Une horrible déroute précipita ces troupes des hauteurs de Ligny, qu'elles couvrirent



de leurs débris, et qui furent tout à coup couronnées par nos soldats. Cruellement détrompé de son rêve de victoire, Blücher s'avança avec impétuosité au-devant de notre cavalerie à la tête de six escadrons, qui furent rompus par les cuirassiers de Milhaud. Lui-même eut son cheval tué, et il tomba au milieu de nos rangs; mais il dut son salut à la nuit qui survint, et l'obscurité favorisa sa retraite. Il laissa sur le champ de bataille une vingtaine de mille hommes, quarante canons et huit drapeaux : nous eûmes à regretter six mille deux cents hommes, sur lesquels la division Gérard à elle seule en perdit mille neuf cents. Notre triomphe était brillant, sans doute ; mais si les ordres de Napoléon eussent été exécutés par l'aile gauche, c'en était fait de Blücher, et Wellington se fût bien gardé d'oser risquer à lui seul le sort d'une bataille contre Napoléon victorieux.

Après la bataille de Ligny, l'armée prussienne, à moitié détruite et dispersée, fit sa retraite dans le plus grand désordre : le premier et le deuxième corps sur Mont-Saint-Guibert, et le troisième sur Gembloux, où il fut rejoint pendant la nuit par les trente mille hommes de Bulow. La précipitation et la fuite des ennemis, et surtout l'obscurité, nous empêchèrent de les poursuivre. De son côté, Wellington passa la nuit aux Quatre-Bras ; mais, instruit de la défaite de Blücher, il ordonna la retraite sur Bruxelles. L'Empereur l'avait prévu : il expédia le général Flahaut au maréchal Ney, avec l'ordre de suivre les Anglais, et d'occuper enfin la position des Quatre-Bras, où il devait attendre les forces que Napoléon se préparait à envoyer sur la route de Bruxelles. Le maréchal, trompé sur les dispositions du général anglais, balançait encore à marcher aux Quatre-Bras, quand un second ordre termina son indécision. L'Empereur avait jugé que si Wellington se retirait, il ne laisserait qu'une arrière-garde aux Quatre-Bras, et que dans le cas contraire il serait forcé de se reployer devant l'attaque combinée du maréchal et des troupes qui allaient déboucher par la route de Namur. En effet, après avoir détaché l'aile droite, forte de cinquante mille hommes, sous les ordres du maréchal Grouchy, pour ne laisser aucun relâche à Blücher, Napoléon se porta lui-même avec soixante-cinq mille hommes, à dix heures du matin, sur Marbais, où il prit position. De ce village il expédia au maréchal Ney un troisième ordre d'attaquer les Quatre-Bras. Un combat de tirailleurs et la marche de Napoléon mirent décidément Wellington en retraite à une heure. A deux heures, le sixième corps entrait aux Quatre-Bras. Le maréchal y arriva avec le deuxième et le premier corps, et suivit le général anglais, qui parut vouloir opposer une certaine résistance en avant de la forêt de Soignes. Continuant son mouvement rétrograde, Wellington s'arrêta à Waterloo, où il établit son quartier-général. L'Empereur marchait derrière le maréchal ; son armée était forte de soixante-sept mille hommes et de deux cent cinquante pièces de canon ; tandis que le maréchal Grouchy, dirigé par les routes de Mont-Guibert et de Gembloux, avait reçu l'ordre d'arriver avec les Prussiens à Wavre, distant de Ligny d'environ sept lieues : c'était là que Blücher devait mettre fin à sa retraite. Napoléon comptait sur la prompte exécution du mouvement qu'il avait prescrit au maréchal Grouchy. Mais celui-ci, mal informé de la marche de Blücher, porta la plus grande partie de ses forces vers Gembloux, pendant que le général prussien, qui avait gagné trois heures sur lui, était déjà à Wavre. Le maréchal ne fit que deux lieues dans la journée, et remit au lendemain la poursuite de l'ennemi. Cependant ses ordres sont précis ; ils n'admettent aucun retard. Le maréchal doit ne pas perdre de vue les Prussiens, et rendre impossible leur jonction avec l'armée de Wellington, en poursuivant Blücher. Qui pourrait empêcher le maréchal d'attaquer Wavre le 18 à dix heures du matin ? Ce village n'est qu'à quatre lieues de Gembloux. Cette diversion est d'autant plus importante, que tout au-

nonce pour le lendemain une grande bataille; Napoléon la désire, car il espère frapper un coup décisif avant que la coalition ait jeté tous ses soldats sur la France.

La coopération de Grouchy était pour Napoléon le gage du triomphe; la seule crainte qu'il éprouvât, c'était que Wellington n'osât l'attendre dans les plaines de Waterloo; et, la nuit, il visita les lignes des grand'gardes, pour s'assurer que l'ennemi ne lui abandonnait pas le champ de bataille. Enfin l'aurore vint dissiper ses inquiétudes : toute l'armée anglaise est devant lui; les rayons du soleil ont éclairci tout à coup l'atmosphère, chargée depuis quelques jours de nuages orageux. A dix heures et demie, Napoléon parcourt les rangs de ses soldats, dont l'enthousiasme belliqueux lui promet de vaincre ou de mourir. Ils tiendront leur serment. Quant à l'Empereur, il a fait ses dispositions pour percer le centre des Anglais, les pousser sur la chaussée, et, arrivant au débouché de la forêt, couper la retraite à la droite et à la gauche de leur ligne. Le succès de cette attaque doit rendre toute retraite impossible à Wellington, le séparer de l'armée prussienne, et lui faire expier cruellement la faute qu'il a commise par le choix du champ de bataille de Waterloo, en avant d'une forêt épaisse et d'une grande ville, après la défaite de Blücher.

La pluie, qui a tombé par torrents pendant toute la nuit, avait rendu les chemins presque impraticables; la marche de nos soldats en fut nécessairement ralentie : ils ont d'ailleurs à sécher leurs armes et à les mettre en état; le combat ne doit s'engager que vers une heure par trois attaques simultanées. Les troupes anglo-bataves, rangées en bataille sur la chaussée de Charleroy à Bruxelles, en avant de la forêt de Soignes, occupaient les hauteurs, depuis le plateau qui domine le château de Hougoumont jusqu'au penchant d'un autre plateau près des fermes de La Haie et de Papelotte. La position de Hougoumont, à la gauche des Anglais, devenait pour eux de la plus grande importance, car c'était par-là que les Prussiens devaient les joindre. Wellington y avait jeté ses plus braves soldats; c'est sur ce point aussi que Napoléon dirige la première attaque. Jérôme, qui en est chargé, enlève le bois de Hougoumont; prise et reprise plusieurs fois par les Français et les Anglais, cette position reste enfin au pouvoir des premiers. Mais l'ennemi s'est maintenu dans le château, qu'il a crénelé avec soin, et qui renferme ses meilleures troupes; le général Reille reçoit l'ordre de mettre le feu à ce château avec une batterie d'obusiers.

A la droite, le comte d'Erlon, appuyé par une immense artillerie, se porte vers le village de Mont-Saint-Jean. Là éclate une épouvantable canonnade qui porte le ravage dans les rangs de l'infanterie anglaise et balaie le plateau. Napoléon, après avoir parcouru toute la ligne, au milieu de l'enthousiasme et des acclamations de joie de ses troupes, se place sur une éminence près de la ferme de la Belle-Alliance, d'où il peut embrasser toutes les parties du champ

de bataille, disposer de ses réserves, et s'élancer à leur tête partout où le danger appellerait sa présence.

Napoléon allait faire attaquer le centre de l'armée anglaise par le maréchal Ney, quand il aperçut un corps de troupes sur les hauteurs de Saint-Lambert. Sont-ce les divisions que l'Empereur a envoyé demander à Grouchy pour le seconder contre Wellington? Une lettre interceptée lève bientôt tous les doutes, en nous apprenant que Bulow vient, avec ses trente mille hommes, occuper l'intervalle entre l'armée française et le corps de Grouchy. Mais si ce maréchal n'a pu arrêter Bulow, ou s'est laissé devancer par lui, sans doute il arrive sur ses derrières ; il suit l'armée prussienne, qu'il occupera assez longtemps pour que Napoléon en finisse avec Wellington. En attendant, l'ennemi a quatre-vingt-dix mille hommes à opposer aux soixante-cinq mille hommes de Napoléon, qui est forcé de changer ses dispositions et de se priver d'une partie de sa réserve, afin d'empêcher l'attaque dont un nouvel ennemi le menace.

Domont et Suberwick, avec deux mille cinq cents hommes de cavalerie légère, sont chargés de contenir l'avant-garde de Bulow et de pousser des partis pour se mettre en communication avec le maréchal Grouchy, qu'un premier courrier a prévenu de l'arrivée de Bulow ; en même temps un corps de sept mille hommes, aux ordres du comte de Lobau, va se ranger derrière la cavalerie du général Domont, pour garantir nos flancs si le mouvement de Bulow n'est pas arrêté par Grouchy. Ces dispositions prises, Napoléon ordonne au maréchal Ney d'enlever la ferme de la Haie-Sainte et le village de la Haie. Au bout d'une demi-heure, les batteries ennemies s'éloignent de la ligne, et sont remplacées par d'autres ; les tirailleurs anglais se reploient à leur tour ; Wellington craint pour ses masses que foudroie notre artillerie, et leur cherche un abri derrière les crêtes des hauteurs. Nos troupes se portent en avant. Ney aborde la position avec son intrépidité ordinaire, et quatre-vingts pièces d'artillerie le secondent ; mais la cavalerie ennemie s'élance sur l'infanterie française, qu'elle parvient à ébranler, et qui recule après avoir perdu deux aigles et plusieurs de nos pièces culbutées dans un chemin creux. Milhaud accourt avec une brigade de cuirassiers ; ils couvrent de morts le champ de bataille. De son côté, l'Empereur, qui avait vu l'ébranlement de notre infanterie à droite, s'y était porté au galop, et avait bientôt rétabli l'ordre. La canonnade continue avec fureur, et une nouvelle attaque nous rend maîtres de la ferme de la Haie-Sainte. Le général anglais Picton est tombé mort ; l'ennemi fuit en désordre, sabré par la cavalerie de l'infatigable Milhaud : la bataille est gagnée si Grouchy se présente.

C'était alors que Bulow, débouchant de Saint-Lambert, se déployait devant les bois de la Parise. Trente mille Prussiens s'avançaient au secours de Wellington. « Nous avions, ce matin, quatre-vingt-dix chances contre une, dit l'Empe-

« reur au duc de Dalmatie, son major-général; l'arrivée de Bulow nous en fait « perdre trente : mais nous en avons encore soixante contre quarante, si Grou-« chy répare l'horrible faute qu'il a commise hier de s'arrêter à Gembloux, et « s'il envoie son détachement avec rapidité. La victoire en sera plus déci-« sive, car le corps de Blücher sera entièrement perdu. » Cependant le comte



de Lobau s'efforçait d'arrêter le nouvel ennemi qui marchait droit au centre de l'armée française. Mais comment, avec deux mille cinq cents chevaux et sept mille fantassins, empêcher d'avancer les trente mille hommes de troupes fraîches que commande Bulow? Toutefois, Napoleon espère encore enfoncer le centre des Anglais avant que les Prussiens puissent s'y opposer. Pendant que le maréchal Ney se soutient à la Haie-Sainte, suivant l'ordre de Napoléon, qui lui avait prescrit de ne faire aucun mouvement jusqu'à ce qu'on connût l'issue de l'attaque des Prussiens, Durutte essaie d'enlever les fermes de la Haie et de Papelotte. Vers quatre heures et demie, Wellington renouvelle ses tentatives sur la Haie-Sainte; ses troupes sont ramenées par notre infanterie. Alors le maréchal, pénétré de la nécessité de s'emparer des hauteurs, toujours occupées

par l'armée anglo-hollandaise, appelle une brigade de réserve, composée des cuirassiers de Milhaud ; ils s'ébranlent : bientôt le maréchal couronne le plateau avec ses troupes, dont les charges brillantes font un mal horrible aux ennemis. Cette manœuvre paraît décisive ; tout le monde chante victoire autour de Napoléon : « *C'est trop tôt d'une heure*, dit l'Empereur ; *cependant il faut soutenir ce qui est fait.* » Voyant alors cette cavalerie exposée au feu meurtrier de la mitraille, aux nouvelles charges de l'ennemi, dont les lignes ne sont pas encore enfoncées, il ordonne au comte de Valmy de l'appuyer avec deux divisions de cuirassiers. Entraînée par ce mouvement et par un excès d'ardeur, la division du général Guyot les suit : c'était la réserve de la garde ; et Napoléon essaya en vain de la rappeler ! Il était cinq heures du soir.

Le choc des trois mille cuirassiers de Kellermann et de la grosse cavalerie de la garde fut terrible ; Milhaud, qui avait été obligé de se replier devant les forces supérieures de Wellington, se rallie aux nouveaux corps qui viennent le seconder ; alors tous se précipitent à la fois sur ce plateau dont l'occupation doit décider de la journée. L'infanterie anglaise, assaillie avec la plus violente impétuosité, se forme en carrés qui vomissent la mitraille et la mort sur les escadrons français ; ceux-ci s'élancent successivement contre ces remparts de feu, dont plusieurs sont enfin renversés : au milieu de leurs débris, une nouvelle lutte s'engage entre la cavalerie française et celle de l'ennemi, qui vole au secours de son infanterie. Vingt fois les carrés enfoncés, brisés, se reforment ; vingt fois aussi les soldats de Kellermann et de Milhaud s'y jettent avec une fureur toujours croissante. Wellington voit s'éclaircir les rangs de son infanterie ; obligé lui-même de s'enfermer à chaque instant dans un carré, il ne doit son salut qu'à l'immobilité de ses soldats, qui meurent à leur poste. A l'aspect de ce carnage épouvantable, il verse des larmes : « Il faut encore, s'écrie-t-il, quelques heures pour tailler en pièces ces braves gens ; plût au ciel que la nuit ou les Prussiens arrivassent auparavant ! » Mais la main de fer de nos cuirassiers continue de décimer ses bataillons ; pendant deux heures ces héroïques soldats affrontent la mort ; ni l'artillerie, ni la baïonnette ne peuvent ralentir leurs attaques sans cesse renaissantes, et douze mille Anglais sont tombés sous leurs coups.

Wellington est battu ! déjà la route de Bruxelles est encombrée de fuyards et de bagages ; des soldats de toutes armes se jettent à travers la forêt de Soignes ; les caissons, les voitures renversées, annoncent le désordre d'une déroute, et le général anglais s'apprête à donner le signal de la retraite : il a même fait rétrograder sur Anvers la batterie de dix-huit qui devait le joindre ; la nuit et l'armée prussienne, comme il l'a dit lui-même, paraissent seules pouvoir le sauver. C'est dans ce moment extrême que Blücher entre en ligne, à la tête de trente mille hommes, ouvrant la communication entre Bulow et Wellington. En même temps, deux brigades de cavalerie anglaise, fortes de six mille hom-





mes, placées naguère en réserve sur la route, et rendues disponibles par l'arrivée des troupes prussiennes, viennent se présenter aussi devant nous.

Que faisait alors Grouchy ? Parti à deux heures seulement de Gembloux, au lieu d'avoir quitté cette position à dix heures du matin, afin de se montrer à Wavre assez tôt pour arrêter Blücher, il était vers midi à moitié chemin de ce village. En vain la canonnade de Waterloo l'appelle sur le terrain où Napoléon l'attend avec tant d'impatience ; en vain Excelmans et Gérard le pressent de voler à son secours : il continue à marcher sur Wavre, où se trouvait seul le corps de Thielmann ; Blücher en était parti le matin à sept heures. Napoléon, abandonné à lui-même, privé de son aile droite, en présence de cent cinquante mille hommes qui vont fondre sur sa faible armée, épuisée déjà par huit heures de combat, juge de sang-froid sa position. Il lui faut faire face aux deux armées, et il ordonne un grand changement de front. Les bataillons de la garde se forment en deux colonnes sous les yeux de l'Empereur. Cependant, trois bataillons d'infanterie de la seconde ligne viennent en bon ordre se mettre en retraite auprès de la garde ; Napoléon court au-devant d'eux, et les renvoie à leur poste. Mais leur mouvement rétrograde et la vue du corps de Blücher avaient fait reculer plusieurs régiments aux prises avec l'ennemi sur le plateau. A cet aspect, Napoléon sent la nécessité de soutenir sa cavalerie indécise ; il se porte avec les quatre premiers bataillons de la moyenne garde à la gauche de la Haie-Sainte, et prescrit au général Reille de réunir tout son corps sur son extrême gauche, et de le disposer en colonne d'attaque. A la Haie-Sainte, Napoléon rencontre une partie des troupes du maréchal Ney en retraite, et les fait ranimer par la nouvelle de l'approche de Grouchy : en même temps il charge le maréchal Ney, avec les quatre bataillons dont on vient de parler, de se porter en avant pour conserver le plateau.

A la tête des quatre bataillons de la garde, Ney à pied, l'épée à la main, Friant, Cambronne, repoussent tout ce qui se trouve devant eux, et bravent le feu d'une ligne immense. L'ennemi cède à l'impétuosité de notre attaque ; mais Wellington, entièrement rassuré par l'arrivée des Prussiens, fait avancer les bataillons dont il peut maintenant disposer, et le combat se rallume. La victoire va encore couronner les efforts des soldats français, lorsque Blücher, culbutant la faible division qui lui est opposée, parvient au village de la Haie. Profitant du trouble et de l'hésitation de notre armée, Wellington lance toute sa cavalerie, qui tourne les huit carrés de la garde pour atteindre l'extrême droite, et pénètre entre la Haie-Sainte et le corps du général Reille. Plus de ralliement possible : la division de cavalerie de réserve aurait pu favoriser notre retraite ; mais, par un malheur qui tenait à la fatalité de cette journée, la division de réserve de la garde, composée de deux mille grenadiers à cheval et de dragons, tous gens d'élite, s'était engagée sur le plateau sans l'ordre de l'Empereur. Il n'a plus de disponibles que les quatre escadrons de service autour

de sa personne : il les fait charger, et, bientôt accablés par des masses énormes, ces braves sont culbutés, malgré des prodiges de valeur. Maîtresse du plateau toute l'armée anglo-batave marche en avant et occupe cette position qui devait nous assurer la victoire. Alors le cri fatal de *sauve qui peut!* poussé par quelques traîtres, et répété par des soldats en désordre, se fait entendre; les lignes se rompent, les rangs se mêlent, la déroute de l'armée française commence. Enfin, les huit bataillons de la garde qui étaient au centre, où les soutenaient le brave Cambronne et le maréchal Ney, qui avait eu cinq chevaux tués sous lui, sont désorganisés à leur tour par la masse des fuyards, et tombent écrasés sous le nombre en se défendant jusqu'au dernier soupir. La cavalerie ennemie, multipliant ses charges contre les bataillons rompus et dispersés, redouble la confusion qu'augmente encore l'obscurité de la nuit; l'artillerie anglaise et prussienne balaie le champ de bataille, où quelques carrés de la vieille garde sont encore debout.

Napoléon, qui a tout fait pour prévenir et arrêter ce désordre, se jette au milieu des fuyards, et s'efforce de les rallier derrière un régiment de la garde en réserve à la gauche de Planchenoit avec deux batteries; malheureusement, les ténèbres, qui empêchent de le voir, détruisent tout l'effet accoutumé de sa présence sur les troupes, en même temps qu'un tumulte effroyable s'oppose à ce qu'on entende sa voix. Ce fut alors que le prince Jérôme s'écria : *Ici doit mourir tout ce qui s'appelle Bonaparte!*

Entraîné dans la déroute, entouré d'ennemis, Napoléon se place, l'épée à la main, au milieu d'un carré, et veut périr avec les braves qui combattent encore: son dernier champ de bataille sera son tombeau! Mais les généraux qui sont auprès de Napoléon l'arrachent à la mort, qu'il demande et qu'il affronte comme un soldat. « *La mort ne veut pas de vous*, lui disent les grenadiers, *retirez-vous!* » Enfin, il se décide à s'éloigner de ce théâtre de destruction, où sa perte ne serait qu'un malheur de plus pour la France et pour l'armée. Plusieurs officiers et soldats, ne pouvant se servir de leurs armes contre les ennemis, les tournèrent contre eux. On dit même que quelques-uns s'aidèrent à accomplir ce dernier sacrifice d'un héroïque désespoir. L'intrépide général Duhesme, blessé, tomba dans les mains des Prussiens, qui l'égorgèrent! Les Belges couvrirent de leur courageuse amitié ceux de nos braves qui respiraient encore; ils veillèrent toute la nuit sur le terrain où venait de s'éteindre la gloire des cinquante batailles rangées que les Français avaient gagnées avec Napoléon.

Arrivé à Genappe avec son état-major, l'Empereur essaya d'y réunir quelques troupes pour former l'arrière-garde et mettre un terme aux poursuites de l'ennemi ; la nuit, la confusion d'une déroute générale, l'encombrement des hommes et des chevaux, tout s'opposa à la résolution de l'Empereur. Il quitta Genappe, s'arrêta quelques heures à Philippeville, et entra, le 20, à Laon, où les gardes nationales et les paysans l'accueillirent aux cris de *vive l'Empereur*

Napoleon at Waterloo



et lui offrirent le secours de leur généreux dévouement. Satisfait du courage de ces braves gens, Napoléon les remercia et chargea le maréchal Soult de rallier les corps de l'armée, diminuée de vingt-cinq mille hommes, dont huit mille prisonniers, et dix-sept mille tués ou blessés; la perte de l'ennemi avait été égale à celle des Français. Jérôme ramena vingt-cinq mille hommes, avec cinquante pièces de canon; la garde impériale, sous les ordres de Morand et de Colbert, se réunit à eux sous les murs d'Avesnes. D'un autre côté, Rapp a reçu l'ordre de venir les rejoindre avec vingt-cinq mille hommes d'élite; et Grouchy, dont le corps d'armée de trente mille hommes est intact, opère sa retraite, après avoir battu Thielmann à Wavre, et menace Bruxelles. Sous peu de jours, Napoléon pourra couvrir Paris avec cent vingt mille hommes de vieilles troupes, et trois cent cinquante bouches à feu.

Il veut rester à Laon et y défendre les approches de la capitale. Le conseil de ses généraux combat ce projet, et le détermine à quitter l'armée pour se rendre à Paris; mais il pressent le sort qui l'y attend : « Je vais à Paris, dit-il, « mais je suis persuadé que vous me *faites faire une sottise;* ma vraie place est « ici; je pourrais y diriger ce qui se passera dans la capitale, et mes frères fe- « raient le reste. » Après avoir pris cette funeste résolution, Napoléon mit la dernière main au bulletin de Waterloo. Il partit précédé du bulletin funèbre, dans le dessein de donner à Paris quarante-huit heures aux préparatifs de sa défense, de rassembler tous les hommes des dépôts et des places, et de revenir à Laon couvrir la capitale avec tout ce qui restait de la vieille et de la nouvelle armée.





CHAPITRE XLVII.

1815.

Abdication de Napoléon. — Séance des Chambres. — Napoléon à la Malmaison. — Son départ pour Rochefort. — Son embarquement sur le Bellérophon. — Son arrivée à Sainte-Hélène.



Le lendemain, 21 juin, Napoléon descendit à l'Élysée, à quatre heures du matin ; il revenait rempli de l'idée qu'une grande dictature était nécessaire pour sauver la patrie. Si, encore tout couvert de la poussière du champ de bataille, Napoléon avait suivi sa résolution d'aller droit aux Chambres, de leur parler le langage d'une généreuse confiance, et d'un grand homme qui sent ses forces, nul doute que sa demande n'eût obtenu le succès qu'il en attendait ; nul doute que, tracé par lui, le tableau rapide et vrai des ressources du pays et de tout ce qu'il avait préparé avec tant d'habileté depuis trois mois, n'eût fait partager à tous les esprits sa profonde conviction de la certitude du salut de la France sous





son égide. Malheureusement, l'excès de la fatigue avait affaibli ses forces physiques. Constamment à cheval depuis le 15, exposé à une affreuse intempérie, ayant donné trois batailles en trois jours, et passé la nuit la plus cruelle après Waterloo, il était hors d'état de parler à une grande assemblée. Vaincu par la nécessité, il se mit au bain, et se contenta de réunir ses ministres autour de lui. Là, du moins, son génie et les hautes pensées ne lui manquèrent pas. D'abord le découragement parut régner dans les cœurs, et se manifesta par des paroles peu dignes de ministres français; mais Carnot et Lucien proposèrent des mesures hardies et proportionnées à l'imminence du danger. Ce dernier voulait avec raison qu'on se passât du secours des Chambres, puisqu'on ne pouvait se confier dans leurs bonnes dispositions. Napoléon espéra que la présence de l'ennemi sur le sol national rendrait aux députés le sentiment de leur devoir, et il comptait d'ailleurs sur l'attachement du peuple et de l'armée, éprouvé tant de fois et jamais démenti. Alors, avec une rare précision, une force d'expression admirable, et un accent qu'on ne saurait définir, il passa en revue tous les moyens de salut qui restaient à la France, et produisit une révolution telle dans les esprits, que les plus timides embrassèrent le parti du courage. Le conseil tout entier, même les traîtres cachés qu'il renfermait, se montra unanime dans l'adoption des grandes résolutions. Telles étaient les dispositions autour de l'Empereur. Pendant ce temps, la Chambre des représentants, réunie sous la présidence de Lanjuinais, entendait sortir de la bouche de Lafayette les paroles suivantes, qui étaient une véritable levée de boucliers contre Napoléon :

« Lorsque, pour la première fois depuis bien des années, j'élève une voix « que les vieux amis de la liberté reconnaîtront encore, je me sens appelé à « vous parler des dangers de la patrie, que vous seuls maintenant avez le pou- « voir de sauver... Voici le moment de nous rallier autour du vieil étendard « tricolore, celui de 89, celui de la liberté, de l'égalité et de l'ordre public. « C'est enfin le seul que nous avons à défendre contre les prétentions étran- « gères et contre les tentatives intérieures. Permettez à un vétéran de cette « cause sacrée, qui fut toujours étranger à l'esprit de faction, de vous sou- « mettre quelques résolutions préalables, dont vous apprécierez, j'espère, la « nécessité :

« ART. 1er. *La Chambre des représentants déclare que l'indépendance de la pa- « trie est menacée.*

« ART. 2. *La Chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dis- « soudre est un crime de haute trahison :* QUICONQUE *se rendrait coupable de « cette tentative,* SERA TRAÎTRE A LA PATRIE ET SUR-LE-CHAMP JUGÉ COMME « TEL.

« L'armée de ligne et la garde nationale, qui ont combattu et combattent en- « core pour défendre la liberté, l'indépendance et le territoire de la France « ont bien mérité de la patrie.

« Les ministres de la guerre, des relations extérieures et de l'intérieur, sont « invités à se rendre sur-le-champ au sein de l'assemblée, etc. »

« J'appuie la proposition de M. de Lafayette, dit un membre ; car *dans quelques instants la Chambre pourrait être dissoute.* »

Les dispositions de l'assemblée, la crainte illusoire d'une dissolution prochaine à laquelle Napoléon ne pensait aucunement, firent triompher cette proposition dans la Chambre des représentants ; et, bientôt après, dans la Chambre des pairs, Boissy-d'Anglas aussi se laissa entraîner par la même erreur que Lafayette. Les deux grands pouvoirs de la France ne comprirent pas que Napoléon était, dans cette circonstance, le chef indispensable. Au lieu de cette dictature, premier besoin de tout état en danger, il s'entendit menacer de la peine des traîtres par ces mêmes Chambres qui, le 1er de ce mois, lui avaient solennellement décerné l'autorité suprême au Champ de Mai ! « J'avais bien pensé, dit-il « que j'aurais dû congédier ces gens-là avant mon départ. C'en est fait, ils vont « perdre la France ! » Il sentit surtout qu'au lieu de l'abandonner avec si peu de prudence et tant d'indignité, les représentants, soit par peur, soit par conviction, se rallieraient autour de lui, s'il était encore à la tête des soldats. Il se repentit vivement de n'avoir pas suivi son impulsion particulière à Laon. Cependant, par ses ordres, les ministres, assistés du prince Lucien, se rendirent à la Chambre des représentants, pour leur communiquer les résultats de la bataille de Waterloo, et leur demander de s'unir avec le chef de l'état, dans le noble but de concourir aux mesures de salut public nécessitées par le danger. Mais les esprits se trouvaient trop échauffés pour écouter les conseils de la raison, et Lucien démontra vainement que chercher à isoler la nation de l'Empereur, c'était aller au-devant des vœux les plus ardents de l'ennemi. La Chambre des pairs montra plus de calme et de jugement ; mais elle ne pouvait pas beaucoup influer sur les grandes décisions du moment, et toute la prépondérance publique appartenait à la Chambre élective, qui voulait évidemment l'abdication de Napoléon. Napoléon sentait bien ce qu'il pourrait encore avec le peuple ; mais tout était tiède ou froid autour de lui : il lisait sur les fronts le découragement des âmes ; aucun de ses ministres n'élevait une voix généreuse. Joseph et Lucien même, qui avaient jusqu'alors montré tant de fermeté, finirent par insister pour que leur frère résignât la couronne ; il fit aussitôt appeler tous ses ministres, auxquels il exposa froidement la nécessité de son abdication, et Lucien écrivit sous la dictée de l'Empereur la déclaration suivante

« AU PEUPLE FRANÇAIS

« En commençant la guerre pour l'indépendance nationale, je comptais sur la « réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et sur le concours de toutes

« les autorités nationales. J'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé « toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances me pa- « raissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. « Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu seu- « lement qu'à ma personne! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon « fils, sous le titre de *Napoléon II, Empereur des Français*. Les ministres ac- « tuels formeront provisoirement le conseil du gouvernement. L'intérêt que « je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser sans délai la « régence par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une « nation indépendante.

« Au palais de l'Élysée, 22 juin 1815

« NAPOLÉON. »

Cette déclaration fut remise aux ministres pour être communiquée aux deux Chambres.

A une heure, furent introduits les ministres de la police, de l'intérieur, des relations extérieures et de la guerre. Le président lut la déclaration de l'Empereur, dont ils étaient porteurs. Fouché proposa de nommer, séance tenante, une commission de cinq membres, chargée d'aller auprès des alliés traiter des intérêts, des droits et de l'indépendance de la France.

La Chambre des pairs adopta les décisions de la Chambre des représentants sur la députation à l'Empereur et la nomination de la commission exécutive.

L'article 67 de l'Acte additionnel, qui proscrivait la maison de Bourbon, fut aussi rappelé dans la Chambre des pairs comme il l'avait été dans l'autre Chambre. Les députations des deux Chambres se rendirent ensuite auprès de l'Empereur, qui leur répondit :

« Je vous remercie des sentiments que vous m'exprimez. Je désire que mon « abdication puisse faire le bonheur de la France, mais je ne l'espère point. « *Elle laisse l'état sans chef, sans existence politique*. Le temps perdu à renverser « la monarchie aurait pu être employé à mettre la France en état d'écraser l'en- « nemi. Je recommande à la Chambre de renforcer promptement les armées. « Qui veut la paix doit se préparer à la guerre. *Ne mettez pas cette grande nation « à la merci des étrangers. Craignez d'être déçus dans vos espérances; c'est là « qu'est le danger*. Dans quelque position que je me trouve, je serai toujours « bien si la France est heureuse. Je recommande mon fils à la France; j'espère « qu'elle n'oubliera pas que je *n'ai abdiqué que pour lui*. Je l'ai fait aussi, ce grand « sacrifice, pour le bien de la nation : ce n'est qu'avec ma dynastie qu'elle peut « espérer d'être libre, heureuse et indépendante. »

La Chambre héréditaire, qui avait accueilli les résolutions de la Chambre élective, procéda à la nomination de deux membres du gouvernement. Le choix

des pairs se fixa sur le baron Quinette et le duc de Vicence ; les représentants donnèrent leurs suffrages au général Grenier, au comte Carnot et au duc d'Otrante. Le gouvernement provisoire, ainsi constitué, confia au prince d'Essling le commandement en chef de la garde nationale de Paris.

Aussitôt après son installation, le gouvernement provisoire fut présenté à Napoléon : en y retrouvant deux de ses ministres et un de ses conseillers d'état, il dut se croire suffisamment garanti sous le rapport des égards et de sa sûreté personnelle. Le 27, MM. Andréossy, Boissy-d'Anglas, Valence, Flauguergues et la Besnardière, furent envoyés auprès de Wellington pour négocier un armistice.

Jusqu'au dernier moment, Napoléon voulut rester fidèle à son grand sacrifice. Le 25 juin, il demanda deux frégates pour le transporter hors de France ; et aussitôt, se décidant à quitter le palais de l'Élysée, trop petit quelques jours auparavant pour contenir la foule empressée des ambitieux et des courtisans, et maintenant déserté par tous ces esclaves de la fortune, il résolut d'attendre la réponse du gouvernement provisoire à la Malmaison, devenue la première station de son exil. Un nouvel outrage y attendait Napoléon. Le lieutenant-général Becker, membre de la Chambre des représentants, arriva à la Malmaison, envoyé par la commission du gouvernement, qui avait mis sous ses ordres la garde de Napoléon. « L'honneur de la France, disait le ministre de la guerre, « commande de veiller à la conservation de la personne de l'Empereur, et au « respect qui lui est dû. L'intérêt de la patrie exige qu'on empêche la malveil- « lance de se servir de son nom pour exciter des troubles. »

Napoléon se contenta de répondre au général Becker : « Qu'on aurait dû l'in- « former officiellement de cette disposition, qu'il regardait comme une affaire « de forme et *non comme mesure de surveillance*, à laquelle il lui semblait d'autant « plus inutile de vouloir l'assujettir qu'il n'avait pas l'intention d'enfreindre ses « engagements. » Informé par le général de la marche du gouvernement et des dispositions des deux Chambres : « Que l'on me donne, dit-il, les frégates que « j'ai demandées, et je pars à l'instant pour Rochefort. Encore faut-il que je « puisse me rendre à ma destination sans risquer *de tomber entre les mains de* « *mes ennemis*. Il me tarde de sortir de France, afin de me soustraire aux des- « seins *que l'ennemi a sur ma personne*, et d'échapper à une catastrophe dont « l'odieux retomberait sur la nation. » Napoléon était alors mieux inspiré qu'il ne le fut quinze jours après, quand il alla se précipiter dans le péril qu'il avait voulu éviter.

Si la commission du gouvernement eût mis à la disposition de Napoléon, au moment où il en faisait la demande, les deux frégates qu'il réclamait pour se rendre aux États-Unis avec sa famille, la mer était libre, et l'Empereur eût échappé à la coalition ; mais la commission en agit autrement. Elle nomma le général Becker pour *accompagner Napoléon jusqu'à l'île d'Aix*, et rester auprès de

sa personne jusqu'à l'arrivée des passe-ports *qu'elle avait réclamés de l'Angleterre pour le passage de ce prince en Amérique*. Elle transmit en même temps l'ordre au ministre de la marine de faire armer deux frégates à Rochefort, en leur fixant les États-Unis pour destination. Par cette dernière mesure, elle donna l'éveil aux Anglais sur le point de l'embarquement, et remit volontairement entre leurs mains le sort de Napoléon. En effet, elle savait bien qu'elle ouvrait une négociation incertaine dans son issue, qui pouvait traîner en longueur, finir même par un refus ; circonstance dans laquelle Napoléon, dont le départ ne devait avoir lieu avec sécurité que s'il était imprévu, se trouverait à la merci de ses plus cruels ennemis.

Cependant l'ennemi faisait des progrès et menaçait les environs de la Malmaison ; on apprit que les Prussiens se proposaient d'enlever l'Empereur, et que Blücher avait menacé de lui ôter la vie par le plus lâche des crimes, s'il parvenait à se saisir de sa personne. L'Empereur fit alors quelques dispositions pour se mettre à l'abri d'une surprise ; mais elles étaient inutiles : ses anciens compagnons d'armes, les soldats, les officiers, les généraux, placés dans la direction de la Malmaison, veillaient sur lui, prêts à verser, pour sa défense, jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

La proximité de nos troupes du dernier asile de l'Empereur ; la crainte que touché des nouvelles preuves de leur dévouement, Napoléon ne résistât pas à l'envie de se battre à leur tête ; que l'armée, toujours idolâtre de son ancien chef, ne vînt le reconquérir et le forcer de la conduire à l'ennemi ; ou enfin que Blücher ne parvînt à réussir à exécuter son odieux projet, jetèrent la commission dans une perplexité dont l'éloignement de Napoléon pouvait seul la tirer. Le 29, à trois heures et demie du matin, elle envoya le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe le presser de partir sur-le-champ : il promit de le faire dans la journée. A cinq heures moins un quart, Napoléon, tout troublé intérieurement des adieux de la princesse Hortense, qui avait montré le cœur de sa mère Joséphine ; dans des moments si cruels, ému des larmes du petit nombre des serviteurs fidèles dont l'avenir l'inquiétait bien plus que le sien, frappé au cœur par le douloureux sentiment d'une séparation éternelle d'avec la France mais la contenance ferme, la voix calme, les traits sereins, comme un homme supérieur aux coups de la fortune, se jeta dans la voiture de l'un de ses officiers, suivi des généraux Bertrand, Rovigo et Becker. La veille on lui avait proposé de se livrer lui-même aux étrangers, à l'empereur Alexandre, par exemple : « Ce dévouement serait beau, avait-il répondu ; mais « une nation de trente millions d'hommes qui le souffrirait serait à jamais dés- « honorée. »

L'Empereur avait annoncé l'intention de ne pas s'arrêter dans son voyage, mais il voulut coucher à Rambouillet. Pendant la nuit, il envoya des courriers sur la route, afin d'aller au-devant des nouvelles de Paris, il pensait

que, pressé par l'imminence du danger, éclairé par la nécessité, le gouvernement le rappellerait pour le salut commun. A la pointe du jour, il reçut un courrier, lut la dépêche, et dit au général Becker, en levant au ciel des regards contristés : « C'est fini! c'en est fait de la France! Partons. » A huit heures du matin, il quitta la résidence impériale, après avoir donné ordre au concierge de lui envoyer le mobilier de quelques appartements. La demande qu'il avait aussi faite de la bibliothèque de Trianon, composée de deux mille deux cents volumes, à laquelle il voulait qu'on joignît l'*Iconographie* de Visconti et la *Description de l'Égypte*, l'un des monuments dont sa gloire et sa munificence avaient doté le pays, fut deux jours après la matière d'une communication du gouvernement. La Chambre des représentants accueillit ce vœu, qui formait un singulier contraste avec la puissance de celui qui disposait naguère des destinées de cent cinquante millions d'hommes! Dans sa route, Napoléon s'arrêta à la barrière de Tours, s'entretint avec le préfet, et partit ensuite pour Poitiers, d'où il expédia un courrier au préfet maritime de Rochefort.

Arrivé à Niort, Napoléon y trouva un triomphe populaire. Entraîné par les acclamations des habitants, et par l'enthousiasme de la garnison de Niort, dont la plus forte partie, officiers et soldats, vint se jeter à ses pieds, en le suppliant de se mettre à leur tête, et informé qu'il existait déjà à Rochefort de grandes difficultés pour la sortie des frégates, il ordonna au général Becker d'écrire au gouvernement afin de les lui signaler. «*Dites-lui aussi qu'il connaît mal* « *l'esprit de la France; qu'il s'est trop pressé de m'éloigner.*» Le 3, Napoléon atteignit Rochefort, où l'ennemi avait déjà établi sa croisière.

Ce même jour, 3 juillet, le palais de Saint-Cloud, où tant de fois il reçut la France et l'Europe, le palais de Saint-Cloud, devenu le quartier-général de Blücher, vit signer, en vertu des pouvoirs donnés par le maréchal Davoust au baron Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, au général Guilleminot, chef d'état-major de l'armée, au comte de Bondi, préfet de la Seine, la convention qui remit Paris entre les mains des alliés et envoya l'armée au-delà de la Loire, pour y subir un arrêt de dissolution. Immédiatement après, le *Moniteur* publia cette déclaration du roi aux Français :

« J'apprends qu'une porte de mon royaume est ouverte, et j'accours... Je « n'ai pas permis qu'aucun prince de ma famille parût dans les rangs des étran- « gers... Mon gouvernement devait faire des fautes; peut-être en a-t-il fait... « Il est des temps où les intentions les plus pures ne suffisent pas pour diriger, « et quelquefois même elles égarent. Je promets, moi qui n'ai jamais promis « en vain (l'Europe entière le sait), de pardonner, à l'égard des Français éga- « rés, tout ce qui s'est passé depuis le jour où j'ai quitté Lille au milieu de tant « de larmes, jusqu'au jour où je suis rentré dans Cambrai au milieu de tant « d'acclamations. Cependant le sang de mes sujets a coulé par une trahison dont « les annales du monde n'offrent pas d'exemple. Cette trahison a appelé l'e-

« tranger dans le cœur de la France : je dois donc, pour la dignité de mon « trône, pour l'intérêt de mes peuples, pour le repos de l'Europe, exempter « de pardon les instigateurs et les auteurs de cette trame horrible. Ils seront « désignés à la vengeance des lois par les deux Chambres, que je me propose de « convoquer incessamment.

« Cambrai, le 28 juin.

« Louis

« Plus bas :

Le prince de Talleyrand. »

Dans une situation aussi cruelle, où la terre et la mer étaient également fermées à Napoléon par le gouvernement provisoire et par la coalition, ce prince eut la générosité de résister aux vives et continuelles instances qu'il reçut de l'armée victorieuse de Lamarque dans la Vendée, et de celle que commandait Clausel à Bordeaux. Le fléau de la guerre civile était la tête de Méduse qu'il opposa invinciblement à cette dernière et violente tentation de reparaître encore à la tête des soldats qui l'appelaient; il congédia, les larmes aux yeux, les généraux, les officiers qui étaient venus lui porter ces paroles de la gloire : son sacrifice fut complet.

Le 12 juillet, Napoléon apprit par les journaux que le gouvernement royal avait remplacé le gouvernement provisoire, et que les alliés étaient à Paris. Alors, pressé par l'impérieuse nécessité, Napoléon déclara sa volonté d'aller chercher un refuge sur la croisière anglaise, où il se fit précéder par cette lettre mémorable, dont il chargea le général Gourgaud pour le prince régent d'Angleterre :

« Altesse Royale,

« En butte aux factions qui divisent mon pays, et à l'inimitié des plus « grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, « comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets « sous la protection de ses lois, que je réclame de V. A. R. comme du plus puis- « sant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis.

« Rochefort, le 13 juillet 1815.

« Napoléon. »

Las-Cases et Gourgaud portèrent cette lettre au capitaine Maitland, à qui ils annoncèrent que Napoléon se rendrait le lendemain à son bord. Le lendemain 15, l'*Épervier* conduisit l'illustre proscrit sur le *Bellérophon*. Mais à l'instant d'y monter, il dit au général Becker, qui s'approchait pour lui faire ses

adieux, ces belles paroles : « *Retirez-vous, général, je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un Français soit venu me livrer à mes ennemis.* » En mettant le pied



sur le *Bellérophon*, Napoléon dit au capitaine : « Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. »

Vers les trois heures, l'amiral Hotham arriva au mouillage sur le *Superbe* de 74. Il rendit visite à Napoléon, et le pria de venir le lendemain visiter son vaisseau ; Napoléon y déjeuna avec toute sa suite. Il revint le même jour sur le *Bellérophon*, qui cingla immédiatement pour l'Angleterre. Son séjour sur le *Bellérophon* se prolongea neuf jours, en raison des calmes et des vents contraires. Napoléon y fut l'objet du respect et de l'admiration de tout l'équipage. Enfin, le 24, le vaisseau jeta l'ancre dans la rade de Torbay. Aussitôt que l'on eut appris sa présence à bord du *Bellérophon*, la mer se couvrit d'embarcations, et les cris d'enthousiasme qui s'élevèrent de ces bâtiments furent si unanimes, que le capitaine parut craindre l'enlèvement de son *hôte*, et ordonna de repousser ces canots à coups d'aviron. Deux jours après, il reçut l'ordre d'appareiller pour Plymouth. Là seulement le gouvernement britannique devait faire connaître sa décision sur la demande que Napoléon lui avait adressée par le général Gourgaud.

A Plymouth, l'affluence devint bien plus considérable qu'à Torbay. Les routes étaient couvertes de voitures : la mer disparaissait sous les barques innombrables qui encombraient la rade ; elles luttaient de rapidité et d'adresse pour approcher le *Bellérophon*. A l'heure où Napoléon paraissait sur le pont, toute

cette foule le saluait, restait la tête découverte, et, agitant ses chapeaux, remplissait l'air d'acclamations. Napoléon contemplait avec émotion ce respect, cet intérêt universel du peuple britannique. Il voyait qu'en Angleterre aussi il avait la popularité de la gloire, et que le malheur le mettait en paix avec ce grand pays. L'accueil triomphal qu'il recevait dans le premier port de la Grande-Bretagne devait être pour lui le présage assuré d'une généreuse hospitalité. Mais le peuple anglais ne fut pas consulté par son gouvernement, et bientôt le *Bellérophon* s'entoura de canots armés qui repoussèrent les spectateurs à coups de fusil. Quelques Anglais périrent dans les flots, par suite de la brutalité avec laquelle on exécutait l'ordre d'isoler le *Bellerophon*. Une pareille violence, exercée tout à coup contre ceux qui venaient l'honorer, dut révéler à Napoléon le secret de sa captivité ; d'ailleurs, il n'avait pas reçu dans la rade de Plymouth, à son arrivée, la visite de l'amiral Keith, comme il avait reçu au mouillage de Rochefort celle de l'amiral Hotham. Cependant les Anglais ignoraient l'arrêt porté par leur ministère ; ils étaient encore abusés à Plymouth, comme Napoléon l'avait été à Torbay. Ils conservaient toujours l'espoir que le condamné de la fortune n'avait plus rien à craindre des hommes : ils se trompaient. Le 30 juillet, lord Keith se rendit à bord du *Bellerophon* avec le chevalier Banbury, sous-secrétaire d'état. Admis en présence de Napoléon, ils lui remirent une pièce ministérielle où on lisait :

« ... Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers notre pays, ni à nos alliés, « que le général Bonaparte conserve le moyen de troubler de nouveau la paix « du continent. L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence « *Le climat est sain*, et la situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus « d'indulgence qu'on ne le pourrait faire ailleurs, *vu les précautions indis-* « *pensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne...* »

A cette affreuse nouvelle, Napoléon opposa les plus énergiques réclamations. Dans le premier moment, il paraissait décidé à mourir au milieu des efforts de sa résistance, plutôt que d'obéir à un arrêt si cruel. « L'idée seule de Sainte- « Hélène, disait-il, me fait horreur ! Être relégué pour toute sa vie dans une île « entre les tropiques à une distance immense du continent, privé de toute com- « munication avec le monde, et de tout ce qu'il renferme de cher à mon cœur ! « C'est pis que la cage de Tamerlan ! Autant aurait valu signer tout de suite « mon arrêt de mort. » Mais on fut sourd à ces justes plaintes ; la mesure était irrévocablement arrêtée : si Napoléon résistait, les satellites du ministère anglais avaient reçu l'ordre de porter les mains sur lui. L'illustre captif sentit qu'il ne devait pas se commettre avec de pareils ennemis ; et c'est alors que, du haut de sa raison, il adressa à lord Keith cette lettre qui n'a point d'égale dans l'histoire des plus grandes victimes de l'inconstance de la fortune :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la « violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en

« disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu libre-
« ment à bord du *Bellérophon;* je ne suis pas prisonnier, je suis l'hôte de l'An-
« gleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des
« ordres du gouvernement de me recevoir et de me conduire en Angleterre
« avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi,
« pour venir me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. Aussitôt assis
« à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gou-
« vernement, en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me rece-
« voir ainsi que ma suite, n'a voulu que me tendre une embûche, il a forfait à
« l'honneur et flétri son pavillon. Si cet acte se consommait, ce serait en vain
« que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et
« de leur liberté. La foi britannique se trouverait perdue dans l'hospitalité du
« *Bellérophon*. J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt
« ans la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher
« un asile sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de
« son estime et de sa confiance? Mais comment répondit-on en Angleterre à
« une telle magnanimité? On feignit de tendre une main hospitalière à cet en-
« nemi; et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola!

« NAPOLÉON.

« A bord du *Bellérophon*, à la mer. »

Ainsi Napoléon s'était tout à coup vu enlevé à l'Europe et à la bienveillance publique du peuple anglais par un arrêt clandestin. Dans cette circonstance, il s'était formé, parmi les officiers de l'illustre proscrit, un projet qu'on pourrait bien appeler la conspiration du désespoir. La grande salle du vaisseau était tapissée d'armes suspendues : il y en avait à peu près pour cinquante personnes. Les braves qui avaient survécu à tant de batailles, et surmonté tant d'obstacles réputés insurmontables, s'élançant tous ensemble jusqu'au capitaine, et s'emparant des armes, auraient fait main basse sur les premiers qui eussent voulu leur résister, et se seraient rendus maîtres du vaisseau. Dans le cas où la victoire leur eût paru impossible, ils devaient mettre le feu aux poudres, et s'ensevelir avec l'Empereur dans le naufrage commun. Napoléon sembla d'abord adopter ce hardi complot, mais sa raison ne tarda point à le rejeter. « Les « Anglais, dit-il, feront un hourra sur moi; ils m'enlèveront malgré vous et « malgré moi, et j'aurai la douleur de vous voir tous périr sans pouvoir vous « défendre. Loin de moi cet affreux spectacle! il me poursuivrait jusqu'à mon « dernier soupir. »

Le 4 août on appareilla, et le *Bellerophon*, qui n'était point équipé pour une course lointaine, croisa vers l'est dans la Manche, jusqu'à ce que le *Northumberland*, destiné à l'expédition de Sainte-Hélène, fût prêt à recevoir le captif européen. Ce bâtiment était à Portsmouth

Le 6, le *Bellerophon*, au lieu d'aller attendre le *Northumberland* dans l'excellente rade de Torbay, mouilla à côté dans la mauvaise baie de Starpoint, où parut bientôt le vaisseau de l'exil, escorté de deux frégates chargées de troupes qui devaient former la garnison de Sainte-Hélène. Cette escadre était sous les ordres de l'amiral Cockburn. Un incident fort singulier avait déterminé le brusque départ de Plymouth. L'amiral Keith prétendit avoir été averti par le télégraphe qu'un officier public était parti de Londres, avec un ordre d'*habeas corpus*, pour réclamer la personne de Napoléon ; cet homme se présenta effectivement dans la journée du 4 août. On l'aperçut de loin : lord Keith, afin de l'esquiver, se vit contraint d'abandonner son vaisseau, de gagner un autre bâtiment, et définitivement de mettre en mer, après avoir pris toutes les précautions pour défendre les approches du *Bellerophon*, et s'opposer à ce qu'aucun acte ne fût notifié au capitaine. Lord Keith tremblait que son prisonnier n'échappât à la proscription, en se trouvant tout à coup placé sous la protection des lois anglaises qu'il était venu implorer.

Les amiraux Keith et Cockburn se rendirent à bord du *Bellérophon*, et remirent à Napoléon un extrait de leurs instructions : « Napoléon et sa suite devaient « être désarmés ; l'amiral Cockburn devait faire la visite des meubles, et saisir les « diamants, l'argent, les valeurs, afin de l'empêcher d'en faire un instrument « d'évasion. Ces sommes devaient être administrées pour subvenir à ses be- « soins. » Le cas de mort était prévu. « Le général (c'était le nom affecté à Na- « poléon) pouvait disposer de ses biens par testament. Le général sera mis en « prison s'il essaie de s'évader. Toutes ses lettres et celles de ses compagnons « seront lues par le gouverneur... » On permettait aux généraux Bertrand, Montholon, Gourgaud, et au chambellan Las-Cases, de suivre la victime ; les généraux Savary, duc de Rovigo, et Lallemand, tous deux condamnés à mort, étaient exclus du nombre de ses compagnons d'infortune. Jamais en Europe, depuis sa civilisation, jamais outrages plus odieux n'avaient souillé la politique d'un gouvernement. La peur qu'inspirait Napoléon à ses ennemis les poursuivait jusque dans son exil, et la haine britannique ne croyait pas pouvoir prendre trop de précautions pour se tranquilliser elle-même, et rassurer ses magnanimes alliés.

Le 7 août, à deux heures après midi, Napoléon quitta la trompeuse hospitalité du *Bellérophon* pour la prison du *Northumberland*. Là le ton de ses gardiens, ou de ses geôliers, changea : ils affectaient de se couvrir devant lui, et de nommer seulement général le souverain dont lord Castlereagh lui-même avait, l'année précédente, reconnu la qualité d'empereur dans la négociation de Châtillon.

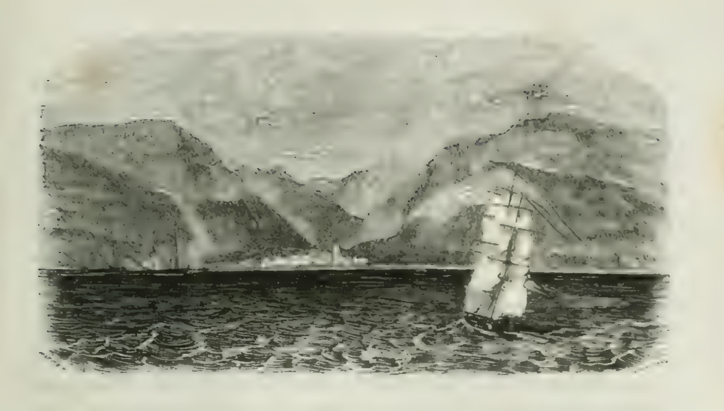
Le 10, l'escadre fit voile pour Madère. Le 15, jour de sa fête, Napoléon ne put s'empêcher de donner un souvenir aux époques précédentes de cette solennité annuelle, et de laisser échapper ces tristes paroles dans le sein de

l'amitié : « Quelle différence avec ce que nous avons vu quand la France en« tière était dans l'allégresse ! »

Le 17 août, le *Northumberland* passa en vue du cap de la Hogue. C'est là que Napoléon salua pour la dernière fois la France, par ces mots dignes de lui : « Adieu, adieu, terre des braves ! adieu, chère France ! Quelques « traîtres de moins, et tu serais encore la grande nation et la maîtresse du « monde. »

Le 24, on s'arrêta à Madère ; le lendemain on fit voile pour Sainte-Hélène. Pendant une si longue navigation, Napoléon, toujours semblable à lui-même, ne se démentit pas un moment. Pour les siens, il n'avait pas cessé d'être empereur ; pour les Anglais, l'un des premiers capitaines, et l'un des plus grands hommes du monde. Les vents furent favorables à la vengeance des rois : le 14 octobre, Napoléon aperçut le rocher qu'il allait habiter ; le 15, l'escadre jeta l'ancre à midi, et l'on mit en panne. En regardant Sainte-Hélène de plus près, Napoléon ne put s'empêcher de dire à ses amis : « Ce n'est pas un beau séjour. » Le 17, à sept heures et demie, cent onze jours après son départ de Paris, l'Empereur descendit, avec le maréchal Bertrand et l'amiral anglais, sur cette terre, qui ne devait pas rendre sa proie.

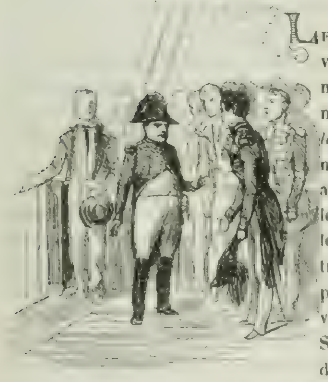




CHAPITRE XLVIII.

1815 — 1821.

Établissement de Napoléon à Sainte-Hélène. — Sa vie. — Le gouverneur Hudson-Lowe. — Sa tyrannie envers le prisonnier. — Maladie, mort, testament de Napoléon



Le généreux équipage du *Bellerophon* avait vu avec douleur Napoléon passer, au milieu des hommages du peuple britannique, sous les verroux du *Northumberland*. L'équipage de ce dernier vaisseau, non moins sensible à une infortune si auguste, ne le vit pas sans frémir toucher le sol qui devait le dévorer. Le silence, les larmes des officiers, des matelots, des troupes du bord, adieux muets et prophétiques, honorèrent les Anglais et la victime de leur affreux gouvernement. Sur le *Northumberland*, Napoléon venait de passer ses trois derniers mois d'Europe : un canot le jeta tout à coup en Afrique. Il descendit dans une auberge. Le lendemain, accompagné de l'amiral Cockburn et du général Bertrand,

il alla voir, à trois lieues de la ville, la maison de Longwood qui lui était destinée. Au retour, il s'arrêta à une maison de campagne nommée *les Briars* (les ronces), et il désira s'établir le jour même dans un petit pavillon. Le pavillon de Briars ne formait qu'une pièce au rez-de-chaussée, surmontée d'un grenier. Il n'était nullement préparé pour recevoir un tel hôte; mais l'air, au moins, y était libre, et quelques arbres l'ombrageaient.

Ce lieu, où Napoléon fit placer son lit de camp, devint tout à la fois la chambre à coucher, le salon, la salle à manger et le cabinet de travail. Las-Cases et son fils Emmanuel s'établirent dans le comble, au-dessus de Napoléon. Aux environs, et jusqu'à deux milles de distance, furent dispersés monsieur et madame Bertrand, monsieur et madame de Montholon avec leurs enfants, le général Gourgaud et les serviteurs de Napoléon; à l'entour, et au plus près, sont les sentinelles, les corps-de-garde : il faut avoir affaire à chacun d'eux pour aborder Napoléon, pour lui porter ses vêtements, son linge, ses aliments. Le ministère anglais a fait du pic de Sainte Hélène un ponton commandé par sir Georges Cockburn. Cependant le captif ne paraît pas encore condamné à une mort lente et inévitable; on ne le traite jusqu'ici que comme un grand prisonnier d'état. En attendant un supplice que n'a retracé aucun des historiens qui ont transmis de grandes infortunes, Napoléon fait remettre au capitaine Desmont, qui retournait en Europe, la note suivante, que Las-Cases écrit sous sa dictée rapide :

Note. « L'Empereur désire, par le retour du prochain vaisseau, avoir des nouvelles de sa femme et de son fils, et savoir si celui-ci vit encore. Il profite de cette occasion pour réitérer et faire parvenir au gouvernement britannique les protestations qu'il a déjà faites contre les étranges mesures adoptées contre lui :

« 1° Le gouvernement l'a déclaré prisonnier de guerre. L'Empereur n'est pas prisonnier de guerre : sa lettre écrite au prince régent, et communiquée au capitaine Maitland avant de se rendre à bord du *Bellérophon*, prouve assez au monde entier les dispositions et la confiance qui l'ont conduit librement sous le pavillon anglais.

« L'Empereur eût pu ne sortir de France que par des stipulations qui eussent prononcé sur ce qui était relatif à sa personne; mais il a dédaigné de mêler des intérêts personnels avec les grands intérêts dont il avait constamment l'esprit occupé. Il eût pu se mettre à la disposition de l'empereur Alexandre, qui avait été son ami, ou de l'empereur François, qui était son beau-père; mais, plein de confiance dans la nation anglaise, il n'a voulu d'autre protection que les lois; et, renonçant aux affaires publiques, il n'a cherché d'autre pays que les lieux qui étaient gouvernés par des lois fixes, indépendantes des volontés particulières.

« 2° Si l'Empereur eût été prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées

sur un prisonnier de guerre sont bornés par le droit des gens, et finissent d'ailleurs avec la guerre même.

« 3° Le gouvernement anglais considérant l'Empereur, même arbitrairement, comme prisonnier de guerre, son droit se trouvait alors borné par le droit public, ou bien il pouvait, comme il n'y avait point de cartel entre les deux nations dans la guerre actuelle, adopter vis-à-vis de lui les principes des Sauvages qui donnent la mort à leurs prisonniers. Ce droit eût été plus humain, plus conforme à la justice, que celui de le porter sur cet affreux rocher. La mort qui lui eût été donnée à bord du *Bellerophon* eût été un bienfait en comparaison.

« Nous avons parcouru les contrées les plus infortunées de l'Europe : aucune ne saurait être comparée à cet aride rocher. Privé de tout ce qui peut rendre la vie supportable, il est propre à renouveler à chaque instant les angoisses de la mort. Les premiers principes de la morale chrétienne, et ce grand devoir imposé à l'homme de suivre sa destinée, quelle qu'elle soit, peuvent seuls empêcher l'Empereur de mettre lui-même un terme à une si horrible existence : il met de la gloire à demeurer au-dessus d'elle ; mais, si le gouvernement britannique devait persister dans ses violences envers lui, il regarde comme un bienfait qu'il lui fasse donner la mort. »

Le capitaine Desmont partit avec cette note, qui devait avoir le sort de la sublime protestation du *Bellerophon*. Napoléon n'en doutait pas, et, n'espérant plus rien de la générosité du gouvernement anglais, il continua à se réfugier avec calme dans le souvenir de sa vie passée. En effet, le jour même de l'arrivée à Briars, le lendemain de son débarquement, il s'était occupé à dicter à Las-Cases la campagne d'Italie, à Bertrand celle d'Égypte. Fidèle à ses engagements, il aura le courage d'accomplir à Sainte-Hélène, autant que le lui permettront ses forces, la promesse de Fontainebleau : *J'écrirai les grandes choses que nous avons faites*. Les généraux Montholon et Gourgaud furent appelés aussi alternativement pour écrire sous sa dictée. Ne pouvant plus tenir l'épée, chacun d'eux se voyait réduit, comme le héros, à tenir la plume ; mais c'était servir encore la France et Napoléon, que de retracer la gloire des campagnes d'Italie et d'Égypte, la grandeur du consulat et celle de l'empire.

Quinze jours s'étaient à peine écoulés depuis le débarquement à Sainte-Hélène, que le climat avait déjà attaqué la santé de Napoléon. L'exercice du cheval lui était nécessaire ; mais comme il ne put obtenir de l'amiral, qui faisait les fonctions de gouverneur *par interim*, de n'être pas surveillé dans ses courtes promenades par un officier anglais, il renvoya ses chevaux. Malgré ses premières douleurs physiques et morales, que renouvelait chaque incident de ses longues journées, Napoléon disait à ses compagnons : « Notre situation peut même avoir « des attraits. L'univers nous contemple : nous demeurons les martyrs d'une « cause immortelle. Des millions d'hommes nous pleurent ; la patrie soupire et « la gloire est en deuil. Nous luttons ici contre l'oppression des dieux, et les

« vœux des nations sont pour nous… Mes véritables souffrances ne sont point « ici. Si je ne considérais que moi, peut-être aurais-je à me réjouir. Les mal-« heurs ont aussi leur héroïsme et leur gloire. *L'adversité manquait à ma car-« rière.* Si je fusse mort sur le trône, dans les nuages de ma toute-puissance, je « serais demeuré un problème pour bien des gens. Aujourd'hui, grâce au mal-« heur, on pourra me juger à nu… »

Un autre jour, il leur disait : « A quel infâme traitement ils nous ont réser-« vés ! Ce sont les angoisses de la mort ! A l'injustice, à la violence, ils joignent « l'outrage et les supplices prolongés ! Si je leur étais si nuisible, que ne se dé-« faisaient-ils de moi ? Quelques balles dans le cœur ou dans la tête auraient « suffi. Il y eût eu au moins quelque énergie dans ce crime. Si ce n'était vous « autres, vos femmes surtout, je ne voudrais recevoir ici que la ration d'un « simple soldat. Comment les souverains de l'Europe peuvent-ils laisser polluer « en moi ce caractère sacré de la souveraineté ? Ne voient-ils pas qu'ils se tuent « de leurs propres mains à Sainte-Hélène ? Je suis entré vainqueur dans leurs « capitales : si j'y eusse apporté les mêmes sentiments, que seraient-ils devenus ? « Ils m'ont tous appelé leur frère ; je l'étais devenu par le choix des peuples, la « sanction de la victoire, le caractère de la religion, les alliances de leur poli-« tique et de leur sang… Faites vos plaintes, Messieurs ; que l'Europe les con-« naisse et s'en indigne ! Les miennes sont au-dessous de ma dignité et de mon « caractère. J'ordonne, ou je me tais. »

Le 10 décembre, après un séjour d'environ deux mois dans le pavillon de Briars, Napoléon alla prendre possession de son dernier asile. On lui assigna *Longwood*, maison de campagne du sous-gouverneur, jadis construite pour servir de grange à la compagnie des Indes, et assise sur un plateau élevé de deux mille pieds au-dessus du niveau de la mer, sans cesse battu par les vents impétueux, par des pluies violentes qui durent plus de la moitié de l'année, et presque toujours couvert de nuages épais, d'où s'échappent parfois les rayons d'un soleil dévorant. Des rochers à pic, séparés par de profonds abîmes, des montagnes escarpées et arides, terminent l'horizon de ce théâtre d'une ancienne convulsion de la nature. On éprouve à Longwood les plus étonnantes variations atmosphériques : en moins d'une heure de temps, on passe de la zone glaciale à la zone torride. Là règnent, toute l'année, des dyssenteries, des hépatites aiguës et chroniques ; affections presque toujours mortelles, et souvent si promptes, si terribles, qu'un instant suffit pour porter le désordre dans l'économie animale et détruire la puissance des remèdes les plus efficaces. La population n'offre point d'exemple de longévité ; même pour un indigène, le terme de quarante-cinq ans est le dernier période de la vie commune, vérité attestée par les registres de l'état civil. Voilà désormais la retraite du dominateur de l'Europe, et le cimetière où il doit laisser sa cendre. Aussi Napoléon disait : *Ce pays est mortel. Partout où les fleurs sont étiolées, l'homme ne peut pas vivre. Ce calcul n'a*

point échappé aux élèves de Pitt. Transformer l'air en instrument de meurtre, disait-il, *cette idée n'était pas venue au plus farouche de nos proconsuls : elle ne pouvait germer que sur les bords de la Tamise.*

La maison de Longwood se composait de vingt petites pièces, presque toutes construites en bois. Pendant neuf mois, l'humidité en moisit les cloisons ; et pendant les trois autres, où le soleil des tropiques frappe d'aplomb cette demeure, on y respire l'odeur infecte du goudron dont elle est enduite. Napoléon habitait une seule pièce tendue de nankin brun encadré dans un papier vert. Deux fenêtres de cette pièce s'ouvrent sur le camp du 54e régiment, qui le garde. Elle a pour décoration quelques portraits du roi de Rome, des deux impératrices, le réveille-matin du grand Fréderic et le lit de fer d'Austerlitz. Un canapé chargé de livres, quelques chaises, un guéridon sur lequel Napoléon mange seul quelquefois, une commode qui supporte un grand nécessaire et une aiguière d'argent, complètent l'ameublement de la chambre à coucher. Un cabinet de bain est auprès ; plus loin, un billard et une salle à manger obscure. Les officiers de Napoléon sont logés, partie sous le même toit que lui, partie dans les demeures voisines. Ses serviteurs, au nombre de onze, composent sa maison domestique. Un homme excellent, un habile médecin, le docteur O'Meara, descendu avec lui du *Northumberland*, attaché d'office à l'illustre captif, s'est dévoué à lui comme un vieux Français, et s'applique à adoucir, par ses soins et par son affection, les mesures tyranniques du gouvernement anglais.

Outre le travail important de ses Mémoires, à la rédaction desquels Napoléon associait ses compagnons d'infortune, des conversations du plus haut intérêt avec eux étaient également un des plaisirs favoris de son esprit. C'était un penchant bien naturel dans un homme qui avait occupé le monde pendant vingt années, que d'aimer à planer sur le passé pour y ressaisir la source, les moyens, les jouissances de sa grandeur, et la justifier comme s'il parlait à la postérité. Mais, loin de se concentrer tout entier en lui-même, par suite de cet égoïsme si exclusif dont on accuse les rois, Napoléon aimait souvent à jeter des regards d'aigle sur l'avenir de l'Europe et surtout de la France.

Il parlait un jour de sa chute avec une grande impartialité. « C'est sans rai-
« son surtout qu'on m'a reproché d'avoir employé des nobles et des émigrés...
« Ce ne sont point les nobles et les émigrés qui ont amené la restauration, mais
« bien plutôt la restauration qui a ressuscité les nobles et les émigrés... Les
« vrais coupables sont les intrigants de toutes les couleurs et de toutes les doc-
« trines. Fouché n'est point un noble, Talleyrand n'est pas un émigré, Augereau
« et Marmont n'étaient ni l'un ni l'autre... Le bon M. de Ségur, malgré son
« âge, m'a fait offrir de me suivre... Ce n'est rien de tout cela qui m'a renversé,
« mais seulement des catastrophes imprévues, inouïes, des circonstances for-
« cées, cinq cent mille hommes aux portes de la capitale, une révolution encore
« toute fraîche, une crise trop forte pour les têtes françaises, et surtout une dy-

« nastie pas assez ancienne. Je me serais relevé du pied des Pyrénées même si « seulement j'eusse été mon petit-fils ; et, ce que c'est pourtant que la magie du « passé ! bien certainement j'étais l'élu des Français ; leur nouveau culte était « leur ouvrage : eh bien ! dès que les anciens ont reparu, voyez avec quelle fa- « cilité ils sont retournés aux idoles ! Et comment une autre politique, après « tout, eût-elle pu empêcher ce qui m'a perdu ? J'ai été trahi par Marmont, « que je pouvais dire mon fils, mon enfant, mon ouvrage, lui, auquel je confiais « mes destinées en l'envoyant à Paris au moment même où il consommait sa « trahison et ma perte ! J'ai été trahi par Murat, que de soldat j'avais fait roi, « qui était l'époux de ma sœur ; j'ai été trahi par Berthier, véritable oison que « j'avais fait une espèce d'aigle ; j'ai été trahi dans le Sénat, précisément par « ceux du parti national qui me doivent tout... Si un Macdonald, un Valence, « un Montesquiou, m'eussent trahi !... mais ils m'ont été fidèles. Que si l'on « m'objectait la bêtise de Murat, je répondrais par l'esprit de Marmont... »

En avril 1816, après la lecture des papiers publics, où était vivement retracé l'état déplorable de plusieurs de nos provinces, Napoléon, toujours occupé du sort de la France et du monde, s'écria : « La contre-révolution, même « en la laissant aller, doit inévitablement se noyer d'elle-même dans la révolu- « tion. Il suffit à présent de l'atmosphère des jeunes idées pour étouffer les « vieux féodalistes, car rien ne saurait désormais détruire ou effacer les grands « principes de notre révolution. Ces grandes et belles vérités doivent demeurer « à jamais, tant nous les avons entrelacées de lustre, de monuments, de pro- « diges ! Nous en avons lavé les premières souillures dans des flots de gloire : « elles seront désormais immortelles. Sorties de la tribune française, cimen- « tées du sang des batailles, décorées des lauriers de la victoire, saluées des « acclamations des peuples, sanctionnées par les traités, les alliances des sou- « verains, devenues familières aux oreilles comme à la bouche des rois, elles « ne sauraient plus rétrograder. Elles vivent dans la Grande-Bretagne, elles « éclairent l'Amérique, elles sont nationalisées en France. Voilà le trépied d'où « jaillira la lumière du monde. Elles le régiront, elles seront la foi, la religion, « la morale de tous les peuples, et cette ère mémorable se rattachera, quoi qu'on « en ait voulu dire, *à ma personne*, parce que, après tout, j'ai fait briller le « flambeau, consacré les principes, et qu'aujourd'hui la persécution achève de « m'en rendre le Messie. Ainsi, amis et ennemis, tous m'en diront le premier « soldat, le grand représentant... »

La lecture des journaux lui inspirait toujours de brillantes improvisations, qui étaient autant de traits de lumière avec lesquels il semblait éclairer les ténèbres de l'avenir. « Que résultera-t-il de tout cela (en parlant de « la France quelques jours après) ? Deux peuples sur un même sol, achar- « nés, irréconciliables, qui se chamailleront sans relâche et s'extermineront « peut-être ! Bientôt la même fureur gagnera toute l'Europe. L'Europe ne for-

« mera bientôt plus que deux partis ennemis, on ne se divisera plus par peu-
« ples et par territoires, mais par couleur et par opinion. Et qui peut dire les
« crises, la durée, les détails de tant d'orages? Car l'issue n'en saurait être
« douteuse : les lumières et le siècle ne rétrograderont pas. Quel malheur que
« ma chute! J'avais refermé l'outre des vents : les baïonnettes l'ont déchirée. Je
« pouvais marcher paisiblement à la régénération universelle : elle ne s'exécu
« tera désormais qu'à travers des tempêtes! »

Ces idées sont celles qui l'ont le plus constamment dominé sur la terre de l'exil : elles le poursuivaient comme des vérités qu'il semblait forcé de révéler. Le pic de Sainte-Hélène était devenu pour lui le trépied du destin : il y rendait des oracles sur le monde, dont on l'avait banni. Napoléon prédisant, dans les fers de la Sainte-Alliance, le triomphe des doctrines libérales, n'est pas le moins grand phénomène de sa vie.



Le 17 avril 1816, le nouveau gouverneur, sir Hudson Lowe fit sa première visite à Longwood. « Il est hideux, dit Napoléon : c'est une face patibulaire :
« mais le moral, après tout, peut raccommoder ce que cette figure a de
« sinistre. »

C'était une barbarie de la part des ministres anglais d'avoir relégué Napoléon sous le fatal climat de Sainte-Hélène : ce fut un crime d'assigner à l'illustre captif, sir Hudson Lowe pour gardien. L'amiral Cockburn, auquel on donnait un si indigne successeur, avait paru rigide, tracassier, jaloux de son autorité, violent même; mais il possédait un cœur d'homme, et son caractère ne manquait pas de générosité. Sir Hudson Lowe, accoutumé à martyriser les soldats français sur ces fameux pontons, la honte éternelle de nos voisins, avait un singulier titre d'honneur comme officier : avec deux mille hommes et une bonne artillerie, il s'était laissé forcer, dans l'île inexpugnable de Caprée, par le général Lamarque, à la tête de douze cents baïonnettes françaises. Il avait rapporté des souvenirs de Tibère de cette île, qu'il n'avait pu défendre, et dans celle de Sainte-Hélène il s'annonça comme le Séjan de Bathurst et de Castlereagh. Il débuta par un mot affreux. Les officiers de Napoléon lui disaient qu'à Longwood il n'y avait point d'arbres pour se mettre à l'ombre. *Nous en planterons*, répondit-il. Tel était le ministre subalterne dont les commissaires des rois de l'Europe vinrent sanctionner par leur présence la basse tyrannie, le 17 juin, en apportant à Sainte-Hélène le bill relatif à la détention de Napoléon : car le ministère britannique avait osé faire convertir en loi l'acte le plus indigne de porter ce nom sacré.

Rien ne fut oublié par le nouveau gouverneur pour torturer sa victime. Le cheval était absolument nécessaire à Napoléon : la surveillance indécente et prochaine qui l'arrêtait à chaque pas le força de se priver d'un exercice indispensable avec sa constitution et ses habitudes; bientôt même l'espace qu'il parcourait à pied fut tellement circonscrit par les sentinelles multipliées sur son passage, qu'il se vit obligé de renoncer à ses promenades. La transition subite d'une vie laborieuse et agitée à une inaction complète, suffisait pour porter une atteinte funeste à la constitution du prisonnier. La mauvaise qualité des aliments, la nature de l'eau, qui n'était supportable qu'après avoir subi l'épreuve du feu; des privations de toute espèce, le strict nécessaire à peine assuré et près de manquer quelquefois, la petitesse et l'incommodité d'une maison malsaine, devaient accroître incessamment le danger. Mais un tempérament robuste et éprouvé, l'énergie d'un grand caractère, pouvaient triompher de tout, même de l'influence meurtrière du climat : Hudson Lowe eut recours à tous les moyens propres à miner et à décomposer les forces morales du captif. La maison de Longwood fut par le fait mise au secret : on interdit à Napoléon et aux siens toute correspondance avec les habitants de l'île, on entrava les communications avec les officiers et les soldats de la garnison, et particulièrement avec ceux du brave 63e, qui lui rendaient cette espèce de culte qu'un grand capitaine obtiendra toujours dans le cœur même des guerriers ses ennemis. Ils admiraient et plaignaient Napoléon, sans négliger toutefois aucun de leurs devoirs. Indépendamment de ces vexations journalières, les agents de sir Hudson pénétraient

à toute heure dans les appartements de Longwood : les occupations, l'état de maladie, le sommeil même, si nécessaire au prisonnier, ne suspendaient point ces visites réitérées. Ce n'est pas tout : la haine du cabinet britannique avait enlevé d'avance à Napoléon la possibilité de recevoir des nouvelles de sa mère, de sa femme, de ses frères et de son fils ! Leurs lettres, si on en laissait passer quelques-unes, ne lui arrivaient qu'après avoir été décachetées et lues. Vainement Napoléon avait fait demander les journaux anglais et français, et les livres qui paraissaient pendant son exil, cette requête si simple avait été rejetée. Non content donc de l'enfermer vivant dans une affreuse prison qu'on s'appliquait à lui montrer comme son tombeau, on voulait encore lui interdire pour jamais tout rapport, même intellectuel, avec la France, l'Europe et le monde. Quelquefois on paraissait se relâcher de la sévérité de cette consigne, mais c'était pour mettre sous ses yeux des fragments des gazettes et des libelles les plus remplis d'injures débitées contre lui par des misérables qui avaient rampé à ses pieds et fatigué sa patience de leur servilité intéressée. La mort venait-elle à frapper quelques-uns des objets de son affection, le gouverneur, par un raffinement de barbarie, s'empressait de lui communiquer la fatale nouvelle ; en même temps, on lui enviait toutes les consolations du cœur. Ainsi, ayant appris qu'un voyageur venu d'Europe avait vu Marie-Louise et touché de ses mains leur enfant, Napoléon, ému jusqu'au fond des entrailles, demanda la permission d'entretenir un instant cet étranger sur des personnes si chères : un refus cruel fut la réponse de sir Hudson. Napoléon, qui n'avait point abdiqué la première des souverainetés de l'homme, celle de son propre cœur, restait supérieur à ces injures et à ces outrages ; mais, à la lecture du discours prononcé dans la Chambre des pairs par lord Bathurst, qui, sourd aux instances privées, et opposant de lâches mensonges aux plaintes publiques de lord Holland et des membres les plus distingués de l'opposition au sujet de la détresse de l'illustre prisonnier sur le rocher de Sainte-Hélène, avait osé affirmer qu'il avait des trésors immenses à sa disposition, il dicta de verve cette éloquente réfutation, bien moins pour confondre le ministre que pour être entendu de l'Angleterre et de la France, de l'Europe et de la postérité :

« Vous voulez connaître les trésors de Napoléon ! Ils sont immenses, il est « vrai ; mais ils sont exposés au grand jour. Les voici : le beau bassin d'Anvers, « celui de Flessingue, capables de contenir les plus nombreuses escadres et de « les préserver des glaces de la mer ; les ouvrages hydrauliques de Dunkerque, « du Havre, de Nice ; le gigantesque bassin de Cherbourg, les ouvrages mari- « times de Venise, les belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Mayence à Metz, « de Bordeaux à Bayonne ; les passages du Simplon, du Mont-Cenis, du Mont- « Genèvre, de la Corniche, qui ouvrent les Alpes dans quatre directions (dans « cela seul vous trouveriez plus de 800 millions) ; ces passages qui surpassent « en hardiesse, en grandeur et en efforts de l'art, tous les travaux des Romains ;

« les routes des Pyrenées aux Alpes, de Parme à la Spezzia, de Savone en Pie-
« mont; les ponts d'Iéna, d'Austerlitz, des Arts, de Sèvres, de Tours, de Roanne,
« de Lyon, de Turin, de l'Isère, de la Durance, de Bordeaux, de Rouen, etc., etc.:
« le canal qui joint le Rhin au Rhône par le Doubs, unissant les mers de Hol-
« lande avec la Méditerranée; celui qui unit l'Escaut à la Somme, joignant
« Amsterdam à Paris; celui qui joint la Rance à la Villaine; le canal d'Arles,
« celui de Pavie, celui du Rhin; le dessèchement des marais de Bourgoing, du
« Cotentin, de Rochefort; le rétablissement de la plupart des églises démolies
« pendant la révolution, l'élévation de nouvelles, la construction d'un grand
« nombre d'établissements d'industrie, pour l'extirpation de la mendicité; la
« construction du Louvre, des greniers publics, de la Banque, du canal de
« l'Ourcq; la distribution de ses eaux dans la ville de Paris; les nombreux
« égouts, les quais, les embellissements et les monuments de cette grande ca-
« pitale; les travaux pour l'embellissement de Rome, le rétablissement des ma-
« nufactures de Lyon, la création de plusieurs centaines de manufactures de
« coton, de filature et de tissage, qui emploient plusieurs millions d'ouvriers;
« des fonds accumulés pour créer plus de quatre cents manufactures de sucre
« de betterave pour la consommation d'une partie de la France, qui auraient
« fourni du sucre au même prix que celui des Indes, si elles eussent continué
« d'être encouragées seulement encore quatre ans; la substitution du pastel à
« l'indigo, qu'on fût venu à bout de se procurer en France à la même perfec-
« tion et à aussi bon marché que cette production des colonies; le nombre des
« manufactures pour toute espèce d'objets d'art..., etc., etc.; 50 millions em-
« ployés à réparer et à embellir les palais de la couronne; 60 millions d'a-
« meublements placés dans les palais de la couronne en France, en Hol-
« lande, à Turin, à Rome; 60 millions de diamants de la couronne, tous achetés
« avec l'argent de Napoléon; le *Regent* même, le seul qui restât des anciens
« diamants de la couronne de France, ayant été retiré par lui des mains des
« juifs de Berlin, auxquels il avait été engagé pour trois millions; le musée Na-
« poléon, estimé à plus de 400 millions, et ne contenant que des objets légiti-
« mement acquis ou par de l'argent ou par des conditions de traités de paix
« connus de tout le monde, en vertu desquels ces chefs-d'œuvre furent donnés
« en commutation de cession de territoire ou de contributions; plusieurs mil-
« lions amassés pour l'encouragement de l'agriculture, qui est l'intérêt premier
« de la France; l'institution des courses de chevaux, l'introduction des méri-
« nos, etc., etc., etc. :

« Voilà ce qui forme un trésor de plusieurs milliards, qui durera des
« siècles.

« Voilà les monuments qui confondront la calomnie!!!... L'histoire dira que
« tout cela fut accompli au milieu de guerres continuelles, sans aucun em-
« prunt, et même lorsque la dette publique diminuait tous les jours, et qu'on

« avait allégé les taxes de 50 millions. Des sommes très-considérables demeu-
« raient encore dans son trésor particulier. Elles lui étaient conservées par le
« traité de Fontainebleau, comme résultant des épargnes de sa liste civile et de
« ses autres revenus privés. Elles furent partagées, et n'allèrent pas entièrement
« dans le trésor public, ni entièrement dans celui de la France!!!... »

Cependant les persécutions continuèrent avec le même caractère à Sainte-Hélène. Le gouverneur crut devoir se justifier en rejetant sur le ministère anglais tout l'odieux d'une conduite infâme; il prétendait accomplir un devoir. « Le bourreau en fait autant, lui répondit l'Empereur : il exécute aussi les « ordres qu'il a reçus. Je ne crois pas qu'un gouvernement soit assez vil pour « donner des ordres semblables à ceux que vous faites exécuter... Vous avez « plein pouvoir sur mon corps, mais aucun sur mon âme. Cette âme est aussi « fière, aussi courageuse que quand elle commandait à l'Europe. Vous êtes un « sbire sicilien, et non pas un Anglais. Je vous prie de ne plus revenir jusqu'à « ce que vous apportiez l'ordre de me *dépêcher*. Alors vous trouverez toutes les « portes ouvertes. » Malgré cette défense, les sicaires de sir Hudson Lowe voulurent pénétrer dans l'asile de Napoléon. La menace d'une défense désespérée et la protestation réitérée qu'on ne violerait le droit de sa porte qu'en passant sur son cadavre le débarrassèrent enfin d'un indigne assujettissement; mais la haine et la méchanceté n'en parvinrent pas moins à leur but : celui de l'assassiner lentement et d'une manière infaillible. En effet, pour se dérober à des persécutions sans relâche et sans fin, Napoléon résolut de se confiner dans son étroite et fatale demeure, et avança ainsi, par le défaut d'exercice et surtout par le travail immense que nécessitait la rédaction de ses Mémoires, l'époque à laquelle, suivant son énergique expression, le ciel de Sainte-Hélène, chargé du forfait de sa mort, devait le consommer.

Le comte de Las-Cases, chambellan de Napoléon, à qui l'on doit de précieux et de touchants souvenirs des quinze premiers mois de Sainte-Hélène, avait été arraché à la confiance, à l'amitié du captif, par son impitoyable gardien. Une lettre insignifiante confiée à un voyageur sans avoir été remise ouverte au gouverneur, suivant la règle imposée par le geôlier ombrageux, fut la cause innocente de l'enlèvement de M. de Las-Cases et de ce jeune Emmanuel, son fils, alors enfant, qui depuis est allé venger publiquement à Londres, sur la personne de sir Hudson Lowe, les outrages faits à son père et à Napoléon. Ce prince les vit, de sa fenêtre, entraîner par des soldats. Un autre calcul de la barbarie envenimée par la peur qui tourmentait jour et nuit le geôlier de Longwood, ravit de même au malade le médecin du *Northumberland*, O'Meara, qui avait obtenu et mérité sa confiance. Le docteur O'Meara s'était rendu bien coupable aux yeux de Hudson Lowe : il était aimé de Napoléon, il l'aimait, et, crime irrémissible! il avait voulu épargner un crime à sa patrie, en écrivant au ministère que l'air de Sainte-Hélène suffisait pour tuer le prisonnier. Pour surcroît

de malheur, le général Gourgaud, qui, de retour en Europe, n'a cessé de défendre Napoléon pendant sa vie et après sa mort, fut condamné, par le délabrement total d'une santé depuis longtemps chancelante, à rompre le ban d'une fidélité qui lui était bien chère. Ainsi Napoléon se trouva tout à coup privé de quatre compagnons qui, par la variété de leurs services et par celle de leurs connaissances, contribuaient chaque jour à lui alléger le fardeau de l'existence ; il n'avait plus auprès de lui que les généraux Bertrand et Montholon.

Malgré la défense du gouverneur, O'Meara était allé rendre compte à Napoléon de la nécessité de son départ. « Le crime s'en consommera plus vite, lui « dit Napoléon... Quand vous serez arrivé en Europe, vous irez trouver mon « frère Joseph ; vous lui direz que je désire qu'il vous donne le paquet contenant les lettres particulières et confidentielles qui m'ont été écrites par les « empereurs Alexandre et François, par le roi de Prusse et les autres souverains de l'Europe, que je lui ai confié à Rochefort.

« Vous les publierez pour couvrir de honte ces souverains, et découvrir au « monde l'hommage vil que ces orgueilleux vassaux me rendaient quand ils « sollicitaient des faveurs ou me suppliaient pour leurs trônes. Lorsque j'étais « fort et que j'avais le pouvoir en main, ils briguèrent ma protection et l'honneur de mon alliance, et ils léchèrent la poussière de mes pieds : maintenant « que je suis vaincu, ils m'oppriment lâchement, et me séparent de ma femme « et de mon enfant. »

Napoleon recommanda ensuite au docteur de tâcher de lui envoyer des renseignements authentiques sur la manière dont son fils était élevé. « Qu'il n'oublie jamais, dit-il, qu'il est né prince français! Adieu, O'Meara, nous ne « nous reverrons plus ! »

Le docteur Stokoë, chirurgien du vaisseau le *Conquérant*, remplaça le docteur O'Meara, et fut aussi congédié par le gouverneur. Napoléon resta sans médecin pendant près d'une année. Ce fut après cette période, et lorsque la maladie avait eu le temps de prendre un caractère incurable, qu'il vit arriver le docteur Antomarchi, professeur de Florence, et les chapelains Buonavita et Vignali, envoyés de Rome par le cardinal Fesch, tous les trois compatriotes de Napoléon. Ils lui apportaient les vœux de la terre natale ; ils devaient bientôt y porter ses derniers adieux. La première entrevue avec Antomarchi, qui eut lieu le 23 septembre 1819, brisa son âme, émue par les souvenirs les plus tendres. Il reçut alors avec transport le portrait de son fils, qu'il contempla longtemps, les yeux pleins de larmes. « Cher enfant, s'il n'est pas victime de « quelque infamie politique, il ne sera pas indigne de celui dont il tient le « jour. » Quelque temps après cette scène, suivie de plusieurs autres où l'amour paternel avait éclaté avec toute la tendresse possible, l'Empereur, rentrant accablé de fatigue, et ne sachant que faire pour combattre une mauvaise disposi-

tion, se saisit d'un Racine, et ouvrit le livre à *Andromaque*. « *Andromaque*, « dit-il, *c'est la pièce des pères malheureux*. » Puis il se mit à lire quelques vers; mais l'ouvrage lui tomba des mains à ce passage fameux :

> Je passais jusqu'aux lieux où l'on garde mon fils.
> Puisqu'une fois le jour vous souffrez que je voie
> Le seul bien qui me reste et d'Hector et de Troie,
> J'allais, seigneur, pleurer un moment avec lui :
> Je ne l'ai point encore embrassé d'aujourd'hui.

Au milieu des plus cruelles souffrances, un de ses plaisirs les plus doux était d'appeler les enfants du grand-maréchal, d'assister à leurs jeux et d'accommoder leurs différends; il se prêtait à ce rôle avec une complaisance toute paternelle : mais ces distractions, de famille en quelque sorte, ne le détournaient pas des hautes pensées et des généreux sentiments. L'amour de la patrie occupait surtout cette grande âme, à laquelle on a voulu refuser la sensibilité, parce que chez lui la sensibilité ardente, et même pleine de tendresse, était modérée par la puissance aux prises avec tous les périls, avec tous les embarras et toutes les extrémités des choses humaines. Sur son roc de Prométhée, Napoléon ne parlait de la Corse qu'avec une affection toute filiale. « Ah! docteur, quels « souvenirs la Corse m'a laissés! Je jouis encore de ses sites, de ses monta- « gnes; je la foule, je la reconnais à l'odeur qu'elle exhale. Je voulais l'amé- « liorer, la rendre heureuse, tout faire en un mot pour elle : le reste de la « France n'eût pas désapprouvé ma prédilection. » Ensuite, après avoir détaillé tous ses projets de grandeur pour le pays qui l'avait vu naître, il s'écria : « *La patrie! la patrie!* Si Sainte-Hélène était la France, je me plairais sur cet « affreux rocher. » Les bons soins du médecin, la docilité du malade, si habituellement rebelle aux prescriptions de l'art, avaient produit un mieux sensible dans son état. Le 13 novembre, il marchait dans son jardin; faible encore, il s'assit, promena ses regards à droite et à gauche, et dit au docteur Antomarchi avec une expression pénible : « Ah! où est la France? où est son riant « climat? Si je pouvais respirer au moins un peu d'air qui eût touché cet heu- « reux pays! Quel spécifique que le sol qui nous a vus naître! Antée réparait « ses forces en touchant la terre : ce prodige se renouvellerait pour moi; je le « sens, je serais revivifié si j'apercevais nos côtes. »

L'année 1819 s'écoula dans les alternatives de maladie et de rétablissement, qui aboutirent à une rechute grave et dont l'issue ne pouvait que donner de fortes inquiétudes. Cependant, malgré ses souffrances et un dépérissement visible, la mémoire de Napoléon toujours présente, son imagination toujours la même, lui retraçaient les événements avec une fidélité admirable, et les coloraient avec une étonnante richesse. Dans le récit de ses campagnes d'Italie et

d'Égypte, il lui échappait des éclairs de génie semblables à ceux qui jaillissent d'un horizon enflammé.

La maladie continua avec les mêmes vicissitudes en 1820. Dans les premiers mois de l'année, Napoléon semblait avoir repris la santé, grâce à une vie plus active et aux travaux du jardinage, auxquels il avait eu recours sur la foi de



son médecin. Illusion trompeuse! l'affection était trop grave pour guérir sous un climat aussi propre à développer son énergie. Cette situation du malade, prévue et annoncée par la correspondance et la relation du docteur O'Meara et par les rapports du docteur Stokoë, était connue en Angleterre; le 20 juillet, le fidèle O'Meara, toujours attentif à l'état de son illustre ami, écrivit à lord Bathurst :

« Votre Seigneurie me rendra la justice de se rappeler que la crise ac-
« tuellement arrivée a été prédite par moi, et officiellement annoncée à l'ami-
« rauté, à mon retour de Sainte-Hélène, en 1818. Un temps bien court a trop
« malheureusement justifié une opinion que le simple bon sens suffisait pour
« faire prononcer et que la probité la plus ordinaire obligeait de divulguer. »

La déclaration du docteur, aussi remarquable par la précision des faits que par l'énergie de l'expression, devait ôter tout prétexte de doute au ministre anglais. Elle portait : *Que la mort prématurée de Napoléon était aussi certaine,* « *sinon aussi prochaine, si le même traitement était continué à son égard, que si* « *on l'avait livré au bourreau.* » Le digne M. O'Meara sollicitait, par la même lettre, la permission de retourner à Sainte-Hélène pour y donner des soins à Napoléon, dont il avait, pendant trois ans, étudié la constitution. Il demandait à partir gratuitement, et même à résider à ses frais auprès du PATIENT. L'expression si énergique de PATIENT avait été proposée par le grand-maréchal Bertrand, et acceptée par le gouverneur sir Hudson Lowe, en remplacement des qualifications d'empereur et de général, dont l'une répugnait aux Anglais, et l'autre aux Français. Lord Bathurst ne voulut point écouter la proposition du courageux O'Meara, et accepta sans hésiter la responsabilité d'un refus qui équivalait presque à un arrêt de mort. Dans l'île fatale, comme à Londres, on prévoyait la fin de la douloureuse agonie de Sainte-Hélène. Le 20 juillet, le docteur Antomarchi adressa au docteur Colonna, pour être communiquée à la famille de Napoléon, une lettre qui annonçait, non pas un danger imminent, mais le désespoir de la guérison. Cependant, le 31 du mois, le malade paraissait rétabli, il reprit avec plaisir ses habitudes matinales ; mais le feu couvait sous la cendre ; le physique se décomposait par degrés, et le moral était affecté. Vers le 15 septembre, les symptômes fâcheux ayant reparu avec un caractère de violence, une lettre pressante sur l'état critique de Napoléon fut adressée, par le comte Bertrand, au lord Liverpool, et ne produisit encore aucun effet. Il fallait autre chose pour convaincre lord Bathurst, qui avait pour Napoléon la dureté de cœur d'un émule de Castlereagh, et que rassuraient sans cesse les mensonges de sir Hudson Lowe.

De nobles souvenirs de l'Italie et de la France, de touchantes images de sa famille, remplissaient les intervalles des souffrances du malade, et ne l'empêchaient pas de prononcer chaque jour son arrêt lui-même, malgré les déceptions par lesquelles la pitié du médecin cherchait à lui déguiser la triste vérité. La douleur de la mort de sa sœur, la princesse Élisa, rappelait Napoléon à cette idée fixe de sa fin prochaine : « Je n'ai plus ni forces, ni activité, « ni énergie ; je ne suis plus Napoléon, disait-il à son médecin. Vous cherchez « en vain à me rendre l'espérance, à rappeler la vie prête à s'éteindre. Vos « soins ne peuvent rien contre la destinée ; elle est immuable. La première « personne de notre famille qui doit suivre Élisa dans la tombe est ce grand « Napoléon qui végète, qui plie sous le faix, et qui pourtant tient encore « l'Europe en alarmes ! » Il ne se trompait pas. En effet, les révolutions d'Espagne et de Naples, qu'il apprit au mois de janvier 1820, avaient porté au plus haut degré les alarmes qu'inspirait à l'Angleterre celui qu'elle retenait comme enchaîné dans une prison inaccessible, entouré de tous côtés par des

troupes nombreuses, et dominé en outre par deux camps assis à droite et à gauche sur deux mamelons les plus élevés de l'île.

Napoléon se mourait de jour en jour, pendant que lord Bathurst, le voyant déjà l'épée à la main au milieu de l'Italie, enivrée de revoir son libérateur, prescrivait au docile Hudson Lowe et à l'amiral qui commandait la station de Sainte-Hélène, les plus grandes précautions pour empêcher l'évasion du prisonnier. Qu'on juge de son sort, puisque toutes les rigueurs employées contre lui devaient encore s'accroître pour calmer la frayeur que ce nouvel Annibal causait à la nouvelle Rome!

L'année 1821 commença sous de funestes auspices. Napoléon déclinait de moment en moment; n'importe! un pied déjà dans la tombe, il s'occupait encore de l'Europe et de son avenir; il parlait de l'Italie en homme qui avait sur elle de grands et de justes desseins; il regrettait amèrement de n'avoir pu faire de la Péninsule une puissance unique et indépendante que son fils eût gouvernée. Dans le mois de février, une comète parut au-dessus de Sainte-Hélène; Napoléon songea d'abord à celle de Jules-César, et sembla prévoir que sa propre mort était prochaine. Tout ce qui l'environnait le pressait d'aller voir ce phénomène; mais instances inutiles! Un seul de ses officiers gardait le silence: « Vous m'avez compris, vous! » lui dit-il. Depuis longtemps il avait la conviction de ne point échapper au climat de Sainte-Hélène, et à tout moment quelques paroles prophétiques annonçaient cette conviction. Elle était également dans le cœur de ses serviteurs; aussi, le 17 mars, le comte Montholon écrivit à la princesse Borghèse: « Que la maladie de foie dont Napoléon souffrait depuis « plusieurs années, et qui est endémique et mortelle à Sainte-Hélène, avait « fait des progrès effrayants depuis deux mois; qu'il ne pouvait marcher dans « son appartement sant être soutenu. » Le comte ajoutait: « A la maladie de « foie se joint une autre maladie, également endémique dans cette île. Les in-« testins sont gravement attaqués... Le comte Bertrand a écrit au mois de sep-« tembre à lord Liverpool, pour demander que l'Empereur fût changé de cli-« mat, et faire connaître le besoin qu'il a des eaux minérales. Le gouverneur, « sir Hudson Lowe, *s'est refusé à faire passer cette lettre à son gouvernement,* « *sous le vain prétexte que le titre d'empereur était donné à S. M.* L'Empereur « compte aussi sur V. A. pour faire connaître à des Anglais influents l'état « véritable de sa maladie. Il meurt sans secours sur cet affreux rocher; son « agonie est effroyable... »

En effet, ce fut le jour même où écrivait le général Montholon que commença la crise qui, deux mois après, devait emporter Napoléon. « *Là, c'est* « *là!* » disait-il, le 17 mars, en montrant sa poitrine au docteur Antomarchi. Celui-ci lui présenta un flacon d'alcali. « *Eh non! ce n'est pas faiblesse,* s'écria « Napoléon, *c'est la force qui m'étouffe, c'est la vie qui me tue...* » Puis, s'élançant à une fenêtre et regardant le ciel: « 17 *mars,* dit-il; *à pareil jour, il y a*

« *six ans* (il était à Auxerre, venant de l'île d'Elbe), *il y avait des nuages au* « *ciel. Ah! je serais guéri si je voyais ces nuages.* » Puis il saisit la main du docteur, et, l'appuyant sur son estomac : « *C'est un couteau de boucher qu'ils ont mis* « *là, et ils ont brisé la lame dans la plaie.* »

Les derniers jours de Napoléon furent aussi grands que les plus glorieuses époques de sa vie. Trop certain de sa mort, il souriait de pitié ou plutôt de compassion à ceux qui cherchaient à combattre en lui cette idée. « *Pouvez-* « *vous joindre cela ?* » dit-il à M. Munckhouse, officier anglais, après avoir coupé en deux le cordon de la sonnette de son lit. « Aucun remède ne peut me « guérir. Ma mort sera un baume salutaire pour nos ennemis. J'aurais désiré « revoir ma femme et mon fils ; mais que la volonté de Dieu soit faite ! » Puis, avec une attitude digne de Socrate, il ajouta : « Il n'y a rien de terrible « dans la mort. Elle a été la compagne de mon oreiller pendant ces trois se- « maines, et à présent elle est sur le point de s'emparer de moi pour jamais. » Un autre jour il dit : « Les monstres me font-ils assez souffrir ? Encore s'ils m'a- « vaient fait fusiller, j'aurais eu la mort d'un soldat... J'ai fait plus d'ingrats « qu'Auguste, que ne suis-je comme lui en situation de leur pardonner ! » La nouvelle maison destinée à Napoléon venait d'être terminée. « *Elle me servira* « *de tombeau*, » dit-il : et, en effet, on dut en employer les pierres à bâtir le caveau où il repose.

Le 15 avril, Napoléon s'enferma avec MM. de Montholon et Marchand, il fit ce testament où il n'oublia personne, ni ceux qui l'ont suivi, ni ceux qu'il a laissés en France, ni ceux qui depuis longtemps avaient cessé de vivre ; ni aussi les pervers qui l'ont trahi. Ce précieux inventaire des sentiments de Napoléon remonte de la prison de Longwood à sa jeunesse. Près du dernier moment, il songe aux enfants du général Dutheil, qui a pris soin de lui dès son entrée dans la carrière militaire ; à la famille du représentant Gasparin, qui, au siége de Toulon, a sanctionné les inspirations du génie et défendu leur auteur contre la persécution ; au fils de l'intrépide Dugommier, son ami, le premier qui ait deviné le maître futur de l'Europe dans un jeune commandant d'artillerie de la république. Parmi ses légataires sont les soldats de l'île d'Elbe, les blessés de Waterloo, les proscrits de l'amnistie de 1815, les victimes de la réaction, les anciens amis, les serviteurs fidèles ; sa chère ville de Brienne, et huit provinces de France, ont part aux libéralités de cet autre César, non moins reconnaissant et non moins généreux que le premier. De son lit de mort, Napoléon, conservant en quelque sorte son autorité jusqu'à la dernière heure, stipule aussi les intérêts qui, après lui, doivent occuper deux empires. Son vœu le plus cher est que ses cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu *de ce peuple français qu'il a tant aimé...* Il recommande à son fils *de ne jamais oublier qu'il est né prince français, de ne jamais combattre la France*, d'adopter sa devise : *Tout pour le peuple français*, etc. Antomarchi arrive : « *Voilà mes apprêts, doc-*

teur, » lui dit Napoléon, en lui montrant des papiers qui couvraient le tapis « *Je m'en vais.... plus d'illusion. Je suis résigné.* » Le 19 il est mieux. On s'en réjouit. « *Vous ne vous trompez pas*, dit-il, *je suis mieux; mais je ne sens pas moins ma fin s'approcher. Quand je serai mort, chacun de vous aura le bonheur de revoir l'Europe, ses parents, ses amis: moi, je reverrai mes braves dans les Champs-Élysées. Oui*, ajouta-t-il d'une voix forte et solennelle : *Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre.. En me voyant, ils deviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric; à moins*, ajouta-t-il en riant, *que là-bas on ait peur de voir tant de guerriers ensemble.* » Dans le même moment entra le docteur Arnold, chirurgien d'un régiment anglais. « C'en est fait, lui dit Napoléon, le coup est porté. Je touche à ma fin : je vais « rendre mon corps à la terre. Approchez, Bertrand, traduisez à monsieur ce que vous allez entendre... N'omettez pas un mot :

« J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je demandais une « loyale hospitalité. Contre tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me ré- « pondit par des fers. J'eusse reçu un autre accueil d'Alexandre, de l'empereur « François, du roi de Prusse. Mais il appartenait à l'Angleterre de surprendre, « d'entraîner les rois, et de donner au monde le spectacle inouï de quatre « grandes puissances s'acharnant sur un seul homme. C'est votre ministère qui « a choisi cet affreux rocher, où se consomme, en moins de trois ans, la vie « des Européens, pour y achever la mienne par un assassinat. Et comment « m'avez-vous vu traité depuis que je suis sur cet écueil? Il n'y a pas une indi- « gnité dont vous ne vous soyez fait une joie de m'abreuver. Les plus simples « communications de famille, celles même qu'on n'a jamais interdites à per- « sonne, vous me les avez refusées... Ma femme, mon fils, n'ont plus vécu « pour moi : vous m'avez tenu six ans dans les tortures du secret. Dans cette « île inhospitalière, vous m'avez donné pour demeure l'endroit le moins fait « pour être habité, celui où le climat meurtrier des tropiques se fait le plus « sentir; il a fallu me renfermer entre quatre cloisons, moi qui parcourais à « cheval toute l'Europe! Vous m'avez assassiné longuement, avec prémédita- « tion, et l'infâme Hudson a été l'exécuteur des hautes œuvres de vos minis- « tres... Vous finirez comme la superbe république de Venise; et moi, mourant « sur cet affreux rocher, privé des miens et manquant de tout, *je lègue l'op- « probre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre.* » Tel fut le manifeste testamentaire de Napoléon.

Napoléon était trop pénétré du sentiment de sa propre grandeur pour ne pas croire à l'immortalité de l'âme. Deux jours après, le 21, il voulut rendre l'hommage du chrétien à ce dogme consolateur; la veille, à l'insu des généraux Bertrand et Montholon, l'autel se trouva dressé dans la pièce voisine de la chambre mortuaire, il avait tout prescrit lui-même au chapelain qui reçut sa

confession. L'état du malade ne permit pas qu'on lui administrât le viatique. Seul avec l'abbé Vignali, qui ne l'avait connu qu'à Sainte-Hélène, il ne donna à aucun témoin de sa puissance passée le spectacle de cette dernière abdication. Présent aux ordres que Napoléon avait intimés, le 20, à son chapelain, le docteur Antomarchi parut manifester une sorte d'étonnement. « *Je ne suis*, lui dit Napoléon, *ni philosophe ni médecin. N'est pas athée qui veut.* » C'était sans doute *matérialiste* que Napoléon avait voulu dire. Le 25, il eut la force d'ajouter quatre codicilles à son testament.

Le 28, un soin stoïque l'occupa; il chargea Antomarchi de faire l'autopsie de son corps; de communiquer à son fils ses observations, de mettre son cœur dans de l'esprit-de-vin, et de le porter « *à sa chère Marie-Louise. Vous irez à Rome, docteur; vous direz aux miens que le grand Napoléon a expiré sur ce triste rocher, dans l'état le plus déplorable, manquant de tout, abandonné à lui-même et à la gloire.* » Le lendemain on lui apporta de l'eau de la fontaine voisine de Hutsgate. « Si la destinée voulait que je me rétablisse, dit-il, j'élèverais un « monument dans le lieu où jaillit cette source; je couronnerais sa fontaine, en « mémoire du soulagement qu'elle m'a causé. Si je meurs, et que l'on ne pros- « crive pas mon cadavre comme on a proscrit ma personne, je souhaite que « l'on m'enterre auprès de mes ancêtres, dans la cathédrale d'Ajaccio. S'il ne « m'est pas permis de reposer où je naquis, eh bien! que l'on m'ensevelisse là « où coule cette eau si douce et si pure! » Il ne formait ce dernier vœu que parce qu'il savait bien qu'on lui refuserait d'être inhumé sur les bords de la Seine. Le 2 mai, dans un excès de délire, il se croyait à la tête de l'armée d'Italie, et s'écriait : « *Steingel, Desaix, Masséna, allez, courez, prenez la charge,* « *ils sont à nous!* » Le lendemain Napoléon vit s'approcher sa dernière heure : la veille on avait entendu le guerrier qui décidait du sort d'une bataille : le 3 mai on écouta le dictateur de l'Europe parlant aux sujets qui lui sont restés. Sa voix est solennelle, et il va prononcer la dernière volonté de sa toute-puissance; il s'adresse à ses exécuteurs testamentaires, aux généraux Bertrand et Montholon, et leur dit :

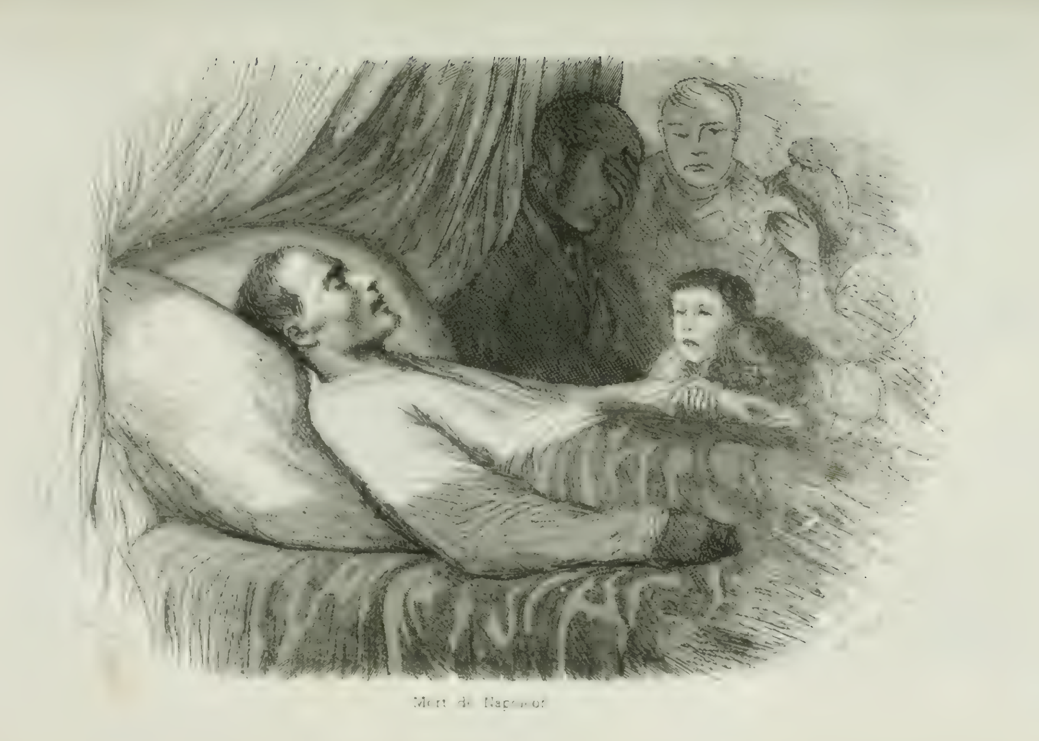
« Vous allez repasser en Europe. Je vous dois quelques conseils sur la conduite que vous avez à tenir. Vous avez partagé mon exil, *vous serez fidèles à* « *ma mémoire; vous ne ferez rien qui puisse la blesser.* J'ai sanctionné tous les « principes, je les ai infusés dans mes lois, dans mes actes; il n'y en a pas un « seul que je n'aie consacré. Malheureusement les circonstances étaient graves. « J'ai été obligé de sévir, d'ajourner; les revers sont venus; *je n'ai pu débander* « *l'arc, et la France a été privée des idées libérales que je lui destinais.* Elle me « juge avec indulgence; elle me tient compte de mes intentions; elle chérit mon « nom, mes victoires. *Imitez-la, soyez fidèles aux opinions que nous avons défen-* « *dues, à la gloire que nous avons acquise; il n'y a hors de là que honte et confusion.* »

Le 4, une tempête affreuse déracina jusqu'au dernier arbre qui avait prêté

son ombrage à Napoléon : elle parut annoncer que le dernier astre sous lequel la terre avait brillé allait s'éteindre. A cinq heures et demie du soir, Napoléon n'interrompit le silence léthargique où il était plongé que pour laisser échapper ces deux mots : « TÊTE D'ARMÉE. » Telle fut la suprême parole du vainqueur de l'Europe. Le buste de son fils, qu'il avait fait placer depuis un mois en face de son lit, avait eu son dernier regard. Vingt minutes après, ces mains qui avaient tenu et donné tant de sceptres, qui avaient élevé tant de monuments et renversé tant de remparts, se glacèrent sous les baisers et sous les larmes des enfants du général Bertrand.

Le lendemain, à six heures du soir, le docteur Antomarchi procéda religieusement à l'autopsie, d'après les intentions de Napoléon. Ce triste devoir eut pour témoins les exécuteurs testamentaires, des officiers de la garnison, et huit médecins anglais ; ces derniers, d'après l'ordre du gouverneur, dressèrent procès-verbal de l'opération. Il y était dit que Napoléon avait succombé *à une affection cancéreuse héréditaire*. Le docteur Antomarchi refusa de signer le procès-verbal, parce que son opinion était que Napoléon avait succombé à une *gastro-hépatite chronique*, produite par le climat. Ainsi, au lieu de constater la vérité, l'autopsie consacra la fable absurde du cancer héréditaire, que les médecins anglais durent appliquer à la maladie de Napoléon, d'après les insinuations ou les ordres de sir Hudson, qui voulait essayer de soustraire son gouvernement et lui-même à la responsabilité éternelle d'un grand crime que les siècles n'absoudront jamais. Les instructions ministérielles qui, malgré les déclarations du docteur O'Meara, avaient décidé, de longue main, que le *patient* mourrait de la maladie de son père, avaient démenti d'avance le témoignage irréfragable de l'autopsie du cadavre de l'*ennemi commun*. Le ministère britannique et la Sainte-Alliance donnaient sans doute encore ce nom à Napoléon ; mais lui, dans un élan sublime, la veille du jour fatal, avait dit : « *Je « suis en paix avec tout le genre humain.* » Aussi, après la mort, son visage portait encore l'empreinte du calme de son âme. Le moment était venu où il avait tout pardonné.

La haine qui avait désigné également Sainte-Hélène pour servir de tombeau à Napoléon, et prévu sa mort inévitable, avait aussi défendu à ses cendres le retour dans la patrie ; elles devaient rester à la terre étrangère et au lieu même du supplice du proscrit. Ni les réclamations des généraux Bertrand et Montholon, qui invoquèrent le traité de Paris ; ni, depuis, les instances de la famille Bonaparte, qui demanda de faire transporter à Rome le corps de son chef, ne purent rien changer à la décision du congrès, dont Hudson Lowe prescrivit impérieusement l'exécution. Alors le premier vœu de Napoléon, renouvelé peu de jours avant de quitter la vie, d'être inhumé au bord de la fontaine, fut réclamé par ses compagnons, heureux de donner au moins à leur souverain le dernier asile qu'il avait choisi lui-même.



Mort de Napoléon



Le lieu où repose Napoléon est un site très-romantique, au fond d'une petite vallée que l'on appelle *Vallée du Fermain*. Auprès coule un filet d'eau limpide, qui descend du pic de Diane ; au-dessus est *Hutsgate*, la Porte de la Cabane, première habitation du grand-maréchal Bertrand. Au commencement de l'exil, cette vallée était un des repos favoris de Napoléon dans ses promenades : ce lieu lui plaisait, et un sentiment de prédilection l'y attirait : « Si je dois mourir sur « ce rocher, dit-il au général Bertrand, faites-moi enterrer au-dessous de ces « saules, près de ce ruisseau. »

Après l'autopsie, sir Hudson Lowe ayant refusé aux exécuteurs testamentaires le transport en Europe du cœur et de l'estomac de Napoléon, ils firent enfermer ces précieux restes dans des coupes pleines d'esprit-de-vin. Napoléon, revêtu de l'uniforme des chasseurs à cheval de la garde impériale, couvert de tous les ordres qu'il avait ou créés ou reçus pendant son règne, fut exposé sur son lit de parade : le manteau de Marengo lui servait de drap mortuaire



Le captif des rois allait descendre dans la tombe avec toutes les décorations de la royauté européenne ; et la couche de fer où il se reposait après les quarante-neuf batailles rangées où il les avait tous vaincus, devenait un monument funèbre autour duquel la religion et la vénération historique rassemblaient, au fond de l'Océan Atlantique, les respects d'un état-major anglais et les re-

grets d'une famille française. En ce moment, le gouverneur parut se joindre à la douleur dont les amis de Napoléon étaient accablés. Il déplora la perte qu'ils avaient faite, en annonçant qu'elle était d'autant plus fâcheuse que son gouvernement revenait à bien. Le ministère l'avait chargé d'annoncer au général Bonaparte que l'instant approchait où la liberté pourrait lui être rendue, et que Sa Majesté britannique ne serait pas la dernière à accélérer le terme de sa captivité.

Napoléon resta exposé le 6 et le 7 mai. Tout Anglais fut libre de venir contempler *l'hôte du Bellérophon*, le mort de Sainte-Hélène. Le concours fut général et la douleur unanime. Pas un habitant qui ne pleurât sur Napoléon; pas un soldat qui ne donnât des regrets au grand capitaine. Ses souffrances lui avaient attiré tous les cœurs : sa mort le rendait sacré. Le 8, le corps fut embaumé; on le revêtit ensuite de l'uniforme de la veille, et on le renferma dans un quadruple cercueil. Le 9, la pompe funèbre eut lieu dans l'ordre suivant : Napoleon Bertrand, filleul de l'Empereur, fils du grand-maréchal; le chapelain Vignali, revêtu de ses habits sacerdotaux; les docteurs Antomarchi et Arnold; vingt-quatre grenadiers anglais, destinés à descendre le corps au bas de la colline; ensuite une voiture de deuil, où le corps était placé; derrière elle, le cheval de Napoléon; les exécuteurs testamentaires, comte Bertrand, comte Montholon, et Marchand, premier valet de chambre, et les serviteurs de Napoléon, escortaient à pied le convoi, que la comtesse de Montholon suivait, en voiture, avec sa fille. Là finissait la famille française. Venait ensuite un groupe d'officiers anglais de mer et de terre; les membres du conseil de l'île; le général Coffin, le marquis de Monchenu, commissaires pour la France et l'Autriche; l'amiral; et le héros de cette pompe de mort, le gouverneur; enfin lady Hudson Lowe et sa fille, en grand deuil, dans une voiture. Trois mille hommes escortèrent le corps au sortir de Longwood. Comme la route ne permettait pas au char funéraire d'arriver jusqu'au lieu de la sépulture, des grenadiers anglais eurent l'honneur de porter sur leurs épaules les dépouilles mortelles du héros. Elles reçurent les prières et la bénédiction du prêtre avant de pénétrer dans le caveau avec les coupes d'argent qui contenaient le cœur et l'estomac, et qui furent placées sur le cercueil descendu dans le funèbre asile. Douze salves d'artillerie apprirent à l'Océan que l'âme de Napoléon avait quitté la terre. Une garde d'officiers anglais fut chargée de veiller sur la sépulture du grand homme.

On trouva dans la chambre de Napoléon quelques papiers qu'il avait déchirés. Ces fragments sont précieux; ils renferment les premières étincelles des pensées vigoureuses qui, jusqu'au dernier moment, fermentèrent dans son esprit, et tinrent son âme élevée au-dessus de son infortune :

« Nouveau Prométhée, je suis cloué à un roc où un vautour me ronge. Oui, « j'avais dérobé le feu du ciel pour en doter la France : le feu est remonté à

« sa source, et me voilà ! L'amour de la gloire ressemble à ce pont que Satan « jeta sur le chaos pour passer de l'enfer au paradis : la gloire joint le passé à « l'avenir, dont il est séparé par un abîme immense. Rien à mon fils, que mon « nom ! »

Jamais homme, depuis Alexandre le Grand et César, n'eut le droit d'être plus avide des regards de la postérité. En regardant des yeux de la pensée son cercueil placé sous la garde des orages, au sein de l'Océan immortalisé par les chants du Camoëns, son âme prophétisait peut-être pour sa cendre le pèlerinage de l'univers. Il a pu se dire : Où sont les restes de Cyrus, de Sésostris, d'Alexandre, de César, de Charlemagne ? Les miens habiteront à jamais mon tombeau. Ils ne sont pas placés sur le chemin des conquérants !





TESTAMENT

ET CODICILLES

DE NAPOLÉON.

Cejourd'hui 15 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène.

CECI EST MON TESTAMENT OU ACTE DE MA DERNIÈRE VOLONTÉ.

I.

1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3° J'ai toujours eu à me louer de ma très-chère épouse Marie-Louise. Je lui conserve, jusqu'au dernier moment, les plus tendres sentiments ; je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France : il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6° Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et Lafayette. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi !

7° Je remercie ma bonne et très-excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme ; Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8° Je désavoue le manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre de *Maximes*, *Sentences*, etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne

sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français (1), lorsque... entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans de semblables circonstances j'agirais de même.

II.

1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres, et autres objets, tels qu'argenterie, lit de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté A. Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

2° Je lègue à lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

3° Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filials qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour a Sainte-Helène lui a occasionnées.

4° Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs : les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami. Je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

6° Idem à Saint-Denis, cent mille francs.

7° Idem à Noverraz, cent mille francs.

8° Idem à Pierron, cent mille francs.

9° Idem à Archambaud, cinquante mille francs.

10° Idem à Cursor, vingt-cinq mille francs.

11° Idem à Chandellier, idem.

12° A l'abbé Vignali, cent mille francs. Je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Novo di Costino.

13° Idem au comte de Las-Cases, cent mille francs.

14° Idem au comte de Lavallette, cent mille francs.

(1) Tout ce qui peut expliquer la pensée, peindre la situation intérieure de Napoléon écrivant son testament, est digne d'intérêt. Or, il est aisé de se convaincre, à l'inspection de l'original, qu'il a d'abord fini l'article I[er] à notre renvoi, car, immédiatement au-dessous de la ligne, il écrit le numéro II de l'article suivant qu'on voit plus bas; mais, trouvant sans doute que sa phrase n'a pas rendu tout ce qu'il voulait, il raie ce numéro II, et ajoute ce qu'on lit comme complément, explication et justification de ce qui précède. Ce n'est pas tout : vient plus tard, et à une seconde lecture, à ce qu'il paraîtrait par l'écriture et par la forme des parenthèses, ce qui termine l'article.

Au surplus, rien n'est plus propre à jeter des lumières sur ce triste sujet, et à faire juger des sentiments qui dirigeaient en ce moment Napoléon, que les détails curieux et les particularités intéressantes consignés à cet égard dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VII, 20 novembre 1816.

15° Idem au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu (1).

16° Idem au général Brayher, cent mille francs.

17° Idem au général Lefèvre-Desnouettes, cent mille francs.

18° Idem au général Drouot, cent mille francs.

19° Idem au général Cambronne, cent mille francs.

20° Idem aux enfants du général Mouton-Duvernet, cent mille francs.

21° Idem aux enfants du brave Labédoyère, cent mille francs.

22° Idem aux enfants du général Girard, tué à Ligny, cent mille francs.

23° Idem aux enfants du général Chartrand, cent mille francs.

24° Idem aux enfants du vertueux général Travost, cent mille francs.

25° Idem au général Lallemand l'aîné, cent mille francs.

26° Idem au comte Réal, cent mille francs.

27° Idem à Costa de Bastilica en Corse, cent mille francs.

28° Idem au général Clausel, cent mille francs.

29° Idem au baron Menneval, cent mille francs.

30° Idem à Arnault, auteur de *Marius*, cent mille francs.

31° Idem au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armées françaises, et à en confondre les calomniateurs et les apostats.

32° Idem au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

33° Idem à Poggi, di Talavo, cent mille francs.

34° Idem au chirurgien Emmery, cent mille francs.

35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 pour 100 depuis juillet 1815. les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Montholon, Bertrand, et Marchand.

36° Tout ce que ce placement produira au-delà de la somme de 5,600,000 fr., dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et, au défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

1° Mon domaine privé étant ma propriété, dont aucune loi française ne m'a

(1) On trouve au *Mémorial*, t. VI, mercredi 23 octobre 1816, la circonstance intéressante et curieuse qui a mérité une si magnifique apostille.

privé, que je sache, le compte en sera demandé au baron de La Bouillerie, qui en est le trésorier. Il doit se monter à plus de 200,000,000 fr., savoir : 1° le portefeuille contenant les économies que j'ai, pendant quatorze ans, faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12,000,000 par an, si j'ai bonne mémoire; 2° le produit de ce portefeuille; 3° les meubles de mes palais tels qu'ils étaient en 1814 : les palais de Rome, Florence, Turin, y compris tous ces meubles, ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, argenterie, bijoux, meubles, écuries : les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne Campagnoni.

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792 jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation (la répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité), moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou par l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méry.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand, et Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

ÉTAT A, JOINT A MON TESTAMENT.

I.

1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2° Je charge l'abbé Vignali de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II.

1° Mes armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moskowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.)

3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

1° Trois petites caisses d'acajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières; la deuxième, douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'Empereur, et divers effets de toilette, conformément aux états numérotés : I, II, III.

2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette. Un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillements, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes deux montres, et la chaîne de cheveux de l'Impératrice.

8° Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets, et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

1° Mon médaillier.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : état *B* et *C*.

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

V.

1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse, au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Noverraz de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

VI.

1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint-Denis de les garder, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

Signé NAPOLÉON.

ÉTAT *A*

1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère, et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Marchand enverra une de mes paires de boucles à souliers, en or, au prince Joseph.

4° Une petite paire de boucles en or à jarretières au prince Lucien.

5° Une boucle de col en or au prince Jérôme.

ÉTAT A.

Inventaire de mes effets que Marchand doit garder pour remettre à mon fils.

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

2° Mon réveille-matin. C'est le réveille-matin de Fréderic II, que j'ai pris a Postdam (dans la boîte n° III).

3° Mes deux montres avec les chaînes des cheveux de l'Impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4° Mes deux sceaux (un de France renfermé dans la boîte n° III).

5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6° Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

7° Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9° Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie, que portaient mes chasseurs en campagne.

10° Ma lunette de France.

11° Mes éperons, deux paires.

12° Trois boîtes d'acajou, nos I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13° Une cassolette en vermeil.

Linge de toilette.

6 Chemises.

6 Mouchoirs.

6 Cravates.

6 Serviettes.

6 Paires de bas de soie.

4 cols noirs.

6 Paires de chaussettes.
2 Paires de draps de batiste.
2 Taies d'oreiller.
2 Robes de chambre.
2 Pantalons de nuit.
1 Paire de bretelles.
4 Culottes-vestes de casimir blanc.
6 Madras.
6 gilets de flanelle.
4 Caleçons.
6 Paires de gants.
1 Petite boîte pleine de mon tabac.

1 Boucle de col en or.	renfermées
1 Paire de boucles à jarretières en or.	dans la petite
1 Une paire de boucles en or à souliers.	boîte n° III.

Habillement.

1 Uniforme de chasseur.
Idem de grenadier.
Idem de garde national.
1 Capote grise et verte.
1 Manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).
1 Zibeline-pelisse verte.
2 Paires de souliers.
2 Paires de bottes.
1 Paire de pantoufles.
6 Ceinturons.

ÉTAT *B*.

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turenne.

1 Sabre de Sobieski (1).
1 Grand collier de la Légion-d'Honneur.
1 Épée en vermeil.
1 Glaive de consul.
1 Épée en fer.
1 Ceinturon de velours.
1 Collier de la Toison-d'Or.
1 Petit nécessaire en acier.

(1) C'est par erreur que ce sabre est porté sur l'état A. Celui-là est le sabre que l'Empereur portait à Aboukir, et qui est entre les mains de M. le comte Bertrand.

1 Veilleuse en argent.

1 Poignée de sabre antique.

1 Chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'Empereur.

1 Petit médaillier.

2 Tapis turcs.

2 Manteaux de velours cramoisi brodés, avec vestes et culottes

1° Je donne à mon fils :

Le sabre de Sobieski.

Le collier de la Légion-d'Honneur.

L'épée en vermeil.

Le glaive de consul

L'épée en fer.

Le collier de la Toison-d'Or.

Le chapeau à la Henri IV et la toque.

Le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2° A l'impératrice Marie-Louise, mes dentelles.

A Madame, la veilleuse en argent.

Au cardinal, le petit nécessaire en acier.

Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.

A la princesse Pauline, le petit médaillier.

A la reine de Naples, un petit tapis turc.

A la reine Hortense, un petit tapis turc.

Au prince Jérôme, la poignée de sabre antique.

Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culottes.

Au prince Lucien, un manteau brodé, veste et culottes.

NAPOLÉON.

Au dos des feuilles pliées et scellées, renfermant l'ensemble du Testament, se lisait :

« *Ceci est mon testament écrit tout entier de ma propre main.* »

Signé NAPOLÉON.

Avril, le 16. — 1821. Longwood.

1° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

2° Je lègue aux comtes Bertrand, Montholon, et à Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes, et généralement tout ce qui m'appartient dans l'île Sainte-Hélène (1).

(1) Le Testament et les Codicilles de l'Empereur ont été imprimés plusieurs fois, et se trouvent dans divers ouvrages, mais le plus souvent ils sont incomplets et dans un ordre interverti. La plupart des éditeurs ont négligé celui-ci. Frappés de trouver à l'article Ier la répétition littérale d'un paragraphe du Testament, et de voir le second en contradiction manifeste avec le contenu

Ce Codicille, tout entier écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

Au dos se lisait : « Ceci est un Codicille de mon Testament, écrit tout de ma propre main. »

NAPOLÉON.

Le 24 avril 1821, Longwood.

CECI EST MON CODICILLE, OU ACTE DE MA DERNIÈRE VOLONTÉ.

Sur la liquidation de ma liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linge, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartiennent, je dispose de deux millions que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les 40 millions que je lui ai donnés soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

1° Sur ces deux millions, je lègue au comte Bertrand 300,000 francs, dont il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être employés selon mes dispositions à l'acquit de legs de conscience.

2° Au comte Montholon, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

3° Au comte Las-Cases, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

4° A Marchand, 100,000, dont il versera 50,000 à la caisse pour le même usage que ci-dessus.

5° Au comte Lavallette, 100,000.

6° Au général Hogendorf, Hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, 50,000 (cinquante mille francs).

7° A mon aide-de-camp Corbineau, 50,000.

8° A mon aide-de-camp Caffarelli, 50,000.

9° A mon aide-de-camp Dejean, 50,000.

10° A Percy, chirurgien en chef à Waterloo, 50,000.

11° 50,000, savoir : 10,000 à Pierron, mon maître d'hôtel; 10,000 à Saint-Denis, mon premier chasseur; 10,000 à Noverraz; 10,000 à Cursor, mon maître d'office; 10,000 à Archambaud, mon piqueur.

de ce même Testament, et, ne pouvant s'expliquer cette singularité, ils ont pensé qu'ils n'avaient rien de mieux à faire que d'éluder la difficulté qu'ils ne pouvaient résoudre, et l'ont laissée de côté. Toutefois, en voici l'explication bien simple. Le Testament était la pièce réelle et secrète, confiée aux soins des exécuteurs testamentaires; le présent Codicille, la pièce fictive et ostensible qui, présentée à sir Hudson Lowe, laissait les exécuteurs testamentaires en pleine liberté d'agir d'après leurs instructions. Sans cette précaution nécessaire, le gouverneur n'eût pas manqué de faire mettre le scellé sur tout ce qui appartenait à Napoléon, et l'eût fait transmettre en Europe à son gouvernement.

12° Au baron Menneval, 50,000.

13° Au duc d'Istrie, fils de Bessieres, 50,000

14° A la fille de Duroc, 50,000

15° Aux enfants de Labédoyère, 50,000.

16° Aux enfants de Mouton-Duvernet, 50,000.

17° Aux enfants du brave et vertueux général Travost, 50,000.

18° Aux enfants de Chartrand, 50,000.

19° Au général Cambronne, 50,000.

20° Au général Lefèvre-Desnouettes, 50,000.

21° Pour être répartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départements du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, 100,000.

22° Pour être répartis entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, de Waterloo, encore vivants, sur des états dressés par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront adjoints Cambronne, Larrey, Percy et Emmery ; il sera donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe; 200,000 francs.

Ce Codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos etait écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exacte exécution à mon fils Eugène Napoléon. Il est tout écrit de ma propre main. »

« NAPOLÉON. »

Ce 24 avril 1821, a Longwood

CECI EST UN TROISIÈME CODICILLE A MON TESTAMENT DU 15 AVRIL.

1° Parmi les diamants de la couronne qui furent remis en 1814, il s'en trouvait pour 5 à 600,000 francs qui n'en étaient pas, et faisaient partie de mon avoir particulier. On les fera rentrer pour acquitter mes legs.

2° J'avais chez le banquier Torlonia, de Rome, 2 à 300,000 francs en lettres de change, produit de mes revenus de l'île d'Elbe; depuis 1815, le sieur de Peyrusse, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier et n'eût pas de caractère, a tiré à lui cette somme : on la lui fera restituer (1).

3° Je lègue au duc d'Istrie trois cent mille francs, dont seulement cent mille reversibles à la veuve, si le duc était mort lors de l'exécution du legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le duc épouse la fille de Duroc.

(1) M. G. Peyrusse a justifié, par un mémoire imprimé et par les déclarations authentiques de messieurs les exécuteurs testamentaires, insérées dans *le Moniteur* du 11 mai 1831, qu'il n'avait disposé d'aucune des sommes réalisées a la caisse du banquier Torlonia, et que l'article du Testament de l'empereur Napoléon le concernant avait été rédigé dans une supposition qui s'est ainsi trouvée sans fondement

4° Je lègue à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, deux cent mille francs. Si elle était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère.

5° Je lègue au général Rigaud, celui qui a été proscrit, cent mille francs.

6° Je lègue à Boisnod, commissaire-ordonnateur, cent mille francs.

7° Je lègue aux enfants du général Letort, tué dans la campagne de 1815, cent mille francs.

8° Ces 800,000 francs de legs seront comme s'ils étaient portés à la suite de l'art. 36 de mon Testament, ce qui porterait à 6,400,000 francs la somme des legs dont je dispose par mon testament, sans comprendre les donations faites par mon second Codicille.

Ceci est écrit de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos se lisait : Ceci est mon troisième Codicille à mon Testament, tout entier écrit de ma main, signé et scellé de mes armes.

« Sera ouvert le même jour, et immédiatement après l'ouverture de mon Testament. »

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood

CECI EST UN QUATRIÈME CODICILLE A MON TESTAMENT. PAR LES DISPOSITIONS QUE NOUS AVONS FAITES PRÉCÉDEMMENT, NOUS N'AVONS PAS REMPLI TOUTES NOS OBLIGATIONS, CE QUI NOUS A DÉCIDÉ A FAIRE CE QUATRIÈME CODICILLE.

1° Nous léguons au fils ou petit-fils du baron Dutheil, lieutenant-général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Auxonne avant la révolution, la somme de cent mille francs (100,000), comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général prit de nous lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres.

2° *Idem* au fils ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de cent mille francs (100,000). Nous avons sous ses ordres dirigé ce siége et commandé l'artillerie. C'est un témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

3° *Idem*, nous léguons cent mille francs (100,000) aux fils ou petits-fils du député à la Convention Gasparin, représentant du peuple à l'armée de Toulon, pour avoir protégé et sanctionné de son autorité le plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le Comité de salut public. Gasparin nous a mis, par sa protection, à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

4° *Idem*, nous léguons cent mille francs (100,000) à la veuve, fils ou petit

fils de notre aide-de-camp Muiron, tué à nos côtés à Arcole, nous couvrant de son corps (1).

5° *Idem* (10,000) dix mille francs au sous-officier Cantillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier (2) sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris, et par-là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées, contre le texte des traités.

6° Ces 410,000 (quatre cent dix mille francs) seront ajoutés aux 6,400,000 dont nous avons disposé, et porteront nos legs à 6,810,000. Ces 410,000 fr. doivent être considérés comme faisant partie de notre Testament, article 36, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les 9,000 livres sterling que nous avons données au comte et à la comtesse Montholon doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous leur faisons par nos Testaments : si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant les legs faits par notre Testament au comte Montholon, la pension de 20,000 fr. accordée à sa femme est annulée : le comte Montholon est chargé de la lui payer.

(1) Beaucoup ont écrit sur le caractère et les qualités de Napoléon, soit en attaque, soit en défense. Que ceux qui sont avides de données propres à les guider dans la vérité s'arrêtent sur ses derniers actes! Il n'est pas un paragraphe, une ligne de son Testament et de ses nombreux Codicilles, qui, dans leurs préambules et leurs détails, ne jettent de vives lumières, et ne se trouvent caractéristiques. Après les avoir lus soigneusement, on ne se demande plus s'il fut bon citoyen, bon époux, bon père, parent, ami affectionné; s'il fut sensible aux bienfaits, aux services qu'il reçut; s'il en perdit jamais le souvenir.

Le présent Codicille surtout est des plus touchants à cet égard; et combien de si précieux témoignages ne se trouvent-ils point rehaussés encore par toutes les circonstances dont ils furent entourés! Napoléon touchait à sa fin, des douleurs aiguës le torturaient sans relâche, et c'est dans cette situation désespérée, dans un même instant, le même jour, qu'il trace avec cette dignité, cette précision, ce même esprit d'ordre et de calcul qui présidaient à ses décrets, ses quatre derniers Codicilles!! et il les écrit entièrement de sa main, lui pour qui ce devait être une si grande affaire, en ayant depuis longtemps tout-à-fait perdu l'habitude!

(2) Quelques-uns ont blâmé, dans ce quatrième Codicille, l'article du subalterne Cantillon, comme pouvant, suivant eux, être pris pour un sentiment de haine et avoisiner la justification du meurtre; mais nullement; et ce serait bien mal lire. Napoléon n'a voulu au contraire, par une similitude frappante, que mieux constater un grand principe de morale, et faire ressortir plus énergiquement tout l'odieux du raisonnement, de la violence, de l'assassinat même, selon lui, employés contre sa personne.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureaux, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront 3 p. 100 (trois pour cent) sur tous les legs, soit sur les 6,800,000 fr., soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les 200,000,000 du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et depensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

11° Si les sommes provenant des susdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous lui avons fait par notre Testament et Codicille.

12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte Las-Cases, et, à son défaut, son fils, et, à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent Codicille est entièrement écrit de notre main, signé et scellé de nos armes.

Signé NAPOLÉON.

24 avril 1821, Longwood.

CECI EST MON CODICILLE OU ACTE DE MA DERNIÈRE VOLONTÉ.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très-chère et bien-aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent Codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

1° Je recommande à l'Impératrice de faire restituer au comte Bertrand les 30,000 francs de rentes qu'il possède dans le duché de Parme et sur le Mont-Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc, et autres de mes serviteurs qui me sont restés fidèles, et qui me sont toujours chers; elle les connaît.

3° Je lègue sur les 2,000.000 ci-dessus mentionnés 300.000 francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100.000 dans la caisse du trésorier pour être employés, selon mes dispositions, a des legs de conscience.

4° Je lègue 200,000 au comte Montholon, sur lesquels il versera 100.000 dans la caisse du trésorier pour le même usage que ci-dessus.

5° *Idem* 200.000 au comte Las-Cases, sur lesquels il versera 100.000 dans la caisse du trésorier pour le même usage que ci-dessus

6° *Idem* à Marchand 100,000, sur lesquels il versera 50,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

7° Au maire d'Ajaccio, au commencement de la révolution, Jean-Jérôme Levie, ou à sa veuve, enfants ou petits-enfants, 100,000 francs.

8° A la fille de Duroc, 100,000.

9° Au fils de Bessières, duc d'Istrie, 100,000.

10° Au général Drouot, 100,000.

11° Au comte Lavalette, 100,000.

12° *Idem* 100,000, savoir : 25,000 à Pierron, mon maître d'hôtel; 25,000 à Noverraz, mon chasseur; 25,000 à Saint-Denis, le garde de mes livres; 25,000 à Santini, mon ancien huissier.

13° *Idem* 100,000, savoir : 40,000 à Planat, mon officier d'ordonnance; 20,000 à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte; à Lavigne, qui était dernièrement concierge d'une de mes écuries, et qui était mon piqueur en Égypte; à Jeanet Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte.

14° Deux cent mille francs seront distribués en aumônes aux habitants de Brienne-le-Château qui ont le plus souffert.

15° Les 300,000 francs restants seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l'île d'Elbe actuellement vivants, ou à leurs veuves et enfants, au prorata des appointements, et selon l'état qui en sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièvement auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

Ce Codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exécution à ma très-chère épouse l'impératrice Marie-Louise. »

Signé NAPOLÉON.

FIN DU TESTAMENT

TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.





